BnF Gallica

Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence / publiée par la Faculté de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Université d'Alger. Faculté de droit. Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence / publiée par la Faculté de droit d'Alger. 1913-1962.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter **reutilisationcommerciale@bnf.fr**.

REVUE ALGÉRIENNE

TUNISIENNE ET MAROCAINE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMITE DE REDACTION

M. Morand, Doyen de la Faculté, *Président;*
MM. Thomas et Peltier, Professeurs à la Faculté.
M. Louis Milliot, Professeur à la Faculté, *Secrétaire de la Rédaction.*
MM. Bruno, Avocat au barreau de Rabat, **Rectenwald**, Conseiller à la Cour d'Appel d'Alger, Vice-Président du tribunal mixte de Tunisie, *Secrétaires adjoints.*

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. **Abribat**, interprète judiciaire ; **Audinet**, professeur à la Faculté de Poitiers; **Bienvenue**, professeur à la Faculté ; **Boivin**, docteur en droit, ancien directeur de l'intérieur au Gouvernement Général de l'Algérie ; **Bousquet**, professeur à la Faculté ; **Breton**, professeur à la Faculté ; **Cabouat**, professeur à la Faculté de Caen ; **Capitant**, professeur à la Faculté de Paris ; **Chauveau**, professeur à la Faculté ; **Cordier**, Président de Chambre à la Cour de Rabat ; **Declareuil**, professeur à la Faculté de Toulouse ; **Ducos de la Haille**, directeur de la justice tunisienne ; **Duhamel**, professeur à la Faculté ; **Dujarlier**, conseiller à la Cour de Paris, ancien directeur de l'Ecole ; **Dumas**, conseiller à la Cour de cassation ; **Dupla**, directeur des services judiciaires tunisiens ; **Dupond**, professeur à la Faculté ; **Durieu de Leyritz**, président de Chambre honoraire ; **Ebert**, ancien secrétaire général adjoint du gouvernement général ; **Fabre de Parrel**, conseiller à la Cour de cassation ; **Fabry**, conseiller à la Cour de cassation ; **Faure de Ceris**, professeur à la Faculté ; **Fréjaville**, professeur à la Faculté ; **Gabolde**, professeur à la Faculté de Montpellier ; **Gaffiot**, professeur à la Faculté ; **Gemahling**, professeur à la Faculté de Strasbourg ; **Geny**, doyen de la Faculté de Nancy; **Gérard**, professeur honoraire à la Faculté ; **Girault**, doyen de la Faculté de Poitiers ; **F. Godin**, avocat général ; **Jonnart**, sénateur, membre de l'Académie française ; **Knœrtzer**, substitut du procureur de la République près le tribunal d'Alger ; **Labbe**, président du Tribunal mixte de Tunisie ; **Bernard Lavergne**, professeur à la Faculté de Lille ; **Lebert**, ancien professeur à la Faculté ; **Ledoux**, ancien professeur à la Faculté, juge-assesseur au Tribunal de la Seine ; **Lefevre-Paul**, avocat à la Cour d'Alger ; **Lemonnier**, professeur à la Faculté de Caen ; **Lhomme**, ancien professeur à la Faculté ; **Mallarme**, député, professeur à la Faculté ; **Massonie**, docteur en droit, avocat honoraire ; **R. Maunier**, professeur à la Faculté de Paris ; **Mirante**, directeur des affaires indigènes au Gouvernement général de l'Algérie ; **Mojon**, avoué près la Cour ; **Mosca**, avocat à la Cour ; **Mounier**, professeur à la Faculté de Bordeaux ; **Niboyet**, professeur à la Faculté de Strasbourg ; **Nicolay**, docteur en droit, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; **Nores**, avocat général ; **Paoli**, ancien bibliothécaire de l'Université ; **Pic**, professeur à la Faculté de Lyon ; **Picard**, professeur à la Faculté de Paris ; **Pirou**, professeur à la Faculté de Paris ; **Pommereau**, interprète près le Tribunal de 1re instance de Constantine ; **Pouyanne**, Président de Chambre à la Cour ; **Prevot-Leygonie**, professeur à la Faculté de Poitiers ; **Radouant**, professeur à la Faculté de Strasbourg ; **Randet**, juge au Tribunal mixte d'Alexandrie ; **Ricol**, professeur à la Faculté de Toulouse ; **Roche**, premier président de la Cour d'appel d'Alger ; **Rolland**, professeur à la Faculté de Paris ; **Sourdois**, ancien professeur à la Faculté ; **Stefani**, professeur à la Faculté ; **Sumien**, conseiller d'Etat ; **Testaud**, professeur honoraire à la Faculté.

REVUE ALGÉRIENNE

TUNISIENNE ET MAROCAINE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

FONDEE PAR L'ECOLE DE DROIT

SOUS LA DIRECTION DE M. ROBERT ESTOUBLON

Continuée par la Faculté de Droit d'Alger

Divisée en quatre parties :

1° DOCTRINE ET LEGISLATION; 2° JURISPRUDENCE;

3° et 4° LOIS, DECRETS, ARRETES, ETC. **(Algérie, Tunisie et Maroc)**

TOME XLIII — ANNEE 1927

BIBLIOTHÈQUE
PRÊT
CENTRALE NATIONALE

Per. 8°
764

JURIS-CLASSEURS
(*Editions pour l'Afrique du Nord*)

18, RUE SEGUIER, PARIS (VI^e^)

1927

LA REVUE ALGÉRIENNE, TUNISIENNE ET MAROCAINE

de Législation et de Jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'Abonnement : ALGERIE, COLONIES, FRANCE et ETRANGER, un an, 45 fr. — Les abonnements sont reçus aux JURIS-CLASSEURS, 25, Place Dauphine - PARIS (1er).

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la Revue doivent être adressées à M. le Secrétaire de la Revue, Faculté d'Alger.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie et la Tunisie dont deux exemplaires auront été adressés à M. le Secrétaire de la Revue, Faculté d'Alger.

EXPLICATION DES PRINCIPALES ABREVIATIONS

A. c. r. g.	Arrêté du commissaire résident général (Maroc).
A. D. A.	Arrêté du direct. de l'agriculture et du comm. (Tunisie).
A. D. F.	Arrêté du directeur des finances (Tunisie).
A. D. P. T.	Arrêté du directeur des postes et télégraphes (Tunisie)
A. d. r. g.	Arrêté du délégué à la résidence générale (Maroc).
A. D. T. P.	Arrêté du directeur général des travaux publics (Tunisie).
A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. g. v.	Arrêté du grand vizir (Maroc).
A. M.	Arrêté ministériel.
A. P. M.	Arrêté du premier ministre (Tunisie).
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
B. O. M.	*Bulletin officiel du protectorat au Maroc.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100.	Dalloz, *Recueil périodique*, année 1886, 2e partie, p. 100
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais*, année 1886, page 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurisp. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de* 1830 *à* 1876, par Robert Estoublon.
L.	Loi.
Mob.	Le *Mobacher*, journal *dit* officiel (Algérie).
O.	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* (Collection Macarel et Lebon).
Rev. Alg. 1886.2.50	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 2e partie, page 50.
Rép. M.	Réponse du ministre (à une question écrite posée par un membre du Parlement).
Sr ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

REVUE ALGÉRIENNE

Tunisienne et Marocaine

PREMIERE PARTIE

DOCTRINE ET LEGISLATION

LES CAHIERS

des trois ordres de la province de Provenee

ET SPECIALEMENT CEUX DES SENECHAUSSEES

d'AIX, d'ARLES, de DRAGUIGNAN, de FORCALQUIER, de MARSEILLE et de TOULON

(Suite)

LEUR RÉDACTION. — EXPOSÉ SYSTÉMATIQUE ET CRITIQUE DE LEURS VŒUX ET DOLÉANCES RELATIVEMENT A L'EGLISE ET AUX ECCLÉSIASTIQUES

NOTE. — Voir les numéros août-septembre-octobre et novembre 1926 *de la Revue.*

Au début, c'était non pas « une espèce de pension alimentaire (1) donnée par Pépin et par Charlemagne (2) aux ecclésiastiques que les malheurs des temps et la guerre contre les Sarrasins avaient dépouillés de leurs domaines » (3), mais une « rétribution volontaire » (4).

Ainsi, non seulement en droit on paraît pouvoir contester la légitimité de la survivance (5) à notre siècle d'une institution qui — comme tant d'autres — provisoire à l'origine avait malheureusement en quelque sorte cristallisé, mais encore, en fait, la dîme donnait lieu à de tels abus et offrait tant de prise à la critique, qu'elle apparaît vraiment, à la lecture des cahiers, comme une obligation désuète qui eut dû dès longtemps avoir disparu.

En premier lieu, c'est une imposition très lourde. Ce caractère se trouve encore accentué en Provence. Là, le paysan a peine à vivre sur une terre « marâtre », souvent couverte de montagnes, et, par surcroît, traversée de torrents comparables à nos oueds, qui sont, l'été, d'une sécheresse inutile, et qui, l'hiver, enflés démesu-

(1) La Bastidonne, 6, 259, 1. Megreuil, 6, 350, 1, etc., ont noté ce caractère.
(2) En ce sens, Marion, 172, 2.
(3) Cucuron, VI, 284, 1.
(4) Allauch, 6, 240, 1. Ginasserois, 6, 301, 1. Fos-les-Martigues, 6, 293, 1.
(5) Puyloubier, 6, 387, 1.

rément, constituent un danger pour les cultures riveraines (1). Barcelonnette, qui consacre même une rubrique spéciale à la situation géographique de la vallée de ce nom, représente aussi son sol stérile, au demeurant « couvert de neige pendant plus de six mois de l'année » (2).

La dîme était écrasante encore par la rigueur avec laquelle elle était appliquée, malgré des conditions géographiques éminemment défavorables. On la calculait, en effet, non sur le produit net, mais sur le produit brut de la terre, et même le grain pour les semences n'en était point exempt. Aussi la communauté d'Albauch (3) se plaint-elle de ce que « le décimateur percevant le 1/14e du produit brut, reçoit réellement la 1/7e portion du produit net ». Le vœu de Fos-les-Martigues (4) est donc qu'elle « ne soit prise que sur le net produit (5), cultures (c'est-à-dire frais de culture) et semences (6) prélevées ». Saint-Julien-le-Montagnier (7) remarque, à ce sujet, que « le misérable laboureur... paye chaque année doublement ce tribut, que l'on perçoit de nouveau sur les semences qu'il (*sic*) avait déjà payé l'année précédente. »

Le principe de l'égalité se trouvait en outre lésé par la dîme. Contrairement à son nom, celle-ci était loin d'être toujours la dixième partie des fruits sur lesquels elle était perçue. Son taux variait selon les paroisses. A Cabrières-d'Aigues (8), il était la seizième partie des grains, légumes, etc., et la vingtième partie des raisins. A Baudinard (9), la treizième des grains, vins et agneaux. A Naux (10, la dixième. A Vaugine (11), la dixième des grains et la huitième de toutes autres denrées. Aussi les vœux les plus timides demandent-ils que cette quotité soit « uniforme dans le royaume » (12). à tout le moin « égale pour toute la province » (13).

L'inégalité de la dîme s'offrait d'ailleurs sous un autre aspect: si, en effet, les céréales étaient toujours décimables, les bois, les prés, les étangs ne l'étaient pas. « La dîme doit être abolie », proclame Saint-Julien-le-Montagnier (14), « parce qu'elle présente une répartition tout à fait inégale, en ce que les pays complantés en oliviers et abondants en prairies et autres fruits ne payent presque rien, tandis que le misérable laboureur qui cultive une terre semable paye, chaque année... ce tribut. » On devine combien cette deuxième forme d'inégalité devait être sensible dans ce pays de

---

(1) Jougues, 6, 308, 1. Chatelard, 3, 378, 1.
(2) III, 366, 2.
(3) VI, 240, 1.
(4) VI, 293, 1.
(5) VI, 404, 1.
(6) Arles, II, 59, 2. Drag. III, 260, 1. Allen, VI, 242, 2.
(7) VI, 416, 1.
(8) VI, 268, 1.
(9) VI, 260, 2.
(10) VI, 363, 1.
(11) VI, 435, 1.
(12) Rognac, VI, 399, 1. Jougues, VI, 308, 1, considère que c'est là un minimum de réforme. Drag., III, 260, 1.
(13) La Bastidonne, VI, 259, 1.
(14) VI, 416, 1.

Provence où deux des principales richesses du sol sont l'alpage et l'arbre, particulièrement l'olivier.

La dîme était odieuse surtout parce que, au vu et au su de tout le monde, elle était détournée de sa destination première. Elle avait été créée comme une « imposition pour la nourriture de ceux qui administrent les sacrements » (1) et des « ministres qui travaillent directement à l'instruction (c'est-à-dire l'édification) des fidèles » (2), en outre pour le « service des autels, l'entretien des presbytères et des églises » (3) ; enfin, les canons en réservaient le quart (4) au « soulagement des pauvres ». Or, au cours des siècles, « il était souvent arrivé », explique M. Marion (5), « que des monastères, fondateurs de cures et restés curés primitifs, eussent gardé la dîme... ou qu'elle eut été attribuée pour partie à des évêchés, chapitres, abbayes, et il en résultait que dans la plupart des paroisses la dîme n'appartenait pas au curé, mais à de gros décimateurs plus ou moins éloignés et indifférents » (6). Les curés congruistes de Fréjus (7), se plaignent de ce que ces gros décimateurs, en leur égoïsme, leur enlèvent même les dimes novales, c'est-à-dire celle portant sur les fonds nouvellement cultivés et qui, récemment encore — de la déclaration du 28 août 1759 à 1768 — avaient été expressément réservées aux curés. « Les gros bénéficiers qui ne font aucune fonction pastorale et qui jouissent néanmoins de la plus grande partie des dîmes, n'ont pu, abusivement, se dispenser du travail et retenir le salaire », prétend Saint-Julien-le-Montagnier (8). Sans doute, « le haut clergé fait faire le service par des gens gagés qu'ils appelle (*sic*) bas clergé » (9) : mais il répugnait d'instinct aux hommes de 89 de voir, en face des pauvres curés à congrue, « seuls membres utiles qui sont réduits à la misère par la parcimonie des magnifiques et inutiles potentats de leur ordre », « d'illustres fainéants » (10) « insulter, par l'étalage de leurs richesses plus mondaines qu'évangéliques, à la misère du peuple qui les lui fournit à la sueur de son front » (11).

Ce qui affectait le paysan encore plus que la méconnaissance d'un idéal d'équité, c'est le supplément de débours par quoi, pour lui et pour les siens, se traduisait en fin de compte ce déplorable état de choses.

Vu le pitoyable état des finances curiales, en effet, les communautés, quoique ayant satisfait déjà à la dîme, devaient néanmoins subvenir à l'entretien des sacristies, cimetières et bâtiments affectés à l'exercice du culte. Cela donnait lieu à de nombreuses doléan-

---

(1) La Bastidonne, VI, 259, 1, même sens Megreuil, VI, 350, 1.
(2) Saint-Julien-le-Montagnier, VI, 416, 1.
(3) Mirabeau, VI, 354, 2.
(4) Tholonet, VI, 427, 2.
(5) P. 174, 2 et 3.
(6) En ce sens, Margreuil, VI, 350, 1. La Roquette. VI, 334, 1. Gignac, VI, 296, 2, qui n'est même pas desservie.
(7) III, 265, 1.
(8) VI, 404, 1.
(9) Mirabeau, VI, 354, 2.
(10) Roquefort, VI, 404, 1.
(11) Mirabeau, VI, 354, 2.

ces. Allen (1), par exemple, supplie que « les prieurs décimateurs soient obligés d'entretenir les églises, cimetières, ornements, fournir à tous les frais du service divin, ainsi qu'anciennement ils y étaient obligés. » Dans le même ordre d'idées, le clergé de Digne (2), demande « l'établissement d'une fabrique dans chaque paroisse. » Le mot, d'après M. Marion (3), désignait « l'ensemble des biens et revenus appartenant à une église et destinés aux frais du culte et à l'entretien de l'église »; l'établissement d'une pareille institution eut amené les gros décimateurs à verser à cette fin le quart des décimes, versement que Lavisse (4), déclare ordonné par le droit canonique.

Bien mieux, les fidèles étaient obligés de payer les baptêmes, les mariages, les enterrements (5) ; les redevances perçues à ces occasions constituaient le casuel. Quant aux pauvres des paroisses, « s'ils trouvent des secours », gémissait la communauté de Jougues (6), « c'est de tout autre côté que de celui dont ils sont en droit de les exiger. »

Enfin, on protestait contre les dîmes moins peut-être parce qu'elles constituaient un « impôt affreux » (7) que parce qu'elles étaient « une cause continuelle de procès » (8), « la forme de leur perception, leur quotité, les fruits qui doivent l'acquitter sont discutés dans tous les tribunaux », reconnaît le clergé de Riez (9) ; c'est ainsi que pour savoir si dans une paroisse tel légume, tel produit de jardin était décimable, on s'en rapportait à l'usage, toujours sujet à contestations. Sans doute, depuis des siècles, toute une jurisprudence s'était élaborée, mais elle était elle-même incertaine.

Toutes ces causes d'impopularité des dîmes ecclésiastiques expliquent l'insistance et la force avec laquelle les cahiers de Provence réclament leur suppression. Certaines communautés (10) se contenteraient, comme pis-aller, de leur substituer des « abonnements », c'est-à-dire le versement d'une « certaine quantité de grains ou d'une certaine somme d'argent par arpent » (11) : ce qui évidemment rendrait leur perception moins arbitraire.

Mais en tous cas une réforme profonde correspondait à un vœu si général que même les cahiers du clergé (12), l'inscrivent au nombre de leurs desiderata. Si toutefois, dans notre province, le second ordre se montre assez réservé à cet endroit (13), c'est sans doute

(1) VI, 242, 2.
(2) III, 338, 1; id. III, 362, 1.
(3) P. 229, 1.
(4) P. 163 du tome IX de l' « Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution ».
(5) Mirabeau, VI, 354, 2.
(6) VI, 308, 1.
(7) Mirabeau, VI, 354, 2.
(8) Sisteron clergé, III, 362, 1. Varages, VI, 431, 2, etc...
(9) III, 343, 2. Aussi bien, clergé de Marseille, III, 690, 2, etc.
(10) Allauch, VI, 240, 1. Auriol, VI, 252, 2. Toulon, V, 789, 2. Drag. III, 260, 1.
(11) Marion, 173, 1.
(12) Digne, III, 337, 2. Marseille, III, 690, 2.
(13) Ainsi la noblesse d'Aix, I, 694, 1, parle seulement des dîmes « insolites », c'est-à-dire perçues depuis une date plus récente que les dîmes ordinaires ou solites.

parce que la noblesse provençale avait, nous dit M. Marion, « obtenu de payer la dîme à un taux moindre que les roturiers. »

Le casuel ecclésiastique, autre grande source des revenus de l'Eglise, suscitait aussi de nombreuses récriminations en Provence.

Il était odieux en droit parce que, nous l'avons vu, faisant double emploi avec la dîme (1), en fait, parce que, au gré des populatons que la misère des temps et leur naturel obligeaient à liarder, son assiette, comme on dit, était par trop étendue. « On ne peut pas faire sonner les cloches sans le payer », observe Cabriès, « or, celles-ci appartiennent à la Communauté et leur entretien est à sa charge »; même « une femme ne peut pas relever de couches sans qu'il en revienne encore une rétribution » (2).

Aussi, presque tous les cahiers, même ceux du clergé (3), désirent l'abolition pure et simple de cette multitude de contributions onéreuses autant qu'abusives.

Si vifs qu'en soient parfois leurs termes, il ne faudrait point croire cependant que ces doléances touchant tant la dîme que le casuel, aient été dans quelque mesure inspirées par l'impiété, l'impatience de secouer le joug spirituel qui, à la fin du siècle, pèse encore sur l'ancienne France. De cela la meilleure preuve nous est fournie par le nombre des communautés (4) qui se reconnaissent tout naturellement obligées de pourvoir, dans l'honnête mesure, aux frais du culte paroissial et à l'entretien des prêtres le desservant. Allen (5) propose même en ce sens de « contribuer à soutenir la dignité de l'évêque diocésian. Qu'à cet effet il soit fixé... le contingent qui sera payé à l'évêque par chaque communauté relativement à son affouagement (6) et à sa population ».

L'Eglise, malgré les siècles et la concurrence de la justice royale, avait gardé le privilège de posséder des juridictions à elle, dites « officialités ». Plusieurs cahiers désirent leur suppression soit expressément (7), soit tacitement (8) mais toujours dans un but égalitaire. « Tous les ecclésiastiques étant sujets du roi », proclame Istres (9), « seront soumis à la justice ordinaire ». D'autres (10), demandent seulement « que la juridiction des archevêques et évêques et de leurs officiaux » (c'est-à-dire des juges ecclésiastiques commis par eux pour exercer en leur nom la juridiction qui leur

---

(1) Ansouis, VI, 246, 1. Quinson, VI, 390, 1. Grasse, III, 269, 2.

(2) VI, 272, 1.

(3) Aix, 1, 692, 2; Arles, II, 55, 1; Barcelonnette, III, 366, 1; Grasse, III, 269, 2 etc... Il est vrai que les deux premiers et le dernier parlent du casuel forcé et non du casuel volontaire.

(4) Aubagne, VI, 250, 1. Berre, VI, 263, 2. Mirabeau, VI, 354, 2. Jougues, VI, 308, 1, etc. En ce sens, Aurons, VI, 256, 2, art. 23, et Mérindol, VI, 347 2 art. 22; désirent l'établissement d'un budget des cultes.

(5) VI, 242, 2.

(6) L'affouagement, nous dit M. Marion, p. 7, alinéa 2, est le « nom donné principalement en Provence, à l'opération qui consiste à fixer pour chaque communauté son nombre de feux, c'est-à-dire d'unités imposables ».

(7) Mirabeau, VI, 355, 2. Rians, VI, 396, 1, etc.

(8) Draguignan, III, 257, 2.

(9) VI, 306, 1, art. 48.

(10) Digne, III, 350, 1.

appartenait) « soit limitée précisément aux matières spirituelles; et qu'ils ne puissent instruire ni juger au civil, ni au criminel, soit entre ecclésiastiques ou laïques... »

Mais le clergé défend naturellement ses droits: il entend à tout le moins conserver à l'Eglise sa juridiction contentieuse (1). Les curés de Fréjus supplient même le roi de leur accorder « un tribunal ecclésiastique... qui connaîtra de toutes les matières bénéficiales et prétentions qui pourraient s'élever entre les ecclésiastiques » (2), afin, ajoute le texte, « que tous les susdits différents soient jugés sans bruit et sans scandale. »

Comme on le voit, à la différence des précédents, le privilège qui nous occupe était bien loin de soulever d'unanimes protestations. C'est qu'en vérité, à la fin de l'ancien régime, la justice de l'Eglise, à l'origine à peu près illimitée, n'était plus que l'ombre d'elle-même, puisque même les causes relatives à la dîme, nous rapporte M. Marion (3), étaient aussi bien portées devant les juges laïques. ques.

A cette suppression des officialités peut se rattacher celle des monitoires. Certains cahiers (4) en demandent l'abolition « excepté dans le cas de meurtre ou de crime d'état ». Le monitoire, explique M. Marion (5), était l' « injonction faite par l'autorité ecclésiastique, sur la demande d'un juge laïque, de révéler ce que l'on savait sur tel fait, généralement sur tel crime, sous peine d'excommunication. C'étaient en général les officialités qui ordonnaient les monitoires, toujours sur l'initiative d'un juge séculier. Les monitoires étaient lus par les curés trois dimanches de suite au prône de la messe paroissiale, et les révélations étaient reçues par eux. Or, les monitoires s'accordaient parfois avec une facilité exagérée, presque scandaleuse... »

Les cahiers provençaux ne révèlent guère de vœux ou doléances relativement à l'instruction (6), ce monopole d'Eglise qui, s'il avait été rationnellement exploité eut sans doute constitué une très lourde charge, mais qui, dans l'abandon même où on le tenait, pouvait encore se ranger au nombre des privilèges du premier ordre pour les avantages d'ordre spirituel qu'il rapportait.

Grâce à sa main-mise sur de nombreux établissements d'enseignement, et à son droit de surveillance sur ceux-là mêmes qui n'étaient pas tenus par ses soins, l'Eglise exerçait, en effet, un contrôle sur toute l'éducation nationale, pouvait lui imposer ses directives, l'orienter dans son sens; au bref, d'une fin très noble la réduire à un simple moyen. Cette préoccupation d'assurer sa puissance avant tout est manifeste dans la proposition du clergé d'Aix (7) qui veut « qu'on établisse de nouvelles écoles, même pour les enfants des cultivateurs (*sic*), afin que les enfants de toutes les classes puissent

(1) Grasse, III, 267, 2.
(2) III, 265, 1.
(3) p. 322, 2.
(4) Sisteron clergé, III, 362, 1. Grasse, III, 257, 2.
(5) p. 383, 1.
(6) En dehors des vœux très généraux, comme celui des curés de Fréjus, III, 264, 2.
(7) I, 692, 1 et 2.

recevoir dès leur tendre jeunesse les principes de la religion. » Le même vœu nous montre l'Eglise jalouse de sa prérogative au point de vouloir « que les maîtres et les maîtresses d'école soient soumis (réellement, sous-entendu) à l'approbation des curés, conformément à l'édit de 1695 », et, empêchant par là autrui de remplir la noble tâche à laquelle elle avait elle-même failli,, « supplier qu'il soit très expressément défendu aux protestants de se charger de l'enseignement public dans les paroisses. »

Quant aux vœux et doléances de notre province relativement à l'assistance publique, dont on sait que l'Eglise avait eu, sous l'ancien régime, un monopole (1) dont le reste lui conférait encore un grand motif de puissance sociale, ils apparaissent si dispersés et tellement incidents (2) qu'ils ne permettent pas, d'après les cahiers que nous possédons. une étude systématique et critique de la matière.

Ayant ainsi envisagé les vœux et doléances de la province de Provence relativement à l'Eglise, c'est-à-dire à la Religion et au Clergé considéré comme un ordre dans l'Etat, une machine dont le fonctionnement abusif lésait le pays, nous considérerons désormais les rouages intérieurs de cette organisation privilégiée. Car tout n'est pas simple, dans le complexe ecclésiastique ; et, de plus, l'inégalité, l'oppression y règnent : c'est que, après tout, c'est un organisme humain.

Nous examinerons donc les vices internes de cette organisation.

Et tout d'abord recueillons ce vœu qui, peut-être, est fait pour déceler comment avaient pu s'instaurer, au cours des siècles, de graves défectuosités à l'intime de l'appareil, au point de le fausser complètement. Plusieurs cahiers du Clergé lui-même demandent « le rétablissement des conciles et synodes » (3). « Le trop long in-«tervalle dans la tenue des conciles a toujours été regardé comme « une cause de relâchement dans la discipline » (4). « Que, confor-« mément aux saints canons, il sera tenu, au moins tous les trois « ans, un synode diocésian, pour être fait à ce synode des règle-« ments utiles à la pureté de la doctrine, au maintien de la disci-« pline ecclésiastique et à la conservation des bonnes mœurs » (5).

C'est qu'en vérité cette discipline s'était bien relâchée, depuis les « saints canons ».

Le haut clergé provoquait en premier lieu de vives doléances. On désirait sinon sa suppression (6), du moins sa réorganisation.

« Les archevêques et évêques sont sortis de leur ancienne façon de vivre, modeste et frugale. La somptuosité de leurs palais, de leurs tables et de leurs équipages, exige une réforme », déclare Cu-

(1) Qui dura au moins jusqu'à 1544, « temps où, souligne M. Marion, p. 63, col. 1, à propos du Grand bureau des pauvres, l'assistance publique avait tendance à passer du clergé à l'administration publique et aux laïques ».

(2) Exemples : Tholonet, VI, 427, 2. Grasse, III, 269, 2.

(3) Forcalquier, III, 324, 2.

(4) Forcalquier, III, 337, 1. Même sens, Aix, I, 692, 1, 2.

(5) Fréjus, III, 266, 1.

(6) Istres, VI, 305, 1.

ger (1). Et c'est vrai que beaucoup de membres du haut clergé menaient grand train, même en cette Provence où Boisgelin vivait sobrement et où plusieurs évêchés tels Digne, Riez, n'offraient en somme à leur titulaire qu'un rapport modeste (2). « Mais la vertu n'a pas d'histoire », observe M. Debidour (3) : « Les évêques sans vices n'étaient pas connus. Les autres l'étaient trop et déshonoraient tout le corps aux yeux de la nation ». Leur luxe « insulte à la misère du peuple », continue le cahier ci-dessus; « ils oublient que c'est le peuple qui les rente au préjudice de ses besoins les plus pressants, à la sueur de son front, et ce qu'ils emploient à vivre si mondainement est un véritable vol qu'ils font aux indigents. »

Cette fortune n'était pas seulement choquante par elle-même : elle était déplorable en ce qu'elle inclinait ses titulaires à une vie oisive et peu digne, en tout funeste à leur âme. Selon l'expression même de M. Mathiez (4), leur zèle n'était plus au service du bonheur céleste, mais du bonheur terrestre. »

... Et comme au-dessous des évêques », note M. Debidour (5), « les chanoines des chapitres étaient aussi trop richement dotés et que certains d'entre eux ne donnaient pas de plus édifiants exemples, cette partie du clergé, véritable état-major des diocèses, n'avait pas beaucoup meilleure réputation que l'épiscopat lui-même. » « Les chanoines établis pour chanter les louanges du Seigneur, dédaignant de les chanter eux-mêmes, payent des ecclésiastiques d'un ordre inférieur pour les chanter à leur place », se plaint Cuger (6).

Cette pratique du remplacement était courante à l'époque. Les évêques en abusaient même, au point de ne demeurer que très subsidiairement au chef-lieu de leur diocèse, où ils laissaient des « suffragants », « sortes d'auxiliaires payés à bas prix », nous dit Lavisse (7), « et que les populations qualifiaient de garçons évêques. »

La Provence se plaint amèrement de la carence de ses maîtres spirituels. De nombreux cahiers, invoquant d'ailleurs les textes prescrivant la résidence (8), réclament cette dernière (9), à peine, après trois mois d'absence, de saisie du temporel (10).

---

(1) VI, 277, 2.
(2) L'évêque de Riez n'avait que 8.000 livres de revenus : III, 346, 1, p. 22.
(3) p. 22.
(4) « La Révolution Française », tome 1, p. 14.
(5) p. 22.
(6) VI, 277, 2.
(7) p. 159 du tome déjà cité.
(8) Draguignan, III, 260, 1. Aurons, VI, 257, 1, etc.
(9) Le tiers d'Aix, par exemple, I, 697, 1, et de nombreuses communautés de cette sénéchaussée : Toulon, tiers, V, 789, 2. Drag., tiers, III, 260, Forcalquier, tiers, III, 333, 1. Noblesse, III, 329, 1. Digne, tiers, III, 350, 1.
(10) Aix, noblesse, I, 694, 1. Dans un sens identique. Pourrières, VI, 383, 2. Sisteron, III, 364, 1.

Outre le motif principal de rendre aux brebis leurs pasteurs égarés, les communautés ont parfois une pensée économique. « Il est essentiel », exprime Saint-Julien-le-Montagnier (1) « ...que les personnes ecclésiastiques n'aillent pas consommer leurs revenus à la Cour et à la capitale au préjudice du peuple ». Aussi bien est-il détestable que les évêques défaillant à leur devoir mettent à profit leur absentéisme même pour accroître leur fortune, en se faisant attribuer à Versailles, par la brigue, des bénéfices provinciaux sollicités par des candidats plus dignes peut-être, mais à coup sûr moins bien en Cour (2). Enfin, « la non résidence des premiers pasteurs... est une source de relâchement dans la discipline ecclésiastique », constate le clergé de Digne (3).

Corollaire normal du défaut de résidence, la quasi-nullité du nombre des visites soulevait aussi de grandes récriminations. Pas n'est besoin d'être grand clerc pour s'expliquer la nécessité de ces contacts fréquents de l'épiscopat avec le clergé subalterne d'une part, et le troupeau d'autre part. Les visites étaient d'ailleurs ordonnées par l'édit d'avril 1695 (4). Or, peu de prélats, surtout dans cette zone « marâtre », aux montagnes durement ensoleillées l'été, et l'hiver toujours glacées, s'abandonnaient à ces randonnées par des chemins pénibles, au hasard de pauvres gîtes : les cahiers d'Allen (5), de Sisteron (6) en font foi. Encore les rares paroisses que le berger diocésain daignait comprendre dans sa tournée pastorale se trouvaient-elles obligées de payer cher une courte présence: elles devaient certains droits, droits de visite ou de dais (7). Si nous en croyons le tiers de Forcalquier (8), c'était, du moins à l'origine, une contribution versée au profit de l'illustre visiteur pour qu'il s'abstienne d'emporter les tentures et autres ornements sous lesquels il était pompeusement reçu à la porte des églises.

Trouvant leur sacerdoce décidément bien austère, évêques et archevêques ne font pas seulement appel au luxe pour se divertir; ils se livrent à une décentralisation temporelle souvent exagérée. Et certaines communautés de s'avérer si foncièrement religieuses qu'elles n'admettent pas avoir « des évêques qui sont chargés de la partie des ponts et chaussées, d'autres des affaires contentieuses: ce n'est pas là leur état. Ils devraient être dans leurs diocèses, pour veiller la conduite de leurs chapitres, de leurs curés et vicaires, et des moyens qui amélioreraient le sort des malheureux » (9).

Mais est-ce bien là une opinion dominante en Provence ? Ce pays d'Etats constituait un terrain propice à une activité temporelle intense. Il n'est à notre connaissance aucunes communautés qui fassent chorus à celle de Quinson. Peut-être qu'un Boisgelin, plus préoccupé sans doute du royaume de France que de celui de Dieu, un

(1) VI, 415, 2.
(2) Lançon, VI, 315, 2.
(3) III, 357, 1.
(4) P. 560, col. 2, Marion.
(5) VI, 242, 2.
(6) III, 364, 1.
(7) Baudinard, VI, 261, 2. Allen, VI, 242, 2.
(8) III, 355, 1.
(9) Quinson, VI, 390, 1.

de Bausset, évêque de Fréjus, un Suffren de Saint-Tropez, évêque de Sistéron, lesquels, au dire de Lavisse, dessèchent les marais, creusent les canaux et irriguent des terres, toutes ces nobles intelligences réussirent à se rendre plus utiles encore hors de leur champ que dans le domaine de la stricte Eglise. Quoi qu'il en soit, si presque tous les cahiers s'élèvent contre la perpétuelle présidence des Etats de la province par l'archevêque d'Aix, c'est parce qu'il était irritant pour des hommes épris d'égalité de voir à jamais le représentant d'un même ordre diriger les débats, inspirer les résolutions avoir aussi en quelque sorte la haute main sur les impôts.

Les Provençaux, en 1789, réclament enfin des coupes sombres dans le haut clergé parce qu'une grande part de ses membres est inutile. « Que le nombre des prélats soit diminué » (1) et réduit à celui « absolument nécessaire au service divin (2) ; « que les chapitres soient supprimés » (3), c'est-à-dire que les corps ecclésiastiques attachés aux églises cathédrales et aussi collégiales (4) et composés, on l'a vu, de chanoines. « Les seuls membres utiles à l'Etat », décide Artigues (5) « sont les évêques, les curés et les vicaires » ; d'où tous les chapitres se trouvent radicalement exclus de cette classification, tous les grands vicaires, dont Lavisse déclare (6) qu'ils étaient des compagnons du même monde que les évêques et destinés « à leur rendre plus supportables les séjours dans les diocèses au fond des provinces. »

« Depuis que le nombre des églises s'était multiplié », explique M. Marion (7), « l'évêque, seul chargé primitivement de l'administration des sacrements, avait dû déléguer ce soin à des prêtres, à des curés, qui durent eux-mêmes être secondés par des vicaires ». En face du haut clergé riche à l'excès et indifférent, que nous venons de quitter, grouillait donc un bas-clergé, pauvre et intéressant, composé de curés et vicaires.

Ceux-ci en étaient réduits, pour subsister, à la « portion congrue ». C'était, suivant la définition de M. Marion (8), « une redevance payée par les gros décimateurs, curés primitifs, au prêtre qui remplissait à leur place les fonctions curiales. »

Or, il apparaît que les pourvoyeurs n'étaient guère généreux. De très nombreuses communautés demandent, en effet, « que les congrues des curés et vicaires soient augmentées » (9). « Il faut que ces ministres de notre religion, véritablement respectables, puissent être respectés; qu'ils aient assez de revenu pour pouvoir vivre comme les citoyens du tiers-état les plus commodes » (10). On conviendra que cette prétention n'avait rien d'excessif. Aurons sup-

---

(1) Martigues, VI, 342, 2.
(2) Aix, tiers, I, 697, 1.
(3) Toulon, V, 789, 2.
(4) Istres, VI, 305, 1.
(5) VI, 247, 2. Riane, VI, 396, 2, etc.
(6) P. 150.
(7) P. 97, col. 2.
(8) P. 445, col. 2.
(9) Clergé d'Aix, I, 692, 2, et très nombreuses communautés de la même sénéchaussée.
(10) Allauch, VI, 238, 1, en ce sens, Marseille, clergé, III, 690, 1.

plie qu'on accorde 1.500 livres aux curés et 750 livres aux vicaires (1). Ils le méritent bien, car « ce sont les ministres de la religion les plus laborieux » (2). Mieux que des chiffres, certains cahiers proposent des systèmes : « Fixation de la portion congrue en proportion de l'habitation (c'est-à-dire du nombre d'habitants) et de l'importance des paroisses » (3).

Le bas-clergé, déjà si misérable pécuniairement, eut dû aussi être dégrevé de cette charge des décimes (4) qui, on l'a vu, pesait sur lui. Cette imposition, en effet, est « une injustice » (5) ; les décimes « devraient être en entier à la charge des bénéficiaires oisifs et opulents » (6).

Non seulement la condition de la classe inférieure des gens d'église est précaire durant ses fonctions, mais elle ne lui assure pas un morceau de pain pour les vieux jours. Aussi les intéressés demandent-ils « qu'il soit établi dans chaque diocèse des pensions de retraite suffisantes » (7) ainsi que des pensions pour les vieux prêtres « qui seraient travaillés d'une maladie qui ne leur permettrait pas de continuer leur service » (8).

De même que certains cahiers veulent la suppression ou tout au moins la réduction des membres du haut-clergé, certains autres, principalement du tiers, demandent celle « de tous les corps religieux (9) et l'un et l'autre sexe dont l'inutilité est aujourd'hui reconnue » (10). Dans ce sens, ils réclament « l'exécution des lois promulguées et le rétablissement de la commission destinée à cet effet » (11). Il s'agit de la « commission des réguliers » établie, d'après M. Marion (12) « par arrêts du conseil des 23 mai et 31 juillet 1766, pour combattre les abus qui avaient pénétré dans les ordres religieux et supprimer les couvents ayant moins de neuf ou quinze membres. Cette commission supprima en quatre ans plus de 1.500 maisons religieuses. »

Il va sans dire qu'au contraire le clergé supplie le roi « de conserver toutes les maisons religieuses partout où elles existent » (13). Bien mieux, celui d'Arles s'élève contre « les édits du mois de mars 1768, février 1773 et Janvier 1779, qui ont frappé le cloître de stérilité et le menacent d'une extinction inévitable comme... privant les pères de famille d'une ressource honnête pour l'établissement de leurs enfants » (14). La déclaration du 16 mars 1768, prise à l'instigation de la commission précitée, et dont les teneurs devin-

---

(1) VI, 256, 2.
(2) Toulon, V, 789, 2.
(3) Draguignan, III, 260, 1.
(4) Marseille, III, 699, 1, et 698, 1. Grasse, 271, 2.
(5) Marseille, III, 697, 2.
(6) Saint-Zacharie, sénéchaussée d'Aix, VI, 422, 1, 8°.
(7) Aix, I, 692, 2.
(8) Allauch, VI, 238, 2, art. 16. Grasse, III, 267, 2, etc.
(9) Istres, VI, 305, 1.
(10) Ginasserois, VI, 301, 1, art. 37.
(11) Digne, III, 349, 2.
(12) P. 121, col. 2.
(13) Grasse et Vence, III, 267, 2. Aix, I, 692, 1.
(14) Arles, II, 54, 2.

rent définitives par l'édit de 1779, défendait l'émission des vœux avant 21 ans pour les hommes, 18 ans pour les filles. Le clergé lui imputait la décadence des monastères et des couvents, car l'âge tardif d'entrée détournait souvent les parents de mettre leur progéniture en cellule pour lui assurer, sinon toujours une grasse sinécure, du moins un avenir certain. Aussi plusieurs cahiers proposent-ils que les vœux précoces soient reconnus (1).

Non seulement les réguliers ne rendaient aucun service à la société (2), sauf ceux — assez rares — voués à l'enseignement ou aux soins des malades, mais leur conduite même n'était pas toujours des plus louables. Il est donc à tout le moins nécessaire, reconnaissent les curés de Fréjus, que « les confréries, établies pour aiguillonner la piété, doivent être soumises à des règlements » (3). C'est qu'en vérité la rigueur de la vie monacale s'était bien adoucie, depuis le lendemain de la Réforme où l'Eglise catholique était revenue à la discipline et à la ferveur. « Les moines (du moins en grande partie) », révèlent les rédacteurs de Cuger (4) « ont obtenu les uns leur sécularisation, et les autres la dispense de suivre leur règle primitive: ils vivent dans le faste, l'oisiveté et la mollesse. Leurs riches abbés étalent des équipages brillants et commodes. » Lavisse relate en ce sens que les deux tiers des moines souhaitent de rentrer dans le monde (5).

Ce qui, enfin, dans l'opinion, nuisait beaucoup au clergé régulier, c'était l'immensité de ses propriétés dont il ne tirait qu'un maigre parti. Ce vœu dès lors s'explique, qui demande « que toutes les abbayes, toutes les communautés religieuses des deux sexes, principalement l'ordre de Malte, soient entièrement supprimés: que les biens de ces différents corps soient vendus au profit de l'Etat » (6). Nous savons que, parmi ces différents corps, en Provence le plus inutile (7) mais non le moins pourvu, est celui des « Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem » (8), c'est-à-dire des chevaliers de Malte.

RAYMOND CHARLES.

(A suivre)

---

(1) Chambre ecclés. au bureau du diocèse de Riez, III, 342, 2; Marseille, Clergé, III, 690, 2, art. 9. En sens contraire, Forcalquier, III, 333, 1.
(2) Voir notamment la doléance de Cuger, VI, 277, 2, touchant les religieux appelés mendiants.
(3) III, 266, 2.
(4) VI, 277, 2.
(5) P. 156.
(6) Martigues, VI, 342, 2.
(7) Digne, III, 350, 1.
(8) Du latin « *collegiadus* », associé.

LES CAHIERS

des trois ordres de la province de Provence

ET SPECIALEMENT CEUX DES SENECHAUSSEES

d'AIX, d'ARLES, de DRAGUIGNAN, de FORCALQUIER, de MARSEILLE et de TOULON

(*Suite*)

LEUR RÉDACTION. — EXPOSÉ SYSTÉMATIQUE ET CRITIQUE
DE LEURS VŒUX ET DOLÉANCES
RELATIVEMENT A L'EGLISE ET AUX ECCLÉSIASTIQUES

NOTE. — Voir les numéros août-septembre-octobre et novembre 1926 *et janvier* 1927 *de la Revue.*

« Dans l'institution primitive de l'Eglise de Grasse ou de son chapitre, les chanoines bénéficiers et curés logeaient sous le même toit, vivaient en la même table, avaient le même usage aux meubles; les titulaires ne possédaient rien en propre, tout appartenait à la communauté... Il fut assigné à chaque collégie une portion relative à ses besoins. Cette portion a essuyé différentes variations qui ont fini par mettre tout le produit d'un côté et toutes les charges de l'autre ». Telle est bien l'évolution qui s'était peu à peu partout produite dans le sein de l'Eglise. A la fin de l'ancien régime, on en arrive à se trouver en présence non plus d'un seul ordre, mais de deux ordres ecclésiastiques : l'un, apparenté par le sang à la noblesse, l'autre tout comparable au tiers. Et les différences sociales étaient scandaleuses, qui existaient entre le haut et le bas clergé. Aussi ce dernier désire-t-il ardemment, sinon niveler les conditions, du moins supprimer les distinctions de caste qui le séparent de la classe supérieure des gens d'Eglise (1).

La cause première de cette inégalité profonde réside dans le recrutement même du haut clergé. Depuis 1783, il n'y avait plus un seul évêque roturier. « Quels que fussent ses talents, sa foi, son dévouement évangélique », marque M. Debidour (2), « le prêtre

(1) Fréjus, III, 265, 2.
(2) p. 26.

fils de paysan, d'artisan ou de petit bourgeois, était presque toujours condamné pour la vie aux emplois inférieurs et relégué dans quelque cure de village. » Aussi de nombreux cahiers demandent qu' « évêchés, abbayes et autres places éminentes soient accordées sans distinction de naissance »: c'est l'idée d'égalité qui reprend son empire, puisque parallèlement au droit d'être admis aux hauts grades ecclésiastiques, on réclame pour le tiers celui d'accéder à tous les emplois civils (1). « Priver ainsi un Etat des génies qui peuvent l'éclairer, l'instruire, c'est un crime de lèse-nation », proclame la communauté de Lauris (2). « Qui pourrait nier que dans la génération présente et future du Tiers, il ne paraîtra pas encore des Bossuet, des Massillon et des Fléchier ? »

Pour parvenir à la démocratisation des emplois supérieurs de l'Eglise, les communautés proposent de « rendre au clergé et au peuple l'élection de ses pasteurs, ainsi que Saint-Louis l'avait décidé en 1229, par sa Pragmatique sanction, ordonnance remise en vigueur à l'assemblée de Bourges par ordre de Charles VII, en 1438 (3). C'était en vérité « depuis que les élections ecclésiastiques étaient abolies et que le roi s'entendait avec le pape pour pourvoir aux bénéfices », c'est-à-dire depuis le malheureux compromis de Bologne, en 1516, note M. Debidour (4), que « les curés étaient systématiquement exclus des honneurs et du gouvernement de l'Eglise: la naissance et la faveur du prince faisaient à peu près tout. » Aussi « la suppression du Concordat et le rétablissement des élections » revient comme un *leit-motiv* dans la plupart des cahiers qui nous sont soumis (5).

Que sinon les « dignités de l'Eglise... soient données aux curés, aux vicaires pour leur servir de retraite » (6), du moins les promotions aient lieu à l'ancienneté, non au choix (7) : Istres dresse même un tableau d'avancement d'où il ressort qu'un simple vicaire peut arriver évêque par un state d'au moins 5 ans dans chacun des grades intermédiaires (8). Bien d'autres écrits déterminent jusqu'au mécanisme même de la désignation : Riboux (9), par exemple, préconise, pour nommer aux évêchés, la présentation au roi de trois sujets élus par le peuple; Rians préfère que ce soient aux Etats provinciaux à choisir « sans distinction de personnes » ces trois candidats « et que leur élection vaudra provision et investiture » (10).

Une autre cause déterminante de cette inégalité foncière entre le haut et le bas clergé, résidait dans la mauvaise répartition des richesses dans le sein même de l'Eglise.

---

(1) Draguignan, III, 261, 1 ; Mérindol, VI, I, art. 7 ; la Verdière, VI, 338, 2, etc.
(2) VI, 317. 1.
(3) Cucuron, VI, 284, 2.
(4) p. 25.
(5) Aix. noblesse, I, 94, I; Forcalquier, tiers, III, 332, 2, etc.
(6) Toulon, V. 789, 2.
(7) Gemenos, VI, 295. 2, art. 28; Peipin, VI, 366, 2.
(8) VI, 305, 2, art. 37.
(9) VI, 399, I.
(10) VI, 396, 2.

Aussi la plupart des membres du clergé et même certains évêques, tel celui de Riez (1) désirent la réforme de la collation des bénéfices.

Avant tout, le vœu général est qu'on supprime la « pluralité des bénéfices » (2). Un « bénéfice » était un bien de l'Eglise attribué à un ecclésiastique en raison de ses fonctions. Or, une règle essentielle, posée par le Concile de Trente (3) était celle du non-cumul. « La pluralité des bénéfices était inconnue dans les beaux jours de l'Eglise », note le tiers de Digne (4). « Elle ne fut introduite que quand la possession des richesses eut fait perdre aux ecclésiastiques le véritable esprit de leur vocation. »

« Que nul ne puisse posséder de bénéfices qu'il ne soit prêtre » (5). Tel est le principal primordial que propose le tiers de Draguignan. Il vise l'attribution fréquente de certains biens à des laïques en vertu de la commende. La commende était, selon la définition de M. Marion (6), « la garde d'un bénéfice régulier accordé à un ecclésiastique séculier ou même à un laïque, avec dispense de régularité et de résidence, ou, comme dit l'oratorien Thomassin, dans son « Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise », un expédient imaginé pour séparer la propriété ecclésiastique des devoirs dont elle était le prix et pour enrichir les particuliers de l'héritage des pauvres. » Aussi Aurons (7) demande que « tous les prieurés simples », c'est-à-dire les « petits bénéfices possédés par des ecclésiastiques séculiers, sans conventualité ni charge d'âme » (8), « toutes les abbayes commendataires soient supprimées » (9).

A côté du mode ordinaire de collation par le roi, il en existait plusieurs autres, tous sujets à critique.

Les cahiers de Provence se plaignent de l'indult. D'après M. Marion (10) le mot désigne le privilège donné aux officiers des Parlements de faire, une fois pendant l'exercice de leur office, accorder un bénéfice à un clerc désigné par eux.

C'était naturellement l'occasion d'attributions scandaleuses. Les curés de Fréjus (11) désirent que « les brevets d'indults soient abrogés, parce qu'ils font passer dans les mains de ceux qui n'ont point travaillé au bien de l'Eglise les bénéfices qui doivent être la récompense de ceux qui ont bien mérité. »

D'autre fois, le bénéficier lui-même devenait collaborateur de son propre bénéfice: c'est le cas de résignation. « En matière bénéfi-

---

(1) III, 346.

(2) Gemenos. VI, 295, 2; Lauris, VI, 318, 2, 2e in fine; Miramas. VI; 359, 1; Peipin, VI, 366, 2; Toulon, V, 789, 2; Draguignan, III, 260, 1; Fréjus, III, 264, 2.

(3) Aix, noblesse, 1, 694, 1.

(4) III, 350, 1.

(5) III, 260, 1.

(6) p. 113. col. 2.

(7) VI, 257, 1.

(8) Marion, p. 454, col. 2.

(9) VI, 257, 1.

(10) p. 287, 2.

(11) III, 265, 2.

ciale », explique M. Marion (1), « la résignation était l'acte par lequel un bénéficier se démettait de son bénéfice à condition qu'il fût conféré à la personne qu'il désignait. » Les vicaires et prêtres de l'Eglise des Accoules, à Marseille, apprécient ainsi cette pratique, dont ils demandent l' « anéantissement »: « On aperçoit dans cette transmission bénéficiaires la cause originelle de la dépravation ecclésiastique » (2). C'est qu'en effet, dit M. Marion (3), « il pouvait se faire des nominations par résignation fort regrettables, et il s'en faisait surtout quand un mauvais sujet abusait de la faiblesse d'un moribond ou des fumées de l'ivresse » pour amener à résigner un titulaire de bénéfice.

Enfin, en Provence, on se plaignait de la prévention. C'était le droit qu'avait Rome de conférer certains bénéfices venant à être vacants, en prévenant le collateur ordinaire.

« Nous réclamons une loi qui n'expose point la récompense des services, du mérite, de la vertu, à devenir le prix d'une course plus ou moins rapide », supplie le clergé de Sisteron (4).

Le système donnait lieu, en effet, de la part des « coureurs de bénéfices », à des manœuvres souvent déloyales, indique M. Marion (5), qui cite « la dissimulation de la mort des bénéficiers, au besoin la salaison des cadavres ecclésiastiques; elle était pratiquée... par des clers désireux de devancer à Rome des concurrents. » La Provence souffrait particulièrement de cette institution à cause de la proximité d'Avignon, où le vice-légat jouissait du droit de nommer par prévention dans les provinces voisines d'Embrun, Aix, Arles, etc... La chambre ecclésiastique du Diocèse de Riez propose donc à tout le moins une atténuation au procédé en demandant que les collateurs de bénéfices ne soient prévenus « qu'après le premier mois de la vacance des bénéfices, ce qui écarterait l'indécence de ces courses qui révoltent même les gens du monde » (6).

Aux vœux touchant les bénéfices peuvent être rattachés ceux, assez rares dans nos cahiers, concernant les économats. Une caisse dite des économats recevait en effet les revenus des bénéfices consistoriaux vacants en régale: ces fonds allaient à différentes œuvres pieuses, ou servaient à l'entretien des bâtiments d'Eglise.

« A plusieurs reprises pendant le XVIII[e] siècle », relate Lavisse (7), « ils s'étaient réunis çà et là sans l'autorisation de leur évêque, pour tâcher d'améliorer leur sort.... Sous Louis XVI, ils recommencèrent; des curés provençaux et dauphinois se syndiquèrent en 1779 pour obtenir une augmentation de leur portion congrue.... Le haut clergé obtint du roi la déclaration du 9 mars 1782, qui défendait aux curés de s'assembler et de nommer des syndics ».

---

(1) p. 486, col. 2.
(2) III, 699, 2, dans le même sens, Sisteron, noblesse, III, 364, 1.
(3) p. 45, col. 2.
(4) III, 361, 2.
(5) p. 45, col. 2.
(6) III, 341, 2.
(7) p. 173.

Cette défense était d'autant plus sensible aux intéressés que dans certaines régions ils étaient exclus du bureau diocésain, juridiction établie en 1616 pour la répartition des décimes ecclésiastiques.

Le bas clergé de Sisteron (1) voudrait participer à cette répartition qui, lui absent, se faisait ici encore tout naturellement à ses dépens.

Il réclame la liberté de discuter de l'impôt, de faire face à ses oppresseurs, comme en ses cahiers le tiers exige celle de traiter avec ses maîtres d'égal à égal, au moyen de représntant par lui élus en toute indépendance.

Ainsi, il ressort que — comme en tous autres domaines — touchant l'Eglise et les ecclésiastiques, c'est l'idée d'égalité qui est à la base des aspirations que nous révèlent les cahiers de Provence en 1789.

Et il nous paraît que cette idée s'est fait jour peut-être avec une acuité plus grande dans cette province dont la terre rude et âpre et l'esprit d'indépendance rendaient sans doute plus sensibles aux hommes leurs différences de conditions résultant des institutions existantes.

La voix de ces cahiers est donc intéressante à écouter encore, car l'on y perçoit, peut-être plus accentuées qu'ailleurs, comme les résonances avant-courrières du tonnerre de la Révolution.

Raymond CHARLES.

UN CURIEUX EXCÈS DE POUVOIR

L'article 6 de la loi du 11 décembre 1922, portant approbation de la Convention du 1er juillet 1921, relative au nouveau régime des Chemins de fer d'intérêt général en Algérie, est ainsi conçu :

« Dans les familles comptant trois enfants de moins de 18 ans, ou davantage sur la demande du chef de famille, le père, la mère et chacun « des enfants de moins de dix-huit ans, recevront une carte d'identité « strictement personnelle, leur donnant droit à une réduction sur les tarifs « de : 30 % pour les familles de 3 enfants; 40 % pour les familles de « 4 enfants; 50 % pour les familles de 5 enfants; 60 % pour les familles « de 6 enfants; 70 % pour les familles de 7 enfants et plus.

« Cette réduction portera sur les billets simples et sur les billets d'aller « et retours ordinaires. »

Ce texte reproduit littéralement l'article 8 de la loi du 29 octobre 1921, relative au nouveau régime légal des Chemins de fer de la Métropole, qui a étendu aux billets d'aller et retour ordinaires les

---

(1) Sisteron, III, 362, 1.

réductions accordées dans les mêmes conditions par la loi du 14 février 1920.

Les grands réseaux français ont appliqué ces dispositions législatives à toutes les familles nombreuses françaises ou étrangères, mais avec limitation du bénéfice du tarif aux seuls étrangers résidant en France. Les Chemins de fer algériens ont bienveillamment étendu la mesure à leurs réseaux jusqu'à la loi du 11 décembre 1922, qui leur en a fait une obligation.

En cet état, et sur les protestations d'Associations de Mutilés et d'Anciens Combattants, est intervenu l'article 44 de la loi du 22 mars 1924, ayant pour objet : « la réalisation d'économies, la création « de nouvelles ressources fiscales et diverses mesures d'ordre financier ».

« Art. 44. — Sous réserve des traité de réciprocité qui existent « actuellement ou qui seront passés entre la France et les pays « étrangers, les réductions d'impôts ou de taxes, les dégrèvements à « la base des déductions accordées par les lois en vigueur pour des « raisons de charges de famille, les réductions sur les prix de transport en chemin de fer prévues au bénéfice des familles nombreuses « ne sont applicables qu'aux citoyens français et aux originaires « des colonies françaises ou des pays de protectorat ».

Les réseaux métropolitains ont aussitôt mis en harmonie, purement et simplement, avec ce texte, l'Annexe aux tarifs G. V. 101-102, aucun traité n'existant en effet sur la matière avec les pays étrangers.

Les Chemins de fer algériens d'intérêt général n'ayant pu se mettre d'accord sur le point de savoir si l'article 44 de la loi du 22 mars 1924, était, ou nom, applicable à l'Algérie, ont présenté à l'homologation de M. le Gouverneur général de l'Algérie, un projet de modification à l'Annexe aux tarifs spéciaux communs G. V. 101 et 102, dans le sens métropolitain, mais en appelant tout spécialement son attention sur la question qui les divisait, lui laissant ainsi le soin de les départager.

Par décision du 28 mai 1926, M. le Gouverneur général a homologué purement et simplement la modification au tarif excluant les familles nombreuses étrangères du bénéfice de la réduction.

Or, il semble qu'il y ait là, avec une erreur de droit, un double excès de pouvoir :

1° Quant à la décision relative à l'application de l'article 44 de la loi du 22 mars 1924 ;

2° Quant à l'exclusion, par voie d'homologation, du bénéfice du tarif de toute catégorie d'usagers.

1. — L'article 44 de la loi du 22 mars 1924, est-il applicable en Algérie ? Je ne le crois pas.

Alors, en effet, que les réductions consenties aux familles nombreuses procèdent, en France, des lois des 14 février 1920 et 29 octobre 1921, elles sont fondées légalement, en Algérie, sur un texte spécial, l'article 6 de la loi du 11 décembre 1922, portant approbation de la Convention du 1er juillet 1921.

Or, est-il permis de considérer l'article 44 de la loi du 2 mars 1924 qui a limité, en France, aux seuls citoyens français et aux originaires des Colonies françaises ou des Pays de Protectorat le bénéfice des réductions sur les Chemins de fer, comme ayant une portée si générale qu'il est interprétatif de la loi du 11 décembre 1922?

Le titre même de cette loi en définit l'étendue : « Loi ayant pour « objet la réalisation d'économies, la création de nouvelles ressources « fiscales et diverses mesures d'ordre financier ».

Aucune mention générale d'application à l'Algérie n'est faite, sauf en ce qui concerne spécialement les articles 69 à 76. Le législateur a entendu laisser, en général, sur tous les autres points non réservés par lui, au pouvoir exécutif (législateur algérien ordinaire) le soin d'apprécier, avec, le cas échéant, le concours des Assemblées fiancières, l'opportunité de l'extension des mesures édictées par lui dans la Métropole. C'est ce qui explique que le décret du 21 novembre 1924 a pu homologuer une décision des Délégations financières ayant pour objet de rendre applicables à l'Algérie les dispositions des articles 29, 31 et 32 de la loi du 22 mars 1924. Il y a plus : le pouvoir exécutif ne pourrait pas, par voie de décret, restreindre la portée de l'article 6 de la loi du 11 décembre 1922. C'est au Parlement seul qu'il appartient, désormais, d'abroger, de limiter ou d'étendre les dispositions prises par lui, en ce qui concerne les familles dans la loi du 11 décembre 1922. Il s'est, en effet, réservé la matière et il a retiré, sur ce point, le mandat général donné à l'exécutif par la loi du 24 avril 1833 et l'ordonnance du 22 juillet 1834.

II. — Comment, dans ces conditions, et en vertu de quels pouvoirs, le Gouverneur général a-t-il décidé seul de l'extension aux étrangers en Algérie de la restriction de l'article 44 de la loi du 22 mars 1924, en matière de transports par Chemins de fer? N'est-ce point par une méconnaissance complète des principes du régime législatif de l'Algérie et une confusion manifeste de pouvoirs? Encore l'incohérence, qui n'étonne plus en matière algérienne, se double-t-elle, ici, de ce que l'empiètement commis par l'Administration est limité aux seules restrictions en matière de Chemins de fer, car, en logique, si l'article 44 est applicable en Algérie, contrairement à notre thèse, pourquoi n'avoir pas soumis les étrangers aux restrictions relatives aux « réductions d'impôts ou de taxes, aux dé- « grèvements à la base, aux déductions accordées par les lois en « vigueur pour des raisons de charges de famille »?

Il est connu de tous, en effet, que les étrangers jouissent toujours, en Algérie, comme les citoyens ou les sujets français, des immunités accordées en matière fiscale par le décret organique du 30 novembre 1918 et ceux qui l'ont suivi.

III. — Enfin, le comble, s'il est possible : c'est par voie d'homologation de tarif qu'a été accomplie l'extension, à l'Algérie, de partie de l'article 44 de la loi du 2 mars 1924!

Or, il est constant que le droit d'homologation qui appartient au Gouverneur général, en vertu du Décret du 4 septembre 1919, qui a rendu applicable à l'Algérie le décret du 11 novembre 1917, ne s'applique qu'aux taxes et non aux modalités ou conditions d'un

tarif dont l'initiative est réservée aux Chemins de fer, sauf lorsqu'elles ont été fixées, comme dans l'espèce, par le législateur lui-même.

Certes! il est souhaitable que les étrangers ne soient pas soumis, en Algérie, à un régime plus favorable que celui dont ils jouissent en France et que les chefs de famille, citoyens ou sujets français, soient appelés seuls à bénéficier d'avantages considérables constituant une lourde charge pour nos budgets. Encore faut-il que l'extension à l'Algérie des mesures prises en France n'ait lieu, même quand il s'agit d'étrangers, que selon les règles du droit et suivant les formes légales. Est-ce le cas?

EUGÈNE LEYVAL.

La théorie de la Citoyenneté automatique des Étrangers (Jus Laboris)

Première Proposition. — La formule que nous proposons sur la citoyenneté automatique des étrangers est la suivante : « Les étrangers établis dans un pays depuis cinq ans, exerçant une profession ou un métier, acquièrent automatiquement la citoyenneté en conservant leur nationalité d'origine. Notre système supprime donc la naturalisation. Les droits politiques ne sont ni imposés ni sollicités. On les obtient, sans les demander, dans les conditions indiquées. La nationalité se conserve formellement ».

Deuxième Proposition. — Les publicistes, en général, après avoir répété que la nationalité et la citoyenneté sont deux institutions différentes, c'est-à-dire susceptibles d'exister l'une sans l'autre, se contredisent en ajoutant que personne ne peut acquérir une autre nationalité sans perdre celle d'origine. On peut être national sans être citoyen. Et quand, par exemple, un homme perd la citoyenneté, c'est-à-dire l'ensemble des droits civils, sa nationalité n'en subsiste pas moins.

Troisième Proposition. — La nationalité s'acquiert à la naissance et disparaît à la mort. La citoyenneté est un simple fait, qui peut exister ou non, et qui donne des droits. La citoyenneté s'acquiert ou se perd selon les motifs. La nationalité est éternelle, tandis que la citoyenneté est relative à certaine période de la vie individuelle.

Quatrième Proposition. — Dans les pays neufs de l'Amérique, la nationalisation n'a donné que des résultats insignifiants d'utilité sociale et politique. Ces pays se sont cependant peuplés, surtout par le concours immigratoire qui, très efficacement, a coopéré à l'œuvre du progrès national. Tandis que l'Etat ne peut se résoudre à les incorporer d'après un système de citoyenneté humaine et altruiste, les expatriés, qui désireraient exercer les droits civiques dans leur pays adoptif, patrie de leurs fils, reculent devant une citoyenneté obtenue au prix de la perte de leur patrie d'origine, dont ils deviendraient les rénégats.

Cinquième Proposition. — Les juristes, en droit international, toujours obstinés dans les anciennes formules, prétendent que notre thèse crée une nouvelle conception : le « *jus laboris* » face au « *jus sanguinis* » et au « *jus soli* », en complication du droit actuel. Mais nous continuons à croire que, si le sang et la naissance donnent des droits, on ne saurait refuser ces droits au travail, la plus noble activité de l'homme et le facteur déterminant du progrès et de la civilisation.

Sixième Proposition. — Les lois prétendent donner la nationalité aux individus ou la leur enlever. Je crois fermement que cela est un des nombreux contre-sens du monde juridique. On acquiert une nationalité en naissant; on la perd en mourant. La nationalité est un fait de la nature. La citoyenneté est une création de la loi. On la possède ou on la perd. On perd les droits politiques, l'état de citoyen; mais la nationalité subsiste. Voilà pourquoi nous demandons franchement et simplement la suppression de la naturalisation, qui prétend accorder la nationalité et la citoyenneté à l'individu. La loi ne peut concéder ce que la nature n'a point donné.

Septième Proposition. — Logiquement, et pour des causes qu'il est oiseux de mentionner, les Etats américains sont destinés à se peupler, en ce XX^e^ siècle, par la collaboration principale des facteurs européens. Ces pays présenteront donc des multitudes de « heimatlos » qui, absents du leur, auront perdu leurs droits civiques. Vrais parias politiques, « *sine jure* », car, empêchés d'exercer les droits politiques de leur patrie d'origine, ils ne peuvent, non plus, le faire dans le pays adoptif sans se naturaliser. Et leurs enfants, nés dans le nouveau monde, ayant, par contre, deux nationalités : « *jure sanguinis* » et « *jure soli* », doivent un double service militaire.

Nous avons suffisamment répété, en Europe, que cette situation crée des traîtres à la patrie. Le résultat de ce phénomène est qu'en Amérique pères et fils n'ont que « l'illusion de la nationalité ».

Huitième Proposition. — Les partisans du droit ancien nous ont reproché, en supprimant la naturalisation, de supprimer le serment, c'est-à-dire la garantie la plus sérieuse que l'individu puisse offrir pour devenir citoyen. Nous répondrons que personne n'a la faculté de mesurer le degré de sincérité de ce serment, et que les marques extérieures d'adhésion, comme le travail, la résidence, constituent, en revanche, des faits bien plus solides d'adhésion au sol et à la société. S'assimiler à un milieu, c'est défendre ce milieu par esprit logique de conservation; et c'est, par sentiment, sympathiser avec le pays de naissance de ses enfants.

Neuvième Proposition. — Sir Robert Cecil nous invita à présenter notre proposition à la Ligue des Nations, sous forme particulière, en adhérant à notre point de vue ainsi résumé : « Les expatriés jouissant des droits politiques dans la patrie de naissance de leurs enfants seront la meilleure garantie contre la guerre entre la patrie d'origine et celle d'adoption ».

Dixième proposition. — Il ne suffit pas que la loi crée des droits. Il faut que ces droits loin de constituer une abstraction, une illusion individuelle, puissent s'exercer pratiquement. Le droit ne peut ac-

cepter la thèse de l'homme sans droit (*sine jure*), sauf, naturellement, dans le cas de condamnation.

Onzième proposition. — Il faut établir une différence entre l'Europe et l'Amérique. La société politique de l'ancien monde découle de traités, de conquêtes militaires, d'annexions et de plébiscites. Celle de l'Amérique est surtout le produit du travail ; à son développement et à son bien-être collectif ont concouru toutes les races du monde. La citoyenneté automatique contribue ainsi à légaliser un état de fait.

Douzième proposition. — L'objection de la double nationalité, sugérée par la théorie de la citoyenneté automatique, appartient aujourd'hui à la catégorie des arguments sans valeur. Demandez aux expatriés quelle est leur citoyenneté effective ; ils vous répondront tous comme un seul homme : aucune !

Treizième proposition. — Suggestionnés par les formules du passé, les auteurs du droit, croient encore au serment barbare du conquérant de jadis : « Brûle ce que tu as adoré. Adore ce que tu as brûlé ! » Ils oublient que les peuples ne sont rien individuellement, et que leur grandeur dépend du concours matériel et moral que d'autres leur prêtent, c'est-à-dire de l'échange matériel, moral et intellectuel.

En songeant qu'à l'aurore du XIX^e^ siècle, il fallait de six à huit mois pour parcourir la distance qui sépare l'Europe de l'Amérique, couverte aujourd'hui en quatorze jours, on demeure étonné devant l'évolution quasiment nulle accomplie par le droit international, et l'on ne réfléchit guère que les progrès de l'aviation vont rapprocher encore les peuples distants, sans parler du télégraphe, de la radiotélégraphie et de la téléphonie.

Quatorzième proposition. — La citoyenneté automatique, qui conserve la nationalité d'origine à l'individu, tout en lui permettant d'exercer les droits de citoyen dans le pays où il se trouve fixé, sépare ainsi le facteur politique du facteur économique.

Quinzième proposition. — C'est un axiome démocratique que celui qui paye l'impôt doit pouvoir le voter. En Amérique, les expatriés qui se sont fixés définitivement payent les impôts mais ne votent pas.

Seizième proposition. — Le droit international public et privé tient compte beaucoup plus de la guerre et des intérêts particuliers que de la paix et du rapprochement des peuples.

Dix-septième proposition. — La femme qui se marie sous l'empire d'une loi qui n'est pas sienne n'a, en fait, aucune nationalité. Une Yankee se marie, par exemple, avec un Argentin. Elle demande, plus tard, un passeport à l'autorité argentine, qui lui répond qu'elle est Yankee et qu'elle doit s'adresser au consulat des Etats-Unis, lequel le nie, sous prétexte qu'elle a embrassé la nationalité argentine en se mariant. En présence de cette absurdité, il faut que la femme ait un droit de citoyen qui la protège contre la contradiction des lois.

Dix-huitième proposition. — D'où qu'il vienne et où qu'il s'établisse, l'homme doit toujours être apte à se faire entendre, comme

citoyen, sans distinction de races, langues, nationalités et religions, en supprimant simplement la naturalisation.

Dix-neuvième proposition. — La théorie de la citoyenneté automatique, qui s'inspire de l'interdépendance morale, sociale et matérielle des peuples, se résume ainsi dans la formule suivante : « Le monde pour l'homme ! »

JUAN CARLOS GARAY,
professeur à l'Université de Buenos-Ayres,
membre de l'International Law Association.

BIBLIOGRAPHIE

AHMED-LAIMÈCHE. — AVERROES. — LA BIDAYA, manuel de l'interprète des lois et traité complet du juriste : du mariage et de sa dissolution, traduction. Alger, 1926 : Imprimerie « La Typo-Littro », in-8, 307 pages.

L'utilité de cette traduction, précédée de la bibliographie de l'auteur, extraite du *Dîbâdj,* est considérable. La *Bidaya,* en effet —, et en cela, elle diffère de la plupart des traités de jurisprudence musulmane —, ne se borne pas à enregistrer des solutions, elle en donne la justification, en les rattachant à un principe dont elles ne sont que l'application. Elle ne se borne pas, non plus, comme le fait la plupart du temps Charani, dans sa *Balance de la loi musulmane,* à signaler les divergences entre rites : elle indique d'où sont nées ces divergences. Elle montre, par exemple, à propos du divorce par consentement mutuel (p. 157 et suivantes) que si la réglementation de cette institution varie avec les rites, cela provient de ce que chacun des fondateurs des rites a eu, de cette institution, sa conception particulière. Malek y voyant une répudiation, Chafi une résiliation du mariage, et Abou Hanifa, à la fois, une répudiation et une résiliation.

L'étude de la Bidaya nous facilite ainsi la compréhension de la loi musulmane et nous aide puissamment à en dégager l'esprit.

Or, la Bidaya, dont il n'existe point de commentaire, n'est pleinement accessible qu'à de très bons arabisants.

M. Laïmèche n'en a eu que plus de mérite à entreprendre cette traduction ;et le service qu'il a rendu à ceux qu'intéresse l'étude des institutions musulmanes, n'en est que plus grand.

Et c'est bien sincèrement que nous formons le vœu qu'il lui soit donné do'ffrir au public la traduction, non seulement d'un nouveau fragment de la Bidaya, mais de l'intégralité de ce précieux ouvrage.

V. BISMUT. — ESSAI SUR LA DUALITE LEGISLATIVE ET JUDICIAIRE EN TUNISIE, thèse pour le doctorat en droit, soutenu devant la Faculté de Dijon. 1 vol., in-8°, de 259 pages. 1922.

M. Bismut a présenté un excellent travail de vulgarisation, travail dont nous recommandons la lecture à tous ceux qui veulent avoir une idée nette

et claire de l'organisation des juridictions de la Régence et des législations qu'elles appliquent. Très franchement, M. Bismut nous déclare, dans son introduction, que son livre « ne sera pas panégyrique de l'œuvre française dans la Régence ». Nous le pensons bien, car ce ne serait pas un travail scientifique. Mais il ne fera pas non plus de cette œuvre « une critique systématique suscitée par des ardeurs nationalistes ». Il tend à présenter une simple étude objective de l'évolution législative et judiciaire de 1881 à nos jours. Il y a réussi, ce dont il faut le féliciter. Dans une première partie, il expose le mécanisme des juridictions algériennes (Chaâra et Tribunal rabbinique) et des juridictions séculières de la justice tunisienne. Il aborde ensuite les origines de la justice française en Tunisie, son établissement et son organisation. Le Tribunal mixte (immobilier) et la loi foncière font l'objet d'un livre spécial. M. Bismut donne sur chacune des branches de la justice des statistiques empruntées aux documents officiels.

Dans une conclusion d'une vingtaine de pages (231 à 249), M. Bismut regrette cette dualité législative et judiciaire qui se traduit, dans la pratique, par une double législation et une double organisation judiciaire. La tendance de M. Bismut est « l'unification de la législation de la Régence », but souhaitable, évidemment, mais qui nous paraît bien éloigné encore, d'autant plus éloigné que, depuis 1896, sur les directives d'un ancien magistrat du tribunal de Tunis, mort depuis, conseiller à la Cour de Cassation, après avoir été successivement président du tribunal mixte, président du tribunal civil de Tunis et premier président à la Cour de Rabat, a été créé une direction des services judiciaires tunisiens, services qui, par la force des choses, se sont développés et affermis (V. sur ce point, notre étude sur la *Justice répressive tunisienne, R. A.*, 1922-1923, 1re partie, 265, tirage à part, p. 17 et s). M. Bismut émet le vœu que soit réalisé le projet de M. P. Dumas, ancien président du tribunal mixte et du tribunal civil à Tunis, aujourd'hui conseiller à la Cour de Cassation, en ce qui concerne l'immatriculation possessoire, réalisation que nous ne souhaitons pas, parce que génératrices de confusions entre titres définitifs et titres possessoires, quelques précautions que l'on prenne quant à la couleur de la couverture de ces titres. Nous aimerions davantage voir se développer l'essai de cadastre entrepris en 1924, combiné avec la procédure d'immatriculation. En donnant d'autre part, aux justiciables des tribunaux tunisiens, le droit d'option de juridiction et de législation, on arriverait bien vite à cette unité, que souhaite M. Bismut, et que nous souhaitons autant que lui.

GEORGES RECTENWALD.

LA SPÉCULATION ILLICITE
COALITION - ACCAPAREMENT

Commentaire de la loi du 3 Décembre 1926 modifiant les articles 419 et 420 du Code Pénal

---

I. — NOTIONS GENERALES

Spéculation illicite, accaparement, coalition. — Sous la nécessité de circonstances créées par la guerre, la loi du 20 avril 1916, relative à la taxation des denrées et substances, et celle du 23 octobre 1919, créaient et réprimaient un délit nouveau, celui de « *spéculation illicite* ». — Ce délit pouvait être défini : le fait par des tiers, indépendamment d'agissements coupables ou de moyens frauduleux, de produire la hausse des prix des denrées ou marchandises au-dessus des cours qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, afin de profiter indûment de cette hausse non justifiée par les besoins des approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales. Mais, les lois des 20 avril 1916 et 23 octobre 1919 ayant été abrogées par celle du 21 octobre 1921, les articles 419 et 420 du Code pénal restaient les seuls textes de notre législation criminelle permettant d'atteindre les faits portant atteinte à la vie économique. En réalité, ils réprimaient les délits de coalition et d'accaparement.

Eléments des délits de coalition et d'accaparement tels qu'ils étaient prévus par les articles anciens 419 et 420 du Code pénal. —Pour qu'il y ait délit, aux termes des articles anciens 419 et 420 du Code pénal, il fallait qu'il y ait eu, de la part du délinquant, avec une intention coupable, l'emploi de moyens frauduleux pour opérer la hausse ou la baisse des prix des choses spécifiées dans ces articles (denrées, marchandises, papiers et effets publics) au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce.

Parmi les manœuvres frauduleuses susceptibles de donner lieu à des poursuites, les articles 410 et 420 prévoyaient les « faits faux « ou calomnieux semés à dessein dans le public — les suroffres faites « aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes — la réunion « ou la coalition entre les principaux détenteurs d'une *même* mar- « chandise ou denrée tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre « qu'à un certain prix — les voies ou moyens frauduleux quelcon- « ques. » — L'article 419 ne punissait pas l'accaparement, c'est-à-dire l'accumulation aux mains d'un seul ou de plusieurs d'une

même marchandise ou denrée. Pour que l'accaparement fût considéré comme licite en lui-même, — portât-il sur des quantités énormes, — pût se transformer en délit, il fallait que des manœuvres frauduleuses aient vicié les cours, l'accaparement devenant alors le moyen de tirer profit des cours intentionnellement faussés (Voir note de M. L. Sarrut : D. P. 93, 1, 49).

La simple tentative du délit prévu par l'article 419 ancien n'était pas punissable ; les moyens, quels qu'ils fussent, employés pour fausser les cours, ne tombaient, malgré leur caractère frauduleux, sous l'application de la loi pénale, qu'autant que ce résultat — hausse ou baisse des cours — avait été obtenu.

Tel était dans ses grandes lignes le délit prévu par notre Code pénal.

Loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419 et 420 du Code pénal, Historique. But de la loi. — En raison des difficultés que présentait la situation économique actuelle, en raison de l'augmentation continuelle du coût de la vie, en raison des agissements de certains commerçants qui profitaient des difficultés de l'après-guerre, comme ils avaient profité de celles qu'avait créées la guerre, pour se livrer à des manœuvres intolérables, il était nécessaire de modifier les textes en vigueur pour permettre de réprimer des agissements scandaleux que les termes trop restrictifs de l'article 419 du Code pénal empêchaient d'atteindre : C'est dans ce but qu'était créé, le 10 novembre 1922, par M. Colrat, alors ministre de la Justice, une commission extra-parlementaire qui élaborait l'avant-projet, soumis ensuite, le 23 juin 1923, aux délibérations de la Chambre. Ce projet n'avait pas d'autre but que de faire de l'article 419 du Code pénal, en le modifiant et en le complétant, une arme opérante et efficace entre les mains des Parquets, ceux-ci placés en face de faits particulièrement graves, se reconnaissant entièrement désarmés par les imperfections et les lacunes dudit article.

Saisie du projet de loi établi par la Commission, la Chambre en approuvait le texte, qui était ensuite soumis au Sénat qui le discutait et l'adoptait dans sa séance du 19 novembre 1926, sur le rapport de M. Guillaume Poulle, rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle (J. Off., 10 novembre 1926, p. 1648 à 1655).

La loi, votée par les deux Chambres, a été promulguée le 3 décembre 1926 et publiée au *Journal Officiel* le 5 du même mois.

La loi nouvelle a singulièrement élargi le champ d'application des articles 419 et 420 du Code pénal, sans pouvoir ressusciter d'une manière indirecte les lois impopulaires de 1916 et 1919 sur la spéculation illicite. — Il a été précisé, en effet, au cours des débats parlementaires, que la spéculation illicite ferait l'objet d'un projet de loi spécial, qui ne pourrait être utilement discuté que lorsque la réforme de l'article 419 du Code pénal aurait été faite, et que les deux lois nouvelles devant sortir de ces projets constitueraient les deux colonnes d'un même édifice. — Le législateur a pensé, en votant la loi du 3 décembre 1926, atteindre les gros spéculateurs, *ceux qui font les cours* par des moyens illicites, et il n'a pas voulu, en discutant avant que les modifications jugées indispensables ne fussent apportées

à l'article 419 du Code pénal, atteindre par une loi sur la spéculation illicite les petits commerçants, obligés parfois, dans des conditions difficiles, *d'appliquer ces cours* (Débats séance Sénat : J. Off. 19 novembre 1926).

Il n'est pas sans intérêt de publier, en regard l'un de l'autre, le texte de l'article 419 ancien et le texte dudit article tel qu'il a été modifié par la loi du 3 décembre 1926.

Article 419 ancien

Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers ou effets publics au-dessus ou au-desssous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce seront punis .....

.....

Article 419 modifié par la nouvelle

Tous ceux qui :

1° par des faits faux ou calomnieux semés sciemment dans le public par des offres jetées sur le marché, à dessein de troubler les cours par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes par des voies ou moyens frauduleux quelconques;

2° ou qui, en exerçant ou en tentant d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande, auront, directement ou par personne interposée, opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés seront punis .....

.....

II. — MODE DE PERPETRATION DU DELIT REPRIME PAR L'ARTICLE 419 NOUVEAU DU CODE PENAL

Eléments constitutifs. — Pour que le délit, tel qu'il est prévu par l'article 419 nouveau du Code pénal, soit commis, il faut... — que le prévenu ait, directement ou par personne interposée, opéré une hausse ou une baisse artificielle des prix, — sur des denrées, des marchandises, des effets publics ou privés, — à l'aide d'un des moyens prévus par la loi, — et, évidemment, avec une intention coupable.

a) *Personnes pénalement responsables.* — Pour désigner les personnes susceptibles d'être rendues pénalement responsables, la loi du 3 décembre 1926 a employé une formule extrêmement générale : « *Tous ceux qui, directement ou par une personne interposée...* »

De ce texte, il résulte que pourront être recherchés les commerçants, les industriels, ceux qui, même occasionnellement, ont fait un ou plusieurs actes de commerce dans les conditions prévues par la loi, les producteurs quand ils se seront livrés à des agissements prohibés (V. par analogie : Cass., 30 mars 1918 : Bull. crim., n° 75). — Mais ne paraissent pas poursuivables ceux qui ont pris part aux différentes tractations à raison de leurs fonctions soit de directeur, soit d'employés intéressés, à moins qu'il n'apparaisse des éléments de la cause qu'ils aient agi directement pour retirer certains avantages

personnels, en connaissance de cause, comme co-auteurs ou comme complices. Il est bien évident, en effet, qu'en l'absence d'une exception formellement inscrite dans la loi, les règles de la complicité telles qu'elles résultent des principes généraux de notre Code pénal, sont applicables au délit prévu par l'article 419 du Code pénal.

Par « *personne interposée* », il faut entendre tout intermédiaire, tout prête-nom, choisi par un tiers pour agir en ses lieu et place et pour son profit, et pour servir de trait d'union entre lui et le public. Pourrait, par exemple, être considérée comme une personne interposée une femme mariée qui ne cesserait de prendre part à la direction d'un commerce, ainsi qu'à la surveillance de la comptabilité dans un établissement où son mari n'apparaîtrait pas, bien qu'en fait il l'exploiterait d'une manière occulte.

b) *Hausse et baisse des prix.* — L'article 419 nouveau exige, en deuxième lieu, que le prévenu ait opéré ou tenté d'opérer une hausse ou une baisse artificielle des prix, alors que l'article ancien exigeait que la hausse ou la baisse ait été consommée, c'est-à-dire qu'elle ait été suivie d'effet.

Les prix normaux qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce sont les prix courants que fixe la loi de l'offre et de la demande, prix courants dont l'appréciation est abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges du fait (J. G. Dalloz., V. Industrie et Commerce, 432).

Quelles règles les tribunaux devront-ils suivre ? Etant donné la relation étroite et indiscutable existant entre les dispositions des anciennes lois sur la spéculation illicite et celles de l'article 419 nouveau du Code pénal, nous estimons qu'il est possible, pour commenter celles-ci, de rechercher les applications pratiques que la jurisprudence a faites de celles-là, tout en tenant compte de l'esprit dans lequel a été votée la loi du 3 décembre 1926 tel qu'il résulte des débats parlementaires (Séance du Sénat 19 novembre 1926 : J. Off. 19, 11, p. 1648 à 1655).

S'agit-il de produits susceptibles d'être soumis à la taxe (farines, pain, viandes), — le cours normal résultera de cette taxe puisque celle-ci n'est prise par les autorités administratives qu'après que les prix courants des denrées ont été recherchés dans un milieu donné, à un moment donné, et qu'elle représente, en définitive, le prix normal d'une denrée déterminée par la libre et naturelle concurrence du commerce. Dès lors, sera suspecte et souvent répréhensible, toute vente faite au-dessus du prix de la taxe (V. par analogie : Caen, 20 mars 1919, 6 décembre 1919-28 février 1920).

S'agit-il de denrées ou de marchandises non taxées? Les tribunaux auront alors à apprécier les éléments du dossier, les comptabilités, les mercuriales, les listes officielles, et pourront comparer les prix incriminés avec ceux qui avaient cours à la même époque dans la même région (V. par analogie : Cass., 21 juin 1918 : D. P. 1919, 1, 13).

c) *Denrées. Marchandises. Effets publics ou privés.* — Par *denrées*, il faut entendre les choses mobilières qui se comptent, se pèsent, se mesurent et qui sont susceptibles de servir à l'alimentation

des hommes et des animaux. Par *marchandises*, on entend, d'une manière générale, toutes choses faisant l'objet des spéculations du commerce ou pouvant faire l'objet de contrats, par exemple, contrats de transports, d'assurances, etc... Constitue une marchandise aux termes de l'article 419 du Code pénal, un fonds de commerce d'hôtel meublé (Cass., 3 janvier 1925 : Bul. crim. 1925, n° 3).

Par *effets privés*, il faut entendre tous les effets non garantis par l'Etat qui se négocient en Bourse, les actions d'une entreprise privée, par exemple. Au contraire, les *effets publics* sont ceux qui sont émis et garantis par l'Etat, les titres de rentes diverses, les Bons du Trésor, les actions et obligations des chemins de fer et autres compagnies mises en circulation avec l'autorisation du gouvernement.

d) *Moyens frauduleux et autres prévus par la loi.* — L'article 419 nouveau classe en deux catégories les moyens qu'il prohibe : les uns sont des moyens frauduleux de hausse ou de baisse, les autres de simples procédés ayant pour but de fausser les cours du marché :

a) Sont frauduleux : 1° les faits faux ou calomnieux semés « *sciemment* », c'est-à-dire en connaissance de cause, dans le public, ce sera à l'auteur des faux bruits à établir sa bonne foi. Il existe contre lui la présomption contraire.

2° Les offres jetées sur le marché à dessein de troubler les cours, c'est-à-dire dans le but frauduleux d'opérer une hausse ou une baisse ;

3° Les suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes. Il a été jugé qu'établit le caractère frauduleux des suroffres prévues à l'article 419, l'arrêt qui constate qu'alors que le prix courant des œufs était de 0 fr. 12 à 0 fr. 15 pièce, le prévenu en a offert de 28 à 35 francs le-cent, dans le but d'en obtenir un plus grand nombre au détriment des commerçants et consommateurs de la région (Cass. req., 5 février 1926) ;

4° Les voies et moyens frauduleux quelconques.

Les juges du fait apprécient souverainement si la hausse ou la baisse du prix des marchandises, denrées, effets a été opérée à l'aide de moyens frauduleux (Crim. r., 17 juillet 1818) et ces moyens frauduleux sont punissables, qu'ils soient l'œuvre d'un seul individu ou qu'ils soient dus à une réunion d'individus, à une coalition.

b) L'article 419 réprime, d'autre part, « ceux qui en exerçant « ou tentant d'exercer soit individuellement, soit par réunion ou « coalition une action sur le marché dans le but de se procurer un « gain qui ne serait pas le résultat naturel de l'offre et de la de- « mande. »

Etant donné la généralité des termes de la loi nouvelle, étant donné le soin qu'elle a pris de répartir dans un premier paragraphe les moyens frauduleux et dans un deuxième paragraphe les autres moyens, qu'elle désigne par des termes très généraux, on est en droit de penser que sera illicite toute action même non accompagnée de manœuvres frauduleuses, émanant d'un individu ou d'une collectivité, pouvant avoir une influence sur le cours des prix et être de

nature à procurer à son auteur un bénéfice, un gain, qu'il n'aurait pu espérer réaliser s'il n'avait accompli cette action.

Une « action sur le marché », a dit M. le ministre du Commerce « Bokanowski lors de la discussion du projet, c'est évidemment une « expression très vague et qui pourrait donner quelque inquiétude « si elle subsistait seule, mais, telle que l'a définie le rapporteur de « la commission... ce ne peut être, en aucun cas, une action nor- « male, l'action habituelle du commerçant ou de l'industriel qui of- « fre ses marchandises sur le marché. Il faut, pour être punissable, « que l'action visée ait non seulement produit un bénéfice, mais « encore qu'elle ait, en altérant le mécanisme du marché, détermi- « né une hausse ou une baisse artificielle. »

Ainsi définie, « l'action sur le marché » sera principalement l'action destinée à altérer artificiellement le mécanisme normal du marché par des manœuvres d'accaparement.

Or, ainsi que nous l'avons vu au début de notre étude, l'accaparement, à lui seul, ne pouvait constituer un délit sous l'empire de l'ancien texte de l'article 419 du Code pénal, s'il n'était accompagné de manœuvres frauduleuses. Désormais, l'accaparement pourra, dans la plupart des cas, être réprimé, parce qu'il sera le plus souvent le moyen de tirer profit des cours faussés intentionnellement. Le critérium pourra être celui-ci : l'opération incriminée sera-t-elle justifiée par les besoins professionnels ? elle sera licite ; ne sera-t-elle, au contraire, pas justifiée par les besoins des approvisionnements ? Elle deviendra éminemment suspecte. Un individu concentre entre ses mains une quantité considérable d'une même marchandise : il peut établir, par exemple, qu'il est fournisseur de l'armée et adjudicataire de plusieurs entreprises, lycées, hôpitaux, etc... et qu'il n'a, en stockant, fait qu'obéir aux exigences normales de son commerce, il ne saurait être poursuivi. Mais s'il s'agit d'un individu qui accapare une quantité anormale d'une denrée pour la raréfier, faire hausser les cours et la revendre pour profiter de cette hausse, il serait mal venu à prétendre que ses approvisionnements sont justifiés par les besoins de son commerce et son acte pourra tomber sous le coup de la loi.

Que penser de la perception d'un *bénéfice exagéré ?* La loi du 21 octobre 1922, abrogeant les lois sur la spéculation illicite, a formellement condamné la jurisprudence de la presque majorité des tribunaux, aux termes de laquelle était considéré comme spéculation illicite le bénéfice exagéré, c'est-à-dire l'écart trop grand entre le prix de revient ou d'achat et le prix de vente d'une marchandise.

Par ailleurs, le rapporteur du projet qui est devenu la loi du 3 décembre 1926, a précisé qu'il sera impossible, avec le texte actuel, d'atteindre le bénéfice exagéré, le prix exagéré. Ainsi, dit-il, « la « petite fermière qui s'en ira vendre ses œufs au marché n'a rien à « craindre. Elle n'est pas visée par l'article 419 du Code pénal, « même avec les modifications que nous demandons, comme avaient « pu le faire les lois de 1916 et de 1919. Du reste, le gouverne- « ment a indiqué qu'il allait déposer un autre projet de loi, et

« d'après ce que nous ont indiqué les journaux, ce projet doit « prévoir des faits semblables à ceux que visaient les lois de 1916 « et de 1919. »

Si les lois de 1916 et de 1919 sont restées aussi impopulaires, c'est que dans l'imprécision de la définition de la spéculation illicite les tribunaux avaient fait des applications de la loi un peu arbitraires. Ils faisaient, pour une nature de marchandises, le rapprochement des prix de vente pratiqués par diverses maisons similaires ; ils retenaient le prix le plus bas comme représentant le prix le plus juste de la chose vendue et ils considéraient comme coupables de spéculation tous ceux qui avaient vendu à un prix élevé. Or, il est bien évident que le bénéfice dépend des conditions d'achat, des conditions de payement, de l'importance du chiffre d'affaires, des frais généraux et de la clairvoyance du commerçant et qu'il faut tenir compte de ces divers facteurs (V. J. O., 18 octobre 1922, Cham. débats, p. 2670, col. 3).

Ceci posé et la volonté du législateur ayant été bien précisée, il n'en reste pas moins vrai que si le bénéfice exagéré ne peut à lui seul être considéré comme une action illicite sur le marché, il pourra, dans certains cas, être retenu comme élément constitutif du délit.

Ce sera là une question laissée à l'appréciation des tribunaux : Ainsi, nous semble-t-il, les juges pourront retenir à bon droit comme élément rentrant dans les prévisions de la loi, le fait par un prévenu de vendre une denrée ou une marchandise à des prix supérieurs au cours normal, tel qu'il était fixé au moment de la vente par la taxe ou fixé par les marchés alors qu'il s'est abstenu par ailleurs de mentionner ces ventes dans sa comptabilité commerciale, qu'il s'est refusé à en délivrer facture à l'acheteur et qu'il est résulté des agissements de ce prévenu une hausse du prix de cette marchandise au-dessus des cours (V. par analogie : Cass., 21 décembre 1922 : Gaz. Pal., 18 janvier 23).

La réalisation d'un bénéfice n'est pas un des éléments du délit et un commerçant qui n'aurait pas réussi dans ses calculs ou dans ses prévisions et dont le bénéfice serait nul ou dérisoire pourrait tomber sous le coup de la loi, s'il était établi qu'il ait employé un des moyens prohibés par la loi pour chercher à se procurer un bénéfice illicite.

Pourront être considérés, à notre avis, comme action pouvant influencer les cours d'un marché les achats faits à des prix trop élevés pour évincer les concurrents (V. par analogie : Paris, 4 février 1920. — V. aussi, par analogie pour les ventes pratiquées à des prix excessifs ou ayant procuré des bénéfices exagérés : Cass. 17 novembre 1917. — Cass., 21 juin 1918 : D. P. 1919, 1, 13. — 20 mars 1919 : Gaz. Pal., 9-10 novembre 1919. — 17 juillet 1919 : Gaz. Pal., 31 octobre 1919).

Réunions, coalition. — L'ancien article 419 du Code pénal ne réprimait les coalitions qu'à certaines conditions : il fallait notamment qu'elles aient été réalisées entre les *principaux* détenteurs d'une même marchandise ou denrée *pour ne pas la vendre ou ne la vendre*

qu'à un certain prix dans le but d'opérer une hausse ou une baisse sur les prix. Par détenteur, il fallait entendre des personnes ayant des intérêts distincts et non des personnes ayant le même intérêt et ne formant qu'une personne morale. C'est ainsi qu'il avait été jugé qu'il n'y avait pas coalition de la part des membres d'une société, quel qu'en fut le nombre, qui en réunissant leurs capitaux et leur industrie, avaient causé une baisse dans le prix d'une marchandise (Cr. r., 26 janvier 1833). — Désormais, en vertu de l'article 419 nouveau, et c'est là une innovation importante, toute action, qu'elle soit individuelle, c'est-à-dire due à l'initiative d'une seule personne, ou concertée et due soit à une réunion, soit à une coalition quelconque, serait-elle dirigée contre un seul individu (Cass., 7 janvier 1887), tombera sous le coup de la loi pourvu qu'elle ait pour but de procurer à ses auteurs un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande. Par exemple, sera susceptible d'être poursuivi, le syndicat qui par coalition et dans le but d'entraîner la hausse, boycotte l'un de ses membres qui ne veut pas vendre au prix fixé en lui refusant toute fourniture.

Ce que la loi a entendu prohiber, c'est la constitution de véritables monopoles fournissant aux coalisés des gains exagérés, en imposant aux consommateurs des prix prohibitifs. Mais ne serait pas répréhensible, nous semble-t-il, et cela résulte d'ailleurs des travaux préparatoires et des discours échangés lors de la discussion du projet de loi, l'entente entre commerçants pour régler leur production, empêcher l'avilissement des prix et les maintenir à un taux suffisamment rénumérateur pourvu que les conditions du marché ne soient pas faussées par cette entente.

e) *Intention coupable.* — « Tout dans le texte crie avec force « qu'il faut l'intention coupable, la mauvaise foi et que si ces élé- « ments ne se retrouvent pas, il n'y a pas délit. » (Discours de M. Poulle, rapp.). Mais en cette matière, l'élément intentionnel se confond avec tous les autres éléments du délit et il rentrera dans le pouvoir d'appréciation des magistrats.

III. — TENTATIVE

Portée de l'innovation. — Les tentatives de délit ne sont punissables que si la loi en a ainsi disposé. En ce qui concerne le délit prévu par l'ancien article 419, nous avons vu que la tentative n'était pas punissable. Désormais, et depuis la loi du 3 décembre 1926, peu importe que la hausse ou la baisse des prix se soit ou ne se soit pas produite, il suffit que cette hausse ou cette baisse aient été tentées par un des moyens prévus par la loi.

« Aux termes de l'article 419 actuel », disait dans son rapport M. Poulle, rapporteur de la commission de législation civile et criminelle, « les délits qu'il envisage ne sont punis que lorsque le « fait prévu est consommé. Un spéculateur tente de réaliser une « vaste entreprise d'accaparement. Il a pris toutes ses précautions « il est à la veille de réaliser enfin les bénéfices coupables qu'il « entrevoit. Le gouvernement en est informé. Il fait une commu-

« nication à la presse et la tentative d'accaparement échoue. Ne « croyez-vous pas que cette tentative doit être poursuivie au même « titre que celle qui aura été consommée par un homme qui aura « recueilli le bénéfice de ses agissements malhonnêtes ? Cette lacune, « le texte actuel l'a comblée par le texte proposé. » (J. O., Sénat, séance du 19 novembre 1926, p. 1649).

Si l'on s'en rapporte au dernier état de la jurisprudence, il y a lieu d'admettre que la tentative d'un délit, tout comme la tentative d'un crime, doit, pour être punissable : 1° s'être manifestée par un commencement d'exécution ; 2° n'avoir manqué son effet que par une circonstance indépendante de la volonté de son auteur. Les juridictions saisies auront à préciser dans leurs jugements quels sont les faits constitutifs du commencement d'exécution et les circonstances par suite desquelles la tentative aurait été suspendue ou aurait manqué son effet (Cass., 10 avril 1909 : Gaz. Pal., 27 octobre 1919). 1919).

L'appréciation des faits qui constituent les éléments caractéristiques de la tentative de délit appartient aux juges du fait (Cr. r., 26 septembre 1846 : D. 46, 1, 369).

IV. — POURSUITES ET REPRESSION

A) **Poursuites. — Procédure.** — La loi du 3 décembre 1926 apporte ici une dérogation au droit commun. La poursuite ne pourra, en cette matière, être exercée ni par voie de citation directe, c'est-à-dire par une citation, précédée ou non d'une enquête officieuse, délivrée à la requête du ministère public, ni par une citation délivrée par une partie civile, ni par la conduite immédiate de l'inculpé devant le tribunal, en cas de flagrant délit. Dans tous les cas prévus par l'article 419 du Code pénal, le tribunal ne pourra être saisi que par le renvoi qui lui sera fait conformément aux dispositions de l'article 130 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire par l'ordonnance que rendra le juge d'instruction après l'enquête à laquelle il aura procédé, après réquisitions du procureur de la République. Le législateur n'a pas voulu que des commerçants honnêtes soient jugés sur des instructions sommaires, alors surtout qu'ils encourrent des pénalités renforcées. Il a entendu que les spéculateurs soient sévèrement punis, mais que les inculpés aient au moins eu toutes les facilités pour se défendre et la possibilité de faire contrôler par les juges poursuivants leurs moyens de défense.

Expertise. — Aux termes de l'article 3 de la loi du 3 décembre 1926, « si au cours de l'instruction, le juge décide de recourir à une « expertise, il sera adjoint à l'expert désigné par le juge d'instruc- « tion, un expert choisi par l'inculpé, si celui-ci en fait la demande. « En cas de désaccord entre les experts, un tiers expert sera dési- « gné par le juge d'instruction dont l'ordonnance de renvoi sera, « dans tous les cas, motivée. »

Le principe reste donc la nomination d'un seul expert, nommé par le juge et accepté par l'inculpé. Si l'inculpé le demande, il sera nommé un deuxième expert. Bien que la loi ne le dise pas, il

semble que les experts devront, en principe, être choisis sur les listes spéciales arrêtées par les cours d'appel pour les tribunaux de première instance. Rien ne s'opposerait cependant, nous semble-t-il, à ce que l'intéressé choisisse son expert en dehors des listes officielles, mais à la condition expresse que son choix reste subordonné à l'agrément du juge d'instruction.

L'inculpé semble devoir être tenu des dépenses nécessitées pour les opérations de l'expert, qu'il a choisi, mais l'avance des frais pourra être faite par le Trésor, lorsque l'inculpé justifiera de l'insuffisance de ses ressources (V. par analogie : Circ. du P. G. Alger, 20 mars 1909, sur l'expertise contradictoire en matière de fraudes alimentaires).

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Il est évident qu'ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. S'ils sont d'avis différents ou s'ils ont des réserves à formuler sur les conclusions communes, chacun d'eux indiquera son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui.

Le rapport devra être déposé dans le délai fixé par le juge d'instruction.

Le tiers expert, nommé en cas de désaccord, pourra être choisi, lui aussi, nous semble-t-il, en dehors des listes offiicielles.

L'ordonnance du juge d'instruction devra dans tous les cas être motivée, en fait ou en droit, le cas échéant. Ici, la loi du 3 décembre 1926 n'innove en rien et elle ne fait que rappeler les principes énoncés par l'art. 134 du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel les ordonnances rendues par le juge d'instruction « doivent « être inscrites à la suite du réquisitoire du procureur de la Répu- « blique, contenir les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domi- « cile et profession de l'inculpé, l'exposé sommaire et la qualifica- « tion du fait qui lui sera imputé et énoncer qu'il existe ou qu'il « n'existe pas de charges suffisantes. » Le législateur a entendu marquer le prix qu'il attache à ce que le juge d'instruction, en motivant son ordonnance, soit forcé d'analyser les éléments de son dossier afin que les commerçants scrupuleux n'aient pas à craindre des poursuites qui pourraient jeter le discrédit sur eux.

Détention préventive. — En raison du maximum des peines nouvelles prévues par la récente loi du 3 décembre 1926, la détention préventive est possible dans tous les cas, dans les conditions habituelles prévues par le Code d'inst. crim. — En principe, la mise sous mandat de dépôt devra rester l'exception et seulement s'il y a lieu de craindre que l'inculpé ne mette à profit sa liberté pour poursuivre la série de ses agissements frauduleux (V. par analogie : Cir. garde des Sceaux, 28 octobre 1919, sur la spéculation illicite) ou, si le délit commis étant particulièrement grave, on ait à craindre que l'inculpé ne prenne la fuite, ou ne cherche à profiter de sa liberté pour détruire les preuves de sa culpabilité.

B. — **Répression.** — *Pénalités.* — Les peines prévues par l'article 419 ancien ont été augmentés dans de notables proportions par la loi du 3 décembre 1926 : alors que ces peines étaient de un mois d'emprisonnement au moins et d'un an au plus, et d'une amende de

500 à 10.000 francs, avec possibilité d'interdiction de séjour de 2 à 5 ans, elles sont actuellement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2.000 à 100.000 francs. Le tribunal, comme par le passé, « pourra, de plus, prononcer contre les coupables la peine d'inter- « diction de séjour pour deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Circonstances aggravantes. — a) Comme par le passé, l'art. 420 aggrave les peines et porte le minimum de l'emprisonnement (qui était anciennement de deux mois) à un an, et le maximum (qui était de deux ans), à trois ans avec une amende de 5.000 à 150.000 francs (au lieu d'une amende de 1.000 à 20.000 francs), avec possibilité de prononcer la peine d'interdiction de séjour pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus, lorsque la hausse ou la baisse ont été opérées ou tentées sur des grains, farines, substances farineuses, denrées alimentaires, boissons, combustibles ou engrais commerciaux.

b) L'emprisonnement pourra être porté jusqu'à 5 ans et l'amende à 200.000 francs s'il s'agit de denrées ou de marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

Le législateur a entendu décourager, comme il avait entendu le faire en 1916, en créant le délit de spéculation illicite, « les profes- « sionnels d'occasion qui profitent de la guerre pour chercher for- « tune dans une spéculation éhontée. La peine, à leur égard, doit « être plus forte, car n'ayant pas à ménager une réputation com- « merciale ancienne, ils sont moins retenus dans leurs agissements « coupables, que les commerçants connus et qui sont spécialisés dans « la vente régulière des objets de leur commerce. » (Avis de M. le député Ignace lors des lois abrogées sur la spéculation illicite.)

Il a été jugé à cet égard que le fait par un mandataire aux Halles de télégraphier à des vendeurs de la province dans le but de les inviter à cesser leurs envois pour enrayer la baisse, constituait l'exercice anormal de la profession (Trib. corr. Seine, 13 juillet 1920).

Ici encore, l'interdiction de séjour pourra facultativement être prononcée par les tribunaux pour une durée de 5 ans au moins et de 10 ans au plus.

Interdiction des droits civiques et politiques. — La loi nouvelle innove en incorporant au Code un article 421 nouveau qui est ainsi conçu : « Dans tous les cas prévus par les art. 419 et 420 du Code « Pénal, le tribunal pourra prononcer contre les coupables l'inter- « diction des droits civiques et politiques. »

Par droits *civiques et politiques,* il faut, à notre avis, entendre les droits de vote et d'élection et d'éligibilité, le droit d'être appelé aux fonctions de jurés ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois, d'être expert ou témoin en justice et peut-être aussi le droit de port d'armes, c'est-à-dire le permis de chasse. — Mais il ne faut pas comprendre dans les termes trop généraux de la loi, les droits civils et de famille : c'est ainsi que nous pensons qu'un condamné déchu par un tribunal de ses droits civiques et politiques, pour délit prévu par

l'art. 419, conserverait le droit de vote et de suffrage dans les délibérations de famille et qu'il ne serait pas déchu de la puissance paternelle. En résumé, étant donné les principes généraux régissant les délits, nous ne pensons pas que la loi du 3 décembre 1926 ait entendu donner aux tribunaux faculté de prononcer contre les coupables autre chose que certains des droits énumérés dans l'art. 42 du Code pénal, auquel il y a lieu de se rapporter, et nullement *tous* les droits civiques et politiques, tels qu'ils sont prévus par l'art. 34 du Code pénal, relatif à la dégration civique, laquelle comporte privation d'un certain nombre de droits laissés en dehors de l'art. 42 du Code pénal, comme par exemple, le droit de servir dans l'armée, dans une maison d'instruction, etc.

La loi du 3 décembre a omis de fixer la durée de cette interdiction. Nous pensons que les textes de droit pénal devant s'interpréter dans le sens le plus favorable à l'inculpé, l'interdiction prévue, lorsque les tribunaux auront cru devoir la prononcer (puisqu'il s'agit d'une peine facultative), ne sera jamais perpétuelle et qu'elle ne pourra dépasser les limites fixées par la loi pour la peine de l'interdiction de séjour. C'est là une interprétation arbitraire et il est regrettable que la loi ne se soit pas expliquée sur ce point.

Le point de départ de cette interdiction courra, lorsqu'elle accompagnera une peine d'amende du jour où la condamnation est devenue définitive, lorsqu'elle est jointe à l'emprisonnement, du jour où le condamné a subi sa peine. C'est au ministère public à aviser l'autorité administrative des incapacités frappant le condamné.

Affichage. — L'art. 421 nouveau précise que « nonobstant l'application de l'art. 463, le tribunal ordonnera que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné dans les limites du maximum de l'amende encourue. »

« Le tribunal fixera les dimensions de l'affiche, les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression et le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu. »

Des termes mêmes de la loi, il résulte que les tribunaux devront, dans tous les cas, et même lorsqu'il aura été fait application de l'art. 463 sur les circonstances atténuantes, ordonner l'insertion du jugement dans les journaux ainsi que l'affichage aux portes des endroits désignés. Que signifient ces mots : « le tout aux frais du condamné dans les limites du maximum de l'amende encourue » ? Est-ce à dire que les tribunaux resteront libres de fixer le nombre des insertions et des affiches pourvu que le coût de ces insertions et affiches jointes à l'amende prononcée n'excède pas le maximum de l'amende encourue ? Nous ne le pensons pas et, pour nous, ces mots signifient que les tribunaux pourront ordonner en plus de l'amende, tel nombre d'insertions et d'affiches qu'ils jugeront nécessaires, à condition que le coût total de ces insertions et de ces affiches ne dépasse pas le maximum de l'amende prévue par la loi. En effet, si le tribunal n'avait prononcé qu'une peine d'emprisonnement,

il serait néanmoins tenu d'ordonner insertions et affiches et on ne comprendrait pas, dans ce cas, si l'on choisissait la première interprétation que nous avons écartée, le sens de ces mots : « le tout aux frais du condamné dans les limites du maximum de l'amende encourue. » De même encore si, la première interprétation était adoptée, étant donné que l'affichage et les insertions devront toujours être ordonnées, le maximum de l'amende tel qu'il est prévu par la loi ne pourrait jamais être prononcé, puisqu'il faudrait tenir compte du coût probable des insertions et des affiches. D'ailleurs, il s'agit là d'une discussion théorique, car dans la pratique, il ne semble pas que les tribunaux ordonnent un tel nombre d'affiches ou d'insertions que leur coût atteigne le maximum des amendes prévues par la loi.

Théoriquement pourtant, on pourrait prévoir un cas dans lequel le total du coût des insertions pourrait dépasser le maximum de l'amende, c'est, s'il existait une partie civile en cause, le cas où, sur les conclusions de cette dernière, le tribunal ordonnait, non plus à titre de peine, mais à titre de dommages-intérêts ou de supplément de dommages-intérêts, un nombre supplémentaire d'insertions et d'affiches. — Dans ce cas, le tribunal devrait préciser le nombre des insertions et affiches prononcé à titre de peine et qui devra rester dans les limites de la loi, et le nombre des insertions et affiches ordonné, à titre de réparation civile, à la demande de la partie civile.

Suppression ou lacération d'affiches. — « Au cas de suppression, « de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches « ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de « nouveau à l'exécution intégrale des dispositions relativement à « l'affichage.

« Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale « ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné à « son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci « l'application d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et « d'une amende de 100 à 2.000 francs. » Cette peine est également encourue par celui qui a supprimé ou lacéré l'affiche sur les ordres du condamné dont il devient le complice aux termes de l'art. 60 du Code pénal. — Si c'est un tiers qui agit *proprio motu*, il n'est passible que de peines de simple police (art. 17, loi du 29 juillet 1881, 5 à 15 francs d'amende).

Frais d'impression. — Doivent être payés à titre de frais de justice, les impressions des jugements et arrêts dont l'affichage ou l'insertion ont été ordonnés par les cours ou tribunaux. A défaut de marchés passés par les parquets avec l'approbation de l'administration supérieure, il peut être traité de gré à gré chaque fois qu'une impression doit être faite. Les imprimeurs joignent à chaque article de leur mémoire un exemplaire de l'objet imprimé comme pièce justificative.

Récidive. — La loi du 3 décembre 1926 ne renfermant aucune disposition particulière, il y a lieu pour les conditions de la récidive, d'appliquer les règles du Code pénal (art. 58). Conformément aux

principes généraux en la matière, le maximum de l'amende déterminé par la loi ne pourra pas être dépassé, l'aggravation résultant de la récidive ne portant que sur l'emprisonnement (Cass., 26 janvier 1911. — V. pour la récidive : Répertoire formulaire de l'officier de police judiciaire. — Cura et Knoertzer, V° Récidive, pages 800 et suivantes).

Circonstances atténuantes. — La loi du 3 décembre 1926 ne faisant que modifier un article du Code pénal, l'art. 463 de ce Code est applicable, même au cas de récidive. Mais nous avons vu, que nonobstant l'application de l'art. 463 du Code pénal, le tribunal ne pourra s'abstenir de prononcer l'insertion dans les journaux et l'affichage dans les lieux qu'il désignera conformément à l'art. 421.

Sursis. — Dans le silence de la loi, le sursis pourra être appliqué dans les conditions habituelles tant en ce qui concerne la peine d'emprisonnement que celle d'amende. Conformément au droit commun, la peine accessoire de l'affichage résultant de la condamnation s'appliquera immédiatement.

V. — APPLICATION DE LA LOI A L'ALGERIE

Compétence. — Tribunaux correctionnels. — Tribunaux répressifs. — L'article 4 de la loi du 3 décembre 1926 précise que ses dispositions sont applicables à l'Algérie et aux colonies. Cet article n'était pas nécessaire; s'agissant, en effet, d'une loi modifiant le Code pénal, elle était applicable de plein droit à l'Algérie. Mais cette question de l'applicabilité des lois à l'Algérie étant une des plus complexes de la législation algérienne et donnant lieu à des discussions sans fin, le législateur a eu raison de préciser dans un article final sa volonté sur ce point.

La loi nouvelle recevra son application en Algérie dans les conditions habituelles. S'agira-t-il d'inculpés européens, d'indigènes électeurs, naturalisés ou anciens soldats, titulaires du certificat de bonne conduite, le tribunal correctionnel sera seul compétent. S'agira-t-il, au contraire, d'indigènes musulmans, non-inscrits sur les listes électorales, non naturalisés ni anciens soldats détenteurs de certificats de bonne conduite, ils sont renvoyés devant le tribunal répressif, car la loi nouvelle n'a nullement entendu enlever aux tribunaux répressifs compétence pour cette catégorie de délits. (V. sur ce point : Répertoire formulaire de l'officier de police judiciaire en Algérie, Cura et Knoertzer. V° Compétence et V° Octroi de mer, § Compétence, p. 642). En ce qui concerne cette seconde catégorie d'indigènes, c'est-à-dire de ceux qui restent justiciables des tribunaux répressifs, les juges d'instruction n'auront pas à être, dans tous les cas, saisis, les officiers du ministère public près les tribunaux répressifs continuant à partager avec eux leurs pouvoirs, mais les officiers du ministère public près les tribunaux répressifs, lorsqu'il seront saisis, devront agir, comme juges d'instruction et devront comme tels suivre obligatoirement pour les délits prévus par les art. 419 et 420 du Code pénal, la procédure édictée par les art. 7 à 13 du décret du 9 août 1903 ; ils devront, d'autre part, observer les prescrip-

tions de l'art 3, § 2 et 3 de la loi du 3 décembre 1926, relative à l'expertise.

Dans la pratique, il pourra être procédé de la façon suivante :

Dans les chefs-lieux d'arrondissement, les juges d'instruction seront toujours saisis, car rien ne s'oppose à ce que ces magistrats ne soient saisis, même pour des affaires de la compétence des tribunaux répressifs (Cir. P. G., 29 décembre 1903).

Dans les justices de paix à compétence étendue, les officiers du ministère public conserveront la connaissance de ces sortes d'affaires, mais ils agiront prudemment en communiquant au préalable les dossiers des procédures au procureur de la République de leur arrondissement pour recevoir de ce magistrat les directives utiles.

*
**

Il est indéniable que la loi du 3 décembre 1926 constitue une arme permettant de combattre les agissements commerciaux malhonnêtes beaucoup plus facilement que sous l'empire des anciens articles 419 et 410 qui, dans la pratique, étaient inapplicables, et, il est évident que si cette loi est complétée, comme il a été annoncé, par une loi nouvelle, plus souple encore et plus précise, réprimant la spéculation illicite proprement dite, on peut espérer qu'elle contribuera grandement à l'amélioration de la situation économique et à l'abaissement du coût de la vie.

ANDRE KNOERTZER,
substitut du procureur de la République,
Alger.

DROIT PENAL MUSULMAN

ADDENDA ET CORRIGENDA A LA TRADUCTION DU CODE MUSULMAN DE KHALIL

par N. SEIGNETTE

(Titres XXVII à XXXIV)

Titre XXVII. — De l'homicide.

N° 1703. — Au lieu de « sera traîné judiciairement, etc... » mettre : « subira le talion dans sa personne. »

Au lieu de : « sera passible du talion », mettre : « subira une peine correctionnelle ». Au lieu de : « femme adultère », mettre : « fornicateur ayant la qualité d'*Ihçan* ».

N° 1707. — Au lieu de: « Ainsi peut faire grâce, etc... », mettre: « Il en sera de même en cas de pardon accordé à un esclave meurtrier (sans réserve explicite. Si les circonstances font présumer que l'intention de l'ayant-droit avait été de se réserver le droit à la composition pécuniaire ou à l'abandon noxal, il devra en prêter serment.)

Le n° 1707 prouve qu'en droit malékite, l'objet de l'obligation c'est le talion et pas autre chose. La traduction des mots *ka' a foûhou 'an al-'abd* aurait dû faire l'objet d'un numéro spécial.

N° 1708. — Le n° 1708 peut être ainsi interprété : celui qui a acquis le droit de disposer de la vie du meurtrier est subrogé dans tous les *jura sanguinis* que celui-ci a pu acquérir.

N° 1714. — Ajouter après « rançon » : (qui consiste soit dans la diya de la victime si elle est libre, soit dans sa contre-valeur si elle est esclave.)

Le n° 1714 contient l'indication des cas où l'intention doit être présumée.

N° 1715. — Au lieu de: « mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée », mettre: « (sur une personne qu'il n'avait pas le droit de frapper) ». Au lieu de: « une forte compression », mettre: « ou d'un coup porté avec un instrument simplement contondant » (ce qui implique *a fortiori* l'instrument tranchant). Au lieu de: « la blessure », mettre: « les blessures ci-dessus définies. »

N° 1717. — A remplacer entièrement par: « De même le fait de jeter à l'eau méchamment une personne ne sachant pas nager. Sinon (si la victime sait nager ou si c'est en jouant qu'elle a été jetée à l'eau), la diya sera due. »

L'appréciation de la méchanceté est ici laissée à la prudence du juge.

N° 1718. — Le faire précéder par les mots : « sont également punissables du talion sans serment cinquantenaire... le fait, etc. » Rem-

placer les mots: « et comme pour mordre » par: « bien que le propriétaire ait été préalablement avisé de ne pas le faire (s'il a placé cet animal dans un lieu où il n'était pas permis de le mettre, comme l'intérieur d'une maison, par exemple) ». Supprimer les mots: « s'il n'a pas eu l'intention de nuire. »

Ce numéro nous montre que le serment cinquantenaire est un mode de preuve extraordinaire de l'intention. Ici encore, le juge a une certaine latitude d'appréciation: il devra rechercher si c'est bien à la victime que le coupable voulait faire du mal dans ces divers cas seulement ou dans des cas qui seraient absolument analogues. Autrement dit, ici, la présomption légale d'intention doit être complétée par la prudence du juge.

N° 1719. — Il y a encore présomption d'intention dans la contrainte imposée à autrui.

N° 1720. — Après: « venimeux » ajouter « (même en jouant et même si le serpent ne l'a pas mordu) ». Ici, la présomption de l' « animus necandi » est formelle: le juge n'a qu'à constater le fait, comme pour la présentation du poison.

N° 1721. — Au lieu de: « de son ennemi », mettre: « une personne contre laquelle il a des sentiments d'inimitié. » Après « co-jurants » ajouter « (pour établir que la mort est due à la frayeur causée par l'attitude du délinquant, et non à la chûte) ». Ici encore, l'inimitié est appréciée par le juge.

N° 1723. — Mettre: « également » entre « sera » et « passible » et supprimer les mots « comme complice ». Le paragraphe III ne devrait commencer qu'au numéro 1724, le numéro 1723 contenant encore un cas de présomption d'intention et se rattachant à ce qui précède et non à ce qui suit.

N° 1724. — Après « un seul » mettre « (même s'ils ne se sont pas concertés et si la victime est morte sur le champ. Sinon, il y aura lieu à serment cinquantenaire, dont l'effet sera d'appliquer le talion à l'un des co-auteurs déterminé par le serment) ». Au lieu de: « ainsi en seront passibles » mettre: « en seront également passibles ». Au lieu de: « tous les co-auteurs et complices », mettre: « tous ceux qui se sont concertés en vue de l'homicide, même s'ils n'ont frappé la victime qu'à coups de fouets alternés. » Au lieu de: « l'agent moral comme l'agent physique », mettre: « l'agent indirect comme l'agent direct (exemple: celui qui a creusé le puits, et celui qui y a précipité la victime) ».

N°s 1728 et 1729. — Ils créent encore une présomption d'intention dans le choc ou lutte de deux personnes. Au contraire, l'abordage de deux navires est présumé involontaire.

N° 1730. — Au lieu de: « le besoin de naviguer sans feux », mettre « l'obscurité ».

N° 1732. — Il signifie que s'il y a eu concert entre les divers agents du meurtre, le talion est applicable à tous; sinon, à celui qui a donné le coup le plus grave (complicité).

N° 1734. — A remplacer: « les moments où il faut se placer pour apprécier la responsabilité pécuniaire du coupable (quand le talion n'est pas applicable) sont: le moment où le coup a été reçu et celui de la mort.

N° 1735. Au lieu de: « la criminalité de l'acte, l'imputabilité de

l'agent et la condition du patient », mettre: « les conditions de l'acte, de l'agent et du patient. »

N° 1741. — Au lieu de: « à aucune composition, etc. », mettre: « (qu'à décision arbitraire du juge) ; cependant, en cas d'intention, il y aura en outre lieu de prononcer un châtiment correctionnel.

N° 1742. — Au lieu de: « les côtes », mettre: « les os de la poitrine ».

N° 1744. — A remplacer par: « lorsqu'il y a eu abolition de la faculté visuelle d'un œil, celui-ci demeurant cependant en place et apparemment intact, le délinquant subira le même dommage s'il est possible de le lui infliger; sinon, la diya sera due; il en sera de même lorsque, par exemple, le membre supérieur de la victime aura été paralysé à la suite d'un coup. »

N° 1750. — A remplacer par: « l'œil sain du délinquant subira le talion pour la perte intentionnelle d'un œil faible de naissance, affaibli par l'âge ou par la maladie ou par une blessure antérieure; s'il n'y a pas eu intention (et si la victime n'a pas déjà reçu une composition pécuniaire pour ce même œil) la composition sera calculée en raison de l'état de l'organe de la victime. »

N° 1751. — Au lieu de: « perte totale de la vue », mettre: « perte de la vie. »

N° 1752. — Au lieu de: « On paiera, etc... », mettre: « ou, si la victime le préfère, devra payer la diya de son œil épargné par la victime (c'est-à-dire la diya entière, soit mille dinars) ».

N° 1753. — A remplacer par: « si une dent est arrachée et repousse, le talion est applicable en cas d'intention; en cas de non-intention, la diya de non-intention est due. »

N° 1755. — Remplacer la fin à partir de: « cette disposition, etc. », par: « si l'aïeul est en concurrence avec plus de deux frères, devra-t-il prêter le tiers des serments en cas de non-intention seulement, et en cas d'intention être considéré comme un des frères ? Les deux versions ont été soutenues. »

N° 1762. — A remplacer par: « si le mineur fait grâce, il aura droit à sa part de diya. »

N° 1763. — Le faire précéder par: « si un mineur est seul ayant-droit à la vindicte légale, son tuteur décidera s'il y a lieu, etc... ». Au lieu de: « encore qu'il s'agisse », mettre: « même solution s'il s'agit, etc. »

N° 1764. — Supprimer: « la pauvreté de son pupille ou... »

N° 1765. — Faire précéder par: « par contre... »

N° 1777. — Après: « grâce », mettre: « (et que les autres requièrent le talion) ».

N° 1778. — Au lieu de: « ou par un agnat, etc. », mettre: « ou par un nombre égal des uns et des autres. »

N° 1795. — Après: « mutilations commises », mettre: « intentionnellement ».

N° 1799. — Supprimer les mots: « sans intention de la donner » et les remplacer par: « et pour lesquelles le talion ne lui a pas été appliqué. » Après: « blessures volontaires » ajouter: « faites par le père. »

N° 1800. — Au lieu de: « avec une augmentation, etc., *ad finem* »,

mettre: « dans les cas où la diya en chameaux est divisée en trois catégories de ces animaux, la diya en argent et en or sera augmentée proportionnellement à la différence de valeur entre la diya ordinaire, en cinq portions, et la diya extraordinaire en trois portions. »

N° 1813. — Ajouter à la fin : « Sinon, il n'y a pas de tarif déterminé (mais appréciation arbitraire du juge) ».

N° 1815. — A supprimer.

N° 1816. — Après « plaies externes », ajouter : « De même nature ». Au lieu de : « Si elles se confondent, etc. », mettre : « Si ces plaies de même nature se confondent et si les coups ont été portés dans un même instant et non à intervalles séparés ».

N° 1833. — Après : « Sommes dues » remplacer la fin par « pour blessures intentionnelles et pour blessures non-intentionnelles, même si la femme fait grâce du talion ».

N° 1836. — Au lieu de : « Ses patrons au premier degré », mettre : « Ses patrons manumisseurs, puis ses affranchis ».

N° 1848. — Au lieu de : « Comme lorsqu'il a blasphémé sa mère », mettre : « Comme au cas de « dhihar » ou assimilation incestueuse ».

Avant le numéro 1851, changer le titre du paragraphe II, par les mots : « Des peines accessoires de l'homicide intentionnel ».

N° 1861. — Ajouter *in fine :* « A la diya et au talion ».

N° 1862. — A remplacer par : « Il y a encore présomption grave lorsque deux témoins déclarent avoir constaté les blessures et les coups intentionnels ou non, ou témoignent que la victime a affirmé qu'un tel lui a porté ces coups ou blessures, en précisant si c'est avec ou sans intention, et si, dans ces deux cas, la mort ne s'est pas produite immédiatement à la suite des blessures et des coups. Alors les ayants droit seront appelés à jurer par cinquante serments que la mort a bien été produite par ces coups et blessures (et pourrront exiger diya ou talion selon qu'il y a eu ou non intention).

N° 1863. — *In fine :* au lieu de « engageant la responsabilité de sa tribu », mettre : « Seulement ».

N° 1865. — *In fine :* au lieu de « De ce sang », mettre : « De ce crime ».

N° 1889. — Au lieu de : « Mais il n'y a pas lieu, etc., *ad finem* », mettre : « Mais ce serment cinquantenaire ne vaudra que pour la femme et non pour le fœtus, même né viable (car pour ce dernier la preuve ordinaire est seule admise »).

Titre XXX. — Du stupre.

N° 1936. — Après : « De laquelle », mettre : « De l'avis unanime ».

N° 1937. — Au lieu de « Ainsi... etc. », mettre : « Se rend également coupable ». Supprimer « ou de chair ». Au lieu de « Le coït sur une esclave », mettre : « Le coït avec une femme esclave ou libre ». Au lieu de : « Celui qui s'unit par le mariage ou le concubinage servile », mettre : « Ou avec une femme ». Au lieu de « Irrévocablement divorcée », mettre : « Répudiée difinitivement ». — Au lieu de : « divorce », mettre : « répudiation ». — Au lieu de : « qu'il a divorcée », mettre : « qu'il a répudiée simplement ».

N° 1938. — Au lieu de : « erreur de personne », mettre : « erreur sur la personne ».

Ajouter au titre : « de la cohabitation illicite » les mots : « n'emportant pas peine légale ».

N° 1939. — Au lieu de : « les attouchements entre tribades », mettre : « le tribadisme ».

N° 1940. — Après : « cause légitime d'affranchissement », mettre : « celui qui a des relations sexuelles avec une esclave lui appartenant, mais qui est en état de retraite légale ». — Après « épouse la sœur », mettre : « ou des relations sexuelles avec elle si elle est son esclave ». — Au lieu de : « le Coran n'ayant pas mentionné la sœur de lait », mettre : « le Coran n'ayant fait porter expressément la prohibition que sur la parenté de sang ».

N° 1941. — Au lieu de : « la dépréciation de l'esclave... *ad finem* », mettre : « et il devra payer la valeur d'estimation de cette esclave (pour qu'on puisse juridiquement le considérer comme propriétaire de celle-ci), encore que ni le prêteur ni lui ne désirent cette vente ».

Les numéros 1942, 1943 appellent la note suivante : « d'après les meilleurs commentateurs, les mots *wal-adhar wal-açah* doivent être corrigés par *alal-adhar wal-açah*, c'est-à-dire « selon l'opinion la plus évidente et la plus sûre » et être rattachés à la phrase précédente (n° 1942) ».

N° 1943. — Après : « imputable à celui qui », mettre : « a eu des relations sexuelles avec une esclave qu'il allègue avoir achetée, etc. ».

N° 1944. — Au lieu de : « soit formellement soit tacitement », mettre : « purement et simplement, ou en faisant valoir une présomption d'équivoque ». — Au lieu de : « même en prenant la fuite », mettre : « ou prennent la fuite même ».

N° 1954. — A remplacer par « la qualité d'*ihçan* est acquise par l'un ou l'autre des deux époux esclaves, chacun en ce qui le concerne, par l'affranchissement suivi de la consommation du mariage ».

N° 1955. — Au lieu de : « à ses frais... *ad finem* », mettre : « les frais de déportation lui incomberont, s'il est solvable ; sinon, ils seront à la charge du beït el mal ».

N° 1956. — Au lieu de : « pour une année », mettre : « jusqu'à la fin de l'année ».

N° 1957. — Après « menstrues », mettre un point, à la ligne et remplacer la fin par : « pour l'application de la peine du fouet à ceux qui en sont passibles, on devra attendre jusqu'à ce que la température ne soit ni trop chaude ni trop froide ».

N° 1959. — A remplacer par : « dans ce dernier cas, le maître ne pourra appliquer la peine légale que si le délit a été établi autrement que par la simple connaissance qu'il en a eue ».

N° 1960. — Au lieu de : « la peine capitale », mettre : « la lapidation ».

N° 1962. — Au lieu de : « pendant vingt ans », mettre : « en pareil cas ».

N° 1963. — Au lieu de : « seront lapidés », mettre : « encourront la peine légale (de la flagellation ou de la lapidation) ».

Titre XXXI. — De la diffamation.

N° 1965. — Au lieu de : « ou légalement présumée innocente », mettre : « ou que même non majeure, elle soit accusée de pédérastie passive ». En effet, d'après l'opinion la plus autorisée des commentateurs, il faut lire ici *maf'oûlan* et non *mahmoûlan* qui n'offre, étant donné le contexte, aucun sens plausible. D'autres commentateurs admettent la leçon *mahmoûlan*, mais ils le rattachent aux mots *in noubida* et lui donnent le sens de *mousbayyan*, c'est-à-dire : « personne réduite en servitude ». Le sens serait alors : « la peine légale ne sera pas encourue si la personne diffamée est un enfant trouvé ou un captif ». De toutes façons, la signification de : « légalement présumée innocente » donnée par Seignette à ce mot, paraît fantaisiste.

Au lieu de : « encore que sa naissance... *ad finem* », mettre : « la peine légale est encourue même si la personne diffamée est une femme qui a subi l'anathème de son mari, ou l'enfant de cette femme ».

N° 1970. — Après : « injure », mettre : « passible de la peine légale ». — Après : « à dire », mettre : « à un homme libre » ; au lieu de : « ce n'est point insulter autrui », mettre : « ce n'est pas commettre une imputation calomnieuse, passible de la peine légale, que de dire à autrui, etc. ».

N° 1976. — Au lieu de : « par son fils ou petit-fils », mettre : « par ses enfants ou petits-enfants ».

Titre XXXII. — Du vol.

Dans la définition d'Ibn Arfa, au lieu de : « si la valeur de la chose ainsi soustraite... *ad finem* », mettre : « si la chose volée a la valeur minima légalement exigible ».

N° 1981. — Après : « le pied gauche sera tranché », remplacer la suite par : « mais cette disposition, en cas de paralysie de la main droite, a été abrogée, et l'amputation doit alors porter sur la main gauche. A la première récidive, le voleur déjà amputé du pied gauche pour un premier vol, sera amputé de la main gauche, et à la seconde récidive, du pied droit ».

N° 1983. — Au lieu de : « mais en cas de nouvelle récidive... *ad finem* », mettre : « en ce cas, à la première récidive, le voleur aura le pied droit tranché ».

N° 1984. — Au lieu de : « d'un lieu réputé gardé... *ad finem* », mettre : « d'un lieu réputé de sûreté pour ses pareils ».

N° 1985. — Après : « drachmes », mettre : « de bon aloi ».

N° 1988. — Supprimer : « avec lequel il aura partagé la somme volée ».

N° 1991. — A remplacer par : « si le vol est établi par l'aveu du voleur, la peine sera encourue, bien que le volé nie le vol ; elle sera egalement encourue si le voleur est arrêté la nuit dans le lieu de sûreté, et prétend, pour se disculper, y avoir été envoyé par le propriétaire lui-même (pour y chercher l'objet volé). Cependant, cette excuse sera admise si les circonstances la rendent vraisemblables ».

N° 1992. — Supprimer : « à son insu ».

N° 1999. — Au lieu de « néanmoins... *ad finem* », mettre : « même si le délinquant ne l'a pas fait sortir lui-même ».

N° 2000. — Au lieu de : « chargée sur une voiture », mettre : « placée dans une hotte destinée à être chargée sur une bête de somme ». Remplacer 11° par : « celui qui vole une bête de somme d'un lieu où ces animaux sont habituellement placés, soit en vue de la vente, soit pour tout autre motif ». Et 12° par : « celui qui vole un linceul dans un tombeau, ou dans la mer, si le cadavre y a été immergé ». Dans 14°, au lieu de : « du gardien », mettre : « de son propriétaire ». Remplacer 16° par : « celui qui vole un chameau ou autre animal d'un convoi où ces animaux sont attachés en file indienne, ou autrement groupés ». Dans 19°, après : « séduction », mettre : « s'il est pourvu de discernement ». Dans 20°, au lieu de : « celui qui vole dans un lieu public où chacun a le droit de pénétrer, s'il en est sorti avec l'objet volé », mettre : « celui qui, ayant fait sortir un objet d'un lieu où il lui était interdit de pénétrer, vient le mettre à dessein dans un èndroit où le public est autorisé à entrer ». Au lieu de : « non s'il lui a fallu une permission », mettre : « non s'il a enlevé l'objet d'un lieu où il a pénétré avec une autorisation spéciale, etc. ».

N° 2001. — Au lieu du 5°, mettre : « celui qui s'empare d'une chose en s'en affirmant ouvertement le propriétaire, en présence de celui-ci », ajouter : « 6°, celui qui est surpris par le propriétaire dans le lieu de sûreté, si le propriétaire se sauve, fût-ce pour chercher des témoins ». Au lieu de 6°, mettre 7°; au lieu de 7°, mettre 8°; au lieu de 8°, mettre 9°. Après : « enclos fermé », mettre : « mais la question de savoir si, dans ce cas, l'amputation est encourue, est controversée ». Remplacer la fin par : « 10°. — Pour celui qui vole des récoltes détachées de leurs branches ou racines, en un lieu fermé, trois opinions ont été émises. Selon la troisième, il doit être amputé si les récoltes ont été ramassées, en tas ou en meules par exemple ».

N° 2002.— Au lieu de « à une corde », mettre: « avec une corde ».

N° 2006. — Ajouter après : « une preuve », « même si celui qui a avoué sous l'empire de la contrainte, rapporte l'objet volé ou désigne la victime de l'homicide ».

N° 2007. — A supprimer.

N° 2008. — A remplacer par : « l'aveu peut toujours être rétracté, même si l'accusé ne fait valoir aucune excuse d'équivoque ».

Au lieu du titre de la section IV « prescription de l'action civile », mettre : « des restitutions et indemnités ».

N° 2010. — Au lieu de : « dans le cas contraire... *ad finem* », mettre : « dans le cas contraire, et s'il a été solvable depuis le vol jusqu'à l'amputation, il sera tenu de la restitution ou de l'indemnité ».

Au lieu du titre de la section V « prescription de l'action pénale », mettre : « de l'extinction de la peine légale d'amputation ».

N° 2011. — Au lieu de : « la peine est prescrite », mettre : « il y a extinction de la peine légale».

N° 2012. — A remplacer par : « le repentir et la bonne conduite subséquente du coupable, si longtemps qu'ils durent, n'emportent pas extinction de la peine légale ».

Titre XXXIII. — Du brigandage.

N° 2014. — A remplacer par : « le brigand est celui qui infeste les routes pour intercepter les communications ou s'emparer des biens des musulmans ou des non-musulmans, dans des circonstances où il est impossible de venir au secours des victimes, même s'il agit seul et dans une ville ».

N° 2015. — Après : « individu majeur », supprimer : « pour l'assassiner ».

N° 2016. — Supprimer : « s'il est de condition servile ». Au lieu de : « dans le cas contraire », mettre : « ou bien s'il est de condition libre, etc. ». Au lieu de : « sans aucun sursis pour l'exécution », mettre : « sans aucun intervalle entre ces deux amputations ».

N° 2017. — Au lieu de : « encore qu'il soit venu se livrer lui-même... *ad finem* », mettre : « alors même qu'au moment de sa comparution devant le magistrat, il serait repentant ».

N° 2020. — A remplacer par : « chaque brigand est tenu des restitutions et indemnités pour le tout; cette règle ne souffre pas d'exception ».

N° 2022. — Au lieu de : « ou sans délai ni serment », mettre : « ou sans serment et dans le même délai ».

N° 2023. — Au lieu de : « encore qu'ils ne déposent... *ad finem* », mettre : « encore qu'ils n'aient pas constaté le brigandage *propriis sensibus* ».

N° 2026. — Au lieu de : « ni la tolérance... *ad finem* », mettre : « même s'il est hanéfite et a bu du nabid ou vin de raisins secs ; mais l'opinion contraire a été validée ».

N° 2029. — Au lieu de : « encore que l'un d'eux ait vu... *ad fin.* », mettre : « même si leur témoignage relatif à l'odeur du vin est contredit par d'autres ».

N° 2038. — Au lieu de : « qui surplombait », mettre : « qui penchait ». Ajouter après : « en demeure », « et avoir eu le temps nécessaire pour ce faire ». Remplacer 4° par : « celui qui aura visé et crevé l'œil de quelqu'un qui le regardait indiscrètement par une fenêtre; en ce cas, le talion est dû; s'il l'a atteint sans l'avoir visé, il ne sera pas tenu du talion (mais seulement de la diya) ».

L. BERCHER,
Docteur en droit,
Chef du Service de l'Interprétariat
à la Direction de l'Intérieur.
(Résidence générale de Tunisie.)

BIBLIOGRAPHIE

REVUE DES THÈSES

soutenues devant la Faculté de Droit d'Alger

— 1919-1926 —

On aurait pu craindre une spécialisation de nos étudiants dans des sujets exclusivement nord-africains, voire même algériens. Il n'en est rien. Si les questions touchant notre empire africain ont retenu l'attention de certains aspirants au doctorat — et il est bon qu'il en soit ainsi — d'autres ont demandé le sujet de leur thèse à des questions de pur droit civil, à la législation industrielle, au droit international, à la sociologie... Certaines thèses dénotent chez leurs auteurs une culture littéraire appronfondie, et — telles celles de MM. Guilmain, Gaffiot, Perrin — auraient pu être soutenues devant la Faculté des Lettres. En général, elles sont d'une belle tenue, bien documentées, et ne manquent pas d'originalité. S'il faut féliciter leurs auteurs, il faut aussi féliciter les maîtres qui ont su diriger leurs travaux non seulement avec compétence, mais surtout, ce qui est mieux, avec cœur.

M. GEORGES DE LYSNIEWSKI. — LA SECTION DE COMMUNE INDIGENE EN ALGERIE : sa nature juridique et sa capacité, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1919), 120 p.

Thèse substantielle sur la matière. Dans une introduction historique, l'auteur ramasse toutes les opinions des auteurs attestant que, aussi loin que l'on remonte dans le passé, on voit les indigènes de l'Afrique du Nord vivant groupés en tribus, divisées en fractions et connaissant déjà une sorte de vie communale. Le douar, unité moindre que la tribu, apparaît bientôt: c'est l'ensemble formé par plusieurs familles. Un embryon d'assemblée existe, le conseil des kbars. On trouve des agents d'exécution : cheick, oukil, amin, etc... Que l'on envisage les populations arabes, kabyles ou du M'zab, partout l'on retrouve cette vie municipale qui fut, à diverses époques, quelque peu comprimée. En 1870, nous retrouvons la tribu et le douar (dechra, karrouba). Nous les avons maintenus en créant les douars-communes, à la tête desquels sont des « adjoints-indigènes », remplaçant les chefs de famille disparus, assistés d'une « djemaa » Le douar à des biens fonciers. D'après M. L..., le douar forme, à la base, l'unité administrative et sociale que différents textes ont organisé.

Le douar est-il une personne du droit public? Est-ce une section de commune? M. G. de L... signale, tout d'abord, qu'il y a deux espèces de section de commune en Algérie : le douar, section de commune indigène; le centre de colonisation, section européenne. Le douar seul aurait une vie à part, avec sa délimitation territoriale, son patrimoine, sa djemaa et

son adjoint indigène. C'est donc une unité administrative, dit M. G. de L... Et pour le démontrer, l'auteur examine les textes, la jurisprudence et les auteurs. Toutefois, dit-il, on tomberait dans l'erreur en affirmant qu'on se trouve en présence d'une unité administrative distincte de la commune. La loi du 5 avril 1884 ne permet pas cette conception. Il nous paraît qu'il y a quelque contradiction dans ces deux propositions (Cf., p. 44, 46, 47, 53, 57).

Cette contradiction se trouve aggravée dans la conclusion de ce travail. Nous lisons (p. 87) : Le douar est « plus qu'une section : au caractère de personne fictive (nous aimerions mieux : personne morale ou de droit public) s'ajoute celui d'unité administrative... A la notion de patrimonialité se superpose celle de subdivision communale ». M. G. de L... paraît avoir fait une confusion entre unité administrative et personne morale. Le douar est bien une fraction territoriale de la commune, constituant une personne morale distincte, mais elle n'est pas une unité administrative distincte de la commune (V. art. 164 de la loi du 5 avril 1884, modifié par la loi du 1er août 1918). M. G. de L... examine ensuite la capacité juridique du douar et le rôle de sa djemaa. Pourquoi M. G. de L... a-t-il rejeté, à la fin du volume, les références qu'il nous donne? C'est un procédé gênant et bien fatiguant pour le lecteur.

MARCEL DUCLOS. — DE L'ARTICLE 900 DU CODE CIVIL ET DES CONDITIONS RELATIVES A LA LIBERTE DU MARIAGE, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1920), 150 p.

La question traitée par M. Duclos n'est pas neuve. Il en convient lui-même. S'il l'a reprise, c'est que la solution donnée à cette question par la jurisprudence et la grande majorité de la doctrine ne lui convient pas. L'opinion dominante admet que les conditions relatives à la liberté du mariage ne sont *a priori*, ni illicites, ni immorales ; que, par suite, le champ d'application de l'article 900 se trouve limité à quelques cas particuliers. M. Duclos estime qu'il faut distinguer les conditions qui invitent au mariage et celles qui en détournent. Celles-ci seules doivent être considérées comme nulles et réputées non écrites, conformément aux dispositions de l'art. 900 C. civ. Celles-là sont licites et obligatoires. Le fondement de cette distinction est dans la combinaison du principe de la liberté individuelle et des exigences patriotiques et sociales. L'intérêt du pays est de voir multiplier les mariages qui, par essence, sont productifs d'enfants et le sont dans le cadre normal de la société ; donc toute condition prohibitive ou seulement restrictive doit être nulle et considérée comme non écrite, parce que, contraire à la liberté individuelle, et à l'intérêt bien entendu du pays. Toute condition impérative de se marier est licite, parce que la nécessité publique demande que nous encouragions le mariage. M. Duclos est un peu gêné pour soutenir cette dernière idée après avoir — très brillamment d'ailleurs — combattu toute proposition tendant à restreindre la liberté de chacun. Il a consacré les pages 57 à 133 à défendre la liberté : il ne consacre que six pages à défendre la validité de la condition de se marier, M. Duclos pèche, ici, par ce qu'il reproche à la jurisprudence. Abandonnant la théorie pure, il tient compte des faits, des contingences. Certains reproches qu'il fait à nos magistrats se retournent contre lui. Pour être logique avec lui-même, il eût dû considérer comme nulle la condition de se marier. Nous aimons mieux la pratique de la jurisprudence qui, sans être contraire au texte de l'article 900 du C. civ., tient compte des faits. Les décisions de la jurisprudence, en l'espèce, ne sont pas audacieuses : elles sont basées sur une longue tradition et sur une observation judicieuse des faits. Nous renvoyons sur ce point M. Duclos à l'ouvrage de M. Perreau sur la technique de la jurisprudence en droit privé (1923).

GUILMAIN LEON-JOSEPH. — LA SOCIOLOGIE D'AUGUSTE COMTE : CE QU'ELLE DOIT A LA BIOLOGIE DU DEBUT DU XIX[e] SIECLE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1922), 126 p.

Monsieur Guilmain est docteur en médecine. Mais c'est aussi un philosophe. Soutenant une thèse de Droit, il a surtout parlé philosophie et sciences médicales. Il ne pouvait en être autrement puisqu'il voulait montrer ce que la sciologie de A. Comte doit à la biologie du début du XIX[e] siècle. Il l'a fait d'une manière remarquable. Sa culture lui permettait un commerce facile avec des auteurs comme Bichat, de Blainville, Broussais, Cabanis, Lamarck, Gall et bien d'autres qui sont en somme les indicateurs de Comte. Il a su dégager de l'œuvre de ses maîtres ce que Comte leur a emprunté, en les citant. Dans une première section, M. G... montre que la biologie philosophiquement cultivée permit à Comte d'établir une transition graduelle entre le monde extérieur et l'humanité. Dans une deuxième, M. G... esquisse l'essor de la philosophie biologique au début du XIX[e] siècle. Cabanis, en créant la psychologie physiologique, en recommandant l'étude de la psychologie animale et morbide, ouvre les voies à Lamarck, Broussais et à A. Comte. Les travaux de Bichat permettent à Comte de rendre positive la biologie : ceux de Lamarck lui fournissent ce qui est nécessaire à la sociologie, savoir : la lente succession des états organiques par des transitions imperceptibles. Mais Comte s'est écarté de Lamarck pour se rapprocher de Cuvier, en ce qui concerne la fixité des espèces. A. Broussais, notre philosophe positiviste emprunte la méthode comparative pathologique, tandis qu'il s'inspire de Gall et de sa psychologie physiologique. Il est séduit par la forme systématique et hiérarchique que Blainville donne à ses expositions et il le considère comme un des précurseurs de la sociologie. Dans une troisième section, M. G... fait ressortir tout ce que la biologie a donné à Comte pour l'élaboration de la philosophie positive : point de métaphysique : les phénomènes intellectuels et moraux auxquels la sociologie est subordonnée sont sous la dépendance des conditions organiques; ils sont soumis à des lois. Les termes de la philosophie biologique d'A. Comte sont : objectivité, observation, relativisme, déterminisme dans le monde de la vie végétative, animale intellectuelle et morale. Les termes exprimés par les sciences de la vie se retrouvent dans les sciences sociales. C'est l'opinion de Comte, et c'est ce qu'une quatrième section du travail de M. G... nous fait toucher du doigt. Nous nous excusons d'une aussi rapide analyse de cette thèse. Aussi bien, ce compte rendu aurait-il dû être fait par un philosophe, comme la thèse soutenue devant une faculté de lettres.

MERCIER MARCEL. — LA CIVILISATION URBAINE AU M'ZAB, étude de sociologie africaine, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1922), 269 p.

Dans son « avant-propos », M. Mercier indique que cette étude pourrait être intitulée « La ville et l'habitation dans le M'zab ». C'est que, après une introduction historique sur le M'zab et quelques indications géographiques, géologiques et climatériques, M. Mercier commence dans une première partie à nous faire connaître la ville, en nous détaillant ses points d'attraction (mosquée et marchés), ses contours extérieurs (remparts cimetières), ses voies de pénétration et de communication, enfin, ses divisions sociales (familles, quartiers, métiers...). Il termine cette première partie par l'étude des rapports des divers groupes (gouvernement et police). Dans une deuxième partie, la maison fait l'objet de plusieurs chapitres consacrés aux types et formes; à la porte et à l'entrée; aux divisions intérieures (cour, étage, terrasses, dépendances) : à la villa et à l'oasis : aux matériaux de constructions; au mobilier. Le texte est accompagné de

nombreuses planches photographiques, de plans, de gravures, de motifs, etc...

Le jeune docteur, qui est certainement un arabisant, nous donne, avec la traduction des termes techniques, l'origine du mot dans la langue arabe, en sorte que l'on peut avoir, avec un peu de patience, un vocabulaire assez complet sur la matière.

Nous avons relu la thèse de Masqueray sur « La Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie », et nous nous sommes dit qu'elle aurait pu, tout comme celle de M. Mercier, être soutenue devant la Faculté de Droit. Et ceci n'est pas un mince éloge que nous faisons au beau travail de M. Mercier.

MOUNIER MAX. — LES AVANCES TELEPHONIQUES REMBOURSABLES, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1923), 316 p.

De ce sujet aride et très limité, M. Mounier a fait une excellente thèse, agréable à lire, fort instructive sur la naissance, le développement et l'avenir du téléphone en France et en Algérie et, ce qui n'est pas pour surprendre un peu et très agréablement, non étrangère aux discussions juridiques.

Le gros public peut croire que l'outillage téléphonique est compris dans les prévisions budgétaires et que c'est le budget qui en fait les frais. Il n'en est rien. Dès 1879, l'initiative privée créa quelques réseaux avec l'autorisation du Gouvernement qui se réserva le droit de rachat à toute époque. En 1882, l'administration des Postes établit et exploite elle-même des réseaux dans certaines villes. Elle pose même des circuits interurbains. Il y a donc dualité d'exploitation, ce qui n'est pas sans présenter des inconvénients. C'est pourquoi, le 8 septembre 1889, l'Etat rachetait les droits de la Société générale des Téléphones. Pour développer les réseaux, il fallait beaucoup d'argent. On en trouva par le système des avances sans intérêts que consentirent les villes d'abord (Limoges et Grenoble furent les premières à consentir ces avances), les établissements, les syndicats, les conseils généraux ensuite. Ce système fut consacré par les lois du 16 juillet 1889, du 20 mai 1890, du 13 avril 1898, et par l'article 55 de la loi de finances du 8 avril 1910. M. Mounier expose les formalités à remplir et examine la nature juridique du contrat d'avances. Je ne crois pas, au contraire de M. Mounier, qu'il soit nécessaire de classer ce contrat dans les divisions données par les articles 1101 à 1107 du Code civil. Nous sommes en présence d'un contrat de droit administratif, d'un contrat « sui generis » relevant des tribunaux administratifs. Pourquoi forcer les faits? Etudiant le versement de ces avances — qui doivent être remboursées au moyen des produits des réseaux et des circuits à construire — M. Mounier estime qu'il faut classer avances et dépenses aux opérations dites « hors budget », et il en donne d'excellentes raisons, tout en montrant que l'unité budgétaire n'est pas rompue dans ce système. Nous n'entrerons pas dans le détail des opérations de comptabilité et de remboursement (Chap. 3), non plus que dans l'examen des critiques d'ordre budgétaire et administratif (Chap. 4). Constatons seulement avec l'auteur que le système des avances remboursables, s'il a l'inconvénient de ne pas présenter un plan d'ensemble pour l'installation des réseaux et des circuits — inconvénient auquel l'administration peut porter remède (V. Ch. V.). — C'est le seul cependant qui puisse permettre à l'Etat, sans bourse délier, de doter la France d'un vaste réseau téléphonique. C'est aussi l'avis de l'administration et du Gouvernement (V. projet de loi, 2°, 887, de 1920). Les résultats obtenus par le système des avances remboursables sont probants : 18.000 communes sont dotées du service téléphonique et la France tient, en Europe, le second rang en ce qui concerne le nombre des circuits interurbains (22.647 circuits). Au 31 décembre 1920, le montant des avances versées s'élevait à

183.101.536 francs, somme à laquelle il faut ajouter les avances à verser, soit 29.007.634 francs. A cette même date, il ne restait plus à rembourser que 3.718.700 francs.

GAFFIOT MAURICE. — LES THEORIES SOCIALES D'ANATOLE FRANCE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1923), 402 p.

La sociologie a permis à M. Gaffiot de soutenir devant une Faculté de Droit une véritable thèse de lettres. Il n'est, pour s'en rendre compte, que de se reporter, non pas seulement à la bibliographie qui complète l'ouvrage mais surtout aux notes infra-paginales qui accompagnent le texte. Sauf erreur, M. Gaffiot ne cite, référence à l'appui, qu'un seul économiste, M. R. Maunier (V. p. 375, 376 et la note 1). Par contre, l'œuvre entière d'Anatole France — et jusqu'aux — « hadits » du maître que Paul Groll a recueillis dans « les matinées de la villa Saïd », a été étudiée avec un soin minutieux, nous allions dire de bénédictin. Est-ce à dire que M. Gaffiot ignore les disciplines qui l'ont conduit au doctorat? Tout son travail proteste contre une telle affirmation. Il fallait, au contraire, être bien pénétré des sciences politiques et économiques, de la sociologie, pour aborder une thèse de ce genre et, ce qui est mieux, pour la conduire à bien. M. Gaffiot a pleinement réussi à dégager de l'œuvre considérable d'Anatole France les idées que l'académicien communo-socialiste s'est successivement faites de notre société et de ses organes. On pourrait croire qu'un cerveau aussi puissant, aussi net qu'Anatole France avait un plan d'ensemble de la société établi depuis longtemps. Il n'en est rien et ce n'est pas le moindre mérite de M. Gaffiot de nous avoir montré l'évolution du maître, au cours de sa longue existence, d'avoir mis en relief ses nombreuses contradictions, ses nombreuses inconséquences, dont la cause est, dit M. Gaffiot, simplement dans la facilité avec laquelle il passe d'une philosophie à l'autre. A. France fut nationaliste, légèrement, mais il le fut; il fut radical-socialiste; il flirta avec les anarchistes; il fut socialiste-syndicaliste et il appelait camarades les communistes. Il a eu la phobie du capital, de l'armée et du catholicisme et autant, sinon plus, du protestantisme. Les institutions du monde capitaliste sont l'objet de ses railleries, de ses sarcasmes, de ses violences et, ce qui est plus dangereux, de son ironie. Les œuvres d'Anatole France sont, à notre avis, le plus puissant dissolvant de notre société bourgeoise. Nous en avions déjà l'impression aigüe; le travail de M. Gaffiot, en classant méthodiquement les idées sociales d'Anatole France, en leur donnant cette ordonnance qu'elles ne peuvent avoir dans l'œuvre considérable du maître, nous confirme dans notre opinion. « Les théories d'Anatole France méritent d'être connues, écrit M. Gaffiot; il est vrai qu'elles sont souvent subversives, mais elles sont conçues et exprimées d'une manière originale et séduisante... « C'est, en effet, le poison dans une rose ». C'est la mort, semble-t-il, rêvée par notre société actuelle.

Anatole France n'est pas tendre pour les hommes de loi. « La justice est sociale; il n'y a que de mauvais esprits pour la vouloir humaine et sensible. On l'administre avec des règles fixes, et non avec les frissons de la chair et les clartés de l'intelligence. « Le maître vise ici la justice répressive. Mais ce qu'il en dit ailleurs s'étend à la justice civile et pénale (Crainquebille, p. 32 et suiv.). Combien il est dommage qu'Anatole France n'ait point connu le beau livre du professeur Perreau sur « La Technique de la jurisprudence en droit privé » (1923). Il y aurait appris, car on apprend à tout âge, que le juge qui ne peut renoncer à juger — c'est très vai — ne renonce pas non plus à savoir et à savoir, notamment, apporter des adoucissements à la loi.

Nous ne pouvons analyser la thèse de M. Gaffiot qui est, elle-même, une analyse raisonnée de l'œuvre d'Anatole France, en même temps qu'une synthèse des idées du maître. Nous engageons vivement les amis et les adversaires du grand ironiste à ouvrir l'ouvrage de M. Gaffiot. Ils ne s'en repentiront pas.

SCHWARTZ MAURICE. — LA DIA, OU LE PRIX DU SANG CHEZ LES INDIGENES DE L'AFRIQUE DU NORD, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1924), 144 p.

La « Dia » de M. Schwartz est une étude rétrospective d'une institution disparue, ou presque. Nous y voyons signaler — et à juste raison — que, dans certaines de nos régions Nord-africaines, les populations ne semblent admettre qu'une seule autorité, celle de leurs djemaas, une seule législation, les Kanouns, expressions de la volonté de tous de réprimer les infractions préjudiciables au groupe-type, le douar. Et M. Schwartz de rappeler une affaire venue devant la Chambre des appels correctionnels de la Cour d'Alger, où fut produit un véritable code d'infractions sanctionnées par des amendes que la djemaa du village percevait à son profit, code qui prévoit des délits inconnus à notre législation pénale, et même aux arrêtés de nos préfets et de nos maires. Ce document avait été plusieurs fois revu et modifié pour être, comme l'on dit, « à la page ». On peut se demander comment ce document a pu être ignoré aussi longtemps de nos administrateurs. M. Schwartz, qui est diplômé d'arabe, ne nous paraît pas avoir travaillé sur des textes originaux. S'il l'eût fait, il eût pu nous donner un travail vraiment original, dans le genre de celui de M Bercher (V. *infra*). Tel qu'il est, c'est un bon exposé de la question.

MAZARD JEAN-ALBERT. — LE REGIME DES CAPITULATIONS EN TURQUIE PENDANT LA GUERRE DE 1914, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1923), 258 p., dont 50 d'annexes.

Etude d'histoire, d'histoire diplomatique, mais aussi étude juridique, la thèse de M. Mazard est intéressante à ce triple point de vue. Nous y voyons la Turquie neutre, flirtant avec les Empire centraux qui n'ont pas assez de prévenances pour elle. Nous la voyons entrer dans la guerre, entraînée par Enver Pacha, alors que Djavid Bey, auquel M. Bompard rend justice dans le *Temps* du 30 août 1926, et qui vient d'être exécuté, faisait tous ses efforts pour retenir ses collègues au bord de l'abîme. Puis ce sont les revers de la Turquie, le traité de Sèvres; les pourparlers de Lausanne (M. Mazard mettant le point final à son travail le 8 mars 1923). Est-il certain que si les alliés avaient consenti à l'abolition des capitulations, la Turquie ne se serait pas rangée aux côtés de l'Allemagne? Nous en doutons, comme Envers Pacha ne doutait pas du succès des armées allemandes. Mais le prétexte était bon. Le régime des capitulations était intolérable pour le parti Union et Progrès qui estimait la Turquie apte à être mise sur le pied d'une puissance civilisée. Ce régime était, en effet, une atteinte à la souveraineté de la Turquie; c'était un régime contraire aux règles du droit international moderne. Toute la question était de savoir si la Turquie pouvait être regardée comme ayant atteint ce degré d'aptitude à la souveraineté la plus complète. En tous cas, il n'appartenait pas à la Turquie de déchirer les capitulations. Il n'y avait pas là, quoique en aient dit les hommes politiques turcs, un acte unilatéral, mais bien un traité. Et c'est ce que démontre avec vigueur et finesse, tout à la fois, M. Mazard. Si les capitulations contenaient certains avantages d'ordre économique pour les nations qui en bénéficiaient, elles avaient surtout pour objet d'assurer le respect des biens et des personnes de leurs nationaux; c'était, en premier

lieu, une application de la théorie de la personnalité des lois. Les nations chrétiennes ne pouvant avoir confiance dans une administration et unc justice aussi rudimentaires que celles des Turcs, s'étaient assurées contre tout arbitraire par ce régime des capitulations. Or, ces mêmes nations, en dépit des efforts faits de 1839 à 1914 ne croyaient pas aux réformes de la Turquie, ou ne les jugeait pas encore assez complètes. Supprimées pendant la guerre, les capitulations firent place à un régime nouveau qui posait le principe de l'assimilation des étrangers aux Ottomans, tant au point de vue de leurs droits qu'au point de vue de leurs obligations. Seuls, les droits politiques et municipaux étaient réservés aux sujets de l'Empire (Loi du 23 février 1915). Le séjour des étrangers était rigoureusement surveillé et se ressentait de l'état de guerre. Le traité de Sèvres rétablit et renforça le régime capitulaire. Mais la folie grecque remit tout sur le tapis et les alliés durent entamer avec la Turquie les pourparlers de Lausanne, au cours desquels on peut dire que les capitulations furent définitivement jugées. Le traité de Lausanne devait en consacrer l'abolition. M. Mazard mérite des félicitations pour la manière heureuse et si documentée dont il a traité un sujet qui n'a plus, aujourd'hui, qu'un intérêt historique.

VALET RENE-VICTOR. — LA CONQUETE DE L'ALGERIE (1828-1838) ET L'OCCUPATION DE LA TUNISIE (1880-1881) DEVANT LE PARLEMENT. Contribution à l'étude du droit public français au XIXe siècle, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1924), 256 p.

Comme la thèse de M. Moulis (V. infra), celle-ci appartient bien plutôt à l'histoire qu'au droit. Et comme celle de M. Valet, la thèse de M. Moulis est une contribution à l'étude de l'esprit public français. M. Valet ne nous fait pas pourtant l'historique de la conquête de l'Algérie et de l'occupation de la Tunisie. Il nous montre l'état des esprits en France, à deux moments de notre histoire, non seulement coloniale, mais encore politique. « Une ressemblance curieuse se manifeste, tout d'abord, à un demi-siècle d'intervalle, entre les campagnes qui nous mirent en possession de l'Algérie puis de la Tunisie ». C'est le réveil, c'est une renaissance coloniale succédant à des années de recueillement pour ne pas dire de deuil. Ce réveil est préparé dans les deux cas par le Gouvernement seul, sans la participation du Parlement, qui est, en dernière analyse, placé devant le fait accompli. D'autre part, mêmes critiques âpres, même opposition (extrême gauche et extrême droite), d'autant plus violente qu'elle ignore tout des pays où nos soldats accomplissent une besogne de géants. Enfin, des nations étrangères (l'Angleterre, l'Italie) suivent nos efforts d'un œil jaloux. M. Valet nous fait revivre les heures angoissées du Gouvernement au pouvoir en face d'une opposition parlementaire qui cherche à déborder au dehors en même temps qu'il nous montre le silence nécessaire d'abord, puis les explications franches et nettes des hommes au pouvoir. La politique, comme la diplomatie, n'est pas — comme croirait certains, de nos jours encore — affaire de place publique. « La dissimulation est la base de toute bonne politique et on ne fait pas, d'un plan de campagne, l'objet d'un débat public ». Des irrégularités ont été commises par les Gouvernements d'alors. On ne saurait leur en faire un grief, puisque, grâce à eux, la France a un domaine magnifique dans l'Afrique du Nord. On ne peut que féliciter M. Valet de son beau travail, appuyé d'une excellente bibliographie sur la matière.

JUVING ALEXANDRE. — LE SOCIALISME EN ALGERIE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1924), 297 p.

M. Juving avait entrepris, il le reconnaît, une œuvre difficile en choisissant comme sujet de thèse « Le socialisme en Algérie ». Il a recueilli un certain nombre de matériaux qu'il a utilisés avec quelque bonheur. Son exposé est, à la fois, historique, politique et économique. Il nous montre les sections socialistes algériennes sans grand lien entre elles, sans plan d'ensemble au début, puis commençant à s'organiser. On les voit surtout dans les centres. Leur programme est celui des socialistes métropolitains. Nous retenons cette déclaration de l'auteur — qui est, croyons-nous, socialiste — mais qui connaît nos indigènes; « la doctrine socialiste française ne peut s'appliquer, tout au moins de plano, à la colonie. « Les leaders de la Métropole, ajoute-t-il, peuvent avoir des opinions sur les solutions à apporter aux divers problèmes algériens. Mais ces opinions ne peuvent comporter que des applications subjectives, ceux qui les professent étant trop éloignés des réalisations immédiates possibles ». C'est la meilleure réponse à faire aux stratèges et aux réformistes des grands boulevards parisiens qui veulent importer tout de go la législation et les mœurs de la Métropole dans nos colonies et protectorat, voire en Algérie où, après bientôt un siècle d'occupation, la mentalité indigène est restée ce qu'elle était en 1830. Il faut remercier M. Juving d'avoir eu le courage de le dire, même en y mettant certaines formes.

BAEZA H. — LE ROLE ECONOMIQUE DU PORT D'ALGER, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1924), 165 p.

M. H. Baeza fait un exposé complet et documenté de la valeur commerciale du port d'Alger et de ses possibilités d'extension. Il l'étudie au triple point de vue de sa fonction commerciale, régionale et industrielle. Il nous donne les raisons qui militent en faveur de la réalisation d'un port franc à Alger, réalisation contre laquelle se dresse la tendance protectionniste qui dirige encore la politique commerciale de la France. M. H. Bazea accompagne son exposé de chiffres puisés aux statistiques offiicielles du Gouvernement général et de la Chambre de Commerce d'Alger.

Excellente thèse où, toutefois, les discussions juridiques sont rares — et ce n'est point la faute du jeune docteur.

GAFFIOT MAURICE. — L'ACTIONNARIAT OUVRIER, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1924), 312 p.

Il est difficile de contester l'existence de la lutte des classes; la fréquence croissante des grèves, et surtout des grèves de solidarité en est un symptôme très apparent qui ne saurait laisser aucun doute à un esprit non prévenu. Le monde du travail se dresse contre ceux qui détiennent le capital et qui dirigent la production. Il ne peut et ne veut admettre que le capital absorbe tous les bénéfices. Il réclame le produit intégral du travail (V. Le droit au produit intégral du travail de Karl Anton, trad. Ch. Rist); il ne veut plus du salariat qui abêtit l'ouvrier et le dégrade. Il veut la socialisation des moyens de production, termes moins vagues, l'expropriation du capital au profit de la masse ouvrière. Et la raison économique — et morale tout à la fois — qu'il en donne, c'est que le capital ne produit pas, qu'il est un parasite de la société. Le capital, d'autre part, se défend; sans capital, point d'industrie; qu'est-ce que le capital? Du travail accumulé, épargné... Donc, il est juste que le capital, ayant payé le travail, retienne les bénéfices de l'entreprise. A quoi le monde ouvrier réplique : le capital est payé par l'intérêt qu'il prélève, le travail par son salaire; mais il reste quelque chose, c'est ce quelque chose qui doit revenir au travail sous toutes ses formes. Cet argument nous paraît des plus sérieux.

La Responsabilité civile dans la législation marocaine

La question de la responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle a pris, dans ces dernières années, une importance singulière, en raison notamment de l'importance croissante des procédés mécaniques dans le double domaine de la production et des transports, et de la multiplication des accidents qui en sont résultés. Il est apparu que la législation ne répondait plus à une situation nouvelle, que n'avaient pu prévoir les auteurs des vieux codes. D'où la loi de 1898 sur les accidents du travail ; d'où, en matière d'accidents d'automobiles, la jurisprudence de la Cour de cassation qui, étendant le champ d'application de l'article 1384, et « sollicitant » quelque peu un texte qu'on aurait pu croire restrictif, a créé en cette matière, une présomption légale de faute et renversé le fardeau de la preuve.

Il était naturel qu'une législation nouvelle voulût se mieux adapter à des besoins nouveaux. Alors que le Code civil n'inscrit sous la rubrique des « délits et quasi-délits » que cinq articles (1382-1386), le Code des Obligations du Maroc ne leur consacre pas moins de vingt articles (77-106), dont un certain nombre empruntés aux codes étrangers.

En raison de la complexité de ces dispositions — qui peut-être eussent gagné à être mieux groupées — nous nous proposons de les étudier dans l'ordre suivant : 1° Responsabilité de l'auteur du fait dommageable ; 2° Responsabilité du dommage causé par les choses inanimées ; 3° Responsabilité du fait d'autrui.

A. — RESPONSABILITE DE L'AUTEUR DU FAIT DOMMAGEABLE

Il est intéressant de rechercher en cette matière l'idée maîtresse qui a guidé les différents législateurs. L'article 1382 du Code civil français est basé sur l'idée subjective de la *faute* de l'agent, englobant dans ce vocable la faute délictuelle, c'est-à-dire intentionnelle, et la faute quasi-délictuelle, qui n'est pas intentionnelle. La rédaction de cet article n'est au reste pas à l'abri de toute critique : le mot de faute n'est prononcé qu'*in fine* alors qu'au début il est parlé de : tout fait quelconque. — Le texte eût gagné en force et en clarté si le mot décisif eût été prononcé dès le début.

Par une conception différente, le législateur allemand a substitué à la notion du quasi-délit et à sa distinction d'avec le délit, celle du *fait illicite*, que les commentateurs ont appelé le *délit civil*. Aux termes de l'article 823 du Code civil allemand, « *celui qui, par un fait contraire au droit porte atteinte à tout droit d'un autre, est obligé envers cet autre à la réparation du dommage qui en est résulté.* » Donc, dans ce texte, deux éléments, l'un objectif : fait contraire au droit ; l'autre subjectif, et qui tantôt sera positif : ce sera l'intention de nuire ; tantôt négatif : ce sera la négligence ou l'imprudence. Cette dernière distinction est inscrite expressément dans l'article 51 du Code suisse des Obligations : « *Celui qui cause*

d'une manière illicite, un dommage à autrui, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, est tenu de le réparer », et, de même, l'article 50 du Code fédéral suisse rend responsable « *quiconque lèse sans droit, etc...* »

Le Code des Obligations du Maroc s'est inspiré du Code civil français en disposant dans son article 77 que « *tout fait quelconque de l'homme qui, sans l'autorité de la loi, cause sciemment et volontairement à autrui un dommage matériel et moral, oblige son auteur à réparer ledit dommage, lorsqu'il est établi que ce fait en est la cause directe* » et il annule toute stipulation contraire. Cette disposition suffirait, semble-t-il, à régler la matière. Pourquoi faut-il que l'article 78 ajoute : « *Chacun est responsable du dommage moral ou matériel qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa faute, lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe ?* » Nous ne voyons pas ce que ce texte ajoute de force à l'article précédent dont il semble au contraire restreindre la portée. L'on comprendrait mieux la formule « *non seulement par sa faute, mais encore par son simple fait* », la faute étant un élément aggravant du fait ! la rédaction inverse, qui est celle de l'article 78, paraît difficilement explicable.

Quoi qu'il en soit de la position du principe, le Code des Obligations en a fait plusieurs applications ou, en sens contraire, a édicté des restrictions non prévues par la loi française. C'est ainsi que l'article 81 rend le magistrat qui a forfait aux devoirs de sa charge civilement responsable envers la partie lésée, dans les cas où il y a lieu à prise à partie contre lui. Dans ce même cas, le Code de procédure civile français ne prévoit pas expressément de réparation civile, mais il est admis par la doctrine que, si la prise à partie est reconnue bien fondée, le juge doit être condamné à réparer le préjudice subi par le demandeur (D. Rép. pratique, V° Prise à partie, n° 90). D'autre part, l'article 84 admet comme générateurs de dommages-intérêts les faits de concurrence déloyale, et cette disposition a été reprise ultérieurement par les article 89 à 91 du dahir du 23 juin 1916 sur la protection de la propriété industrielle. Enfin, l'article 93 se refuse à voir dans l'ivresse volontaire une cause de non-responsabilité, ceci conformément à la doctrine et à la jurisprudence françaises qui n'appliquent la règle contraire qu'à la double condition que l'ivresse soit entièrement involontaire et qu'elle ne laisse subsister aucun discernement (*Ibid*, n° 205).

Par contre, il n'y a pas lieu à responsabilité civile dans les cas suivants :

1° Pour les renseignements donnés de bonne foi. Ce cas a été prévu par l'article 824 du Code civil allemand qui tient pour responsable « *celui qui, contrairement à la vérité, affirme ou répand un fait qui est de nature à nuire au crédit d'un autre ou à lui causer tout autre préjudice pour sa position ou son avenir, même quand il n'a pas connu l'inexactitude du fait, du moment qu'il aurait dû nécessairement le connaître* », et n'admet d'exception à cette règle que « *lorsque l'auteur de la communication ou celui qui l'a reçue y avaient un intérêt légitime* », disposition inscrite en faveur des agences de renseignements, et de façon à ne pas entraver leur

industrie. Mais, même dans ce cas, il faut qu'il y ait eu simple négligence, et non mauvaise foi, ou intention de préjudicier. Quant à la jurisprudence française, en l'absence de disposition légale, elle admet que « même donnés de bonne foi, des renseignements inexacts engagent vis-à-vis de celui qui les reçoit, la responsabilité de celui qui les fournit, si celui-ci a agi avec légèreté et imprudence ». Mais elle distingue, dans l'allocation des dommages-intérêts, suivant que le renseignement a été donné gratuitement et par obligeance, ou moyennant rémunération, notamment par une agence (*Ibid.*, n° 142) Contrairement à cette distinction et conformément à l'esprit de la loi allemande, l'article 82 du Code des Obligations exonère « *celui qui, de bonne foi, et sans qu'il y ait faute lourde ou imprudence grave de sa part, donne des renseignements dont il ignorait la fausselé : 1° lorsqu'il y avait pour lui ou pour celui qui a reçu les renseignements un intérêt légitime à les obtenir; 2° lorsqu'il était tenu, par suite de ses rapports d'affaires ou d'une obligation légale, de communiquer les informations qui étaient à sa connaissance* ». Disposition qui bénéficie d'une part aux agences d'information, d'autre part aux administrations et aux organismes officiels.

2° En cas de simple conseil ou de recommandation, la responsabilité de celui qui l'a donné n'est engagée aux termes de l'article 83 que s'il y a eu dol, faute lourde ou garantie.

3° Quand on n'a fait qu'user d'un droit. Cependant « *lorsque l'exercice de ce droit est de nature à causer un dommage notable à autrui et que ce dommage peut être évité ou supprimé sans inconvénient grave pour l'ayant droit, il y a lieu à responsabilité, si on n'a pas fait ce qu'il fallait pour le prévenir ou pour le faire cesser* » (art. 94). Ceci est la mise en œuvre de la théorie de l'*abus* de droit, consacrée, sous certaines réserves, par la doctrine et par la jurisprudence française (V. D. *ibid.*, n° 165) et qui a été consacré par l'article 226 du Code civil allemand, aux termes duquel « *l'exercice d'un droit n'est pas permis lorsqu'il ne peut avoir d'autre objet que de causer dommage à autrui* ». Il est à noter que le champ d'application de ce texte est étroitement limité par ses termes mêmes. D'après les commentateurs du Code allemand, « il faut que d'une façon objective, on ne puisse assigner à l'acte ainsi réalisé d'autre but que la malveillance ». C'est dans le même esprit que, semble-t-il, devront être interprétées et appliquées les dispositions de notre article 94.

4° Lorsque l'acte dommageable a été commis par un mineur dépourvu de discernement, par un sourd-muet ou par un infirme ne possédant pas le discernement nécessaire pour apprécier la conséquence de l'acte (art. 96, 97). Sur ce point, le Code civil se borne à déclarer (art. 1310) que « *le mineur n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit* ». C'est la jurisprudence qui, pour retenir ou écarter la responsabilité du mineur, a fait intervenir l'idée de discernement ou de non-discernement, qu'elle applique, au reste en dehors des règles relatives tant à la capacité civile qu'à la responsabilité pénale. Nous trouvons au contraire une réglementation mathématique dans le Code civil allemand dont l'article 828 distingue pour le mineur deux périodes : la première, qui va jusqu'à sept ans, est celle de l'irresponsabilité

totale ; de sept à dix-huit ans, le mineur (auquel est assimilé le sourd-muet) n'est responsable que quand « *au moment de la réalisation du fait dommageable il avait le discernement nécessaire pour se rendre compte de sa responsabilité.* » Pour cette période, le législateur allemand a donc pris un critérium « non pas objectif et général, mais subjectif et limité au fait dommageable », ainsi que l'a fait également l'article 66 du Code pénal français.

Tel est l'ensemble des règles relatives à la responsabilité de l'auteur du fait dommageable. Elles ne s'écartent pas sensiblement de celles du droit français. Voyons maintenant les autres cas de responsabilité civile.

B. — RESPONSABILITE DU PROPRIETAIRE D'ANIMAUX ET DE CHOSES INANIMEES

L'article 86 règle la responsabilité du dommage causé par l'animal qu'une personne a sous sa garde par analogie aux dispositions de l'article 1385 du Code civil, et l'article 87 exonère le propriétaire d'un fonds, du dommage causé par les animaux sauvages provenant de ce fonds, sauf s'il est affecté à une entreprise d'élevage ou destiné spécialement à la chasse.

L'article 88 pose le principe de la responsabilité du dommage causé par la chose qu'on a sous sa garde. Mais cette responsabilité reposant, comme celle de l'article 1384 du Code civil, sur une présomption de faute, il y a exonération au profit du propriétaire ou du gardien s'il peut rapporter la preuve : 1° qu'il a fait tout le nécessaire pour empêcher le dommage ; 2° que celui-ci dépend, soit d'un cas fortuit ou de force majeure, soit de la faute de la victime. L'on sait l'application que la Cour de cassation a cru devoir faire de l'article 1384 en matière d'accidents d'automobile, ce qui lui a permis de renverser le fardeau de la preuve (c'est non plus à la victime de prouver la faute du conducteur, mais à celui-ci de prouver qu'il n'y a pas eu faute de sa part). Il n'est pas à notre connaissance que les tribunaux du Maroc aient donné semblable interprétation à l'article 88 du Code des Obligations.

C. — RESPONSABILITE DU FAIT DES TIERS

Ici, le législateur marocain n'a pas suivi les voies françaises. Alors que l'article 1384 du Code civil déclare responsables les père et mère du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; les maîtres et commettants, du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions, l'article 85 du Code des Obligations adopte un autre système. Ecartant d'une part la responsabilité de plein droit du fait des enfants mineurs, il ne rend les père et mère responsables que du dommage causé par les insensés ou autres infirmes d'esprit, même majeurs, habitant avec eux ; d'autre part, il assimile aux père et mère les autres parents et le conjoint, ainsi que les personnes qui se sont chargées par contrat de l'entretien ou de la surveillance des incapables ci-dessus. La responsabilité cesse quand le répondant peut prouver : ou qu'il a exercé la surveillance nécessaire; ou qu'il ignorait le

caractère dangereux de la maladie de l'insensé ; ou que l'accident a eu lieu par la faute de la victime. Dans ces trois cas, la présomption de faute disparaissant devant la preuve contraire, la responsabilité s'efface également (1).

Telle est la règle en ce qui touche la responsabilité des parents et conjoints. Le Code des Obligations est muet sur celle des maîtres et commettants. D'où l'on peut conclure que les règles du droit commun s'appliqueront, c'est-à-dire qu'ils ne pourront être recherchés qu'au cas où une faute sera relevée à leur encontre.

Tel n'a cependant pas été l'avis d'un commentateur distingué du dahir des Obligations, M. Berge (2) qui, dans son ouvrage sur *La Justice française au Maroc* (page 179) s'appuie, pour soutenir l'opinion contraire, sur l'article 14 du dahir sur la procédure criminelle, lequel déclare applicables aux Maroc les dispositions du Code pénal français. Or, dit-il en substance, l'article 74 de ce Code porte que, dans les cas ordinaires de responsabilité civile, les cours et tribunaux doivent appliquer notamment l'article 1384. Celui-ci jouera donc au Maroc.

En admettant que le biais ingénieux imaginé par l'éminent juriste que fut M. Berge pour arriver à l'application de l'article 1384, puisse effectivement jouer dans les cas où l'action civile est portée, dans les termes de l'article 74, devant les tribunaux répressifs, accessoirement à l'action publique, il n'en saurait aller de même quand l'action en responsabilité est portée au principal devant les tribunaux civils, à l'occasion d'une faute non délictuelle. Nul doute que dans ce cas, l'application de l'article 74 soit hors de cause et par voie de conséquence, celle de l'article 1384. L'on peut encore tirer argument dans ce sens : 1° de l'article 16 du dahir sur la Condition civile des Français et des étrangers, aux termes duquel « *Les obligations nées d'un délit ou d'un quasi-délit sur le territoire de protectorat du Maroc sont régies par la législation du protectorat* », ce qui peut s'entendre dans le sens : uniquement par cette législation. 2° Des textes ultérieurs qui dans des cas particuliers ont expressément proclamé le principe de la responsabilité des maîtres et des commet-

---

(1) Ces dispositions paraissent avoir été inspirées pour partie par l'art. 832 du Code civ. allemand, aux termes duquel : « *Celui qui, en vertu de la loi, est obligé d'assurer la surveillance d'une personne qui, à raison de sa minorité, de son état intellectuel ou physique, a besoin d'être surveillée, est obligé à réparation du dommage que cette personne, par un fait contraire au droit, cause à un tiers. Ce devoir de réparation n'existe plus, si celui qui en était chargé a satisfait à son devoir de surveillance, ou si le dommage, même à supposer cette surveillance exercée comme elle aurait dû l'être, aurait dû encore se produire.*

La même responsabilité incombe à celui qui se charge par contrat d'exercer la surveillance. »

Le système allemand est donc celui de la présomption de faute, avec réserve de la preuve contraire. Les personnes visées au paragraphe final sont, par exemple, le directeur d'un asile d'aliénés, le chef d'une institution, le patron d'un domestique mineur, etc...

(2) M. Berge a été premier président de la Cour d'appel de Rabat avant d'être conseiller à la Cour de Cassation.

tants (1). Ces dispositions n'auraient pas de raison d'être si la règle qu'elles visent résultait déjà du Code des Obligations.

L'application à notre espèce de l'article 74 du Code de procédure criminelle français, a été, conformément à notre système, écartée par la Cour d'appel de Rabat, mais pour un autre motif : un arrêt du 11 mai 1921 a jugé que « l'article 14 du dahir sur la procédure criminelle n'a puisé dans le Code pénal français que les peines applicables aux crimes, délits et contraventions », qu'ainsi l'article 74 du Code pénal ne s'est pas trouvé promulgué au Maroc (2).

***

Jusqu'ici, nous avons vu les dispositions de la loi marocaine prises en ce qui concerne la responsabilité du fait d'autrui, et par rapport à la loi française, dans le sens de l'atténuation. Et voici qu'à l'inverse elle se montre particulièrement rigoureuse à l'égard des personnes publiques : Etat et municipalités. En France, nous savons que la jurisprudence du tribunal des conflits ne rend l'Etat responsable du fait d'un de ses agents qu'autant que cet acte présente le caractère d'un *acte administratif*, c'est-à-dire d'un acte accompli régulièrement par l'agent, dans l'exercice et dans les limites de ses fonctions : dans ce cas, et par application du principe de la séparation des pouvoirs, l'action doit être portée devant la juridiction administrative. S'agit-il, au contraire, d'une acte *personnel à l'agent*, celui-ci est seul responsable et doit être actionné devant les tribunaux de droit commun.

Le législateur marocain semble n'avoir pas ignoré cette théorie. De la combinaison des article 79 et 80 résultent les règles suivantes : l'Etat et les municipalités sont entièrement responsables des fautes de service de leurs agents (art. 79) ; spécialement, s'il s'agit de faute lourde, ou de dol, cette responsabilité n'est que subsidiaire et ne joue qu'en cas d'insolvabilité de l'agent, déclaré personnellement responsable (art. 80). Mais, en outre, et par une innovation législative, qui correspond aux tendances de la doctrine et de la jurisprudence françaises, l'article 79 met à la charge de l'Etat et des municipalités, la réparation *des dommages causés directement par le fonctionnement de leurs administrations*, dispositions singulièrement grosses de conséquences, car elles s'appliquent, en dehors de toute idée de faute. Pour prendre un exemple, qu'un accident soit causé par la rupture d'un conducteur électrique placé sur la voie publique, même l'installation étant irréprochable, et la rupture provenant d'un cas purement fortuit, la victime n'en aura pas moins droit à réparation. Cette extension remarquable de la responsabilité civile et que justifient entièrement les conditions nouvelles et dangereuses dans lesquelles fonctionnent services publics et exploitations modernes, nous paraît avoir sa source dans la même idée d'où découle la

---

(1) Ces textes sont les suivants : Dahir du 20 février 1922 *sur la police des chemins de fer*, art. 24 ; dahir du 21 juillet 1923 *sur la police de la chasse*, art. 24 ; dahir du 13 juillet 1926 *réglementant l'usage du feu en vue de prévenir les incendies*, art. 12. Ils rendent également les père et mère responsables du fait de leurs enfants mineurs.

(2) *Recueil des arrêts de la Cour d'appel de Rabat*, tome I, page 88.

loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui met les risques professionnels de l'ouvrier à la charge du patron, non sur une présomption de faute de ce dernier, mais comme faisant partie des charges de l'exploitation.

Il est à noter que les dispositions de l'article 79 ne visent que les dommages subis par les tiers, à l'exclusion de ceux dont peuvent être victimes les agents de l'Etat ou des municipalités dans l'exercice de leurs fonctions : à ces derniers s'appliquent les dispositions du droit commun. C'est ce qu'a jugé la Cour d'appel de Rabat par un arrêt du 24 mars 1923 (Recueil des arrêts de la Cour de Rabat, tome II, page 212).

L'on voit, par ce rapide exposé, que le législateur marocain a sensiblement rajeuni, dans la matière, de plus en plus à l'ordre du jour, de la responsabilité civile, les dispositions du vieux Code civil français, en s'inspirant des législations étrangères, des contingences nouvelles et par-dessus tout des leçons de l'expérience. Il l'a fait avec la prudence et le discernement qu'il a généralement apportés dans le domaine de l'innovation et qui apparaît bien comme la marque de son œuvre.

P. LOUIS RIVIERE,
conseiller à la Cour d'appel de Caen.

BIBLIOGRAPHIE

J. BENOIST. — LA GUERRE AU DESERT. — Le Senoussisme à l'attaque du Sahara et du Soudan (décembre 1914-octobre 1919) ; Extrait de la Revue des sciences politiques : avril-juin 1926, 24 pages.

Cette étude, dont les éléments ont été puisés aux meilleures sources, surprendra bien des gens en France qui, aux prises avec des dangers plus immédiats, n'ont jamais connu, au cours de la grande guerre, l'importance des entreprises tentées en Afrique, contre nous par nos ennemis, ni soupçonné que ces entreprises aient pu à un moment donné, mettre en péril la domination de la France dans le Sahara et au Soudan.

Elle fera connaître les difficultés avec lesquelles se sont trouvés aux prises ceux des nôtres à qui incombait la défense de ces régions, l'ingéniosité, la tenacité et le courage dont ils faisaient preuve et montrera que ceux-là ont droit à la reconnaissance du pays au même titre que ceux qui ont combattu sur le front de France.

P.-L. RIVIERE. — PRECIS DE LEGISLATION MAROCAINE, avec références aux législations étrangères et à la jurisprudence marocaine, in-8°, 485 p. Paris, Sté Anonyme du Recueil Sirey, 1927.

Déjà l'auteur avait entrepris de réunir dans un *corpus*, en les coordonnant et en les commentant, les quelques milliers de textes jusqu'alors épars dans les colonnes du *Bulletin Officiel du Protectorat Marocain;* d'un travail de plusieurs années est sortie la publication du Recueil général des *Traités, Codes et Lois du Maroc,* qu'avaient précédé une *Table générale analytique* et que des *Suppléments,* dont le premier paru en 1926, tiendront constamment à jour.

Comme suite et couronnement de ce travail, il offre aujourd'hui au public, condensé et resserré dans un manuel de 500 pages, un traité didactique de la législation marocaine, qui résume pour le juriste les questions de droit, théoriques et pratiques. L'homme d'affaires, le commerçant, le colon, trouveront facilement, grâce à une table analytique développée, le commentaire précis du texte régissant la matière qui les intéresse.

Le plan adopté demeure, dans ses grandes lignes, celui du *Recueil,* en tenant compte, toutefois, de la différence de nature des deux ouvrages. La méthode a consisté, pour chaque chapitre, à établir tout d'abord l'historique du sujet, à déterminer l'origine des règles adoptées, l'étendue des emprunts faits aux lois étrangères, la mesure dans laquelle il a été innové par le législateur du Protectorat, sans négliger les indications d'ordre pratique et les renseignements utiles.

Le corps de l'ouvrage est précédé lui-même d'un exposé historique dont l'objet essentiel est de déterminer le cadre dans lequel se sont insérées les institutions nouvelles, de situer les faits juridiques, de montrer la chaîne des événements qui ont abouti, d'une façon qu'on peut dire fatale, à l'établissement du Protectorat français. D'autre part, chaque chapitre est suivi d'un résumé qui en rappelle les dispositions maîtresses.

Le *Précis de législation marocaine* est appelé à être le bréviaire du magistrat et de l'avocat, de l'étudiant et du candidat aux carrières administratives du Maroc.

REVUE DES THÈSES

soutenues devant la Faculté de Droit d'Alger (1)

— 1919-1926 —

GAFFIOT MAURICE. — L'ACTIONNARIAT OUVRIER, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1924), 312 p.

Il est difficile de contester l'existence de la lutte des classes; la fréquence croissante des grèves, et surtout des grèves de solidarité en est un symptôme très apparent qui ne saurait laisser aucun doute à un esprit non prévenu. Le monde du travail se dresse contre ceux qui détiennent le capital et qui dirigent la production. Il ne peut et ne veut admettre que le capital absorbe tous les bénéfices. Il réclame le produit intégral du travail (V. Le droit au produit intégral du travail de Karl Anton, trad. Ch. Rist) ; il ne veut plus du salariat qui abêtit l'ouvrier et le dégrade. Il veut la socialisation des moyens de production, en termes moins vagues, l'expropriation du capital au profit de la masse ouvrière. Et la raison économique — et morale tout à la fois — qu'il en donne, c'est que le capital ne produit pas, qu'il est un parasite de la société. Le capital, d'autre part, se défend ; sans capital, point d'industrie ; qu'est-ce que le capital ? Du travail accumulé, épargné... Donc, il est juste que le capital, ayant payé le travail, retienne les bénéfices de l'entreprise. A quoi le monde ouvrier réplique : le capital est payé par l'intérêt qu'il prélève, le travail par son salaire ; mais il reste quelque chose, c'est ce quelque chose qui doit revenir au travail sous toutes ses formes. Cet argument nous paraît des plus sérieux. Ajoutons que le capital n'est pas toujours du travail accumulé. A qui fera-t-on croire que certaines richesses acquises pendant et depuis la guerre sont le produit du travail de leurs détenteurs ? La spéculation et la fraude, pour ne pas employer de termes plus énergiques, ne sont-elles pour rien dans l'édification rapide de ces fortunes considérables et insolentes? Aussi, le fossé qui sépare le monde du travail de la classe possédante se creuse-t-il de jour en jour devant l'intransigeance des uns et la rancœur des autres. La lutte de classes n'a plus seulement une cause économique, elle a une cause psychologique et sentimentale.

De bons esprits ont tenté, depuis longtemps, de combler ce fossé en associant l'ouvrier à la prospérité de l'entreprise sous la forme de la participation aux bénéfices. On ne supprime pas le salariat, on en écarte certaines conséquences funestes. Ce n'est pas une institution désintéressée, de la part du patron; le plus souvent, en effet, il vise à accroître son propre profit et à éviter les grèves. Nombreux sont les exemples de participation aux bénéfices. Jamais le législateur français n'est cependant intervenu en cette matière. La jurisprudence n'a point voulu voir, dans la participation aux bénéfices, un contrat autre qu'un contrat de louage et de travail. Il ne saurait donc y avoir égalité de situation entre le travailleur et le patron. Toutefois, la jurisprudence reconnaît un droit de contrôle à l'ouvrier sur les chiffres fournis par son employeur. La participation aux bénéfices,

(1) Voir la « Revue Algérienne » d'avril 1927.

si elle offre des avantages pécuniaires à l'ouvrier, ne le satisfait pas, cependant. C'est à l'entreprise même qu'il voudrait participer, ce qu'il veut, c'est une part de gestion, ce à quoi se refuse l'employeur. D'autre part, disent les socialistes, la participation aux bénéfices crée la division au sein de la classe ouvrière; il y a des participants et des non participants.

On arrive à la participation à la gestion, par le système de l'actionnariat ouvrier, qui consiste à rendre les travailleurs actionnaires de la société qui les emploie; c'est un perfectionnement de la participation aux bénéfices. Ici, le travail n'est plus une simple marchandise qu'on achète pour un salaire et qui devient la propriété de l'acquéreur ; il n'est plus salarié mais associé, comme doit l'être un élément de la production. « Cela répond aux vœux de la classe ouvrière qui entend ne plus figurer simplement aux frais généraux, à côté du prix de location de l'usine et des dépenses d'entretien des machines. « L'ouvrier participe ici non seulement aux bénéfices, mais à la gestion, participation qui s'exercera dans les assemblées générales et dans le conseil d'administration; il participe aussi au partage de l'actif social au cas de liquidation ». Ces deux avantages très appréciables sont entrés dans la loi du 26 avril 1917. Avec M. Gaffiot, nous estimons que « l'actionnariat ouvrier est une étape vers la paix industrielle »; il substituera la préoccupation professionnelle à la haine de caste. « Il est nécessaire, si l'on désire, selon l'expression de M. Gide, faire l'économie d'une révolution ».

L'ouvrier peut être rendu actionnaire, soit par achat d'actions mises à sa disposition et qu'il payera au moyen de ses économies, ou de retenues faites sur ses salaires. M. Gaffiot montre que ces actions ressemblent plus à une obligation qu'à une action ordinaire, et il signale les applications qui ont été faites de ce système : Grands magasins du Bon Marché, de la Samaritaine, du Printemps, société anonyme des Mines de Montigné, etc... L'actionnariat peut découler d'une participation aux bénéfices préalables; les actions sont payées par la retenue des parts de bénéfice échues (Papeterie coopérative d'Angoulême, Société du familistère de Guise, Compagnie du gaz de Londres, etc...). Mais le seul système digne du nom d'actionnariat ouvrier est celui où les actions sont remises gratuitement aux travailleurs; alors il y a bien actions du capital et actions du travail. C'est le système de notre loi française du 26 avril 1917. On n'y est pas arrivé d'un seul coup, et la Savonnerie Sunlight qui l'appliquait avant 1917 en Angleterre, ne l'admet pas intégralement; pour son fondateur, l'attribution des titres n'est pas un droit, et les travailleurs actionnaires n'ont aucune part dans la gestion de l'entreprise. Les critiques n'ont pas manqué contre cette troisième forme de l'actionnariat. Industriels et économistes libéraux estiment que l'ouvrier n'a droit qu'à son salaire, que l'attribution d'actions n'a pas sa contre partie, qu'ainsi, l'ouvrier participe aux bénéfices et jamais aux pertes... Mais l'objection la plus grave dans l'esprit du monde patronal est celle du respect dû à l'autorité de la direction et de l'incapacité des travailleurs comme administrateurs. Salariés et socialistes voient, dans cette institution, une machine patronale ayant pour effet d'atténuer la lutte de classe et « de créer des unions monstrueuses entre voleurs et volés ». Les juristes enfin ont institué des controverses relatives à la nature juridique et au régime de actions de travail, toutes controverses qui paraissent aujourd'hui périmées depuis la loi de 1917. On a longuement discuté aussi sur le caractère obligatoire ou facultatif de l'actionnariat. Les libéraux ne veulent point d'obligation. La loi de 1917 les a suivies. L'actionnariat doit-il être individuel ou collectif? Les actions doivent-elles être remises à chaque ouvrier, ou bien doivent-elles appartenir à la masse ouvrière? Là encore se font jour les divergences profondes entre industriels et ouvriers. La loi de 1917 prévoit la création d'actions collectives.

Dans l'étude plus spéciale que M. Gaffiot fait de la loi du 26 avril 1917, cet auteur nous montre tout d'abord que la réforme apportée par cette

loi est spéciale aux sqciétés anonymes et qu'elle est facultative; d'autre part, que l'action de travail est de même nature que l'action de capital; qu'elle est, par suite, soumise aux règles de droit commun applicables à l'action de capital, sauf les dérogations expresses de l'article 75 nouveau de la loi de 1867, dérogations qui ont trait à la remise de l'action sans versement de l'ouvrier, à l'inaliénabilité de l'action, au caractère collectif de l'action. Ces actions donnent donc droit, dans les conditions déterminées, à la participation aux bénéfices, à un droit d'entrée aux assemblées générales et au conseil d'administration, et au partage de l'actif social en cas de liquidation. Elles jouissent, d'autre part, d'un régime fiscal de faveur. L'innovation la plus hardie, certes, de notre loi, a été l'institution des administrateurs ouvriers. Les critiques sont vives contre cette innovation que certains estiment dangereuse. Mais n'y a-t-il pas « intérêt économique et social à dégager de cette masse des travailleurs quelques valeurs sociales, et il y en a aujourd'hui dans toutes les classes, pour les élever jusqu'au conseil d'administration et les faire participer ainsi aux charges d'entrepreneur? » M. Gaffiot en est persuadé. Nous ne le sommes pas moins. Terminons en signalant que l'actionnariat étant collectif dans la loi de 1917, toute société anonyme qui admettra cette institution devra constituer, avec la masse de ses ouvriers, une coopérative de main-d'œuvre, support des actions collectives de travail.

L'œuvre du législateur français n'est pas parfaite, elle ne pouvait l'être. On ne rompt pas d'un coup avec l'habitude pour ne pas dire avec la routine. Par contre, remarquable est la thèse de M. Gaffiot, dont les travaux ont déjà attiré l'attention de la Faculté de Droit d'Alger.

DELRIEU MARCEL. — L'INDUSTRIE DU CUIR A CONSTANTINE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1924), 105 p.

Décrire l'état présent des industries indigènes du cuir dans la ville de Constantine; les comparer aux industries modernes similaires, afin d'en faire mieux ressortir les profondes différences ; expliquer, dans la mesure du possible, l'existence de cette industrie indigène, ses raisons d'être, ses tendances, tel est le triple objet que s'est proposé M. Delrieu, dans la monographie soumise à son jury de thèse. Le champ d'investigations est restreint. Le jeune docteur eût pu, sans trop de peine, l'élargir et l'étendre, sinon à toute l'Afrique du Nord, du moins à l'Algérie. Il a laissé ce soin à d'autres. Nous signalons aux étudiants de Tunis l'intérêt d'un pareil travail pour la Tunisie, où l'industrie du cuir est fort en honneur. De discussions juridiques, il ne peut en être question en cette matière bien que M. Delrieu ait intitulé « Etude juridique », trois chapitres d'une page environ chacun.

Le sujet choisi a été consciencieusement traité. Il est illustré de planches, photographies, dessins. Il est complété par un vocabulaire arabe-français de la Tannerie, de la Cordonnerie, de la Broderie et de la Fabrication des outres à Constantine.

TORTEL ALBERT, ANTOINE HONORE. — DE LA NECESSITE ET DE LA POSSIBILITE D'ETABLIR DES RELATIONS AERIENNES ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU NORD, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1925), 117 p. (dont 34 de textes législatifs ou réglementaires).

La thèse de M. Tortel est un véritable acte de foi en l'aviation. Il y croit; il fait mieux, chiffres en mains, il en prouve la nécessité au point de vue commercial et au point de vue militaire ou de défense nationale.

M. Tortel déclare qu'il envisagera surtout la navigation aérienne marchande. Le point de vue de défense nationale l'a retenu presque autant. Sur 83 pages de texte, il y en a 38 consacrées aux intérêts de la défense nationale. Ce n'est pas un reproche, c'est une constatation. La nécessité d'une liaison aérienne France-Afrique du Nord résulte déjà, dit M. Tortel, des besoins de communications rapides constatées par les résultats obtenus sur les services aériens actuellement existants. Le tableau qu'il nous en donne contient quelques chiffres intéressants : par exemple, en 1919, 182.000 kilomètres parcourus, 1.283 voyages effectués et 1.184 passagers transportés; en 1923, 3.852.000 kilomètres parcourus, 10.876 voyages effectués et 15.459 passagers transportés, non compris le personnel du bord.

Les risques ne sont pas considérables. Et M. Tortel rappelle à ce sujet les débuts des chemins de fer qui eurent deux adversaires acharnés : MM. Thiers et Arago.

Le nouveau docteur nous cite quelques exemples pratiques prouvant — au point de vue commercial — l'utilité de l'aviation et d'une ligne France-Afrique du Nord; réalisation des affaires financières, demandes de crédits, de fonds, envoi de « documents d'échantillons, d'effets à vue, de titres à estampiller, déplacement d'hommes d'affaires, etc... Les exemples sont bien choisis. M. Tortel est amené à parler de la liaison Afrique du Nord-Afrique occidentale-France, et les arguments à l'appui d'une ligne aérienne France-Afrique s'en trouvent renforcés. L'intérêt de la défense nationale milite encore en faveur de cette liaison qui, nécessairement, doit être directe, laissant de côté les escales espagnoles ou italiennes. Assurons par le développement de notre aviation, la liberté de passage entre l'Afrique du Nord et la France et la défense de nos côtes.

La liaison est-elle possible? En d'autres termes, une ligne aérienne France-Afrique ferait-elle non seulement ses frais, mais aussi des bénéfices? M. Tortel établit une balance par recettes et dépenses présumées dont les chiffres sont empruntés aux statistiques et au cahier des charges. Au kilomètre, la dépense serait (amortissement du matériel compris), de 24 fr. 63; la recette (subvention et recettes proprement dites) de 31 fr. 64, soit un bénéfice de 7 fr. 01, au kilomètre. Mettant les choses au pire, M. Tortel ne compte que la moitié de ce bénéfice, soit 3,50. Ce qui, pour 3.500 voyages, donnerait un bénéfice net de 2.082.500 francs. Je ne vois pas dans les calculs qu'il ait été fait mention d'une assurance sur les risques d'accidents, toujours possibles. — La conclusion de M. Tortel est qu'il faut, dès maintenant, organiser et développer la liaison Nord-Afrique-France, liaison non seulement nécessaire, mais encore très possible.

Nous chercherons à M. Tortel une toute petite querelle. Il écrit (p. 70) que la correspondance du Département de Constantine passe en grande partie par Alger « car, ce département n'est desservi par Philippeville qu'une fois par semaine en hiver, et deux fois pendant la période estivale ». Et Bône ? M. Tortel l'oublie.

SALPHATI JOSEPH-JULIEN. — LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL EN ALGERIE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1924), 256 p.

L'Algérie, (et la Tunisie), pays agricole a besoin de crédit. Les colons, je veux dire les petits et moyens colons, sont nombreux et à la merci, souvent, d'une mauvaise récolte, d'un cas fortuit. Les banques leur viennent en aide, mais avec de telles difficultés qu'autant dire pas du tout. De bonne heure, a-t-on aussi cherché à seconder, sans les écraser, les pionniers de la civilisation française dans le Nord de l'Afrique. C'est l'une des formes de cette aide efficace qu'étudie M. Salphati. Sa thèse a

plus particulièrement pour objet les caisses locales et régionales de crédit agricole mutuel, instituées par les lois des 5 novembre 1894 et 8 juillet 1901. Après un historique de la question, M. Salphati examine la législation sur la matière et les projets d'amélioration. L'organisation des sociétés de crédit agricole mutuel (caisses locales et régionales), leur fonctionnement et leur contrôle font l'objet du titre II. — Le titre III est consacré aux opérations de ces caisses : crédit à court terme, à moyen-terme et à long terme; le titre IV s'occupant des ressources financières des caisses (capital social, avances de l'Etat, réescompte en banque) et le titre V de leur régime fiscal. Un titre 6e est spécial au crédit, à la colonisation et aux caisses de crédit indigène. Enfin, dans une troisième partie, M. Salphati examine la loi du 5 août 1920 et son extension à l'Algérie. — L'exposé très consciencieux de M. Salphati est accompagné de chiffres puisés aux statistiques et aux situations périodiques des Caisses régionales.

PASSERON RENE. — LES GRANDES SOCIETES ET LA COLONISATION DANS L'AFRIQUE DU NORD, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1925), 346 p. et 5 cartes hors texte.

Dans l'histoire de la colonisation dans l'Afrique du Nord, et notamment en Algérie, il y avait un trou. Si la colonisation officielle et la petite colonisation avaient fait l'objet d'études nombreuses déjà, la colonisation par les grandes sociétés n'avait tenté personne. Et cependant cette colonisation fut la caractéristique de l'époque impériale et elle s'était érigée en un système, celui des grandes concessions. M. Passeron est venu combler cette lacune. Il s'excuse de ne s'être point assez étendu sur le Maroc et sur la Tunisie. Son plat de résistance, si l'on peut dire, est l'Algérie. — Dans l'introduction, M. Passeron dit les tatonnements du début de l'occupation de l'Algérie et passe ensuite en revue les différents systèmes officiels : petite colonisation, grande colonisation, concessions aux sociétés. Il choisit ensuite quelques exemples bien appropriés de grandes concessions impériales aux sociétés capitalistes : la Compagnie Génevoise, la Société Générale algérienne et Compagnie Algérienne, la Société de l'Habra et de la Macta. Chacune de ces grandes sociétés fait l'objet d'une étude particulière, et les décrets et conventions de base sont juridiquement examinés. M. Passeron est amené à cette constatation que les grands domaines produisent; mais ils ne peuplent pas. La démonstration en est faite tout au long de cette première partie. La démonstration est faite aussi de l'impéritie du Gouvernement en cette matière, impéritie qui, jointe à de coupables complaisances, permet aux sociétés capitalistes concessionnaires de s'évader des dispositions impératives du contrat qui les lie. « Négligences, abandons, prodigalités, écrit M. Passeron (p. 203), on ne saurait trouver d'autres mots pour caractériser cette politique, dont le principe, cependant, eût pu être fécond ». C'est qu'en effet, dans un pays neuf, comme l'était l'Algérie, le paysan français ne peut venir seul. Il faut de gros capitaux pour défricher de vastes espaces où les moyens de communication font défaut, où l'eau manque, où les saisons sont irrégulières. Seules, les grandes sociétés peuvent alors, sans pertes sensibles, aller de l'avant. Mais, il eût fallu prévoir la cession à bon compte à l'Etat, par ces sociétés, de ces terres, peu à peu mises en valeur. Il y avait une formule à trouver pour permettre à ces domaines d'exploitation de se transformer en domaine de peuplement français. On ne l'a pu ou on ne l'a pas voulu. Et ce fut pour le gouvernement la source de grosses difficultés que M. Passeron examine sous le titre de « reprise et utilisation des domaines de ces sociétés ». Il est à déplorer que, pour remédier à cette situation, l'Etat soit obligé aujourd'hui de racheter (et à quel prix) ce qu'il a donné ou vendu

à des conditions exceptionnellement avantageuses »; (p. 207). — La deuxième partie de son travail est consacré à la Tunisie. Il prend comme exemples les sociétés suivantes : l'Enfida, Sidi Tabet, l'Omnium immobilier et les fermes françaises. Cette étude le conduit à constater que en dépit des avis formulés par MM. Berthelot, Bienvenu-Martin, Chautemps, E. Flandin, Cochery, « le Ministère des affaires étrangères, asservi aux idées impériales, appliqua pendant les 20 premières années de notre occupation, une politique opposée » au peuplement national en Tunisie; (p. 263) que ce même ministère a commis une autre erreur en négligeant l'augmentation sans cesse croissante du nombre des étrangers que l'on tente aujourd'hui de contrebalancer par un apport annuel de naturalisés. A ces deux causes de non développement de la petite colonisation et par suite du peuplement français, il faut ajouter : le défaut de concessions gratuites et l'institution des habous. Pour remédier à cet état de choses, M. Passeron préconise une politique de démembrement des grands domaines ruraux.

Les grandes sociétés au Maroc sont encore dans leurs débuts. M. Passeron ne porte sur elles aucun jugement téméraire. Il faut leur faire crédit, dit-il. Il insiste sur le rôle joué par elles avant l'établissement de notre Protectorat, en ouvrant les voies à notre diplomatie et à notre armée : elles ont, écrit-il, préparé l'avenir.

PERRIN. — LES IDEES SOCIALES DE GEORGES SOREL, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1925), 216 p.

Nous avons dit que cette thèse aurait pu être soutenue devant la Faculté des lettres. Nous l'avons lue avec beaucoup d'intérêt. Elle dénote une étude des plus sérieuses et des plus approfondies de la vie et des idées de « celui dont Jaurès avait dit qu'il était le métaphysicien du syndicalisme », et dont les idées ont été transformées, déformées même par ses disciples, au point qu'il ne les retrouverait plus. Il est vrai que ses idées ont été nombreuses, qu'elles se sont chassées parfois l'une l'autre. Mais, si « la vie de Sorel parait n'avoir été qu'une succession de recherches infructueuses et de tentatives avortées, il n'en fut pas moins « un de ces hommes qui éveillent » ces idées dont d'autres s'emparent et, « grâce à une forme parfois plus séduisante, obtiennent un succès dont le principal mérite ne leur revient pas ». N'est-ce pas le sort de beaucoup d'inventeurs ? — La thèse de M. Perrin, écrite en un style clair et élégant, mérite de figurer dans la bibliothèque de tous ceux qu'intéressent les questions sociales.

ROURE MAURICE-FIRMIN-FELIX. — LES DROITS DE LA MERE SUR LA PERSONNE ET LES BIENS DE SON ENFANT, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1925), 295 p.

On parle beaucoup, dans certains milieux, dit M. Roure, des droits de la femme : on ne paraît pas s'être occupé des droits de la mère. On pourrait lui objecter que dans la femme, la mère est incluse. Quoiqu'il en soit, M. Roure a voulu combler cette lacune. Il a tout fait pour réussir. Il consacre la première partie de sa thèse à une étude historique où il passe en revue le matriarcat, le patriarcat, le droit à Rome et chez les Barbares ; enfin, l'ancien droit français et le droit intermédiaire. La mère, sauf dans le premier état, n'a joué dans la famille, par rapport aux enfants, qu'un rôle de second plan. Dans notre Code civil qui fait l'objet de la 2me partie de ce travail, la notion persiste, qui fait du père le chef unique de la famille, n'ayant, en droit, à prendre conseil de personne. M. Roure examine avec soin les dispositions du Code civil sur la matière et les timides

tentatives de la jurisprudence en faveur de la mère; encore M. Roure note-t-il qu'en réalité, ces tentatives n'ont pas eu pour but l'amélioration de la situation de la femme par rapport à ses enfants. Toutefois, ajoute-t-il, la mère a pu utiliser les idées nouvelles dans une certaine mesure. Ces idées ont donné naissance aux lois du 24 juillet 1889, 18 avril 1898 et 15 novembre 1921 qui, avec quelques autres concernant le mariage des enfants et l'usufruit légal, forment la matière de la 3me partie de la thèse de M. Roure. On peut constater là, encore, que les mesures prises n'ont en vue que les enfants et que ce n'est que par ricochet, que la mère trouve dans ces textes un moyen d'élargir son rôle actif dans la famille (légitime ou naturelle, M. Roure étudiant les deux). Une 4e partie est consacrée à l'étude des législations étrangères.

M. Roure serait partisan d'une égale autorité du père et de la mère dans la famille, avec, en cas de conflit, l'intervention d'un tiers arbitre ou peut-être celle du Président du Tribunal. Cette dernière solution nous plairait davantage.

MOULIS ROBERT. — LE MINISTERE DE L'ALGERIE (24 juin 1858-24 novembre 1860), thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1926).

Il y a dans cette thèse peu de droit, autant dire pas du tout. Je ne considère pas en effet comme discussions juridiques les chapitres consacrés à la réforme judiciaire et à l'organisation des justices française et musulmane tentées sous ce ministère. Nous nous trouvons en présence d'un travail qui eût pu être présenté comme thèse de doctorat ès-lettres (mention histoire). Et n'est-ce pas plutôt la qualité d'historien que se confère l'auteur quand il ferme son livre en disant : « ce jour là (le jour où l'assimilation sociale viendra indissolublement unir les destins de l'Algérie à ceux de la Métropole et couronner le monument grandiose de l'activité française en ce pays), en jetant un regard sur le chemin parcouru, l'historien pourra conclure qu'en prenant l'initiative d'une généreuse utopie, le ministère de l'Algérie aura été le premier artisan de sa réalisation. En réalité, c'est une page de l'histoire politique de l'Algérie, voire même du second empire que M. Moulis a écrite. Il n'est que de lire le Chapitre II (les Ministres) et plus particulièrement la Section 1ère (le Prince Jérôme Napoléon) et le Chapitre VII (concernant les opérations militaires en Algérie pendant la durée du Ministère) pour s'en rendre compte à l'évidence.

M. Moulis, a nettement dégagé le principe du Ministère de l'Algérie. Il y avait lutte entre l'élément civil et l'élément militaire, entre le principe d'autorité et le principe de liberté. Le civil prétendait que le militaire avait fait son temps : la pacification était chose faite; le militaire devait céder la place au civil. On voit la réponse des militaires (Bugeaud et Randon) : en pays arabe, le régime militaire est plus sûr et expéditif que le régime civil; il est indispensable au début d'une conquête; or, l'Algérie est encore à la période de début. D'autre part, les libertés compatibles avec le régime n'ont pas été marchandées et la situation économique et sociale de l'Algérie est bonne, les statistiques en font foi. — C'est la tendance libérale — je veux dire civile — qui l'emporta sur la tendance conservatrice, c'est-à-dire militaire. L'Empereur avait son cousin Jérôme à caser. On hésita entre une lieutenance (une vice-royauté) et un Ministère. Jérôme, qui aimait Paris,, aurait bien voulu de la lieutenance avec résidence à Paris, mais l'Empereur ne l'entendait pas ainsi; et puisque Jérôme ne voulait pas quiter Paris, il ne serait que Ministre. Son passage au Ministère ne fut que de courte durée : son œuvre fut surtout écrite. Il légiféra ou fit légiférer. Il ne mit pas les pieds en Algérie. Le Gouvernement général est supprimé; le Ministre gouverne de Paris, on administre sur les lieux. Il y a centralisation à Paris, avec tous les inconvénients que comporte

ce système. L'essai tenté ne devait pas survivre longtemps au Prince Jérôme. Dès le départ de ce dernier — lequel n'était pas de taille à poursuivre longtemps un but déterminé, — le Ministre de l'Algérie qui n'avait pas donné ce qu'on attendait de lui, était frappé à mort. Chasseloup-Laubat succéda au Prince Ministre. Il vint en Algérie. L'Empereur fit à cette époque son voyage à Alger où le Bey de Tunis vint lui faire visite. Napoléon III, fut vivement frappé, dit M. Moulis, par la constatation du nombre immense de fonctionnaires et d'employés de l'administration civile, entretenus par le Gouvernement en Algérie pour une population européenne n'atteignant pas 200.000 habitants. « Il reconnaît » que si, dans l'impatience de l'avenir, on ne tenait plus compte de la résistance des indigènes, on la rendait plus certaine et plus redoutable, par des mesures qui irritaient les tribus, en même temps qu'elles désarmaient l'autorité militaire chargée de les contenir. « C'était la condamnation du Ministère de l'Algérie et le rétablissement du Gouvernement général, le décret du 24 novembre 1860 mit fin à une expérience dont les résultats ne furent pas très heureux. En effet, écrit M. Moulis, le Ministère de l'Algérie n'avait pas répondu à l'attente des libéraux. Créé dans un esprit de réaction contre l'administration militaire, il n'avait pas su réaliser son programme politique et social, et n'avait pas donné à la prospérité économique de l'Algérie un développement véritablement remarquable ».

Nous recommandons la lecture de ce livre aux auteurs de projets d'un « Ministère de l'Afrique du Nord », auteurs dont la tendance est l'assimilation à outrance. « Si tant est qu'elle soit possible, dit M. Moulis, l'assimilation d'une majorité d'indigènes à une minorité d'Européens, sera plutôt l'œuvre du temps que celle de lois et de décrets. ». M. Moulis ne paraît pas partisan d'un nouveau Ministère de l'Algérie. Mais s'il n'est pas partisan d'une concentration à Paris, il ne l'est pas davantage d'une déconcentration à Alger. Ce qu'il estime bon, c'est une large décentralisation sous le contrôle du Gouverneur général. Et nous sommes tout à fait de son avis.

MAGUELONNE JEANNE. — LE PREAPPRENTISSAGE ET L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL EN ALGERIE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1926), 195 pages.

Mlle Maguelonne a consciencieusement lu et dépouillé tout ce qui a été écrit en France et en Algérie sur la matière, objet de sa thèse : traités, brochures, thèses, (au nombre de 25), revues, rapports, exposés de travaux. Elle nous donne dans sa première partie, un résumé succint et complet de l'état de la question en France et à l'étranger. Les 2ème et 3ème parties sont consacrées à l'Algérie. — A dire vrai, la thèse de Mlle Maguelonne est plutôt un rapport qu'une œuvre doctrinale. Peu ou point de discussion. Mlle Maguelonne ne prend pas nettement position: on a écrit ceci, on a dit cela, on pourrait sans doute faire mieux... Mlle Maguelonne ne discute pas : elle raconte, et fort bien, fort agréablement. — Une petite observation : pourquoi Mlle Maguelonne, s'obstine-t-elle à parler de la loi Astier ? Un docteur en droit ne doit pas ignorer que les lois sont l'œuvre, non d'un parlementaire, mais du Parlement et de l'Exécutif. Et, pour ne parler que de cette loi du 25 juillet 1919, Mlle Maguelonne elle-même ne dit-elle pas (p. 56). « Ce projet (c'est proposition qu'il eût fallu écrire) complété par le projet Viviani du 13 mars 1917 sur l'éducation des adolescents, et par deux propositions Verlot concernant les apprentis, devint la loi Astier du 25 juillet 1919... » M. Astier n'est donc pas le seul auteur de la loi en question. Si le sujet ne se prêtait pas beaucoup aux discussions juridiques, encore fallait-il respecter la technique juridique.

(A suivre.) G. RECTENWALD.

Le "Jus laboris" et la citoyenneté automatique des étrangers

Les lecteurs de la *Revue Algérienne* ont certainement apprécié l'intérêt de l'article publié par M. le Professeur Garay dans le numéro de février (1re partie, p. 19) où il s'efforce d'établir que la nationalité d'une personne ne peut être ni perdue ni changée; que les droits de citoyens peuvent être acquis dans un pays par ceux mêmes qui ont conservé une nationalité étrangère; qu'ils doivent être acquis automatiquement, après un certain temps de séjour, aux étrangers qui se sont établis dans un pays pour exercer une profession ou un métier, et qu'ainsi la naturalisation n'a aucune raison d'être et devrait disparaître des institutions judidiques.

Tout en rendant au talent et au savoir de l'éminent auteur l'hommage qu'il mérite, il nous sera permis de faire certaines réserves sur les idées qu'il a développées et d'indiquer les objections qu'elles nous paraissent soulever.

Nous nous plaçons, d'ailleurs, au point de vue européen et, plus particulièrement, au point de vue de la France et de ses colonies. Ces réserves et ces objections peuvent n'avoir pas la même valeur si l'on considère la situation et les intérêts des Etats américains ; nous nous abstiendrons, à cet égard, de toute appréciation.

La nationalité et la qualité des citoyens, si l'on entend par là la plénitude des droits civiques et politiques, ne sont pas inséparables; on peut posséder la nationalité d'un pays sans y jouir des droits de citoyen. C'est le cas des indigènes de l'Algérie et de plusieurs autres colonies françaises : ils sont Français mais non citoyens; c'est même le cas des femmes dans les pays où les droits politiques ne leur ont pas été reconnus; elles ont une nationalité, elles jouissent même dans une mesure plus ou moins large des droits civiques; elles ne possèdent pas, dans sa plénitude, la qualité de citoyen. Mais, jusqu'à présent, la réciproque n'a jamais, à notre connaissance, été admise. On n'a jamais pensé et nous ne croyons pas qu'aucune loi ait décidé qu'un étranger, tout en conservant sa nationalité primitive, aurait, dans le pays où il viendrait s'établir, la qualité de citoyen et exercerait les droits qui en sont la conséquence (1).

(1) Cependant, d'après la législation de la République des Soviets russes les citoyens étrangers demeurant sur le territoire de l'U. R. S. S. y jouissent de tous les droits politiques, lorsqu'ils appartiennent à la classe des ouvriers ou des paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui (Décret du comité central exécutif des Soviets, 29 octobre 1924, 2° (Journal du Dr. international 1925, n° 5484) .

L'Etat est une association. Or, pour diriger ou administrer une société, pour choisir ceux qui la dirigent ou l'administrent, la première condition est d'en être membre. Pour gouverner l'Etat, pour y exercer une part de l'autorité publique, pour contribuer par son vote à élire ceux qui, à quelque degré que ce soit, participent à son gouvernement, la condition essentielle c'est d'en être membre, c'est-à-dire de lui appartenir par sa nationalité.

Mais s'il en est ainsi, — telle est, du moins, l'opinion de M. Garay, — l'immigrant qui s'établit dans un pays ne pourrait jamais y exercer les droits politiques; il n'en jouirait même plus nulle part, car l'éloignement l'empêcherait de les exercer dans son pays d'origine; ce serait un véritable paria politique. Il serait bon pour payer l'impôt, mais il ne lui serait pas permis de le voter. En subordonnant la qualité de citoyen à la naturalisation, impliquant un changement de nationalité, on exigerait une condition impossible à remplir. La nationalité est indélébile, parce qu'elle constitue un fait naturel : on l'acquiert en naissant, on ne la perd qu'en mourant.

C'est là une idée qui n'est pas nouvelle. Plusieurs législations s'en sont, autrefois, inspirées. Mais elles deviennent de plus en plus rares, si même il en existe encore aujourd'hui. L'Angleterre et les Etats-Unis qui ont longtemps admis le principe de l'allégeance perpétuelle l'ont successivement répudiée : l'Angleterre par la loi du 12 mai 1870, les Etats-Unis dès 1868 (1). La Russie y était restée fidèle jusqu'à la révolution, mais, d'après la législation soviétique, la nationalité russe peut être perdue (2).

Le changement de nationalité doit, en effet, être libre, sous les conditions et, dans certains cas, avec les restrictions prévues par la loi de chaque Etat. La nationalité attribuée à l'enfant en naissant ne lui est pas toujours donnée par la nature. Quand elle est déterminée « jure soli » par le lieu de la naissance, c'est la loi positive qui la confère. Une circonstance peut-être accidentelle ne saurait créer un lien que la mort seule pourrait rompre entre une personne et le lieu où le hasard l'aurait fait naître, qu'elle aurait quitté peu après sa naissance et avec lequel elle n'aurait pas conservé de rapports suivis. Le fait de la naissance fût-il même corroboré par l'établissement prolongé de la famille dans le pays où elle s'est produite, il n'est pas moins vrai que l'enfant se rattache aussi au pays de ses parents, et qu'il serait excessif de ne pas lui laisser au moins la liberté de choisir entre ses deux patries.

Lorsque la nationalité est conférée par la filiation, « *jure sanguinis* », elle a, il est vrai, sa source dans la nature et elle imprime un caractère ineffaçable. Un Anglais naturalisé Français et réciproquement ne cessera pas d'appartenir par la race et par le sang à la nation qu'il aura voulu quitter, comme un enfant adopté dans une famille nouvelle ne cesse pas d'appartenir à celle où il a vu le jour; des traits toujours apparents révèleront son origine. Si l'on envisage

---

(1) V. aussi la loi du 2 mars 1907; *Journal du droit international*, 1917, p. 774.

(2) Décret du Conseil central exécutif des Soviets, 29 octobre 1924, 12° *Journal du droit international*, 1925, p. 548.

la nationalité comme un lien naturel, il est vrai de dire qu'il est trop solide pour être jamais rompu. Mais la nationalité est aussi un lien juridique, et si on l'envisage sous cet aspect, il ne saurait enchaîner perpétuellement un individu à un Etat. Il doit être permis à une personne de quitter sa patrie pour chercher ailleurs des conditions d'existence qu'elle estime meilleures, au point de vue matériel ou au point de vue moral, et il doit lui être permis, là où elle est venue s'établir, de ne pas rester dans une condition inférieure et d'acquérir des droits qui l'assimilent, sous tous les rapports, à ceux qui sont originaires de ce pays.

M. Garay ne le méconnaît pas, et c'est précisément pour donner satisfaction à ces intérêts légitimes des immigrants qu'il propose de leur conférer les droits civiques après cinq années de séjour. Cet avantage, cependant, serait fait — « *jure laboris* » — uniquement à ceux qui exerceraient une profession ou un métier, en prenant, sans doute, ces mots dans leur sens le plus large et en comprenant dans cette catégorie les professions libérales et les travailleurs intellectuels aussi bien que les ouvriers, les agriculteurs, les industriels ou les commerçants. Mais on peut avoir une raison légitime de s'établir dans un pays sans exercer une profession ou un métier : ce serait le cas, par exemple, d'un propriétaire qui, sans l'exploiter lui-même, viendrait s'établir dans un domaine qu'il aurait acquis. Il n'aurait aucun moyen d'obtenir les droits dont il souhaiterait de jouir, puisque ces droits ne lui seraient pas conférés d'office et qu'on exclut l'idée d'une concession libre ou d'un changement de nationalité.

Si la conservation forcée de la nationalité d'origine laisse dans un état d'infériorité ceux qui ne font pas partie des catégories favorisées, on se demande quelle importance elle présente — l'intérêt sentimental mis à part —, pour ceux qui auraient acquis les droits civiques. Pourront-ils aussi exercer ces droits dans leur pays d'origine, de sorte qu'ils seraient électeurs et éligibles dans deux Etats différents, ou même ennemis l'un de l'autre? Ce serait un privilège difficilement explicable. Puis la nationalité n'est pas seulement la source de droits; elle impose aussi des devoirs, en particulier l'obligation au service militaire, plus ou moins rigoureuse et plus ou moins complète suivant les pays. Les étrangers qui jouiront des droits civiques dans les pays où ils sont établis devront-ils aussi y satisfaire au service militaire ? Sinon, ils bénéficieront, sous ce rapport encore, d'un privilège injustifiable; ils auront les mêmes droits que les nationaux, sans être astreints à supporter les mêmes charges. Si, au contraire, par réciprocité des droits qui leur sont reconnus, ils sont astreints aux obligations militaires, ils y seront aussi soumis, sans doute, dans le pays auquel leur nationalité n'aura pas cessé de les rattacher; situation qui risque aujourd'hui de se produire toutes les fois qu'une personne a deux nationalités, mais qui s'aggraverait et deviendrait inextricable du fait que la nationaltié primitive ne pourrait pas être perdue.

Ce n'est pas tout. Le statut personnel dépend de la nationalité. A la vérité, il en est autrement, sinon dans tous les Etats américains, du moins dans la plupart d'entre eux, et en particulier dans la République argentine, où la législation soumet à la loi du domicile l'état

et la capacité de la personne. Le statut personnel des étrangers qui y seraient établis et qui y jouiraient des droits civiques serait donc régi par la loi locale. Mais des Etats comme la France et presque tous les pays européens, qui appliquent la loi nationale, ne songent pas sans doute, à changer le système qu'ils ont adopté et que, d'ailleurs, nous croyons préférable. S'il fallait reconnaître aux étrangers la jouissance des droits civiques, dans les conditions que l'on propose, il y aurait deux catégories de citoyens : les uns nationaux, régis puar la loi nationale, les autres étrangers, régis par la loi étrangère. Situation anormale, qui compromettrait l'unité de législation et multiplierait les conflits de lois. A ce point de vue encore, l'intérêt du pays nous paraît demander que les habitants d'origine étrangère soient régis par la même loi que les nationaux dans l'exercice de leurs droits privés, s'ils veulent comme eux des droits civiques : en d'autres termes, il faut qu'ils changent de nationalité.

La distinction entre la nationalité et la jouissance des droits civiques et la concession qui serait faite de ces droits aux étrangers seraient donc, à notre avis, peu rationnelles et deviendraient une source de complications et de conflits. Mais le système que l'on propose a des inconvénients plus graves encore, surtout si on l'appliquait en France et en Algérie.

La qualité de citoyen serait acquise automatiquement par tous les étrangers qui remplissent les conditions que nous avons indiquées, c'est-à-dire qui seraient établis depuis cinq ans dans le pays et exerceraient une profession ou un métier; ils n'auraient pas besoin de la demander et elle ne pourrait pas leur être refusée. Or, il est dangereux de conférer ainsi l'intégralité des droits civiques et des droits politiques à des immigrants dont la présence n'est pas toujours souhaitable, qui, par exemple, auraient subi des condamnations dans leur pays d'origine, ou dont la conduite aurait laissé plus ou moins à désirer, depuis qu'ils sont établis dans le pays où ils sont venus se fixer. Autre chose, d'ailleurs, est d'accueillir un étranger et de lui permettre de résider dans un pays, autre chose de l'admettre à exercer, sans aucune réserve, tous les droits de citoyen. Il est naturel que des garanties particulières soient exigées dans ce dernier cas, et celles que l'on propose paraissent insuffisantes, ou plutôt on n'en exige aucune. Sans doute, chaque Etat est juge de son intérêt et des conditions nécessaires pour qu'il reconnaisse aux étrangers des droits plus ou moins étendus; il est cependant une limite que la loi ne saurait dépasser et un droit de contrôle auquel elle ne saurait renoncer sans imprudence.

En supposant même que les étrangers soient irréprochables, il est dangereux de les admettre au nombre des citoyens, tout en leur conservant leur nationalité primitive. Ce danger n'existe peut-être pas dans des pays, comme ceux de l'Amérique, dont le développement et le bien-être collectif sont dues, comme le dit M. Garay « au concours de toutes les races du monde », où les immigrants s'établissent souvent sans esprit de retour et ne demandent qu'à se fondre dans la masse de la population; mais il n'en est pas de même en France. Les étrangers viennent s'y établir en grand nombre, mais beaucoup d'entre eux ne s'y fixent pas irrévocablement; voisins de leur pays d'origine, ils espèrent souvent y retourner; lors

même que leur établissement est définitif, ils tendent à former entre eux des groupements séparés. Qu'ils résident dans la métropole ou en Algérie, l'intérêt de la France est de les assimiler le plus rapidement possible; or, on irait directement à l'encontre du but que l'on doit poursuivre si on leur accordait les droits civils et politiques, tout en leur permettant de garder leur nationalité; ils préféreraient demeurer dans une situation qui ne leur procurerait que des avantages exempts de charges. Sur certains points où leur nombre dépasserait celui des nationaux, on verrait se constituer de véritables colonies étrangères, ayant leurs représentants et leur administration propres, comme celles qui provoquent aujourd'hui l'hostilité des Etats orientaux ou de la Chine. Ce seraient là, sans doute des situations exceptionnelles; mais ne serait-il pas à craindre que ces étrangers, admis à siéger dans les assemblées politiques ou investis de fonctions publiques, ne subissent l'influence de l'Etat qui les compterait toujours au nombre de ses ressortissants et ne sacrifient à ses intérêts ceux du pays qui les aurait si largement accueillis ? Sans doute, la nationalité peut changer la condition juridique de ceux qui l'ont obtenue sans modifier leurs sentiments intimes; par cela seul, cependant, qu'ils sollicitent une nationalité nouvelle, ils manifestent la volonté de s'attacher définitivement à la patrie qu'ils adoptent, et s'ils acquièrent ainsi les droits des nationaux, ils en assument aussi toutes les obligations.

La théorie de la citoyenneté automatique des étrangers nous paraît donc soulever de graves objections. Il est peu vraisemblable, d'ailleurs, qu'elle soit jamais admise par les Etats européens (1). En tout cas, la France en est fort éloignée. Même après leur naturalisation, les étrangers n'acquièrent pas immédiatement la plénitude des droits politiques, puisqu'ils ne deviennent éligibles aux Chambres qu'après un nouveau stage de dix ans, et le projet actuellement en délibération devant le Parlement étend encore et aggrave ces restrictions. Ce sont des précautions utiles et qui ne nous paraissent pas exagérées.

EUGENE AUDINET,
Professeur à l'Université de Poitiers,
Associé de l'Institut de Droit international.

(1) Voir cependant ce que nous avons dit plus haut de la législation de l'Union des Républiques Soviétiques.

L'Administration militaire de 1830 à 1870

et la « Phobie » des BUREAUX ARABES (1)

Dès le début de la conquête française, en 1830, la haute direction des Affaires Indigènes apparut nettement, en raison de l'importance

---

(1) BIBLIOGRAPHIE

MENERVILLE, *Dictionnaire de la Législation algérienne*, Alger, Jourdan, 1877.

PELISSIER DE RAYNAUD, *Annales algériennes.*

D'IDEVILLE, *Le Maréchal Bugeaud*, t. III, Paris, Firmin-Didot, 1882.

COLONEL ROBIN, *L'insurrection de la Grande-Kabylie en* 1871, Paris, Lavauzelle, s. d.

L. C. DOMINIQUE, *Un Gouverneur Général de l'Algérie. L'Amiral de Gueydon*, Alger, Jourdan, 1908.

A. RINGEL, *Les Bureaux Arabes de Bugeaud et les Cercles Militaires de Galliéni*, Thèse, Paris, 1903.

GENERAL LACRETELLE, *De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle*, Paris, 1868.

A. DUVERNOIS, *Le Régime Civil en Algérie*, Paris 1865.

F. HUGONNET, *Souvenirs d'un Chef de Bureau Arabe*, Paris, 1858.

G. DELAYEN, *Les deux affaires du Capitaine Doineau*, Ed. des Juris-Classeurs, Paris, 1924.

X., *Procès du Capitaine Doineau et de ses co-accusés*, Bibl. du Colon, Paris, 1857.

X., *Les Bureaux Arabes devant le Jury*, Alger, 1871.

X., *Cahiers algériens*, Alger, 1870.

X., *Le Régime du Sabre en Algérie*, extrait de la *Revue Militaire Française*, Paris, 1869.

X., *Les Arabes et les Bureaux Arabes*, Paris, 1864.

X., *Affaire de l'Oued Mahouine*, Paris-Constantine, 1870.

Revue de Paris, 1920, p. 587. O KEUN, *Réflexions d'une civile sur les Bureaux Arabes.*

L'Algérie, 11 mars 1925. E. VIOLARD, *Le procès des Bureaux Arabes.*

de la population arabe, comme une des prérogatives essentielles de l'autorité, Le Général en chef traita d'abord ces affaires dans son cabinet. Puis il employa, pour exercer son autorité vis-à-vis des indigènes, l'officier supérieur de gendarmerie, qui, en février 1831, reçut le titre d'Agha des Arabes.

Cette fonction fut bientôt confiée à un indigène, Sidi Hadj Maïddin qui l'occupa jusqu'en mars 1833, époque où il fut subordonné au capitaine de Lamoricière, qui reçut le titre de Chef du Bureau Arabe. L'arrêté du 18 novembre 1833 réorganisa le service jusqu'alors assez mal défini et le confia, sous les ordres directs du Général en chef au lieutenant-colonel de spahis Marey-Monge, qui conserva le titre d'Agha des Arabes et reçut comme adjoints deux officiers et deux interprètes.

Enfin, un arrêté du 22 avril 1837 remplaçait l'Agha par une Direction des Affaires Arabes placée sous les ordres directs du Gouverneur Général. En 1839, la Direction était supprimée et ses attributions confiées à l'Etat-Major qui les conservait jusqu'en 1841.

Le général Bugeaud, en effet, voulait conserver à l'autorité chargée des affaires arabes un caractère politique et administratif plutôt qu'un caractère militaire. Un arrêté du 16 août 1841 réorganisa donc la Direction des affaires arabes sur de nouvelles bases.

Jusque là, l'administration des affaires indigènes ne se composait que d'un service central. Progressivement, l'extension de la conquête rendit indispensable une décentralisation. Sous l'inspiration du général Daumas, un arrêté ministériel du 1er février 1844 institua les « Bureaux arabes ».

Dans chaque division militaire de l'Algérie, sous l'autorité immédiate du général, était créée une Direction des affaires arabes. En outre, des « Bureaux arabes », répartis en deux classes étaient établis dans chaque subdivision et sur chacun des points où leur création était jugée nécessaire. Une circulaire du maréchal Bugeaud énumérait minutieusement les attributions des officiers appelés à ces nouvelles fonctions et définissait la nouvelle institution qui, en somme, établissait l'administration des indigènes par les chefs arabes, sous la haute direction des commandants militaires, par l'intermédiaire des Bureaux arabes.

Cependant l'occupation s'étendait toujours. Les régions du littoral étaient maintenant pacifiées d'une façon complète. Dans l'intérieur, progressivement, de nouveaux territoires tombaient sous notre domination. Des colons s'y installaient pendant que, vers le Sud, les troupes continuaient à progresser. L'administration unique qui, jusque là, avait suffi à assurer le développement et la mise en valeur de notre nouvelle colonie devint insuffisante. Une ordonnance royale du 15 avril 1845, en divisant l'Algérie en trois provinces, vint également la fractionner en territoires civils, territoires mixtes et territoires arabes.

Les territoires civils étaient ceux où l'importance de la population européenne permettait le fonctionnement normal des Services publics. Ceux-ci ne fonctionnaient que partiellement dans les territoires mixtes. Enfin, le maréchal Soult, dans son rapport au Roi, définissait ainsi les territoires arabes : « Le Sahara algérien, en d'autres termes les territoires situés au delà du Tell doivent former une troisième catégorie. Là, point de colons européens, point d'établissements auxquels on puisse songer à donner un caractère de permanence. L'armée n'y pénètre qu'accidentellement, soit pour réprimer des hostilités ou des désordres, soit pour préparer ou étendre les relations commerciales dont ces contrées nous ouvrent et assurent les importantes voies. Des chefs indigènes nommés par Votre Majesté y sont l'expression de notre domination et les intermédiaires de notre autorité. Ces territoires reçoivent la dénomination de *Territoires arabes;* le régime militaire seul leur convient... » (1).

Les territoires mixtes et les territoires arabes étaient administrés militairement. Mais, tandis que le commandant de place était assisté dans les premiers d'une commission consultative composée d'officiers et de notables, ils administraient seuls, sous l'autorité du Gouverneur Général, les territoires arabes.

Un nouvel arrêté du 9 décembre 1848 supprima les territoires mixtes. Ainsi, peut à peu, s'établissait l'organisation qui, jusqu'en 1922, a divisé l'Algérie en territoire civil et territoire militaire ou de commandement. Celui-ci, administré militairement, était placé sous les ordres du Gouverneur Général, par l'intermédiaire des généraux commandant les provinces. Le Secrétaire Général du Gouvernement centralisait dans un bureau spécial toutes les questions indigènes concernant les territoires militaires et la colonisation de ces derniers. Mais le régime était adouci et les commandants militaires étaient assistés, comme dans les anciens territoires mixtes, de commissions consultatives.

Nous ne citerons que pour mémoire le décret impérial du 27 octobre-6 novembre 1858 (2), dont l'article 13 assimile, en ce qui concerne leurs territoires, les pouvoirs des commandants militaires à ceux des préfets dans les départements et dont l'article 14 établit un Conseil des affaires civiles, équivalent, pour les territoires militaires, du Conseil de préfecture.

Toute cette organisation, en effet, devait être reprise par le maréchal de Mac-Mahon, dans l'importante circulaire du 21 mars 1867 (3), qu'on a pu appeler la « Charte des Bureaux arabes ».

« L'organisation des bureaux arabes, dit cette circulaire, comprend : 1° un bureau politique; 2° des directions provinciales; 3°

---

(1) Ménerville, I, 14.
(2) Ménerville, 1, 41.
(3) Ménerville, 111. 19.

des bureaux arabes de 1re et 2me classe et des bureaux annexes de Cercle.

« Le Gouverneur Général a près de lui un bureau politique des affaires arabes qui est placé sous l'autorité immédiate du général sous-gouverneur.

« Le général commandant une province a, près de lui et sous son autorité immédiate, une direction provinciale des affaires arabes. — Le général ou l'officier supérieur commandant une subdivision a, près de lui et sous son autorité immédiate, un bureau arabe de 1re classe. — Le commandant supérieur d'un cercle a près de lui et sous son autorité immédiate, un bureau arabe de 2me classe.

Lorsque le ressort administratif d'un cercle est trop étendu, il peut être créé des annexes de ce cercle. — L'officier chef d'annexe relève directement du commandant du Cercle. »

La circulaire énumérait ensuite le personnel des affaires arabes. Celui-ci comprenait des officiers titulaires : chef du bureau politique, directeur, chefs de bureau de 1re et 2me classe, adjoints de 1re et 2me classe; des officiers stagiaires, des interprètes détachés, des archivistes et des agents inférieurs (khodjas, secrétaires, chaouchs).

Les attributions des bureaux arabes étaient fort nombreuses et très variées :

Politiques (chefs indigènes, statistique, histoire).

Financières (établissement de l'impôt).

Judiciaires (police générale, commissions disciplinaires, justice musulmane).

Administratives (instruction publique, organisation religieuse).

Mais les bureaux arabes, depuis leur création ou presque, étaient l'objet d'une campagne particulièrement violente et passionnée, qui aboutit, d'ailleurs, en 1870, à leur suppression dans l'Algérie du Nord. Il est curieux, en feuilletant les nombreuses brochures qu'inspira ce sujet et les articles de presse dont le style grandiloquent nous paraît bien démodé, de se rendre compte de ce que l'opinion publique, parfois favorable, le plus souvent hostile, reprochait aux bureaux arabes.

La lutte entreprise contre le régime militaire date de 1848. L'institution des bureaux arabes, en effet, paraît, pour les républicains de Juillet, un souvenir insupportable du régime précédent. Mais c'est surtout sous l'Empire, lorsque le développement progressif de la colonisation et l'augmentation du nombre des colons opposent aux administrateurs militaires des Français habitués à un régime plus doux, s'attendant aussi à trouver en Algérie la liberté des pays neufs, que la crise s'accentue.

Assurément, le rôle des bureaux arabes était délicat. Ils avaient, isolés, à contenir une population à peine pacifiée, ne cherchant qu'une occasion de révolte, possédant un instinct inné du pillage. Une autorité puissante, redoutée était indispensable. Le prestige de l'uniforme, la connaissance approfondie des mœurs indigènes, pouvaient seuls en imposer à ces populations belliqueuses et ignorantes de toute réglementation (1) « Le premier soin de l'officier de bureau arabe, dit la circulaire accompagnant l'arrêté du 1er février 1844 (2), qui doit comprendre et parler l'idiome des indigènes, sera de s'appliquer à acquérir une connaissance approfondie du pays, en étudiant les coutumes qui y sont établies, les lois qui y ont été en vigueur, etc., en recueillant, en un mot, tous les renseignements propres à éclairer l'autorité sur la portée des mesures qu'elle peut avoir à prescrire. Il va sans dire que dans cette étude du pays, nous comprenons celle des hommes qui le gouvernent au nom de la France. La surveillance active, intelligenté des chefs indigènes est une tâche délicate, réservée à l'officier des affaires arabes. »

Il est certain que les bureaux arabes ont eu un rôle primordial dans la pénétration française : « Sous l'influence des bureaux arabes, nous sommes allés jusqu'au Sahara, Abd el Kader a été vaincu les chefs indigènes ont été créés, les tribus ennemies ont été soumises. On a créé des archives historiques, des approvisionnements de grains, une responsabilité imposée aux tribus pour les crimes commis sur leur territoire (3).

« Notre opinion bien intime, ajoutait le général Lacretelle, est que le gouvernement militaire sera, pour longtemps encore, nécessaire à l'Algérie, à la sécurité des colons eux-mêmes, et que, s'il a pour principes invariables le maintien de l'ordre et du respect des institutions, il n'est pas pour cela, ennemi de la saine, de la vraie liberté. Lui seul possède assez de prestige pour en imposer à des populations belliqueuses et dix fois plus nombreuses que les étrangers qui sont venus s'établir au milieu d'elles. » (4).

Pour remplir une tâche aussi difficile, il faut des hommes d'élite « Il faut, en effet, des qualités bien rares pour satisfaire à toutes les obligations de ce rude service. L'intelligence et le savoir ne suffisent pas; il faut y joindre un tact parfait, une énergie à toute épreuve, un dévouement absolu « (5). Aussi « l'attention la plus scrupuleuse préside à tous les choix et l'honorable maréchal de Mac-

---

(1) Général Lacretelle. De l'Algérie au point de vue de la crise actuelle, p. 15 et s.

(2) D'Ideville. Le Maréchal Bugeaud, III.

(3) Rapport à l'Empereur cité par Me Nogent St-Laurent, défenseur du capitaine Doineau.

(4) Général Lacretelle, *op. cit.*, p. 16.

(5) X. Le régime du Sabre en Algérie.

Mahon, qui fait preuve à cet égard d'une extrême sévérité, repousse impitoyablement tout candidat qui ne fournirait pas les meilleurs titres à sa confiance- ».

Mais les partisans des bureaux arabes étaient rares. Par contre, leurs adversaires étaient nombreux. C'est qu'ils représentaient l'autorité, quelquefois gênante. C'est aussi, il faut bien le dire, que quelques brebis galeuses s'étaient glissées dans le troupeau, et que comme elle le fait trop souvent, la foule généralisa hâtivement et engloba dans une égale aversion l'ensemble des bureaux arabes. Indépendamment de l'irritation provoquée par la sévérité du régime militaire, une série d'événements acheva de le rendre hostile à l'opinion publique :

L'affaire du capitaine Doineau, accusé le 10 septembre 1856, d'avoir fait assassiner un chef indigène connaissant ses malversations; celle du capitaine Trinquant, chargé d'assurer la correspondance entre Sétif et la colonne opérant dans la Medjana, qui avait, dit-on livré à l'ennemi les approvisionnements de l'armée (1) ; le massacre de la caravane de l'Oued Mahouine; la famine de 1867 causée, disait-on, par l'imprévoyance des bureaux arabes; les « razzias de pied ferme » dans des tribus inoffensives, provoquèrent de violentes protestations dans la presse et dans la population (2).

La publication, dans quatre journaux algériens, d'un article extrait de l'« *Evening Standard* » et signé « « un ancien chef de bureau arabe », amena, sur la plainte du général Wolff, les rédacteurs en chef devant le jury; mais un acquittement retentissant, en les libérant, frappait de mort les bureaux arabes.

Et vraiment, si l'on groupe les principaux reproches adressés à l'institution, on reste confondu de l'accumulation de crimes et de méfaits commis par ces malheureux bureaux arabes.

Tout d'abord « le travail de pareils bureaux est tellement considérable que le temps manque aux chefs supérieurs pour suivre dans les détails, même les plus importants, les faits et gestes des chefs de bureau, de leurs adjoints et stagiaires » (3). Les officiers, tout puissants et mal surveillés, abusaient d'ailleurs de leurs pouvoirs : « Ne pensaient-ils pas qu'on peut impunément bâtonner et injurier un indigène sans que le droit de légitime défense lui appartienne ? » (4).

Ils sont « intéressés au maintien des abus dont ils tirent un profit considérable, et ils se trouvent également mal vus par l'armée qui

---

(1) Indépendant de Constantine, 22 août 1871.
(2) F. Hugonnet. Souvenirs d'un Chef de bureau arabe.
(3) X. Arabes et Bureaux arabes, p. 6.
(4) X. Arabes et Bureaux arabes, p. 7.

ne sert que de marchepied à leur avancement, et par la population civile dont ils entravent la liberté et attaquent les privilèges » (1). Enfin, les bureaux arabes ont « fait revivre en plein XIXe siècle et aux portes même de la France, les plus mauvais jours de la féodalité » (2).

Ces officiers, ayant ainsi les mains libres cherchent naturellement à tirer parti de leur puissance. « Toute pensée administrative est obscurcie par les aspirations d'une ambition effrenée que les campagnes de Crimée, d'Italie, de Chine et du Mexique, n'ont fait qu'exciter parmi les officiers chargés d'administrer l'Algérie, qui n'ont pu prendre part à ces expéditions. « Pour l'avancement, ils provoquent une insurrection, qu'ils ont ensuite le mérite de réprimer : « Il ne faut pas se laisser oublier ni distancer par ses rivaux. Les troubles survenus en 1856 et 1859 dans la petite Kabylie et dans la subdivision de Sétif, n'ont pas eu d'autres causes » (3). Napoléon le savait bien, qui écrivait à Mac-Mahon, le 20 juin 1865 : « Je sais d'une manière positive que la conduite imprudente de quelques officiers des bureaux arabes n'a pas été sans influence sur l'esprit de certains chefs indigènes qu'ils ont poussé dans l'insurrection » (4). Et cette idée que les bureaux arabes provoquent volontairement les révoltes indigènes est abondamment développée dans l'article de l'*Evening Standard* : « Je ne veux pas dire que toute insurrection arabe arrive sans une cause accidentelle ou visible, produisant à un moment donné, une explosion, mais pour comprendre les affaires algériennes il était important d'expliquer le double intérêt qui fait agir le bureau arabe. C'est premièrement celui de nourrir une haine mortelle contre les colons et les indigènes, secondement celui de prouver l'utilité du gouvernement militaire en faisant surgir de temps à autre le spectre de l'insurrection » (5).

A côté de l'avancement, on accusait les officiers de s'enrichir par tous les moyens : « Voici un stagiaire, lieutenant ou sous-lieutenant, qui quitte son régime pour entrer dans les affaires arabes. Il est admis presque toujours parce qu'il le demande, le plus souvent sans s'inquiéter de son passé et de son présent. En cherchant un peu, on trouverait, ou que le régime disciplinaire du corps dont il fait partie l'irrite et qu'il veut s'y soustraire, ou qu'il est mal noté de ses chefs, ou que l'ambition l'empêche de dormir, ou enfin que sa situation financière n'est pas très heureuse.

---

(1) Les bureaux arabes devant le jury. Article de *l'Evening Standard.*
(2) Indépendant de Constantine, 19 septembre 1871.
(3) X. Arabes et Bureaux arabes, p. 8.
(4) Les Bureaux arabes devant le jury. Plaidoirie de Me Thuilier.
(5) Les Bureaux arabes devant le jury. Article de *l'Evening Standard.*

« Enfin il arrive, et le voilà répandant les douros, vivant en grand seigneur propriétaire des plus beaux chevaux du pays et suzerain quelquefois des plus séduisantes houris du prophète.

« Quelques mois ont suffi pour opérer cette brillante transformation. Tout naturellement on en recherche les causes. Quelles sont-elles ces causes ? Demandez-le à l'armée, elle vous les dira. Notons seulement que le traitement alloué aux fonctionnaires des bureaux arabes n'est pas assez élevé pour expliquer un si rapide changement de situation. Nous dirons même qu'il est au dessous de la position qu'on leur a faite. Il y a plus, des fortunes apparaissent, fortunes ne provenant pas d'héritages. D'où viennent-elles ? Mystère, toujours mystère. » (1).

Mystère ? non ! L'auteur de l'article de l'*Evening Standard* connaît par expérience le procédé employé : « Une commission administrative s'assemble au che-lieu de chaque subdivision pour établir le chiffre des impôts. Mais cette commission ne possède pas d'autres documents statistiques que ceux fournis par les bureaux arabes et ne peut, par conséquent, établir aucun contrôle sérieux. Il est donc facile au chef du bureau de retenir à son profit la différence entre l'impôt réellement perçu et le chiffre proposé par lui à la Commission » (2).

Afin de pouvoir tranquillement se livrer à ces opérations, les bureaux arabes s'efforcent d'empêcher les colons de pénétrer dans les tribus. « Si la population civile se trouvait en contact avec les indigènes, ces abus tomberaient bientôt sous le coup de la publicité. C'est pour cela que tous les moyens imaginables sont employés pour entraver la colonisation » (3). Le Gouvernement militaire, au lieu de chercher dans la constitution de la propriété individuelle la solution aux difficultés que lui opposent les habitudes des arabes Bédouins, ne songe... qu'à maintenir le sol dans l'indivision, afin que les colons ne puissent en acquérir quelques parcelles » (4).

Ainsi dégagés de toute surveillance, pratiquant une politique de « représailles » à l'égard des indigènes (5), ces « templiers modernes » ces bourreaux des arabes » ont pu maintenir la « plus aveugle et la plus absolue des anarchies » (6). Ils doivent donc disparaître : « Nécessaire au début de la conquête, le régime militaire a

---

(1) Arabes et Bureaux arabes, p. 10.
(2) Les Bureaux arabes devant le jury.
(3) Les Bureaux arabes devant le jury.
(4) Cahiers algériens, p. 74.
(5) Affaire de l'Oued Mahouine. Plaidoirie de Me Ollivier.
(6) Duvernois. Le régime civil en Algérie, p. 94.

cessé de l'être depuis 1847; il est devenu un contre-sens depuis que le sénatus-consulte de 1865 a reconnu tous les indigènes sujets français, enfin il est une monstrueuse superfétation depuis que le fusil Chassepot met les indigènes dans l'impossibilité absolue d'opposer la moindre résistance à nos soldats » (1).

Et le mot de la fin était fourni par l'emphatique plaidoirie de M. Thuilier, gérant de l'*Algérie française* : « Les bureaux arabes, Messieurs, ont les racines du palmier nain, la hauteur du cèdre, les rameaux robustes du chêne et, s'il m'était permis d'achever cette métaphore, l'ombre du manceniller » (2).

Cette haine des bureaux arabes leur fit naturellement imputer la responsabilité de l'insurrection de 1870. « Les officiers, insultés dans les rues, injuriés dans la Presse, rendus plus impopulaires encore par la décision du Gouvernement remplaçant les officiers d'Afrique qu'il appelait aux armées de défense par des officiers capitulés, essuyèrent des haines amoncelées pendant trente années » (3).

Le 24 décembre 1870, un décret promulgué sous l'influence du ministre de la justice, Crémieux, rattachait au territoire civil toutes les parties des territoires militaires voisines de ce territoire. Un autre, réorganisant les bureaux arabes, leur enlevait toute influence et toute autorité.

Ainsi s'éteignait, ou presque, en Algérie, une institution qui a fait naître d'âpres discussions, éveillé des rancunes et des haines particulièrement violentes. Désormais, les bureaux arabes, réduits comme importance et comme influence, se bornent, dans l'Algérie du Nord, à administrer les territoires de commandement, progressivement diminués, et enfin supprimés entièrement par un arrêté du 20 juin 1922.

Mais l'organisation militaire, chargée, en 1902, de l'administration des territoires du Sud, a pu, dans cet immense Sahara à peine pacifié, donner la mesure de ses moyens. Grâce à elle, et c'est une justification qu'elle mérite bien, après les campagnes dont nous avons brièvement rappelé les grandes lignes, le Sud algérien a été progressivement pacifié, la sécurité y a été assurée, la mise en valeur commencée, et tout cela avec des moyens sommaires et des crédits restreints.

Assurément, le service des affaires indigènes militaires d'aujourd'hui diffère sur bien des points des bureaux arabes de Bugeaud.

---

(1) Cahiers algériens, p. 22.
(2) Les Bureaux Arabes devant le jury.
(3) Ringel, p. 100.

Remplissant, à côté d'attributions administratives simplifiées, un rôle politique important, ses officiers ont prouvé que les vices reprochés à l'administration militaire, en faisant la part des exagérations et des haines particulières (violentes comme on a pu le voir) provenaient surtout des circonstances et n'étaient pas inhérents à l'institution. Celle-ci, au Sahara, a jusqu'ici fonctionné à l'entière satisfaction de tous, et il serait bien difficile de la remplacer, à l'heure actuelle, par un régime donnant avec les mêmes moyens, les mêmes résultats.

R. VALET.
Docteur en Droit.

BIBLIOGRAPHIE

RENE MOREUX. — LE TRAFIC ET L'OUTILLAGE DES PORTS NORD-AFRICAINS (MAROC, ALGERIE, TUNISIE), Paris, Société du Journal de la Marine marchande, 1927.

Cette œuvre considérable renouvelle complètement, par son plan, le sujet traité. Elle a refait la synthèse économique de l'Afrique du Nord, que les événements politiques ont séparée en frontières artificielles. C'est ainsi que, — au lieu de traiter séparément du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, — l'auteur étudie successivement, dans un même chapitre pour les trois pays :

Les produits et les industries agricoles, l'élevage et ses produits, les bois et le liège, les phosphates, les carrières et les mines, le trafic des charbons et les combustibles liquides, les produits divers indigènes et français, la pêche maritime, le trafic des voyageurs et le tourisme, la construction, l'entretien et l'outillage des ports, les banques Nord-africaines.

Toute la documentation des trois Gouvernements, des Chambres de Commerce et des Ingénieurs des Ports a été mise à la disposition de M. R. M. Certains chapitres essentiels sont, d'autre part, signés de personnalités de premier plan, comme M. Octave Homberg et M. J. Dal Piaz, président de la Cie Générale Transatlantique.

La présentation de l'ouvrage constitue à elle seule, par l'abondance prodigieuse des photographies, des cartes et des plans, une véritable encyclopédie.

L'ouvrage formera désormais la base des études économiques sur l'Afrique du Nord Française.

P.-L. RIVIERE. — TRAITES, CODES ET LOIS DU MAROC (Lois et décrets, dahirs, arrêtés viziriels et résidentiels, ordres, ordonnances, avis, instructions, circulaires), Supp. pour 1926 et 1927, 2 vol., in-4°, Paris, Lib. Sirey.

Ces Suppléments continuent la série des publications qui tiendront régulièrement à jour le Recueil général des *Traités, Codes et Lois*, dont l'utilité n'est plus à démontrer.

On relèvera parmi les textes les plus importants ceux qui ont trait, dans le domaine du droit privé, aux salles de ventes de meubles, au cautionnement des comptables, à l'organisation du notariat français, aux fonctions d'oukil; sur le terrain militaire et administratif, à la réorganisation du Commandement supérieur et au remaniement des divisions territoriales; — dans le domaine judiciaire, à l'accroissement des tribunaux français et à la réforme des tribunaux indigènes; — en droit pénal, à la répression de l'usure; — dans l'ordre économique et social, à la réglementation du travail et à la protection des travailleurs, qu'il a paru loisible d'acclimater au Maroc, et qui ont tenu une large part dans la préoccupation du législateur; — en matière commerciale, à la refonte de la réglementation touchant les vins et spiritueux; au régime de l'exportation; à l'immatriculation obligatoire des commerçants et des sociétés de commerce; — au chapitre financier et fiscal, à l'institution et au fonctionnement du chèque postal; à l'extension du crédit foncier, industriel et commercial; à la suppression de la taxe de plus value immobilière; aux droits spéciaux frappant les marchandises allemandes à l'importation, etc., etc.

L'on voit par cette simple énumération quelle a été l'importance de l'œuvre législative accomplie au Maroc dans le cours des années 1925 et 1926, et l'intérêt que présentent les textes contenus dans ces Suppléments.

De la tutelle et des absents en droit mozabite [1]

LIVRE IX

CHAPITRE IV

SECTION I

De la tutelle

Le protecteur naturel d'un orphelin et sa famille sont tenus de l'entretenir et de gérer ses biens : c'est un devoir d'union.

S'il n'existe point de protecteur naturel ou s'il est absent c'est aux musulmans présents ou à la famille qu'il appartient de nommer un tuteur honnête à l'orphelin dont le père n'a désigné personne pour cette fonction.

Il en serait ainsi alors même que l'enfant ne posséderait rien.

S'il incombe à personne pour remplir ce devoir, il incombe au juge ou à la Djemaâ.

Si un tyran a imposé un délégué à l'enfant pour veiller à son entretien et sur ses biens, ce délégué ne répond point de ce qui a pu se perdre pendant sa gestion et sa surveillance, à moins qu'il y ait eu gaspillage ou dol de sa part.

Il serait bon que la position du délégué ainsi nommé par le tyran, fut régularisé par les musulmans.

Si ce délégué n'a fait aucun acte, ou s'il en a fait sans que sa position ait été régularisée par les musulmans, ou si, invité par eux à se démettre de ses fonctions, il n'y a pas obtempéré et a administré la tutelle, il n'a encouru aucune responsabilité et les musulmans ne peuvent pas légalement y mettre empêchement s'il est homme d'une grande vertu.

La tutelle est de par la loi, un devoir public (2) dont l'accomplissement par un seul décharge tous les autres.

---

(1) A l'occasion d'un important litige qui s'était élevé en 1881 entre Mozabites habitant le Tell, l'une des parties en cause demanda à M. F. Hureaux, l'interprète à la Cour d'appel d'Alger, de traduire, pour les besoins de la cause, divers passages du Nil, traité de droit ibadite du cheik Abd-el-Aziz ben el-Hadj Brahim; cette traduction n'avait jamais été faite en français. Elle a été, à l'époque, publiée en brochure, mais celle-ci est depuis longtemps hors du commerce et il nous a semblé intéressant et utile de la reproduire dans la « Revue », car si ce n'est pas là à proprement parler un travail inédit, du moins est-il absolument introuvable à l'heure actuelle, et les questions qu'il traite sont d'une indiscutable importance pratique.

Les passages ci-après traduits sont extraits du livre IX du « Nil », traitant des droits, et du livre XVI, relatif à la tutelle.

Les annotations de bas de page sont dues à M. El Hadj Salah ben Mohammed, qui était, lors de la première publication de ce travail, en 1882, mokaddem des Mohabites à Mascara.

(2) Par opposition aux devoirs individuels tels que la prière, le jeûne, etc.

S'ils (les musulmans) ont mis le tuteur en suspicion, ils pourront légalement le destituer et le remplacer par un autre.

Dès lors, les actes de ce dernier sont plus licites et plus valables que ceux du tyran et de son délégué. Ce dernier est déchu de son mandat s'il avait connaissance de celui conféré à un tiers par les musulmans, sinon, les actes accomplis par lui sans erreur ni dol sont licites.

Il en serait de même si deux Djemaâs avaient nommé chacune de son côté un délégué ignorant la nomination de l'autre, le premier serait le vrai tuteur mais les actes de l'autre ne seraient pas annulés et il n'aurait encouru aucune responsabilité s'il ignorait la nomination de l'autre et s'il n'avait point commis de faute.

Le bienfaiteur officieux (1) qui a pris sans délégation la tutelle de l'orphelin, n'est pas responsable, en cas de pertes, s'il a agi avec sagesse et a eu en vue, dans ses actes, les intérêts du mineur.

Il est licite de destituer un gérant, un tuteur désigné par le père de l'orphelin s'il a volé ou gaspillé.

SECTION II

De l'administration du tuteur

La mère, le protecteur naturel, le tuteur officieux peuvent valablement, en cas d'urgence, vendre une portion des immeubles de l'enfant moyennant un juste prix et dans la mesure utile, alors même qu'ils ne sont pas investis de la tutelle.

Les protecteurs naturels du mineur, à leur défaut un juge intègre ou en son absence les sages, devront être avertis et pris à témoin de la vente et de l'emploi de son produit au profit du mineur.

S'il ne se trouve aucune des personnes sus-qualifiées, le tuteur agira pour le mieux de son autorité privée.

Si plus tard, le mineur s'élève contre lui pour lui réclamer ce qu'il avait valablement aliéné, moyennant juste prix et utilement, il ne pourra qu'être déféré le serment au défendeur sur le point d'affirmer qu'il ne l'a point volé.

Contra. — Les immeubles de l'orphelin ne peuvent être aliénés que par le tuteur ou par un mandataire *ad hoc*. Ainsi l'aliénation consentie par le tuteur officieux est annulée, l'acquéreur a son recours contre lui et lui peut, à son tour, l'exercer contre le mineur, s'il a vendu en se conformant aux règles ci-dessus, sinon il ne retire de ses débours pour le mineur que le mérite de les avoir faits.

Quant aux biens meubles, il est de principe qu'ils peuvent être vendus par celui qui en est le détenteur (2).

Les immeubles, au contraire, sont soumis à des formalités connues et leur transfert ne peut s'opérer qu'en vertu de diverses conditions de validité.

Le Koran nous prescrit de faire constater par témoins la remise que nous faisons de leurs biens aux orphelins parvenus à leur majo-

---

(1) Gérant d'affaires.
(2) Car la possession vaut titre.

rité, car lorsqu'il y a preuve qu'on est détenteur d'une chose, il ne faut s'en dessaisir qu'avec preuve.

Quid si un père ayant désigné un exécuteur testamentaire chargé de payer spécialement les legs (1) sur ses biens et un tuteur spécial pour ses enfants, le premier a vendu aux enchères publiques une partie de terre avant que sa qualité ne soit encore légalement établie par devant le juge saisi d'un procès sur le testament ?

Le tuteur des enfants ne peut lui faire aucune opposition, mais le juge ne le laissera pas persister dans cette voie et lui ordonnera de ne faire que les actes qui lui sont permis jusqu'au jour où sa situation sera nettement définie.

L'acquéreur du bien vendu par l'exécuteur testamentaire dans ces conditions, ne pourra s'opposer à la reprise de possession de ce bien par les mineurs devenus majeurs, si le procès n'a pas tourné à son avantage.

Le tuteur d'un orphelin ne peut faire donation du bien de celui-ci, ni le faire servir à l'alimentation d'autrui, sauf pour acquitter une aumône obligatoire pour le compte du pupille.

Il pourra mettre les biens du pupille dans le négoce, s'il y voit son intérêt.

Si le travail du tuteur excède la valeur du surplus de la table du mineur, le tuteur pourra se nourrir de l'excédent de la table du mineur.

Il pourra emprunter à son profit personnel sur les biens de son pupille, en cas de besoin, à la charge par lui de restituer aussitôt qu'il lui sera possible de le faire.

Il s'en excusera plus tard auprès de l'orphelin devenu majeur.

Il paiera son professeur, son médecin, soldera les frais des procès soutenus pour les droits du mineur, et s'il y a lieu, lui constituera un gardien de ses biens, le tout aux frais de l'enfant.

Il délivrera, moyennant rançon, son pupille capturé par l'ennemi et portera la somme à son débit s'il l'a fournie de ses deniers.

Il lui est permis de vendre un immeuble du mineur pour l'achat d'un esclave ou d'un chameau destiné au service de l'enfant.

Il peut vendre une parcelle qui se trouve à l'extrémité des cultures, pour en acheter une au milieu des jardins ou plus rapprochée de celle vendue, s'il y voit utilité.

Sur le produit de la vente d'un immeuble d'une orpheline, il pourvoira à ce qu'il lui faut pour son mariage en vêtements, ustensiles de ménage et bijoux.

Il ne lui est pas défendu de donner des repas sur les deniers du mineur s'il lui rend de ses propres deniers une somme supérieure à celle dépensée.

Il a été soutenu que si un orphelin devenu majeur ou son héritier, s'il est mort avant sa majorité, réclame au tuteur testamentaire

---

(1) L'exécution testamentaire peut avoir lieu de deux façons suivant les termes du testament : si le testateur a formellement énoncé dans son testament que les charges, dons, legs, dettes, seraient acquittés sur les biens (c'est-à-dire avec le produit de la vente des biens) l'exécuteur testamentaire a le droit de vendre ; si le de cujus n'a, au contraire, pas spécifié de quelle façon seraient payées les dettes ou charges, l'exécuteur testamentaire n'a que le droit d'exiger des héritiers les sommes nécessaires pour acquitter les charges.

ce que celui-ci a dû donner à un tyran, il est tenu d'en faire la remise au réclamant.

Je fais remarquer la rigueur de cette exigence et je dis que le contraire est bien préférable, à moins que l'on ne soit porté à supposer que le tuteur ait volontairement fait ce don sans y avoir aucunement été forcé.

Celui qui est débiteur d'un mineur et le nourrit ou l'habille sur sa créance est déchargé d'autant.

On a dit sagement que quant aux vêtements le débiteur n'est déchargé que du jour où les vêtements sont usés.

Le tuteur ne rendra ses comptes à son pupille qu'à la majorité de celui-ci et dès qu'il sera habitué à son émancipation, c'est-à-dire à sauvegarder ses propres intérêts.

Toute remise anticipée n'entraîne point libération.

Est responsable de la perte des biens d'un mineur celui qui l'a causée en négligeant de lui donner un tuteur.

LIVRE XVI

CHAPITRE XXIII

SECTION I

De la tutelle

Dans son livre XVI[e] sur la tutelle, au XII[e] Chapitre, l'auteur dit :

Le tuteur peut fixer le terme de sa tutelle à une époque déterminée ou dépendante de sa propre volonté, ou du retour d'un absent quelconque ou de l'accomplissement de tout autre événement.

Un tuteur a fixé la cessation de sa tutelle à la majorité d'un enfant quelconque, et celui-ci est mort avant de l'avoir atteinte :

Le tuteur est-il dégagé ou ne le sera-t-il que lorsque des enfants du même âge que le décédé auront atteint leur majorité ?

Les deux systèmes ont été également soutenus.

S'il a fixé pour la cessation de la gestion l'époque du retour d'un absent et que celui-ci soit décédé au cours non interrompu de sno absence, la cessation n'a pas lieu.

Est-il licite de désigner son esclave pour son exécuteur testamentaire et tuteur de ses enfants ?

L'affirmative et la négative ont été enseignées.

L'esclave d'un tiers peut être désigné avec l'autorisation de son maître.

Il est défendu de confier à un enfant la tutelle de ses frères.

Contra : D'après certains juriconsultes, il est permis de le faire.

Dans ce cas, la famille est tenue de la conservation des biens des mineurs jusqu'à la majorité de celui qui a été désigné pour la tutelle, la famille est déchargée par la simple acceptation du tuteur parvenu à sa majorité, mais s'il refusait d'accepter, elle aurait à nommer un tuteur dont la minorité n'aurait pas encore cessé.

Si la famille a nommé un tuteur avant que le tuteur mineur ait atteint l'époque de sa majorité et que le tuteur devenu majeur re-

fuse la tutelle, la nomination du tuteur nommé est-elle valide, est-elle nulle au contraire et faut-il en nommer un autre ?

Les deux systèmes ont été également soutenus.

Si un père a, de son vivant, donné un tuteur à ses enfants, cette tutelle cesse à la mort du père, s'il n'a pas spécifié qu'elle durerait pendant sa vie et après sa mort.

Contra : On a enseigné que cette tutelle est irrévocablement maintenue.

Un père a désigné un tuteur à ses enfants et un mandataire pour gérer ses biens : d'autres enfants lui sont nés depuis et il a acquis d'autres biens; le tuteur et le mandataire ont-ils à leur charge ce qui est survenu après la nomination ou seulement ce qui l'a précédé ?

L'affirmative et la négative ont été soutenues.

Les mêmes principes sont appliqués dans l'hypothèse où un homme qui n'avait ni enfant, ni bien est devenu père ou propriétaire.

La tutelle n'est pas obligatoire si le tuteur a été désigné pour la tutelle des enfants d'un homme qui n'a que ses petits-enfants.

Par « tutelle de ses enfants » on entend aussi la tutelle de l'enfant commun (1) et celle de celui que porte encore la mère.

En ce qui touche la validité d'une nomination à la tutelle d'un enfant que porte encore la mère les deux systèmes contraires ont été soutenus.

Si un père n'a pas désigné un tuteur, ce devoir incombe à la famille qui choisira un homme de confiance (2), même en dehors des membres de la famille ; ce tuteur sera responsable concurremment avec eux en cas de perte par son fait.

Les membres de la famille sont-ils comptables des deniers du mineur, pour une part proportionnelle, ou sont-ils solidaires, ou bien encore cette responsabilité retombe-t-elle sur les expérimentés d'entre eux n'en fût-ils qu'un seul ?

Les juriconsultes sont en désaccord sur ces divers points.

Ils sont responsables alors même que le défunt n'aurait laissé que des créances ou des biens aux mains d'absents, des gages ou des compensations. Ils n'encourent point de responsabilité s'ils n'ont pas nommé de tuteur, alors que la chose aux mains d'un tiers était sauvegardée par celui-ci.

Il en serait de même pour tout autre qu'eux dans le même cas.

Ils ne sont pas responsables des biens qui ont péri : s'ils ignoraient que le défunt en eut laissé, s'ils croyaient de bonne foi que l'héritier était majeur ou présent, alors qu'en réalité il était mineur ou absent.

---

(1) Cette expression d'enfant commun « Mouchtarek » vise un cas singulier : une femme charge deux Oukils de la marier ; chacun des Oukils à l'insu de l'autre, la marie à un époux différent, si par un concours de circonstances, la femme ignorant sa situation a des relations avec ses deux maris pendant la même *époque* et qu'un enfant naisse, cet enfant est mouchtarek, son état est fixé par des règles spéciales. Il est réputé pour partie l'enfant des deux maris, prend, dans la succession de chacun de ses « *deux pères* », la moitié d'une part de l'enfant légitime.

Idem de l'enfant trouvé, réclamé par deux personnes ou même par trois, suivant quelques-uns.

(2) Cette assemblée de famille porte le nom d'*achira*.

Mais ils sont responsables, si, croyant leur pupille mineur alors qu'il était majeur, ils ont négligé de faire nommer un tuteur, nomination qui eut sauvegardé les intérêts d'un autre enfant mineur dont ils n'ont connu l'existence que postérieurement.

Il en serait de même en ce qui touche l'absent.

L'Imam, le Cadi ou la Djemaâ, obligera la famille du défunt à désigner un tuteur si le défunt n'a pas nommé d'exécuteur testamentaire pour sa succession, ou de tuteur pour ses enfants, ou de tuteur testamentaire pour les deux. S'il n'y a pas de famille, ou si elle est absente, ce devoir retombe sur l'une des trois autorités précitées.

Si la famille refuse de remplir cette obligation, elle sera frappée de punition jusqu'à ce qu'elle s'exécute, et n'en sera déchargée que par la désignation qu'elle fera d'un tuteur, fût-il même indigne de confiance.

Les mmebres responsables de la famille sont : les majeurs de condition libre présents, comprissent-ils même des affranchis ou des enfants communs, ou des hermaphrodites, si toutefois ces derniers se rapprochant plus du sexe masculin que du sexe féminin.

Pour la tutelle et la responsabilité, l'esclave affranchi majeur et l'absent dès qu'il a franchi « *les milles* ou *l'haoza* » (1) sera compris dans les membres de la famille.

La famille (espèce de conseil de famille) du pupille se trouve constituée par trois membres au moins.

En ce qui touche sa constitution, par deux membres seulement, l'affirmative et la négative ont été soutenues.

S'il n'existe qu'un seul membre, on lui adjoint deux musulmans du sexe masculin.

S'il en existe deux, on leur adjoint un musulman dans le système qui exige trois membres.

Il est permis d'y comprendre en plus une femme parente.

Il est préférable que le tuteur soit un proche du défunt, s'il s'en trouve un qui soit homme de bien. Dans tous les cas, il est acceptable, s'il est digne de confiance, pour la gérance des biens.

S'il existe une famille, les musulmans ne peuvent désigner un tuteur qu'avec le consentement de celle-ci.

On a enseigné aussi qu'ils pouvaient s'en passer.

Un seul membre de la famille peut-il nommer un tuteur avec la permission des deux autres membres, ou encore un tiers peut-il accomplir le même acte avec la permission des trois membres de la famille ?

La négative et l'affirmative ont été également soutenues.

L'un des membres de la famille peut également nommer le tuteur, si chacun des membres de la famille l'y autorise, comme aussi

---

(1) *Les milles*, limite au delà de laquelle le présent, lorsqu'il s'éloigne, prend le nom d'absent et en deçà de laquelle l'absent reprend le nom de présent, lorsqu'il revient. Le Mozabite qui quitte la ville où il réside, prend la qualité d'absent dès qu'il est éloigné d'un périmètre de six kilomètres environ. Il est affranchi de l'obligation du jeûne tant qu'il n'est pas arrivé à destination, ses prières sont réduites de moitié, etc. Si l'absence dure plus de deux ans, la femme a le droit de divorcer si c'est prévu dans l'acte de mariage. *Le mille* est composé de quatre mille draa ou coudées (la draa a 48 centimètres environ).

sur l'ordre des trois autres membres réunis, dans tous les cas, il ne peut désigner ni une femme, ni un enfant, ni un infidèle, alors même qu'ils le lui auraient permis.

Ils peuvent désigner pour tuteur, toute personne de confiance, même une femme ou une esclave, avec la permission de son maître.

SECTION II

De quelques cas particuliers

La tutelle conférée par la famille est annulée par l'apparition du tuteur testamentaire.

Mais les actes faits par le premier, avant l'apparition de ce dernier, sont-ils valables ou non ?

Les deux systèmes ont été soutenus.

Lorsque le tuteur nommé par la famille, involontairement néglige l'administration des biens de l'enfant, on lui adjoint un cotuteur si l'on y voit quelque utilité.

La famille nomme un protuteur pour la tutelle des enfants et la gérance de leurs biens, si le tuteur testamentaire vient à s'absenter : mais le retour de celui-ci fait cesser les fonctions de l'autre.

D'après certains juriconsultes, la famille ne nommera pas de cotuteur auprès du tuteur testamentaire, qui néglige involontairement l'administration des biens du mineur, mais il lui est permis de le faire si elle y voit une utilité.

La responsabilité de la famille est-elle engagée aussi lorsque le tuteur a causé une perte dont il est incontestablement responsable ?

L'affirmative et la négative ont été également soutenues.

Si les biens de l'absent ont péri par la faute du tuteur nommé par la famille, il est seul responsable à l'exclusion de celle-ci.

Si le tuteur testamentaire ou le tuteur nommé par la famille pour un héritage survenu à l'absent, est atteint de folie, elle en nommera un nouveau.

Les fonctions du délégué de la famille sont interrompues par le retour à la raison du tuteur testamentaire.

Le contraire a été enseigné par ce fait, que les fonctions du fou ont pris fin par sa maladie.

En ce qui concerne le tuteur testamentaire, indigne de confiance, il y a dissidence.

D'après une opinion qui vient en troisième ligne : si son dol s'est manifesté, il sera destitué.

Sous peine de responsabilité, la famille déléguera un nouveau tuteur en remplacement de celui décédé ou absent, même solution en cas de décès ou d'absence d'un curateur à un absent.

Peut-elle déléguer le propre esclave des mineurs ?

Les deux systèmes contraires ont été soutenus.

Bien que sur son refus d'accepter la tutelle, on se soit déjà retiré du lieu où l'on s'était réuni pour la lui proposer, le sollicité peut encore l'accepter.

Son acceptation l'engage si elle est donnée du fond du cœur, sinon, le seul fait de s'occuper de la conservation des biens du

mineur, ne saurait l'engager, ni cette seule phrase : « Déléguez-moi ».

Si on l'a nommé, il faut encore son acceptation librement donnée.

Si deux tuteurs ayant été nommés, l'un a accepté et l'autre a refusé, c'est l'acceptant qui se trouve engagé.

En cas d'absence ou de mort de l'un des tuteurs, c'est le présent ou le survivant qui se trouve engagé.

Un délégué peut se désigner lui-même un sous-délégué, dans le cas où il désirerait partir en voyage, faute de quoi, il resterait responsable des biens existants au moment de son départ.

D'après quelques auteurs, il répondrait aussi des biens subséquents, tels que les fruits; son sous-délégué répond des pertes dont il est la cause.

La famille n'est pas obligée de désigner quelqu'un, si le défunt a laissé son père pour veiller sur ses orphelins.

La nomination d'un tuteur par le grand-père seul, est valable.

Le contraire a été soutenu.

Le grand-père est un des membres responsables de la famille.
mille.

Sous peine de responsabilité, la famille devra nommer un curateur au majeur atteint de folie.

Si le père est vivant, il procédera à cette nomination concurremment avec la famille.

On a enseigné qu'il peut le faire seul et que la famille en est déchargée.

Les biens d'un affranchi mineur seront administrés par celui qui a des droits sur lui, mais il peut aussi déléguer un tiers si bon lui semble.

On a soutenu qu'il ne pouvait accomplir ce dernier acte que concurremment avec la famille.

Le délégué est déchargé de sa mission par la majorité du mineur ou par le retour de l'absent, alors même que le mineur ou l'absent serait fou.

Si le délégué est même nommé pour la tutelle d'un mineur ou d'un absent, sa mission cesse lorsque le pupille devient majeur, ou non absent et fou.

Toutefois, en ce qui concerne ce dernier, les deux systèmes contraires ont été soutenus.

La tutelle cesse également si le délégué avait été nommé pour tuteur d'un mineur absent et que le pupille devienne majeur fou, la famille devra lui en désigner un nouveau.

D'après quelques auteurs, le premier peut être nommé.

La mission du curateur de l'absent cesse par sa rencontre avec celui-ci ou par le retour de ce dernier dans son pays et dans ses biens.

Il en serait de même malgré un nouveau départ après un séjour en l'absence de son curateur.

La mission du délégué de la famille à raison de l'absence d'un tuteur testamentaire d'un mineur absent, cesse également par sa rencontre avec ce dernier, ou par le retour du premier.

Le dire du tuteur fait foi en ce qui touche les actes qui lui sont permis à l'égard des biens du pupille, et aussi pour les délé-

gations qu'il a dû faire à l'égard des biens de l'absent ou de tout autre pendant la durée de sa gestion et non pour les actes qui sont antérieurs ou postérieurs à son administration.

Si l'absent fait un héritage, sa famille doit déléguer un administrateur des biens s'ils sont situés dans leur ville ou dans la circonscription.

On a enseigné qu'elle n'est déchargée de ce devoir que si les biens étaient situés dans une autre circonscription où il se trouvait lui-même.

Si une partie de sa famille était auprès de l'absent et qu'elle soit de retour avant la nomination d'un gérant pour l'héritage, concourra-t-elle avec l'autre partie à cette nomination, ou en sera-t-elle exclue sous ce prétexte qu'elle était auprès de l'absent lorsque l'héritage est survenu ?

L'affirmative et la négative ont été soutenues.

Toute la famille est déchargée de ce devoir, si elle était auprès de l'absent au moment où l'héritage lui est survenu (dans son pays) encore qu'elle soit revenue immédiatement après au lieu de la situation des biens, ou qu'elle les ait rejoints avant la constitution d'un administrateur.

Si l'absent destitue le délégué de la famille, celui-là et celle-ci sont déchargés.

Il en est ainsi s'il a déchargé la famille même, ou s'il a mis le gérant en interdit, ou s'il a dit à la famille « ne l'approchez point. »

La famille est tenue de nommer un gérant si l'absent est sorti de la circonscription et en est éloigné de plusieurs milles (1), mais si elle néglige de le faire et que l'absent soit rentré dans la circonscription à une distance de moins de plusieurs milles, elle est déchargée de cette obligation.

Si l'absent est revenu à moins de plusieurs milles après la nomination d'un gérant, la mission de celui-ci prend fin.

Il n'en serait pas ainsi dans le cas où l'absent n'aurait pénétré que dans la circonscription.

Contra : On a enseigné que la mission du gérant a cessé dès que l'absent a pénétré dans la circonscription.

Si le gérant a ensuite quitté la circonscription et est parti en voyage en emportant avec lui les biens de l'absent, sa mission cesse par le retour subséquent de celui-ci dans sa ville.

Il en serait necore de même, si l'absent quittant de nouveau sa ville, le gérant y était revenu après son départ sans qu'ils se rencontrassent en route.

La famille n'est pas tenue de nommer un gérant si elle a quitté la ville en emportant les biens et que l'absent soit de retour avant la nomination.

Leur délégation est encore annulée si l'absent s'est rapproché de plusieurs milles à leur insu.

Si l'absent a quitté ou autrement délaissé son pays, laissant derrière lui des enfants, la famille est tenue de constituer un administrateur de leurs biens sous peine d'en répondre proportionnellement à la quantité de perte subie avant la nomination.

Si, en l'absence d'une partie de la famille, l'enfant fait un héritage chez lui, bien qu'une partie de la famille était auprès de lui,

(1) Trois au moins.

elle est tout entière obligée de pourvoir à la constitution d'un administrateur.

On a contrairement soutenu que cette mission incombe aux seuls membres présents.

Si l'absent a laissé des enfants ou des absents hors de chez lui et que ceux-ci n'aient auprès d'eux aucun membre de la famille, ce sont des habitants du lieu où se trouvent les enfants qui reçoivent l'obligation de leur constituer un administrateur de leurs biens, sous peine de répondre des pertes ou de la dépréciation.

Si l'absent décède dans un lieu étranger, et que son héritier soit absent également, les habitants prendront les biens sous leur sauvegarde, puis désigneront une personne qui en prendra soin: ils se déchargeront ainsi de la responsabilité.

Mais ils n'agiront ainsi que lorsque le décédé n'a pas laissé ses biens aux mains d'un tiers nécessairement obligé de les conserver jusqu'à l'arrivée des ayants-droits.

S'il ne trouve pas les ayants-droits de ces biens, il dénoncera dans son testament l'existence entre ses mains des biens non encore remis aux ayants-droits.

D'après une autre doctrine, il les vendra et en distribuera le produit en aumônes.

Sans y être obligé. la famille peut cependant constituer un gérant pour l'administration des biens qu'un des siens absent a laissés chez lui, mais non pour les biens qu'il a confiés à un tiers.

CHAPITRE XXIV

SECTION I

De l'administration des biens des absents

Si l'associé d'un absent pour des biens qui se trouvent chez celui-ci vient à décéder, et que ledit absent soit son héritier, la famille nommera un administrateur pour tous les biens.

Si la famille a nommé un gérant *ad hoc* pour l'héritage survenu à l'absent après son départ, puis, qu'un second héritage lui survienne encore, ledit gérant n'est pas tenu d'en prendre charge tant qu'il n'a pas été délégué comme gérant des biens de l'absent.

Le gérant des biens d'un mineur aurait charge d'administration complète en pareil cas:

La famille a nommé un gérant des biens d'un absent, celui-ci meurt et a pour héritier un autre absent, la famille de ce dernier lui nommera un nouveau gérant, si les biens sont situés où elle habite elle-même.

SECTION II

De la tutelle de la mère

Lorsqu'une mère qui s'est vouée tout entière à ses enfants hérite avec eux : la famille est déchargée si la mère gère exactement leur tutelle.

Le vœu de la mère s'affirme lorsqu'après l'accomplissement de la retraite légale, elle a dit : « Je me consacre à eux et je ne me marierai plus. »

On a enseigné qu'il suffit qu'elle renonce au mariage sans le dire.

On a encore enseigné que le résultat serait le même alors qu'elle parlerait de mariage, tant qu'elle ne se remarie pas.

La mère qui s'est consacrée à ses enfants a les pouvoirs du père, du protecteur et du tuteur.

Mais ces pouvoirs disparaissent dès qu'elle s'est remariée, le mariage fût-il nul ou suivi de séparation.

Si le père l'a nommée tutrice testamentaire de ses enfants, un nouveau mariage lui enlève-t-il sa mission ?

L'affirmative et la négative ont été soutenues.

Le tuteur testamentaire peut, s'il le veut, résilier ses fonctions entre les mains de l'Imam ; de même que son délégué peut le faire entre ses mains et le délégué de la famille entre les mains de celle-ci.

Le tuteur testamentaire peut aussi se démettre régulièrement entre les mains de la famille et le délégué de l'Imam également, s'il n'y a plus d'Imam.

Si un délégué nommé par une partie de la famille est destitué par l'autre, le cas sera soumis aux plus sages de ses membres.

Si les protecteurs naturels de l'orphelin ont soustrait celui-ci avec ses biens à l'action de sa famille, toute obligation disparaît pour elle, si elle ne peut reconquérir ses droits que par les armes.

Il en serait de même en ce qui touche les biens de l'absent.

CHAPITRE XXV

Des droits et obligations des propriétaires et voisins des maisons dans lesquelles se produit un décès

Celui dans la maison de qui est décédé un malade est tenu de veiller à la conservation de ce qu'avait avec lui le défunt.

Le défunt ne pourra être réputé possesseur du lit où il est mort, ni de l'oreiller.

Il en est autrement de ses vêtements seulement, si le propriétaire demeurait avec lui, sinon, la préférence lui est donnée pour ce qu'a laissé le défunt chez lui.

Le propriétaire de la maison et les habitants du lieu ont des obligations égales sur ce qu'a laissé le défunt.

On a enseigné que la responsabilité du propriétaire de la maison, s'il y habitait avec lui, est engagée d'abord.

Si le mort avait auprès de lui un gardien étranger aux propriétaires de la maison, la responsabilité incombe aux habitants du lieu, à son exclusion.

On a enseigné au contraire que le gardien était responsable pour ce qui se trouvait dans la chambre.

Si le défunt est mort dans un centre habité, divisé en quartiers, ce sont les habitants du quartier où il est décédé qui sont tenus de remplir les derniers devoirs et de veiller à la conservation de sa succession ; tous les autres sont déchargés de cette obligation.

On a enseigné que s'ils ont abandonné le mort, ces obligations retombent sur le centre tout entier.

Traduit de l'Arabe, par HUREAUX, *interprète près la Cour d'Alger, 9 novembre* 1881.

F. HUREAUX.

REVUE DES THÈSES

soutenues devant la Faculté de droit d'Alger (1)

1919-1926

ROULAND PAUL-HENRI-LEON. — DE LA PREUVE DES REPRISES MOBILIERES DANS LES DIVERS REGIMES MATRIMONIAUX, thèse pour le doctorat ès-sciences judiriques (1926), in-8° de 238 p.

Voici une thèse essentiellement juridique. Le sujet pour être limité n'en est pas moins délicat et son choix heureux. La matière traitée a déjà fait l'objet de nombreuses thèses et de divers travaux dont l'énumération nous est donnée dans une bonne bibliographie (p. 229-232). M. Rouland a su faire œuvre personnelle. La loi du 29 avril 1924 lui a permis de renouveler le sujet. Dans une première partie, il examine les questions de preuve en matière de reprises mobilières, dans les différents régimes matrimoniaux, telle qu'elle résultait des dispositions du Code civil, puis celle du nouveau régime de preuve de reprise des biens réservés, introduit par la loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée. — Le Code civil s'intéressant davantage aux tiers créanciers qu'aux époux, exigeait une preuve authentique, aussi bien pour la reprise des biens futurs que pour celle des biens présents. La loi de 1907 autorise la femme mariée à se prévaloir des modes de preuve du droit commun pour faire la preuve de ses biens réservés. M. Rouland ne laisse rien dans l'ombre. Il confronte la doctrine et la jurisprudence. — Dans une 2ème partie de son travail, M. Rouland examine la question de preuve en matière de reprises mobilières, après la loi du 29 avril 1924. Il étudie les origines de la loi, la loi elle-même, le domaine d'application de cette loi et les conséquences de la réforme introduite par l'admission, en la matière, des modes de preuve du droit commun établis à l'égard des tiers. La doctrine et la jurisprudence ont été minutieusement dépouillées par M. Rouland, qui estime heureux le principe de la réforme, mais qui, cependant, fait quelques critiques de la loi. Il lui reproche, avec raison, de n'avoir pas apporté de précision sur la détermination des nouveaux modes de preuve accordés à l'époux réclamant ses reprises à l'égard des tiers. Autre reproche en ce qui concerne le domaine d'application de la loi, dont l'intitulé ferait présumer que les dispositions nouvelles ne concernent que les reprises mobilières exercées sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, alors que M. Rouland estime qu'elles doivent s'étendre à d'autres régimes.

D'autres critiques sont faites à la loi. Nous ne pouvons les citer ici et nous renvoyons le lecteur curieux, au beau travail de M. Rouland qui émet le vœu, en terminant, que le régime de communauté réduite aux acquêts devienne le régime de droit commun. La rédaction d'un inventaire était un obstacle pour beaucoup : cet obstacle, la loi de 1924 l'a fait tomber.

Nous joignons nos félicitations à celles que n'ont pas manqué d'adresser au nouveau docteur les membres de son jury.

---

(1) Voir supra, p. 49 s., 65 s.

SAINT-GERMES JOSEPH-JEAN-VIVIEN. — LA BANQUE DE L'ALGERIE ET LE CREDIT PENDANT ET APRES LA GUERRE. — STABILISATION DU FRANC ALGERO-TUNISIEN, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1926), 230 p.

M. Saint-Germès a demandé la documentation abondante et sérieuse de son travail aux journaux et aux Bulletins officiels des Gouvernements français, algérien, tunisien et marocain, aux comptes rendus officiels des établissements financiers de l'Afrique du Nord, aux Procès-verbaux des Assemblées algériennes, aux rapports et statistiques officiels, aux journaux... Il a dépouillé d'autre part, de nombreux ouvrages relatifs à la matière qu'il traite. Mais il ne s'est point contenté de ce travail préparatoire: il a passé au crible d'une critique serrée et sûre, les chiffres et les renseignements qui lui étaient fournis. Le livre de M. Saint-Germès, comporte 5 parties : l'une consacrée à la Banque de France et au franc français (15 à 47) ; une 2ème traite des relations de la Banque de l'Algérie avec l'Etat français, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc (47, 99); une 3ème montre le rôle de la Banque de l'Algérie dans le dévelopement de l'industrie nord-africaine, et notamment celui de sa filiale « La Banque industrielle de l'Afrique du Nord » (99, 153); la 4ème partie traite de la Banque de l'Algérie dans ses rapports avec le crédit agricole (153, 159); la 5ème partie est consacrée à la Banque de l'Algérie et au crédit commercial, trois chapitres traitant de la stabilisation du franc algéro-tunisien (189, 217). Le tout se termine par une conclusion mettant en relief, la position prise par l'auteur. — Signalons que M. Saint-Germès n'est pas tendre pour la Banque de France qui, depuis le départ de M. Pallain, est devenue, dit-il, un instrument docile entre les mains de l'Etat, son principal débiteur (p. 39). Mais il souligne que ce n'était pas l'avis de M. Caillaux qui mit à la retraite M. Robineau et le remplaça par M. Moreau. Cette docilité à l'Etat, M. Saint-Germès la reproche aussi à la Banque de l'Algérie, d'accord en ceci avec M. Moutet, député socialiste du Rhône (V. p. 39, 58, 67). Il lui fait un reproche autrement grave : celui d'avoir donné le jour à une banque industrielle dont ne profitent que les actionnaires et le Conseil d'administration (V. p. 143). Il constate que cette banque enlève à la Banque d'Algérie (et aux autres banques aussi) une partie de ses clients, « abuse, comme elle, du manque de contrôle et de pouvoirs d'un gouvernement qui devrait avoir tous les droits et ne sait s'en réserver aucun (p. 143). » L'appréciation générale (p. 148, 149) est plus dure encore pour cette Banque. Le nouveau docteur reproche enfin à la Banque d'Algérie de ne pas avoir voulu aider au développement agricole de la Colonie, (p. 183 et suiv.). — A signaler dans cette thèse un paragraphe concernant la main d'œuvre qui est qualifiée non abondante, mais à bon compte (p. 109, 111) et cette réflexion fort juste, mais que n'apprécieraient pas les socialistes : « C'est qu'en général, l'arabe préfère gagner peu et travailler de même, que de toucher un salaire élevé pour un travail exigeant de l'attention et de la fatigue ».

M. Saint-Germès a soutenu une excellente thèse et avec un certain courage, car il ne fait pas bon dire certaines vérités aux puissants du jour que sont les Banques et les banquiers.

DJORDJEVITCH MILORAD. — LE CREDIT AGRICOLE EN YOUGOSLAVIE, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1926), 289 p.

La Yougoslavie est un pays agricole: l'agriculture est la source esssentielle des moyens d'existence et de la richesse de ses habitants, puisque 85 % d'en-

tre eux (sur 12.617.359 hab.) s'y adonnent. On comprend dans ces conditions que M. Djorjevitch ait été attiré par cette question du crédit agricole, qui intéresse au plus haut point notre Afrique du Nord. — Un exposé de l'évolution historique des institutions de crédit agricole en Yougoslavie nous conduit aux divers projets de 1919 à 1925 qui ont abouti à la loi du 12 juin 1925, dont la traduction nous est donnée en appendice, avec le règlement d'administration publique relatif à son application. Cette loi est inspirée de la loi française du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole. Son but, d'autre part, est non seulement économique, mais aussi politique et national. « La tendance de la nouvelle loi est de réunir et de réconcilier les adeptes des religions et des partis politiques divers, en les attachant tous les uns aux autres par leurs intérêts économiques. En les dirigeant tous sur une même source de crédits, on voulait leur créer une occasion de se rencontrer plus souvent et de se rapprocher les uns des autres. » A la base, la Caisse locale de crédit agricole constituée par les particuliers suivant les principes coopératifs. Quelles que soit la nationalité, la religion, la couleur du parti des agriculteurs, s'ils veulent bénéficier du crédit, ils doivent appartenir à cette caisse. — Au second degré, la Caisse régionale de crédit agricole qui sert de banque créditrice à la 1ère : au sommet, la direction du Crédit agricole, chargée de la répartition des sommes affectées par l'Etat au Crédit agricole, chargée de la répartition des sommes affectées par l'Etat au crédit agricole. La loi envisage 3 catégories de crédit : les crédits à court terme, à moyen terme, à long terme; chacune de ces catégories répondant à des besoins différents. — M. Djorjevitch regrette que la loi n'ait pu fonctionner rapidement. Il eut été souhaitable qu'elle entrât effectivement en vigueur au 1er janvier 1926, car, dit-il, le système adopté correspond entièrement aux conditions du développement agricole du pays. Nous ne pouvons que faire des vœux pour que cette institution donne à plein, et féliciter M. Djorjevitch de son intéressant travail.

SAINT-GERMES JOSEPH-JEAN-VIVIEN. — DE L'INFLUENCE DE LA VALEUR DES MEUBLES SUR LE CODE CIVIL FRANÇAIS, LES LOIS QUI L'ONT COMPLETE ET LA JURISPRUDENCE, thèse pour le doctorat ès-sciences juridiques (1926), 156 p.

Les rédacteurs du Code civil ont-ils été influencés par l'adage « res mobilis, res vilis ? » En d'autres termes, si la fortune mobilière a été peu protégée par le Code civil, est-ce que parce que ses rédacteurs la considéraient comme étant de peu de valeur ? La thèse de M. Saint-Germès, tend à démontrer que la notion de valeur n'a été pour rien dans l'élaboration des textes qui touchent aux meubles. C'est la nature des meubles, leur grande facilité de circulation qui déterminent pour eux une réglementation large, évitant les formalités dont l'effet aurait été de porter atteinte à ces déplacements jugés indispensables et naturels. Et pour le montrer, M. Saint-Germès, après avoir constaté que, dans notre ancien droit, le fief, la censive, le bail à rente, les offices, les rentes constituées, en un mot, tous les biens de grande valeur étaient immeubles et que la maxime « res mobilis, res vilis » était alors exacte, étudie l'état économique de la France à la fin de l'ancien régime et s'appuyant sur Chaptel et Gonilh, sur toute une série de décisions de justice, établit par de nombreux exemples, judicieusement choisis, que la fortune mobilière de la France et des patrimoines privés de l'ancien régime avait une valeur qui, pour n'être pas aussi grande que la fortune immobilière, n'en était pas moins considérable. Cette valeur, les auteurs du Code civil ne l'ignoraient pas : les travaux préparatoires en font foi. Ce qu'ont voulu éviter les législateurs du Code

civil, ce sont les complications, certaines, si l'on traitait les meubles « lato sensu », comme des biens déterminables et durables, comme des immeubles. Et M. Saint-Germès de le montrer à propos du contrat de mariage, de la rescision de la vente pour cause de lésion, du cautionnement, de la règle « en fait de meubles, possession vaut titre ». L'adage « res mobilis, res vilis » ne figure nulle part dans les travaux préparatoires, contrairement à ce que prétendent certains auteurs. L'idée de valeur fait son apparition postérieurement au Code, mais c'est pour provoquer des mesures de protection, notamment en ce qui concerne la fortune mobilière des mineurs, la femme séparée de biens dont les meubles sont protégés contre elle-même et les autres, la dot mobilière de la femme que celle-ci ne peut aliéner. Il n'est pas jusqu'à la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », qui n'ait été atteinte par l'évolution de l'idée nouvelle de valeur, Ce fut l'œuvre de la loi, mais surtout de la jurisprudence.

M. Saint-Germès a brillamment réfuté l'opinion courante en doctrine que les auteurs du Code civil ont été influencés par l'adage « res mobilis, res vilis », et montré que, par la suite, l'idée de valeur est intervenue pour une protection plus efficace des biens meubles, sans toutefois méconnaître l'idée de circulation inhérente à ces biens. Pourquoi faut-il qu'une ponctuation déplorable rende parfois illisible — ou mieux très difficile — la lecture de cet excellent travail ? Certains passages ne sont même pas écrits en français (V. p. 147, al., 3, p. 88, al., 3). Certainement les épreuves n'ont pas été revues. La thèse de doctorat ès-sciences économiques et politiques du même auteur ne présente pas ces taches vraiment regrettables.

FONTANILLE HENRI-ANDRE-LUCIEN. — L'ŒUVRE SOCIALE D'ALBERT DE MUN, thèse pour le doctorat ès-sciences politiques et économiques (1926), 276 p.

Nous connaissions Albert de Mun par ses discours, ses interventions à la tribune, son action dans le pays. Mais nous le connaissions mal, ne l'ayant pas suivi de près. Nous devons remercier M. Fontanille — et son président de thèse M. Thomas — de nous avoir procuré le plaisir de pénétrer plus avant dans la vie sociale et politique de ce véritable soldat du Christ, fils de France. Et cependant ne lui furent pas épargnées les épithètes de socialiste, de révolutionnaire et d'allemand, par ceux-là mêmes dont il était le défenseur. Il est vrai que ses adversaires politiques — les gauches — le traitaient de réactionnaire. — C'est que de Mun, catholique convaincu que la question sociale était inséparable de la foi. convaincu que tous nos maux venaient de la Révolution, se penchait sur les misères du peuple et constatait l'égoïsme outrageant des riches et la situation misérable des pauvres, Toute sa vie fut consacrée au relèvement de la classe ouvrière. M. Fontanille nous montre les efforts de de Mun en matière de législation sociale, efforts qui ne sont pas demeurés vains, si, cependant, aucune de ses propositions ne fut admise immédiatement. « — Bien des réformes proposées par de Mun auraient abouti de son vivant, si elles n'avaient pas été repoussées par les partis de gauche, souvent parce que celles-ci leur apparaissaient comme suspectes de réaction, par ailleurs si les conservateurs n'ont pas mieux soutenu l'action sociale de leur chef, c'est bien parce qu'ils ne lui ont jamais pardonné, pour la plupart, sa politique de ralliement « à la République et parce que ses théories les effrayaient. M. Schneider du Creusot ne disait-il pas : « M. de Mun veut aussi supprimer les patrons. » Quoi qu'il en soit, au point de départ de toute proposition législative ayant trait à la question sociale, on trouve, sinon l'initiative, le plus souvent l'adhésion du moins de de Mun : libertés syndicales, limitation de la journée de travail, travail de nuit des femmes et des enfants, repos hebdomadaire,

semaine anglaise, voire la journée de 8 heures, accidents du travail, retraites ouvrières et paysannes, minimum de salaire... furent les questions qu'il défendît avec tout son cœur de chrétien et de Français. Il n'est pas jusqu'à la législation internationale du travail qu'il a préconisée dès le 25 janvier 1884, en déposant l'ordre du jour suivant : « La Chambre invite le gouvernement... 2° à préparer l'adoption d'une législation internationale qui permette à chaque Etat de protéger l'ouvrier, sa femme et son enfant, contre les excès du travail, sans danger pour l'industrie nationale. » Et M. Fontanille de répéter avec M. Barthou que M. de Mun « a été le collaborateur et parfois même le précurseur de toutes les grandes lois ouvrières de la République. » Nous avons relevé l'épithète d'Allemand que lui décochaient ses coreligionnaires. On lui reprochait de s'inspirer dans sa campagne de rénovation sociale, des idées émises par les groupes d'Allemagne et d'Autriche (le Vogelsang et l'Union de Fribourg). Comme si la vérité connaissait les frontières. On aurait pu le qualifier d'Italien, puisqu'il se conformait aux directions du Saint-Père.

De Mun a été, d'autre part, un réalisateur. S'il a porté la bonne parole dans toutes les provinces de la France et du haut du Parlement, il a aussi fondé l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, les Cercles d'études et jeté les bases de l'Association catholique de la Jeunesse française qui ont permis l'éclosion de la Confédération française des travailleurs chrétiens, des Semaines sociales et de l'Action populaire. Si de Mun ne fut pas un maître au sens ordinaire du mot, il fut un chef éloquent, d'une grande noblesse d'âme, aux vues justes et originales dans leur conception doctrinale, bon Français et parfait chrétien. On peut ne pas partager toutes les idées de de Mun, on ne peut pas ne pas l'estimer, mieux, ne pas l'aimer.

NOTICE

sur les Travaux parlementaires pour l'année 1925

CONCERNANT

L'ALGERIE, LA TUNISIE ET LE MAROC

par G. RECTENWALD
Conseiller à la Cour d'appel d'Alger

ALGERIE

1° BUDGET. — 2° CHEMINS DE FER. — 3° CONGREGATIONS. — 4° DOUANES. — 5° ENREGISTREMENT. — 6° ETAT-CIVIL. — 7° ETAT DES PERSONNES. — 8° FONCTIONNAIRES. — 9° FORTIFICATIONS. — 10° INTERPELLATION. — 11° INTERPRETES MILITAIRES. — 12° JUSTICE. — 13° LEGION D'HONNEUR. — 14° NATURALISATION. — 15° PECHE MARITIME. — 16° POLITIQUE INDIGENE. — 17° PROPRIETE FONCIERE. — 18° TABACS.

1° BUDGET

1. — PROJET DE LOI (1) tendant à compléter la loi du 31 décembre 1924 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au *budget spécial de l'Algérie pour l'exercice* 1925, présenté au nom de M. Gaston Doumergue, président de la République française, par M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, et par M. Clémentel, ministre des Finances (1).

Il s'agit de consacrer la décision des délégations financières algériennes du 20 juin 1924 homologuée par décret du 10 janvier 1925, touchant les droits, produits et revenus à provenir de l'enregistrement des actes et jugements musulmans.

Renvoyé à la commission des finances.

2. — RAPPORT (2) fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi tendant à compléter la loi du 31 décembre 1924 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au *budget spécial de l'Algérie pour l'exercice* 1925, par M. Georges Bureau, député.

---

(1) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1342 à la 1re séance du 28 février 1925.

(2) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1910 à la séance du 10 juillet 1925.

La loi du 31 décembre 1924 n'avait pas fait état de la décision des délégations financières relative aux taxes et droits d'enregistrement des actes et jugements musulmans, la décision dont s'agit étant soumise à l'examen du Conseil d'Etat en vue de son homologation par un décret qui n'est intervenu que le 10 janvier 1925.

Pour que les recettes prévues par cette décision puissent être perçues, il faut une loi. Le rapporteur conclut à l'adoption du projet. — Adopté (3).

PROJET DE LOI (4) adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1924, autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au *budget spécial de l'Algérie pour l'exercice* 1925.

Renvoyé à la commission des finances.

RAPPORT (5) de M. Hervey, sénateur, concluant à l'adoption du projet qui a pour but l'application du décret du 10 janvier 1925 à l'exercice de cette année, lequel décret facilite la tâche des cadis et l'accomplissement par les indigènes de leurs obligations fiscales. — Adopté (6).

3. — PROJET DE LOI (7) tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au *budget de l'Algérie pour l'exercice* 1926...

L'exposé des motifs constate que les délégations financières n'ont pu faire tout l'effort fiscal nécessaire au plein développement de l'Algérie et ce par suite de la chute brusque et profonde des cours des vins. Il leur fallait faire preuve de prudence et elles y étaient encouragées par les résultats financiers de l'exercice 1924, dont les prévisions étaient de 394.894.192 francs et les recouvrements furent de 405.789.850 francs, soit 79.895.658 francs de plus-values.

Les dépenses de cet exercice 1924 se sont élevées à 432.218.553 fr. qui, rapprochées des recettes, laissent un excédent de plus de 33 millions de francs. Pour 1926, les délégations financières ont fixé à 480.279.772 fr. le chiffre des dépenses du budget ordinaire, et à 480.421.469 fr. le chiffre des recettes, d'où un excédent de 141.687 francs. Le budget extraordinaire se chiffre par 171.088.070 fr. en dépenses et 171.088.070 fr. en recettes. Il faut ajouter 52.736.372 francs de recettes au budget annexe des P. T. T. contre une même somme en dépenses. L'exposé des motifs souligne que les assemblées algériennes ont voté au cours de leur session ordinaire diverses décisions d'ordre financier qui ont pour la plupart pour objet d'appliquer dans l'Algérie des dispositions déjà en vigueur dans la métropole. D'autres modifient la législation proprement algérienne. C'est ainsi que lorsqu'il est fait usage des actes et jugements passés ou rendus au *Maroc* et en *Tunisie,* dans un acte public passé

(3) J. O., Débats parl., Ch. des dép., p. 3626.
(4) J. O., Doc. parl. Sénat, annexe n° 539 à la séance du 3 décembre 1925.
(5) Ibid., annexe n° 570 à la séance du 15 décembre 1925.
(6) J. O., Déb. parl., p. 1781.
(7) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2252 à la séance du 17 décembre 1925.

en *Algérie*, ou devant une autorité algérienne constituée, il n'est perçu que la différence entre le tarif fiscal algérien et le tarif appliqué au Maroc et en Tunisie ; mais lorsque ces actes ou jugements sont utilisés d'autre manière, ils payent actuellement l'intégralité du tarif algérien. A l'avenir, plus de distinction. Dans tous les cas on n'imposera que la perception du droit complémentaire. Le gouvernement général a reçu l'assurance que les deux protectorats voisins appliqueraient *mutatis mutandis* la même mesure aux actes et jugements passés ou rendus en Algérie.

Renvoyé à la commission des finances.

RAPPORT (8) de M. Georges Bureau, député.

C'est une occasion, pour le rapporteur, à propos du prélèvement sur le produit des offices ministériels, de faire l'historique de ces derniers et d'indiquer la législation en vigueur avec les modifications y apportées récemment (7 colonnes de l'*Officiel*). Le rapporteur s'étend assez longuement sur la politique indigène (indigénat, instruction publique, assistance, etc...), sur l'agriculture algérienne et son orientation vers les cultures complémentaires de celles de la métropole. On constate qu'il ne veut faire de peine ni aux viticulteurs du Midi, ni à ceux d'Algérie. Il propose d'adopter le projet soumis à la Chambre. — Adopté (9).

PROJET DE LOI (10) adopté par la Chambre des députés tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au *budget spécial de l'Algérie* pour l'exercice 1926...

Renvoyé à la commission des finances, dont le RAPPORT (11) est adopté (12).

2° CHEMINS DE FER

4. — PROJET DE LOI (13) relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie normale de *Tebessa au Djebel Onck*, avec embranchement sur le Bled el Hadba... (14).

Ce chemin de fer aura pour but de desservir deux groupes de gisements de phosphates : celui du Djebel Onck et celui de Bled el Hadba. Le trafic probable serait de 1.200.000 tonnes ; la ligne doit être construite par l'amodiataire du gisement du Djebel Onck.

Renvoyé à la commission des travaux publics et des moyens de communication sous réserve de l'avis de la commission de l'Algérie, des colonies et protectorats.

RAPPORT (15) fait au nom de la commission des travaux publics et des moyens de communication, chargée d'étudier le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer*

(8) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2305 à la 2me séance du 23 décembre 1925.

(9) J. O., Déb. parl., p. 4823.

(10) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 645 à la séance du 30 décembre 1925.

(11) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 648 ; et (12) Déb. parl., p. 1884.

(13) J. O., Doc. parl., Ch. des députés, annexe n° 1369 à la séance du 10 mars 1925.

(14) V. R. A. 1926, 1, 64, n° 6 et 1925, 1, 86.

(15) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1932 à la 1re séance du 11 juillet 1925.

à voie normale de *Tebessa au Djebel Onck*, avec embranchement sur le Bled el Habda, par M. Petit, député.

M. Petit recherche quel sera le bénéfice pour l'Algérie du passage par Bône des phosphates du Djebel Onck. Il est entendu que la ligne doit être construite non pas au compte de l'Algérie, mais aux frais de l'amodiataire du gisement, et cette ligne sera exploitée par les chemins de fer algériens de l'Etat. Sur la partie de la ligne déjà existante Tebessa-Bône, les calculs de M. Petit donnent un bénéfice pour les chemins de fer de 3.390.000 francs. Les mêmes calculs font ressortir une perte de 1.791.563 francs, et l'on ne compte pas une dépense d'achat de 21 locomotives, soit 13.500.000 francs, c'est-à-dire une charge annuelle de 1.215.000 francs, non plus le coût de la substitution de la voie large à la voie étroite entre Kébérit et Tebessa, soit une dépense annuelle de 2.160.000 fr.

En somme, les chemins de fer algériens de l'Etat feraient une opération blanche. Par contre, le budget algérien percevrait pour 1.045.937 francs de droits. Le prix de transport par tonne de Djebel Onck à Bône serait de 22 fr. 30; par la voie tunisienne, trajet Onck-Sousse, 21 fr. 30; trajet Onck-La Skira, 16 fr. Mais pour ces deux derniers trajets, il faudra tenir compte du transport par mer, beaucoup plus long et par suite plus onéreux. En sorte que l'avantage que peut offrir le tracé par la Tunisie disparaît en partie, le charbon étant d'un prix élevé. Le prix des phosphates passant par Bône ne serait donc pas supérieur à ceux qui passeraient par Sousse et La Skira. M. Petit estime donc que le tracé du projet gouvernemental doit être adopté. Cependant, si les conditions du marché rendaient l'adjudication infructueuse, M. Petit, au nom de la commission, insiste pour que le gouverneur général demande alors aux assemblées algériennes réunies en session extraordinaire, de nouvelles propositions tendant à la sortie des phosphates par le territoire tunisien. Il émet le vœu, d'autre part, que le cahier des charges prévoie : 1° A titre de pénalité, une redevance à l'Algérie, par le concessionnaire, au cas où pour une raison quelconque, un tonnage minimum ne serait pas exporté ; 2° Le commencement immédiat des travaux du chemin de fer et d'exploitation de la mine.

AVIS (16) présenté au nom de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats, sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique *d'un chemin de fer* à voie normale de *Tebessa au Djebel Onck*, avec embranchement sur le Bled el Hadba, par M. Roux-Fressineng, député.

La commission maintient l'avis qu'elle avait donné dans un rapport antérieur, n° 7049 : Chemin de fer exclusivement algérien. — Adopté (17).

PROJET DE LOI (18) adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie normale de *Tebessa au Djebel Onck*.

---

(16) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2065 à la séance du 12 novembre 1925.

(17) J. O., Déb. parl., p. 3780.

(18) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 520 à la séance du 20 novembre 1925.

Renvoyé à la commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national.

5. — AVIS (19) présenté au nom de la commission des finances sur : 1° Le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie normale de *Nemours à Marnia* (a), par Zouj el Bral ; 2° Le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie normale d'*Oued Athménia à Saint-Donat* (b) ; 3° La projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie de 1 m. 055 de *Djelfa è Laghouat* (c), par M. Jeanneney, sénateur.

Le rapporteur constate que les dépenses seront supérieures à celles prévues au programme ; que les délégations financières ont décidé de limiter les travaux à la continuation des constructions en cours, les travaux d'hydraulique agricole leur paraissant plus urgents. Est-il bon, dans ce cas, d'accumuler ainsi des déclarations d'utilité publique dont l'effet est à longue portée, sinon problématique ? Le gouverneur général estime que oui. Mais ses explications ne paraissent pas convaincantes à M. Jeanneney qui propose l'adoption du projet. Mais il a fait des réserves ! — Adopté (20).

6. — RAPPORT (21) fait au nom de la commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie de 1 m. 055 de *Djelfa à Laghouat*, par M. Maurice Ordinaire, sénateur.

Cette ligne a pour objet le prolongement jusqu'à Laghouat de la ligne de chemin de fer qui unit Blidah à Djelfa par Boghari et dont la tête de ligne sera transférée à Alger lorsque le tronçon à voie étroite entre Alger et Blidah sera construit. La longueur de la ligne Djelfa-Laghouat sera de 113 kilomètres. Le trafic sera de faible importance. Il est difficile, dit le rapporteur, de justifier, par des considérations économiques, un travail qui représentera, au cours actuel, 30 millions de francs de dépense, sans espoir de rémunération. La dépense sera toute à la charge de l'Algérie ; aucune garantie n'est demandée à la métropole. Le rapporteur conclut à l'adoption. — Adopté (22).

7. — PROJET DE LOI (23) relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie de 1 m. 055 d'*Orléansville à Vialar*. présenté au nom de M. Gaston Doumergue, président de la Répu-

---

(19) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 309 à la séance du 16 juin 1925.

(20) J. O., Déb. parl., p. 1161.

(*a*) V. R. A. 1925, 1, 78, n° 27 ; (*b*) V. R. A. 1926, 1, 64, n° 5 ; (*c*) V. R. A. 1926, 1, 67, n° 8.

(21) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 308 à la séance du 16 juin 1925.

(22) J. O., Déb. parl., p. 1247

(23) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1288 à la 2me séance du 19 février 1925.

blique française, par M. V. Peytral, ministre des Travaux publics, par M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, et par M. Clémentel, ministre des Finances.

La ligne objet du projet permettra l'évacuation rapide des 19.000 tonnes de céréales que produit annuellement la région de Vialar, et des 6.000 tonnes de minerai extrait dans le même temps du massif de l'Ouarsenis. Elle passera, entre Orléansville et Vialar, par la vallée de l'Oued Sly et par ou près de Masséna et Souk el Haad. Elle sera rattachée au réseau affermé à la compagnie P.-L.-M.

Renvoyé à la commission des travaux publics et des moyens de communication.

8. — PROJET DE LOI (24) relatif à la déclaration d'utilité publique d'un *chemin de fer* à voie normale de *Saint-Charles à Guelma*, par Gastu (département de Constantine).

Renvoyé à la commission des travaux publics et des moyens de communication, sous réserve de l'avis de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats.

3° CONGREGATIONS RELIGIEUSES

9. — RAPPORT (25) fait (au cours de la précédente législature) au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser la *congrégation dite « Société des missionnaires d'Afrique »* (*Pères blancs*), par M. Maurice Barrès, député.

Repris le 16 février 1925 (2e séance), par application de l'art. 36 du règlement (V. l'analyse de ce rapport dans *R. A.* 1925, 1, 69, n° 15).

10. — RAPPORT (26) fait (au cours de la précédente législature) au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser la *congrégation des franciscains français pour les missions à l'étranger*, par M. Maurice Barrès, député.

Repris le 16 février 1925 (2e séance) par application de l'article 36 du règlement.

Ce rapport a été analysé par nous dans notre notice sur les Travaux parlementaires de 1924 (R. A. 1926, 1, 69, n° 7).

4° DOUANES

11. — PROPOSITION DE LOI (27) tendant à mettre le *régime douanier* de la métropole et de ses colonies en harmonie avec la nécessité d'assurer le *ravitaillement de la France* par ses possessions d'outremer, présentée par M. Gratien Candace, député.

---

(24) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1548 à la 1re séance du 8 avril 1925.

(25) Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1260.

(26) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1262.

(27) J. O., Ch. des dép., annexe n° 1215 à la 2me séance du 6 février 1925.

Nous relevons dans ce document que l'Algérie a fourni à la France, en 1921, pour 1.110 millions de francs de produits, la Tunisie pour 256 et le Maroc 97. L'Algérie donne surtout des vins, des céréales et des bestiaux, la Tunisie des huiles végétales et des céréales, le Maroc des pommes de terre et des légumes. En 1924, les chiffres sont les suivants : 1.632 millions de francs pour l'Algérie, 298 pour la Tunisie et 225 pour le Maroc.

Pour intensifier le ravitaillement de la France par ses colonies et protectorats, l'honorable député propose d'établir une liste de produits qui bénéficieront d'une protection de 20 p. 100 *ad valorem* en tarif minimum et de 80 p. 100 *ad valorem* en tarif général.

Renvoyée à la commission des douanes et des conventions commerciales, sous réserve de l'avis de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats et de la commission des finances.

12. — PROJET DE LOI (28) tendant à autoriser la ratification de la *convention* et du *protocole* relatifs à la simplification des *formalités douanières*, signée à Genève le 3 novembre 1923 par vingt-trois Etats (dont la Tunisie et le Maroc).

Nous relevons ce projet de loi pour souligner au passage que si la Tunisie et le Maroc figurent dans des actes internationaux, c'est par l'intermédiaire de hauts fonctionnaires français, MM. Serra pour le Maroc, et Ode pour la Tunisie.

Renvoyé à la commission des douanes et des conventions commerciales.

5° ENSEIGNEMENT

13. — RAPPORT (29) fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *budget général de l'exercice* 1926 (*Instruction publique*), par M. Ducos, député.

Ce rapport renferme d'utiles indications sur l'école unique, la crise de l'agrégation dans l'enseignement secondaire. Nous ne pouvons l'analyser ici, car ce serait sortir du cadre de cette notice. Mais il convenait de signaler ce rapport où nous voyons d'autre part que la faculté de droit d'Alger comptait, au 31 juillet 1924. 736 étudiants, venant après Paris (9030), Lyon (769) et Strasbourg (752). La faculté des sciences avait 188 étudiants, celle des lettres 216, celle de médecine et de pharmacie, 349.

Nous trouvons au budget une somme de 10.000 francs allouée à M. Poinsot pour travaux et fouilles archéologiques en Tunisie (Dougga en particulier) ; une autre de 1.000 francs à M. Gsell pour inspection des musées d'Algérie, et une de 4.000 francs pour publication des musées d'Algérie et Tunisie.

---

(28) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 624 à la 2me séance du 6 novembre 1925.

(29) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1960 à la séance du 12 juillet 1925.

6° ETAT CIVIL

14. — PROJET DE LOI (30) portant modification de la loi du 23 mars 1882 sur la constitution de l'*état civil des indigènes musulmans de l'Algérie*...

La loi de 1882 avait omis d'exiger la déclaration à l'état civil de la répudiation devenue définitive, répudiation qui dissout le mariage. Le projet comble cette lacune. D'autre part, il prescrit que mention du mariage, de la répudiation définitive et du divorce par consentement mutuel doit être faite en marge des actes de naissance des époux ou de la case du registre-matrice de l'état civil indigène les concernant. Le mari doit produire à l'appui de sa déclaration un extrait de l'acte de mariage, de répudiation ou de divorce par consentement mutuel dressé par le cadhi ou, à défaut, un acte recognitif reçu par le magistrat dans un délai de cinq jours. La sanction de ces prescriptions est pour le délinquant une peine correctionnelle (de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'un des deux seulement).

Quant aux actes de l'état civil constatant les divorces judiciaires, il sont établis au vu de l'extrait de la décision judiciaire intervenue, extrait établi par le cadhi ou le greffier.

Renvoyé à la commission de l'Algérie, des colonies et protectorats.

RAPPORT (31) fait au nom de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats chargée d'examiner le projet de loi portant modification de la loi du 23 mars 1882 sur la constitution de l'*état civil des indigènes musulmans de l'Algérie*, par M. Roux-Freissineng, député.

Le rapporteur remarque que le projet fait une obligation aux indigènes de déclarer non seulement les naissances, décès, mariages et divorces, mais encore les répudiations qui entraînent, quand elles sont définitives, la rupture complète du lien conjugal. C'est au mari à faire ces déclarations. Le rapporteur approuve la disposition nouvelle portant que mention doit être faite, en marge des actes de naissance des époux ou de la case du registre-matrice de l'état civil indigène les concernant, des mariages, répudiations définitives et divorces. Grâce à cette mesure, on pourra toujours connaître l'existence et la fin des unions contractées par les indigènes. La déclaration de mariage, de répudiation ou de divorce doit être accompagnée d'un extrait de l'acte dressé par le cadhi. Un délai de cinq jours est fixé pour ces déclarations. Des sanctions sont prévues qui sont celles du droit français.

7° ETAT DES PERSONNES

15. — PROJET DE LOI (32) réglant les conflits entre la loi fran-

---

(30) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1364 à la séance du 10 mars 1925.

(31) J. O., Doc. parl. Ch. des dép., annexe n° 1947 à la 2me séance du 11 juillet 1925.

(32) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1365 à la séance du 10 mars 1925.

çaise et le *statut indigène algérien en matière d'état des personnes*...

L'ndigène algérien est Français, mais il conserve son statut personnel musulman, ce qui fait naître des situations quelquefois difficiles à débrouiller. L'exposé des motifs souligne que la pratique, en présence des problèmes que pose devant elle la coexistence des statuts français et indigène, est hésitante et incertaine à raison même de la carence législative. Le projet décide donc que la femme indigène qui épouse un Français acquiert *ipso facto* le statut de son mari ; que la femme française qui épouse un indigène d'Algérie reste soumise à son statut d'origine ; que la femme étrangère, non soumise à un statut indigène, israélite ou musulman, qui se marie à un indigène algérien, est soumise au statut français, pourvu qu'elle acquière, par l'effet de ce mariage, la qualité de Française, en conformité de nos lois sur la nationalité. Le projet consacre la pratique judiciaire qui donne le statut français à l'enfant (33) né de l'union d'un père indigène et d'une mère française. L'enfant sera donc citoyen et non sujet français. Cette solution est étendue à l'enfant naturel. Dans ces deux derniers cas, les rapports de l'enfant et de ses père et mère sont régis par la loi française (modes de preuves, attribut de la puissance paternelle, de la tutelle, dévolution successorale).

Renvoyé à la commission de l'Algérie, des colonies et protectorats.

RAPPORT (34) fait au nom de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats, chargée d'examiner le projet de loi réglant les conflits entre la loi française et le *statut indigène algérien en matière d'état des personnes*, par M. Roux-Freissineng, député.

Le projet du gouvernement reçoit quelques modifications de la part de la commission. On admet que la femme indigène d'Algérie qui épouse un citoyen français suit la condition de son mari ; — que la Française qui épouse un indigène d'Algérie demeure soumise à son statut d'origine ; — que la condition de l'étrangère non soumise à un statut musulman (le projet du gouvernement portait « israélite ou musulman ») qui épouse un indigène d'Algérie est régie par le statut français, pourvu qu'elle acquière par l'effet de ce mariage, en conformité de nos lois sur la nationalité, la qualité de Française ; — que le mariage est régi par la loi française, il en est de même des conventions matrimoniales. Le rapport indique ensuite quels sont les enfants soumis au statut français ; les modes de preuve de la filiation sont déterminées au regard de l'ascendant indigène par la loi française si l'enfant est régi par le statut français. Dans ce cas, la puissance paternelle et la tutelle sont régies par la loi française. L'enfant succède à son père ou à sa mère indigènes algériens, dans les conditions déterminées par la loi française.

---

(33) Cpr. : Alger, 13 février 1903, R. A. 1904, 2, 141 et la note.
(34) J. O. Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1945 à la 2me séance du 11 juillet 1925.

8° FONCTIONNAIRES

16. — PROPOSITION DE LOI (35) tendant à modifier la loi du 21 ventôse an IX sur l'*insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics et employés civils,* présentée par 104 députés (tous socialistes).

Cette loi serait applicable à l'Algérie et aux colonies. Elle décide que les traitements des fonctionnaires et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 5.000 francs, du quart sur les 10.000 francs suivants et du tiers sur la portion excédant 12.000 francs, à quelque somme qu'elle s'élève.

Renvoyée à la commission du travail.

9° FORTIFICATIONS

17. — PROJET DE LOI (36) adopté par la Chambre des députés, portant *déclassement de l'enceinte de Bône,* front de terre...

Renvoyé à la commission de l'armée.

18. — PROJET DE LOI (37) relatif au classement des *forts de Kouba et Bouzaréah,* de la place d'Alger...

Le projet décrit assez minutieusement les forts de Kouba et de Bouzaréah. Ils sont bétonnés ; l'épaisseur du béton est de 1 m. 50 ; ils ont des fossés, des escarpes et des contrescarpes ; on y a établi des guérites observatoires... Ce sont les seuls ouvrages détachés de la place ayant une réelle valeur... Ils ne pourraient être réduits que par des canons de gros calibre, pourvus de munitions abondantes... On reste stupéfait de trouver autant de détails dans une publication qui est à la portée de tous. Le ministre de la guerre livre lui-même à l'ennemi si non le plan de ces forts, du moins tous les renseignements utiles lui permettant de prendre à l'occasion toutes les précautions pour les réduire !

Renvoyé à la commission de l'armée.

RAPPORT (38) fait au nom de la commission de l'armée, sur le même objet, par M. Etienne Rognon, député. Paraphrasant le projet, l'honorable député conclut au classement.

PROJET DE LOI (39) adopté par la Chambre des députés, relatif au classement des *forts de Kouba et Bouzaréah,* de la place d'Alger...

Renvoyé à la commission de l'armée. — Adopté (40).

---

(35) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1800 à la 2me séance du 26 juin 1925.

(36) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 477 à la séance du 12 juillet 1925.

(37) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1699 à la séance du 11 juin 1925.

(38) J. O., Ibid., annexe n° 1884 à la 2me séance du 8 juillet 1925.

(39) J. O., Déb. parl., Sénat, annexe n° 621 à la séance du 24 décembre 1925.

(40) J. O., Déb. Sénat, p. 3288.

10° INTERPELLATION

19. — M. Henriet, député communiste qui, avec son collègue Doriot, furent sérieusement inquiétés lors de leur randonnée en Algérie, demande à interpeller « sur les irrégularités et abus constatés lors des élections d'Alger et l'annulation des voix attribuées à l'émir Khaled, qui doit être élu. » (J. off., Déb. parl., p. 2982).

M. Chastanet a interpellé « sur le dernier accord conclu entre les phosphatiers de l'Afrique du Nord. » (J. off., déb. parl., p. 3529).

11° INTERPRETES MILITAIRES

20. — RAPPORT (41) fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant réorganisation du *corps des interprètes militaires de langue arabe*, par M. le comte d'Alsace, prince d'Hénin, sénateur.

Déposé le 16 novembre, adopté par la Chambre le 29 mars 1922, le projet n'est rapporté au Sénat que le 6 juillet 1925. Et le rapporteur dit qu'il y a une certaine urgence à régler le statut des interprètes militaires. On ne s'en douterait pas. Après avoir rendu hommage au corps des interprètes, M. le comte d'Alsace indique les conditions de recrutement, les qualités exigées de ces militaires, les besoins auxquels ils répondent. Il note d'autre part la crise qui sévit dans ce corps par suite d'une hiérarchie trop limitée. Il conclut à l'adoption du projet. — Adopté après déclaration d'urgence (42).

12° JUSTICE

21. — RAPPORT (43) fait au nom de la commission de législation civile et criminelle chargée d'examiner le projet de loi portant création de trois postes de *conseiller à la Cour d'appel d'Alger* (a), par M. Léon Escoffier, député.

La Cour d'appel d'Alger se compose de 4 Chambres et de 38 magistrats, dont 1 premier président, 4 présidents de Chambre et 24 conseillers. Ces magistrats ne suffisent pas à l'évacuation des affaires : en 1921, l'arriéré était, en matière civile et commerciale, de 1979 affaires ; en 1922, de 1867 affaires, et en 1923, de 1994. Cette même année 1923, elle a rendu 985 arrêts civils, 654 arrêts commerciaux, 1211 arrêts correctionnels, 898 arrêts de mise en accusation. Son activité ne saurait donc être mise en cause. Pour remédier à cet arriéré, il convient d'augmenter le nombre des conseillers.

Une autre solution pouvait être envisagée d'un point de vue général : l'abaissement de la limite d'âge. Ou encore une autre, d'un point de vue particulier : la création d'une Cour à Tunis. Ces deux

---

(41) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 410 à la séance du 6 juillet 1925.

(42) J. O., Déb. parl., p. 1507.

(43) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1099 à la 2me séance du 22 janvier 1925.

solutions heurtent trop d'intérêts particuliers pour être prises en considération. — Adopté (44).

PROJET DE LOI (45) adopté par la Chambre des députés, portant création de trois postes de *conseiller à la Cour d'appel d'Alger...*
Renvoyé à la commission de législation civile et criminelle et pour avis, la commission des finances.

RAPPORT (46) sur le même objet, par M. Richard, sénateur, qui conclut à l'adoption.

AVIS (47) de M. Henry Roy, sénateur, au nom de la commission des finances, qui observe que la Cour comprend 4 Chambres et 24 conseillers et qu'il doit être possible, en dépit du nombre des affaires et des obligations extérieures des magistrats, par un surcroît d'activité et d'organisation, de régler l'arriéré et de mettre, dans un délai rapproché, le rôle à jour sans qu'il soit besoin de recourir à des créations nouvelles. Et le rapporteur de regretter de ne pouvoir demander le vote du projet.

(*A suivre.*)

---

(44) J. O., Déb. parl., p. 1510. — (*a*) V. R. A. 1926, 1, 93, n° 37.
(45) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 206 à la séance du 30 mars 1925.
(46) Ibid., annexe n° 280 à la séance du 4 juin 1925.
(47) Ibid., annexe n° 328 à la séance du 19 juin 1925.

NOTICE

sur les travaux parlementaires pour l'année 1925

CONCERNANT

L'ALGERIE, LA TUNISIE ET LE MAROC

par G. RECTENWALD
Conseillller à la Cour d'appel d'Alger

(*Suite*)

13° Legion d'honneur

22. — Proposition de loi (48) tendant à faire bénéficier les *indigènes de l'Algérie naturalisés français* des mêmes avantanges que les indigènes non naturalisés au point de vue de la *Légion d'honneur*, présentée par M. Morinaud, député.

Le rapporteur signale que les indigènes non naturalisés peuvent obtenir un grade dans la Légion d'honneur en dehors de tout contingent de croix. Ceux qui ont obtenu la naturalisation, sont des citoyens français et à ce titre ils ne peuvent être décorés que sur le contingent spécial réservé en Algérie aux citoyens français. Il y a là une véritable prime contre la naturalisation.

Renvoyée à la commission de la législation civile et criminelle, sous réserve de l'avis de la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats.

23. — Rapport (49) fait au nom de la commission de l'administration générale, départementale et communale, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Mallarmé et autres tendant à modifier l'article 2 de la loi du 11 avril 1924 relative au contingent annuel de *croix de chevalier de la Légion d'honneur* destinées à récompenser les services rendus par *les maires des communes de France et d'Algérie*, par M. Sclafer, député.

La proposition de loi demandait que, pour les maires d'Algérie, le minimum des années de fonctions exigé par la loi soit abaissé de 30 à 20 ans. Le rapporteur conclut à l'adoption.

---

(48) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2148 à la séance du 2 décembre 1925.

(49) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2272 à la 2me séance du 8 décembre 1925.

14° Naturalisation

24. — Proposition de loi (50) tendant à faciliter la *naturalisation des étrangers*, présentée par M. Charles Lambert, député.

M. Lambert constate que la France se dépeuple alors que nos voisins voient leurs populations augmenter chaque jour. Il ne craint pas de parler de décadence — et il a, à ce point de vue, entièrement raison. Il estime que toutes les mesures prises ou proposées concernant la lutte contre la tuberculose, la syphilis, l'alcoolisme, etc..., sont inopérantes, comme inopérantes, à notre avis, les indemnités familiales et les impôts sur les célibataires. Il faut tirer parti, dit M. Lambert, de l'afflux étranger. Et il donne comme exemple les Etats-Unis qui, en 1787, comptaient 4 millions d'habitants et qui, aujourd'hui, par le jeu des naturalisations, en comptent 100 millions. Mais M. Lambert reconnaît qu'il faut agir avec quelque prudence : il convient de rejeter hors de chez nous ceux qui viennent pour créer du désordre ou pour s'enrichir au détriment du pays sans aucune charge en compensation. Le remède est dans une modification de notre Code civil : suppression du droit d'option permettant à l'individu né en France de parents étrangers ou aux enfants d'un naturalisé de décliner la nationalité française ; réduction à 3 ans le séjour de 10 ans imposé aux étrangers avant de se faire naturaliser ; fixation à une année de la durée de résidence imposé à l'étranger marié à une Française et qui a rendu des services importants à la France ou qui a été attaché, à un titre quelconque, au service militaire ; réduction des frais de chancellerie ; simplification des formalités. La proposition de loi porte que ces dispositions seraient applicables à l'Algérie et aux pays de protectorat.

Renvoyée à la commission de législation civile et criminelle.

15° Peches maritimes

25. — Projet de loi (51) tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire la *pêche* aux *étrangers* dans les *eaux territoriales de France et d'Algérie*... (1).

Le projet a exclusivement pour but d'aggraver les peines prévues par la loi du 1er mars 1888 et de permettre ainsi une protection plus efficace de nos petits pêcheurs contre les ravages qu'effectuent chaque jour, le long de nos côtes, de puissants chalutiers étrangers. Le minimum et le maximum de l'amende qui étaient en 1888 de 16 fr. et 250 fr. sont portés à 1.000 fr. et 10.000 fr., majorés des décimes prévus par nos lois fiscales. En cas de récidive, les commandants de navires pourront être punis d'un emprisonnement de 6 à 15 jours.

---

(50) J. O., Ch. des dép., Doc. parl., annexe n° 1991 à la séance du 29 octobre 1925.

(51) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1524 à la séance du 3 avril 1925.

Revoyé à la commission de la marine marchande, sous réserve de l'avis de la commission des affaires étrangères.

16° Politique indigene

26. — Projet de loi (32) étendant à la *femme indigène d'Algérie l'application* des dispositions de la loi du 4 février 1919 et du *Senetus-consulte* du 14 juillet 1865, dur l'*accession au droit de cité,* présenté au nom de M. Gaston Doumergue, Président de la République, par M. René Renoult, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et par M. Camille Chautemps, Ministre de l'Intérieur (1).

Un arrêt de la Cour de Cassation en date du 19 juillet 1923 (53) a décidé que les dispositions de la loi du 4 février 1919 ne sont applicables qu'aux femmes mariées dont le mari acquiert le droit de cité postérieurement à leur mariage, à l'exclusion des femmes non mariées. La loi visait en effet les « *Droits politiques* », réservés seulement aux hommes et les conditions imposées ne pouvaient être remplies que par les hommes. Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de consacrer en cette matière le principe de l'égalité des deux sexes. C'est le but du projet soumis à la Chambre des députés.

Renvoyé à la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats.

Rapport (54), sur le même objet, fait au nom de la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats, par M. Roux-Freissinenq, député qui se range à l'avis du Gouvernement et conclut à l'adoption du projet.

17° Propriete fonciere

27. — Projet de loi (55) tendant à modifier la loi du 16 février 1897 *sur la propriété foncière en Algérie.*

L'exposé des motifs de cette loi nous donne un résumé de la législation foncière en Algérie. (V. les ouvrages de MM. Pouyanne, d'une part, et E. Larcher, d'autre part). Il note que la loi de 1897 n'était que provisoire. On devait introduire en Algérie les livres fonciers. Plusieurs commissions étudièrent la question. Après avoir réclamé le système Torrens pour l'Algérie, les assemblées financières algériennes furent unanimes en 1923 pour repousser le régime de l'immatriculation qui aurait, entre autres inconvénients, celui signalé par nous, d'ajouter à une liste déjà longue une nouvelle forme de pro-

---

(52) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1363 à la séance du 10 mars 1925.

(53) V. R. A., 1922-1923, 2, 157. Le tribunal d'Orléansville dont la décision fut cassée avait déclarée admise à la qualité de citoyen français une dame indigène.

(54) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1912 à la séance du 10 juillet 1925.

(55) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 62 à la séance du 10 février 1925.

priété. C'est pourquoi le projet présenté se caractérise ainsi : 1° il remet en vigueur, en partie et conditionnellement, les enquêtes d'ensemble instituées par la loi de 1873 et abrogées par celle de 1897; 2° il accentue l'atténuation apportée par la loi de 1897 aux inconvénients de la francisation, en déférant aux juges de paix la connaissance de la plupart des litiges dont sont l'objet les immeubles ruraux francisés possédés par les indigènes et en élevant, en même temps, le taux de la compétence des juges cantonaux; 3° il s'efforce d'enrayer ou de limiter les actions vexatoires qui sont si fréquentes dans les enquêtes partielles ouvertes en territoire melk et qui sont une cause de découragement pour la colonisation privée; 4° il tend à faciliter et à améliorer la procédure de partage, à restreindre les licitations et à en atténuer les conséquences; 5° il étend doublement le champ d'action de la loi, d'une part en supprimant la distinction des territoires tellien et hors Tell, au point de vue de la possibilité de requérir l'application des procédures, et d'autre part, en décidant que les territoires francisés — sauf pour les titres délivrés en application de la loi de 1897 ainsi que de la loi, objet du projet soumis au Sénat — pourront être facultativement soumis à une procédure de purge, tout comme les territoires de statut musulman.

Renvoyé à la commission nommée le 7 mars 1924, chargée de l'examen des projets et des propositions de lois relatifs à l'Algérie.

Rapport (56) de M. Hervey, sénateur, qui s'étonne que, au moment même où l'on dote l'Indo-Chine d'un Code complet de la propriété foncière en 432 articles, on ne propose que de simples modifications et corrections à la loi de 1887, pour l'Algérie. M. Hervey paraît partisan de la proposition de loi de M. le sénateur Flandin, que nous avons analysée ici-même. Mais il s'incline devant les raisons qui ont dicté aux délégations financières et au Gouvernement l'abandon de principe de l'immatriculation : difficultés d'application dans un pays où de multiples lois foncières ont imprimé à la propriété des caractères variés ; coût élevé de la réforme, 60 à 80 millions, etc. Adopté (57).

Projet de loi (58) adopté par le Sénat tendant à modifier la loi du 16 février 1897 sur *la propriété foncière en Algérie*...

Renvoyé à la commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats.

18° Tabacs

28. — Rapport (59) fait au nom de la Commission des Finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés portant fixation du *Budget général de l'exercice* 1925 (Ministère des Finances), par M. Louis Dausset, sénateur.

---

(56) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 496 à la séance du 3 novembre 1925.

(57) J. O., Déb. parl., p. 1624-1645.

(58) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2319, à la 2me séance du 28 décembre 1925.

(59) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 141 à la séance du 17 mars 1925.

Nous relevons des indications intéressantes sur les achats de tabacs faits par la Métropole en Algérie. En 1922 on avait acheté 3.868.227 kgs de tabacs alors qu'en 1921 les achats avaient porté sur près de 18 millions de kgs. En 1923, la récolte étant déficitaire en Algérie, les achats ont porté sur 2.644.157 kgs; en 1924, sur 5.424.781 kgs. Avant la guerre, la régie française achetait annuellement de 3 à 5 millions de kgs, représentant à peu près la moitié de la récolte. Les fabricants ayant offert des prix supérieurs à ceux de la régie, l'administration dut restreindre ses achats, après avoir toutefois eu recours à la réquisition en 1917-1918 et 1919. En 1920 la Compagnie Générale des Tabacs vient pour la première fois en Algérie et achète la presque totalité des tabacs du département de Constantine. La Régie qui se proposait d'acheter une dizaine de millions de kilogs de tabacs ne put en acquérir que la moitié. C'est ce fait qui conduisit l'administration à passer avec la Société coopérative des planteurs de Bône un contrat pour la fourniture des tabacs de cette région, convention dont la durée est de dix ans. Deux autres coopératives ayant été créées dans la Mitidja et dans la Kabylie, l'administration a passé avec elles des contrats analogues à celui de la coopérative de Bône, se réservant d'ailleurs le droit d'acheter aux planteurs non adhérents à ces coopératives.

En année normale l'administration estime qu'elle pourra acheter une douzaine de millions de kilogs de tabac en Algérie. Le rapporteur signale que des essais d'acclimatation et des essais de séchage au feu des tabacs de la variété Kentucky sont effectués par la station de Bône. S'ils réussissent, comme tout le fait espérer, l'administration réduira ses achats à l'étranger. Les prix moyens payés par l'administration en Algérie sont les suivants : Tabacs secs (récolte 1922), 284 fr. 25; (récolte 1923), 264 fr. 75. Tabacs vert (récolte 1923), 239 fr. 89; (récolte 1924), 320 fr. 60.

TUNISIE

1° Accidents du travail. — 2° Enseignement. — 3° Interpellation. — 4° Legion d'honneur. — 5° Marine. — 6° Monnaies. — 7° Telegraphes. — 8° Vins.

1° Accidents du travail

29. — Projet de loi (60) supprimant les déchéances prévues aux alinéas 16, 17 et 18 de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, concernant les *responsabilités des accidents* dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en faveur des *protégés français*, présenté au nom de M. Gaston Doumergue, Président de la République française, par M. Edouard Herriot, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et par M. Justin Godart, ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales (1).

---

(60) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe 1193 à la 2me séance du 5 février 1925.

Une loi du 21 mars 1921 (61) avait supprimé ces déchéances en ce qui concerne les Tunisiens. Il n'y avait aucune bonne raison de moins bien traiter les Marocains. Le projet de loi a pour objet de mettre ces derniers sur le même pied que les Tunisiens.

Renvoyé à la Commission du travail.

30. — RAPPORT (61) fait au Sénat et à la Chambre des députés par la Commission de surveillance de la *Caisse d'amortissement* et de la *Caisse des dépôts et consignations* sur les opérations de l'année 1924...

Il est indiqué à ce rapport qu'un décret du 24 mai 1922 a chargé la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse de gérer le fonds de garantie destiné à assurer en Tunisie aux ouvriers victimes d accidents du travail ou à leurs ayants droit, le payement des rentes allouées au cas où les débirentiers manqueraient à leur obligation. La Caisse Nationale joue ici le rôle d'un *negotiorum gestor* : c est le Trésor tunisien qui doit supporter éventuellement les insuffisances temporaires de ressources en faisant des avances sans intérêts remboursables sur les premiers excédents de recettes. Le fonds spécial de garantie tunisien est alimenté par une taxe sur les mines et des contributions des chefs d'entreprise sur les primes d'assurance payées ou sur les capitaux représentatifs des rentes allouées, suivant qu'ils sont assurés ou non. Pour l'année 1923, le taux de ces taxes était de 0,05 par hectare concédé par les mines; 2 % du montant des primes d'assurance ou 4 % des capitaux constitutifs des rentes à la charge des exploitants. Au 31 décembre 1924 le fonds spécial était crédité de 116.684 fr. 29, aucun appel n'ayant été fait par des crédirentiers tunisiens. A noter que la législation sur les accidents du travail a été introduite en Tunisie à partir du 1er juillet 1922 par décret beylical du 15 mars 1921.

2° ENSEIGNEMENT

31. — RAPPORT (62) fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *budget général de l'exercice* 1926 (*protectorat de la Tunisie*), par M. Georges Bureau, député.

Huit colonnes de l'Officiel reproduisent partie du décret du 12 mai 1906 sur la comptabilité publique et partie du décret du 13 juillet 1922 sur le Grand Conseil, textes que l'on retrouvera à leur date dans cette Revue. Puis c'est la reproduction, avec quelques appréciations, du rapport au Président de la République présenté par le Résident général. Il note au passage une réflexion personnelle de M. Bureau — et c'est cet honorable rapporteur qui la souligne : Donnant les résultats des examens du baccalauréat, il trouve que la proposition des reçus est faible. « Le baccalauréat n'est pas la licence, et une rigueur excessive paraît tout à fait sans nécessité. » Je dirai

(61) V. R. A., 1922-1923, 1, 13, n° 26.

(61) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 363 à la séance du 30 juin 1925.

(62) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2035 à la séance du 5 novembre 1925.

qu'une indulgence trop grande est dangereuse, car elle fait des déclassés. Et le danger est ici plus grand qu'en France. En résumé, rapport sans grand intérêt, si ce n'est pour nos parlementaires qui ignorent notre Régence.

3° Interpellation

32. — M. André Berthon a demandé à interpeller le Gouvernement sur les « violations des libertés syndicales en Tunisie et les tentatives d'étranglement de la Confédération Générale du Travail tunisienne » (V. J O., Déb. parl., p. 948).

4° Legion d'honneur

33. — Proposition de loi (63) tendant à créer un contingent annuel de la *Légion d'honneur* pour les *citoyens français et les Européens de Tunisie et du Maroc,* présenté par M. Morinaud, député.

La Tunisie et le Maroc auraient, annuellement, chacun à leur disposition une rosette d'officier et dix crois de Chevalier de la Légion d'honneur. Le besoin se faisait sentir d'une telle proposition : l'Algérie avait son contingent spécial. La Tunisie et le Maroc devaient avoir le leur.

Renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle, sous réserve de l'avis de la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats.

Rapport (64) fait au nom de la Commission de la législation civile et criminelle chargée d'examiner la proposition de M. Morinaud, tendant à créer un contingent de la *Légion d'honneur* pour les *citoyens français et les Européens de Tunisie et du Maroc,* par M. Cantru, député.

La Commission est d'avis d'adopter la proposition. La Tunisie aurait droit à une croix d'officier et à dix de chevalier. Même contingent pour le Maroc.

Avis favorable (65) de la Commission de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats, présenté par M. Gasparin, député.

Transmise au Sénat, la *proposition* (66) est renvoyée à la Comsion des Affaires étrangères et de politique générale des protectorats.

5° Marine

Rapport (67) fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des dé-

---

(63) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1735 à la séance du 18 juin 1925.
(64) Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 2079 à la séance du 17 novembre 1925.
(65) Ibid., annexe n° 2182 à la séance du 8 décembre 1925.
(66) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 587 à la séance du 17 décembre 1925.
(67) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 147 à la séance du 17 mars 1925.

putés, portant fixation du *budget général de l'exercice* 1925, *ministère de la Marine,* par M. Henry Chéron, sénateur.

Un paragraphe est consacré à Bizerte « clef du passage qui unit le bassin occidental et oriental de la Méditerranée ». Point d'appui important, Bizerte est doté d'un arsenal, construit à Sidi-Abdallah. Cet arsenal est une annexe de celui de Toulon : il est spécialisé dans les travaux de réparations et d'entretien des navires de la flotte. M. Chéron estime qu'il faut lui conserver ce rôle.

6° Monnaies

35. — Rapport (68) fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *budget général de l'exercice* 1926 (*Monnaies et médailles*), par M. J. Paganon. député.

On voit à ce rapport que le Maroc fait frapper en 1926 des pièces de bronze de nickel à raison de 2.000.000 de pièces de 1 fr. et de 4.000.000 de pièces de 0 fr. 50, des jetons de nickel de 0 fr. 25 à raison de 2.000.000 de pièces.

La Tunisie commande tous les ans des pièces d'or et d'argent qui sont remises au Bey pour le Nouvel an. En 1925 la Monnaie de Paris a fabriqué pour le Bey 23 pièces en or de 20 fr., 83 de 10 fr.: 303 pièces d'argent de 2 fr., 703 de 1 fr. et 1.003 de 0 fr. 50.

7° Telegraphes

36. — Rapport (69) fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet (1) de loi tendant à ratifier *l'avenant* du 26 septembre 1923 à la convention conclue entre la France et la *Tunisie* le 20 mars 1888 (déjà modifiée par avenant du 25 novembre 1891) relatif à la pose d'un *deuxième câble entre la France et la Tunisie,* par M. Dezarnaulds, député. Conclusions favorables.

Avis (70), sur le même objet, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, par M. Mistral, député.
Avis très favorable.

Projet de loi (71) adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier l'*avenant* du 26 septembre 1923 à la convention conclue entre la France et la *Tunisie,* le 20 mars 1888, relatif à la pose d'un *deuxième câble entre la France et la Tunisie*...
Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, et, pour avis, à la Commission des Finances.

Rapport (72) de M. Jamin, sénateur, qui constate la nécessité et l'urgence de ce nouveau câble et propose d'adopter le projet de loi.

---

(68) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1978 à la séance du 12 juillet 1925.
(69) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1321 à la 2me séance du 25 février 1925. V. R. A. 1925, 1, 98, n° 50.
(70) Ibid., annexe n° 1322 à la même séance.
(71) J. O., Doc. parl., Sénat, annexe n° 393 à la séance du 3 juillet 1925.
(72) Ibid., annexe n° 529 à la séance du 2 décembre 1925.

8° Vins

37. — Arrangement (73) portant création à Paris d'un *Office international du vin*. — Le Gouvernement soumet au Parlement une convention passée entre l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg et la *Tunisie*, instituant à Paris un office international du vin chargé de réunir, étudier et publier les renseignements de nature à démontrer les effets bienfaisants du vin, de mettre en évidence les qualités hygiéniques du vin, assurer la protection des vins, prendre toutes initiatives propres à développer le commerce du vin...

MAROC

1° Budget. — 2° Colonisation. — 3° Guerre. — 4° Interpellation. — 5° Juge de paix. — 6° Legion d'honneur. — 7° Propriete foncière.

1° Budget

38. — Rapport (74) fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *budget général de l'exercice* 1925 (*budget du Protectorat du Maroc*), par M. Bouilloux-Lafont, député.

a) Cet important document ne comporte pas moins de 75 pages du Journal Officiel. Après avoir constaté que le Parlement n'a qu'un droit de regard sur les dépenses payées sur le fonds du budget chérifien, le rapporteur rappelle les caractéristiques du protectorat marocain et les traités qui ont abouti à ce régime. Quatre principes directeurs sont à la base de l'organisation de ce protectorat : représentation extérieure de l'Etat marocain par la France; respect de la souevraineté interne du sultan; contrôle; aide et collaboration. Puis nous avons un historique de la question marocaine et une revue des dépenses militaires incombant au budget de la métropole. La deuxième partie du rapport est consacrée à l'organisation du Gouvernement et de l'administration générale du Maroc. Nous ne pouvons sur ce point que renvoyer au *Précis de législation marocaine* que vient de publier, àla Librairie du Sirey, notre collègue P. Louis Rivière.

Retenons que de 1913 à 1915 le budget marocain fut en déficit et que le budget a considérablemnt grossi depuis cette époque. En 1913-1914 les recettes étaient de 17.253.130 fr., les dépenses de 24.760.240 fr.; en 1925 les prévisions sont, en recettes, de 331.584.960 fr. et les dépenses de 331.456.811 fr. Notons encore qu'il existe au Maroc des impôts indigènes et des impôts à forme européenne, les premiers se chiffrent en 1924 par 91.235.276 fr. de *terbib* et

---

(73) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1783 à la séance du 24 juin 1925.

(74) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1859 à la séance du 7 juillet 1925.

4.170.682 fr. de prestations; les seconds par 9.907.097 fr. de taxe urbaine et 9.305.533 de patentes, auxquels il faut ajouter 13.804.298 fr. de droits de marché (74).

Les droits de douane donnaient, en 1914, 102.212.799 fr.; les taxes intérieures 66.966.370 fr.; l'enregistrement et le timbre ont produit, toujours en 1924, 16.764.775 fr. Pour 1925 les ressources se chiffrent ainsi : Terbib, 72.200.000 fr.; autres taxes directes, 13.150.000 fr.: douanes, 86.600.000 fr.; contributions indirectes, 75.226.000 fr.; enregistrement et timbre, 14.470.000 fr.; domaines, 4.980.000 fr.; produit des forêts, 3.000.000 fr.; produit de l'office postal, 16.215.500 fr.; Régie des tabacs, 19.600.000 fr.

b) Le rapporteur, traitant du régime de la propriété foncière au Maroc souligne qu'au 31 décembre 1924 le nombre de propriétés immatriculées a atteint le chiffre de 6.125 pour 125.811 hectares dont : Français, 3.927 pour 106.785 hectares; Etrangers, 1.254 pour 3711 hectares; indigènes, 944 pour 15.315 hectares. A la même date il y avait en outre 1.748 propriétés déjà bornées avec plan établi, représentant 139.000 hectares et 2.492 autres propriétés d'une superficie de 175.000 hectares dont les bornages restaient à faire.

c) En ce qui concerne la politique de colonisation, le Maroc s'est arrêté au lot de 150 à 200 hectares de terre cultivable. Au 1er décembre 1924 la petite colonisation (lot de 20 à 30 hectares) représentait 3.723,09 hectares, pour 280 lots; la moyenne (lots de 150 à 200 hectares) 74.760,73 hectares pour 308 lots; les lots de fermes isolées étaient au nombre de 9 avec 2.483, 11 hectares; la grande colonisation comptait 12 lots avec 12.884, 17 hectares. En 1923-24, les surfaces emblavées comptaient 2.682.291 hectares dont 2.600.568 par les indigènes.

Le rapporteur passe en revue toutes les formes de l'activité du Protectorat chérifien et il conclut que les résultats obtenus sont satisfaisants et justifient de belles espérances d'avenir.

2° Colonisation

V. n. 38 c.

3° Guerre

39. — Rapport (75) fait au nom de la Commision des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *budget général de l'exercice* 1926 (*Ministère de la Guerre*), par M. Bouilloux-Lafont, député.

Nous relevons dans ce rapport que les effectifs pour le *Maroc* qui étaient en 1925 de 2.165 officiers, 64.515 hommes de troupe et 23.674 chevaux passent en 1926 à 2.251 officiers, 66.417 hommes de troupe et 24.802 chevaux.

Le montant des dépenses prévues est de 389.268.701 francs.

---

(75) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe 1963 à la séance du 12 juillet 1925.

4° Interpellation

40. — Le Maroc a fait tout d'abord l'objet de deux demandes d'interpellation : l'une de M. Pierre Renaudel, député, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement espère mettre fin au plus tôt aux événements militaires et rétablir une atmosphère pacifique au Maroc ; la seconde de M. Doriot, sur les événements militaires du Maroc, sur le but de l'opération, et sur le nombre de soldats qui y sont engagés. M. Doriot, communiste, s'est montré plus indiscret et plus violent que son collègue socialiste. On trouve toute cette discussion aux Débats parlementaires, p. 2443 et suivantes du Journal Officiel. Le cadre de notre notice et le caractère de cette revue ne nous permettent pas de nous étendre sur ce sujet. MM. Doriot et A. Berthon, sont collègue à la Chambre et en commission, ont poussé plus loin : ils ont à nouveau interpellé l'un sur les déclarations du Gouvernement au sujet de la guerre du Maroc, l'autre sur le refus par le Gouvernement français de reconnaître l'indépendance du Riff, et sa responsabilité dans la durée de la guerre marocaine (V. *J. O., Déb. parl.,* p. 2762 à 2782).

Nouvelle interpellation sur le même sujet par M. Vaillant-Couturier, communiste, qui voudrait voir évacuer militairement le Maroc — ce qui veut dire aussi civilement — conformément aux vœux formulés par le Congrès ouvrier du 4 juillet 1925. Cette interpellation a été renvoyée à la suite (V. *J. O. Déb. parl.,* p. 3216).

Dix autres interpellations sur les événements du Maroc émanant de MM. Ferdinand Faure, Victor Jean et Léon Baréty, Jean Jadié, Gaston Thomson, Jacques Doriot, Ferdinand Faure, encore, sont ajournées (*J. O., Déb. parl.,* p. 3596-3604-4163).

Enfin M. Marcel Cachin demande à interpeller le Gouvernement sur la proposition de M. Gordon-Cunning relativement à la paix du Maroc (*J. O., Déb. parl.,* p. 4302 et 4346).

5° Juges de paix

41. — Projet de loi (75) étendant aux *juges de paix du Maroc* et à leurs suppléants rétribués les dispositions de l'article 19 de la loi du 28 avril 1919...

Les juges de paix du Maroc ne peuvent être nommés dans les tribunaux de 1re instance qu'autant qu'ils sont titulaires depuis plus de trois ans et inscrits au tableau d'avancement. En Algérie et en Tunisie les juges de paix titulaires et leurs suppléants rétribués ayant quatre ans de services peuvent être appelés aux postes de juges suppléants près les tribunaux de 1re instance. Le projet de loi étend cette mesure au Maroc.

Renvoyé à la Commision de l'Algérie, des Colonies et des Protectorats.

6° Legion d'honneur

V. Tunisie, n. 39.

7° Propriete fonciere

V. n. 38, b.

Georges RECTENWALD.

(75) J. O., Doc. parl., Ch. des dép., annexe n° 1380 à la séance du 12 mars 1925.

PREMIERE PARTIE

DOCTRINE ET LEGISLATION

De la tutelle des absents en droit mozabite, par F. HUREAUX 89

Revue des thèses soutenues devant la Faculté de droit d'Alger (1919-1926), par G. RECTENWALD 100

Droit pénal musulman. Addenda et corrigenda à la traduction du Code musulman de Khalil, par N. SEIGNETTE, par L. BERCHER.... 41

L'Administration militaire de 1830 *à* 1870 *et la « Phobie » des Bureaux arabes,* par R. VALET, Docteur en Droit 78

La responsabilité civile dans la législation marocaine, par P.-Louis RIVIERE, Conseiller à la Cour d'appel de Caen 57

La spéculation illicite. Coalition. Accaparement. Commentaire de la loi du 3 *décembre* 1926, *modifiant les articles* 419 *et* 420 *du Code pénal,* par André KNOERTZER 25

La théorie de la citoyenneté automatique des étrangers (Jus laboris), par Juan CARLOS GARAY 20

Le « Jus Laboris » et la citoyenneté automatique des étrangers, par Eugène AUDINET, Professeur à l'Université de Poitiers, associé de l'Institut du Droit international 73

Les Cahiers des trois ordres de la province de Provence et spécialement ceux des maréchaussées d'Aix, Arles, Draguignan, Forcalquier, Marseille et Toulon (fin), par Raymond CHARLES..... 13, 105

Notice sur les travaux parlementaires pour l'année 1925 *concernant l'Algérie, la Tunisie et le Maroc,* par G. RECTENWALD 105

Revue des thèses soutenues devant la Faculté de Droit d'Alger (1919-1926), par G. RECTENWALD 65

Un curieux excès de pouvoir, par Engène LEYVAL 17

BIBLIOGRAPHIE

Ahmed-Laimèche : La Bidaye 23

V. Bismut : Essai sur la dualité législative et judiciaire en Tunisie.. 23

J. Benoist : La Guerre au désert 64

P.-L. Rivière : Précis de législation marocaine 64

R. Moreux : Le Trafic et l'Outillage des Ports Nord-Africains 88

Revue des thèses soutenues devant la Faculté de droit d'Alger (1919-1926) 49

REVUE ALGÉRIENNE

Tunisienne et Marocaine

DEUXIEME PARTIE

JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE

CONSEIL D'ETAT

21 mai 1926

Elections indigènes, Algérie, conseils municipaux, conseils généraux, délégations financières, éligibilité, condition d'inscription sur la liste électorale de la circonscription à représenter, composition de la liste en commune mixte.

Aux termes de l'art. 3 *du décret du* 6 *février* 1919, *sont éligibles, comme membres des conseils municipaux, des conseils généraux et délégués financiers au titre indigène, tous les électeurs inscrits sur la liste de la circonscription à représenter.*

En vertu de l'art. 12 *du même décret, le corps électoral au titre indigène comprend, pour l'élection des conseillers généraux indigènes et des délégués financiers au titre indigène, tous les électeurs inscrits sur les listes électorales des communes de plein exercice de la circonscription et tous les membres indigènes des commissions municipales et des djemaâ des communes mixtes.*

Dès lors, pour être, au sens de l'art. 13 *un électeur inscrit sur la liste de la circonscription à représenter, il ne suffit pas, en commune mixte, d'être inscrit sur la liste électorale du douar, il faut encore faire partie de la commission municipale ou de la djemaâ.*

(Election Ghorab Maamar)

LE CONSEIL D'ETAT, statuant au Contentieux (Section spéciale du Contentieux, 1re Sous-Section), siégeant en séance publique; — Vu : 1° la protestation formée par le sieur Kaïd Hammoud, candidat aux Délégations financières, ladite protestation annexée au procès-verbal des opérations électorales et enregistrée à la Préfecture de Constantine, le 18 septembre 1924, et au Secrétariat de la Section spéciale du Contentieux du Conseil d'Etat, le 18 octobre 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler les opérations électorales auxquelles il a été procédé, le 14 septembre 1924, dans la 3e circonscription indigène arabe du département de Constantine, pour la nomination d'un membre des Délégations financières, à la suite desquelles le sieur Ghorab Maamar a été proclamé élu; — Attendu qu'il a été trouvé dans l'urne, au nom du sieur Ghorab, 43 bulletins écrits en arabe, à la main et de la même écriture, et environ 12 bulletins doubles; — 2° la protestation formée par le sieur Cherif Mohammed Ali Ben Cherif, également candidat, ladite protestation annexée au procès-verbal des opérations électorales, et enregistrée comme il est dit ci-dessus, les 18 septembre 1924 et 18 octobre 1924, et tendant aux mêmes fins; — Attendu que l'élection a été entachée de faits de corruption et que certains électeurs ont été empêchés de voter; — 3° la protestation présentée par les sieurs Kaïd Hammoud, Bousghaba Khelifa et Mohammed Ben Hadj Belgacem, ladite protestation enregistrée au Secrétariat de la Section spéciale du Contentieux du Conseil d'Etat le 23 septembre 1924, et tendant aux mêmes fins que les précédentes; — Attendu que le sieur Ghorab est inéligible par application des articles 12 et 13 du décret du 6 février 1919; que l'élection a été entachée de faits de violence et de corruption; — 4° la protestation présentée par le sieur Kahli Redjem Ben Sadek, candidat aux Délégations financières, électeur de la commune de plein exercice d'Ain Beïda, ladite protestation enregistrée au Secrétariat de la Section spéciale

du Contentieux du Conseil d'Etat le 24 septembre 1924 et tendant aux mêmes fins que les précédentes; — Attendu que le sieur Ghorab est inéligible, et que son élection a été entachée de faits de violence et d'intimidation;

En ce qui concerne le désistement du sieur Kaïd Hammoud : — Considérant que le sieur Kaïd Hammoud a formulé contre l'élection du sieur Ghorab Maamar deux protestations, l'une annexée au procès-verbal des opérations électorales, l'autre adressée directement au Conseil d'Etat et portant, outre la signature du sieur Kaïd Hammoud, celles des sieurs Bousghaba Khelifa et Mohammed Ben Hadj Belgacem; qu'à la date du 10 juin 1925, le sieur Kaïd Hammoud a déclaré se désister de sa protestation contre l'élection du sieur Ghorab Maamar; que, par la générosité de ses termes, le désistement ainsi intervenu s'applique, à la fois, aux deux protestations ci-dessus mentionnées, du moins en tant que la dernière émane du sieur Kaïd Hammoud; que ce désistement est pur et simple, et que rien ne s'oppose à ce qu'il en soit donné acte; que, par contre, il y a lieu de statuer sur la protestation pré citée, en tant qu'elle émane des sieurs Bousghaba Khelifa et Mohammed Ben Hadj Belgacem;

Au fond : — Considérant qu'aux termes de l'article 13 du décret du 6 février 1919, sont éligibles comme membres des Conseils municipaux, des Conseils généraux et Délégués financiers au titre indigène tous les électeurs inscrits sur la liste de la circonscription à représenter; que, sur cette liste, figurent tous les électeurs qualifiés pour prendre part à l'élection considérée, tels qu'ils sont déterminés par l'article 12 du même décret, et eux seuls; qu'en vertu dudit article 12, le corps électoral au titre indigène comprend, pour l'élection des Conseillers généraux indigènes et des Délégués financiers au titre indigène, tous les électeurs inscrits sur les listes électorales des communes de plein exercice de la circonscription, tous les membres indigènes des commissions municipales et des djemaas des communes mixtes; — Considérant qu'il n'est pas contesté qu'à la date de l'élection, le sieur Ghorab Maamar n'appartenait à aucune des catégories spécifiées par l'article 12; que, dès lors, il n'était pas, au sens de l'article 13, un électeur inscrit sur la liste de la circonscription à représenter et que, par suite, il n'était pas éligible aux Délégations financières; qu'ainsi, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs des protestations présentées par les sieurs Bousghaba Khelifa, Mohammed Ben Hadj Belgacem et Kahli Redjem Ben Sadek, non plus que sur la protestation du sieur Cherif Mohammed Ali Ben Cherif, il y a lieu d'annuler l'élection dudit sieur Ghorab Maamar;

DÉCIDE :

Article 1er. — Il est donné acte du désistement du sieur Kaïd Hammoud. — *Article* 2. — L'élection du sieur Ghorab Maamar comme délégué financier au titre indigène de la 3e circonscription du département de Constantine est annulée.

---

(1) La question tranchée par le Conseil d'Etat, par l'arrêt ci-dessus, avait déjà été effleurée par lui à plusieurs reprises; mais il n'avait jamais eu l'occasion de la trancher *in terminis*.

Ainsi, dans un premier arrêt du 23 mars 1923, concernant une élection aux Délégations financières indigènes de la troisième circonscription d'Alger, le Conseil d'Etat avait annulé l'élection du sieur Kaïd Hammoud, parce qu'il n'était inscrit sur aucune des listes électorales de la circonscription, d'où l'on pouvait essayer de conclure que si ledit Kaïd Hammoud avait été inscrit sur une quelconque des listes électorales des communes comprises dans la circonscription, il eût été éligible.

Par un second arrêt du 6 juin 1924, le Conseil d'Etat avait annulé, à la requête du sieur Chorab Maamar (de l'élection duquel il s'agit dans l'espèce actuelle, alors candidat malheureux), l'élection comme délégué financier d'un sieur Lounissi Allaoua, lequel avait opposé à la requête une fin de non recevoir tirée de ce que Ghorab Maamar (qui n'était pas plus, alors qu'aujourd'hui,

CONSEIL D'ETAT

16 juillet 1924

Conseil d'Etat, requêtes, ministère d'avocat, obligation, Algérie, ventes des terres domaniales.

Le contentieux des ventes des terres domaniales ne rentre dans aucune des exceptions apportées à la règle, posée par l'article premier du décret du 22 juillet 1806, que les requêtes des parties devant le Conseil d'Etat ne peuvent être introduites que par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat.

Par suite, est irrecevable la requête présentée en cette matière, en contravention de ladite règle.

(Clostre)

---

membre de la commission municipale de sa commune ou de la djemaâ de son douar), n'étant pas électeur aux Délégations financières, était sans qualité pour contester la régularité de l'élection. Chorab Maamar avait objecté, d'abord, que, figurant sur la liste des électeurs à la djemaâ de son douar et, par conséquent, étant inscrit sur une des listes de la circonscription, il était éligible.

Le Conseil d'Etat n'avait pas cru devoir examiner cette question et s'était borné à rejeter la fin de non recevoir, motif pris des décrets combinés du 23 septembre 1875 et du 25 juin 1921, aux termes desquels tout candidat est recevable à contester l'élection à laquelle il a pris part, qu'il soit ou non éligible. Mais le Commissaire du Gouvernement était allé plus loin et, dans ses conclusions, il avait déclaré qu'il suffisait qu'un électeur fût inscrit sur une des listes d'une commune mixte pour être éligible comme délégué financier de la circonscription dont la commune fait partie. Dans l'espèce actuelle, le Conseil d'Etat n'a pas cru devoir se montrer aussi libéral que M. Georges Bonnet et, il faut bien l'avouer, c'est à bon droit.

On sait que le statut électoral des indigènes algériens est constitué par le décret du 6 février 1919 dont l'article 13 dispose que « sont éligibles comme membres des conseils municipaux, des conseils généraux et des délégations financières au titre indigène, tous les électeurs inscrits sur la liste de la circonscription à représenter ».

La liste! Quelle liste? Evidemment, celle relative à la catégorie d'élections dont il s'agit. Car, contrairement à ce qui a lieu pour les Européens, pour lesquels il n'existe qu'une liste unique, quelle que soit l'élection en cause, le système algérien comporte, pour les indigènes, des listes qui diffèrent avec les catégories d'élections. En effet, l'article 12 est ainsi conçu : « Le corps électoral au titre indigène comprend : 1° pour l'élection des conseillers municipaux indigènes des communes de plein exercice, tous les électeurs inscrits sur les listes de la commune; 2° pour l'élection des conseillers généraux indigènes et des délégués financiers au titre indigène, tous les électeurs inscrits sur les listes électorales des communes de plein exercice de la circonscription, tous les membres indigènes des commissions municipales et des djemaâ des communes mixtes.

Ainsi, pour être électeur aux délégations financières et aux conseils généraux dans les communes mixtes, il ne suffit pas d'être inscrit sur la liste électorale de son douar; il faut encore faire partie soit de la commission municipale, soit de la djemaâ. Or, il est de principe que nul ne peut être éligible s'il n'est en même temps électeur. Il suit de là que les indigènes inscrits sur les listes électorales d'un douar, qui ne sont pas électeurs aux Délégations financières, ne peuvent être, en même temps, éligibles auxdites Délégations, s'ils ne font pas partie de leur djemaâ.

Telle avait été, dès le début, l'interprétation de l'administration.

L'arrêté du Gouverneur général du 5 mars 1919, pris pour l'application du décret du 6 février, avait limité en effet à la liste restreinte des électeurs aux Délégations financières, la qualification de « liste électorale » au sens de l'article 13.

X.

LE CONSEIL D'ETAT, statuant au Contentieux, Section du Contentieux, 1re Sous-Section; — Vu la requête présentée par le sieur Clostre, colon à Zégla, commune mixte du Telagh, département d'Oran, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrêté, en date du 3 mars 1923, par lequel le Gouverneur général de l'Algérie l'a déclaré déchu de ses droits sur la propriété n° 10 du centre de Zégla; — Considérant qu'aux termes de l'article 1er du décret du 22 juillet 1806, les requêtes des parties devant le Conseil d'Etat ne peuvent être introduites que par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat; que, si des exceptions ont été ultérieurement apportées à cette règle, les conclusions de la requête du sieur Clostre, qui soulèvent une question se rattachant au contentieux des ventes des terres domaniales, ne rentrent dans aucune de ces exceptions; que, par suite, ladite requête introduite sans le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat, n'est pas recevable;

DÉCIDE : — La requête susvisée du sieur Clostre est rejetée.

MM. Romieu, Prés.; — Basset, Maître des Req. rapp.; — Mazerat, Comm. du Gouv.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 décembre 1925

Propriété foncière, Algérie, opérations du Sénatus-Consulte du 2 avril 1863, classement des terres de douar, caractère définitif, déchéance des droits de l'Etat sur les terres classées dans le groupe melk.

Le classement des terres d'un douar, résultant des opérations du Sénatus-Consulte du 22 *avril* 1863, *est définitif dans les quatre catégories de terres: melk, arch. communales et beylik. L'article* 8 *de la loi du* 16 *février* 1897 *tend, non pas à créer au profit de l'Etat des droits nouveaux en dehors de ceux qu'il tient de l'application du Sénatus-Consulte, mais, au contraire, à lui donner les moyens de faire respecter ceux qu'il tient déjà de cette application, en le mettant à même d'arrêter tout empiètement ou usurpation commis à son préjudice.*

Lors donc qu'un terrain a été placé dans le groupe melk par le décret de répartition et de délimitation intervenu à la suite des opérations exécutées sur le territoire d'une tribu, en application du Sénatus-Consulte, et qu'il résulte du rapport qui a précédé ce décret que les terrains classés dans ce groupe n'ont, au cours de ces opérations, fait l'objet d'aucune revendication formulée par l'Etat dans les termes de l'article 11 *du décret du* 23 *mai* 1863, *l'Etat se trouve définitivement déchu des droits auxquels il pouvait prétendre sur ce terrain et il est mal venu à soutenir que cette déchéance ne doit se produire que dans ses rapports avec la tribu et non dans ses rapports avec les particuliers* (1).

(Préfet d'Oran contre consorts Bouanani)

(1) Il a toujours été admis comme une chose allant de soi, que le classement des terres de chaque douar, résultant des opérations prescrites par le Sénatus-Consulte du 22 avril 1863, dans les quatre catégories : melk, collectives de culture, communales et beylik, n'était plus susceptible de recours et ne pouvait plus être remis en question lorsque les opérations avaient été homologuées par un Décret impérial.

On sait que les propriétaires des biens melk, pour les terres qui leur appartenaient, et le service des Domaines, pour les terres beylik, étaient astreints, par l'article 10 du Décret du 23 mai 1863, à formuler une revendication, sous

LA COUR,

Attendu que l'appel interjeté par M. le Préfet d'Oran à l'encontre du jugement du 28 mai 1924 du Tribunal de Mascara est régulier et recevable

---

peine de déchéance, dans le délai de deux mois, au cours des opérations de délimitation. De son côté, la tribu, par l'organe de sa djemaâ, devait, aux termes de l'article 11 du même décret, faire opposition à ces revendications dans le délai d'un mois, sous peine, également, de déchéance, et, passé ce délai, les biens réclamés, s'il n'y avait pas eu d'opposition, étaient acquis aux revendiquants. Le Décret impérial homologuant les opérations effectuait le classement des terres du douar dans les quatre catégories précitées, en tenant compte des revendications et des oppositions qui s'étaient produites au cours des opérations.

Les expressions employées par les articles 10 et 11 du Décret du 23 mai 1863, indiquent bien le caractère définitif de ce classement, puisque les textes disent que les revendications et oppositions doivent être formulées dans un délai préfix, sous peine de déchéance; et que, lorsque le délai d'opposition s'est écoulé sans qu'aucune opposition ait été formée, les biens revendiqués sont acquis aux auteurs de la revendication. De plus, l'article 13 du même Décret dispose formellement que les opérations de délimitation et de répartition sont définitives, lorsqu'elles ont été sanctionnées par le Décret impérial.

On comprend donc malaisément que, dans ces conditions, le caractère intangible du classement des terres puisse être contesté, soit par les particuliers, soit par l'Etat.

Cependant, dans l'espèce solutionnée par l'arrêt rapporté ci-dessus, l'Etat a prétendu qu'il avait le droit de se faire attribuer la propriété, à titre de terrain forestier, d'une terre de 86 hectares dite Sebbaghen, qui avait été classée dans les groupes melk par le Décret du 22 avril 1868, homologuant les opérations du Sénatus-Consulte dans la tribu des Doui-Thabet; et qui avait fait, depuis, l'objet de diverses transactions au titre melk.

La prétention de l'Etat s'appuyait sur une théorie qu'on trouve nettement exposée dans un ancien arrêt de la Cour d'Alger, en date du 12 février 1867 (J. A. 1867, 2; et R. A. 1887, 2, p. 323, notes 1 et 2) et qui a été également soutenue dans un ouvrage de la même époque, dû à un représentant de l'Administration : M. Perrioud, *Commentaire du Sénatus-Consulte* (1867), p. 352.

D'après cette théorie, les déchéances édictées par les articles 10 et 11 du Décret du 23 mai 1863 ne sauraient produire d'effet que vis-à-vis de la tribu; la revendication d'un immeuble, non suivie d'opposition, établit simplement que le bien revendiqué ne fait pas partie du domaine de la tribu; mais elle ne crée, au profit du revendiquant, aucun droit à l'encontre du véritable propriétaire. Les partisans de ce système font remarquer que la procédure suivie par les opérations du Sénatus-Consulte met nettement en opposition les droits de la tribu, d'une part; ceux de l'Etat et des particuliers, d'autre part. En raison des idées qui avaient cours à cette époque sur la propriété foncière : le territoire des tribus était, en principe, arch (collectif de culture ou de parcours) et classé comme tel; et quant aux termes melk et beylik, qui constituaient, croyait-on, l'exception, on réservait un délai, pour les revendiquer, à ceux qui prétendaient y avoir droit. C'était ensuite à la tribu, si elle considérait ces revendications comme infondées, à les contester par voie d'opposition. Cette manière de procéder prouve, dit-on, qu'il ne s'agissait, en somme, que de délimiter le domaine de la tribu et d'en dégager les biens qui y étaient étrangers, mais non de livrer aux revendiquants des titres privés de propriété.

Cette théorie n'a d'ailleurs été soutenue, par la Cour d'Alger, dans l'arrêt du 12 février 1867 et dans quelques arrêts postérieurs (13 décembre 1875 : J. A. 1875, 52 ; 12 décembre 1881 : B. J. A. 1882, 210 : 4 avril 1894 : R. A. 1894, 2, 305), et que dans des espèces où le débat s'agitait entre deux particuliers prétendant, l'un et l'autre, à la propriété de terrains classés comme melk, c'est-à-dire, dans des cas où il ne s'agissait nullement de contester le classement de ces terrains. Le résultat essentiel qu'a voulu le législateur, dans ses opérations du Sénatus-Consulte, c'est d'arriver à classer définitivement les terres du douar dans les quatre catégories : melk, communales et beylik; or, ce résultat demeure acquis, quel que soit l'indigène qui soit finalement déclaré propriétaire d'un terrain classé comme melk. On peut donc très bien concevoir, comme l'avait fait la Cour d'Alger, que le classement d'un immeuble déterminé dans le groupement melk, n'ait pas nécessairement pour

en la forme; — Au fond : Attendu que les motifs indiqués par le premier juge sont bien fondés et qu'il échet de les adopter; — Et au surplus:

La prétention de l'Etat, dans l'espèce qui nous occupe, allait beaucoup plus

---

loin que le système de la Cour d'Alger en 1867. Elle étendait ce système au delà de toute limite raisonnable; car elle contestait directement le classement résultant des opérations homologuées par le Décret impérial, en demandant au Tribunal de reconnaître le caractère beylik d'un immeuble qui avait été classé comme melk. Sous prétexte que le classement des terres ne produisait d'effet que vis-à-vis de la tribu; qu'il ne créait, au profit du revendiquant, aucun droit au détriment du véritable propriétaire, l'Etat en concluait, non seulement que la déchéance ne peut être invoquée par un particulier contre un autre particulier; mais encore qu'elle ne peut être invoquée par un particulier à l'encontre de l'Etat; il estimait donc qu'il était en droit de réclamer la propriété d'un terrain forestier classé comme melk.

Cette interprétation des textes nous semble en complet désaccord avec les énergiques expressions employées par les articles 10, 11 et 13 du Décret du 23 mai 1863. Comment l'article 11 pourrait-il dire que les biens revendiqués sans opposition sont acquis aux revendiquants, s'il était permis de leur contester indéfiniment leurs droits? Et comment l'article 13 pourrait-il dire, bien nettement, que les opérations de classement (répartition) sont définitives, dès qu'elles ont été sanctionnées par le décret d'homologation, s'il était possible d'en modifier le résultat après coup? Enfin l'article 11 impose aux particuliers, comme à l'Etat, l'obligation de formuler devant la Commission leur revendication, sous peine de déchéance. Cette obligation commune implique, qu'à défaut de cette revendication, l'Etat et les particuliers sont déchus dans leurs rapports entre eux, aussi bien que dans leurs rapports avec la tribu. Par conséquent, si l'on peut concevoir que la revendication, non suivie d'opposition, n'attribue pas forcément la terre à l'auteur de la revendication, non suivie d'opposition, n'attribue pas forcément la terre à l'auteur de la revendication au moins faut-pas forcément la terre à l'auteur de la revendication au moins faut-il décider qu'elle a pour effet d'attribuer à cette terre un classement définitif comme melk, arch, communal ou beylik, et que le classement ne saurait être remis en question, sous quelque prétexte que ce soit.

Il faut observer, du reste, que la Cour de Cassation a refusé de suivre la Cour d'Alger dans la jurisprudence que celle-ci avait inaugurée en 1867. La Cour suprême, frappée par l'énergie des termes employés par l'article 11 du Décret de 1863, a estimé que, puisque ce texte disait expressément que les biens revendiqués sans opposition sont acquis aux revendiquants, il fallait en conclure qu'il attribuait nécessairement à ces derniers la propriété des biens en question. Elle a décidé, en conséquence, que la déchéance frappait indistinctement tous ceux qui n'avaient pas manifesté leurs droits en temps utile, et que le revendiquant pouvait opposer cette déchéance, non seulement à la tribu, mais même à tous les particuliers qui n'avaient point revendiqué dans les délais voulus (Cass., 8 novembre 1882 : R. A. 1887, 2, 329, et Rapport de M. le Conseiller Babinet.

Depuis cet arrêt, la Cour d'Alger s'est rangée, à deux reprises, à l'opinion de la Cour de Cassation, et a admis que la revendication, non suivie d'opposition, constituait un véritable titre de propriété, opposable à toute personne qui n'avait pas revendiqué en temps utile (Alger, 12 décembre 1885 : R. A. 1886, 2, 17; 22 mars 1887 : R. A. 1887, 2, 323).

Nous avons indiqué, plus haut, les motifs par lesquels cette manière de voir peut être jugée excessive. Il est à remarquer que le législateur l'a répudiée, pour les opérations du nouveau Sénatus-Consulte. On sait que les opérations du Sénatus-Consulte, suspendues en 1870, ont été reprises en 1887, en vertu de l'article 2 de la loi du 28 avril 1887 et du décret du 22 septembre 1887 : c'est ce qu'on appelle, dans la pratique administrative, le nouveau Sénatus-Consulte. Les textes de 1887 définissent, d'une façon plus précise que les anciens, l'effet des revendications, qu'ils appellent, d'ailleurs, des réclamations. L'article 10 du décret du 22 septembre 1887 dispose que les réclamations à l'encontre des constatations du procès-verbal du Commissaire délimitateur ne pourront porter que sur la délimitation et la classement des immeubles, toutes questions de propriété entre indigènes demeurant réservées. C'est dire que la réclamation, non suivie d'opposition, n'assure point au réclamant la propriété du terrain réclamé; qu'elle a seulement pour effet de faire classer le terrain dans une catégorie donnée.

Attendu qu'il résulte du procès-verbal provisoire, établi le 26 octobre 1920 par M. le Commissaire enquêteur Bonnin, que le terrain litigieux dit Sebbagghen, d'une contenance de 86 hectares, fait partie du groupe n° 1 melk, ou de propriété privée, tel que ce groupe est déterminé par le décret impérial du 22 avril 1868, lequel a réparti et délimité d'une façon définitive le territoire de la tribu des Doui Thabet, à la suite des opérations exécutées dans cette tribu par la commission désignée, en application du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863; — Attendu qu'il résulte du rapport à l'empereur qui a précédé ce décret du 22 avril 1868, que les terrains classés dans le groupe melk n° 1 n'ont fait, au cours de ces opérations, l'objet d'aucune revendication de la part de l'Etat; — Or, attendu que l'article 11 du décret du 23 mai 1863 impose qu'au cours des opérations exécutées par la Commission du Sénatus-Consulte, l'Etat, en ce qui concerne les biens domaniaux, devra, à peine de déchéance, former sa revendication par l'intermédiaire du Service des Domaines devant la Commission, dans les deux mois de la publication du décret ordonnant la délimitation du territoire de la tribu; — Attendu que l'article 13 dispose que les opérations de délimitations seront définitives, lorsqu'elles auront été sanctionnées par décret impérial; — Attendu, par suite, que l'Etat, qui n'avait formulé, au sujet du terrain Sebbagghen, aucune revendication devant la Commission du Sénatus-Consulte, s'est trouvé définitivement déchu des droits auxquels il pouvait prétendre sur ledit terrain et que celui-ci a été définitivement classé dans le groupe melk; — Attendu que l'Etat est mal venu à soutenir que cette déchéance ne doit se produire que dans ses rapports avec la tribu et non dans ses rapports avec les particuliers; — Attendu, en effet, que l'article 11 du décret du 11 mai 1863 ne dit rien de semblable; qu'il impose aux particuliers, comme à l'Etat, l'obligation de formuler leur revendication dans un délai préfix, sous peine de déchéance, ce qui implique bien qu'à défaut de la formule ils sont déchus dans leurs rapports entre eux, aussi bien que dans leurs rapports avec la tribu; — Attendu, enfin, que les articles 13 et 15 du même décret font bien ressortir le caractère définitif du classement des terres du douar, résultant des opérations du Sénatus-Consulte, dans les quatre catégories : melk, arch, communales et beylick; — Attendu, par suite, que c'est à juste titre que la décision déférée

---

dès que les opérations auront été homologuées par arrêté du Gouverneur général.

Par conséquent, sous le régime du nouveau Sénatus-Consulte, comme sous celui de l'ancien, le classement des terres résultant des opérations une fois homologuées demeure toujours intangible, et il est impossible à l'Etat de revendiquer, comme beylik, une terre qui a reçu le classement arch.

Comme nous l'avons indiqué, au début de cette note, le caractère intangible du classement avait toujours été, jusqu'à présent, admis implicitement et sans discussion dans toutes les décisions judiciaires relevées dans les recueils de jurisprudence. La Cour d'Alger avait, notamment, décidé, à diverses reprises, que les particuliers qui n'ont pas revendiqué dans les délais prescrits sont irrecevables à protester ultérieurement contre une attribution beylik faite au profit de l'Etat, et que le classement est absolument définitif à leur égard (Alger, 17 novembre 1873 : J. A. 1873, 58; 18 mars 1878 : B. A. 1878, 387; 14 mars 1884 : B. A. 1883, 273. — Dans le mêms sens : Cass., 19 mai 1879 : B. A. 1884, 219).

L'arrêt reproduit, ci-dessus, fait application des mêmes principes, pour le cas où l'Etat contesterait le caractère melk d'un immeuble classé dans les groupements melk.

Les articles 12 et 16 du Décret du 22 septembre 1887 décident, en effet, formellement qu'à défaut d'opposition dans le délai fixé, l'immeuble recevra le classement résultant de la réclamation, et que ce classement sera définitif effet d'en attribuer la propriété incommutable au revendiquant plutôt qu'à tel autre. Dans la contestation entre les deux particuliers qui prétendent à la propriété du terrain, le caractère melk de celui-ci, et son classement, ne sont, en effet, point contestés.

indique que l'article 8 de la loi du 16 février 1897 tend, non pas à créer au profit de l'Etat des droits nouveaux, en dehors de ceux qu'il tient de l'application du Sénatus-Consulte, mais, au contraire, à lui donner les moyens de faire respecter ceux qu'il tient déjà de cette application, en le mettant à même d'arrêter tout empiètement ou usurpation commis à son préjudice; — Attendu qu'il échet, en conséquence, de confirmer purement et simplement la décision déférée;

Par ces motifs.....

M. Pouyanne, Prés.; — MM^{es} Otten et Fabiani, av.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

17 mars 1926

Sentence arbitrale étrangère, nature, convention passée par mandataires, exequatur, application de l'art. 1020, C. Proc. Civ.

L'exequatur des sentences arbitrales rendues en pays étranger doit être donné conformément à l'art. 1020 *du Code de Proc. Civ.* (*c'est-à-dire par le président du tribunal civil et non par le tribunal.*)

La sentence arbitrale n'est point, en effet, un jugement, une décision de justice, mais une convention passée par mandataires, les arbitres établissant, au nom des parties, une convention au sujet des difficultés sur lesquelles elles n'ont pu, elles-mêmes, conclure un accord (1).

(Bonar and C° c. Barouch)

---

(1) Les sentences arbitrales rendues à l'étranger doivent-elles, pour être exécutoires en France, être revêtues d'un *exequatur* accordé par le Président d'un Tribunal ou d'un *exequatur* accordé par le Tribunal tout entier.

La Cour d'Alger, par l'arrêt ci-dessus rapporté, a décidé, conformément, du reste, à une opinion qui avait été généralement suivie par la doctrine et par la jurisprudence, que, par analogie avec ce qui a lieu pour les sentences arbitrales françaises et conformément à l'article 1020 du C. P. C., c'est au Président du Tribunal civil seul que l'*exequatur* devait être demandé; elle a décédé également que la sentence arbitrale n'était point un jugement, une décision de justice, mais une convention passée par mandataires.

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 16 mars 1899, rendu au cours d'un procès motivé par le règlement de la succession de la reine Marie-Christine d'Espagne, a cependant, après plaidoirie de M^{e} Clunet et sur le vu d'une consultation du professeur Lainé, de la Faculté de droit de Paris, adopté une thèse nouvelle et décidé que c'est au tribunal tout entier que devait être demandé l'exequatur (V. Journal de Clunet, 1899, p. 641 et suiv. et p. 743 et suiv.).

Il faut reconnaître que certains arguments de la thèse du professeur Lainé sont très puissants. Et d'abord, dit-il, il est erroné de prétendre que les sentences arbitrales — qu'elles soient françaises ou étrangères — sont des conventions ; de ce que la sentence arbitrale est l'effet d'un compromis, il ne faut pas conclure qu'elle fait corps avec le compromis. Il est inexact de dire que l'arbitre agit, dans l'accomplissement de sa fonction, en qualité de mandataire des parties. Le mandat, tel que le définit, en effet, le C. Civ. ne donnerait pas le droit aux arbitres d'apprécier la valeur des prétentions respectives des parties, en fait et en droit, et de décider suivant le droit ou suivant leur conscience, c'est-à-dire de *juger*.

Au surplus, même en admettant que les sentences arbitrales soient des contrats, il faudrait décider que les sentences arbitrales étrangères doivent être soumises, pour obtenir l'exequatur, à la procédure qui est commune aux jugements et aux actes étrangers, c'est-à-dire à la procédure des art. 546 C. Pro. Civ. 12123 et 2128 du C. Civ.

LA COUR : — Attendu que les sieurs Baruch frères, propriétaires du Comptoir textile tunisien, demeurant à Tunis, ont passé avec les sieurs Thomas Bouar et Cie, demeurant à Dundee (Ecosse), divers marchés portant sur des quantités assez importantes de toiles et de sacs; que des difficultés ont surgi entre eux, au sujet de la livraison et des paiements des marchandises faisant l'objet de trois marchés passés le 29 janvier 1920 et le 27 février 1920; que les sieurs Th. Bouar ont soumis ces difficultés à un arbitrage institué à Dundee dans le courant des mois de mars, avril et mai 1922; qu'une sentence arbitrale a été rendue le 8 août 1922 aux termes de laquelle les marchés litigieux ont été résolus aux torts des sieurs Baruch et ceux-ci déclarés débiteurs envers les sieurs Th. Bouar à 10.600 livr. sterl, 3 sh., 3 pen., outre intérêts et frais; que cette sentence a été revêtue d'une ordonnance d'exécution par M. le Président du Tribunal civil de Tunis en date du 18 juin 1923; que cette ordonnance a été signifiée aux sieurs Baruch le 29 juin 1923; que ceux-ci y ont fait opposition le 20 juillet; que, par jugement, le Tribunal de Tunis a, le 30 janvier 1924, annulé cette ordonnance et la sentence arbitrale du 8 août 1922, débouté les sieurs Th. Bouar et Cie de leurs conclusions, les sieurs Baruch de leur demande en dommages et intérêts, que Th. Bouar et Cie ont régulièrement interjeté appel de cette décision;

Attendu que les marchés litigieux ont donné lieu à trois contrats qui contiennent, outre les stipulations relatives aux marchandises vendues, à la date de l'embarquement, au mode de livraison et de paiement, à la responsabilité des vendeurs, en cas de retard dans l'embarquement et dans la livraison, la clause suivante : — « Tout conflit ou réclamation prove-
« nant de ou à cause de ce contrat ou qui ait n'importe quel rapport avec
« ce contrat ou à ce à quoi il se rapporte (y compris les avaries et autres
« réclamations) sera réglé par arbitrage à Dundee, soit selon les lois lo
« cales d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Dundee, soit à l'option
« des vendeurs, par deux arbitres, chaque partie choisissant le sien »; — Attendu que chacun des marchés litigieux a fait l'objet d'un contrat écrit spécial, sur lequel figure la clause compromissoire ci-dessus reproduite; — Attendu qu'à chacune des feuilles de papier sur lesquelles sont inscrites les conditions de la vente et la clause compromissoire, est joint un « volant » d'acceptation, lequel, les sieurs Baruch, s'ils acceptaient le marché, devaient détacher et envoyer à Bouar et Cie; — Attendu que ces contrats ont été passés en janvier et février 1920; — Attendu que Bouar et Cie produisent les volants relatifs à ces marchés;

Attendu que ces volants sont signés par François Baruch frère des sieurs Baruch et leur représentant à Marseille;

Attendu qu'il est loisible à un Français ou à une partie justiciable de la loi française contractant avec un Anglais de convenir que les difficultés pouvant surgir entre eux seront réglées suivant un mode d'arbitrage autorisé par la loi anglaise et que, si les conditions de cet arbitrage ne sont pas contraires à l'ordre public en France, la décision arbitrale lie le justiciable français au même titre que si elle avait été rendue conformément à la loi française; — Attendu, en effet, que la nullité de la clause compromissoire par laquelle les parties se sont engagées à soumettre à un arbitrage toutes les difficultés relatives à un contrat déterminé, sans tenir compte des dispositions de l'article 1006 du C. Pr. civ., n'est pas d'ordre publie; — Attendu que la clause compromissoire dont s'agit est autorisée par la loi anglaise; — Attendu que si le marché contenant la clause compromissoire a été passé en France entre un Français et un Anglais, dans les conditions ci-dessus spécifiées, ladite clause ne cesse point d'être valable et obligatoire en France; qu'il importe peu dès lors que l'acceptation des marchés litigieux ait pu avoir lieu à Marseille; — Attendu que l'*exequatur* des sentences arbitrales rendues en pays étrangers doit être donnée

en vertu de l'article 1020 du C. Pr. civ.; — Attendu, en effet, que la sentence arbitrale n'est point un jugement, une décision de justice, mais une convention passée par mandataires, les arbitres établissant, au nom des parties, une convention au sujet de difficultés sur lesquelles elles n'ont pu elles-mêmes, conclure un accord; — Attendu que la sentence arbitrale a été rendue à la suite des circonstances suivantes : les marchandises faisant l'objet des marchés litigieux arrivèrent à Marseille pour être livrées aux sieurs Baruch; ceux-ci n'en prenant point livraison, Th. Baruch et Cie les invitèrent, le 7 juillet 1920, à exécuter leurs obligations et leur proposèrent un arrangement destiné à faciliter leur paiement; le 22 juillet, les frères Baruch répondirent que les clients auxquels ils avaient revendu les marchandises expédiées, les refusaient à raison de la baisse de la livre anglaise; qu'ils se trouvaient dans un grand embarras; ils protestaient néanmoins de leur intention d'exécuter leurs engagements et demandaient des délais. Le 26 juillet, Th. Bouar et Cie exposèrent aux sieurs Baruch que leur attitude les mettait eux-mêmes dans un réel embarras; ils leur accordèrent néanmoins des délais. Les sieurs Baruch ne s'exécutant pas, Th. Bouar et Cie les mirent en demeure de le faire au mois d'août 1921. Le 17 octobre 1921, ils les avisèrent que, leur différend devant être, aux termes de leurs marchés, soumis à un arbitrage, ils engageraient la procédure d'arbitrage à défaut de réponse dans la quinzaine, et ils donnèrent le nom de leur arbitre. Les sieurs Baruch furent invités à désigner leur arbitre; ils s'abstinrent de le faire. Conformément à la loi écossaise sur l'arbitrage, Th. Bouar et Cie firent désigner un arbitre pour les sieurs Baruch par les Lords du Conseil. Les arbitres acceptèrent leur mission et mirent en demeure Th. Bouar et Cie de produire leur réclamation dans les sept jours et les sieurs Baruch dans les vingt-et-un jours; Bouar et Cie produisirent leur réclamation le 5 avril 1922; elle fut expédiée en copie aux sieurs Baruch. Ceux-ci l'ayant reçue le 8 avril, au plus tard, ne répondirent rien. Les arbitres leur adressèrent une nouvelle mise en demeure le 3 mai 1922 sous pli recommandé, lequel leur revint le 16 mai avec la mention *refusé*. C'est alors que les arbitres, persuadés que les sieurs Baruch refusaient de prendre part à l'arbitrage, établirent leur sentence par défaut le 8 août 1922. Cette sentence condamnait les frères Baruch à payer 10.610 livres sterling, 3 shell., 3 pence avec les intérêts au 6 % à compter du jour des factures, à rembourser les débours évalués, au 15 juin 1922, à 3.683 liv. sterl., 4 shell., 4 pence; et les intérêts au 6 % à compter du jour de chaque avance; à payer les frais avec intérêts au 6 % à compter du jour de chaque avance; à payer les frais avec intérêts au 6 % partir du 1er avril 1922 : 19 livres sterl., 12 shell., 3 pence. La vente des marchandises fut également ordonnée; — Attendu que cette sentence ayant été, le 18 juin 1923, revêtue d'une ordonnance d'*exequatur* par M. le Président du Tribunal de Tunis, les sieurs Baruch soutinrent vainement qu'elle était nulle parce que les délais nécessaires à leur défense ne leur avaient pas été accordés et parce que, au surplus, elle n'avait pas été déposée au Greffe du Tribunal de Tunis dans les trois jours; — Attendu que, lorsqu'il y a un vice dans la sentence arbitrale, parce que les formes n'ont pas été suivies, ce vice peut être invoqué, par la voie de l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur;* — Attendu que, de l'exposé qui précède, il résulte que les sieurs Baruch n'ont réclamé pour présenter leur défense aucun délai et se sont seulement systématiquement abstenus de prendre part à la procédure d'arbitrage; que c'est, dès lors, à juste titre que les arbitres ont statué par défaut; — Attendu que le délai de trois jours de l'article 1020 du C. Pr. civ. n'est pas prescrit à peine de nullité, que l'ordonnance d'*exequatur* a été régulièrement inscrite au pied de la sentence; — Attendu que la sentence ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public en France; que les sieurs Baruch n'articulent, en ce qui concerne la régularité de la procédure imposée par la loi écossaise, aucune irrégu-

larité; que les arbitres qui ont statué étaient autorisés à prononcer, qu'ils n'ont point prononcé sur choses non demandées; que, par suite, l'ordonnance d'*exequatur* a été régulièrement rendue;

Par ces motifs,

Réforme le jugement du Tribunal civil de Tunis du 30 janvier 1924; dit valable et compétemment rendue l'ordonnance d'*exequatur* du Président du Tribunal de Tunis; dit qu'elle sortira son plein et entier effet; dit régulier et valable le compromis intervenu entre les sieurs Th. Bouar et Cie d'une part et les sieurs Baruch d'autre part; dit régulière et valable la procédure qui a abouti à ladite sentence arbitrale; déclare cette sentence régulière et valable.

MM. Roche, Prem. Prés.; — Norès, av. gén.; — CMes Meunier et Otten, av..

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 mai 1926

Israélite né et domicilié en Tunisie, sujet britannique, succession mobilière, dévolution, loi anglaise, renvoi à la loi du domicile, application de la loi française et non de la loi mosaïque, succession immobilière, usufruit du conjoint, Kétouba, définition, absence de contrat de mariage, détermination du régime matrimonial, intention des époux.

L'israélite né et domicilié en Tunisie, mais dont le grand-père était originaire de Gibraltar, qui appartient à une famille dont les membres sont inscrits sur les registres du consulat général britannique et qui est inscrit, lui-même, sur lesdits registres, est sujet britannique. Il n'est pas devenu Français par l'effet du décret du 8 *novembre* 1921.

La dévolution de la succession mobilière de ce sujet britannique, décédé ab intestat, *est réglée conformément à la loi française. D'une part, en effet, cette succession est régie, d'après la législation anglaise, par la loi du domicile du défunt et aucun texte ne s'oppose à ce que cette règle soit appliquée par les tribunaux français. D'autre part, les sujets britanniques domiciliés en Tunisie sont devenus, sans distinction de religion, depuis le traité du* 31 *décembre* 1883, *justiciables des seuls tribunaux français institués dans la Régence, aux mêmes conditions que les sujets français; et la loi que ces tribunaux ont mission d'appliquer aux sujets des nations européennes, quelle que soit leur religion, est la loi française et non la loi mosaïque, qui n'est appliquée qu'aux indigènes tunisiens israélites.*

Les immeubles situés en Tunisie sont pareillement régis par la loi française.

La veuve a, conformément à l'art. 767 *du Code civil, l'usufruit de la moitié des biens laissés par le* de cujus.

L'acte, dit Ketouba, établi lors de la célébration du mariage more judaïco *et constatant l'apport de l'épouse et une donation faite par l'époux à l'épouse, n'est pas un contrat de mariage.*

En l'absence de contrat, la détermination de la loi qui règle le régime matrimonial dépend de l'intention des époux. Leur intention de se référer à la loi anglaise résulte suffisamment de la circonstance qu'ils ont fait constater ou célébrer leur union devant le consul britannique: et c'est dès lors, conformément à cette loi que doivent être réglés leurs reprises et droits matrimoniaux.

(Cons. Cohen c. Vve Cohen)

LA COUR : — Attendu que les sieurs Meyer, Haïm Isaac Houga et Khamous, fils de David Cohen, ont assigné la dame Regina Sciamama, veuve de leur frère Abraham Cohen, la dame Meima, leur sœur, épouse de David fils de Rebbi Sion Cohen; ce dernier, pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse, pour ouïr dire que la succession de leur frère Abraham Cohen est régie par la loi mosaïque; qu'ils sont seuls héritiers dudit frère, à l'exclusion des deux défenderesses; ordonner qu'ils seront envoyés en possession de la succession pour qu'elle soit attribuée à chacun d'eux en parts égales; — Attendu que la dame veuve Abraham Cohen a résisté à la demande; qu'elle a conclu devant le Tribunal de Tunis à ce que la succession d'Abraham Cohen fût déclarée régie par la loi anglaise, subsidiairement par la loi française; devant la Cour, au principal, à ce que Abraham Cohen fût déclaré sujet français et à ce que sa succession fût dévolue conformément à la loi française et à ce qu'elle et lui fussent déclarés mariés sous le régime de la communauté; subsidiairement, à ce qu'il fût déclaré sujet anglais et à ce que sa succession fût dévolue conformément à la loi anglaise; très subsidiairement que si son mari était déclaré sujet anglais, sa succession et son régime matrimonial fussent régis par la loi française; à ce qu'enfin fussent établis, d'ores et déjà, ses droits dans la succession de son mari;

Sur la nationalité d'Abraham Cohen : — Attendu qu'il n'est point contesté que le grand-père d'Abraham Cohen était originaire de Gibraltar; qu'il est établi, par une déclaration du Consul général britannique à Tunis, que Abraham Cohen et les membres de sa famille sont inscrits sur les registres du Consulat général de Sa Majesté britannique comme sujets britanniques; — que, par suite, Abraham Cohen est né sujet anglais; — Attendu que, pour être déclaré Français, en vertu du décret du 8 novembre 1921, il faut être né dans la Régence de Tunis de parents dont l'un est né dans la Régence; — Attendu que, s'il est établi par un extrait du registre des naissances, « dans le district » du Consulat général britannique à Tunis, qu'Abraham Cohen est né le 15 janvier 1871 à Tunis, la seule pièce produite concernant le lieu de la naissance de ses parents est une déclaration des sieurs Maatouk et Haï, habitant Djerba, qui attestent que le feu rabbin David Cohen, père d'Abraham Cohen, demeurant à Djerba, « passa toute son existence entre Djerba et la ville de Zarzis, près de « Djerba, où il est décédé »; — Attendu que de cette déclaration il ne résulte pas que le père d'Abraham Cohen est né dans la Régence; — Attendu, par suite, qu'Abraham Cohen n'est pas devenu Français en vertu du décret précité; — Attendu qu'Abraham Cohen étant décédé à Tunis, le 3 décembre 1922, la loi du 20 décembre 1923 ne saurait avoir aucun effet sur sa nationalité;

Sur la loi applicable à la dévolution de la succession d'Abraham Cohen : — Attendu qu'il est établi par les pièces produites, et qu'il n'est pas contesté, qu'Abraham Cohen est né à Djerba, Régence de Tunis; qu'il a, sa vie durant, habité dans la Régence, qu'il s'y est marié, qu'il y a exercé sa profession d'agent de contentieux ou d'avocat; qu'il y est décédé; qu'il y avait, par suite, établi son domicile *animo manendi;* — Attendu qu'aux termes du traité du 31 décembre 1883, la reine d'Angleterre a abandonné sa juridiction consulaire dans la Régence, afin que les sujets britanniques devinssent justiciables des tribunaux français; — Attendu qu'aux termes de la législation anglaise la dévolution de la succession mobilière d'un sujet britannique, décédé *intestat* à l'étranger, est régie par la loi en vigueur dans le pays où le défunt était au moment de son décès domicilié *animo manendi;* — Attendu qu'aucun texte ne s'oppose à ce que cette règle soit appliquée par les tribunaux français lorsqu'il s'agit de la succession mobilière d'un sujet anglais, domicilié et décédé intestat dans la Régence de Tunis; — Attendu, en effet, que si, des termes de l'article 3 du Code civil, il

résulte implicitement que cette succession est régie par la loi nationale du défunt, cette loi nationale doit être considérée comme représentée par celle du domicile du défunt, au moment de sa mort, puisque, d'après la législation anglaise, c'est cette loi qui doit régir sa succession mobilière; — Attendu, par suite, que la succession mobilière d'Abraham Cohen doit être dévolue conformément à la loi en vigueur dans la Régence de Tunis et que ce sont les tribunaux français de la Régence qui sont compétents pour appliquer cette loi; — Attendu qu'il échet de dire si cette loi est la loi française ou la loi ; — Attendu qu'Abraham Cohen était israélite ; qu'il s'est marié avec Régina Sciamama, d'abord, le 29 mai 1901, devant les rabbins notaires israélites de Tunis, ainsi qu'il résulte d'un acte, dit Ketouba, établi par ces rabbins; qu'il s'est ensuite marié avec la même Régina Sciamama, le 29 février 1904, devant le Consul britannique de Tunis, ainsi qu'il résulte d'un extrait du registre du Consul britannique; — Attendu que les sujets britanniques domiciés en Tunisie, sans aucune distinction entre eux à raison de leur religion, sont devenus justiciables des seuls tribunaux français institués dans la Régence « aux mêmes conditions que des sujets français », selon les termes exprès du traité du 31 décembre 1883; — Attendu que la loi que ces tribunaux ont la mission d'appliquer aux sujets des nations européennes, quelle que soit leur religion, est la loi française et non la loi mosaïque, qui n'est appliquée qu'aux indigènes tunisiens israélites; — Attendu que c'est, dès lors, la loi française qui doit régir la succession d'un sujet britannique domicilié et décédé *intestat* dans la Régence, quelle que soit sa religion, et non la loi mosaïque;

Sur le régime matrimonial des époux Abraham Cohen; — Attendu que la veuve d'Abraham Cohen a conclu à ce que fussent, d'ores et déjà, établis ses droits dans la succession de son mari; que cette succession se compose, notamment, des reprises matrimoniales de celui-ci; que, dans ses conclusions relatives au cas où la succession de son mari devrait être dévolue conformément à la loi française, alors même qu'il serait déclaré sujet anglais, la veuve Abraham Cohen demande que les avantages concédés à l'épouse par la loi française lui soient attribués tels qu'ils sont définis au principal de ses conclusions; que ces avantages sont, d'après ces dites conclusions, le remboursement de son apport, la propriété de la moitié de la communauté et l'usufruit de la moitié des biens laissés par son mari ; qu'il échet donc de dire sous quel régime les époux Abraham Cohen étaient mariés et quelles sont leurs reprises matrimoniales respectives; — Attendu que l'acte, dit *Katouba,* établi par les rabbins notaires israélites, lors de la célébration du mariage religieux *more judaïco,* constate un apport de l'époux en bijoux, vêtements et espèces, évalué à sept mille francs et une donation (*augment*) faite par l'époux à l'épouse, de quarante-trois mille francs; qu'il est déclaré que l'apport est reçu par l'époux, à titre de prêt, et que ses héritiers devront, à son décès, le restituer à l'épouse ainsi que l'augment; — Attendu que cet acte ne constitue point un contrat de mariage, puisqu'il ne contient aucune stipulation relative aux biens de l'époux et aux biens de l'épouse, autres que son apport et la donation qui lui est faite; qu'il ne représente qu'un contrat exigé pour la régularité du mariage religieux; — Attendu que les époux se sont donc mariés sans contrat; — Attendu que la veuve Abraham Cohen est née à La Valette (Ile de Malte) le 22 avril 1873; qu'elle est donc sujet anglais comme son mari; — Attendu que, lorsque des étrangers se sont mariés sans contrat sur un territoire soumis à la loi française les tribunaux français doivent rechercher quelle a été leur intention quant à la loi réglant leur régime matrimonial; — Attendu que les époux Cohen se sont, après leur mariage religieux (1901), mariés devant le Consul britannique à Tunis (1904); qu'à défaut de toutes autres circonstances caractéristiques d'une intention précise, il y a lieu de considérer qu'ils ont, faisant constater ou célébrer leur union civile devant le Consul britannique, voulu, quant à leur régime matrimonial, se référer à la loi

anglaise sur la matière; — Attendu que c'est, par suite, conformément aux dispositions de la loi anglaise que doivent être réglés leurs reprises et leurs droits matrimoniaux; — Attendu que les immeubles dépendant de la succession d'un sujet étranger, sis sur un teritoire soumis à la loi française, sont régis par cette loi; — Attendu qu'Abraham Cohen n'a point fait de testament; qu'il a laissé comme habiles à lui succéder sa veuve. sa sœur, épouse David Cohen, ses frères Meyer, Haïm Isaac Houga et Khamous; — Attendu qu'aux termes de l'article 767 du Code civil, sa veuve a droit à l'usufruit de la moitié des biens par lui laissés à son décès; — Attendu qu'il y a lieu de réserver, pour être réglés conformément aux dispositions de la loi anglaise sur le régime matrimonial des époux, les droits que l'acte, dit *Ketouba*, peut attribuer à la veuve Abraham Cohen;

Par ces motifs :

Reçoit comme réguliers en la forme l'appel principal interjeté par les consorts Cohen, du jugement du Tribunal de Tunis du 2 avril 1924 et l'appel incident de la veuve Abraham Cohen; — Réformant, dit qu'Abraham Cohen était sujet anglais, lors de son décès survenu le 3 décembre 1922 à Tunis; qu'il était alors domicilié *animo manendi* dans la Régence de Tunis; que les tribunaux français étaient compétents pour statuer sur la dévolution de sa succession mobilière; que la loi applicable à cette dévolution est la loi française pour les biens mobiliers et, pour les biens immobiliers sis sur le territoire de la Régence, encore la loi française; que les époux Abraham Cohen étaient mariés sans contrat; que la loi anglaise est celle qui doit être appliquée pour régler leurs droits matrimoniaux et leurs reprises, tels qu'ils résultent de cette situation; qu'Abraham Cohen est décédé sans avoir fait de testament; que sa veuve a droit à l'usufruit de la moitié des biens, auxquels est applicable la loi française, qu'il a laissés à son décès;

MM. Roche, prem. prés., Norès, av. gén., Mes Oiten, Goutteharon et Foissin, av.

---

(1) L'arrêt ci-dessus fait une application de la théorie connue en droit international privé sous le nom de théorie du renvoi. (Cass. req. : 1er mars 1910. Journal de Clunet, 1910, p. 888.)

La question se pose ainsi : lorsqu'un législateur, devant les tribunaux duquel un litige est porté, attribue à une loi étrangère la solution d'une difficulté, doit-il accepter le renvoi que lui fait la loi étrangère de la mission de résoudre la difficulté ?

La Cour de Cassation résout la question par l'affirmative.

En droit anglais, qu'il s'agisse de succession testamentaire ou *ab intestat*, le principe est le suivant :

1° S'il s'agit de biens mobiliers, la succession est régie par la loi du domicile du *de cujus* ou du testateur au moment du décès, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper ni de sa loi nationale, ni de la loi de son pays d'origine, ni de la loi du lieu de son décès, ni de la loi de la situation des biens mobiliers appartenant au *de cujus;* en d'autres termes, la dévolution de la succession mobilière d'un sujet anglais doit être régie par les lois en vigueur dans le pays où le défunt était domicilié *animo manendi* au moment de son décès;

2° S'il s'agit de biens immobiliers, il convient d'appliquer la *lex rei sitæ*.

R. C.

COUR D'ALGER (ch. rev. mus.)

29 décembre 1923

Chefâa, conditions d'exercice, acquéreur, parent ou héritier du vendeur.

La chefâa peut être exercée contre tout nouvel acquéreur qui, avant la cession, n'avait aucun droit au partage et qui a acquis spontanément, à titre onéreux et non résolutoire, alors même qu'il serait parent ou héritier présomptif du vendeur (1).

(Ferkoune Amar et Saïd c. Ferkoune Cherifa)

LA COUR : — Attendu que, suivant acte du Cadi notaire des Beni Oughlis, en date du 4 juillet 1922, le nommé Ferkoune Amar ben Aissa a vendu à son fils Said Mokrane, pour le prix de deux mille francs, la totalité de différents immeubles énumérés à l'acte et, en outre, ses droits indivis dans d'autres immeubles également énumérés à l'acte; — Attendu que, suivant acte du cadi notaire de Sidi Aïch, en date du 5 juillet 1922, la nommée Ferkoune Cherifa ben Saïd, nièce de Ferkoune Amar, déclarait son intention d'exercer le droit de chefaa sur les immeubles vendus en totalité par son oncle, et consignait, à cet effet, la somme de 2.184 francs; elle exposait qu'elle était copropriétaire des dits immeubles dans la proportion de moitié, ainsi qu'elle l'établissait par un acte de frédah en date du 3 juillet 1922; — Attendu que, par jugement du 21 février 1923, le Juge de Paix d'El-Kseur, saisi par Ferkoune Cherifa de ses prétentions, annula la vente consentie par Ferkoune Amar à son fils, en tant qu'elle avait porté sur la part revenant à Ferkoune Cherifa, dans les immeubles vendus en totalité par lui, et déclara ladite Cherifa autorisée à exercer la chefaa sur les mêmes immeubles à l'encontre de l'acquéreur des droits de Ferkoune Amar; — Attendu que, sur appel, le Tribunal de Bougie, par jugement en date du 28 juin 1923, infirma la décision déférée et déclara Ferkoune Cherifa irrecevable dans sa prétention d'exercer le droit de chefaa, au motif que la chefaa est une mesure essentiellement destinée à maintenir la cohésion de la famille musulmane et à la préserver de l'intrusion d'un étranger; qu'il fallait donc entendre par étranger celui qui, n'ayant aucun lien de parenté ou de cohérédité avec les copropriétaires indivis, n'aurait jamais pu accéder au patrimoine indivis autrement que par l'acquisition, objet de l'exercice de la chefaa; que tel n'avait pas été le cas pour Ferkoune Said Amokrane, héritier présomptif du vendeur, son père, et qui n'avait fait qu'entrer prématurément, par l'effet de l'acquisition, dans une indivision où il aurait été forcément admis ultérieurement en sa qualité d'héritier; — Attendu que M. le Procureur général s'est pourvu contre ce jugement dont il poursuit l'annulation, en tant qu'il a été rendu en violation des droits et coutumes des musulmans, en ce qui concerne les conditions d'exercice du droit de chefaa; — Attendu que le pourvoi est régulier en la forme et recevable; — *Au fond* : — Attendu qu'en droit musulman l'action en retrait peut être exercée à l'encontre de tout nouvel acquéreur qui, avant la cession, n'avait aucun droit au partage et qui a acquis spontanément à titre onéreux et non résolutoire; — Attendu que tel était le cas de Ferkane Said Amokrane et que ce serait ajouter arbitrairement aux conditions de l'exercice du droit de chefaa que le subordonner, en outre, à la circonstance que l'acquéreur ne soit pas parent du vendeur et son héritier présomptif;

Par ces motifs :

MM. Sabardin, Prés.; — Poinsier, av. gén.; — MMes Deroule et Galle, av.

---

(1) Cf. Dans un sens analogue: Alger, ch. rev. mus., 19 juin 1920, R. A. 1923-2-273.

COUR DE CASSATION (Ch. Civ.)

23 décembre 1925

Divorce, jugement autorisant la preuve des faits articulés, caractère interlocutoire.

A un caractère purement interlocutoire le jugement qui admet l'époux à faire la preuve des faits par lui articulés, en réservant à l'épouse la preuve contraire; dès lors, il n'a pu acquérir l'autorité de la chose jugée sur la question de recevabilité de la demande qui ne lui était pas soumise (1).

(Dame Burelli c. Burelli)

LA COUR : — Sur le moyen unique; — Vu l'article 1351 C. civ.; — Attendu que l'interlocutoire ne lie pas le juge duquel il émane; — Attendu qu'un jugement contradictoire, rendu le 17 mai 1922, a déclaré pertinents et admissibles les faits articulés par Burelli dans une instance en divorce et réservé à la femme la preuve contraire; — Qu'à la suite des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé, un second jugement a prononcé le divorce aux torts exclusifs de la femme; — Attendu que celle-ci a invoqué, pour la première fois, devant la Cour d'Appel, l'exception de réconciliation fondée sur des faits antérieurs au jugement ordonnant l'enquête; — Que l'arrêt attaqué a rejeté ces conclusions par le motif que le Tribunal, en admettant l'époux à faire la preuve des faits par lui articulés et en réservant à l'épouse la preuve contraire, avait ainsi, par une décision devenue définitive, jugé que la demande en divorce n'avait pas cessé d'être recevable; — Mais attendu que le jugement du 17 mai 1922 s'est borné à ordonner l'enquête; — Qu'il a un caractère purement interlocutoire; — Que, dès lors, il n'a pu acquérir l'autorité de la chose jugée sur la question de recevabilité de la demande qui ne lui était pas soumise; — Qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé, par fausse application, le texte ci-dessus visé;

PAR CES MOTIFS, Casse et annule l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'Alger le 11 février 1924 ; — Renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. Seligman, Prés.; — Jacomet, Cons. rapp.; — Langlois, av. gén.; — MMes Cartault et Alphandéry, av.

COUR D'ALGER (ch. rev. mus.)

13 octobre 1923

Habous, immeuble, vente, conditions de validité.

Si, aux termes de la législation algérienne, l'aliénation d'un immeuble ne peut être arguée de nullité pour ce motif que le bien vendu serait grevé de habous, c'est à la condition que le vendeur soit le seul dévolutaire actuel du bien vendu (sol. impl.).

(Cons. Ben Ayache c. El-Arafi ben Mouloud et autres)

(1) Le jugement qui ordonne une enquête sur des faits déterminés et qui réserve la preuve contraire prépare, en réalité, la décision à intervenir ; il laisse, toutefois, préjuger du fond du procès, en ce sens que. si les faits articulés sont prouvés, la solution donnera gain de cause à celui qui les a articulés.. L'autorité de la chose jugée pourra être invoquée en ce qui concerne ces faits. Mais elle ne pourra l'être pour tout autre fait non soumis à l'enquête, notamment en ce qui concerne l'exception de réconciliation soulevée pour la première fois en appel. (V. Dalloz, *Rap. Prat.*, Vis Jugement et Arrêt avant-dire droit.)

LA COUR : — Attendu que le Cadi de Tolga a exécuté la mission que lui avait confiée la Cour, par l'arrêt avant-dire droit du 17 octobre 1922; qu'il a dressé rapport de ses opérations le 28 avril 1923; que ce rapport est complété par une note en date du 10 juillet 1923; — Attendu qu'il ressort de ces documents que le habous constitué par Mebarek ben Brahim Ezziouache a été dévolu en son entier au nommé Ali, fils survivant du fondateur; qu'après le décès d'Ali ledit habous s'est trouvé dévolu à ses fils el Bachir et Djoumouni; que ceux-ci ont procédé entre eux à un partage des biens habousés il y a environ quatre-vingts ans; et que, depuis, ce partage a toujours été respecté par les deux branches de la famille; que, dans la part attribuée à la branche d'El Bachir, se trouvait la maison litigieuse; que le représentant de cette branche, seul dévolutaire de cette part du habous, est actuellement Ahmed ben Ayache, fils d'El Bachir; — Attendu qu'il résulte de ces éléments que Ahmed ben Ayache est bien le seul dévolutaire actuel de la maison litigieuse; — Attendu, par suite, que la cession qu'il a consentie de ladite maison à Mouloud ben el Arafi, par acte du Cadi de Tolga du 2 décembre 1916, doit être considérée comme valable aux termes des dispositions de la législation algérienne relative au habous; — Attendu que cette cession est également valable, en tant qu'elle portait sur le jardin qui était la propriété melk du vendeur; — Attendu qu'il échet, par suite, de débouter purement et simplement les consorts Ben Ayache de la demande en nullité de cette cession qu'ils ont formée par voie de tierce opposition;

Par ces motifs :

MM. Fulconis, prés.
Godin, Subst. Proc. gén.; — MMes Bertin et Laïmèche, av.

CONSEIL D'ETAT

14 novembre 1923

Conseil d'Etat, recours, Algérie, délais.

Les délais à observer dans les instances portées devant le Conseil d'Etat par les habitants de l'Algérie sont les mêmes que les délais réglés par le décret du 22 juillet 1806, pour les habitants de la France continentale, et réduits à deux mois par l'article 24 de la loi du 13 avril 1900 ; —Seuls les arrêtés du Conseil de Préfecture continuent à bénéficier, en vertu de l'article 58 de la loi du 22 juillet 1889 et par dérogation à la loi du 11 juin 1859, du délai imparti par l'article 25 du Code de procédure civile (1).

(Sammoudi El Hadj Lakhdar ben Mohammed)

LE CONSEIL D'ETAT, statuant au Contentieux, Section du Contentieux, 1re Sous-Section : — Vu la requête présentée par le sieur Sammoudi El Hadj Lakhdar ben Mohammel, demeurant à Maddouda (Oued Cherl) (Constantine), ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat le 13 août 1921 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrrêté, en date du 14 mars 1921, par lequel le Préfet de Constantine l'a déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions de président et de membre de la djemâa du douar Meddouda (commune mixte de l'Oued Cherl); — Ce faire, attendu qu'il a été élu à ces fonctions;

(1) V. Loi du 11 juin 1859 *in*. Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie*, à sa date, p. 224.

qu'il ignore les motifs de sa révocation; — Vu la décision attaquée; — Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 16 mars 1922 et par lesquelles le Ministre déclare s'en rapporter à la sagesse du Conseil d'Etat; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 11 juin 1859, article premier; le décret du 22 juillet 1806, modifié par la loi du 13 avril 1900, article 24;

Considérant que l'article 1er de la loi du 11 juin 1859 dispose que les délais à observer dans les instances portées devant le Conseil d'Etat par les habitants de l'Algérie sont les mêmes que les délais réglés par le décret du 22 juillet 1806 pour les habitants de la France continentale et que l'arti-13 du même décret, relatif aux délais de distance réglés par l'article 73 du Code de Procédure civile cessera de leur être appliqué; que cet article n'a pas été abrogé par l'article 24 de la loi du 13 avril 1900 qui réduit à deux mois le délai fixé à trois mois par l'article 11 du décret du 22 juillet 1806 et que seuls les pourvois formés contre les arrêtés du Conseil de Préfecture continuent à bénéficier, en vertu de l'article 58 de la loi du 22 juillet 1859 et par dérogation à la loi du 11 juin 1859, du délai imparti par l'article 73 du Code de Procédure civile; — Considérant qu'il résulte des pièces versées au dossier que l'arrêté attaqué a été régulièrement notifié au sieur Sammoudi Lakhdar ben Mohammed le 10 mai 1921; que la requête susvisée n'a été enregistrée au secrétariat du Conseil d'Etat que le 13 août 1921, c'est-à-dire après l'expiration du délai fixé par l'article 24 ci-dessus rappelé de la loi du 13 avril 1900; que, par suite, ladite requête n'est pas recevable.

DECIDE: — Article premier. — La requête susvisée du sieur Sammoudi El Hadj Lakhdar ben Mohammed est rejetée.

MM. Romieu, président; — Ettori, rapp.; — Ripert, comm. du gouv.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 mars 1925

Paternité et filiation, demande en déclaration, absence de commencement de preuve par écrit, possibilité d'ordonner la comparution personnelle des parties, caractère interlocutoire de cette mesure.

L'art. 340 *du C. Civ. ne dispose pas que la demande en déclaration de parternité est irrecevable au cas prévu au paragr.* 2, *s'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit; mais seulement que la paternité hors mariage ne peut être déclarée, dans ce cas, que s'il existe un commencement de preuve par écrit.*

Le Tribunal peut donc, sur une demande en déclaration de paternité formée par application de l'article 340 *paragr.* 2 *du Code civ., ordonner la comparution personnelle du prétendu père* (1).

Les déclarations d'une partie au cours d'une comparution personnelle pourront, en effet, être consignées dans un procès-verbal signé par elle, et, par conséquent, constituer un commencement de preuve par écrit (2).

La comparution personnelle des parties a nécessairement un caractère interlocutoire.

(Martinez c. Vve Rimer)

---

(1) En général, le jugement qui ordonne une comparution des parties est purement préparatoire à ne considérer que la mesure ordonnée elle-même.

LA COUR, — Attendu que la dame Rimer a assigné tant en son nom personnel que comme tutrice de sa fille Alice-Fernande Rimer, le sieur Martinez en vingt mille francs de dommages et intérêts pour avoir réparation du préjudice que lui a causé la séduction de sa fille qu'elle impute au dit sieur Martinez ; — Attendu que la demoiselle Alice-Fernande Rimer a assigné le même sieur Martinez pour s'entendre déclarer père de l'enfant dont elle a accouché le 2 avril 1923 et qu'elle a reconnu le 29 mai 1923, et s'entendre condamner à lui servir pour l'entretien de cet enfant une pension mensuelle de cent cinquante francs; — Attendu que le sieur Martinez résistant à ces demandes, le Tribunal de Mascara a, par jugement du 5 mai 1924, ordonné la comparution des parties, estimant que cette mesure peut être utile à la solution du litige ; — Attendu que le sieur Martinez a régulièrement interjeté appel de ce jugement ; — Attendu que l'action de la dame Rimer et celle de sa fille sont connexes, cette dernière attribuant la naissance de son enfant à la séduction dont sa mère poursuit la réparation; — Attendu que la dame et la demoiselle Rimer ne produisent aucun commencement de preuve par écrit ; — Attendu que si, pour établir la séduction dont elle argue pour obtenir des dommages et intérêts, la dame Rimer n'est pas obligée de produire un commencement de preuve par écrit, il en est autrement de la demoiselle Rimer, à la demande de laquelle il ne peut être fait droit que si un commencement de preuve par écrit est par elle produit ; — Attendu, en ce qui concerne la demande de la demoiselle Rimer, que la comparution des parties ordonnée a un caractère interlocutoire; qu'en effet, cette mesure ne peut intéresser la solution du litige que dans le cas où le sieur Martinez serait amené à faire des déclarations constituant un commencement de preuve par écrit puisque, en l'état, cette condition faisant défaut, la demande de la demoiselle Rimer pourrait être rejetée de plano ; — Attendu que les déclarations d'une partie au cours d'une

---

(Cass., 5 juin 1870. D. P. 71. 1. 162. — 27 mai 1891. D. P. 91. 1. 390 et jurispr citée dans Dall. Nouv. C. Pr. ann. art. 452, n°s 228 et suiv.).

Mais si, dans le jugement ordonnant la comparution des parties, apparaît l'intention de faire dépendre la décision du fond des réponses données par le comparant, relativement aux faits sur lesquels il est interrogé, ce jugement revêt alors un caractère interlocutoire (Dall. Nouv. C. Pr. ann., 452 n°s 237 et suiv.).

Dans l'espèce, la dame Rimer, qui avait eu un enfant du sieur Martinez, demandait au tribunal de Tlemcen de déclarer que ce dernier était le père de l'enfant, en se fondant sur des faits de séduction accompagnés de manœuvres dolosives, par application de l'art. 340, § 2 du C. Civ.

Or il résulte de ce texte que la preuve des faits de séduction ne peut être offerte et que la déclaration de paternité ne peut être prononcée, que si la demanderesse justifie d'un commencement de preuve par écrit ; si elle n'en justifie pas, elle doit être déboutée.

Le tribunal de Tlemcen, par jugement avant-dire droit, a ordonné la comparution personnelle des parties. Cette décision ne peut intéresser la solution du litige que si le Tribunal a pensé que Martinez serait, peut-être, amené à faire, au cours de la comparution, des déclarations constituant, à son encontre, un commencement de preuve par écrit.

Le Tribunal a donc, en réalité, manifesté son intention de rejeter la demande, au cas où ces déclarations ne constitueraient pas un commencement de preuve par écrit, et d'ordonner la preuve des faits de séduction dans le cas contraire. Par conséquent, le jugement avait un caractère interlocutoire.

(2) Il est de jurisprudence constante que les déclarations faites par une partie au cours d'une comparution personnelle pouvant être consignées dans un procès-verbal signé par elles, sont susceptibles d'être retenues comme constituant, à son encontre, un commencement de preuve par écrit. (Cass. 29. Déc. 1879. D. P. 80. 1. 375. — 5 mars 1895. D. P. 95. 1. 236. — 18 déc. 1889 D. P. 1900, 1. 552 ; et jurispr. rapp. dans Dall. C. Civ. ann., art. 1347, n°s 150 et suiv.).

comparution peuvent être consignées dans un procès-verbal signé par les parties et par conséquent constituer un commencement de preuve par écrit ; — Attendu, par suite, que l'appel du jugement du Tribunal de Mascara en date du 25 mars 1924 est recevable ; — Attendu que l'art. 340 du Code civil ne dispose point qu'une demande en déclaration de paternité est irrecevable au cas prévu par le paragraphe 2, s'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit, mais seulement que la paternité hors mariage ne peut être déclarée dans ce cas que s'il existe un commencement de preuve par écrit ; — Attendu que la comparution des parties ne peut procurer ce commencement de preuve par écrit ; — Attendu qu'il n'est point établi que les circonstances de la cause rendent cette comparution inopportune.

Vu l'art. 130 du Code de procédure civile ;

Par ces motifs.....

MM. Roche, prem. prés. — Poinsier, av. gén. — Mes Morinaud et Limouse, av.

COUR D'ALGER (ch. rev. mus.)

13 octobre 1923

Hadana, domicile éloigné du père, conséquences, perte du droit de garde, pouvoir du juge, intérêt de l'enfant, appréciation, question de fait.

Si, en principe, la hadana perd son droit à la garde de l'enfant lorsque le père établit son domicile dans un pays éloigné, il n'en est pas moins certain que l'intérêt de l'enfant doit l'emporter sur toutes les autres considérations et que les juges ont la faculté de subordonner l'application de la règle aux circonstances de fait.

Et lorsqu'un jugement énonce que, dans l'intérêt de l'enfant, il y a lieu de confier la hadana à telle ou telle personne, il y a là une appréciation de fait qui échappe au contrôle de la chambre de révision.

(Ouchefouni Yamina c. Ramli Bouza)

LA COUR, — Attendu que le pourvoi de M. le procureur général est recevable en la forme ; — AU FOND: Attendu que si, en principe, la hadana perd son droit à la garde de l'enfant, lorsque le père établit son domicile dans un pays éloigné, il n'en est pas moins certain que l'intérêt de l'enfant doit l'emporter sur toutes les autres considérations, et que les juges ont la faculté de subordonner l'application de la règle aux circonstances de faits ; — Attendu que la jurisprudence constante de la Cour d'Alger en matière de hadana et de garde d'enfants est en ce sens ; — Or, attendu que la décision déférée indique formellement, dans ses motifs, que c'est dans l'intérêt de la jeune Rebia qu'il y a lieu de confier sa garde à la dame Ouchefouni Yamina, sa grand'mère maternelle ; — Attendu qu'il s'agit là d'une appréciation de fait qui échappe au contrôle de la chambre de révision.

Attendu, au surplus, qu'il est naturel de confier la garde d'un enfant aussi jeune à sa mère ou à sa grand'mère maternelle; qu'il faut, pour l'enlever à sa mère, des motifs plus graves dont ne justifie aucunement le sieur Benchaouch Kaddour ben Omar, père de la mineure Rebia, et dont il n'offre point, d'ailleurs, de rapporter la preuve ; — Attendu, par suite, que la décision déférée n'a point violé la loi musulmane et qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi.

Par ces motifs: rejette.

MM. Fulconis, prés.; — Godin, subst. proc. gén.; — Mes Rimbaud et Laïmèche, av.

CONSEIL D'ETAT

29 juillet 1925

Communaux de douar, parcelle forestière, aliénation, conditions, procédure, délibération de la djemâa.

Les djemâas des douars ont seules qualité pour consentir l'aliénation de biens communaux (1).

Cette aliénation est soumise à une procédure fixée par le décret du 23 *mai* 1863, *art.* 16 *et s., dont l'inobservation peut être couverte par une délibération ultérieure de la djemâa, mais antérieure à la vente, notamment en ce qui concerne la désignation de l'expert appelé à fixer le prix* (2).

L'article 79 *de la loi du* 21 *février* 1903, *relative au régime forestier en Algérie, ne restreint pas le droit des douars d'aliéner tout ou partie de leurs biens communaux dans les conditions fixées audit décret.*

(Consorts Harizi et autres c. Barris du Penher)

LE CONSEIL D'ETAT, statuant au Contentieux (section du Contentieux, 1re sous-section), Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour les sieurs Harizi (Ahmed), Bougherat (Rabah), Khadraoui (Belkacem), et Charef (Djahallah), cultivateurs, demeurant au douar Ouled Dieb, commune mixte de La Calle, et dans lesquels les requérants exposent que le sieur Barris du Penher, administrateur de la Société anonyme des forêts de La Calle, a obtenu de l'administrateur de la commune mixte de La Calle, par deux actes sous seing privé des 16 août 1918 et 11 août 1919, la cession de 705 hectares de terrains communaux du douar Ouled Dieb, constituant les lots n°s 8 et 13 du plan de délimitation de ce douar; que cette opération ayant eu lieu dans des conditions irrégulières et au préjudice des indigènes, ceux-ci refusèrent d'évacuer les terrains cédés; que le sieur Barris du Penher les assigna devant le tribunal civil de Bône en déguerpissement et en dommages-intérêts; que, sur appel du jugement de ce tribunal ordonnant l'expulsion des requérants, la Cour d'appel d'Alger, estimant que l'appréciation des conditions dans lesquelles les représentants légaux du douar avaient donné leur consentement rendait nécessaire l'examen de la régularité des formalités administratives accomplies, a, par un arrêt du 5 avril 1922, sursis à statuer sur l'action dont elle était saisie « jusqu'après décision à intervenir des juridictions administratives compétentes sur la régularité et la validité des formalités administratives qui ont précédé, accompagné ou suivi l'acte d'acquisition du 16 août 1918 et du 11 août 1919, invoqué par du Penher »; et concluent à ce qu'il plaise au Conseil d'Etat : — Attendu que les djemâas de douars ont seules qualité pour prendre l'initiative de la procédure d'aliénation de tout ou partie des biens communaux, et pour donner leur consentement à cette cession, en vertu des articles 16 et 17 du décret du 23 mai 1863, que la

---

(1) Sur les attributions des djemâas de douars, V. E. Larcher, *Traité de législation algérienne*, 3e édition, t. I, p. 732.

(2) V. E. Larcher, *op. cit.*, t. III, p. 334. — L'argumentation élevée contre les conditions dans lesquelles la djemâa avait donné son consentement rendait nécessaire l'examen de la régularité des formalités administratives accomplies, examen qui était du ressort du Conseil d'Etat. Notre haut tribunal administratif constate, dans son arrêt, que si des irrégularités ont été commises, elles ont été couvertes par une délibération de la djemâa.

djemâa du douar Ouled Dieb, consultée une première fois sur la demande d'acquisition du sieur Barris du Penher, ayant refusé son consentement, l'Administration, au lieu de ne donner aucune suite au projet, ouvrit elle-même l'enquête, remplaça trois des principaux opposants de la djemâa et convoqua à nouveau cette assemblée ainsi remaniée; que le procès-verbal des délibérations de la djemâa du 25 juillet 1916, versé au dossier administratif et d'après lequel la djemâa se serait prononcée à la majorité de trois voix en faveur de l'aliénation n'est pas conforme au texte authentique figurant au registre des délibérations, lequel ne fait mention d'aucun vote; qu'en admettant même que cette assemblée ait donné, à cette date, son consentement, celui-ci, vicié par les manœuvres administratives, doit être tenu pour non avenu; qu'au surplus, ce consentement a été ultérieurement retiré, la djemâa ayant refusé le 14 août 1916 de donner suite à la vente en refusant de désigner son expert en vue de la fixation du prix; que l'administrateur de la commune mixte a néanmoins passé outre et désigné lui-même l'expert; qu'ainsi la vente a été faite à un prix dérisoire sans l'intervention du vendeur; que, dans ces conditions, les formalités prévues par le décret du 23 mai 1863 n'ont pas été valablement remplies; — Déclarer que la procédure de cession des parcelles 8 et 13 du douar Ouled Dieb a été irrégulièrement engagée ; que la preuve du consentement de la djemâa ne résulte pas du texte authentique de la délibération du 25 juillet 1916; que ce consentement, s'il a été donné, a été vicié par des manœuvres administratives et a, en tout cas, été retiré ultérieurement; qu'enfin la vente n'a pu devenir définitive à défaut de la fixation du prix par un expert désigné par la djemâa; et condamner le sieur Barris du Penher aux dépens; — Vu le mémoire en défense présenté pour le sieur Barris du Penher, et tendant au rejet de la requête, avec dépens, par les motifs que le décret du 12 septembre 1919, approuvant la cession au sieur Barris du Penher des parcelles litigieuses, a été pris non pas sur le vu de la copie de la délibération dont les irrégularités sont dès lors sans intérêt, mais sur le vu du texte authentique de cette délibération revêtu de la signature de tous les membres présents, et dont la sincérité ne peut être contestée; qu'ainsi le recours dirigé contre une pièce étrangère à la procédure d'aliénation, ne'st pas recevable; qu'au fond, cette procédure a été entièrement régulière; qu'en effet, d'une part, la composition de la djemâa n'a pas été modifiée en vue du projet de cession, mais s'est trouvée changée, du seul fait du renouvellement des membres de cette assemblée à l'expiration de la période de trois ans pour laquelle ils sont nommés; d'autre part, la djemâa était seulement appelée à donner son consentement à l'aliénation projetée, consentement qui a été régulièrement donné en l'espèce, dès le 25 juillet 1916, et confirmé le 19 septembre 1917, — mais était sans qualité, aussi bien pour engager la procédure d'aliénation et désigner l'expert chargé de fixer le prix, que pour conclure la vente, le douar étant représenté dans tous les actes de la vie civile par l'administrateur seul; — Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur, ensemble celles du Gouverneur général de l'Algérie, auxquelles le ministre se réfère, et tendant au rejet de la requête comme non recevable, comme tardive, par le motif que le décret du 12 septembre 1919, approuvant la vente dont s'agit a été publié le 6 octobre 1919 et qu'ainsi les délais de recours expiraient le 7 décembre 1919, et subsidiairement comme non fondée, la procédure préalable à la vente ayant été régulièrement accomplie dans les formes et conditions prévues par le décret du 23 mai 1863 et le consentement de la djemâa ayant été librement exprimé, sans pression ni contrainte des autorités locales; — Vu le mémoire en réplique présenté pour les sieurs Harizi et autres, et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et en outre à ce qu'il plaise au conseil déclarer que le décret du 12 septembre 1919 approuvant la vente des parcelles litigieuses, est entaché de nullité pour avoir été pris sur un enquête irrégulière, en l'absence d'une délibération valable de la

djemâa et sans l'intervention de l'administration des eaux et forêts et du Ministre de l'Agriculture, bien qu'une partie des biens cédés fût soumise au régime forestier — attendu que la cession d'une parcelle de bois communal soumise au régime forestier doit être autorisée dans la forme même qui devrait être suivie pour prononcer le déclassement du bois; que la loi du 21 février 1903 sur le régime forestier en Algérie impose à cet effet l'intervention de l'Administration des Eaux et Forêts; que cette Administration n'a pas été appelée en l'espèce à faire des propositions, bien que la parcelle n° 8 du plan du douar Ouled Dieb ait été soumise au régime forestier par un décret du 22 février 1868 qui n'a pas été rapporté; — Vu les nouvelles observations présentées pour le sieur Barris du Penher, tendant au rejet de la requête par les moyens déjà exposés et ,en outre, par le motif que l'article 79 de la loi du 21 février 1903 ne restreint pas les droits des communes d'aliéner des bois soumis au régime forestier; que, par l'effet de la soumission à ce régime de la parcelle n° 8 du douar Ouled Dieb, le sieur Barris du Penher a seulement l'obligation, jusqu'au déclassement de cette parcelle, de respecter les prescriptions du régime forestier, cette circonstance étant sans influence sur la validité de la vente et la légalité du décret approbatif; — Vu le décret du 24 décembre 1924, portant distraction du régime forestier du groupe communal n° 8 du douar des Ouled-Dieb, commune mixte de La Calle; — Vu l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 5 avril 1922; — Vu le décret du 23 mai 1863 et l'arrêté du Gouverneur général de l'Algérie. du 11 septembre 1895; la loi du 21 février 1903, le décret du 22 juillet 1806 et la loi du 24 mai 1872;

Sur la recevabilité : — Considérant que, par arrêt du 5 avril 1922, la Cour d'Alger, saisie de l'appel formé par les requérants contre un jugement du tribunal civil de Bône, ordonnant leur expulsion des parcelles numéros 8 et 13 du plan de délimitation du douar Ouled-Dieb, vendues au sieur Barris du Penher, par actes des 16 août 1918, 11 août 1919, approuvés par décret du 12 septembre 1919, a sursis à l'examen de ce litige « jusqu'après décision à intervenir « des juridictions administratives compétentes sur la régularité et la va- « lidité des formalités administratives qui ont précédé, accompagné ou suivi « l'acte d'acquisition invoqué par du Penher »; — Considérant qu'à la suite de cet arrêt, les sieurs Harizi Ahmed ben Maklouf et autres ont présenté au Conseil d'Etat, non pas un recours tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du décret du 12 septembre 1919, mais une requête tendant à faire décider que la procédure administrative de cession des parcelles litigieuses avait été irrégulière; que la requête ainsi formée en exécution de l'arrêt précité, n'est pas soumise aux délais prévus par l'article 11 du décret du 22 juillet 1806, et que le fait que le décret du 12 septembre 1919 n'a pas été déféré au Conseil d'Etat dans ces délais ne peut faire obstacle à l'examen par le Conseil d'Etat de la validité des actes administratifs dont s'agit et au jugement de la question préjudicielle renvoyée par l'autorité judiciaire à l'autorité administrative ;

Sur la régularité de la procédure administrative d'aliénation des terrains communaux du douar Ouled-Dieb : — Considérant en premier lieu, que le procès-verbal de la délibération de la djemaa du 25 juillet 1916, sur le vu duquel est intervenu le décret du 12 septembre 1919, et signé du Président, revêtu des signes apposés par les autres membres de l'assemblée ne sachant écrire et visé par l'Administrateur ; que les indications de ce texte, d'où il résulte que la djemâa a donné à cette date son consentement, à la majorité de trois voix, au projet de vente au sieur Barris du Penher des parcelles n°* 8 et 13, d'une superficie de 705 hectares, du plan de délimitation du douar Ouled Dieb, devraient en toute hypothèse prévaloir sur les indications du procès-verbal, invoqué par les requérants, établi postérieurement à la réunion de la djemâa et qui ne présente aucune des garanties ci-dessus indiquées du procès-

verbal versé au dossier administratif; que les deux textes, nonobstant leurs différences de rédaction, ne sont d'ailleurs au fond nullement contradictoires; qu'en outre, la djemâa, loin de revenir ultérieurement sur sa détermination, s'est prononcée à nouveau, le 19 novembre 1917 et à l'unanimité des onze membres présents, pour la réalisation de la vente; qu'ainsi, le consentement de la djemâa, exigé par les articles 16 et 17 du décret du 23 mai 1863, n'a pas fait défaut en l'espèce; — Considérant, en second lieu, que, si les requérants soutiennent, à titre subsidiaire, que ce consentement aurait été vicié par des actes de pression émanant de l'Administration, ils n'apportent aucun commencement de preuve à l'appui de cette allégation; qu'en ce qui concerne, notamment, les modifications qui auraient été volontairement apportées à la composition de la djemâa en vue de sa consultation sur le projet d'aliénation des parcelles litigieuses, il résulte de l'instruction que lesdites modifications ont été la conséquence du jeu normal du renouvellement des pouvoirs des membres de ces assemblées et qu'elles ont été décidées à une date antérieure aux premières propositions du sieur Barris du Penher; — Considérant, en troisième lieu, qu'à supposer que toutes les prescriptions du décret du 23 mai 1863 relatives à la procédure à suivre en ce qui concerne, notamment, les conditions de désignation de l'expert chargé de représenter les intérêts du douar dans les opérations contradictoires d'estimation des biens à céder, n'aient pas été observées, ces vices de procédure ont été couverts par l'approbation expresse et sans aucune réserve que la djemâa a — postérieurement auxdites opérations d'expertise et à la fixation du prix — donnée à l'ensemble de l'opération par sa délibération susvisée du 19 novembre 1917; — Considérant enfin que, si une des parcelles vendues au sieur Barris du Penher a été soumise au régime forestier par un décret du 22 février 1868, ce fait n'est pas de nature à modifier la procédure d'aliénation réglée par le décret du 23 mai 1863, l'article 79 de la loi du 21 février 1903 relative au régime forestier en Algérie ne restreignant pas, en ce cas, le droit des douars d'aliéner tout ou partie de leurs biens communaux dans les conditions fixées au dit décret; que la parcelle dont s'agit a seulement continué à être soumise au régime forestier jusqu'au 24 décembre 1924, date à laquelle elle a, d'ailleurs, été distraite de ce régime par application de l'article 79 de la loi du 21 février 1903.

DECIDE : — Article Premier. — Sont déclarés réguliers et valables les actes administratifs qui ont précédé, accompagné ou suivi l'acte de vente au sieur Barris du Penher d'un terrain communal d'une superficie de 705 hectares formant les lots n°* 8 et 13 du plan du douar Ouled Dieb de la commune mixte de La Calle. — Article 2. — Les sieurs Harizi Ahmed ben Makhlouf et autres sont condamnés aux dépens.

MM Romieu, prés.; — Delfau, rapp.; — Rivet, comm. du gouv.; — Hannotin et Chassagne-Belmin, avocat.

CONSEIL D'ETAT

12 décembre 1924

Impôts sur les revenus, Algérie, bénéfices industriels et commerciaux, charges de famille, réduction, déclaration spéciale indispensable.

Aux termes de l'art. 33 *du décret du* 1er *décembre* 1918, *les contribuables, désirant bénéficier des réductions pour charges de famille prévues à l'art.* 98 *du décret du* 30 *novembre* 1918 *homologuant une délibération du* 21 *juin* 1918 *des délégations financières algériennes, doivent, à peine de nullité, adresser au contrôleur des Contributions directes, une déclaration*

de ces charges dans le courant du mois de juillet de chaque année. Faute de formuler cette déclaration, les réductions ne sont pas opérées (1).

LE CONSEIL D'ETAT (statuant au Contentieux), — Vu le décret du 30 30 novembre 1918, homologuant la délibération du 21 juin 1918 des délégations financières algériennes; — Vu le décret du 1er décembre 1918; — Considérant que le décret du 30 novembre 1918, homologuant la délibération du 21 juin 1918 des délégations financières algériennes, a établi, en Algérie, un impôt annuel sur les bénéfices commerciaux et industriels réalisés pendant l'année précédente; que c'est par une exacte application de cette règle que l'imposition à laquelle le sieur B... a été assujetti pour 1920 a été calculée à raison des bénéfices réalisés par lui au cours de l'année 1919, bénéfices dont le montant n'est pas contesté; — Considérant, d'autre part, que, d'après l'article 33 du décret du 1er décembre 1918, les contribuables désirant bénéficier des réductions pour charges de famille prévues à l'article 98 du décret du 30 novembre 1918, devraient à peine de nullité, adresser au contrôleur des Contributions directes une déclaration desdites charges dans le courant du mois de juillet de chaque année; que le sieur B..., qui n'a, à aucune époque, formulé de déclaration de cette nature, n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort qu'il n'a pas bénéficié des réductions auxquelles il prétend avoir droit. — Décide : — La requête du sieur B... est rejetée.

MM. Bruman, président; Sauvel, rapp.; Noël, comm. gouv.

CONSEIL D'ETAT

19 juillet 1924

Contribution foncière sur la propriété non bâtie, demande en réduction fondée sur l'ouverture d'une procédure d'enquête partielle, rejet.

Aucune disposition législative n'ajourne le point de départ de la contribution foncière sur la propriété non bâtie, au cas où les acquéreurs de ces propriétés ont recours à la procédure d'enquête instituée par la loi du 16 *février* 1897 *pour obtenir la délivrance de titres administratifs purgeant les immeubles de tous droits réels.*

Cette procédure étant facultative pour les acquéreurs, l'établissement de la contribution foncière ne saurait être subordonnée à son accomplissement.

N'est donc pas fondée une demande en réduction reposant sur ce motif (1).

(Langlois)

---

(1) V. le texte de ces articles R. A. 1921, 3, 47 et 59. — Le texte de l'article 33 du décret du 1er décembre 1918 est formel. Pour s'assurer le bénéfice de l'article 98 du décret du 30 novembre 1918, « les contribuables *sont tenus*, dit le texte, de fournir une déclaration... » Et plus loin : « Ces déclarations doivent, *sous peine de nullité* », être adressées dans le courant du mois de juillet de chaque année. — Une déclaration tardive est inopérante; à plus forte raison ne pourra-t-on opérer une réduction, s'il n'y a pas de déclaration du tout.

(1) La solution donnée par le Conseil d'Etat nous paraît exacte. Il suffit de se demander quelle eût été la superficie imposable, si le requérant n'avait pas introduit la demande d'enquête partielle. Propriétaire indivis à titre melk, le requérant eût été imposé sur l'ensemble de ses droits. On ne voit pas pourquoi il serait moins imposé parce qu'il a eu recours à une procédure toute facultative, que la loi met à sa disposition pour avoir un titre nouveau, point

LE CONSEIL D'ETAT. — Statuant au Contentieux. — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour le sieur Langlois Léon demeurant à Vialar, commune mixte de Serzon, département d'Alger, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 22 mai 1919, par lequel le Conseil de Préfecture du département d'Oran a rejeté sa demande en réduction de la contribution foncière des propriétés non bâties à laquelle il a été imposé pour l'année 1918 sur les rôles de la commune mixte de Tiaret; — Ce faisant, attendu que le requérant a passé avec des indigènes de nombreux contrats d'acquisitions de droits indivis portant sur 2035 ha. 33 a. de terres melk; qu'il n'a en sa possession que 433 ha. 87 a.; que le surplus de ces terres demeure entre les mains des indigènes jusqu'à la clôture des enquêtes partielles auxquelles il est procédé conformément à la loi du 16 juillet 1897, en vue de la délivrance des titres définitifs de propriété; que, jusqu'à cette date l'importance des droits achetés reste incertaine; que la procédure instituée par ladite loi a pour but d'assurer une translation régulière de la propriété; que la délivrance des titres par l'administrateur des domaines à la fin de cette procédure opère seule cette translation et soumet les terres au régime foncier français si l'acquéreur est un non indigène ; que la contribution foncière étant à la charge du propriétaire, le sieur Langlois a été à tort imposé pour 1814 ha. 79 a., qu'il ne doit l'être que pour les 433 ha. 87 a. déclarés par lui en vue de cette imposition; — Accorder la réduction demandée et le remboursement des droits de timbre; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu la réclamation présentée devant le Conseil de Préfecture; Vu les avis de l'administrateur et des agents de l'administration des contributions directes ; — Vu le rapport du Directeur des contributions directes ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'Intérieur, et tendant au rejet de la requête par les motifs que les terres melk se transmettent par acte notarié ; que les enquêtes partielles sont facultatives et ne font que consolider les droits existant en constatant les charges qui grèvent la propriété ; que le requérant a été à bon droit imposé et maintenu à raison des terres melk dont il s'est rendu acquéreur par actes notariés ; — Vu le mémoire en réplique présenté pour le sieur Langlois, tendant aux mêmes fins que la requête et par les mêmes moyens, et en outre, attendu : 1° que les effets des actes de transfert restent en suspens jusqu'à la fin des enquêtes ; que celles-ci peuvent aboutir à la délivrance d'un titre portant sur une partie seulement de la propriété ; que surtout lorsqu'il s'agit comme en l'espèce de melk indivis depuis des générations la constitution de la propriété individuelle date seulement de la fin de l'enquête ; 2° qu'il n'est nullement établi comme le soutient l'administration que le requérant ait fait une abondante récolte sur les terres en question ; que cette récolte provient des terres déclarées et d'autres prises en location ; 3° que le requérant à même dû prendre en location certaines terres des indigènes mêmes qui les lui avaient vendues, ce qui prouve que la vente n'avait point transféré la propriété ; qu'en outre ces indigènes ont été imposés à raison des terres dont s'agit ; — Vu les nouvelles observations présentées par le ministre de l'Intérieur à la suite du complément d'instruction auquel il a été procédé, et tendant au rejet de la requête par les moyens ci-dessus

---

de départ, à l'avenir, de son droit de propriété. Avant la purge de la loi de 1897 requise par le demandeur, ce dernier était propriétaire. Pour éviter des ennuis dans l'avenir, il sollicite l'enquête partielle. Il le fait à ses risques et périls. Les inconvénients qui peuvent en résulter pour lui sont compensés par une plus grande sécurité. En tout cas, le fisc ne peut subordonner l'établissement de la contribution foncière à l'accomplissement de la procédure d'enquête (Sur cette procédure de la loi de 1897, V. E. Larcher, *Traité de lég. alg.*, t. III, 3e édition, nos 805 et suiv.).

G. R.

exposés et en outre attendu qu'il n'est nullement établi que certains terrains aient été imposés à la fois au nom du sieur Langlois et au nom de certains indigènes ; que le requérant doit être considéré comme propriétaire des terres en cause tant qu'il n'aura pas établi que les indigènes auxquels il a acheté celles-ci n'en étaient pas les véritables propriétaires ; — Vu la loi du 16 février 1897, le décret du 21 décembre 1917, homologuant une délibération des délégations financières algériennes du 3 avril 1917 ; — Considérant qu'en vertu des dispositions du décret du 21 décembre 1917, homologuant une délibération des délégations financières algériennes du 3 avril 1917 les propriétés non bâties situées en Algérie, appartenant à des propriétaires ou concessionnaires français ou étrangers, sont passibles pour l'année 1918 d'une contribution égale à 4 % du revenu imposable ; — Considérant que le sieur Langlois a été imposé pour l'année 1918 à la contribution foncière des propriétés non bâties d'après une superficie de 1814 h. 79 a de terrains ; qu'il n'a déclaré, pour l'établissement de cette contribution qu'une contenance de 433 h. 87 a. et qu'il soutient que le surplus des terres « melk » acquises par lui antérieurement à 1918 étant actuellement soumises à la procédure instituée par la loi du 16 février 1897 en vue de la délivrance de titres de propriété, son droit de propriété ne sera définitif et ne pourra justifier son imposition qu'après la délivrance de ces titres ; — Mais considérant que si l'article 9 du décret du 21 décembre 1917 oblige les français ou étrangers devenus propriétaires d'immeubles non bâtis à en faire la déclaration pendant les quatre premiers mois de chaque année, aucune disposition n'ajourne le point de départ de l'imposition au cas où les acquéreurs recourent à la procédure d'enquête instituée par la loi du 16 février 1897 pour obtenir la délivrance de titres administratifs purgeant les immeubles de tous droits réels ; que, d'ailleurs, cette procédure étant purement facultative pour les acquéreurs l'établissement de la contribution foncière ne saurait être subordonné à l'accomplissement de ladite procédure ; — Considérant que de ce qui précède il résulte que le sieur Langlois n'est pas fondé à demander la réduction de la contribution foncière des propriétés non bâties à laquelle il a été assujetti et maintenu pour 1918 à raison de 1814 h. 79 a. de terrains par lui acquis.

DECIDE : La requête du sieur Langlois est rejetée. — MM. Arrivières, président ; — Sauvel, rapport. ; — Binet, comm. du gouv. ; — Me Dufourmantelle, avocat.

CONSEIL D'ETAT

23 novembre 1923

Employés communaux, discipline, secrétaire de mairie, révocation, conditions, loi du 23 octobre 1919, cas où le règlement-type n'a été ni délibéré par le Conseil municipal, ni rendu applicable d'office par le Préfet, loi du 22 avril 1905.

La loi du 23 octobre 1919 subordonne à une délibration du Conseil municipal, soumise à l'approbation préfectorale, l'application du règlement-type établi par le Conseil d'Etat, concernant la discipline des employés communaux titulaires ; aucune délibération n'étant intervenue, le requé-

rant n'est pas fondé à soutenir que sa révocation est entachée de nullité comme ayant été prononcée contrairement aux règles prévues audit règlement (1).

Les dispositions de l'article 65 *de la loi du* 22 *avril* 1905 *sont applicables à tous les employés municipaux nommés par le maire en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article* 88 *de la loi du* 5 *avril* 1884, *quelles que soient les conditions dans lesquelles ont été effectuées leurs nominations et les accords qui ont pu intervenir à cette occasion.*

Est fondé à soutenir que sa révocation a été prononcée en violation de l'article 65 *précité, le secrétaire de mairie qui a demandé en vain communication de son dossier* (2).

(Béchu)

LE CONSEIL D'ETAT statuant au Contentieux, Section du Contentieux ; — Vu la requête présentée par le sieur Béchu Raoul, demeurant à Bône,

---

(1), (2). La loi du 23 octobre 1919, qui modifie l'article 88 de la loi municipale, a pour objet de soustraire les employés communaux aux fluctuations de la politique. Dans ce but, elle édicte les dispositions suivantes : 1° une délibération du Conseil municipal, soumise à l'approbation préfectorale, et pour laquelle, d'ailleurs, un règlement-type sera établi par le Conseil d'Etat, détermine les règles concernant le recrutement, l'avancement et la discipline des titulaires des emplois communaux; 2° les peines comportant la suspension ou la révocation ne pourront être prononcées par le maire qu'après avis motivé d'un conseil de discipline dont la composition sera déterminée par ladite délibération du Conseil municipal et où le personnel sera représenté.

Le requérant invoquait à l'appui de son pourvoi cette loi de 1919. Le Conseil d'Etat, à juste titre, constate qu'en l'espèce cette loi n'a pas d'action, le Conseil municipal de Randon n'ayant pris aucune délibération pour régler le statut de ses employés municipaux, et, d'autre part, le préfet n'ayant pas rendu applicable d'office à ces employés le règlement-type prévu par la loi. Notons en passant que la loi ne s'applique qu'aux communes de plus de 5.000 habitants. Randon était dans les conditions requises, puisqu'au recrutement de 1921 elle comptait 5.568 habitants dont 554 Européens. En ce qui concerne la position du requérant, on peut toutefois se demander si, à supposer la loi applicable à Randon, il pouvait s'y référer pour faire annuler l'arrêté de révocation. Etait-il titulaire de son poste? La convention passée entre le requérant et la commune de Randon, convention aux termes de laquelle l'engagement contracté par le requérant pouvait être dénoncé par chacune des parties après un préavis de trois mois, faisait-elle obstacle à l'application des dispositions bienveillantes de la loi de 1919? Le Conseil d'Etat n'a pas eu à trancher ces deux questions. Il nous apparaît cependant que les dispositions de la loi de 1919 sont d'ordre public et, qu'en conséquence, un employé municipal titulaire peut les invoquer utilement en tout état de cause. — Constatons, d'autre part, que le préfet a manqué à la loi, qui lui fait un devoir de statuer d'office par arrêté rendant applicable dans les communes le règlement-type établi par le Conseil d'Etat, faute par le Conseil municipal d'avoir délibéré dans le délai de six mois à partir de la promulgation de la loi. Le législateur n'a pas voulu, en effet, que les employés municipaux fussent à la merci d'une coterie politique (V. texte de la loi : B. O. 1919, p. 1463).

Mais si la loi de 1919 ne jouait pas à Randon, par suite de la carence du Conseil municipal et du préfet; si, par conséquent, le requérant n'avait pas la garantie d'un conseil de discipline, il était, toutefois, protégé par la loi du 22 avril 1905 (art. 65) : il avait le droit de demander et de prendre communication de son dossier. L'arrêté de révocation pris en violation de cette disposition est donc entaché de nullité (Cpr. Conseil d'Etat, 23 janvier 1914 : R. A. 1916, 2, 117; — 23 février 1923 : R. A. 1926, 2, 108).

G. R.

villa Ab-del-Kader, ladite requête enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 14 octobre 1921, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, une décision, en date du 28 juin 1921, par laquelle le maire de la commune de Randon l'a révoqué de ses fonctions de secrétaire de mairie, à compter du 30 septembre 1921, ensemble la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le conseil municipal de cette commune sur sa demande d'indemnité ; — Ce faire, attendu que la convention passée entre le maire de Randon et le requérant et relative à l'engagement de celui-ci en qualité de secrétaire de mairie, pouvait être dénoncée par chacune des parties après un préavis de trois mois ; que le maire s'est appuyé sur cet accord pour licencier le requérant ; que la loi du 23 octobre 1919 relative au statut des employes communaux ayant fait perdre à cet accord toute valeur juridique, le requérant a demandé au maire de lui faire connaître les motifs de son congédiement, de lui communiquer son dossier et de le déférer à un conseil de discipline par application de la loi susmentionnée et du décret du 10 mars 1920 pris pour son application ; que cette demande est demeurée sans réponse, qu'il en a été de même d'une seconde demande tendant à l'allocation d'une indemnité de 6.000 francs pour révocation injustifiée ; qu'ainsi le requérant est recevable et fondé à déférer au Conseil d'Etat les décisions susvisées ; — Et en conséquence de l'annulation qui sera prononcée desdites décisions, condamner la commune à lui payer une indemnité de 6.000 francs ; — Vu la décision attaquée du maire de Randon, en date du 26 juin 1921 ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'Intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 12 janvier 1922, et tendant au rejet de la requête par les motifs que le sieur Béchu a été révoqué à raison d'un farte grave commise par lui dans l'exercice de ses fonctions ; qu'un conseil de discipline a été réuni le 17 octobre 1921 et a émis un avis motivé sur les faits reprochés au requérant ; que la convention passée de 4 décembre 1920 entre le sieur Béchu et le maire est postérieure à la loi du 23 octobre 1919 et au décret du 10 mars 1920 relatifs au statut des employés communaux ; que ces lois n'ont statués que pour les cas dans lesquels les parties n'ont pas admis elles-mêmes par une convention librement consentie des dérogations aux dispositions de ces textes ; que, ainsi en présence de la convention du 4 décembre 1920, il appartenait au maire de licencier le requérant avec un préavis de trois mois ; —Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu les lois des 7, 14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ; — Vu la loi du 22 avril 1905, article 65 ; — Vu la loi du 23 octobre 1919 ; — Considérant que lors de la révocation du sieur Béchu, aucune délibération du conseil municipal de Randon n'était intervenue pour régler conformément à la loi du 23 octobre 1919 le statut des employés municipaux ; qu'aucun arrêté préfectoral n'avait rendu applicable d'office à ces employés le règlement type du 10 mars 1920 ; que dans ces conditions le requérant n'est pas fondé à soutenir que sa révocation est entachée de nullité comme ayant été prononcée sans qu'aient été observées les formalités prévues par ledit règlement ; — Considérant que les dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 sont applicables à tous les employés municipaux nommés par le maire en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 88 de la loi du 5 avril 1884, quelles que soient les conditions dans lesquelles ont été effectuées leurs nominations et les accords qui ont pu intervenir à cette occasion ; qu'il suit de là que le sieur Béchu qui a demandé en vain communication de son dossier est fondé à soutenir que sa révocation a été prononcée en violation de la disposition de loi susmentionnée ; que si le requérant a été postérieurement à l'arrêté attaqué invité à prendre connaissance de son dossier cette circonstance qui aurait pu permettre au maire de prendre valablement un nouvei arrêté de révocation n'a pas été de nature à faire disparaître l'ir-

régularité dont était atteint l'arrêté déféré au Conseil d'Etat ; — Sur les conclusions tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet résultant du silence gardé par le conseil municipal sur la demande d'indemnité du requérant ; — Considérant que ces conclusions sont présentées sans le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat ; que dès lors elles ne sont pas recevables.

DECIDE : — Article 1er. — L'arrêté du maire de Randon en date du 28 juin 1921 est annulé ; — Article 2. — Les conclusions tendant à l'allocation d'une indemnité sont rejetées comme irrecevables :

MM. Romieu, président; — Sauvel, rapp.; — Rivet, comm. du gouvern.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

26 novembre 1925

Tabacs, Algérie, plantation en terrain loué, déclaration, contravention, planteur seul responsable.

Les article 2, 3 *et* 88 *du décret du* 20 *décembre* 1920 *visent, — non pas le propriétaire de la parcelle complantée et par lui louée suivant bail n'ayant pas date certaine — mais uniquement l'auteur de la plantation de tabac* (1).

(Administration de tabacs d'Algérie, c. Belferchi, Lakdar ben Larbi).

LA COUR. — Sur le moyen, pris de la violation des art. 2,3 et 88 du décret du 20 décembre 1920, en ce que le jugement attaqué a refusé de condamner le propriétaire d'un terrain sur lequel avait été effectuée une plantation de tabac, sous prétexte que ce terrain avait été donné à bail par le propriétaire, et que le locataire avait fait une déclaration de plantation, alors que le locataire n'était en possession que d'un bail verbal, et qu'aux termes des textes ci-dessus visés, les plantations ne peuvent être faites régulièrement que par les propriétaires ou les locataires munis d'un bail à date certaine, toute plantation établie en dehors de ces conditions devant être considérée comme effectuée sans déclaration, c'est-à-dire frauduleusement ; — Attendu qu'aux termes des art. 2 et 3 du décret du 20 décembre 1920, nul ne pourra se livrer à la culture du tabac, sans en avoir fait la déclaration 15 jours au moins avant tout commencement de semis et de plantation, et au plus tard le 15 avril, à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle devront avoir lieu ces semis ou ces plantations. Les

(1) V. le texte : R. A. 1922-23, 3, 121

L'article 88, qui énumère les sanctions, ne parle que de plantations. L'article 2 exige que le planteur fasse une déclaration, et l'article 3 indique que le planteur doit être propriétaire ou fermier principal suivant contrat ayant date certaine. Si le bail n'a pas date certaine, la plantation est considérée comme faite sans déclaration. Le locataire, dans l'espèce rapportée, avait bien fait sa déclaration; mais cette déclaration était inopérante parce que son bail était verbal. L'Administration des tabacs voulait ignorer le locataire planteur pour ne retenir que le propriétaire de la parcelle. A juste titre, la Cour Suprême a rejeté le pourvoi formé par cette Administration contre le jugement du Tribunal de Guelma qui avait relaxé le propriétaire poursuivi.

G. R.

planteurs doivent être propriétaires ou fermiers principaux des terres déclarées. Ne seront considérés comme fermiers que ceux qui pourront exhiber un bail ayant date certaine, leur attribuant la possession des terres déclarées au moins jusqu'à l'achèvement de la dessication de la récolte... Les plantations établies contrairement aux dispositions du présent article seront considérées comme faites sans déclaration ; — Attendu que l'art. 88 porte que « les contraventions au présent décret seront frappées des peines ci-après : Plantation de tabac sans autorisation, amende d'un franc par pied de tabac, avec un minimum de 400 francs et un maximum de 3.000. Les tabacs plantés en contravention, seront détruits aux frais du planteur. En cas de saisie, la confiscation sera prononcée »; — Attendu qu'il résulte des termes de ces dispositions qu'elles visent uniquement l'auteur de la plantation, et qu'elles n'édictent pas de pénalité à l'égard du propriétaire qui a consenti à celui-ci un bail n'ayant pas date certaine ; — Attendu qu'il est constaté par le jugement attaqué que Belferchi était poursuivi à raison d'une plantation de tabac effectuée après déclaration par Hafiani, sur une terre qu'il avait louée à ce dernier par simple bail verbal et qu'aucun cas de complicité n'était relevé à sa charge ; — Attendu, dès lors, qu'en relaxant Belferchi des fins de la poursuite dirigée contre lui, le jugement attaqué n'a nullement violé les textes visés au moyen ;

PAR CE MOTIFS, Rejette le pourvoi : MM. Lecherbonnier, président ; Paillot, cons. rapp. ; — Mornet, avoc. gén. ; — Regray, avocat.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

4 juillet 1924

Cour d'assises, Algérie, débats, interprète, traducteur assermenté, serment, nécessité.

Les interprètes judiciaires assermentés près les tribunaux français en Algérie ne sont pas tenus de prêter, dans chaque affaires où il sont appelés à exercer leur ministère, notamment en Cour d'Assiscs, le serment prescrit par l'ar. 332, *C. inst. crim. (motifs)* (1).

Mais il en est autrement des interprètes traducteurs, lesquels ont des attributions différentes ; ils doivent donc, lorsqu'ils prêtent leur concours à la justice en Cour d'Assises, prêter ledit sermet (2).

(Garrido c. Min. pub.)

LA COUR. — Sur le moyen, pris de violation de l'art. 332 C. I. Cr et de l'ordonnance du 19 mai 1846, en ce que l'arrêt attaqué mentionne l'assistance, à titre d'interprète, d'un traducteur assermenté sans men-

---

(1) En ce sens : Cass., 4 février 1864 : *Jurispr. alg.* 1864, p. 3. — Cass., 5 novembre 1874, *Jurispr. alg.* 1874, p. 61. — Cass., 28 juin 1883 : *Bull. jud. Alg.* 1884, p. 216. — Cass., 29 avril 1921 : R. A. 1921, 2, 93.

(2) En ce sens, implicitement : Cass., 7 février 1895 : R. A. 1897, 2, 4. — Voy. Décret 16 septembre 1924, réorganisant l'institution des interprètes en Algérie : « Il n'y a plus d'interprètes traducteurs que pour les langues autres que l'arabe et le kabyle ».

tionner que celui-ci ait spécialement prêté serment devant la Cour d'Assises, alors que le traducteur assermenté n'ayant seulement pour fonction d'assister les juridictions dans l'exercice de la justice, ne saurait être dispensé de prêter serment ; — Vu l'art 332 C. I. Cr. ensemble l'ordonnance du 19 mai 1846 ; — Attendu que si les interprètes judiciaires assermentés près les tribunaux français en Algérie ne sont pas tenus de réitérer leur serment dans chacune des affaires, où ils sont appelés à exercer leur ministère, cette dispense de safistaire à l'obligation édictée par l'art. 332. C. I. Cr. ne peut être étendue aux interprètes traducteurs ; — Attendu, en effet, qu'il résulte de l'ordonnance du 19 mai 1846, que les attributions des interprètes traducteurs sont essentiellement différentes des attributions conférées aux interprètes judiciaires, qu'ils n'ont pas été institués pour traduire devant les tribunaux les réponses des prévenus et les dépositions des témoins, qu'ils ne sauraient dès lors faire office d'interprète devant une juridiction répressive sans avoir prêté préalablement le serment prescrit par l'art. 332, C. I. Cr. ; — Et attendu que la Cour d'Assises était assisté de Pérez, interprête traducteur assermenté pour la langue espagnole, que le procès-verbal des débats ne constate pas que cet interprète ait prêté le serment prescrit par l'art. 332, C. I. Cr. ; — D'où il suit qu'il y a eu violation de la loi.

Par ces motifs,

Casse et annule les arrêts de la Cour d'Assises d'Alger, en date du 24 mars 1924, qui ont condamné Garrido, etc...

MM. Boulloche, ffons. Prés. ; Coudert, Rapp. ; Bloch-Laroque, Av. géna ; Me Dede, av.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

2 mai 1925

Cassation, pourvoi, condamné, défaut d'intérêt, irrecevabilité, pourvoi dans l'intérêt de la loi, recevabilité.

Le condamné n'a aucun intérêt à se pourvoir contre un jugement qui ne lui a appliqué qu'une peine inférieure à celle qui aurait dû être prononcée ; en conséquence, son pourvoi est irrecevable (1).

Mais ce jugement est susceptible de pourvoi dans l'intérêt de la loi (2).

(Aït Abdesselam c. Min. pub.)

LA COUR. — Sur le pourvoi de Aït Abdesselam ben Mohamed, en cassation d'un jugement rendu le 2 mai 1925 par le tribunal correctionnel d'Alger, statuant en matière répressive indigène, comme juridiction d'appel, qui l'a condamné pour vol à 2 ans d'emprisonnement et 2 ans d'interdiction de séjour ; — Attendu qu'aucun moyen n'est pris à l'appui du pourvoi, que les faits souverainement constatés par le tribunal d'appel justifient la qualification et que le demandeur n'a aucun intérêt à se prévaloir de l'insuffisance dans l'application de la peine qui va être relevée sur le pourvoi formé par M l'avocat général à l'audience dans l'intérêt de la loi ; — Rejette le pourvoi de Aït Abdesselam ben Mohamed,

---

(1 et 2) Voy. sur les deux points : Cass., 29 juin 1882 : D. P. 83, 1, 144. — Cass., 6 novembre 1897 : D. P. 98, 1, 281.

condamne le demandeur par corps à l'amende et aux dépens, fixe au minimum édicté par la loi la durée de la contrainte par corps ;

Mais, statuant sur le pourvoi formé à l'audience dans l'intérêt de la loi par M. l'avocat général ; — Vu l'article 58 du Code Pénal ; — Attendu que le jugement attaqué a condamné Aït Abdesselam à 2 ans d'emprisonnement et 2 ans d'interdiction de séjour pour vol par application des articles 379, 401 du Code Pénal ; — Attendu qu'il est constaté par le même jugement que Aït Abdesselam ben Mohamed était en état de récidive comme ayant été condamné le 8 novembre 1922, par le tribunal correctionnel de Nancy, à 18 mois de prison pour vol et recel, et que cette condamnation était passée en force de chose jugée avant les faits qui ont motivé la présente poursuite ; — Attendu que, par application de l'article 58, § 1 du Code Pénal, qui a été expressément visé par le jugement attaqué, Aït Abdesselam ben Mohamed devait, comme récidiviste, être condamné au maximum de la peine portée par l'aricle 401 du Code Pénal ; que cette aggravation de peine n'aurait pu être écartée que par une déclaration de circonstances atténuantes qui ne se rencontre ni dans le jugement attaqué, ni dans le jugement de 1re instance dont il a adopté les motifs.

Par ces motifs,

Casse et annule, mais seulement dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal correctionnel d'Alger.

MM. Lecherbonnier, prés. ; Drioux, cons. rapp. ; Bloch-Laroque, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

3 décembre 1925

Cassation, pourvoi, formes substantielles, déclaration au greffe.

La déclaration au greffier, exigée par l'art. 417, C. inst. crim., est substantielle et ne saurait être remplacée par des équivalents, notamment par une déclaration en réponse à la signification de l'arrêt de condamnation, ou par une lettre adressée au greffier (1).
Tout au moins lorsque le condamné n'est pas détenu (2).

(Consorts Daghmons c. Min. pub.)

LA COUR. — Vu l'article 417, C. I. Cr. ; — Attendu que les nommés Daghmous Ahmed et Daghmous Lemouchi, demeurant à Kilchila, non

---

(1) La jurisprudence de la Cour de Cassation est constante en ce sens. — Ainsi, n'équivalent pas à la déclaration qui doit être faite au greffe : une déclaration au Ministère public par acte d'huissier (Cass., 26 octobre 1894 : D. P. 97, 1, 332) ou autrement (Cass., 18 octobre 1895 : *ibidem*) ; — une lettre adressée au Procureur général (Cass., 20 janvier 1893 : D. P. 95, 1, 213), même si la lettre a été déposée par ses soins au greffe et que le greffier en ait dressé acte (Cass., 27 janvier 1900 : D. P. 1900, 1, 616) ; — une lettre adressée au greffier (Cass., 21 juin 1912 : Bull. crim., n° 335) ; — une dépêche adressée au greffier (Cass., 3 juin 1911 : R. A. 1912, 2, 127, et la note).

(2) Lorsque le condamné est détenu, on se montre beaucoup plus facile et l'on admet la déclaration faite en temps utile au gardien de la prison (Cass., 17 mai 1895 : D. P. 97, 1, 332). C'est ce qu'indique, dans ses motifs, l'arrêt rapporté. — Voy., pour le pourvoi contre les jugements rendus par les tribunaux correctionnels en matière répressive indigène : Décret 9 août 1903, art. 26.

G. M.

détenus, au lieu de se présenter au greffe de la Cour d'Appel d'Alger pour y faire leur déclaration de pourvoi et la signer après qu'elle aurait été inscrite sur le registre à ce destiné, se sont bornés à déclarer qu'ils voulaient se pourvoir en cassation à l'huissier qui leur a signifié l'arrêt d'itératif défaut rendu par ladite Cour le 26 juin 1925 déclarant non avenue leur opposition à l'arrêt de défaut du 2 avril 1925, qui les condamne chacun à 6 mois d'emprisonnement pour vol ; — Attendu que cette déclaration, bien qu'elle ait été relatée par l'huissier dans l'exploit de signification de l'arrêt, ne saurait remplacer celle qui doit être faite au greffe dans les formes prescrites par l'article 417 du Code d'instruction criminelle ; — Attendu que Daghmous Amed et Daghmous Lemouchi ont, à la vérité, adressé le 5 août 1925, au greffier de la Cour d'Appel d'Alger, une lettre dans laquelle ils expriment à nouveau leur intention de se pourvoir ; — mais que cette manifestation de volonté se produisant d'ailleurs tardivement et après l'expiration du délai prévu par l'article 373 du Code d'instruction criminelle ne peut, en l'absence d'une déclaration faite au greffe, soit en personne, soit par mandataire, être assimilée à un pourvoi régulièrement formé ; — Que, dans ces conditions, le pourvoi est inexistant et que la Cour de Cassation n'est pas saisie :

Par ces motifs,

Dit n'y avoir lieu à statuer.

MM. Lecherbonnier, prés. ; Thuriet, cons. rapp. ; Bloch-Laroque, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

19 septembre 1925

Pourvoi en revision, fait nouveau, annulation, renvoi.

Il y a un fait nouveau, de nature à établir l'innocence du condamné, lorsqu'il résulte d'une nouvelle instruction que le condamné n'a pas pu se trouver sur les lieux du crime au moment où celui-ci a été perpétré ;

Encore que le condamné ait, par des déclarations inexactes, induit la justice en erreur (1).

Et, dans ce cas, l'annulation du jugement de condamnation ne laissant rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit à la charge du condamné, aucun renvoi ne doit être prononcé (2).

(Guilmin)

LA COUR. — Vu l'arrêt du 29 mai 1925, par lequel la Cour de Cassation, Chambre Criminelle, a déclaré recevable la demande de révision de la condamnation prononcée pour vol qualifié le 22 juillet 1924 par le Conseil de Guerre des troupes d'occupation du Maroc, contre Guilmin, Jules Ernest Léon, et a ordonné qu'avant qu'il fût statué au fond, il serait procédé à une instruction supplémentaire ; — Vu les pièces de

---

(1) Voy. dans le même sens : Cass., 22 janvier 1898 : D. P. 1900, 1, 137. — Mais *contra*, lorsque le condamné, qui a été victime de sa propre faute, n'a aucun intérêt, ni matériel ni moral, à l'annulation de sa condamnation : Cass., 22 janvier 1898 (aff. Delamotte) : D. P. *ibidem*.

(2) Depuis l'arrêt rendu dans la célèbre affaire Dreyfus (Cass., 12 juillet 1906 : D. P. 1908, 1, 553), la Cour de Cassation s'arroge le droit de ne prononcer aucun renvoi lorsqu'elle estime qu'il y a certitude de l'innocence du condamné. — Ses arrêts sont nombreux en ce sens. — Voy. sur ce point notre note : R. A. 1912, 2, 310.

G. M.

la procédure et celles de ladite instruction supplémentaire ; — Vu les art. 445 et s. C. I. Cr. ; — Attendu que le chasseur Guilmin, du 1er bataillon d'infanterie légère d'Afrique, a abandonné son corps à M'Samir, Maroc, le 24 février 1924 ; — Attendu que lors de son arrestation, opérée le 2 mars suivant, il déclara spontanément aux gendarmes qu'il était l'auteur d'un vol de 2 mules, qui avait été commis dans la nuit du 3 au 4 février 1924, à l'aide d'effraction, au préjudice du sieur Alada, à Guercif ; qu'il renouvela cette affirmation devant l'officier instructeur, puis à l'audience du Conseil de Guerre de Taza, et qu'il fût condamné, le 22 juillet 1924, à 5 ans de travaux forcés, à 10 ans d'interdiction de séjour, et à la dégradation militaire, pour vol qualifié, et désertion à l'étranger, en temps de paix, sur un territoire en état de siège ; — Attendu que, postérieurement à sa condamnation, Gulmin, revenant sur ses précédentes déclarations, prétendit qu'il ne pouvait être l'auteur du vol perpétré à Guercif à la date susindiquée, parce qu'il se trouvait alors à Oudjda, ville située à une distance considérable du lieu du crime; — qu'il résulte, tant de l'enquête à laquelle il a été procédé par l'autorité militaire, que de l'instruction supplémentaire, que Guilmin, faisant partie d'un détachement conduit par le sous-officier Humblot, est arrivé le 4 février à Oudjda, venant d'Oran ; — Attendu que ce chasseur n'a dès lors pas pu se trouver à Guercif dans la nuit du 3 au 4 février ; — Attendu que la rétractation de Gulmin et les résultats des vérifications qui l'ont suivie, constituent, dans leur ensemble, des faits nouveaux de nature à établir l'innocence du condamné ; — Attendu qu'en ce qui concerne le vol, l'annulation du jugement du Conseil de Guerre ne laissera rien subsister qui puisse, à la charge de Guilmin, être qualifié crime ou délit ; — Que le délit de désertion est couvert par l'amnistie, en vertu de l'art. 10 de la loi du 3 janvier 1925, l'absence irrégulière s'étant produite au Maroc, et ayant duré moins d'un an ; — Que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu à renvoi :

Par ces motifs,

Casse et annule, sans renvoi, le jugement du 22 juillet 1924, etc...

MM. Boulloche, prés. ; Paillot, rapp. ; Bloch-Laroque, av. gén.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

28 novembre 1925

Hadana, conditions à remplir, sécurité du logis, bonnes mœurs. Jugement, violation du droit musulman, pourvoi, conditions.

La fonction de Hadana ne peut être confiée à une femme qui ne présente pas les garanties morales nécessaires, qui n'a pas de domicile personnel et dont les mœurs sont suspectes.

Pour qu'un jugement puisse être annulé par la voie du pourvoi en révision, il n'est pas nécessaire qu'il ait formulé expressément des principes contraires au droit musulman ; il suffit qu'en fait la décision rendue, fasse échec à une règle de droit musulman (sol. implic.) (1).

(1) La question de savoir dans quels cas exactement un pourvoi en révision musulmane est recevable est des plus délicates. En particulier, on s'est demandé si, pour que le pourvoi fût possible, il était nécessaire que le jugement déféré formulât expressément, soit dans son dispositif, soit, tout au

(Senaa Ghouda c. Segani Aldjia)

LA COUR. — Attendu que Segani Aldjia bent el Miloud ayant été répudiée par Senaa Chouda Said ben Ammar, a, devant le Cadi de Chateaudun-du-Rhumel, réclamé la hadana de la mineure Fathima, née de son union avec son ex-époux ; que ce dernier a combattu la demande en faisant valoir que son ex-épouse, ayant été condamnée à une peine d'emprisonnement, se livrait à la prostitution et n'avait ni demeure fixe ni moyens d'existence, à quoi la demanderesse répondit en déniant se livrer à la prostitution et manquer de ressources et en ajoutant qu'elle habitait avec sa mère et qu'au surplus le père de l'enfant devait pourvoir à l'entretien de sa fille si celle-ci était confiée à la mère ; — Attendu que le Cadi a accueilli la demande et, par sa sentence du 30 juillet 1924, a accordé la hadana sollicitée, motif pris que Segani Aldjia pourra subvenir à l'entretien de l'enfant et que le fait qu'elle a été condamnée est étranger au procès ; — Attendu que, sur appel de Senaa Ghouda Said, le tribunal de Constantine, par jugement du 7 mars 1925, a confirmé la décision ci-dessus en adoptant purement et simplement les motifs ; — Attendu que le pourvoi est fondé sur ce qu'il ne paraît pas avoir été contesté que Segani Aldjia, âgée seulement de 22 ans, est de mauvaise vie et mœurs; qu'elle a été condamnée pour voies de fait sur sa co-épouse Azeri Cherife, et, enfin, qu'elle s'est réfugiée chez un sieur Bougourzi Amar dont paraît-il elle était la maîtresse et avec lequel elle vit en concubinage ; pourquoi, conclut la requête, se trouve violée la loi musulmane, qui exige chez la hadana, la sécurité du logis et des bonnes mœurs ; — Attendu que le pourvoi est régulier en la forme, fait dans les délais et notifié ; qu'il est donc recevable ; — AU FOND : Attendu que de l'expédition d'un jugement du tribunal répressif et de paix de Chateaudun-du-Rhumel, en date du 24 juin 1924, il résulte que Segani Aldjia a été condamnée à quinze jours de prison pour coups et blessures sur la personne de la nommée Azeri Cherifa, qui serait une autre épouse de Senaa Ghouda Saïd, et que, de l'expédition d'un jugement du Tribunal de paix de Chateaudun-du-Rhumel, en date du 22 octobre 1924, il résulte aussi que ladite Segani Aldjia, en quittant le domicile conjugal, s'est retirée chez un nommé Bougourzi Amar; — Attendu que, de ces documents, il résulte que Segani Aldjia n' pas une demeure personnelle ou chez ses parents et que ses mœurs sont tout au moins suspectes ; qu'ainsi les griefs formulés contre elle par son mari paraissent suffisamment établis ; que le premier juge n'a pas beaucoup expliqué pourquoi il a passé outre à ces griefs et que l'intéressée elle-même n'apporte rien qui vienne combattre les documents sus-indiqués et les conclusions qui s'en dégagent ; — Attendu que c'est dès lors à tort que le premier juge a accueilli la demande de Segani Aldjia et qu'en confiant

---

moins, dans ses motifs, un principe contraire au droit musulman. Il résulte de l'arrêt rapporté que ce n'est pas nécessaire et que ce serait là une exigence excessive. En l'espèce, il s'agissait d'une femme de mauvaises mœurs, vivant notoirement en concubinage, et à laquelle avait été confiée la hadana de sa fille mineure, en contradiction avec les prescriptions du droit musulman qui exigent, comme qualités essentielles chez la hadina, la sécurité du logis et les bonnes mœurs. En fait, la décision rendue se trouvait donc contraire au droit, bien que le jugement déféré n'énonçât pas expressément que la hadana peut être légalement confiée à une femme de mauvaises mœurs. La Chambre de révision a admis le pourvoi, et sa décision ne saurait être qu'approuvée, car la solution contraire aurait pour résultat de rendre les pourvois presque impossibles. Il est fréquent, en effet, que des décisions fassent échec à des principes de droit musulman, mais il est fort rare qu'elles le fassent d'une façon explicite, c'est-à-dire en formulant expressément, comme étant une règle de droit musulman, le contraire de ce que prescrit cette législation.

à cette femme, qui ne présente pas les garanties voulues, la garde de sa fille mineure il a violé la loi musulmane ; qu'il y a lieu en conséquence d'admettre le pourvoi et d'évoquer le fond :

Par ces motifs ; — Reçoit le pourvoi, tant en la forme qu'au fond ; — Annule le jugement rendu par le Tribunal de première instance de Constantine, Chambre des appels musulmans, à la date du 7 mars 1925 ; — Et statuant, par voie d'évocation, retire à Segani Aldjia bent el Miloud, la hadana de sa fille mineure Fathima à elle attribuée par le jugement ci-dessus :

MM. Pouyanne, ffs. de prés. ; — Norès, av. gén. ; — Me Belhadj, av.

TRIBUNAL DE GUELMA (CH. CORR.)

26 juin 1925

Elections indigènes, vote à une élection de Djemâa et de Conseillers municipaux, délit de vote multiple.

Commet le délit de vote multiple prévu et puni par les articles 33 *et* 34 *du décret du* 2 *février* 1852, *l'électeur qui prend part à la fois à l'élection des membzres de la Djemâa et à celle des membres indigènes du Conseil municipal* (1).

M. P. c. Bakhouche Mohamed ben Ali

LE TRIBUNAL. — Attendu que Bakhouche Mohamed ben Ali est prévenu d'avoir, au mois d'avril et de mai 1925, au douar Khezzaras et à Petit canton et arrondissement de Guelma, profité d'une inscription multiple pour voter deux fois ; — Attendu que le prévenu reconnaît qu'ayant été

---

(1) Aucun texte ne vise le cas d'un électeur indigène prenant part à la fois aux élections de la Djemâa et à celles d'un Conseil municipal. En droit pénal, les dispositions répressives sont d'interprétation stricte (Cf. Garraud, *Précis de droit criminel*, 1921, p. 99-101). L'article 34 du décret du 2 février 1852 ne réprime que le fait, par un électeur, d'avoir voté plus d'une fois dans une élection législative en profitant d'une inscription multiple; de même, la loi du 7 juillet 1852 ne s'applique qu'aux élections générales, cantonales et municipales; de même, enfin, le décret du 23 août 1898, art. 4, ne vise que les délégations financières.

On ne peut donc étendre ces textes à d'autres cas, sans enfreindre le principe rappelé plus haut. Mais on peut se demander si les élections des membres d'une djemâa ne sont pas, en réalité, des élections municipales. Si oui, la loi de 1852, qui étend à ces dernières la disposition de l'article 34 du décret du 2 février 1852, est applicable; et l'on a un point d'appui dans un arrêt de Cassation du 11 mars 1905, visé au jugement : les doubles votes sont prohibés pour les élections de même genre, c'est-à-dire ayant même objet ou même nature.

Or, qu'est-ce qu'une djemâa? C'est l'assemblée délibérante du *douar*, tout comme le Conseil municipal est l'assemblée délibérante de la commune. Mais qu'est-ce qu'un douar? Avant la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques, mise en œuvre, en particulier, par l'arrêté du 5 mars 1919 et le décret du 6 février 1919, le douar n'était pas considéré, en jurisprudence, comme une unité administrative distincte de la commune (Cour d'Alger, 10 mai 1899 : R. A. 1899, 2, 273; — 27 avril 1904 : R. A. 1906, 2, 331; — 23 juin 1908 : R. A. 1909, 2, 308). Cependant, un arrêt d'Alger du 12 avril 1906 (R. A. 1907, 2, 284) et la doctrine (V. notes Rolland, sous les arrêts précités, et E. Larcher, *Traité de lég. alg.* 2e édition, 1910, t. I,

inscrit d'office sur les listes électorales du douar Khezzaras, commune mixte de l'Oued-Cherf, il vota à cet endroit, le 24 avril 1925, pour l'élection des membres de la Djemâa de ce douar ; — Qu'il reconnaît aussi qu'ayant demandé et obtenu son inscription sur les listes électorales de Petit, il vota le 3 mai 1925, dans cette localité pour l'élection des membres indigènes du Conseil municipal, malgré la remarque à lui faite par le maire, sur avis téléphonique du sous-préfet, que s'il prenait part au vote, il s'exposerait à des poursuites et que son suffrage pourrait vicier l'élection ; — Attendu que, d'après les articles 33 et 34 du décret du 2 février 1852, est puni d'un emprisonnement de 6 mois et 2 ans et d'une amende de 200 à 2.000 francs tout citoyen qui a profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois ; — Attendu en droit, que le décret sus-visé n'avait, lors de sa promulgation, d'autre objet que de régler les élections législatives et que les dispositions pénales qu'il contient n'étaient applicables qu'aux fraudes commises dans les élections des membres du corps législatif ; que si ces dispositions ont été postérieurement étendues aux élections des membres des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux, en vertu de la loi du 7 juillet 1852, et des délégations financières par l'article 4 du décret du 23 août 1898, l'article 34 du décret précité n'a été modifié ni dans son texte, ni dans son esprit ; que cet article ne prohibait les doubles votes que pour les élections du même genre et qu'il ne prévoyait pas les votes multiples qui pourraient être émis dans les élections distinctes par leur objet ou leur nature (Cass. 11 mars 1905) ; — Attendu que les peines pour double vote ne sont donc applicables que s'il s'agit d'élections de même nature ; — Qu'il est, en conséquence, indispensable de rechercher si la Djemaâ et le Conseil municipal sont des institutions de même nature ; — Attendu que les attributions de la djemaâ sont déterminées par la loi du premier août 1918, le décret du 6 février 1919 et l'arrêté du Gouverneur général de l'Algérie du 5 mars 1919 portant règlement sur la constitution, les attributions et le fonctionnement des djemaâs de douars dans les communes mixtes, art. 14 et 15 ; — Attendu que la djemaâ a seule qualité, sous réserve d'approbation, pour consentir l'aliénation ou l'échange au profit de l'Etat ou des particuliers, des biens communaux appartenant à la section ; — Qu'elle délibère, non seulement sur la question des biens du douar, mais aussi sur des mesures d'administration générale, notamment sur le classement et le déclassement des chemins vicinaux, sur les journées de prestation nécessaires à l'entretien des chemins ruraux, sur la désignation des membres des commissions scolaires, etc., attributions qui relèvent essentiellement de l'autorité communale ; — Qu'ainsi, si la djemaâ n'a pas toutes les attributions d'un conseil municipal, elle en a cependant une partie et qu'on ne peut pas soutenir que les institutions soient dissemblables comme le sont

---

n°s 3681 et s.) soutenaient que le douar avait une personnalité distincte de celle de la commune.

La question ne fait plus difficulté aujourd'hui. Les textes de 1919 ont consacré l'entité juridique du douar de la commune mixte et créé celle du douar de commune de plein exercice. Et le douar ressemble beaucoup à la commune; il lui ressemble tellement que le législateur le qualifie de *douar-commune* (décret du 6 février 1919, article premier). C'est une commune rurale (Cpr. Girault : *Législ. col.*, t. III, 1921, p. 156). Si le *douar* est de même nature que la commune, la *djemâa* est de même nature que le Conseil municipal. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer leurs attributions (V. E. Larcher, *op. cit.*, 3e édition, 1923, n°s 368-1 et s.). En prenant part aux élections de la djemâa et à celles du Conseil municipal, le délinquant avait donc pris part à deux élections de même ordre; il tombait donc sous le coup de l'article 34 du décret du 2 février 1852, étendu aux élections municipales par la loi du 7 juillet 1852.

par exemple le Conseil général et le Conseil d'arrondissement, cas visé par l'arrêt de la Cour de cassation du 11 mars 1905 ; — Qu'en effet, il s'agit dans cet arrêt du sieur Cœur, inscrit à la fois sur les listes électorales des communes de Maillance et de Graveson et qui avait profité de cette double inscription pour prendre part, le 31 juillet 1904 dans la première de ces communes, à l'élection d'un membre du Conseil général, et le 7 août suivant, dans la seconde, à l'élection d'un membre du Conseil d'arrondissement ; — Que le Conseil général et le Conseil d'arrondissement, n'étant pas des institutions de même nature, Cœur a été relaxé des fins des poursuites, quelque irrégulier que fut le fait, par Cœur, d'avoir voté à la fois à Maillance et à Graveson ; — Attendu que la Djemaâ se rapproche beaucoup d'un Conseil municipal, ayant des attributions restreintes sans doute mais très réelles (Larcher) ; — Que, dès lors, la djemaâ et le Conseil municipal, sans être des institutions absolument semblables, sont cependant de même nature; — Qu'au surplus, en commune mixte, ce qui est le cas, le président de la djemaâ fait partie de droit de la Commission municipale et qu'en votant pour les membres de la djemaâ, l'électeur prend part indirectement à la composition de la Commission municipale; — Qu'en outre, aux termes de l'article 12 § 2, du décret du 6 février 1919, les membres des djemaâs des communes mixtes sont électeurs pour l'élection, des conseillers généraux indigènes et des délégués financiers, et qu'ainsi le prévenu à voté deux fois à ces élections : 1° directement ; 2° par l'intermédiaire des membres de la djemaâ qu'il a élu ; — Attendu que le prévenu a participé à la vie municipale à deux endroits et a ainsi commis une infraction à l'article 34 du décret précité du 2 février 1852 ; — Qu'il y a donc lieu de lui appliquer les peines prévues pour ce délit et qui sont portées à l'article 33 du même décret ; — Attendu cependant qu'il existe des circonstances atténuantes en sa faveur et qu'il convient dès lors de lui faire bénéficier des dispositions de l'article 463 du Code pénal comme l'article 48 dudit décret permet de le faire ; — Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, déclare le prévenu coupable du délit qui lui est reproché ci-dessus spécifié ; — En répression le condamne à huit jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende ; — Et attendu que Bakhouche Mohamed ben Ali n'a subi jusqu'à présent aucune condamnation pour crime ou délit de droit commun ; qu'il convient de lui faire application des articles 1 et 3 de la loi du 26 mars 1891 ; — Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement dans les conditions énoncées à ladite loi ; — MM. Cabanous, prés. ; Lefèvre-Dubua, proc. Rép. ; — Me Sorel, av.

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORAN (2e CH.)

28 février 1925

Compétence, Algérie, marché et livraison stipulés en France, ordonnance du 16 avril 1843 inapplicable.

L'action prend naissance au lieu où le droit a été prétendûment violé.

Lorsqu'il a été stipulé un lieu de livraison, c'est en ce lieu que naît obligatoirement l'action.

L'ordonnance du 16 *avril* 1843 *ne peut donc recevoir son application ni par suite, permettre l'assignation du défendeur habitant la France devant un tribunal d'Algérie* (1).

---

(1) Cpr. arrêt de la Cour d'Alger du 2 janvier 1924 : R. A. 1926, 2, 25, et la note. — Voyez aussi : Alger, 18 avril 1902 : R. A. 1902, 2, 432.

(Akrich c. Piazza et Rizzi)

LE TRIBUNAL. — Attendu que le demandeur a assigné les défendeurs par devant ce Tribunal pour voir prononcer la résiliation du marché verbal intervenu entre parties et s'entendre, en conséquence, condamner en 500 francs à titre d'indemnité de résiliation ; — Attendu que Piazza et Rizzi déclinent la compétence du Tribunal de céans aux motifs qu'ils sont domiciliés à Marseille et que cette ville est, de plus, non seulement le lieu de paiement, mais encore celui de la promesse et de la livraison ; — Attendu que les parties reconnaissent que le marché verbal dont la résiliation est demandée a été passé à Marseille et que la livraison fut alors convenue « quai Marseille » ; — Attendu, par suite, que, vainement, Akriche soutiendrait que le Tribunal de céans a été compétemment saisi de sa demande, par application de l'ordonnance du 16 avril 1843 ; — Qu'il ne conteste pas, en effet, que le droit a pris naissance à Marseille, où s'est formé le contrat, mais se borne à prétendre que l'action a pris naissance à Oran, où il lui a seulement été permis de constater la prétendue mauvaise qualité de la marchandise achetée ; — Attendu qu'il est constant que l'action prend nécessairement naissance au lieu où le droit a été prétendûment violé (Cour d'appel d'Alger, 2 janvier 1924) ; — Or, attendu que le lieu de livraison étant, en l'espèce, Marseille, c'est obligatoirement en cette ville que l'action, de même que le droit, a pris naissance ; — Qu'il appartenait en effet à Akriche de constater ou faire constater l'état de la marchandise à lui vendue, à l'endroit même où elle lui était livrée soit à Marseille, et que, dès lors, l'action n'a pu prendre naissance ailleurs ; — Attendu qu'il ressort de tout ce qui précède qu'aucune des conditions prévues tant par l'ordonnance du 16 avril 1843 que par l'article 420 du Code de procédure civile, ne se rencontrent dans la présente instance pour retenir la compétence du Tribunal de céans ; — Qu'il y a donc lieu de se déclarer incompétent et de renvoyer les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente, en laissant les dépens de l'incident à la charge de Akriche.

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Se déclare incompétent.

CÒUR D'ALGER (1re CH.)

3 Février 1926

Enseigne, droit de propriété, marque de fabrique, dépôt, effet, utilisation comme enseigne, priorité d'usage.

Un commerçant ne peut être fondé à opposer, dans une ville donnée, un droit de propriété sur son enseigne, qu'aux négociants qui ont installé après lui, dans cette ville, un commerce semblable au sien (1).

---

(1) C'est par la priorité de possession que s'acquiert le droit de propriété d'une enseigne : c'est l'antériorité de l'emploi, par exemple, du placement de l'enseigne sur le magasin, qui en assure la jouissance exclusive, et qui permet au commerçant premier en date d'en interdire l'usage à son concurrent dans la même ville : car la propriété de l'enseigne, à la différence de celle de la marque, est, en principe, restreinte à la localité où s'exerce le commerce.

Le droit exclusif du premier possesseur de l'enseigne est, depuis longtemps, reconnu par la doctrine et la jurisprudence (Cf. Pouillet : *Marques de fabrique*, 4e éd., nos 701 et 702. — Paris, 22 juin 1840 : Rep. D., Vo ind. et comm., no 365; — 18 janvier 1844 : *ibid.*, no 367; — 16 juillet 1862 : D. P., 64, 1, 121. — Cass., 4 avril 1887 : D. P. 88, 1, 414. — Lyon, 29 juillet 1887 : D. P. 88, 2, 244).

Le dépôt d'une marque de fabrique est simplement déclaratif de propriété: le déposant n'a le droit de l'utiliser comme enseigne dans une ville que si un tiers n'y est pas déjà propriétaire de l'enseigne qu'elle peut constituer (2).

(Gourdain et Langlet c. le Bon Marché)

La Cour, — Attendu qu'en 1907, la Société du Bon Marché a créé, à l'enseigne « Au Bon Marché », dans la rue d'Isly, n° 38, à Alger, un magasin; qu'en 1922, elle a transporté son commerce dans des locaux beaucoup plus amples qu'elle a construits dans la rue d'Isly, non loin de son premier magasin; que celui-ci a été alors supprimé; — Attendu qu'en 1919, les sieurs Gourdain et Langlet ont ouvert, dans la rue d'Isly, à peu de distance du n° 38, un magasin à l'enseigne « Au Grand Bon Marché »; — Attendu que la Société du Bon Marché a assigné, le 18 décembre 1922, Gourdain et Langlet devant le Tribunal de commerce d'Alger pour s'entendre condamner à supprimer leur enseigne, à lui payer dix mille francs de dommages et intérêts, à voir publier le jugement à intervenir dans divers journaux; — Attendu que, par jugement du 23 avril 1923, le Tribunal de commerce d'Alger a condamné Gourdain et Langlet à supprimer leur enseigne « Au Grand Bon Marché », à trois mille francs de dommages et intérêts et a ordonné la publication de son jugement dans des journaux; — Attendu que Gourdain et Langlet ont régulièrement interjeté appel de cette décision; — Attendu qu'il y a entre les deux enseignes une ressemblance manifeste qui cause à la Société du Bon Marché un préjudice qu'elle établit; que l'épithète « Grand », non seulement ne dissipe point la confusion résultant de cette ressemblance, mais l'accroit en conférant au moindre des deux magasins l'importance que le public attribue naturellement à l'autre; — Mais attendu que ces circonstances ne suffisent pas à justifier l'action de la société du Bon Marché; — Attendu, en effet, que cette société ne peut être fondée à opposer à Alger un droit de propriété sur son enseigne, qu'aux négociants qui ont installé après elle dans cette ville un commerce semblable au sien; — Attendu que le commerce fait par Gourdain et Langlet, dans le magasin qu'ils ont ouvert en 1919, a consisté et consiste à offrir à la clientèle un choix dans d'importantes collections de vêtements pour hommes et garçonnets confectionnés ou à confectionner sur mesure; — Attendu qu'avant 1919, le commerce fait par la Société du Bon Marché, dans son premier magasin, consistait, en ce qui concerne les vêtements pour hommes et garçonnets, à transmettre à la maison de Paris des demandes de vêtements confectionnés ou des mesures pour vêtements à confection-

---

(2) La doctrine et la jurisprudence ont reconnu depuis longtemps que le dépôt d'une marque de fabrique est déclaratif et non attributif de la propriété de la marque. Pour la marque comme pour l'enseigne, la priorité d'usage est la base de la propriété. Il était donc inexact de soutenir, comme le prétendaient les appelants, que ceux-ci, par le dépôt de leur marque, avaient acquis un droit exclusif à son utilisation comme enseigne sur tout le territoire français.

D'une façon générale, ceux qui peuvent se prévaloir d'un usage antérieur à l'emploi de la marque déposée par un fabricant, ne peuvent être considérés comme coupables de contrefaçon ou d'imitation frauduleuse. Si c'est à titre de marque que cet emploi a eu lieu pour eux, il y a là une antériorité absolue, de nature à faire complètement échec au droit du poursuivant, alors même qu'il aurait été le premier à effectuer le dépôt. S'il n'a été fait usage de la dénomination que comme enseigne, l'antériorité n'est opposable que dans cette mesure restreinte, mais elle assure du moins, dans cette mesure, la légitimité de la possession du premier occupant (En ce sens : Pau, 7 juillet 1900 : Gaz. Pal. 1900, 2, 330, et Cass., 6 décembre 1901 : D. P. 1906, 1, 364).

ner; a vendre quelques modèles-échantillons aux clients, quand ils leur convenaient, et à revendre les vêtements commandés ou achetés à la maison de Paris, mais rendus par les clients mécontents de la chose livrée; — Attendu que les opérations commerciales des deux magasins sont trop différentes pour considérer que la Société du Bon Marché est en droit d'exiger la suppression de l'enseigne de Gourdain et Langlet; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de dire, comme le demandent Gourdain et Langlet, qu'ils ont acquis, dès 1913, par le dépôt de leur marque « Au Grand Bon Marché », un droit exclusif à l'emploi de cette marque et à son utilisation comme enseigne et tous autres moyens de publicité sur tout le territoire français; — Attendu, en effet, que le dépôt d'une marque de fabrique est simplement déclaratif de propriété; que le déposant n'a le droit de l'utiliser comme enseigne dans une ville que si un tiers n'y est pas déjà propriétaire de l'enseigne qu'elle peut constituer et, par suite, que la solution de la question, si Gourdain et Langlet peuvent utiliser leur marque de fabrique comme enseigne sur tout le territoire français, est soumise à l'examen des circonstances sur lesquelles la Cour n'a et ne peut avoir, en l'état, aucun moyen d'appréciation suffisant; — Vu l'article 130 du C. Pr. Civ.

Par ces motifs...

MM. Roche, prem. prés.; — Norès, av. gén.; — MM[es] Rey et Fabiani, av.

COUR D'APPEL D'ALGER (CH. APP. CORR.)

28 octobre 1926

Abandon de famille, jugement définitif prononçant le divorce, pension due par l'un des ex-conjoints, refus de paiement, absence de délit.

La loi du 7 février 1924 *ne sanctionne que les obligations, entre conjoints, qui ont leur origine dans les articles* 212 *et* 214 *C. Civ., et naissent du mariage, mais seulement pendant la durée de l'union conjugale. Après la dissolution du mariage, la pension mise à la charge de l'époux débiteur perd son caractère alimentaire pour devenir une obligation civile non pénalement sanctionnée par la loi du 7 février* 1924 *et le refus par le mari de payer cette pension ne constitue pas le délit d'abandon de famille* (1).

Zerbib Prosper c. Ministère Public

(1) « L'abandon de famille » est défini par la loi du 7 février 1924; c'est, d'après l'article premier, le fait de la part d'un époux qui a été condamné par décision de justice à payer une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants mineurs ou à ses ascendants, d'avoir négligé volontairement de servir cette pension pendant plus de trois mois.

S'il est certain que la loi de 1924 s'applique à toutes les pensions alimentaires basées sur un devoir légal de secours, pendant l'instance en divorce (Cass., 21 février 1925 : D. P. 1925, 1, 144), il n'en est pas de même relativement à la pension accordée à l'un des époux soit par le jugement prononçant définitivement le divorce, soit par une décision postérieure au divorce, alors qu'il n'y a pas d'enfant né du mariage.

La solution donnée par la Cour d'Alger à cette question paraît juridiquement exacte. D'après les travaux préparatoires, la loi de 1924 ne sanctionne que l'inexécution de l'obligation de secours basée sur un devoir de famille et non pas n'importe quelle obligation indemnitaire; l'article premier ne parle que des *conjoints* et, après le divorce devenu définitif, il n'y a plus de conjoints, il n'y a même plus d'obligation alimentaire entre les ex-époux. Cela était d'autant plus indiscutable, en l'espèce qui était soumise à la Cour, que la décision accordant la pension était postérieure au jugement prononçant le divorce, et

LA COUR; — Attendu que Zerbib a été condamné pour être resté pendant plus de 3 mois sans payer les termes de la pension alimentaire mensuelle de 100 francs, que la première Chambre du tribunal civil d'Alger l'avait condamné à payer à son ex-épouse Benhaim Yahib, par un jugement de défaut, devenu définitif, daté du 31 mars 1923, qui, dans sa disposition principale, prononçait le divorce d'entre les époux aux torts du mari; — Attendu que la loi du 7 février 1924, qui a créé le délit d'abandon de famille, stipule, dans son article 1er, que les sanctions prévues par elle sont applicables à toute personne qui, ayant été condamnée, notamment par un jugement, à fournir une pension alimentaire à son conjoint, sera volontairement demeurée plus de 3 mois sans en acquitter les termes ; — Or, attendu que le nommé Zerbib et la dame Benhaim ont cessé d'être conjoints par le fait du jugement devenu définitif, qui a prononcé leur divorce, dans une de ses dispositions, d'ailleurs antérieure à celle qui a statué sur la pension; qu'à ce moment, a cessé d'exister entre eux le devoir d'assistance et l'obligation alimentaire qui résultent entre époux des termes des articles 212 et 214 du C. civ., et dont l'inexécution est sanctionnée par la loi du 7 février 1924; qu'il échet de remarquer au surplus, que les époux divorcés étant devenus étrangers l'un à l'autre, il n'y a plus eu dès lors entre eux de « famille »; qu'on ne peut donc plus dire qu'en ne payant pas à son ex-épouse la pension à laquelle il a été condamné, le débiteur a abandonné sa famille; — Attendu que si l'article 301 du C. civ. permet aux tribunaux de condamner l'époux coupable à payer une pension à son ex-époux innocent, ce qui n'eût pu être fait sans un texte, ce n'est point en vertu du devoir de secours, mais précisément parce que la rupture de ce devoir, survenue par la faute du coupable, a pu causer un préjudice à l'époux innocent et qu'une indemnité peut lui être due de ce chef; — Attendu qu'il échet, en conséquence, de réformer le jugement déféré, de dire que le délit reproché du prévenu appelant n'est pas caractérisé et de relaxer ledit prévenu, des fins de la poursuite sans peine ni dépens.

Par ces motifs...

MM. Sabardin, prés.; Beyssade, cons. rapp.; Godin, av. gén. (concl. conf.). — Me X..., avocat.

COUR D'APPEL D'ALGER (CH. APP. CORR.)

16 Octobre 1926

Compétence, délits de presse et de paroles, diffamation et injures publiques, loi du 29 juillet 1881 sur la presse, — Tribunaux repressifs indigènes et tribunaux correctionnels.

Les tribunaux répressifs sont seuls compétents, à l'exclusion des tribunaux correctionnels, pour connaître, en matière de délits de diffamation ou d'injures publiques, des poursuites suivies, par application de la loi

---

que le droit de la pension réclamée par la femme n'avait plus sa source dans une obligation alimentaire et d'entretien, mais seulement dans le préjudice à elle causé par le fait qu'elle avait été abandonnée par son mari. La loi de 1924, faite pour un cas spécial et déterminé, ne pouvait donc s'appliquer (V. dans ce sens la seule décision rendue jusqu'à ce jour, à notre connaissance : Paris, 10 mars 1926 : D. P. 1926, 2, 97, et la substantielle note de M. Marcel Nast. Il serait intéressant de voir la Cour de Cassation statuer sur la question.

F. GODIN.

sur la presse, du 29 juillet 1881, *contre des indigènes musulmans, non naturalisés, non inscrits sur les listes électorales indigènes, ni anciens militaires pourvus d'un certificat de bonne conduite* (1).

Le Procureur général et Chiche Simon c. dame Latous Néfissa

LA COUR; — AU FOND, — Attendu que c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés compétents pour connaître du délit d'injures publiques reprochés à la dame Latous Nefissa, musulmane algérienne; — Attendu que la généralité des termes de l'article 1 du décret du 9 août 1903, instituant les tribunaux répressifs et dont la légalité n'est plus contestable depuis la loi du 31 mars 1904, ne permettrait de soustraire à la juridiction desdits tribunaux que les délits dont un texte exprès, spécial et postérieur en date à leur institution, leur enlèverait la connaissance; que tel n'est pas le cas pour les délits prévus et réprimés par la loi du 29 juillet 1881; que l'article 45 de ladite loi, en décidant que la connaissance de certains délits serait exceptionnellement retirée aux Cours d'assises et remises aux Tribunaux de police correctionnelle, n'a pu évidemment avoir en vue, que les tribunaux de l'ordre correctionnel existant en 1881; que c'est par application de ce principe que la compétence des juges de paix d'Algérie,

(1) La Cour d'Alger, saisie, pour la deuxième fois, de la question très controversée de savoir si, en matière de diffamation ou d'injures publiques imputables à des indigènes musulmans non naturalisés ou non inscrits sur les listes électorales indigènes ou anciens militaires non pourvus du certificat de bonne conduite, les poursuites doivent être intentées devant les Tribunaux correctionnels ou devant les tribunaux répressifs indigènes, revient sur sa jurisprudence première (Voir arrêt du 19 décembre 1925 : R. A. 1926, 2, 88, et notre note) et, après s'être d'abord prononcée en faveur de la compétence des Tribunaux correctionnels, décide, qu'en cette matière, les tribunaux répressifs indigènes sont seuls compétents.

A la vérité. le premier arrêt de la Cour pouvait paraître surprenant, car s'il était conforme à la thèse la plus généralement admise par la doctrine et une partie des tribunaux, il était, par contre, en opposition avec la jurisprudence la plus récente des tribunaux de première instance qui, de plus en plus, estimaient que les indigènes musulmans étaient, dans tous les cas, justiciables des Tribunaux répressifs. Cet arrêt du 19 décembre 1925 infirmait même un jugement du Tribunal correctionnel de Constantine, au moment où ce tribunal, revenant sur sa jurisprudence première (V. Trib. Constantine, 9 février 1906 : R. A. 1906, 2, 233), reprenant un à un les premiers arguments retenus, les discutait pour les écarter.

Devant le Tribunal correctionnel d'Alger, la question ne se posait même plus et il était définitivement admis que les délits de presse étaient de la seule compétence des Tribunaux répressifs (Citons notamment, comme étant le dernier en date, un jugement du Tribunal répressif d'Alger du 27 septembre 1926, confirmé par le Tribunal correctionnel d'Alger, le 20 novembre 1926 : Ouria Bent Mohamed contre Beriche Ahmed, non publié).

Dans l'arrêt sus-rapporté, la Cour d'Alger reprend, à son tour, pour les écarter, les arguments retenus par elle dans l'arrêt du 19 décembre 1925 et que, dans notre note critique, nous déclarions non décisifs. Il est évident, dès lors, qu'un arrêt rendu dans ces conditions a une importance capitale et qu'il peut être considéré comme mettant fin à la controverse, en attendant, ce qui est souhaitable, que la Cour de Cassation soit appelée à donner son avis.

Désormais, donc, les justiciables indigènes diffamés ou injuriés sauront devant quelle juridiction ils doivent assigner leurs adversaires, sans risquer de voir leurs procédures mises à néant. Les Tribunaux repressifs indigènes sont seuls compétents pour connaître *de tous les délits*, même les délits de presse, imputables à des indigènes musulmans, non naturalisés, non inscrits sur les listes électorales indigènes ou non pourvus d'un certificat de bonne conduite (Voir Cura-Knoertzer : *Répertoire formulaire de l'officier de police judiciaire*, V[is] Compétence, p. 186, et Injures et Diffamation, p. 529).

André KNOERTZER.

statuant en vertu du décret du 19 avril 1854, pour connaître de ceux des faits prévus par la loi de 1881, dont la peine rentre dans le taux de leur compétence, n'a jamais été discutée; — Attendu que l'argument tiré par le tribunal de Blida, de ce fait que les règles de procédure édictées par la loi du 29 juillet 1881 seraient inconciliables avec les dispositions du décret du 9 août 1903, est sans portée; que ce raisonnement pouvait avoir sa valeur sous l'empire des décrets primitifs de 1902, qui avaient créé les tribunaux répressifs, mais qu'il n'en a plus, en présence du texte des articles 8 et 12 du décret du 9 août 1903, qui prévoient la procédure du flagrant délit, celle de l'information préalable et celle de la citation directe, et, en présence surtout du texte de l'article 13, qui spécifie en termes exprès que les affaires sont jugées, soit selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863, soit d'après les principes du Code d'instruction criminelle; — Attendu qu'est également dénué de portée l'argument que le tribunal de Blida a entendu tirer du caractère de juridiction d'exception qu'auraient les tribunaux répressifs; — Attendu que la loi du 31 mars 1904 a, il est vrai, assimilé les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs à celles prononcées par les Conseils de guerre, qui sont des juridictions d'exception; mais attendu que ce caractère de juridiction d'exception n'a pas enlevé aux Conseils de guerre la connaissance des infractions à la loi sur la presse, commise par des individus justiciables des tribunaux militaires et maritimes, que la doctrne est fixée en ce sens et qu'il ne semble pas que la jurisprudence ait même eu à examiner la thèse contraire; — Attendu que la dame Latous Nefissa devait donc être assignée devant le tribunal répressif de Blida dont elle est légalement justiciable; qu'il échet, en conséquence, d'infirmer le jugement déféré.

Par ces motifs...

MM. Sabardin, prés.; Godin, av. gén. (conclusions conformes).

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

17 Juillet 1926

Mzab, habous, vente, décret du 30 octobre 1858.

Si la loi du 26 *juillet* 1873 *n'est applicable que dans les territoires du Tell, c'est en vertu d'une disposition formelle de cette loi, l'article* 31. *Mais on ne trouve rien de semblable dans le texte du décret du* 30 *octobre* 1858 *qui, dès lors, doit avoir une portée générale pour tout le territoire de l'Algérie* (1).

Le codévolutaire d'un habous ne peut vendre que sa part indivis dans le bien habousé (2).

Messaoud ben el Hadj Boubekeur et Bahmed ben Hadj Yahia c. Chekebkeb Omar ben el-Hadj Salah ben Hamou.

LA COUR, — Attendu que la famille Boubekeur, d'origine mozabite, avait depuis longtemps constitué habous au profit des mâles, divers immeubles, jardins, palmeraies et constructions qu'elle possédait dans l'oasis d'Ouargla;

(1 et 2) Le dévolutaire d'un habous peut, dans certains cas exceptionnels, limitativement déterminés par la loi musulmane, vendre le bien habousé. Mais, même dans ces cas exceptionnels, le dévolutaire, s'il n'a que des droits indivis dans le bien habousé, ne peut vendre l'intégralité du bien; il ne peut vendre que la part indivise dont la jouissance lui appartient : la loi musulmane, comme la loi française, tenant pour nulle de la chose d'autrui.

Dès lors le Tribunal de Blida, en déclarant valable une vente portant sur la totalité des biens habousés, bien que le vendeur n'en fût dévolutaire que

que ces habous avaient été confirmés ou renouvelés à différentes époques par divers membres de la famille Boubekeur, notamment par un acte de décembre 1830, janvier 1831, transcrit le 31 mars 1862 sur les registres du Cadi de Ghardaia, et par un acte de 1850-1851, transcrit le 21 février 1870 sur ces registres; — Qu'en 1923, le sieur Bahmed ben Hadj Yahia, qui était l'un des dévolutaires de ces habous, avait, par acte s. s. p. du 10 juin 1923, vendu au nommé Chekebkeb Omar ben Hadj Salah tous les droits qu'il possédait dans cinq jardins et une maison dépendant desdits habous, pour le prix de six mille francs; — Que Chekebkeb n'ayant pas pris possession de suite des immeubles ainsi vendus, l'un des dévolutaires du habous, le nommé Messaoud ben Hadj Boubekeur, recueillit la récolte des dattes provenant de ces jardins; — Que Chekebkeb se prévalant alors de son acte d'acquisition, actionna devant le Cadi de Ghardaia Messaoud ben Hadj Boubekeur en restitution de cette récolte, qui s'élevait, disait-il, à quinze charges de chameaux; — Que Messaoud ben Hadj Boubekeur reconnut que les jardins litigieux avaient produit non pas quinze, mais six charges de chameau, plus demi charge de dattes de qualité inférieure, mais qu'il prétendit que Chekebkeb n'avait aucun droit à faire valoir, en raison de l'acquisition qu'il avait faite de Bahmed ben el Hadj Yahia, et cela, pour le motif que les immeubles formant l'objet de cette acquisition étaient grevés de habous depuis un temps immémorial; — Que, par jugement du 2 avril 1924, le Cadi de Ghardaia, se basant sur le principe que les immeubles habous sont inaliénables, annula la vente du 10 juin 1923, confirma le habous grevant les immeubles litigieux et débouta Chekebkeb Omar de ses prétentions; que Chekebkeb Omar a interjeté appel de cette décision devant le tribunal de Blida et, devant ce tribunal, il a soutenu que son titre d'acquisition était bon et valable en vertu du décret du 30 octobre 1858, qui a autorisé l'aliénation des biens habous en Algérie; que, par suite, le jugement du Cadi de Ghardaia devait être infirmé et qu'il devait être fait droit à sa demande; — Attendu que Messaoud ben Hadj Boubekeur a soutenu, au contraire, que le décret du 30 octobre 1858 n'était pas applicable aux territoires du Sud et notamment au M'Zab, et que, dès lors, le jugement du Cadi devait être confirmé; que, par jugement du 4 mars 1926, le tribunal de Blida, considérant que le décret du 30 août 1858 s'appliquait bien aux territoires du Sud et au M'Zab, aussi bien qu'aux autres régions de l'Algérie, a infirmé le jugement du Cadi de Ghardaia, déclaré bonne et valable la vente du 10 juin 1923, et condamné

---

pour moitié, avait violé la loi musulmane. Et c'est là ce qu'à bon droit a décidé la Chambre de révision.

Mais l'avocat du pourvoi demandait, en outre, à la Cour de prononcer la nullité de la vente consentie par le dévolutaire, de la part indivise dont il avait la jouissance. Il faisait observer que, pour valider cette vente, le Tribunal de Blida avait fait état du décret du 30 octobre 1858. — Or, prétendait-il, ce décret qui valide la vente du bien habousé, même dans le cas de vente de Musulman à Musulman, ne s'applique pas au Mzab, ni aux territoires du Sud.

La Cour a refusé de faire droit au moyen : et il semble bien que, sur ce point, son argumentation soit irréfutable.

Mais, il est permis de se demander si la Cour avait bien le droit d'examiner ce moyen, et si elle n'aurait pas dû déclarer le pourvoi non recevable sur ce point.

Aux termes du décret du 25 mai 1892, en effet, la Chambre de révision ne peut connaître que de la violation des droit et coutumes qui régissent les indigènes musulmans.

Or, dans l'espèce, il s'agissait, pour la Cour, de savoir, non si le Tribunal de Blida avait violé la loi abadhite, mais s'il n'avait pas fait une fausse application du décret du 30 octobre 1858.

M. M.

Messaoud ben Hadj Boubekeur à restituer à Chekebkeb Omar six charges de dattes et demi charge de dattes de qualité inférieure ou à lui en payer la valeur; — Attendu qu'à la date du 24 avril 1926, le Procureur général a formé un pourvoi en révision à l'encontre de ce jugement; — Attendu que ce pourvoi est basé sur les motifs suivants : — 1° les dispositions de législation algérienne qui ont autorisé l'aliénation des biens habous en Algérie, ne seraient pas applicables au M'Zab et aux territoires du Sud parce que la loi du 26 juillet 1873, sur la propriété en Algérie, n'est elle-même applicable que dans le Tell, et parce que ces dispositions relatives à l'aliénabilité des habous ont été provoquées seulement par la nécessité de protéger les acquéreurs européens; — 2° Bahmed ben Hadj Yahia a vendu à Chekebkeb la totalité des immeubles litigieux, alors qu'il n'était dévolutaire du habous que pour moitié; la vente du 10 juin 1923 ne saurait donc être validée que dans cette proportion et non pour le tout.

SUR LE PREMIER MOYEN: — Attendu qu'il est exact que la loi du 26 juillet 1873 sur la propriété n'est applicable que dans les territoires du Tell; mais attendu que s'il en est ainsi, c'est en vertu d'un texte formel de cette loi, l'article 31, lequel dispose que la présente loi ne sera provisoirement appliquée qu'à la région du Tell algérien; — Attendu qu'on ne trouve rien de semblable dans le texte du décret du 30 octobre 1858 qui, dès lors, doit avoir une portée générale pour tout le territoire algérien; Attendu, au surplus, que si les premières dispositions prises pour restreindre l'inaliénabilité du habous, c'est-à-dire l'article 3 de l'ordonnance du 1er octobre 1844, et l'article 17 de la loi du 16 juin 1851, ont bien été édictées en faveur des acquéreurs européens seulement, c'est précisément pour faire bénéficier les acquéreurs indigènes des mêmes avantages qu'a été édicté le décret du 30 octobre 1858; — Attendu que l'ordonnance du premier octobre 1844 devait s'appliquer aux régions de l'Algérie qui se trouvaient dans le ressort des tribunaux civils (art. 113) et s'étendre au ressort des tribunaux qui seraient créés ultérieurement (art. 114); qu'elle est devenue applicable automatiquement aux territoires du Sud et, en particulier, au M'Zab compris dans le ressort du tribunal de Blida; — Attendu que l'article 17 de la loi du 16 juin 1851 avait une portée générale et s'appliquait à toute l'Algérie; — Attendu, par suite, que le décret du 30 octobre 1858, qui faisait application de ces deux textes, doit s'appliquer aux territoires du Sud et au M'Zab aussi bien qu'aux autres régions de l'Algérie; — Attendu, par suite, tant pour les motifs visés que pour ceux qui ont été donnés de ce chef par le tribunal de Blida dans la décision déférée et qui sont bien fondés, il échet de dire que le décret du 30 octobre 1858 s'applique bien aux territoires du Sud de l'Algérie et au M'Zab, et que, sur ce premier point, la décision déférée n'a pas violé la loi musulmane ni la législation algérienne.

SUR LE SECOND MOYEN: — Attendu qu'il est constant que Bahmed ben Hadj Yahia, vendeur à l'acte du 10 juin 1923, n'était que l'un des codévolutaires du habous, et qu'il en existait au moins un autre, le nommé Messaoud ben Hadj Boubekeur; — Attendu, par suite, que Bahmed ne pouvait vendre à un tiers acquéreur, en conformité du décret du 30 octobre 1858, que la portion indivise des immeubles habousés dont il se trouvait dévolutaire à ce moment; — Attendu que la vente du 10 juin 1923 ne saurait donc être déclarée bonne et valable que jusqu'à concurrence seulement de cette portion indivise; — Attendu que la décision déférée, en validant la vente pour la totalité des immeubles litigieux, a violé par suite la loi musulmane; — Attendu qu'il échet, en conséquence, d'annuler de ce chef la décision déférée; — Attendu que la décision déférée se trouvant annulée, il y a lieu de statuer par voie d'évocation, par application de l'article 55 du décret du 25 mai 1892; — Attendu qu'il échet, dès lors, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus, de déclarer bonne et valable la vente du 10 juin

1923, mais jusqu'à concurrence seulement des droits indivis dont Bahmed ben Hadj Yahia était à ce moment titulaire en qualité de dévolutaire des habous; — Attendu, en ce qui concerne la récolte de dattes litigieuse, qu'elle n'a jamais été réclamée que par Chekebkeb venant aux droits de Bahmed, d'une part, et par Messaoud ben Hadj Boubekeur, d'autre part; — Attendu que les autres dévolutaires, s'il y en a, n'ont rien réclamé de ce chef; — Attendu, par suite, qu'il échet de partager ladite récolte par moitié entre lesdits Chekebkeb et Messaoud; — Attendu, par suite, que Messaoud sera tenu de restituer à Chekebkeb, seulement trois charges de dattes de qualité moyenne et un quart de charge de dattes de qualité inférieure.

Par ces motifs...

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén. — MMes Weill et Messance, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

29 Juin 1925

Divorces, coutumes kabyles, rupture de la vie commune, consentement des époux.

Si la chambre de révision a admis la femme kabyle à demander le divorce quand elle est brutalisée par son mari, on ne saurait généraliser cette exception et accorder à la femme kabyle le droit de demander le divorce lorsque, comme dans l'espèce, la vie commune semble bien avoir été rompue pendant une dizaine d'années du consentement mutuel des époux (2).

Malek Boudjemaa c. Kassili Ourdia

LA COUR, — Attendu que des divers éléments et documents de la cause résultent les faits suivants : — La dame Kassim Ourdia a assigné son mari, Malek Boudjemaa, en divorce et en paiement d'une pension alimentaire devant le juge de paix d'Alger; — Elle exposait qu'elle s'était mariée il y a environ douze ans; qu'un an à peine après son mariage, son mari l'avait chassée du domicile conjugal; qu'elle avait dû vivre chez son père qui avait seul subvenu à ses besoins; qu'elle et les siens s'étaient vainement employés auprès de son mari pour le décider à reprendre la vie conjugale ou à rompre régulièrement son union; — Elle fixait, en conséquence, la pension alimentaire à deux mille francs par an, depuis la date à laquelle elle avait été chassée, soit depuis dix ans; — Malek Boudjemaa objectait que sa femme Ourdia n'ayant que dix ans lors de son mariage, en 1913, le mariage n'avait pas été consommé; qu'au bout

(1) Cf. Rev. Alg. 1922-1923, 2, I.

(2) L'arrêt de la Chambre de révision constate souverainement qu'en fait, la vie commune semblait avoir été rompue pendant une dizaine d'années du consentement mutuel des époux. — Dans ces conditions. même au temps du projet de décret préparé par la Commission dite « des Réformes kabyles », instituée par arrêt du Gouverneur général du 6 février 1925, la femme n'aurait pu obtenir le prononcé du divorce .

L'article 2 de ce projet de décret est, en effet, ainsi conçu : « La femme peut demander le divorce pour sévices pratiqués par le mari et sanctionnés par une condamnation judiciaire, — abandon depuis plus de trois ans, par le mari, du domicile conjugal, — défaut ou insuffisance d'entretien imputable au mari, — absence de ce dernier remontant à plus de deux ans, — condamnation de celui-ci à une peine afflictive et infâmante.

M. M.

d'un an, la jeune Ourdia avait été reprise par son père qui avait toujours refusé de la lui rendre, bien qu'il eût été convenu que Ourdia ne demeurerait au domicile paternel que jusqu'à sa puberté; que toutes les démarches faites par lui pour reprendre sa femme éaient demeurées vaines; — Une enquête était ordonnée; le tribunal estimait que les résultats de cette enquête étaient contradictoires sur les démarches faites réciproquement par les époux pour reprendre la vie commune; — Mais que si Ourdia avait voulu rejoindre son mari, elle n'aurait pas attendu huit ans pour introduire son action; que, dans ces conditions, elle n'avait pas droit à une pension alimentaire; — Mais le tribunal prononçait le divorce d'entre les époux en raison de leur longue séparation et de leur manifeste désaccord; — Sur appel, le tribunal d'Alger a, par jugement du 5 mars 1925, confirmé cette décision, aux motifs que le fait, par Malek Boudjemaa, de n'avoir pas, pendant dix ans, réclamé en justice la réintégration de sa femme au domicile conjugal, ce qu'il n'a fait qu'en appel, ou de ne l'avoir pas répudiée. constitue pour cette dernière une injure grave de nature à justifier la demande en divorce; — M. le Procureur général s'est régulièrement pourvu contre cette décision aux fins d'en demander l'annulation; — Le pourvoi est fondé sur cette considération que la coutume kabyle n'autorisant pas le divorce, la décision entreprise avait violé la loi musulmane en décidant le contraire.

Au fond : — Attendu que la femme kabyle qui a des motifs de mécontentement contre son mari ne peut demander le divorce; — Attendu que c'est là un principe incontestable dans la coutume kabyle; — Attendu, il est vrai, que la chambre de révision s'inspirant de cette considération qu'une conception nouvelle et plus humaine des droits de la femme s'était fait jour en Kabylie, marquant une évolution certaine des mœurs et coutumes kabyles, a. dans un arrêt du 18 novembre 1922, autorisé la femme kabyle à demander le divorce, lorsqu'elle était brutalisée par son mari; — Mais attendu qu'on ne saurait généraliser cette exception et accorder à la femme kabyle le droit de demander le divorce lorsque, comme dans l'espèce par exemple, la vie commune semble avoir été rompue pendant une dizaine d'années du consentement mutuel des époux; — Que ce serait consacrer une dérogation par trop subsersive à l'esprit de la coutume kabyle: — Attendu, en conséquence, qu'il échet de faire droit au pourvoi formé par M. le Procureur général du 25 mai 1892.

Par ces motifs...

MM. Mercier, prés.; — Lobrani, cons. rapp.; — Norès, av. gén.; — MM[es] de Maisonseul et Basset, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

27 Janvier 1923

Femme mariée, droit musulman, droit à l'entretien, conditions, pension alimentaire, droit aux arrérages.

Tant que dure le mariage, la femme a droit à l'entretien, à moins qu'elle ne vienne à quitter le domicile conjugal sans le consentement de son mari (1).
Il ne convient pas de poser en principe que cette pension alimentaire n'arrérage pas. Il y a là une question de fait laissée à l'appréciation

(1) En ce sens : Alger, 17 mars 1891 : R. A. 1891, 2, 479.

des tribunaux, et l'absence de réclamation, pendant un temps déterminé, de la part du créancier des aliments, ne lui fait pas perdre son droit, si cette abstention s'explique par les circonstances.

Bakkouche Abdallah c. Djamal Turkia

Attendu qu'au mois de mai 1915, la nommée Djamal Turkia, épouse de Bakkouche Abdallah, quittait Biskra, où résidait alors le ménage, pour aller voir des parents à Tunis; que, bientôt après, Bakkouche Abdallah, de son côté, se rendait au M'Zab, et que, de retour dans la province de Constantine, il répudiait sa femme, devant le Cadi Dadite, de cette ville, le 27 décembre 1917; — Attendu que Turkia ayant assigné son ex-époux devant le juge de paix de Biskra, en paiement de pension alimentaire et vestimentaire pour les trente et un mois écoulés entre son départ pour Tunis et sa répudiation, le magistrat saisi a admis comme établi que la demanderesse a déféré le serment à Bakkouche au sujet de la susdite pension et a décidé que ce dernier prêterait à la mosquée ibadite le serment suivant : « Je jure que je ne dois pas à la demanderesse quatre mille six cent cinquante francs pour pension alimentaire »; — Que Turkia a relevé appel de cette décision; qu'elle a soutenu devant le tribunal civil de Batna qu'elle n'avait jamais déféré le serment à son ex-époux sur ce point; — Attendu que par jugement du 26 juillet 1922, le tribunal, après avoir déclaré qu'il est de principe en droit musulman que le mari est obligé de pourvoir à l'entretien de sa femme pendant toute la durée du mariage, et que le juge n'est pas lié par la délation d'un serment décisoire entre parties, a condamné Bakkouche à payer à son ex-épouse les quatre mille vingt cinq francs demandés en dernier lieu; — Attendu que M. le Procureur général, par déclaration au Greffe du 25 septembre 1922, s'est pourvu en révision contre cette décision qu'il estime contraire aux principes des droit et coutumes qui régissent les indigènes musulmans; — Que son pourvoi ayant été fait dans le délai prescrit et visant un jugement rendu dans une des matières prévues par l'article 52 du décret du 25 mai 1892, est recevable; — Attendu que l'époux condamné fait valoir, tout comme M. le Procureur général, que le tribunal a commis une grave erreur de droit en posant en principe, sans aucune restriction, que le mari, durant le mariage, est tenu de pourvoir à l'entretien de la femme, alors qu'en l'espèce, on se trouvait, au dire de Bakkouche, en présence d'une femme qui avait abandonné le domicile conjugal sans l'autorisation de son mari et avait refusé de le réintégrer; — Attendu que les principes en la matière sont certains : 1° tant que dure le mariage, la femme a droit à l'entretien, encore qu'elle ait quitté momentanément le domicile conjugal, avec l'autorisation de son mari, pour habiter chez ses parents (Moraud, *Avant projet de Code musulman*, art. 69 et 71; Ebn Acem, *La Tohfat*, note sous le vers 519; Tilloy, *Répertoire*, V° Mariage, n° 88; Khalil, *Traduction Perron*, p. 147; Malek et Chafei, d'après Châranî, *Balance de la loi musulmane*, p. 265; Alger, 17 mars 1891 : R. A., 1891, 2, 479); 2° le mari cesse d'être tenu de l'entretien de la femme, dans le cas où celle-ci a quitté le domicile conjugal sans consentement et reste insoumise (Morand, art. 71 *in fine*; Châranî, p. 263; arrêt précité); — Attendu que l'affirmation de Turkia devant le juge de paix, à savoir qu'elle avait quitté le domicile conjugal *avec le consentement de son mari*, n'a jamais été contredite par ce dernier; — Qu'il contestait si peu qu'il en eût été ainsi, qu'il s'est borné à plaider devant le tribunal, pour faire échec à la prétention de sa femme, que celle-ci lui avait déféré le serment sur le point de savoir s'il lui devait ou non la pension alimentaire qu'elle lui réclamait, et, qu'au surplus les pensions alimentaires n'arrérageant pas, il ne pouvait être rien dû de ce chef à l'appelante; — Que c'est seulement dans sa requête à M. le Procureur général, en vue d'un pourvoi que Bakkouche,

a allégué, pour la première fois, que Turkia était partie sans son autorisation et que mise en demeure de réintégrer le domicile conjugal, elle s'y était refusée; — Qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette allégation tardive, à l'appui de laquelle aucune preuve n'est d'ailleurs apportée; — Attendu que le tribunal, se trouvant en présence du cas d'une femme qui avait, sans conteste, quitté le domicile conjugal avec l'autorisation maritale, n'avait à énoncer d'autre principe que celui s'appliquant à l'espèce qui lui était soumise; — Que le fait de n'avoir pas indiqué que ce principe comporte des exceptions, alors qu'aucune de ces exceptions ne se révélait dans l'affaire, ne saurait être considéré comme une violation du droit d'où ledit principe est extrait; — Attendu, par ailleurs, que le tribunal, trouvant dans la cause des éléments qui lui permettaient de trancher le litige, ne pouvait être lié par la délation de serment que Bakkouche prétend lui avoir été faite par son ex-épouse et l'a à bon droit écartée; — Que du reste, si l'on s'arrêtait à cette question de serment, il ne serait pas possible de modifier, comme le voudrait M. le Procureur général, la formule qu'il reconnaît vicieuse du serment ordonné par le juge de paix, en disant que Bakkouche devrait jurer « que sa femme a quitté le domicile conjugal sans son autorisation et s'est refusée à le réintégrer malgré son invitation »; — Qu'il serait en effet inadmissible que Bakkouche eût pu prêter le serment sous une formule semblable, qui irait directement à l'encontre, ainsi qu'il vient d'être expliqué, de l'attitude prise par lui tant devant le juge de paix que devant le tribunal d'appel; — Attendu, en ce qui concerne l'argument développé par l'intimé devant le tribunal de Batna et tiré de ce que les pensions alimentaires n'arrérageraient pas, que cette opinion, bien que soutenue par plusieurs auteurs, est loin d'avoir été universellement adoptée (voir notamment Baudry-Lacantinerie, *Des personnes*, 2e édit., t. II, n° 2104); — Qu'il est en tout cas reconnu, tant par la doctrine que par la jurisprudence, que l'absence de réclamations pendant un temps déterminé de la part du créancier des aliments ne lui fait pas perdre son droit, si son abstention s'explique par les circonstances (Aubry et Rau, § 553-5°). — Que tout se résout donc en une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux; — Qu'au surplus, cette question n'engage aucune règle spéciale au droit musulman; — Attendu, en conséquence, que le jugement entrepris n'a violé en rien les principes que la chambre de révision a pour mission de sauvegarder.

Par ces motifs; — Reçoit le pourvoi comme régulier en la forme; le rejette...

MM. Fulconis, prés.; — Norès, av. gén.; — MMes Gouttebaron et Moatti, avocats.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE D'ALGER

14 Janvier 1927

JUSTICE DE PAIX DE MOSTAGANEM

13 Mars 1926

Compétence, Algérie, Justice de paix à compétence restreinte, Loi du 1er Janvier 1926 (loyers), et Décret du 5 novembre 1926 (Compétence correctionnelle, inapplicabilité).

La loi du 31 *juillet* 1913 *qui a rendu applicable à l'Algérie le titre Ier de la loi du* 12 *juillet* 1905, *a le caractère d'une loi spéciale à l'Algérie et ne saurait être modifiée que par une loi de même nature ou par une*

décision expresse du législateur. En conséquence, la loi du 1er *janvier et le décret du* 5 *novembre* 1926 *ne sont pas applicables de plein droit à l'Algérie* (1re espèce) (1).

La loi du 1er *janvier* 1926, *modifiant le taux de la compétence des juges de paix, est applicable de plein droit à l'Algérie, tout au moins aux justices de paix à compétence restreinte et ce, sans une déclaration formelle d'applicabilité du législateur; la loi du* 12 *juillet* 1905 *ayant été déclarée applicable à l'Algérie par la loi du* 31 *juillet* 1913; *la loi du* 1er *janvier* 1926 *n'étant, au surplus, ni créatrice ni innovatoire* (2e espèce) (2).

S'il est de principe que toute loi modificative d'une loi applicable à l'Algérie s'applique elle-même sans promulgation spéciale, encore faut-il que la loi nouvelle se borne à apporter des modifications au régime existant et non pas qu'elle institue un régime nouveau. Dans cette dernière hypothèse, la jurisprudence s'accorde à admettre que la loi n'est pas applicable de plein droit.

Ainsi en est-il du décret du 5 *novembre* 1926 *qui est le complément de la réforme apportée à l'organisation judiciaire par les décrets des* 3 *et* 25 *septembre* 1926, *réforme spéciale à la Métropole; réforme qui ne se borne pas à une simple modification du texte des articles* 166 *à* 171 *du Code d'Instruction criminelle, mais incorpore un texte nouveau sous la rubrique de ces articles, abrogés par la loi du* 27 *janvier* 1873 (1re espèce) (3).

Première espèce

Dame G... c. F...

FAITS

La dame G... accusait le sieur F... d'avoir chassé sans autorisation dans sa propriété et commis de ce fait le délit prévu par le paragraphe 2 de l'article 11 de la loi du 3 mai 1844. Elle l'actionnait, par voie de citation directe, devant le juge de paix, président du tribunal de simple police

---

(1, 2, 3) C'est une erreur de croire que toute loi modificative d'une loi métropolitaine déclarée applicable à l'Algérie y est *de plano* applicable. Il en est ainsi, sans aucun doute, quand la déclaration résulte d'une disposition formelle, insérée par le législateur dans le texte même de la loi, mais non quand l'application a été ordonnée par une loi spécialement édictée pour l'Algérie ou par un décret. Alors, en effet, ce n'est pas la loi métropolitaine, elle-même, qui est applicable à l'Algérie, c'est son contenu qui se trouve coulé dans le moule d'un texte nouveau de législation algérienne : loi spéciale ou décret. Tout doit donc se passer comme si le Parlement ou le président de la République, au lieu de déclarer applicable à l'Algérie telle loi ou telle partie de la loi métropolitaine, avait voté une loi ou pris un décret reproduisant, avec ou sans modifications, le texte de la loi métropolitaine. Or, cette législation, spécialement édictée pour l'Algérie, il ne viendrait à l'esprit de personne qu'une loi métropolitaine ultérieure pût la modifier *de plano*. Si donc le législateur algérien s'en était remis à cette procédure simple et claire, au lieu de recourir à la formule plus expéditive et commode d'une simple référence au texte dont l'application à l'Algérie est envisagée, bien des difficultés et des controverses eussent été évitées. En législation, aussi, la ligne droite n'est pas le plus court chemin d'un point à un autre.

Le Président du Tribunal de simple police d'Alger a raison : la loi du 31 juillet 1913, qui a condensé en deux articles toute l'organisation des justices de paix d'Algérie, fort différente de l'organisation métropolitaine, est bien une loi spéciale, et ne peut, comme telle, être modifiée, sans une décision formelle du législateur, par une loi métropolitaine. Ainsi se trouve écartée l'application de la loi du 1er janvier 1926. En ce qui concerne spécialement le décret du 5 novembre 1926 et les dispositions insérées aux articles 166 à 171 du Code

d'Alger, prétendant que ce magistrat avait qualité pour connaître des délits réprimés par l'article 11 de la loi précitée en vertu du décret du 5 novembre 1926, qui attribue une compétence en matière correctionnelle au juge de paix.

JUGEMENT

Attendu qu'il convient, avant d'aborder le fonds de l'instance, d'examiner la question de savoir si nous sommes compétents pour connaître les infractions punies par des peines correctionnelles et notamment du délit réprimé par l'article 11 de la loi du 6 mai 1844; — Attendu que la dame G... soutient cette théorie et prétend qu'il est de principe que les lois modificatives d'un texte déjà en vigueur en Algérie s'appliquent de plein droit; que, par suite, le décret du 5 novembre 1926, qui attribue une compétence correctionnelle aux juges de paix est applicable à l'Algérie; — 1° parce qu'il modifie la loi du 12 juillet 1905 et celle du 1er janvier 1926 : toutes deux applicables à l'Algérie; — 2° parce qu'il modifie le Code d'Instruction criminelle également applicable à l'Algérie; — Attendu que la question paraît controversée de savoir si les modifications apportées à la compétence des juges de paix en matière civile par la loi du 1er janvier 1926 et le décret du 5 novembre 1926 doivent être considérées comme applicables de plein droit à l'Algérie; — Attendu, en effet, que la loi du 31 juillet 1913 ne s'est pas seulement bornée à étendre à l'Algérie l'application du titre Ier de la loi du 12 juillet 1905, mais qu'elle a consacré l'organisation des Justices de paix d'Algérie en maintenant la double institution des justices de paix à compétence ordinaire et de celles dites à compétence étendue, en précisant les limites de la compétence de chacune d'elles; — Attendu que la loi du 31 juillet 1913 a le caractère d'une loi spéciale à l'Algérie, qui ne saurait être modifiée que par une loi de même nature ou par une décision expresse du législateur; — Attendu qu'en conséquence, on ne saurait admettre que la loi du 1er janvier 1926 et le décret du 5 novembre sont applicables de plein droit à l'Algérie; — Attendu que de plus fort, on ne saurait considérer que le décret du 5 novembre 1926 s'applique à l'Algérie, parce qu'il modifie le Code d'Instruction criminelle déjà applicable à l'Algérie; attendu que si le principe n'est pas discutable, que toute loi modificative d'une loi applicable à l'Algérie, s'applique elle-même sans promulgation spéciale, il paraît cependant nécessaire que la loi nouvelle se borne à apporter des modifications au régime existant et non pas qu'elle institue un régime nouveau; — Attendu que dans cette dernière hypothèse, la jurisprudence s'accorde à admettre que la loi nouvelle n'est pas applicable de plein droit. Attendu que c'est ainsi qu'il n'est pas contesté que le régime de la liberté surveillée pour les mineurs de 18 ans n'est pas applicable en Algérie, bien que l'article 24 de la loi du 22 juillet 1912 qui l'institue modifie l'article 66 du Code Pénal applicable en Algérie;

---

d'Instruction criminelle, il eût été intéressant de rappeler que l'application de ce Code à l'Algérie a été régularisée par l'article 62 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; que celle de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse date du décret du 22 novembre 1850; et que, dans tout ce domaine, l'activité législative du chef de l'Etat peut encore s'exercer. Il n'était donc pas utile, on le voit, de faire appel à la distinction, posée en jurisprudence ,des lois modificatives et innovatoires, distinction dont le critérium n'a jamais été nettement dégagé.

Il est à craindre que la jurisprudence des tribunaux algériens n'accuse, sur l'application à l'Algérie de la loi du 1er janvier 1926 et du décret du 5 novembre 1926, les hésitations qu'elle a marquées, de 1905 à 1913, sur l'application de la loi du 12 juillet 1905.

L. M.

— Attendu que le décret du 5 novembre 1926 crée un régime pénal nouveau qui apparaît comme le complément de la réforme apportée à l'organisation judiciaire par les décrets des 3 et 25 septembre 1926, réforme qui est spéciale à la Métropole; — Attendu que le caractère innovateur du décret du 5 novembre 1926 se manifeste dans sa forme même; qu'en effet, il ne se borne pas à une simple modification du texte des articles 166 à 171 du Code d'instruction criminelle, ceux-ci étant abrogés par la loi du 27 janvier 1873, mais il incorpore un texte nouveau dans la rubrique de ces articles; — Attendu qu'il y a par suite lieu de décider que le décret du 5 novembre 1926 n'est pas applicable à l'Algérie, que c'est à tort que la dame G... a porté son action devant notre juridiction; qu'en effet, les juges de paix à compétence restreinte sont incompétents pour connaître des infractions à la police de la chasse punies de peines correctionnelles. Attendu qu'il convient de nous déclarer d'office incompétent, cette incompétence étant d'ordre public.

Par ces motifs,

Statuant avant dire droit au fond, nous déclarons incompétent *ratione materiae, etc..*

M. Peyronnie, prés.

Deuxième espèce

Longo c. Adam (Alexis)

Attendu que, suivant exploit de Chol, huissier à Mostaganem, en date du 19 février 1925, enregistré, Longo a fait citer Adam (Alexis) en paiement d'une somme de mille trente-deux francs; — Attendu que Adam soutient que cette demande dépasse le taux du ressort fixé par la loi du 12 juillet 1905 et que la loi du 1er janvier 1926, qui a augmenté la compétence des juges de paix n'est applicable à l'Algérie, voire même aux juges de paix de compétence restreinte, motif pris que ladite loi du 12 juillet 1905 n'a été déclarée applicable à l'Algérie que par la loi du 31 juillet 1913; que cette dernière loi n'a pas reproduit *in extenso* la loi du 12 juillet 1905, mais a fait siennes les dispositions de cette dernière loi par une déclaration d'applicabilité à l'Algérie, sous réserves de modifications particulières relatives à des points déterminés et que le législateur n'ayant pas visé cette loi de 1913 dans la loi du 1er janvier 1926, celle-ci ne saurait être applicable à l'Algérie sans une déclaration formelle; — Attendu que si cette thèse peut être soutenue par les justices de paix à compétence étendue, le législateur de 1913 ayant eu soin, dans le paragraphe *in fine* de l'article premier, de maintenir pour celles-ci les dispositions du décret du 9 août 1854 qui les régit actuellement de concert, d'ailleurs, avec la loi du 12 juillet 1905, elle ne saurait être retenue, en ce qui concerne les justices de paix à compétence restreinte qui sont régies entièrement et exclusivement par les dispositions de la loi du 12 juillet 1905, dispositions que la loi du 31 juillet 1913 a, dans son article premier, rendues applicables à l'Algérie, sans même en rapporter le texte, se contentant de faire une réserve pour les justices de paix à compétence étendue; — Considérant, d'autre part, que les lois modificatives ou abrogatives d'un texte en vigueur en Algérie y sont applicables de plein droit sans qu'il soit besoin que le législateur l'exprime; qu'il importe peu, d'ailleurs, de savoir comment la loi modificative est devenue applicable, qu'il est à présumer que quand le législateur a admis qu'une loi française serait applicable à l'Algérie, c'est qu'il a jugé que, relativement aux matières régies par cette loi, l'assimilation devait exister entre ce pays et la France; que soutenir le contraire serait vouloir rétrograder ou méconnaître l'intérêt des justiciables, voire même le prin-

cipe qui, en l'espèce, a guidé le législateur de 1926, justice plus rapide et surtout moins coûteuse; — Considérant au surplus que la réserve faite dans la loi du 31 juillet 1913 pour le maintien de l'applicabilité du décret du 19 août 1854 à certaines justices de paix vient encore renforcer cette opinion, à savoir que la loi du 12 juillet 1905 régit entièrement les justices de paix à compétence restreinte; — Attendu, par suite, que la loi du 1er janvier 1926 ne peut être considérée comme créatrice ou innovatrice; — Considérant encore que la modification apportée à une loi préexistante s'incorpore à cette loi; que, notamment, les améliorations apportées au Code civil se traduisent par de nouvelles rédactions données aux articles modifiés; qu'il ne vient à l'idée de personne de soutenir les lois modificatives du Code civil, quand le législateur omet la déclaration d'applicabilité, ne soient pas applicables en Algérie ou le Code est en vigueur; — Attendu que, par suite, il convient de déclarer que la loi du 1er janvier 1926 est applicable à l'Algérie, tout au moins en ce qui concerne les justices de paix à compétence restreinte; — Attendu que le juge de paix de Mostaganem rentre dans cette catégorie; — Que la demande formulée par Longo rentre dans le cadre de la nouvelle compétence prévue par la loi du 1er janvier 1926; — Attendu que Adam (Alexis) nie la dette...

Par ces motifs, — Nous déclarons compétent, disons qu'à l'audience du 20 mars courant, Longo mettra en cause Gibaud, etc.

M. Ripert, juge.

56

CONSEIL D'ETAT
6 août 1924

Porteur de contraintes, réglementation, limite d'âge, pension à retraite.
C'est la réglementation en vigueur au jour où est prise la décision attaquée qu'il faut consulter pour fixer la limite d'âge, au point de vue de la cessation des fonctions de porteur de contraintes, et non celle en vigueur au jour de l'entrée en fonction.
Les porteurs de contraintes n'ont pas droit à une pension civile. Sur leur demande, ils sont admis à opérer des versements à la Caisse des retraites pour la vieillesse (1).

(Ibrahim bey ben Aouda)

Le Conseil d'Etat,

Statuant au Contentieux (Section du Contentieux, 2me Sous-section),

Vu la requête présentée par le sieur Ibrahim Beb Ben Aouda, ex-porteur de contraintes, demeurant 59, rue de Wagram, à Oran (Algérie), ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 18 septembre 1922, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrêté, en date du 17 juillet 1922, par lequel le préfet du département d'Oran a prononcé son licenciement; — Ce faire, attendu que le requérant a été licencié, pour cause de maladie contractée en service, à 60 ans d'âge et après 30 ans de services; que c'est à tort qu'il lui a été fait application de l'arrêté du Gouverneur général du 31 janvier 1907 et non des arrêtés en vigueur à la date de sa nomination; — Ordonner sa réintégration dans l'emploi de porteur de contraintes des contributions diverses; — Subsidiairement, lui accorder une pension; — Vu les observations présentées par le Gouverneur général de l'Algérie, et tendant au rejet de la requête par les motifs que le sieur Ibrahim bey a accepté une indemnité de licenciement, acceptation qui importe acquiescement à l'arrêté attaqué; qu'il n'a, d'ailleurs, jamais formulé de protestations contre les diverses applications qui lui ont été faites de l'arrêté gubernatoriil du 31 janvier 1907; qu'au surplus, ledit arrêté de même que l'arrêté préfectoral du 31 mai 1890, en vigueur à la date de la nomination du requérant, fixe à 60 ans la limite d'âge extrême, applicable aux porteurs de contraintes. qu'enfin, le sieur Ibrahim bey n'est pas fondé à demander, subsidiairement, l'allocation d'une pension de retraite, les règlements en vigueur, ne prévoyant, en faveur des porteurs de contraintes, que l'affiliation facultative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; — Vu les observations présentées par le ministre de l'Intérieur, tendant au rejet de la requête par les motifs exposés par le Gouverneur général de l'Algérie; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu l'arrêté du Gouverneur général du 31 janvier 1907; — Vu la loi des 7-14 octobre 1790; — Vu la loi du 24 mai 1872; — Sur les conclusions tendant à l'annulation de la décision du 17 juillet 1922; — Considérant qu'aux termes de l'arrêté du Gouverneur général de l'Algérie du 31 janvier 1907, en vigueur au jour où a été prise la décision attaquée, et, par suite, applicable au requérant, la limite d'âge pour la cessation des fonctions de porteur de contraintes est fixée à 60 ans; qu'il n'est pas contesté que le sieur Ibrahim bey eût dépassé l'âge de 60 ans le 17 juillet 1922; qu'ainsi, le requérant n'est pas fondé à soutenir que la décision préfectorale prononçant son licenciement à la date précitée soit entachée d'excès de pouvoir.

Sur les conclusions subsidiaires tendant à ce que le droit à une pension

---

(1) Voir texte de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 31 janvier 1907, au *Code de l'Algérie annoté* d'Est. et Lef., supp. 1907, p. 138.

ds retraite soit reconnu au requérant; — Considérant que les règlements en vigueur ne permettent pas aux porteurs de contraintes en Algérie de prétendre à une pension civile, fondée ou non sur la durée des services; que ceux de ces agents qui en ont fait la demande avant 1921 peuvent seulement, en vertu de l'article 4 de l'arrêté gubernatorial du 31 janvier 1907, opérer des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; que, dès lors, le requérant n'est pas fondé à demander une pension civile.

Décide : — La requête susvisée du sieur Ibrahim bey ben Aouda est rejetée.

MM. Romieu, prés.; Lagrange, rapp.; Berget, comm. du gouv.

CONSEIL D'ETAT

14 novembre 1923

Police municipale, discipline, révocation, pouvoirs, action disciplinaire, action pénale.

Agit dans la limite de ses pouvoirs, le Préfet qui révoque un agent de la police municipale pour faute de service (1).

L'action disciplinaire est indépendante de l'action pénale (2).

(Mas)

Le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux, section du Contentieux,

Vu la requête présentée par le sieur Mas, ex-agent de police municipale d'Oran, demeurant à Oran, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 23 février 1922, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler pour excès de pouvoir un arrêté du Préfet d'Oran, en date du 4 janvier 1922, qui l'a révoqué de ses fonctions; — Ce faire, attendu que le motif de sa révocation est erroné; qu'il est innocent du crime pour lequel une information judiciaire a été ouverte contre lui; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu les observations nouvelles présentées par le sieur Mas, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 29 mars 1922, tendant aux mêmes fins que la requête par les motifs qu'il a été acquitté par arrêt de la Cour d'Assises d'Oran, en date du 15 mars 1922. — Vu les observations présentées par le ministre de l'Intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 16 juin 1922 et tendant au rejet de la requête par les motifs que l'action disciplinaire et l'action pénale sont dépendantes; que le Conseil d'Etat se refuse à apprécier les motifs qui ont déterminé une mesure disciplinaire; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 5 avril 1884, articles 103 et 164; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872; — Considérant qu'en prenant l'arrêté attaqué, à raison d'une faute de service dont s'est rendu coupable le requérant, le Préfet d'Oran a agi dans la limite des pouvoirs qu'il tient de l'article 103, paragraphe 3 de la loi du 5 août 1884, applicable à l'Algérie en vertu de l'article 164 de cette loi, et qu'il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'apprécier l'opportunité de la mesure disciplinaire prise à l'égard du sieur Mas; — Décide : — Article premier. — La requête susvisée du sieur Mas est rejetée...

MM. Romieu, prés.; Ettori, rapp.; Ripert, com. du gouv.

---

(1) Art. 103 de la loi municipale, *in fine*... Dans toutes les communes, les inspecteurs de police, les brigadiers et sous-brigadiers et les agents de police nommés par le maire doivent être agréés par le sous-préfet ou par le préfet. Ils peuvent être suspendus par le maire, mais le préfet seul peut les révoquer. Bien entendu, en observant certaines règles de forme (V. Hauriou, *Droit administratif*, 10e édition, p. 586 et suiv.).

(2) Cl. la note sous Justice de paix de Sédrata, 4 mars 1915, in R. A. 1915, 2, p. 94, note 1.

CONSEIL D'ETAT

7 avril 1921

Conseillers municipaux indigènes, éligibilité, citoyen français, conditions d'éligibilité au titre indigène, condition d'âge.

L'article 14 *du décret du* 6 *février* 1919 *sur la représentation des indigènes d'Algérie soumis au statut personnel musulman, aux termes duquel les citoyens français sont éligibles au titre indigène au Conseil Municipal, ne contient aucune disposition relative à l'âge que doivent avoir ces citoyens français. Est donc applicable à ces derniers l'article* 31 *de la loi du* 5 *avril* 1884 *qui a fixé à* 25 *ans accomplis l'âge de l'éligibilité* (1).

(Ben Daoud Thouami c. Préfet d'Oran)

Le Conseil d'Ètat, statuant au Contentieux (Section spéciale du Contentieux). — Vu la requête présentée par le sieur Ben Daoud Thouami, demeurant à Oran, route de la Sémia, ladite requête enregistrée au Secrétariat de la Préfecture d'Oran, le 6 octobre 1921, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 7 septembre 1921, par lequel le Conseil de préfecture du département d'Oran, statuant sur la protestation formée par les sieurs Chaliès et Latrèche Mazouz contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 14 août 1921 dans la commune d'Oran pour la désignation de deux conseilliers municipaux au titre indigène, a annulé son élection; — Ce faisant, attendu que c'est à tort que le Conseil de préfecture a annulé l'élection du sieur Ben Daoud sous prétexte que celui-ci, lors de l'élection, n'avait pas atteint l'âge de 25 ans. qu'en effet, le sieur Ben Daoud est citoyen français et que l'article 14 du décret du 6 février 1919 d'après lequel les citoyens français sont éligibles au titre indigène au conseil municipal, au conseil général et aux délégations financières ne subordonne l'éligibilité à aucune condition d'âge; que les dispositions de la loi du 5 avril 1884 ne sont pas applicables à la représentation des indigènes musulmans dans les assemblées délibérantes et que le décret du 7 avril 1884, invoqué à tort par le conseil de préfecture, a été remplacé par celui du 6 février 1919 et n'est plus en vigueur; — Déclarer le sieur Ben Daoud membre du conseil municipal d'Oran; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu la protestation des sieurs Chaliès et Latrèche Mazous devant le Conseil de Préfecture; — Vu la lettre du Préfet d'Oran en date du 7 novembre 1921, ensemble les procès-verbaux de notification desquels il résulte que le pourvoi a été communiqué aux sieurs Chabiès et Latrèche Mazouz, qui n'ont pas produit d'observations en défense; — Vu la dépêche par laquelle le ministre de l'Intérieur transmet le dossier avec ses observations, lesdites requête et observations enregistrées au Secrétariat de la Section spéciale du Contentieux du Conseil d'Etat le 6 décembre 1921 ; — Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 14 août 1921 dans la commune d'Oran pour la nomination de deux conseillers municipaux au titre indigène; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu

---

(1) Les articles 10 et 13 combinés du décret du 6 février 1919 (R. A. 1921, 3, 136) fixent à 25 ans l'âge de l'éligibilité des indigènes d'Algérie soumis au statut personnel musulman, aux conseils municipal et général et aux Délégations financières. L'art. 14 qui prévoit l'éligibilité des citoyens français au titre indigène est muet sur l'âge de ces derniers. Il ne fait aucun doute que le législateur algérien a entendu se reporter aux art. 10 et 13 pour la fixation de l'âge. Par surcroît, ainsi que l'a fait le Conseil d'Etat, il est très logique de renvoyer le citoyen français à l'art. 31 de la loi du 5 avril 1884 qui fixe, lui aussi, l'âge de l'éligibilité à 25 ans. On a un précédent dans le décret du 7 avril 1884, qui rendait applicable à l'Algérie la loi du 5 avril (abrogé aujourd'hui par l'art. 17 du décret de 1919) : il y renvoyait déjà.

G. R.

la loi du 5 avril 1884; — Vu le décret du 6 février 1919; — Considérant que l'article 164 de la loi du 5 avril 1884 spécifie que cette loi est applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie sous réserve des dispositions concernant la représentation des musulmans indigènes; — Considérant que l'article 14 du décret du 6 février 1919 sur la représentation des indigènes d'Algérie soumis au statut personnel musulman, aux termes duquel les citoyens français sont éligibles au titre indigène au Conseil municipal, ne contient aucune disposition relative à l'âge que doivent avoir ces citoyens français; que dès lors l'article 31 de la loi du 5 avril 1884 qui a fixé à 25 ans accomplis l'âge de l'éligibilité leur est applicable et que, par suite, c'est à bon droit que le conseil de préfecture du département d'Oran a annulé l'élection du sieur Ben Daoud, lequel n'était pas âgé de 25 ans accomplis au jour du vote; — Décide : — Article premier : La requête susvisée du sieur Ben Daoud est rejetée.

MM. Arrivière, prés.; Georges Michel, rapp.; Tartière, com. adj. du gouvern.

CASS. (CH. CIV.)
15 avril 1926

Israélite tunisien, nationalité, preuve, pouvoir des juges du fond.

L'Israélite né en Tunisie, d'un père établi dans la Régence depuis une époque indéterminée, est Tunisien protégé français (1).

Les juges du fond apprécieront souverainement la valeur des documents et des circonstances invoqués pour administrer la preuve contraire (2).

(Cons. Hassid c. cons. Giami et autres)

La Cour. — Attendu que Messaoud Giami est décédé à Tunis le 17 février 1913, après avoir fait, conformément à la loi hébraïque, un testament, par lequel il laissait tous ses biens à ses descendants mâles à l'exclusion de ses filles, les dames Cohen Giami et Hassid Giami; — Que

---

1. La *Revue* a déjà publié (1916, 2, 303) le jugement du Tribunal de Tunis en date du 3 avril 1916, rendu dans cette affaire qui vient d'avoir son épilogue.

M. le professeur Larcher avait fait suivre cet arrêt d'une très longue et très remarquable note, dans laquelle il critiquait vivement la solution juridique à laquelle s'était arrêté le Tribunal de Tunis.

Les faits de la cause étaient les suivants :

M. Messaoud Giami est décédé à Tunis, le 17 février 1913, laissant sa veuve et plusieurs enfants, dont deux filles, et un testament établi en conformité de la loi mosaïque, au profit de ses seuls descendants mâles, à l'exclusion de ses filles : Mmes Cohen-Giami et Hassid-Giami.

Ces dernières, assistées et autorisées de leurs maris, ont fait assigner les défendeurs, héritiers mâles, soit par eux-mêmes, soit par représentation, soutenant que Messaoud Giami était d'origine algérienne et, par suite, Français ; que son testament, établi dans les formes de la loi mosaïque et portant exhérédation de ses filles, était rédigé en violation de la loi française, la seule applicable, en l'espèce. En conséquence, il était demandé au tribunal de prononcer la nullité du testament et d'ordonner qu'il soit procédé à la liquidation-partage de la succession du *de cujus*, conformément à la loi française.

Les défendeurs ont résisté à la demande, opposant que Messaoud Giami était un israélite tunisien, protégé français, et non sujet français, et qu'il avait pu, par suite, disposer de ses biens en testant suivant les règles de la loi mosaïque ; que les filles mariées et dotées ne pouvaient, aux termes de cette loi, prétendre à la succession de leur père, et que l'action en liquidation de cette succession ne pouvait être introduite que dans les formes prescrites par le code rabbinique, chapitre 276, § premier et suivants.

En cet état, est intervenu un jugement du Tribunal civil de Tunis, du 3 avril 1916, qui a décidé que Messaoud Giami était sujet tunisien protégé français, et que la dévolution de sa succession devait être réglée d'après la loi mosaïque ; que, par suite, en vertu de ladite loi, les demandeurs étaient

celles-ci ont prétendu que leur père était de nationalité française; qu'elles ont, en conséquence, assigné, avec l'assistance de leurs maris, les autres héritiers pour faire prononcer l'annulation du testament et ordonner le partage de la succession, conformément à la loi française; — Que l'arrêt attaqué, confirmant un jugement du Tribunal de Tunis, a rejeté leurs demandes; — Attendu que le jugement, dont l'arrêt adopte les motifs constate que Messaoud Giami, indigène israélite, est né à Tunis d'un père établi dans la Régence depuis une époque indéterminée; — Que, s'il a été immatriculé, le 10 juillet 1871, au consulat de France à Tunis comme né dans cette ville, vers l'année 1845, de parents algériens, cette inscription a été faite sur la seule production d'un passeport délivré à Bône, le 5 juin 1871, et qui n'est pas représenté. qu'aucune précision n'est fournie sur la date à laquelle la famille de Messaoud Giami a fixé son domicile en Tunisie; que l'autorité administrative de Bône n'était pas en mesure de certifier, en pleine connaissance de cause, l'origine d'un indigène domicilié depuis longtemps, ainsi que son père, dans un autre pays; qu'à la suite de l'établissement du Protectorat français, il a été procédé à la révision des certificats de nationalité délivrés antérieurement; qu'après une enquête administrative, Messaoud Giami a été rayé de la liste des français et porté sur celle des indigènes jouissant simplement de la protection consulaire; qu'il ne s'est jamais prévalu ultérieurement de la nationalité française; et que, dans un procès, relatif à la succession d'un de ses frères, il a obtenu, le 24 février 1904, un jugement du Tribunal de Tunis, reconnaissant la nationalité tunisienne du défunt; — Attendu que ces déclarations, fondées exclusivement sur les circonstances de la cause et sur des documents dont les juges du fait ont souverainement apprécié la force probante, n'impliquent aucune contradiction; qu'elles échappent au contrôle de la Cour de cassation; et qu'elles justifient légalement la décision par laquelle la Cour d'appel a refusé de reconnaître à Messaoud Giami la nationalité française; — Attendu que, par les motifs qu'il s'est

---

sans droits ni qualité pour y intervenir et y rien prétendre, que les dispositions prises par le *de cujus*, en vue de sa mort et en conformité de ladite loi, suivant acte reçu par notaires israélites, à la date du 27 janvier 1909, étaient valables et devaient recevoir leur pleine et entière exécution.

La Cour d'appel d'Algel, par un arrêt du 9 mai 1923, a confirmé ledit jugement, par pure adoption de motifs.

II. — Deux moyens de cassation avaient été formulés et, après examen du pourvoi, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation avait rendu, le 16 juillet 1924, un arrêt d'admission.

Le premier des moyens consistait à soutenir que l'arrêt attaqué était entaché de contradiction de motifs et de manque de base légale, en ce qu'il commençait par présumer que Messaoud Giami était Tunisien, en déclarant que cette présomption pouvait être combattue par la preuve contraire à la charge des époux Cohen et Hassid, renversant ainsi le fardeau de la preuve.

Les consorts Hassid avaient, en effet, fourni un document (l'inscription de Messaoud au Consulat de France) qui constituait, tout au moins, un titre provisoire établissant sa qualité de Français ; et le pourvoi soutenait que la preuve contraire incombait alors, non plus aux demandeurs mais aux défendeurs. Aucune disposition légale n'autorise, en effet, à présumer, en droit, la nationalité d'un Tunisien. Par contre, il est universellement admis que les indigènes algériens résidant en Tunisie sont des sujets français (Pandectes françaises, V° Etranger, n° 443). Lorsqu'un indigène israélite est né en Algérie et est, par suite, sujet français, *il transmet cette qualité à ses descendants, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci sont devenus sujets tunisiens* (Alger, 14 décembre 1905 : S. 1907, 2, 93 et note). Est donc citoyen français l'israélite, fils d'un israélite indigène algérien, alors même qu'il est né et réside en Tunisie (Alger, 4 février 1909 : D. P. 1911, 2, 231).

Il suffisait, par suite, aux époux Cohen et Hassid, de justifier que Messaoud Giami, de race et religion israélite, bien que né à Tunis, était fils de parents algériens, pour que sa qualité d'Algérien dût être reconnue, sans qu'il pût leur être opposé la présomption tirée de ce que les israélites nés

appropriés, l'arrêt déclare, en outre, que la révision qui a entraîné l'inscription de Messaoud Giami, comme simple protégé, a été faite avec le plus grand soin, à la suite d'enquêtes dans lesquelles les intéressés ont été appelés à produire toutes les justifications nécessaires. que rien n'est plus facile que de trouver dans les milieux indigènes des témoins complaisants pour attester la nationalité française d'un tunisien, et que, dans l'espèce, un même témoin a fait, dans deux actes de notoriété versés aux débats, des déclarations contradictoires au sujet de la nationalité de Mes-

---

en Tunisie sont réputés sujets tunisiens ; *car il ne s'agit ici que d'une présomption de fait, et non d'une présomption légale qui n'est consacrée par aucun texte.*

Quant aux modes de preuve (examinés, *op. cit.*, page 424), il est dit ceci : « La preuve de l'indigénat sera faite par tous les modes du droit commun ; le juge établira sa conviction sur tous les éléments et sur telles circonstances de fait qui lui paraîtront décisives. » Mais, pour ceux dont la preuve de l'indigénat n'est pas rapportée dans les conditions de forme prescrites par le décret du 7 octobre 1871, il est nécessaire de distinguer selon que leur nationalité s'est fixée avant ou après le 24 octobre 1870.

Les premiers sont, pour la plupart, gouvernés par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, qui n'a été abrogé, en ce qui concerne les israélites, que le 24 octobre 1870. Les indigènes, au sens de ce sénatus-consulte, sont des individus nés ou dont les parents sont nés sur le territoire algérien avant l'annexion (Cass., 25 avril 1892 : Bull. Cass. Civ., n° 87, page 129).

Pour les israélites qui ne peuvent se prévaloir du décret du 24 octobre 1870 et dont la nationalité s'est fixée après le 24 octobre 1870, il n'y a que la législation de droit commun, puisque, pour eux, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 est abrogé par les décrets du 24 octobre 1870. Ils sont donc régis par le Code civil et deviennent Français, conformément aux articles 8 et suiv. dudit Code.

Or, les époux Cohen et Hassid soutenaient que Haïm Djiami, père de Messaoud Djiami, était né à Bône (Algérie) qu'il était d'origine algérienne et de nationalité française. Son fils Messaoud Djiami étant né à Tunis vers 1845, la date de naissance de Haïm Djiami remontait antérieurement à 1830, et, par suite, sa nationalité aurait été fixée légalement avant le 24 octobre 1870, et réglée par le sénatus-consulte de 1865. Il suffisait donc aux époux Cohen et Hassid de rapporter la preuve que Haïm Djjami était né à Bône (Algérie) avant 1830, pour qu'il dût être considéré de droit comme indigène algérien et, par suite, sujet français ; cette preuve pouvant être rapportée par tous moyens de droit.

A l'appui de leur prétention, ils produisirent l'inscription de Messaoud, fils de Haïm Giami, à l'immatriculation du Consulat de France à Tunis, effectuée le 6 juillet 1871, sous le n° 529, et suivant laquelle cet israélite était né à Tunis vers 1845, de parents algériens.

Le Tribunal de Tunis a considéré que cette pièce administrative, basée sur un passeport établi à Bône le 6 juin 1871, ne pouvait, à elle seule, prouver la nationalité ; qu'elle était suffisante pour satisfaire à la circulaire ministérielle du 20 janvier 1869 et pour justifier, au moins provisoirement, l'inscription de son porteur à la matricule et lui valoir la protection du consul de France ; mais qu'elle ne pouvait lui faire reconnaître définitivement la qualité de Français ; que ladite pièce pouvait constituer un titre provisoire à l'inscription sur la nationalité, sauf, ce titre, à être contesté par tous les intéressés.

Si l'on peut admettre, avec les premiers juges, que ladite inscription ne constituait qu'un titre provisoire pouvant être contesté par tous les intéressés, et, notamment, par les consorts Giami, défendeurs, la conclusion suivante s'impose : c'était à derniers qu'il appartenait de faire la preuve contraire des mentions portées à l'immatriculation.

L'arrêt, ci-dessus, a considéré qu'il y avait eu, de la part du juge du fond, appréciation de faits échappant au contrôle de la Cour suprême.

III. — Le deuxième moyen du pourvoi contenait un grief précis ; et il est peut-être à regretter qu'il n'ait pas été examiné à part par l'arrêt qui précède.

Le pourvoi reprochait, en effet, à l'arrêt attaqué, un défaut de motifs et une contradiction de motifs en ce que, ayant admis une présomption susceptible d'être détruite par la preuve contraire, il avait rejeté sans motifs une

saoud Giami; — Attendu que ces motifs justifient le rejet des conclusions très subsidiaires par lesquelles les dames Cohen et Hassid Giami demandaient à la Cour d'appel d'ordonner une enquête; — D'où il suit que l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 9 mai 1923.

MM. Seligman, prés.; Fabry, rapp; Matter, av. gén.; Mes Nicolay et Mareille, av.

---

demande d'enquête présentée pour la première fois en appel par les époux Cohen et Hassid, et tendant à apporter cette preuve.

Devant la Cour d'appel d'Alger, par des conclusions précises auxquelles il est, ici, expressément référé, les époux Cohen et Hassid ont articulé et offert de prouver, tant par lettres que par témoins, que Haïm Giami était né à Bône (Algérie), et qu'il était d'origine algérienne et de nationalité française.

Cette articulation était présentée pour la première fois en appel, et il appartenait à la Cour de répondre à ce chef de conclusions, à peine de nullité de son arrêt.

Il est, en effet, de jurisprudence constante qu'en vertu de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, il doit être, à peine de nullité, répondu à tous les chefs de conclusions des parties.

L'obligation, pour le juge, de donner des motifs sur tous les chefs de conclusions s'applique, non seulement aux conclusions principales prises sur le fond dès le début de l'instance, mais même aux conclusions subsidiaires, aux conclusions additionnelles ou à celles qui contiennent une exception ou une fin de non-recevoir.

La même règle s'applique aux conclusions subsidiaires prises pour la première fois en appel, qui nécessitent des motifs nouveaux, alors que les motifs des premiers juges n'y répondent point par avance. (V. notamment : Cass. civ. 25 février 1880 : D. 81, 1, 417. — 8 mars 1882 : D. 84, 4, 343. — 25 novembre 1884 : D. 85, 1, 399. — 18 juillet 1895 : D. 95, 1, 510. — 23 décembre 1895 : D. 96, 1, 542. — 4 février 1903 : D. 1904, 1, 497. — 12 février 1906 : D. 1908, 1, 449. — 23 juillet 1907 : D. 1908, 1, 401).

Sans doute, les juges du fond apprécient souverainement s'ils doivent autoriser ou rejeter une demande d'enquête, et si les faits articulés sont pertinents et admissibles ; mais encore doivent-ils s'expliquer sur la pertinence et l'admissibilité, et dire pourquoi ils ne sont ni pertinents ni admissibles. Ils ne peuvent sans motifs rejeter une demande d'enquête, car il appartient à la Cour de cassation d'exercer son contrôle et de vérifier si, pour rejeter une demande de cette nature, les juges se sont fondés sur des motifs de droit ou sur des motifs de faits (Cass. civ., 10 décembre 1900 : D. 1901, 1, 184. — 8 avril 1903 : D. 1904, 1, 541. — 28 décembre 1903 : D. 1904, 1, 303. — 23 mai 1905 : D. 1905, 1, 430. — 8 juillet 1907 : D. 1908, 1, 451. — 27 novembre 1907 : D. 1908, 1, 478. — 1er juin 1908 : D. 1908, 1, 491. — 3 août 1909 : D. 1910, 1, 560). A été annulé, en conséquence, l'arrêt qui, pour la solution d'un litige, se prévaut du statut personnel étranger d'une partie, sans faire connaître les motifs pour lesquels sa condition juridique doit être déterminée d'après une loi étrangère (Civ., 28 mars 1904 : D. 1904, 1, 315), ou qui se borne à déclarer que les conclusions d'une partie ne sont pas justifiées, ou tardives, ou motivées par les besoins de la cause (Civ., 10 décembre 1900, 23 mai 1905, 3 août 1909, précités. — 18 juillet 1904 : D. 1905, 1, 1341). A plus forte raison doit-il en être ainsi décidé, quand aucune réponse n'a été faite aux dites conclusions.

La Chambre civile de la Cour de cassation a considéré que le jugement du Tribunal de Tunis avait répondu par avance et implicitement à cette demande d'enquête. La Cour de cassation, en effet, tend de plus en plus à écarter les moyens tirés du défaut de motifs et a une tendance de plus en plus marquée à admettre l'existence de réponses implicites à des conclusions expressément formulées.

IV. — En somme, il ne faut voir dans l'arrêt qui vient d'être rendu par la Cour de cassation dans cette affaire aucune décision de principe réglant le statut des israélites tunisiens ou algériens. L'arrêt a délibérément évité de rendre une décision de cette nature ; il s'est appliqué à statuer en fait sur une question d'espèce.

JEAN NICOLAY,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)
10 août 1925.

Récidive, petite récidive correctionnelle, peine antérieure, doublement, peine encourue, maximum.

En cas de condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement égale ou inférieure à un an, la peine prononcée en cas de récidive doit être égale au double de la peine antérieure, sans qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue; (1)

Mais le maximum de la peine encourue ne peut être dépassé que par suite du doublement de la peine antérieure (2);

En conséquence, lorsque le prévenu a été condamné antérieurement à deux mois d'emprisonnement pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, il ne peut être condamné à un an d'emprisonnement pour le même délit commis postérieurement à la précédente condamnation. (3)

(Catala c. Min. publ.)

La Cour, — Sur le moyen, relevé d'office, et pris de la violation des articles 58, § 2, du Code pénal et 3 de la loi du 8 août 1893; — Vu lesdits articles: — Attendu que si, aux termes de l'article 58 § 1 du Code pénal, l'état de récidive rend les individus condamnés antérieurement à un emprisonnement de plus d'une année pour délit, passibles d'une peine pouvant s'élever jusqu'au double du maximum porté par la loi, le § 2 du même article dispose, au contraire, qu'à l'égard de ceux qui ont été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, l'emprisonnement, à raison de la récidive, ne peut être inférieur au double de celui qui a été précédemment prononcé sans parvenir toutefois à dépasser le double du maximum de la peine encourue; — Qu'ainsi, dans ce second cas, c'est seulement sur la peine antérieurement prononcée, et qui doit être au moins doublée, qu'est exécutée l'aggravation édictée par la loi; — Qu'en ajoutant que le double du maximum ne pourra être dépassé, le législateur n'a fait que fixer une limite à cette aggravation, dans l'hypothèse où la peine antérieure aurait été supérieure au maxi-

---

(1 à 3). L'aggravation est différente en cas de récidive correctionnelle, dite grande récidive (condamnation antérieure à une peine supérieure à un an d'emprisonnement) et en cas de petite récidive (condamnation égale ou inférieure à un an). C'est à propos du maximum qu'elle diffère. Dans le premier cas, le maximum peut toujours atteindre le double de la peine prévue par la loi (art. 58, § 1er) ; dans le second cas, le double du maximum ne peut être atteint que s'il résulte du doublement de la peine antérieure. Et comme en cas de rechutes successives, le prévenu pourrait déjà avoir été condamné à une peine supérieure au maximum, la phrase finale de l'art. 58, § 2, « sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue », vient atténuer la sévérité qui résulterait du doublement de la peine antérieure, toutes les fois que cette peine antérieure aurait été supérieure au maximum, et que, par le doublement, on arriverait à dépasser le double du maximum de la peine encourue.

Cette opinion, contestée par certains auteurs, a été admise, dès après la mise en vigueur de la loi du 26 mars 1891, modifiant les art. 57 et 58 C. pénal, et depuis maintenue d'une façon très ferme par la Cour de cassation (Cass., 10 février 1894 : D. P. 94, 1, 109. — Cass., 21 juillet 1894 : D. P. 97, 1, 237. — Cass., 28 octobre 1911 Bull. crim., n° 475. — Cass., 14 décembre 1911 : Bull. crim. n° 586. — Cass., 16 et 23 mars 1912 : D. P. 12, 1, 277). Elle semble bien résulter de la combinaison des textes et conforme à l'esprit de la loi, laquelle a voulu évidemment établir une différence de sévérité entre les deux hypothèses. Les circonstances atténuantes peuvent toujours d'ailleurs y remédier (art. 463, § 9).

GILBERT MASSONIE,
docteur en droit, avocat.

mum; — Attendu que l'article 3 de la loi du 8 août 1983 punit l'infraction à un arrêté d'expulsion d'un emprisonnement de un à six mois de prison et qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que Catala avait déjà été condamné, dans le délai prévu par la loi, à deux mois de prison pour contravention à un arrêté d'expulsion pris contre lui; — Attendu que pour condamner le demandeur à un an de prison, la Cour d'appel s'est fondée sur cet état de récidive; — Mais attendu que la seule conséquence de cet état était que la peine d'emprisonnement à prononcer ne pouvait être inférieure à quatre mois, et qu'en dépassant le maximum édicté par l'article 3 de la loi du 8 août 1893, la Cour d'appel a violé les textes ci-dessus visés;

Par ces motifs, — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 13 mai 1925.

MM. Lecharbonnier, prés.; Coudert, cons. rapp.; Mornet, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)
21 novembre 1924

Récidive légale, condition, condamnation antérieure passée en force de chose jugée, condamnation par défaut. Amende fiscale, nature, peine correctionelle.

L'état de récidive légale implique nécessairement une condamnation pénale antérieure passée en force de chose jugée avant la perpétration des faits objet de la nouvelle poursuite. (1)

La condamnation antérieure prononcée par défaut ne peut servir de premier terme à la récidive qu'autant que le jugement ou l'arrêt n'est plus susceptible d'opposition, et l'opposition à un jugement de défaut reste recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution de ce jugement que le prévenu en a eu connaissance. (2)

Si les condamnations prononcées au profit de l'administration des contributions diverses revêtent dans certains cas le caractère de réparations civiles, elles n'en sont pas moins de véritables amendes prononcées en matière correctionnelle, et, comme telles, elles restent soumises aux prescriptions de l'art. 187, § 3 *et* 636 *du Code d'instruction criminelle.* (3)

(1-2-3). La Cour de cassation voudrait-elle abandonner sa jurisprudence, jusqu'alors très catégorique, touchant le caractère des amendes fiscales ? En matière fiscale, elle affirmait que les amendes et les confiscations étaient, à la fois, peines et réparations. L'arrêt rapporté, bien qu'insistant sur le caractère pénal de l'amende, ne paraît pas, toutefois, vouloir rompre avec sa jurisprudence antérieure. Elle lui laisse la porte ouverte en signalant que, dans certains cas, l'amende fiscale est une réparation civile. En somme, l'amende fiscale serait tantôt une peine, tantôt une réparation civile. Dans quels cas est-elle l'une, dans quels cas est-elle l'autre ? C'est ce que la Cour n'a jamais indiqué d'une manière précise. Il faut avouer que l'entreprise est des plus difficiles, et que l'arbitraire seul peut aider à faire une classification de ces cas. Il est à retenir, cependant, que notre arrêt décide très nettement que les amendes fiscales sont de véritables amendes prononcées en matière correctionnelle, qu'elles rentrent dans la prévision de l'art. 9 du Code pénal. Ce sont donc des peines correctionnelles. Et si ce sont des peines correctionnelles, il ne peut y avoir place pour un autre caractère. Ce ne sont pas des réparations civiles. Dans notre espèce, la Cour tire les conséquences logiques du caractère pénal de l'amende fiscale. Pourquoi n'en ferait-elle pas autant dans tous les autres cas ? La rédaction de l'arrêt permet toutes les espérances (Cfr. Cass. crim., 21 octobre 1909 : R. A. 1910, 2, 10. — 15 novembre 1912 et 7 février 1913 : R. A. 1913, 2, 162. — 11 mars 1921 : R. A. 1921, 2, 45. — *Adde :* l'exposé de la jurisprudence en cette matière, et sa critique dans Garraud : *Traité théorique et pratique du droit pénal français,* t. II, n° 445).

G. RECTENWALD.

(Administration des Contributions diverses c. Sebban)

La Cour. — Statuant sur le pourvoi de l'administration des Contributions diverses d'Algérie contre un arrêt rendu le 10 novembre 1923 par la Cour d'appel d'Alger qui a condamné Sebban Messaoud à 50 francs d'amende et à diverses amendes fiscales, au profit de l'administration demanderesse et de l'octroi de Mer pour ouverture d'un débit de boissons, sans autorisation, fabrication et vente d'anisette similaire d'absinthe et détention d'anéthol, mais a refusé de faire au prévenu l'applicaion des peines de la récidive requises par l'administration partie civile; — Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation, fausse application de l'article 187 § 2 et 3 du Code d'instruction criminelle, violation des articles 18 et suivants de la loi du 28 décembre 1895 et 4 du décret du 28 décembre 1907, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de considérer le prévenu Sebban, poursuivi pour fabrication et mise en vente d'anisette similaire d'absinthe, comme en état de récidive légale et de lui faire, en conséquence, application des peines afférentes à l'état de récidive, par ce motif que le jugement de condamnation précédemment intervenu contre lui n'ayant été signifié qu'à domicile et non point à personne, cette signification n'avait point fait courir les délais de l'opposition à l'encontre dudit jugement, qui n'avait point, dès lors, le caractère définitif alors que, s'agissant d'un jugement portant condamnation à des peines fiscales qui ont avant tout le caractère de réparation civile, la signification de ce jugement à domicile faisait courir les délais de l'opposition; — Attendu que des constatations du jugement correctionnel confirmé par la Cour et des motifs propres de l'arrêt attaqué il résulte que pour conclure contre le prévenu à l'application des peines de la récidive, l'administration des Contributions diverses s'est bornée à produire la grosse d'un jugement de condamnation prononcée antérieurement contre ce prévenu pour faits de la même nature, mais rendu par défaut; que ce jugement n'a pas été signifié à la personne du condamné mais à son domicile; qu'il n'est établi, d'autre part, par aucun acte d'exécution que le prévenu en ait eu connaissance; qu'enfin, du seul rapprochement des dates, il ressort que les délais de la precsription de la peinc ne sont pas cxpirés; — Attendu que l'état de récidive légale implique nécessairement une condamnation pénale antérieure passée en force de chose jugée avant la perpétration des faits objet de la nouvelle poursuite; — Que si cette condamnation antérieure a été prononcée par défaut, elle ne peut dès lors servir de premier terme à la récidive qu'autant que le jugement ou l'arrêt qui la renferme n'est plus susceptible d'opposition; — Attendu qu'aux termes de l'article 187 § 3 du Code d'instruction criminelle, l'opposition à un jugement par défaut, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution de ce jugement que le prévenu en a eu connaissance reste recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peinc; — Que si, il est vrai, la signification à domicile continuc à faire courir le délai d'opposition à l'égard de la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit de la partie civile et si dans certains cas les condamnations prononcées au profit de l'administration des Contributions diverses peuvent être considérées comme des réparations civiles, ces condamnations n'en sont pas moins de véritables amendes prononcées en matière correctionnelle; qu'elles rentrent dans les prévisions de l'article 9 du Code pénal; qu'elles sont soumises aux dispositions de l'article 636 du Code d'instruction criminelle et doivent l'être aux prescriptions de l'article 187 § 3 du même code, puisque, s'agissant en la matière de récidive, c'est le caractère de peine qui prédomine; — Qu'il suit de là qu'en rejetant dans les conditions ci-dessus spécifiées, les conclusions de l'administration des Contributions diverses, l'arrêt attaqué a fait une exacte application de la loi;

Par ces motifs,
Rejette le pourvoi.

MM. Bard, prés.; Bourgeon, cons. rapp.; Mornet, av. gén.; Me Regray, avocat.

CONSEIL D'ETAT

21 novembre 1923

Chemins de fer de l'Etat algérien, litige entre l'Administration et les employés, compétence des tribunaux ordinaires.

Les tribunaux ordinaires sont, aux termes de la loi du 21 *mars* 1905 *seuls compétents pour statuer sur les différends qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer et ses employés à l'occasion du contrat de travail. Ne peut donc être porté que devant l'autorité judiciaire le litige tendant à faire apprécier la régularité d'une mesure prise par le Gouverneur Général, agissant en qualité de Chef de l'administration des Chemins de fer algériens de l'Etat.* (1).

(Savary Louis)

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux, section du Contentieux, 2e sous-section, — Vu la requête présentée par le sieur Savary (Louis), conducteur des Ponts-et-Chaussées à Constantine, postérieurement ingénieur à la Compagnie du Chemin de fer de Bône à Guelma, demeurant à Tunis, 23, rue de la Commission, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 28 juin 1920, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoirs, un arrêté du 10 avril 1920 par lequel le Gouverneur général de l'Algérie l'a appelé à des fonctions de conducteur à Constantine; — Ce faire, attendu qu'il était en service détaché au réseau des Chemins de fer algériens de l'Etat et qu'il y occupait l'emploi de chef d'arrondissement à Alger; qu'à la suite d'une démarche collective faite par lui et huit autres agents de ce réseau, il a été frappé disciplinairement, et remis ainsi à la disposition de son corps d'origine; que cette mesure a été prise par le directeur du réseau, alors

---

(1) Le Conseil d'Etat avait déjà décidé, le 7 février 1919 (Muller) que « L'autorité judiciaire est compétente pour connaître de toutes les contestations nées à l'occasion des rapports existant entre l'administration du réseau des chemins de fer de l'Etat et son personnel, aussi bien en ce qui concerne l'application des règles relatives au recrutement, à l'avancement, à la discipline et aux garanties dudit personnel, qu'en ce qui touche les conditions pécuniaires du contrat de travail et les effets qui en peuvent résulter. »

L'article unique de la loi du 21 mars 1905 est ainsi conçu : Les tribunaux ordinaires sont compétents pour statuer sur les différends qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés, à l'occasion du contrat de travail (S. Lois annotées, 1905, p. 931). La loi de 1905 a eu pour objet d'assimiler les employés des chemins de fer de l'Etat à ceux des autres réseaux, en leur permettant de porter devant les tribunaux ordinaires les différends relatifs au contrat de travail qui peuvent s'élever entre eux et l'administration des chemins de fer de l'Etat. C'est pour remédier aux conséquences regrettables d'une jurisprudence contestable et contestée, laquelle faisait des employés des chemins de fer de l'Etat, des agents temporaires de l'Etat, que M. Lhopiteau a présenté, le 21 mars 1904, la proposition de loi qui est devenue la loi du 21 mars 1905 (V. la jurisprudence antérieure à la loi : Cass., 18 novembre 1895 : S. 98, 1, 385 et note Chavegrin. — Cass., 22 mars 1899 : S. 1903, 1, 420. — Trib. com. Nantes, 29 août 1903 : S. 1904, 2, 285 et note).

G. R.

qu'elle ne pouvait l'être valablement que par le Gouverneur général; que cette pénalité n'était pas prévue par l'article 39 de l'arrêté du Gouverneur général du 5 décembre 1913, constituant le statut du personnel du réseau, et qu'elle a été prononcée en dehors des conditions édictées par les articles 47 et 48 de cet arrêté; que le requérant n'a point reçu communication de son dossier, contrairement aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 3 mars 1921, et tendant au rejet dudit pourvoi, par les motifs que le Gouverneur général de l'Algérie a lui-même prononcé, le 28 février 1920, la remise du sieur Savary à la disposition de son corps d'origine, en approuvant la proposition faite en ce sens le 26 février par le directeur du réseau des chemins de fer algériens de l'Etat; que cette mesure n'était pas une peine disciplinaire, mais constituait une simple cessation de fonctions; qu'elle n'exigeait donc point la communication à l'intéressé de son dossier; — Vu les observations présentées par le Ministre des Travaux publics en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 23 mai 1923, et s'en référant à celles du Ministre de l'Intérieur; — Vu les observations en réplique présentées par le requérant, enregistrées comme ci-dessus, le 29 juillet 1922, et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 21 mars 1905; — Vu le décret du 27 septembre 1912; — Vu l'arrêté du Gouverneur général de l'Algérie du 5 décembre 1913; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872; — Considérant que sieur Savary, conduteur des Ponts-et-Chaussées, avait été détaché au réseau des Chemins de fer algériens de l'Etat, où il occupait l'emploi de chef d'arrondissement à Alger ; qu'il résulte de l'instruction qu'il a été remis à la disposition de son administration d'origine, par un arrêté du Gouverneur général de l'Algérie du 28 février 1920 et qu'en conséquence de cette réintégration il a été appelé par un nouvel arrêté du Gouverneur général du 10 avril 1920 à un poste de conducteur à Constantine; — Considérant que, à l'appui de son pourvoi contre l'arrêté du 10 avril 1920, le requérant ne critique pas en elle-même l'affectation qui lui a été donnée par ledit arrêté; qu'il se borne à soutenir que la décision le remettant à la disposition de l'administration des Ponts-et-Chaussées n'a pas été prise dans les conditions et formes prescrites par l'arrêté du 5 décembre 1913 sur le statut du personnel des Chemins de fer algériens de l'Etat; que sa requête est donc en réalité dirigée contre l'arrêté du 28 février 1920; — Considérant qu'aux termes de la loi du 21 mars 1905 « les tribunaux ordinaires sont compétents pour « statuer sur les différends qui peuvent s'élever entre l'administration « des Chemins de fer de l'Etat et ses employés, à l'occasion du contrat « de travail »; que cette disposition est applicable à l'administration des Chemins de fer algériens de l'Etat; que, dès lors, le litige soulevé par le sieur Savary, et qui tend à faire apprécier la régularité de la mesure par laquelle le Gouverneur général de l'Algérie, agissant en sa qualité de chef de cette dernière administration, l'a privé de son emploi dans celle-ci, ne pouvait être porté que devant l'autorité judiciaire, et que c'est à tort que le requérant l'a soumis au Conseil d'Etat; — Décide : — Article 1er. — La requête du sieur Savary est rejetée, comme portée devant une juridiction incompétente.

MM. Romieu, prés.; R. Worms, rapp.; Corneille, comm. du gouv.; Me Chassagnade-Belinin, av.

CONSEIL D'ETAT
14 novembre 1923

Vétérinaires sanitaires, indemnités et allocations.

Dans l'accomplissement de leurs obligations communales, c'est-à-dire pour l'inspection des abattoirs et marchés, les vétérinaires sanitaires n'ont droit à aucune indemnité de déplacement, ni au remboursement de leurs frais de transports. (1)

(Cassagne)

Le Conseil d'Etat,

Statuant au Contentieux, section du Contentieux, 1re sous-section; — Vu la requête présentée par le sieur Cassagne, vétérinaire-sanitaire, demeurant à Orléansville (Algérie), ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 3 septembre 1921, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, une décision, en date du 12 juillet 1921, par laquelle le Gouverneur général de l'Algérie l'a obligé à reverser les sommes perçues par lui d'août 1920 à mars 1921 au titre de frais de déplacement pour inspection des marchés et abattoirs; — Ce faire, attendu que les articles 2 et 7 de l'arrêté du 18 août 1920 réglementant l'attribution des frais de déplacement et de séjour des agents des services agricoles prévoient que les agents toucheront quand ils seront appelés hors de leur résidence pour les besoins du service des indemnités de transport; que la note du 13 avril 1921 relative au fonctionnement du service de l'élevage classe dans la section « Police sanitaire » la surveillance des abattoirs et des marchés; qu'il n'est pas parlé dans l'arrêté sus-rappelé du 18 août 1920 de service colonial mais simplement de service; que, dès lors, c'est à tort que le requérant a été obligé par la décision attaquée de reverser les sommes régulièrement perçues par lui au titre de frais de déplacement pour inspection des marchés et abattoirs; — Vu la décision attaquée; — Vu les observations présentées par le Gouverneur général de l'Algérie en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 7 décembre 1921, et tendant au rejet de la requête par le motif que le requérant qui ne percevait aucun frais de déplacement lorsqu'il accomplissait son service pour le compte et sous le contrôle d'une commune est mal fondé à réclamer l'attribution desdits frais alors qu'il accomplit ce même service pour le compte de la même commune mais sous le contrôle de l'Etat; que l'arrêté du 18 août 1920 n'a rien changé au statut des vétérinaires-sanitaires en ce qui touche leurs obligations communales; que la note du 13 avril 1921, qui n'a d'ailleurs aucun caractère réglementaire, n'a pu modifier les obligations dont il s'agit; qu'enfin,

---

(1) V. le texte de l'arrêté au B. O. 1920, p. 136). Nous y relevons que l'art. 2 stipule que les agents... recevront allocations et indemnités de déplacement lorsqu'ils seront appelés hors de leur résidence. La condition de l'octroi de l'indemnité est donc, pour le vétérinaire sanitaire, de sortir de sa résidence. Le requérant ne justifiait pas avoir quitté sa résidence, en d'autres termes il n'était pas prouvé que les abattoirs et marchés qu'il visitait se trouvaient hors de la commune à laquelle il se trouvait préposé. D'autre part, puisque tous les vétérinaires sanitaires font de la clientèle, l'art. 4 s'appliquait donc ici sans aucun doute. « Les vétérinaires sanitaires autorisés à faire de la clientèle ne jouiront de l'indemnité journalière... que pour les missions spéciales qui leur seront conférées et qui les appelleront hors de leur circonscription. Pour les visites des marchés et abattoirs et les tournées obligatoires, son attribution (de l'indemnité) sera fixée par l'arrêté qui déterminera le nombre annuel de ses déplacements. » Il eût été intéressant de savoir si le requérant faisait de la clientèle.

G. R.

le sieur Cassagne ne saurait arguer d'aucun préjudice, sa situation ayant été au contraire améliorée du fait de l'adoption du nouveau statut; — Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 28 décembre 1921 et tendant aux mêmes fins que les observations du Gouverneur général et pour les mêmes motifs; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu le décret du 12 novembre 1887, article 41; — Vu l'arrêté du 18 août 1920; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872; — Ouï M. Lucas de Pesloüan, Maître des Requêtes, en son rapport; — Ouï M. Ripert, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions; — Considérant que si, en vertu des articles 2 et 7 de l'arrêté du 18 août 1920, les agents du service de l'élevage auront droit à des indemnités de déplacement et de séjour ainsi qu'au remboursement de leurs frais de transport « lorsqu'ils seront appelés hors de leur résidence pour les be- « soins du service », cette disposition ne saurait viser les déplacements effectués par lesdits agents pour l'accomplissement de leurs obligations communales, c'est-à-dire pour l'inspection des abattoirs et marchés; qu'en effet, antérieurement à la création du service de l'élevage, les vétérinaires-sanitaires ne recevaient des communes, en vertu de l'article 41 du décret du 12 novembre 1887 toujours en vigueur, aucune indemnité pour frais de déplacement et que le sieur Cassagne ne saurait prétendre à l'allocation desdits frais par le motif qu'il accomplit désormais le même service sous le contrôle du Gouvernement général; — Considérant, d'autre part, que la note du 13 avril 1921, relative au fonctionnement du service de l'élevage ne présentant aucun caractère réglementaire, le sieur Cassagne ne saurait invoquer, au soutien de sa requête, les indications qui y sont contenues; que, dès lors, il n'est pas fondé à demander l'annulation pour excès de pouvoir de la décision attaquée; — Décide : — Article 1er. — La requête du sieur Cassagne est rejetée...

MM. J. Romieu, prés.; Lucas de Pesloüan, rapp.; Ripert, com. du gouv.

CONSEIL D'ETAT
5 août 1921

Propriété bâtie, Algérie, contribution foncière, exemption, contructions nouvelles et reconstructions.

Des réparations faites à un immeuble, si importantes soient-elles, ne sauraient constituer des constructions nouvelles ou des reconstructions, au sens de la loi du 23 décembre 1884.

C'est donc à tort que le Conseil de Préfecture accorde le bénéfice de l'exemption temporaire de la contribution foncière sur les propriétés bâties, au propriétaire qui se prévaut de semblables réparations. (1)

(Gouverneur Général de l'Algérie)

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux (section spéciale du Contentieux, 1re sous-section) : — Vu le recours du Gouverneur général de l'Algérie, ledit recours enregistré au Secrétariat de la section spéciale

(1) L'article 3 de la loi du 23 décembre 1834, qui, pour la première fois, établissait en Algérie une contribution foncière sur les propriétés bâties (V. E. Larcher, *Traité de Législ. algér.*, 3e éd., nos 226 et 240 *a*) dispose : « Les maisons et usines nouvellement construites ne seront imposables que la sixième année après leur construction. Il en sera de même pour tous autres édifices nouvellement construits ou reconstruits, ainsi que pour les additions de constructions ». Il est certain que des réparations, même intéressant le gros œuvre de la maison, ne sont pas des reconstructions ni des additions.

G. R.

du Contentieux du Conseil dEtat, le 17 septembre 1915, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 12 février 1914, par lequel le Conseil de préfecture du département d'Oran a accordé à la dame Mardochée Chalom décharge de la contribution foncière sur les propriétés bâties à laquelle elle a été imposée, pour l'année 1913, sur le rôle de la ville d'Oran; — Ce faisant, attendu que l'immeuble de la dame Chalom a été terminé en 1906 et habité depuis cette époque; que le premier étage dudit immeuble a servi de base à la taxe sur les loyers à laquelle la dame Chalom a été imposée pour les années 1907 à 1911; que le rez-de-Chaussée était affecté à un usage commercial; que, si l'immeuble a dû être évacué temporairement en 1911, à raison de certaines réparations qui y ont été effectuées, lesdites préparations ne peuvent être considérées comme une reconstruction de l'immeuble ou une addition de locaux; que d'autres part, l'immeuble en litige n'est pas une habitation à bon marché édifiée dans les conditions prévues par les lois des 12 avril et 23 décembre 1912 et n'a, d'ailleurs, pas fait l'objet de la déclaration prévue par l'article 9, § 3 de la loi du 12 avril 1906; — Rétablir la dame Chalom au rôle de l'aonée 1913, et à celui des exercices suivants, d'après un revenu net de 990 francs; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu la réclamation présentée devant le Conseil de Préfecture; — Vu les avis du Maire, des répartiteurs et des agents de l'administration des Contributions directes ; — Vu le rapport du Directeur des Contributions directes;; — Vu les observations présentées par le Ministre de l'Intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du recours, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 17 septembre 1915, et tendant à ce qu'il soit fait droit au recours du Gouverneur général de l'Algérie ; — Vu les observations en défense présentées par la dame Mardochée Chalom, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 13 décembre 1915, et tendant au rejet du recours par les motifs que son immeuble n'est réellement devenu habitable qu'en 1911 après les réparations effectuées à cette époque et qui intéressaient le gros œuvre même de la maison. qu'on ne saurait tirer argument contre la requérante du fait qu'elle a payé les taxes locatives dès 1907; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 23 décembre 1884; — Vu les lois du 12 avril 1906 et du 8 août 1890; — En ce qui concerne l'année 1913; — Considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction que l'immeuble qui fait l'objet de l'imposition contestée a été achevé en 1906 et occupé à partir de cette année; que, si certaines réparations effectuées pendant l'année 1911 ont nécessité l'évacuation temporaire dudit immeuble, ces réparations ne pouvaient constituer, si importantes qu'elles fussent, des constructions nouvelles ou des reconstructions, au sens de l'article 3 de la loi du 23 décembre 1884; que, par suite, c'est à tort que le Conseil de préfecture a accordé à la dame Chalom le bénéfice de l'exemption temporaire de la contribution foncière sur les propriétés bâties qui est prévue par l'article de la loi précitée; — Considérant, d'autre part, que la dame Chalom ne justifie pas avoir présenté, dans les conditions prévues à l'article 9 § 2 de la loi du 12 avril 1906, une demande tendant à obtenir pour son immeuble l'exemption temporaire de la contribution foncière prévue en faveur des habitations à bon marché; que, dès lors, elle n'est pas fondée à prétendre qu'elle a droit, à ce titre, à la décharge de ladite contribution pour 1913. — En ce qui concerne les années suivantes: — Considérant que le Gouverneur général de l'Algérie ne justifie pas dans son recours que le Conseil de préfecture ait statué sur l'imposition de la dame Chalom pour les années postérieures à 1913; que, dès lors, il n'est pas recevable à demander que ladite dame Chalom soit rétablie aux rôles de la contribution foncière sur les propriétés bâties pour lesdites années; — Décide : — Ar-

ticle 1er. — L'arrêté susvisé du Conseil de préfecture du département d'Oran, en date du 12 février 1914, est annulé. — Article 2. — La dame Chalom sera rétablie pour 1913 à la contribution foncière sur les propriétés bâties à laquelle elle avait été primitivement imposée sur le rôle de la ville d'Oran. — Article 3. — Le surplus des conclusions du Gouverneur général de l'Algérie est rejeté.

MM. Bruman, prés.; Tatou, rapp.; Tartière, com. adj. du gouv.

CASS. (CH. CIV.)
8 juin 1926

Louage de services et louage d'industrie, distinction, pouvoir d'appréciation souverain du juge du fond.

Le juge du fond apprécie souverainement, en l'état des constatations d'un rapport d'expertise, si le contrat liant les parties est un louage de services et non un louage d'industrie.

(Phosphates de Constantine c. Jacquetti)

La Cour. — Sur le premier moyen, pris de la violation des articles 1780, 1787, 1789, 1790 du Code civil, 1134 du même code, et 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu que la Cie des Phosphates de Constantine s'étant, en 1917 rendue acquéreur d'une coupe de bois en la forêt de Ha-

---

(1) I. — Nous n'examinerons que le premier moyen de cassation qui pose une question infiniment délicate qui a maintes fois préoccupé les auteurs et sur laquelle la jurisprudence de la Cour de Cassation ne fournit que des données assez imprécises, car la plupart des arrêts rendus par la Cour Suprême confirment, comme le fait l'arrêt ci-dessus, les appréciations du juge du fond en affirmant leur caractère souverain. Il y a cependant un critérium juridique qu'il importe de dégager en raison des circonstances très importantes qui peuvent découler de la définition du contrat qui lie le maître à l'ouvrier.

II. — Les auteurs sont d'accord sur le critérium qui permet de distinguer le louage de service et le louage d'industrie.

Les règles concernant ces deux actes juridiques sont, en effet, essentiellement différentes :

Voici comment s'expriment, dans leur *Traité de Droit civil* (t. II, p. 504), MM. Colin et Capitant : « Quel est donc le critérium qui permettra de discer-
« ner l'un ou l'autre de ces deux contrats? ».

« Ce n'est pas la profession du locateur, car le plus simple ouvrier peut
« jouer le rôle d'un entrepreneur ou tâcheron.

« Ce n'est pas non plus le mode de paiement du salaire.

« En effet, d'une part, un salaire non pas fixe, mais proportionnel aux bé-
« néfices de la maison ou au chiffre d'affaires de l'agent, tel qu'en touchent
« souvent les commis-voyageurs, n'empêche pas leur engagement de presen-
«ter les caractères d'un contrat de travail. De même, les ouvriers payés aux
« pièces ne sont pas pour cela des entrepreneurs. A l'inverse, un tâcheron
« peut fort bien être rémunéré suivant ses heures de travail, ce qui, extérieu-
« rement, le fait beaucoup ressembler à un ouvrier.

« Nous croyons que le critérium doit être cherché dans une certaine con-
« tinuité de rapports, et *dans un lien de subordination dans l'exécution du tra-*
« *vail*, traits qui caractérisent le contrat de travail.

« Au contraire, le tâcheron ou entrepreneur, si modeste soit-il, exécute le
« travail auquel il s'est engagé sans direction et à ses risques et périls. »

Dans leur ouvrage sur le *Contrat de louage* (n° 3865), MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl expriment une opinion tout à fait semblable : « Le critérium
« suivant, écrivent-ils, sert à distinguer le louage des gens de travail du
« louage d'entrepreneurs d'ouvrages. Dans le premier, comme le suppose la
« définition du Code et les textes, le maître a la direction du travail; le do-
« mestique, l'ouvrier, ou l'employé a engagé son activité et se trouve, vis-à-
« vis du maître, *dans un lien de subordination.*

mencha, commune de la Séfia, s'aboucha avec Jacquetti pour la confection, dans cette coupe, de piquets de mine et la préparation de bois de chauffage; qu'un incendie ayant, le 9 septembre 1917, détruit la coupe sans la faute de la Cie ou de Jacquetti, celui-ci réclama le montant de son salaire sur lequel il n'avait touché qu'un acompte; qu'après expertise, les juges du fond, homologuant le rapport et s'appropriant ses constatations, ont accueilli la demande et condamné la Cie à payer 4.835 francs, restant dus, sans s'arrêter à une demande de dommages-intérêts de Jacquetti, ni à des conclusions de la Cie excipant de la prescription de l'article 2271 n° 3 du Code civil; — Attendu que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué, pour décider que le contrat intervenu entre la Cie et Jacquetti constituait un louage de services et non un contrat de louage d'industrie, de s'être basé, d'une part, sur ce que, il résultait des éléments de la cause que Jacquetti avait travaillé comme tâcheron, alors qu'il ne s'est pas expliqué sur les conditions dans lesquelles avait été formé ledit contrat, et, d'autre part, sur ce que la Cie contrôlait et surveillait le travail, alors que ce fait n'était pas suffisant pour établir entre les parties la relation de maître à ouvrier; — Mais attendu que les juges du fond, homologuant le rapport d'expertise et s'en appropriant les constatations, déclarent que, sans contrat passé par écrit, Jacquetti a reçu de la Cie ordre de commencer les travaux, que la Cie a fait aménager une voie pour sortir les bois ouvrés, qu'elle a fait prendre en forêt l'attachement des travaux, a exercé en forêt un contrôle du travail et s'est pourvue par ses agents d'un relevé du travail, que les travaux des bois devaient être payés sur place, ont décidé que le contrat liant les parties était un contrat de louage de services et non un contrat de louage

---

« Dans le second, au contraire, le maître a simplement commandé un tra-
« vail déterminé que l'entrepreneur a fait sans aucune direction et qu'il re-
« met une fois terminé.

« ... *Ce n'est pas une question de mode de paiement.* Nous avons montré,
« en effet, que l'employé dont le traitement est proportionnel soit aux béné-
« fices de la maison, soit aux affaires traitées par son entreprise, est un loca-
« teur de services, s'il est sous la domination du patron. Mais une personne
« dont les émoluments sont proportionnels au travail fait par elle sera plus
« facilement regardée comme un entrepreneur que comme un employé, si la
« dépendance de la situation n'est pas démontrée. »

Il résulte de l'interprétation donnée à la loi par ces auteurs, dont l'opinion fait justement autorité, que le critérium essentiel qui permet de distinguer le louage de services du louage d'ouvrage ou contrat d'entreprise, *est le lien de subordination* dans l'exécution du travail qui existe entre celui qui a commandé le travail et celui qui l'a exécuté (Voir dans le même sens : Req., 27 janvier 1851 : D. 51, 1, 166; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. II, n° 1641, 1881).

Si ce lien existe, on est en présence d'un louage de services. si au contraire, il fait défaut c'est un contrat d'entreprise. Il n'y a pas à tenir compte de la qualité de celui qui exécute le travail car alors même qu'il serait habituellement un simple ouvrier travaillant sous les ordres des autres il devient un entrepreneur dès lors qu'il a eu la direction du travail sans être soumis à la surveillance de celui qui en a fait la commande.

Le mode de rémunération est également indifférent et il peut, tout aussi bien, être payé à prix fait, suivant une somme forfaitaire, que proportionnellement au travail fourni, suivant le poids ou le volume des matières ou des objets manutentionnés ou produits, ou suivant le nombre d'heures ou de journées qu'il a consacrées à l'exécution de son travail.

Il semble donc qu'à ces principes certains, on puisse rattacher les cas d'espèce qui sont soumis à la Cour de Cassation, et, s'il appartient aux juges du fond de constater souverainement les faits, il est de la compétence de la Cour Suprême de vérifier les conséquences légales qu'ils en ont déduit.

JEAN NICOLAY,
Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

d'industrie; — Attendu qu'en décidant, en l'état de ces constatations souveraines, la Cour a fait de son pouvoir d'appréciation un usage légitime et a justifié sa décision; — Sur le second moyen, sans intérêt;

Par ces motifs, — Rejette la requête contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 9 janvier 1925.

MM. Blondel, prés.; Landry, cons. rapp.; Wattinne, av. gén.; Me Aiguillon, av.

COUR D'ALGER (1re CH.)

1er février 1926

Bail d'un local destiné à l'exercice d'un commerce, faculté pour le bailleur de louer pour un commerce similaire.

La faculté, pour un bailleur, de louer, dans le même immeuble, un local destiné à l'exercice d'un commerce similaire de celui déjà exercé par un autre locataire est générale.

Le droit du bailleur ne peut être restreint, à défaut d'une disposition de la loi, que par une manifestation expresse de la volonté des parties contractantes. (1)

(Calvo c. consorts Taeib)

La Cour. — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme; — Attendu, au fond, que les premiers juges ont fait une juste et saine appréciation des faits de la cause et des droits respectifs des parties; — Attendu, en effet, qu'il est de doctrine et de jurisprudence aujourd'hui définitivement admise que la faculté, pour un bailleur, de louer, dans le même immeuble, un local destiné à l'exercice d'un commerce similaire à celui déjà exercé par un autre locataire est générale; — Que, par suite, le droit du bailleur de disposer de sa chose ne peut être restreint, à défaut d'une disposiiton de la loi, que par une manifestation expresse de la volonté des parties contractantes; — Attendu que tel n'est pas le cas actuel; — Attendu que le fait, par le preneur, d'avoir imposé au bailleur, en l'espèce Calvo, diverses clauses restrictives des droits d'un locataire, ne saurait emporter « a contrario », ni en droit, ni en fait, une restriction quelconque aux droits généraux du bailleur qui restent entiers; — Attendu qu'il échet donc, adoptant au surplus ses motifs, de confirmer la décision déférée;

Par ces motifs,

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén.; Mes Poupillier et Grimal, av.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

14 février 1924

Révision, fait nouveau, désertion, nullité de l'engagement, annulation de la condamnation, cassation sans renvoi.

---

(1) La jurisprudence, en cette matière, a été fixée par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 6 novembre 1867 (D. P. 68, 1, 129).

Le propriétaire qui a loué une partie de sa maison, pour l'exercice d'une industrie déterminée, conserve, en principe, le droit d'en louer une autre partie pour une exploitation similaire, — à moins qu'il ne résulte des termes du bail, ou des faits contemporains de ce bail, que l'intention commune des parties a été d'enlever cette faculté au bailleur.

Les juges du fait jouissent, pour l'interprétation des clauses du bail, d'où l'on prétend faire ressortir pour le bailleur l'interdiction d'introduire, dans l'immeuble loué, un commerce ou une industrie similaires à celui du preneur, d'un pouvoir souverain d'appréciation.

X...

Lorsqu'un individu a été condamné par un conseil de guerre pour désertion, si son engagement vient plus tard à être annulé, il y a là un fait nouveau, de nature à établir l'innocence du condamné (1) ;

Et l'annulation du jugement ne laissant rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne doit être prononcé (2).

(Procureur général près la Cour de Cassation, Aff. Takorian)

La Cour, — Vu la lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en date du 28 décembre 1923; — Vu la requête de M. le Procureur général près la Cour de cassation du 29 décembre 1923; — Vu les articles 443, 444 et 445 Code instruction criminelle; — Sur la recevabilité de la demande de révision; — Attendu que la Cour est saisie par requête de son Procureur général, agissant en vertu de l'ordre exprès donné par M. le Garde des Sceaux, après avis de la Commission instituée conformément à l'article 444 Code instr. crim.; — Que la demande rentre dans les termes du paragraphe 4 de l'article 443 dudit code; qu'elle est introduite dans le délai légal; qu'enfin, le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée; — Que la demande est donc recevable; — Sur l'état de la procédure; — Attendu que les pièces produites suffisent à la Cour pour statuer immédiatement au fond, et qu'il n'y a pas lieu d'ordonner un supplément d'information;

Au fond : — Attendu que par jugement, en date du 7 juin 1922, du Conseil de Guerre de Taza (Maroc), le légionnaire Takorian Kevord a été condamné à 2 ans d'emprisonnement pour désertion à l'étranger, en temps de paix, sur un territoire en état de siège, avec complot; — Attendu que Takorian avait contracté, le 9 septembre 1919, à Constantinople, un engagement volontaire pour 5 ans, à la légion étrangère en déclarant être âgé de 22 ans; — Attendu que postérieurement à la condamnation, il a été établi par la production de l'acte de naissance que celui-ci était né le 17 décembre 1903, et qu'il n'avait donc pas atteint, lors de la signature de son engagement, l'âge de 18 ans; — Attendu qu'en conséquence, le Ministre de la Guerre, par décision du 3 mai 1923, a déclaré la nullité dudit engagement; — Attendu que la désertion n'est pas seulement une infraction à la discipline militaire; qu'elle est surtout la violation, soit du contrat d'engagement, soit de l'obligation qui est imposée par la loi à tout individu appelé à faire son service militaire de continuer à servir; — Que l'élément essentiel de ce crime ou délit est avant tout la légalité de l'incorporation et son caractère obligatoire; — Qu'il suit de là que Takorian, à raison de la nullité de son engagement, n'a pas été légalement incorporé et ne pouvait être légalement poursuivi et condamné comme déserteur; — Que la décision du Ministre de la Guerre

---

(1) Le fait nouveau qui donne lieu à la révision d'un procès criminel peut être de nature juridique. Ici, en matière de désertion, c'est la nullité de l'engagement du militaire, l'incorporation n'étant légale que si cet engagement est régulier (Voyez : Cass., 19 juin 1899, Bull. crim., n° 165; — Cass., 25 juillet 1907, Bull. crim., n° 339).

(2) Lorsque le fait nouveau est de nature juridique, il s'ensuit que l'un des éléments essentiels de l'infraction disparaît. Il n'y a donc plus de crime ou délit imputable à l'ancien condamné ni à personne autre. L'article 445 C. Instr. crim. s'applique donc sans difficulté et il n'y a lieu à aucun renvoi. C'est ce qui, dans le même ordre d'idées, a été jugé : pour le cas où un individu condamné pour désertion était réellement présent à son corps (Cass., 22 janvier 1898 : D. P. 1900, 1, 137) ; pour le cas où un individu condamné comme marin déserteur n'était pas marin (Cass., 19 juin 1899, cité *supra*) ; pour le cas où un individu condamné pour insoumission n'était pas réellement appelé (Cass., 25 juillet 1907, cité *supra*). — Sur l'interprétation de l'article 445, voyez notre note : R. A. 1912, 2, 310.

GILBERT MASSONNIE,
Docteur en droit, Avocat.

constitue un fait nouveau au sens de l'art. 443 Code instr. crim.; qu'il y a donc lieu d'annuler le jugement et que cette annulation ne laissant rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne doit être prononcé;

Par ces motifs, — Casse et annule sans renvoi le jugement attaqué; — Ordonne l'affichage et la publication du présent arrêt conformément à la loi.

MM. Bard, prés.; Coudert, rapp.; Bloch-Laroque, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)
16 octobre 1924

Mineur de dix-huit ans, discernement, condamnation, emprisonnement, envoi dans une colonie pénitentiaire, nullité, cassation, retranchement.

Un mineur de dix-huit ans, reconnu coupable d'un délit, s'il est déclaré avoir agi avec discernement, doit être condamné à l'emprisonnement (art. 69 *C. pénal*) (1) ;

Mais on ne peut, en outre, prononcer contre lui l'envoi dans une colonie pénitentiaire, cette mesure n'étant applicable qu'aux mineurs ayant agi sans discernement (2).

Dans ce cas, la cassation doit être prononcée par voie de retranchement (3).

(Ghelami Daho ould Menouer c. Min. public)

La Cour, — Sur le moyen d'office, pris de la violation par fausse application de l'art. 66 C. pén. en ce que le jugement attaqué, après avoir déclaré que le prévenu, mineur de dix-sept ans, avait agi avec discernement, et après lui avoir appliqué les peines de droit commun, l'emprisonnement et l'amende, qui sont prévus par l'art. 401 C. pén., a décidé, en outre, qu'il serait conduit dans une colonie pénitentiaire, alors que cette mesure n'est applicable, en vertu de l'art. 66 C. pén., qu'aux individus de moins de dix-huit ans acquittés comme ayant agi sans discernement; — Vu l'art. 66 C. pén.;

Attendu que la mesure de l'envoi dans une colonie pénitentiaire n'est applicable, aux termes de l'art. 66 C. pén., modifié par la loi du 12 avril 1906, qu'aux seuls individus de moins de dix-huit ans qui ont été acquittés comme ayant agi sans discernement; — Attendu que le jugement attaqué, a retenu à la charge de Ghelami Daho, mineur de dix-sept ans, le délit de vol simple et a déclaré qu'il avait agi avec discernement; que, dans ces circonstances, le prévenu était passible des peines de droit commun, et qu'il lui a été fait légalement application de l'emprisonnement et de l'amende en vertu des art. 401 et 463 C. pén.; — Mais attendu qu'à ces deux peines le jugement attaqué a ajouté à tort l'envoi dans une colonie pénitentiaire; qu'en satuant ainsi la décision attaquée a faussement appliqué, et par suite violé ledit art. 66.;

(1 et 2) L'envoi dans une colonie pénitentiaire constitue, en effet, non pas une peine, mais une mesure qui peut être prise à l'égard du mineur reconnu coupable, mais acquitté comme ayant agi sans discernement. Quant au mineur déclaré avoir agi avec discernement, il doit être condamné dans les limites tracées par l'article 69 C. pén.; mais il ne saurait, en outre, être frappé de l'envoi dans une colonie pénitentiaire : il y a là une violation formelle de la loi.

(3) Dans les cas où une décision contient des condamnations mulitples, les unes légales, les autres illégales, on admet, par application de l'article 429-6° C. Instr. crim., que la Cour de Cassation doit annuler purement et simplement la condamnation illégale, par voie de retranchement et sans renvoi, tout en maintenant les autres dispositions.

G. M.

Par ces motifs, — Casse, par voie de retranchement, le jugement... en ce qu'il a prononcé, outre les peines d'emprisonnement et d'amende seules prévues par la loi, la mesure de l'envoi en colonie pénitentiaire, toutes les autres dispositions du jugement étant expressément maintenues.

MM. Bard, prés.; Peyssonnié, rapp.; Mornet, av. gén.

COUR D'ALGER (3me CH.)
14 octobre 1925

Droit musulman, droit de disposer par donation, donation déguisée.

Tout indigène musulman non naturalisé a, de son vivant, quels que soient le nombre et la qualité de ses héritiers, le droit absolu de disposer de ses biens, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, sans restriction ni réserve (1).

En conséquence, un héritier ne saurait être admis à demander l'annulation d'une vente ou d'un habous, sous prétexte que cet acte a pour effet de réduire à néant sa part héréditaire. (2)

Benredjem (veuve) c. consorts Benredjem

La Cour, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme; — Au fond : — Attendu que les premiers juges ont fait une exacte appréciation des faits de la cause et des droits des parties; qu'il échet, adoptant les motifs qui y sont développés, de confirmer purement et simplement la décision entreprise; — Attendu, en effet, que, conformément aux règles de son statut personnel, tout indigène musulman non naturalisé ayant, de son vivant, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers, le droit absolu de disposer de ses biens soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, sans restriction ni réserve, il en découle que l'appelante, veuve et héritière de feu Benredjem Ahmed, demeure sans droit ni qualité pour demander l'annulation d'actes conclus de 1919 à 1920 par ce dernier, motif pris de ce que lesdits actes dissimuleraient sous des ventes ou des constitutions de habous des donations déguisés ayant pour effet de réduire à néant sa part héréditaire; — Attendu que c'est donc à bon droit que la décision entreprise a rejeté sa demande, qui demeurerait irrecevable alors même que la preuve de la simulation alléguée, que rien d'ailleurs ne vient étayer, résulterait des éléments versés aux débats; — Attendu qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter, sur ce point, à l'offre de preuve formulée par la veuve Benredjem en cause d'appel qui n'est ni pertinente, ni admissible; — Attendu que c'est sans apparence de raison sérieuse que la dame Benredjem vient soutenir que son mari, décédé le 7 décembre 1921, était déjà atteint, à l'époque des actes attaqués, en 1919 et 1920, de la

---

(1 et 2) Il est exact que l'on peut, par donation entre vifs, disposer de l'intégralité de ses biens, au détriment de ses héritiers quels qu'ils soient, et nous nous abstiendrions de toute observation si l'arrêt ci-dessus relaté, après avoir rappelé ce principe, n'avait cru devoir ajouter que ce droit de disposition est absolu, qu'il ne comporte ni restriction ni réserve.

Or, à notre connaissance, tout au moins, il en comporte deux :

1° La donation consentie par celui qui est atteint d'une maladie mortelle, qui est en danger de mort et qui meurt de la maladie dont il était atteint, ne peut valoir que comme legs et s'impute sur le tiers disponible de la succession (Khalil, *trad. Seignette*, art. 520).

2° Dans le rite Malékite, la femme mariée ne peut, sans l'autorisation de son mari, disposer, par voie de donation entre vifs, de plus du tiers de ses biens (Khalil, *trad. Seignette*, art. 521 et 525).

M. M.

maladie dont il est mort et dont, sans justification quelconque, elle ne précise et n'indique même pas le nom et la nature, quand cette allégation est démentie par avance par le fait qu'à l'époque du décès de son mari, âgé alors de 76 ans, ladite dame était enceinte de ses œuvres et accouchait d'un enfant mâle en janvier 1922.

Par ces motifs...

MM. Mercier, prés.; Norès, av. gén.; Mes Debourdeaux et Groslière, avocats.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)
29 mai 1926

Habous, immeuble hypothéqué, rite hanéfite, exclusion des filles, dérogation aux règles des successions musulmanes.

Il n'est nullement nécessaire, pour la validité d'un habous ayant pour objet un immeuble hypothéqué, que l'hypothèque ait été levée du vivant du constituant. (1)

Le rite hanéfite autorise le fondateur à disposer à son gré de l'usufruit des biens habousés, notamment à exclure les femmes de toute participation à cet usufruit. (2)

Les constitutions de habous n'ont d'autre but que de modifier les règles de dévolution des successions musulmanes. (3)

(Dame Benmehel c. cons. Benmehel)

Attendu que le sieur Benmehel Braham ben Mohammed, ancien caïd du douar Damous, canton de Cherchell, est décédé le 22 octobre 1924, à la survivance de sa veuve Chemaoui Yamena bent Ahmed, de son fils M'Hammed et son autre fils, Mohammed Afif et de ses huit filles Zehira, Khedoudja, Zebeida, Rabiaa, Fathma, Malika, Afifa et Zorha; — Atendu que, pralablement à son décès, il avait réglé la dévolution de sa succession par divers actes de habous constitués suivant les règles du rite

---

(1) Le bien donné en nantissement peut être grevé de habous, mais sous la condition qu'il sera dégagé des mains du créancier et affranchi des droits que ce créancier avait sur lui (Voir les références sous l'art. 459 de notre *Avant-projet de Code musulman algérien*), le habous n'ayant d'effet qu'à compter du moment où cette condition est accomplie.

Mais que décider si le bien à habouser, au lieu d'avoir été donné en rahniat, en nantissement, a été grevé d'hypothèque?

La Cour d'Alger, dans un arrêt du 16 novembre 1912 (J. Robe 1913, 151), avait estimé qu'un immeuble hypothéqué ne pouvait être érigé en habous, appliquant ainsi, au cas d'hypothèque, les règles reçues dans le cas de rahniat.

Aujourd'hui elle distingue entre l'hypothèque et le nantissement : — quelles sont les raisons qui ont pu la déterminer à établir cette différence? — L'arrêt ci-dessus relaté ne les donne pas. Il est fait seulement pressentir : et il semble bien que ce soit les suivantes :

On peut donner en habous tout bien dont on est propriétaire, dont l'aliénation est licite et dont on peut transférer la possession au bénéficiaire.

Or, si l'on ne peut aliéner un bien donné en rahniat et transmettre la possession de ce bien qu'après avoir dégrevé ce bien ou obtenu l'assentiment du créancier rahniatoire à l'aliénation (Cf. art. 661 de notre *Avant-projet de Code musulman algérien*), il en est tout autrement si le bien habousé, au lieu d'avoir été donné en nantissement, a été grevé d'hypothèque.

Le propriétaire du bien hypothéqué, en effet, conserve le droit d'aliéner et de transmettre à l'acquéreur la possession du bien hypothéqué.

Il est bien vrai que le créancier hypothécaire a un droit de suite, et qu'il pourra faire vendre le bien habousé et que cette vente opposable aux bénéficiaires du habous sera opposable aux tiers.

Mais cette expropriation n'entraîne pas la caducité du habous, — tout ce qui sera resté en dehors de cette expropriation demeurant habous, et les bé-

hanefite; — Attendu que c'est ainsi qu'après avoir, le 16 décembre 1916, constitué habous divers immeubles qu'il a ensuite vendus, il a, le 15 janvier 1924, et par six actes portant respectivement les n°s 158, 159, 160, 161, 162, 163 de la Mahakma de Cherchell, constitué habous la plus grande partie de ses biens, à son profit d'abord, puis au profit de ses deux fils M'Hammed et Mohammed Afif, de leur descendance et de sa femme Chemaoui Yamina tant qu'elle serait veuve; — Qu'en outre, deux jours avant sa mort, c'est-à-dire le 20 octobre 1924, par quatre autres actes portant respectivement les n°s 82, 83, 84 et 85 de la même Mahakma, il a constitué habous le restant de ses biens partie au profit de ses filles, partie au profit de ses fils; — Attendu que, dès son décès, ses filles Benmehel Zehira et Benmehel Khedidja ont intenté à leurs cohéritiers devant le Cadi de Cherchel, une action en nullité de tous les habous susénoncés; — Attendu que, faisant droit à leur demande, le Cadi a, par jugement en date du 9 janvier 1925, prononcé la nullité desdits habous; — Attendu qu'appel de cette décision fut interjeté devant le Tribunal de Blida par Chemaoui Yamina, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs et par Benmehel M'Hammed; — Attendu que, par jugement en date du 28 janvier 1926, le Tribunal d'appel a confirmé le jugement du Cadi, en ce qu'il avait annulé l'acte de habous du 16 décembre 1916 et les quatre actes de habous du 20 octobre 1924, mais l'a infirmé en ce qu'il avait également annulé les six actes de habous du 15 janvier 1924 et, statuant à nouveau, a validé ces six actes de habous en décidant, toutefois, qu'ils ne pourraient avoir d'effets que lorsque les biens qui en faisaient l'objet auraient été dégagés par les bénéficiaires des mains des créanciers hypothécaires; — Attendu qu'à la demande des dames Benmehel Zehira, Khedoudja, Zebeida, Rabiaa et Fathma, M. le Procureur général s'est, par déclaration au Greffe en date du 26 mars 1926, pourvu contre ledit jugement en ce qu'il avait validé les six actes de habous susénoncés; — Attendu que ce pourvoi est régulier et par suite recevable en la forme; — Au fond : Attendu que M. le Procureur général n'a retenu que l'un des chefs de révision proposés par les dames

---

néficiaires de celui-ci pouvant toujours requérir telles mesures conservatoires de leurs droits qui bonnes leur sembleront.

Ainsi s'explique que la Chambre de révision ait considéré que la donation en habous d'un bien n'est pas inconciliable avec la préexistence d'une hypothèque sur ce bien.

(2) Que le rite hanéfite autorise le constituant à exclure les femmes et, en particulier, ses filles au profit de ses fils, c'est là une affirmation dont le bien fondé n'a plus à être démontré (V. au surplus les références indiquées sous l'art. 453 de notre *Avant-projet de Code musulman algérien*).

(3) La Chambre de révision avait jugé, dans un arrêt du 6 avril 1925 (Rev. Alg. 1926, 2, 184), que « le but charitable et pieux, apparemment formulé, est vicié par l'exhérédation qui est la manifestation, dans l'espèce, d'une rancune nettement exprimée. Elle avait jugé, en d'autres termes, que le habous est nul quand il n'a d'autre but que de modifier l'ordre légal des successions.

Nous avions fait observer, à cette occasion, qu'à ce compte tous les habous algériens se trouvaient entachés de nullité puisque, ainsi que l'a constaté la Cour de Cassation (20 novembre 1900 : Rev. Alg. 1901, 2, 1), « l'institution des habous se rattache directement aux successions musulmanes; elle constitue une véritable dérogation aux règles de la transmission héréditaire, et les règles qui la régissent doivent être recherchées dans la coutume musulmane ».

Nous sommes heureux de constater que l'arrêt du 6 avril dernier n'a pas fait jurisprudence et de voir la Cour affirmer de nouveau qu'on ne saurait faire grief au constituant d'avoir violé les règles de la dévolution des successions musulmanes, attendu qu'il « est avéré que précisément les constitutions de habous n'ont d'autre but que de modifier lesdites règles des successions musulmanes ».

MARCEL MORAND.

Benmchel susnommées dans leur mémoire à l'appui de leur requête, laissant auxdites dames le soin de développer devant la Cour l'autre chef qui est ainsi implicitement compris dans le pourvoi; — Attendu que le principal chef du pourvoi est que les biens ayant fait l'objet des six actes de habous du 15 janvier 1924, sont grevés d'une hypothèque de cinquante mille francs consentie suivant acte notarié par le constituant et ne pouvaient, par conséquent, faire l'objet de habous valables puisqu'ils n'avaient pas été dégrevés et que l'hypothèque n'avait pas été levée du vivant du disposant; — Attendu que l'autre moyen compris implicitement dans le pourvoi est que le tribunal a violé la loi à deux points de vue différents : 1° il n'a pas respecté la volonté du « de cujus » qui ne pouvait être scindée et devait être maintenue dans son entier dans le sens de la validité des habous ou méprisée pour le tout; — En effet, par les quatre actes de habous du 20 octobre 1924, le constituant a voulu remédier à l'exhérédation de ses filles consacrée par les six actes de habous du 15 janvier 1924; — Or, par suite de l'annulation desdits habous du 20 octobre 1924, les biens qui en faisaient l'objet deviennent des biens successoraux à la dévolution desquels les mâles seront appelés, de sorte que la part des filles qui était déjà minime sera encore diminuée ce qui est contraire à la volonté du défunt; mais comme ces actes du 20 octobre 1924 sont incontestablement nuls, ceux du 15 janvier précédent devaient être également annulés, afin de ne pas consacrer, au détriment des filles, une injustice non voulue par leur père; — 2° Lesdits habous susénoncés n'ont de habous que le nom et ne sont en réalité qu'un partage d'ascendant, par voie testamentaire, qui viole la loi musulmane dont les règles en matière de succession n'ont pas été respectées;

Sur le premier moyen, fondé sur ce que l'hypothèque grevant les immeubles ayant fait l'objet des habous n'aurait pas été levée du vivant du constituant; — Attendu qu'il n'est nullement nécessaire pour la validité d'un habous ayant pour objet un immeuble hypothéqué que l'hypothèque ait été levée du vivant du constituant; — Attendu, en effet, qu'en droit musulman, le caractère essentiel du habous est de rendre inaliénable le bien immobilisé mais que s'il est contrevenu à cette règle ce qui est nul ce n'est pas l'acte constitutif mais l'aliénation consentie en violation de cet acte; — Attendu, d'autre part, que la législation algérienne (ordonnance du 1er octobre 1844, loi du 16 juin 1851 et décret du 30 décembre 1858) a, afin de sauvegarder les droits des acquéreurs, déclaré inattaquables, pour cause d'inaliénabilité résultant de la loi musulmane, les aliénations de biens constitués habous; — Mais, attendu qu'elle a, toutefois, maintenu à tous autres égards l'institution du habous avec ses règles propres en tant que dévolution successorale s'effectuant par la volonté de l'homme; — Qu'il s'ensuit que l'aliénation d'un bien habous au profit d'un tiers étranger à la dévolution n'anéantit le habous qu'au regard de ce tiers et seulement pour ce qui a été aliéné, l'effet du habous se trouvant d'ailleurs reporté sur le prix; — Qu'il en est de même en cas d'échange d'un immeuble habousé contre un autre immeuble, celui-ci devenant habous par le seul fait de l'échange; — Attendu que, pour les mêmes motifs, une simple affectation hypothécaire ne peut avoir pour effet ni d'anéantir par elle-même l'acte constitutif de habous ni de faire perdre à l'immeuble hypothéqué le caractère de bien habous; — Qu'en effet, si l'expropriation peut être une des conséquences de l'hypothèque l'immeuble exproprié cessera de faire partie du habous dans les mêmes conditions qu'un immeuble aliéné et tout ce qui sera resté en dehors de l'expropriation continuera à demeurer habous; — Attendu, par suite, que le premier moyen de nullité proposé par le pourvoi n'est pas fondé; — Sur le moyen compris implicitement dans ledit pourvoi; — Attendu qu'il est incontestable que l'indigène musulman qui constitue un habous

a le droit de choisir le rite auquel il entend soumettre sa fondation; — Attendu qu'il n'est pas moins incontestable que si la volonté du constituant telle qu'elle a été exprimée dans sa fondation doit être respectée c'est à la condition qu'il ait strictement observé les règles du rite choisi par lui; — Attendu qu'il est formellement énoncé dans les six actes de habous litigieux que le constituant desdits habous entendait les soumettre aux règles du rite hanefite, lequel autorise le fondateur du habous à disposer à son gré de l'usufruit en jouissance des biens compris dans la fondation et notamment à exclure complètement les femmes de toute participation à cette jouissance; — Atendu, en conséquence, que le sieur Benmehel Braham, en excluant ses filles de la jouissance des immeubles faisant l'objet des six actes de habous susénoncés, n'a fait que se soumettre aux règles du rite choisi par lui; — Attendu d'autre part, que ces actes sont réguliers en la forme et présentent tous les caractères des fondations de cette nature; qu'ils contiennent notamment cette mention : « si tous les appelés au bénéfice du habous s'éteignent complètement, le habous fera dévolution aux deux villes sacrées et nobles, La Mecque la noble et Médine la lumineuse, etc... »; que c'est donc à tort, par suite, que les demanderesses au pourvoi prétendent que les fondations dont il s'agit n'ont de habous que le nom et leur fait grief d'avoir violé les règles de la dévolution des successions musulmanes; — Qu'il est du reste avéré que précisément les constitutions de habous n'ont d'autres buts que de modifier lesdites règles des successions musulmanes; — Attendu que des considérations qui précèdent il ressort que le deuxième moyen du pourvoi n'est pas plus fondé que le premier;

Par ces motifs... rejette.

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén.; Mes Rimbaud et Weill, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)

24 avril 1926

Minorité, vente, lésion.

Suivant la loi musulmane le tuteur peut révoquer les actes faits sans son autorisation, par l'incapable, celui-ci fût-il pourvu de discernement et lors même que les dits actes auraient tourné à son profit. (1)

(Si El Ali El Hadj Brahim ben Daoud c. Ben Younes Bahmed ben Yahia Mohammed)

La Cour, — Attendu que des pièces du dossier et des explications des parties résultent les faits suivants : — Le 17 juillet 1923 le nommé Mohamed Seghir ben El Hadj, originaire de Beni Ysguen (M'Zab), vendait au nommé Benyounes Bahmed ben Yahia, suivant acte de la Mahakma ibadite d'Alger, ses droits dans la palmeraie de Bou-Doudou; — Trente ans auparavant, le nommé El Hadj Daoud Ben Slimane, père du vendeur, décédé avant cette vente, avait, par testament olographe des 15-

(1) Cet arrêt consacre la pure doctrine malekite en la matière (Cf. Khalil, *trad. Seignette*, art. 495 et 496). — Il appelle toutefois les observations suivantes :

1° Il inaugure une jurisprudence nouvelle, car les juridictions algériennes avaient jusqu'ici toujours admis que le mineur n'est restituable que pour cause de lésion (Cf. Alger, 19 mars 1900 : Rev. Alg. 1901, 2, 67; — Constantine, 22 décembre 1902 : J. Robe 1904, p. 33).

2° Il ne précise pas si la règle dont il a fait l'application et qu'admet indiscutablement le rite malékite, est également reçue dans le rite abadhite. Il eut dû semble-t-il le faire, puisque le jugement rendu par le tribunal de Blida l'a été sur appel d'un jugement du Cadi de Béni Isguen .

M. M.

25 juillet 1893, institué son fils El Ali El Hadj Brahim, tuteur de ses frères mineurs, et, notamment, de Mohamed Seghir; — Ainsi frappé d'incapacité, ce dernier avait été, par surcroît, interdit suivant acte du Cadi de Beni Isguen du 2 avril 1904, dont publication avait été faite dans les Mahakmas du M'Zab; — A la date où Mohamed Seghir consentit la vente précitée, sans le concours et même à l'insu de son auteur, aucun acte d'émancipation n'était intervenu pour le relever de son incapacité; — L'acheteur Benyounes, poursuivant le délaissement des droits par lui acquis de Mohamed Seghir, actionna à cette fin, devant le Cadi de Beni Isguen, le tuteur de ce dernier El Ali El Hadj Brahim, qui les détenait; — Le Cadi, par jugement du 7 juin 1924, faisant droit aux conclusions du défendeur, homologua l'interdiction, annula la vente comme consentie par un incapable et débouta en conséquence Benyounes de son action; — Sur appel de ce dernier, le Tribunal de Blida, par jugement du 17 décembre 1925, infirma cette décision dans les conditions suivantes : — Il déclara nul l'acte d'interdiction du 2 avril 1904, mais tint pour valable la tutelle testamentaire qui, aucun acte d'émancipation n'étant intervenu, n'avait pas pris fin; — Il considéra, en conséquence, que Mohamed Seghir se trouvait en état de minorité; — Il déclara, toutefois, valable, en l'état, la vente par lui consentie pour cette raison que les obligations contractées par les mineurs sont seulement rescindables pour lésion et qu'en l'espèce la lésion n'était pas invoquée; — Il ordonna, en conséquence, le délaissement, par l'intimé, des droits vendus et condamna celui-ci aux dépens; — Attendu que le pourvoi en révision formé par le Procureur général, à l'encontre de ce jugement, est basé sur le motif que la décision déférée a violé la loi musulmane en ce qui concerne le statut personnel des indigènes qui, sur le point envisagé, est différent de celui des citoyens français; — Attendu que le moyen est fondé; — Attendu, en effet, que, suivant la loi musulmane, le tuteur peut révoquer les actes faits sans son autorisation par l'incapable, celui-ci fût-il pourvu de discernement et lors même que lesdits actes auraient tourné à son profit; que Khalil le dit formellement dans les termes précités (traduction Seignette, n^os^ 495 et 496). — Attendu que Benyounes Bahmed soutient que l'incapacité du vendeur n'est pas établie; que le jugement a déclaré nul l'acte d'interdiction et que le testament retenu par lui comme valable manquerait d'authenticité; — Mais attendu que le Tribunal de Blida a jugé souverainement que le testament est valable et que la décision, à cet égard, échappe à la critique de la Chambre de révision; — Attendu, en conséquence, qu'il échet de dire, comme l'a fait le jugement déféré, que le vendeur était en état d'incapacité; mais, par contre, d'annuler ledit jugement sur les autres points, et, évoquant, de dire et juger que l'acte de vente litigieux est radicalement nul, et débouter Benyounes Bahmed de son action comme mal fondée, en le condamnant en tous les dépens de première instance et d'appel;

Par ces motifs...

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén.; M^es^ Weill et Roure, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)

24 mars 1923

Habous, aliénation, législation algérienne, dévolutaire ou héritier acquéreur, validité, modalité de l'aliénation.

Le décret du 30 *octobre* 1858, *qui a déclaré valables les aliénations de biens habous consenties par des indigènes à d'autres indigènes, est applicable aussi bien au cas où l'acquéreur est un dévolutaire ou un héritier qu'à celui où il est un tiers étranger à la famille; l'aliénation reste*

intangible dans tous les cas, et cela, qu'elle se présente sous forme de vente, de partage ou sous toute autre forme.

(Dial Debbiah c. Dial Akli et autres)

La Cour, — Attendu que le pourvoi formé par M. le Procureur général à l'encontre du jugement du Tribunal de Tizi Ouzou, du 9 novembre 1922, est recevable en la forme; — Au fond : Attendu que des pièces du dossier résultent les faits suivants : « Suivant acte du Cadi-notaire de Fort National, du 14 décembre 1908, le nommé Dial Rabah avait constitué habous ses biens immeubles, qui comprenaient trois parcelles de terre sises à Ait Atelli douar Oussameur, commune de Fort National. Ce habous était constitué d'abord à son profit, puis, après lui, au profit de sa sœur Yamina, de sa fille Dahbia et de sa femme Aini; — celle-ci ayant été répudiée, puis Yamina étant décédée, la fille du constituant Dahbia se trouva seule dévolutaire du habous. — En 1914, une convention eut lieu, au sujet de ces trois parcelles de terre entre Dahbia, et entre les sieurs Dial Akli et Dial Rabah, qui étaient les héritiers acch du constituant; — En vertu de cette convention les trois parcelles furent partagées par tiers entre Dahbia, Dial Akli et Dial Rabah; — En 1921, à la suite de différends surgis entre Dahbia et ces deux derniers, celle-ci les assigna devant le Juge de paix de Fort National en revendication de la totalité des trois parcelles; — Le Juge de paix commit le Cadi-notaire pour procéder à une enquête; — le vingt-cinq octobre 1921, le Cadi-notaire dressait un rapport dans lequel il concluait que les trois parcelles avaient bien fait l'objet entre Dahbia et les défendeurs, d'un véritable partage portant sur la propriété de ces terres; — Par jugement du 10 mai 1922, le Juge de paix a débouté Dahbia de ses prétentions; — Dahbia ayant interjeté appel de cette décision, le Tribunal de Tizi-Ouzou rendit, le 9 novembre 1922, le jugement déféré qui a confirmé la sentence du Juge de paix;

Ce jugement du Tribunal de Tizi-Ouzou est basé sur les motifs suivants : qu'en 1914, un partage des biens actuellement revendiqués par Dahbia a bien eu lieu entre elle et les consorts Dial Akli et Dial Rabah; que ce n'est qu'en 1921, que Dahbia s'est avisée de demander l'annulation de ce partage et de revendiquer la totalité des parcelles qui avaient été habousées à son profit; mais que la législation algérienne valide expressément tous les actes d'aliénation consentis par les dévolutaires sur les immeubles habousés. qu'au surplus, subsidiairement, le habous du 14 décembre 1908 donnait formellement aux dévolutaires le droit d'aliéner; que par suite le partage attaqué ne saurait être annulé, et que Dahbia doit être déboutée de sa demande; — Attendu que le pourvoi est basé sur les motifs suivants : 1° la décision déférée aurait violé la loi musulmane en déclarant que le partage attaqué était valable aux termes de la législation algérienne; celle-ci valide bien les aliénations consenties par les dévolutaires à des tiers étrangers à la famille, mais non pas les aliénations de dévolutaire à dévolutaire, ni de dévolutaire à héritiers; 2° elle aurait également violé la loi musulmane en considérant comme valable la clause d'un habous autorisant le dévolutaire à faire de l'immeuble habousé l'objet d'une donation; — Mais attendu que le décret du 30 octobre 1858, lequel régit les aliénations de biens habous consenties par des indigènes à d'autres indigènes, ne fait aucune distinction analogue à celle qui se trouve énoncée dans les motifs du pourvoi; — Attendu, en effet, que ce texte est ainsi conçu : « sont applicables aux transactions passées ou à venir de musulman à musulman, les dispositions de l'art. 3 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 et de l'art. 17 de la loi du 16 juin 1851 sur la propriété en Algérie, portant qu'aucun acte translatif de propriété d'immeubles consenti par un indigène au profit

d'un européen ne pourra être attaqué par le motif que les immeubles étaient inaliénables aux termes de la loi musulmane »; — Attendu que ce texte est aussi général que possible et qu'il ne fait aucune restriction; qu'il n'y a donc pas lieu de distinguer entre le cas où l'acquéreur est un tiers étranger à la famille, et celui où il est un dévolutaire ou un héritier; que l'aliénation reste intangible dans tous les cas, et cela, qu'elle se présente sous forme de vente, de partage ou sous toute autre forme; — Attendu dès lors que la décision déférée n'a nullement violé la loi et les coutumes indigènes en décidant que le partage auquel avait consenti Dahbia ne pouvait être annulé aux termes de la législation algérienne; — Attendu que ce motif étant maintenu et étant suffisant à justifier la décision attaquée, il est inutile d'examiner le second moyen du pourvoi, portant sur un motif qui n'est que subsidiaire dans ladite décision; — Attendu qu'il échet dès lors de rejeter le pourvoi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi...

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén.; Mes Colonna d'Ornano, Weinmann et Ould Aoudia, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)
17 juillet 1923

Coutume kabile, successions, exonération des femmes, conditions, succession immobilière, dévolution, loi de la situation des biens.

La coutume kabyle exclut les femmes de l'héritage.
Il en est ainsi, lorsqu'il s'agit d'une succession immobilière, si les biens sont situés en pays kabyle, alors même que les héritieres du défunt seraient originaires d'un douar où règne le droit Coranique, la loi applicable en pareil cas étant (solution implicite) celle de la situation des biens.

(Ouriachi Ahmed et autres c. Hadjam Fatima et autres)

La Cour, — Attendu que Hedjam Ahmed et son fils Hedjam Slimane, de la fraction Maamar, douar Ichoukren, étant décédés, Hedjam Saïd, fils du premier et frère du second, a vendu à Ouriachi Ahmed des biens dépendant de leur succession; — Que cette vente a été attaquée, devant le Juge de paix de Dra el Mizan par Bouktaf Djouher, veuve de Hedjam Ahmed et par Hedjam Fatima, fille du même et sœur de Hedjam Slimane, qui prétendaient avoir droit l'une et l'autre, en qualité d'héritières des défunts, à une part des biens vendus; — Attendu que le Cadi-notaire de Dra el Mizan, chargé par le magistrat saisi de déterminer les droits des demanderesses, ayant conclu que les prétentions de ces dernières étaient infondées parce que la coutume kabyle n'accorde aux femmes aucun droit successoral, le Juge de paix a rendu, le 10 janvier 1919, un jugement par lequel, après avoir déclaré les conclusions de l'expert contraires au droit, il déterminait d'après la loi coranique les parts héréditaires des deux femmes, annulait la vente consentie à Ouriachi Ahmed à concurrence des droits ainsi fixés, et commettait de nouveau le Cadi-notaire tant aux fins de partage sur les bases indiquées au jugement que pour l'évaluation des dommages-intérêts dus par Ouriachi pour son indue jouissance; que cette décision, frappée d'appel a été confirmée le 28 mai 1919 par le Tribunal civil de Tizi Ouzou, et que le jugement de la juridiction du second degré, n'ayant pas fait l'objet d'un pourvoi, a acquis l'autorité de la chose jugée; — Attendu, cependant, que le Cadi-notaire, agissant en vertu de cette décision, a déposé un rapport aux termes duquel, après avoir de nouveau affirmé que les femmes kabyles, en matière de succession n'avaient droit à rien, il a attribué aux demanderesses des parts inférieures à celles que le Juge de paix

avait déterminées; — Attendu que le Juge de paix, par jugement du 8 août 1922, a annulé le rapport du Cadi, celui-ci ayant outrepassé ses droits et manqué à sa mission, et a désigné un autre expert pour faire l'application du jugement du 10 janvier 1919, confirmé en appel; que, sur l'appel d'Ouriachi Ahmed, le Tribunal de Tizi-Ouzou a confirmé cette nouvelle décision le 21 décembre 1922; — Attendu que M. le Procureur général, suivant déclaration au greffe du 20 février 1923, s'est pourvu en révision contre le jugement de Tizi Ouzou; que son pourvoi, déclaré dans le délai légal et fait dans une des matières limitativement prévues au décret du 25 mai 1892, est recevable; — Attendu que M. le Procureur général fait observer que la décision entreprise viole une coutume kabyle bien connue et bien établie, à savoir que les femmes n'héritent pas; qu'il demande, en conséquence, l'annulation de cette décision; — Attendu que la critique de M. le Procureur général pouvait s'adresser justement au jugement du Tribunal de Tizi Ouzou, du 28 mai 1919, confirmant celui du 10 janvier 1919; qu'il est bon, en effet, de remarquer, notamment, qu'une partie des biens vendus à Ouriachi Ahmed étant situés à la fraction Tafoughalt, les dames Bouktaf Djouher et Hedjam Fatima, bien qu'originaires du douar Ichoukren, où règne le droit coranique et y demeurant, n'ont rien pu acquérir par voie de succession sur cette partie, la coutume de Tafoughalt excluant les femmes de l'héritage; — Mais attendu que le susdit jugement est aujourd'hui passé en force de chose jugée et n'est plus susceptible de pourvoi; — Attendu que le jugement entrepris, c'est-à-dire celui du 21 décembre 1922, dit simplement qu'un expert qui a reçu du Juge une mission bien déterminée n'a autre chose à faire qu'à s'y conformer; que c'est là une règle commune à tous les droits; qu'il n'apparaît pas qu'en décidant ainsi le Tribunal de Tizi Ouzou ait violé quelque principe de droit et coutumes qui régissent les indigènes musulmans;

Par ces motifs, — Reçoit le pourvoi de M. le Procureur général comme régulier en la forme; — Le rejette...

M. Fulconis, prés.; Norès, av. gén.; Mes Tilloy et Robe, av.

TRIBUNAL DE PAIX DE BOUGIE

20 novembre 1925

Serment, coutumes kabiles, cojureurs, désignation des cojureurs.

Sauf accord et contrat judiciaire, celui à qui le serment est déféré ne doit prêter serment qu'avec des parents vris dans l'ordre successoral, en ayant soin d'éliminer tous mineurs ou autres incopables, ainsi que ceux qui auraient un procès-ou une autre cause d'inimitié avec lui et, après cette élimination, par des amis s'il ne reste pas suffisamment de parents. (1)

(Salahi Mohammed c. Benahmed)

(1) Dans la coutume kabyle — et les Kabyles de la petite Kabylie lui sont restés fidèles sur ce point, — celui qui défère le serment à son adversaire peut exiger de ce dernier qu'il le prête en même temps qu'un certain nombre de parents, et d'amis à défaut de parents. Ces cojureurs, dit le jugement ci-dessus relaté, « sont en quelque sorte, d'après les coutums kabyles, des témoins qui assistent au serment et qui affirment, à leur tour, que le serment est sincère ».

Mais celui qui défère le serment peut-il désigner lui-même les cojureurs?

Telle était la question que le juge avait à résoudre.

Il va de soi que l'adversaire de la partie à qui le serment a été déféré a le droit de s'opposer à ce que soient admis à jurer, en même temps que cette partie, ceux dont le témoignage devrait être écarté, puisque, comme le juge-

Attendu que Salahi expose : au mois de mai 1925, le défendeur a pénétré chez moi et a menacé ma femme, qui n'a dû son salut qu'à sa fuite; — Qu'étant arivé à ce moment, j'ai fait des observations à Benhamed mais celui-ci ne m'a répondu que par de grossières injures, me traitant de « cornard ». — Je lui réclame six cents francs, à titre de dommages et intérêts; — Attendu que Benhamed nie les faits qui lui sont reprochés par le demandeur; — Attendu que Salahi lui défère serment, qui devra être confirmé par son frère consanguin Benhamed Larbi; — Attendu que le défendeur accepte de le prêter et de le faire confirmer par son fils Saïd, âgé de 17 ans, suffisamment doué de discernement pour comprendre l'importance de l'acte qu'il accomplira; — Attendu que le défendeur ajoute : « je ne peux accepter de me faire assister par mon frère consanguin car il est cousin du demandeur et il a porté plainte contre moi au Caïd »; — Attendu que le demandeur, par Me R..., insiste véhémentement pour que le serment soit confirmé par Benahmed Larbi, prétendant avoir le droit d'imposer le cojureur, conformément aux coutumes kabyles qui sont applicables, en cette matière, en petite Kabylie, ainsi qu'en ont décidé la Cour d'appel d'Alger et le Tribunal civil de Bougie; — Attendu que le demandeur ne nous produit aucun élément de cette jurisprudence qu'il invoque; — Attendu que chez tous les peuples, depuis la plus haute antiquité, on recourut au serment, en raison des difficultés d'obtenir d'une façon certaine, la manifestation de la vérité, lors du règlement d'un différend quelconque, le manque d'instruction ne permettant pas de rapporter une preuve écrite; — Attendu qu'à l'origine tous les peuples prêtaient serment « par la pierre », « par le feu », « par le sel » et pendant l'époque antéislamique, les Arabes prêtaient serment par le ciel, les étoiles, le soleil, la lune, la terre, etc...; — Attendu qu'Abraham, que les Arabes revendiquent comme prophète et père de leur race, fut le premier qui prêta serment, la main levée vers le Seigneur, en disant : « Par le Dieu très haut, possesseur du ciel et de la terre, je jure... ». — Attendu que tous ces serments étaient prononcés par une seule personne et l'on ne trouve de serments multiples qu'en matière criminelle; — Attendu que le Prophète Mohamed a préconisé le serment dans huit versets : chapitre II, verset 224 et 225; chapitre V, verset 91; chapitre XVI, verset 94 et 96; chapitre XLVIII, verset 10; chapitre LXVI, verset 2; chapitre LXVIII, verset 10, mais toujours ce serment est unilatéral (Sidi Kelhil, traduction Seignette, articles 1597 à 1608 inclus); — Attendu que le Prophète a maintenu le serment multiple en matière d'homicide involontaire, les cinquante serments se répartissent entre les parents ou membres de la tribu, de la victime, quel qu'en soit le sexe; — S'il s'agit, au contraire, d'un homicide volontaire, les serments requis ne peuvent être prononcés que par des agnats du sexe masculin, qui doivent être au moins deux; — Attendu que l'accusé qui n'avait pas de parents, prêtait seul les cinquante serments prescrits. — Qu'ainsi, même dans le cas le plus grave, jamais les réclamations n'ont eu le droit d'imposer à l'accusé des cojurants nommément désignés par eux; — Attendu que, depuis la période islamique, les

---

ment le constate, les cojureurs sont des témoins qui viennent (sous la foi du serment) attester l'exactitude des dires de l'une des parties, — que ce sont, en un mot, des témoins qui ne diffèrent des autres que parce qu'ils déposent sous la foi du serment.

Mais, aller plus loi, et reconaître à l'adversaire de la partie à qui le serment a été déféré le droit de choisir les cojureurs, ce serait donner à l'une des parties, sinon le droit de placer l'autre dans l'impossibilité d'administrer la preuve mise à sa charge, tout au moins la faculté d'apporter de sérieuses entraves à l'administration de cette preuve.

Il y aurait eu là une injustice qu'à bon droit le juge saisi du litige s'est refusé à sanctionner.

M. M.

musulmans prêtent serment à la mosquée, dans le sanctuaire d'un marabout ou sur le Coran au prétoire du Juge; — Attendu que les Kabyles, de la grande ou de la petite Kabylie et les autres populations d'origine berbère de l'Algérie, qui ont été musulmanisés lors des invasions arabes, pratiquaient et pratiquent encore aujourd'hui le serment par trois, quatre ou sept, avec des parents ou des amis; — Mais, à l'origine, ce serment multiple, avec, quelquefois, un plus grand nombre de cojurants, avait été institué pour répondre ou confirmer une accusation de vol, sans preuve; le serment par cinquante pour homicide restant le même que chez les Arabes (« La Kabylie et les coutumes kabyles », par Hanoteau et Letourneux); — Attendu que l'usage a suivi la même règle en matière civile, mais il n'a jamais imposé des cojureurs nommément désignés par le délateur du serment, ni l'obligation, pour le prestataire, de se faire assister par des parents ou des amis qui auraient avec lui des causes d'hostilité ou de haine; — Attendu que, s'il en était autrement, ce ne serait ni juste ni équitable; — Attendu que celui qui défère le serment ne peut imposer au prestataire, que de le prêter dans les termes qu'il formule (Ebn-Acem, vers. 207); — Attendu que, cependant celui à qui l'on défère serment avec des cojureurs nommément désignés, a la faculté de les accepter, car il se crée alors un contrat judiciaire librement consenti qui fait la loi des parties; — Attendu que, sauf accord et contrat judiciaire, le prestataire ne doit prêter serment qu'avec des parents pris dans l'ordre successoral, mais en ayant soin d'écarter tous mineurs ou autres incapables, ainsi que ceux qui auraient un procès ou une autre cause d'inimitié avec lui et, après cette élimination, par des amis s'il ne reste pas suffisamment de parents; — Attendu que les cojureurs sont, en quelque sorte, d'après les coutumes kabyles, des témoins qui assistent au serment et qui affirment, à leur tour, que ce serment est sincère. — Qu'ils doivent donc remplir les qualités requises pour être agréés comme témoins, c'est-à-dire pubères, honorables, clairvoyants; — Attendu que le fils du défendeur est âgé de 17 ans, qu'il est donc pubère; que, s'il est incapable au point de vue civil, il n'est pas mineur, au sens de la loi musulmane, et peut prêter serment (Ebn-Acem, vers. 223); — Attendu qu'un mineur, chez les Musulmans, est celui qui n'est pas pubère; — Attendu que le demandeur n'a formulé aucune objection contre son honorabilité, sa clairvoyance ou son discernement; — Qu'il y a donc lieu de l'accepter comme cojureur, le demandeur n'ayant déféré serment que par deux; — Par ces motifs, — Disons que le délateur de serment n'a pas le droit d'imposer un ou des cojureurs nommément désignés par lui; — Disons qu'il ne peut imposer que la formule du serment; — Disons que si le prestataire accepte de prêter serment avec des cojureurs qui lui sont nommément désignés par son adversaire, il se forme entre eux un contrat judiciaire qui tire son autorité du principe que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites »; — En conséquence, disons et ordonnons que Behamed Sadi prêtera, à la mosquée de Sidi-Souffi, le serment suivant : — « Je jure, par le Dieu unique, que je n'ai pas injurié Salahi Mohand en le traitant de cornard »; — « Je jure et affirme n'avoir pas menacé sa femme »; — Disons que le pubère incapable, c'est-à-dire non émancipé, mais honorable et clairvoyant, peut prêter ou confirmer un serment; — En conséquence, disons que le serment dont s'agit ci-dessus, sera confirmé par Benahmed Saïd, fils pubère du prestataire, et qu'il aura lieu dans un délai de trois mois aux frais avancés par le demandeur, et, passé ce délai, il aura lieu aux frais avancés par la partie la plus diligente; — Commettons le Cadi-notaire de Bougie ou son suppléant, pour recevoir ledit serment, après avoir convoqué les parties par avertissements d'aoun, et de dresser rapport, en y mentionnant tous incidents, lequel sera déposé au Greffe de notre Jus-

tice de Paix pour être par les parties conclu et par Nous statué ce que de droit;

Réservons les dépens liquidés à...

M. Jaumon, juge; Me Reymondet, av.; M. Saïdi, oukil.

CONSEIL D'ETAT

23 juin 1926

Propriété collective, répartition, djemâa, pouvoirs, propriété individuelle, constitution, formalités, droit des tiers.

La répartition des terres collectives est faite entre les indigènes du douar par la djemaa sans intervention de l'administration

La constitution en propriété individuelle de ces parcelles, précédée de toutes les formalités de publicité et d'instruction prescrites par la loi du 16 février 1897, ne saurait faire encourir à l'Etat une responsabilité à l'égard d'un tiers qui ne s'est pas manifesté. (1)

(Poulot frères)

Le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux (Section du Contentieux, 2me Sous-Section); — Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour les sieurs Poulot frères, demeuraut à Nice, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler une décision implicite de rejet résultant du silence gardé pendant plus de quatre mois par le Gouverneur général de l'Algérie sur leur demande tendant à l'allocation d'une indemnité de 800.000 francs en réparation du préjudice à eux causé par le service de la colonisation, ensemble, et en tant que de besoin, une décision en date du 31 juillet 1923, par laquelle le Préfet d'Oran a rejeté ladite demande; — Ce faisant, attendu, qu'à la suite et en exécution d'un accord intervenu entre le Gouverneur général de l'Algérie et la collectivité des Sahari pour la création du centre de colonisation d'Ain-Dzarit, le Gouvernement général devait remettre aux indigènes primitivement installés sur le groupe 2 bis des terres du groupe 37 bis qui lui appartenaient en tant que biens vacants et sans maître; que les requérants s'étaient rendus acquéreurs des droits de 38 de ces indigènes, avaient régulièrement signifié leur acquisition à l'Administration des Domaines et devaient, par suite, être directement mis en possession des lots destinés à leurs auteurs; — Attendu qu'en méconnaissance de leurs droits et sans que les formalités d'instruction et de publicité aient été accomplies, des titres de propriété ont été délivrés aux indigènes ci-dessus mentionnés qui ont, ensuite, revendu les lots à eux attribués à de nouveaux acquéreurs contre lesquels les requérants, faute d'avoir été avisés en temps utile, ont été entièrement désarmés; que ces graves irrégularités sont, notamment, établies par la production de deux titres qui, à la suite d'une enquête partielle provoquée par un sieur Ponty, ont été délivrés aux indigènes Chouine Ben Mohammed et Mazali Benaoude, lesquels étaient au nombre de leurs vendeurs; — Attendu que des faits ci-dessus exposés, les sieurs Poulot ont subi un préjudice qui ne saurait être évalué à moins de 800.000 francs; — Condamner le Gouvernement général de l'Algérie à leur payer ladite somme de 800.000 francs avec intérêts et dépens; — Vu l'ordonnance de soit communiquée du 9 février 1924, ensemble l'ex-

---

(1) Les faits indiqués ci-dessus montrent une fois de plus que ceux qui traitent avec les indigènes ne sauraient prendre trop de précautions. Ils montrent également que l'Administration manque quelquefois, non pas de complaisance, mais de pure charité, s'il est exact que les requérants l'avaient avertie de leur acquisition, antérieurement à la procédure organisée par la loi de 1897. Il n'y avait qu'à les inviter à faire valoir leurs droits au cours des enquêtes qui allaient être ouvertes, ou saisir le Gouverneur général de la signification faite. On sait, en effet, que c'est le Gouverneur général qui homologue ou refuse d'homologuer le procès-verbal définitif du commissaire enquêteur en matière de terre arch. L'erreur des requérants a été de s'adresser au directeur des domaines, qui n'a qualité qu'en terre melk (Sur tous ces points, V. E. Larcher, *Législ. alg.*, 3e édit. n. 822 et suiv.). G. R.

ploit d'huissier d'où il résulte que ladite ordonnance a été signifiée au Gouverneur général représentant l'Algérie, pour qui n'a pas été présenté d'observations en défense; — Vu les observations du Ministre de l'Intérieur du 7 novembre 1924; — Vu le mémoire nouveau présenté pour les sieurs Poulot, tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens ; — Vu la loi du 16 février 1897; — Vu la loi du 24 mai 1872; — Considérant que, pour demander au Gouvernement général de l'Algérie une indemnité de 800.000 francs les sieurs Poulot frères se fondent sur ce que le préjudice qu'ils auraient subi et dont réparation leur serait due, aurait été provoqué par un fonctionnement défectueux des services du Gouvernement général de l'Algérie de nature à engager la responsabilité dudit Gouvernement général; — Considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction que les opérations auxquelles, à la suite de l'accord intervenu en 1910 entre le Gouverneur général de l'Algérie et la collectivité des Sahari pour la création du centre de colonisation d'Aïn-Dzarit, il a été procédé en vue de la répartition à l'intérieur du groupe n° 37 bis des indigènes des Sahari primitivement installés sur le groupe n° 2 bis ont été exclusivement effectuées par la Djemâa du douar sans intervention de l'administration française et n'ont eu pour objet, et ne pouvaient avoir pour effet, que d'assigner à chaque ayant droit une nouvelle parcelle de terre de propriété collective sur laquelle sa jouissance devait, désormais, s'exercer; — Considérant, d'autre part, que si, ultérieurement, certaines de ces parcelles ont été constituées en propriété individuelle par application de la loi du 16 février 1897, notamment à la requête du sieur Ponty, il est établi par les pièces versées au dossier que toutes les formalités de publicité et d'instruction prescrites par ladite loi ont été régulièrement accomplies; qu'il appartenait aux requérants, s'ils s'y croyaient fondés, d'intervenir et de faire valoir leurs droits au cours des enquêtes qui ont été ouvertes; que les procès-verbaux de ces enquêtes ne mentionnent aucune observation de leur part ; — Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'aucune des fautes alléguées par les sieurs Poulot à la charge des services du Gouvernement général de l'Algérie ne saurait être retenue. — Décide : — Article premier. — La requête susvisée des sieurs Poulot est rejetée. — Article 2. — Les dépens sont mis à la charge des sieurs Poulot.

MM. Romieu, prés.; Pinot, rapp.; Josse, comm. du gouv.; Me Auger, avocat.

COUR DE CASSATION (CH. CIV.)

20 janvier 1926

Indigène musulman, acte notarié, renonciation à la loi musulmane, conditions, donation.

Les indigènes musulmans peuvent, aux termes de l'art. 3 *du décret du* 17 *Avril* 1889, *se soumettre à la loi française par une déclaration insérée dans une convention; et la réception de la convention par un officier public français fait présumer, à moins de déclaration contraire, la renonciation aux coutumes mulsulmanes ; mais encore faut-il que la volonté qui est a la base de cette déclaration émane d'une personne à laquelle son statut confère la capacité nécessaire pour faire l'acte qui donne lieu à l'option.*

Tel n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'un indigène mulsulman non admis à la jouissance des droits de citoyen français et consentant une donation pendant sa dernière maladie. (1)

(Mehor Miloud et Mehor Habid c. Mehor Mohamed et Mehor Misoun)

(1) Sur le sens du mot « convention » employé par le décret, V. E. Larcher, *Traité de législ. alg.*, n° 614. — Quant à la portée de l'option, V. n° 615.

Sur pourvoi d'un arrêt de la Cour d'Alger en date du 25 juin 1923,

La Cour, — Sur le moyen unique : — Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs de l'arrêt attaqué, que, par acte passé les 21 juin et 1er juillet 1920, devant Me Cohen-Choulal, notaire à Mascara, Méhor Ahmed, âgé de 72 ans, a vendu à deux de ses héritiers, Méhor Miloud et Méhor Habid, pour le prix de 300.000 francs, versé hors la vue du notaire, trois immeubles situés en Algérie, dont il se réservait l'usufruit; — Attendu que l'arrêt constate que cette prétendue vente, dont le prix n'a jamais été payé, constituait une donation déguisée ayant pour but de frustrer de leurs droits successoraux Méhor Mohamed et Méhor Misoun, autres héritiers du donateur; que celui-ci était, au moment de l'acte, déjà atteint de la maladie à laquelle il succombait huit jours après, et que, d'après le droit musulman qui régissait son statut personnel, il était incapable de consentir pendant sa dernière maladie une pareille libéralité; — Attendu que ces appréciations souveraines justifient la décision par laquelle la Cour d'Alger a annulé l'acte litigieux; — Attendu que le pourvoi soutient que l'acte ayant été reçu par un officier public français, la loi française était seule applicable; — Attendu que, d'après l'article 3 du décret du 17 avril 1889, les indigènes musulmans peuvent, par une déclaration insérée dans une convention, se soumettre à la législation française, et la réception de la convention originaire par un officier public français, fait présumer, à moins de déclaration contraire, la renonciation aux coutumes musulmanes; — Attendu que ces dispositions sont fondées sur la volonté expresse ou tacite des parties, qui, suivant les conditions fixées, choisissent la loi française pour régler la forme et le fond de leur acte; — Mais attendu que, pour pouvoir produire effet, cette volonté doit émaner d'une personne à laquelle son statut confère la capacité nécessaire pour faire l'acte qui donne lieu à l'option; — Attendu que Méhor Ahmed n'ayant pas été admis à la jouissance des droits de citoyen français, son statut personnel était régi par le droit musulman conformément aux dispositions de l'article premier du décret du 17 avril 1889; — D'où il suit que l'arrêt attaqué n'a pas violé les textes visés au moyen; — Par ces motifs, — Rejette...

MM. Paul André, prem. prés.; Fabry, cons. rapp.; Paul Matter, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. REQ.)

18 mai 1926

Algérie, greffiers-notaires, valeur des actes de vente dressés par eux.

Lorsque des actes de vente sont reçus par un greffier-notaire n'ayant pas la plénitude des attributions notariales et qui est seulement autorisé, aux termes de l'article 6 du décret des 18-24 janvier 1875 à recevoir, en la forme des actes notariés, certaines conventions des parties qui requièrent son ministère, ces actes ainsi rédigés ne valent, aux termes du § 3 et dernier du dit article, que comme écrits sous signatures privées et leurs énonciations peuvent être écartées sans recourir à l'inscription de faux (1).

(Aouiz Mohamed ben El Hadj M'ahmed c. consorts Messelès)

La Cour, — Sur le premier moyen pris de la violation des articles 1317 et 1319 C. civ., 214 à 252 C. pr. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a admis les consorts Messelès à établir par la production d'un bulletin de décès que Messelès el Kradir était décédé lors de la vente du 1er juillet 1902 et a, par suite, partiellement annulé cette vente, alors que la présence au contrat du prétendu défunt

(1) Cf. E. Larcher, *Traité de législ. alg.*, 3e édit., n° 462, et la note 10.

était attestée par les énonciations mêmes de l'acte et par les constatations de l'officier public, lesquelles ne pouvaient être écartées, en l'absence d'un fait de dol ou de fraude, que par la voie de l'inscription de faux : — Attendu qu'il est constant que Me Aurigal, greffier notaire à Aïn-Bessem, qui a reçu l'acte de vente précité, n'avait pas la plénitude des attributions notariales; qu'il était seulement autorisé, aux termes de l'article 6 du décret des 18-24 janvier 1875, à recevoir, en la forme des actes notariés, certaines conventions des parties qui requéraient son ministère; qu'aux termes du paragraphe 3 et dernier dudit article, les actes ainsi rédigés ne valent que comme écrits sous signatures privées; que leurs énonciations peuvent donc être écartées sans recourir à l'inscription de faux, et que, par suite, le moyen n'est pas fondé;

Sur les 2me, 3me et 4me moyens... (sans intérêt),

Par ces motifs, — Rejette...

MM. Blondel, prés.; Patrimonio, cons. rapp.; Péan, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. REQ.)

14 juin 1926

Propriété foncière, Algérie, délivrance d'un titre par l'Administration des Domaines, francisation, prescription.

La délivrance, par l'Administration des domaines en Algérie, d'un titre définitif de propriété après exécution des opérations prescrites par les lois du 26 *Juillet* 1873 *et* 16 *Février* 1897, *a pour conséquence de soumettre l'immeuble qui en a été l'objet, à toutes les règles du droit civil français : par suite, la propriété de cet immeuble peut être acquise par la prescription de dix ou vingt ans dans les conditions de l'art.* 2265 *du Code civil.* (1)

(Azoulay c. Boualah et autres)

La Cour, — (Sur pourvoi contre un arrêt de la Cour d'Alger du 15 mai 1924), — Sur l'unique moyen pris de la violation des articles 2265 C. civ., 3 et 18 de la loi du 26 juillet 1873, 2, 3, 14 et 15 de la loi du 16 février 1897 et 7 de la loi du 20 avril 1810,, manque de base légale, en ce que s'agissant d'un immeuble qui a fait l'objet de la délivrance d'un titre de l'Administration des Domaines vendu à un tiers par le précédent propriétaire avant la délivrance de ce titre, et revendu postérieurement par ce tiers, l'arrêt attaqué a déclaré que cette deuxième vente constituait au profit de l'acquéreur de bonne foi un juste titre susceptible de servir de base à la prescription de 10 ou 20 ans, alors que la

---

(1) Les titres délivrés en conformité des lois de 1873 et 1897 (pour les conditions dans lesquelles ces titres sont délivrés, V. Larcher, *Traité de législ, alg.*, 3e édit., nos 803 et suiv.) forment, il est vrai, le point de départ unique de la propriété, absolument à tous points de vue. Aucun titre antérieur ne peut valoir contre eux. Ils purgent tous les droits réels non mentionnés : servitudes, hypothèques, propriété même. Mais ces titres francisent la propriété, c'est-à-dire que l'immeuble algérien passe définitivement sous le statut français et se trouve désormais soumis aux lois françaises, quel que soit le statut personnel de son possesseur ou de son propriétaire (Cf. Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, 1900, p. 500); il doit suivre le même régime que les biens-fonds de la Métropole (Cf. Larcher, *op. cit.*, nos 855 et 858).

L'espèce rapportée nous montre une fois de plus à quelles malhonnêtes tractations se livrent certaines personnes en matière de propriété. Voilà des gens qui, depuis vingt-sept ans, sont sur une propriété; et, parce qu'ils ont ignoré la purge de la loi de 1897, un tiers les en ferait déguerpir en suite d'une entente avec le propriétaire originaire qui touche une deuxième fois le prix de son immeuble, ou, plus certainement, un semblant de prix.

G. R.

transcription du titre de l'Administration des Domaines, constituant le point de départ unique de la propriété, ne peut être un juste titre, faute d'émaner d'un propriétaire apparent, la vente d'un immeuble immatriculé, consentie par tout autre que le bénéficiaire du titre ou ses ayants cause: — Attendu que la délivrance par l'Administration des Domaines en Algérie d'un titre définitif de propriété après exécution des opérations prescrites par la loi de 1873 et celle de 1897 précitées, a pour conséquence de soumettre l'immeuble, qui en a été l'objet, à toutes les règles du droit civil français; que la propriété de cet immeuble peut être acquise par la prescription de dix ou vingt ans dans les conditions de l'article 2265 C. civ.; — Attendu qu'il est constant et non contesté que Sauque père a acheté, par acte authentique du 1er mars 1886, l'immeuble litigieux à un sieur Boualam, qui en était le véritable propriétaire, mais que cet acte est devenu caduc faute par Sauque d'avoir procédé à la purge prescrite par la loi de 1897; — Attendu que Sauque père a vendu partie de cet immeuble et fait donation de l'autre partie à son fils Sauque Henri en 1903; que tous les deux sont restés en possession, pendant 27 ans, sans contestation; — Attendu qu'Haim Azoulay, qui connaissait cette situation, a, néanmoins, acheté ce même terrain au même Boualam, vendeur de Sauque père et demande le déguerpissement de ce dernier et sa condamnation à 80.000 francs de dommages-intérêts; — Mais, attendu que la vente et la donation précitées, dont la sincérité n'est pas contestée, constituent de justes titres au sens de l'article 2265; — Que Sauque fils est en possession régulière et légale depuis plus de dix ans; — Que sa bonne foi a été constatée par le juge du fond; — Attendu qu'en déclarant, dans ces conditions, Haïm Azoulay débouté de sa demande, l'arrêt attaqué a légalement justifié sa décision; — Par ces motifs, — Rejette la requête.

MM. Blondel, prés.; Patrimonio, cons. rapp.; Péan, av. gén.; Me Auger, av.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

2 juillet 1926

Accidents du travail résultant de coups et blessures volontaires du préposé. Actions en réparation de la loi du 9 avril 1898. Impossibilité d'intenter l'action pénale avec constitution de partie civile.

La victime d'un accident du travail ne peut exercer d'autre action en réparation du préjudice causé par cet accident que l'action spéciale qui lui est ouverte contre le patron par la loi du 9 avril 1898.

La victime, objet de coups et blessures de la part du préposé du patron au moment du règlement des salaires, n'est pas admise à agir contre le dit préposé par voie de constitution de partie civile, la loi de 1898 s'appliquant à tous les accidents du travail quelle qu'en soit la cause, et alors même que cette cause serait, en fait, étrangère au travail. (1)

Séale c. Ministère public

Sur le pourvoi de Séale en Cassation d'un arrêt rendu le 5 février 1926 par la Cour d'appel d'Alger, qui l'a condamné à six mois de prison avec sursis, 1.000 francs d'amende et 25.000 francs de dommages-inté-

(1) La Cour d'Alger, dans son arrêt du 8 février 1926, avait constaté que la victime des coups portés par le préposé de la Compagnie générale des sondages avait été frappée sur le lieu du travail, pendant le temps du travail et à l'occasion du travail. Renvoyé, l'ouvrier demandait le règlement de ses salaires arriérés : c'est à ce moment que le préposé se livra sur lui à des voies de fait. Aux termes d'une longue jurisprudence, il s'agissait là, pour la victime, d'un accident du travail (Voyez par exemple : Grenoble, 26 novembre 1907 : D. P. 1908, 2, 239. où il est jugé que l'employé d'une

rêts, — La Cour: — Sur le moyen unique de Cassation pris de la violation des articles 1, 2, 7, 15 et suivants, 20, 30 de la loi du 9 avril 1898, fausse application de l'article 1382 du Code civil et des principes en matière de responsabilité, de l'article 74 du Code pén. des articles 2, 3, 63, 66 C. Inst. crim. et des principes en matière de constitution de partie civile, violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué, après avoir reconnu que Naceur avait été blessé sur le lieu du travail, pendant le temps du travail et à l'occasion du travail, et qu'ainsi il s'agissait bien d'un accident du travail, et alors que la victime d'un accident du travail ne peut exercer d'autre action en réparation du préjudice causé par cet accident que l'action spéciale qui lui est ouverte contre le patron par la loi du 9 avril 1898, dans les formes spéciales prévues par ladite loi, a admis l'ouvrier à agir non contre le patron mais contre son préposé par voie de constitution de partie civile et lui a accordé une réparation sous forme de capital, sous le prétexte que la blessure provenait d'un délit du préposé, alors que la loi de 1898 ne comporte aucune exception et s'applique à tous les accidents du travail quelle qu'en soit la cause et alors même que cette cause serait un fait étranger au travail; — Vu lesdits articles; — Attendu qu'il résulte des termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 que la victime d'un accident du travail ne peut pas exercer contre le patron ou ses ouvriers et préposés d'autre action en réparation du préjudice causé par cet accident que celle qui est prévue par ladite loi; — Attendu que tout accident survenu sur le lieu du travail et à l'occasion du règlement des salaires, même par suite d'un fait volontaire, est un accident de travail; qu'il importe peu que l'accident ait eu pour cause un fait, même intentionnel étranger au travail;— Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que Séale, ingénieur, dirigeant pour le compte de la Compagnie générale des Sondages, a volontairement porté des coups et fait des blessures à Naceur Amar ben Kaci, ouvrier congédié de cette Compagnie au moment où celui-ci réclamait, sur le lieu du travail, le règlement de ses salaires arriérés, et que le ledit Séale a été traduit de ce chef devant la juridiction criminelle; — Attendu qu'en déclarant Naceur recevable en sa demande de constitution de partie civile, et en statuant sur son action contre Séale par ce motif que les coups avaient été volontairement portés par ce dernier et qu'il n'y avait dès lors aucune relation entre le travail

---

entreprise industrielle, chargé d'effectuer la paye des ouvriers, doit être réputé blessé à l'occasion de son travail, s'il a perdu un œil, par suite d'un acte de brutalité commis par un des ouvriers sur sa personne alors que, d'une part, la scène a eu pour théâtre le bureau de l'entreprise et que, d'autre part, elle a été motivée par une réclamation de salaire formulée par l'auteur de la violence auprès de la victime. — Comp. dans le même sens : Dijon, 30 mars 1903 : D. P. 1904, 2. 166). — Des blessures reçues au cours d'une rixe, la mort donnée dans les mêmes conditions sont des accidents du travail lorsqu'il y a relation de cause à effet (V. Cass. civ., 20 avril 1912 : D. P. 1913, 1, 64. — Req., 2 juin 1913 : D. P. 1915, 1, 44; — 20 mars 1918 : D. P. 1920, 1, 86. — Civ., 5 janvier 1925 : Recueil hebdom. Dalloz, 1925, p. 79). — Le départ est quelquefois difficile à faire entre les accidents survenus à l'occasion du travail et ceux dont le fait générateur est indépendant du travail. C'est là une question d'appréciation. Mais lorsque la connexité est constatée, il y a nécessairement accident du travail (V. P. Pic, *Législation industrielle*, nos 1088 et s.) donnant naissance à une action spéciale soumise à des formes et à une prescription particulières. En effet, l'art. 7 de la loi de 1898 dispose que, « indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, *autres que le patron et ses ouvriers et préposés*, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ». C'est donc que la victime ne peut diriger contre le patron et ses ouvriers et préposés d'autre action que celle de la loi de 1898 En l'espèce soumise à la Cour, il ne pouvait y avoir lieu à une action en dommages-intérêts greffée sur l'action pénale. G. R.

et l'accident, la Cour d'appel a violé les textes de loi visés au moyen; — Et attendu qu'aucun moyen n'est produit contre la condamnation pénale du demandeur; — Casse et annule l'arrêt attaqué, mais seulement en ce qu'il a condamné Séale à des dommages-intérêts au profit dudit Naccur, le surplus de l'arrêt demeurant expressément maintenu. Et pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel d'Aix à ce désignée par délibération spéciale en chambre du Conseil. — Ordonne la restitution de l'amende consignée.

MM. Lecherbonnier, prés.; Rome, cons. rap.; Bloch-Laroque, av. gén.; Coutard, av.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

6 mai 1926

Indigènes algériens, armes de guerre, détention, armurier, registre d'inscription.

Un indigène algerien ne peut détenir des armes de guerre ; s'il en reçoit en sa qualité d'armurier, il ne peut le faire qu'à condition de justifier, à toute réquisition, que cette détention est régulière et licite, par l'inscription au registre prescrit par la loi du 14 *août* 1885, *laquelle est applicable à l'Algérie* (1).

La Cour, — Statuant sur le pourvoi formé par le Procureur de la République près le tribunal de Constantine contre le jugement rendu par ce tribunal le 27 février 1926, en faveur d'Ouchérif Boussard, prévenu de tenue irrégulière de son registre d'inscription et de détention d'armes de guerre sans autorisation; — Sur le moyen tiré de la violation des articles 7 de la loi du 20 avril 1810, 4 et 13 de la loi du 14 août 1885, 3 et 4 de la loi du 24 mai 1834, 1 et 3 du décret du 12 août 1851; — Attendu qu'aux termes de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, les arrêts qui ne contiennent pas de motifs sont déclarés nuls; — Attendu que l'article 4 de la loi du 14 août 1885, applicable à l'Algérie, prescrit à tout commerçant, ou fabricant se livrant au commerce des armes et munitions visées à l'article 3 de la même loi, d'avoir un registre coté et parafé à chaque feuille, sur lequel sont inscrits, jour par jour, dans des colonnes distinctes, l'espèce et le nombre des armes, pièces d'armes ou munitions ci-dessus indiquées qu'il fabrique, achète ou vend, avec l'indication de

---

(1) La détention d'armes par les indigènes n'est autorisée qu'à des conditions d'immatriculation et de numérotage indiquées par un arrêté du Gouverneur général en date du 8 juin 1881. La loi du 24 mai 1834 punit l'indigène détenteur d'armes de guerre d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1.000 francs. Le décret du 12 décembre 1851 prévoit et réprime dans les mêmes conditions — à cela près qu'il n'admet pas les circonstances atténuantes — la détention de munitions. — Il a été déjà jugé — et l'arrêt est ancien — que le fait, par un indigène, d'exercer la profession d'armurier et de payer patente n'a pas pour effet de l'exempter de l'autorisation exigée par l'art. 1er du décret de 1851 (J. A. 1861, 1; Alger, 12 janvier 1861). Ce qui veut dire que cet armurier doit tenir un enregistrement exact des armes qu'il a dans son magasin ou atelier, avec le nom de leurs propriétaires ou détenteurs et les autorisations à l'appui (Arrêté du 12 juin 1848, modifié par celui du 30 décembre 1909 : Est. et Lef., *Code de l'Algérie annoté* et Supp. à leurs dates).

Il ne fait aucun doute que le pourvoi était justifié sous l'empire de la pratique suivie depuis longtemps devant les tribunaux et par l'Administration en Algérie. Il l'est aussi sous l'empire de la loi du 14 août 1885, visée au pourvoi et à l'arrêt. Et c'est ici qu'il faut signaler l'importance de notre arrêt.

La jurisprudence des tribunaux et de la Cour, en Algérie, était ferme sur ce point que la loi du 14 août 1885 n'était pas applicable à l'Algérie. Et la

leur destination, et des noms et domiciles des vendeurs ou acheteurs; — Vu ces textes de lois, ensemble l'article 408 du Code d'instruction criminelle; — Attendu que les poursuites dirigées contre le prévenu, indigène exerçant la profession d'armurier à Aïn M'lila (Algérie), avaient pour origine deux procès-verbaux dressés contre lui par la gendarmerie; — Attendu que le premier de ces procès-verbaux, en date du 2 novembre 1925, constate qu'au deuxième feuillet du registre d'inscription des armes tenu par Ouchérif, en exécution de l'article 4 sus-visé, dix lignes étaient restées en blanc, et que le prévenu a reconnu cette infraction ; que cependant il a été relaxé sans aucun motif qui puisse justifier cette décision, et ce, en violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'article 408 du Code d'instruction criminelle; — Attendu qu'aux termes d'un deuxième procès-verbal, dressé les 11 et 12 janvier 1926, le prévenu a été surpris alors qu'il essayait de cacher dans un tiroir un révolver et quatre pistolets non immatriculés; — Attendu qu'il a déclaré aux gendarmes verbalisateurs tenir ces armes d'indigènes de lui inconnus, ignorer s'ils étaient autorisés à les détenir et a dû reconnaître ne pas les avoir inscrites sur son registre spécial; — Attendu que, cependant, le Tribunal de Constantine a relaxé le prévenu, motif pris de ce que rien n'interdit à un armurier, même indigène, de réparer des armes, même non immatriculées, à la seule condition de ne pas les restituer sans les avoir inscrites sur un registre spécial; — Attendu qu'en interprétant ainsi les textes susvisés, le Tribunal a méconnu le sens et la portée de ces dispositions légales; — Attendu, en effet, qu'Ouchérif ne pouvait, en sa qualité d'indigène détenir des armes de guerre; que s'il était amené à en recevoir en sa qualité d'armurier, il ne pouvait le faire qu'à la condition de justifier, à toute réquisition de l'autorité, que cette détention était régulière et licite, et de pouvoir indiquer les noms de ceux à qui ces objets appartenaient; qu'il devait donc, au moment du dépôt, procéder aux inscriptions prescrites par l'article 4 de la loi du 14 août 1885; qu'il est cependant constaté par le procès-verbal susvisé, que le 12 janvier 1926, jour où le registre était rentré en la possession du prévenu qui s'en était dessaisi pour le faire vérifier, aucune des armes dont il s'agit n'y était inscrite; que, dès lors, le jugement attaqué manque de base légale et qu'il y a lieu de l'annuler; — Par ces motifs, — Casse et annule.

MM. Lecherbonnier, prés.; Bompard, rapp.; Mornet, av. gén.

Chambre criminelle de la Cour de Cassation avait appuyé de sa haute autorité cette jurisprudence (V. la discussion un peu vive de cette jurisprudence et les références, dans le *Traité de législ. alg.* de Larcher, 3e édit., nos 1076 et suiv.) Rien ne faisait prévoir un revirement dans la jurisprudence. Les recueils ne mentionnent aucun texte en sens contraire et le *Répertoire formulaire de l'officier de police judiciaire en Algérie*, publié en 1924, par MM. Cura et Knoertzer, n'indique nullement la loi de 1885 dans le sommaire des textes législatifs applicables, sous la rubrique « Armes et munitions », non plus que dans le texte de cette rubrique. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation, autrement composée et présidée, vient de se ranger à l'opinion défendue et soutenue par notre ancien maître, tant dans cette Revue que dans son traité. Elle dit, sans autrement insister, que la loi du 14 août 1885 est applicable à l'Algérie, et elle en tire cette conclusion logique que le prévenu devait se conformer, en tant qu'armurier, aux prescriptions de l'art. 4 de ladite loi. Le commerce des armes et des munitions est donc soumis, en Algérie comme en France, au régime édicté par la loi du 14 août 1885, laquelle, toutefois, ne fait pas disparaître le décret du 12 décembre 1851 qui apporte des restrictions très importantes en ce qui concerne les indigènes : *legi speciali per generalem non derogatur*. Si l'armurier indigène avait porté sur son registre des noms d'indigènes non munis d'autorisation, il aurait été poursuivi lui-même comme détenteur d'armes de guerre sans autorisation (Cf. art. 4 du décret de 1851) : si ces mêmes indigènes étaient autorisés, il n'y avait pas délit. G. M.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)
13 février 1926

Pourvoi, Cassation, forme, lettre au greffier, déclaration inopérante.

Le pourvoi en cassation doit, aux termes de l'art. 417 *du Code d'Instruction Criminelle, se faire par une déclaration au greffe de la Cour.*

Les formalités prescrites par la loi ne peuvent être suppléées par d'autres actes que lorsque les parties ont été empêchées de les accomplir par la faute du greffier chargé de recevoir la déclaration ou par un fait de force majeure.

L'état d'indigence ne constitue pas un fait de force majeure et une lettre adressée par un indigent au greffier de la Cour d'appel ne saurait tenir lieu de la déclaration personnelle exigée par la loi (1).

Adel Abderrahmane c. Ministère public

La Cour,

Sur la fin de non-recevoir, relevée d'office, et tirée de la violation de l'art. 417 C. I. Cr., en ce que la déclaration de pourvoi n'ayant pas été faite dans les formes prescrites par la loi, serait sans valeur légale et n'aurait pu saisir la Cour de cassation : — Attendu que les formalités prescrites par l'art. 417 C. I. Cr. sont substantielles et ne peuvent être suppléées par d'autres actes que quand les parties ont été empêchées de les accomplir par la faute du greffier chargé de recevoir la déclaration de pourvoi ou par un fait de force majeure; — Attendu qu'au lieu de se présenter au greffe de la Cour d'appel d'Alger pour y faire sa déclaration de pourvoi contre l'arrêt de ladite Cour en date du 5 décembre 1925, et la signer après son inscription sur le registre à ce destiné, Adel Abderrahmane, non détenu, s'est borné à manifester son intention de se pourvoir en cassation dans une lettre recommandée, adressée au greffier de ladite Cour, en invoquant un état d'indigence qui lui aurait interdit de se rendre à Alger pour y faire sa déclaration de pourvoi; — Qu'un tel état, dont il n'est d'ailleurs fourni aucune justification, ne constitue pas un fait de force majeure; — Que la lettre adressée au greffier de la Cour d'appel ne peut, dès lors, tenir lieu de la déclaration personnelle exigée par l'art. 417, dont les dispositions ont été méconnues; Par ces motifs,– Dit n'y avoir lieu à statuer sur le pourvoi

MM. Lecherbonnier, prés. ; LeMarc'hadour, rapp. ; Bloch-Laroque, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)
3 décembre 1925

Compétence, tribunal correctionnel, indigènes musulmans, délits commis en commun par des indigènes, électeurs et non électeurs.

Les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des délits imputés à la fois à des indigènes musulmans non naturalisés et à des indigènes inscrits sur les listes électorales (2).

Achir et Seddoud c. Perfar et M. P.

---

(1)Jurisprudence constante. Le pourvoi en cassation ne saurait être valablement formé, ni par une lettre au procureur général près la Cour d'appel qui a rendu la décision attaquée, ni au procureur de la République, alors même que ces lettres auraient été déposées au greffe de la Cour d'appel qui a statué et qu'il en aurait été dressé un acte enregistré (V. Cassation, non lieu à statuer, 29 janvier 1925 : Bull. crim. 1926, p. 46; — 14 mars 1925 : Bull. crim. 1926, p. 181).

(2) Lorsque la poursuite d'un crime ou d'un délit comprend des individus justiciables, les uns de tribunaux ordinaires, les autres de tribunaux d'excep-

La Cour,

En ce qui concerne Achir Tayeb ben Brahim : — Sur le moyen, pris de la violation des articles 1er du décret du 9 avril 1903 et 14 de la loi du 4 février 1919, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré la juridiction correctionnelle compétente pour connaître du délit commis par ce prévenu, par le motif que l'un de ses co-inculpés était électeur, alors que cette circonstance était insuffisante pour soustraire le demandeur à la juridiction du tribunal répressif indigène, seule compétente à son égard; — Attendu qu'il est constaté par le jugement du tribunal correctionnel d'Orléansville, dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, que l'un des prévenus, indigène musulman compris dans la poursuite, était inscrit sur les listes électorales; — Attendu, d'une part, que l'article 1er du décret du 9 août 1903 dispose que les délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés sont déférés à la juridiction des tribunaux répressifs; — Qu'il s'ensuit que les tribunaux ordinaires connaissent des délits imputables tout à la fois à des indigènes musulmans non naturalisés et à des prévenus de nationalité européenne; — Attendu, d'autre part, que, d'après l'article 14 de la loi du 4 février 1919, les indigènes musulmans inscrits sur les listes électorales ne peuvent être poursuivis, en ce qui concerne les contraventions et les délits, que pour les mêmes faits et devant les mêmes tribunaux que les citoyens français; — Qu'il résulte de la combinaison de ces textes que les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des délits imputés à la fois à des indigènes musulmans non naturalisés et à des indigènes inscrits sur les listes électorales; — Qu'ainsi le moyen ne saurait être accueilli;

Par ces motifs, — Rejette le pourvoi.

MM. Lecherbonnier, prés.; Courtin, rapp.; Bloch-Laroque, av. gén.; Auger, av.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

14 mai 1925

Indigènes algériens, armes et munitions, vente, interdiction portée, personnes visées par les décrets du 12 décembre 1851 (art. 2), du 15 avril 1924 et du 8 janvier 1925.

Au terme des décrets du 12 *décembre* 1851 *et du* 8 *janvier* 1925, *encourt les pénalités édictées, tout individu qui contrevient aux dispositions de l'art.* 1 *du décret du* 12 *décembre* 1851, *en vendant une arme de guerre à un indigène non pourvu d'une autorisation spéciale. Cette autorisation*

---

tion, tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux ordinaires. Ainsi, lorsque des poursuites sont intentées, à la fois, contre des militaires ou des marins, et des individus non justiciables des tribunaux militaires ou maritimes, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont seuls compétents pour connaître des faits (C. Just. Milit., art. 76. — C. Just. Mar., art. 103). Il en est de même pour les indigènes musulmans, en principe justiciables des Cours criminelles, pour les crimes commis par eux, qui sont renvoyés devant les Cours d'Assises, lorsqu'ils ont des complices européens.

Cette règle générale, rappelée par la Cour de Cassation dans l'arrêt susrapporté, n'est d'ailleurs applicable qu'autant que les prévenus justiciables de juridictions différentes sont compris dans une même poursuite. Si, au cours de la procédure, ceux des prévenus justiciables des tribunaux ordinaires bénéficiaient d'un non-lieu, leurs coprévenus seuls relenus devraient être renvoyés devant leurs juges naturels, c'est-à-dire devant les tribunaux répressifs; — de même, encore, si la participation au délit de prévenus justiciables des tribunaux répressifs se révélait après une précédente condamnation des prévenus justiciables des tribunaux correctionnels, les tribunaux répressifs resteraient seul compétents pour connaître des faits reprochés aux nouveaux prévenus.

André KNOERTZER.

n'est utilisable que pour une seule vente et n'a de valeur que relativement à l'arme même qu'elle a permis d'acquérir.

Un décret du 15 *avril* 1924, *rapporté par le décret du* 8 *janvier* 1925, *avait substitué aux mots : « Tout individu qui contreviendra... » de l'art.* 2 *du décret du* 12 *décembre* 1851, *les mots : « Tout indigène qui contreviendra... » Si cette modification a eu pour effet, sous l'empire du décret de* 1924, *de soustraire à ses dispositions les Français, il n'en a pas été de même des indigènes admis à jouir des droits de citoyen français ce décret, par la généralité de ses termes, n'ayant fait aucune distniction entre les indigènes, qu'ils fussent ou non admis à l'exercice des droits de citoyen français.* (1)

Benyahia Ahmed ben Messaoud c. Ministère public

Sur le pourvoi de Benyahia Ahmed ben Messaoud, en cassation d'un arrêt rendu le 28 février 1925 par la Cour d'appel d'Alger, chambre correctionnelle, qui l'a condamné à six mois de prison et cent francs d'amende.

La Cour, — Statuant sur le pourvoi de Benyahia Ahmed ben Messaoud, indigène musulman, admis à jouir des droits de citoyen français, contre un arrêt rendu le 28 février 1925 par la Cour d'appel d'Alger, qui l'a condamné à six mois de prison et cent francs d'amende pour vente illicite d'arme de guerre à un indigène; — Sur le premier moyen, pris de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et du décret du 12 décembre 1851, en ce que l'arrêt attaqué a prononcé une condamnation pour vente illégale d'un fusil à un acheteur non muni d'une autorisation, alors qu'il était constaté que cette autorisation avait été valablement accordée : — Attendu que Benyahia a été déclaré coupable par l'arrêt attaqué, d'avoir, dans des conditions illicites, consenti à Ouarti Mohamed ben Saïd, indigène musulman non naturalisé, la vente d'une arme de guerre, en contravention aux articles 1, 2 et 5 du décret du 12 décembre 1851; — Attendu qu'en tenant même pour acquis, ainsi que le soutient le pourvoi, qu'il soit constaté par les juges du fond qu'à la date des faits incriminés Ouarti ait été titulaire de l'autorisation d'acheter un arme de cette nature, cette constatation serait inopérante en la cause; — Qu'en effet, l'autorisation spéciale prévue par le décret susvisé ne vaut que relativement à l'arme même qui a été obtenue grâce à cette autorisation; que tout individu qui vend une arme à un indigène non naturalisé, doit, avant toute remise de cette arme, se faire représenter par l'acheteur l'autorisation qui lui a été accordée à cet effet, pouvoir justifier à toute réquisition de l'existence de l'autorisation dont il a été ainsi fait usage et s'il l'a laissée entre les mains de l'acheteur, y suppléer par des inscriptions sur un registre spécial, précisant l'identité de l'arme et l'identité de l'acheteur, dans les conditions déterminées par la loi du 24 mai 1834, le décret du 12 décembre 1851 et les arrêtés du Gouverneur général de l'Algérie pris pour leur exécution; — Attendu que des constatations de l'arrêt attaqué, il résulte que Ouarti ben Saïd a formellement déclaré que, pour l'achat de l'arme incriminée, il n'a pas fait usage de l'autorisation dont il s'est dit titulaire; qu'il est constant également qu'aucune des formalités prescrites par les textes susrappelés n'ont été accomplies, en l'espèce, ni par le vendeur, ni par l'acheteur; — Attendu qu'en décidant, dans ces conditions, que la vente consentie par Benyahia à Ouarti était illicite, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les textes de loi visés au moyen, en a fait une exacte application; — Sur le second moyen, pris de la violation du Sénatus Consulte du 14 juillet 1865 et de l'article 1er du décret du 15 avril 1924, en ce que l'arrêt attaqué a appliqué à un Algérien admis à jouir des droits de citoyen

---

(1) V. R. A. 1925, I, p. 1 et s. — Knoertzer, *Du commerce des armes et des munitions de guerre en Algérie.*

français, une interdiction et une peine édictée contre les indigènes; — Attendu que le décret qui admet, en Algérie, un indigène musulman à jouir des droits de citoyen français ne supprime pas sa qualité d'indigène algérien; — Attendu que le décret du 15 avril 1924, sous l'empire duquel ont été commis les faits retenus — décret remplacé depuis par celui du 8 janvier 1925 — disposait que « Tout indigène qui contreviendrait aux dispositions de l'article 1er du décret du 12 décembre 1851, serait puni d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à deux ans »; — Attendu que, dans la généralité de ses termes, ce décret n'a fait aucune distinction entre les indigènes, qu'ils fussent ou non admis à jouir des droits de citoyen français; — Qu'ainsi, ce moyen ne saurait être accueilli;

Par ces motifs, rejette.

MM. Lecherbonnier, prés.; Bourgeon, rapp.; Bloch-Laroque, av. gén.; Bicart Sée, av.

COUR D'APPEL D'ALGER (1re CH.)

24 janvier 1927

Traité franco-suisse du 15 juin 1896. Application au Maroc, attribution de compétence, renonciation, validité, conditions.

Le traité franco-suisse du 15 *juin* 1869 *est applicable au Maroc en vertu de la déclaration du* 11 *juin* 1914, *ratifiée le* 18 *octobre* 1921.

Malgré les termes formels de l'article 11 *de cette convention, les attributions de compétence qu'elle comporte ne touchent pas à l'ordre public et par suite les parties peuvent y renoncer.*

Mais cette renonciation ne peut découler du simple fait que le contrat, en l'espèce, une vente d'immeubles au Maroc, a été passé en Algérie.

De même, l'élection de domicile en France, insérée dans un acte de vente pour son exécution, ne peut être suffisante pour attribuer au tribunal du domicile élu, connaissance des actions en nullité ou en rescision de la vente.

Monjo (héritiers) c. Graf

La Cour, — Attendu qu'aux termes de l'article 4 de la convention diplomatique, conclue le 15 juin 1869, entre la France et la Confédération Suisse et promulguée par décret impérial du 19 octobre de la même année, les contestations, soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, en matière réelle ou immobilière, doivent être suivies devant le tribunal du lieu de la situation des immeubles, et qu'il en est de même au cas d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble; — Attendu que prenant texte de cette disposition, les premiers juges se sont dessaisis de l'action en rescision pour cause de lésion de plus des sept douzièmes poursuivis devant eux par les appelants héritiers Monjo, citoyens français, de la vente s. s. p. du 1er mai 1924, d'un immeuble situé à Berkane (Maroc), consentie par leur auteur Raphaël Monjo, à l'intimé Charles Graf, sujet suisse, et ont délaissé les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseraient; — Attendu que pour obtenir l'infirmation du jugement déféré les appelants héritiers Monjo soutiennent : — 1° Au principal, que la convention franco-suisse du 15 juin 1869 n'est pas applicable au Maroc, pays de protectorat et non territoire français, et qu'il y a lieu, dans l'espèce, à application des règles du Code civil et du Code de procédure civile Français, qui, en matière mixte, comme c'est manifestement le cas dans l'espèce, permettent d'assigner le défendeur soit devant le juge de la situation de l'immeuble litigieux, soit devant celui du domicile du défendeur; — 2° Subsidiairement, que le contrat ayant été passé à Alger avec élection de domicile pour son exécution, à Alger, cette passation de contrat et cette élection de domicile

sont chacune attributive de juridiction et qu'elles constituent une dérogation ou une renonciation à la convention de 1869 et à l'attribution de compétence qu'elle consacre en matière réelle ou mixte ,au profit du tribunal de la situation de l'immeuble.

Sur le premier moyen : — Attendu qu'il convient et suffit sans avoir à rechercher si, ainsi qu'y conclut l'intimé Charles Graf, et que l'ont décidé les premiers juges la convention franco-suisse est applicable de plein droit, et sans promulgation spéciale au Maroc, d'observer que suivant déclaration réciproque intervenue le 11 juin 1914 entre le Gouvernement Français et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, pour déterminer les rapports entre la Suisse et la zone Française de l'Empire Chérifien, déclaration ratifiée le 18 octobre 1921, par l'accord de deux gouvernements, la Suisse a renoncé au régime des capitulations dans la zone Française de l'empire chérifien et les traités et conventions de toute nature, en vigueur entre la France et la Suisse ont été, sauf clause contraire, déclarés applicables à cette zone; — Attendu que cet accord a été publié dans le bulletin officiel du protectorat Marocain sous le n° 477 à la date du 13 décembre 1921; — Attendu qu'ainsi le premier moyen soulevé par les appelants, à l'encontre de la décision d'incompétence déférée, manque en fait et doit être rejeté.

Sur le second moyen : — Attendu que si l'action en rescision soumise aux premiers juges peut être, d'une part, considérée comme une action mixte, et si, d'autre part, l'immeuble qui en fait l'objet est situé au Maroc si, dès lors, par application de l'article 4 de la convention Franco-Suisse du 15 juin 1869, le litige ressortissait en principe, non au tribunal du domicile du défendeur, l'intimé Graf, mais à celui du lieu de la situation do l'immeuble litigieux, l'incompétence des premiers juges n'était pas absolue et les parties étaient libres, ainsi qu'en concluent les appelants d'y déroger ou même d'y renoncer; — Attendu, en fait, que nonobstant l'article 11 de la convention diplomatique susvisée, qui dispose expressément que le Tribunal Français ou Suisse devant lequel sera portée une demande qui, d'après les articles précédents ne serait pas de sa compétence, devra d'office et même en l'absence du défendeur, renvoyer les parties devant les juges qui doivent en connaître, une opinion dominante et presque généralement admise en doctrine et en jurisprudence, dénie à l'incompétence dont s'agit le caractère d'ordre public, qui semble pourtant se dégager du texte susvisé, pour reconnaître aux intéressés la faculté de renoncer aux règles de compétence inscrites dans le traité du 15 juin 1869; — Or, attendu que les appelants prétendent déduire cette renonciation tant de la passation de l'acte de vente s. s. p. du 1er mai 1924, à Alger, que l'élection de domicile faite dans ledit contrat en leur domicile respectif pour l'exécution par les parties qui auraient ainsi, d'après eux, affirmé leur volonté expresse de placer leurs conventions sous le régime de la loi Française tant en ce qui concerne le fond que la compétence; — Mais attendu, en droit, d'une part, que si l'élection de domicile peut être tacite, elle ne peut résulter que d'une volonté clairement manifestée et ne saurait s'induire du lieu choisi par les parties, dans un but et pour un motif quelconque de commodité ou autre, pour la passation du contrat; — Attendu, d'autre part, que l'élection de domicile constituant une dérogation au droit commun, la convention, d'où elle résulte, se limite à l'objet pour lequel elle a été créée et doit s'interpréter dans un sens restrictif, sans que son effet puisse être étendu au-delà des prévisions des parties dont elle émane; — Attendu que, par application de ce principe, il est généralement admis que le tribunal du domicile élu ne devient pas compétent par le seul effet de l'élection de domicile, pour connaître des actions en nullité ou en rescision, ou de celles qui, en vertu d'un texte de loi spécial, sont de la compétence du tribunal de la situation des biens litigieux, qu'en pareille matière, en effet, ne s'agissant pas d'actes d'exécution proprement dits en vue desquels l'élection de domicile a été faite, la renonciation doit être expresse et

ne saurait se présumer; — Et attendu que tel est bien le cas, dans l'espèce, de l'élection de domicile, invoquée par les appelants, et qui, dans la commune intention des parties, ne paraît pas plus avoir envisagé l'éventualité d'une action ultérieure, en rescision pour cause de lésion de la vente du premier mai 1924, qu'entraîné implicitement la renonciation, de leur part, à la clause attributive de compétence, exclusive, en matière réelle et immobilière, insérée au profit du Tribunal de la situation de l'immeuble dans l'article 4 de la convention Franco-Suisse, ayant force de loi, du 15 juin 1869; — Attendu que pour les motifs qui précèdent et sans adopter ceux des premiers juges, il échet de confirmer en principe le jugement déféré et de renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble litigieux.

Par ces motifs, — Reçoit l'appel comme régulier, en la forme; — Sur la compétence, dit et juge que la convention Franco-Suisse du 15 juin 1869 a été rendue applicable à la zone française de l'empire chérifien où est situé l'immeuble litigieux par l'accord des deux gouvernements intéressés du 17 octobre 1921; — Dit, que s'agissant d'une action mixte, le litige échappait à la compétence des premiers juges et ressortissait exclusivement aux termes de l'article 4 de ladite convention, du tribunal de la situation de l'immeuble litigieux; — Dit, que la renonciation des parties à cette compétence spéciale et exclusive, ne saurait s'induire de la seule élection de domicile pour l'exécution du contrat inséré à l'acte de vente s. s. p., du 1er mai, intervenu entre les parties; — En conséquence, et sans s'arrêter aux demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires des appelants, héritiers Monjo, dont ils sont démis et déboutés; — Confirme, en principe, le jugement déféré pour lequel le tribunal civil d'Alger s'est déclaré incompétent pour connaître de l'action en rescision pour cause de lésion de plus des sept douzièmes poursuivie par les appelants, citoyens français, contre l'intimé Graf Charles, sujet suisse, et renvoie les parties à se pourvoir, à cet effet, devant le tribunal.

MM. Roudolphi, prés.; Huber, av. gén.; Soubianne et Foissin, av.

COUR D'APPEL D'AIX (CH. CORR.)
24 février 1927

Accidents du travail, Blessures volontairement faites par un préposé du patron à un ouvrier, Action de droit commun, action pénale et constitution de partie civile, recevabilité.

Constituent un accident du travail au sens de la loi du 9 *avril* 1898, *les blessures volontairement faites à un ouvrier par le préposé du patron, au cours d'une discussion relative au paiement du salaire.*

Mais, en pareil cas, ne sont pas applicables les dispositions combinées des article 2 *et* 7, *aux termes desquelles l'action de droit commun est exclue, sauf à l'égard des tiers auteurs responsables. En effet, le législateur a entendu viser les seuls accidents qui sont l'effet d'un risque, dû au hasard ou à l'imprudence de l'homme, et non ceux résultant d'un acte volontaire, tel qu'un délit intentionnel.*

Indépendamment du droit à indemnisation qu'elle vient de la loi de 1898. (*sol impl.*), *la victime est donc recevable à intervenir devant le tribunal correctionnel pour obtenir du préposé, prévenu du délit de blessures volontaires, la réparation intégrale du préjudice, conformément aux articles* 1382 *et suivants du Code civil.* (1)

---

(1) Cf. *supra* : Cass. (Ch. crim.), 2 juillet 1926, et la note. — La Cour d'Aix était saisie, sur renvoi après cassation (Crim., 2 juillet 1926, *supra*, et

Attendu qu'un jugement contradictoire rendu le 20 novembre 1925 par le Tribunal correctionnel d'Alger a, sur les poursuites et réquisitions du Ministère public, condamné le sieur Seale Christophe, ingénieur au service de la Société des Sondages, à un an de prison avec sursis et 1.000 fr. d'amende pour avoir, le 11 mai 1925, à Maison-Carrée, au cours d'une altercation motivée par un règlement de salaires, avec Naceur Omar ben Kaci, ouvrier congédié de la Société, volontairement porté des coups et fait des blessures audit Naceur, avec cette circonstance que les coups portés et les blessures faites avaient entraîné une incapacité de travail de plus de 20 jours et déterminé, définitivement chez la victime, une diminution de capacité de travail de cinquante pour cent; — Que le Tribunal statuant sur les conclusions de Naceur Amar ben Kaci, partie civile au procès a condamné Seale à lui payer une somme de 20.000 fr. à titre de dommages-intérêts, le sieur Gemollen, Directeur de la Société des Sondages, cité comme civilement responsable de son ingénieur Seale, étant mis hors de cause; — Attendu que sur l'appel du prévenu et de la partie civile, intervenait le 5 février 1926, un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, affirmant à nouveau la responsabilité pénale de Seale, réduisant à six mois la peine de prison avec sursis prononcée par les premiers juges et maintenant la peine de 1.000 fr. d'amende, que l'arrêt repoussait l'exception proposée par Seale et tendant à l'irrecevabilité de l'action civile basée sur l'article 1382 du Code civil, et décidant que le délit retenu à l'encontre du prévenu, bien que commis sur le lieu du travail et à son occasion, ne constituait pas un accident de travail au sens de l'article 1er de la loi du 9 avril 1898 et ne tombait pas sous l'application de l'article 2, § 1, de ladite loi; confirmant sur ce point encore la décision des premiers juges, l'arrêt déclarait régulier l'intervention de Naceur au procès correctionnel, et par application des art. 2 du Code d'instruction criminelle et 1382 du Code civil, lui allouait 20.000 fr. à titre de dommages-intérêts; attendu que sur le pourvoi de Seale, un arrêt de la Cour Suprême en date du 21 juillet 1926, a cassé l'arrêt de la Cour d'Alger, mais seulement en ce qu'il a condamné Seale à des dommages-intérêts au profit de Naceur et par le motif que cet arrêt avait déclaré que les coups ayant été volontairement portés par Seale à Naceur, il n'y avait aucune relation entre le travail et l'accident, la cause et les parties étant renvoyées devant la Cour d'Aix; — En droit : Attendu que les conclusions prises au nom de Séale devant la Cour tendent à faire déclarer irrecevable l'action civile de Naceur, parce que les articles 2, 7 et 20 de la loi de 1898, n'admettraient au profit de la victime d'un accident du travail, contre

---

la note), d'un arrêt de la Cour d'Alger du 5 février 1926. Nonobstant la cassation, la Cour de renvoi a jugé comme la première. Le juge du fait persiste à adopter l'opinion de Sachet (6e édit., nos 760 et s.). Cette opinion est certainement erronée. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer que les termes de la loi de 1898 sont généraux et absolus (Art. 2 : « Les ouvriers et employés... ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucune disposition autres que celles de la présente loi ». — Art 7 : « Indépendamment de l'action de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, *autres que* le patron et ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun. ») Le législateur a très nettement affirmé sa volonté, au cours de la discussion de la loi (J. du Pal. 1899, p. 776, notes 20 et 21; p. 784, note 67; p. 796, note 144. — Schaffhauser, Lois nouv. 1899, 325). La distinction faite par M. Sachet, les Cours d'Alger et d'Aix, entre les faits volontaires et les faits involontaires est absolument arbitraire. Tous accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail sont des accidents du travail, même s'ils n'ont aucun caractère fortuit ou si la cause en est étrangère au travail, — à l'exception seulement de ceux dus à l'action des forces de la nature (Sachet, 7e édit., 408. — Cass. civ., 25 novembre 1925 : D. P. 1920, 1, 70, 10e espèce, notes 24, 25 et 26. — Req., 8 avril 1924 : Gaz. Pal. 1924, 1, 688. — Cour de Paris,

le patron ou ses ouvriers et proposés, que l'action de la loi de 1898, à l'exclusion de l'action de droit commun; — Qu'il convient donc d'examiner si, s'agissant d'un fait incontestablement commis sur le lieu, dans le temps et à l'occasion du travail, le caractère d'attentat volontaire et délictuel définitivement attribué par justice à ce fait, ne le place pas hors des dispositions restrictives des textes susvisés. Or, attendu qu'est réputé accident de travail celui qui se rattache par un lien de causalité efficiente ou occasionnelle à l'exécution d'un contrat de travail; que les indemnités et les rentes accordées à la victime d'un tel accident sont déterminées d'après une règle forfaitaire et transactionnelle qui traduit l'idée de risque inhérent à toute entreprise industrielle; que ce risque apparaît quand l'accident a pour cause, non seulement un cas fortuit, mais encore une faute du patron, de l'ouvrier qui en fut la victime ou d'un tiers quelconque étranger au contrat de travail de la victime; que lorsque la faute, soit du patron ou son préposé, soit de l'ouvrier victime a le caractère d'une imprévoyance, d'une légèreté ou d'une imprudence particulièrement caractérisée, elle a pour effet de majorer ou de diminuer la pension accordée à la victime, mais que cette pension n'en reste pas moins la réparation forfaitaire d'un risque; qu'il n'en saurait être de même au cas où l'accident n'est plus l'effet d'un risque (dû au hasard ou à l'imprudence de l'homme), mais d'un acte intentionnel que nul ne confond avec la faute même inexcusable; — Que, lorsque c'est l'ouvrier qui a intentionnellement provoqué l'accident dont il fut victime, il est déchu de tous les avantages de la loi de 1898 (art. 20, 1er alinéa); — Que, par une juste et logique réciprocité, le patron ne saurait profiter des avantages que la loi lui accorde, c'est-à-dire de la limitation de sa responsabilité pécuniaire, quand l'accident a été, avec intention, provoqué par lui-même; — Attendu que nul ne peut s'exonérer, par avance, des conséquences de son fait dolosif; qu'un contrat de travail ne peut être, pour le patron, le prétexte d'une irresponsabilité relative quant aux conséquences de son délit volontaire ou de son crime; — Qu' « a fortiori », son préposé ne saurait esquiver toute responsabilité civile, toute obligation à réparer les conséquences de son crime ou de son délit sous prétexte que sa victime fut par lui frappée à propos de l'exécution d'un contrat de travail où il n'était point partie lui-même; que la solution contraire serait souverainement injuste; attendu que l'article 7 de la loi de 1898 ne semble pas faire échec à ces principes; que si ce texte ne permet qu'à l'encontre des auteurs de l'accident autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, l'exercice cumulé de l'action de droit commun et de l'action de la loi de 1898, il semble n'avoir envisagé que l'accident « stricto sensu », laissant en dehors de ses précisions l'attentat criminel du patron, de ses préposés ou ouvriers, des tiers mêmes;

Par ces motifs, confirme...

MM. Dumas, prés.; Trouette, av. gén.; Me Sarrut et Fabre av.

7e Ch., 6 juillet 1925 : Gaz. Pal. 1925, 2, 532). Or, en matière d'accidents du travail, l'action de droit commun fondée sur les articles 1382 et s. C. civ. est exclue dans les rapports entre patron ou préposé, d'une part, ouvriers ou représentants, d'autre part; donc, en l'espèce, la victime était irrecevable à intervenir comme partie civile. — En fait, les conséquences de la décision de la Cour d'Aix sont inadmissibles : indépendamment des dommages-intérêts qui lui sont alloués du chef du préposé, et qui réparent intégralement le préjudice subi, l'ouvrier recevra les indemnités forfaitaires de la loi de 1898, du chef du patron (rente viagère, demi-salaire, frais médicaux et pharmaceutiques). Il cumulera donc. — L'arrêt est frappé de pourvoi. Celui que va rendre la Cour de cassation, chambres réunies, présentera un très haut intérêt : il résoudra solennellement, pour la première fois, l'importante question de droit posée en l'espèce. Nul doute qu'il ne soit conforme à celui de la Chambre criminelle (Rapp. : Cass. crim., 19 février 1925 : Gaz. Pal. 1925, 1, 679. — Cour d'Ass. du Rhône, 29 avril 1926 D. H. 1926, 389).

A. SARRUT.

COUR DE CASSATION (CH. CIV.)

15 mars 1927

Surenchère sur vente amiable d'immeubles aux enchères, notification à l'adjudicataire, délai.

L'art. 709 du Code proc. civile qui, sous peine de nullité de la surenchère, ordonne qu'elle soit notifiée à l'adjudicataire dans les trois jours, ne s'applique qu'aux ventes judiciaires et non, à moins de clause contraire du cahier des charges, aux ventes amiables d'immeubles appartenant à des majeurs, où la faculté de surenchère a été introduite par la seule volonté des parties.

Il suffit, dans les ventes amiables, que la notification de la surenchère soit effectuée avant la date fixée pour la remise en vente et en temps utile pour permettre à l'adjudicataire de procéder à tous actes de nature à sauvegarder son droit (1).

(Vernot-Desroches c. Salhi Salah et autres.)

Me Vernot-Desroches, notaire à Tizi-Ouzou, s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour d'Alger, rendu le 6 décembre 1922 au profit de Salhi Salah et autres.

Moyen unique du pourvoi : « Violation par fausse application de l'art. 709 Code proc. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré nulle l'adjudication sur surenchère prononcée au profit de la dame Vogt et du sieur Djouder, sous prétexte que la surenchère n'avait pas été notifiée dans le délai de 3 jours conformément à l'art. 709 C. proc. civ. susvisé, alors que ledit article ne concerne pas les ventes volontaires, que son observation ne peut, par suite, constituer en soi une cause de nullité et que la nullité ne pourrait être prononcée qu'autant que le juge du fond constaterait que l'inobservation du délai a causé aux adjudicataires surenchéris, ce qui n'est même pas allégué par la Cour d'Alger. »

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi ; — Vu l'art. 709 Code proc. civ. ; — Attendu que cette disposition qui, sous peine de nullité de la surenchère,

---

(1) L'art. 709 C. pr. civ. sur lequel la Cour d'Alger appuie sa décision ne vise que les ventes sur saisie immobilière. Doit-on, par analogie, appliquer les règles qu'il détermine aux ventes amiables d'immeubles aux enchères publiques, quand les formes de la surenchère ne sont pas réglées par les parties de façon précise dans le cahier des charges ? Autrement dit, peut-il y avoir des nullités autres que celles qui sont édictées par la loi ?

La Cour de cassation, très juridiquement, ne l'a pas pensé.

Il est certain en effet que lorsqu'il s'agit de ventes publiques volontaires entre parties majeures et non frappées d'incapacité légale, il leur est loisible de rédiger le cahier des charges comme elles l'entendent quant aux formes et au montant de la surenchère, pourvu que les clauses insérées ne soient contraires ni aux lois ni aux bonnes mœurs. La doctrine est très nette sur ce point (Garsonnet, Traité théorique et pratique de procédure civile, 3e éd., VII, n° 321. — Glasson et Colmet d'Aage, Précis théorique et pratique de proédure civile, 2e édit., II, n° 1358. — Dalloz, Rép. prat., V° Vente publique d'immeubles, p. 755, n° 55 et 54).

L'arrêt ci-dessus rapporté ne fait d'autre part que confirmer une jurisprudence depuis longtemps suivie par la Cour suprême.

F. GODIN

ordonne qu'elle soit notifiée à l'adjudicataire dans les trois jours, ne vise que les ventes sur saisie immobilière et ne s'applique pas, à moins de clause contraire du cahier des charges, aux ventes amiables d'immeubles appartenant à des majeurs dans lesquelles la faculté de surenchère a été introduite par la seule volonté des parties ; qu'il suffit, dans les ventes de ce genre, que la notification de la surenchère soit effectuée antérieurement à la date fixée pour la remise en vente et en temps utile pour permettre à l'adjudicataire de procéder à tous actes de nature à sauvegarder son droit mis en péril ; — Attendu que des qualités et des motifs de l'arrêt attaqué il résulte que les consorts Valensot ont procédé par le ministère du notaire Vermot-Desroches, à la vente publique d'immeubles indivis qu'ils possédaient à Tizi-Ouzou ; que le cahier des charges contenait cette clause que l'adjudication serait prononcée sous la condition suspensive qu'il ne serait pas fait dans la huitaine une surenchère du dixième ; que deux lots ayant été adjugés, le 24 mai 1917, à Sahli Salah et à Achour Meziane, une déclaration de surenchère fut faite par Vogt le 2 juin et notifiée aux adjudicataires le 6 juin, veille du jour fixé pour la remise en vente ; que l'adjudication définitive fut prononcée au profit de la dame Valensot, épouse Vogt, pour le premier lot et d'un autre acquéreur pour le deuxième ; — Attendu que la Cour d'Alger, saisie d'une demande en nullité de la notification et de la surenchère elle-même, au lieu de rechercher si, de l'ensemble des stipulations du cahier des charges, il résultait que son auteur avait entendu soumettre les réserves de surenchère à l'application de toutes les règles établies par le Code de procédure civile pour la surenchère du sixième, ou si, en fait, le retard apporté à la notification avait été de nature à entraver les adjudicataires dans la défense de leurs droits, a prononcé la double nullité demandée par ce motif qu'il serait logique et équitable d'étendre aux ventes volontaires la règle édictée par l'article 709 ; qu'en statuant ainsi, elle a faussement appliqué et par suite violé le texte de la loi susvisée.

Par ces motifs.....

MM. André, P. président ; Ambroise Colin, rapp. ; Langlois, av. gén. ; Me Labbé, av.

COUR D'ALGER (1re CH.)

5 mai 1926 et 2 février 1927

Fonds de commerce, vente, éléments, enseigne à forme de nom patronymique, clause de rétablissement, effets, obligation de garantie, mesure, création d'un fonds de commerce nouveau, raison sociale, nom patronymique cédé, confusion, pouvoirs du juge, jugement et arrêt, interprétation.

S'il est loisible à un commerçant de mettre en vente l'usage commercial de son nom patronymique, il lui est impossible, sans manquer à l'obligation de garantie dont il est tenu envers l'acheteur, de reprendre directement ou indirectement ce qu'il a vendu.

Ainsi en est-il — et le vendeur reprend ce qu'il a vendu — lorsque, usant de la faculté qu'il s'est réservée au contrat de créer, exploiter ou faire valoir un fonds de commerce analogue ou de s'intéresser directement ou indirectement dans l'exploitation d'un fonds de commerce semblable, il a créé une société à laquelle il a donné une dénomination qui ne se distingue pas suffisamment de celle du fonds de commerce vendu, de

nature, par conséquent, à créer dans l'esprit du public une confusion entre les deux établissements (1).

Le vendeur soutiendrait vainement qu'il a droit à cette dénomination, parce qu'elle est formée de son nom patronymique, dont il a conservé la propriété. S'il est resté propriétaire de son nom, il n'a conservé, de l'usage commercial qu'il en peut faire, que ce qu'il n'a pas vendu (2).

(1-7). La société en nom collectif « L. Eschenauer et Co » fondée entre les consorts Eschenauer de Bordeaux et Frédéric Lung d'Alger, ayant pour objet le commerce des vins d'Algérie, a été dissoute et mise en liquidation; et le fonds de commerce comprenant notamment la clientèle et l'achalandage et l'enseigne et le nom commercial, a été vendu par la voie des enchères et adjugé au profit de Frédéric Lung.

L'article 10 du cahier des charges réservait à l'un quelconque des membres de la société venderesse « pour le cas où il ne serait pas déclaré adjudicataire, le droit de créer, exploiter ou faire valoir en Algérie, en France ou à l'étranger, un fonds de commerce analogue ou de s'intéresser, directement ou indirectement, dans l'exploitation d'un semblable fonds ».

Forts de ce droit, les consorts Eschenauer fondent, aussitôt après l'adjudication, une société rivale qui, bien qu'elle soit du type anonyme, prend la raison sociale : « Louis Eschenauer et Co », presque identique à celle acquise par Lung, de la société dissoute. Ils recrutent leurs employés dans le personnel de l'ancienne société en nom collectif et adressent des circulaires à la clientèle du fonds cédé.

Lung riposte par une action en usurpation de nom et en concurrence déloyale.

Le tribunal de commerce fait droit à sa demande : « En prenant, dit-il, en substance, le nom « Eschenauer », qui identifie le fonds vendu, la société nouvelle a créé dans l'esprit du public une confusion entre les deux firmes, préjudiciable aux intérêts de Lung; et cette faute initiale a été confirmée, dans la suite, par les circulaires adressées à la clientèle et par l'attitude de certains agents. De leur côté, les consorts Eschenauer, par cela même qu'ils ont vendu le fonds et assumé l'obligation d'en garantir la paisible jouissance à l'acquéreur, se sont interdit d'utiliser, pour l'exploitation d'un fonds semblable, le nom « Eschenauer » qui est devenu la propriété exclusive de Lung ». En conséquence, le tribunal ordonne à la société « Louis Eschenauer et Co » de modifier son titre; lui interdit d'incorporer dans celui qu'elle lui substituera le nom « Eschenauer », même modifié dans son orthographe, et condamne séparément la société et les consorts Eschenauer responsables à des degrés différents envers Lung, à des dommages-intérêts.

Dans son arrêt du 5 mai 1926, la cour d'Alger constate que la dénomination donnée par les consorts Eschenauer à la société qu'ils ont créée ne se distingue pas suffisamment de la dénomination du fonds de commerce par eux vendu à Lung et qu'ils ont ainsi repris ce qu'ils avaient vendu ; leur ordonne de supprimer cette dénomination et de la remplacer par telle autre de leur choix, non susceptible de créer une confusion; accorde à Lung la réparation du préjudice que lui a causé l'usage illégitime, par les consorts Eschenauer, du nom commercial « Louis Eschenauer et Co » ; de ce chef, les condamne, ainsi que la société anonyme, à des dommages-intérêts; mais déboute Lung de ses conclusions relatives aux faits de concurrence déloyale.

Moins explicite que le jugement, l'arrêt n'a pas formellement interdit, à la société anonyme d'incorporer dans sa dénomination le nom « Eschenauer », et, d'autre part, il n'apparaît pas dans le dispositif et il ne résulte pas clairement des motifs que la Cour ait entendu réformer, sur ce point, la décision de première instance. Les consorts Eschenauer, estimant que ce silence leur est favorabl, substituent à la dénomination interdite : « Louis Eschenauer ». Saisie par eux d'une demande en interprétation, la Cour leur donne raison. Dans son arrêt du 2 février 1927, elle déclare avoir seulement interdit l'emploi de la dénomination « Louis Eschenauer et Co » et fait défense à la société anonyme de choisir une dénomination susceptible de créer une confusion avec l'ensigne et le nom commercial « L. Eschenauer Eschenauer et Cie », l'appellation « Grands Vins Algériens, Nouvelle Maison

Il ne pourrait davantage déduire ce droit de la clause interdisant à l'acquéreur de se servir de l'enseigne cédée sans y ajouter des mentions de nature à la différencier de celles du fonds de commerce vendu, cette obligation de l'acheteur ayant seulement pour objet de signaler à l'attention que le fonds de commerce est passé en d'autres mains (3).

Le juge peut, dès lors, faire défense au vendeur de conserver l'enseigne telle qu'il l'a composée. Mais, compétent à l'effet de dire, si le nom commercial employé doit être interdit ou peut être conservé, il n'a pas qualité pour

---

et Co » acquis par Lung. Sous cette réserve, la société anonyme a dès lors conservé le droit d'incorporer le nom patronymique « Eschenauer » dans la dénomination nouvelle à choisir. Or, il n'est pas suffisamment démontré que la dénomination critiquée ait produit la confusion interdite.

Telles sont les grandes lignes de l'affaire. Pour en caractériser la physionomie, il convient de noter l'importance de l'intérêt en litige et la notoriété des parties en cause, qui explique les ménagements dont la rédaction du jugement prise à l'égard des parties. Il faut encore remarquer l'attitude réticente de la Cour, qui l'obligera à s'expliquer le 2 février 1927, et sa ferme résolution de s'en tenir à l'étroite analyse des faits de la cause : tout le droit de l'affaire se trouve ainsi délibérément réduit à l'interprétation de deux articles du cahier des charges et à l'appréciation des actes incriminés de concurrence déloyale; on cherche vainement, dans la décision si longuement motivée du 5 mai 1926, l'énonciation d'une règle de droit; tout au plus y rencontre-t-on une fugitive allusion au principe de la garantie.

Ceci posé, il est facile d'apercevoir que toute la difficulté du procès consistait à apprécier l'étendue du droit, acquis par Lung, à l'usage commercial du nom patronymique « Eschenauer », en mesurant l'obligation de garantie assumée par les consorts Eschenauer dans la vente du fonds de commerce; que la Cour n'a pas résolu ce problème; et que la solution donnée par elle à l'affaire résulte d'une procédure tout à fait anormale d'interprétation, qui appelle des observations.

Commençons par l'examen de cette question :

I

Selon l'arrêt du 2 février 1927, la Cour d'appel, en interdisant seulement aux consorts Eschenauer et à la Société anonyme, par son arrêt du 5 mai 1926, de choisir une dénomination susceptible de créer une confusion avec l'enseigne et le nom commercial, propriété du sieur Lung, a réformé, sur ce point, le jugement du tribunal de commerce. Simple affirmation ! Il est vraiment impossible de voir dans le passage invoqué du dispositif du jugement, une réformation implicite que ne fait prévoir aucun passage des motifs. La Cour a bien dit, incidemment, que le jugement de première instance est en partie réformé, mais il s'agissait des conclusions relatives aux faits de concurrence déloyale (détournement de clientèle, des agents, des employés, publicité dolosive, etc...). La Cour a dit encore « que Lung n'est pas devenu propriétaire du nom « Eschenauer », détaché de l'enseigne; que l'usage commercial de ce nom qui lui a été vendu consiste uniquement dans l'incorporation de ce nom dans une enseigne déterminée » ; mais il s'agissait de savoir si l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger », utilisée par Lung, est, ou non, conforme aux prescriptions de l'article 11 du cahier des charges, qui impose à l'adjudicataire l'adjonction, à la raison sociale « L. Eschenauer et Co », de la mention « successeur de » ; et l'arrêt avait, plus haut, déclaré qu'on ne saurait de cet article 11 déduire un droit, pour les « consorts Eschenauer, de faire entrer, comme ils l'ont fait, leur nom patronymique dans la dénomination du fonds de commerce analogue qu'ils étaient autorisés à créer à Alger ». A suivre le raisonnement de l'arrêt interprétatif, on se trouve donc amené à relever, dans l'arrêt interprété, de surprenantes contradictions. Enfin, l'avant-dernier attendu de l'arrêt du 2 février 1927 est lui-même en contradiction formelle avec le motif de l'arrêt du 5 mai 1926, dans lequel la Cour constate que « ce qui attire l'attention dans les deux enseignes, ce sont, au premier chef, les mots « Eschenauer et Co », dont

composer la dénomination sous laquelle le fonds de commerce nouvellement créé pourra être exploité. Il peut seulement enjoindre au vendeur de supprimer cette dénomination et de la remplacer par telle autre de son choix, non susceptible de créer une confusion avec l'enseigne du fonds de commerce vendu (4).

Si le tribunal de commerce a ordonné au vendeur de supprimer de l'enseigne de son nouvel établissement le nom patronymique compris dans les éléments du fonds cédé et lui a interdit d'incorporer ce nom dans

---

la notoriété commerciale est fort grande ». Comme l'arrêt interprétatif ne fait qu'un avec l'arrêt interprété, ce dernier compte deux autres motifs contradictoires.

Il suffit, au contraire, de rapprocher des conclusions des parties et des motifs de l'arrêt du 5 mai 1926 le passage du dispositif : « .....ils supprimeront cette dénomination et la remplaceront par telle autre de leur choix, non susceptible de créer une confusion avec l'enseigne et le nom commercial de la société L. Eschenauer et Co » pour lui donner une signification toute différente, plus conforme aux règles de l'interprétation. La Cour, saisie de conclusions formelles, lui demandant de statuer sur l'interdiction faite à la société anonyme par le tribunal de commerce, d'incorporer le nom patronymique « Eschenauer » dans la dénomination nouvelle à choisir, a délibérément restreint son examen à la dénomination « Louis Eschenauer et Co », et s'est déclarée sans qualité pour composer la dénomination nouvelle : « Attendu dit l'arrêt, que ce qu'ils (les consorts Eschenauer) ont vendu, c'est, *du point de vue du litige dont la Cour est saisie*, l'usage de ce nom en la forme de l'enseigne ou nom commercial « L. Eschenauer et Co »..... Attendu que la Cour n'a pas qualité pour composer la dénomination sous laquelle les consorts Eschenauer pourront exploiter à Alger le fonds de commerce analogue que l'article 10 les autorise à créer; *qu'il lui appartient seulement de dire si le nom commercial employé* (Louis Eschenauer et Co) *doit être interdit ou peut être conservé* ». La vérité est donc que la Cour, pour des raisons que nous n'avons pas à rechercher, cette volonté *psychologique* ne nous intéressant pas, s'est abstenue de statuer sur un chef des demandes et du dispositif du jugement entrepris. Requise d'exprimer, sur ce point, une volonté *juridique*, elle s'y est nettement refusée. Interpréter une volonté qui *juridiquement* est inexistante, c'est interpréter le néant. En prétendant interpréter l'arrêt du 5 mai 1926, qui est très clair et dont les dispositions se suffisent à elles-mêmes, l'arrêt du 2 février 1927 lui substitue, en réalité, une décision différente. Or, c'est un principe constant, en jurisprudence et en doctrine, que le droit d'interprétation ne peut être exercé par les cours et les tribunaux que s'il y a disposition ambiguë ou obscure et à la condition qu'aucune modification, restriction ou extension ne soit apportée aux droits consacrés par la décision à interpréter (Cf. Fuzier-Hermann, *Répertoire*, V° Jugement et arrêt n° 3030, 3104. — Dalloz, *Répert. pratique eod.*, (V. n° 612 et s. — Cass., 25 fécrier 1891 : S. 1891, 1, 157. — 22 mars 1911: D. 1911, 1, 360. — *Adde* Garsonnet et Cezar-Bru, Traité de procédure civile, 2e édit., III, § 1120, p. 525, note 6).

A un autre point de vue, encore, la Cour est sortie des limites de l'interprétation. Après avoir reconnu à la Société anonyme, de la manière et dans les termes qui viennent d'être appréciés, le droit d'incorporer le nom patronymique « Eschenauer » dans toute nouvelle désignation qu'elle choisira, sous la seule condition de ne pas créer une confusion, la Cour déclare que la nouvelle dénomination choisie par les consorts Eschenauer n'est point de nature à créer la confusion prohibée, attendu que les mots « Grands Vins Algériens, Nouvelle maison Eschenauer », différencient suffisamment la maison de commerce qu'ils désignent de celle appartenant à Lung. C'est là une question manifestement étrangère au litige, objet de l'arrêt du 5 mai 1926; c'est un autre litige que la Cour a tranché sous le couvert de l'instance en interprétation. Il est par trop évident que la même décision n'a pu statuer sur l'appellation « Grands Vins Algériens, Nouvelle maison Eschenauer », qui n'a été prise que postérieurement. Le point de savoir si cette appellation a créé ou non la confusion interdite entre les deux firmes rivales déborde donc le terrain de l'interprétation.

l'enseigne qu'il lui substituera ; et si, en appel, il lui a seulement été enjoint de supprimer la dénomination critiquée et de la remplacer par telle autre de son choix, non susceptible de créer une confusion, sans d'ailleurs que l'arrêt ait expressément réformé, sur ce point, le jugement rendu en première instance; la Cour, saisie d'une demande en interprétation de son arrêt, peut déclarer qu'elle avait entendu réserver au vendeur la faculté d'incorporer son nom patronymique dans sa nouvelle en-

---

On peut objecter que la Cour a jugé le litige dans les termes où les parties ont consenti à le débattre; que la règle de l'article 464 du Code de procédure civile, interdisant les demandes nouvelles en appel, n'est pas d'ordre public et que le moyen tiré de l'incompétence ne peut être suppléé d'office par la Cour, s'il n'a pas été opposé par les parties, ce qui est le cas (Cass. civ., 25 février 1895: D. 1895, 1, 369, note Glasson. — 29 mai 1902: D. 1903, 1, 100. — 18 février 1914: D. 1914, 1, 80. — 12 mai 1926: Dalloz hebd., p. 363).

Il faut répondre qu'il n'y a pas eu demande nouvelle. En soutenant devant la Cour que l'appellation « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer » créait la confusion interdite, Lung n'est pas sorti du cadre de l'instance en interprétation, puisque, aux termes du jugement du tribunal de commerce, la confusion résulte du seul fait de l'incorporation à l'enseigne du patronyme « Eschenauer » et puisque, d'autre part, il estimait que la Cour avait confirmé, sur ce point, la décision de première instance. Ce qui montre bien que Lung n'a pas formulé de demande nouvelle, c'est que, si la Cour lui avait adjugé le bénéfice de ses conclusions, elle serait certainement restée dans les limites de la chose jugée par l'arrêt du 5 mai 1926. Après avoir, au contraire, déclaré que cet arrêt réformait le jugement, la Cour ne pouvait statuer régulièrement, par voie d'interprétation, que sur le droit d'incorporer le nom « Eschenauer » dans la nouvelle enseigne. Il ne lui appartenait pas de dire si l'appellation nouvelle, prise par la Société anonyme, créait ou non la confusion interdite. L'examen de cette question, dont la solution ne pouvait, dans le système d'interprétation suivi par la Cour, être favorable à Lung que s'il produisait de nouveaux moyens de preuve — a dû être pour lui une nouvelle surprise. Aussi comprend-on qu'il n'ait pas paru à la Cour « suffisamment établi par les documents produits qu'une confusion ait été recherchée et se soit produite dans des conditions de nature à justifier les prétentions du sieur Lung ». Rien d'étonnant encore à ce que la Cour ignore « si la dénomination critiquée n'est pas figurée par des caractères d'imprimerie mettant en vedette le nom d'Eschenauer au détriment des autres parties de la dénomination ». Elle a statué sans posséder tous les éléments d'information nécessaires.

En somme, la régularité de cette procédure tout à fait anormale d'interprétation est au moins douteuse et la solution si péniblement acquise, envisagée au point de vue formel, est malheureuse. Passons à l'examen du fond.

II

La solution de la Cour heurte, dès l'abord, le bon sens.

Lung a acheté très cher le fonds de la société en nom collectif dissoute. De l'aveu des consorts Eschenauer, relevé dans un attendu du jugement, le prix de 7.540.000 francs est « trop élevé pour une affaire dont tous les locaux étaient simplement loués et qui n'avait en chai qu'à peine 8.000 hectos de vin ». Toute la valeur du fonds tient donc dans la clientèle, et surtout dans le nom commercial qui est le moyen de l'atteindre, qui retiendra les vieux clients de la maison, qui en attirera d'autres, et qui, en définitive, est l'élément principal, l'élément substantiel du fonds cédé. Ce nom commercial revêt la forme « L. Eschenauer et Co ». Le jugement constate que « ce n'étaient ni le prénom, ni la terminaison de la raison sociale qui identifiaient le fonds vendu à Lung, mais bien seulement le nom Eschenauer, connu dans le commerce des vins d'Algérie depuis plus de trente-cinq ans..... Qu'il résulte des éléments de la cause que les agents et clients, les consorts Eschenauer eux-mêmes, lorsqu'ils écrivaient à l'ancienne société, employaient indifféremment les termes « Louis Eschenauer et Co » « Louis Eschenauer », ou « Eschenauer », tout court. » La Cour reconnait elle-même, dans son

seigne et décider que la nouvelle désignation ne crée pas la confusion interdite (5).

La vente de l'usage commercial d'un nom patronymique, en la forme d'une enseigne et pour désigner le fonds de commerce vendu n'entraîne pas pour l'acquéreur, le droit de se servir du nom patronymique détaché de cette enseigne et, notamment, le droit d'utiliser ce nom comme adresse télégraphique pour les besoins de son commerce (6).

La clause par laquelle le vendeur d'un fonds de commerce s'est réservé la faculté de se rétablir dans un commerce similaire doit être interprétée

---

arrêt du 5 mai 1926, que « ce qui attire l'attention dans les deux enseignes ce sont au premier chef les mots « Eschenauer et Co », dont la notoriété commerciale est fort grande ». Comment admettre qu'après avoir vendu au prix fort l'usage commercial du patronyme « Eschenauer » et touché ce prix, les consorts Eschenauer s'en servent encore pour faire concurrence à Lung ? Il y a bien là, semble-t-il, un manquement à la foi du contrat, aggravé par la circonstance que la société anonyme a sciemment contrevenu aux articles 29 et 30 du Code de commerce, par le fait d'avoir adressé des circulaires à la clientèle cédée et par l'attitude des agents.

Reprenons maintenant le raisonnement de la Cour :

Ce que les consorts Eschenauer ont vendu, c'est l'usage commercial du nom « Eschenauer » en la forme de l'enseigne ou nom commercial « L. Eschenauer et Co ». En donnant à la société anonyme par eux fondée la dénomination « Louis Eschenauer et Co », qui ne se distingue pas suffisamment du nom commercial acquis par Lung et qui est de nature à créer une confusion dans l'esprit du public, « ils ont repris ce qu'ils avaient vendu » ; « défense doit donc leur être faite de conserver telle qu'ils l'ont composée cette enseigne ». Mais, ils pourront incorporer leur nom patronymique dans toute autre dénomination qu'ils choisiront si, par ailleurs, cette dénomination ne crée aucune confusion ; et tel est le cas de l'appellation substituée « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer ». En ce qui concerne les procédés de lutte commerciale reprochés, il y a lieu de considérer que l'article 10 du cahier des charges, en autorisant ceux des membres de l'ancienne société qui ne deviendraient pas adjudicataires a créer un fonds de commerce analogue, a, par avance, organisé une concurrence entre l'adjudicataire alors inconnu et ses anciens associés. La rivalité était prévue ; le conflit était fatal. « Par des procédés souvent semblables et en tout cas ayant le même objet, les parties ont fait, l'une et l'autre, des efforts pour conquérir l'une sur l'autre une suprématie commerciale ». Ces procédés « doivent être appréciés, non seulement en tenant compte des effets ordinaires de la concurrence légitime en matière commerciale, mais encore des tolérances réciproques que comportent les projets non avoués mais certains des parties ».

Nous espérons ne pas trahir la Cour en traduisant juridiquement sa pensée dans les propositions suivantes :

1° Ce que Lung a acquis, ce n'est pas le nom « Eschenauer », mais l'enseigne « L. Eschenauer et Co » ; les consorts Eschenauer, vendeurs de l'enseigne, ont donc conservé l'usage commercial du nom, mais l'obligation de garantie qu'ils ont assumée en cette qualité leur interdit de créer une confusion entre le fonds cédé et l'établissement qu'ils fonderont ;

2° La clause de rétablissement, insérée au cahier des charges, autorise une moindre sévérité dans l'appréciation des actes de concurrence réciproques qui peuvent en résulter.

En définitive, la Cour a cru trouver la solution de l'affaire dans une combinaison des règles de la garantie avec la propriété du nom et l'interdiction de la concurrence déloyale. Or, ni la question du droit au nom, ni l'examen des actes de concurrence ne revêtaient une importance véritable pour le règlement du litige. La grande difficulté en était de mesurer exactement l'obligation de garantie des vendeurs, vidée d'un partie de son contenu par l'insertion au cahier des charges d'une clause de rétablissement. On ne peut pas dire que les arrêts rendus aient résolu le problème.

comme lui donnant le droit de faire concurrence à l'acquéreur du fonds. Et dans les conflits qui résultent de cette rivalité, les procédés employés par les parties pour conquérir l'une sur l'autre une suprématie commerciale doivent être appréciés, non seulement en tenant compte des effets ordinaires de la concurrence légitime en matière commerciale, mais encore des tolérances réciproques que comportent les projets non avoués mais certaines des deux parties (7).

(Société anonyme Eschenauer et Cie et consorts c. Lung et Aug ès-qual.)

Le 28 décembre 1925, le tribunal de Commerce d'Alger avait rendu le jugement suivant :

Attendu que le fondement des droits respectifs des parties réside dans le cahier des charges dressé par Aug, liquidateur de la société en nom collectif dissoute « L. Eschenauer et Cie » et reçu par Me Vésine-Larue, notaire à Alger, le sept mars mil neuf cent vingt-cinq ; — Attendu que suivant le dit cahier des charges le fonds de commerce mis en vente comprenait notamment : — 1° La clientèle et l'achalandage y attachés ; —2 ° Les relations et l'organisation commerciale en Algérie, en France et à l'étranger y relatives ; — 3° L'enseigne et le nom commercial « L. Eschenauer et Cie », sous lequel il est exploité, et le droit de prendre en toutes circonstances le titre de successeur de la société « L. Eschenauer et Cie » ; — 4° Le droit de faire usage dans les mêmes conditions de la firme Lung Frères avec les prérogatives et actions y attachées; — 5° Les marques de commerce dont l'énumération et la désignation seront faites plus loin; — Attendu que les articles dix et onze du même cahier des charges stipulent : — Article dix. — L'un quelconque des membres

---

D'une manière générale, le vendeur doit s'abstenir à l'égard de l'acheteur des actes qui sont de nature à priver celui-ci d'une partie des avantages sur lesquels il avait le droit de compter d'après le contrat. C'est la garantie du fait personnel. Elle est due alors même qu'une stipulation contraire aurait été insérée dans la convention. La stipulation serait nulle aux termes de l'article 1628. Il n'est fait exception à ce principe — et le vendeur peut, dès lors, s'affranchir de la responsabilité de tel ou tel fait personnel susceptible d'entraîner une éviction plus ou moins étendue — que lorsqu'il s'agit de faits nettement précisés, entraînant pour l'acheteur un risque limité dont il peut calculer l'étendue pour faire fixer, en conséquence, le prix de la vente. Il n'y a là, en effet, rien qui soit contraire à la bonne foi (Pandectes, *Répertoire,* V° Vente, n° 1955 et s. — Dalloz, *Répertoire.* V° *cod.*, n° 896 et s. — *Supplément,* n° 412 et s. et les arrêts cités. — Baudry-Lacantinerie et Binet, *Précis,* II, p. 432, n° 958 et p. 442, n° 984. — Planiol et Ripert, II, p. 516, n° 1475. — Cass., 18 octobre 1910: S. 1911, 1. 220. — *Adde,* 8 décembre 1880: D. 1881, 1, 351).

L'application de ces principes à la vente d'un fonds de commerce conduit à décider que l'interdiction, pour le vendeur, d'entreprendre un commerce similaire, peut être demandée sur le fondement de la seule obligation de garantie, si le nouvel établissement est susceptible de porter préjudice au fonds vendu (Aubry et Rau, 5e édit., V, § 355, p. 76 et note 2), et que le vendeur est au moins obligé de s'abstenir de tout acte qui tendrait à diminuer l'achalandage et à détourner la clientèle du fonds cédé (Baudry-Lacantinerie et Binet, *Précis,* 12e édit., II, p. 432, n° 958). L'arrêt de la Cour de cassation (Ch. req.) en date du 29 juillet 1908 (Patillon: S. 1909, 1, 291-D. 1909, 1, 281, note Lacour) après avoir reconnu au vendeur le droit de se rétablir parce qu'il s'était refusé à l'insertion, dans le contrat, d'une clause d'interdiction, déclare que, malgré ce droit, l'obligation de garantie édictée par l'article 1626 du Code civil emporte pour le vendeur « le devoir de s'abstenir de tout acte de nature à diminuer l'achalandage et à détourner la clientèle du fonds cédé ». (Dans le même sens : Cass. req., 4 février 1901, S. 1902, 1, 171 - D. 1901, 1, 167. — 19 février 1907 : D. 1912, 1, 239). Dans

de la Société « L. Eschenauer et Cie » aura la faculté, s'il ne devient adjudicataire du fonds de commerce mis en vente, de créer, exploiter ou faire valoir en Algérie, en France et à l'étranger, un fonds de commerce analogue ou de s'intéresser directement ou indirectement, dans l'exploitation d'un semblable fonds. — Article onze. — L'adjudicataire devra, s'il en fait usage, faire précéder ou suivre aussi bien la raison sociale « L. Eschenauer et Cie », ou « Lung Frères » que les marques dépendant du fonds de commerce présentement mis en vente, de son nom personnel accompagné de la mention « successeur de » ; — Attendu que c'est

---

un autre arrêt (Amiens, 26 mars 1908, analysé au Sirey, 1913, 1re partie, page 91, colonne 3, dans l'exposé des faits de l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation, en date du 17 décembre 1912, rendu dans la même affaire Simoëns, S. 1913, 1, 91 - D. 1914, 1, 231) la Cour suprême décide que la clause de rétablissement ne permet pas au vendeur de solliciter les anciens clients de la maison et de traiter avec eux. L'annoteur de l'arrêt précité du 29 juillet 1908 fait observer qu'il est indifférent que le vendeur ait ou non employé des moyens dolosifs ou répréhensibles, car il s'agit d'action en garantie et non d'action en concurrence illicite.

On peut maintenant comprendre comment la Cour d'Alger s'est trompée et de quelle nature est son erreur. Perdant de vue la prohibition élevée par l'article 1628, elle a interprété l'article 10 du cahier des charges comme diminuant la responsabilité encourue par les vendeurs à raison de leur fait personnel et la réduisant à une obligation de ne pas créer une confusion entre le fonds cédé et la société anonyme nouvellement fondée. Dans cette conception la clause de rétablissement est devenue une situation de non-garantie, beaucoup trop générale et imprécise pour ne pas être entachée de nullité.

Le pouvoir qui appartient au juge du fait, d'interpréter les conventions et d'apprécier les manquements à l'obligation de garantie, ne saurait aller jusqu'à lui permettre de dénaturer une clause de rétablissement en la transformant en une stipulation de non-garantie qui ferait disparaître, — ou peu s'en faut, — l'obligation de garantie elle-même. L'exercice de ce pouvoir est, au surplus, nécessairement limité par la disposition de l'article 1628.

L'erreur initiale commise par les arrêts dans la matière de la garantie commande la série des positions qu'ils ont prises ensuite dans le détail du règlement du litige.

Abandonnant le domaine de la responsabilité contractuelle, la Cour s'est livrée à un examen détaillé des faits susceptibles d'engager la responsabilité délictuelle des vendeurs; usurpation de nom, confusion d'enseignes, actes divers de concurrence déloyale. La plupart des solutions ici posées, affectées qu'elles sont, tout d'abord, par l'erreur initiale signalée, demandent à être redressées par une application des règles, ci-dessus rappelées, de la garantie. Il ne nous paraît pas autrement utile de les discuter. Remarquons seulement que, sur le terrain même de la responsabilité délictuelle, elles sont loin d'être toutes indiscutables. Ainsi la Cour déboute Lung de ses conclusions relatives au détournement de clientèle, motif pris de ce que les agissements des sieurs Grost et Bonne, représentants qui n'étaient ni des commis, ni des préposés, n'ont pu engager la responsabilité du chef d'une maison de commerce.. Or, la Société anonyme a connu ces agissements et en a profité; elle a laissé faire. Elle est au moins responsable en vertu de l'article 1382 du Code civil pour délit d'omission. Ainsi encore, la Cour refuse à Lung le droit de se servir de l'adresse télégraphique du fonds cédé et limite arbitrairement le pouvoir qui appartient au juge du fait de prescrire les mesures nécessaires pour mettre fin à une concurrence déloyale...

***

Juger « en fait » est peut-être un moyen d'éviter de rechercher et de dire quel est le droit d'une affaire; c'est, à coup sûr, une méthode étrangère à l'art de bien juger. Trop peu de science éloigne du bon sens; beaucoup de science y ramène.

LOUIS MILLIOT.

dans l'interprétation de ces textes qu'il faut chercher, à la lumière des principes régissant la matière, le bien ou le mal fondé des actions engagées ; — Attendu, d'autre part, que les trois instances étant connexes, il convient de les joindre et de statuer par un seul et même jugement ; — Attendu d'autre part, que, dans l'intérêt d'une bonne et saine justice il y a lieu d'examiner séparément pour chacun des défendeurs les griefs articulés contre eux.

— *En ce qui concerne Aug, ès-qualité.* — Attendu que Aug a été mis en cause, en sa qualité de liquidateur ayant dressé le cahier des charges et fait procéder à la vente du fonds de commerce, en vue d'être tenu de garantir Lung de l'exécution des conditions de la vente pour le cas où ceux, contre qui l'action principale a été dirigée, contesteraient la validité des clauses ayant trait aux diverses parties de l'actif vendu ; — Attendu que la Société anonyme Louis Eschenauer et Cie, non plus que Jules Ricome, ni la dame Eschenauer, et Louis Eschenauer, ne soulèvent d'objection ni en droit, ni en fait contre la rédaction du dit cahier des charges et la validité de ses clauses ; — Qu'il y a lieu, dans ces conditions, de passer outre, en mettant d'ores et déjà Aug ès qualité, hors de cause, et en déclarant, par suite, sans objet l'appel en garantie formé par ce dernier à l'encontre des autres codéfenseurs.

— *En ce qui concerne la Société anonyme « Louis Eschenauer et Cie ».* — Attendu qu'en prenant comme titre le nom d'un de ses fondateurs, en y adjoignant les mote « et Compagnie », qui sont les attributs d'une société en nom colllectif, ou en commandite, dont le statut juridique est tout différent de celui de la Société Anonyme, la nouvelle société a sciemment contrevenu aux articles vingt-neuf et trente du Code de commerce ; — Que cette transgression quoique en dehors du débat, renferme en l'espèce une incontestable gravité en raison de la confusion certaine et inévitable que cette appellation devait produire dans le public et plus spécialement chez les personnes en relations d'affaires avec l'ancienne société ; — Attendu que cette faute initiale a été confirmée par la suite, au moyen de circulaires adressées à la clientèle et par l'attitude de certains agents de la dite société ; — Attendu entre autres, que parmi ces agents, Weissenburger, de Nancy, le huit août mil neuf cent vingt-cinq, Desvergne et Renou, de Nantes, le douze octobre mil neuf cent vingt-cinq, ont offert à la clientèle des vins de la maison Louis Eschenauer d'Alger, sans autre précision ; — Attendu qu'indépendamment de ces faits les preuves de cette confusion abondent, qu'il suffit d'en énumérer quelques-uns pour déclarer qu'un préjudice a été incontestablement causé à Lung ; clients ne sachant plus à laquelle des deux maisons ils avaient à faire, correspondances et télégrammes adressés à l'une d'elles, remis et ouverts par l'autre, publicité, étiquetage, appellation de produits, estampillage de la futaille qui, pour des yeux non exercés, paraissent avoir une même origine ; — Attendu que ces erreurs n'ont pu se produire et ces similitudes n'ont pu avoir de gravité qu'en raison même de l'identité d'appellation des deux firmes concurrentes, qui, dès le début de cette confusion, créée et entretenue par la nouvelle raison sociale Louis Eschenauer et Cie, a troublé le fonctionnement normal de l'ancienne Maison et a créé les difficultés qui aboutissent au présent conflit ; — Attendu que la nouvelle société prétend se différencier suffisamment de l'ancienne firme en établissant que ses imprimés et ses estampilles sont libellés « Louis Eschenauer et Cie », société anonyme, capital six millions de francs, deux, rue Arago, Alger » ; — Attendu qu'elle soutient que le prénom Louis, porté en toutes lettres, l'indication « Société Anonyme », et l'adresse marquent suffisamment la distinction avec l'ancienne firme « L. Eschenauer et Cie » ; — Mais attendu qu'il résulte des éléments de la cause que les agents et clients, les consorts Eschenauer eux-mêmes, lorsqu'ils écrivaient à l'ancienne société, employaient indifféremment les termes

« Louis Eschenauer », « L. Eschenauer et Cie », ou « Eschenauer » tout court ; — Qu'en réalité ce n'étaient ni le prénom ni la terminaison de la raison sociale qui identifiaient le fonds vendu à Lung mais bien seulement le nom Esehenauer, connu dans le commerce des vins d'Algérie, depuis plus de trente-cinq ans ; — Attendu que, malgré son désir d'éviter toute confusion préjudiciable tant aux intérêts de Lung, qu'aux siens propres, la nouvelle société ne pourrait dans l'avenir ni connaître, ni réprimer le zèle intempestif d'agents répandus par toute la France et qui, dans le but de réaliser des affaires, seraient tentés de tromper la bonne foi des acheteurs en se servant précisément de la similitude des noms ; — Attendu que le seul moyen efficace et loyal de faire cesser toute confusion, est d'imposer à la nouvelle société la suppression de son titre actuel en lui interdisant d'incorporer dans celui qu'elle lui substituera, comme dans son adresse télégraphique, le nom d'Eschenauer, même modifié dans son orthographe.

— *En ce qui concerne Madame Berthe Marchand, veuve Eschenauer, et Louis Eschenauer.* — Attendu que ces deux défenseurs, anciens co-associés de la Société dissoute, ont connu les obligations du cahier des charges, qu'ils y ont souscrit et qu'ils ont reçu leur part du prix de la vente sans aucune protestation ni réserve ; — Qu'en vertu de l'article dix du cahier des charges susvisé les consorts Eschenauer avaient le droit de créer un fonds de commerce analogue à celui vendu ou de s'intéresser directement ou indirectement à l'exploitation d'un fonds semblable, qu'ils pouvaient donc, comme ils l'ont fait, l'exercer dans la constitution d'une société anonyme ; — Mais, attendu que le dit cahier des charges stipule, en outre, que le fonds de commerce vendu comprend, entr'autres éléments actifs, l'enseigne et le nom commercial « L. Eschenauer et Cie » sous lequel il est exploité ; — Attendu que cette enseigne et ce nom commercial sont devenus légalement la propriété de Frédéric Lung, adjudicataire en suite de surenchère, qu'ils avaient indépendamment des autres parties substantielles de l'actif vendu une valeur propre, résultant de leur notoriété et qui n'a pas été étrangère à l'importance du prix payé par Lung ; — Attendu que cette dernière considération trouve sa consécration dans une circulaire émanant des défendeurs eux-mêmes, en date du premier septembre mil neuf cent vingt-cinq, où ils exposent qu'ils ne se sont pas rendus acquéreurs du fonds en raison de ce que le prix de sept millions cinq cent quarante mille francs, plus tous les frais, était beaucoup trop élevé pour une affaire dont tous les locaux étaient simplement loués et qui n'avait en chai qu'à peine huit mille hectos de vin ; — Attendu que la valeur du nom commercial Eschenauer étant aint formellement reconnue et ayant été acquise par Lung, les consorts Eschenauer ne pouvaient en conserver l'usage à leur profit ; — Attendu que l'argument, tiré de l'inaliénabilité et de l'incessibilité d'un nom patronymique ne saurait faire échec au droit exclusif de Lung de faire usage du nom commercial « L. Eschenauer et Cie » en matière de commerce de vins ; — Attendu que Louis Eschenauer aurait pu constituer sa société en lui donnant une appellation caractérisant le commerce auquel elle allait se livrer ; — Que le choix du titre, s'agissant d'une société anonyme, variait à l'infini, qu'en prenant la dénomination « Louis Eschenauer et Cie » il a outrepassé ses droits ; — Attendu que les défendeurs invoquent en vain l'exemple de leur maison de Bordeaux constituée également en société anonyme sous la raison sociale « Louis Eschenauer » ; — Qu'en effet, à Alger, la situation n'est pas du tout semblable ; — Que l'enseigne et le nom commercial « L. Eschenauer et Cie », ont été acquis par Lung, avec le consentement exprès de ses anciens associés, qu'ainsi ces derniers se sont interdit d'y recourir pour l'exploitation d'un fonds semblable ; — Attendu que l'attitude des consorts Eschenauer a causé de ce chef à Lung, par la confusion créée, un dommage certain, mais

qu'il convient en toute équité, d'apprécier la part de responsabilité prise par chacun d'eux ; — Attendu tout d'abord, qu'en ce qui concerne Madame Berthe Marchand, veuve Frédéric Eschenauer, il y a lieu de tenir compte que la défenderesse n'est pas fondatrice, mais seulement actionnaire de la nouvelle société, que sa responsabilité n'est donc engagée dans ce débat qu'en raison principalement de sa qualité de co-venderesse du fonds et de son obligation d'en garantir la paisible jouissance ; — Attendu que malgré la déférence due à la dame Veuve Eschenauer, en raison de son grand âge, et quoi qu'il apparaisse bien qu'elle n'ait pas pris personnellement une part bien active aux actes qui lui sont solidairement reprochés avec son fils Louis Eschenauer, le tribunal est dans l'obligation de s'en tenir au principe admis en la matière et de retenir la faute commise à l'origine et accentuée par l'apposition de sa signature au bas de circulaires tendancieuses ; — Attendu, en second lieu, en ce qui concerne Louis Eschenauer, que sa responsabilité est entière au double titre de garant de chose vendue, et de fondateur de la nouvelle société à laquelle il a donné son nom ; — Attendu que sans mettre en doute la bonne foi de Louis Eschenauer dans l'exercice du droit qu'il a cru pouvoir tirer de l'article dix du cahier des charges, il faut retenir à son encontre les faits matériels consistant en l'apport de son nom à la nouvelle société, l'appellation qu'il lui a donnée, et la circulaire en date du quatre juillet mil neuf cent vingt-cinq, par laquelle après avoir fait un historique des faits, qui, selon lui, se seraient passés, il annonce qu'étant donné la notoriété du nom d'Eschenauer dans le commerce des vins de l'Algérie, il venait de fonder une société sous la raison sociale « Louis Eschenauer et Cie » ; — Attendu qu'il résulte bien de tout ce qui précède que, sinon dans leur intention, du moins par leur attitude, la dame Veuve Eschenauer et Louis Eschenauer ont fait à Lung une concurrence non permise sous la forme qu'elle a revêtue, qu'ils lui ont causé un préjudice dont réparation s'impose.

— *En ce qui concerne Ricome :* — Attendu que les griefs articulés contre Ricome n'ont pas la gravité que Lung leur attribue ; — Attendu, en effet, que le fait d'avoir suivi les débats qui ont abouti à la dissolution de l'ancienne société, de même que celui d'avoir assisté aux adjudications du fonds mis en vente ne peuvent lui être imputés à mal, le caractère public de ces séances ayant permis à bien d'autres personnes de s'y intéresser ; attendu que Grangé lui-même n'est pas l'employé aux gages de Ricome, que s'il est vrai que Grangé, au titre d'expert conmptable, est intervenu dans la mise au point ou le redressement de la comptabilité de Ricome, il est également établi qu'il a depuis plusieurs années et jusqu'à une date toute récente, apporté sa collaboration au même titre à plusieurs autres maisons de la place — Attendu qu'en prêtant le concours de son maître tonnelier Boute, au mandataire des consorts Eschenauer, pour la reconnaissance ou l'estimation du matériel qui devait être adjugé, Ricome ne s'est pas écarté des limites permises d'un service à rendre ; — Attendu que le reproche fait à Ricome d'avoir cherché à s'approprier certains détails d'organisation de l'ancienne société pour s'en servir ensuite contre Lung, dans la maison concurrente, et d'avoir ainsi trahi la confiance de ce dernier, ne résiste pas un examen impartial ; — Attendu que les anciens associés de Lung ont parfaitement pu, soit durant l'exercice de la société, soit au cours de la liquidation, se documenter sur tout ce qui était de nature à les intéresser et ce, dans la stricte limite de leurs droits, sans avoir besoin du concours perfide d'un tiers ; — Attendu donc que rien ne prouve que Ricome ait directement ou indirectement joué un rôle aussi blâmable, qu'au contraire, le long passé de probité professionnelle de Ricome, comme la considération dont il jouit unanimement dans les milieux commerciaux de l'Algérie, protestent contre une accusation dont la seule excuse est l'émotion ressentie par Lung devant la défection commerciale

d'un ami de vieille date ; — Attendu que ces longues années de labeur et de probité, ont été consacrées par la nomination de Jules Ricome dans l'ordre de la Légion d'Honneur, le jour même où cette distinction tout aussi méritée était accordée à Frédéric Lung, qu'il est ainsi bien regrettable de voir deux hommes si étroitement unis la veille, se présenter en adversaires irréductibles devant ce tribunal ; — Attendu que toute idée de malveillance écartée, il y a lieu de retenir qu'en contribuant à la fondation d'une maison concurrente dont le titre devait prêter à confusion et porter préjudice à Lung, Jules Ricome a cependant commis une imprudence, que cette imprudence affectera suffisamment Ricome, moralement et matériellement, tant par l'instance qui a été introduite contre lui, que par la condamnation de la société dont il est le principal actionnaire a de légitimes dommages-intérêts.

— *Sur le principe du préjudice causé ;* — Attendu qu'en sus du principal grief ci-dessus discuté et apprécié, Lung reproche aux défendeurs d'avoir détourné une partie de la clientèle de l'ancienne société, certains agents et quelques-uns de ses employés ; — Attendu, en ce qui concerne la clientèle, que le cahier des charges permettant aux consorts Eschenauer d'exercer un commerce similaire et par conséquent, de lui faire librement concurrence, Lung doit supporter les conséquences de cette situation à moins qu'il ne soit établi que cette concurrence ait été dolosive ou quasi délictueuse ; — Attendu que de tous les éléments d'appréciation soumis au tribunal, il convient de retenir spécialement ; — 1° Le passage d'une circulaire du dix-sept août mil neuf cent vingt-cinq, par laquelle la dame Veuve Eschenauer et Louis Eschenauer faisaient connaître « qu'ils ne se sont pas rendus adjudicataires de l'actif dépendant de l'ancienne société, d'une part, parce que le cahier des charges faisait une obligation de n'utiliser l'ancienne raison sociale qu'en la faisant suivre du nom de l'acquéreur et du mot successeur, d'autre part, parce qu'il leur a paru opportun de modifier certaines méthodes employées depuis trois ou quatre ans, notamment dans les livraisons » ; — Attendu que la première partie de cette phrase est contraire à la vérité puisque les consorts Eschenauer ont pris part à l'adjudication et ont même été déclarés une première fois adjudicataire le vingt-cinq mai mil neuf cent vingt-cinq; — Attendu que la dernière partie de cette phrase par son imprécision même, n'a pu manquer d'éveiller des suppositions plus ou moins fâcheuses dans l'esprit des réceptionnaires et de jeter un trouble dans les relations ayant existé entre l'ancienne maison et ses clients ; — 2° Une circulaire adressée à la clientèle étrangère en octobre mil neuf cent vingt-cinq, par les sieurs de Groot et Bonke, de Rotterdam, anciens agents de la firme Lung Frères, vendue à Lung au même titre que l'ancienne maison Eschenauer, les dits agents passés au service des consorts Eschenauer et de la nouvelle société ; — Que cette circulaire annonce que la maison Lung Frères a cessé d'exister, qu'ils ont pris la représentation d'une nouvelle maison Jules Ricome et Cie, à Alger, et que celle-ci comme l'a fait auparavant la maison Lung Frères, n'offrira que des vins d'Algérie de meilleure qualité dont les types ont obtenu dans les dernières années une si bonne réputation ; — Attendu que cette firme « Jules Ricome et Cie » est précisément une filiale créée par la Société « Louis Eschenauer et Cie » ; — Que quoique l'information de De Groot et Bonke, inexacte et contraire aux faits, soit due à une initiative personnelle de ces agents, les consorts Eschenauer, ni la nouvelle société n'ont rien fait pour redresser l'erreur commise ou en atténuer les conséquences, qu'ainsi ils ont tacitement approuvé une intervention manifestement préjudiciable aux intérêts de Lung et en ont indûment profité ; — Attendu en ce qui concerne la pression exercée sur les agents de l'ancienne société, que ceux-ci n'ont pu se méprendre sur la véritable situation des intéressés qui n'ont pas manqué de les renseigner abondamment sur leurs faits et gestes, qu'ils ont

pu ainsi se déterminer en toute connaissance de cause ; — Que quelques-uns de ces agents ont d'ailleurs franchement déclaré à Lung que, malgré l'ancienneté de leurs relations avec lui, l'amitié qui les liait à Louis Eschenauer leur faisait un devoir de suivre ce dernier, que d'autres agents sollicités par Lung, et désireux de continuer avec lui, ont rompu à la réception des contrats de représentation qui leur étaient imposés et qu'ils ont jugé inacceptables ; — Attendu, en ce qui concerne le personnel, que celui-ci a reçu un congédiement en règle du liquidateur Aug, avant l'adjudication ; qu'à partir de ce moment, les employés de l'ancienne maison avaient le droit de se préoccuper de leur avenir, que rien ne prouve que la nouvelle société ait pratiqué systématiquement un débauchage, au contraire les déclarations des employés Girard, Gascon, Accati et Vantey sont formelles ; — Qu'ils ne sont entrés au service de la société anonyme Louis Eschenauer et Cie qu'après avoir acquis la certitude que Lung ne voulait pas les conserver ; — Qu'en ce qui concerne plus spécialement Lalanne, maître de chai de l'ancienne maison pendant trente-cinq ans, et également congédié par Aug, ès qualité, une audience demandée le deux juin mil neuf cent vingt-cinq, à Lung lui a été refusée par ce dernier qui a précisé dans sa réponse, ne pouvoir lui donner conseil dans l'incertitude où il se trouvait lui-même ; — qu'ainsi donc, si quelques agents et employés de l'ancienne maison se sont séparés de Lung on ne peut attribuer leur décision à une intervention malveillante des défendeurs.

— *Sur le quantum du préjudice ;* — Attendu que, de l'examen qui vient d'être fait de tous les éléments de la cause, il résulte que Lung a subi un préjudice réel en raison principalement de la dénomination prise par la nouvelle société concurrente, et de la confusion qui en a été la conséquence ; — Attendu que l'estimation de ce préjudice faite par Lung à un million de francs est excessive et qu'en l'état, elle n'est pas appuyée d'une documentation précise permettant au tribunal de la retenir comme bien fondée ; — Attendu par ailleurs, et ainsi qu'il vient d'être plus haut démontré, que les défendeurs ne sont point responsables à un même degré; qu'ils ne sauraient donc être frappés d'une seule condamnation conjointe et solidaire, mais bien d'une condamnation personnelle et en rapport avec le degré de responsabilité encourue par chacun d'eux ; — Attendu enfin que Lung trouvera dans l'effet moral de la présente décision, une grande partie de la réparation qu'il réclame; — Attendu en conséquence, qu'en dehors des mesures qui seront ci-après ordonnées, la condamnation des consorts Eschenauer et de la Société anonyme « Louis Eschenauer et Cie » savoir, de Louis Eschenauer, en paiement de cinq mille francs et de la Société anonyme en paiement de cent mille francs constituent une suffisante réparation du préjudice causé ; — Attendu que ce préjudice rsquant de s'aggraver tant que les décisions de justice ne seront pas exécutées, il importe d'impartir aux défendeurs pour ce faire, un délai de un mois, à compter de la signification du présent jugement, et ce, sous une astreinte qui ne peut être moindre de dix mille francs par jour de retard, pendant un second mois, passé lequel délai il sera fait droit ; — Attendu que le complément indispensable de la réparation due à Lung, étant la publication du présent jugement dans un certain nombre de journaux en Algérie, en France et à l'Etranger, il échet de l'ordonner ; — Attendu enfin, sur les pénalités relatives aux infractions éventuelles, dont Lung demande par avance l'évaluation, que le tribunal ne saurait quant à présent en fixer le montant, une évaluation équitable ne pouvant se faire que suivant l'importance de chaque infraction dûment et légalement constatée en temps utile.

— *Sur la demande reconventionnelle ;* — Attendu en premier lieu, que les défendeurs demandent qu'il soit fait obligation à Lung, conformément au cahier des charges, de faire précéder ou suivre l'enseigne commerciale L. Eschenauer et Cie, et Lung Frères des mots Frédéric Lung, successeur ;

— Attendu qu'il n'apparaît pas que Lung ait enfreint cette condition ; — Qu'à la vérité, les défendeurs prétendent bien que l'étiquette des fioles d'échantillons soumises au tribunal ne porte pas cette indication, et qu'une constatation d'huissier a relevé sur quai des fûts vides portant seulement l'estampille « L. Eschenauer et Cie » ; — Mais attendu que Lung réfute, apparemment avec raison, que les fioles dont s'agit sont le modèle de celles dont se servait l'ancienne société et que la futaille vide en question venait d'être débarquée de France, en retour d'expéditions de fûts pleins effectués avant l'adjudication ; — Attendu au surplus, que Lung demande acte de ce qu'il est prêt comme il l'a régulièrement fait jusqu'ici à se conformer à cette obligation ; — Attendu cependant, que le tribunal relève dans les imprimés et la publicité de Lung destinés à l'étranger qu'il emploie uniformément la forme « L. Eschenauer et Cie », « Lung Frères », « Frédéric Lung, successeur » ; — Attendu que le cahier des charges auquel il y a lieu toujours de se référer pour limiter les droits respectifs des parties a compris dans la vente ; — Paragraphe trois. — L'enseigne et le nom commercial « L. Eschenauer et Cie » sous lequel il (le fonds de commerce) est exploité et le droit de prendre en toutes circonstances le titre de successeur de la Société « L. Eschenauer et Cie » ; — Paragraphe quatre. — Le droit de faire usage dans les mêmes conditions de la firme Lung Frères avec toutes les prérogatives et actions y attachées ; — Or, attendu qu'il est acquis aux débats que les affaires de la firme « L. Eschenauer et Cie » étaient cantonnées en France et que celles de la firme « Lung Frères », concernaient exclusivement les pays étrangers ; — Attendu que le texte ci-dessus visé est suffisamment net pour en déduire que l'on a bien entendu distinguer entre les deux firmes et que l'adjudicataire n'aurait le droit de s'en déclarer le successeur que séparément pour chacune d'elles ; — Attendu que pour éviter toute contestation future entre les parties sur ce point, il conviendrait pour Lung de redresser comme il est précisé ci-dessus, la forme sous laquelle il pourra faire usage de sa qualité de successeur ; — Que toutefois, cette question n'ayant été évoquée par les défendeurs qu'en plaidant et ne figurant pas dans le dispositif de leur demande reconventionnelle, le tribunal ne saurait prononcer de condamnation de ce chef sous peine de statuer « ultra petita » ; — Attendu, en second lieu, que les défendeurs entendent faire interdire à Lung l'emploi de l'adresse télégraphique Eschenauer ; — Attendu qu'ainsi présentée, cette prétention n'est pas fondée ; — Que les conditions de vente du fonds de commerce ne comportent aucune réserve quant à ce point, que le droit d'employer l'enseigne sociale « L. Eschenauer et Cie » impliquait celui d'utiliser l'adresse télégraphique y attachée — Qu'en se servant de cette adresse abréviative pour ses télégrammes, Lung n'a commis aucun abus, mais qu'il convient, pour se conformer ici encore à l'esprit comme à la lettre du cahier des charges qui fait la loi des parties, d'imposer pour l'avenir l'adjonction du mot Lung de façon que l'adresse télégraphique « Eschenauer-Lung-Alger », ne soit pas génératrice de confusion ; — Attendu en troisième lieu, que les dommages-intérêts demandés par les défendeurs ne sont nullement justifiés, qu'aucun préjudice ne leur a été causé par Lung, que le contraire a été surabondamment prouvé par ce qui précède et qu'il y a lieu de les en débouter ;

Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Joint les instances comme connexes ; — Met hors de cause, Aug, ès qualité de liquidateur de la société dissoute « L. Eschenauer et Cie », et déclare son appel en garantie sans cause ; — Laisse à la charge de Lung les dépens envers lui exposés ; — Déboute Lung de sa demande à l'égard de Ricome, et laisse les dépens à sa charge ; — Condamne la dame Berthe Marchand, Veuve Frédéric Eschenauer, Louis Eschenauer, et la Société anonyme « Louis Eschenauer et Cie », à payer à Frédéric Lung, la

première, la somme de cinq mille francs, le second, celle de cinquante mille francs et la troisième celle de cent mille francs à titre de dommages-intérêts pour les causes sus-énoncées ; — Dit et ordonne que la société anonyme « Louis Eschenauer et Cie » sera tenue, par toutes les voies de droit, de modifier son titre et lui interdit d'incorporer dans celui qu'elle Lui impartit à cet effet un délai de un mois à compter de la signification adopter le nom « Eschenauer » même modifié dans son orthographe ; — lui impartit à cet effet un délai de un mois à compter de la signification du présent jugement, passé lequel délai elle devra exécuter sous une astreinte de dix mille francs par jour de retard, pendant un second mois, après quoi il sera fait droit ; — Donne acte à Lung, de ce qu'il n'entend faire usage que du nom commercial et de l'enseigne qui lui ont été vendus, et de ce qu'il s'engage à faire toujours précéder ou suivre les dits nom commercial et enseigne, de son nom patronymique et de sa qualification de « successeur »; — Dit que Lung devra, s'il entend continuer d'employer à l'avenir le nom « Eschenauer » comme adresse télégraphique, faire suivre ce nom de celui de Lung ; — Ordonne l'insertion du présent jugement dans dix journaux de France et de l'étranger, au choix de Lung, et aux frais de la Société anonyme Louis Eschenauer et Cie, sans que le coût de chacune de ces insertions puisse être supérieur à trois cents francs » ; — Condamne la dame Veuve Eschenauer, Louis Eschenauer et la Société « Louis Eschenauer et Cie » conjointement et solidairement entre eux, aux dépens du présent jugement; — Déboute les dits défendeurs de leurs demandes reconventionnelles; — Et vu l'urgence et attendu que Lung présente solvabilité suffisante, ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel et sans caution. »

MM. Chini, prés. ; MMes Rey, Mallarmé, Ladmiral, Cuttoli, Meunier, av.

1er ARRET

La Cour, — Attendu que par arrêt du trente et un décembre mil neuf cent vingt-quatre, la Société en nom collectif formée entre Mme Veuve Eschenauer, Monsieur Louis Eschenauer et Monsieur Frédéric Lung, pour la vente des vins, spiritueux, huiles et tous produits de la terre naturels, transformés et fabriqués a été dissoute ; que sa liquidation et la vente du fonds de commerce par licitation devant notaire ont été ordonnées ; que, suivant procès-verbal d'adjudication du huit juin mil neuf cent vingt-cinq, Frederic Lung a été déclaré adjudicataire pour le prix de sept millions cinq cent quarante mille francs; — Attendu que Lung a assigné Louis Eschenauer, la dame Veuve Eschenauer et la Société anonyme dite « Louis Eschenauer et Cie » pour entendre dire qu'ils ont fait abusivement usage du nom commercial et de l'enseigne « L. Eschenauer et Cie », détourné, en outre, par des procédés déloyaux et des circulaires tendancieuses partie de la clientèle, de l'achalandage du personnel a lui adjugés; qu'ils devront changer la raison sociale de la société anonyme Louis Eschenauer et Cie, payer à Lung un million à titre de dommages et intérêts et voir insérer la décision à intervenir dans vingt journaux d'Algérie ; que Lung a également assigné M. Aug, liquidateur de l'ancienne société en nom collectif « L. Eschenauer et Cie » pour prendre ses faits et cause dans l'instance engagée ; que Aug a appelé en garantie Louis Eschenauer et la dame Veuve Eschenauer en leur qualité de vendeurs du fonds de l'ancienne société en nom collectif ; — Attendu que les consorts Eschenauer, le sieur Jules Ricome, et la Société anonyme « Louis Eschenauer et Cie » ont résisté à la demande et conclu qu'il fut interdit à Lung de se servir dans son commerce de la raison sociale « L. Eschenauer et Cie » et de la firme « Lung Frères » sans les faire précéder ou suivre de son nom patronymique écrit en caractères de plus grande dimension et accompagnés de la mention « successeur », de se servir de l'adresse télégra-

phique « Eschenauer » ; qu'ils ont également conclu à l'allocation de dommages-intérêts et à l'insertion de la décision à intervenir dans dix journaux d'Algérie et quarante journaux de France et de l'Etranger ; — Attendu qu'Aug, ès qualité de liquidateur de la société en nom collectif « L. Eschenauer et Cie », assigné en garantie par Lung a lui-même assigné les consorts Eschenauer en garantie ; — Attendu que le tribunal de commerce d'Alger a statué par jugement du vingt-huit décembre mil neuf cent vingt-cinq; que les consorts Eschenauer ont régulièrement interjeté appel et que Lung a formé appel incident ; — Attendu que le sieur Ricome n'est point partie dans l'instance d'appel ; — Attendu que devant la Cour Lung a demandé la confirmation du jugement et maintenu ses conclusions de première instance y ajoutant toutefois que l'astreinte prononcée par les premiers juges devra être tenue pour ayant couru de plein droit à raison du caractère fictif et fallacieux du changement provisoire de leur enseigne et dénomination ; que par appel incident Lung a en outre, conclu à l'élévation jusqu'à deux millions des dommages-intérêts ; à l'insertion dans les journaux du jugement de première instance et de l'arrêt à intervenir, à l'augmentation du nombre des insertions dans les journaux ordonnées par les premiers juges et à la modification du coût de ces insertions, au rejet des conclusions reconventionnelles des consorts Eschenauer sur l'usage séparé des noms commerciaux « L. Eschenauer et Cie », et « Lung Frères », et sur la défense d'user de l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger » ; — Attendu que les consorts Eschenauer ont, devant la Cour, demandé l'infirmation du jugement de première instance et conclu dire : qu'ils avaient le droit d'user de leur nom patronymique en donnant à la société anonyme qu'ils étaient autorisés à fonder la dénomination « Louis Eschenauer et Cie » différente de celle de « L. Eschenauer et Cie », vendue à Lung ; que les faits de concurrence déloyale articulés par Lung ne sont pas établis et ne lui ont en tous cas causé aucun préjudice ; que Lung ne pourra se servir que séparément des dénominations « L. Eschenauer et Cie » et « Lung Frères »; qu'il ne pourra user de l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger »; condamner Lung en quinze mille francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé sur ces deux chefs, le condamner à raison de ses allégations diffamatoires de son assignation en cent mille francs de dommages et intérêts au profit de la dame Berthe Marchand, Veuve Frédéric Eschenauer, du sieur Eschenauer, et en sept cent mille francs de dommages et intérêts ou profit de la société anonyme Louis Eschenauer, ordonner l'insertion intégrale de l'arrêt à intervenir dans les journaux d'Algérie et quarante journaux de France et de l'étranger ; — Attendu que les instances Lung contre les consorts Eschenauer, la Société anonyme Louis Eschenauer, Lung contre Aug, et Aug contre les consorts Eschenauer sont connexes, qu'il y a lieu de statuer sur elles par un seul arrêt; — Attendu qu'aux termes du cahier des charges, le fonds de commerce de la Société en nom collectif dissoute comprenait notamment : 1° la clientèle et l'achalandage ; 2° les relations et l'organisation commerciale en Algérie, en France et à l'étranger ; 3° l'enseigne et le nom commercial « L. Eschenauer et Cie », sous lequel le fonds de commerce est exploité et le droit de prendre en toutes circonstances le titre de successeur de la société « L. Eschenauer et Cie » ; 4° le droit de faire usage dans les mêmes conditions de la firme « Lung Frères » avec toutes les prérogatives et actions y attachées ; 5° les marques de commerce ; 6°..... ; 7° les bénéfices et charges de tous traités, marchés et conventions en cours ou à exécuter relatifs à l'exploitation ;

— *Sur l'enseigne, le nom commercial et la firme ;* — Attendu que relativement à l'usage que l'adjudicataire devait faire de l'enseigne et du nom commercial « L. Eschenauer et Cie »,

et de la firme « Lung Frères », ainsi que sur les droits réservés aux anciens associés de la société en nom collectif dissoute non devenus adjudicataires, il a été statué par lee articles 10 et 11 du cahier des charges ; que ces articles sont ainsi conçus : « Article 10 : L'un quelconque des membres de la société « L. Eschenauer et Cie » aura la faculté, s'il ne devient pas adjudicataire du fonds de commerce mis en vente, de créer exploiter ou faire valoir en Algérie, en France ou à l'Etranger un fonds de commerce analogue ou de s'intéresser directement ou indirectement dans l'exploitation d'un fonds semblable ; Article 11 : L'adjudicataire devra, s'il en fait usage, faire précéder ou suivre aussi bien la raison sociale « L. Eschenauer et Cie », ou Lung Frères ». que les marques dépendant du fonds de commerce présentement mis en vente, de son nom personnel accompagné de la mention à Successeur de » ; — Attendu que Lung, proclamé adjudicataire le huit juin mil neuf cent vingt-cinq est par suite devenu propriétaire de l'enseigne et du nom commercial « L. Eschenauer et Cie » et de la firme « Lung Frères », sous les conditions insérées au cahier des charges ; — Attendu que les consorts Eschenauer, usant de la faculté à eux réservée par l'article 10 précité ont, le trois juillet mil neuf cent vingt-cinq, créé à Alger un fonds de commerce analogue à celui adjugé à Lung en la forme d'une société anonyme ; que cette société a été dénommée « Louis Eschenauer et Cie » société anonyme au capital de six millions entièrement versés, « 2, rue Arago, Alger » ; — Attendu qu'il était loisible aux consorts Eschenauer, anciens membres de la société en nom collectif dissoute, dont le fonds de commerce mis en vente faisait partie, de mettre en vente l'usage commercial de leur nom patronymique sous les conditions inscrites au cahier des charges ; qu'ils ont vendu cet usage à Lung proclamé adjudicataire ; qu'ils ont touché leur part dans le prix de la vente ; qu'ils ne sauraient reprendre directement ou indirectement ce qu'ils ont ainsi vendu sans manquer à la garantie qu'ils doivent à leur acheteur et sans lui ôter le bénéfice de l'usage exclusif de ce qu'ils ont vendu ; — Attendu qu'ils soutiennent que malgré l'aliénation dont s'agit ils ont conservé la propriété de leur nom patronymique, et qu'ils en déduisent qu'ils sont fondés d'en user, comme ils l'ont fait, pour dénommer le fonds commercial que l'article 10 les autorisait à créer à Alger ; — Attendu sans doute que les consorts Eschenauer sont restés propriétaires de leur nom patronymique, mais que de l'usage commercial qu'ils en peuvent faire ils n'ont conservé que ce qu'ils n'ont point vendu ; — Attendu que ce qu'ils ont vendu, c'est du point de vue du litige dont la Cour est saisie, l'usage de ce nom en la forme de l'enseigne ou nom commercial « L. Eschenauer et Cie », et ce, en vue de permettre à l'acheteur de ne point voir le commerce qu'il fera sous cette enseigne et ce nom commercial se confondre dans l'esprit du public avec le commerce que ses vendeurs feront aux mêmes dans la maison commerciale que l'article 10 les autorise à créer ; — Attendu que les consorts Eschenauer prétendent que la dénomination donnée à la société anonyme qu'ils ont créée se distingue nettement de la dénomination du fonds de commerce adjugé à Lung, laquelle est ou doit être « L. Eschenauer et Cie », « Lung, successeur » ; — Attendu que cette prétention est inexacte ; — Qu'en effet ce qui attire l'attention dans les deux enseignes ce sont au premier chef les mots « Eschenauer et Cie » dons la notoriété commerciale est fort grande ; que la substitution du prénom « Louis », à l'initiale « L » ne saurait constituer une différence suffisante, l'habitude étant répandue d'abréger les prénoms ; que la mention « Société anonyme au capital de six millions entièrement versés » n'est pas de nature à distinguer nettement les deux sociétés, une société en nom collectif ou en commandite pouvant se transformer en une société anonyme par actions sans que le public en soit averti nécessairement, et l'effet de cette transformation étant en l'espèce singulièrement atténué par la raison sociale

« Louis Eschenauer » qui est interdite aux sociétés anonymes ; qu'enfin un changement d'adresse ne comporte pas la création d'une maison de commerce différente ; — Attendu qu'on ne saurait déduire de l'article 11 que l'adjudicataire ne pouvant se servir de l'enseigne « L. Eschenauer et Cie » qu'en y ajoutant des mentions de nature à la différencier de celle de la société en nom collectif dissoute, le droit a été réservé aux consorts Eschenauer de faire entrer comme ils l'ont fait leur nom patronymique dans la dénomination du fonds de commerce analogue qu'ils étaient autorisés à créer à Alger ; — Attendu en effet que les prescriptions de l'article 11 ont eu pour objet de signaler que le fonds de commerce de la société en nom collectif était passé en d'autres mains ; que si les associés autres que l'adjudicataire avaient le droit de se servir de l'enseigne de la société en nom collectif, ils profiteraient d'un avantage dont l'adjudicataire serait privé, ce qui est inadmissible, puisque leur fonds de commerce se confondrait aux yeux du public avec celui de la société dissoute, alors que l'adjudicataire se serait vu interdire le moyen de tirer parti de cette confusion ; — Attendu par suite qu'en incorporant dans la dénomination de leur maison de commerce les mots « Louis Eschenauer et Cie » les consorts Eschenauer ont repris ce qu'ils avaient vendu et que défense doit leur être faite de conserver telle qu'ils l'ont composée l'enseigne ou le nom commercial dont s'agit ; — mais attendu que la prétention des consorts Eschenauer ne constitue pas une manœuvre dolosive ou n'est pas le résultat d'une erreur grossière équivalente à un dol, de nature à influer sur l'estimation des dommages et intérêts à allouer à Lung pour réparer le préjudice que lui a causé la confusion dont il se plaint; — Attendu que le soin que les consorts Eschenauer ont pris pour déférer aux injonctions du jugement de première instance exécutoire par provision, de modifier jusqu'à la décision à intervenir sur leur appel la dénomination de la société créée par eux et de la remplacer par la suivante : « Grands vins algériens ». — « Société anonyme au capital de six millions de francs, maison fondée le quatorze juilllet mil neuf cent vingt-cinq, deux, rue Arago, Alger », n'a point un caractère fictif et fallacieux de nature à perpétuer une confusion illégitime; que les mots « Grands Vins Algériens » constituent une expression dont Lung n'a pas la propriété et qui appartient à tout marchand de vin satisfait, à tort ou à raison, de la qualité de ses produits ; que dans ces conditions, l'exécution provisoire a eu lieu loyalement; — Attendu qu'à la question ci-dessus examinée se rattachent : 1° celle de la forme en laquelle doivent figurer sur l'enseigne vendue le nom de Lung et la mention « successeur » ; 2° celle de l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger » ; 3° celle de l'usage séparé du nom commercial « L. Eschenauer et Cie », et de la firme « Lung Frères » ; — 1° Attendu que les prescriptions de l'article 11 ayant fait l'objet qui vient d'être précisé, le nom de Lung et le mot « successeur » doivent être imprimés avec les mêmes caractères que les mots « L. Eschenauer et Cie » ; qu'imposer des caractères plus apparents serait ajouter au cahier des charges et que tolérer des caractères différents ce serait en méconnaître le sens réel ; — 2° Attendu que l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger » était celle de la Société en nom collectif dissoute, que cette adresse n'avait pas été obtenue en vertu d'un contrat passé avec l'administration des postes et télégraphes, mais en utilisant seulement les règlements de cette administration sur les adresses convenues ou abrégées ; qu'elle n'a donc point fait l'objet de l'une des conventions visées au cahier des charges comme transférées à l'adjudicataire ; — Attendu d'autre part que si les consorts Eschenauer ont vendu l'usage commercial de leur nom patronymique en la forme de l'enseigne litigieuse et pour désigner le fonds de commerce vendu, ils n'ont vendu que cela ; que Lung ne peut se servir de cette enseigne qu'en observant les conditions de l'article 11; qu'il n'est pas devenu propriétaire du nom « Eschenauer » détaché de cette en-

seigne ; que l'usage commercial de ce nom qui lui a été vendu consiste uniquement dans l'incorporation de ce nom dans une enseigne déterminée ; que la coutume commerciale des adresses télégraphiques abrégées et les règlements de la poste ne saurait l'emporter sur les conditions du cahier des charges qui fait la loi des parties ; qu'au surplus, cette adresse télégraphique permettrait à Lung de recevoir les télégrammes destinés à Monsieur Eschenauer, ce qui est inadmissible ; — Attendu par suite qu'en prenant l'adresse télégraphique « Eschenauer-Alger » Lung s'est attribué un droit qu'il n'avait pas ; — 3° Attendu que des pièces produites il résulte que la société en nom collectif disoute usait séparément du nom commercial « L. Eschenauer et Cie » et de la firme « Lung Frères » ; que par suite Lung devra en user de même ; que les termes du cahier des charges ne sont pas contraires à cette interprétation ; qu'en effet les mots « le droit de prendre en toutes circonstances le titre de successeur de la société « L. Eschenauer et Cie » et les mots « le droit de faire usage dans les mêmes conditions de la firme « Lung Frères » se réfèrent non à toutes les circonstances quelconques, mais à toutes les circonstances commerciales où ces dénominations étaient prises par la Société en nom collectif ;

Sur le prétendu détournement de la clientèle, des agents, des employés, la publicité dolosive, l'imitation des imprimés, étiquettes et marques des fûts ; — Attendu que lors de l'établissement du cahier des charges les membres de la société en nom collectif, ignorant qui deviendrait propriétaire du fonds de commerce mis en vente, se sont préoccupés de réserver à ceux qui ne l'acquerraient point des avantages susceptibles de les dédommager de leur échec ; que tel est sans aucun doute le motif pour lequel a été rédigé notamment l'article 10 qui autorise ceux des membres de l'ancienne société qui ne deviendraient pas adjudicataires « à créer, exploiter ou faire valoir en Algérie, en France ou à l'étranger un fonds de commerce analogue ou de s'intéresser directement ou indirectement dans l'exploitation d'un semblable fonds » ; — Qu'ainsi une concurrence a été volontairement organisée entre l'adjudicataire alors inconnu et ses anciens associés ; — Attendu que les conflits faisant l'objet du procès actuel sont la conséquence naturelle de cette rivalité et par suite que les procédés dont les parties ont usé pour en tirer tout le profit qu'elles en espéraient doivent être appréciés non seulement en tenant compte des effets ordinaires de la concurrence légitime en matière commerciale, mais encore des tolérances réciproques que comportent les projets non avoués mais certains des deux parties ; — Attendu que des nombreux documents versés aux débats, correspondance, circulaires, journaux, réclames, publicité, etc...., il résulte que par des procédés souvent semblables et en tout cas ayant le même objet sinon en la forme, tout au moins au fond, les parties, qui durant leur association avaient contracté des relations commerciales communes et fort nombreuses, ont fait l'une et l'autre des efforts pour tirer avantage de cette situation et conquérir l'une sur l'autre une suprématie commerciale ;

En ce qui concerne le prétendu détournement de la clientèle ; — Attendu que c'est avec raison que les premiers juges ont retenu que Lung devait supporter les conséquences du droit que les consorts Eschenauer avaient de par le cahier des charges de lui faire librement concurrence ; — Attendu qu'il n'est pas établi que cette concurrence ait été dolosive ; que le passage d'une circulaire du dix-sept août relative à des modifications à apporter aux méthodes de livraison employées depuis trois ou quatre ans, se réfère non aux méthodes de Lung, mais aux méthodes de la société en nom collectif, dont les consorts Eschenauer faisaient partie ; qu'ils avaient le droit de les critiquer et de les changer ; de même que Lung avait le droit de les vanter et de les conserver ; — Attendu que l'allégation des consorts Eschenauer qu'ils ne se

sont pas rendus adjudicataires parce que le cahier des charges leur faisait une obligation de n'utiliser l'ancienne raison sociale qu'en faisant suivre le nom de l'acquéreur du mot « successeur », n'est pas absolument inexacte, puisqu'ils n'ont pas poussé leur enchère au delà de celle de Lung et qu'en tout cas on distingue mal le préjudice que la dite allégation a pu causer à Lung ; — Attendu qu'il n'est pas établi que les consorts Eschenauer aient inspiré une circulaire adressée au mois d'octobre mil neuf cent vingt-cinq par leurs agents, les sieurs Groot et Bonke à la clientèle étrangère ; que si cette circulaire est tendancieuse, ils ne peuvent en supporter la responsabilité que pour partie, puisque c'est la forme plutôt que le fond qui est critiquable ; qu'elle a été rédigée en langue étrangère sans leur assentiment, et que la responsabilité d'un chef de maison de commerce ne saurait aller jusqu'à l'engager sur tous les faits et gestes de représentants tels que les sieurs Groot et Bonke qui ne sont ni des commis ni des proposés — Attendu au surplus que Lung a lui-même publié et répandu le jugement de première instance avec des réflexions également tendancieuses et que les procédés critiquables des uns sont compensés quant au préjudice causé par les procédés critiquables de l'autre ;

En ce qui concerne la pression exercée sur les agents et les employés ; — Adoptant les motifs fort sages des premiers juges;

Sur le chiffre des dommages et intérêts demandés par Lung ; — Attendu que de ce qui précède il résulte que Lung n'a droit qu'à la réparation du préjudice que lui a causé l'usage illégitime par les consorts Eschenauer du nom commercial « Louis Eschenauer et Cie » ; — Attendu que les chiffres adoptés par les premiers juges constituent tout compte fait, un dédommagement du préjudice qu'il a souffert ; — Attendu que le jugement de première instance étant en partie réformé, il n'y a point lieu d'en ordonner l'insertion dans les journaux sur la demande de Lung; qu'il échet de réserver à chacune des parties le droit de publier à ses frais si elle le juge convenable le présent arrêt ; — Attendu qu'il n'est pas établi que les détournements de correspondance que les parties se reprochent, leur aient causé un préjudice appréciable ; — Attendu qu'il n'est pas davantage établi que l'emploi de l'adresse télégraphique « Eschenauer » par Lung ait causé en l'état aux consorts Eschenauer un dommage quelconque ; — Attendu que les allégations tendancieuses soutenues dans l'assignation de Lung destinée à saisir les juges ne constituent que l'opinion d'un plaideur, qu'elles n'ont exercé aucune influence sur la présente décision et n'ont causé aux appelants aucun préjudice ; — Attendu que la Cour n'a pas qualité pour composer la dénomination sous laquelle les consorts Eschenauer pourront exploiter à Alger le fonds de commerce analogue que l'article 10 les autorise à créer ; qu'il lui appartient seulement de dire si le nom commercial employé doit être interdit ou peut être conservé ;

En ce qui concerne Aug, ès qualités ; — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Vu l'article 130 du code de procédure civile ;

Par ces motifs, — Ouï les avoués des parties, leurs avocats et le Ministère public, statuant contradictoirement, en matière commerciale ; publiquement et après délibéré ; — Reçoit comme réguliers en la forme l'appel principal des consorts Eschenauer et l'appel incident de Lung ; — Joint les instances Lung contre consorts Eschenauer et la société anonyme Louis Eschenauer et Cie, Lung contre Aug, ès qualités, Aug, ès qualités contre les consorts Eschenauer, comme connexes et statuant par un seul arrêt ; — Dit que c'est à tort que les consorts Eschenauer et la société anonyme « Louis Eschenauer et Cie » ont donné à la dite société la dénomnation rapportée aux motifs de l'arrêt; — Dit qu'is sup-

primeront cette dénommation et la remplaceront par telle autre de leur choix non susceptible de créer une confusion avec l'enseigne et le nom commercial de la société en nom collectif dissoute « L. Eschenauer et Cie » ; leur impartit à cet effet un délai d'un mois à compter de la signification du présent arrêt, passé lequel délai ils devront exécuter la présente décision sous une astreinte de dix mille francs par jour de retard pendant un mois, après quoi il sera fait droit ; — Donne acte à Lung de ce qu'il entend ne faire usage que du nom commercial et de l'enseigne qui lui ont été vendus et de ce qu'il s'engage à faire toujours précéder ou suivre les dits nom commercial et enseigne de son nom patronymique et de la qualification de successeur ; — Dit qu'en toutes circonstances commerciales se rattachant à l'exploitation du fonds de commerce à lui adjugé, son nom patronymique et le mot « successeur » devront être imprimés ou écrits en caractères identiques à ceux employés pour le nom commercial « L. Eschenauer et Cie », et la firme « Lung Frères » ; — Dit que c'est à tort que Lung a employé l'adresse télégraphique Eschenauer-Alger », lui fait défense de s'en servir à l'avenir ; — Dit que Lung ne pourra employer que séparément le nom commercial « L. Eschenauer et Cie » et la firme « Lung Frères » ; — Déboute Lung de ses conclusions relatives au préjudice causé par le détournement de la clientèle, des agents, des employés, par la publicité dolosive, par l'imitation des imprimés, marques de fûts, etc..., et encore à celles relatives à la modification provisoire que la société « Louis Eschenauer et Cie » a fait subir à sa dénomination ; — Déboute les consorts Eschenauer et la société anonyme « Louis Eschenauer et Cie » de leurs conclusions relatives au dommage qu'ils prétendent que leur ont causé l'adresse télégraphique « Eschenauer » et les allégations contenues dans l'assignation de Lung ; — Dit n'y avoir lieu d'ordonner l'insertion du jugement de première instance dans des journaux ; — Réserve à chacune des parties le droit de publier dans tels journaux qu'ils choisiront, et à leurs frais, le présent arrêt; — En réparation du préjudice causé à Lung par la dénomination désormais interdite de la société anonyme créée par les consorts Eschenauer et divers, condamne la veuve Eschenauer à lui payer la somme de cinq mille francs, le sieur Louis Eschenauer, la somme de cinquante mille francs, la société anonyme la somme de cent mille francs ; — Met Aug, liquidateur de la société en nom collectif « L. Eschenauer et Cie », hors de cause sans dépens ; — Dit que les dépens de son intervention seront supportés par Lung ; — Déboute les parties de toutes leurs autres demandes et conclusions ; — condamne les appelants aux autres dépens de première instance et d'appel ; — Ordonne la restitution des amendes consignées.

MM. Roche, prem. prés. ; Le Clerc, subst. proc. gén. ; MMes Couture, Giraud et Dazinière, avoués ; Cuttoli, Brémontier, Rey, Mallarmé et Meunier, av.

2e Arret

La Cour, — Attendu que le sieur Frédéric Lung a, le dix-sept novembre mil neuf cent vingt-six fait commandement : 1° au président et membres du Conseil d'administration de la société anonyme successivement dénommée « Louis Eschenauer et Cie », « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer » ; 2° au sieur Louis Eschenauer et à la dame Veuve Frédéric Eschenauer, de lui payer diverses sommes à lui dues en vertu de décisions de justice et notamment la somme de 300.000 francs, montant de l'astreinte prononcée par l'arrêt de la cour d'appel d'Alger, du 5 mai 1926 ; — Attendu que la société anonyme Louis Eschenauer et la dame Eschenauer, considérant qu'ils avaient satisfait aux injonctions dudit arrêt, demandent à la cour par voie de requête en interprétation de dire qu'ils n'ont pas encouru l'astreinte dont il s'agit ; — Attendu que le dispositif de l'arrêt du 5 mai 1926 relatif à l'astreinte est ainsi

conçu : « dit que c'est à tort que les consorts Eschenauer et la société anonyme ont donné à la dite société la dénomination rapportée aux motifs de l'arrêt (Louis Eschenauer et Cie) société anonyme au capital de six millions entièrement versés, 2 rue Arago, Alger ; dit qu'ils supprimeront cette dénomination et la remplaceront par telle autre de leur choix non susceptible de créer une confusion avec l'enseigne et le nom commercial de la société en nom collectif « L. Eschenauer et Cie », lui impartit un délai d'un mois à compter de la signification du présent arrêt, passé lequel délai ils devront exécuter la présente décision sous une astreinte de dix miile francs par jour de retard pendant un mois après quoi il sera fait droit » ; — Attendu que l'enseigne et le nom commercial de la société en nom collectif dissoute, desquels le sieur Lung est propriétaire exclusif est « L. Eschenauer et Cie, Lung Frères successeur » ; — Attendu que la dénomination adoptée par les consorts Eschenauer et la société anonyme est « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer, fondée le treize juillet mil neuf cent vingt-cinq, société anonyme au capital de six millions de francs » ; — Attendu que par jugement du 3 décembre 1925, le tribunal de commerce d'Alger a interdit aux consorts Eschenauer et à la société anonyme d'incorporer dans la dénomination de leur maison de commerce le nom « Eschenauer » ; — Attendu que la Cour d'appel d'alger a, par son arrêt du 5 mai 1926 réformé le jugement du tribunal de commerce sur ce point ; qu'elle a seulement et uniquement interdit aux consorts Eschenauer et à la Société anonyme de choisir une dénomination susceptible de créer une confusion avec l'enseigne et le nom commercial, propriété du sieur Lung ; — Attendu que de cette interdiction ainsi limitée et des motifs de l'arrêt, il résulte nettement que les consorts Eschenauer ont conservé le droit d'incorporer leur nom patronymique dans la dénomination de leur maison de commerce d'Alger, sous la seule condition ci-dessus spécifiée de ne créer aucune confusion ; — Attendu que la dénomination choisie par les consorts Eschenauer et la Société anonyme n'est point de nature à créer la confusion prohibée, qu'en effet les mots « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer, fondée le 13 juillet 1925 », différencient suffisamment la maison de commerce qu'ils désignent, de celle appartenant au sieur Lung — Attendu que soutenir que le mot Eschenauer est celui qui attirera l'attention du public, à raison de sa notoriété commerciale, qu'il est celui que le public retiendra et par suite que sa seule incorporation dans la dénomination adoptée, crée la confusion défendue, c'est inexactement interpréter l'arrêt du 5 mai 1926, puisque le jugement du tribunal de commerce a été réformé en tant qu'il interdisait cette incorporation et que les juges d'appel n'ont pu ignorer la notoriété commerciale du nom « Eschenauer » ; — Attendu que la dénomination critiquée si elle n'est pas figurée par des caractères d'imprimerie mettant en vedette et le nom « Eschenauer » au détriment des autres parties de la dénomination, ne constitue donc point une infraction au dispositif de l'arrêt donnant lieu au paiement de l'astreinte ; — Attendu qu'il n'est pas suffisamment établi par les renseignements et les documents produits qu'une confusion ait été recherchée et se soit produite dans des conditions de nature à justifier les prétentions du sieur Lung ; — Vu l'article 130 du Code de procédure civile ;

Par ces motifs, — Ouï les avoués des parties, leurs avocats et le Ministère public, statuant en matière commerciale, contradictoirement, publiquement et après délibéré ; — Dit par interprétation de l'arrêt du 5 mai 1926, que la société anonyme, le sieur Louis Eschenauer et la dame Veuve Eschenauer n'ont point, en prenant la dénomination « Grands Vins Algériens, nouvelle maison Eschenauer, fondée le treize juillet mil neuf cent vingt-cinq, société anonyme au capital de six millions de francs » contrevenu au dispositif de l'arrêt et créé la confusion interdite,

et par suite, qu'ils n'ont point encouru l'astreinte prévue par l'arrêt ; —Donne acte au sieur Lung des réserves expresses qu'il a, dans ses conclusions devant la Cour, formulées au sujet du pourvoi en cassation qu'il a formé à l'encontre de diverses dispositions de l'arrêt du 5 mai 1926, dispositions étrangères à celles faisant l'objet de la présente demande en interprétation des consorts Eschenauer, et de la société anonyme ; — Déboute les parties de leurs autres ou plus amples conclusions ; — Condamne le sieur Lung qui succombe aux dépens.

MM. Roche, prem. prés. ; Coquillard, proc. gén. ; MMes Couture et Giraud, avoués ; Cuttoli et Rey, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

27 novembre 1926

Loi musulmane, violation par prétérition, pourvoi, recevabilité. — Biens habous, vente, remploi du prix, obligation. — Pourvoi en révision, moyens non retenus par le procureur général, examen par la Cour, possibilité. — Habous, produits, revenus, droits des dévolutaires.

Le pourvoi peut être valablement formé contre une décision qui n'a violé la loi musulmane que par prétérition (*sol, impl.*). (1)

L'aliénation de biens habous laisse subsister la constitution habous, et le dévolutaire vendeur d'un immeuble, s'il n'a pas employé le prix de vente en acquisition d'un autre immeuble qui sera subrogé à celui aliéné, doit compte au dévolutaire subséquent de ce même prix de vente. (2)

Une déclaration expresse n'est d'ailleurs pas nécessaire pour établir le remploi, et le fait de l'acquisition d'un nouvel immeuble peut être suffisant pour entraîner la subrogation.

Toutefois, n'importe quel achat ne saurait suffire, et il faut qu'il soit bien constant en fait que le nouveau bien acquis l'a été effectivement avec le prix du bien aliéné, sans quoi le habous ne porte plus que sur le prix.

Le pourvoi du Procureur général peut légitimement réserver, en dehors des moyens retenus par lui, tous autres chefs d'annulation que les intéressés pourraient faire valoir devant la Cour. (3)

D'après le rite hanafite, et dans la coutume musulmane actuellement suivie en Algérie et consacrée par la jurisprudence, le constituant habous et les dévolutaires intermédiaires peuvent disposer à leur guise des revenus des biens compris dans la fondation, et ses revenus, ainsi que les acquisitions d'immeubles réalisées avec ceux-ci, n'ont pas le caractère de biens habous.

Tout au plus pourrait-on admettre que les produits *d'un immeuble habous ne sont pas à l'entière disposition du dévolutaire.* (4).

Consorts Saiah c. consorts Saiah

La Cour, — Attendu que le pourvoi de M. le Procureur général est basé sur ce que le jugement du Tribunal civil d'Orléansville, en date

---

(1) Divers immeubles ayant été habousés, certains avaient été vendus de gré à gré et d'autres expropriés pour cause d'utilité publique. Le demandeur au procès soutenait que le habous devait porter, non seulement sur les immeubles restants, mais aussi sur ceux acquis en remploi du prix des biens habous expropriés ou aliénés. La juridiction d'appel lui donna raison pour les premiers, mais le débouta du surplus de ses prétentions : il en résultait que le tribunal considérait implicitement que le habous ne devait pas porter sur les immeubles acquis en remploi des prix des immeubles aliénés. La Chambre de révision considère qu'il y a là une violation implicite de la loi musulmane donnant ouverture à révision.

Cette interprétation libérale du décret du 25 mai 1892, qui a institué le pourvoi en révision musulmane, ne peut qu'être approuvée. Si un pourvoi ne pouvait être formé que contre les jugements qui ont formulé en termes exprès un principe formellement contraire aux règles du droit musulman, le cas ne pourrait se présenter que d'une façon si exceptionnelle que, en fait, cette voie de recours se trouverait inabordable. Ce n'est certainement pas ce qu'a voulu le législateur.

(2) En ce sens : Ch. de révis. mus., 9 décembre 1922 (Robe, 1923, 165).

(3) Il faut même aller plus loin et reconnaître à la Chambre de révision, non seulement le droit d'examiner tous moyens d'annulation qui seraient proposés par les intéressés, alors même que le Procureur général ne les aurait

du 5 mai 1926 entre les consorts Saiah a méconnu : 1° Que les immeubles acquis en remploi du prix de ceux expropriés ne sont pas les seuls à être devenus habous et qu'il en est de même de ceux acquis en remploi du prix des ventes volontaires; — 2° Qu'il n'est pas nécessaire que l'identification des immeubles acquis résulte d'une déclaration ou d'une stipulation de remploi, qu'il suffit que le fondateur ait acquis un nouvel immeuble après avoir aliéné le premier; — Attendu que le pourvoi est régulier en la forme et fait dans les délais, qu'il est donc à cet égard recevable; — Attendu que les défendeurs au pourvoi font valoir que les chefs relevés n'avaient pas à être envisagés par la décision déférée et qu'en tous cas il aurait été omis de statuer sur eux par le tribunal, ce qui pourrait ouvrir la voie à la requête civile mais non à la revision; — Mais attendu que le juge du premier degré, le Cadi d'Orléansville, avait été saisi par les filles d'Essaid Mohammed Saiah, d'une demande tendant à faire déclarer nul le habous constitué par leur père et que la question se posait, tout au moins subsidiairement, de savoir à quels biens s'appliquerait le habous; — Attendu qu'en appel devant le tribunal d'Orléansville, Saiah Abdelkader, l'un des demandeurs au pourvoi, fit valoir expressément qu'il y avait lieu de comprendre dans le habous tous les biens que, son père, postérieurement au 14 juin 1890, date de la constitution du habous, avait acquis en remploi des aliénations de toutes sortes même volontaires qu'il avait faites de biens habousés « pourquoi ledit appelant conclut-il en demandant au tribunal de dire » que le habous s'appliquait non seulement sur l'intégralité des biens habousables possédés par le fondateur, le 14 juin 1890, mais encore sur ceux qu'il avait acquis postérieurement soit à titre de remploi des biens habous, expropriés « ou aliénés »; — Attendu que sous la rubrique « portée du habous » le jugement du tribunal répondit dans les motifs « qu'Essaid Mohammed Saiah n'avait habousé que ses biens présents au 14 juin 1890, mais que les biens expropriés ultérieurement avaient dû être remployés et qu'à défaut d'identification l'effet du habous se produirait sur l'indemnité d'expropriation » sur quoi le dispositif du jugement renvoyait les parties devant la juridiction compétente pour déterminer les

---

pas retenus, et n'aurait pas, aux termes de sa requête en pourvoi, réservé aux parties le droit de les faire valoir; mais même la faculté de soulever elle-même, d'office, tous moyens de nullité. Cette juridiction est instituée essentiellement pour faire respecter les principes du droit musulman, et il faut qu'elle puisse le faire, dès lors qu'un jugement lui est déféré, à l'égard de tous les points où ce droit a été méconnu.

En ce sens, la Chambre de révision a admis les parties à soutenir devant elle des moyens de nullité autres que ceux retenus par la requête en pourvoi du Procureur général, dans une affaire où, il est vrai, ladite requête avait également réservé le droit des parties de soutenir elles-mêmes ces moyens devant la Cour (affaire consorts Benmehel, arrêt du 29 mai 1926 : R. A. 1927, 2, 78); mais le silence du Procureur général sur ce point ne saurait priver les intéressés de la faculté de faire valoir devant la Chambre de révision des moyens que ce haut magistrat n'a pas jugé opportun de retenir. La loi lui accorde déjà un droit exorbitant en lui attribuant les pouvoirs d'une Chambre des requêtes : il ne faut pas que, maître d'accueillir ou non le pourvoi, il soit encore libre de limiter les moyens de pourvoi et d'interdire aux parties d'argumenter à leur guise.

La Chambre de révision a d'ailleurs jugé que le pourvoi la saisit de toutes les causes de réformation qui peuvent entacher la décision entreprise du chef de violation des droits et coutumes qui régissent les indigènes musulmans en ce qui concerne les matières énumérées par le décret du 25 mai 1892 (arrêt du 28 juin 1924 : Robe, 1925, 42).

(4) Distinction intéressante, et qui paraît neuve en jurisprudence, entre les revenus et les produits des biens habousés.

E. N.

immeubles compris dans le habous tant ceux existants au moment de la fondation que ceux acquis en remploi, les parties étant expressément déboutées de toutes autres fins et conclusions; — Que dans ces conditions on ne saurait dire ni que la question du remploi des biens habousés puis aliénés volontairement par Saiah ne s'est pas posée, ni que le juge d'appel a omis de statuer à son égard ; qu'en disposant que seules les expropriations comportaient remploi, le tribunal a statué implicitement à l'égard des aliénations volontaires et a englobé ces dernières dans les fins et conclusions dont il déboutait les parties; — Attendu qu'il n'y a donc pas à s'arrêter au moyen qui vient d'être examiné et qu'il y a lieu d'aborder le pourvoi au fond; — Attendu que d'après la loi musulmane et la jurisprudence de la Cour, l'aliénation des biens habous laisse subsister la constitution du habous et que le dévolutaire vendeur d'un immeuble s'il n'a pas remployé le prix de vente en un autre immeuble qui sera subrogé à celui aliéné, doit compte au dévolutaire subséquent de ce même prix de vente (J. R. 1920, p. 167, et 1923, p. 165 et notes); — Attendu, en conséquence que le jugement du tribunal d'Orléansville a violé la loi musulmane en ne faisant pas droit aux conclusions d'une partie sur ce point et en ne déclarant pas que les biens habousés puis aliénés volontairement par Essaid Mohammed Saiah étaient soumis à remploi; — Attendu, en outre, comme le fait valoir le pourvoi, qu'une déclaration expresse n'est pas nécessaire pour établir le remploi et que le fait de l'acquisition d'un nouvel immeuble peut être suffisant pour entraîner la subrogation; — Attendu, toutefois, que n'importe quel achat ne saurait suffire et qu'il faut qu'il soit bien constant que le nouveau bien acquis l'a été effectivement avec le prix du bien aliéné, sans quoi le habous ne porte plus que sur le prix (Robe, 1897, p. 207 et 413, et 1920, p. 167); — Attendu que les demandeurs au pourvoi ajoutent qu'au surplus sont habous tous les biens laissés à son décès, par leur père, qui n'a pu, à partir du 14 juin 1910, acquérir de nouveaux biens qu'au moyen des revenus de son habous lesquels étaient eux-mêmes habous; — Attendu que cette prétention, contrairement aux conclusions des dames Saiah qui tendent à son irrecevabilité, doit être examinée par la Cour, le pourvoi de M. le Procureur général ayant pris soin de réserver en dehors des deux susindiqués tous autres chefs d'annulation que les intéressés pourraient faire valoir devant la Cour; notamment en ce qui concerne les immeubles achetés par les dévolutaires avec les revenus de biens habousés; — Mais attendu que d'après le rite hanafite et dans la coutume musulmane actuelle suivie en Algérie et consacré par la jurisprudence, le constituant ou ses dévolutaires intermédiaires peuvent disposer à leur guise des revenus des biens compris dans la fondation et que ces revenus ainsi que les acquisitions réalisées avec ceux-ci n'ont pas le caractère habous, que le contraire ne se comprendrait d'ailleurs pas alors que le habous ne constitue, en définitive, qu'une dérogation à la loi de dévolution successorale musulmane, qu'au surplus dans l'acte constitutif du habous dont s'agit on ne trouve aucune disposition de laquelle on puisse induire que le constituant, qui était cependant un jurisconsulte musulman, ait entendu limiter sa jouissance et celle de ses successeurs, d'autant qu'il a pris soin de la limiter en ce qui concerne la part à allouer éventuellement aux femmes; que tout au plus on peut admettre que les produits d'un immeuble habousé ne sont pas à l'entière disposition du dévolutaire, mais qu'en l'espèce, il n'est pas question de produits et que précisément l'exception faite pour ceux-ci témoigne qu'il en est autrement pour les autres revenus (Morand, art. 487, R. A., 98, 2, 363, et R. 97, n. 207 et 413. — Santayra et Cherbonneau, t. II, Successions, p. 397, n° 931); — Attendu que le dernier chef d'annulation relevé par les demandeurs au pourvoi ne saurait donc être admis et retenu; — Attendu que le fondateur Mohammed Saiah après la constitution de son habous a aliéné volontairement plusieurs immeubles

puis en a acquis un grand nombre; qu'il y a donc à rechercher lesquels parmi ces derniers peuvent, par application de ce qui vient d'être dit, être considérés comme acquis en remploi de ceux aliénés mais que cette recherche ne compète pas à la Cour et qu'il y a lieu de renvoyer les parties à se pourvoir à cet effet.

Par ces motifs ,

MM. Roudolphi, prés. ; Mallarmé, Otten, Foissin, Meunier et Pinard, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUS.)

29 mai 1926

Statut personnel kabyle, établissement en pays arabe, adoption du statut personnel musulman malékite.

Les kabyles peuvent renoncer à leur statut pour suivre un rite musulman. Cette renonciation doit s'induire du fait que des époux d'origine kabyle ont fait dresser un acte de leur mariage par le cadi, en conformité de la loi musulmane et, établis depuis longtemps à Alger, ont adopté les coutumes des musulmans de cette ville ; enfin, de ce que le mari a répudié sa femme conformément aux règles du droit musulman. (1)

Chelli Mohammed Saïd c. Benhoumlat Taous

La Cour. — Attendu que des pièces du dossier et des conclusions des parties résultent les faits suivants : — Le sieur Chelli Mohammed es Saï ben Amar et la dame Benhamlat Taous bent Ali étaient tous deux d'origine Kabyle — Ils contractèrent mariage suivant acte dressé par le Cadi d'Alger, le 19 février 1921. — Deux ans après Chelli Mohammed répudia sa femme et fit constater cette répudiation devant le Cadi d'Alger, le 23 mai 1923. A ce moment, ils avaient, née de leur mariage, une petite fille du nom de Mimi ; — A la suite de cette répudiation, la dame Benhamlat Taous assigna Chelli Mohammed devant le Cadi d'Alger, en paiement d'une pension alimentaire pour elle et pour son enfant et en restitution de ses meubles.

---

(1) Cette décision de jurisprudence n'est pas la première qui ait reconnu au Kabyle le droit de renoncer à son statut pour se placer sous l'empire du droit musulman (Cf. Alger, 19 juin 1920 : *Rev. Alg.*, 1922-1923, 2, 136. — Blida, 20 mars 1924 : *Rev. Alg.*, 1924, 2, 211).

Et, — comme celles qui l'ont précédée, — elle affirme la validité de cette renonciation, mais sans la justifier.

Or, cette validité est des plus discutables, ainsi que nous nous sommes efforcé de l'établir dans une note publiée sous le jugement du tribunal de Blida ci-dessus mentionné.

Nous nous bornerons à rappeler ici que le décret du 29 août 1873, art. 2, et le décret du 17 avril 1889, art. 3, n'ont autorisé les indigènes à renoncer à leurs droit et coutumes que pour se soumettre à la loi française.

D'autre part, à supposer que le Kabyle ait le droit d'abandonner son statut kabyle pour le statut musulman, — les faits dont la Cour fait découler cet abandon ne sont pas tous également concluants. — Ainsi, du nombre de ces faits, est mentionnée la résidence depuis de longues années dans la ville d'Alger.

Or, l'art. 4 du décret du 17 avril 1889 place les Kabyles sous l'empire des coutumes de leur pays d'origine, — et ne se préoccupe nullement du temps plus ou moins long depuis lequel ils peuvent se trouver établis en pays arabe.

Marcel MORAND.

et effets personnels. Le sieur Chelli souleva l'incompétence du Cadi, parce qu'étant né en Kabylie, il ne pouvait, disait-il être jugé par ce magistrat; — Par jugement du 9 août 1923, le Cadi d'Alger se déclara compétent, mais sans procéder à l'examen du fond du litige; Chelli interjeta appel de cette décision; par jugement du 3 juillet 1924, le Tribunal d'Alger confirma le jugement qui lui était déféré, et décida que le Cadi était incompétent pour connaître de cette affaire, le Juge de paix étant le juge de droit commun, en matière Kabyle, Chelli Mohamed assigna alors la dame Benhamlat Taous devant le juge de paix du Canton Sud d'Alger, lui demandant de décider qu'il aurait la garde de l'enfant et de fixer le montant du « Lefdi » ou prix de rachat de la femme. — La dame Benhamlat Taous reconventionnellement maintient sa demande de pension et réclame dix-huit mille francs pour valeur de ses bijoux plus 4.000 francs pour frais d'accouchement : — Par jugement du 18 juillet 1925, le Juge de paix du Canton Sud d'Alger attribua la garde de la jeune Mimi à Chelli Mohamed, fixa le montant du Lefdi à 2.500 francs et déféra le serment à Chelli sur la question des bijoux; — La dame Benhamlat Taous interjeta appel de cette décision; le tribunal d'Alger, par décision en date du 4 février 1926, appliqua à l'espèce des principes entièrement contraires à ceux de sa décision antérieure du 8 juillet 1924. Il décida, en effet, que Chelli et la dame Benhamlat devaient en raison des circonstances de la cause, être considérés comme ayant renoncé au statut kabyle pour adopter le rite malékite par le fait qu'ils avaient contracté mariage devant le Cadi, que la répudiation avait été également constatée par acte du Cadi, et qu'installés à Alger depuis longtemps, ils avaient adopté les coutumes des habitants musulmans de cette ville. — En conséquence et faisant application à l'espèce des principes du droit musulman, le tribunal confia la garde de la jeune Mimi à la dame Benhamlat, condamna Chelli à lui servir une pension alimentaire et laissant de côté la question du lefdi, il déféra enfin à Chelli le serment sur la question des bijoux; — Attendu que le 1er avril 1926, M. le Procureur général a formé un pourvoi en révision à l'encontre de ce jugement; — Attendu que ce pourvoi est régulier et recevable en la forme; — Au fond : — Attendu que le pourvoi est basé sur ce motif que pour qu'il soit permis à un Kabyle d'abandonner les coutumes de son pays pour suivre un rite musulman, il faut que cette renonciation au statut personnel ne fasse aucun doute, et que dans l'espèce, il ne serait pas possible de déduire cette renonciation du simple fait que le mariage et la répudiation aient lieu par acte de Cadi; — Mais attendu qu'il est constant que les parties, quoique d'origine Kabyle, habitent l'une et l'autre Alger depuis longtemps et ont adopté les coutumes des habitants musulmans de cette ville; — Attendu, d'autre part, que les mêmes parties ont eu recours au Cadi pour faire dresser leur contrat de mariage qui a dès lors été passé en conformité de la loi musulmane; — Attendu, enfin, que Chelli a répudié la dame Benhamlat Taous selon acte du Cadi d'Alger du 23 mai 1923, hors la présence de celle-ci et avec faculté pour lui de la reprendre avant l'expiration du délai de la retraite légale, c'est-à-dire dans les conditions du droit musulman, et non pas selon les règles de la loi kabyle qui diffère notablement sur ce point de la la loi musulmane; — Attendu, par suite, que l'intention des parties et en particulier du sieur Chelli, de renoncer au statut kabyle pour suivre les règles du rite musulman malékite en tout ce qui concernait leur mariage, sa dissolution et ses effets, ne peut faire aucun doute, que dans ces conditions la décision déférée, n'a nullement violé la loi musulmane et qu'il échet de rejeter le pourvoi;

Par ces motifs, — Reçoit le pourvoi en la forme; — Au fond : le rejette.

MM. Fulconis, prés.; Norès, av. gén. ; Rimbaud et Robe, av.

COUR D'APPEL DE RABAT

31 juillet 1926

Compétence, juridiction chérifienne, jugement, exécution, saisie-arrêt entre les mains d'un ressortissant des tribunaux français, compétence du juge des référés, inutilité de l'exequatur.

Pour l'exécution d'un jugement d'une juridiction chérifienne rendu entre deux parties de nationalité marocaine, la partie gagnante ne peut que s'adresser à la juridiction française, dès lors qu'elle demande à opérer une saisie-arrêt entre les mains d'un tiers ressortissant lui-même des tribunaux français (1).

La décision dont l'exécution est poursuivie n'a pas à être revêtue de l'exequatur de la juridiction française puisqu'il ne s'agit pas d'un acte d'exécution contre le tiers saisi qui, sans avoir à contester le jugement auquel il demeure étranger, peut simplement contester devoir quoi que ce soit à la partie poursuivie. (2)

Le juge des référés, saisi d'une pareille demande de saisie-arrêt, doit rechercher si les circonstances de la cause l'autorisent à donner la permission sollicitée. (3)

Si Hassan Teber c. El-Yahyaouï

La Cour, — Vu les articles 219 et suivants du dahir de procédure civile, les articles 320 et suivants du même dahir; — Sur la compétence : — Attendu que, pour l'exécution d'un jugement d'une juridiction chérifienne rendu entre deux parties de nationalité marocaine, la partie gagnante ne peut que s'adresser à la juridiction française, dès lors qu'elle tend à opérer une saisie-arrêt entre les mains d'un tiers ressortissant lui-même des tribunaux français ; — Attendu, en effet, que la saisie-arrêt met en présence, non seulement le saisi et le saisissant, mais aussi le tiers

---

(1-3) Si Hassan Teber obtenait, le 25 août 1925, du cadi Moulay Mustapha de Marrakech, un jugement condamnant le caïd Naceur el Yahyaoui à lui verser différentes sommes d'argent, dont le total s'élevait à environ 250.000 francs. Ne pouvant arriver à faire exécuter ce jugement sur les immeubles du caïd à Marrakech, et ayant appris que son débiteur devait toucher du Trésorier général du Protectorat une somme importante représentant sa part sur le montant du tertib versé par sa tribu, Hassan Teber songea à s'adresser à la juridiction française. Pour ce faire, il introduisit devant le Tribunal de première instance de Rabat une requête tendant à obtenir la permission de saisir arrêter entre les mains du Trésorier général les sommes que ce dernir détenait pour le compte du caïd Naceur. Par ordonnance en date du 5 mars 1925, le Président du Tribunal de première instance de Rabat refusait la saisie-arrêt sollicitée, motif pris qu'il était incompétent, s'agissant d'une décision rendue par une autorité chérifienne entre deux sujets marocains. Appel de cette ordonnance ayant été interjeté, la Cour rendait, le 31 juillet 1926, l'arrêt dont s'agit, qui marque une évolution de la jurisprudence.

En effet, il a tranché un point de droit qui n'avait, semble-t-il, jusqu'à ce jour, jamais été soulevé, et a affirmé le principe de la compétence des tribunaux français pour l'exécution d'un jugement d'une juridiction chérifienne, rendu entre deux parties de nationalité marocaine, dès lors qu'elle tend à opérer une saisie-arrêt entre les mains d'un tiers, ressortissant lui-même des tribunaux français.

Il résulte, d'autre part, des attendus de cet arrêt, que, pour que la saisie-arrêt puisse être accordée, il faut que la décision de l'autorité chérifienne soit définitive. C'est pourquoi la Cour, tout en affirmant la compétence du juge français en la matière, confirmait l'ordonnance dont appel était interjeté.

Ce dernier point attire quelques observations. La Cour a estimé que le jugement du cadi Moulay Mustapha n'était pas définitif, puisque attaqué par la voie de la décision. Or, la seule voie de recours normale à l'encontre des jugements des cadis est la voie de l'appel (art. 12 du dahir du 7 juillet

saisi; — Attendu toutefois que, dans cette hypothèse, le jugement dont l'exécution est poursuivie n'a pas à être revêtu de l'exequatur de la juridiction française; qu'il ne s'agit, en effet, que de l'exécution contre une des parties d'une décision compétemment rendue entre deux marocains et non d'un acte d'exécution contre le tiers saisi, lequel, sans avoir à contester le jugement auquel il demeure étranger, peut simplement contester devoir quoi que ce soit à la partie poursuivie;

Au fond. — Attendu que le demandeur en référé sollicitait la permission du juge de saisir arrêter; que ce magistrat devait donc rechercher si les circonstances de la cause l'autorisaient à donner cette permission; — Or, attendu qu'il résulte des explications des parties que le jugement rendu par le caïd de Marrakech le 21 août 1925 n'est pas définitif ayant été attaqué par la voie de la revision; — Attendu qu'il convient, dès lors, de refuser au demandeur la permission sollicitée.

Par ces motifs,

MM. Cordier, prés.; Fontanges, subst. gén.; Troubat, cons. rapp.; Bruno, av.

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (2me CH.)
14 mars 1927

Bail, loyer, clause de garantie de change, supplément stipulé à parité du coupon 4 p. 100 1925, nullité de la clause, nullité du contrat, règlement des comptes entre parties, expertise.

Est nulle comme contraire à l'ordre public, spécialement, comme dérogatoire aux lois des 12 *août* 1870 *et* 5 *août* 1914, *qui ont institué le cours légal et le cours forcé, la clause, insérée dans un bail, aux termes de laquelle : Les parties, d'un commun accord, ont déclaré assimiler le prix du loyer, quant à sa variabilité, aux arrérages de* 24.000 *francs de rente française* 4 % *perpétuelle à garantie de change, ledit chiffre de* 24.000 *francs de rente pris pour base, étant fixé d'après les taux d'émission de l'emprunt autorisé par la loi du* 27 *juin* 1925 *; en conséquence, le fermage subira la même variation que subiraient les arrérages de ladite rente lors de leur paiement semestriel de la même façon que si le loyer était représenté par la jouissance effective au profit du bailleur, d'un titre de* 24.000 *francs de rente dudit emprunt.*

Une telle clause porte atteinte au caractère de monnaie légale du franc. En l'espèce, elle ne constitue pas une simple modalité de paiement : elle affecte le prix lui-même. Le bail doit donc être annulé, et il y a lieu à expertise pour établir les comptes des parties. (1)

Nier Eugène c. Daniel Auguste

1914, portant réglementation de la justice entre indigènes). Le caïd Naceur n'ayant pas régulièrement saisi dans les délais la juridiction compétente, le jugement rendu à son encontre était donc devenu définitif. Les règles de procédure en vigueur devant les tribunaux du Chrâ prévoient, en effet, uniquement, une procédure d'appel.

En dehors de cet appel, les jugements ne peuvent être l'objet d'aucune voie de recours et ont l'autorité de la chose jugée.

Dans ces conditions, c'est par une inexacte interprétation des textes en vigueur que la Cour a estimé qu'un jugement de Cadi, dont appel n'avait pas été interjeté dans les délais, n'était pas devenu définitif, et ce, eu égard à une procédure en révision qui n'est ni réglementée, ni visée par aucun texte; qui, en tout cas, ne saurait enlever au jugement, devenu définitif, l'autorité de la chose jugée, et, partant, retarder la procédure d'exécution.

R. B.

(1) A notre connaissance, ce jugement est le premier rendu en cette matière par le Tribunal civil d'Alger (Rapp. : Alger, Trib. de comm., 23 juillet 1926, visé au Rép. Commaille, 1926, 5970). Il est difficile de comprendre en

Le Tribunal, — Attendu que suivant exploit de Dumarais, huissier à Alger, du 23 octobre 1926, Nier a fait opposition à un commandement à lui notifié par Daniel, suivant exploit de Marchetti, huissier à Alger, du 21 octobre 1926, enregistré, tendant à obtenir paiement de la somme de 21.000 francs, représentant un terme de fermage exigible d'avance, du 1er octobre 1926 au 31 mars 1927;

Attendu que cette opposition est régulière en la forme et recevable; — Au fond : Attendu que la clause litigieuse du bail est ainsi conçue : « Les parties, d'un commun accord, ont déclaré assimiler le prix du loyer, quant à sa variabilité, aux arrérages de 24.000 francs de rente française 4 p. 100 perpétuelle à garantie de change, ledit chiffre de 24.000 francs de rente pris pour base étant fixé d'après le taux d'émission de l'emprunt autorisé par la loi du 27 juin 1925; en conséquence, le fermage subira la même variation que subiraient les arrérages de ladite rente lors de leur paiement semestriel, de la même façon que si le loyer était représenté par la jouissance effective, au profit du bailleur, d'un titre de 24.000 francs de rente dudit emprunt »; — Attendu que les lois du 12 août 1870 et 5 août 1914 qui ont établi le cours légal et le cours forcé du billet de banque français intéressent l'ordre public; — Attendu que toute stipulation tendant à y déroger doit être déclarée nulle en vertu de l'article 6 du Code civil; — Attendu qu'est de même d'ordre public la disposition de l'art. 1815 du Code civil aux termes de laquelle toute obligation qui résulte d'un prêt n'est toujours que la somme numérique énoncée au contrat; que toute clause tendant à y déroger insérée dans le contrat est nulle; — Attendu que ce texte s'applique non seulement au prêt mais à toute sorte de paiement de somme d'argent, quelle qu'en soit la cause ; qu'il doit donc en être ainsi de toute clause d'un bail établi conformément aux conditions de l'emprunt 4 p. 100 1925; qu'un tel contrat, qui fait état des variations de change, porte atteinte au caractère de monnaie légale que des lois d'ordre public ont exclusivement attribué au franc; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer nulle la clause sus-énoncée insérée au contrat de bail intervenu entre les parties suivant acte reçu Bresson, notaire à Alger, le 29 septembre 1925.

Sur l'annulation du contrat demandée subsidiairement par Daniel : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1131 du Code civil, l'obligation fondée sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet; qu'aux termes de l'article 1172 du même code toute condition d'une chose, impossible ou contraire aux bonnes mœurs ou prohibée par la loi est nulle et rend nulle la convention qui en dépend; — Attendu que la clause objet du litige n'est pas une simple modalité de paiement insérée au contrat, mais qu'elle affecte le prix lui-même; qu'il est manifeste que Daniel n'a donné sa propriété en location à Nier qu'à la condition que ce dernier exécute-

---

quoi la clause dont il s'agit porte atteinte aux institutions du cours légal et du cours forcé. Toutefois, la décision est conforme à la jurisprudence, déjà très abondante (V. notamment : Trib. de paix de Paris (X^e^ arr.), 26 janvier 1927 ; Gaz. Pal. 1927, 1, 415, la note et les références. — Aix, 10 février; Laval, 19 février 1927 : Rép. Commaille 1927, 6296, 6297, 6298). Mais elle est contraire à la doctrine, dans son ensemble (Notes : D. P. 1926, 2, 57, 89, 105 - Gaz. Pal. 1926, 2, 261. — Articles signés Henri Capitant : D. H. 1926 - Chron. 1 et 17, 1927 - Rép. Commaille 1926, 5775). La Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée; mais un arrêt de la Chambre civile du 11 janvier 1926 (D. H. 1926, 65) contient les considérants suivants : « Attendu que les parties peuvent, sans violer aucun principe de droit, régler d'un commun accord les conditions de remboursement; qu'il appartient au créancier de stipuler les garanties nécessaires à la sûreté de sa créance, et, notamment, d'éviter par des clauses appropriées le préjudice qui pourrait résulter pour lui de la dépréciation éventuelle de la monnaie indiquée pour le paiement. » De telles déclarations semblent être la condamnation de la jurisprudence des Cours et tribunaux.

A. SARRUT.

rait intégralement cette clause; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de décider, que la nullité de celle-ci doit entraîner la nullité du contrat intervenu entre les parties; — Attendu qu'en cas d'annulation d'une convention synallagmatique basée sur sa nullité, les parties se trouvant dans l'état où elles étaient au moment du contrat doivent se restituer tout ce qu'elles ont perçu en vertu de ce contrat, avec intérêts de droit du jour de la demande; qu'il y a lieu, comme le demande Daniel, de recourir à une mesure préparatoire pour établir leur compte en décidant d'ores et déjà que Daniel est mal venu à demander le remboursement de la part des frais et honoraires du contrat de bail du 29 septembre 1925 payés par lui;

Par ces motifs, — Reçoit l'opposition, qui est régulière en la forme; la déclare fondée; — Dit nulle, comme contraire à l'ordre public la clause relative au paiement du prix insérée dans le contrat de bail intervenu le 29 septembre 1925 entre les parties; — Annule ledit contrat à raison de la nullité de cette clause qui a été pour Daniel la cause déterminante qui lui a fait donner en location sa propriété; — Nomme MM. ..... experts, faute par les parties d'en convenir d'autres dans les délais fixés par la loi, lesquels, serment préalablement prêté entre les mains du Président de cette chambre ou de son dévolutaire, à l'effet de rechercher quel est, d'une part, le montant des fruits perçus par Nier depuis sa prise de possession de la propriété louée, d'autre part, les sommes reçues par Daniel jusqu'à ce jour; établir de ce chef le compte des parties; dire quelle est celle qui est créancière de l'autre et de combien; — Dit toutefois que dans ce compte il ne sera pas fait état des frais et honoraires versés pour sa part par Daniel et dont le remboursement ne lui est pas dû; — Réserve tous autres droits des parties...

MM. Friess, vice-prés.; Minnard, subst. du P. R.; Poli et Opitz, av.

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (2me CH.)

17 février 1926

Cercle, nature juridique, association de caractère non commercial, demande en paiement de salaires, conseil de prud'hommes, incompétence.

Un cercle, en l'espèce un cercle militaire, est un groupement privé, n'ayant pas le caractère commercial et n'ayant pas la spéculation pour objet. (1)
En conséquence, le Conseil des prud'hommes ne peut être valablement saisi d'une demande en paiement de salaires dirigée contre semblable association par une domestique congédiée. (1)

Cercle militaire d'Alger c. Dlle Lauryssen

Attendu que suivant exploit de Dumarais, huissier à Alger, en date du 4 février 1927, enregistré, le cercle militaire d'Alger, agissant en la personne du Président de son Conseil d'administration, a interjeté ap-

---

(1-2) L'un des caractères distinctifs de la « société », c'est l'intention des associés de réaliser des bénéfices.

Or, les cotisations versées par les membres d'un cercle ne sont pas mises en commun « dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

Les cercles ne rentrent donc pas dans la définition de la société donnée par l'article 1832 C. civ. Ils sont simplement des associations (Voir les décisions de la Cour de Cassation sur la matière : Cass., 29 juin 1847 : S. 48, 1, 212. — Cass., 23 juin 1866 : D. P. 66, 334 - S. 66, 1, 358. — Nancy, 20 janvier 1877, sous Cass., 19 novembre 1879 : D. P. 80, 1, 84).

D'ailleurs c'est au juge, d'une façon générale, qu'il appartient de déterminer, en cas de doute, le caractère véritable du groupement, en s'attachant

pel d'un jugement du Conseil des Prud'hommes d'Alger, en date du 12 janvier 1927, enregistré, qui l'a condamné en la personne du Président de son Conseil d'administration à payer à la Dlle Lauryssen Anna · — 1° La

---

à son objectif réel, tel qu'il se dégage de l'examen des faits. « Ainsi n'ont « pas le caractère de bénéfices susceptibles d'imprimer au groupement liti- « gieux le caractère de société, les avantages matériels, gains ou profits, « même appréciables, en argent, tels que la réalisation d'économies, la ré- « duction des frais, des dépenses, l'acquisition à meilleur compte, la garantie « ou l'atténuation des pertes, que ces avantages soient ou non susceptibles « d'une évaluation pécuniaire; le bénéfice suppose *un enrichissement, un* « *accroissement du patrimoine* » (Voir : Dalloz, *Nouveau Répertoire pratique*, V° Sociétés, n°° 166 et suiv., avec les nombreuses références de jurisprudence citées).

Par contre, l'association formée pour l'exploitation d'un cercle entre quelques membres fondateurs seulement, *quand ceux-ci se proposent un but lucratif*, est une véritable société commerciale, et elle seule est responsable, à l'exclusion des autres membres du cercle et de son comité, des engagements pris envers les tiers pour les besoins de l'entreprise (Paris, 5 janvier 1888 : D. P. 89, 2, 141).

Mais « les avantages que des groupements tels que sociétés musicales ou « littéraires, groupements sportifs, sociétés de gymnastique, *cercles*... etc... « peuvent procurer à leurs adhérents ne sauraient être évalués en argent : « ils ne constituent en aucun cas un bénéfice matériel; ces soi-disant sociétés « ne sont donc juridiquement que des associations » (Cass., 7 novembre 1880 : D. P. 81, 1, 148. — Nîmes, 4 juin 1890 : D. P. 91, 2, 163).

Cela avait été jugé pour une société de courses, « qui, son objectif ostensible étant d'encourager le développement de la race chevaline et des sports hippiques et nullement d'enrichir ses membres (quelle que soit en fait la pensée de spéculation qui se dissimule parfois sous des dehors d'intérêt général), est une pure association » (Cass., 2 janvier 1894 : D. P. 94, 1, 81 - S. 94, 1, 129, et la note de Lyon-Caen).

Dans le même sens : « Une association (spécialement le Touring-Club de France) n'est pas une société commerciale, lorsqu'elle n'est pas constituée dans la forme du C. com., qu'elle n'a pas de capital fixe, ses ressources n'étant alimentées que par les cotisations ou les dons de ses adhérents, et que le solde résultant de l'excès des recettes sur les dépenses est purement et simplement reporté chaque année à l'exercice suivant, en sorte que l'association ne fonctionne pas en vue d'un but de lucre au profit de ses membres qui ne participent à aucun partage de bénéfices » (Trib. com. Seine, 2 mars 1912 : D. P. 1912, 1, 207).

Ce principe a été, plus récemment encore, affirmé au sujet de l'application des lois spéciales sur les loyers

Dans un arrêt du 18 octobre 1920 (Gaz. Pal., 1921, 1, 165), la Cour de Cassation s'exprimait ainsi : « Attendu que, s'il est vrai qu'un cercle militaire, « *fondé en dehors de toute idée de lucre*, n'a pas le caractère professionnnel « dans le sens que la loi du 9 mars 1918 attribue à cette expression, on ne « peut davantage... etc... etc... »

Lors du vote de la loi du 31 mars 1922, le Président de la Commission répondant aux objections soulevées au moment de la discussion de l'art. 3 de ce texte, déclarait : « Maintenant M. Duval Arnould nous dit : Voilà une « société de préparation militaire, une société sportive, un cercle. — Ici je « réponds que les locations de cette nature ne rentrent dans aucune des ca- « tégories visées par la loi. Elles ne sont *ni commerciales, ni industrielles, ni* « *professionnelles à un titre quelconque* » (J. Off. du 23 novembre 1921, p. 4161 et 4162).

La jurisprudence a consacré cette opinion. Il a été décidé, notamment, que « le cercle, malgré qu'il ait café et restaurant, n'achète les produits que pour « la consommation personnelle des membres du cercle et ne les met pas en « circulation en vue de réaliser un bénéfice commercial. Il n'a donc droit « qu'à deux années » (Comm. Sup. de Cassation, 22 juillet 1921 : Rev. des Loyers 1921, 2, 189).

Également, « la prorogation établie par l'art. 56 de la loi du 9 mars 1918 n'est applicable qu'aux locaux à usage commercial ou industriel. Elle ne l'est pas notamment à un cercle. En effet, les cercles ne constituent pas des associations créées en vue de réaliser des bénéfices. Les fournitures à leurs

somme de cinq cents francs, appointements de décembre; — 2° celle de quatre-vingt-dix francs, pour nourriture de la deuxième quinzaine de décembre avec intérêts de droit du jour de la demande et les dépens; — Attendu que cet appel est régulier en la forme et recevable; — Attendu que le cercle militaire excipe, comme il l'a fait d'ailleurs devant les premiers juges de l'incompétence de ces derniers pour statuer sur le litige qui lui était soumis, motif pris qu'il constitue une association privée ne se livrant à aucune spéculation commerciale; — Au fond : Attendu que l'appelant soutient qu'il avait le droit de congédier sans préavis l'intimée, celle-ci employée comme serveuse du restaurant ne touchant, outre sa nourriture, que des pourboires constitués par un pourcentage de dix pour cent imposé par le cercle à ses pensionnaires, pourcentage remis à la fin du mois; — Qu'il lui est dû de ce chef la somme de : 165 francs qu'elle a refusé de percevoir; — Sur la compétence : Attendu que le mess des officiers est placé aux termes de ses statuts sous le régime de la gestion directe, qu'il est tenu par un sous-officier rengagé désigné sous le nom de gérant fonctionnaire nommé par le Conseil d'administration et astreint à la subordination et à la discipline qui agit sous la surveillance de ce conseil et qui en assure le service en recrutant le personnel à des conditions imposées par l'autorité militaire; — Qu'il ne s'agit pas dès lors d'un établissement commercial mais d'un cercle purement privé, n'ayant pas la spéculation pour objet; — Attendu que le conseil des Prud'hommes était incompétent pour connaître du litige qui lui était soumis; — Attendu qu'il n'y a pas lieu dans ces conditions d'examiner le litige au fond.

Par ces motifs....

MM^es^ Badin et Lemédioni, av.

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (CANTON NORD)

8 mars 1927

Israélites, divorces religieux (ghit), condition d'une renonciation à pension alimentaire, cause illicite.

Certains actes peuvent avoir un but illicite, lorsque faits dans certaines conditions et non dans d'autres.

C'est ainsi que s'il a été jugé que les arrérages d'une pension alimentaire pouvaient être cédés pour cause d'aliments à un fournisseur, on ne peut renoncer au droit de réclamer une pension alimentaire à ses parents, ou à

---

membres, de repas ou de boissons, ne sauraient être considérées comme des actes de commerce, et il importe peu qu'ils soient assujettis à la patente, car c'est là un fait qui ne prouve pas l'existence d'un commerce » (Cass. Comm. Sup., 30 juin 1923 : Gaz. Trib. 22 août 1923).

Dans ce sens encore, « le bénéfice de la prorogation ne saurait être refusé, par application de l'art. 4, § 3, de la loi du 4 mai 1920, à la réunion des officiers d'une garnison, locataire d'une maison à usage de cercle militaire, par le motif que ce cercle n'ayant pas une destination professionnelle doit être classé au nombre des locaux de plaisance » (Cass., 18 novembre 1920 : Gaz. Pal. 1921, 1, 164).

Ces espèces un peu spéciales prouvent évidemment que la nature juridique des cercles ne les fait en aucune façon entrer dans la catégorie des groupements commerciaux.

C'est donc avec raison que le Tribunal a infirmé la décision du Conseil des Prud'hommes d'Alger.

Henri BENET.

d'autres proches, ou à son conjoint. A plus forte raison une mère ne peut-elle pas renoncer à réclamer la pension alimentaire due à son enfant mineur.

Une obligation ayant pareille renonciation pour cause serait nulle parce qu'illicite (1).

La pratique du « Ghit », ou divorce religieux chez les Israélites est une règle religieuse à laquelle une juridiction civile ne peut reconnaître d'effets juridiques.

C'est d'autre part « une chose hors commerce » qui ne peut en aucune façon être la cause juridique d'une obligation (2).

Nattaf Simon c. Aboucaya Eugénie

Attendu que par jugement du 1er mai 1923, le Tribunal civil d'Alger prononçant le divorce des époux Nattaf-Aboucaya, a condamné Nattaf « à payer à la dame Aboucaya, pour l'entretien de l'enfant dont la garde lui est confiée, une pension alimentaire de cent francs par mois, exigible d'avance »; — Attendu que Nattaf n'exécutant pas les clauses

---

(1) L'obligation dont la cause est illicite ne peut avoir aucun effet et le caractère de la cause peut être établi par de simples présomptions, ce qui implique tous les modes de preuve sans exception (Cass., 10 mars 1925 . Gaz. Pal., 1925, 2, 99. — Cass., 23 juin 1926 : Gaz. Pal., 1926, 2, 126. — Arg. art. 1131 C. civ.).

La renonciation par voie de transaction au droit de demander des aliments entre personnes qui sont dans l'obligation de s'en fournir, et, par exemple, entre époux, est nulle (Aix, 18 janvier 1841 : Dalloz, J. G., V° Obligation, 597). Les aliments dus en vertu des droits du sang et de la nature constituent une créance inaliénable; une transaction ne pourrait donc porter atteinte pour l'avenir aux droits du créancier qui se trouverait dans le besoin (Dalloz, J. G., V° Transaction, 81 - J. G. S., eod., V° 54. — Voir également Dalloz, *Nouveau Code civil annoté*, sous article 1133, n. 196, art. 2046, n° 55 et suiv., Egt *Répertoire pratique*, V° Transaction, n° 85 et suiv.).

Il a été jugé que la dette alimentaire prévue en suite d'un divorce, par l'article 303 C. civ. dans le seul intérêt des enfants, qui sont seuls les véritables créanciers de cette dette alimentaire, ne rentre évidemment pas dans les droits de communauté que les parents auraient pu régler entre eux par convention, aussi pour se soustraire à l'obligation qui pèse sur lui du chef de l'article 303 C. civ., le conjoint qui à la suite du jugement de divorce n'a pas la garde des enfants, ne peut pas se prévaloir d'un acte devant notaire, par lequel il prétend qu'il aurait été déchargé de sa part contributive à l'entretien des enfants d'accord avec son conjoint qui aurait seul assumé cette dette (Lyon, 2 octobre 1911. — Voir aussi Trib. civ. Seine, 6 février 1922 : Gaz. Pal., 1922, 1, 619).

II. — Le divorce prononcé judiciairement entre deux époux israélites laisse subsister le mariage célébré entre eux « more judaïco », d'où cette situation : le mari peut, à la suite du divorce prononcé par les tribunaux laïcs, se remarier, même religieusement, la loi mosaïque lui permettant d'avoir plusieurs femmes; mais la femme divorcée par les tribunaux laïcs ne peut se remarier religieusement que si son mari la répudie dans les formes religieuses, c'est-à-dire en lui remettant le « ghit » (Salomon Tibi, *Le Statut personnel des Israélites*, t. III, p. 93).

En droit, il peut paraître assez difficile à une juridiction civile de contraindre quelqu'un à appliquer une règle purement religieuse. Autrement dit, une femme israélite qui a déjà obtenu d'un tribunal civil la rupture du lien conjugal, peut-elle revenir devant ce tribunal et lui demander de contraindre son mari, sinon directement, du moins par l'attribution de dommages-intérêts, à lui délivrer le « ghit », afin de lui permettre de contracter une nouvelle union avec un autre israélite ?

La question s'est déjà posée devant la Cour d'Alger et les tribunaux d'Algérie à différentes reprises (Cour d'Alger, 9 avril 1908 : Rev. Algér., 1910, 2,

de ce jugement, la défenderesse a, par exploit enregistré de Jais, huissier à Alger du 29 août 1923, fait une saisie sur les appointements du demandeur entre les mains de M. le Trésorier Payeur Général, à Alger; — Attendu que depuis cette époque la dame Aboucaya ayant eu le désir de convoler en secondes noces avec un homme de sa confession, a sollicité de son ex-époux, conformément aux prescriptions de la loi mosaïque, le « ghit » ou divorce religieux, permettant la consécration religieuse de la seconde union; — Attendu que Nattaf refusa tout d'abord d'accéder au désir de la défenderesse, suivant en cela les erremerts de beaucoup de ses coréligionnaires qui en sont arrivés à faire du « ghit », indépendamment de son caractère vexatoire au premier chef, un véritable moyen spéculatif, source pour eux, lorsque leur ex-femme est fortunée, de revenus très appréciables; — Attendu cependant qu'à la date du 23 décembre 1926, ainsi que cela résulte des débats, et après le « marchandage » qu'on devine, les parties convenaient verbalement entre elles de la sorte : « la dame Aboucaya renonçait au bénéfice du jugement précité, en ce qu'il condamnait Nattaf à lui verser une pension de cent francs par mois pour l'enfant né de leur union et s'engageait à donner mainlevée de la saisie-arrêt du 29 août 1923 à condition que le demandeur s'engage à faire prononcer son divorce religieux, et renonce à l'avenir à demander la garde de son enfant que la dame Aboucaya s'engageait à toujours bien élever »; — Attendu qu'à la suite de cet accord verbal, Nattaf accorda le « ghit » à sa femme et dès le lendemain, 24 décembre 1926, suivant acte s. s. p. (enregistré le 27 décembre 1926, V° 328, F° 41, C° 934) la dame Aboucaya donnait mainlevée au demandeur de la saisie-arrêt dont s'agit; — Attendu que cet acte étant entaché d'un vice de forme, M. le Trésorier Payeur Général refusa d'y donner suite; — Que Nattaf, pour obtenir mainlevée régulière, a cité la défenderesse devant le Tribunal de céans; — Qu'il conclut, en outre, à une condamnation à 1.500 francs de dommages-intérêts pour le préjudice que lui causent ces agissements; — Attendu qu'à cela la dame Aboucaya répond qu'il ne peut être fait droit à la demande de Nattaf, qu'elle entend maintenir cette saisie-arrêt, car elle n'avait été amenée à en accorder mainlevée que sous l'empire d'une véritable violence morale de la part de son ex-époux;

Sur ce, le Tribunal : Attendu que, dans un contrat synallagmatique, la cause qui détermine chaque partie à s'obliger est la volonté d'obtenir l'exécution de la prestation qui lui est promise en retour, ce qui revient à dire que tout acte est passé en vue d'un but déterminé; — Attendu que ce but est variable et consiste souvent à vouloir éviter un mal; — Attendu que le mal étant « tout événement susceptible de provoquer un sentiment bien défini: « la crainte », on conçoit qu'il y a violence « morale »

---

51 et la note de Larcher : Journal de Robe, 1908, p. 362 et la note signée R. T. - Journal des Trib. tun.., 1909, p. 60. — Cour d'Appel d'Alger, 22 octobre 1917 : Rev. Alg., 1920, 2, 142 et la note de G. Rectenwald : Journal de Robe, 1918, 145 et 1919, 37. — Voir également un arrêt rendu par défaut, le 25 juin 1925, par la Cour d'Alger, non frappé d'opposition à notre connaissance et inédit. La Cour, par cette décision, condamnait l'époux défaillant à vingt mille francs de dommages-intérêts pour n'avoir pas consenti à accorder le « ghit » à sa femme).

Ce principe, qui tend à consacrer invariablement le « droit » de la femme à des dommages-intérêts en présence du refus du mari à lui rendre la liberté religieuse avait, d'ailleurs, été consacré par la Cour de Cassation le 26 février 1876 (Journal de Robe, 1877, 58).

Le jugement rapporté décide que le « ghit », règle religieuse, étant, par là même « une chose hors commerce », ne peut être la cause d'une obligation civile. La jurisprudence des tribunaux algériens et de la Cour d'Alger permet de soutenir la théorie contraire. H. B.

lorsque la volonté est influencée par la menace d'un mal qui se réalisera en cas de refus de la partie; — Attendu que la détermination d'un individu à la passation d'un acte juridique par la crainte d'un mal, et l'injustice et l'immoralité de cette détermination constituent deux éléments essentiels primordiaux, de la notion de violence; — Attendu que ce sont ces considérations qui ont amené la Jurisprudence « à rechercher si la personne qui a consenti, a consenti sous l'empire d'une force légitime ou non, pour des fins justes ou non, et à induire dans cette théorie juridique de la volonté, des considérations qui sont d'ordre purement moral »; — Attendu que dans tous les cas où le moyen de la violence est injuste ou immoral, l'acte extorqué, quel qu'il soit, peut être annulé; — Qu'il échet d'examiner si, en l'espèce, la convention intervenue entre les parties motive réellement les griefs de la dame Aboucaya; — Attendu que leurs accords réciproques avaient pour base l'obtention par la défenderesse du « ghit » ou divorce religieux, que son ex-époux lui avait refusé jusqu'alors; — Attendu, sans insister sur le caractère spécial de cette institution, dont l'usage ne peut aucunement prévaloir ni être débattu devant une juridiction civile, qu'il importe de souligner que dans les milieux israélites où les vieilles coutumes et antiques principes religieux sont toujours en vigueur, la pratique du « ghit » donne fréquemment lieu à des actes où se manifestent les plus basses passions et les sentiments les plus méprisables de la part des hommes sous le couvert de la religion dont ils savent bien que les femmes dans la dépendance absolue où elles sont de leurs proches, n'oseront, ne pourront jamais enfreindre la regle; — Que le refus persistant d'accorder le « ghit » qui donne lieu invariablement à des marchés honteux, véritables chantages, destinés à extorquer à l'ex-épouse (ou à sa famille) des sommes parfois considérables, avant qu'il ne soit accordé, surtout lorsque comme, en l'espèce, le divorce civil a été prononcé aux torts du mari, pourrait être considéré à bon droit comme la manifestation d'une violence susceptible de vicier le consentement du cocontractant; — Mais attendu qu'en droit, une juridiction civile ne peut reconnaître d'effets juridiques à une règle religieuse; — Qu'il s'agit en l'occurence d'une chose qui. si elle est trop souvent envisagée comme une « denrée commerciale » par les israélites du genre de Nattaf, est nettement hors commerce aux yeux de la loi.

Attendu, au demeurant, alors même que, par impossible, on reconnaîtrait une valeur quelconque au « ghit » en tant que cause d'une obligation, certains actes peuvent avoir un but illicite lorsque faits dans certaines conditions et non dans d'autres; — Attendu que c'est ainsi, par exemple, qu'il a été jugé que les arrérages d'une pension alimentaire peuvent être cédés pour cause d'aliments à un fournisseur, mais non à une autre personne; — Attendu qu'il a bien été jugé également que l'on pouvait contracter sur des modalités d'exercice de droits tenant à la famille, que des époux divorcés ou en instance de divorce ou de séparation de corps, peuvent s'entendre pour la garde des enfants: — Mais attendu, par contre, qu'il a également été jugé qu'on ne peut par des contrats modifier des droits tenant à la famille, le droit de famille étant d'ordre public « au suprême degré »; — Qu'il est établi que des parents ne peuvent renoncer au droit de voir leurs enfants; — Qu'on ne peut davantage renoncer au droit de réclamer une pension alimentaire à ses parents, ou à d'autres proches, ou à son conjoint; — Attendu qu'en l'espèce, la dame Aboucaya s'est engagée, non seulement à ne pas réclamer les arrérages de la pension due, mais encore a renoncé expressément à la réclamer à l'avenir; — Attendu que cette pension, ainsi qu'il a été dit, avait été accordée pour l'enfant par le Tribunal civil d'Alger; — Attendu qu'en décharger le père et s'engager à ne plus la lui réclamer à l'avenir, constitue une convention nettement illicite, puisque nettement contraire aux dispositions impératives de la loi — nul ne pouvant se décharger ni être déchargé d'une obligation à la fois naturelle et légale; —

Attendu que la renonciation par le père à demander à l'avenir la garde de son enfant est également illicite et immorale, car si les parties peuvent régler entre elles la garde de leurs enfants, il n'a jamais été reconnu qu'un père pourrait être déchargé complètement à la fois de son devoir de garde et de son obligation alimentaire envers son enfant; — Que de ce fait, le caractère illicite absolu de la convention dont se prévaut Nattaf ressort davantage; — Attendu qu'un acte juridique devant avant tout être apprécié d'après son utilité sociale, rien dans la cause ne permet au Tribunal de dire fondée à un titre quelconque l'action de Nattaf, les obligations réciproques des deux parties étant à la fois obligation à cause illicite et obligation sans cause; — Qu'il résulte donc de ce qui vient d'être dit que la saisie-arrêt dont Nattaf demande la mainlevée est toujours valable, puisqu'il ne s'est pas libéré de l'obligation résultant du jugement du 1er mai 1923, en vertu duquel elle a été faite; — Attendu enfin que son attitude dans ce procès ayant démontré à l'évidence la mentalité particulière dont il est pourvu, légitime la demande reconventionnelle en un franc de dommages-intérêts formée par la dame Aboucaya.

Par ces motifs, — Déboute Nattaf de sa demande injustifiée.

MM. Benet, juge,; Azoulay et de Maisonseul, av.

TRIBUNAL CIVIL D'ORAN

16 mars 1927

Compétence, Algérie, justice de paix, taux du ressort, loi du 1er janvier 1926, inapplicabilité.

La loi du 1er janvier 1926, qui a modifié le taux de la compétence des juges de paix, n'est pas applicable à l'Algérie, toujours soumise à la loi spéciale du 31 juillet 1913.

Elle ne pourra le devenir que par une décision formelle du législateur (1).

Reboul c. Compagnie P.-L.-M.

Attendu que la Compagnie P.-L.-M. a interjeté appel d'un jugement rendu par M. le Juge de paix du Canton Est d'Oran, le 30 novembre

---

(1) La Compagnie P. L. M. avait été assignée, le 13 octobre 1926, devant le juge de paix du canton Est d'Oran, en matière civile, en paiement de 600 francs pour retard à la livraison de caisses outils, expédiées en petite vitesse, de Bel-Abbès sur Oran. La discussion portait sur le quantum de l'indemnité; le Chemin de fer avait offert une somme de 100 francs, lui paraissant correspondre aux justifications fournies du préjudice. Le juge de paix, par jugement du 30 novembre 1926, avait alloué 300 francs d'indemnité, mais il avait qualifié son jugement en dernier ressort.

La Compagnie soutint sur l'appel qu'elle releva l'erreur de qualification, les règles de la compétence des juges de paix étant déterminées, en Algérie, par la loi du 31 juillet 1913 et non par la loi du 1er janvier 1926, pour les raisons de droit, précisément visées dans les notes 1, 2, 3, rapportées dans le fascicule de février 1927 de la Revue Algérienne, Tunisienne et Marocaine de Législation et de Jurisprudence, page 52, sous les décisions des 14 janvier 1927 et 13 mars 1926, du Tribunal de simple police d'Alger et de la Justice de Paix de Mostaganem.

Le jugement du 16 mars 1927 du Tribunal civil d'Oran statuant comme juge d'appel, consacre la thèse de l'inapplicabilité de la loi du 1er janvier 1926.

E. L.

1926, enregistré, la condamnant à payer au sieur Reboul la somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts pour préjudice causé à ce dernier, du fait du retard apporté par ladite Compagnie à la livraison d'un matériel de photographie, avec intérêts de droit et dépens; — Attendu que l'appel est régulier en la forme, mais que la recevabilité en est formellement contestée par Reboul, qui soutient que le jugement entrepris qui a statué sur une demande personnelle et mobilière, s'élevant à 600 francs, a été à bon droit qualifié en dernier ressort par le premier juge, le taux de la compétence des Juges de paix ayant été élevé par la loi du 1er janvier 1926, modifiant celle du 12 juillet 1905 à 600 francs en dernier ressort; — Attendu que la Cie P.-L.-M. soutient à l'encontre de ce qui précède que la décision entreprise est en premier ressort, la loi du 1er janvier 1926 n'ayant pas été déclarée applicable à l'Algérie qui reste sous l'empire de la loi du 12 juillet 1905; — Attendu qu'il est de principe que depuis l'ordonnance du 22 juillet 1834, les lois de la Métropole, lorsque la législation n'a pas autrement ordonné, ne deviennent exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une promulgation spéciale, à moins qu'il ne s'agisse de lois purement modificatives de la législation antérieure et déjà applicables à l'Algérie; — Attendu que c'est en vertu de ce principe que la loi du 12 juillet 1905 n'est devenue exécutoire en Algérie qu'en vertu de la loi du 31 juillet 1913; — Attendu de même que la loi du 1er janvier 1926 qui n'est pas purement modificative de la loi de 1905, mais qui innove au moins sur un point, et qui n'a pas été rendue par le législateur applicable à l'Algérie, ne pourra le devenir qu'en vertu d'une publication spéciale; — Attendu qu'il sort de là que le jugement entrepris a été mal à propos qualifié en dernier ressort, que l'appel en est recevable; — Au fond : qu'il a été bien jugé, mal appelé, qu'il échet de confirmer par adoption de' motifs, le jugement entrepris.

Par ces motifs... Confirme...

JUSTICE DE PAIX DE LA CALLE

30 octobre 1926

Juge de paix, compétence correctionnelle, attributions de police judiciaire, commission rogatoire d'un juge d'instruction, présidence d'une juridiction pénale par un magistrat ayant fait un ou plusieurs actes d'information, Algérie, décret du 19 août 1854.

Il existe un parallélisme entre les fonctions des magistrats du siège et celles des officiers de police judiciaire, basé sur le principe général que les magistrats appelés à connaître comme juges d'une certaines catégorie d'infractions sont inaptes à en connaître comme officiers de police judiciaire; par suite une dérogation apportée à l'ordre de juridiction du Code d'instruction criminelle entraîne une dérogation parallèle à l'ordre des officiers de police judiciaire (1).

En conséquence est nul tout acte de police judiciaire fait par n'importe quel magistrat cantonal à l'occasion des matières de droit pénal attribuées par le décret du 19 août 1854 à la juridiction cantonale des juges de paix d'Algérie (2).

Dame Césario, épouse Mango.

---

(1) et (2) Nous publions le jugement sus-rapporté, à titre documentaire, car il pose, comme découlant des principes généraux de notre législation pénale, des règles inacceptables.

S'appuyant sur un arrêt récent de la Cour de Cassation du 21 novembre 1925 (V. infra, p. 151), rappelant qu'il n'appartient pas aux juges de paix de dresser des procès-verbaux de faits contraventionnels dont ils sont appelés

Attendu que la dame Césario, épouse Mango, est poursuivie, devant le juge de paix de céans jugeant correctionnellement, pour avoir, depuis un temps non prescrit, à la Calle, canton dudit, pris part habituellement à la pratique des accouchements et, en particulier, pour avoir pratiqué l'accouchement de la femme du sieur Djebbar Ali, hors le cas d'urgence

---

à connaître comme juges de simple police, le jugement sus-rapporté voudrait soutenir qu'il existe un parallélisme entre les fonctions des magistrats du siège et celles des officiers de police judiciaire basé sur le principe général que les magistrats appelés à connaître, comme juges, d'une certaine catégorie d'infractions sont inaptes à en connaître comme officiers de police judiciaire et qu'une dérogation apportée à l'ordre des juridictions du Code d'instruction criminelle entraîne une dérogation parallèle à l'ordre des officiers de police judiciaire, de sorte que devrait être déclaré nul tout acte de police judiciaire fait par n'*importe quel* magistrat cantonal à l'occasion des matières attribuées par le décret du 19 août 1854, spécial à l'Algérie, à la juridiction correctionnelle des juges de paix.

En vertu de cette théorie, les juges de paix de la métropole auxquels un récent décret du 5 novembre 1926 a donné une compétence pénale spéciale, seraient, *ipso facto*, frappés de la déchéance partielle qui frappe leurs collègues d'Algérie, depuis le décret du 19 août 1854, pour ceux des délits qu'ils sont désormais appelés à juger.

Cette théorie posée, il faudrait, pour rester logique, aller plus loin encore et dire qu'en vertu de ces mêmes principes, la connaissance des affaires de police correctionnelle appartenant aux tribunaux de première instance et que les juges d'instruction, officiers de police judiciaire, étant nécessairement membres de ces tribunaux, ces derniers magistrats, tant qu'ils sont chargés de l'instruction ne pourraient pas plus concourir au jugement des affaires qu'ils ont instruites (ainsi d'ailleurs que l'a édicté formellement l'article premier de la loi du 8 décembre 1897), qu'à n'importe quelle autre affaire correctionnelle, quand bien même ils seraient restés complètement étrangers à leurs instruction.

La question nous paraît ainsi mal posée.

***

L'article 9 du Code d'instruction criminelle donne une énumération incomplète et irrationnelle des officiers de police judiciaire, énumération *incomplète*, parce que plusieurs textes ont créé et ajouté toute une série d'officiers de police judiciaire; *irrationnelle*, parce qu'elle ne tient compte, ni de la prééminence des fonctions, ni de l'étendue des attributions, plus ou moins grande, suivant la situation respective des divers officiers de police judiciaire. Notamment, il est admis, en ce qui concerne les juges de paix, officiers de police judiciaire, comme le rappelle très exactement le jugement sus-rapporté, que leurs fonctions consistent simplement à donner avis au Procureur de la République des délits et des crimes dont ils ont eu connaissance et qu'ils ne sont pas, comme les commissaires de police ou les maires (art. 11 C. inst. crim.), admis à *constater* les contraventions de police, puisqu'ils sont appelés, à raison de leurs fonctions de juges de simple police, à statuer sur ces infractions (Dalloz, C. Inst. crim. ann., art. 9, n° 82-83. — Le Poitevin, Code Instr. crim. ann., art. 154, n° 681). Mais, une chose est de dresser un procès-verbal, c'est-à-dire de constater un fait délictueux, une autre est de rechercher les délits et crimes, d'en rassembler les preuves, de saisir les traces de leur perpétration, c'est-à-dire de procéder à une enquête, ou enfin dresser des rapports (qualifiés improprement dans la pratique, procès-verbaux). Aussi, l'incapacité qui frappe les juges de paix pour les contraventions de police leur est-elle spéciale et ne *doit-elle pas être étendue en l'absence de texte contraires*.

D'ailleurs, les incompatibilités légales et les nullités sont de droit étroit et les dispositions qui les édictent doivent être interprétées restrictivement Déjà, sous l'empire du Code du 3 brumaire an IV, la Cour de Cassation qui avait d'abord estimé que le juge d'instruction (qui avait alors le titre de directeur du jury), ne pouvait, par application des articles 15 et 150 de ce Code,

avérée, fait constituant le délit prévu par les articles 16 et 18 de la loi du 30 novembre 1892; — Attendu que, avant tout débat, ladite dame, par l'organe de son défenseur, soulève la nullité de la procédure : « Attendu que le délit, qui lui est reproché, étant de la compétence du tribunal cantonal créé par le décret du 19 août 1854 et les juges de paix étant

---

siéger comme juge dans une affaire correctionnelle où il avait rempli les fonctions d'officier de police judiciaire (Cass., 28 mess. an VIII : S. et P. chr), ne tardait pas à revenir sur cette jurisprudence, pour décider que les principes généraux sur la séparation des pouvoirs de police et de jugement, posés dans les articles 15 et 150, ne permettaient pas d'étendre l'incapacité frappant les juges de paix aux magistrats directeurs du jury (Cass., 3 prairial, an XI : S. et P. chr. — 20 octobre 1808 : S. et P. chr. — Le Poitevin, C. inst. crim. ann., aux articles 55 et 56, p. 263). Aussi, sous le régime du Code d'instruction criminelle, la Cour de Cassation n'hésitait-elle pas à maintenir ses dernières règles d'interprétation, en décidant que l'article 55 du Code d'instruction criminelle, en conservant aux juges d'instruction le droit de concourir au jugement des affaires civiles, ne leur défendait pas de prendre part au jugement des affaires correctionnelles. Ce serait ajouter, déclare-t-elle, à la loi et empiéter sur les attributions du législateur que de leur interdire de statuer sur ces affaires, même quand elles ont été instruites par eux (Le Poitevin, *loc. cit.*, n. 3). Cette jurisprudence ayant été suivie, il est vrai; de très vives critiques, la loi du 8 décembre 1897 intervenait, interdisant au juge d'instruction de concourir aux *affaires instruites par lui*. Mais là s'arrête la prohibition de la loi. Il n'est contesté par personne qu'un juge d'instruction peut juger toutes les affaires correctionnelles qu'il n'a pas instruites, soit qu'un autre magistrat les ait instruites, soit qu'elles aient fait l'objet d'une citation directe ou de la procédure des flagrants délits. En l'absence d'un texte formel, on ne saurait soutenir que le législateur a voulu frapper d'incompétence tous les juges, officiers de police judiciaire, relativement aux infractions de leur compétence. Ce qu'a voulu le législateur, c'est simplement éviter qu'un magistrat qui a préparé l'affaire *et décidé le renvoi* du prévenu devant le tribunal et qui, par suite, a nécessairement sa conviction faite, ne participe à la décision définitive (Rapport de M. Thézard, au Sénat, doc. parlementaire, Sénat, session extraordinaire 1895, n° 22, p. 8).

Tels sont les principes généraux que ne modifie aucun texte spécial.

Bien plus, aux termes des articles 83, 84, 283 du Code d'instruction criminelle, les procureurs et les juges d'instruction peuvent déléguer au juge de paix, même d'un arrondissement voisin du lieu de l'infraction, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées. Le magistrat ainsi délégué ne fait pas, en remplissant la mission qui lui est confiée, acte de juridiction propre et personnelle; sa mission tracée par sa délégation se borne à de simples actes d'exécution (Cass. 15 mai 1869 : D. P., 69, 1, 535). — Il peut parfaitement ne connaître qu'une partie de l'enquête, ignorer les autres éléments, que, par ailleurs, le magistrat qui l'a délégué et qui seul prendra la décision définitive, peut avoir recueillis, et sa conviction n'est pas faite. Il n'a pas d'avis à formuler et il doit se borner à retourner le dossier avec un rapport exposant les faits sans avis ni conclusions; un simple avis désintéressé émis sur une affaire n'est pas une cause de récusation (Cass. civ., 24 janvier 1881 : D. P. 81, 1, 218). A plus forte raison, le juge qui n'a pas fait connaître son opinion ne peut-il être récusé (Req., 29 avril 1902 : D. P., 1902, 1, 287). Et voilà pourquoi la Cour de Cassation a jugé que le juge de paix, qui, sur commission rogatoire, a procédé à une information dans une affaire ensuite renvoyée devant un tribunal répressif, peut siéger dans cette affaire comme président du tribunal (Cass. crim., 17 décembre 1910 : R. A., 1911, 2, 86).

Voilà pourquoi nous avons pu nous-même écrire dans notre *Répertoire de l'officier de police judiciaire en Algérie*, aux mots « Tribunaux de police correctionnelle et Tribunaux répressifs », p. 986 : « A fortiori, le juge ne « pourrait-il présider une audience répressive ou siéger correctionnellement « lorsqu'il a fait acte de police judiciaire dans une affaire au sujet de laquelle il a rédigé un rapport destiné au parquet. Cette solution est dictée par « des nécessités pratiques impérieuses dans un pays où le juge de paix est « appelé à exercer à la fois les fonctions de Procureur de la République « de juge d'instruction et de juge... »

appelés à connaître, comme juges, des infractions de ladite compétence, lesdits juges de paix perdent, de ce fait, leur qualité d'officier de police judiciaire; attendu que le décret de 1854, en fixant, en Algérie, les affaires soumises aux juges de paix jugeant correctionnellement, a ôté,

---

Il suffira, et, dans la pratique, il n'est pas un juge de paix d'Algérie qui ne suive cette règle de tact et de prudence, que le juge enquêteur prie son collègue (titulaire ou suppléant rétribué ou non rétribué) de présider, à sa place, l'audience à laquelle doit être appelée l'affaire qu'il a partiellement instruite (*Sic* : Tribunal correctionnel Mostaganem, 15 avril 1910 : R. A., 1910, 2, 347. — Cass. crim., 17 décembre 1910 : R. A., 1911, 2, 86. — CONTRA : Larcher « Les tribunaux répressifs indigènes et la loi du 8 décembre 1897 », R. A., 1905, 1, 145. — Trib. rép. Cassaigne ,7 mars 1910 : R. A., 1910, 2, 347. — Trib. cor. Alger, 29 septembre 1910 : R. A., 1911, 2, 26). — Il est à noter, aussi, que les enquêtes auxquelles procèdent les juges de paix, sur les instructions d'un procureur de la République, sont, en principe, des enquêtes dites « officieuses », dont les résultats ne constituent que de simples renseignements n'ayant pas le caractère d'actes d'instruction proprement dits. Ces enquêtes ont pour but, non d'éclairer les juges qui seront saisis de l'affaire, mais de fournir des indications au procureur de la République sur le parti qu'il aura à prendre et les témoins qu'il aura à citer (Dalloz, Nouv. Rép., V° Instruction criminelle, n° 111. — Garraud, Précis, n° 493. — Le Poitevin, V° Enquête officieuse, n° 203. — Mangin, Inst. crim., t. I, n° 237. — Vidal, n° 812). — La Chancellerie a, d'ailleurs, consacré l'usage des enquêtes officielses par plusieurs circulaires; elle recommande d'en user toutes les fois qu'il est possible de le faire, afin d'éviter les frais et les lenteurs d'une instruction (Circ. min. just., 9 avril 1825, 14 août 1876 : Bull. off. just., 1876, p. 144).

Le décret de 1854, spécial à l'Algérie, celui du 5 novembre 1926, spécial à la Métropole, n'ont en rien, l'un et l'autre, dérogé aux prnicipes généraux et aux fonctions des officiers de police judiciaire ; ils n'ont entendu, ni l'un ni l'autre, empêcher les juges de paix de cumuler leurs fonctions judiciaires et celles d'officiers de police judiciaire, et, l'un comme l'autre, n'ont eu que le même but : rapprocher de leurs juges naturels les justiciables, en leur évitant des déplacements, longs, coûteux ou difficiles, en les dispensant de se rendre aux chefs-lieux d'arrondissement pour être soit entendus comme témoins, soit jugés comme inculpés; admettre la théorie soutenue par le jugement critiqué, serait mettre à néant les effets des deux décrets.

Ainsi sont conciliés les principes fondamentaux de notre droit, les prescriptions impératives de la loi du 3 décembre 1897, l'intérêt général, celui des particuliers « *Summum jus, summa injuria* ». A vouloir appliquer le droit strict, sans se pénétrer de l'esprit de la loi, on arriverait aux pires injustices. Ce n'est pas le rôle des tribunaux et surtout pas celui des tribunaux cantonaux, qui sont les plus proches des justiciables, de vouloir, par des décicions trop hardies, paradoxales ou qui voudraient simplement, paraître originales, abolir un état de choses normal, légal et universellement admis depuis soixante ans. Que la législation algérienne soit sujette à critiques, cela n'est pas discutable : mais tout en soulignant ses imperfections, les juridictions ont toujours tenu compte des nécessités pratiques, impérieuses, qu'imposent les circonstances dans un pays où d'excellents esprits ont toujours pensé que ce fut une erreur d'appliquer, telle quelle est, la législation métropolitaine.

Notons, enfin, une erreur commise par le jugement critiqué : il est inexact de dire que si tous les officiers de police judiciaire ne sont pas officiers du ministère public, les officiers du ministère public sont tous officiers de police judiciaire. Aucun texte ne déclare officiers de police judiciaire, les officiers du ministère public, près les tribunaux de police statuant en matière correctionnelle, pas plus que les officiers du ministère public près les tribunaux répressifs et si, le plus souvent, les officiers du ministère public près ces tribunaux sont, en fait, des officiers de police judiciaire (juge de paix suppléant, administrateurs, commissaires de police), ils pourraient ne pas l'être toujours (Voir Larcher, Traité de législation algérienne, t. II, n° 469. — Voir cependant Gilbert Massonié « Les tribunaux répressifs en Algérie », n° 7).

André KNŒRTZER.

« ipso facto », à ces derniers, le droit d'instruire les délits spécifiés : que, par suite, le juge de paix ne pouvait valablement procéder à une information au sujet du délit susvisé; qu'il y a lieu d'annuler les actes faits par le magistrat cantonal, en vertu de la délégation du juge d'instruction; — Attendu que, sans discuter le moyen de nullité soulevé par la défense, le ministère public requiert le renvoi de l'affaire devant une audience correctionnelle du juge de paix de la Calle, présidée par un autre magistrat, motif pris de ce que le juge ayant connu de l'instruction d'une affaire ne peut concourir au jugement, à peine de nullité (art. 1er, loi du 8 décembre 1897); qu'il demande qu'acte soit donné de ses réquisitions; — Attendu, en effet, que l'information dont s'agit, bien que courte en l'espèce, a été officieuse ou sur commission rogatoire, faite entièrement (sauf évidemment le réquisitoire d'information, l'ordonnance de renvoi et les pièces similaires) par nous, juge de paix siégeant; — Attendu, donc, qu'il y a lieu d'examiner les deux questions ci-dessus exposées; — En ce qui concerne le renvoi devant le tribunal autrement composé : — Attendu que le fait, par un juge de paix à compétence étendue, de procéder à l'information d'une affaire qu'il aura à juger, n'est pas, selon les errements en usage, considéré comme un empêchement de siéger; que, constamment, les juges de paix sont chargés de semblables opérations avec la remarque « que rien dans la loi » ne les empêche de connaître de l'affaire qu'ils auront ainsi instruite (circonstance qui, au surplus, s'est présentée, en l'espèce, ou plus exactement lors d'une plainte antérieure contre la même au sujet d'un fait analogue, n. 1244-338); — Attendu que cette opinion est expressément émise dans « Cura et Knœrtzer » (Répert. form. de l'off. de pol. jud. en Algérie, édit. 1924. V. Trib. de police correct. et trib. répress. p. 986) : « Le juge de paix, est-il dit, qui, sur commission rogatoire, a procédé à une information dans une affaire qui est ensuite renvoyée devant un tribunal répressif, peut siéger, dans cette affaire, comme président du tribunal, parce que ce magistrat n'a été délégué par le juge d'instruction que pour faire un ou plusieurs actes d'information et que la prohibition de l'art. 1er de la loi du 8 décembre 1897 est spéciale au juge d'instruction (Cass. ch. crim. 17 décembre 1910). « A fortiori », le juge de paix pourrait-il présider une audience répressive ou juger correctionnellement lorsqu'il a fait un acte de police judiciaire dans une affaire au sujet de laquelle il a rédigé un rapport destiné au parque »; — Attendu que cette manière de voir, « dictée par des nécessités pratiques impérieuses », (Cura, op. cit.), qui, en tendant entre autres buts, à obvier à l'émiettement et à la confusion, provenant, dans les cantons ruraux, de la pluralité des officiers du ministère public appelés à se saisir des infractions (simple police, compét. étendue ,répressif, proc .dela Rép.) ,fait, en réalité, du juge de paix une sorte de factotum, — cette manière de voir ne semble pouvoir se justifier, théoriquement, que par la faculté spéciale de dédoublement que, grâce à ses multiples attributions d'ordres parfois très différents, tout juge de paix à compétence étendue, doit être présumé avoir acquise, — faculté qui doit lui permettre, en montant sur le siège, de faire abstraction complète de la conviction que ses recherches, ses constatations, ses discussions, etc..., pour arriver à la manifestation de la vérité, au cours de l'information, auront nécessairement amenée dans son esprit, — et lui permettre, également de peser, sans laisser fléchir en rien son impartialité et son impassibilité, les critiques plus ou moins vives ou fondées que la défense est en droit de lui présenter pour atténuer diminuer et parfois détruire le résultat de ses efforts convaincus, souvent longs e tlaborieux; — Attendu que, sans adopter cette psychologie juridique et tout en partageant le principe de la thèse avancée par le Ministère public, il y a, pour d'autres raisons, lieu de ne pas s'arrêter, pour l'instant, à ce moyen basé sur la récusation; — Attendu, en effet, qu'il s'agit, auparavant, de trancher la question présentée par la défense,

mais parce qu'elle porte, non sur le fond de l'affaire, non sur une exception intéressant tel ou tel juge de paix dans tel ou tel cas particulier, ce qui n'est autre chose que la récusation, mais parce qu'elle porte sur la régularité ou la nullité de la procédure, sur la capacité ou l'incapacité générale des juges de paix à compétence étendue de procéder aux informations dans les matières où ils sont décrétés juges par le décret de 1854; — Attendu que ce ne sera qu'autant que cette question d'ordre général aura été solutionnée, que la procédure aura été déclarée régulière et que, par suite, les débats devant s'ouvrir sur le fond même de l'affaire instruite par le juge de paix, que la récusation relative à la personnalité du juge pourra être utilement envisagée; qu'évidemment, si cette régularité de la procédure n'est pas reconnue, les débats ne continuant pas sur les faits instruits par ledit juge, la récusation, telle qu'elle est présentée, n'aura pas à être examinée; — Attendu, d'ailleurs, que dans le cas où l'exception, soulevée par la défense, serait reconnue sans valeur, il sera de notre devoir le plus élémentaire, à nous juge unique, par la plus simple discrétion et la moindre convenance envers la libre défense et l'impartiale justice, de nous abstenir, et ce, de notre propre mouvement; — Attendu, donc, que tout en donnant à M. l'officier du Ministère public acte de ses réquisitions tendant, en résumé, à nous récuser, il y a lieu de réserver cette question jusqu'après examen de l'exception de nullité; — En ce qui concerne la nullité de la procédure : — Attendu que le parallélisme entre les fonctions des magistrats du siège et celles des magistrats du parquet et de leurs auxiliaires, les officiers de police judiciaire, nettement établi, en ce qui concerne les tribunaux d'arrondissement, par l'article 22 du C. I. C. qui charge de la police judiciaire le procureur de la République aidé de ses auxiliaires, de l'article 48, d'une part, — et par l'article 179 qui donne la connaissance des infractions aux tribunaux d'arrondissement, d'autre part, — parallélisme, basé sur ce principe que les magistrats appelés à connaître, comme juges, d'une catégorie d'infractions, sont inaptes à en connaître comme officiers de police judiciaire, — que ledit parallélisme existe également devant les tribunaux cantonaux; — Attendu, en effet, que l'article 138 C. I. C., d'un côté, dit : « La connaissance des contraventions de paix du canton, etc... », tandis que les articles 11 et 16, d'un autre côté, marquent : « Les commissaires de police.., les maires..., les adjoints de maires rechercheront les contraventions de police..., etc. »; « Les gardes champêtres et les gardes forestiers, considérés comme officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher... les délits et contraventions..., etc. »; — Attendu que, par voie de conséquence, les juges de paix n'ont point, comme les maires, les adjoints et les commissaires de police, le droit de constater les contraventions de police, parce qu'ils sont appelés à statuer comme tribunaux de police sur ces contraventions » (Dalloz C. I. C. annoté art. 9, N^os^ 82-83); — Attendu que, dans un arrêt du 21 novembre 1925 (Moniteur des Juges de paix 1926, p. 139 et 197; Bulletin des Justices de paix de l'Afrique du Nord, 1926, p. 994), la Cour de cassation a mis ledit principe en relief; — Attendu que, après avoir déclaré qu'il n'appartient pas aux juges de paix de dresser des procès-verbaux des faits contraventionnels dont ils sont appelés à connaître comme juges de simple police, ledit arrêt annule le jugement entrepris, non pas parce que le juge de paix siégeant, étant le même que le juge de paix verbalisateur, avait refusé de se récuser, mais parce que le juge de paix avait refusé d'annuler un procès-verbal de simple police dressé par un juge de paix; — Attendu que le parallélisme établi par les textes ci-dessus et résultant, en outre, des principes généraux, est annoncé par l'article 9 C. Inst. C. que, avant son énumération collective, dit que la police judiciaire sera exercée par les agents indiqués, « suivant les distinctions qui vont être établies », ces distinctions étant précisées dans les chapitres suivants; — Attendu que,

par application de ces distinctions, on remarque, notamment que les gardes champêtres ne sont officiers de police judiciaire que pour certains délits déterminés et que les juges de paix ne sont pas officiers de police judiciaire pour les contraventions de police; Attendu, en ce qui concerne ces derniers, que c'est, évidemment, selon les principes généraux leur qualité de juges de simple police qui les fait exclure de l'énumération de l'art. 11 et s.; que, si par contre, les juges de paix sont portés, sans restriction, dans l'article 48, comme officiers de police judiciaire, c'est que, de par l'organisation du C. Inst. C.r., ils n'étaient jamais juges des infractions dévolues par l'article 179 aux tribunaux d'arrondissement; — Attendu que, de la combinaison des articles 9, 11, 48, il ressort que ce n'est pas d'après les énumérations collectives qu'il faut accorder à chacun des agents indiqués, la qualité d'officier de police judiciaire, mais seulement d'après les articles correspondants aux juridictions en vue desquelles cette qualité leur est attribuée; — Attendu que cette constatation confirme le principe général et qu'il apparaît que, si une dérogation est faite à l'ordre des juridictions du C. Inst. Cr., une dérogation parallèle doit être apportée aux attributions des officiers de police judiciaire correspondants, lorsque, parmi ces derniers, certains sont désignés pour remplir, devant la nouvelle juridiction, un rôle de caractère tout autre; que, particulièrement, si les juges de paix sont élevés à la qualité de juges cantonaux pour des infractions attribuées jusque là aux tribunaux d'arrondissement, ils doivent être, par cela même, déchus de leur qualité d'officiers de police judiciaire, pour ce qui concerne lesdites infractions; — Attendu, précisément, que c'est ce qui est arrivé dans la législation algérienne, lors de la création des diverses juridictions cantonales des décrets du 19 août 1854 et du 9 août 1903, donnant la connaissance de certains délits aux juges de paix, par dérogation à l'article 179 C. Inst. Cr., texte dont l'article correspondant, en matière de police judiciaire, est l'article 48; — Attendu que rien n'autorise à décider que la législation algérienne ait voulu déroger, sur cette question de la police judiciaire, aux principes généraux; que, loin de tirer argument de ce qu'aucun texte formel n'empêche le juge de paix de cumuler (Comp. Trib. Argenteuil : Moniteur des Juges de paix, 1926, p. 139, infirmé par arrêt Cassation précité), il y a lieu de tirer argument de ce qu'aucun texte ne prescrit ou ne permet ce cumul; qu'en effet, si le législateur avait voulu ce cumul, contraire aux principes, il l'eut certainement indiqué de façon catégorique, comme il l'a fait pour certaines juridictions coloniales, par exemple en Afrique équatoriale, décret 16 avril 1918, art. 20, et en Indo-Chine, décret 16 février 1921, art. 68; — Attendu que la rédaction des décrets de 1854 et de 1903, et plus spécialement en l'espèce, celle du décret de 1854 présente l'organisation de la juridiction créée par ce décret, d'une façon analogue à celle du C. Inst. Cr. en matière de simple police, et met en évidence la même opposition des attributions; — Attendu que les termes de l'article 2, § 2 et 3, du décret de 1854 : « En matière correctionnelle, ils (les juges de paix à compétence étendue) connaissent : 1° de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, 2° ....., etc », sont à rappprocher de l'article 138 C. I. C. d'une part, et que les termes suivants : « Un officier de police, désigné par le Procureur général remplit auprès du juge de paix les fonctions de ministère public » sont à rapprocher des articles 11 et s. C. I. Cr.; — Attendu que cette rédaction indique bien la séparation des attributions; attendu que l'officier du Ministère public de cette juridiction, officier de police judiciaire, n'a pas seulement pour mission de poursuivre à l'audience, devant le juge de paix, à l'aide du procès-verbal ou de l'information que ce magistrat ou un magistrat de même ordre aurait fait, mais a, en fait et en droit, la mission incombant de par l'article 8, à tout officier de police judiciaire, car si tous les officiers de police judiciaire ne sont pas officiers du ministère public, les officiers du ministère public sont tous officiers de police judiciaire; — Attendu

que la jonction des expressions « officier de police » et « ministère public », indique suffisamment la réunion de l'instruction et de la poursuite (comme cela a été fait ultérieurement, avec plus de détailes, pour les tribunaux répressifs), ce qui est d'ailleurs plus conforme à l'esprit du C. Inst. Cr., que le cumul de l'instruction et du jugement (Comp. loi 20 mai 1863 et loi 8 décembre 1897); — Attendu, donc, que tant en vertu des principes généraux de notre législation, auxquels aucun texte, en l'espèce, n'apporte dérogation, qu'en vertu de son texte lui-même, le décret de 1854, en dérogeant à l'ordre des juridictions de l'article 179 C. Inst. Cr. par la création de la juridiction correctionnelle cantonale (que l'on considère cette juridiction comme une simple extension du tribunal de simple police, comme un tribunal correctionnel en réduction, ou comme un tribunal intermédiaire procédant de ces deux juridictions de droit commun), ledit décret a dérogé, « ipso facto », à l'ordre des officiers de police judiciaire de l'article 48; que, devenant juges en matière correctionnelle, les juges de paix sont déchus de leur qualité d'officiers de police judiciaire pour les matières ressortissant à leur nouvelle juridiction; — Attendu que cette déchéance atteint aussi bien les titulaires que les suppléants, rétribués ou non, ceux-ci n'ayant, normalement, que les attributions des titulaires; — Attendu, par suite, que le délit reproché à la dame Cesario, étant de la compétence du tribunal du décret de 1854, la procédure faite par le juge de paix, — soit de manière officieuse (les enquêtes officieuses participant de la police judiciaire : Le Poittevin, V° Enquêtes officieuses, n° 4), soit sur délégation du juge d'instruction, — est nulle comme ayant été faite par un magistrat sans qualité pour ce faire; — Attendu qu'une incapacité d'ordre général, entraînant la nullité, apparemment d'ordre public ,de la procédure, ressort, ainsi que l'a soutenu la défense, des motifs ci-dessus; — Attendu que ce serait vainement qu'un autre juge de paix serait appelé à siéger, ce renvoi ne régularisant pas la procédure; qu'il n'y a pas, en conséquence, à statuer sur la simple récusation, personnelle et individuelle, requise par le Ministère public, récusation inopérante

Par ces motifs :

Nous, Juge de paix, statuant correctionnellement en vertu du décret de 1854, contradictoirement et en premier ressort,

Donnons acte, à la dame Cesario, de l'exception par elle soulevée au sujet de la procédure suivie pour infraction à la loi de 1892, infraction de la compétence du tribunal créé par le décret de 1854; — Déclarons nulle et sans effet la procédure faite par nous, Juge de paix, saisi, comme officier de police judiciaire, tant par le procureur de la République, pour enquête officieuse, que par le juge d'instruction, par délégation; — Donnons acte au ministère public de ses réquisitions tendant au renvoi devant le tribunal autrement composé; — Disons n'avoir lieu, par suite de la nullité d'ordre général, à statuer sur cette exception, d'ordre individuel ; — Renvoyons M. l'officier du Ministère public à se pourvoir ainsi qu'il en avisera.

M. Ducasse, juge.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

21 novembre 1925

Procès-verbal. Contraventions. Juge de paix. Qualité (Défaut de). Nullité.

Les attributions des juges de paix, en tant qu'officiers de police judiciaire, sont précisées et définies par l'art. 48 *C. inst. crim. ; il résulte de ce texte et de l'art.* 11 *du même Code que les juges de paix n'ont pas qualité pour dresser des procès-verbaux des contraventions dont ils sont*

appelés à connaître comme juges de simple police : un procès-verbal dressé par un juge de paix en pareille matière est nul et ne peut servir de base légale à une poursuite.

Grischig et Bardot

La Cour. — Sur le 1er moyen pris de la violation des art. 32 et 48 C. inst. crim., en ce que le jugement attaqué a déclaré valable un procès-verbal dressé en matière contraventionnelle, par un juge de paix dans un établissement privé et après le coucher du soleil ;

Vu l'art. 48 C. inst. crim., ensemble l'art. 11 du même Code ;

Attendu que les attributions des juges de paix, en tant qu'officiers de police judiciaire, se trouvent précisées et définies par l'art. 48 C. inst. crim. ; qu'il résulte de ce texte et de l'art. 11 du même Code que ces magistrats, en matière de police judiciaire, ne peuvent procéder à des constatations qu'en cas de crimes ou délits et qu'il ne leur appartient pas de dresser des procès-verbaux de faits contraventionnels dont ils sont appelés à connaître comme juges de simple police ;

Attendu que, dans l'espèce, le juge de simple police devant lequel il avait été conclu à l'annulation du procès-verbal du juge de paix d'Argenteuil, à la suite d'une visite domiciliaire, au cours de laquelle il avait constaté la contravention de tapage nocturne, a refusé de faire droit aux conclusions de la défense, par le motif que le rédacteur du procès-verbal puisait dans sa qualité d'officier de police judiciaire, et ce, aux termes des art. 8 et 9 C. inst. crim., le droit de constater les contraventions qui se commettaient dans l'étendue de son canton;

Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué a violé les textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le second moyen, Casse.....

MM. Lecherbonnier, prés. ; Coudert, rapp. ; Bloch-Laroque, av. gén. ; Me Hannotin, av.

CONSEIL D'ETAT

8 février 1927

Indigènes Algériens, droits civils et politiques, maires et adjoints, élection, nullité.

Un conseiller municipal indigène qui n'a pas la qualité de citoyen français ne peut être élu maire ou adjoint d'une commune de plein exercice.

(Allaoua Tamzali).

Le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux (Section spéciale du Contentieux), siégeant en séance publique; — Vu la requête présentée pour le sieur Allaoua Tamzali, demeurant à Bougie, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler un arrêté, en date du 6 juillet 1925, par lequel le Conseil de préfecture du département de Constantine, statuant sur l'acte en date du 8 juin 1925 par lequel le Préfet du département de Constantine lui a déféré les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 28 mai 1925, pour la nomination du 4me adjoint au maire de la ville de Bougie, a annulé l'élection du requérant en cette qualité; — Considérant que, d'après les dispositions combinées des articles 14, 31, 32, 73 et 76 de la loi du 5 avril 1884, ne peuvent être élus maires et adjoints que les citoyens français jouissant de leurs droits civils et politiques et remplissant les conditions prévues par ces articles; et qu'aux termes de son article 164, ladite loi est applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie, sous réserve des dispositions concernant notamment la représentation des musulmans indigènes; — Considérant que si, en vertu du § 1er de l'article 12 de la loi du 4 février 1919, sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques, les conseillers municipaux indigènes élus comme représentants des indigènes musulmans siègent à l'Assemblée municipale « au même titre et avec les mêmes droits que des membres français », cette disposition n'innove rien quant aux droits des conseillers municipaux indigènes qui, aux termes de l'article 4 du décret du 7 avril 1884, antérieurement en vigueur, siégeaient déjà au Conseil municipal « au même titre que les conseillers élus par les citoyens français »; que ledit §, en ajoutant « sous réserve des dispositions de l'article 11 de la loi organique du 2 août 1875 » n'a fait que reproduire la disposition de l'article 4 précité interdisant aux conseillers municipaux indigènes de prendre part à l'élection des délégués sénatoriaux; et que le § 3 de l'article 12 de la loi du 4 février 1919, en spécifiant que « les conseillers municipaux indigènes participent, même s'ils ne sont pas citoyens français, à l'élection des maires et adjoints », a eu uniquement pour objet d'abroger la disposition de l'article 4 du décret du 7 avril 1884, aux termes de laquelle les conseillers municipaux élus par les indigènes musulmans ne participent à l'élection des maires et adjoints que s'ils sont citoyens français, ledit § 3 précisant par suite dans le sens qu'il indique la portée de la disposition générale ci-dessus reproduite du § 1er, mais que le droit pour les conseillers municipaux indigènes non citoyens français d'être élus aux fonctions de maire ou d'adjoint ne leur a été conféré ni par le § 1er, ni par le § 3 de l'article 12 de la loi du 4 février 1919; — Considérant, d'autre part, que si l'article 14 de ladite loi dispose que « les indigènes musulmans non citoyens français sont admis au même titre que les citoyens français et dans les mêmes conditions aux fonctions et emplois publics » et que « un décret déterminera la liste des fonctions d'autorité qu'ils ne pourront exercer que s'ils sont citoyens français » et si le décret du 26 mars 1919, fixant, en exécution de l'article 14 précité, la liste desdites fonctions, n'y comprend pas celles du maire et d'adjoint, ce décret, qui s'est borné à énumérer les fonctions d'ordre administratif réservées aux citoyens français et ne concerne pas les fonctions

électives, n'a par suite pas eu pour but et n'a pu avoir pour effet de modifier les règles établies par les textes législatifs ou réglementaires relatifs à chacune de ces dernières fonctions, notamment en ce qui concerne les conditions d'éligibilité des maires et des adjoints; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les articles 12 et 14 de la loi du 4 février 1919, et aucun autre texte de loi concernant la représentation des indigènes musulmans de l'Algérie n'ayant abrogé les dispositions ci-dessus rappelées de la loi du 5 avril 1884, le sieur Allaoua Tamzali, qui n'avait pas la qualité de citoyen français, n'était pas éligible aux fonctions d'adjoint dans la commune de plein exercice de Bougie, et que c'est à bon droit que le Conseil de préfecture a annulé son élection.

DECIDE : — La requête susvisée du sieur Allaoua Tamzali est rejetée.

MM. Arrivière, prés. ; — Giscart d'Estaing, rapp. ; — Latournerie, com-du gouv.; — Me Alphandéry, av.

CONSEIL D'ETAT
12 juin 1925

Conservateurs des hypothèques, salaires, tarifs, décret du 26 octobre 1921, conditions d'application en Algérie, décret spécial, gouverneur général,, pouvoirs, droit de délégation, compétence.

N'est susceptible de donner directement ouverture à un recours contentieux que la décision à caractère exécutoire faisant grief, par elle-même, au requérant. N'a pas ce caractère la dépêche du Gouverneur général qui se borne à déclarer que les dispositions du décret du 26 octobre 1921, *modifiant le taux des salaires alloués aux conservateurs des hypothèques pour l'accomplissement des formalités hypothécaires, ne devront pas être appliqués en Algérie tant qu'elles n'auront pas été rendues exécutoires par un décret spécial* (1).

Bien que le décret du 21 *septembre* 1810 *ait été étendu à l'Algérie par un texte spécial, les modifications apportées audit décret ne se trouvent pas, pour cela, en vigueur de plein droit sur le territoire Algérien, le chef de l'Etat ayant entendu se réserver la règlementation de ces salaires en Algérie* (2).

Il appartient au gouverneur général de diriger le service de la conservation des hypothèques et d'en assurer le fonctionnement. Il a le droit de prendre toute décision tendant à assurer l'application de la loi, et, notamment en ce qui concerne la perception des émoluments des fonctionnaires placés sous son autorité ; par suite, c'est la juridiction administrative et non la juridiction civile qui est compétente pour statuer sur la valeur de la décision prise par le Gouverneur général.

Le Gouverneur général peut valablement déléguer au Directeur des services financiers le soin de signer les décisions sur les questions d'ordre purement technique concernant l'application des lois fiscales quand les solutions à intervenir ne doivent pas avoir de répercussion sur le budget, ni modifier à l'égard des contribuables le mode de perception des impôts (3)

Auchier et 13 autres

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux,

Vu les requêtes présentées par le sieur Auchier, conservateur des hy-

---

(1) V. Hanriou, *Précis de droit administratif*, 10me édit., p. 395 et s.
(2) Sur la question de l'applicabilité des lois françaises à l'Algérie, v. E. Lancher, *Traité de lég. alg.*, 3me édit., t. I, p. 225 et s.
(3) Cpr. note 14 sous n. 179 du *Traité* de Larcher.

pothèques à Alger, 2me bureau, demeurant en cette ville, 14, rue de Constantine, par le sieur Révil, conservateur des hypothèques à Blida, et autres..., tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, une décision du 12 mai 1923, par laquelle le Gouverneur général de l'Algérie a prescrit aux conservateurs des hypothèques : 1° de restituer aux parties versantes les sommes par elles indûment payées depuis le 29 octobre 1921, date à laquelle ces fonctionnaires ont commencé à percevoir, pour l'accomplissement de formalités hypothécaires, des majorations de salaires instituées par un décret du 26 octobre 1921, jusqu'au 28 avril 1922, date à laquelle ce décret a été déclaré applicable en Algérie par un décret ultérieur; 2° de transporter, en fin d'année, aux produits divers du budget celles desdites sommes qui. nonobstant l'avis adressé aux ayants droit, ne leur auraient pas été remboursées; — Ce faire, attendu qu'un décret du 26 octobre 1921 ayant relevé le tarif des salaires alloués aux conservateurs des hypothèques, tous ceux d'entre ces derniers qui résident en Algérie ont estimé que ce décret s'appliquait de plein droit à cette colonie et l'ont, en fait appliqué aussitôt, publiquement et de bonne foi; que le Gouverneur général, par dépêche du 11 novembre 1921, a, il est vrai, informé les directeurs départementaux de l'enregistrement qu'il n'estimait pas que ce décret fût applicable sans promulgation spéciale, mais que cette dépêche, dépourvue de motifs, n'avait pas un caractère impératif, et ne constituait qu'un simple avis; qu'elle n'a pas été d'ailleurs, notifiée intégralement au sieur Auchier; que, par décision du 12 mai 1923, il lui a été prescrit de restituer aux intéressés les sommes soi-disant trop perçues entre la promulgation du décret de 1921 et celle du décret qui a étendu l'application de ce texte à l'Algérie; que cette seconde décision ne lui a pas été non plus notifiée régulièrement et n'a pas été portée à sa connaissance que par une simple lettre du Directeur de l'Enregistrement d'Alger, du 15 mai suivant; qu'en tous cas, elle est illégale à un double titre ; qu'en effet, d'une part, il n'appartient pas au Gouverneur général d'opérer la révision contentieuse des salaires perçus par un conservateur des hypothèques, pareille mesure ne pouvant être décidée que par les tribunaux judiciaires, sur la plainte des particuliers intéressés; qu'en supposant que la décision critiquée puisse être considérée, non comme une révision de salaires, mais comme une mesure disciplinaire contre le conservateur, elle aurait dû, par application des décrets des 16 mai 1908 et 10 mars 1913, sur le fonctionnement en Algérie, des Services de l'Enregistrement, être précédée de l'avis d'un Conseil de discipline; que, d'autre part, le Gouverneur général, en se fondant, pour déclarer irrégulières les perceptions dont s'agit, sur ce que le décret du 26 octobre 1921 n'avait pas été encore promulgué en Algérie, a invoqué un motif erroné; qu'il est de principe que sont exécutoires sur le territoire algérien, sans promulgation spéciale, toutes dispositions législatives qui ne comportent qu'une modification à la législation en vigueur ; que, tel était le cas, ledit décret n'ayant eu pour but que de modifier le décret du 21 septembre 1810 qui a fixé les salaires des conservateurs et qui était déjà applicable à l'Algérie; que la thèse de l'extension de plein droit est si exacte que l'Administration elle-même a décidé, au risque de se contredire, d'appliquer aussitôt les dispositions du décret de 1921, en ce qui concerne, tout au moins, les salaires correspondant aux formalités nouvelles de transcription que ce texte venait d'instituer; — qu'au surplus, la décision attaquée donnera lieu, pratiquement, à des difficultés extrêmes pour un résultat financier minime; qu'elle prétend irrégulièrement faire bénéficier l'Etat des soi-disant trop perçus qui n'auront pas été retirés par les ayants droit; qu'elle est contraire à l'équité en retardant de six mois, au détriment des conservateurs des hypothèques en Algérie, un relèvement de salaires dont ont bénéficié aussitôt leurs collègues de la métropole; — Vu les observations du Ministre des Finances, tendant au rejet de la requête, par le motif que si les conserva-

teurs des hypothèques sont, à l'exclusion du Trésor, personnellement responsables de leurs faits à l'égard des parties, ils exercent leurs fonctions au nom de l'administration de l'Enregistrement; qu'il est, dès lors, du devoir de celle-ci de ne pas permettre qu'ils commettent des actes répréhensibles, de réprimer par la voie disciplinaire des taxations manifestement illégales et d'ordonner la restitution aux particuliers lésés des émoluments qui auraient été indûment exigés d'eux; que, par suite, le Gouverneur général, chargé par le décret du 25 mai 1898 de diriger le service de l'Enregistrement dans la colonie, n'a fait qu'user de ses pouvoirs lorsqu'il a ordonné le remboursement des sommes que le sieur Auchier a irrégulièrement perçues en appliquant par anticipation le nouveau tarif; qu'il n'est pas exact que le décret de 1921 fût applicable de plein droit en Algérie ; qu'en effet, les lois de la métropole, postérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834, ne deviennent obligatoires sur le territoire algérien qu'à la condition d'y avoir été expressément étendues, soit par une disposition de leur texte ou d'une loi postérieure, soit par un décret; qu'en particulier, l'ordonnance du 19 octobre 1841 a posé en principe que les lois et ordonnances relatives aux droits d'enregistrement et d'hypothèques ne deviendront exécutoires en Algérie qu'en vertu d'ordonnances spéciales ; que la même règle s'applique évidemment aux décrets fixant les salaires des conservateurs; qu'en fait, plusieurs décrets de ce genre pris pour la métropole ont été rendus exécutoires dans la colonie par des décrets spéciaux; — Vu les observations du Ministre de l'Intérieur, ensemble le mémoire du Gouverneur général de l'Algérie, auquel se réfère le Ministre tendant au rejet de la requête : 1° comme non recevable, par le motif que le sieur Auchier, dont le recours a été formé le 13 juillet 1923 seulement, aurait dû se pourvoir dans les deux mois, non contre la décision du 12 mai précédent, mais contre celle du 11 novembre 1921; qu'en effet, c'est celle-ci qui peut seule être considérée comme portant atteinte à ses intérêts puisqu'elle contenait l'injonction de ne pas percevoir les nouveaux salaires, sans une promulgation spéciale du décret de 1921 et puisque la décision de 1923 n'a été que la conséquence de celle de 1921; 2° comme non fondée, par les motifs ci-dessus exposés par le Ministre des Finances et, en outre, par la raison qu'il appartenait au Gouverneur général seul d'apprécier s'il y avait lieu, eu égard aux conditions économiques spéciales de l'Algérie, d'y appliquer immédiatement ou non un relèvement de salaires décidé dans la métropole; que si le Gouverneur général, à la vérité, a déclaré aussitôt applicable, à la différence des autres dispositions du décret de 1921, l'article premier concernant les transcriptions hypothécaires, il ne l'a fait qu'à titre exceptionnel et pour se conformer aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1921; qu'en effet, cette loi ayant modifié le régime des transcriptions et ayant été expressément étendue à l'Algérie par le législateur lui-même, elle ne pouvait y être pratiquement appliquée qu'autant que ledit article premier du décret de 1921, qui a substitué de nouvelles bases à celles de l'ancien salaire devenues, en fait, inapplicables, y aurait été lui-même mis en vigueur; que les considérations de fait invoquées subisdairement par le requérant ne doivent pas être retenues; que le travail de recherche des salaires à rembourser est déjà effectué ; qu'il est plus légitime de laisser à l'Etat les sommes dont le propriétaire n'a pas été découvert que de les attribuer au conservateur, l'Etat étant, du moins, appelé à recueillir, dans l'avenir, les biens supposés sans maître; que la situation matérielle des conservateurs des hypothèques en Algérie est, en réalité, plus favorable que celle de ces fonctionnaires dans la métropole;

Vu la loi du 21 Ventôse an VII; Vu l'arrêté du Gouverneur général de l'Algérie du 22 juillet 1835; l'ordonnance royale du 19 octobre 1841 et le décret du 25 mai 1898; Vu le décret du 21 septembre 1810 et l'ordonnance royale du 1er mai 1816 ; Vu l'arrêté du Gouverneur général du 30 décem-

bre 1842; Vu les décrets des 24 novembre 1855, 9 juin 1866, 24 février 1910, 25 juillet 1912, 7 novembre 1918 et 31 mars 1920, ensemble les décrets des 5 décembre 1855, 31 octobre 1866, 29 juin 1910, 11 octobre 1912, 6 janvier 1919 et 12 mars 1921; Vu les décrets du 26 octobre 1921, ensemble le décret du 28 avril 1922; — Vu les décrets des 2 février 1907, 16 mai 1908 et 10 mars 1913; — Vu l'arrêté du Gouverneur général du 28 juin 1902; — Vu les lois des 24 août 1833, article 25, et l'ordonnance du 22 juillet 1834; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872; — Considérant que les quatorze pourvois susvisés sont dirigés contre le même acte et présentent à juger les mêmes questions; qu'il y a lieu, dès lors, de les joindre pour y statuer par une seule décision;

Sur la fin de non recevoir tirée par le Ministre de l'Intérieur de ce que ces pourvois seraient tardifs comme ayant été formés contre une décision de 1923 *alors qu'ils auraient dû l'être contre une décision de* 1921 *dont l'acte attaqué ne serait que la conséquence;* — Considérant que, par sa dépêche du 11 novembre 1921, le Gouverneur général s'est borné à déclarer que les dispositions du décret du 26 octobre précédent, modifiant le taux des salaires alloués aux conservateurs des hypothèques pour l'accomplissement des formalités hypothécaires, ne devraient pas être appliquées en Algérie tant qu'elles n'y auraient pas été rendues exécutoires par un décret spécial; que cette dépêche, qui n'avait aucun caractère propre de décisions exécutoire, ne faisait pas grief par elle-même aux requérants et n'était pas, dès lors, susceptible de donner directement ouverture à un recours contentieux; que, par contre, lorsque, après avoir appris que plusieurs conservateurs des hypothèques avaient, nonobstant ses instructions, perçu les nouveaux salaires sans attendre la promulgation du décret du 28 avril 1922, par lequel a été déclaré applicable en Algérie le décret susmentionné du 26 octobre 1921, il a, par dépêche du 12 mai 1923, prescrit le reversement aux ayants droit des salaires irrégulièrement touchés, le Gouverneur général a pris une décision pouvant faire grief aux requérants et susceptible, par suite, d'être déféré au Conseil d'Etat ; qu'ainsi la fin de non-recevoir opposée à la requête par le Ministre ne saurait être accueillie;

Sur le moyen tiré de ce que, le décret du 26 *octobre* 1921 *n'ayant eu pour but que de modifier le décret du* 21 *septembre* 1810, *qui fixait les salaires des conservateurs des hypothèques et avait été rendu applicable en Algérie par arrêté du Gouverneur général du* 30 *décembre* 1842, *ledit décret de* 1921 *aurait été exécutoire de plein droit sur le teritoire algérien et de ce que, par suite, ce serait à tort que le Gouverneur général a considéré comme irrégulières les perceptions effectuées sur la base de ce décret jusqu'au* 28 *avril* 1922, *date du décret de promulgation spéciale en Algérie, et en a ordonné le reversement aux intéressés;* — Considérant que le Conseil d'Etat, saisi des recours pour excès de pouvoir susvisés, se trouve appelé à examiner tout d'abord si l'appréciation que le Gouverneur général a faite en déclarant irrégulières les perceptions dont il s'agit repose ou non sur une base légale; qu'il lui appartient, dès lors, de dire si le décret du 26 octobre 1921 était applicable, non seulement à la métropole, mais encore à l'Algérie, comme le soutiennent les requérants; — Considérant que, bien que les dispositions du décret susvisé du 21 septembre 1810, relatives au taux des salaires des conservateurs des hypothèques, aient été étendues à l'Algérie par un texte spécial, les modifications apportées audit décret ne se trouvent pas, pour cela, en vigueur de plein droit sur le territoire algérien; qu'en effet, le chef de l'Etat a entendu, en raison de circonstances économiques particulières, se réserver la réglementation de ces salaires en Algérie; que, dès lors, les requérants ne sont pas fondés à soutenir que le décret du 26 octobre 1921 y était applicable de plein droit et sans attendre un décret de promulgation spéciale; que si le Gouverneur général n'a prescrit la restitution que d'une partie seulement des salaires prévus par ce

décret de 1921, cette circonstance n'est pas de nature à entacher d'irrégularité la décision attaquée;

Sur le moyen tiré de ce que la décision du Gouverneur général constituerait une « révision contentieuse de salaires » qui n'aurait pu être régulièrement décidée que par les tribunaux, sur la demande des parties, et de ce que, en admettant que cette décision puisse être, plus exactement, regardée comme une mesure disciplinaire, elle n'a pas été précédée des garanties requises; — Considérant, d'une part, qu'il résulte des dispositions combinées de la loi du 21 Ventôse an VII, article premier, de l'ordonnance royale du 19 octobre 1841, article premier, et du décret du 25 mai 1898, article 2, qu'il appartient au Gouverneur général de diriger le service de la conservation des hypotèques en Algérie et d'en assurer le fonctionnement; que si c'est à l'autorité judiciaire seule que doivent être soumises les difficultés auxquelles l'application des tarifs peut donner lieu entre les conservateurs et les intéressés ayant requis l'exécution des formalités prescrites, le Gouverneur général, par la décision attaquée, ne s'est pas prononcé sur des difficultés de ce genre, mais il a pris une décision d'ordre général pour assurer l'application de la loi en ce qui concerne la perception des émoluments des fonctionnaires placés sous son autorité; qu'il a pu ainsi ordonner légalement la restitution par ces agents des salaires qu'ils ont irrégulièrement touchés; — Considérant, d'autre part, que les restitutions ainsi prescrites ne rentrent pas parmi les sanctions qu'a eues en vue le décret du 2 février 1907, étendu à l'Algérie par les décrets des 16 mai 1908 et 10 mars 1913, et pour l'application desquelles est nécessaire l'avis préalable d'un Conseil de discipline;

Sur le moyen tiré de ce que la décision attaquée aurait été signée, au nom du Gouverneur général, par un fonctionnaire sans qualité ; — Considérant que, par arrêté du 28 juin 1902, le Gouverneur général a confié au Directeur des Services financiers le soin de signer par délégation spéciale les décisions sur les questions d'ordre purement technique concernant l'application des lois fiscales quand les solutions à intervenir ne doivent pas avoir de répercussions sur le budget, ni modifier à l'égard des contribuables le mode de perception des impôts ; — Considérant que la décision critiquée est au nombre de celles que le Directeur des Services financiers avait le droit de prendre en vertu de la délégation qui lui a été régulièrement donnée;

Sur le moyen tiré de ce que la décision attaquée serait contraire à l'équité et comporterait de sérieuses difficultés d'application; — Considérant que l'opportunité de la mesure critiquée ne peut faire l'objet d'un débat par la voie contentieuse ;

En ce qui concerne celle des dispositions de la susdite décision qui prescrit de transporter, en fin d'année, aux produits divers du budget les sommes qui, nonobstant l'avis adressé aux ayants droit, ne leur auraient pas été remboursées ; — Considérant que s'il eût appartenu au Gouverneur général de prendre des mesures conservatoires pour assurer la complète exécution de sa décision, aucune disposition de loi ne l'autorisait à attribuer aux produits divers du budget les sommes dont s'agit; que sa décision doit, dès lors, être annulée en tant qu'elle a prescrit le transport, en fin d'année, aux recettes budgétaires des salaires qui n'auraient pu être restitués aux intéressés;

DECIDE : — Article premier. — La décision susvisée du Gouverneur général de l'Algérie est annulée dans celle de ses dispositions qui ordonne le transport, en fin d'année, aux produits divers du budget des sommes correspondant aux salaires indûment perçus qui n'auraient pu être remboursées aux ayants droit. — Article 2. — Le surplus des requêtes des sieurs

Auchier, Raynal, Sicard, Nerrière, Deltour, Bourgeois, Lemaître, Ducrot, Sentenac, Révil. Osmont, Satgé, du Bois et Vivier est rejeté.

MM. Colson, prés.; — E. Laurent, rapp. ; — Mazerat, comm. du gouv.; — Me Lapanouze, av.

COUR DE CASSATION (CH. CIV.)
7 décembre 1926

Faillite, Tunisie, Tribunaux français, Lois françaises relatives à la faillite Applicabilité, Immeubles immatriculés, Donation par le failli, Nullité, Inscription au profit du donataire, Annulation.

Les lois françaises relatives à la faillite sont applicables en Tunisie devant les Tribunaux français.

Le syndic peut donc faire annuler par ces tribunaux, en vertu de l'article 446 du Code du commerce, les actes translatifs de propriété à titre gratuit passés par le failli depuis l'époque fixée pour la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédé.

Cette annulation peut atteindre, à l'égard du donataire, la donation d'un immeuble immatriculé au nom du failli, alors même que l'acte a été inscrit sur le titre de propriété de l'immeuble conformément à la loi foncière tunisienne.

En effet, si d'après son article 16, l'existence d'un droit réel résulte, à l'égard des tiers, de son inscription, aucune disposition de la même loi n'attache à cette formalité la conséquence d'effacer, entre les parties contractantes, les vices dont peut être entachée la convention. L'annulation de l'inscription est expressément prévue par le texte précité ainsi que par les articles 53 et 54, l'article 16 spécifiant seulement que cette annulation ne pourra, en aucun cas, être opposée aux tiers de bonne foi.

L'application de l'article 446 du Code du commerce aux immeubles immatriculés n'a nullement été écartée par le décret beylical du 15 mars 1892 ayant abrogé l'article 235 de la loi foncière, qui concernait uniquement les inscriptions hypothécaires visées par l'article 448 du même code, et qui, aggravant les prescriptions de cet article, frappait ces inscriptions d'une nullité absolue, même à l'égard des tiers, lorsqu'elles étaient prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture de la faillite sont déclarés nuls (1).

(Faillite Boublil c. Grosrenard (es-qualité).

---

(1) « La loi tunisienne, dit M. Lescure (Du double régime foncier de la Tunisie, page 289), admet, comme notre droit civil, que la propriété foncière se transmet entre les contractants par la seule force de la convention indépendante de toute publicité. Dans les rapports d'un acquéreur avec son auteur, l'inscription n'est munie d'aucune force qui lui soit propre ; elle ne vaut que par la cause d'acquisition qu'elle constate et ne saurait modifier, par elle seule, les conséquences attachées aux particularités de cette cause. C'est dire qu'elle n'affranchit nullement la personne, inscrite comme propriétaire ou comme titulaire d'un droit quelconque, des actions auxquelles elle peut être exposée, par suite des vices ou de la révocabilité de son propre titre. L'intérêt du credit n'étant pas engagé, la loi foncière n'a rien changé sur ce point aux principes du droit commun. »

Ce système que la Commission extraparlementaire du Cadastre a estimé devoir également être adopté en France dans le cas où les livres fonciers y seraient institués (V. notamment Rapport de M. Massigli, annexé au procès-verbal de la Séance du 2 juin 1892 : Procès-verbaux de la Commission de Cadastre, tome II, page 545) est certainement celui de la loi tunisienne, bien qu'on ne puisse guère le déduire que par *a contrario* des articles de cette loi qui indiquent les effets à *l'égard des tiers* de l'inscription ou de l'absence d'inscription.

L'inscription, prise par le bénéficiaire d'une donation consentie par le failli,

LA COUR,

Donne défaut contre le défendeur et statuant sur le moyen unique; — Vu l'article 16 de la loi foncière tunisienne et l'article 446 du Code de Commerce; — Attendu que les lois françaises relatives à la faillite sont applicables en Tunisie, devant les tribunaux français; que le syndic peut donc faire annuler par ces tribunaux, en vertu de l'article 446 du Code de Commerce, les actes translatifs de propriétés mobilières ou immobilières

---

dans les conditions prévues par l'article 446 du Code de commerce, n'empêche donc pas la juridiction compétente de prononcer l'annulation de la donation, dans le cas où celle-ci serait, par ailleurs, susceptible d'être annulée. Cela ne semble pas avoir été jamais contesté. Mais ce qui a été contesté, c'est que les donations d'immeubles immatriculés puissent être annulées par application de l'article 446 du Code de commerce.

Cet article, dit-on, n'est pas applicable aux immeubles immatriculés; ou plutôt il ne leur est plus applicable depuis l'abrogation de l'article 235 de la loi foncière, qui l'avait rendu applicable mais qui a été abrogé, lors de la réforme du 15 mars 1892, parce qu'il n'était pas en harmonie avec les principes généraux du nouveau régime foncier.

C'est surtout à l'occasion de procès en annulation d'hypothèques constituées « pour dettes antérieurement contractées » que l'application de l'article 446 du Code de commerce aux immeubles immatriculés a été discutée.

Le 29 octobre 1902 (Journ. Trib. Tunis., 1903, 81), la Cour d'appel d'Alger revenant sur sa jurisprudence antérieure résultant d'un arrêt du 19 février 1900 (J. T. T., 1900, 448), refusait d'annuler une hypothèque consentie par un failli après la date de la cessation des paiements pour une dette que le syndic prétendait « antérieurement contractée », motifs pris de ce que « l'article 446 du Code de commerce ne reçoit aucune application en Tunisie en matière d'immeuble immatriculé ».

Lors de la première rédaction de la loi foncière, dit l'arrêt du 29 octobre 1902 « les dispositions des articles 446 et 447 n'avaient pas échappé à l'attention du législateur tunisien, puisqu'il les reproduisait en partie dans l'article 235 de cette loi, ainsi conçu : « l'inscription d'une hypothèque sera annulée et ne pourra produire aucun effet si elle est prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ». Cette disposition, contraire au principe même de la loi foncière tunisienne, fut abrogée par l'article 18 de la loi du 15 mars 1892, comme constituant une charge occulte, en faisant intervenir l'hypothèse d'une faillite qui est un fait personnel au propriétaire. Cette abrogation de l'article 235, motivée par la nécessité de mettre à l'abri des charges occultes et de tous les aléas, auxquels eussent été exposés, en droit français, les immeubles immatriculés, n'a pu avoir pour effet de rendre applicable à ces immeubles les dispositions des articles 446 et 447 du Code de commerce, que la loi du 1er juillet 1885 avait déjà écartées en ne se les appropriant qu'en partie.

Il est permis de se demander comment la Cour d'Alger a pu voir, dans l'article 235 de la loi foncière, une reproduction quelconque des articles 446 et 447 du Code de commerce. C'était la reproduction, non de ces articles mais de l'article 2146 du Code civil et la reproduction était, non pas partielle mais totale. Bien plus, le législateur tunisien avait ajouté à l'article 2146 les mots « même à l'égard des tiers » (mots que l'arrêt du 29 octobre 1902 a supprimés dans sa citation, on ne sait trop pourquoi).

Or, tandis que les articles 446 et 447 sont relatifs à *l'annulation des actes* passés par le failli, notamment des aliénations d'immeubles à titre gratuit et des constitutions d'hypothèque effectuées depuis le début de la période suspecte, l'article 2146 est relatif à la question de savoir quels effets peuvent être attachés à *l'inscription* prise pendant la même période, pour la conservation d'hypothèques, d'ailleurs *valablement* constituées.

La seule chose commune à l'article 2146 et à l'article 446 est le délai. Lors de la rédaction du Code civil, on avait jugé que, en bonne méthode, c'était dans le chapitre relatif à l'inscription des hypothèques que devait être déterminé l'effet produit par la faillite sur les inscriptions, mais, quant à la période pendant laquelle la faillite exercerait son influence, on avait estimé que ce devrait être la même que celle pendant laquelle les actes passés par le failli seraient frappés de nullité par la loi commerciale et on s'en était remis

à titre gratuit, passés par le failli depuis l'époque fixée pour la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée; — Attendu que cette annulation peut atteindre, à l'égard du donataire, la donation d'un immeuble immatriculé au nom du failli, alors même que l'acte a été inscrit sur le titre de propriété de l'immeuble conformément à la loi foncière tunisienne; — Attendu, en effet, que si, d'après son article 16, l'existence d'un droit résulte, à l'égard des tiers, de son inscription,

---

à celle-ci pour la détermination de la période. D'où la rédaction de l'article 2146... « Elles ne produiront aucun effet, si elles sont prises *dans le délai* pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls (pas par le présent texte évidemment, un article placé au chapitre de l'inscription des hypothèques n'ayant pas à prononcer la nullité des actes très variés émanant du failli et même pas des cessions d'immeubles ou des constitutions d'hypothèque) par les lois commerciales (faut-il manifestement sous-entendre) ».

En reproduisant l'article 2146 du Code civil dans l'article 235 de la loi foncière, le législateur tunisien voulait évidemment donner à cet article la même fonction que l'article 2146 avait dans le droit français; frapper d'inefficacité les inscriptions d'hypothèques prises dans le délai pendant lequel les actes passés par le failli étaient frappés de nullité par les lois commerciales.

Cette reproduction de l'article 2146 était d'ailleurs tout à fait malencontreuse. En effet, l'article 2146 n'était plus applicable en France au moment de la rédaction de la loi foncière tunisienne. Il avait été abrogé implicitement par la loi du 28 mai 1838 et il se trouvait remplacé par l'article 448 nouveau du Code de commerce. L'unité de délai établi par l'article 2146 avait disparu. Alors que le délai pour l'annulation des actes tombant sous le coup de l'article 446, continuait à avoir son point de départ dix jours avant la cessation des paiements, le délai pour la paralysation des inscriptions avait, en principe, pour point de départ le jugement déclaratif de faillite. Seules pouvaient être déclarées nulles, les inscriptions, prises durant l'ancien délai, qui étaient destinées à conserver des hypothèques constituées depuis plus de quinze jours avant l'accomplissement de la formalité.

Pourquoi l'article 235 a-t-il été abrogé en 1892? Me Cardoso, dans une très intéressante étude parue dans le Journal des Tribunaux Français de la Tunisie (1916, p. 247 et suivantes, notamment p. 272) a suggéré que c'est très vraisemblablement parce que le législateur avait reconnu qu'il avait eu tort d'ajouter, en le rédigeant, les mots « même à l'égard des tiers » qui ne figuraient pas dans le texte de l'article 2146 et qui étaient plus contraires encore aux principes du nouveau droit foncier tunisien qu'à ceux du droit français. Ces mots supprimés, l'article 235 de la loi foncière devenait une simple reproduction de l'article 2146, il était dès lors inutile, l'article 2146 du Code civil devenant applicable à la Tunisie par le simple jeu de l'article 2 de la loi foncière.

Il y aurait peut-être quelques réserves à faire sur ce dernier point. Il n'est pas du tout certain que la suppression d'articles de la loi foncière qui n'étaient pas la reproduction littérale d'articles du Code civil rende ces derniers applicables purement et simplement à la Tunisie. S'il en était ainsi, l'abrogation de tous les articles de la loi foncière relatifs à la prescription aurait rendu applicables en Tunisie les dispositions du Code civil relatifs à la même matière. Or, il n'est pas douteux que l'intention du législateur, en abrogeant ces articles, a été de rendre la prescription complètement inapplicable aux immeubles immatriculés et non pas de soumettre ceux-ci à la prescription du Code civil.

D'autre part, l'article 2140 du Code civil ne s'appliquant plus en France, l'abrogation de l'article 235 de la loi foncière aurait-elle pu avoir pour résultat de rétablir pour la Tunisie un texte supprimé en France. Ne sont-ce pas plutôt les dispositions de l'article 448 du Code de commerce qui devraient être appliquées désormais en Tunisie comme en France?

Quoiqu'il en soit de cette question très délicate que ce n'est pas le lieu d'examiner ici, tout ce qu'on peut affirmer c'est que l'abrogation de l'article 235 n'a pas pu avoir pour effet de soustraire les immeubles immatriculés à l'application des articles 446 et 447 du Code de commerce puisque ce n'était pas lui qui les y avait soumis.

aucune disposition de la même loi n'attache à cette formalité la conséquence d'effacer, entre les parties contractantes, les vices dont peut être entachée la convention; qu'l'annulation de l'inscription est expressément prévue par le texte précité ainsi que par les articles 53 et 54; que l'ar-

---

Comme cependant sa rédaction impliquait l'application des articles 446 et 447 et puisque son abrogation ne l'a pas fait disparaître, l'existence éphémère de cet article, loin d'être un argument en faveur du système adopté par la Cour d'Alger, est au contraire un argument en faveur de l'applicabilité des articles 446 et 447 du Code de commerce aux immeubles immatriculés.

Mais, dit la Cour d'Alger, les dispositions que l'on voudrait appliquer constituent « *une charge occulte*, en faisant intervenir l'hypothèse d'une faillite qui est *un fait personnel* au propriétaire »; or, l'abrogation de l'article 235 a été « motivée par la nécessité de mettre à l'abri des *charges occultes* et de *tous les aléas* auxquels (ils) eussent été exposés, en droit français, les immeubles immatriculés ».

Que la loi foncière ait voulu supprimer les « charges occultes » cela ne fait pas de doute. Mais l'éventualité de l'application des articles 446 et 447 du Code de commerce ne peut pas être considérée comme constituant une « charge ».

Que la loi foncière ait voulu mettre les immeubles immatriculés à l'abri de toutes les chances d'éviction résultant d'« un fait personnel au propriétaire » et « de tous les aléas auxquels ils eussent été exposés, en droit français », c'est là une affirmation qu'il est impossible d'admettre avec le caractère absolu que paraît lui attribuer la Cour d'appel.

Elle ne tendrait à rien moins qu'à supprimer d'une façon complète, en ce qui concerne les immeubles immatriculés, toutes les mesures prises par le Code civil pour assurer la protection des incapables, la sauvegarde de la réserve héréditaire, la défense des créanciers contre les actes frauduleux de leurs débiteurs, etc...

L'espèce dans laquelle a été rendu l'arrêt de la Cour de cassation reproduit ci-dessus montre à quelles conséquences, on peut dire scandaleuses, un pareil système serait susceptible de conduire. Un commerçant, acculé à la faillite, pourrait transférer par un acte de donation pure et simple la propriété de tous ses immeubles immatriculés à son propre fils et, lorsque ses malheureux créanciers voudraient reprendre au donataire les biens qui n'ont rien coûté à celui-ci, dans le but de recouvrer une partie de ce qui leur est dû, ils verraient leur légitime prétention rejetée sous le prétexte qu'elle est contraire aux principes de la loi foncière.

Telle n'a jamais été, à coup sûr, l'intention des auteurs de cette loi. « En Tunisie, dit M. Edouard Millaud (Commission extraparlementaire du Cadastre, sous-commission juridique, séance du 2 juin 1892, Procès-verbaux, tome II, page 531), en appliquant la loi d'Australie, on n'a jamais eu la pensée que les principes mêmes du Code civil disparaîtraient... » Lorsqu'on parcourt les procès-verbaux de la Commission extraparlementaire du Cadastre, on se rend compte que l'impossibilité, relevée par M. Edouard Millaud, d'abandonner les principes du « Code civil ». En appliquant l'act Torrens à des pays de droit français, les éminents jurisconsultes qui composaient cette Commission ont estimé qu'elle existait avec plus de certitude encore, en ce qui concerne les principes établis par les articles 446 et 447 du Code de commerce (V. notamment Rapport de M. Massigli, annexé au procès-verbal de la séance du 2 juin 1892, tome II, § 2. VIII page 548. — V. aussi rapport de M. Massigli sur le projet de la loi foncière pour la Nouvelle-Calédonie, III, §1, VII, page 231).

Cela s'explique parfaitement. En effet, sur quel prétendu principe de la loi foncière, les adversaires de l'application des art. 446 et 447 entendent-ils s'appuyer? Sur le principe d'après lequel les personnes qui traitent avec le titulaire d'une inscription ne pourraient jamais se voir opposer aucune cause d'éviction dont l'existence ne leur aurait pas été révélée par une mention du titre foncier.

Or, lorsqu'on se demande si, en équité, un pareil principe serait admissible, on peut hésiter à le condamner sur le vu de certaines de ses conséquences. Par exemple, dans le cas où une personne a traité avec un incapable dont l'incapacité n'était pas mentionnée sur le titre foncier on peut se demander quel est, de l'incapable ou de son cocontractant de bonne foi, celui qu'il sera

ticle 16 décide toutefois que l'annulation ne pourra, en aucun cas, être opposée aux tiers de bonne foi; — Attendu que l'application de l'article 46 du Code de commerce aux immeubles immatriculés n'a été nullement écartée par le décret Beylical du 15 mars 1892 ayant abrogé l'article 235

---

le moins juste de sacrifier mais, lorsqu'il s'agit de savoir qui doit être sacrifié, de la masse des créanciers ou de la personne qui tient ses droits du failli, en vertu d'un des actes prévus par les articles 446 et 447 du Code de commerce, il n'y a pas de doute possible : c'est la personne qui tient ses droits du failli qui doit être sacrifiée.

Mais, diront les adversaires des articles 446 et 447, si cette personne avait été prévenue par une indication portée sur le titre foncier, elle n'aurait pas traité avec le propriétaire inscrit.

Cette objection ne porte pas, en ce qui concerne les actes tombant sous le coup de l'article 447, puisque cet article exige que le cocontractant ait traité « avec connaissance de la cessation des paiements ».

Quant aux actes tombant sous le coup de l'article 446, il y a lieu de remarquer que généralement ils sont relatifs à des opérations qui ont procuré à la personne qui a contracté avec le failli de purs et simples avantages sans contre-partie.

« Si elle avait connu la situation, dit-on, elle n'aurait pas traité. Elle ne l'a pas connue parce que le titre foncier ne la lui révélait pas. Il serait injuste de lui faire supporter les conséquences d'une ignorance dont le silence du titre foncier est la seule cause. »

Mais, répondrons-nous, en supposant admis le principe sur lequel vous vous appuyez, quelle conséquence dommageable pour elle faisons-nous supporter à la personne dont vous prenez la défense ? Si elle n'avait pas traité, elle n'aurait pas eu un immeuble pour rien..., elle n'aurait pas vu une créance simplement chirographaire bénéficier de la garantie d'une hypothèque. Elle a traité dans des conditions qui nous obligent à annuler l'acte ; mais cette annulation la met purement et simplement dans la situation où elle aurait été si elle n'avait pas traité. Quel préjudice subit-elle ? Aucun. Il arrivera, à la vérité, exceptionnellement, que la personne qui contracte avec le failli consente un sacrifice véritable en échange de l'avantage que lui procure l'acte tombant sous le coup de l'article 446, mais il semble que, le plus souvent, si cette personne est de bonne foi, le Tribunal pourra, en constatant que les raisons qui ont fait édicter la nullité ne se rencontrent pas en l'espèce, écarter l'application dudit article par des motifs de fait, en disant que la donation n'avait que les apparences d'un acte à titre gratuit, que c'était en réalité un acte à titre onéreux; que, à raison des arrangements au cours desquels l'hypothèque avait été consentie, il y avait eu novation et que la créance garantie était en réalité non une créance ancienne mais une créance nouvelle (Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Nantissement, privilèges et hypothèques*, 2me édition, tome II, n° 1344, p. 442).

Dans l'espèce, où a été rendu l'arrêt de la Cour d'Alger du 29 octobre 1902, on se trouvait en présence d'un cas où le créancier était réellement intéressant; il avait imprudemment donné mainlevée totale d'une hypothèque garantissant sa créance, alors qu'il n'avait reçu qu'un acompte ; mais, dans le même acte, il s'était fait donner une hypothèque nouvelle pour garantir le solde. Il était impossible de voir là une hypothèque donnée pour garantir une dette antérieurement contractée dans le sens de l'article 446. C'est évidemment ce qui a entraîné la décision de la Cour. Mais, puisqu'elle-même estimait que, en fait, les conditions d'application de l'article 446 ne se rencontraient pas, en l'espèce, comme le témoigne le passage de son arrêt : « En admettant que le contrat hypothécaire du 3 novembre 1898, qui garantit à Bonan frères une créance antérieure, ne puisse être considéré comme la restriction de leur contrat de nantissement du 5 novembre 1896 et ne doive produire effet qu'à sa date d'inscription, c'est-à-dire, à une époque postérieure à la date de la cessation des paiements », il est regrettable qu'elle ne se soit pas contentée de se baser sur ce motif de fait et qu'elle ait cru devoir formuler un principe de droit qui l'a amenée logiquement, dans l'affaire actuelle, à donner une solution qui n'est plus du tout conforme à l'équité.

D'ailleurs, quelle que puisse être la valeur des raisons d'équité qui, d'après beaucoup de jurisconsultes, pourraient justifier un traitement particulièrement rigoureux à l'encontre des personnes qui ont contracté avec un failli,

de la loi foncière, qui concernait uniquement les inscriptions hypothécaires visées par l'article 448 du même code et qui, aggravant les prescriptions de cet article, frappait ces inscriptions d'une nullité absolue, même à l'égard des tiers, lorsqu'elles étaient prises dans le délai pendant lequel

---

la loi tunisienne ne les a nullement soumises à un traitement spécial, elles sont soumises à la règle commune selon laquelle, en droit foncier tunisien, comme en droit français, on doit s'assurer, à ses risques et périls, de la capacité et de la solvabilité, aussi bien que de l'identité de la personne avec laquelle on contracte.

Qu'on ne doive pas être contraint, lorsqu'on veut acquérir un immeuble immatriculé ou se faire concéder un droit réel sur un immeuble immatriculé, à « remonter toute la série des mutations de l'immeuble et à contrôler la régularité de chacune d'elles à ses risques et périls » (Observation de M. Challamel, Sous-commission juridique du Cadastre, séance du 8 juin 1892, tome II, page 573) telle doit bien être la règle sous le régime des livres fonciers ; mais que ces livres doivent contenir tous les renseignements nécessaires pour dispenser les personnes qui veulent contracter, avec le bénéficiaire d'une inscription, de vérifier l'identité, la capacité, la solvabilité de l'individu avec lequel elles sont en pourparlers cela n'a nullement été admis et ne pouvait pas être admis par les auteurs de la loi foncière tunisienne.

Pour l'identité, c'est l'évidence même.

Pour la capacité et la solvabilité, il a été reconnu qu'il était « absolument impossible » de trouver un moyen certain « de faire apparaître les incapacités qui peuvent atteindre une personne (et l'état de cessation de paiements) et d'en assurer l'inscription immédiate » (Séance de la sous-commission juridique du Cadastre du 12 janvier 1893, discours de M. Léon Michel, tome III, p. 225). Si donc on ne veut pas sacrifier complètement les incapables et les créanciers du failli, on est contraint de laisser aux personnes qui se proposent de contracter avec le bénéficiaire d'un titre foncier le soin de se renseigner par tous les moyens en leur pouvoir sur la capacité et sur la solvabilité de celui-ci. La loi foncière a fait tout ce qu'il était possible de faire pour que les renseignements nécessaires soient portés sur le titre foncier, mais elle n'a pas dit que, faute d'une mention d'incapacité sur le titre ou d'inscription de l'état de faillite, on pourrait traiter avec le bénéficiaire d'une inscription sans avoir à craindre de voir annuler le contrat à raison de l'incapacité dudit titulaire ou de la faillite prononcée contre lui.

Elle ne le dit pas, et elle ne pouvait pas le dire. Encore une fois, comme cela a été surabondamment prouvé par les discussions qui ont eu lieu à la Commission extraparlementaire du Cadastre (V. notamment séance du 31 mars 1892, Observations de M. Bufnoir, tome II, page 474. — Séance du 2 juin 1892, Observations de M. Massigli, p. 530. — Séance du 9 juin 1892, Observations de M. Challamel, page 573), il est impossible, dans un pays de droit français, de dispenser les personnes qui contractent avec un incapable ou un failli, de vérifier elles-mêmes, à leurs risques et périls, la capacité et la solvabilité de leur cocontractant. C'est déjà beaucoup, au profit des personnes qui traitent sur le vu du titre foncier, c'est déjà trop, au détriment des incapables, que le vice provenant de l'incapacité ou de l'état de faillite ne puisse plus être opposé aux personnes qui traitent de bonne foi avec celui qui tenait ses droits de l'incapable ou du failli, comme le déclare la Cour de cassation, par interprétation de l'article 16 de la loi foncière et comme l'exigent, en effet, inexorablement, les principes du nouveau régime foncier.

Je résumerai les principes de la loi foncière tunisienne dans une formule dont la concision fera excuser le caractère insuffisamment juridique des termes : « On est responsable des vices de son auteur direct; mais on n'est pas responsable des vices du titre de celui-ci ni d'aucun vice antérieur. »

Pour être complet, je dois, avant de terminer, signaler que, si M. Cardoso, dans l'article précité, s'est prononcé contre le système de l'arrêt du 29 octobre 1902, celui-ci avait été approuvé par une note anonyme placée dans le numéro du *Journal des Tribunaux français de la Tunisie* qui le reproduisait (1903, 81), ainsi que par le discours de rentrée à la Conférence des Avocats de Tunis, le 12 novembre 1902 (J. T. F. T., 1902, 568), et avait été admis par un jugement de la seconde Chambre du Tribunal de Tunis du 31 juillet 1912 (J. T. F. T., 1913, 648). Un arrêt de la Cour d'appel de Paris,

les actes faits avant l'ouverture de la faillite sont déclarés nuls; — Attendu que Saül Boublil, commerçant à Tunis, a été déclaré en état de faillite, le trois décembre 1913 par un jugement du tribunal de cette ville; qu'un jugement ultérieur a reporté au 20 juin 1910 la date de la cessation de ses paiements; que, par un acte passé le dix-huit janvier 1912 avec son fils Isaac, il avait donné à celui-ci un immeuble situé à Tunis, dont il était propriétaire et qui était immatriculé en son nom à la Conservation de la Propriété foncière ; que cet acte a été inscrit sur le titre de l'immeuble; qu'Isaac Boublil a été, à son tour, déclaré en état de faillite, que le syndic de la faillite du père s'est fondé sur l'article 446 du Code de commerce pour demander au tribunal de Tunis, d'annuler, à l'égard de la faillite du fils, la donation ; que l'arrêt attaqué a rejeté la demande par le motif que l'article invoqué n'était pas applicable en Tunisie aux immeubles immatriculés ; — Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt a violé les textes ci-dessus visés ;

Par ces motifs, casse.

MM. André, prem. prés.; Favry, cons. rapp.; Matter, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. REQ.)

24 janvier 1927

Régime matrimonial des Tunisiens, Dettes de la femme, Payements habituels du mari, Mandat tacite.

Il y a mandat tacite de la part du mari tunisien qui acquitte régulièrement les dettes contractées par sa femme.

L'existence de ce mandat ne peut être affecté par le régime matrimonial des époux tunisiens (1).

(Mohamed b. Romdane c. Catunia et Cuchet)

---

(1) C'est la première fois, croyons-nous, qu'une espèce de ce genre vient devant les tribunaux et reçoit une solution de la Cour de cassation. Chez les musulmans, en effet, la femme demeure à la maison; ce n'est pas elle qui fait les actes quotidiens concernant le ménage (achats de denrées, de vêtements, d'objets divers nécessaires au ménage...); c'est l'homme. Il ne peut donc y avoir de mandat tacite de la part du mari à la femme. A noter que la femme musulmane, une fois mariée, donne toujours mandat à l'un des siens, souvent à son mari, pour tous les actes juridiques qu'elle peut avoir à accomplir. Cela tient à l'espèce de réclusion à laquelle est condamnée la femme musulmane. Les mœurs évoluent, doucement sans doute, mais c'est un fait que la femme musulmane se mêle davantage à la vie économique. Ce serait empêcher cette évolution si l'on n'admettait pas, pour elle, comme pour la femme européenne, la théorie du mandat tacite imaginée par nos anciens auteurs pour reconnaître la validité de ces engagements jour-

---

rendu dans l'affaire Humbert (29 juin 1904 : J. T. F. T., 1904, 601), paraît avoir admis le même système, tout en décidant, solution assez inattendue, que l'article 448 était applicable en Tunisie aux immeubles immatriculés.

La Chambre civile de la Cour de cassation vient de le condamner, conformément au rapport de M. Fabry, ancien président du Tribunal civil de Tunis, qui avait fait partie de la Commission dont les travaux ont abouti au décret du 15 mars 1892 et après un arrêt d'admission de la Chambre des requêtes, rendu conformément au rapport de M. Berge, lui aussi ancien président du Tribunal civil de Tunis et membre de la même commission. Étant données les conditions dans lesquelles l'arrêt de la Chambre civile a été prononcé, il semble que la question des art. 446 et 447 est définitivement réglée. Reste la question beaucoup plus délicate de l'article 448, mais, encore une fois, ce n'est pas ici le lieu de l'examiner.

ED. H. LABBE.

LA COUR,

Sur le premier moyen, pris de la violation des articles 1536 et 1537 C. civ., et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu que le pourvoi fait grief au jugement attaqué d'avoir décidé que Mohamed ben Romdane était responsable de la dette contractée par sa femme, en vertu d'un mandat tacite, qu'il aurait donné à cette dernière, alors que, étant tous deux tunisiens, ils étaient mariés, de par leur statut personnel, sous le régime de la séparation de biens; — Mais, attendu que la décision attaquée a dégagé des circonstances par elle relevées, notamment de ce fait, que la dame Ben Romdane avait coutume de faire ses emplettes dans le magasin dont s'agit, et que toujours son mari avait régulièrement acquitté les dettes ainsi contractées, l'existence du mandat dont s'agit, qui ne pouvait être affecté par le régime matrimonial des époux ; — Qu'ainsi, le jugement attaqué, légalement motivé, a justifié sa décision;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des articles 1315, 1329, 1341 C. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu qu'il est reproché au jugement attaqué de n'avoir pas répondu à un chef précis des conclusions de Ben Romdane, tendant à faire juger que les demandeurs ne justifiaient pas avoir livré les marchandises, dont ils réclamaient le paiement; — Mais, attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Ben Romdane, discutant les fournitures faites à sa femme, s'est borné à prétendre qu'elles consistaient en objets de luxe; — Que ces constatations répondent au moyen invoqué, lequel n'est pas fondé.

Par ces motifs, Rejette la requête.

MM. Servin, prés.; Landry, cons. rapp.; Mornet, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

4 mai 1922

Etranger musulman, Acquisition de la nationalité française, Cour criminelle, Incompétence, Cour de cassation, Renvoi.

L'étranger musulman peut acquérir la nationalité française en vertu des articles 8 et 9 du Code civil (1); *Dès lors la Cour criminelle est incompétente pour le juger* (2);

---

(1) L'étranger musulman peut, en effet, acquérir la qualité de Français, par application des articles 8 et 9 du Code civil; sa religion ne saurait y faire obstacle : c'est ce qui a été déjà jugé (Cass., 22 mars 1905 : R. A., 1906, 2, 11) (2 et 3). Dès lors, si un étranger musulman a ainsi acquis la nationalité française, soit avant la poursuite, soit même, pensons-nous, au cours de celle-ci (Cpr. en matière civile : Cass., 15 juin 1885 : R. A., 85, 2, 309), la cour criminelle est incompétente pour le juger, car il ne rentre

naliers de la femme pour le ménage et pour chacun desquels il est impossible d'exiger une autorisation spéciale du mari. Les créanciers du ménage ont, d'autre part, ici aussi, besoin de garanties. Et c'en est une pour eux que de pouvoir poursuivre le mari sur ses biens. Il n'y a là rien de contraire aux dispositions de la loi musulmane régissant les rapports pécuniaires des époux entre eux. Le tout est de savoir dans quelle mesure l'un et l'autre peut être engagé. On sait que le mari musulman doit fournir à sa femme tout ce qui est indispensable à la vie. La *nefaka* (l'entretien) est réglée suivant l'usage, la fortune du mari, la condition de la femme, le pays, etc... (V. Zeys, Droit musulman, t. I, p. 23). C'est là une question d'appréciation laissée aux Tribunaux.

G. R.

Et, dans ce cas, si la Cour criminelle saisie s'est déclarée incompétente, il y a lieu, pour la Cour de cassation, de renvoyer la cause et le prévenu devant une autre Chambre des mises en accusation (3).

(Kebdani Lahcène ben Lahcène.)

LA COUR,

Attendu que la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Alger a, par arrêt du 28 octobre 1921, renvoyé Kebdani Lahcène ben Lahcène devant la Cour criminelle de Tlemcen sous l'accusation d'assassinat; — Attendu que la Cour criminelle de Tlemcen s'est, par arrêt du 23 mars 1922, déclarée incompétente pour connaître de la poursuite, motif pris de ce que l'accusé aurait acquis la qualité de Français en vertu des articles 8 et 9 du Code civil; — Attendu que des arrêts précités, passés en force de chose jugée et contradictoires entre eux résulte un conflit négatif de juridictions qui interrompt le cours de la justice et qu'il y a lieu de faire cesser.

Par ces motifs : — Renvoie la cause et le prévenu devant la Chambre correctionnelle de la Cour d'Alger, constituée en Chambre d'accusation.

MM. Bard, prés.; Cénac, rapp.; Langlois, av. gén.

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.)

23 avril 1925

Cumul réel d'infractions, Vol qualifié et détention d'armes et de munitions de guerre, Non cumul des peines.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée (1).

(1 et 2) L'accusé avait été traduit devant la Cour criminelle sous l'accusation de vol qualifié, détention d'armes, loi du 22 mai 1834, et détention

---

pas dans la catégorie des justiciables de cette juridiction. La Cour d'assises, elle, ne peut jamais se déclarer incompétente ; on lui attribue plénitude de juridiction, non seulement par suite de l'autorité de chose jugée qui s'attache à l'arrêt de renvoi qui l'a saisie, mais aussi à raison de son caractère et des garanties qu'elle offre aux accusés. Pareilles raisons existent-elles pour la Cour criminelle? Assurément non! La Cour de cassation avait, auparavant, paru admettre que la Cour criminelle ne pouvait se déclarer incompétente et devait demeurer saisie par l'effet de l'arrêt de renvoi (Cass., 17 mai 1907 : Bull. crim., n° 240. — Cass., 10 janvier 1908 : R. A., 1908, 2, 194). Mais cela ne saurait être admis. En effet, la Cour criminelle paraît bien constituer, quoi qu'on en dise, une juridiction spéciale. Elle n'a qu'une compétenee limitée à une certaine catégorie de personnes. Lui permettre d'en juger d'autres serait violer le texte qui l'institue et aller contre les motifs qui l'on fait créer. Elle n'a donc nullement le même caractère que la Cour d'assises et n'offre pas, par sa composition spéciale et les particularités de sa procédure, les mêmes garanties. Par suite, les raisons qui ont fait attribuer à la Cour d'assises la plénitude de juridiction n'existent pas ici. La Cour criminelle doit donc se déclarer incompétente lorsqu'on a renvoyé devant elle un accusé qui, *ratione personae*, échappe à sa juridiction. C'est ce que nous avions précédemment indiqué (G. Massonié, *Les Cours criminelles*, p. 42 et 71) et c'est ce que la Cour de cassation admet très juridiquement dans l'arrêt rapporté. En effet, elle renvoie la cause devant une autre Chambre des mises en accusation, — ici la Chambre correctionnelle de la Cour d'Alger, par application de la loi du 9 mai 1863, — laquelle, si la qualité de Français du prévenu est établie, devra le renvoyer devant la Cour d'assises.

GILBERT MASSONIE
Docteur en droit, Avocat honoraire.

Une peine criminelle est plus forte qu'une peine correctionnelle. En conséquence, lorsqu'un accusé aura été déclaré coupable à la fois de vol qualifié et de détention sans autorisation d'une arme et de munitions de guerre, il n'encourt que la peine criminelle applicable au vol, et en le condamnant, en outre, à l'amende prévue par le décret du 12 *décembre* 1851, *qui réprime le délit de détention de munitions de guerre, une Cour criminelle viole l'article* 365 *du Code d'Instruction criminelle* (2).

(Dif Mohamed ben Missoum)

Sur le pourvoi de Dif Mohamed ben Missoum et Laoussadi Tayeb ben El Hadj Mokhtar, en cassation d'un arrêt rendu le 6 mars 1925 par la

---

de munitions de guerre, ce dernier délit prévu et puni par le décret du 12 décembre 1851, spécial à l'Algérie et modifié par celui du 8 janvier 1925.

La Cour criminelle déclarait constants les faits et condamnait l'accusé à 7 années de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour pour le vol et 100 fr. d'amende pour la détention de munitions de guerre. L'article 365 du Code d'instruction criminelle était manifestement violé.

Le décret du 12 décembre 1851 n'admettant pas le bénéfice des circonstances atténuantes la Cour s'était cru obligée de prononcer, en même temps qu'une peine privative de liberté, la peine d'amende que prévoit, avec l'emprisonnement, ledit décret de 1851. Aux termes de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, en cas de conviction de plusieurs crimes et délits la peine la plus forte doit seule être prononcée : en l'espèce, la peine de sept ans de travaux forcés absorbait les peines d'emprisonnement et l'amende prévues par le décret de 1851.

Pour déterminer la peine la plus forte, il faut s'en rapporter à l'échelle des peines; une peine criminelle est plus forte qu'une peine correctionnelle : entre peines de même nature, la peine la plus forte est celle qui occupe le degré le plus élevé dans l'échelle des peines ou celle dont le maximum fixé par la loi est le plus élevé : si le maximum est le même dans les deux textes à appliquer, c'est au minimum de cette peine qu'il faut s'en rapporter. Si le maximum et le minimum des deux peines sont les mêmes, la peine la plus forte est celle qui prononce l'amende la plus élevée.

En matière de conviction de plusieurs délits, la règle est la même. Au cas où les deux délits sont punis d'emprisonnement et d'amende, les juges « peuvent bien appliquer les peines d'emprisonnement et d'amende prévues par le texte le plus sévère, mais ils ne sauraient emprunter l'une des peines appliquées au délit puni de la peine la moins grave » (V. Note de M. G. Massonié, R. A., 1924, 2, 83).

Or, nombreux sont les tribunaux algériens qui, ayant à appliquer le décret de 1851, en même temps qu'un autre texte de droit pénal (l'art. 401 du Code pénal, réprimant le vol, par exemple) persistent à condamner les prévenus à une peine d'emprisonnement pour le vol, et à une peine d'amende, en spécifiant que cette dernière est prononcée par application du décret du 12 décembre 1851. Pour la plupart, ils motivent leurs jugements de la manière suivante : ....Déclare les faits constants et, pour répression, condamne X... à 3 ans d'emprisonnement pour le vol; et, attendu que le décret de 1851 ne prévoit pas les circonstances atténuantes, prononce, en outre, une amende de 200 fr. pour le délit de munitions de guerre ». C'est une erreur, et, ici encore, la confusion vient de ce que le décret du 12 décembre 1851 n'admet pas les circonstances atténuantes et prévoit une peine d'emprisonnement en même temps qu'une peine d'amende de 100 à 2.000 francs. Les tribunaux perdent de vue que les peines prévues par l'art. 401 pour le vol sont plus élevées que celles prévues par le décret du 12 décembre 1851 et ils se croient, ainsi, obligés de prononcer, toujours, avec une peine d'emprisonnement, si élevée qu'elle soit, une amende. Le principe de la confusion des peines leur permet, cependant, s'ils le désirent, les faits étant déclarés constants, de prononcer, par application de l'art. 401, une peine d'emprisonnement et une peine d'amende dans les limites du maximum prévu par cet article, c'est-à-dire 500 francs, mais ils peuvent aussi, puisque l'art. 401 du Code pénal prévoit des peines plus élevées que le décret de 1851, s'abstenir de prononcer une amende : ils ne doivent, en aucun cas, prononcer une peine pour le vol et une amende pour la détention de munitions (V. Cass., 27 janvier et 27 juillet 1923 : R. A. 1924, 2, 83 et la note précitée).

ANDRE KNOERTZER.

Cour criminelle de Blida, qui les condamne à des peines de travaux forcés et d'amende,

LA COUR,

Attendu que la procédure est régulière et que les faits déclarés constants par la Cour criminelle justifient les peines de sept années de travaux forcés et de dix années d'interdiction de séjour prononcées contre les deux demandeurs; — Mais, en ce qui touche la peine de cent francs d'amende appliquée à Dif Mohamed ;— Vu l'article 365, § 2 du Code d'Instruction criminelle qui dispose : « En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée »; — Attendu que Dif Mohamed a été déclaré coupable de vol qualifié et de détention sans autorisation d'une arme de guerre et de munitions de guerre; qu'il n'encourait que la peine criminelle applicable au vol; qu'en le condamnant, en outre, à une amende prononcée en vertu des dispositions de loi qui répriment les deux délits également déclarés constants, l'arrêt a violé l'article 365 du Code d'instruction criminelle sus-visé;

Par ces motifs : Casse et annule l'arrêt de la Cour criminelle de Blida du 6 mars 1925.

MM. André Boulloche, ff. de prés.; La Borde, rapp. ; Mornet, av. gén.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)

29 janvier 1927

Propriété foncière, Indivision, Acte notarié, Fransication, Effets limités, Chefaâ.

Les actes notariés entraînent la francisation des immeubles en faisant l'objet, à la double condition que ceux-ci soient définis et limités, et que le transfert de propriété en soit opéré.

Lorsqu'il s'agit d'immeubles indivis, la francisation porte, non sur la totalité, mais seulement sur la portion indivise ainsi aliénée.

Spécialement, la vente par acte notarié des 5/7 indivis de parcelles de terre n'en emporte francisation, et, par suite, n'exclut l'exercice du droit de chefaâ que dans cette mesure (1).

LA COUR,

Attendu que Bouzidi Rabah a actionné Ziani-Lachemi devant le juge de paix de Bougie à l'effet d'exercer à son encontre le droit de chefaa sur la portion indivise de deux parcelles de terre que clui-ci avait acquises de copropriétaires par acte de cadi et qu'il avait revendue à Cheriaf Ali par acte reçu par Me Théron, notaire à Bougie, en date du 6 septembre 1924; — Attendu que, par jugement du 31 juillet 1925, le juge de paix a fait droit à sa demande et que, par jugement du 24 juin 1926, le tribunal de Bougie a, sur appel, infirmé cette décision et a déclaré l'action de Bouzidi irrecevable, à raison de ce que les deux parcelles avaient été francisées par la passation de l'acte notarié; — Attendu que Monsieur le Procureur général a régulièrement formé pourvoi contre ce jugement; — Attendu que les actes notariés entraînent la francisation des immeubles en faisant l'objet, à la double condition que ces immeubles soient définis et limités et que le transfert de propriété en soit opérée; — Attendu, d'autre part, que lorsqu'il s'agit d'immeubles indivis, cette francisation

---

(1) V. Larcher, *Tr. Elém. de Lég. Alg.*, 2me édit., t. III, n° 720, 863, 848, notes 1 et 2.

porte, d'après la jurisprudence et les auteurs, non sur leur totalité, mais seulement sur la portion indivise ainsi aliénée; — Attendu que tel était le cas en l'espèce, l'acte notarié du 6 septembre 1924 ayant constaté la vente des 5/7 indivis des deux parcelles litigieuses, dont la contenance et les limites étaient indiquées; — Attendu, dès lors, que le droit de chefaa ne pouvait s'exercer sur ces portions ainsi francisées, ayant été formellement aboli par l'article premier de la loi du 26 juillet 1873; — Attendu, d'ailleurs, qu'il ne saurait être utilement argué en sens contraire de ce que les droits réels préexistants ne sont pas purgés par les actes notariés, ainsi qu'ils le sont par la délivrance de titres de propriété, faite en vertu de la loi du 16 février 1897; qu'en effet, le droit de chefaa constitue non un droit réel, mais un droit personnel immobilier, expressément aboli en cas de francisation; — Attendu, en conséquence, qu'en refusant l'exercice de ce droit, le tribunal de Bougie n'a nullement violé les pricipes du droit musulman, mais l'a fait, toutefois, en déclarant que la totalité des immeubles était francisée, alors que seule l'était la portion indivise qui avait été vendue et sur laquelle tendait à s'exercer ce droit de chefaa; —

Par ces motifs ; — Reçoit comme régulier en la forme le pourvoi formé par M. le Procureur général; — Au fond, le dit fondé en tant que le jugement déféré a déclaré francisée la totalité des immeubles visés à l'acte notarié, alors que seule l'était la portion indivise aliénée; — Le rejette en tant que tendant à la recevabilité du droit de chefaâ; — Condamne Bouzidi-Rabah ben Larbi aux dépens: — Ainsi jugé, etc.

MM. Roudolphi, prés. ; Buis, cons. rapp. ; Norès, av. gén. ; MMes Sarrut et Limouse, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)

9 décembre 1922

Tuteur testamentaire, Cadi, Contrôle, Destitution.

Les Cadis ont un droit de surveillance sur tous les tuteurs, mêmes testamentaires. Ils doivent à tous demander compte de leur gestion et peuvent les destituer, s'ils dilapident les biens de leurs pupilles (1).

(Dame Chaabane Houria.)

La Cour : Attendu que le pouvoir de M. le Procureur Général est valable en la forme ; Au fond : Attendu que les juges d'appel ont constaté, en fait, que la dame Chaabane Houria, tutrice testamentaire de ses trois enfants mineurs, avait bien déposé à la Société Générale les 4481 fr. 05 appartenant

---

(1) Le droit de contrôle du Cadi sur toutes les tutelles, et non pas seulement sur la gestion du Mokaddem que le Cadi s'est substitué, est admis dans tous les rites.

Pour ce qui est du rite malékite, on lit dans *Khalil :* « Le juge entrant en charge s'occupera, dans l'ordre suivant, des affaires qu'il trouvera pendantes à son tribunal : ... : celles relatives aux tutelles légitimes, aux biens des orphelins et aux tutelles datives; ...4° la publication des interdictions contre les mineurs... et l'évocation des affaires qui les concernent » (Trad. Seignette, art. 1418).

Et, pour ce qui est du rite hanéfite, *Ibrahim Halébi* reconnaît au Cadi « le droit d'inspecter l'administration d'un tuteur quelconque » (Mouradgea d'Ohsson (Tableau général de l'Empire Ottoman, t. V, p. 313).

Et que le Cadi, au cas d'irrégularité grave, puisse destituer le tuteur, quel qu'il soit, et procéder à son remplacement, c'est là ce qui résulte du texte suivant :

à ces derniers, mais n'avait effectué ce dépôt qu'après que le cadi de Tiaret lui eût demandé compte de sa gestion ; qu'elle avait d'ailleurs fait ce dépôt en son propre nom, en même temps qu'elle déposait à la susdite banque diverses sommes lui appartenant personnellement ; que ce dépôt était de nature à créer une équivoque préjudiciable aux mineurs ; — Attendu que les cadis ont un droit de surveillance sur tous les tuteurs, même testamentaires ; qu'ils doivent à tous demander compte de leur gestion et peuvent les destituer s'ils dilapident les biens de leurs pupilles ; — Attendu, en conséquence, qu'en demandant à la dame Chaabane Houria la remise des 4481 fr. 05 dont s'agit et en les déposant au Bit-el-Mal jusqu'à ce qu'elle eût trouvé un emploi judicieux et sûr de cette somme, le cadi n'a pas outrepassé le droit de surveillance dont il est investi dans l'intérêt des mineurs ni empiété sur les droits de la dame Chaabane Houria en sa qualité de tutrice testamentaire ; — Attendu, par suite, que le jugement entrepris du Tribunal de Mosteganem, du 29 juillet 1922, confirmatif du jugement du juge de paix de Tiaret du 27 septembre 1921, n'a pas violé les règles du droit musulman en la matière ; — Par ces motifs, rejette...

MM. Fulconis, prés. ; Constant, cons. rapp. ; Poinsier, av. gén. ; Basset, av.

COUR D'ALGER (CH. REV. MUSULM.)

3 mars 1924

Donation, Preuve par témoins, Insuffisance, Serment, Pourvoi en revision, Irrecevabilité.

Est irrecevable le pourvoi en révision basé sur ce que les premiers juges auraient déféré à tort le serment à un prétendu donataire qui n'a pas réussi à établir d'une façon concluante, par témoins, l'existence de la donation dont il se prévaut (sol. implic.).

(Admane Mohamed ben Mohamed c. Admane Saadiet et autres)

La Cour : — Attendu que le pourvoi formé par M .le Procureur Général dans les délais de la loi contre le jugementdu tribunal de Tizi Ouzou en date du 29 novembre 1923, statuant en matière kabyle et en dernier ressort sur l'appel interjeté par Admane Mohamed ben Mohamed, d'un jugement contradictoire du juge de paix du canton de Port-Gueydon, en date du 4 juillet de la même année, qui a confirmé purement et simplement le dit jugement en donnant défaut contre l'appelant ne comparaissant pas, ni

---

« Malek, Chéfeï et Ahmed veulent que, si le tuteur désigné était un homme de conduite irréprochable, et si, ensuite, il a été déclaré homme de mauvaise conduite, on lui retire cet office » (Charani : Balance de la loi Musulmane, trad. Perron, p. 550).

« Si le père est prodigue des biens de ses enfants mineurs et incapable de les conserver, le magistrat pourra nommer aux mineurs un tuteur (Code du Statut personnel égyptien, art. 425).

« S'il apparaît au magistrat que le tuteur (testamentaire) est hors d'état de remplir les devoirs de la tutelle, il le fait remplacer » (*Eod. loc.*, art. 445, alinéa 3).

Il a donc été fait, dans l'espèce, un très exacte application des règles du droit musulman en la matière.

Il est intéressant de le constater, car c'est une opinion très généralement reçue en Algérie que le Cadi ne peut s'immiscer dans la gestion du père, ni même dans celle du tuteur testamentaire.

MARCEL MORAND.

personne pour lui, est basé sur ce moyen que les juges de première instance et d'appel ont, à la suite d'une expertise, ordonné au demandeur d'affirmer sous la foi du serment en présence de trois parents au marabout de Sidi Moussa qu'il détient à titre définitif en vertu d'une donation-partage, de son oncle Admane Moamed ben Mohamed, le tiers des parcelles de terre appelées Tissefcaafine et Amar ou Sameur, et qu'il en a la jouissance depuis six années consécutives ; Or, attendu que le serment comme les témoignages sont des modes de preuve admis par les coutumes kabyles en matière de donation-partage ; que, dès lors, les juges, pour solutionner le litige qui leur était soumis ont pu régulièrement recourir à cette mesure d'instruction ; — Attendu que dans ces conditions, aux termes du décret du 25 mai 1892, strictement limitatif, le pourvoi de M. le Procureur général n'est pas fondé.

Par ces motifs : .... rejette le pourvoi ...

MM. Sabardin, prés. ; Norès, av. gén. ; Laquière et Hugues, av.

TRIBUNAL CIVIL D'ALGER (CH. APP. MUS.)

24 décembre 1926

Habous, Vente d'une part indivise, Codévolutaire, Chefaâ.

Au cas de vente de ses droits par le codévolutaire d'un habous, le codévolutoire du vendeur n'est pas fondé à exercer la chefaa contre l'acquéreur (1).

(Kadouri Allal c. Bensalem Bendris).

Attendu que, par acte reçu au greffe de la Justice de paix d'Ain Bessem, le dix-huit mars mil neuf cent vingt-six, Kadouri Allal ben Mahfoud a interjeté appel d'un jugement rendu par M. le Juge de paix d'Ain Bessem le trois février mil neuf cent vingt-six, entre lui et Bensalem Bendris ben Mohamed, jugement qui autorise le demandeur à exercer le droit de chefaa analysé audit jugement, avec tous les effets juridiques dudit retrait ; — Dit l'offre de mil sept cent dix francs quarante centimes, visée dans l'acte du cadi d'Ain Bessem du vingt-deux décembre mil neuf cent vingt quatre, pleinement libératrice, et dit que cette somme est à la disposition du défendeur ; — Ordonne au défendeur de délaisser les terres à compter d'aujourd'hui ; Réserve ses droits au cas où il aurait dégrevé le terrain avec tout ou partie des mille francs réservés à l'acte du vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-quatre ; Condamne le défendeur à payer cinq cents francs de dommages-intérêts au demandeur ; Attendu que l'appel est régulier en la forme et recevable, à défaut d'envoi d'avis de décision ; — Au fond : — Attendu que le débat se circonscrit dans la question de savoir si, par l'effet des ordonnances de mil huit cent quarante-quatre, la loi de mil huit cent cinquante et un et le décret de mil huit cent cinquante huit qui ont proclamé le principe de l'aliénabilité d'un bien habousé, le droit de chefaâ peut être exercé par un codévolutaire indivis à l'encontre de l'acquéreur des droits d'un codévolutaire ; que s'il semble qu'à raison de la fréquence des constitutions de habous, d'une part, et de celle des actions en exercice du droit de chefâa, d'autre part, la question devrait être résolue depuis longtemps par une doctrine et une

---

(1) Ainsi que l'a jugé le tribunal, les règles du droit spécial à l'Algérie, comme celles du droit Musulman, commandaient cette solution.

« L'action en retrait n'appartient pas à l'usufruitier d'un habous, même au profit de la fondation » (Khalil, trad. Seignette, art. 875).

Cf. notre Avant-projet du Code Musulman Algérien, art. 511, alinéa 1.

M. M.

jurisprudence copieuses et bien arrêtés, en réalité, côté doctrine, l'avant-projet du Code Morand semble admettre que la question ne se posera jamais, et côté jurisprudence, deux arrêts seulement, un de mil huit cent soixante-sept et l'autre de mil neuf cent vingt-trois, l'ont tranchée dans un sens d'ailleurs diamétralement opposé ; — Attendu qu'ainsi que le remarquait le rédacteur de l'arrêt de mil huit cent soixante sept, il semblerait logique que le principe de l'aliénabilité proclamé par le législateur entraînat le droit d'exercer la chefaâ dont le but est d'écarter les étrangers d'un bien familial, ce qui se conçoit avec encore plus de force, s'agissant de par la constitution même du habous, et d'après la définition la plus pure et la plus juridique de ce terme, d'un bien destiné désormais à une fondation religieuse ; — Mais, attendu qu'il ne faut pas méconnaître le point de vue auquel s'est placé le législateur de mil huit cent cinquante et un et de mil huit cent cinquante-huit, savoir : faire rentrer dans le commerce des biens qui, par la constitution de habous, en seraient sortis ; qu'admettre l'exercice du droit de chefâa en ces cas, ferait rentrer à nouveau les mêmes biens dans la catégorie des biens de mainmorte et que ce serait ainsi aller nettement contre le vœu du législateur; Attendu, au surplus, que pour se replacer strictement sur le terrain du droit musulman, ainsi que l'a fait emarquer l'arrêt de mil neuf cent vingt-trois, il est de jurisprudence constante que la vente de l'immeuble habousé en dehors des droits reconnus à l'acquéreur par la législation algérienne, ne porte aucune atteinte à l'ordre successoral établi par le fondateur et aux droite des personnes appelées à en recueillir le bénéfice ; qu'ainsi que ledit arrêt, retenant cette jurisprudence, consacrée notamment par un arrêt de la Cour supérieure du quatre avril mil huit cent quatre vingt-deux, en a tiré la déduction, qu'une vente ainsi faite n'a pas pour effet de changer la situation des autres codévolutaires qui restent simplement des usufruitiers et partant sont sans droit pour exercer la chefâa, puisque seuls peuvent l'exercer des parents ou copropriétaires ; qu'il s'ensuit que la décision du premier juge, qui, lui, a admis la légitimité de l'exercice de ce droit, en parelle matière, doit être infirmée ; — Attendu que toute partie qui succombe doit être tenue des frais qu'elle a occasionnés. — Par ces motifs: Statuant en matière musulmane, contradictoirement, en dernier ressort et sur appel ; Reçoit l'appel comme régulier en la forme et recevable. — Au fond : — Dit et juge le codévolutaire d'un habous non fondé à exercer en cas de vente d'un bien habousé la chefâa ; Infirme en conséquence la décision entreprise et, statuant à nouveau, déboute le demandeur en chefâa...

MM. Veillon, prés. ; Gaultier, ff. proc. rép. ; Rimbaud et Basset, av.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ALGER

11 décembre 1926

TRIBUNAL REPRESSIF D'ALGER

13 septembre 1926

Application des lois métropolitaines à l'Algérie, Loi du 16 octobre 1919, Transformation de pièces de monnaie en bijoux, Trafic de monnaies, Repression.

La loi du 16 *octobre* 1919, *maintenant en vigueur, après la cessation de l'état de guerre, les dispositions de la loi du* 12 *février* 1916, *réprimant le trafic des monnaies et espèces nationales, est applicable à l'Algérie comme modificative d'une loi déjà applicable* (1).

---

(1) Il nous paraît que la décision sus-rapportée a fait une exacte application des principes de législation algérienne les plus généralement admis jusqu'ici, en déclarant que la loi du 16 octobre 1919, maintenant en vigueur, après la cessation de l'état de guerre, les dispositions de la Loi du 12 février

Conservent leur caractère légal, les pièces de monnaie, ayant cours en France, transformées en bijoux par l'adjonction d'un anneau soudé (2).

1916, réprimant le trafic des monnaies et espèces nationales, était applicable à l'Algérie.

En effet, l'Algérie est actuellement, en fait, comme en droit, soumise au même régime monétaire que la Métropole (Tilloy V° Monnaie, n. 10) : Or, la Loi du 12 février 1916, loi de Police et de Sécurité générale, a crée un délit nouveau, celui de trafic des monnaies et espèces nationales. Cette loi, qui devait ne recevoir son application que pendant la durée de la Grande Guerre, et qui avait été formellement rendue applicable à l'Algérie par le décret du 28 février 1916, a été maintenue en vigueur, durant le temps de paix, par une loi du 16 octobre 1919.

Cette dernière loi est, elle-même, applicable à l'Algérie :

1° Parce que modificative de la Loi du 12 février 1916 et qu'il est admis, pour des considérations pratiques qui ont leur importance, par la majorité des auteurs et par la jurisprudence qu'une loi modificative d'une loi déjà applicable à l'Algérie, est applicable de plein droit, sans que le législateur le dise et quelle que soit la façon dont la loi modifiée est devenue applicable, que ce soit par l'annexion en 1834, par une déclaration expresse du législateur ou par un décret spécial du chef de l'Etat (Voir Larcher : Traité de législation algérienne, t. I, n. 145. — Charpentier, n. 160-161. — Sumien, p. 68 et suiv. — Louis Rolland, Les Lois modificatives en Légis. Alg. : R. A. 1906, 1, 69 :

2° Parce que dans son article 2, elle précise : « la présente loi est applicable aux Colonies et aux pays de Protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc » et que ces termes visent toutes les possessions françaises ayant le même régime monétaire que la Métropole, à l'exception des deux pays qu'elle énumère.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois qu'un texte est applicable sans qu'il y ait une déclaration spéciale, et, à l'occasion de la Loi du 19 février 1881, modifiant l'article 336 du Code d'instruction criminelle, M. Agniel, rapporteur, disait à la Chambre : « En déclarant la Loi applicable aux Colonies, le Sénat ne mentionne pas l'Algérie ; cette rédaction est absolument correcte ; il est de principe en effet que les Lois qui modifient une législation déjà en vigueur en Algérie lui sont applicables, sans qu'il soit nécessaire de le déclarer par une disposition expresse » (Séance du 16 juin 1881 : J. O. déb. parl. Ch. p. 1244. — Voir Larcher, *op. cit.* n. 145).

Par ailleurs, et dans le même ordre d'idées, la Loi du 8 août 1920, modifiant les caractéristiques des monnaies de bronze de nickel, donne, dans son article 3 « cours légal dans les colonies françaises soumises au régime monétaire de la Métropole, les monnaies en bronze de nickel dont la substitution aux pièces en nickel pur a été autorisée.... « Bien qu'il ne soit pas expressément parlé de l'Algérie, nul doute que cette Loi, ne s'y applique néanmoins.

On comprendrait mal, d'ailleurs, qu'un texte applicable à tout le territoire français (exception pour la Tunisie et le Maroc pays de protectorat, ayant une monnaie spéciale) ne s'appliquât pas à l'Algérie dont le régime monétaire est identique à celui de la Métropole.

La loi du 8 août 1920 est-elle une loi *modificative ?* Très certainement oui ! La loi du 12 février 1916 innovait en créant un délit nouveau et elle devait nécessairement être rendue applicable à l'Algérie soit par une disposition formelle, soit par un texte spécial : Mais, la Loi du 16 octobre 1919 ne fait que modifier la durée d'application du texte primitif, pour des raisons aussi impérieuses dans la Métropole qu'en Algérie : D'ailleurs, « du moment qu'une loi nouvelle modifie, pour *n'importe quelle mesure*, une loi déjà applicable à l'Algérie, elle s'applique de plein droit : Tel est le principe certain, nécessaire, à défaut duquel il n'y a qu'arbitraire et désarroi » (Larcher et Rectenwald, 3me édition, I, n. 143).

La théorie nouvelle est séduisante suivant laquelle un décret, qui rend applicable à l'Algérie une loi métropolitaine, devrait être considérée comme un texte nouveau de législation algérienne (Voir R. A., 1927, 2, 52, note signée L. M. sous jugement du Tribunal de simple police Alger et Justice de Paix de Mostaganem) ne nous paraît pas pouvoir être acceptée sans réserve et sans certaines distinctions. Nous ne pensons pas, en tous cas, qu'elle puisse trouver son application en l'espèce, étant donné les termes de l'article 2 de la Loi du 16 octobre 1919 et du sens, qu'à notre avis, il leur faut donner.

(2 et 3) C'est à tort, à notre avis, que le délit de trafic des monnaies a été retenu, en l'espèce, par le Tribunal répressif, car les monnaies, semble-t-il,

En conséquence, doivent être considérés comme constituant le délit de trafic de monnaies, les offres de vente, d'achat ou de cession de pareils bijoux (3) (M. P. c. Benyahia Cherifa et consorts)

perdent leur caractère légal par la transformation qu'on leur fait subir en confectionnant des bijoux, soit qu'on y ait soudé des anneaux, soit qu'on les ait limées,qu'on les ait percées, soit enfin qu'on les ait fixées au moyen de griffes.

La Cour d'Alger, dans un arrêt fort intéressant du 6 novembre 1875 (Journal de Robe 1875, p. 253), a décidé que ni les monnaies françaises ayant cours, transformées en bijoux, ni les monnaies étrangères, (en l'espèce d'anciennes monnaies arabes dites soltanis) ne pouvaient être considérées comme ayant encore cours légal et qu'il y avait lieu, dès lors, de les considérer comme de simples bijoux essentiellement soumis au contrôle et aux droits fiscaux de la garantie, leur empreinte officielle n'étant paus, par suite de leur transformation, une garantie suffisante de la sincérité du titre (Voir aussi pour analogie Cass. crim. 26 avril 1862 : D. P. 65, 5, 283).

Dès lors, est illicite la mise en vente des bijoux constitués par des pièces de monnaies, lorsqu'ils n'ont pas, au préalable, été marqués ou titrés et celui qui les mettrait en vente pourrait être poursuivi pour exercice de la profession de bijoutier ou marchand d'or sans avoir fait, au préalable, la déclaration exigée par la loi, ou tenu le registre prescrit par l'article 74 de la loi du 15 brumaire an VI. C'est qu'en effet, aux termes de cette loi, on désigne sous le nom de *marchands d'or* tous ceux qui, soit habituellement, soit même *accidentellement* (Cass. crim. 15 juillet 1904 : Bull. crim., n. 315) trafiquent des matières d'or et d'argent pour les revendre, soit dans l'état où ils les ont achetées, soit après les avoir refondues (Cass. crim. 21 mars 1823. — 26 avril 1862 : D. P. 65, 5, 283) ; il en est ainsi, que la vente ait lieu en magasin ou sur la place publique et alors même que celui qui parcourrait les rues, dirait que les objets lui ont été remis par des tiers pour les vendre (Cass. crim., 18 octobre 1881, Rép. Dalloz, 107, V° matières or et argent. — Cass. crim., 7 novembre 1811 : R. 63, 1 et 82. — Voir Nouv. Rép. Dalloz, *eod verbo*, n. 64). L'obligation d'inscrire les ventes ou les achats de métaux précieux sur un registre spécial s'applique tout aussi bien aux ouvrages vieux qu'aux ouvrages neufs, que ces ouvrages soient ou non destinés à l'usage personnel du marchand (Alger, 23 février 1905 : Journal de Robe, 1906, p. 184).

Bien plus, aux termes de la loi de brumaire an VI, « les ouvrages déposés au Mont-de-Piété et dans les autres établissements destinés à des ventes ou à des dépôts de ventes, sont assujettis à payer les droits de garantie lorsqu'ils ne les ont pas acquittés avant le dépôt » ; mais ces droits, non exigibles s'il n'y a qu'un simple dépôt (auquel cas les objets peuvent être considérés comme continuant à rester entre les mains des particuliers), le deviennent s'il y a déplacement de la propriété, lorsqu'ils sont remis dans le commerce par la vente à l'encan, par exemple (Cass. crim., 9 mars 1806, V. Dalloz, Rép., V° matières or et argent, n. 27).

De même, doivent être soumis à la marque et vérifiés par le bureau de la garantie, les objets d'or et d'argent faisant l'objet d'un cabinet de curiosité, mis en vente, ceux déposés dans les greffes des tribunaux, ceux vendus dans les maisons particulières par les officiers publics.

A noter, cependant, que la Cour de Cassation a jugé qu'un individu qui ne fait pas habituellement des actes de commerce, qui, par suite, n'a pas la qualité de marchand, lorsqu'il vend des objets lui appartenant, n'est pas astreint aux obligations imposées par la loi aux marchands (Cass. crim. 18 février 1911 : Bull. crim. n. 103) ; mais, en l'espèce, il s'agissait d'un journalier qui essayait de vendre à un bijoutier une paire de boucles d'oreilles qui étaient sa propriété. L'exception admise par la Cour de cassation n'infirme donc nullement les règles générales posées par elle.

Mais il ne faut perdre de vue que les infractions à la loi sur la garantie doivent être poursuivies dans les formes spéciales prévues par la loi de brumaire an VI.

Le fait de fabriquer des bijoux avec des monnaies nationales ou étrangères ayant cours en France, pourrait, semble-t-il, constituer le délit de démonétisation dans un but industriel ou privé, prévu par la loi du 20 octobre 1919, modifiée par celle du 29 avril 1921, article 30.

ANDRE KNOERTZER.

Le Tribunal : — Attendu que les prévenus contestent la recevabilité des poursuites engagées à leur encontre, en vertu de la loi du 16 octobre 1919, prétendant que cette loi n'est pas applicable à l'Algérie, qu'en effet ce texte a le caractère d'une loi nouvelle ; — Attendu que le législateur, en prenant soin de préciser que cette loi serait applicable aux colonies et aux pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc a, par son silence, en ce qui concerne l'Algérie, manifesté son intention de la soustraire au domaine d'application de la loi ; — Attendu que, subsidiairement, ils prétendent que les faits qui leur sont reprochés ne sauraient constituer le délit prévu et puni par la loi du 16 octobre 1919; Que les pièces d'or qu'ils ont négociées étaient munies d'un anneau soudé et ne pouvaient être considérées comme pièces de monnaies mais seulement comme bijoux ; — Attendu qu'en effet elles ne remplissent plus, du fait de la soudure de cet anneau, les conditions de poids, de diamètre exigibles pour les monnaies nationales ; — Attendu qu'ils sollicitent du tribunal qu'un expert soit désigné pour contrôler ces modifications ; — Attendu qu'ils allèguent enfin que des pièces d'or sont vendues couramment aux enchères et suivant le cours, dans les salles de ventes de la ville ou dans celles du Mont-de-Piété ; qu'elles sont soumises au service de la garantie et par suite sont bien considérées comme des bijoux ; Attendu qu'il n'y a pas lieu d'admettre le moyen tiré par les prévenus de la non-applicabilité de la loi ; — Attendu que la loi du 16 octobre 1919 doit être considérée non comme une loi nouvelle, mais comme une loi modificative, en ce sens qu'elle se borne à étendre en temps de paix les dispositions de la loi du 12 février 1916, prévue pour le temps de guerre seulement et déclarée applicable à l'Algérie par le Décret du 28 février 1916 ; — Attendu qu'on ne saurait tirer argument du fait qu'en spécifiant que la loi du 16 octobre 1919 serait applicable dans les colonies et les pays de protectorat, la Tunisie et le Maroc exceptés, le législateur a, par son silence, en ce qui concerne l'Algérie. manifesté son intention de la soustraire à l'application de ce texte législatif; qu'il apparaît, au contraire, que si telle avait été son intention, le légslateiur n'eût pas manqué de la préciser (ainsi qu'il procède pour le Maroc et la Tunisie), en raison de ce fait que la loi du 16 octobre 1919 se borne à proroger la durée d'application d'une loi applicable à l'Algérie; — Attendu, au surplus, qu'il n'apparaît pas que les prohibitions édictées par ce texte soient contraires aux coutumes musulmanes, ainsi que le prétendent les prévenus ; Qu'il semble nécessaire, au contraire, que tous les ressortissants de la France soient soumis aux mesures destinées à combattre la spéculation ; — Attendu qu'il échet, en conséquence, de dire que la loi du 16 octobre 1919 est applicable à l'Algérie ; — Attendu qu'on ne saurait considérer que les pièces d'or, objet du trafic des prévenus, sont des bijoux et non des monnaies nationales ; — Qu'en effet, Benyahia Chérifa et Achour Hamida reconnaissent avoir vendu des pièccees, non pas réunies en collier, mais détachées et dans le but de se procurer des subsides pour faire une fugue à Oran ; — Attendu que leurs coinculpés reconnaissent la matérialité des faits, qui motivent leur inculpation, mais prétendent avoir agi par ignorance des prohibitions de la loi ; — Attendu qu'on ne saurait admettre cette excuse; — Attendu qu'il ressort des circonstances de la cause des preuves suffisantes pour déclarer les prévenus coupables du délit qui leur est reproché; — Attendu cependant que Benyahia Chérifa et Achour Hamida sont mineures de dix-huit ans ; qu'il y a lieu d'admettre qu'elles ont agi sans discernement et conformément aux dispositions de l'article soixante-six du Code pénal de prononcer leur acquittement et d'ordonner qu'elles seront remises, la première à son tuteur, la seconde à son père...

Par ces motifs, — Déclare les prévenus Benyahia Chérifa, Achour Hamida, Bouafia Titane, Belhacel Mohamed et Brahim ben Slimane coupables de s'être depuis un temps non prescrit à Alger, canton et arrondissement dudit, livrés au trafic des monnaies nationales...

MM. Peyronnie, prés. ; Gaultier, M. P. ; Laquière, av.

DEUXIEME PARTIE

JURISPRUDENCE

A

ABANDON DE FAMILLE. — *Divorce. Pension non payée. Pas de délit.* — Alger (Ch. corr.) 28 octobre 1926 42

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — *Blessures volontairement faites par un préposé du patron à un ouvrier. Action de droit commun. Action pénale et constitution de partie civile. Recevabilité.* — Aix, 24 février 1927. 102

— *Coups et blessures volontaires. Action en réparation de la loi du 9 avril* 1898. *Impossibilité d'intenter l'action pénale avec constitution de partie civile.* — Cass. crim. 2 juillet 1926 93

AGENT DE POLICE. — *Révocation. Pouvoirs du préfet.* — Cons. d'Etat 14 novembre 1923 58

ALIMENTS. — V. Femme mariée.

AMENDE FISCALE. — *Nature.* — Cass. crim. 21 novembre 1924..... 65

ARMES DE GUERRE. — V. Indigènes algériens.

B

BAIL. — *Local destiné à l'exercice d'un commerce. Faculté pour le bailleur de louer pour un commerce similaire.* — Alger 1er février 1926. 74

— *Loyer. Clause de garantie de change. Supplément stipulé à parité du coupon* 4 *p.* 100 1925. *Nullité de la clause. Nullité du contrat. Règlement des comptes entre parties. Expertise.* — Trib. civ. Alger 14 mars 1927 et note de M. A. Sarrut 135

C

CADI. — V. Contrôleurs des tuteurs testamentaires.

CASSATION. — *Pourvoi. Défaut d'intérêt.* — Cass. crim. 2 mai 1925.. 32

— *Pourvoi en cassation. Formes. Lettre au greffier. Déclaration inopérante.* — Cass. crim. 13 février 1926 97

— *Pourvoi. Formes substantielles.* — Cass. crim. 3 décembre 1925.... 33

CERCLE. — *Nature juridique. Association de caractère non commercial. Demande en paiement de salaires. Conseil de prud'hommes. Incompétence.* — Trib. civ. Alger 17 février 1926 et note de M. Henri Benet. 137

CHANGE (GARANTIE DE). — V. Bail.

CHEFAA. — *Exercice. Acquéreur. Parent.* — Alger 29 décembre 1923. 15

CHEMINS DE FER DE L'ETAT ALGERIEN. — *Litige entre l'Administration et les employés. Compétence des tribunaux ordinaires.* — Cons. d'Etat 21 novembre 1923 67

COMPETENCE. — *Algérie. Marché et livraison en France.* — Trib. com. Oran 28 février 1925 39

— *Délit de presse et de paroles. Tribunaux indigènes et tribunaux correctionnels.* — Alger (Ch. corr.) 16 octobre 1926 43

— *Juridiction chérifienne. Jugement-exécution. Saisie-arrêt entre les mains d'un ressortissant des tribunaux français. Compétence du juge des référés. Inutilité de l'exequatur.* — Rabat, 31 juillet 1926.... 134
— *Justice de paix à compétence restreinte. Loi du* 1er *janvier* 1926 (*loyers*), *et décret du* 5 *novembre* 1926. — Trib. simple police Alger 14 janvier 1927. — Trib. paix Mostaganem 13 mars 1926..... 51
— *Tribunal correctionnel. Indigènes musulmans. Délits commis en commun par des indigènes, électeurs et non électeurs.* — Cass. crim. 3 décembre 1925 97
COMMUNAUX DE DOUAR. — *Aliénation.* — Cons. d'Etat 29 juillet 1925. 21
CONSEIL DE PRUD'HOMMES. — V. Cercle.
CONSEIL D'ETAT. — *Recours. Délais.* — Cons. d'Etat 14 novembre 1923. 17
— *Requête. Ministère d'avocat. Ventes des terres domaniales.* — Cons. d'Etat 16 juillet 1924 3
CONSEILLERS MUNICIPAUX INDIGENES. — *Eligibilité des citoyens français. Conditions d'âge.* — Cons. d'Etat 7 avril 1921..... 59
CONSERVATEURS DES HYPOTHEQUES. — *Salaires, tarifs.* — Cons. d'Etat 12 juin 1926 157
CONTRIBUTION FONCIERE NON BATIE. — *Demande en réduction. Enquête partielle.* — Cons. d'Etat 19 juillet 1924 25
CONVENTIONS INTERNATIONALES. — *Traité franco-suisse du* 15 *juin* 1896. *Application au Maroc. Attribution de compétence. Renonciation. Validité. Conditions.* — Alger 24 janvier 1927 100
COUR D'ASSISES. — *Débats. Interprète. Serment.* — Cass. crim. 4 juillet 1924 31
COUTUME KABYLE. — *Femmes exclues de l'héritage.* — Alger 17 juillet 1923 84
— *Serment; cojureurs.* — Trib. paix Bougie, 20 novembre 1925.... 85

D

DELIT DE PRESSE. — V. Compétence.
DIVORCE. — *Coutumes kabyles. Consentement.* — Alger (Ch. rev. mus.) 29 juin 1925 48
— *Israélites. Divorces religieux (ghit). Condition d'une renonciation à pension alimentaire. Cause illicite.* — Alger (Just. paix canton Nord) 8 mars 1927 et la note 139
— *Preuve des faits.* — Cass. civ. 23 décembre 1925 16
DROIT MUSULMAN. — V. Indigène musulman non naturalisé.
— *Violation.* — V. Hadana.
DOUAR. — V. Propriété foncière.

E

ELECTIONS INDIGENES. — *Algérie. Conseils municipaux et généraux. Listes.* — Cons. d'Etat 21 mai 1926 1
— *Vote multiple.* — Trib. corr. Guelma 26 juin 1925 37
ELIGIBILITE. — V. Elections indigènes.
EMPLOYES COMMUNAUX. — *Discipline. Révocation.* — Cons. d'Etat 23 novembre 1923 27
EMPLOYES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT ALGERIEN. — V. Chemins de fer de l'Etat algérien.
ENSEIGNE. — *Usage. Priorité.* — Alger 3 février 1926 40
ETRANGER MUSULMAN. — V. Nationalité française.
EXEQUATUR. — V. Compétence.

F

FAILLITE. — *Tunisie. Inscription. Immeubles immatriculés.* — Cass. civ. 7 décembre 1926 159
FEMMES EXCLUES DE L'HERITAGE. — V. Coutume kabyle.
FEMME MARIEE. — *Droit musulman. Entretien.* — Alger (Ch. rev. mus.) 27 janvier 1923 49
FONDS DE COMMERCE. — *Vente. Eléments. Enseigne à forme de nom patronymique. Clause de rétablissement. Effets. Obligations de garantie. Mesure. Création d'un fonds de commerce nouveau. Raison sociale. Nom patronymique cédé. Confusion. Pouvoirs du juge. Jugement et arrêt. Interprétation.* — Alger 5 mai 1926 et 2 février 1927, et Dissertation de M. Louis Milliot, Professeur à la Faculté de Droit d'Alger 106
FRANCISATION DES IMMEUBLES. — V. Propriété foncière.

G

GHIT. — V. Divorce.
GOUVERNEUR GENERAL. — *Décret spécial. Droit de délégation.* — V. Conservateurs des hypothèques.
GREFFIERS-NOTAIRES. — *Valeur des actes de vente dressés par eux.* — Cass. req. 18 mai 1926 91

H

HABOUS. — V. Mzab.
— *Aliénation par un indigène à un autre indigène.* — Alger 24 mars 1923 82
HABOUS (BIENS). — V. Pourvoi en révision.
HABOUS. — *Chefaa.* — Ch. app. musul. 24 décembre 1926 172
— *Immeuble hypothéqué. Rite hanéfite.* — Alger 29 mai 1926 .. 78
— *Immeubles. Vente.* — Alger 13 octobre 1923 16
HADANA. — *Conditions. Bonnes mœurs.* — Alger (Ch. rev. mus.) 28 novembre 1925 35
— *Domicile éloigné du père. Droit de garde. Appréciation.* — Alger 13 octobre 1923 20

I

IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. — *Charges de famille. Déclaration.* — Cons. d'Etat 12 décembre 1924 24
INDIGENES ALGERIENS. — *Armes de guerre. Détention. Armurier. Registre d'inscription.* — Cass. crim. 6 mai 1926 95
— *Armes et munitions. Vente. Interdiction portée. Personnes visées par les décrets du 12 décembre 1851 (art. 2), du 15 avril 1924 et du 8 janvier 1925.* — Cass. crim. 14 mai 1925 98
— *Election de maire ou d'adjoint.* — Cons. d'Etat 8 février 1927.... 153
INDIGENE MUSULMAN. — *Acte notarié. Renonciation à la loi musulmane. Conditions. Donation.* — Cass. civ. 20 janvier 1926..... 90
INDIGENE MUSULMAN NON NATURALISE. — *Droit de disposer par donation. Donation déguisée.* — Alger 14 octobre 1925 77
INFRACTION (CUMUL D'). — Cass. crim. 23 avril 1925 167
INSCRIPTIONS AU LIVRE FONCIER EN TUNISIE. — V. Faillite.
ISRAELITE. — *Né et domicilié en Tunisie. Sujet britannique. Succession. Dévolution.* — Alger 12 mai 1926 11
ISRAELITE TUNISIEN. — *Né en Tunisie d'un père établi dans la Régence depuis une époque indéterminée. Nationalité.* — Cass. civ. 15 avril 1926..... 60

J

JUGE DE PAIX. — *Compétence. Algérie. Taux du ressort. Loi du* 1er *janvier* 1926. *Inapplicabilité.* — Trib. civ. Oran 16 mars 1927.... 143
— *Compétence correctionnelle. Attributions de police judiciaire. Commission rogatoire d'un juge d'instruction. Présidence d'une juridiction pénale par un magistrat ayant fait un ou plusieurs actes d'information. Algérie. Décret du* 19 *août* 1854. — La Calle (just. paix) 30 octobre 1926 et note de M. André Knoetzer 144
— *Compétence. Procès-verbal. Contravention. Qualité* (*Défaut de*). *Nullité.* — Cass. crim. 21 novembre 1925 151

K

KABYLES. — *Statut personnel kabyle. Etablissement en pays arabe. Adoption du statut personnel musulman malékite.* — Alger (Ch. rev. mus.) 29 mai 1926 et note de M. Morand..... 132
KABYLIE. — V. Divorce.

L

LISTES ELECTORALES. — V. Elections indigènes.
LOIS METROPOLITAINES. — *Application à l'Algérie.* — Trib. répressif d'Alger 13 septembre 1925 173
LOUAGE DE SERVICES ET LOUAGE D'INDUSTRIE. — *Distinction. Appréciation souveraine des juges du fond.* — Cass. civ. 8 juin 1926.... 72

M

MAIRE OU ADJOINT. — V. Indigènes algériens.
MANDAT TACITE. — V. Régime matrimonial tunisien.
MAROC. — V. Conventions internationales.
MARQUE DE FABRIQUE. — V. Enseigne.
MINEUR DE DIX-HUIT ANS. — *Discernement.* — Cass. crim. 16 octobre 1924..... 76
MINORITE. — *Vente. Lésions.* — Alger 24 avril 1926 81
MZAB. — *Habous. Vente.* — Alger (Ch. rev. mus.) 17 juillet 1926 .. 45

N

NATIONALITE FRANÇAISE (ACQUISITION DE LA). — *Etranger musulman.* — Cass. crim. 4 mai 1922 166
NATIONALITE. — V. Indigène musulman.

P

PATERNITE ET FILIATION. — *Demande en déclaration. Preuve.* — Alger 4 mars 1925 18
PORTEUR DE CONTRAINTES. — *Limite d'âge. Pension de retraite.* — Cons. d'Etat 6 août 1924 57
POURVOI EN REVISION. — *Fait nouveau.* — Cass. crim. 19 septembre 1925..... 34
— *Loi musulmane, violation par prétérition, pourvoi, recevabilité. Biens habous, vente, remploi du prix, obligation. Pourvoi en révision, moyens non retenus par le Procureur général, examen par la Cour, possibilité. Habous, produits, revenus, droits des dévolutaires.* — Alger (Ch. rev. mus.) 27 novembre 1926 129

PRESCRIPTION ACQUISITIVE. — V. Propriété foncière.
PREUVE PAR TEMOINS. — *Serment.* — Ch. rev. musul. 3 mars 1924.... 171
PROPRIETE BATIE. — *Réparations faites à un immeuble. Non-exemption de la contribution foncière.* — Cons. d'Etat 5 août 1921..... 70
PROPRIETE COLLECTIVE. — *Répartition. Djemâa. Pouvoirs. Propriété individuelle. Constitution. Formalités. Droit des tiers.* — Cons. d'Etat 23 juin 1926 89
PROPRIETE COLLECTIVE. — *Répartition. Djemâa. Pouvoirs. Propriété Constitution. Formalités. Droit des tiers.* — Cons. d'Etat 23 juin 1926 89
PROPRIETE FONCIERE. — *Délivrance d'un titre par l'administration des Domaines. Francisation. Prescription.* — Cass. req. 14 juin 1926. 92
— *Effets de la francisation.* — Ch. rev. musul. 29 janvier 1927..... 169
— *Terres de douar. Groupe melk.* — Alger 7 décembre 1925..... 4

R

RECIDIVE LEGALE. — *Condition. Condamnation antérieure passée en force de chose jugée. Condamnation par défaut.* — Cass. crim. 21 novembre 1924..... 65
RECIDIVE. — *Petite récidive correctionnelle. Peine antérieure. Doublement de la peine encourue. Maximum.* — Cass. crim. 10 avril 1925 64
REGIME MATRIMONIAL DES TUNISIENS. — *Mandat tacite.* — Cass. req. 24 janvier 1927 165
REPARATIONS FAITES A UN IMMEUBLE. — V. Propriété bâtie.
RITE HANEFITE. — V. Habous.

S

SERMENT. — V. Coutumes kabyles.
— V. Preuve par témoins.
SURENCHERE. — *Vente amiable d'immeubles aux enchères. Notification à l'adjudicataire. Délai.* — Cass. civ. 15 mai 1927 et note de M. Godin..... 105

T

TABACS. — *Algérie. Terrain loué. Contravention. Responsable.* — Cass. crim. 26 novembre 1925 30
TRAITE FRANCO-SUISSE. — V. Conventions internationales.
TUTEUR TESTAMENTAIRE. — *Contrôle du Cadi.* — Ch. rev. musul. 9 décembre 1926..... 170

V

VETERINAIRES SANITAIRES. — *Indemnités et allocations.* — Cons. d'Etat 14 novembre 1923 69

TABLE DES NOMS DES PARTIES

A

Achir et Seddoud c. Perfar et M. P. 97
Adam (Alexis) 54
Adel Abderrahmane c. Ministère public 97
Admane Mohamed ben Mohamed c. Admane Saadiet et autres 171
Administration des contributions diverses c. Sebban 66
Aït Abdesselam 32
Akrich 40
Allaour Tamzali 153
Aouiz Mohamed ben El Hadj M'ahmed c. consorts Messelés 91
Anchier et 13 autres 154
Azoulay c. Boualah et autres .. 92

B

Bahmed ben Hadj Yahia 45
Bakkouche Abdallak 50
Bakkouche Mohamed ben Ali. 50
Barouch 8
Barris du Penher 21
Bechu 28
Belferchi 30
Ben Ayache 16
Ben Daoud Thouami c. Préfet d'Oran 59
Benmehel (dame) c. cons. Benmehel 78
Benredjem (veuve) c. Cons. Benredjem 77
Benyahia Ahmed ben Messaoud c. Ministère public 99
Bonar and C° 8
Bonanani 4
Bon Marché 41
Bouzidi Rabah c. Ziani Lachemi 169
Burelli 16

C

Calvo c. cons. Taieb 74
Cassaigne 69
Catala c. Min. public 64
Cercle militaire d'Alger c. demoiselle Lauryssen 137
Césario, épouse Mango 144
Chekebkeb Omar ben el Hadj Salah ben Hamon 45
Chelli Mohammed Saïd c. Benhoumlat Taous 132
Chiche Simon 44
Clostre 3
Cohen 11
Cons. Hassid c. cons. Giami et autres 60

D

Daghmons 73
Dame Chaabane Houria 170
Dial Debbiah c. Dial Akli et autres 82
Dif Mohammed ben Missoum.. 167
Djamal Turkia 50

E

El Arafi ben Moulond 16

F

Faillite Bonblil c. Grosrenaud 159
Ferkoune Amar 15
Ferkoune Cherifa 15

G

Garrido 31
Ghelami Daho ould Menouer c. Min. public 76
Ghorab Maamar 1
Gourdain et Langlet 41
Gouverneur général de l'Algérie 70
Guilmin 34
Grischig et Bardot 151

H

Harizi 21

J

Ibrahim bey ben Aouda 57

K

Kadouri Allal c. Bensalem Bendris 172
Kassili Ourdia 48
Kebdani Lahcène ben Lahcène 167

L

Lakdar ben Larbi 30
Langlois 25
Latous Nefissa 44
Longo 54

M

Malek Boudjema 48
Martiney 18
Mas 58
Mehor Milond et Mehor Habib c. Mehor Mohamed et Mehor Misoun 90
Menaaoud ben el Hadj Boubekem 45
M. P. C. Benyahia Cherifa et consorts. 175
Mohamed b. Romdane c. Catunia et Cuchet. 165
Moujo (héritiers) c. Graf 100

N

Natiaf Simon c. Aboucaya Eugénie. 139
Nier Eugène c. Daniel Auguste. 135

O

Ouchefoumi Yamina. 20
Ouchérif Boussard. 95
Ouriachi Ahmed et autres c. Hadjain Fatima et autres. . 84

P

Phosphates de Constantine c. Jacquetti. 72
Piazza. 40
Poulot frères 89
Préfet d'Oran. 4

R

Ramli Bouza. 20
Reboul c. Compagnie P. L. M. 143
Rimer. 18
Rizzi. 40

S

Sahiah Teber c. El-Yahyaoui.. 134
Saïd. 15
Salahi Mohammed c. Benahmed. 85
Sammoudi El Hadj Lakhdar ben Mohamed. 17
Savary Louis. 67
Seale c. Ministère public. . . 93 102
Segani Aldjia. 36
Senaa Ghouda. 36
Société anonyme Eschenaner et Cie. 105

T

Tabacs d'Algérie. 30
Takorian. 75

V

Vernot-Desroches c. Sa Chi Salah et autres. 105

Z

Zarbib. Prosper 42

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRETS JUGEMENTS ET DECISIONS

1921

AVRIL

7. Cons. d'Etat 59

AOUT

5. Cons. d'Etat 70

1922

MAI

4. C. de Cassation (Ch. crim.).. 166

DECEMBRE

9. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 170

1923

JANVIER

27. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 49

MARS

24. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 82

JUILLET

17. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 84

OCTOBRE

13. C. d'Alger (Ch. rev. mus.) 16, 20

NOVEMBRE

14. Cons. d'Etat 17
14. Cons. d'Etat 58
14. Cons. d'Etat 69
21. Cons. d'Etat 67
23. Cons. d'Etat 27

DECEMBRE

29. Alger (Ch. rev. mus.)..... 15

1924

FEVRIER

14. C. de Cassation (Ch. crim.). 75

MARS

3. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 171

JUILLET

4. C. de Cassation (ch. crim.). 31
16. Cons. d'Etat 3
19. Cons. d'Etat 25

AOUT

6. Cons. d'Etat 57

OCTOBRE

16. C. de cassation (Ch crim.).. 76

NOVEMBRE

21. C. de cassation (Cass. crim.) 65

DECEMBRE

12. Cons. d'Etat 24

1925

FEVRIER

28. Trib. com. Oran..... 39

MARS

4. C. d'Alger 18

AVRIL

23. C. de cassation (Ch crim.).. 167

MAI

2. C. de cassation (Ch. crim.).. 32
14. C. de cassation (Ch. crim.). 98

JUIN

12. Cons. d'Etat 154
26. Trib. corr. Guelma..... 37
29. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 48

JUILLET

19. Cass. crim. 34

AOUT

10. C. de cassation (Ch. crim.).. 64

SEPTEMBRE

19. C. de cassation (Ch. crim.). 34

OCTOBRE

14. C. d'Alger 77

NOVEMBRE

20. Trib. Paix Bougie..... 85
21. C. de cassation (Ch. crim.).. 151
26. C. de cassation (Ch. crim.). 30
29. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 35

DECEMBRE

3. C. de cassation (Ch. crim.).. 33
3. C. de cassation (Ch. crim.).. 97
7. Alger 4
23. C. de cassation (Ch. civ.) .. 16

1926

JANVIER

20. C. de cassation (Ch. civ.).. 90

FEVRIER

1. C. d'Alger 74
3. C. Alger 40
13. C. de cassation (Ch. crim.).. 90
17. Trib. civ. Alger..... 137

MARS

13. Trib. Paix Mostaganem.... 51
23. C. de cassation (Ch. civ.).. 16

AVRIL

8. C. de cassation (Ch. civ.).... 72

MAI

5. C. d'Alger 106
6. C. de cassation (Ch. crim.).. 95
12. C. Alger 11
18. C. de cassation (Ch. req.).. 91
21. Cons. d'Etat..... 1
29. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 78
29. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 132

JUIN

14. C. de cassation (Ch. req.).. 92
23. Cons. d'Etat 89

JUILLET

2. C. de cassation (Ch. crim.).. 93
17. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 45
31. C. de Rabat..... 134
13. Trib. répressif d'Alger.... 173

OCTOBRE

16. C. d'Alger (Ch. app. corr.) 43
28. C. d'Alger (Ch. app. corr.) 42
30. Trib. Paix La Calle..... 144

NOVEMBRE

27. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 129

DECEMBRE

7. C. de cassation (Ch. civ.).. 159
11. Trib. corr. Alger..... 173
24. C. d'Alger (Ch. app. mus.) 172

1927

JANVIER

14. Trib. simple police Alger.. 51
24. C. de cassation (Ch. req.).. 165
29. C. d'Alger (Ch. rev. mus.).. 169

FEVRIER

2. C. d'Alger 106
8. Cons. d'Etat 153

MARS

8. Trib. Paix. Alger (Nord).... 139
14. Trib. civ. Alger..... 135
16. Trib. civ. Oran 143
15. C. de cassation (Ch. civ.).. 105

REVUE ALGÉRIENNE

Tunisienne et Marocaine

TROISIEME PARTIE

LOIS, DECRETS, ARRETES, ETC.

(Algérie-Tunisie)

TROISIEME PARTIE

Lois, Décrets, Arrêtés, etc.

ALGERIE, TUNISIE

3 décembre 1925. — Décret du Bey maintenant pour une période de deux ans, les taux fixés pour les contributions du fonds de garantie des exploitants en matière d'accidents de travail. (J. O. T., 23 décembre 1925).

9 février 1926. — Arrêté du Gouverneur général modifiant l'arrêté du 2 décembre 1925 réglementant les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement et la discipline des notaires en Algérie. (B. O., 1926, p. 498).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — le décret du 27 octobre 1925 concernant l'organisation du régime des officiers publics et ministériels en Algérie; — l'arrêté du 2 décembre 1925 réglementant les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement et la discipline des notaires en Algérie; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement, — Le conseil de gouvernement entendu,

Article premier. — Le dernier paragraphe de l'article 15 de l'arrêté du 2 décembre 1925 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Par mesure transitoire, il sera procédé à un classement des notaires actuellement en fonctions, en vue de déterminer la classe personnelle à laquelle leur donnent droit l'ancienneté de leurs services et leurs notes antérieures.

« Ce classement n'entraînera obligatoirement aucune mutation de charges, mais pourra servir pour la nomination des intéressés à un poste correspondant à leur classe personnelle alors même qu'ils seraient actuellement pourvus d'une étude de classe inférieure ».

Art. 2. — L'article 16 de l'arrêté du 2 décembre 1925 est complété ainsi qu'il suit :

« Les notaires inscrits au tableau d'avancement pourront obtenir une nomination à la classe supérieure, à titre personnel, et sans mutation de poste. »

Art. 3. — Le classement prévu à l'article précédent sera établi, sur les propositions des chefs de la cour, par une commission comme suit :

Le secrétaire général du gouvernement, ou son délégué, président; — Le premier président de la cour d'appel, ou son délégué; — Le procureur général près la cour d'appel, ou son délégué; — Le directeur de l'intérieur, ou son délégué; — Le chef du 1er bureau remplira les fonctions de secrétaire.

Art. 4. — A titre transitoire, et pendant une durée de 2 ans, à compter de la date du présent arrêté, pourront se présenter aux concours d'admision aux fonctions notariales, les candidats ayant accompli, au moment du concours, un stage d'un an seulement comme premier clerc. Il sera justifié de ce stage par une attestation délivrée par le notaire employeur du candidat intéressé et visée par le procureur de la République de l'arrondissement.

De même, le certificat de législation algérienne ne sera exigée que lors de la nomination.

9 **février 1926. — Arrêté du Gouverneur général** fixant les conditions de nomination des auxiliaires dans le cadre des agents de bureau. (B. O., 1926, p. 984).

11 **février 1926. — Arrêté du Gouverneur général** portant relèvement de certaines indemnités du personnel des douanes (B. O., 1926, p. 930).

12 **février 1926. — Décret du Bey** modifiant les articles premier, 2 et 4 du 31 décembre 1925 qui a institué des droits d'immatriculation et de mutation sur les véhicules automobiles (J. O. T., 3 mars 1926).

13 **février 1926. — Décret Beylical** relatif à la suspension des paiements et des protêts le jour de la fête israëlite du Youm-Kippour. (J. O. T., 14 avril 1926).

15 **février 1926. — Circulaire du Gouverneur général** relative aux droits des indigènes accomplissant leur service militaire (B. O., 1926, 1719).

15 **février 1926. — Errata au Décret** du 21 janvier 1925 (1) relatif aux taxes et droits d'enregistrement des actes et jugements musulmans (B. O., 1926, p. 386).

Article 5, au lieu de : « taxes établies par les articles premier à 3 de la décision », lire : « taxes établies par les articles premier et 3 de la décision »; article 8, au lieu de : « une somme de 25 centimes par acte ou jugement porté sur lesdits états », lire : « une somme de 25 centimes par acte ou jugements porté auxdits états ».

15 **février 1926. — Errata au Décret** du 10 janvier 1925 (2) fixant les taxes et droits d'enregistrement des actes et jugements musulmans en Algérie (B. O., 1926, p. 386).

Article premier de la décision, dernier alinéa, lire : « Si le jugement ne porte pas condamnation de sommes, le minimum de 10 francs sera seul perçu »; article 2, 5°, au lieu de : « les traductions des jugements faits sur les registres », lire : « la traduction des jugements faite sur les registres ».

15 **février 1926. — Arrêté du Résident général** instituant à Tunis une Commission des Travaux d'Assainissement en vue de la lutte contre le paludisme (J. O. E., 27 février 1926).

17 **février 1926. — Arrêté du Premier Ministre de S. A. le Bey** relatif au fonctionnement de l'école d'infirmiers de Tunis (J. O. T., 6 mars 1926).

18 **février 1926. — Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des mouderrês (B. O., 1926, p. 981).

18 **février 1926. — Arrêté du Gouverneur général** complétant l'article 13 de l'arrêté du 20 mai 1868 relatif à la délivrance par les adjoints spéciaux des sections de communes mixtes des réquisitions de transport de prévenus ou inculpés par voie ferrée (B. O., 1926, p. 969).

19 **février 1926. — Décret** portant création d'une taxe municipale de séjour sur les touristes (J. O. T., 14 avril 1926).

20 **février 1926. — Décret du Bey** instituant un Conseil municipal à Maxula-Radès (J. O. T., 20 mars 1926).

---

(1) R. A. 1926, 3, 62.
(2) R. A. 1926, 3, 58.

21 février 1926. — **Loi** autorisant l'impression et la dactylographie des actes notariés. (J. Off. du 23 février 1926).

Art. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe.

22 février 1926. — **Décret du Bey** relatif à la perception des droits d'enregistrement et de timbre sur les jugements des tribunaux indigènes (J. O. T., 20 mars 1926).

22 février 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** fixant les conditions d'application du décret du 31 décembre 1925, instituant un droit de timbre sur les quittances sous seings-privés délivrés par les particuliers aux comptables publics (J. O. T., 10 mars 1926).

22 février 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** portant création d'un modèle unique de timbre mobile pour l'acquittement de différents droits (J. O. T., 10 mars 1926).

23 février 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** remplaçant l'article 1er de l'arrêté du 10 décembre 1923 relatif aux indemnités accordées aux facteurs, receveurs et gérants d'agences postales (B. O., 1926, p. 1204).

24 février 1926. — **Décret** modifiant le règlement général du pilotage sur les côtes d'Algérie (stations d'Oran et d'Arzew (J. O., 27 février 1926; B. O., 1926, p. 985).

25 février 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** concernant le retrait des bons de monnaie émis par les chambres de commerce (B. O., 1926, page 940).

26 février 1926. — **Arrêté du Ministre de la Justice** créant une audience foraine de justice de paix à Nédroma (Algérie). (J. O., 27 février 1926; B. O., 1926, p. 970).

27 février 1926. — **Décret** autorisant des majorations de tarifs sur le chemin de fer de Bône à Aïn-Mokra (J. O., 27 mars 1926; B. O., 1926, page 1242).

28 février 1926. — **Décret du Bey** relatif à l'attribution aux fonctionnaires du Protectorat d'une allocation d'attente en 1926 (J. O. T., 3 mars 1926).

28 février 1926. — **Décret du Bey** réglementant l'application aux gens de mer de la législation des accidents du travail (J. O. T., 14 avril 1926). Errata J. O. T., 12 mars 1926.

Vu notre décret du 15 mars 1921 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Tunisie; —Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Agriculture du Commerce et de la Colonisation, de Notre Directeur général des Travaux publics et de Notre Directeur général des Finances; — Après nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français, — Avons pris le décret suivant :

Art. 1er. — Les dispositions du présent décret concernant les responsabilités des accidents du travail, sont applicables, quelle que soit la nationalité, au personnel régulièrement embarqué sur les navires de pêche et de commerce tunisiens et sur les navires étrangers ayant un port d'attache tunisien.

Art. 2. — Toutefois, ne sont pas soumis aux dispositions ci-après :

1° Le personnel navigant, couvert contre les risques et accidents de sa profession par des caisses d'assurances d'Etat, telle que la Caisse des Invalides de la Marine ou la Caisse de Prévoyance des marins français.

2° Le personnel embarqué sur les embarcations de plaisance jaugeant moins de dix tonneaux ou sur les barques de pêche au-dessous de deux tonneaux.

Art. 3. — Le capitaine de navire est toujours considéré comme ayant connaissance de l'accident survenu en cours de navigation et c'est à lui, dans ce cas, qu'il incombe de faire les démarches prévues par l'article 11 de la loi du 9 avril 1898; toutefois, la victime conserve les droits prévus par le même article.

Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les 48 heures de l'accident ou de l'arrivée au premier port, non compris les dimanches et jours fériés, au Commissaire de police du port de l'accident ou du premier port touché ensuite.

L'établissement, l'envoi et la transmission des déclarations et avis d'accidents et des certificats médicaux prévus par le présent article et par l'article 11 ci-après s'opèrent dans les conditions déterminées par l'article 5 du décret du 15 mars 1921 et l'arrêté correspondant du 23 juillet suivant.

Les déclarations et certificats médicaux adressés aux Commissaires et Chefs de Poste de Police, ainsi que les récépissés et procès-verbaux auxquels il donnent lieu, sont conformes aux modèles n°" I, II, III, IV et V annexés audit arrêté.

Les avis destinés à l'Instruction du Travail sont établis par les Commissaires et Chefs de Poste de Police suivant le modèle n° VI annexé au même arrêté et sont adressés au Directeur général des Travaux publics.

Ceux de ces avis qui ont trait à des accidents susceptibles d'entraîner ou ayant entraîné la mort, ou une incapacité permanente de travail, sont transmis à la Direction générale de l'Agriculture (Direction du Commerce et du Travail) aux fins d'établissement de l'extrait destiné à être adressé au Gouvernement français, conformément aux dispositions de l'article 2 (5e alinéa) du décret du 31 janvier 1924.

Les déclarations et avis libellés conformément aux modèle I et VI visés au quatrième et au cinquième alinéas du présent article devront comporter les nom et adresse de l'assureur et le numéro du contrat.

Des formules imprimées d'avis d'accidents du travail à adresser aux armateurs seront tenues, dans les Commissariats et Postes de Police, à la disposition des victimes de ces accidents, de leurs représentants ou ayants-droit. Elles seront les mêmes que celles du modèle n° VII annexé à l'article du 23 juillet 1921.

Le délai dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à cinq jours et le délai de clôture de ladite enquête est porté à vingt jours.

Art. 4. — L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire.

En cas de salaire à la part, cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire que touchait la victime au moment de l'accident, et ce, pendant tout le temps qu'aurait duré dans l'exploitation le travail auquel elle était occupée.

A l'expiration de cette période, cette indemnité journalière est calculée sur le taux du salaire que touche le marin remplissant les mêmes fonctions sur les bateaux similaires.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté, comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité journalière est calculée sur le taux prévu au 3e paragraphe du présent article.

Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 seront calculées d'après le salaire annuel moyen des marins de la même catégorie, tel qu'il résulte des registres d'équipages et des engagements connus du port d'attache au même moment.

Art. 5. — En aucun cas, le salaire servant de base à la fixation des rentes ne pourra être inférieur à un salaire minimum fixé à cinq francs par jour.

Art. 6. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée au marin âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des marins valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité du marin âgé de moins de seize ans ne pourra dépasser le montant de son salaire.

Art. 7. — Lorsque l'accident s'est produit dans un port, le juge de paix compétent est celui de la circonscription à laquelle appartient le port. Lorsque l'accident s'est produit en mer, le juge de paix compétent est celui de la circonscription à laquelle appartient le premier port touché par le bâtiment postérieurement à l'accident.

Toutefois, à la requête de la victime ou de ses ayants-droits, adressée sous forme de lettre recommandée au Juge de Paix de la circonscription déterminée comme il est dit ci-dessus, le Juge de Paix de la circonscription à laquelle appartient le port d'attache du bâtiment, devient exceptionnellement compétent.

Ce même juge de paix est également compétent dans le cas où le premier port touché depuis l'accident est situé hors du territoire de la Régence.

Art. 8. — L'hypothèque forcée prévue par l'article 239 du décret beylical du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière, étendue aux décisions judiciaires rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours conformément à l'article 10 du décret beylical du 15 mars 1921 s'applique aux navires conformément aux dispositions du décret du 10 mai 1924 sur l'hypothèque maritime.

Art. 9. — Les entreprises maritimes assujetties à la présente loi sont soumises aux taxes prévues.

1° Par l'article 1er (alinéas a et b) du décret du 27 février 1922 sur l'organisation du fonds de garantie institué en matière d'accidents du travail;

2° Par l'article 3 (alinéa a) du décret du 14 octobre 1922, instituant en Tunisie un fonds spécial de prévoyance des mutilés de guerre victimes d'accidents du travail.

Art. 10. — Les dispositions du présent décret seront affichées en permanence dans l'intérieur des Commissariats et Postes de Police et des Justices de Paix et dans les bureaux des Ports.

Art. 11. — Ls médecins experts, désignés par les tribunaux pour fournir un rapport concernant un accident du travail devront déposer leurs conclusions dans le délai maximum d'un mois.

Art. 12. — Tout contrat ayant pour objet l'assurance des accidents prévus par le présent décret pourra, à la volonté de chacune des parties, et nonobstant toute convention contraire, être résilié tous les cinq ans, à compter de la date de sa prise d'effet, moyennant un avis préalable de six mois, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée.

Art. 13. — Les contrats d'assurance contre les accidents souscrits antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, pour les exploitations soumises à ses dispositions, seront résiliés de plein droit à compter du jour de l'application dudit décret, même s'ils couvraient ou déclaraient couvrir les risques prévus par la législation des accidents du travail.

Nonobstant toutes clauses contraires, les primes échues ou encourues ne resteront acquises à l'assureur que proportionnellement à la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Le surplus, s'il en est, sera restitué à l'assuré.

Art. 14. — Le présent décret entrera en vigueur six mois après sa publication au Journal Officiel.

1er Mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général relatif à l'organisation de l'assistance aux femmes en couches en Algérie (B. O. 1926, p. 1059).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — la loi du 19 décembre 1900 sur l'autonomie financière de l'Algérie; — le décret du 16 janvier 1902 sur le régime financier de l'Algérie; — les délibérations de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 9 novembre 1925 et du conseil supérieur du gouvernement en date du 10 novembre 1925, relatives à l'organisation de l'assistance aux femmes en couches en Algérie; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement; — Le Conseil du gouvernement entendu.

CHAPITRE Ier

Principes généraux de l'assistance aux mères

Article premier. — Dans toute commune d'lAgérie, l'assemblée municipale peut créer un service de consultations et d'allocations aux nourrissons, sous réserve de voter la somme représentant sa part contributive des dépenses de paiement des allocations, telle qu'elle est déterminée à l'article 3 ci-dessous.

Art. 2. — Dans les communes où le service est organisé, toute femme française nécessiteuse qui présente son enfant aux époques prescrites à la consultation spéciale aux nourrissons, a droit, pendant les douze mois qui suivent la naissance, à une allocation dont le taux est arrêté par l'assemblée communale sous réserve de l'approbation du préfet.

Cette allocation, payable trimestriellement, ne peut se cumuler avec les secours publics de maternité attribués en vertu du décret du 6 mars 1907.

Dans les agglomérations dont la population s'élève au-dessus de 20.000 habitants, elle ne peut être inférieure à 30 francs ni supérieure à 45 francs par trimestre; dans les agglomérations dont la population ne dépasse pas ce chiffre, elle ne peut être inférieure à 15 francs ni dépasser 30 francs par trimestre. Le taux sera uniforme dans toute agglomération.

Pour la détermination du chiffre de la population, les douars et centres sont comptés comme agglomération distincte.

Art. 3. — Les dépenses qui résultent du paiement des allocations sont supportées, jusqu'à concurrence du cinquième, par les communes et, pour le surplus, par la colonie.

Si le taux fixé par l'assemblée municipale est supérieur au maxima ci-dessus, l'excédent de la dépense reste à la charge exclusive de la commune.

Art. 4. — Le préfet arrête, pour chaque commune, sur la proposition du chef de la commune, les centres de visites, les époques et les conditions de ces visites.

Art. 5. — Les emplacements des consultations sont fixés par l'assemblée municipale, après avis des dejemaâs, sur les dispositions à prendre pour garantir aux mères indigènes le respect de leur coutumes. Les djemaâs et les assemblées municipales sont aussi consultées sur le périmètre utile de chaque centre, qui sera fixé en tenant compte des distances et des commodités de circulation. Le préfet arrêté définitivement la liste des douars et des agglomérations qui sont rattachés à chaque centre.

Art. 6. — La consultation est ouverte à toutes les mères.

Le médecin constate l'état de l'enfant, procède à la vaccination si celle-ci n'a pas été déjà faite, prescrit les traitements nécessaires et donne les conseils utiles.

Art. 7. — L'infirmière coopère avec le médecin. Au cours de ses tournées régulières, elle procède également d'office à la vaccination. Elle ne donne pas d'autres soins que ceux que les diplômes qu'elle possède lui confèrent le droit de donner. Elle avise immédiatement le médecin des cas suspects qu'elle constate et, en cas d'urgence, fait diriger le malade sur l'infirmerie communale ou intercommunale. Elle s'attache spécialement à dépister la tuberculose, la syphilis, le paludisme et le trachome.

L'infirmière reste soumise au contrôle du médecin. Elle ne peut recevoir, en aucun cas, une rémunération quelconque des particuliers, même pour les accouchements lorsqu'elle est sage-femme.

CHAPITRE II

Des Infirmeries indigènes

Art. 8. — Les infirmeries et les consultations dites indigènes sont rattachées pour l'administration à la direction de l'intérieur. Les européens pourront y être admis comme les indigènes.

Elles sont aménagées suivant un modèle type arrêté par le gouverneur général et reliées à l'hôpital le plus voisin suivant un programme arrêté par le préfet.

Elles sont administrées par une commission composée du maire ou de l'administrateur, président, et de quatre membres européens et indigènes dont deux désignés par le préfet ou le sous-préfet et deux par l'assemblée communale lors du renouvellement des conseils municipaux.

La gestion administrative est assurée par l'infirmière ou, à défaut, par l'auxiliaire médical ou par telle personne choisie par le maire ou l'administrateur;

En principe, la salle réservée aux femmes sera desservie par un personnel exclusivement féminin.

Le prix de remboursement de la journée de traitement est fixé dans les mêmes conditions que celui des hôpitaux.

Les recettes et les dépenses formeront un budget annexe délibéré par la commission administrative et l'assemblée municipale, qui sera soumis pour approbation au préfet et dont le total, en recettes et en dépenses, sera incorporé au budget communal.

Art. 9. — Le personnel des infirmeries est sous l'autorité médicale du médecin de la commune.

Art. 10. — Pour chaque infirmerie, il sera prévu un moyen de liaison rapide avec l'hôpital de rattachement.

CHAPITRE III

Etablissement des listes d'assistance

Art. 11. — Dans chaque commune, la liste des bénéficiaires d'allocations est arrêtée par une commission composée du maire ou de l'administrateur, président, d'un représentant des services financiers de la colonie, et, suivant qu'il s'agit d'enropéens ou d'indigènes, d'un notable européen ou indigène désigné par l'assemblée communale.

Cette commission reçoit mensuellement communication de la liste des enfants inscrits sur les registres de l'état civil de la commune. Elle arrête l'état de ceux dont les parents, ayant leur domicile de secours dans la commune, sont nécessiteux et peuvent, dès lors, prétendre à une allocation du chef de leur nourrisson. Elle procède, le cas échéant, aux radiations reconnues nécessaires.

Art. 12. — Au chef-lieu de chaque arrondissement siège, sous la présidence du préfet ou du sous-préfet, une commission composée d'une représentant des services financiers de la colonie et de deux conseillers généraux, l'un européen, l'autre indigène, désignés par l'assemblée départementale.

Cette commission statue sur les réclamations formulées contre les décisions des assemblées communales et, pour les nourrissons dont les parents n'ont pas de domicile de secours communal, dresse l'état des nécessiteux ayant droit au paiement des allocations et procède, le cas échéant, aux radiations reconnues nécessaires.

Art. 13. — Le maire ou l'administrateur recueille les renseignements de nature à éclairer la commission et les lui soumet si les parents du nourrisson ont leur domicile de secours dans la commune. Dans le cas contraire, il les adresse au maire de la commune du domicile de secours ou au préfet. La commission, si elle le juge utile, peut procéder à un complément d'information. Sa décision est portée à la connaissance des intéressés.

CHAPITRE IV

Paiement des allocations

Art. 14. — Une carte numérotée est établie par le maire ou l'administrateur, au nom de chaque bénéficiaire, précisant son identité ; elle comporte quatre coupons ayant le même numéro que la carte et destinés à la justification des paiements effectués, ainsi que des cases pour les constatations et prescriptions médicales touchant la santé de l'enfant.

Les cartes ne sont établies d'office, que pour les enfants dont les familles appartiennent aux douars et agglomérations compris dans le périmètre du centre de visite. Pour les enfants dont les familles ne rentrent pas dans cette catégorie, la carte n'est établie que sur la demande des parents.

Ceux-ci ont néanmoins le droit de présenter leur enfant à la consultation mais le paiement de l'allocation sera différé jusqu'au jour où, sur leurs diligences, une carte leur aura été délivrée.

Art. 15. — Cette carte est remise par le médecin chargé du service, à la mère ou à la personne accompagnant l'enfant lorsque celui-ci est présenté pour la première fois à la consultation. Le médecin y fait indiquer

la date de la vaccination ou de la revaccination ainsi que le résumé de ses constatations et prescriptions.

Art. 16. — Le paiement des allocations est effectué trimestriellement sur l'ordre du médecin par un régisseur comptable qui pourra être l'infirmière ou la gérante de l'infirmerie indigène.

Pour chaque paiement le régisseur comptable détache de la carte et oblitère le coupon afférent au trimestre en cours.

Les bureaux de bienfaisance pourront décider de l'attribution de l'allocation en nature, et alors prendront la charge de la distribution. Lorsqu'il n'y aura pas de bureau de bienfaisance, la substitution de l'allocation en nature à l'allocation en argent devra être proposée par l'assemblée municipale, suivant un règlement approuvé par le préfet.

Le médecin, si l'enfant est mal tenu ou si les prescriptions n'ont pas été suivies, peut ajourner le paiement à sa plus prochaine visite.

Art. 17. — Le régisseur comptable justifie, dans les délais réglementaires, par la production de bordereaux énumératifs, appuyés des coupons, des avances qui lui ont été faites pour le paiement des allocations, sur le budget de l'Algérie auquel sont rattachées, à titre de fonds de concours, les sommes représentant la contribution des communes aux dépenses entraînées pour le paiement des allocations.

CHAPITRE V

Honoraires du personnel médical

Art. 18. — Le médecin chargé du service reçoit une rémunération ainsi calculée :

Chaque visite donne lieu à un honoraire de 1 fr. 50 par enfant lorsque la consultation a lieu à la résidence.

Pour les consultations extérieures, cet émolument est de 2 francs pour les 50 premiers enfants et de 1 fr. 50 au delà avec perception, au minimum, de 100 francs par jour.

Art. 19. — Pour ces déplacements, le médecin perçoit l'indemnité kilométrique fixée par l'arrêté du 2 mai 1924 concernant les agents des eaux et forêts. Selle-ci n'est pas due si le transport a lieu dans la voiture automobile de la commune et plus généralement s'il n'a pas lieu aux frais du médecin.

Les frais de déplacement en chemin de fer sont remboursés au tarif de la deuxième classe.

Art. 20. — L'infirmière visiteuse reçoit la même indemnité kilométrique que le médecin. Toutefois, cette indemnité ne lui est pas due si tous deux usent du même moyen de transport sans augmentation de prix.

Ses frais de déplacement en chemin de fer lui sont également remboursés au tarif de la deuxième classe.

L'infirmière visiteuse a droit, en outre, à une indemnité journalière de 10 francs pour un repas pris hors de la résidence, 20 francs pour deux repas, 30 francs pour une journée avec découcher.

CHAPITRE VI

Consultation des adultes

Art. 21. — Toutes les fois que le médecin se déplacera à l'extérieur pour faire sa consultation, il devra consacrer une partie de son temps à la visite des adultes.

Il devra soigner gratuitement les indigents européens ou indigènes qui se présenteront à cette visite, mais il pourra percevoir des non indigents un honoraire qui ne pourra être inférieur à trois francs ni supérieur à dix francs.

L'auxiliaire médical sera autorisé à assister le médecin, seulement pour la visite des adultes hommes. Il recevra, en cas de déplacement, les mêmes indemnités que les commis de l'assistance publique.

CHAPITRE VII

Mise en vigueur

Art. 22. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur pour chaque commune, le 1er du mois qui suivra l'approbation par le préfet de la délibération relative aux centres de visite, et celles ouvrant les ressources nécessaires au budget de l'exercice 1926 pour la part de la commune.

1er mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général réglementant les pompages dans le Cheliff ou ses affluents. (B. O., 1926, p. 839).

1er mars 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances réglementant le contrôle des déclarations de culture assujetties à l'impôt « Achour ». (J. O. T., 17 mars 1926).

1er mars 1926. — Décret du Bey assujetissant les porteurs de contraintes à la tenue de deux répertoires. (J. O. T., 27 mars 1926).

2 mars 1926. — Décret fixant les cautionnements des comptables publics de l'Algérie. (J. O., 11 mars 1926).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, vu l'article 19 de la loi du 24 avril 1806 qui soumet les comptables publics à l'obligation de fournir un cautionnement; vu l'arrêté du ministre de la guerre du 5 novembre 1841 fixant les cautionnements des comptables des finances en Algérie; vu le décret du 16 janvier 1902 relatif à l'organisation du personnel de la trésorerie d'Algérie; vu le décret du 25 mai 1898 relatif au fonctionnement en Algérie du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre; vu le décret du 21 août 1898 relatif au fonctionnement en Algérie du service des contributions diverses; vu le décret du 20 juillet 1901 relatif au fonctionnement en Algérie du service des douanes; vu l'avis du conseil de gouvernement en date du 6 mars 1925; vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les cautionnements que le trésorier général, les payeurs principaux et les payeurs particuliers de la trésorerie d'Algérie sont tenus de fournir sont fixés au triple du total de leurs émoluments soumis à retenues pour le service des pensions civiles. Ledit total est déterminé, pour les payeurs principaux et les payeurs particuliers, en prenant la moyenne des cinq dernières années.

Art. 2. — Les cautionnements auxquels sont astreints, en Algérie, les receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, les conservateurs des hypothèques, les receveurs des contributions diverses et les receveurs des douanes, sont fixées ainsi qu'il suit : pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est inférieure à 100.000 francs, 4.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 100.000 et 300.000 francs, 6.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 300.000 et 500.000 francs, 8.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes est comprise entre 500.000 et 1.500.000 francs,

10.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 1.500.000 et 5 millions de francs, 15.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 5 millions et 15 millions de francs, 20.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 15 millions et 35 millions de francs, 25.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles est comprise entre 35 millions et et 65 millions de francs, 30.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelle est comprise entre 65 millions et 100 millions de francs, 35.000; pour les titulaires des bureaux dont la moyenne des recettes annuelles dépasse 100 millions de francs, 40.000.

La moyenne des recettes annuelles est basée sur le total des recettes de toute nature (opérations budgétaires et opérations de trésorerie) effectuées dans chaque bureau pendant les cinq dernières années complètes.

Art. 3. — Les cautionnements visés aux deux articles qui précèdent peuvent être constitués soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, soit par la garantie d'association de cautionnement mutuel agréées à cet effet.

Art. 4. — Les conservateurs des hypothèques sont, en outre, assujettis à un cautionnement affecté à la garantie des tiers et fixé comme suit : pour les titulaires de conservations d'hypothèques des autres classes, 40.000.

Ce cautionnement peut être constitué soit en rentes sur l'Etat, soit en immeubles situés en Algérie ou en France.

Art. 5. — En ce qui touche le cautionnement supplémentaire qu'ils doivent fournir en qualité de conservateurs des hypothèques maritimes, les receveurs des douanes de l'Algérie sont soumis aux dispositions de l'article 5 du décret du 18 juin 1886.

Art. 6. — Les dispositions des articles précédents seront immédiatement appliquées à tous les comptables en fonctions. Le montant du nouveau cautionnement de chaque comptable ne sera pas modifié pendant la durée de son séjour dans son poste actuel.

Art. 7. — A chaque mutation, le cautionnement du comptable entrant sera fixé conformément aux dispositions des articles 1er à 5 du présent décret, pour toute la durée du séjour du comptable dans son poste.

Art. 8. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie réglementant les conditions de recrutement, de nominations, d'avancement et de discipline des huissiers en Algérie. (B. O., 1926, p. 548).

Vu le décret du 5 août 1908 concernant la nomination des huissiers en Algérie; vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1842; vu l'article 1er du Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 et l'article 10 du règlement d'administration publique du 21 août 1866; vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; vu le décret du 27 juin 1901 plaçant sous la haute autorité du gouverneur général de l'Algérie le personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie; vu le décret du 7 août 1919; vu le décret du 2 février 1922; vu le décret du 27 octobre 1925 dont le dispositif est ainsi libellé : « Le Gouverneur général réglemente, par des arrêtés pris en conseil de gouvernement, les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement des officiers publics et ministériels ainsi que toutes autres mesures relatives aux congés et à la discipline de ce personnel. Il statue également dans les mêmes formes sur toutes les questions de créations ou suppressions d'offices, et, d'une manière générale, sur toute l'organisation du régime des officiers publics et ministériels de l'Algérie »; vu la délibération des assemblées algériennes en date des 9 et 10 novembre 1925 portant création d'une taxe sur les offices

publics et ministériels; sur la proposition du secrétaire général du gouvernement, le conseil du gouvernement entendu,

CHAPITRE PREMIER. — RECRUTEMENT

Art. 1cr. — Nul ne peut être nommé huissier en Algérie : 1° s'il n'est français; 2° s'il n'est âgé de 25 ans accomplis; 3° s'il ne jouit pas de ses droits civils, civiques et politiques; 4° s'il n'a satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée.

Les candidats aux fonctions d'huissiers devront, en outre, justifier qu'ils ont subi avec succès les épreuves du concours réglementé par les articles 5 et 7.

Art. 2. — Ne pourront prendre part à ce concours que les candidats qui, outre les conditions fixées à l'article 1er justifieront hors les cas de dispenses prévus à l'article 4, de l'accomplissement d'un stage ininterrompu de 4 années en qualité soit de clerc chez un huissier, un avoué ou un notaire, soit de commis-greffier d'une cour, d'un tribunal civil ou d'une justice de paix, soit de secrétaire de la première présidence et du parquet général, soit de commis titulaire de l'enregistrement et des domaines, ou d'une conservation d'hypothèques.

Art. 3. — Le stage sera constaté par une inscription sur un registre tenu au parquet du tribunal civil, sur présentation d'un certificat délivré par le magistrat, le fonctionnaire ou l'officier ministériel employeur du clerc intéressé.

Art. 4. — La durée du stage est réduite à deux ans pour les candidats titulaires du diplôme de licencié en droit, de bachelier en droit, du certificat de capacité en droit. Sont dispensés de tout stage les anciens huissiers ayant exercé en France ou en Algérie.

Art. 5. — A titre transitoire, la durée du stage est réduite à 2 ans pour les candidats qui ont fourni utilement leur demande de nomination avant la promulgation du présent arrêté.

Art. 6. — Tous les aspirants aux fonctions d'huissier en Algérie, après avoir justifié qu'ils remplissent les conditions énumérées aux articles précédents, seront appelés à concourir devant une commission composée de : 1° un conseiller de gouvernement, président; 2° un conseiller de la cour; 3° un représentant du parquet général; 4° deux huissiers en exercice.

Les membres de cette commission seront désignés par le gouverneur général, sur la proposition de leurs chefs respectifs. La commission sera unique et siégera à Alger.

Art. 7. — Le concours aura lieu toutes les fois que les besoins du service l'exigeront. La date en sera fixée par un arrêté du gouverneur général, publié au moins deux mois à l'avance, qui déterminera le nombre des places mises au concours. Ce nombre ne pourra dépasser une fois et demie la moyenne des vacances des 3 dernières années. La liste des candidats admis à prendre part au concours sera arrêtée par le gouverneur général.

Art. 8. — Le concours prévu à l'article 7 comprendra des épreuves écrites et des épreuves orales. Les épreuves écrites comporteront trois compositions : 1re composition : sur une question de pratique courante; 2e composition : sur l'organisation judiciaire en Algérie; 3e composition : rédac- d'une question de législation algérienne.

Une durée de trois heures est accordée pour chacune des épreuves.

Les épreuves orales comporteront : des interrogations sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à la pratique des fonctions d'huissier : notions principales, 1° de droit civil; 2° de droit commercial; 3° de procédure civile; 4° des voies d'exécution.

L'examen oral sera public et passé devant l'ensemble de la commission.

La notation des épreuves, tant écrites qu'orales se fera conformément à l'échelle ci-après : 0, nul ; 1, 2, 3, très mal; 4, 5, 6, mal; 7, 8, 9, médiocre; 10 passable; 11, 12, 13, assez bien; 14, 15, 16, bien; 17, 18, 19, très bien, 20 parfait.

Ne seront déclarés admissibles aux épreuves orales que les candidats qui auront les 7/10 de l'ensemble des points attribués pour les compositions écrites.

Art. 9. — Pour les épreuves écrites, la commission choisira, le jour de la séance, 5 sujets pour chacune des compositions. Les sujets de concours seront tirés au sort en présence des candidats.

Art. 10. — A la fin de ses opérations la commission en dressera un procès-verbal et le transmettra au gouverneur général avec une liste de classement établie par ordre de mérite qui ne vaudra que pour les nominations aux postes de 3e classe.

CHAPITRE II. — NOMINATION ET AVANCEMENT

Art. 11. — Les offices d'huissiers sont concédés gratuitement. Toutefois, ils sont soumis à une redevance annuelle dont le taux et les modalités seront déterminés par arrêté du gouverneur général.

Art. 12. — Les études d'huissier sont réparties en trois classes, conformément au tableau ci-annexé suivant leur produit, l'importance de la population et l'agrément de la résidence.

Le produit des études sera déterminé périodiquement par une vérification de la comptabilité des offices d'huissier, confiée à des agents des services financiers, désignés par le gouverneur général.

Art. 13. — Tout huissier débutant ne pourra être nommé qu'à la 3e classe.

Art. 14. — Les promotions ne pourront se faire qu'à la classe immédiatement supérieure. Une ancienneté de cinq ans au moins sera exigée pour le passage d'une classe dans une autre. Toutefois, en cas de vacance d'un poste et à défaut de candidats réunissant l'ancienneté prescrite pour ouvrir un droit à l'obtention de ce poste, le gouverneur général pourra, sur présentation des chefs de la cour, désigner un candidat déjà titulaire d'une étude correspondant à la classe immédiatement inférieure à celle du poste à pourvoir.

Par mesure transitoire, il sera procédé à un classement des huissiers actuellement en fonctions en vue de déterminer la classe personnelle à laquelle leur donne droit l'anciennté de leurs servics et leurs notes antérieures. Ce classement n'entraînera obligatoirement aucune mutation de charges, mais pourra servir pour la nomination des intéressés à un poste correspondant à leur classe personnelle, alors même qu'ils seraient pourvus d'un office de classe inférieure.

Art. 15. — Les promotions se feront au choix jusqu'à épuisement des candidats dont les noms figureront sur un tableau d'avancement arrêté annuellement par le gouverneur général, sur les propositions des chefs de la cour. Le nombre des inscriptions ne pourra dépasser le double de la moyenne des vacances des 5 dernières années.

Le gouverneur général aura toujours de droit de rayer du tableau un candidat qui aura commis une faute grave.

Les huissiers inscrits au tableau d'avancement pourront obtenir une nomination à la classe supérieure à titre personnel et sans mutation de poste.

Le classement prévu au présent article sera établi sur les propositions des chefs de la cour par une commission composée comme suit : Le secrétaire général du gouvernement ou son délégué, président; le premier président de la cour d'appel ou son délégué; le procureur général près la cour d'appel ou son délégué; le directeur de l'intérieur ou son délégué; le chef du 1er bureau de l'intérieur remplira les fonctions de secrétaire.

CHAPITRE III. — DISCIPLINE — CONGÉ

Art. 16. —Indépendamment des peines qui seraient encourues par eux, pour omission, irrégularités ou autres violations et inobservations des règles prescrites par les lois et règlements qui leur sont applicables, les huissiers seront passibles, pour tous manquements aux devoirs de leur profession, des peines disciplinaires suivantes : 1° rappel à l'ordre; 2° réprimande; 3° blâme avec inscription au dossier; 4° suspension pendant trois mois ou plus; 5° changement de résidence avec ou sans rétrogradation de grade; 6° mise en disponibilité; 7° révocation.

Le rappel à l'ordre et la réprimande seront prononcés par le premier président ou le procureur général, sur le rapport du président du tribunal ou du procureur de la République près le tribunal de la résidence de l'huissier incriminé, après que celui-ci aura été dûment appelé à fournir ses explications par écrit. Notification écrite sera toujours faite à l'intéressé de la peine prononcée contre lui et le gouverneur général en sera informé sans retard par le procureur général et le premier président.

Art. 17. — Les autres peines sont prononcées par le gouverneur général après avis d'un conseil de discipline composé comme suit : un conseiller de gouvernement, président; un représentant de la cour, membre; un représentant du parquet général, membre, désignés annuellement par le gouverneur général, sur la proposition de leurs chefs respectifs, et un huissier nommé, dans chaque cas, par le gouverneur général sur l'avis du premier président et du procureur général.

Le représentant du parquet général remplira les fonctions de rapporteur.

Art. 18. — La procédure à suivre devant le conseil de discipline est ainsi réglée :

Les membres du conseil sont convoqués par lettres personnelles indiquant le jour, le lieu et l'objet de la convocation. L'huissier incriminé est invité à comparaître, en personne, devant le conseil. Il peut se faire assister par un avocat ou un de ses confrères. Il ne peut pas se faire représenter.

Art. 19. — Le rapporteur notifie à l'inculpé, dix jours au moins avant la date fixée pour la réunion du conseil, la nature des griefs relevés contre lui. L'accomplissement de cette formalité est mentionné au procès-verbal contenant l'avis du conseil.

Le rapporteur donne à l'intéressé communication du dossier de l'affaire, entend ses explications et reçoit de lui les pièces qu'il peut avoir à présenter pour sa défense.

A l'ouverture de la séance, le président, après avoir fait introduire l'inculpé, donne lecture de l'arrêté convoquant et constituant le conseil de discipline. Si l'intéressé, régulièrement convoqué, ne comparaît pas, sans cause d'excuse reconnue légitime, il est passé outre et il est fait mention de son absence au procès-verbal contenant l'avis du conseil.

Art. 20. — Le raporteur fait son rapport et donne, en tant que besoins, lecture des pièces constituant le dossier de l'affaire. L'huissier incriminé présente, soit lui-même, soit par l'organe de son défenseur, ses

observations et sa défense. Les membres du conseil peuvent, par l'organe du président, lui adresser telles questions qu'ils jugeront convenables. Le président consulte les membres du conseil pour savoir s'ils se trouvent suffisamment éclairés. Dans le cas de l'affirmative, il fait retirer l'intéressé et son défenseur. Le rapporteur donne lecture de ses conclusions écrites et les dépose entre les mains du président qui recueille les voix, en commençant par le rapporteur et en continuant par les autres membres dans l'ordre inverse de l'énumération donnée à l'article 17. Il émet son opinion le dernier. Sa voix est prépondérante en cas de partage des voix. L'avis du conseil doit être motivé.

Art. 21. — Le procès-verbal contenant cet avis est signé par tous les membres et soumis avec toutes les pièces du dossier au gouverneur général.

Art. 22. — Les séances du conseil de discipline ont lieu à huis clos. Le conseil est dissout de plein droit aussitôt qu'il a donné son avis sur l'affaire pour laquelle il a été convoqué.

Art. 23. — Les congés sont accordés aux huissiers par le procureur général, d'accord avec le premier président, à charge par eux d'en rendre compte au gouverneur général lorsque leur durée dépassera un mois.

Art. 24. — Les huissiers de première classe ne pourront rester en fonctions que jusqu'à l'âge de 70 ans. Toutefois, par mesure transitoire, ceux qui, au 1er mars 1926, seront âgés de plus de 55 ans pourront exercer jusqu'à 75 ans et ceux qui seront âgés de plus de 70 ans auront la faculté, quel que soit leur âge, de rester en fonctions pendant une période de 5 ans.

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 25. — Il n'est pas dérogé à celles des dispositions du décret du 5 août 1908 ni à toutes autres actuellement en vigueur, auxquelles le présent arrêté n'apporte aucune modification.

Art. 26. — Toutes dispositions contraires aux présentes sont abrogées.

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie abrogeant les dispositions des arrêtés des 20 janvier et 13 mai 1924 allouant des indemnités exceptionnelles et temporaires aux fonctionnaires des cadres supérieurs de l'administration centrale du gouvernement général et de l'office de l'Algérie. (B. O., 1926, p. 519).

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les traitements du personnel commissionné de l'office du gouvernement général de l'Algérie à Paris. (B. O., 1926, p. 516).

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les traitements des dames employées et des dames dactylographes appartenant aux services de l'administration algérienne. (B. O., 1926, p. 512).

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les nouveaux traitements et les classes que comportent les emplois de l'administration centrale du gouvernement général. (B. O., 1926, p. 507).

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les traitements des huissiers, concierges et gardiens de bureaux, garçons de laboratoire ou employés assimilés appartenant aux services de l'administration algérienne. (B. O., 1926, p. 514).

4 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les nouveaux traitements des inspecteurs et agents de la sécurité générale, de

la sûreté départementale et des commissaires de police. (B. O., 1926, p. 1229).

4 mars 1926. — **Décret** déclarant exécutoires en Algérie les dispositions des articles 1er et 2e du décret du 26 mars 1921, relatif à la perception du droit de timbre à l'entrée des salles de jeux en Algérie. (J. O. du 13 mars 1926).

5 mars 1926. — **Décret** concédant au personnel civil soumis au décret du 11 mai 1907 et au personnel soumis au régime des pensions civiles en fonctions dans les établissements militaires en Tunisie une allocation spéciale de séjour. (J. O. des 15-16 mars 1926).

5 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel de l'administration départementale. (B. O., 1926, page 1048).

5 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les salaires des auxiliaires employés dans les services civils de l'Etat en Algérie. (B.O. 1926, p. 1031).

5 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les traitements du personnel de la surveillance de la pêche. (B. O., 1926, p. 1288).

5 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des commis, des agents de bureau, des adjoints techniques du service des ponts et chaussées. (B. O., 1926, p. 1277).

5 mars 1926. — **Arrêté du Premier Ministre du Bey** relatif à l'examen pour l'obtention du diplôme d'amine d'agriculture sans spécialité dit d'amine spécialisé. (J. O. T., 22 mai 1926).

5 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel des communes mixtes. (B. O., 1926, p. 1226).

6 mars 1926. — **Décret du Bey** modifiant les paragraphes 3 et 4 de l'article 2 du Code Tunisien de Procédure Civile. (J. O. T., 20 mars 1926).

(Erratum J. O. T. 21 avril 1926).

Art. 1er. — Les alinéas 3 et 4 de l'article 2 du Code tunisien de procédure civile sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Les tribunaux régionaux jugent en dernier ressort les actions personnelles ou mobilières au-dessus de 200 francs jusqu'à 1.000 francs.

« En premier ressort, ils connaissent :

1° Des mêmes actions, lorsque l'intérêt est supérieur à 1.000 francs;

2° Des actions possessoires.

Art. 2. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions entreront en vigueur à dater du 1er avril 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Tunis, 6 mars 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire. — Résident Général de la République Française à Tunis. — Lucien Saint.

6 mars 1926. — **Décret du Bey** modifiant le décret du 13 février 1922 relatif à l'assistance judiciaire devant les tribunaux de droit commun. (J. O. T., 20 mars 1926).

Vu le décret du 13 février 1922 sur l'assistance judiciaire devant les Services Judiciaires tunisiens; — Vu le décret du 3 mars 1926 instituant des taxes fiscales à percevoir sur les affaires soumises aux tribunaux tuni-

siens; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre.

Art. 1er. — Les articles 6, 7 et 8 du décret du 13 février 1922 relatif à l'assistance judiciaire devant les Services Judiciaires tunisiens sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 6. — Dans les trois jours de l'admission à l'assistance judiciaire, le Directeur des Services Judiciaires envoie au Président du Tribunal compétent un extrait de la décision l'avisant que l'assistance est accordée.

S'il s'agit d'acte et procédure d'exécution les pièces sont transmises au Caïd du lieu où l'exécution doit se produire.

Les frais de timbre et d'enregistrement et le coût des insertions au « Journal Officiel » nécessités pour la validité de la procédure, sont payés sans délai au Caïd sur mémoire adressé, avec pièces justificatives, au secrétaire de la Commission.

Tous autres frais d'exécution (honoraires des notaires, salaires des crieurs publics, etc.), sont réglés en fin d'exécution de la même manière que ci-dessus.

Art. 7. — L'avance à faire dans l'intérêt de l'assisté tant les droits de timbre et de l'enregistrement tunisiens que des divers frais énumérés aux 3e et 4e paragraphes de l'article 6 et à l'article 8 du décret du 13 février 1922 sera effectuée par la Direction générale des Finances de la Régence.

Art. 8. — Sont également avancés au profit de l'assisté :

a) Les frais de timbre et d'enregistrement des actes produits par l'assisté pour justifier de ses droits et qualités;

b) Les sommes dues par l'assisté pour contravention au décret sur le timbre et l'enregistrement;

c) Les frais de transport des juges, d'experts et le coût des actes notariés dont l'établissement aura été autorisé par le tribunal ou le juge commis.

Art. 2. — Notre Ministre de la Justice, et Notre Directeur général des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er avril 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Tunis, le 6 mars 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire. — Résident Général de la République Française à Tunis. — Lucien Saint.

6 mars 1926. — Décret du Bey modifiant les articles 6, 7 et 8 du décret du 15 septembre 1923 relatif à l'assistance judiciaire devant le tribunal rabbiniquc. (J. O. T., 20 mars 1926).

6 mars 1926. — Décret réglementant la liquidation des dépens devant les tribunaux du Charaâ. (J. O. T., 20 mars 1926).

Vu le décret du 25 mai 1876 sur le fonctionnement du Charaâ de Tunis et des Charaâs et tribunaux de cadi de l'intérieur; — Vu le décret du 3 mars 1926 instituant des taxes fiscales à percevoir sur les affaires soumises aux tribunaux tunisiens; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre.

Art. 1er. — Tout jugement rendu par les juridictions du Charaâ devra contenir la liquidation des dépens.

Art. 2. — Les dépens sont à la charge de la partie qui succombe; néanmoins ils peuvent être répartis entre les parties, si celles-ci succombent respectivement sur quelques chefs.

Art. 3. — Si la liquidation des dépens au jugement n'est pas possible, le greffier délivrera ultérieurement un exécutoire de dépens sur le

vu de la taxe du cadhi ou bach-mufti sans qu'il soit besoin d'une nouvelle procédure.

Art. 4. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions entreront en vigueur dans la circonscription du Charaâ de Tunis à dater du 1er avril 1926.

Les dates d'entrée en vigueur pour les autres circonscriptions seront fixées ultérieurement.

Tunis, le 6 mars 1926. — Vu pour promulgation et mise à exécution. — Le Ministre Plénipotentiaire. — Résident Général de la République Française à Tunis. — Lucien Saint.

6 mars 1926. — Décret modifiant certains articles du Code tunisien de procédure civile. (J. O. T., 20 mars 1926).

Vu les articles 97, 100, 102, 104, 119 et 135 du Code tunisien de procédure civile; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre;

Art. 1er. — Les articles 97, 100, 102, 104, 119, 123 et 135 du code tunisien de procédure civile sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

Art. 97. — « L'appelant qui succombe est passible d'une amende de « 30 fr. à 100 fr., sans préjudice des dommages-intérêts à la partie, s'il y a lieu ».

Art. 100. — « La tierce opposition est reçue par le tribunal qui a rendu « le jugement, consignation préalablement faite d'une somme de 300 fr. « en vue de l'amende prévue à l'article 102. Les indigents et les Admi- « nistrations publiques sont dispensés de ladite consignation ».

Art. 102. — « En cas de rejet de la tierce opposition, la partie qui l'a « introduite est passible d'une condamnation de 40 à 300 francs, sans « préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu ».

Art. 104. — « Aucune demande d'évocation n'est examinée, si elle n'est « accompagnée d'une quittance délivrée par le Receveur de l'enregistre- « ment de Tunis, constatant la consignation d'une somme de 500 francs « représentant le montant de l'amende à laquelle est condamné le deman- « deur succombant.

« Il est fait exception pour les indigents qui auront obtenu l'assistance « judiciaire; en ce cas le délai de 30 jours prévu à l'article 105 comptera « du jour de la demande d'assistance.

« Les Administrations publiques sont dispensées de la consignation.

« Le désistement du pourvoi s'il est notifié au greffe de révision poste- « rieurement au dépôt des conclusions du Ministère public audit greffe ne « donnera pas lieu à restitution de l'amende ».

Art. 119. — « S'il est prouvé par la vérification d'écritures, que la « pièce est écrite ou signée par celui qui l'a déniée, il est passible d'une « amende de 150 à 300 francs sans préjudice de dommages-intérêts ».

Art. 123, *dernier alinéa.* — « Le demandeur qui a succombé est passible « d'une amende de 150 à 300 francs sans préjudice des dommages-intérêts « envers la partie et de poursuites pénales, s'il y échet ».

Art. 135, *dernier alinéa.* — « Le demandeur qui a succombé « amende de 900 francs, sans préjudice de dommages-intérêts ».

Art. 2. — Notre Ministre de la Justice et Notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur le 1er avril 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution; — Tunis, le 6 mars 1926; — Le Ministre Plénipotentiaire, — Résident Général de la République Française à Tunis, — Lucien Saint.

8 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie fixant les nouveaux traitements et les classes des caïds des communes mixtes de l'Algérie. (B. O., 1926, p. 744).

8 mars 1926. — Loi autorisant la ratification de l'avenant du 26 septembre 1923 à la convention conclue entre la France et la Tunisie, le 20 mars 1888 (déjà modifié par avenant du 25 novembre 1891) relatif à la pose d'un deuxième câble entre la France et la Tunisie. (J. O., 15 - 16 mars 1926).

9 mars 1926. — Décret portant suppression du bureau de contrôle auxiliaire de la garantie des matières d'or et d'argent de Tlemcen. (J. O., 18 mars 1926).

9 mars 1926. — Décret relatif à la concession des terre-pleins du port d'Alger. (J. O., 18 mars 1926).

9 mars 1926. — Arrêté du Premier Ministre portant réglementation du commerce de la boulangerie. (J. O. T., 20 mars 1926).

9 mars 1926. — Arrêtés des Directeurs généraux des Finances et des Travaux Publics réglementant la Caisse des Retraites des agents des chemins de fer des réseaux tunisiens. (J. O. T., 28 avril 1926).

10 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des commis auxiliaires permanents. (B. O., 1926, p. 1236).

11 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général modifiant l'article 1er de l'arrêté du 17 février 1926, groupant, par catégories, les fonctionnaiet employés civils servant en Algérie, faisant partie de l'administration générale ou appartenant à des administrations coloniales. (B. O., 1926, p. 1694).

12 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des contrôleurs et des commissaires enquêteurs. (B. O., 1926, p. 1212).

12 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des commis interprètes. (B. O., 1926, p. 1210).

12 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant fixation des nouveaux traitements des opérateurs auxiliaires. (B. O., 1926, p. 1214).

13 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général complétant le tableau annexé à l'arrêté du 6 juin 1922, fixant les indemnités spéciales accordées au personnel des écoles indigènes (B. O., 1926, p. 1265).

15 mars 1926. — Décret relatif aux tarifs postaux (J. O. T., 28 avril 1926).

15 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les classes et les traitements des cadis des mahakmas de l'Algérie du Nord (B. O., 1926, p. 1197).

15 mars 1926. — Arrêté du gouverneur général fixant les nouveaux traitements des cadis des mahakmas ibadites de l'Algérie du Nord (B.O. 1926, p. 1199).

15 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des mouderrès (B. O., 1926, p. 1184).

15 mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des agents auxiliaires du service topographique (B. O. 1926, p. 1219).

16 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel du service d'architecture des écoles indigènes (B. O., 1926, p. 1186).

16 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant la valeur de la journée de travail, pour la perception des amendes de simple police (B. O., 1926, p. 1235).

16 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des agents titulaires du service topographique (B. O., 1926, p. 1220).

16 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les traitements des maîtres et gardiens de phares (B. O., 1926, p. 1286).

16 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des dames dactylographes, des gardiens de bureau, garçons de laboratoire et chaouchs du service des ponts et chaussées (B. O., 1926, p. 1283).

18 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** interdisant les forages susceptibles de ruiner les propriétés voisines (B. O., 1926, p. 1268).

22 mars 1926. — **Décret** fixant à 45.000 fr. le nouveau traitement du secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie (J. O., 28 mars 1926).

22 mars 1926. — **Décret** fixant les nouveaux traitements des conseillers rapporteurs près le conseil de gouvernement de l'Algérie (J. O., 28 mars 1926. — B. O., 1926, p. 1033).

22 mars 1926. — **Décret** fixant les nouveaux traitements des fonctionnaires de l'administration préfectorale de l'Algérie (J. O., 28 mars 1926. — B. O., 1926, p. 1055).

22 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** modifiant le taux de l'indemnité de logement attribuée aux gardiens de poudrières (B. O., 1926, p. 1167).

22 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des commis et préposés des forêts (B. O., 1926, p. 965).

22 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des professeurs des médersas (B. O., 1926, p. 859).

22 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des oukkafs des médersas (B. O., 1926, p. 861).

23 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant le traitement du personnel administratif et du personnel de surveillance des établissements pénitentiaires de l'Algérie (B. O., 1926, p. 973).

27 mars 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des expéditionnaires du service des tabacs (B. O., 1926, p. 1169).

27 mars 1926. — **Décret beylical** reportant au 1er avril 1926 la date d'entrée en vigueur du décret du 3 mars 1926 relatif à la perception des droits d'enregistrement et de timbre sur les jugements des tribunaux indigènes (J. O. T., 24 avril 1926).

27 mars 1926. — **Décret beylical** répartissant en trois circonscriptions les amines d'agriculture de la spécialité « oliviers » du caïdat de Téboursouk (J. O. T., 14 avril 1926).

28 **mars 1926. — Décision du Gouverneur général** appliquant au personnel des voies ferrées d'intérêt local, les échelles des salaires des agents des grands réseaux (B. O., 1926, p. 1170).

29 **mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général** rapportant celui du 30 novembre 1925 relatif à l'importation des animaux vivants (B. O., 1926, p. 1160).

29 **mars 1926. — Circulaire du Gouverneur général** relative à la répression des fraudes sur les margarines (B. O., 1926, p. 1159).

30 **mars 1926. — Décret** fixant les taxes de colis-postaux expédiés de Tunisie à destination de la France continentale, de la Corse, de l'Algérie et du Maroc (J. O., 28 avril 1926).

31 **mars 1926. — Loi** prorogeant jusqu'au 1er juillet 1926 la législation sur les loyers, en ce qui concerne les locaux à usage industriel ou commercial (J. O., 1er avril 1926).

31 **mars 1926. — Arrêté du Gouverneur général** fixant les indemnités accordées aux administrateurs et administrateurs-adjoints de communes mixtes, pour transports judiciaires, et tenue d'audiences comme officiers du ministère public (B. O., 1926, p. 1193).

1er **avril 1926. — Loi** réglant, à partir du 1er avril 1926, les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation (J. O., 2 avril 1926. — B. O., 1926, p. 1478).

1er **avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général** fixant le taux des indemnités à allouer aux agents des services financiers pour frais d'assiette de la taxe sur les locations en garni (B. O., 1926, p. 1493).

1er **avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général** portant modification à la composition de la commission instituée par l'arrêté du 26 mars 1920 pour la fixation du tarif des frais médicaux, en matière d'accidents du travail (B. O., 1926, p. 1386).

1er **avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général** relatif à l'impôt sur le produit des jeux de hasard dans les cercles (B. O., 1926, p. 1460).

Vu la décision des délégations financières en date du 20 juin 1925 ; — le décret du 18 septembre 1904, qui a rendu applicable en Algérie la loi du 1er juillet 1901; l'arrêté interministériel du 14 novembre 1923; — le décret du 28 janvier 1926 et notamment l'article 32 qui prévoit que des arrêtés du gouverneur général règleront les détails d'application dudit décret; — le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — le conseil de gouvernement entendu; sur la proposition du secrétaire général du gouvernement.

Article 1er. — En dehors des fonctionnaires chargés, dans la Métropole, du contrôle des jeux sur l'ensemble du territoire et appelés à exercer leurs fonctions en Algérie, peuvent pénétrer dans tous les cercles de la Colonie :

1° **Pour la sécurité générale** : Le Directeur et le sous-directeur de la sécurité générale; le contrôleur général des recherches judiciaires à la direction de la sécurité générale en Algérie; le chef de section de la direction de la sécurité générale qui a, dans ses attributions, le service des jeux.

2° **Pour les finances** : Ceux des agents de l'administration des contributions diverses qui auront été nominativement désignés par le gouverneur général.

L'entrée de ces différents fonctionnaires dans les cercles est subordonnée à la présentation de leur commission ou d'une carte d'identité.

Quant aux fonctionnaires qui ne peuvent pénétrer que dans les cercles situés dans la circonscription territoriale où ils exercent leurs fonctions, ce sont : — 1° Le préfet — le sous-préfet — les agents désignés par le préfet et pris de préférence parmi les commissaires de la sûreté départementale; — 2° Les directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions diverses, ainsi que les agents de cette administration qui auront été désignés par le directeur départemental.

Les fonctionnaires de cette seconde catégorie justifient de leur qualité au moyen des commissions ou autres pièces d'identité officielles dont ils sont munis. Notamment les agents chargés de la police des jeux devront produire une ampliation de la décision qui les aura désignés, et les agents des contributions diverses chargés du contrôle permanent du produit brut des jeux, la lettre de service du directeur.

Art. 2. — Le contrôle permanent du produit brut des jeux dans chaque cercle est confié à un agent des contributions diverses spécialement désigné à cet effet par le directeur départemental.

En dehors des agents spécialement désignés pour assurer le contrôle permanent de chaque cercle, les directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions diverses ont qualité, dans les cercles situés à l'intérieur de leurs circonscriptions respectives, pour effectuer, aussi bien dans les bureaux du secrétariat que dans les salles de jeu, toutes les opérations de vérification autres que l'établissement du bordereau de versement décadaire.

Art. 3. — Les agents désignés par les préfets pour assurer la police des jeux, ont pour mission essentielle de veiller à ce que tout se passe correctement dans les salles de jeux, tant au point de vue de la sincérité de la partie elle-même que du détachement régulier des tickets de contrôle de la cagnotte.

Possédant, au même titre que les agents des contributions diverses, le droit de faire compter les cagnottes et de vérifier les différents éléments de la comptabilité spéciale des salles de jeu, ils ont, comme ces derniers, qualité pour rechercher et réprimer toutes les fraudes qui auraient pour objet de dissimuler une partie du produit brut des jeux et de réduire ainsi le rendement de l'impôt.

Ces fonctionnaires veillent, d'autre part, à ce que nul ne puisse prendre part aux jeux sans être membre du cercle, à ce qu'aucun interdit de jeux, ne s'introduise dans le cercle comme membre ou comme employé et à ce qu'aucune personne étrangère au comité de direction des jeux ne s'immisce dans la direction des jeux.

Ils exercent une surveillance générale sur le personnel des jeux et sur les joueurs suspects pour provoquer, s'il y a lieu, les décisions d'interdiction de jeux qui leur paraîtraient justifiées.

Art. 4. — En dehors du bordereau prévu par l'article 23 du décret règlementaire (modèle n° 6) qui, bien que signé par les représentants du cercle, est établi par un agent de l'administration des finances, la comptabilité spéciale des jeux, dont la tenue est prescrite par les articles 21 et 27 du décret précité comporte les documents suivants:

1° Les carnets de tickets (articles 19 et 20 du décret, mod. n° 1); — 2° Le compte d'emploi des carnets de tickets (art. 19, mod. n° 2); — 3° Les carnets d'enregistrement des cagnottes (art. 20, mod. n° 3); — 4° Le registre de contrôle du produit brut des jeux (art. 21, mod. n° 4); — 5° Le carnet des prélèvements sur le produit brut des jeux (art. 21, mod. n° 5); — 6° Les relevés récapitulatifs mensuels (art. 24, mod. n° 7).

Ces cinq derniers documents sont tenus dans les conditions de régularité exigées pour les livres de commerce. Ils ne doivent présenter ni interlignes, ni blancs, ni lacunes, ni transports en marge, ni grattages ou surcharge. En cas d'erreur, les rectifications sont faites à l'encre rouge et approuvées en toutes lettres par ceux des représentants du cercle qui ont signé le document.

La comptabilité spéciale des jeux est tenue par année, du 1er janvier au 31 décembre. Le 1er janvier, l'on part de zéro pour obtenir, au 31 décembre, le total du produit brut des jeux de l'année entière.

Art. 5. — Les tickets à souche, qui sont les mêmes que ceux employés dans les casinos régis par le décret du 8 avril 1908, sont de quatre valeurs différentes : 0 fr. 50, 5 fr., 20 fr. et 100 fr.; ils sont imprimés par l'Imprimerie nationale sur un fond de sûreté dont la couleur varie suivant la valeur. Ils sont réunis par carnets de 200 tickets et portent un numéro d'ordre pris, pour chaque valeur, dans la série ininterrompue des nombres, depuis le n° 1 jusqu'au n° 1.000.000. Le numéro du premier ticket commençant chaque carnet est reproduit sur la couverture du carnet.

Les carnets sont remis aux cercles par le receveur des contributions diverses de leur circonscription contre reçu timbré à 0 fr. 25 signé d'un membre du comité de direction des jeux. Le prix des carnets est remboursé à l'Administration par les cercles. Le receveur perçoit le prix réglementaire au moment de la livraison des carnets et il délivre une quittance à souche timbrée si elle a pour objet une recette supérieure à 10 francs.

Les cercles peuvent se faire remettre en une seule fois le nombre de carnets des différentes valeurs nécessaires pour assurer le service des jeux pendant un mois environ, mais il n'attendent pas l'épuisement de ces carnets pour en demander de nouveaux au receveur.

Au fur et à mesure qu'ils sont terminés, les carnets ne comprenant plus que la couverture et les souches sont restitués à la recette qui délivre, au cercle, un reçu d'ordre non timbré.

Les carnets qui, en raison, soit du départ de l'employé chargé de les utiliser, soit de détérioration, n'auraient pas été complètement terminés, sont rendus dans les mêmes conditions que ceux dont il ne reste que les souches.

Les cercles sont responsables des carnets dont ils sont détenteurs. Dans le cas où, par la suite de perte ou de détournement, un cercle ne pourrait pas produire la totalité des souches des tickets mis à sa disposition, il serait tenu de payer le montant de l'impôt progressif correspondant à la valeur nominale des tickets non représentés.

Le compte d'emploi des carnets de tickets, tenu dans la forme du modèle n° 2, permet de suivre chaque carnet depuis sa livraison au cercle jusqu'à sa restitution, après emploi.

Art. 6. — Le contrôle du produit brut des jeux de hasard repose essentiellement sur l'emploi des carnets de tickets. Ce contrôle fonctionne d'après le principe suivant :

Tout prélèvement opéré au profit de la cagnotte aux différents jeux de hasard donne lieu à la délivrance de tickets d'égale somme détachés d'un carnet à souches. Toute souche n'ayant plus son ticket attenant représente donc un prélèvement d'égale valeur entré dans la cagnotte, et il suffit de totaliser les souches dont les tickets ont été détachés au cours d'une même journée pour connaître immédiatement le produit brut des jeux de la journée envisagée.

D'une manière générale, et à n'importe quel jeu, les tickets qui correspondent à chaque prélèvement au profit de la cagnotte sont détachés séance tenante et ostensiblement par le préposé du cercle chargé de l'en-

caissement qui appelle à haute voix le montant du prélèvement, mais qui procède différemment suivant la manière dont le prélèvement est calculé.

Au baccara à deux tableaux et aux jeux où le prélèvement est calculé sur le montant de la banque primitive et des arrosages successifs, l'opération a lieu avant que le coup ne soit donné. Le préposé commence par appeler à haute voix la somme à prélever et à l'isoler du reste de la banque, puis il détache les tickets pour une valeur égale et introduit enfin la somme dans la cagnotte. Il conserve les tickets auprès de lui et attend, pour les déchirer, que le coup ait été donné et réglé.

Au baccara chemin de fer et aux jeux où le prélèvement est calculé sur le montant du bénéfice réalisé, l'opération a lieu après le coup, dès que le montant du bénéfice a été déterminé, et il y est procédé de la manière indiquée plus haut avant que le coup n'ait été réglé. Les tickets sont déchirés dès que le coup est réglé et avant que le coup suivant ait été engagé.

Aux jeux, enfin, où chaque joueur verse un droit déterminé, le préposé détache les tickets au moment où le joueur prend place à la table et il les lui remet, contre paiement du droit, après avoir inscrit au dos l'heure de leur délivrance. Le joueur qui ne pourrait représenter ses tickets serait astreint au paiement d'un nouveau droit.

Art. 7. — Un timbre à date est apposé avec beaucoup de soin et de manière très lisible sur la couverture et sur la souche du premier ticket de chaque carnet, au moment même où ce carnet est mis en service et il est apposé de nouveau, avec le même soin et avant l'ouverture de la cagnotte, sur la souche du premier ticket à détacher au commencement de la séance suivante. Le numéro du ticket précédent, c'est-à-dire du dernier ticket détaché au cours de la séance, est inscrit à l'encre au verso de la couverture du carnet avec l'indication de la date, de l'heure d'ouverture et du nombre de tickets détachés depuis l'ouverture précédente. Ces opérations sont effectuées en dehors de la table de jeux, par l'employé chargé de la délivrance des carnets de tickets aux préposés et de leur conservation pendant l'intervalle des séances.

Art. 8. — Le produit des jeux déterminés au moyen des carnets de tickets et le comptage des cagnottes est récapitulé par le cercle sur différents registres ou imprimés. Les modèles des documents de comptabilité à tenir par les cercles sont donnés par l'administration. L'emploi de formules imprimées n'est pas obligatoire mais, en tout état de cause, il importe que la contexture et le format de ces pièces et documents soient exactement conformes au modèle officiel. Les indications qui figurent sur les modèles et qui sont relatives à leur mode d'utilisation ont la même valeur impérative que le présent texte.

Art. 9. — Dans un délai de deux jours francs, à compter de la date de l'établissement du bordereau de versement prévu par l'article 23 du décret réglementaire, le Cercle doit verser le montant de l'impôt à la Caisse du receveur des contributions diverses de sa circonscription.

Art. 10. — Les cercles qui ont été dispensés de l'obligation de se servir de tickets sont, aux termes de l'article 27 du décret, autorisés à tenir une comptabilité simplifiée, mais ils restent soumis exactement aux mêmes obligations que les autres cercles. Il en est de même pour les cercles autorisés à remplacer pour certains jeux les carnets de tickets par un appareil enregistreur.

Pour le Gouverneur général absent : Le secrétaire général du gouvernement, H. DUBIEF.

1er avril 1926. — Décret concernant l'état civil des membres de la famille beylicale (J. O. T., 8 mai 1926).

Vu l'article 1er du décret du 26 décembre 1919 rendant obligatoires les déclarations des naissances et des décès; — Vu les articles 43 et 45 du décret du 1er septembre 1920 relatifs à la rectification des actes de l'état civil; — Vu l'article 4 du décret du 26 avril 1921 relatif à l'état civil des membres de la famille beylicale; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre.

Article premier. — Lorsqu'il y aura lieu, pour cause d'erreur ou omission, à rectification d'un acte de l'état civil concernant un prince ou une princesse de Notre famille, il sera statué par Nous sur le rapport de Notre Ministre de la Justice.

Art. 2. — Les maroudhs portant rectification seront immédiatement transcrits sur les registres spéciaux par Notre Ministre de la Justice, et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

Art. 3. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution: — Tunis, le 1er février 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, Résident général de la République française à Tunis, Lucien SAINT.

1er avril 1926. — Décret beylical fixant au 1er mai 1926 la date d'entrée en vigueur des six décrets en date du 6 mars 1926 concernant la législation et la procédure devant les Tribunaux indigènes (J.O. T., 24 avril 1926).

2 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des interprètes (B. O., 1926, p. 1451).

2 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel administratif et du personnel de surveillance des établissements pénitentiaires (B. O., 1926, p. 1399).

2 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des inspecteurs du travail en Algérie (B. O. 1926, p. 1388).

8 avril 1926. — Loi relative à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de Nemours à Marnia (B. O. 1926, p. 1567).

8 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des gardes indigènes des eaux et forêts (B. O., 1926, p. 1510).

8 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel du service sanitaire et maritime (B. O., 1926, p. 1438).

10 avril 1926. — Décret relatif à la réglementation et à la taxation des télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie-sans-fil (J. O., 2 mai 1926).

10 avril 1926. — Décret fixant les surtaxes applicables aux correspondances acheminées par voie aérienne de France en Algérie et d'Algérie en France (J. O., 2 mai 1926).

10 avril 1926. — Arrêté du Directeur général des travaux publics concernant la protection des thonaires au cours de la campagne 1926 (J. O. T., 5 juin 1926).

12 avril 1926. — Arrêté du Ministre des finances relatif à la révision des pensions des anciens payeurs principaux et particuliers d'Algérie (J. O., 21 avril 1926).

12 avril 1926. — Décret portant création d'un poste de suppléant rétribué et d'un poste de commis greffier rétribué par l'Etat à la justice de paix de Fedj-M'Zala (J. O., 15 avril 1926).

12 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre (B. O., 1926, p. 1453).

12 avril 1926. — Décret beylical modifiant le décret organique sur l'enregistrement (J. O. T., 12 mai 1926).

Vu le décret organique sur l'enregistrement du 19 avril 1912; — Après Nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français ; — Sur la proposition de Notre directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre.

Article premier. — L'article 2 du décret du 19 avril 1912 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les actes et jugements passés ou rendus en France, en Algérie ou au Maroc, dont il sera fait usage en Tunisie, ne donneront ouverture, lorsqu'ils auront été assujettis à la formalité en France, en Algérie ou au Maroc, qu'à un complément de droit représentant la différence entre l'impôt exigible en Tunisie et celui qui est exigible au tarif français, algérien ou chérifien.

13 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel (service de l'élevage) (B. O., 1926, p. 1357).

14 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant le nouveau traitement de l'inspecteur régional des mesures antilarvaires (B. O., 1926, p. 1428).

14 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel (école coloniale d'apprentissage de Dellys) (B. O., 1926, p. 1354).

14 avril 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances relatif à l'exportation du Charbon de bois (J. O. T., 17 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant la rétribution des auxiliaires du service algérien (B. O., 1926, p. 1523).

16 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les taux des indemnités pour frais de mission et de déplacement allouées au personnel du service métropolitain (B. O., 1926, p. 1524).

16 avril 1926. — Décret beylical modifiant le tarif des droits de douane concernant les huiles de graissage (J. O. T., 24 avril 1926).

16 avril 1926. — Décret beylical conférant compétence au Directeur général des Finances en matière de remise d'amendes jusqu'à 40.000 fr. (J. O. T., 12 mai 1926).

17 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des commis et des dames employées (B. O., 1926, p. 1455).

17 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel des conservations des hypothèques (B. O., 1926, p. 1466).

17 avril 1926. — Décret beylical majorant les droits spécifiques établis à l'importation des céréales et leurs dérivés (J. O. T., 21 avril 1926).

18 avril 1926. — Décret modifiant l'article 1er du décret du 31 décembre 1925 concernant la location de parcelles de terrains domaniaux aux acquéreurs ou concessionnaires d'origine des terres de colonisation en Algérie installés avant le 1er janvier 1925 ou à leurs ayants droit (J. O., 23 avril 1926. — B. O., 1926, p. 1500).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances; — Vu le décret du 31 décembre 1925, tendant à accorder en location des parcelles de terrains domaniaux aux acquéreurs ou concessionnaires d'origine des terres de colonisation en Algérie installés avant le 1er janvier 1925 ou à leurs ayants droit; — Les propositions du gouverneur général de l'Algérie; le conseil d'Etat entendu,

Article premier. — L'article 1er du décret du 31 décembre 1925 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les acquéreurs ou concessionnaires d'origine des terres de colonisation installés avant le 1er janvier 1925 ou leurs ayants droit, ainsi que les adjudicataires, après déchéance prononcée dans les conditions des articles 15 des décrets des 13 septembre 1904 et 9 septembre 1924, peuvent recevoir en location, à prix nominal, des parcelles de terrains domaniaux situés à proximité des périmètres de colonisation où ils sont installés. »

19 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel des services de l'hygiène et de la santé publiques (B. O., 1926, p. 1430).

19 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel de l'école nationale des Beaux-Arts d'Alger (B. O., 1926, p. 1394).

20 avril 1926. — Décret autorisant la création d'un bureau de bienfaisance musulman à Arzew (Oran) (B. O., 1926, p. 1412).

21 avril 1926. — Arrêté fixant les conditions de mise en disponibilité des inspecteurs et inspectrices du travail (B. O., 1926, p. 1390).

Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation du gouvernement et de la haute administration de l'Algérie; — les deux arrêtés du Gouverneur général, en date du 11 janvier 1909, les arrêtés des 31 janvier 1910, 11 janvier, 10 février et 15 novembre 1912, 18 novembre 1919 et 13 juillet 1920, portant organisation du service de l'inspection du travail en Algérie et fixant les traitements ainsi que les conditions de recrutement et d'avancement du personnel de ce service; — le décret du 1er janvier 1916, qui a introduit dans le règlement métropolitain du service de l'inspection du travail, des dispositions nouvelles permettant de placer les agents de ce service en position de disponibilité sur leur demande; — l'avis émis par le conseil de gouvernement dans sa séance du 26 mars 1926; — Sur le rapport du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et suivant la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — Les inspecteurs et inspectrices du travail en fonctions en Algérie peuvent être mis en disponibilité sur leur demande.

La durée de la mise en disponibilité ou la durée totale des mises en disponibilités successives ne peut, pour un même agent, excéder cinq années.

L'inspecteur ou l'inspectrice du travail en disponibilité n'a droit ni à traitement, ni à avancement.

Art. 2. — L'intéressé ne sera réintégré, sur sa demande, qui si les disponibilités budgétaires le permettent et à la résidence qui sera fixée par le gouverneur général, lors de la première vacance qui se produira après la réception de la demande de réintégration.

Art. 3. — L'inspectrice ou l'inspecteur sera réintégré dans la catégorie d'emploi à laquelle il appartenait au moment de sa mise en disponibilité. Il conservera la classe et l'ancienneté de classe qu'il avait à la date de sa mise en disponibilité.

L'intéressé en disponibilité qui n'aura pas demandé par écrit, avant l'expiration de la période de disponibilité, soit sa réintégration, soit une prorogation de sa disponibilité sera considéré, de plein droit, comme démissionnaire, à moins qu'il ne fournisse par écrit une excuse reconnue valable par le Gouverneur général.

Cette excuse devra, à peine de forclusion, être produite dans les huit jours qui suivront la notification de la mise en demeure que le gouverneur général aura pu adresser à l'intéressé ou sinon, dans les 3 mois qui suivront l'expiration de la période de disponibilité.

La mise en demeure sera notifiée par une lettre recommandée adressée au dernier domicile que l'inspecteur en disponibilité aura fait connaître à l'administration.

Art. 4. — Ne seront pas considérés comme en disponibilité les inspecteurs et inspectrices du travail qui auront pu être détachés dans d'autres services de l'Etat, des départements, des communes, des colonies, des pays de protectorat, des pays étrangers et des établissements publics.

Toutefois, les inspecteurs et inspectrices du travail ne peuvent être ainsi détachés que dans un intérêt public et dans les conditions déterminées par les lois et règlements sur le régime des pensions civiles.

Les inspecteurs et inspectrices détachés conserveront, dans cette position, leurs droit à avancement et à pension.

L'inspecteur ou l'inspectrice du travail détaché pourra être réintégré, sur sa demande, dans la catégorie à laquelle il appartenait, si les disponibilités budgétaires le permettent, et à la résidence qui sera fixée par le gouverneur général, lors de la première vacance qui se produira postérieurement à la réception de la demande de réintégration.

22 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements du personnel (service agricole général). (B. O., 1926, p. 1367).

22 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général abrogeant et remplaçant les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 19 août 1919 portant réglementation du personnel des chefs indigènes des communes mixtes de l'Algérie du Nord (B. O., 1926, p. 1347).

22 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant relèvement des indemnités pour frais d'interim allouées aux médecins de colonisation bénéficiaires de congés (B. O., 1926, p. 1435).

23 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant l'augmentation des indemnités allouées au personnel pour usage de la bicyclette (B. O., 1926, p. 1528).

23 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général relatif au remboursement des frais de gardiennage de leur camp, aux commissaires-enquêteurs (B. O., 1926, p. 1350).

24 avril 1926. — Décret beylical établissant un droit de 3 % sur le prix d'adjudication des produits vendus par le service de la Ghaba (J. O. T., 26 mai 1926).

26 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des archivistes de territoire (B. O., 1926, p. 1564).

2 février 1926. — Décret portant extension à l'Algérie des dispositions du décret du 4 juin 1925 qui soumet à la vérification et au contrôle des vérificateurs des poids et mesures les appareils mesureurs à liquides (J. O., 10 février 1926).

5 février 1926. — Arrêté du Gouverneur général de l'Algérie réglementant l'installation des viviers sur les côtes d'Algérie (B. O., 1926, p. 500).

5 février 1926. — Décret du bey modifiant les dispositions du décret du 20 décembre 1919 relatives au régime fiscal des fabriques de savon (J. O. T., 24 février 1926).

6 février 1926. — Décret fixant à 20 francs pour le permis général algérien et le permis utilisable en France et à 14 francs pour le permis départemental, la quote-part revenant aux communes d'Algérie sur le prix des permis de chasse (J. O., 10 février 1926; B. O., 1926, p. 850).

7 février 1926. .. Décret fixant à 6.000 francs par an et à 15 fr. 65 par jour le taux des indemnités allouées au contrôleur et au contrôleur adjoint des dépenses engagées des chemins de fer algériens de l'Etat (J. O., 13 février 1926).

8 février 1926. — Décret du bey modifiant les règlements relatifs aux réquisitions militaires (J. O. T., 24 février 1926).

Vu la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires; — le décret du 2 août suivant portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi; — le décret du 22 octobre 1900 relatif aux réquisitions à exercer sur le territoire de la Régence en ce qui concerne la population indigène; — sur la proposition de notre ministre de la guerre et sur le rapport de notre premier ministre.

Article unique. — Notre décret du 4 septembre 1907 relatif à l'application en Tunisie de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires et du décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi est modifié ainsi qu'il suit :

TITRE PREMIER. — RECENSEMENT

Art. 3. — Alinéa 7, ainsi conçu :

5° Les chevaux qui n'auraient pas atteint l'âge de cinq ans au 10 janvier est abrogé et remplacé par le suivant :

« 5° Les chevaux qui n'auraient pas atteint l'âge de 4 ans au 1er janvier. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : Tunis, le 8 février 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Résident général de la République française à Tunis. — Lucien Saint.

26 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général modifiant les conditions de recrutement des médecins et chirurgiens-adjoints des hôpitaux civils (B. O., 1926, p. 1444).

26 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux tarifs des frais médicaux, en matière d'accidents du travail (B. O. 1926, p. 1392).

26 avril 1926. — Circulaire du Gouverneur général relative à l'organisation de l'enseignement professionnel (B. O., 1926, p. 1721).

27 avril 1926. — Décret beylical instituant un droit d'exportation de 15 % sur les porcelets (J. O. T., 22 mai 1926).

27 avril 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances relatif à la vente du sel de pêche (J. O. T., 12 mai 1926).

28 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des concierges, appariteurs et chaouchs (B. O., 1926, p. 1471).

28 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des timbreurs et tournefeuilles (B. O., 1926, p. 1457).

30 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouvelles dispositions relatives à l'attribution d'indemnités allouées aux membres du Conseil supérieur (B. O., 1926, p. 1571).

30 avril 1926. — Décret beylical modifiant les droits de sortie sur les volailles et pigeons vivants ou morts et les œufs de volailles (J. O. T., 22 mai 1926).

30 avril 1926. — Arrêté du Directeur général des Travaux publics, postes et télégraphes, modifiant le tarif des analyses effectuées pour le compte des particuliers par le laboratoire du service des mines (J. O. T., 12 mai 1926).

15 avril 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les indemnités à allouer aux agents des contributions diverses chargés de la surveillance des cercles privés (B. O., 1926, p. 2534).

1er mai 1926. — Décret relatif à l'unification des dates de clôture des exercices concernant les comptes d'exploitation et d'établissement des chemins de fer algériens de l'Etat (J. O., 6 mai 1926).

1er mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi et de bachadel (B. O., 1926, p. 1728).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — les décrets des 5 janvier 1870, 17 avril 1889, 31 juillet 1914, 6 mars 1918 et 21 décembre 1921 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie; — l'arrêté du 12 octobre 1914 réglant les conditions des examens temporaires d'aptitude aux fonctions de cadi et de bachadel; — les arrêtés des 16 septembre 1920 et 15 mars 1926 portant règlement du personnel des cadis de l'Algérie du Nord; — les avis du premier président de la cour d'appel d'Alger et du procureur général près la même cour; — sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les cadis des Mahakmas de l'Algérie du Nord sont choisis parmi les bachadels inscrits au tableau d'aptitude pour l'emploi de cadi.

Art. 2. — Les bachadels des Mahakmas de l'Algérie du Nord sont choisis parmi les adels inscrits au tableau d'aptitude pour l'emploi de bachadel.

Art. 3. — Nul ne peut être inscrit au tableau d'aptitude pour les fonctions de cadi s'il ne compte au moins 10 années de services dans les cadres de la justice musulmane, dont 5 en qualité de bachadel, et s'il ne justifie de la possession du diplôme d'études supérieures des médersas ou du certificat d'aptitude à l'emploi de cadi délivré dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 octobre 1914.

Art. 4. — Nul ne peut être inscrit au tableau d'aptitude pour les fonctions de bachadel s'il ne compte au moins cinq années de services

en qualité d'adel et s'il ne justifie de la possession du diplôme d'études supérieures des médersas ou du certificat d'aptitude à l'emploi de bachadel délivré dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 octobre 1914.

Art. 5. — Les inscriptions aux tableaux d'aptitude sont faites, au choix, parmi les candidats remplissant les conditions prévues aux articles précédents. Elles sont arrêtées par le gouverneur général, après consultation de la commission prévue à l'article 6 suivant.

Toutefois, le gouverneur général peut inscrire d'office et sans condition de stage, dans la proportion d'une inscription sur quatre, les candidats justifiant de titres exceptionnels.

Art. 6. — Les propositions pour l'inscription sur les tableaux d'aptitude à l'emploi de cadi et de bachadel, établies par les chefs de la cour d'appel d'Alger, sont examinées dans le courant du mois de décembre de chaque année, par une commission spéciale, ainsi composée :

Président : Le secrétaire général du gouvernement, à défaut, un conseiller de gouvernement délégué;

Membres : Un conseiller de gouvernement désigné chaque année par le gouverneur général;

Le directeur des affaires indigènes au gouvernement général, à défaut, le sous-directeur des affaires indigènes.

L'avocat général chargé du service musulman au parquet général et le fonctionnaire du gouvernement général chargé du service de la justice musulmane ont accès à la commission avec voix consultative.

Art. 7. — Les tableaux d'aptitude, tels qu'ils sont définitivement arrêtés par le gouverneur général, fixent l'ordre d'inscription des différents candidats et déterminent leur tour de nomination au grade supérieur.

Ces tableaux sont valables jusqu'à la publication de ceux de l'année suivante. Ils sont insérés au « Mobacher » dans les trente jours qui suivent leur établissement.

Art. 8. — Chaque tableau d'aptitude comprend un nombre de candidats double de celui des vacances à prévoir au cours de l'année suivante.

Si, dans le cours d'une année, un tableau est épuisé, un tableau supplémentaire peut être établi dans la forme indiquée ci-dessus.

Art. 9. — Les bachadels et les adels qui ont figuré au tableau d'aptitude au cours d'une année et n'ont pas été promus peuvent ne pas être inscrits au tableau de l'année suivante. Ceux qui y sont maintenus prennent rang sur les candidats nouvellement inscrits.

Les candidats qui, postérieurement à leur inscription au tableau, ont encouru l'une des peines disciplinaires prévues par les numéros 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 1er du décret du 6 mars 1918, sont de plein droit rayés du tableau. Ils ne peuvent être réinscrits qu'au tableau de l'année suivante.

Art. 10. — Les propositions d'avancement de classe des cadis, établies par les chefs de la cour d'appel d'Alger, en conformité des dispositions de l'arrêté du 15 mars 1926, sont également soumises à l'examen de la commission prévue à l'article 6 du présent arrêté au cours de sa cession annuelle.

Cet examen terminé, le gouverneur général statue définitivement sur ces propositions.

Art. 11. — Les tableaux d'aptitude, institués par le présent arrêté, seront, pour l'année courante, établis dans le mois qui suivra la publication dudit arrêté.

1er mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi-notaire (B. O., 1926, p. 1731).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — les décrets des 29 août 1874 et 13 décembre 1879 sur l'organisation de la justice musulmane en Kabylie; — les décrets des 17 avril 1889, 31 juillet 1914, 8 mars 1918 et 21 décembre 1921 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie; — l'arrêté du 9 décembre 1915 fixant les conditions de nomination aux fonctions de cadi-notaire et de suppléant de cadi-notaire; — les avis du premier président de la cour d'appel d'Alger et du procureur général près la même cour; — sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les cadis-notaires sont choisis parmi les suppléants inscrits au tableau d'aptitude pour l'emploi de cadi-notaire.

Art. 2. — Nul ne peut être inscrit au tableau d'aptitude s'il ne compte au moins sept années de services comme suppléant de cadi-notaire, et s'il ne remplit pas les conditions d'aptitude fixées par l'arrêté du 9 décembre 1915 pour être nommé cadi-notaire.

Art. 3. — Les inscriptions au tableau d'aptitude sont faites au choix parmi les candidats remplissant les conditions prévues à l'article précédent.

Elles sont arrêtées par le gouverneur général, après consultation de la commission prévue à l'article 4 suivant.

Toutefois, le gouverneur général peut inscrire d'office et sans condition de stage, dans la proportion d'une inscription sur quatre, des candidats justifiant de titres exceptionnels.

Art. 4. — Les propositions pour l'inscription au tableau d'aptitude à l'emploi de cadi-notaire, établies par les chefs de la cour d'appel d'Alger, sont examinées, dans le courant du mois de décembre de chaque année, par une commission spéciale ainsi composée :

Président : Le secrétaire général du gouvernement ou, à défaut un conseiller du gouvernement délégué;

Membres : Un conseiller du gouvernement, désigné chaque année par le gouverneur général;

Le directeur des affaires indigènes au gouvernement général ou, à défaut, le sous-directeur des affaires indigènes;

L'avocat général chargé du service musulman au parquet général et le fonctionnaire du gouvernement général chargé du service de la justice musulmane ont accès à la commission, avec voix consultative.

Art. 5. — Le tableau d'aptitude, tel qu'il est définitivement arrêté par le gouverneur général, fixe l'ordre d'inscription des différents candidats et détermine leur tour de nomination au grade supérieur.

Ce tableau est valable jusqu'à la publication de celui de l'année suivante. Il est inséré au « Mobacher » dans les trente jours qui suivent son établissement.

Art. 6. — Le tableau d'aptitude comprend un nombre de candidats double de celui des vacances à prévoir au cours de l'année suivante.

Si, dans le cours d'une année, le tableau est épuisé, un tableau supplémentaire peut être établi dans la forme indiquée ci-dessus.

Art. 7. — Les suppléants de cadi-notaire, qui ont figuré au tableau d'aptitude au cours d'une année et n'ont pas été promus, peuvent ne pas être inscrits au tableau de l'année suivante. Ceux qui y sont maintenus prennent rang sur les candidats nouvellement inscrits.

Les candidats qui, postérieurement à leur inscription au tableau, ont encouru l'une des peines disciplinaires prévues par les numéros 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 1er du décret du 6 mars 1918, sont, de plein droit rayés du tableau. Ils ne peuvent être réinscrits qu'au tableau de l'année suivante.

Art. 8. — Le tableau d'aptitude institué par le présent arrêté sera, pour l'année courante, établi dans le mois qui suivra la publication dudit arrêté.

1er mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux traitements des employés du service de la vérification des poids et mesures (B. O., 1926, p. 1751).

1er mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant fixation des nouvelles échelles de traitements du personnel de l'institut industriel d'Algérie (B. O., 1926, p. 1746).

1er mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant le mode d'attribution des frais de service du Trésorier général de l'Algérie (B. O., 1926, p. 1859).

1er mai 1926. — Décret beylical modifiant les tarifs des concessions dans les cimetières européens des localités non érigées en communes (J. O. T., 5 juin 1926).

1er mai 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances portant délégation partielle au Directeur de l'Enregistrement du droit de grâce conféré au Directeur général des Finances en matière d'amendes et de droits en sus (J. O. T., 15 mai 1926).

1er mai 1926. — Tableau des modifications apportées aux taxes postales et télégraphiques (J. O. T., 15 mai 1926).

3 mai 1926. — Décret beylical déterminant la procédure à suivre pour l'instruction des réclamations formulées contre la fixation des nouvelles échelles de traitement (J. O. T., 16 juin 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — sur la présentation de Notre Premier Ministre;

Art. 1er. — Les réclamations formulées contre la fixation des nouvelles échelles de traitement seront instruites et jugées conformément aux dispositions ci-après :

Art. 2. — Les réclamations devront, sous peine de déchéance, être déposées à la Résidence Générale de France dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du décret fixant les traitements des fonctionnaires en cause.

Art. 3. — Les réclamations devront être formulées par écrit. Elles seront communiquées à la Direction compétente qui présentera ses observations en réponse dans le délai de quinzaine.

Elles seront examinées au premier degré par une Commission consultative ainsi constituée : les sept Directeurs généraux et Directeurs; — le Président de la Fédération des Fonctionnaires ou le Président de la Fédération Postale pour les agents de cette Administration; — le Représentant du Personnel intéressé; — le Doyen des Directeurs généraux assumera les fonctions de Président; — le Chef du Personnel de chaque Administration intéressée remplira les fonctions de rapporteur. Il aura voix délibérative dans les affaires faisant l'objet de son rapport.

Art. 4. — L'avis émis par la Commission locale sera transmis avec les procès-verbaux des délibérations et l'ensemble des pièces des dossiers

des réclamations à la Mission Métropolitaine de réorganisation, administrative qui, se prononçant au second degré, présentera ses conclusions au Ministre Résident Général après en avoir délibéré avec : un représentant du Ministre Résident Général, le secrétaire de la Fédération des Fonctionnaires français ou le Secrétaire de la Fédération Postale française pour les agents de cette Administration.

Art. 5. — Les conclusions de la Commission seront transmises à la Résident Général pour décision à intervenir : — Vu pour promulgation et mise à exécution. — Tunis, le 3 mai 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire — Résident Général de la République Française à Tunis. — Lucien SAINT.

3 mai 1926. — **Décrets** (1) fixant les nouveaux traitements du personnel des administrations du Protectorat (J. O. T., 16 juin 1926).

3 mai 1926. — **Décret** beylical supprimant l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie, à l'égard des personnels appelés à bénéficier de la révision générale des traitements (J. O. T., 16 juin 1926).

3 mai 1926. — **Arrêtés du Résident général** fixant les traitements du personnel des services de la Résidence générale, des Contrôles civils, du Maghzen du Sud et des Khodjas employés pour l'Administration des Territoires militaires du Sud (J. O. T., 16 juin 1926).

4 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel des écoles d'agriculture (B. O., 1926, p. 1762).

5 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel des travaux publics (B. O., 1926, p. 1893).

5 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements des dessinateurs attachés au cabinet de dessin (B. O., 1926, p. 1723).

5 mai 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** étendant le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux fûts contenant des huiles de graines comestibles (J. O. T., 22 mai 1926).

7 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant attribution d'une indemnité de chaussures et de petit équipement aux huissiers, gardiens de bureau, etc. (B. O., 1926, p. 1712).

8 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** modifiant l'article 1er de l'arrêté du 6 avril 1921, relatif au taux de l'indemnité de fonctions des rédacteurs chargés dans les directions régionales du contrôle des articles d'argent (B. O., 1926, p. 1885).

9 mai 1926. — **Décret** rendant applicable à l'Algérie les dispositions des décrets des 27 mai 1922 et 25 novembre 1924 portant institution d'un diplôme d'état d'infirmière et d'un examen spécial pour les victimes de la guerre (B. O., 1926, p. 2078).

11 mai 1926. — **Loi** complétant les états A et C annexés à la loi du 31 décembre 1925 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1926 (J. O., 12 mai 1926).

---

(1) Au nombre de 9.

12 mai 1926. — Décret portant application à l'Algérie de la loi du 24 décembre 1925 élevant le taux de la compétence en dernier ressort des conseils de prud'hommes (B. O., 1926, p. 1873).

12 mai 1926. — Décret beylical relatif aux réquisitions (J. O. T., 26 mai 1926).

Art. 1er. — Le droit de réquisition, qui appartient à Notre Premier Ministre, peut être délégué par lui aux Contrôleurs civils, aux Caïds, Kahias et Khalifats de classe exceptionnelle, pour être exercé dans les circonstances qui exigent la collaboration obligatoire de nos sujets à la bonne marche des services publics.

Ce droit ne s'appliquera qu'à l'occasion de la location de moyens d'attelage ou de transport individuels nécessaires aux agents de nos Services.

Art. 2. — Ce droit de réquisition peut être subdélégué par nos Caïds, Kahias ou Khalifats de classe exceptionnelle, par voie d'arrêté soumis à l'approbation de Notre Premier Ministre, aux Khalifats et aux Cheikhs dont le siège est situé à plus de cinq kilomètres du lieu du caïdat.

Art. 3. — Le droit de réquisition sera exercé par les agents à qui il est délégué ou subdélégué, sur la demande qui leur en sera faite individuellement par les agents des Services publics dont la liste sera dressée par arrêté ministériel.

Cette demande sera faite par écrit par l'agent requérant et remise à l'agent détenteur du droit de réquisition; elle mentionnera la date, le lieu, l'objet et le motif de la demande; elle mentionnera si le prix de la prestation dérive d'un accord amiable ou de l'application du tarif; elle indiquera si la somme a été versée à l'autorité requise qui, dans ce cas, en délivrera reçu, ou si le règlement doit en être fait par mandat.

Le fonctionnaire dont la demande aura été satisfaite devra délivrer reçu. L'autorité qui a reçu le prix de la prestation doit en délivrer reçu au fonctionnaire qui l'a versé.

Art. 4. — Le tarif des locations obligatoires contractées par application du présent décret sera fixé par voie d'arrêté; il tiendra compte, le cas échéant, de la différence des prix pratiqués couramment dans chaque Contrôle civil.

Art. 5. — Les textes des demandes de réquisition seront centralisés par les Contrôleurs civils; ceux-ci adresseront à Notre Premier Ministre, tous les trois mois, les textes des demandes qui ont été satisfaites par règlement au comptant, tous les mois ceux des demandes qui comportent un règlement par mandat.

Ces dernières demandes seront transmises par Notre Premier Ministre aux Administrations et Services desquels dépendent les requérants, pour être mandatés par leurs soins au nom du Caïd ou du Kalifat dans le ressort duquel a été accomplie la réquisition.

Art. 6. — Les ordres de réquisition doivent être donnés au réquisitionné par un écrit signé de l'autorité qui détient le droit de réquisition; cet écrit sera détaché d'un carnet à souches.

Dans le cas où la réquisition est réglée au comptant, la souche devra porter acquit du paiement, soit par signature, soit par empreinte digitale du réquisitionné.

Art. 7. — Le réquisitionné qui refuse de se conformer aux ordres éma-

nant d'une autorité qui exercera le droit de réquisition, dont elle est légalement investie, est passible des peines prévues par l'article 315 de notre Code pénal.

Art. 8. — Le fonctionnaire qui abuse des pouvoirs qui lui sont délégués par l'application des articles 1 et 2 et le fonctionnaire qui, faisant appel au droit de réquisition des autorités qui le possède, n'observera pas les prescriptions du présent décret, sera passible de la peine prévue par l'article 10 du décret du 1er février 1905, réglementant les réquisitions militaires.

Toute personne qui exercera des réquisitions, avec ou sans violences, sans avoir qualité pour le faire, est passible des peines prévues par l'article 10 du décret du 1er février 1905, réglementant les réquisitions militaires.

Art. 9. — Les préjudices subis par les réquisitionnés et qui résulteraient directement du fait de l'accomplissement normal d'une réquisition régulière, ouvriront en leur faveur ou en faveur de leurs ayants droit une action en réparation à l'encontre de l'Administration dont l'agent a provoqué la réquisition, dans les conditions fixées par l'article 23 du décret du 1er février 1905.

Toutefois, l'action en responsabilité sera poursuivie devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.

12 mai 1926. — **Décret** fixant les conditions applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, et les bureaux français à l'étranger d'autre part, ainsi que dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux (J. O., 23 mai 1926).

12 mai 1926. — **Décret beylical** abrogeant certains paragraphes de l'article 1er du décret du 18 septembre 1922, relatif au paiement des primes d'engagement ou de rengagement (J. O. T., 9 juin 1926).

13 mai 1926. — **Décret** modifiant le décret du 15 juillet 1922 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne les vins (J. O., 21 mai 1926 - B. O., 1926, p. 1769).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce et de l'industrie. — Vu le décret du 23 août 1898 sur les attributions du gouverneur général de l'Algérie et le décret du 22 octobre 1916 sur les services agricoles en Algérie; — Vu la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes, et notamment les articles 11 et 16 de cette loi; — Vu la loi du 5 août 1908 complétant et modifiant la loi du 1er août 1905; — Vu la loi du 28 juillet 1912 complétant et modifiant la loi du 1er août 1905 et le décret du 9 mai 1913 rendant applicables à l'Algérie les articles 4 et 6 de la loi précitée du 28 juillet 1912; Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine et notamment l'article 25 de cette loi; — Vu le décret du 25 novembre 1905 rendant applicable à l'Algérie la loi du 6 août 1905 concernant la répression des fraudes sur les vins et le régime des spiritueux; — Vu les décrets des 25 août 1907 et 14 avril 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi du 29 juin 1907 tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage; Vu les décrets des 4 août 1920, 21 avril 1921 et 17 février 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi susvisée du 1er août 1905 et réglementant les prélèvements, les analyses et les expertises; — Vu le décret du 19 août 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application, sur le territoire conti-

nental de la France, de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie; — Vu le décret du 15 juillet 1922 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie; — Vu le décret du 15 août 1925 modifiant le décret du 19 août 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application, sur le territoire continental de la France, de la loi du 1er août 1905 en ce qui concerne les vins; — Vu l'avis du conseil de gouvernement; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie; — Le conseil d'Etat entendu,

Art. 1er. — Le quatrième paragraphe de l'article 3 du décret du 15 juillet 1922 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le coupage des vins blancs secs en vue de leur édulcoration avec des « vins doux » ou des moûts mutés à l'anhydride sulfureux, à la condition que le mélange ne contienne pas une dose de cet antiseptique supérieure à celle indiquée ci-dessous et que les moûts n'aient pas reçu une addition de sucre. »

Art. 2. — L'article 4 du décret du 15 juillet 1922 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins ainsi que dans leurs dépendances, il doit être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente. Les fûts récipients et emballages des vins expédiés aux détaillants par les producteurs et par les négociants en gros devront porter la même inscription.

« Celle-ci n'est pas obligatoire dans les établissements de détail pour les bouteilles et récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont versés à la demande de l'acheteur pour être emportés séance tenante ou consommés sur place.

« La dénomination de vente doit être suivie de l'indication du titre alcoolique acquis, exclusion faite de la proportion d'alcool que le vin peut renfermer en puissance ; le titre doit être indiqué par degrés et demi-degrés; les dixièmes dépassant le degré ou le demi-degré ne doivent pas être comptés.

« Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit.

« Toutefois l'indication du titre alcoolique n'est pas obligatoire pour les vins en bouteilles capsulées ou cachetées portant le nom d'un cru déterminé conformément aux lois en vigueur sur les appellations d'origine, ainsi que pour les vins expédiés en fûts portant la même indication d'origine. »

14 mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les conditions du concours pour les emplois de chef de service et de suppléant du service de radiologie et d'électrologie de l'hôpital civil de Constantine (B. O., 1926, p. 1804).

15 mai 1926. — Décret beylical réglementant la profession d'amine de l'Agriculture (J. O. T., 26 mai 1926).

Vu le décret du 24 juin 1921 réglementant la profession d'amine d'agriculture; — Sur la proposition de Notre Premier Ministre, — Avons pris le décret suivant : Article premier. — Les articles 33 et 34 du décret du 24 juin 1921 sont modifiés dans les conditions ci-après :

« Du Directeur général de l'Intérieur ou de son délégué, Président;

« D'un fonctionnaire français et d'un fonctionnaire indigène de la Direction générale de l'Intérieur, désignés par le Directeur général de cette Administration, et de deux amines d'agriculture, membres.

« Article 34. — Les amines visés à l'article 33 sont tirés au sort, chaque année, en séance publique, le premier lundi non férié de janvier, sur une liste comprenant les amines d'agriculture comptant quinze ans de service et exerçant dans la Médina, les caïdats de Bizerte, la banlieue, Nabeul, Soliman et Zaghouan.

« Trois amines suppléants sont également tirés au sort le même jour sur une liste comprenant les amines en fonctions dans la Médina et le caïdat de la banlieue et comptant quinze ans d'exercice.

« Si le Conseil de discipline est appelé à statuer sur le cas d'un amine exerçant dans un des caïdats énumérés aux paragraphes précédents, les membres du Conseil originaires de ce caïdat seront supplées d'office dans l'ordre du tirage au sort par les amines appartenant à d'autres caïdats.

L'article 38 est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, tout amine qui, ayant atteint cet âge, demandera l'autorisation de poursuivre l'exercice de sa profession, pourra, sur avis conforme des autorités locales, être maintenu en fonctions jusqu'à l'âge de 68 ans, s'il justifie d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'Administration, reconnaissant son aptitude.

« Il pourra encore obtenir son maintien en fonctions pour une nouvelle période de deux ans, si, à l'âge de 68 ans, il justifie d'un nouveau certificat médical obtenu dans les conditions du paragraphe précédent. »

17 mai 1926. — Décret beylical fixant les honoraires des amines d'agriculture (J. O. T., 26 mai 1926).

19 mai 1926. — Arrêté du Directeur général des Travaux publics portant fixation des frais accessoires sur les chemins de fer tunisiens (J. O. T., 29 mai 1925).

20 mai 1926. — Décret beylical interdisant l'exportation du seigle sauf pour celui expédié à destination de la France et de l'Algérie (J. O. T., 9 juin 1926).

20 mai 1926. — Arrêté du Directeur des Tabacs portant relèvement du prix de vente aux consommateurs de Tunisie de certaines variétés de tabacs français (J. O. T., 29 mai 1926).

20 mai 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances rapportant la dérogation générale précédemment accordée par les arrêtés des 9 octobre et 20 novembre 1925 à la prohibition de sortie du sarrazin (pains et farines) (J. O. T., 29 mai 1925).

21 mai 1926. — Décret relatif à l'impôt sur les successions dans les territoires du Sud de l'Algérie (J. O., 24 - 25 - 26 mai 1926).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances, — Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — le décret du 29 décembre 1919 portant homologation des décisions de l'assemblée plénière des délégations financières des 14 juin et 30 octobre 1919 instituant en Algérie l'impôt des successions; — le décret du 18 janvier 1920 fixant les règles de perception en Algérie de l'impôt sur les successions, — l'avis du conseil de gouvernement en date du 20 novembre 1925; — les propositions du gouverneur général; — La section des finances de la guerre, de la marine et des colonies du Conseil d'Etat entendue.

Art. 1er. — Le délai pour la déclaration des biens recueillis dans une succession et le payement des droits est d'une année, lorsque le décédé était domicilié dans les territoires du Sud de l'Algérie.

Art. 2. — Les droits dus pour l'impôt sur les successions des indigè-

nes domiciliés dans les territoires du Sud de l'Algérie sont calculés d'après l'acte de partage établi par le cadi; cet acte tient lieu de déclaration pour les parties intéressées dans le partage. Dans le cas où il n'a pas été établi, pour quelque cause que ce soit, d'acte de partage, les héritiers ou légataires domiciliés dans les territoires du Sud peuvent souscrire la déclaration des biens héréditaires au bureau des affaires indigènes de leur domicile. Ce bureau la transmet au bureau de l'enregistrement. Les droits sont dus en ce cas sur les sommes déclarées.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

21 mai 1926. — Décret portant création de télégrammes à tarif réduit et à transmission retardée dits de fin de semaine (J. O., 14-15 juin 1926).

22 mai 1926. — Décret rendant applicables à l'Algérie les deux décrets du 16 septembre 1925 relatifs aux liqueurs et sirops, ainsi qu'aux produits de la sucrerie et de la confiserie (J. O., 30 mai 1926. — B. O., 1926, p. 1778).

22 mai 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant création et suppression de certaines valeurs postales spéciales à l'Algérie (B. O., 1926, p. 1886).

22 mai 1926. — Décret beylical instituant des pénalités pour le délit d'abandon de famille (J. O. T., 19 juin 1926).

Vu la loi française du 7 février 1924, appliquée de plein droit en Tunisie par les tribunaux français; — Considérant qu'il importe d'assurer à nos sujets le bénéfice des dispositions tutélaires à cette loi; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de notre Premier Ministre,

Art. 1er. — Sera tenu pour coupable d'abandon de famille et puni d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs), tout judiciable des tribunaux tunisiens qui, ayant été condamné à fournir une pension alimentaire à son conjoint, à ses enfants ou à ses ascendants, sera volontairement demeuré plus de trois mois sans acquitter les termes de ladite pension.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

Il pourra être fait application de l'article 53 du Code pénal tunisien.

Art. 2. — Lorsqu'une personne débitrice d'aliments dans les conditions prévues à l'article 1er au profit de son conjoint, de ses enfants, ou de ses ascendants, est demeurée plus de trois mois sans acquitter les termes de sa pension, elle devra être appelée préalablement aux fins de constat devant le juge des référés, par citation, conformément à l'article 221 du Code tunisien de procédure civile.

Les magistrats recueilleront les explications des parties, au besoin par commission rogatoire, et dresseront du tout, procès-verbaux qui seront transmis au Commissaire du Gouvernement.

Au cas de décès de l'un des époux et manquement par l'autre époux à ses obligations vis-à-vis de ses enfants mineurs, la citation devant le juge des référés pourra être requise soit par le mokaddem des mineurs, soit par les services compétents du Ministère de la Justice.

22 mai 1926. — Décret beylical modifiant les dispositions du décret du 22 mars 1908 sur le régime fiscal de l'alcool (J. O. T., 23 juin 1926).

Vu les décrets des 2 mars 1908 portant révision du régime fiscal de l'alcool, 31 décembre 1909, unifiant le tarif des droits de consommation

sur les produits alcooliques, et 30 juin 1920 modifiant certaines des dispositions de la législation instituée par les deux décrets susvisés; — les arrêtés pris le 2 mars 1908 et le 30 juin 1920 par le Directeur général des Finances, en exécution des deux décrets des mêmes jours susvisés; — les décrets successifs qui ont relevé le droit de consommation sur l'alcool et sur les produits alcooliques et notamment le décret du 22 mars 1924 qui a fixé le tarif de ce droit à 1.500 fr. par hectolitre d'alcool pur; — Après Nous être assurés de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 10 du décret du 2 mars 1908 déjà modifiées par ceux des 20 décembre 1919 et 30 juin 1920 sont de nouveau modifiées comme suit :

« Les marchands en gros d'alcool, liqueurs, eaux-de-vie, vins de liqueur ou d'imitation, vermouths et autres spiritueux composés, ainsi que les fabricants d'alcool, liqueurs, eaux-de-vie, vins de liqueur, mistelles et autres spiritueux composés, peuvent obtenir de l'Administration des Finances la faculté de l'entrepôt pour les alcools et produits alcooliques autres que les alcools dénaturés, qui font l'objet de leur industrie, à la condition :

1° De supporter les frais de surveillance et d'exercice de leur entrepôt fixés à 0 fr. 75 par hectolitre d'alcool pur pris en charge à leur compte au cours de chaque année grégorienne;

2° De garantir le paiement des droits dont le crédit leur est accordé, celui des frais de surveillance et des pénalités qu'ils pourront encourir, ainsi que la décharge des acquits à caution qu'ils soumissionneront par l'un des moyens suivants :

a) Dépôt à titre de nantissement à la caisse du Trésorier général de Tunisie pour leur valeur, au cours du jour, de rentes françaises, des bons et obligations de la Défense Nationale et du Crédit National émis ou garantis par l'Etat français, obligations tunisiennes, obligations du Crédit Foncier de France, obligations des villes françaises et de la ville de Tunis, obligations des grandes Compagnies de Chemins de fer français, obligations de la Compagnie des Ports de Tunis, Sousse, Sfax, actions de la Banque de France, de la Banque d'Algérie ou du Crédit foncier de Tunisie;

b) Affectation hypothécaire en première ligne sur des immeubles immatriculés d'une valeur vénale supérieure d'au moins un tiers aux droits, frais et pénalités cautionnés;

c) Cautionnement solidaire d'un établissement de crédit agréé par l'Administration ;

d) Garantie d'une caution solvable agréée par l'Administration des Finances et qui s'engagera conjointement et solidairement avec le négociant ou fabricant.

Cet engagement sera résiliable et renouvelable à l'expiration de chaque année grégorienne.

.....—..

Sans changement pour le surplus de l'article.

Art. 2. — Les dispositions du premier paragraphe de l'article 22 du décret du 2 mars 1908 sont modifiées et complétées comme suit :

« Sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent décret déjà modifié par celui du 29 décembre 1919, toute contravention aux dispositions du présent décret et des arrêtés réglementaires pris pour son exécution, toute inobservation de leurs prescriptions sera punie d'une amende de 500 à 5.000 fr., indépendamment du paiement du quintuple droit de consommation et de la confiscation de la marchandise, des appareils

de distillation, du matériel de fabrication et de vente, et des moyens de transport. En cas de récidive dans le délai de deux années, la peine sera doublée ».

Sans changement pour le surplus de l'article.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 22 mai 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, — Résident Général de la République française à Tunis, Lucien SAINT.

22 mai 1926. — Décret beylical portant augmentation du taux des majorations générales des tarifs de transports par chemin de fer (J. O. T., 5 juin 1926).

25 mai 1926. — Arrêté du Directeur des Postes et Télégraphes autorisant les envois de fonds par mandats-poste entre la Tunisie et la Roumanie (J. O. T., 5 juin 1926).

26 mai 1926. — Décret déclarant exécutoires en Algérie les dispositions du décret du 10 février 1926, relatif au nouveau régime fiscal des valeurs mobilières (B. O., 1926, p. 1962).

26 mai 1926. — Décret rendant applicables à l'Algérie les dispositions du décret du 10 février 1926 relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères (J. O., 29 mai 1926) (B. O., 1926, p. 1830).

26 mai 1926. — Décret réglementant en Algérie le droit intérieur sur les essences de pétroles ou autres essences minérales (B. O., 1926, p. 1831).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de la justice;

Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes, en date du 20 juin 1925, homologuée par décret du 19 février 1926, portant suppression de l'impôt général sur les voitures automobiles et de l'impôt sur les transports en commun des voyageurs par voitures automobiles et portant création d'un droit intérieur sur les essences et les carburants et sur les bandages caoutchoutés;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

TITRE Ier

Etablissements producteurs

Art. 1er. — Nul ne pourra se livrer à la préparation ou au raffinage des essences de pétrole ou autres essences minérales et des produits utilisés comme carburants dans les moteurs, s'il n'a fait, dix jours au moins avant tout acte relatif au fonctionnement de son établissement, une déclaration écrite à la recette des contributions diverses de la circonscription où se trouve cet établissement.

Cette déclaration énoncera : — 1° Les nom, prénoms et domicile de l'industriel; — 2° L'objet de l'industrie; — 3° La situation et la description des locaux affectés à l'établissement; — 4° L'indication des réservoirs, bacs, jaugeurs, compteurs, appareils et canalisation d'adduction ou autres; — 5° Le régime de l'usine en ce qui concerne les jours et heures de travail.

L'industriel devra, en outre, présenter une caution solvable garantissant les droits sur les quantités fabriquées telles qu'elles ressortiront au crédit du compte prévu à l'article 9 ci-après.

Art. 2. — Aucune modification ne pourra être apportée à l'un quel-

conque des éléments compris dans la déclaration prévue à l'article précédent, sans qu'une nouvelle déclaration n'en ait été préalablement faite, par écrit, à la recette des contributions diverses.

Art. 3. — L'établissement devra être séparé de tout autre bâtiment et entouré de clôture ayant au moins 2 m. 50 de hauteur. Tous les jours et fenêtres donnant sur l'extérieur devront être garnis d'un treillis de fer à mailles de 5 centimètres au plus. A l'exception d'une entrée habituellement ouverte, les portes seront munies de deux serrures, la clef de l'une des serrures étant aux mains des employés de l'administration. Les introductions et les sorties ne pourront avoir lieu que par l'ouverture désignée à cet effet et pendant les heures fixées par la déclaration prévue à l'article 1er, paragraphe 5.

Art. 4. — Un local convenable de 12 mètres carrés au moins, garni de chaises, d'une armoire et de tables avec tiroirs fermant à clé devra être disposé par l'industriel pour servir de bureau aux employés. L'entretien, le chauffage et l'éclairage seront assurés par les soins de l'industriel. Ce local devra être situé dans l'enceinte de l'usine, près de la porte par laquelle s'opérera la sortie des produits. Le prix de location du bureau, y compris les frais d'entretien, de chauffage et d'éclairage sera fixé de gré à gré, et, à défaut de fixation amiable, par le préfet.

Art. 5. — Le service des contributions diverses se tiendra en permanence dans l'intérieur de l'établissement; il veillera à ce qu'aucune entrée ou sortie de produits n'ait lieu sans déclaration. Il exercera son contrôle sur les réservoirs, bacs, appareils, citernes, compteurs et bacs jaugeurs, ainsi que sur les canalisations. Il devra pouvoir vérifier extérieurement à tous moments ces appareils et installations. Il pourra, en outre, exiger que des regards et des vannes soient disposés sur les canalisations d'adduction ou d'écoulement et que ces vannes soient munies d'un dispositif spécial en vue de l'apposition de plombs ou de cadenas de sûreté.

Art. 6. — L'administration fournira gratuitement aux industriels un registre imprimé, sur lequel ils devront inscrire :

1° Au moment même où auront lieu les introductions, l'espèce, le volume, l'origine des produits à mettre en œuvre et, s'il y a lieu, la marque et les numéros des colis et récipients.

Les produits admissibles dans l'usine, y compris les alcools pris à la consommation en vue de mélanges avec des essences, doivent être emmagasinés dans des locaux ou des réservoirs distincts, ces derniers étant mesurés ou gradués;

2° A la fin de chaque journée, le volume, par espèce, des produits achevés.

Art. 7. — Les produits achevés devront êtrs placés immédiatement ou, au plus tard, à la fin de chaque journée, dans un local spécial où ils seront disposés de manière que le recensement puisse en être opéré sans difficultés.

Art. 8. — Les sorties de l'usine ne pourront avoir lieu qu'aux jours et heures déclarés à l'article 1er, paragraphe 5, et suivant les modalités ci-après :

1° Pour l'exportation, en vertu d'une feuille de sortie, dont il sera fait mention à l'alinéa 2 ci-dessous et d'un acquit-à-caution garantissant, en cas de non-décharge, le quadruple des droits applicables aux produits qui y seront mentionnés. Cet acquit-à-caution devra, à peine de non-décharge, être visé, à la sortie de l'usine, par le service de surveillance. Les récipients renfermant les essences ou autres carburants destinés à l'exportation devront être hermétiquement clos et transportés au

port d'embarquement sous la garantie du plomb de l'administration des contributions diverses, qui percevra 10 centimes à titre de remboursement des frais d'apposition de chaque plomb;

2° Pour la consommation intérieure, en vertu d'une feuille de sortie extraite d'un registre à souche coté et paraphé par les soins de l'administration et établi d'après un modèle agréé par elle.

Cette feuille accompagnera le chargement jusqu'à la porte de l'usine, où elle sera remise à l'agent de surveillance. Ce dernier s'assurera, par une vérification sommaire, de la concordance entre le chargement et les indications de la feuille de sortie. En cas de soupçon de fraude ou de présomption d'erreur dans les déclarations de sortie, l'agent de service à l'usine pourra faire procéder en sa présence au déchargement des voitures et à la reconnaissance des produits chargés sur ces voitures.

Art. 9. — Les employés des contributions diverses ouvriront un compte à l'industriel. Au crédit du compte seront inscrites, jour par jour, les quantités de produits telles qu'elles auront été inscrites sur le registre prévu à l'article 6.

Au débit du même compte seront portés séparément :

1° Les quantités, par espèces, des produits expédiés à l'exportation en vertu d'acquits-à-caution;

2° Les quantités, par espèces, des produits livrés à la consommation intérieure, d'après les feuilles de sortie qui auront été remises au service et qui seront rapprochées de la souche;

3° Les manquants provenant de pertes accidentelles régulièrement constatées et pour lesquels décharge pourra être accordée par l'administration après enquête du service.

Art. 10. — La quittance des droits applicables aux essences et autres carburants enlevés de l'usine pour la consommation intérieure devra être représentée en même temps que la feuille de sortie prévue au paragraphe 2 de l'article 8.

Toutefois, à la demande des industriels, l'administration pourra accorder un crédit d'enlèvement d'une durée d'un mois au plus. Cette concession sera subordonnée à l'agrément d'une caution solidaire solvable ou de tout autre mode de cautionnement admis par l'administration.

Art. 11. — Les employés des contributions diverses pourront procéder à toutes vérifications et constatations qu'ils jugeront nécessaires dans l'usine.

Art. 12. — Les employés des contributions diverses pourront, à toute époque de l'année, vérifier l'exactitude du compte tenu en vertu de l'article 9 du présent décret. Ce compte sera clos et balancé tous les ans, du 30 au 31 décembre. Lors des inventaires, les industriels devront déclarer les quantités par espèces et en volumes des produits existant en leur possession.

Les excédents constatés seront pris en charge et pourront être saisis par procès-verbal; les manquants donneront lieu à constatation de l'impôt.

Lorsque la vérification fera ressortir un excédent ne dépassant pas 10 p. 100 du volume total, l'excédent ne sera soumi squ'au simple droit.

Art. 13. — En cas de déclaration de cesser, les industriels devront payer immédiatement l'impôt sur les quantités formant leurs charges.

TITRE II

Importation

Art. 14. — Nul ne pourra importer en Algérie des essences de pétrole ou autres essences minérales ou des produits utilisés comme carburants dans les moteurs, s'il ne justifie d'une déclaration préalable à la recette des contributions diverses du lieu d'importation.

Cette déclaration énoncera les nom, prénoms et domicile de l'importateur. Si celui-ci est inscrit au registre du commerce, la déclaration relatera le numéro de cette inscription; elle sera valable pour toutes les opérations effectuées dans le port considéré, au cours de l'année décomptée du 1er janvier au 31 décembre.

Si l'importateur n'est pas inscrit au registre du commerce, la déclaration ne sera valable que pour une seule opération; elle indiquera le nombre et l'espèce des récipients, l'origine, l'espèce et le volume des produits.

Art. 15. — Au moment de chaque importation, l'importateur devra présenter au service des douanes : — 1° L'ampliation de la déclaration prévue à l'article précédent;— 2° S'il s'agit d'un commerçant, une soumission énonçant le nombre et l'espèce des récipients, l'origine, l'espèce et le volume des produits.

Toutefois, les formalités qui précèdent ne seront pas exigées, d'une part, pour les importations isolées ne dépassant pas 50 litres de carburant et, d'autre part, lorsque la déclaration pour les droits de douane contiendra les énonciations nécessaires pour la perception de la taxe intérieure.

Art. 16. — Les importateurs admis au crédit d'enlèvement pour les droits de douane pourront également en bénéficier pour le payement de l'impôt intérieur.

TITRE III

Marchands en gros ou en détail

Art. 17. — Nul ne pourra entreprendre le commerce en gros ou en détail des essences de pétroles ou autres essences minérales ou des produits utilisés comme carburants dans les moteurs, avant d'en avoir fait la déclaration à la recette des contributions diverses de son domicile.

L'ampliation de cette déclaration vaudra, pour le souscripteur, autorisation de vente et devra être représentée à toute réquisition des agents des contributions diverses.

Art. 18. — Tant qu'ils n'auront pas fait au même bureau la déclaration de cesser, les marchands en gros ou en détail demeureront soumis à l'exercice des employés de l'administration et à l'obligation de leur représenter à toute réquisition les produits constituant leur approvisionnement. Ces commerçants devront être en mesure de justifier par les factures, notes de livraisons ou autres documents commerciaux, l'origine des produits qu'il détiendront.

TITRE IV

Dispositions générales

Art. 19. — Les règles à suivre pour la constatation du volume sont ainsi fixées;

Le volume est déterminé, soit au moyen de compteurs ou de bacs

jaugeurs, soit d'après les indications de réservoirs et citernes fixes ou mobiles étalonnés, soit d'après la contenance des fûts, bidons, estagnons ou autres récipients. Il peut aussi être obtenu au moyen du poids net divisé par la densité réelle.

Art. 20. — L'administration pourra, si elle le juge utile pour le contrôle de la perception de l'impôt, prescrire l'apposition, sur les récipients, de marques particulières dans la forme qu'elle déterminera.

Cette opération aura lieu par les soins des industriels ou importateurs et à leurs frais.

Art. 21. — L'impôt institué par la décision des délégations financières du 20 juin 1925 sera payable au comptant, sans escompte, au moment de la sortie des usines ou de l'importation.

Toutefois, les redevables seront admis à souscrire, entre les mains du receveur des contributions diverses, pour les produits préparés à l'intérieur, et du receveur principal des douanes, pour les produits importés, des obligations cautionnées, dans les conditions fixées par la loi du 15 février 1875.

Art. 22. — Les essences et carburants employés dans les tracteurs agricoles et dans les moteurs fixes pourront être affranchis de l'impôt visé à l'article précédent.

Un arrêté du gouverneur général déterminera les conditions dans lesquelles cette exonération sera accordée.

Art. 23. — Un arrêté fixera également le régime à appliquer aux essences et carburants transportés dans les voitures automobiles assurant un service régulier ou accidentel de transport entre l'Algérie et la Tunisie ou le Maroc.

TITRE V

Dispositions transitoires

Art. 24. — Lors de la mise en vigueur de l'impôt, la déclaration d'exercice prescrite aux industriels et marchands en gros ou en détail par les articles 1er et 17 du présent décret devra être faite en même temps que la déclaration des stocks prévue par l'article 4 de la décision des délégations financières du 20 juin 1925.

Dans les usines, ces stocks seront pris en charge et ils constitueront le premier article du compte ouvert à l'industriel en vertu de l'article 9 du présent décret.

Les quantités inventoriées chez les marchands, détaillants et dépositaires seront immédiatement soumises à l'impôt.

Art. 25. — Les dispositions de l'article 20 du présent décret seront applicables aux quantités de carburant reprises par voie d'inventaire.

TITRE VI

Contentieux

Art. 26. — Tout individu convaincu de préparation, de raffinage ou d'importation frauduleuse de produits imposables en vertu des dispositions de la décision des délégations financières du 20 juin 1925 et du présent décret sera puni d'une amende de 500 à 5.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Les produits, ainsi que les instruments et ustensiles servant à la préparation, les récipients et moyens de transport seront saisis et confisqués.

Art. 27. — Les fausses déclarations, le refus d'exercice et généralement toutes contraventions aux dispositions de la décision des délégations

financières du 20 juin 1925 et du présent décret non spécifiées à l'article précédent seront punis d'une amende de 300 à 3.000 fr., indépendamment de la confiscation des produits trouvés en fraude, des ustensiles, des récipients et des moyens de transport en cas de circulation.

Les infractions aux arrêtés du gouverneur général pris pour l'exécution du présent décret seront punies des mêmes peines.

En cas de récidive, pour toutes les contraventions, les amendes seront doublées. Les même peines seront applicables à toutes personnes convaincues d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les moyens de la commettre.

Art. 28. — Les infractions aux prescriptions de la décision des délégations financières du 20 juin 1925 et du présent décret seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés à la requête du gouverneur général de l'Algérie, poursuites et diligences des directeurs des contributions diverses.

Art. 29. — Les employés des contributions diverses, ceux de la douane et de l'octroi de mer, pourront verbaliser dans tous les cas de contravention relative à l'impôt sur les essences et carburants des voitures automobiles.

Tous les autres agents des administrations financières, ceux du service des ponts et chaussées, de la navigation, des chemins de fer, les agents forestiers, les gendarmes, les gardes champêtres et généralement tous agents assermentés, pourront verbaliser dans le cas de contravention relative à la fabrication, à la circulation, au colportage ou à la vente des produits visés par l'article 2 (1°) de la décision des délégations financières du 20 juin 1925.

Les règles du contentieux de l'octroi de mer et du droit de consommation sur les alcools seront applicables à ces procès-verbaux.

Toutefois, l'assignation à fin de condamnation sera donnée dans les six mois au plus tard de la date du procès-verbal à peine de déchéance. Elle pourra être donnée par les employés.

Art. 30. — Les articles 2, 3 et 4 du décret du 29 janvier 1898, concernant le droit de transaction, le mode de répartition et d'attribution des amendes, seront applicables aux procès-verbaux dressés dans les conditions prévues à l'article 26 du présent décret.

Art. 31. — Des arrêtés du gouverneur général fixeront les détails d'application du présent décret.

26 mai 1926. — **Décret** réglementant, en Algérie, l'assiette et la perception du droit intérieur sur les essences de pétrole ou autres essences minérales et sur les produits utilisés comme carburants dans les véhicules pourvus d'un organe moteur (J. O., 29 mai 1926).

26 mai 1926. — **Décret** réglementant, en Algérie, l'assiette et la perception du droit intérieur sur les bandages caoutchoutés des voitures automobiles (J. O., 29 mai 1926. — B. O., 1926, p. 1839).

26 mai 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les conditions d'attribution des avances sur pensions (B. O., 1926, p. 1735).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — les articles 12 et 13 de la loi du 30 décembre 1903 portant création d'une caisse locale des retraites de l'Algérie; — le décret du 16 juillet 1907 déterminant les conditions de fonctionne-

ment de ladite caisse; — l'arrêté gouvernemental du 16 septembre 1908 et notamment l'article 30 de cet arrêté fixant les conditions d'attribution d'avances sur pensions aux fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse des retraites; — la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; — le décret du 2 février 1926 portant réforme du régime des pensions civiles des fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie; — les arrêtés des 5 juillet 1924 et 24 août 1925 rendant applicables aux fonctionnaires et agents coloniaux cu à leurs ayants droit tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie, les dispositions des décrets des 21 juin 1924 et 8 août 1925 accordant des avances aux fonctionnaires en instance de liquidation de pension; — la loi du 29 avril 1926 et notamment les articles 116, 117 et 118 modifiant le décret du 8 août 1925 susvisé; — la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Des avances sur pension seront allouées aux fonctionnaires et agents coloniaux ou à leurs ayants droit, tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie en instance de liquidation de pension, dans les conditions prévues aux articles ci-après :

Art. 2. — A partir de la date de cessation de son service, le fonctionnaire mis à la retraite par application des dispositions de l'article 8 du décret du 2 février 1926 et non pourvu de son livret de pension recevra, par les soins du Gouverneur général de l'Algérie, à titre d'avance sur pension, une allocation provisoire trimestrielle, calculée sur les quatre cinquièmes de la somme à laquelle une liquidation sommaire, établie dès sa mise à la retraite, permettra d'évaluer sa pension. Il sera tenu compte pour le calcul de ladite avance du montant des majorations d'enfants ou des indemnités pour charges de famille, visées par les 1er et 3e alinéas de l'article 15 du décret du 2 février 1926.

Les fonctionnaires tenus de produire un certificat de non-débet ne bénéficient pas des dispositions de l'article précédent, en ce qui concerne le maintien en activité jusqu'à la remise du titre de pension, mais ils pourront, dès la production dudit certificat, obtenir des avances calculées selon les règles sus-énoncées.

Art. 3. — Les veuves des fonctionnaires, sous réserve qu'elles réunissent les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 28 du décret du 2 février 1926 recevront des avances égales aux quatre cinquièmes de la pension à laquelle elles ont droit, en vertu des articles 28, 29 et 31 du décret du 2 février 1926. Il sera tenu compte, pour le calcul des dites avances, du montant des pensions temporaires d'orphelins ou des majorations pour charges de familles visées par les troisième et septième alinéas de l'article 28 du décret du 2 février 1926.

Les orphelins de père et de mère ou enfants considérés comme tels, notamment par le sixième alinéa de l'article 28 et le premier alinéa de l'article 31 du décret du 2 février 1926, recevront des avances égales aux quatre cinquièmes de la pension à laquelle ils ont droit, en vertu des articles 28 à 32 du décret du 2 février 1926. Il sera tenu compte, pour le calcul des dites avances, du montant des pensions temporaires ou des majorations pour charges de famille visées par les troisième et septième alinéas de l'article 28 du décret du 2 février 1926.

Art. 4. — Si la pension n'est pas liquidée définitivement dans les douze mois de la cessation des fonctions, le cinquième réservé sera payé au début du treizième mois et, à partir de ce moment, la totalité de la pension sera servie tous les trois mois sur les bases de la liquidation provisoire.

Art. 5. — Les dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

27 mai 1926. — **Décret beylical** modifiant les droits d'exportation sur les volailles, pigeons et lapins morts ou vivants, les viandes salées, les œufs et le beurre (J. O. T., 16 juin 1926).

30 mai 1926. — **Arrêté** fixant à 30.000 et à 26.500 fr. les nouveaux traitements des sous-directeurs de l'administration centrale du Gouvernement général (B. O., 1926, p. 1713).

2 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant relèvement du taux de l'indemnité pour frais de tournées des vérificateurs et des employés du service de vérification (B. O., 1926, p. 2075).

2 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant création d'un emploi de secrétaire aux assemblées algériennes, et nomination du secrétaire (B. O., 1926, p. 2219).

2 juin 1926. — **Arrêté du Directeur général des Travaux publics** rendant applicable aux frais de transport sur le réseau de chemin de fer de l'Etat Tunisien et sur le réseau du S.-G. les majorations de tarifs de transport édictées par le décret du 2 juin 1926 (J. O. T., 5 juin 1926).

2 juin 1926. — **Arrêté du Directeur général de l'Intérieur** fixant les traitements des agents de l'administration des Habous (J. O. T., 16 juin 1926).

3 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** modifiant l'arrêté du 21 août 1925 relatif aux conditions d'attribution des indemnités pour charges de famille au personnel des services civils de l'Etat (B. O., 1926, p. 1540).

4 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** modifiant celui du 5 mars 1926 fixant les nouveaux traitements des agents de la surveillance de la pêche et de la navigation en Algérie (B. O., 1926, p. 1998).

4 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les nouveaux traitements du personnel du service agricole dans les territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2181).

7 juin 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** interdisant l'exportation des animaux de race cameline (J. O. T., 9 juin 1926).

8 juin 1926. — **Décret** fixant les surtaxes applicables aux correspondances à acheminer par voie aérienne d'Algérie au Maroc et d'Algérie à Dakar (J. O., 23 juin 1926).

13 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant réorganisation du cadre des commis principaux et des commis (B. O., 1926, p. 1919).

13 juin 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant réorganisation du cadre des commis principaux et des commis (B. O., 1926, p. 1932).

14 juin 1926. — **Décret** instituant un service d'échange de virements postaux entre la France et l'Algérie, d'une part, et l'Afrique Occidentale française, d'autre part (J. O., 26 juin 1926).

15 juin 1926. — **Décret** portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie des dispositions du décret du 21 avril 1921 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsification en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer (J. O., 23 juin 1926).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de la guerre, du minis-

tre de la marine, du ministre de l'agriculture, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, — la loi du 1er août 1905, modifiée par les lois des 5 août 1908 et 28 juillet 1912, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrées alimentaires et des produits agricoles, notamment l'article 11, ainsi conçu : — « Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne... ; — 5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir les éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport »; — le décret du 26 octobre 1909 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer en Algérie; — les décrets des 4 août 1920 et 21 avril 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles, — l'avis du conseil de gouvernement; — les propositions du gouverneur général de l'Algérie; — Le conseil d'Etat entendu,

Art. 1er. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1er août 1905 fonctionne, en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer en Algérie : 1° sous l'autorité du ministre de la guerre ou du ministre de la marine pour ce qui regarde les fonctionnaires militaires et les officiers visés au présent décret; 2° sous l'autorité du gouverneur général pour l'application des décrets des 4 août 1920 et 21 avril 1921.

Art. 2. — Indépendamment des autorités et agents énumérés à l'article 4 du décret du 4 août 1920, ont qualité pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies sur les denrées et boissons ci-dessus définies :

Pour l'armée de terre, les fonctionnaires du contrôle de l'armée, les fonctionnaires de l'intendance militaire, les médecins militaires, les vétérinaires militaires, les officiers préposés aux approvisionnements et distributions de vivres.

Pour l'armée de mer, les contrôleurs de l'administration de la marine, les commissaires de la marine, les médecins de la marine, les pharmaciens chimistes de la marine.

Art. 3. — Les fonctionnaires militaires et les officiers énumérés à l'article ci-dessus n'ont qualité pour concourir à l'exécution de la loi du 1er août 1905, qu'à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les prélèvements ou, le cas échéant, les saisies opérées par eux, doivent être effectuées en présence du fournisseur ou de son représentant ou lui dûment appelé.

Ils portent : — 1° Sur les marchandises au moment de leur présentation pour livraison; — 2° Sur les marchandises approvisionnées dans les magasins militaires ou de la marine; — 3° Sur les denrées ou boissons, consommées ou approvisionnées dans les cantines des corps de troupe, services et établissement militaires.

Art. 4. — Il est procédé pour l'application du présent décret suivant les règles établies par le règlement du 4 août 1920, complété par celui du 21 avril 1921, sous réserve des dispositions spéciales édictées aux articles ci-après.

Art. 5. — Si l'envoi immédiat au procureur de la République des

produits saisis, conformément aux articles 7 et 8 du décret du 4 août 1920, est impossible, ils sont placés en dépôt dans un lieu choisi par le fonctionnaire militaire ou l'officier verbalisateur.

Art. 6. — Lorsque le rapport du laboratoire chargé de l'analyse ne conclut pas à une présomption de fraude ou de falsification, le préfet en avise, suivant le cas, le commandant de corps d'armée ou le commandant de la marine en Algérie.

Art. 7. — Dans le cas où le rapport du laboratoire conclut à une présomption de fraude ou de falsification, le préfet en informe immédiatement l'autorité militaire ou maritime intéressée et l'avise que le procès-verbal et les échantillons réservés sont transmis au procureur de la République.

S'il s'agit de vins, bières, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le commandant du corps d'armée ou le commandant de la marine en Algérie au directeur des contributions diverses du département. S'il s'agit de marchandises importées de l'étranger, cet avis sera adressé par les mêmes autorités du directeur des douanes de la colonie.

Art. 8. — Les frais occasionnés par les prélèvements, le transport et l'analyse des échantillons incombent au département de la guerre ou à celui de la marine. Il en est de même du remboursement de la valeur des échantillons reconnus bons dont le payement est effectué au moyen d'un mandat délivré par l'autorité militaire ou maritime, sur représentation du récépissé prévu à l'article 14 du décret du 4 août 1920.

Les frais de prélèvement, de transport et d'analqse seront réglés par la préfecture intéressée sur le budget de la colonie quand le prélèvement aura été effectué par un agent civil du service de la répression des fraudes.

Art. 9. — Les préfets adressent périodiquement aux autorités militaires et maritimes un extrait des rapports des laboratoires rendant compte du nombre des échantillons analysés pour les services des armées de terre et de mer, ainsi que du résultat de ces analyses. Ils signalent les nouveaux procédés de fraudes révélés par l'examen des échantillons.

Art. 10. — Le décret du 26 octobre 1909 est abrogé.

15 juin 1926. — Décret relatif à la vente et au nantissement des fonds de commerce en Algérie (B. O., 1926, p. 1963. J. O., 25 juin 1926).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie et du garde des sceaux, ministre de la justice; — vu le décret du 1er janvier 1926 qui a rendu applicable à l'Algérie sous réserve de certaines modifications, la législation métropolitaine relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce; — vu le décret du 6 janvier 1926 homologant les décisions de l'assemblée plénière des délégations financières du 10 juin 1911 et 26 juin 1925 relatives au régime fiscal des ventes et nantissements de fonds de commerce; — vu l'article 81 de la loi de finances du 13 juillet 1925 et le décret du 26 octobre 1925 pris pour l'application dudit article; — vu les avis du conseil de gouvernement et les propositions du Gouverneur général de l'Algérie; — Le Conseil d'Etat entendu,

Art 1er. — L'inscription de privilège prise, en Algérie, pour la garantie du prix de vente d'un fonds de commerce ne pourra être radiée que s'il est justifié que l'impôt édicté par l'article 35 de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 21 juin 1918 homologuée par décret du 30 novembre 1918 a été acquitté sur les intérêts du prix.

Art. 2. — Le décret du 26 octobre 1925 réglant la forme et le mode

de production des justifications est déclaré exécutoire en Algérie sous réserve de la modification ci-après apportée à l'article 1er de ce décret :

2° des pièces justificatives du paiement de l'impôt sur les intérêts.

Ces pièces justificatives sont les suivantes : — a) si des quittances d'intérêt ont été délivrées en Algérie les originaux de chacune des quittances sous seings privés dûment revêtues des timbres mobiles suffisants ou des expéditions des quittances authentiques; — b) s'il n'a pas été délivré de quittances ou si le paiement des intérêts a été effectué hors d'Algérie, des extraits « porte in qua » délivrés par le receveur de l'enregistrement compétent, de chacune des déclarations souscrites par le créancier en application du dernier alinéa de l'article 1er de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 14 juin 1921 homologuée par décret du 6 décembre suivant.

Art. 3. — Les greffiers des tribunaux de commerce qui contreviendront aux dispositions tant de l'article 1er du présent décret que du décret du 26 octobre 1925 visé à l'article précédent seront personnellement passibles d'une amende de 1.000 à 5.000 francs.

15 juin 1926. — **Décret** portant création en Algérie d'un service de dépôts de fonds mis à la disposition du Trésor (J. O., 21-22 juin 1926. B. O., 1926, p. 1965).

15 juin 1926. — **Décret** rendant applicable à l'Algérie l'art. 9 de la loi du 15 mai 1924 qui décide de ne donner au Trésor qu'une hypothèque prenant rang à la date de son inscription pour sûreté des impositions supplémentaires (J. O., 24 juin 1926).

15 juin 1926. — **Décret** réglant le fonctionnement du service de la répression des fraudes (B. O., 1926, p. 2063).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances ,du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales; — vu la loi du 1er août 1905, modifiée par les lois des 5 août 1908 et 28 juillet 1912, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, notamment l'article 11 ainsi conçu : — « Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne.....; — «5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir les éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport »; — vu le décret du 26 octobre 1909 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer en Algérie; — vu lss décrets ds 4 août 1920 et 21 avril 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles; — vu l'avis du conseil de gouvernement; — vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie, — le conseil d'Etat entendu,

Art. 1er. — Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1er août 1905 fonctionne, en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer en Algérie; 1° sous l'autorité du ministre de la guerre ou du ministre

de la marine pour ce qui regarde les fonctionnaires militaires et les officiers visés au présent décret; 2° sous l'autorité du gouvernement général pour l'application des décrets des 4 août 1920 et 21 avril 1921.

Art. 2. — Indépendamment des autorités et agents énumérés à l'article 4 du décret du 4 août 1920, ont qualité pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies sur les denrées et boissons ci-dessus définies :

Pour l'armée de terre, les fonctionnaires du contrôle de l'armée, les fonctionnaires de l'intendance militaire, les médecins militaires, les vétérinaires militaires, les officiers préposés aux approvisionnements et distributions de vivres;

Pour l'armée de mer, les contrôleurs de l'administration de la marine, les commissaires de la marine, les médecins de la marine, les pharmaciens chimistes de la marine.

Art. 3. — Les fonctionnaires militaires et les officiers énumérés à l'article ci-dessus n'ont qualité pour concourir à l'exécution de la loi du 1er août 1905 qu'à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les prélèvements ou, le cas échéant, les saisie opérées par eux, doivent être effectuées en présence du fournisseur ou de son représentant ou lui dûment appelé.

Ils portent : 1° sur les marchandises au moment de leur présentation pour livraison; — 2° sur les marchandises approvisionnées dans les magasins militaires ou de la marine; — 3° sur les denrées ou boissons consommées ou approvisionnées dans les cantines des corps de troupe, services et établissements militaires.

Art. 4. — Il est procédé pour l'application du présent décret suivant les règles établies par le règlement du 4 août 1920 complété par celui du 21 avril 1921 sous réserve des dispositions spéciales édictées aux articles ci-après :

Art. 5. — Si l'envoi immédiat au procureur de la République des produits saisis, conformément aux articles 7 et 8 du décret du 4 août 1920, est impossible, ils sont placés en dépôt dans un lieu choisi par le fonctionnaire militaire ou l'officier verbalisateur.

Art. 6. — Lorsque le rapport du laboratoire chargé de l'analyse ne conclut pas à une présomption de fraude ou de falsification, le préfet en avise, suivant le cas, le commandant de corps d'armée ou le commandant de la marine en Algérie.

Art. 7. — Dans le cas où le rapport du laboratoire conclut à une présomption de fraude ou de falsification, le préfet en informe immédiatement l'autorité militaire ou maritime intéressée et l'avise que le procès-verbal et les échantillons réservés sont transmis au procureur de la République.

S'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donné par le commandant du corps d'armée ou le commandant de la marine en Algérie au directeur des contributions diverses du département. S'il s'agit de marchandises importées de l'étranger, cet avis sera adressé par les mêmes autorités au directeur des douanes de la colonie.

Art. 8. — Les frais occasionnés par les prélèvements, le transport et l'analyse des échantillons incombent au département de la guerre ou à celui de la marine. Il en est de même du remboursement de la valeur des échantillons reconnus bons dont le paiement est effectué au moyen d'un mandat délivré par l'autorité militaire ou maritime, sur présentation du récépissé prévu à l'article 14 du décret du 4 août 1920.

Les frais de prélèvement de transport et d'analyse seront réglés par la préfecture intéressée sur le budget de la colonie quand le prélèvement aura été effectué par un agent civil du service de la répression des fraudes.

Art. 9. — Les préfets adressent périodiquement aux autorités militaires et maritimes un extrait des rapports des laboratoires rendant compte du nombre des échantillons analysés pour les services des armées de terre et de mer, ainsi que du résultat de ces analyses. Ils signalent les nouveaux procédés de fraudes révélés par l'examen des échantillons.

Art. 10. — Le décret du 26 octobre 1909 est abrogé.

15 juin 1926. — Décret appliquant à l'Algérie l'article 9 de la loi du 15 mai 1924 relative aux bénéfices de guerre (1) (B. O., 1926, p.

16 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général étendant à l'Algérie les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juillet 1925 relatif à la tenue des corps de sapeurs-pompiers (B. O., 1926, p. 2155).

16 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant additif à l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 1922 fixant les conditions du concours pour l'emploi de surveillant chef de prison (B. O., 1926, p. 2216).

21 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant réorganisation du personnel subalterne des hôpitaux (B. O., 1926, p. 2085).

24 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant la compétence du directeur des douanes en matière de dépenses de matériel (B. O., 1926, p. 1985).

25 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant organisation de l'œuvre de l'artisanat indigène (B. O., 1926, p. 1957).

---

(1) Rapport au Président de la République française. — Paris, le 15 juin 1926. — Monsieur le Président, — L'article 14 de la loi du 10 août 1922, relative à l'exercice du privilège du Trésor en matière de contribution sur les bénéfices de guerre, supprimait la procédure de la purge préventive, établie par les articles 7 et 13 de ladite loi, à partir du 1er avril 1924, pour les contribuables ayant souscrit leur déclaration dans le délai légal et à partir du 1er avril 1926 pour l'ensemble des assujettis, sauf en ce qui concernait les impositions faisant l'objet de pourvois devant la commission supérieure.

Or, cette exception aurait pu emporter la règle et contraindre le tiers soucieux de traiter en parfaite sécurité à mettre en œuvre pendant très longtemps encore la procédure de la purge préventive.

Pour remédier à cet inconvénient, l'article 9 de la loi du 15 mars 1924 décide de ne donner au Trésor qu'une hypothèque prenant rang à la date de son inscription pour sûreté des impositions supplémentaires visées par la phrase liminaire de l'article 14 de la loi de 1922.

Mais cet article n'est pas applicable à l'Algérie, de sorte que, dans cette dernière, les tiers acquéreurs ou prêteurs, ignorant si leur contractant est en pourvoi devant la commission supérieure, sont contraints, pour bénéficier d'une entière sécurité, à mettre encore en œuvre la procédure de la purge préventive de la loi du 10 août 1922.

C'est en raison des considérations qui précèdent et pour mettre fin à cette situation qu'a été rédigé le projet de décret ci-joint rendant applicable à l'Algérie l'article 9 de la loi du 15 mars 1924, décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

26 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général rendant exécutoires en Algérie les dispositions de l'arrêté interministériel du 10 juillet 1925 déterminant certaines conditions d'unification des types de matériel et de courant employés pour le transport et la distribution de l'énergie électrique (B. O., 1926, p. 2207).

26 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les conditions d'admission à la section préparatoire à l'Institut industriel d'Algérie (B. O., 1926, p. 2071).

30 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général réglementant la mise en disponibilité des commis et dames employées de l'Enregistrement et des Hypothèques (B. O., 1926, p. 1965).

30 juin 1926. — Arrêté du Gouverneur général relatif à la taxe sur les essences (B. O., 1926, p. 2336).

29 mai 1926. — Décret beylical complétant l'art. 24 du décret du 28 novembre 1898 portant organisation du Tribunal Rabbinique (J. O. T., 11 août 1926).

Vu l'article 24 du décret du 28 novembre 1898 sur l'organisation du Tribunal Rabbinique;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — L'article 24 du décret du 28 novembre 1898 est complété ainsi qu'il suit :

« Aucune demande de cassation n'est examinée si elle n'est accompagnée d'une quittance délivrée par le Receveur de l'Enregistrement de Tunis, constatant la consignation d'une somme de 500 fr. représentant le montant de l'amende à laquelle est condamné le demandeur succombant.

Il est fait exception pour les indigents qui auront obtenu l'assistance judiciaire. Les administrations publiques sont dispensées de la consignation.

Le désistement du pourvoi s'il est notifié au Ministère de la Justice Tunisienne plus de quinze jours après le dépôt de la demande de cassation ne donnera pas lieu à restitution de la consignation.

Vu pour promulgation et mise à exécution — Tunis, le 29 mai 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale de France, à Tunis, BONZON.

22 juin 1926. — Décret beylical relatif à la rémunération du personnel temporaire (J. O. T., 7 juillet 1926).

30 juin 1926. — Arrêté du Directeur général des Travaux publics interdisant à tout hydravion d'amerrir dans les bassins et chenaux d'accès des ports de commerce de la Régence (J. O. T., 3 juillet 1926).

1er juillet 1926. — Décret portant réglementation de la pêche au feu en Algérie (1) (J. O., 3 juillet 1926) (B. O., 1926, p. 2402).

---

(1) Rapport au Président de la République Française. — Paris, le 1er juillet 1926. — Monsieur le Président, — Aux termes du décret du 3 juin 1922 qui a abrogé les dispositions de l'article 23 du décret du 2 juillet 1924 réglementant l'exercice de la pêche sur les côtes de l'Algérie, la pêche « au feu » peut, par arrêté du Gouverneur général pris après avis du conseil du gouvernement, être autorisée du 15 juillet au 15 octobre, sur certains points du littoral algérien, mais seulement à partir d'un mille du rivage. L'autorisation ne peut, par ailleurs, être accordée qu'aux pê-

Sur le rapport du ministre des travaux publics, — Vu le décret-loi du 9 janvier 1852 sur la police des pêches maritimes et notamment l'article 7, paragraphe 3 de ce décret; — Vu le décret du 2 juillet 1894, portant règlement de la pêche côtière en Algérie; — Vu le décret du 26 juillet 1918 fixant les attributions du Gouverneur général de l'Algérie en ce qui concerne les services de la pêche côtière, du pilotage, de la police de la navigation, du domaine public maritime et de la sécurité de la navigation; — Vu le décret du 3 juin 1922, abrogeant l'article 23 du décret du 2 juillet 1894, et le remplaçant par des dispositions nouvelles; — Vu l'avis de la commission consultative des pêches en Algérie et celui de gouvernement; — Vu les propositions du Gouverneur général de l'Algérie,

Article 1er. — Les dispositions du décret du 3 juin 1922, abrogeant celles de l'article 23 du décret du 2 juillet 1894 sont elles-mêmes abrogées et remplacées par les suivantes :

« La pêche « au feu » est autorisée en Algérie, pendant la durée d'utilisation des filets dits « lamparo ». Cette pêche ne peut, toutefois, être pratiquée par des fonds inférieurs à 50 mètres, à moins de 500 mètres des filets des autres pêcheurs et à moins de 1.000 mètres des madragues et thonaires.

« Il est interdit, par ailleurs, aux pêcheurs, d'embarquer sur leurs bâ-

---

cheurs de profession et ne doit s'appliquer qu'à la capture de la sardine, de l'allache, du maquereau et autres poissons pelagiques.

A la suite d'une proposition émanant du service technique des pêches algérien et tendant à la suppression absolue de la pêche « au feu » en raison de son caractère nocif, le gouvernement général fut conduit à faire procéder à une enquête approfondie sur les résultats de cette pêche tant dans la colonie que dans les pays voisins (Espagne et Italie) où elle est pratiquée depuis longtemps de façon intensive.

Les résultats de cette enquête ont permis d'établir que la pêche « au feu » pourrait être autorisée sans inconvénient non seulement du 15 juillet au 15 octobre, mais pendant toute la période d'utilisation des filets dits « lamparo » telle qu'elle est fixée par l'arrêté du 5 décembre 1925.

Cependant, afin de protéger les espèces sédentaires et de ne pas nuire aux autres pêches, il a paru que les tempéraments ci-après devraient être apportés à l'autorisation envisagée.

La pêche « au feu » ne pourrait être pratiquée par des fonds inférieurs à 50 mètres, à moins de 500 mètres des filets des autres pêcheurs et à moins de 1.000 mètres des madragues et thonaires.

Il serait interdit aux pêcheurs d'embarquer sur leurs bâtiments du carbure de calcium, à l'exception de celui contenu dans les lampes.

Ladite pêche ne pourrait, d'autre part, être exercée que par des professionnels et seulement pour la capture de la sardine, de l'allache, du maquereau et autres poissons pélagiques dits « de passage ».

Le foyer lumineux devrait, enfin, rester en surface.

Ces diverses propositions, présentées par le Gouverneur général de l'Algérie sur avis conforme des autorités maritimes locales, ont reçu l'adhésion de la commission consultative des pêches en Algérie et du conseil de gouvernement. Elles ne soulèvent pas, au surplus, d'objections de ma part. Aussi ai-je préparé le projet de décret ci-joint, qui a pour but de les homologuer.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir ce texte de votre signature.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des travaux publics : DANIEL-VINCENT.

timents du carbure de calcium, à l'exception de celui contenu dans les lampes.

« Cette pêche ne devra, d'autre part, être exercée que par des professionnels — à l'exclusion des amateurs et possesseurs de bateaux de plaisance — et seulement pour la capture de la sardine, de l'allache, du maquereau et autres poissons pélagiques dits « de passage ».

« Le foyer lumineux restera en surface et ne sera jamais immergé. »

1er juillet 1926. — Arrêté du Premier Ministre réglementant la fabrication du pain indigène (J. O. T., 7 juillet 1926).

2 juillet 1926. — Décret beylical relatif à la réorganisation du Marché Central de Tunis (J. O. T., 10 juillet 1926).

Vu le décret du 14 janvier 1914 sur l'organisation des Communes de la Régence; — Vu le décret du 4 mars 1884 réglementant le fonctionnement du Fondouk-el-Ghala, ainsi que l'arrêté du Directeur général des Finances en date du 20 juillet 1900; — Vu les décrets des 16 juillet 1900 et 25 mars 1920 fixant le tarif des droits d'abri, de stationnement et de garde au Marché Central de Tunis; — Vu le décret du 27 avril 1907 réorganisant la criée des fruits et légumes au Fondouk-el-Ghalla; — Sur la proposition de Notre Premier Ministre.

Article premier. — Les marchés de Tunis comprennent : — 1° Un marché central de première main; — 2° des marchés de revente ou de détail.

CHAPITRE PREMIER

Le marché de pleine main

Art. 2. — Le marché de première main se tient dans les parties du Fondouk-el-Ghalla, qui lui sont spécialement affectées.

Il est constitué par des opérations de vente aux enchères de denrées alimentaires en gros ou demi-gros.

Exceptionnellement, et dans les conditions qui seront prescrites par des règlements spéciaux, ce marché pourra comporter des opérations de vente soit au détail, soit à l'amiable.

Art. 3. — Les personnes admises à accomplir des opérations de vente seront nécessairement, soit les mandataires des producteurs ou des expéditeurs, soit les producteurs eux-mêmes.

Art. 4. — Le marché de première main est, en principe, divisé en deux parties, l'une contenant les emplacements affectés aux mandataires agréés, l'autre appelée « Carreau forain », réservée aux producteurs.

Les commissionnaires agréés

Art. 5. — Le mandat de vendre peut être accompli dans le Fondouk-el-Ghalla par toute personne qui aura préalablement satisfait aux conditions suivantes : — 1° N'avoir subi aucune condamnation pénale ou disciplinaire portant atteinte à l'honorabilité; — 2° Avoir obtenu de la Commune de Tunis l'autorisation d'exercer son mandat sur le marché et l'attribution d'un poste, sur justication du versement à la Caisse municipale d'une caution dont le montant sera fixé par arrêté municipal.

Cette somme est affectée à la garantie des créances éventuelles de l'Etat, de la Commune et des mandants.

Art. 6. — Le mandataire ainsi admis à exercer son mandat dans le Fondouk-el-Ghalla prendra le nom de Commissionnaire agréé.

Art. 7. — Le Commissionnaire agréé reçoit directement les denrées de producteurs ou expéditeurs; il se charge de les vendre en son nom propre pour le compte des producteurs sur les emplacements qui lui sont

affectés; il est rétribué exclusivement par le montant de la commission débattue et fixée directement par lui et ses mandants.

La qualité de Commissionnaire agréé est incompatible avec la qualité de commerçant exercée personnellement ou par personne interposée, en quelque lieu que ce soit, pour les denrées que le Commissionnaire agréé est chargé de vendre ou pour les denrées similaires. Aussi, le Commissionnaire agréé ne pourra-t-il avoir à son service, pour les ventes sur le marché, des personnes exerçant le commerce des denrées ou des similaires des denrées qu'il est chargé de vendre. Il ne pourra posséder de magasin ou entrepôts de ces denrées en quelque lieu que ce soit.

Le règlement des comptes entre le Commissionnaire agréé et ses mandants sera éventuellement accompli par l'organisme prévu à l'article 31.

Art. 8. — Le Commissionnaire agréé est tenu :

1° De se conformer aux prescriptions des règlements administratifs et des arrêtés qui seront pris conformément au présent décret.

2° De recompléter le cautionnement prévu par l'article 5 dans les huit jours qui suivront l'avis qui lui en aura été donné par le Directeur du Marché.

Art. 9. — Le Commissionnaire agréé doit prendre en charge et vendre, sans possibilité de rétrocession, même partielle, à d'autres Commissionnaires, les denrées qui lui ont été adressées.

Art. 10. — En cas d'infraction aux prescriptions du présent décret et des règlements pris conformément au présent décret, les Commissionnaires agréés seront passibles de peines disciplinaires qui sont : — 1° L'avertissement; — 2° La suspension pour un mois au plus; — 3° La radiation définitive.

Ces sanctions seront prises par le Directeur du Marché, sauf recours devant la Commission du Marché, en ce qui concerne la suspension et la radiation.

Art. 11. — Sont considérés comme producteurs, les cultivateurs, les pêcheurs, les éleveurs de volailles qui amènent au Fondouk-el-Ghalla, pour les vendre, les produits qu'ils retirent personnellement de leur terre, de la mer ou de leur basse-cour.

Les producteurs ne pourront présenter que des produits de leur récolte ou de leur industrie.

Art. 12. — Les producteurs doivent procéder personnellement à la vente de leurs produits. Toutefois, sur autorisation spéciale accordée par le Directeur du Marché pour un ou plusieurs marchés ou, au plus, pour la durée de la saison de production d'une denrée déterminée, le producteur pourra être suppléé par un employé habituellement à ses gages ou par un membre de sa famille vivant sous son toit. Les suppléants autorisés sont soumis aux obligations imposées aux producteurs.

Art. 13. — Les producteurs ne peuvent disposer que de l'emplacement qui leur est quotidiennement affecté sur le carreau forain, et qui leur est désigné par un agent de la Direction du Marché, chaque jour, au fur et à mesure de leur accès au Fondouk-el-Ghalla.

Des abonnements d'emplacement fixe peuvent être délivrés par la Direction du Marché aux maraîchers, jardiniers de la banlieue.

De la vente

Art. 14. — Les ventes de denrées s'effectuent chaque jour, conformément à un horaire qui sera fixé par arrêté municipal, la Commission des Marchés entendue. Un signal visible et un signal sonore marqueront l'ouverture et la fermeture du Marché.

Art. 15. — La vente sera préparée par l'exposition intégrale de toutes

les denrées parvenues au Fondouk-el-Ghalla avant l'heure réglementaire et de celles qui ont été mises en réserve contrôlée à la fin du marché précédent.

Art. 16. — Tout poste de Commissionnaire agréé, tout emplacement occupé par un producteur sur le carreau forain présenteront, d'une manière apparente, une plaque portant le nom et l'adresse du vendeur.

Art. 17. — Les denrées en colis, caisses, paquets ou casiers porteront, d'une manière apparente, une étiquette indiquant le nom du producteur-expéditeur ou du producteur-vendeur, le poids net de la denrée et celui de la tare.

Les denrées vendues au nombre seront groupées par paquets ou tas de dix unités ou multiples de dix, pour les légumes, ou d'un nombre fixé par décision de la Direction du Marché pour d'autres denrées.

Les colis doivent contenir des denrées d'espèce et de qualités uniformes et ne comporter que les matières d'emballage strictement indispensables à la conservation de la denrée.

L'infraction aux prescriptions de l'article 17 entraînera, pour le vendeur, producteur, mandant, expéditeur ou pour le Commissionnaire agréé, si sa bonne foi n'est pas démontrée, l'application des peines prévues par le décret du 10 octobre 1919, article 1.

Art. 18. — La vente sera, en outre, préparée par la déclaration faite à la Direction du Marché et contrôlée par elle de la quantité et de la provenance de toutes les denrées apportées à destination, pour être vendues au marché du jour.

Art. 19. — Avant l'ouverture du Marché, la Direction du Marché affichera, en plusieurs endroits facilement accessibles, et d'une manière lisible : — 1° la quantité et la nature des denrées introduites; — 2° le reliquat, s'il y a lieu, des denrées invendues aux marchés précédents; — 3° le total de ces quantités, comme constituant l'approvisionnement du jour; — 4° le prix maximum et minimum atteint le jour précédent par chaque qualité de denrée.

Art. 20. — Il est interdit à tous producteurs, Commissionnaires agréés, expéditeurs de produits destinés à être vendus au Marché de première main, à tous employés à leur service et à tous acheteurs, d'opérer les transactions ou de les préparer par l'examen des marchandises ou la discussion des prix, soit en cours de route ou aux abords du Marché, avant le déchargement des marchandises, soit sur le Marché, en dehors des heures fixées pour la vente.

Art. 21. — Les ventes sont faites à la criée.

Toutefois, un arrêté du Président de la Municipalité, la Commission entendue, pourra autoriser que la vente de certaines denrées sera réalisée à l'amiable, dans les conditions de publicité déterminées. D'autre part, la réglementation existante relative à la vente du poisson, reste en vigueur, complétée par les dispositions concernant l'institution du corps des Commissionnaires agréés.

Art. 22. — Le Commissionnaire agréé, en mettant en vente, devra annoncer la nature, l'espèce, le poids net ou le nombre et la mesure, selon qu'il échet, de la marchandise. S'il indique une mise à prix en s'adressant impersonnellement à plusieurs acheteurs réunis, les marchandises mises en vente seront considérées comme offertes à la criée et seront adjugées au plus offrant. Le Commissionnaire sera tenu alors d'agréer la première offre et les enchères successives qui seront prises suivant un barème fixé par arrêté du Président de la Municipalité.

Art. 23. — Les prix atteints par chaque vente, à l'amiable ou aux enchères, seront proclamés à haute voix.

Art. 24. — Toutes les ventes de première main sont, en principe, des opérations de gros et de demi-gros. Exceptionnellement, en fin de Marché, et en conformité d'arrêtés qui prévoient des circonstances et des espèces particulières, la vente au détail pourra être permise aux Commissionnaires agréés et aux producteurs. La fixation de l'importance des lots minimum sera prévue par les mêmes arrêtés. Dans le cas où cette vente au détail sera autorisée, elle comportera l'affichage sur la denrée d'un prix qui sera égal au prix moyen résultant, pour la denrée, des chiffres atteints au cours du même Marché par le gros et le demi-gros.

Art. 25. — Toutes les transactions doivent être accomplies à personnes présentes et au cours des heures réglementaires.

Art. 26. — A la clôture du marché, les producteurs sont autorisés à enlever du marché les denrées invendues; ils sont tenus dans ce cas d'en déclarer à la Direction la nature, le poids ou le nombre.

Le producteur sera admis à utiliser la resserre officielle pour y déposer en garde et conservation les denrées invendues et les exposer au marché suivant, sous le contrôle du Service de la resserre.

Art. 27. — Les Commissionnaires agréés devront faire la déclaration des marchandises invendues, qu'ils déposeront à la resserre officielle ou, si la nature de la denrée le permet, qu'ils conserveront à leur poste. Les invendus d'un marché devront être mis en vente au Marché suivant sous le contrôle du Service de la resserre officielle.

L'exposition des denrées provenant de la resserre sera maintenue distincte de celle des denrées du jour.

Art. 28. — Chaque jour, dès la clôture du marché, toutes indications de détail seront centralisées par la Direction du Marché, qui établira le cours atteint (cours maximum, minimum et moyen) avec le concours de trois Commissionnaires agréés désignés par leurs collègues. Des tableaux contenant les cours officiels seront affichés, dans des cadres spéciaux, à l'intérieur et à l'extérieur du Fondouk-el-Ghalla.

Contrôle des ventes

Art. 29. — Les producteurs déclareront la qualité et la quantité des denrées introduites par eux sur le Marché, celles qu'ils auront vendues et celles qu'ils mettent en resserre officielle ou qu'ils emportent en fin de marché.

Art. 30. — Tout Commissionnaire agréé devra être en mesure, à tout instant, et à la demande des Autorités chargées du contrôle du Marché, de justifier de l'origine des denrées vendues par lui et de la qualité en laquelle il les vend; des règlements ultérieurs pourront, le cas échéant, définir les formes dans lesquelles ces justifications seront exigées.

Organismes spéciaux

Art. 31. — Un « poste de Commissionnaire officiel » et, le cas échéant, une « Caisse du Marché » dont le fonctionnement sera réglé par arrêté sont créés au Fondouk-el-Ghalla.

Art. 32. — Le poste de Commissionnaire officiel a pour objet d'assurer la vente : — 1° des denrées de production locale pour le compte des producteurs qui sont dans l'impossibilité de procéder personnellement à la vente ; — 2° des denrées qui lui sont adressées ou qui sont adressées à la Direction du Marché par des producteurs ; — 3° des denrées dont la vente, pour une raison quelconque, ne pourrait être assurée par les Commissionnaires agréés.

Art. 33. — Le titulaire de ce poste est tenu d'accomplir avec la plus

grande rigueur toutes les opérations réglementaires, de telle sorte que le poste officiel puisse servir de modèle à tous les postes et parvenir à l'établissement de prix témoins.

Art. 34. — L'organisation et la gestion de ce poste feront l'objet d'un arrêté réglementaire.

Art. 35. — Le Fondouk-el-Ghalla est administré par un agent désigné par décret et rétribué par le budget municipal.

Il est chargé de l'application des prescriptions du présent décret et des règlements ou arrêtés qui en dériveront, en ce qui concerne l'administration et le fonctionnement général du Marché.

Art. 36. — Le maintien du bon ordre au point de vue de la loyauté des transactions, de la salubrité des denrées et de la liberté de la circulation sera assuré au moyen d'agents spéciaux mis à la disposition du Directeur du Marché.

Dispositions transitoires

Art. 37. — Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, l'accès du Fondouk-el-Ghalla, pour y accomplir des ventes, est ouvert aux vendeurs qui seront propriétaires de denrées et marchandises pour les avoir acquises des producteurs. Ces vendeurs seront dénommés « approvisionneurs. »

Art. 38. — Il ne seront admis que sur le carreau forain, où ils ne pourront obtenir un poste permanent pour des durées variables, que s'ils ont, au préalable, fait une demande tendant à être nommés « Commissionnaires agréés ». Ils exerceront leur commerce tant qu'il ne sera pas statué par la Commission permanente des marchés. Le rejet de leur candidature au poste de Commissionnaire agréé entraînera pour eux déchéance du droit de vendre comme approvisionneurs-propriétaires.

Ils seront soumis aux règles disciplinaires qui régissent les Commissionnaires agréés dans la mesure où ces règles sont applicables aux opérations qu'ils accomplissent.

CHAPITRE II

Des marchandises de revente et de détail

Art. 39. — Les marchés de revente et de détail ne pourront être tenus que dans des locaux nettement distincts du marché de première main.

Art. 40. — Les postes, emplacements, boutiques, qui composent les marchés de détail dépendant de la Commune de Tunis et les autorisations de vendre sur étalages ambulants ne pourront être attribués : 1° qu'à des producteurs vendant leurs produits ; — 2° à des détaillants vendant des denrées achetées sur le marché de première main.

Art. 41. — Les prix doivent être affichés d'une manière apparente et au moyen de chiffres mobiles de modèle réglementaire.

Art. 42. — Les détaillants autres que les producteurs sont tenus d'afficher le prix auquel ils ont acheté leurs denrées au Marché de première main. Le prix maximum auquel ils mettront en vente ces denrées devra correspondre au prix d'achat, majoré suivant un barème fixé par arrêté du Président de la Municipalité, la Commission des Marchés entendue.

Art. 43. — Les producteurs détaillants visés par l'article 40 ne pourront afficher un prix supérieur à celui des revendeurs détaillants visés par l'article 42.

CHAPITRE III

De la Commission permanente des Marchés

Art. 44. — Il est créé une « Commission Permanente des Marchés » de Tunis, dont la composition sera fixée par un arrêté réglementaire.

Cette Commission sera présidée par Notre Directeur général de l'Intérieur. Elle se réunira sur convocation de son Président, au moins une fois par trimestre.

Art. 45. — Cette « Commission des Marchés », en ce qui concerne le marché de première main :

1° examinera et sanctionnera, le cas échéant, au cours de la première séance trimestrielle, le compte rendu de gestion du trimestre précédent, qui lui sera soumis par le Directeur du Marché.

2° statuera définitivement sur les candidatures aux postes de Commissionnaires agréés et sur l'application des sanctions disciplinaires prononcées ou proposées par le Directeur du Marché à l'égard des Commissionnaires agréés en exercice ;

3° examinera toutes doléances qui lui seront présentées touchant le fonctionnement du Fondouk-el-Ghalla et proposera toutes réformes utiles au bon fonctionnement.

Art. 46. — En ce qui concerne les marchés de revente au détail, la « Commission des Marchés » proposera les chiffres du barème prévu par l'article 42 du présent décret.

Art. 47. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 2 juillet 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, — Résident Général de la République Française à Tunis. — Lucien SAINT.

5 juillet 1926. — **Décret beylical relatif à la fixation des dunes** (J. O. T., 7 août 1926).

Considérant qu'il y a lieu de confier à une Administration publique le soin de fixer les dunes dans toutes les régions du Protectorat où des intérêts particuliers ou collectifs sont gravement menacés par la marche des sables ;

Sur la proposition de notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et la présentation de notre Premier Ministre.

Article premier. — Dans toutes les régions du Protectorat où des propriétés particulières ou collectives seront menacées d'envahissement par les sables et où les intérêts à sauvegarder seront reconnus d'importance suffisante pour motiver l'intervention de l'Administration, il sera pris des mesures pour l'arrêt et la fixation de ces sables.

Art. 2. — Il sera dressé, par les Services de la Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, un plan des dunes dont il y aura lieu de poursuivre la fixation. Sur ce plan seront distinguées les dunes qui appartiennent au Domaine de l'Etat, celles qui appartiennent aux collectivités indigènes et celles enfin qui sont la propriété des particuliers, avec indication des propriétaires apparents ou présumés. — L'ouverture des opérations de levée des dunes à fixer dans chaque région, sera annoncée au moins quinze jours à l'avance par un arrêté du Directeur général de l'Agriculture, publié au Journal Officiel Tunisien et affiché au Contrôle civil ainsi qu'au Caïdat de la situation des lieux.

Art. 3. — Dans les cas où tout ou partie des dunes se trouvera être la propriété de particuliers ou de collectivités, les plans seront déposés

et affichés au Contrôle civil de la situation des biens. Acte de ce dépôt et de l'affichage sera dressé sans délai par le Contrôleur civil.

Art. 4. — Dans la quinzaine suivante, tout propriétaire, ayant droit ou y prétendant intéressé, sera tenu de se faire connaître au Contrôleur civil et de présenter ses observations.

Art. 5. — A l'expiration de ce délai, qui court de la date de l'affichage, le Contrôleur civil enverra au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation un certificat constatant le dépôt et l'affichage prévus à l'article 4. Il y joindra les déclarations reçues en vertu de l'article 14.

Un décret promulgué au Journal Officiel Tunisien définira les limites des périmètres de fixation ainsi constitués et indiquera les contenances approximatives des immeubles englobés dans ces périmètres ainsi que les noms des propriétaires apparents ou présumés; il rappelera les effets légaux de la constitution de ces périmètres.

Art. 6. — Un arrêté du Directeur Général de l'Agriculture pourra alors ordonner l'exécution, aux frais de l'Etat, des travaux de fixation à entreprendre sur les propriétés particulières ou collectives. Dans chaque périmètre légalement constitué, le Service des Forêts conservera la jouissance des dunes et recueillera le fruit des coupes qui pourront y être faites jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses engagées pour l'exécution des travaux entrepris dans ledit périmètre.

Ce recouvrement effectué, lesdites dunes retourneront aux propriétaires mais les forêts créées resteront soumises au régime forestier et continueront à être gérées, au profit des propriétaires, par l'Administration forestière, sans que cette gestion, justifiée par l'intérêt simultané du propriétaire et du pays, puisse être assimilée à une expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 7. — Il sera dressé, annuellement, pour chaque périmètre, en fin d'exercice, un état indiquant : — 1° les dépenses engagées pour l'exécution des travaux de fixation des sables ou d'entretien des ouvrages ou des plantations; — 2° le produit des ventes des coupes de bois qui pourront y être faites.

Une expédition de cet état sera déposé au Contrôle civil et au Caïdat de la situation des lieux où les intéressés seront admis à en prendre connaissance.

Art. 8. — A dater de la promulgation du décret de constitution, aucune coupe, aucune extraction de végétaux quelconques ne pourra être faite dans les dunes comprises dans les périmètres de fixation, sans une autorisation spéciale du Service des Forêts.

Art. 9. — Le pâturage des animaux de toute espèce sera rigoureusement interdit dans les mêmes zones et à partir de la même date jusqu'à jusqu'à ce que les peuplements, qui pourront s'y installer naturellement ou y être créés artificiellement, soient reconnus défendables par la Sovice forestier; il pourra continuer à être interdit si ce Service estime le parcours inconciliable avec la consolidation du sol.

L'ouverture au parcours, des cantons défendables, sera annoncée par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, publié au Journal Officiel Tunisien.

Art. 10. — Toutes les dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou à intervenir, relatives à la conservation et à la régie des Forêts de l'Etat, ainsi qu'à la constatation et à la répression des délits et contraventions commises dans ces forêts seront appliquées tant dans les périmètres de fixation que dans les dunes reboisées remises à leurs propriétaires conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 5 juillet 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Résident général de la République française à Tunis, — Lucien SAINT.

6 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. complétant l'article premier, de celui du 20 janvier 1921, fixant les indemnités de recrutement attribuées aux agents des tabacs (B. O., 1926, p. 2342).

6 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant création de conférences consultatives dans les territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2381).

Vu la loi du 24 décembre 1902 portant création des Territoires du Sud; — Vu le décret du 14 août 1905 sur l'organisation administrative de ces territoires,

ARRETE :

Article premier. — Des conférences consultatives sont réunies au moins annuellement dans chaque territoire aux époques fixées par les commandants militaires, lorsqu'il n'y a pas impossibilité à raison de l'éloignement des divers centres du territoire.

Elles ont pour objet l'étude des affaires générales du territoire; celles intéressant plusieurs circonscriptions (notamment les réseaux routiers, les points d'eau, les lignes télégraphiques et téléphoniques, etc...), qui leur seront soumises par le commandant militaire; elles pourront émettre des vœux sur les programmes et projets de travaux pour lesquels il y aurait lieu d'adresser des suggestions ou des demandes de subventions à l'administration centrale. Leurs délibérations seront adressées au Gouverneur général par les commandants militaires avec note transmissive motivée.

Art. 2. — Les conférences sont présidées par le commandant militaire du territoire qui en convoque les membres.

La détermination des membres composant la conférence sera, pour chaque territoire, fixée par arrêté spécial du Gouverneur général en tenant compte des possibilités de communication.

Art. 3. — Les frais de déplacement sont à la charge des communes et, au point de vue des indemnités journalières, décomptées sur le taux des allocations prévues par le règlement sur les frais de déplacement, pour les officiers subalternes chefs de famille. Si les automobiles communales ne peuvent être utilisées, les frais de transport sont remboursés d'après le tarif des transports en commun.

8 juillet 1926. — Arrêté du gouverneur général portant attribution d'une indemnité représentative de la retenue pour logement exercée sur la solde des commandants militaires dans les territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2383).

8 juillet 1926. — Décret fixant les nouveaux traitements du personnel des contributions diverses en Algérie (J. O., 11 juillet 1926). — ERRATUM : J. O., 29 juillet 1926.

9 juillet 1926. — Arrêté du Directeur général de l'Intérieur relatif à la composition de la commission des marchés de Tunis (J. O. T., 10 juillet 1926).

9 juillet 1926. — Arrêté du Directeur général de l'Intérieur relatif à l'organisation des ventes au Marché Central de Tunis (J. O. T., 10 juillet 1926).

Vu le décret du 2 juillet 1926, portant réorganisation et réglementation des marchés de Tunis, en ses articles 37 et 38,

Arrête :

Article premier. — A partir du 1er août 1926 seront seuls admis à accomplir des ventes en gros ou demi-gros : — 1° les producteurs qui auront fait la déclaration de leur qualité auprès du Directeur du Marché; — 2° les « approvisionneurs » visés par les dispositions des articles 37 et 38 du décret du 2 juillet 1926, sous la réserve qu'ils auront posé leur candidature à un poste de Commissionnaire agréé.

Art. 2. — Les producteurs désireux de vendre directement leurs denrées au marché de première main du Fondouk El Ghalla devront, avant le 1er août 1926, déposer ou adresser au Bureau du Directeur du Marché une déclaration écrite et signée, indiquant leurs noms et prénoms, la nature de l'industrie qu'ils exercent (cultivateurs, éleveurs, etc...), les moyens dont ils disposent (superficies de terre, armements, pêcheries, etc...), la situation de leur terre, de leur installation ou la désignation de leur port d'attache.

Ils indiqueront leur intention de procéder personnellement aux ventes, ou de se faire représenter soit par un employé à leurs gages, soit par un membre de leur famille, vivant sous leur toit. Dans ce dernier cas, ils indiqueront le nom, la qualité et l'adresse de leur représentant, conformément aux prescriptions de l'article 12 du décret susvisé.

Il sera délivré récépissé de leurs déclarations; ils devront présenter ce récépissé à toute réquisition du Directeur du Marché.

Art. 3. — Les personnes, autres que les producteurs, qui désirent vendre des denrées au marché de première main, devront déposer aux bureaux de la Direction du Marché avant le 1er août 1926, une déclaration écrite et signée de candidature à la charge de Commissionnaire agréé.

Cette déclaration comprendra les nom et prénoms, l'adresse, l'âge et le lieu de naissance du candidat. Elle sera assortie d'un extrait du casier judiciaire.

Le candidat commissionnaire indiquera la nature des produits qu'il a coutume et qu'il a intention de vendre ; il indiquera s'il agit et s'il continuera à agir, jusqu'à la nomination éventuelle, en qualité de mandataire des producteurs ou en qualité de propriétaire de denrées achetées par lui.

Il indiquera les noms des producteurs dont il est le mandataire ou l'acheteur.

Il s'engagera, en outre, à observer les règles de discipline édictées par le décret du 2 juillet 1926 ou par les arrêtés pris en conformité.

Il sera statué par la Commission des Marchés sur l'admission définitive du candidat au tableau des Commissionnaires agréés, ainsi que sur le montant du cautionnement qu'il devra déposer à la Caisse municipale.

Le Directeur du Marché délivrera au candidat un récépissé de sa demande régulière de candidature.

Il lui remettra, en outre, un exemplaire, en français et en arabe, du décret du 2 juillet 1926.

Le candidat, porteur d'un récépissé, sera admis à accomplir des ventes en qualité d'approvisionneur, jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa candidature.

10 juillet 1926. — Décret relatif à la formation des listes électorales pour les élections aux tribunaux et chambres de commerce en Algérie (J. O., 24 juillet 1926).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre du commerce et de l'industrie; — Vu la loi du 21 décembre 1871 relative au mode d'élection des membres des tribunaux de commerce et le décret du 10 mai 1872 qui a rendu ladite loi applicable en Algérie; — le décret du 20 septembre 1873 relatif à la formation des listes électorales pour les élections consulaires en Algérie; — la loi du 11 décembre 1924 rendant les femmes commerçantes et an-

ciennes commerçantes éligibles aux chambres de commerce et notamment l'article 2 qui la déclare applicable à l'Algérie; — l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie et les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Article premier. — Les listes électorales prévues par la loi du 21 décembre 1871 et le décret du 20 septembre 1873 pour l'élection des membres de commerce en Algérie comprendront des commerçantes et anciennes commerçantes françaises réunissant les conditions requises des électeurs consulaires citoyens français.

10 juillet 1926. — Décret modifiant le ressort des justices de paix de Saïda (B. O., 1926, p. 2356).

10 juillet 1926. — Décret beylical relatif aux déclarations obligatoires des employeurs au sujet des membres de leur personnel soumis à l'impôt de la taxe personnelle (J. O. T., 4 août 1926).

Vu le décret du 13 juillet 1899, réglementant le recouvrement des impôts directs; — Vu le décret du 29 décembre 1913 instituant la taxe personnelle; — Vu l'avis émis par le Grand Conseil de Tunisie et la Commission arbitrale dans leur session de décembre 1925,

Article premier. — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, courtiers, ouvriers ou auxiliaires moyennant traitement, salaire, commission ou rétribution quelconque sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année, soit à la Direction générale des Finances à Tunis, soit au Contrôleur des Impôts directs ou au Receveur de l'Enregistrement de leur circonscription, un état indiquant les noms et prénoms complets, l'âge, la nationalité et l'adresse des personnes du sexe masculin qu'ils occupent au jour de l'établissement de la déclaration.

Exceptionnellement pour l'année 1926, les déclarations de l'espèce seront reçues jusqu'au 15 août 1926 inclus.

Art. 2. — Les prescriptions de l'article premier ne sont pas applicables :

1° Aux exploitations agricoles pour la partie du personnel employé accidentellement ou pour des travaux saisonniers;

2° Aux employeurs dont le personnel est rémunéré et effectivement payé au jour le jour.

Ces exploitations et employeurs seront toutefois tenus de fournir sans délai, à l'Administration des Finances, sur sa demande et pour le personnel par eux utilisé au jour de cette demande, les renseignements prévus à l'article premier.

Art. 3. — En aucun cas, les Administrateurs de l'Etat, des communes et établissements dont le budget est publié en annexe au budget de l'Etat, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, les communes et établissements susvisés, ne pourront opposer le secret professionnel aux agents de l'Administration des Finances qui, pour l'assiette ou le recouvrement de la taxe, leur demanderont communication des documents de service qu'elles détiennent.

Art. 4. — Sont maintenues applicables à la taxe personnelle et plus particulièrement en ce qui concerne les employeurs visés aux articles 1 et 2 du présent décret, les dispositions de l'article 6 du décret du 13 juillet 1899 obligeant les dépositaires ou débiteurs de deniers provenant du chef des redevables, à payer en l'acquit des contribuables et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, toutes contributions dues par ces derniers en vertu de rôles et ce alors même qu'il existerait entre leurs mains des oppositions formées par d'autres créan-

ciers des redevables. Ces paiements doivent être effectués sur simple demande de l'Administration des Finances, mais les quittances des collecteurs qui seront allouées en compte devront mentionner le nom de la partie payant pour le compte du débiteur inscrit aux rôles.

Les employeurs seront personnellement responsables du paiement au Trésor des cotes et amendes dont ils auront refusé à tort ou négligé le versement et pour lequel ils auront été requis ou dont le recouvrement aura été compromis par suite soit d'omissions ou d'inexactitudes dans la déclaration prévue aux articles 1 et 2 du présent décret, soit de refus ou défaut d'établissement de la déclaration elle-même.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 10 juillet 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, Résident général de la République française à Tunis, — Lucien SAINT.

16 **juillet 1926.** — **Arrêté du gouv. gén.,** portant modification à l'arrêté du 13 avril 1926 fixant les nouveaux traitements (J. O., 1926, p. 2279).

16 **juillet 1926.** — **Arrêté du gouv. gén.,** fixant les nouveaux traitements des secrétaires, secrétaires-adjoints, commis et khodjas interprètes (B. O., 1926, p. 2261).

16 **juillet 1926.** — **Arrêté du gouv. gén.,** fixant les traitements des architectes voyers (B. O., 1926, p. 2384).

17 **juillet 1926.** — **Décret beylical** concernant la législation relative aux occupants des biens habous (J. O. T., 4 août 1926).

Vu notre décret du 12 avril 1913, en ses considérants; — Considérant que l'exercice des « droits d'occupation » dont ce décret a reconnu l'existence sur un certain nombre de fonds ruraux habous, privés ou publics, contribue à entretenir sur ces fonds une situation confuse et préjudiciable aux légitimes intérêts des fondations; — Considérant que ces droits, dans la mesure où ils existent, sont issus de faits d'occupation, indéfiniment renouvelés ou perpétués et dont les origines sont immémoriales; — Considérant que leur existence s'est imposée au consentement tacite de nos sujets, comme un effet nécessaire des circonstances obscures et oubliées que l'histoire de notre royaume a traversées; et que l'obligation ne s'est jamais imposée à Nous d'investir cette coutume, de la dignité formelle de la loi; — Considérant qu'il est, toutefois, constant que ces pratiques traditionnelles ont été exercées par nos sujets seulement, sur des terres dont le régime, inspiré par des préoccupations charitables et des intentions religieuses, n'a jamais pu admettre des tolérances secourables qu'en faveur de l'établissement de coréligionnaires nécessiteux; — Considérant cependant, qu'il est important et urgent d'obtenir la disparition progressive, dans un délai rapproché, de ces errements coutumiers dont la persistance contrarie, sur certains points, l'œuvre d'ordre et de clarté, réalisée par l'ensemble de Notre Législation Foncière; — Considérant que cette abolition ne saurait être recherchée que par l'adoption préalable de règles transitoires qui, en soumettant les requêtes des occupants à une discrimination rigoureuse et en ne consolidant que les prétentions légitimes, accélèreront l'évolution des états de faits tolérés vers la forme juridique définitive; — Vu les propositions de la Commission compétente nommée par arrêté en date du 1er mai 1926,

Article premier. — L'occupant apelé à bénéficier des présentes dispositions est Notre sujet musulman qui, installé personnellement sur un fonds rural habous, détient et cultive une parcelle dépendant de ce fonds, d'une manière directe et continue, soit par lui-même, soit par ses ancêtres, depuis la trente-troisième année au moins qui précède celle du présent décret.

Les droits dérivant de l'occupation ainsi définie ne sont transmissibles qu'aux descendants mâles de l'occupant décédé.

Art. 2. — Celui qui, ayant été expulsé ou étant poursuivi en expulsion pour tout autre motif que le refus injustifié de s'acquitter des prestations exigibles en argent, en nature ou en travail, se prévaut de la qualité d'occupant définie ci-dessus, sera remis ou maintenu en possession tant pour son compte que pour celui de ses cohéritiers, tels qu'ils sont déterminés par l'article premier, s'il satisfait à la fois aux deux conditions suivantes : — 1° Avoir occupé, à un titre quelconque, directement et paisiblement, durant un an et un jour, soit jusqu'au moment de l'action, s'il est poursuivi en expulsion, soit jusqu'à moins de quatre-vingt-dix jours avant l'action, s'il poursuit sa réintégration dans les lieux qu'ils occupaient; — 2° Etablir la présomption de sa qualité d'occupant par la production de documents de tout ordre se rapportant à des faits d'occupation antérieurs d'au moins quinze ans à la date du présent décret.

Art. 3. — Toutefois, il appartiendra ensuite à la fondation de faire devant la juridiction, instituée par l'article 5 ci-dessous, la preuve que l'occupant présumé ne remplit pas les conditions exigées par l'article premier.

Ce recours ne sera recevable qu'au cours des six mois qui suivront la décision intervenue dans les conditions prévues par l'article 2.

Art. 4. — Les litiges nés de l'application des prescriptions de l'article 2 seront soumis à une Commission arbitrale présidée par un magistrat français du Tribunal et composée mixte, désigné par le Président de ce tribunal, d'un membre d 'un chaara régional et d'un magistrat des juridictions tunisiennes désignées par Notre Directeur de la Justice hors du ressort judiciaire de l'immeuble litigieux.

Cette commision tiendra au moins deux sessions annuelles à des dates arrêtées par Notre Premier Ministre. Elle siègera sur les lieux des litiges dont elle aura été saisie; elle entendra les parties convoquées et rendra ses décisions en dernier ressort et publiquement.

Art. 5. — Les litiges nés de l'application des prescriptions de l'article 3 seront soumis à une Commission arbitrale qui comprendra, outre le Président et les membres désignés à l'article 4, un ingénieur agronome ou agricole désigné par Notre Premier Ministre, un délégué de notre Premier Ministre et un délégué de la Djemaïa.

Cette Commission siègera en des sessions qui seront tenues à des dates arrêtées par Notre Premier Ministre, au chef lieu du caïdat ou du khalifalik du lieu du litige.

Elle statuera en dernier ressort. En cas de partage des voix, la voix du Président sera prépondérante.

Art. 6. — La redevance que paiera l'occupant qui aura obtenu gain de cause dans l'une ou l'autre des instances prévues par les articles 2 et 4 ou 3 et 5 sera déterminée soit par la convention des parties, soit, à défaut d'accord. par l'arbitrage de la Commission saisie.

Le taux de cette redevance pourra être révisé par la Commission instituée par l'article 5 à la requête de l'une des parties, tous les quatre ans, jusqu'à ce qu'il soit procédé éventuellement à la mise à enzel au profit des occupants.

Art. 7. — Lorsqu'une propriété habous fera l'objet de la procédure de cession à enzel de gré à gré en faveur des occupants, organisée par Notre décret du 12 avril 1913, la qualité d'occupant définitivement reconnue conformément aux règles qui précèdent, sera tenue pour acquise par la Commission de mise à enzel.

Art. 8. — L'ouverture régulière de la procédure de mise à enzel de gré

à gré, prévue par le décret du 12 avril 1913, dessaisira, le cas échéant, les Commissions instituées par le présent article. La Commission de mise à enzel de gré à gré statuera sur les demandes, conformément aux principes établis par le présent décret. Celui à qui la qualité d'occupant aura ainsi été reconnue en vertu du présent décret bénéficiera des dispositions du décret du 12 avril 1913 sous la réserve que la Commission de mise à enzel établira définitivement l'assiette foncière de ce droit.

Art. 9. — L'interruption volontaire de l'occupation pendant un an pour les cultures arbustives et pendant deux ans pour toutes autres cultures entraînera la perte de la qualité d'occupant reconnue par l'une ou l'autre Commission. La perte de cette qualité sera constatée par la Commission prévue par l'article 4 sur requête de la fondation.

Dans les caïdats de Kairouan, Souassi, Zlass, Hamama, Madjeurs, Fraichiches, Cafsa, Djerid, Sfax, la Skhira, Aradh, Djerba, et dans les territoires militaires du Sud, les années de sécheresse n'entreront pas en compte dans le calcul des années d'abandon.

La naturalisation française ne saurait entraîner la perte de la qualité d'occupant.

Art. 10. — La demande en reconnaissance de la qualité d'occupant ne sera pas recevable si elle se réfère à une propriété habous immatriculée ou dans laquelle le statut des occupants a fait l'objet d'un règlement administratif d'ensemble, devenu définitif par maaroudh.

En ce qui concerne les propriétés habous qui sont actuellement soumises à la procédure de mise à enzel conformément au décret du 12 avril 1913, la Commission administrative compétente sera tenue d'assurer, en tout état de cause, aux occupants, le bénéfice des dispositions du présent décret, en vue de la constitution de l'enzel, tant que les opérations n'auront pas été sanctionnées par maaroudh.

Art. 11. — Toutes requêtes et tous actes tendant à l'application du présent décret devront être adressés à Notre Premier Ministre.

Le secrétariat et la garde des archives seront assumés par Notre Direction Générale de l'Intérieur.

Art. 12. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret. Il prendra tous arrêtés réglementaires pour son application et pour la fixation des formes de la procédure et de la taxation des frais.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 17 juillet 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Résident général de la République Française à Tunis, — Lucien SAINT.

17 juillet 1926. — Arrêté du Directeur général de l'Intérieur portant réorganisation et réglementation du Marché Central de Tunis (J. O. T., 28 juillet 1926).

Vu le décret du 2 juillet 1926 portant réorganisation et réglementation du Marché central de Tunis;

Article premier. — Le Directeur du Marché est chargé de la centralisation, de la coordination et de la publication des renseignements d'ordre statistique destinés à renseigner le public sur la nature et l'importance du ravitaillement et sur le chiffre des prix atteints au cours du marché de première main.

Les éléments d'information lui seront fournis par les Services de la Municipalité de Tunis sous la forme et aux heures qu'indiquera le Directeur du Marché, conformément aux prescriptions des articles 18, 19, 26, 28, etc., du décret du 2 juillet 1926.

Art. 2. — Le Directeur du Marché est chargé de contrôler la sincérité des opérations exécutées dans le Marché conformément à la loi. A ces fins, il agira en étroite collaboration avec le Commissaire de police du Marché.

Art. 3. — Le Commissaire de police, chef du Service des Fraudes, assurera seul la charge de la police spéciale du Marché Central. Un personnel d'agents sera affecté en permanence au service du Marché Central. Ce personnel comprendra trois agents du Service des Fraudes et cinq agents du Service général.

Art. 4. — Le Commissaire du Marché rendra compte de ses opérations pour suite à donner à l'Autorité administrative supérieure; il avisera la Municipalité des délits, des infractions ou manquements disciplinaires relevés par ses services.

Art. 5. — Le Directeur du Marché sera avisé sans délai par le Commissaire du Marché Central de toute infraction ou délit que les termes du décret lui donnent pouvoir de sanctionner ou que les exigences de sa charge le placent dans la nécessité de connaître. Il pourra requérir directement, dans le périmètre du Marché Central, tous agents de la force publique, de rechercher, constater et réprimer toutes infractions disciplinaires.

Art. 6. — Le Directeur du Marché communiquera à la Municipalité les indications, observations, suggestions ou demandes qu'il croira devoir formuler dans l'intérêt de l'exécution de la loi.

Art. 7. — Il nous rendra compte, dans toutes les circonstances qui l'exigent, et au moins une fois par semaine, des communications qu'il aura été ainsi amené à faire, et il nous proposera de prendre toute réglementation opportune.

RISTELHUEBER.

19 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant réglementation de l'installation des distributeurs automatiques d'essences dans les territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2386).

28 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant modification à l'article 5 de l'arrêté du 30 décembre 1909, portant règlement du personnel des administrateurs et adjoints (B. O., 1926, p. 2263, 2306).

28 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. déterminant le mode de fixation de la date de l'élection de l'administrateur et de l'administrateur adjoint, membres de la commission supérieure des avancements pour le personnel des communes mixtes (B. O., 1926, p. 2264, 2307).

28 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant fixation des nouveaux traitements des secrétaires et secrétaires adjoints des communes mixtes des territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2390).

28 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. fixant les statuts des infirmiers chefs européens des infirmeries indigènes des territoires du Sud (B. O., 1926, p. 2393).

30 juillet 1926. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la taxe sur les bandages caoutchoutés (B. O., 1926, p. 2339).

Vu la décision des Délégations financières en date du 20 juin 1925 (article 2-2°); — Vu le décret du 26 mai 1926, et notamment l'article 13 qui prévoit qu'un arrêté du Gouverneur général déterminera les conditions dans lesquelles seront exercées les usines de rechapage; — Vu l'article 29 du même décret; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — La taxe sur les bandages caoutchoutés des voitures automobiles instituée par l'article 2 (2°) de la décision des Délégations financières du 20 juin 1925 est applicable : — 1° aux pneus, chapes et chambres à air, blocs et bandages, creux ou pleins, finis, travaillés ou bruts, destinés à être montés sur motocyclettes, side-cars, automobiles et similaires, avec exonération de la jante métallique dans le cas de bandages pleins; — Sont passibles de la taxe les articles neufs aussi bien que les articles usagés introduits en Algérie. Toutefois, les importateurs auront la faculté, en ce qui concerne les bandages usagés, de les lacérer ou de prouver leur refonte; — 2° aux bandes en caoutchouc pouvant servir à la réparation ou au rechapage des pneus ou bandages; — 3° aux gommes brutes ou en feuilles utilisées pour le rechapage.

Art. 2. — Les usines de rechapage des bandages de voitures automobiles sont soumises à l'exercice des agents des contributions diverses.

Art. 3. — Les industriels se livrant aux opérations de rechapage sont astreints à la tenue d'un registre, coté et paraphé par un agent des contributions diverses et sur lequel seront mentionnés : aux entrées la totalité des gommes en possession des industriels au moment de la mise en vigueur du présent arrêté et, par la suite, toutes les gommes brutes ou en feuilles reçues; aux sorties : les quantités de ces mêmes produits exclusivement utilisés aux opérations de rechapage.

Au fur et à mesure de leur réception, les gommes brutes ou en feuilles seront, par les soins de l'industriel, inscrites pour leur poids sur ledit registre, où l'on mentionnera également la date de la réception, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

D'autre part, préalablement à toute mise en œuvre de gomme brute ou en feuilles pour une opération de rechapage, l'industriel devra faire, sur un carnet spécial, également coté et paraphé, une déclaration indiquant le nombre de pneus à rechaper, l'heure du commencement de l'opération et la quantité de gomme devant être utilisée. Cette déclaration sera complétée par l'indication de l'heure de l'achèvement des travaux.

Les quantités de gommes mises en œuvre d'après le carnet seront totalisées en fin de journée et portées en sorties au registre visé ci-dessus (1er alinéa). Ce registre, ainsi que le carnet d'emploi des gommes devront être présentés à toute réquisition aux employés des contributions diverses.

1er août 1926. — Arrêté du Gouv. gén. règlementant les conditions d'attribution des subventions coloniales aux services publics réguliers d'autobus (B. O., 1926, p. 2006).

Sur la proposition de la commission spéciale instituée par décision du 30 janvier 1926;

TITRE I

Article premier. — Chaque année, dans la limite du crédit inscrit à son budget, l'Algérie pourra s'engager à participer au paiement des subventions que les départements, les communes ou les collectivités intéressées décideront d'allouer aux entreprises de services publics automobiles réguliers effectuant le transport : — 1° soit des voyageurs, bagages et messageries; — 2° soit de marchandises; — 3° soit à la fois de voyageurs, bagages, messageries et marchandises.

La durée de l'engagement pris par la Colonie sera, au maximum, égale à celle de l'engagement pris par les autres unités administratives ou collectivités intéressées et ne pourra dépasser dix années.

Le maximum de la subvention annuelle de la Colonie, pour chaque entreprise, sera fixé par une décision qui approuvera, en même temps, le contrat passé avec l'entrepreneur, par le département, les communes ou des

collectivités intéressées, en vue de déterminer le droit et les obligations de l'entreprise.

Art. 2. — Est considéré comme service régulier tout service fonctionnant l'année entière, sur des parcours déterminés, certains jours de la semaine, dont le nombre peut être variable d'après les époques de l'année, le tout suivant des règles nettement précisées par le contrat.

Ne pourront bénéficier de subventions de la Colonie, que les entreprises de services réguliers justifiant de moyens d'action suffisants pour pouvoir transporter, chaque jour de service, sur les parcours prévus au cahier des charges, qu'ils utilisent une ou plusieurs voitures : — a) pour les services comportant exclusivement le transport des voyageurs, avec ou sans bagages, et des messageries : au moins 15 voyageurs et 300 kilogrammes de bagages et messageries; — b) pour les services affectés au transport exclusif de marchandises : au moins 3 tonnes de marchandises; — c) pour les services mixtes comportant à la fois le transport des voyageurs, bagages, mesagerie et marchandises : au moins 15 voyageurs et 300 kilogrammes de bagages ou messageries et 2 tonnes de marchandises.

Les lignes de transports automobiles entièrement comprises dans les limites d'une agglomération urbaine ou doublant les services des chemins de fer ne sont pas admises au bénéfice des subventions de la Colonie.

Art. 3. — La subvention maximum demandée à la Colonie sera déterminée, au moment de la passation du contrat, par comparaison des dépenses et recettes probables de l'entreprise d'après un tableau dressé conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Les dépenses probables seront fixées d'après un prix de revient moyen du kilomètre-voiture à établir, pour chaque type de véhicule, en tenant compte de l'utilisation qui en sera prévue au contrat, des prix-courants de la main-d'œuvre et des matières premières, ainsi que des frais généraux et du bénéfice de l'entrepreneur.

Les recettes probables seront obtenues par l'application des tarifs admis, en supposant un minimum d'utilisation moyenne de la capacité offerte qui sera apprécié par les ingénieurs du contrôle, en tenant compte de l'organisation de chaque service, pour les voyageurs, pour les bagages et messageries, et pour les marchandises en service mixte ou les marchandises en service spécial, des caractéristiques du matériel, des conditions locales d'exploitation et des transports à prévoir, s'il y a lieu, en exécution de la clause postale.

On y ajoutera les subventions du département, des communes ou des collectivités intéressées, et, s'il y a lieu, toutes autres indemnités allouées à l'entreprise.

La subvention maximum de la Colonie, calculée comme ci-dessus, ne pourra en aucun cas dépasser quatre fois le montant des subventions allouées par le département, les communes ou les collectivités intéressées, ni excéder, pour chaque kilomètre effectivement parcouru, vingt millimes par place offerte ou par quintal métrique de capacité de bagages, messageries ou marchandises.

Art. 4. — La subvention totale due, chaque année, à l'entrepreneur, sera ensuite calculée, d'après le parcours effectué pendant l'année, par les véhicules et leur capacité en voyageurs, bagages, messageries et marchandises.

Des services supplémentaires pourront, dans des conditions à déterminer par le contrat, être admis à compenser des services réduits ou supprimés certains jours.

La convention comportera obligatoirement une clause spéciale spécifiant que lorsque la recette brute (R) de l'année, y compris le montant de la subvention totale calculée, comme il est dit au § 1 du présent article, dé-

passera (A) francs, les 3/4 de l'excédent (R—A) viendront en déduction de la subvention totale.

Le chiffre forfaitaire (A) sera égal au montant des dépenses probables calculées comme il est dit à l'article 3.

Le montant de la réduction sera réparti entre la Colonie, le département les communes et les collectivités intéressées, au prorata de chacune des subventions allouées par les unités administratives ou collectivités intéressées.

Art. 5. — Lorsque le contrat prévoit la révision, en cours d'entreprise, des tarifs et du maximum de la subvention kilométrique, la clause inscrite à cet effet devra fixer les conditions et la procédure de cette révision d'après les fluctuations dûment constatées de certains des éléments du prix de revient du kilomètre-voiture. Le nombre de ces éléments qui doivent se rattacher soit à la construction des véhicules, soit à l'exploitation du service ne doit, en aucun cas, être supérieur à trois.

La révision des tarifs entraînera celle du chiffre forfaitaire (A) fixé pour le maximum des recettes au-delà duquel la subvention totale doit être réduite.

Art. 6. — L'attribution de toute subvention de la Colonie sera subordonnée à l'insertion, dans le cahier des charges, d'une clause astreignant l'entrepreneur à effectuer régulièrement le service du transport des dépêches postales et des colis postaux.

Pour les lignes à service intermittent et pour celles dont les services seraient organisés suivant des horaires qui n'en permettraient pas l'utilisation par l'administration des postes, l'entrepreneur sera tenu, moyennant une légitime rémunération, d'assurer avec un matériel spécial, à des heures et dans des conditions déterminées, le transport des dépêches postales et des colis postaux.

L'indemnité à laquelle l'entrepreneur aura droit, pour le transport des dépêches postales et des colis postaux sera fixée sauf accord direct entre les intéressés, par le Gouverneur général.

Art. 7. — L'entrepreneur sera également tenu, s'il y a lieu, d'assurer la correspondance du chemin de fer, dans les conditions qui feront l'objet d'un traité spécial passé avec le réseau intéressé.

TITRE II

Art. 8. — Tout entrepreneur de service régulier de transport par voitures automobiles, subventionné par la Colonie, constate sur un registre à souche, coté et paraphé, la mise en marche de chaque voiture.

Il inscrit, à cet effet, pour chaque voyage, tant sur la souche que sur le feuillet à détacher : — 1° le jour et l'heure du départ; — 2° le numéro d'ordre de la voiture et sa capacité pour chacune des sortes de trafic qu'elle doit assurer; — 3° le lieu de départ, le lieu de destination et la distance à parcourir.

Le feuillet est remis au départ au conducteur qui y inscrit l'heure d'arrivée au lieu de destination, puis l'heure de départ et d'arrivée, pour le voyage du retour.

Art. 9. — Les services publics de transports par voitures automobiles subventionnés par la Colonie sont soumis au contrôle et à la surveillance du Préfet, sous l'autorité du Gouverneur général.

Le Préfet confie l'exercice de ce contrôle et de cette surveillance à des agents qu'il choisit parmi les fonctionnaires des administrations des Ponts et Chaussées et des Contributions diverses. Le contrôle a pour but de vérifier si l'entrepreneur remplit les conditions qui, d'après le contrat, lui donnent droit aux subventions et d'établir le montant de ces subventions.

Les contrôleurs cotent et paraphent, sur des feuillets à détacher, les registres de l'entrepreneur. Ils ont le droit de consulter ces registres et tous les documents qu'ils jugent utiles à leur mission.

Art. 10. — L'entrepreneur doit tenir une comptabilité spéciale détaillée de toutes les recettes et dépenses de son entreprise; cette comptabilité est arrêtée, en totaux, à la fin de chaque année et doit être communiquée aux fonctionnaires du contrôle toutes les fois qu'ils en font la demande, ainsi que toutes pièces justificatives à l'appui.

Art. 11. — L'entrepreneur adresse à l'agent du contrôle désigné à cet effet par le Préfet, avant le dix de chaque mois, un relevé du registre à souches dont la tenue est prescrite par l'article 9 ci-dessus, établissant pour le mois précédent, le parcours des véhicules, leur capacité pour chacune des sortes de trafic qu'ils doivent assurer et la durée de chaque voyage..

Il adresse au Préfet, avant le 10 janvier de chaque année pour l'année précédente, un décompte établissant le montant de la subvention dont il demande le paiement. Il fournit, à l'appui de ce décompte, les chiffres des dépenses et recettes totales de son entreprise d'après la comptabilité spéciale qu'il doit tenir et arrêter à la fin de chaque année en vertu de l'article précédent.

Ce décompte est communiqué, pour avis, aux agents du contrôle qui le retournent au Préfet, avant la fin de janvier, avec leurs propositions.

Art. 12. — Le dossier est ensuite soumis par le Préfet, à une commission nommée par lui et composée : d'un membre du Conseil général du département, président; — d'un ingénieur des Ponts et Chaussées; — d'un fonctionnaire de l'administration des Contributions diverses.

Cette commission renvoie le dossier au Préfet, avec son avis, avant la fin de février.

Le Préfet transmet le dossier, avec ses propositions, au Gouverneur général qui fixe le montant de la subvention de la Colonie.

Art. 13. — Pour les services exclusivement subventionnés par une commune ou un syndicat de communes, l'entrepreneur adresse au maire ou au président du comité d'administration du syndicat, le décompte annuel établissant le montant de la subvention dont il demande le paiement.

La commission nommée par le Préfet pour examiner ce décompte, comprend, au lieu et place d'un membre du Conseil général et selon les cas, un membre du Conseil municipal ou du comité d'administration du Syndicat.

Le dossier est renvoyé par la commission avec son avis, au maire ou au président du comité d'administration du syndicat, qui doit le retourner au Préfet, avant la fin de février.

Art. 14. — Les types de convention et de cahier des charges sont annexés au présent arrêté.

Art. 15. — Est abrogé l'arrêté du 23 février 1912 fixant les conditions dans lesquelles peuvent être allouées des subventions de la Colonie aux services publics réguliers de transports automobiles.

Les services déjà subventionnés avant l'intervention du présent arrêté resteront cependant soumis jusqu'à l'expiration de leur contrat aux dispositions de l'arrêté du 23 février 1912.

1er août 1926. — Circulaire du gouv. gén. aux préfets, pour l'application de l'arrêté du 1er août 1926 (B. O., 1926, p. 2011).

3 août 1926. — Décret beylical modifiant le décret du 23 novembre 1918 relatif aux terres collectives du Sud (J. O. T., 28 août 1926).

Vu Notre décret du 23 novembre 1918 fixant le régime des immeubles

dans les territoires militaires du Sud; — Considérant qu'il convient d'apporter à certaines dispositions de ce décret des modifications destinées à assurer la pleine efficacité de son application; — Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Article premier. — L'article 7, alinéa 2, est ainsi modifié :

« Il en sera de même des partages, des constitutions en habous, de tou-
« tes locations excédant trois ans, des locations de plus de six mois lors-
« qu'elles portent sur une superficie supérieure à 20 hectares, et des auto-
« risations de planter. »

Art. 2. — Il est ajouté au décret un article rédigé ainsi qu'il suit et qui prendra le numéro 8 (bis) :

« Aucun projet d'aliénation ou de complant de tout ou partie d'un bien
« commun ne pourra être examiné par le Conseil de Tutelle local si ce
« bien n'a fait préalablement l'objet d'un bornage, dans les conditions
« des articles 11 b, c et 18 ci-après. »

Art. 3. — L'article 19, paragraphe b, est modifié comme il suit :

« A ce Conseil sont soumis pour avis avant leur homologation par dé-
« cret :

« 1° Les procès-verbaux des Commissions d'arbitrage instituées par l'ar-
« ticle 22 du présent décret;

« 2° Les procès-verbaux de bornage établis par les Conseils de Tutelle
« locaux, conformément à l'article 18;

« 3° Toutes décisions des Conseils de Tutelle autorisant, avec ou sans
« modifications, conformément aux dispositions des articles 14, 15, 16 et
« 17, des aliénations d'immeubles, des constitutions de droits réels immo-
« biliers, ou locations. »

Art. 4. — L'article 19, paragraphe c, est complété comme il suit :

« ...Et du Chef du Bureau foncier de la Direction générale de l'Inté-
« rieur, qui remplit des fonctions de Secrétaire. »

Art. 5. — L'article 20, paragraphe d, est modifié comme il suit :

« Dans la huitaine de leur réception, le Directeur général de l'Intérieur
« transmettra au Président du Conseil de Tutelle central les actes d'appel
« des parties, les procès-verbaux des Commissions d'arbitrage et les pro-
« cès-verbaux des Conseils de Tutelle locaux relatifs à des bornages ou
« à des autorisations d'aliénation d'immeubles, constitutions de droits
« réels immobiliers ou locations. »

Art. 6. — Les paragraphes a et b de l'article 21 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § a. — Le Conseil de Tutelle central s'assemblera, sur la convo-
« cation de son Président, dans la quinzaine du jour où il aura été saisi
« des appels et procès-verbaux par Notre Directeur général de l'Intérieur.
« Il pourra valablement délibérer si huit membres au moins, dont quatre
« membres français et quatre membres tunisiens, assistent à la séance.

« § b. — Le Conseil assemblé sera assisté d'un interprète. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 3 août 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire de France, à Tunis, — BONZON.

4 août 1926. — Loi sur la propriété foncière en Algérie (J. O., 5 août 1926; B. O., 1926, p. 2472).

Article premier. — La constatation de la propriété privée en territoire melk et la constitution de la propriété individuelle en territoire collectif continueront à s'effectuer conformément aux dispositions de la loi du 16 février 1897, en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente loi.

Art. 2. — La délivrance des titres de propriété en territoire collectif peut être poursuivie : — 1° Soit à la requête des prétendants droit à la

possession du sol ou de ceux à qui auront été consenties des promesses de vente dans les conditions et suivant la procédure édictée par les articles 2 et suivants de la loi du 16 février 1897, sous réserve des modifications résultant de la présente loi; — 2° Par voie de constitution d'ensemble dans les conditions et suivant les règles qui seront précisées ci-après.

Art. 3. — Le Gouverneur général pourra, par arrêté pris en conseil de gouvernement, décider que les opérations de constitution de la propriété seront poursuivies par des procédures d'ensemble portant sur des douars ou des parties de douar : — 1° Lorsque les intérêts de la colonisation l'exigeront; — 2° Lorsqu'il sera nécessaire de fixer ou de régulariser au besoin par voie d'acquisition ou d'échange — les limites périmétriques des forêts ou des enclaves forestières; — 3° Lorsque dans un intérêt public, il y aura lieu de favoriser dans les territoires déterminés, le développement des transactions immobilières ou des opérations de crédit parmi les populations musulmanes; — 4° Lorsque dans un douar, la moitié des surfaces aura fait l'objet d'enquêtes partielles homologuées conformément à la loi du 16 février 1897; — 5° Lorsque les prétendants droit à la possession des terres collectives demanderont l'enquête d'ensemble par une double majorité en nombre et en surface occupée; l'une de ces deux majorités devant obligatoirement être celle des 2/3.

La demande des intéressés sera soumise pour avis à la djemâa du douar, à l'assemblée communale et à l'assemblée départementale.

Le mode de calcul du nombre des prétendants droit et des surfaces sera déterminé par un arrêté du Gouverneur général.

Dans les douars où certaines parcelles auront déjà fait l'objet d'enquêtes partielles homologuées, elles entreront en ligne de compte ainsi que leurs propriétaires, pour le calcul des majorités requises à l'appui de la demande d'ouverture de constitution d'ensemble.

Art. 4. — Au vu de l'arrêté gouvernemental intervenu dans les conditions ci-dessus indiquées, pour déterminer le douar ou la partie de douar qui devra être soumis aux opérations d'ensemble, le préfet prendra un arrêté désignant le commissaire-enquêteur et fixant le jour de l'ouverture des opérations.

Cet arrêté sera, trente jours au moins d'avance, inséré au journal « Le Mobacher ». Il sera, en outre, inséré dans l'un des principaux journaux de l'arrondissement et du chef-lieu du département.

Le même arrêté sera notifié au directeur des domaines et au conservateur des forêts, publié dans les principaux marchés de la commune et affiché en français et en arabe à la mairie de la commune ou au siège de la commune mixte et partout où besoin sera.

Ces insertions et publications constitueront pour tous les intéressés une mise en demeure d'avoir à réunir tous les documents ou témoignages utiles pour établir les droits de possession ou autres auxquels ils prétendent.

Art. 5. — Au jour fixé par l'arrrêté préfectoral, le commissaire-enquêteur se rendra sur les lieux et recevra tous dires, demandes et témoignages, et pièces justificatives relatifs à la jouissance du sol. Il déterminera à l'aide des documents en sa possession et des renseignements recueillis par lui, les limites des parcelles occupées, les droits des intéressés, recevra leurs réclamations et procèdera au bornage des immeubles qui sera suivi d'un levé de plan parcellaire.

Les réclamations, dires, témoignages et pièces à l'appui seront insérées au procès-verbal.

Les mineurs, les interdits et toutes personnes non présentes seront représentées par leurs tuteurs légaux ou datifs, leurs mandataires, les cadis

et toutes autres personnes ayant la représentation légale suivant le droit musulman.

Art. 6. — Le procès-verbal des opérations et des dires recueillis accompagné du plan parcellaire, restera déposé à la mairie ou au siège de la commune mixte pendant un délai de quatre-vingt-dix jours à dater de la clôture.

Sa traduction en arabe accompagnée du plan, sera déposée pendant le même délai entre les mains du caïd de la situation des biens. Ce double dépôt sera porté à la connaissance des intéressés dans les dix jours de la clôture du procès-verbal, par les moyens de publicité indiqués à l'article 4. Pendant ce délai de quatre-vingt-dix jours, toutes les personnes pourront en prendre communication et faire consigner à la suite du procès-verbal tous les dires et réclamations concernant les droits auxquels elles prétendront sur les immeubles ayant fait l'objet de la procédure. Passé ce délai de quatre-vingt-dix jours aucune réclamation ne sera plus recevable.

Art. 7. — Dans les quarante-cinq jours qui suivront l'expiration de ce délai, le commissaire-enquêteur se rendra de nouveau sur les lieux, à l'effet de constater l'objet de ces réclamations, de concilier les parties si faire se peut et de rédiger un procès-verbal définitif. Ce nouveau transport sera annoncé au moins quinze jours à l'avance par les moyens de publicité indiqués à l'article 4.

Le commissaire-enquêteur étudiera les réclamations qui se seront produites et donnera son avis motivé sur leur mérite. Il devra, d'office, signaler dans son procès-verbal, les droits pouvant appartenir à l'Etat et dont il serait constaté l'existence au cours de ses opérations.

Les immeubles qui auront été l'objet des procédures édictées par la présente loi demeureront libres et affranchis de tous les droits qui n'auront pas été réclamés en temps utile.

Art. 8. — Le procès-verbal définitif accompagné de tout le dossier de l'enquête et du plan parcellaire sera soumis par le préfet à l'homologation du Gouverneur général en conseil de gouvernement.

A partir de la publication de l'arrêté d'homologation du Gouverneur général dans le journal officiel de l'Algérie « Le Mobacher », les constatations relatives à la propriété des immeubles de propriétés collectives soumis à l'application de la présente loi seront de la compétence des tribunaux judiciaires.

Art. 9. — A dater de l'arrêté d'homologation du Gouverneur général, les occupants maintenus en possession ou les prétendants droit à la possession des terres soumises à l'enquête dont les droits auront été reconnus, seront considérés comme propriétaires, à titre privé, des terres dont ils auront été reconnus possesseurs. Il sera procédé par le service des domaines à l'établissement des titres nominatifs de propriété. Ces titres seront accompagnés de plans.

Les terrains attribués à l'Etat comme biens vacants et sans maître, à la suite d'une procédure d'enquête effectuée en exécution tant de la présente loi que de la loi du 16 février 1897, pourront être vendus aux occupants dans les conditions prévues par les articles 18 et 19 du décret du 25 juillet 1860.

Art. 10. — Les charges reconnues fondées et pesant sur les immeubles, de même que les baux de plus de trois années, seront inscrits sur les titres de propriété. Les charges non inscrites ne pourront être opposées aux tiers pour une durée de plus de trois années. Les dispositions de cet article s'appliquent également aux procédures d'enquête partielles.

Art. 11. — Les titres délivrés par l'administration des domaines, conformément à la procédure d'ensemble ci-dessus indiquée auront la même

valeur que celle attribuée aux titres délivrés en exécution de la loi du 16 février 1897.

Art. 12. — L'initiative des procédures d'enquêtes partielles instituées par la loi du 16 février 1897 peut être prise également par les propriétaires d'immeubles dont la propriété a été constatée par des titres français quelle que soit la nature de ces titres, à l'exception toutefois de ceux qui ont été délivrés en exécution de ladite loi ou qui le seront en exécution de la présente.

Dans le cas où la propriété sera constatée par des titres délivrés en exécution des lois des 26 juillet 1873 et 28 avril 1887, le commissaire-enquêteur les prendra nécessairement pour point de départ de la procédure et ne pourra discuter que les actes juridiques intervenus postérieurement.

Art. 13. — Les réclamations visées par l'article 7 de la loi du 16 février 1897 devront comporter les renseignements suivants : — 1° Identité complète du réclamant; — 2° Son lieu d'élection de domicile; — 3° Exposé de ses prétentions avec désignation précise de l'immeuble revendiqué; — 4° Eventuellement, indication de tous titres, documents ou pièce pouvant justifier lesdites prétentions.

Art. 14. — L'article 8 de la loi du 16 février 1897 est complété dans les conditions suivantes :

« Dans les dix jours qui suivront l'expiration de ce délai le commissaire-enquêteur se rendra de nouveau sur les lieux si de nouvelles réclamations se sont produites et rédigera un procès-verbal définitif. Il constatera les réclamations présentées en temps utile et donnera son avis motivé tant sur le mérite de la requête originaire que sur lesdites réclamations.

« Il indiquera sur son procès-verbal qui, du requérant ou du réclamant, est en possession de la terre faisant l'objet de l'enquête et, si la possession est contestée, il donnera son avis sur le mérite des réclamations formulées.

« Il devra, d'office, signaler dans son procès-verbal les droits pouvant appartenir à l'Etat sur l'immeuble et que l'enquête lui aura révélés.

« L'immeuble, objet de la requête, demeurera libre et affranchi de tous les droits réels qui n'auront pas été réclamés en temps utile. Toute réclamation ou revendication ultérieure n'ouvrira plus aux prétendants droits qu'une action personnelle contre celui qui aura bénéficié de leur déchéance.

« Si, aux termes de réclamations subsistant au procès-verbal définitif, la possession des immeubles est revendiquée par les deux parties, le commissaire-enquêteur sera tenu de transmettre immédiatement le dossier d'enquête, avec toutes pièces à l'appui, au juge de paix du canton de la situation des immeubles dont la possession est contestée, lequel statuera dans les formes et délais qui seront déterminés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 22 ci-après. »

Art. 15. — L'article 9 de la loi du 16 février 1897 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le procès-verbal définitif et les pièces à l'appui seront transmis au directeur des domaines. Celui-ci devra procéder sans délai à l'établissement et à la délivrance des titres dans le cas où le procès-verbal ne constaterait aucune réclamation, sauf ce qui est dit à l'article 13 de ladite loi.

« Dans le cas contraire, s'il s'agit d'un droit réclamé par l'Etat ou en son nom, le procès-verbal sera communiqué au Gouverneur général.

« Dans tous les cas, le titre ne pourra être établi et délivré qu'autant que toutes les réclamations consignées au procès-verbal auront été rapportées soit par mainlevée amiable ou judiciaire, soit par annulation pure et

simple dans les conditions indiquées ci-après: — 1° Si le requérant n'est pas en possession des immeubles soumis à l'enquête, il lui appartiendra de rapporter mainlevée de ces réclamations. La mainlevée devra consister, soit en une renonciation par acte de notaire ou de cadi émanant des auteurs de la réclamation, soit en une décision judiciaire repoussant définitivement cette réclamation. Lorsque la requête émanera d'un acquéreur, celui-ci pourra contraindre son vendeur à rapporter la mainlevée des réclamations sous peine de résiliation du contrat et de tous dommages-intérêts envers le requérant; — 2° Si le requérant est en possession des immeubles soumis à l'enquête, le fardeau de la preuve incombera au réclamant. — Le dossier, complété par les décisions du tribunal compétent, sera alors transmis à la direction des domaines par l'intermédiaire du préfet. — Ceux qui, au cours des procédures ouvertes, en exécution, soit de la présente loi, soit de la loi du 16 février 1897, auront formulé des réclamations non fondées, seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de quinze à trois cents francs (15 à 300) ou de l'une de ces deux peines seulement, si leur mauvaise foi vient à être établie. Dans le cas de récidive, ces peines seront portées au double et l'emprisonnement sera toujours appliqué. »

Art. 16. — L'article 11 de la loi du 16 février 1897 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En territoire de propriété privée, le directeur des domaines notifiera par lettre recommandée au requérant ou au réclamant, suivant le cas, la remise faite entre ses mains du procès-verbal définitif visé à l'article 15, paragraphe 1er ci-dessus.

« Dans les six mois qui suivront cette notification, l'instance devra être introduite à la diligence, soit du requérant, s'il n'a pas la possession de l'immeuble soumis à l'enquête, soit du réclamant dans le cas contraire.

« Faute par la partie demanderesse d'avoir notifié au directeur des domaines dans le délai imparti, les actes introductifs d'instance, la requête en délivrance du titre et les opérations y relatives seront considérées comme nulles et non avenues dans le premier cas, ou la réclamation annulée purement et simplement dans le second cas.

« S'il s'agit d'un acquéreur, la notification susvisée devra mentionner que son vendeur poursuit la mainlevée des réclamations produites. »

Art. 17. — Ceux qui, au cours des procédures d'enquêtes, auront été reconnus avoir vendu le même immeuble à différents acquéreurs, seront punis de six mois à un an de prison et de mille à cinq mille francs (1.000 à 5.000 francs) d'amende, ou de l'une de ces deux peines seulement. Dans le cas de récidive, les peines seront portées au double et l'emprisonnement sera toujours appliqué.

Art. 18. — Les juges de paix connaissent de tous les litiges intéressant les immeubles ruraux francisés appartenant à des indigènes musulmans, lorsque ces litiges n'interviennent qu'entre musulmans, à l'exception des procédures de saisie immobilière, d'ordre, de licitation et de vente de biens de mineurs, qui restent de la compétence des tribunaux civils.

Les demandes en partage intervenant entre musulmans qui intéressent les immeubles susvisés, y compris celles qui seront faites en application de l'article 2205 du code civil, sont portées devant le juge de paix qui procède au partage, conformément aux prescriptions de l'article 17 de la loi du 16 février 1897 modifié.

Sous cette réserve il sera jugé sur le fond du droit et les modes de preuve, conformément aux règles de la loi française, sauf en ce qui concerne les questions de statut personnel et successoral y compris la matière du habous, qui seront régis par la loi mususmane et les règles spéciales de la législation algérienne.

Les litiges susvisés et les demandes en partage sont jugés en dernier ressort par le juge de paix jusqu'à concurrence de trois mille francs. L'appel sera porté devant le tribunal de première instance.

Les autres voies de recours sont celles qui sont déterminées et réglementées par les lois sur la procédure française. La procédure qui sera suivie tant devant le juge de paix en première instance que devant le tribunal civil en appel est celle qui est réglementée par les décrets des 17 avril 1889 et 25 mai 1892.

Le présent article s'applique à tous les litiges intéressant les immeubles ruraux francisés quelle que soit la nature du titre qui a opéré leur francisation.

Art. 19. — L'article 17 de la loi du 16 février 1897 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le partage ou la licitation d'un immeuble rural dont la moitié au moins appartient à des indigènes musulmans, sera demandé, soit par un ou plusieurs copropriétaires, soit par le tuteur, curateur ou créancier d'un ou de plusieurs copropriétaires, l'article 827 du code civil ne sera pas applicable.

« Il ne pourra être procédé à la licitation que si les deux tiers en droit des propriétaires sont d'accord pour demander cette solution et si l'immeuble n'est pas commodément partageable en nature.

« A défaut, le tribunal saisi de la demande en partage ou licitation divisera l'immeuble, par voie d'attribution en nature, en deux blocs représentant : l'un les droits des demandeurs en partage et l'autre les droits des défendeurs qui resteront en indivision sur le bloc à eux attribué.

« A partir de ce moment la procédure de partage ne suivra son cours que sur le bloc attribué aux demandeurs. Le partage sera effectué entre eux par voie d'attribution en nature, en parts correspondant à la valeur de leurs droits indivis. Si deux ou plusieurs d'entre eux veulent rester en indivision, il sera fait droit à leur demande en ce qui les concerne. Le tribunal pourra si cela est nécessaire pour la formation des parts, recourir à l'attribution de soultes en argent.

« Les frais de ces procédures resteront à la charge exclusive des demandeurs, à moins que les défendeurs n'aient soulevé des difficultés reconnues non justifiées.

« Le présent article s'applique à tous les immeubles ruraux possédés pour plus de moitié par les musulmans quelle que soit la région où ils se trouvent et quelle que soit la nature du titre qui en constate la propriété.

« Les instances en partage ou licitation qui seront engagées au moment de la publication de la présente loi suivront leur cours. »

Art. 20. — Les dispositions de la présente loi sont applicables de plein droit à tous les territoires de l'Algérie du Nord et aux Territoires du Sud qui auront fait préalablement l'objet des opérations de délimitation et de répartition prévues par le sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Art. 21. — Les opérations de constatation et de constitution de la propriété pourront être également entreprises dans les tribus des Territoires du Sud non encore soumises aux opérations du sénatus-consulte.

Ces opérations seront autorisées pour chaque enquête par un arrêté du Gouverneur général.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 22 ci-après déterminera les conditions d'application du présent article.

Art. 22. — Un règlement d'administration publique rendu dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi en déterminera les conditions d'application.

4 août 1926. — Décret relatif aux pièces à produire par les indigènes algériens désireux de venir travailler en France (J. O., 7 août 1926).

ART. 1er. — Les indigènes algériens désireux de venir travailler en France devront, au moment de leur embarquement, produire : — 1° Une carte d'identité, avec photographie, établissant que le titulaire a satisfait aux exigences du service militaire; — 2° Un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas été frappé de condamnations graves; — 3° Un certificat médical attestant que l'indigène n'est pas atteint d'aucune maladie contagieuse, et a été vacciné depuis moins de cinq ans; — 4° La justification d'un certain pécule permettant de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail.

4 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant modifications à l'article 8 de l'arrêté du 20 avril, relatif aux indemnités allouées au personnel du service topographique (B. O., 1926, p. 2578).

4 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les nouveaux salaires des cantonniers et chefs cantonniers des routes nationales (B. O., 1926, p. 2612).

5 août 1926. — Arrêté du Directeur général des Finances modifiant l'art. 30 de l'arrêté du 5 avril 1926, réglementant la culture du tabac en Tunisie (J. O. T., 21 août 1926).

6 août 1926. — Loi portant de 1.700 millions à 2.100 millions de francs le chiffre maximum des émissions de la banque de l'Algérie (J. O., 7 août 1926).

7 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les classes et les nouveaux traitements des brigadiers et cavaliers de communes mixtes (B. O., 1926, p. 2469).

9 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général complétant l'arrêté du 20 février 1919 désignant les douars des communes de plein exercice pour lesquels les obligations incombant aux contrôleurs des contributions directes et du cadastre seront transitoirement remplies par les répartiteurs du service des contributions directes en ce qui touche les contribuables indigènes (B. O., 1926, p. 2532).

12 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant les limites en deçà desquelles l'utilisation des filets traînants de la 1re série et du tartanon est prohibée (B. O., 1926, p. 2622).

13 août 1926. — Décret beylical portant création d'un collège à Sousse (J. O. T., 18 septembre 1926).

Sur la proposition du Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le rapport de Notre Premier Ministre.

Article premier. — Il est créé à Sousse, à dater du 1er octobre 1926, un établissement d'enseignement qui prendra le nom de « Collège de Sousse ».

Art. 2. — Le Collège de Sousse comprendra des cours d'enseignement secondaire, des cours d'enseignement primaire supérieur, des cours d'enseignement pratique et une école primaire élémentaire.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 13 août 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence générale de France à Tunis. — BONZON.

14 août 1926. — Décret portant relèvement des soldes des pilotes en Algérie (B. O., 1926, p. 2628).

16 août 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant modifications à l'arrêté du 1er février 1917 portant réorganisation de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie à Paris (B. O., 1926, p. 2454).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu le décret du 16 janvier 1902 sur le régime financier en Algérie; — Vu l'arrêté du 1er février 1917 portant réorganisation de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie à Paris; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Le conseil de gouvernement entendu,

Article premier. — Les articles 11, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de l'arrêté du 1er février 1917 sont ainsi modifiés :

Art. 11. — Le personnel de l'Office comprend : — « Un directeur; — Un secrétaire général; — Un attaché commercial; — Des attachés dont le nombre est fixé par une décision du Gouverneur général selon les nécessités du service et dans la limite des crédits budgétaires.

« Art. 16. — Le directeur de l'Office reçoit les mêmes traitements que les directeurs du gouvernement général. Toute nomination se fait à la 3e classe. Les promotions de classe ne peuvent avoir lieu qu'après une ancienneté de cinq ans au moins dans chaque classe.

« Les traitements du personnel de l'Office sont fixés ainsi qu'il suit : — Secrétaire général — 1re classe, 22.650 fr.; — 2e classe, 21.000; — 3e classe, 20.000 fr.; — 4e classe, 18.600 fr.; — 5e classe, 17.300 fr. — Attaché commercial. — 1re classe, 21.000 fr.; 2e classe, 20.000 fr.; — 3e classe, 18.600 fr.; — 4e classe, 17.300 fr.; — 5e classe, 16.000 fr.; — 13.800 fr.; — 4e classe, 12.600 fr.; — 5e classe, 11.400 fr.; — 6e classe, 10.200 fr.

« Art. 17. — Les dactylographes et sténo-dactylographes et les gardiens de bureau nommés dans les conditions prévues aux articles 12, 13 et 14 ci-dessus, reçoivent les mêmes traitements et salaires que les employés de même ordre du gouvernement général.

« Toutefois, à titre transitoire, le traitement du commis expéditionnaire dactylographe est fixé à 10.500 fr.

« Art. 18. — L'avancement du personnel de l'Office, à l'exception du directeur, a lieu au choix sur la proposition de ce dernier et l'avis du secrétaire général du gouvernement dans les conditions fixées par l'arrêté du 23 octobre 1923, qui règle les conditions d'avancement du personnel du gouvernement général.

« Art. 19. — Le personnel commissionné de l'Office verse à la retraite dans les conditions prévues par la loi du 14 avril 1924 et le décret du 2 février 1926.

« Les dispositions des articles 29 à 36 de l'arrêté du 30 mars 1909, modifiées par l'arrêté du 1er mai 1922, relatif aux retraites des employés auxiliaires de l'administration centrale du gouvernement général pourront être appliquées, par décision du gouverneur général, aux employés auxiliaires actuellement en fonctions non affiliés à la caisse des retraites de l'Algérie et à ceux qui seront nommés à l'Office, dans les conditions prévues aux articles 12, 13 et 14 ci-dessus.

« Art. 20. — Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté du 30 mars 1909 sur la discipline du personnel des bureaux de l'administration centrale du gouvernement général s'appliquent au personnel de l'Office.

« Le conseil de discipline est composé comme suit :

« Le secrétaire général du gouvernement ou son délégué, président; deux conseillers ou conseillers-adjoints de gouvernement; deux fonctionnaires ou agents du gouvernement général de même ordre ou choisis dans le personnel du gouvernement selon les équivalences de traitement. Les

fonctions de rapporteur sont remplies par l'un des deux conseillers ou conseillers-adjoints de gouvernement désignés ci-dessus.

« Art. 21. — Le personnel de l'Office reçoit pour ses frais de déplacement et de séjour les mêmes indemnités que les fonctionnaires et agents de l'administration centrale du gouvernement général auxquels il peut être assimilé. Cette assimilation est basée sur l'équivalence des traitements.

« Toutefois, pour les missions de longue durée, notamment à l'occasion des foires et expositions en France et à l'étranger, des allocations particulières peuvent être allouées par des décisions spéciales du gouverneur général. »

Art. 2. — L'indemnité de 10 % accordée au personnel de l'Office par arrêté du 2 novembre 1921, sera supprimée dès que les disponibilités budgétaires permettront l'application intégrale des dispositions prévues au présent arrêté.

Art. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté ne comportent pas l'indemnité algérienne de 25 %.

Art. 4. — Le personnel de l'Office reçoit les indemnités de résidence attribuées par les lois et règlements en vigueur aux personnels des administrations publiques de la métropole : ces indemnités sont établies et calculées sur les mêmes bases.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles qui font l'objet du présent arrêté.

Art. 6. — Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

18 août 1926. — Décret beylical modifiant le décret du 3 avril 1920, réglementant les établissements de spectacles et concerts (J. O. T., 22 septembre 1926).

Vu les décrets des 17 avril 1897 et 14 janvier 1914;

Vu le décret du 3 avril 1920 portant réglementation de l'exploitation des établissements de spectacles, café-concerts, etc... dans la Régence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'Intérieur,

Article premier. — Les dispositions des articles 29 et 34 du déeret du 3 avril 1920 réglementant l'exploitation des spectacles publics dans la Régence sont remplacées par les dispositions ci-après :

« Art. 29. — La largeur des dégagements et des couloirs circonscri-
« vant la salle à chaque étage sera toujours proportionnelle au nombre
« de spectateurs et dans tous les cas ne pourra être inférieure à 2 mètres. »

« Art. 34. — Les tambours devront avoir leurs côtés fixes, la face
« de ces tambours sera percée d'une porte à deux vantaux ouvrant à
« l'extérieur, ayant la même largeur que la baie abritée. Cette porte ne
« sera munie d'aucun appareil de fermeture. Lorsque les dimensions des
« vestibules le permettront, il pourra être établi des tambours spéciaux
« dont les dimensions devront être admises, avant construction, par la
« Commission des Théâtres. »

Art. 2. — Le décret du 3 avril 1920 portant réglementation des spectacles publics dans la Régence est complété comme suit :

TITRE V

« Mesures coercitives »

« Art. 128. — Lorsque l'Administration municipale, sur la proposition
« de la Commission ou de la Sous-Commission des Théâtres, aura pres-

« crit, dans un établissement de spectacles, des travaux d'amélioration « découlant des prescriptions du présent décret, l'exploitant en sera avisé « par écrit.

« Si dans les huit jours qui suivront la notification de cet avis, les « travaux ne sont pas commencés ou si le propriétaire de l'établissement « intéressé refuse d'exécuter les travaux, le Président de la Municipalité « prononcera d'office la suspension de l'arrêté d'autorisation et inter- « dira les représentations jusqu'à complète exécution des améliorations « demandées.

« Dans les cas où les travaux ne seraient pas exécutés avec une célé- « rité suffisante, sur avis de la Sous-Commission ou de la Commission des « Théâtres, le Président de la Municipalité notifiera à l'intéressé une « mise en demeure d'avoir à terminer les travaux dans un délai déterminé, « qui, dans aucun cas, ne pourra dépasser un mois.

« A l'expiration de ce dernier délai, le Président de la Municipalité « ordonnera l'achèvement des travaux d'office aux frais et risques de « l'intéressé. Dans ce cas, les dépenses seront recouvrées comme en ma- « tière d'impôts contre les exploitants intéressés, sans préjudice des pour- « suites qui pourront être exécutées contre eux. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Le Ministre Plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale de France, à Tunis, — BONZON.

18 août 1926. — Décret beylical réglementant la police et la conservation du D. P. M. (J. O. T., 22 septembre 1926).

Vu le décret du 24 septembre 1885 sur le Domaine public;

Considérant qu'il y a un intérêt général à ce que le régime des plages, notamment, ne soit point modifié; qu'il est nécessaire, d'autre part, de fixer les conditions suivant lesquelles seront constatées, poursuivies et réprimées les contraventions aux règlements concernant la police et la conservation du Domaine public maritime;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Toute contravention aux mesures prescrites par des décrets ou des arrêtés rendus en exécution de ces décrets pour la police du Domaine public Maritime, tel que jet ou dépôt de matériaux et d'objets quelconques sur le Domaine public ou ses dépendances; refus de réparer ou de démolir des édifices confrontant le domaine public et menaçant ruine, pacage de bestiaux ou bêtes de selle, de trait ou de somme sur le Domaine public ou ses dépendances sera punie d'une amende de 1 à 15 francs.

En cas de récidive, un emprisonnement pourra être prononcé, sans que la durée de cette peine puisse être supérieure à cinq jours.

Dans tous les cas, la juridiction compétente ordonnera l'enlèvement des dépôts ou des installations illicites et la reconstitution immédiate des parties détruites du Domaine public maritime.

Art. 2. — Toute contravention aux mesures prescrites par des décrets ou des arrêtés rendus en exécution de ces décrets pour la conservation du Domaine public maritime, telles que usurpation, anticipation, extraction de matériaux : sable, etc., sur ce Domaine public ou ses dépendances, détérioration commise sur ce Domaine public ou ses dépendances sera punie d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

En cas de récidive, le taux de l'amende sera de 100 à 1.000 francs et la peine d'emprisonnement de quinze jours à six mois.

Dans tous les cas, la confiscation des moyens de transport et des animaux sera prononcée.

La juridiction compétente ordonnera l'enlèvement des travaux de l'ou-

vrage illicite et la réparation matérielle des dommages causés au Domaine public maritime.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 4. — Sont spécialement chargés de constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret, les agents de la Direction générale des Travaux Publics, dûment commissionnés par le Directeur général des Travaux Publics et assermentés, les gendarmes, les agents des forêts et des douanes.

Peuvent également constater les contraventions et les délits prévus par le présent décret, les commissaires et agents assermentés de police, les officiers et sous-officiers de gendarmerie et toute personne commissionnée par l'Autorité pour la police ou la conservation du Domaine public.

Les procès-verbaux dressés en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

Art. 5. — Les procès-verbaux seront adressés, dans les dix jours de leur date, à la juridiction compétente, par les présidents et vice-présidents de Municipalités, commissaires de police et commandants de gendarmerie, suivant que le fonctionnaire ou l'agent verbalisateur est un employé municipal, un agent de police ou un gendarme.

Dans tous les autres cas, ils sont transmis par l'Ingénieur des Ponts et Chaussées de l'Arrondissement ou par l'Ingénieur des Mines.

En cas d'urgence, les procès-verbaux sont envoyés, sans délai, au Directeur général des Travaux publics, qui fait exécuter d'office tous travaux nécessaires pour remédier aux dommages. Ils sont adressés ensuite à la juridiction compétente qui prononce la condamnation des contrevenants aux peines encourues et le remboursement de la dépense des travaux exécutés d'office.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Le Ministre Plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale de France, à Tunis, — BONZON.

19 **août 1926.** — **Décret** affiliant à la Caisse des Retraites de l'Algérie de nouvelles catégories de personnel (J. O., 2 septembre 1926).

20 **août 1926.** — **Décret** fixant les nouveaux traitements des magistrats de la cour d'appel, des tribunaux de 1re instance et des justices de paix d'Algérie (J. O., 24 août 1926) (B. O., 1926, p. 2232).

20 **août 1926.** — **Décrets** fixant les nouveaux traitements du secrétaire de la 1re présidence, de la cour d'appel d'Alger et des secrétaires de parquets d'Algérie (J. O., 23, 24 août 1926) (B. O., 1926, p. 2235, 2236 et 2239).

20 **août 1926.** — **Décret** fixant les nouveaux traitements des interprètes judiciaires en Algérie (J. O., 24 août 1926) (B. O., 1926, p. 2239).

22 **août 1926.** — **Décret** modifiant l'article 4 du décret du 12 août 1922 relatif au régime de la justice musulmane en Kabylie (réception des actes publics (J. O., 26 août 1926) (B. O., 1926, p. 2471 et 2570).

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, — Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 sur l'organisation de la justice en Algérie; — Vu le décret du 29 août 1874 sur l'organisation de la justice en Kabylie; — Vu le décret du 13 décembre 1879; — Vu le décret du 17 avril 1889 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie; — Vu le décret du 5 juin 1916; — Vu le décret du 19 décembre 1919; — Vu le

décret du 12 août 1922, modifiant le régime de la justice musulmane en Kabylie; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie en date du 20 juillet 1926, ensemble l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie en date du 9 juillet 1926; — Le conseil d'Etat entendu,

Article premier. — L'article 4 du décret du 12 août 1922 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 4. — Les actes publics sont reçus au gré des parties soit par les cadis-notaires, soit par les officiers publics français investis des fonctions de notaires.

Dans le premier cas, les actes sont reçus par les cadis-notaires ou leurs suppléants, en présence de deux témoins instrumentaires, munis de leur carte d'identité ou d'une pièce d'état-civil.

Ces actes sont inscrits en entier sur un registre à ce destiné. Ils doivent mentionner les noms des deux témoins instrumentaires ainsi que les principales énonciations contenues dans les cartes d'identité ou pièces d'état-civil produites par lesdits témoins, et préciser si ceux-ci sont lettrés ou non.

Ces actes sont signés par l'officier public qui a reçu l'acte. Ils peuvent être signés également par les témoins instrumentaires et par les parties sur leur demande.

25 août 1926. — Décret modifiant le décret du 25 juillet 1860, relatif à l'aliénation de terrains domaniaux en Algérie (J. O., 26 septembre 1926) (B. O., 1926, p. 2583).

Vu le décret du 25 juillet 1860 sur l'aliénation des terrains domaniaux en Algérie; — Vu le décret du 30 avril 1861 sur les attributions du conseil de gouvernement; — Vu le décret du 25 mai 1898 sur le fonctionnement en Algérie du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu l'avis du conseil de gouvernement en date du 16 avril 1926; — Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Article premier. — L'article 19 et l'article 21, paragraphes 2 et 3, du décret du 25 juillet 1860, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 19. — Lorsque l'estimation n'excède pas 50.000 francs, l'acte de vente est approuvé par le gouverneur général.

Art. 21, §§ 2 et 3. — Si la valeur de l'échange n'excède pas 50.000 francs, le contrat est approuvé par le gouverneur général. Tout échange d'une valeur supérieure à 50.000 francs doit être approuvé par décret.

Art. 2. — L'article premier, n° 9, du décret du 30 avril 1861 est modifié ainsi qu'il suit : « Ventes de gré à gré et échanges d'immeubles domaniaux à la suite des expertises réglementaires, lorsque lesdits immeubles ont une valeur supérieure à 50.000 francs. »

25 août 1926. — Décret beylical promulguant l'accord commercial provisoire entre la France et l'Allemagne (J. O. T., 8 septembre 1926).

Vu le décret présidentiel du 9 août 1926 portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord commercial provisoire entre la France et l'Allemagne, signé à Paris, le 5 août 1926; — Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères, de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et de Notre Directeur général des Finances,

Article premier. — Sont applicables celles des dispositions de l'accord commercial provisoire entre la France et l'Allemagne, en date du 5 août 1926, qui concernent la Tunisie.

Art. 2. — Est suspendue pendant la durée de cet accord l'application du décret du 19 mai 1920 et des actes subséquents soumettant les marchandises originaires ou en provenance d'Allemagne aux droits du tarif général des douanes françaises.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Tunis, le 26 août 1926. — Le ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale de France, à Tunis, — BONZON.

26 août 1926. — Arrêté du gouv. gén., portant modifications à l'arrêté du 16 juin 1922, fixant les conditions de recrutement des commis et dames employées (B. O., 1926, p. 2549).

31 août 1926. — Décret habilitant les guetteurs sémaphoriques à rechercher et à constater les infractions relatives à la pêche aux arts traînants et à la pêche au feu sur les côtes d'Algérie (B. O., 1926, p. 2406 et 2626).

31 août 1926. — Arrêté du gouv. gén., portant modifications à l'arrêté du 30 juin 1923, fixant les cadres du personnel (B. O., 1926, p. 2606).

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu le décret du 3 février 1902 sur le fonctionnement en Algérie du service des établissements pénitentiaires; — Vu les arrêtés des 31 décembre 1909 et 15 septembre 1920 portant réorganisation du service des établisements pénitentiaires de la colonie; — Vu l'arrêté du 30 juin 1923 fixant les cadres du personnel des établissements pénitentiaires,

Article premier. — L'article premier de l'arrêté susvisé du 30 juin 1923 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le cadre du personnel des services pénitentiaires de l'Algérie est fixé ainsi qu'il suit :

I. — PERSONNEL ADMINISTRATIF

a) Etablissements pénitentiaires. — Directeurs, 7; — sous-directeurs, 3; — économe et greffiers-comptables, 8; — commis, 8; — Instituteur, 1.

b) Hors cadres. — Fonctionnaires du cadre administratif (greffier-comptable ou sous-directeur) détaché au bureau des affaires pénitentiaires au gouvernement général, 1.

Ensemble : 28.

II. — PERSONNEL DE SURVEILLANCE

Surveillants-chefs des maisons centrales, 4; — surveillants-chefs de prisons d'arrondissement de grand effectif, 5; — surveillants-chefs des autres prisons d'arrondissement, 12; — surveillants-chefs des prisons annexes, 87; — surveillante-chef, 1; — surveillants commis-greffiers, 23; — premiers surveillants, 19; — surveillantes ordinaires, 344; — surveillantes des prisons centrales, 10; — surveillantes des prisons d'arrondissement, 17.

Service des transfèrements. — Surveillant-chef, 1; — premier surveillant, 1; — surveillants ordinaires, 6.

Ensemble, 530.

Total général : 558.

1er septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén., fixant les indemnités à l'abonnement allouées au personnel métropolitain des contributions directes en Algérie (B. O., 1926, p. 2649).

2 septembre 1926. — Loi ayant pour objet l'émission d'une série spéciale de timbres-poste algériens portant une surtaxe dont le montant serait acquis au Comité de Secours des enfants de l'Algérie combattant au Maroc (J. O., 4 septembre 1926).

2 septembre 1926. — Décret portant augmentation des indemnités temporaires de fonctions attribuées aux ministres des cultes en Algérie (B. O., 1926, p. 2596).

5 septembre 1926. — Décret fixant les traitements et les classes du personnel du musée des antiquités algériennes (B. O., 1926, p. 2730).

5 septembre 1926. — Décret fixant les nouveaux traitements et les classes du personnel de la Bibliothèque Nationale d'Alger (B. O., 1926, p. 2642).

8 septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. fixant les indemnités de séjour allouées au personnel de l'administration centrale du gouvernement général, pour missions à Paris (B. O., 1926, p. 2638).

8 septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. relatif à l'élection du représentant des planteurs de tabac de l'Algérie au conseil consultatif des tabacs institué auprès du comité technique de la caisse autonome de gestion des bons de la Défense nationale et d'amortissement de la dette publique, par la loi du 7 août 1926 créant ladite caisse autonome (B. O., 1926, p. 2343).

8 septembre 1926. — Arrêté du premier ministre et du directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, portant modification de l'ariele 3 de l'arrêté du 12 mai 1920, relatif à la rétribution des peseurs-mesureurs-jurés (J. O. T., 25 septembre 1926).

11 septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. réglementant la délivrance de la poudre de chasse en Algérie (B. O., 1926, p. 2599).

14 septembre 1926. — Arrêté du Premier ministre relatif aux droits d'occupation exercés sur les biens habous (J. O. T., 18 septembre 1926).

Vu le décret du 17 juillet 1926, relatif aux droits d'occupation exercés sur les biens habous, spécialement en son article 12,

Arrête :

I. — Enumération des actions

Article premier. — La Commission arbitrale prévue par l'article 4 du décret du 17 juillet 1926 (Commission Etroite) est appelée à connaître des actions qui tendent à établir ou à constater, par une procédure sommaire, la présomption d'existence du droit d'occupation.

Ces actions sont introduites : — a) Soit par le prétendant droit à la qualité d'occupant qui, à la poursuite principale en expulsion dont il est l'objet devant la juridiction du droit commun, aura opposé l'exception tirée de l'occupation; — b) Soit par le prétendant droit à la qualité d'occupant qui demande sa réintégration; — c) Soit par la fondation qui, déniant toute présomption d'existence d'un droit d'occupation, poursuit par voie principale ou bien l'expulsion du prétendu occupant ou bien la déchéance de sa qualité d'occupant. conformément à l'article 9 du décret.

Art. 2. — La Commission arbitrale prévue par l'article 5 du décret du 17 juillet 1926 (Commission supérieure) est appelée à connaître des actions qui ont pour objet : — a) Soit de contester, conformément aux prescriptions de l'article 3 du décret, la qualité d'occupant définie par l'ar-

ticle I dudit décret; — b) Soit de faire arbitrer le montant de la redevance prévu par l'article 6 du décret.

Ces actions sont introduites, soit par la fondation, dans le premier cas, soit par la partie intéressée dans le second cas.

II. — Secrétariat.

Art. 3. — Le secrétariat et la Garde des Archives des Commissions arbitrales instituées par le décret du 27 juillet 1925, seront assurés par le Bureau Foncier de la Direction générale de l'Intérieur, sous le timbre duquel devront être adressés les significations, les communications ou dépôts d'actes et de pièces de procédure.

III. — Procédures introductives d'instance

A) Procédure devant la Commission Etroite de l'article 4 du décret.

Art. 4. — Disposition générale. — L'instance prévue à l'article I du présent arrêté sera introduite par une enquête que le demandeur nous adressera, sous le timbre du Bureau Foncier, par la voie postale, sous pli recommandé avec accusé de réception et qui sera rédigée sur papier timbré.

Cet acte contiendra le nom, l'adresse et la qualité du demandeur; ceux du défendeur, le lieu de la situation de l'immeuble avec indication du cheikhat et du caïdat, le nom du fond habous, le nom de la fondation dont relève ce fonds, le nom du mokkadem, s'il y a lieu, ou celui des dévolutaires, la déclaration de la superficie prétendue occupée, avec désignation des limites.

La requête articulera, en outre, sommairement les moyens invoqués à l'appui de l'action; elle indiquera enfin, le cas échéant, la juridiction devant laquelle le requérant est poursuivi au principal aux fins d'expulsion.

La production de cette requête devra être accompagnée du versement ou de l'envoi à la Caisse du Bureau Foncier d'une provision de trente francs (30 fr.); elle devra, en outre, être assortie de l'engagement d'avoir à s'acquitter éventuellement de toutes sommes pour frais de procédure liquidés après instance.

Art. 5. — L'occupant est demandeur. — Si l'instance est engagée par celui qui se prévaut de la qualité présumée d'occupant, le Secrétariat du Bureau Foncier lui adressera : — 1° Un accusé de réception indiquant la date et le numéro d'enregistrement de sa demande; — 2° Un questionnaire détaillé dont le requérant devra faire retour au Secrétariat, après avoir satisfait aux questions qui lui seront posées.

Ces pièces seront adressées au requérant sous plis recommandés avec accusé de réception.

Le demandeur devra faire parvenir sa réponse à notre Secrétariat du Bureau Foncier dans les trente jours qui suivont la date à laquelle les pièces prévues ci-dessus lui auront été remises par la Poste.

Dès réception de ces renseignements, le Bureau Foncier indiquera au demandeur la date de la session au rôle de laquelle l'affaire aura été inscrite. Passé ce délai de trente jours ci-dessus fixé, sauf le cas de force majeure qui sera apprécié par nous, le demandeur sera considéré comme ayant renoncé aux fins de sa requête, qui sera rayé du Registre des Instances engagées et reportées au Registre des Retraits d'instance. La provision versée demeurera acquise. Les pièces produites seront restituées au dépositaire, à moins qu'elles ne doivent être retenues ou confisquées pour des causes légales.

Avis, soit de la régularisation, soit de l'abandon de la procédure introduite de l'instance incidente sera donné par notre Secrétariat du Bureau

Foncier à la juridiction qui aura été saisie de l'instance principale en expulsion et qui, sur le vu du récépissé de remise de la requête prévue par l'article 4, aura sursis à statuer jusqu'à rapport de la preuve que l'instance incidente aura été régulièrement introduite.

Art. 6. — Le habous est demandeur. — Lorsque la demande sera introduite par la fondation aux fins d'expulsion ou de déchéance, le Secrétariat adressera au représentant ayant légalement pris dans la requête cette qualité et l'ayant attestée par une copie authentique de l'acte qui le nomme ou par un extrait conforme du registre du divan : — 1° Un accusé de réception indiquant la date et le numéro d'enregistrement de sa demande; — 2° Un avis indiquant la date de la session au rôle de laquelle l'affaire aura été inscrite.

Le Secrétariat du uBreau Foncier transmettra à la partie défenderesse sous bordereau et par pli recommandé avec accusé de réception ; — 1° Copie de la requête introductive d'instance; — 2° Copie du questionnaire rempli par la partie demanderesse, s'il y a lieu; — 3° Citation à comparaître devant la Commission arbitrale.

B) Procédure devant la Commission supérieure

Art. 7. — L'action intentée par une fondation dans les conditions des articles 3 et 5 du décret et qui a pour objet de dénier la qualité d'occupant à celui qui a été présumé tel conformément aux articles 2 et 4 du décret, sera introduite par requête émanant du représentant légal de la fondation, établie sur papier timbré, à nous adressée, sous le timbre du Bureau Foncier, par voie postale et par pli recommandé avec accusé de réception.

La requête contiendra les noms, qualités et adresses des parties tant demanderesse que défenderesse ainsi qu'un exposé sommaire des moyens invoqués à l'égard de chacune des parties en cause.

Elle sera assortie de l'expédition de la sentence rendue par la Commission qui a précédemment statué conformément à l'article 2 du décret et, le cas échéant, d'un mémoire ampliatif de la requête.

Elle sera accompagnée ou suivie des versements à la Caisse du Secrétariat du Bureau Foncier d'une provision de 50 francs par partie défenderesse.

Ce versement devra être accompli avant l'expiration du délai de six mois imparti par l'article 3, § 2 du décret; toutefois, si l'instance est fixée à une date antérieure à l'expiration de ce délai, le versement devra être accompli avant la date fixée pour les débats.

Le défaut de versement dans les six mois, impliquera la renonciation de la partie demanderesse et entraînera la radiation de la demande et son transfert sur le Registre des Retraits d'Instance.

Le défaut de versement avant l'audience fixée pour les débats impliquera que la procédure n'est pas en état de recevoir une solution et entraînera le sursis à statuer *sine die*.

Art. 8. — Le Secrétariat du Bureau Foncier adressera : — 1° Au demandeur requérant : — a) Un accusé de réception indiquant la date et le numéro d'enregistrement de la requête; — b) Un avis de comparution portant la date et le lieu de la session au rôle de laquelle l'affaire aura été inscrite. — 2° A chacune des parties défenderesess : — a) Une copie de la requête introductive d'instance; — b) Un avis de comparution portant la date et le lieu de la session au rôle de laquelle l'affaire aura été inscrite.

C. — De la Communication des pièces

Art. 9. — Après achèvement de la procédure préparatoire d'instance définie ci-dessus, les parties en litige pourront procéder directement en-

tre elles à toutes communications des pièces, documents et de mémoires, sous la forme amiable ou extra-judiciaire. Il ne sera fait état de ces pièces documents ou mémoires qu'autant que le double en aura été déposé au Secrétariat du Bureau Foncier qui le versera au dossier de l'instance. Les pièces déposées au Secrétariat du Bureau Foncier seront communiquées sans déplacement.

D. — De l'arbitrage de la redevance

Art. 10. — L'action intentée aux fins d'arbitrage de la redevance devant la Commission instituée par l'article 5 du décret, sera introduite :

Soit sous forme principale.

Dans le premier cas, la Commission ordonnera l'expertise, s'il y a lieu, désignera, faute d'accord entre les parties sur un choix amiable, les experts choisis soit parmi les amines d'agriculture, soit parmi les experts agréés; elle fixera le chiffre d'une provision.

Dans le second cas, la demande énoncée par la partie intéressée, sera formulée par requête à nous adressée contenant, outre toutes indications sur la situation juridique de l'immeuble et des parties, le prix qu'elle offre de payer ou de recevoir.

Dans ce cas, le chiffre de ce prix sera notifié par le Secrétaire du Bureau Foncier, à la partie adverse qui, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de l'avis, devra faire connaître son acceptation, son refus ou ses contre-propositions.

Faute par elle de répondre dans ce délai, le prix sera considéré comme refusé.

En cas de défaut d'accord, soit par refus, soit par contre-proposition, la partie demanderesse en recevra avis par les soins du Bureau Foncier, elle sera invitée à se pourvoir devant la Commission compétente à laquelle le dossier sera transmis, après qu'une provision de 250 francs pour frais d'expertise et de transfert aura été préalablement déposée au Secrétariat du Bureau Foncier et après qu'elle aura déposé à ce même bureau un engagement d'acquitter le montant des frais supplémentaires liquidés après instance.

IV. — Des jugements

Art. 11. — Les sentences des Commissions arbitrales contiendront l'état de liquidation des frais.

Les décisions rendues par les Commissions arbitrales seront présentées par nous à l'approbation du Souverain.

Elles seront notifiées par les soins du Bureau Foncier.

V. — De la représentation

Art. 12. — Les parties comparaîtront et plaideront en personne.

Toutefois, elles pourront être assistées ou représentées par des mandataires choisis, soit parmi les avocats inscrits aux tableaux de l'ordre, soit parmi les avocats-défenseurs près les Tribunaux civils de la Régence, ou parmi les oukils autorisés par décret.

16 septembre 1926. — Décret fixant la composition et les nouveaux traitements du cadre des conseillers rapporteurs près le Conseil de gouvernement de l'Algérie (B. O., 1926, p. 2636 et 2711).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur; — Vu le décret du 23 août 1898 relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie; — Vu les décrets des 10 décembre 1860, 30 avril 1861 et 11 août 1875 sur la composition, le fonctionnement et les attributions du conseil de gouverne-

ment de l'Algérie; — Vu le décret du 23 août 1898 portant réorganisation du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie; — Vu le décret du 11 janvier 1901 qui réorganise le cadre des conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement; — Le décret du 15 août 1903 portant création au conseil de gouvernement d'un quatrième emploi de conseiller-rapporteur chargé spécialement des questions relatives aux Territoires du Sud; — Vu le décret du 16 janvier 1902 sur le régime financier de l'Algérie; — Vu le décret du 19 juin 1920 fixant les traitements des conseillers-rapporteurs et adjoints du conseil de gouvernement; — Vu la loi du 28 décembre 1921 fixant les conditions de nomination aux fonctions de conseiller-rapporteur et de conseiller-rapporteur adjoint près le conseil de gouvernement en Algérie; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

Article premier. — Le cadre des conseillers rapporteurs près le conseil de gouvernement de l'Algérie se compose de sept (7) membres, tous dénommés conseilllers-rapporteurs.

Art. 2. — Les traitements des conseillers-rapporteurs sont ainsi fixés : — Conseiller-rapporteur de 1re classe : 31.000 francs; — Conseiller-rapporteur de 2me classe : 26.500 francs; — Conseiller-rapporeur de 3me classe : 22.750 francs.

Art. 3. — Les conseillers-rapporteurs et les conseillers-adjoints actuellement en fonctions sont de *plano* maintenus ou passent dans le nouveau cadre à correspondance de traitement.

Art. 4. — Les conditions de nomination aux fonctions de conseillers-rapporteurs près le conseil de gouvernement de l'Algérie sont et demeurent fixées par la loi du 28 décembre 1921.

Ces nominations sont faites par décret, mais les promotions de classes sont accordées par arrêté du Gouverneur général, après trois ans au moins d'exercice dans la troisième classe et cinq ans dans la seconde. Ces promotions de classes sont réalisées dans la limite des crédits budgétaires afférents au cadre des conseillers-rapporteurs.

Art. 5. — Les nominations se font à la 3me classe. Toutefois, les fonctionnaires déjà en exercice pourront être nommés à la classe correspondant à leur traitement. S'il n'y a pas équivalence de traitement, ils seront nommés à la classe comportant le traitement immédiatement supérieur s'ils comptent plus de trois ans d'ancienneté dans leur dernier traitement; sinon, ils seront nommés à la classe comportant le traitement immédiatement inférieur, mais il leur sera alors tenu compte, pour les promotions de classe, de leur ancienneté dans le traitement dont ils jouissaient au moment de leur promotion.

Art. 6. — Les conseillers-rapporteurs ont voix délibérative au conseil de gouvernement. Ils peuvent être chargés par le Gouverneur général, et dans les conditions qu'il fixera, de missions d'enquêtes ou de l'inspection, à titre permanent ou temporaire, des divers services administratifs de l'Algérie.

Art. 7. — Les quatre plus anciens conseillers-rapporteurs font seuls partie du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie.

Art. 8. — Sont abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du conseil de gouvernement de l'Algérie contraires à celles qui font l'objet du présent décret.

17 septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. déclarant les dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 26 mars 1925 et celles de l'arrêté du 7 décembre 1925 non applicables aux agents des hôpitaux civils de l'Algérie assujettis à la législation sur les accidents du travail, soit par application des dispositions de la loi du 2 août 1923, soit par adhésion formelle prévus par la loi du 16 juillet 1907 et que ces agents

restent soumis aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 (B. O., 1926, p. 2689).

20 **septembre 1926. — Décret beylical** attribuant aux fonctionnaires une indemnité provisoire de 12 % (J. O. T., 29 septembre 1926).

20 **septembre 1926. — Décret beylical** attribuant aux fonctionnaires une allocation forfaitaire de 200 francs (J. O. T., 29 septembre 1926).

28 **septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén.** portant relèvement du taux de l'indemnité allouée aux préposés pour frais d'instruction de leurs enfants (B. O., 1926, p. 2601).

30 **septembre 1926. — Arrêté du gouv. gén.**, modifiant les arrêtés des 4 octobre 1920, 12 août 1921 et 30 mai 1922, concernant l'indemnité de recrutement des fonctionnaires de l'enregistrement des domaines et du timbre (B. O., 1926, p. 2762).

16 juillet 1926. — Décret du bey portant institution du registre du commerce (J. O. T. 19 janvier 1927) (Erratum J. O. T., 16 février 1927).

Vu Notre décret du 30 décembre 1923, relatif à la législation des patentes; — Vu les avis des Chambres de Commerce; — Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et la présentation de Notre Premier Ministre ;

TITRE I

Chapitre 1er. — *De l'établissement du registre*

Article premier. — Il sera tenu auprès de chacun des tribunaux de première instance de Tunis et de Sousse un registre de commerce.

Art. 2. — Le greffier est chargé de tenir ce registre sous la surveillance du Président du Tribunal, ou d'un juge désigné chaque année par le Président.

Art. 3. — Dans ce registre . — 1° Sont immatriculés les commerçants français, tunisiens et étrangers ayant en Tunisie soit leur établissement principal, soit une succursale ou agence, les Sociétés commerciales françaises, les Sociétés commerciales tunisiennes, les Sociétés commerciales étrangères ayant soit leur siège social, soit une succursale ou agence ; — 2° Sont portées les mentions relatives à ces commerçants ou à ces Sociétés dont l'inscription est prescrite par le présent décret.

Chapitre II. — *Des commerçants français, tunisiens ou étrangers ayant leur établissement principal en Tunisie*

Art. 4. — Sous réserve de la dérogation prévue à l'article 8, tout commerçant doit, dans le mois de l'ouverture de son fonds de commerce, ou de l'acquisition par lui faite d'un fonds de commerce, requérir, dans les conditions spécifiées au Titre II du présent décret, du greffier du Tribunal dans le ressort duquel ce fonds est exploité, son immatriculation dans le registre du commerce.

Art. 5. — La réquisition d'immatriculation au registre du commerce indique : — a) En ce qui concerne les Français et les étrangers : — 1° Le nom de famille et les prénoms de l'intéressé; — 2° le nom sous lequel il exerce le commerce, et, s'il y a lieu, son surnom ou son pseudonyme; — 3° la date et le lieu de naissance; — 4° sa nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, le mode et la date d'acquisition de celle-ci; — 5° s'il s'agit d'un mineur français ou d'une femme mariée française, l'autorisation expresse de faire le commerce qui lui a été donnée en vertu des articles 2 et 4 du Code de Commerce, et, s'il s'agit d'un mineur étranger ou d'une femme mariée de nationalité étrangère, celle qui lui a été donnée, le cas échéant, dans les formes et conditions prévues par son statut personnel; — 6° le régime matrimonial du commerçant ou l'indication qu'il est célibataire, veuf ou divorcé; — 7° l'objet du commerce; — 8° les lieux où sont situés l'établissement principal et les succursales ou agences du fonds de commerce en Tunisie, en France ou à l'étranger; — 9° l'enseigne ou la raison du commerce de l'établissement; — 10° les noms de famille, prénoms, date et lieu de naissance ainsi que la nationalité des fondés de pouvoirs, avec toutes les indications prescrites par les dispositions du 4° du présent article; — 11° les établissements de commerce que le déclarant exploite dans le ressort d'autres tribunaux; — b) En ce qui concerne les sujets tunisiens ou assimilés : — 1° le nom sous lequel il figure sur son acte de naissance ou à défaut sur les registres de l'autorité administrative; — 2° le nom, et s'il y a lieu, le surnom sous lequel il exerce son

commerce; — 3° le lieu de sa naissance, la date à laquelle il est né ou présumé né; — 4° sa nationalité d'origine; — 5° s'il s'agit d'un mineur tunisien, l'autorisation qui lui a été donnée en conformité de l'article 11 du Code tunisien des obligations; — 6° l'objet du commerce; — 7° les lieux où sont situés l'établissement principal et les succursales ou agences du fonds de commerce en Tunisie, en France ou à l'étranger; — 8° l'enseigne, ou la raison commerciale de l'établissement; — 9° les noms de famille, lieu et date au moins approximative de naissance, ainsi que la nationalité des fondés de pouvoirs.

Art. 6. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce : — 1° tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par les articles précédents; — 2° les jugements et arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce du commerçant; — 3° l'acte rétablissant, s'il s'agit de français, la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens prévu par l'article 1451 du Code civil; — 4° les brevets d'inventions exploités et les marques de fabrique ou de commerce employés par le commerçant; — 5° les jugements nommant un conseil judiciaire au commerçant ou prononçant son interdiction, ainsi que les jugements de mainlevée; — 6° les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire, homologuant un concordat, en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture, les jugements prononçant la réhabilitation; — 7° la cession du fonds de commerce.

Les inscriptions au registre du commerce sont requises par le commerçant dans les cas visés par les 1°, 3°, 4° et 7° du présent article; elles le sont par le greffier du Tribunal qui a rendu les jugements à mentionner dans les cas visés par les 2°, 5° et 6° du présent article. Les inscriptions sont opérées d'office par le greffier quand le jugement a été rendu par le Tribunal au greffe duquel est tenu le registre du commerce.

Art. 7. — Est réputé commerçant, pour l'application du présent décret, celui qui, n'étant pas le préposé d'un commerçant, exerce, soit pour son compte, soit en qualité de représentant de plusieurs maisons de commerce, des actes de commerce et en fait sa profession habituelle.

Art. 8. — L'immatriculation au registre du commerce n'est pas obligatoire, mais simplement facultative pour les petits commerçants et artisans classés d'office, en vertu de l'article 5 du décret du 30 décembre 1923, modifiant la législation de la patente, dans les 3 premières catégories des professions et commerces soumis à cet impôt.

Chapitre III. — *Des sociétés de commerce françaises, tunisiennes et étrangères ayant leur siège social en Tunisie*

Art. 9. — Doivent être immatriculées dans le registre du commerce du siège social : — 1° les sociétés commerciales françaises en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions et anonymes; — 2° les sociétés commerciales tunisiennes; — 3° les sociétés commerciales étrangères ayant leur siège en Tunisie.

L'immatriculation doit être requise, dans le mois de la constitution de la société, soit par les gérants, soit par les administrateurs, au greffe du tribunal ou de la justice de paix du siège social;

La déclaration mentionne : — 1° les noms et prénoms des associés autres que les actionnaires et commanditaires, la date au moins approximative s'il s'agit de tunisiens ou assimilés et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux avec toutes les indications prescrites, par le 4° du paragraphe 3 de l'article 5; — 2° la raison sociale ou la dénomination de la société; — 3° l'objet de la Société; — 4° l'adresse du siège

social ou de l'établissement principal de la société; — 5° les lieux où la société a des succursales ou agences soit en France, soit en Tunisie ou à l'étranger; — 6° les noms des associés ou des tiers autorisés à administrer gérer et signer pour la société, des membres des Conseils de surveillance de la société en commandite, la date au moins approximative s'il s'agit de tunisiens ou assimilés et le lieu de leur naissance, ainsi que leur nationalité, avec les indications prescrites par le 4° du paragraphe a de l'article 5; — 7° le montant du capital social et le montant des sommes ou valeurs à fournir par les actionnaires et commanditaires; — 8° l'époque où la société a commencé et celle où elle doit finir; — 9° la nature et la nationalité de la société; — 10° si elle est à capital variable, la somme au-dessous de laquelle le capital ne peut être réduit.

Art. 10. — Doivent être aussi mentionnés dans le registre du commerce : — 1° tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent; — 2° les noms, prénoms, date au moins approximative s'il s'agit de tunisiens ou assimilés, et lieu de naissance ainsi que la nationalité des gérants, administrateurs ou directeurs nommés pendant la durée de la Société, des membres des Conseils de surveillance des Sociétés en commandite, avec toutes les indications prescrites au 4° du § a de l'article 5; — 3° les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par la Société; — 4° les jugements ou les arrêts prononçant la dissolution ou la nullité de la Société; — 5° les jugements ou les arrêts déclarant la Société en faillite ou en liquidation judiciaire, ainsi que les jugements s'y rattachant mentionnés dans le 6° de l'article 6.

Les inscriptions au registre du commerce sont requises par les gérants ou par les administrateurs en fonctions au moment où elles doivent être faites dans les cas visés par les 1°, 2° et 3° du présent article; elles le sont par le greffier du tribunal qui a rendu les jugements à mentionner dans les cas visés par les 4° et 5° du même article.

Chapitre IV. — *Des commerçants français, tunisiens ou étrangers ayant leur établissement principal en France ou à l'Etranger et une succursale ou une agence en Tunisie.*

Art. 11. — Tout commerçant français, tunisien ou étranger ayant un établissement principal en France ou en pays étranger et une succursale ou agence en Tunisie, doit, dans le mois qui suit l'ouverture de cette agence ou succursale, se faire immatriculer au greffe du tribunal dans le ressort duquel cette agence ou succursale est située. La déclaration à faire par lui doit contenir toutes les mentions indiquées dans l'article 5, avec l'indication du lieu du principal établissement.

Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce tous les faits énumérés dans l'article et les jugements visés par cet article quand ils ont été rendus en France ou en Tunisie ou quand ils ont fait l'objet d'un arrêt ou quand ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal de la Régence.

Chapitre V. — *Des sociétés de commerce françaises, tunisiennes ou étrangères ayant leur siège social en France ou à l'étranger et une succursale ou une agence en Tunisie.*

Art. 12. — Est soumise à l'immatriculation dans le registre du commerce, toute Société commerciale française, tunisienne ou étrangère dont le siège social ou le principal établissement est situé en France ou en pays étranger et qui établit une succursale ou une agence en Tunisie.

Dans le mois qui suit l'ouverture de cette succursale ou agence, celui qui en prend la direction doit déposer au greffe du tribunal une déclaration contenant toutes les mentions prescrites par l'article 9.

Toutes les mentions dont l'inscription est exigée par l'article 10 doivent être inscrites dans le registre. En cas de remplacement du directeur de la succursale, les noms, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité du nouveau directeur, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 5, doivent y être également inscrites.

TITRE II

Chapitre VI

Art. 13. — Aucune réquisition tendant à l'immatriculation dans le registre du commerce, d'un commerçant ou d'une Société commerciale n'est reçue par le greffier du Tribunal que sur la production d'un duplicata, établi et certifié par l'agent de l'Administration des Finances qui a reçu l'original, de la déclaration d'ouverture ou d'exercice d'un commerce souscrite par le requérant en vue de l'assujettissement à l'impôt de la patente, ou d'un acte de cession de fonds de commerce, ou, à défaut, d'un certificat délivré par les autorités locales (commissaires de police, chefs de poste de police, caïds, cheikhs, etc..) attestant, après vérification, la réalité de l'existence de l'établissement commercial dans la déclaration.

Cette disposition ne s'applique pas aux inscriptions au registre du commerce autres que l'immatriculation.

Art. 14. — L'immatriculation est exigée dans tous les lieux où il existe une succursale ou agence. Mais il suffit que, dans les registres du commerce de ces lieux, le commerçant ou la société ayant son siège social en Tunisie soit mentionné au registre du commerce sous son nom, sa raison social ou sa dénomination avec référence au registre du commerce de l'établissement principal ou du siège social.

Les commerçants ou les sociétés n'ayant pas leur établissement principal ou leur siège social en Tunisie, mais y possédant plusieurs succursales ou agences, ne sont soumis aux dispositions des articles 11 et 12 que dans le lieu où est située la principale de ces succursales ou agences, il suffit que le commerçant ou la société soit mentionné au registre du commerce dans les termes indiqués dans le précédent alinéa.

Art. 15. — La réquisition d'immatriculation au registre du commerce, qu'elle émane ou non d'un sujet tunisien et établie en double exemplaire sur une formule spéciale conforme au modèle que déterminera un arrêté de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Elle est déposée par l'assujetti ou par un fondé de pouvoirs spécialement muni d'une procuration qui peut être sous seing privé, mais doit être timbrée et enregistrée; elle est classée au greffe, annexée à la demande.

Dans le cas où la réquisition d'immatriculation est présentée par mandataire, la signature du mandant doit être légalisée. Le greffier du tribunal ou le Caïd ou son suffragant, s'il s'agit d'un sujet tunisien ou assimilé, doit vérifier et certifier exacte l'identité du requérant.

Art. 16. — Le dépôt des réquisitions est effectué : — a) par les français et les étrangers, soit directement au greffe du Tribunal de première instance, soit au greffe de la Justice de Paix de leur résidence habituelle, à l'exception du greffe des Justices de Paix de Tunis et de Sousse; — b) par les indigènes tunisiens ou assimilés, dans les bureaux de l'autorité administrative de leur résidence habituelle, en conformité d'un arrêté de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Art. 17. — Les mentions que comporte la réquisition d'immatriculation doivent y être inscrites lisiblement, sans abréviations, ni altérations, ni

surcharges; les renvois en marge doivent être paraphés et leur nombre, ainsi que celui des mots rayés nuls, compté et certifé.

Les brevets d'invention exploités sont désignés par la date du dépôt de la demande dont ils ont fait l'objet et leur numéro de délivrance; les marques de fabrique et de commerce employées, par la date; le lieu et le numéro de leur dépôt.

Art. 18. — Le greffier ne peut refuser d'opérer l'inscription requise que dans le cas où la réquisition d'immatriculation ne contient pas toutes les mentions prescrites par le décret, ce qu'il lui appartient de vérifier.

Il signale au magistrat chargé de la surveillance du registre les inexactitudes qui lui paraissent avoir été commises dans la réquisition.

Art. 19. — Le greffier inscrit en tête de la réquisition d'immatriculation : — 1° la date et l'heure du dépôt; — 2° le numéro d'ordre attribué à la réquisition suivant une numérotation continue commençant à nouveau chaque année à partir du premier janvier; — 3° le numéro sous lequel le commerçant sera immatriculé au registre analytique prévu ci-après.

Art. 20. — Les inscriptions de jugements visés par les paragraphes 2, 5 et 6 de l'article 6 et les 4° et 5° de l'article 10 du présent décret, ainsi que les inscriptions rectificatives d'une inscription antérieure inexacte qui auraient à être opérées par application du paragraphe 3 de l'article 40 du présent décret, sont effectuées sur la réquisition du greffier du Tribunal ayant rendu le jugement, qui en adresse, à cet effet, au greffier du Tribunal où est tenu le registre du commerce, la notification au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le greffier procède d'office à ces inscriptions lorsque le jugement a été rendu par le Tribunal du siège.

Art. 21. — Toute déclaration postérieure à l'immatriculation doit reproduire le numéro de la réquisition initiale et celui du registre analytique, attribué lors de l'immatriculation.

Art. 22. — Toute inscription dans le registre du commerce pour laquelle un délai n'a pas été fixé par les articles précédents ou par l'article 45 ci-après, doit être requise dans le mois à partir de la date ou du fait à inscrire. Le délai court pour les jugements du jour où ils sont rendus.

Art. 23. — Quand un commerçant cesse d'exercer son commerce ou vient à décéder sans qu'il y ait cession de son fonds de commerce ou quand une Société est dissoute, il y a lieu à radiation de l'immatriculation. Cette radiation est opérée d'office en vertu d'une décision du juge préposé à la surveillance du registre, si elle n'a pas été requise par le commerçant ou par ses héritiers ou par les gérants ou administrateurs en fonctions au moment de la dissolution.

TITRE III

Chapitre VII. — *Du registre local*

Art. 24. — Le registre local, tenu au greffe, comprend deux parties :
1° un registre chronologique;
2° un registre analytique.

Chacun de ces registres conforme au modèle que déterminera un arrêté de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, est fourni par le greffier.

Art. 25. — Les déclarations sont inscrites dans le registre chronologique à souche dans l'ordre du dépôt des réquisitions au greffier et sous le numéro qui leur a été attribué.

Il en est délivré un récépissé détaché de la souche, constatant le fait du dépôt et mentionnant : — 1° le numéro d'ordre de la réquisition; — 2° la date et l'heure du dépôt; — 3° les noms, prénoms ou les raisons sociales ou de commerce et le domicile des requérants.

Art. 26. — Le registre analytique est tenu sous la forme de tableau. Un folio entier, recto et verso, auquel le greffier donne le numéro de la réquisition initiale d'immatriculation, est affecté à chaque établissement faisant l'objet d'une immatriculation distincte, conformément aux article 3, paragraphe 1er, et 14 du présent décret.

Art. 27. — Lorsque le greffier sera requis d'inscrire des mentions susceptibles d'annuler des mentions existantes, il aura à rayer celles-ci à l'encre rouge, en indiquant, en marge, la référence de la mention nouvelle et le numéro sous lequel la réquisition qui en demandait l'inscription a été elle-même enregistrée.

Art. 28. — S'il y a lieu à radiation d'une inscription par application de l'article 33 ou pour tout autre motif, cette radiation est effectuée au moyen de deux traits croisés en diagonale, tracés à l'encre rouge.

Indication est faite, en marge, à l'encre rouge également, soit de la décision prise à cet effet par le juge chargé de la surveillance du registre, soit de la réquisition en vertu de laquelle la radiation a été effectuée.

Cette mention est paraphée par le greffier.

Art. 29. — Lorsque les indications contenues dans la réquisition ont été reportées au registre analytique, le greffier remet au déposant un des exemplaires de la réquisition, dûment signé, pour valoir certificat d'inscription.

Les exemplaires des réquisitions conservés au greffe du Tribunal sont reliés au moins chaque année par les soins et aux frais du greffier dans leur ordre numérique.

Art. 30. — Les deux registres chronologique et analytique sont cotés, paraphés et vérifiés à la fin de chaque mois par le magistrat chargé de la surveillance du registre. Mention de cette vérification est faite sous le sceau du Tribunal et la signature du juge-vérificateur.

Si le magistrat chargé de la vérification du registre présume qu'une déclaration tombe sous le coup de l'article 40, il doit dénoncer le fait au Procureur de la République.

Chapitre VIII. — *Du registre central*

Art. 31. — Un registre central du commerce est tenu pour la Tunisie à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Le Directeur du Commerce et du Travail est chargé de tenir ce registre.

Les mentions à y porter consistent seulement dans les nom et prénoms de chaque commerçant, dans le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme, avec indication de la date et du lieu de sa naissance; dans la raison sociale ou la dénomination de chaque Société; dans l'indication de l'objet du commerce et l'adresse de l'établissement avec une référence au registre du commerce dans lequel le commerçant ou la Société a été immatriculé.

Art. 32. — Dans la première semaine de chaque mois et après la vérification prévue à l'article 30, le greffier transmet à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, un extrait des déclarations qu'il a enregistrées dans le cours du mois à fin d'immatriculation ou de modification d'une déclaration antérieure, lorsque cette modification doit être reportée au registre central par application de l'article 31.

Art. 33. — Les radiations à opérer dans le registre central sont effectuées, sur l'avis du greffier, comme il est dit à l'article 28.

La mention à inscrire en marge est paraphée par le préposé à la tenue du registre central.

TITRE IV

Chapitre IX. — *De la publicité du registre du commerce*

Art. 34. — Toute personne peut se faire délivrer par le greffier une copie sur timbre de dimension des inscriptions portées sur le registre. Le greffier certifie, s'il y a lieu, qu'il n'existe point d'inscription.

La copie est certifiée conforme par le magistrat chargé de la surveillance du registre.

Art. 35. — Les copies délivrées par le greffier ne doivent pas mentionner : — 1° les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale; — 2° les jugements d'interdiction ou de nomination d'un Conseil judiciaire, lorsqu'il y a eu mainlevée.

Art. 36. — Tout commerçant, tout gérant ou administrateur de Société, tout directeur de succursale, assujetti à l'immatriculation au registre du commerce en vertu du présent décret, est tenu de mentionner dans ses factures, lettres, notes de commande, tarifs et prospectus, le nom du Tribunal où il est immatriculé et le numéro de son immatriculation au registre analytique du registre du commerce.

Chapitre X

Art. 37. — Les émoluments dus au greffier pour l'application du présent décret sont fixés comme il suit : — 1° à titre d'émolument pour une immatriculation, une inscription ou une radiation : 1 franc; — 2° pour chaque lettre du greffier adressée à l'occasion des formalités prévues par le présent décret (frais de poste en sus) : 50 centimes; — 3° pour la copie des inscriptions portées au registre (non compris le remboursement des frais de timbre) : 1 franc pour chaque rôle de vingt lignes à la page et de douze à quatorze syllabes à la ligne; — 4° pour tout certificat délivré à l'occasion du présent décret (non compris le remboursement de frais de timbre) : 2 francs.

Il est alloué, en outre, à titre de remboursement du prix des formules, de frais de registre, reliure et frais de toute formalité à accomplir d'office : 2 francs.

Les copies des inscriptions du registre et les certificats de non inscription, délivrés à la requête des autorités judiciaires ou administratives, sont fournis gratuitement et sur papier libre, à condition de porter la mention de leur destination.

Art. 38. — Les émoluments alloués au greffier par le présent décret sont exclusifs de tous autres.

TITRE V. — *Des sanctions*

Art. 39. — Est puni d'une amende de 16 à 200 francs tout commerçant, tout gérant ou administrateur d'une société commerciale, tout directeur de succursale qui : — 1° ne requiert pas, dans le délai prescrit, les inscriptions obligatoires; — 2° ne mentionne pas, dans les conditions prescrites par l'article 36, dans ses factures, lettres, notes de commande, tarifs et prospectus, le numéro de son immatriculation et le nom du Tribunal où il est immatriculé.

L'amende est prononcée par le Tribunal de première instance siégeant en matière commerciale sur la réquisition du magistrat chargé de la surveillance du registre du commerce, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Ledit Tribunal ordonne que l'inscription omise sera faite dans un délai de quinzaine. Si dans ce délai elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende sera prononcée.

Les greffiers qui ne se conforment pas aux obligations que leur impose le présent décret sont soumis à des peines disciplinaires.

Art. 40. — Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ou de l'inscription dans le registre du commerce est punie par le Tribunal correctionnel d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes pénalités sont applicables à tout commerçant, à tout gérant ou administrateur de société, à tout directeur de succursale, assujettis aux prescriptions du présent décret, laissant figurer, dans tous actes et documents relatifs à son commerce, des mentions concernant le nom du Tribunal où il est immatriculé ou le numéro de son immatriculation qu'il sait être inexacte.

Le jugement du Tribunal correctionnel prononçant la condamnation ordonne que la mention inexacte sera rectifiée dans les termes qu'il détermine.

Art. 41. — L'article 463 du Code pénal français est applicable aux délits prévus par l'article précédent.

Art. 42. — Les dispositions du présent décret ne portent en rien atteinte aux dispositions des textes relatifs à la publicité des faits, actes ou jugements concernant les commerçants et les sociétés de commerce; ils demeurent en vigueur avec les sanctions y rattachées.

Art. 43. — Les tribunaux français seront seuls compétents, quelle que soit la nationalité des intéressés, pour connaître de l'application du présent décret.

TITRE VI. — *Droits de communication*

Art. 44. — Les agents des régies financières ayant au moins le grade de contrôleur-adjoint ou de vérificateur-adjoint sont autorisés à requérir la communication, sans déplacement, et à lever des extraits du registre local et du registre central dont la tenue est prescrite par le présent décret.

TITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 45. — Les dispositions précédentes s'appliquent dans le cas où les établissements principaux, succursales ou agences fonctionnent en Tunisie antérieurement à la promulgation du présent décret.

Elles seront obligatoires un an après la publication dudit décret au « Journal Officiel ».

Les intéressés pourront, toutefois, s'y conformer dès cette publication.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 16 juillet 1926.

19 juillet 1926. — Décret fixant les conditions dans lesquelles les dispositions de la loi du 22 juillet 1922, relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, modifiée par les lois des 23 août 1923 et du 15 janvier 1925, sont étendues à l'Algérie (J. O. A. (1), 14 janvier 1927).

Sur le rapport du Ministre des Travaux publics, du Ministre du Travail, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales, et des Ministres des Fi-

---

(1) J. O. A. : Journal officiel de l'Algérie fusionnant, à partir du 1er janvier 1927, le Bulletin officiel du Gouvernement général et le Mobacher. V. avis de publication du 20 décembre 1926 (B. O. 1926, p. 3049).

nances et de l'Intérieur; — Vu la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, et notamment le deuxième paragraphe de l'article 26 ainsi conçu : — Art. 26, paragraphe 2. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi seront étendues à l'Algérie. » — Vu les lois du 23 août 1923 et du 15 janvier 1925 qui ont modifié et complété ladite loi; — Vu le décret du 30 janvier 1923 concernant l'organisation et le fonctionnement de la caisse autonome mutuelle instituée par la loi du 22 juillet 1922; — Vu les propositions du Gouverneur Général de l'Algérie; — Le Conseil d'Etat entendu.

Art. 1er. — Les dispositions de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, modifiée par les lois des 23 août 1923 et du 15 janvier 1925, sont étendues à l'Algérie dans les conditions déterminées par les articles ci-après :

TITRE Ier. — *Principes généraux*

Art. 2. — Il sera servi aux agents des voies ferrées d'intérêt local et aux agents des chemins de fer d'intérêt général autres que ceux appartenant aux réseaux dont l'exploitation est régie par la convention du 1er juillet 1921, approuvée par la loi du 11 décembre 1922 (P.-L.-M., algérien et chemins de fer algériens de l'Etat), en service permanent depuis au moins un an, une retraite au moins égale à celle établie par la loi du 22 juillet 1922 modifiée par les lois du 23 août 1923 et du 15 janvier 1925.

Toutefois, en ce qui concerne les agents des anciennes compagnies actuellement rachetées : Est-Algérien, Franco-Algérienne, Bône-Guelma et Ouest-Algérien, qui viendraient à s'employer dans une entreprise de chemin de fer d'intérêt local ou de tramways sans avoir été soumis dans leur ancien réseau à un régime de retraites ou à celui d'une caisse de prévoyance, il leur sera tenu compte, pour l'obtention de la retraite établie par les lois précitées, de leur temps de service antérieur au 1er janvier 1922 (date d'application de la convention du 1er juillet 1921).

Ces retraites seront servies en Algérie comme dans la métropole par la caisse autonome mutuelle créée par la loi du 22 juillet 1922 et dont le fonctionnement est réglé par les articles 9, 10 et 11 de ladite loi ainsi que par le décret du 30 janvier 1923 portant règlement d'administration publique.

Les dispositions du présent décret sont applicables aux agents de nationalité étrangère employés sur les lignes de chemins de fer et de tramways visées par ledit décret.

Toutefois, pour ce qui concerne ces agents, l'Algérie ne versera à la Caisse autonome mutuelle la somme prévue à l'article 8 que si des traités passés par la France avec leur pays d'origine garantissent aux ouvriers français des avantages équivalents à ceux du décret susvisé.

A défaut de tels traités, les pensions acquises en exécution des dispositions des articles 11, 12, 13, 14, 17 et 18 ci-après seront réduites, pour les agents de nationalité étrangère, d'une fraction égale à la moyenne arithmétique du rapport, pendant les années de service des intéressés, entre les versements exécutés par l'Etat et la colonie au compte des agents de nationalité française et la totalité des versements alimentant la caisse autonome. Lesdits agents ne seront pas appelés à bénéficier des dispositions transitoires de l'article 19.

Art. 3. — Sont considérés comme agents des voies ferrées appelés à bénéficier des dispositions du présent décret tous les agents — employés ou ouvriers des deux sexes — attachés, d'une manière régulière et permanente, à une administration ou à une compagnie exploitant un réseau

de voies ferrées et un service de transports en commun sur routes, lorsque les deux exploitations sont confondues et que les agents sont affectés indistinctment à l'une ou à l'autre exploitation.

TITRE II. — *Affiliation au régime des retraites*

Art. 4. — L'affiliation au régime des retraites est obligatoire après un an de service continu dans un emploi du cadre permanent d'une administration de chemins de fer ou de tramways susvisés, effectué après que l'intéressé aura satisfait aux obligations du service militaire dans l'armée active.

Toutefois, lorsque l'intéressé aura été réformé, soit avant, soit après l'incorporation, l'année d'emploi permanent ne pourra commencer qu'à partir du jour où la classe à laquelle il appartient, par son âge, sera rentrée dans ses foyers. Il en sera de même pour les indigènes non soumis à l'obligation du service militaire.

Pour les femmes, l'affiliation a lieu après une année d'emploi permanent à compter de leur majorité ou de leur mariage.

Dans tous les cas, l'affiliation partira du 1er mois qui suivra l'expiration des délais ci-dessus.

TITRE III. — *Versements à la Caisse autonome mutuelle*

Art. 5. — Les prélèvements effectués sur les salaires, les versements faits par les compagnies et par l'Algérie, tels qu'ils résultent des dispositions du présent décret seront versés à la Caisse autonome mutuelle.

Art. 6. — Tous les salariés seront soumis aux charges et bénéficieront des avantages des retraites, mais les salaires supérieurs à 12.000 francs ne seront comptés que pour ce chiffre.

Dans les traitements ou salaires, on comprendra les primes et tous les avantages accessoires assimilés à une augmentation de salaire qui ne constituent pas un remboursement de frais, un secours ou une gratification.

Art. 7. — Chaque agent subira une retenue de 5 % sur son salaire et, au maximum, sur 12.000 francs par an, pour être versée à la caisse autonome mutuelle.

Art. 8. — Les versements de l'exploitant seront de 6 % des salaires jusqu'au maximum fixé de 12.000 francs par agent et par an.

Cette charge patronale sera portée au compte des dépenses d'exploitation de chaque entreprise.

Des avenants aux conventions seront établis, dans le délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent décret, en vue de modifier temporairement les cahiers des charges et les conditions et formules figurant dans les actes de concession, pour les cas ou la somme définie au paragraphe suivant ne permettrait pas de couvrir la charge patronale.

Cette somme sera égale au produit net d'exploitation, majoré des subventions de l'Algérie et des pouvoirs concédants et diminué des charges du capital-obligations, de l'intérêt des actions non amorties à raison d'un maximum de 4 % et, éventuellement, des dépenses de grosses réparations des voies.

Pour les exploitations en régie directe, le produit net sera majoré des subventions de l'Algérie et diminué de toutes annuités et charges de rachat.

Les avenants ci-dessus visés seront approuvés dans tous les cas par décret délibéré en conseil d'Etat.

Lorsque l'application du présent article imposera une charge financière aux pouvoirs concédants, l'Algérie y contribuera à concurrence des trois cinquièmes, jusqu'au 31 décembre 1927.

A partir du 1er janvier 1928, la contribution patronale des retraites sera tout entière considérée comme une charge normale d'exploitation.

Art. 9. — L'Algérie versera annuellement à la Caisse autonome mutuelle une contribution dont le taux sera égal à celui du versement effectué par l'Etat pour l'application dans la métropole de la loi du 22 juillet 1922 complétée et modifiée par les lois des 23 août 1923 et 15 janvier 1925.

Ce versement sera effectué par quart dans le courant du deuxième mois de chaque trimestre.

Art. 10. — Les versements seront effectués à capital aliéné à la caisse autonome mutuelle.

Les versements des agents et des exploitants se feront à la fin de chaque trimestre, ceux des agents étant effectués pour leur compte par l'exploitant qui en fera la retenue d'office sur leur salaire.

En aucun cas, les exploitants ne pourront se refuser à effectuer les versements ainsi prescrits.

Même en cas d'insuffisance du produit net, ils devront parfaire le versement de 6 % du montant des salaires quitte à se faire rembourser, dans les conditions prévues à l'article 8, par les pouvoirs concédants.

TITRE IV. — *Taux des pensions de retraite*

Art. 11. — Après trente ans de services, les agents — employés ou ouvriers de l'un ou de l'autre sexe — auront droit à la retraite s'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans quand ils appartiennent au personnel roulant, ou soixante ans dans toutes les autres catégories.

Ils pourront cependant, s'ils le demandent, et avec le consentement de l'exploitant, être maintenus en activité au delà des limites d'âge ci-dessus indiquées.

L'entrée en jouissance de la pension sera alors reculée aussi longtemps que le titulaire restera en activité.

Sera classé dans la catégorie du personnel roulant tout agent ayant fait au moins quinze ans dans ce service roulant.

Le temps passé ou à passer sous les drapeaux, en sus du service dans l'armée active, entre, en cas de mobilisation, en ligne de compte dans la durée du service. Pour bénéficier de cet avantage, les agents mobilisés devront avoir appartenu au personnel du réseau pendant au moins une période continue d'un an avant la date de leur mobilisation et y avoir repris leur emploi dans le délai de six mois suivant leur démobilisation, ou dans le délai de six mois qui suivra la remise en exploitation du réseau, au cas où celle-ci aurait été interrompue du fait des hostilités.

Dans tous les cas, l'entrée en jouissance de la pension partira du 1er du mois qui suivra la date réelle de la mise à la retraite.

Art. 12. — Le taux de la pension, pour tous agents réunissant les conditions d'âge et de durée de services indiquée au premier paragraphe de l'article 11 ci-dessus ne pourra être inférieur a un soixantième, par année de versement, du montant du salaire moyen des six dernières années.

Toutefois, pour un agent du service roulant qui, dans les cinq années précédant sa mise à la retraite, serait dans un autre service, la retraite ne pourrait être inférieure à celle calculée sur la base du salaire moyen des six dernières années dans le service roulant.

Les agents et les exploitants possèdent le droit d'améliorer les retraites au moyen de versements supplémentaires qui seront portés sur un livret spécial à chaque agent et lui constitueront ainsi une super-retraite.

Les versements portés sur le livret seront faits à capital réservé et la totalité du capital — formé par ces versements capitalisés au taux moyen des placements de la caisse autonome — pourra, sur la demande de l'agent, être remise à celui-ci quand il prendra sa retraite.

Art. 13. — Tout agent qui, en période normale, sera atteint par la limite d'âge de cinquante-cinq ou soixante ans avant d'avoir la durée de services prévue par la loi, aura droit, s'il a au moins quinze ans de services, à une retraite proportionnelle sur la base du soixantième du salaire moyen des six dernières années, par année de versement.

S'il a moins de quinze ans de services il aura droit à la remise de tous les versements effectués à son compte, majorés de leurs intérêts à 3 %.

Art. 14. — L'agent — employé ou ouvrier — qui, par suite de maladie blessures ou infirmités, ne résultant pas de l'exercice de ses fonctions, sera dans l'impossibilité de continuer son service, suivant décision d'une commission de réforme, aura droit à la remise de tous les versements effectués à son compte, majorés de leurs intérêts de 3 %, s'il a moins de quinze ans de services.

S'il a plus de quinze ans de services, il aura droit à une retraite immédiate sur la base d'un soixantième du salaire moyen des six dernières années par année d'affiliation.

Art. 15. — Si l'invalidité résulte de l'exercice de ses fonctions il aura droit à une pension à jouissance immédiate sur la base du soixantième du salaire par année de versement avec minimum de huit soixantièmes.

Les rentes dues aux agents victimes d'accidents du travail sont totalisées avec celle-là.

Cependant, si le total excède les deux tiers du traitement de l'agent, la retraite servie par la Caisse autonome sera réduite en conséquence.

Art. 16. — Lorsqu'un agent, employé ou ouvrier, quittera le service en dehors des causes spécifiées ci-dessus, il aura droit à ses versements personnels qui seront employés de la manière suivante :

La Caisse autonome versera, pour constituer à celui-ci une retraite à l'âge de cinquante-cinq ans, les versements personnels de l'agent, employé ou ouvrier, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Sans intérêts, s'il a moins d 10 ans de services.
Majorés des intérêts de 1 %, s'il a de 10 à 15 ans de services.
Majorés des intérêts de 2 %, s'il a de 15 à 20 ans de services.
Majorés des intérêts de 3 %, s'il a 20 ans de services et au-dessus.

Il sera délivré à l'agent un livret pour la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, livret qui sera sa propriété personnelle et où figureront les sommes portées à son compte, calculées comme il est indiqué ci-dessus.

Un agent pourra passer d'une compagnie dans une autre et continuera à être affilié au régime des retraites de la caisse autonome, mais ce, sous la double condition de faire partie du cadre permanent de la nouvelle compagnie, et de subir un stage d'un an sans versements, qui ne comptera pas dans la durée de service exigée pour la retraite.

Toutefois, le stage ci-dessus ne sera pas exigé, si la mutation d'une compagnie à une autre a lieu avec l'assentiment des deux compagnies intéressées.

Dans tous les cas, les droits antérieurs acquis par l'agent à bénéficier des avantages du régime des retraites de la caisse autonome lui sont conservés.

TITRE V. — *Reversibilité des pensions de retraite*

Art. 17. — Les pensions de retraite sont réversibles par moitié au profit des veuves, sauf en cas de divorce et de séparation de corps prononcée aux torts exclusifs de la femme.

La réversibilité n'aura lieu que si le mariage est de trois ans au moins antérieur à l'époque à laquelle le mari aura cessé ses fonctions. Aucune condition de durée de mariage ne sera exigée pour la réversibilité s'il

existe un enfant né des conjoints au moment où le mari cesse ses fonctions.

Lorsque la cessation des fonctions du mari sera la conséquence d'un accident survenu dans le service, il suffira que le mariage soit antérieur à l'accident.

A défaut de veuve habile à recevoir la pension, les orphelins âgés de moins de dix-huit ans auront droit à la réversibilité de la demi-pension.

En cas de décès d'un agent en service, les veuves et orphelins ont droit, dans les conditions indiquées par les deux premiers alinéas du présent article, à la réversibilité de la moitié de la pension à laquelle aurait droit le mari en raison de son âge ou de sa durée d'affiliation.

Toutefois, si le mari a moins de quinze ans de services, les ayants droit recevront simplement les versements effectués au compte du mari, majorés des intérêts simples à 3 %.

Art. 18. — Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent qu'aux veuves ou enfants des agents employés mariés sous le régime de la loi française.

En ce qui concerne les agents, employés ou ouvriers, musulmans non mariés sous le régime de la loi française, la pension de réversabilité est également limitée à la moitié de la retraite qu'aurait obtenue le mari. Si celui-ci a moins de quinze ans de services, les ayants droit recevront simplement les versements effectués au compte du mari, majorés des intérêts simples à 3 %.

La pension est accordée aux veuves et enfants d'agents employés et ouvriers musulmans non mariés sous le régime de la loi française aux conditions suivantes :

Le mariage doit satisfaire à la condition de durée fixée par les deuxième et troisième alinéas de l'article 17 et être justifié par un acte du cadi passé au moment de la célébration, ou par la production d'actes régulièrement inscrits suivant les prescriptions de l'article 17 de la loi du 23 mars 1882 sur l'état-civil des indigènes musulmans de l'Algérie. A l'égard toutefois, des agents ou ouvriers actuellement en service, dont le mariage n'aurait pas eu lieu dans ces conditions, il est accordé un délai de six mois à partir de la promulgation du présent décret, pour leur permettre de faire établir, par les moyens légaux, l'existence de leur union.

La pension sera répartie individuellement, par parts égales, entre les veuves et les enfants âgés de moins de dix-huit ans. Elle cessera, en ce qui concerne les veuves, en cas de nouveau mariage, et en ce qui concerne les enfants lorsqu'ils auront atteint l'âge de dix-huit ans.

Les parts de pension qui cesseront d'être servies en raison de la mort de l'ayant droit, ou parce que celui-ci a atteint l'âge de dix-huit ans, ou pour toute autre cause, accroîtront par tête à la mère de l'ayant droit et aux enfants du même lit. Dans aucun autre cas, il n'y aura lieu à nouvelle répartition.

La veuve remariée recevra une indemnité égale au triple de la pension. Il n'y aura lieu en ce cas à répartition nouvelle de son chef entre ses enfants qu'après l'expiration d'un délai de trois ans.

TITRE VI. — *Dispositions diverses et transitoires*

Art. 19. — A tout agent ayant plus de soixante ans d'âge et au moins quinze ans de services, à la date du 1er janvier 1923, qui demandera sa mise à la retraite, il sera servi pour chaque année de services effectifs : 1 % du salaire moyen des six dernières années de services.

Par la suite, il sera servi à tout agent mis à la retraite une pension calculée sur les bases suivantes :

1°) 1 % pour chaque année de service antérieur au 1er janvier 1923;

2°) Un soixantième pour chaque année de services postérieurs à la condition qu'il ait, en totalité, au moins quinze ans de services et qu'il réalise les conditions d'âge requises par le présent décret.

Ces sommes seront fournies directement par la caisse autonome.

Si un agent ou un ayant droit d'agent bénéficie déjà d'une retraite constituée avec l'aide de l'Etat, de l'Algérie, des départements, des communes ou des exploitants, la pension résultant de l'application du paragraphe 1er et du paragraphe 2 (alinéa 1°) ci-dessus sera calculée de manière qu'en l'ajoutant à ladite retraite elle ne donne pas une somme globale, supérieure à un soixantième du traitement moyen des six dernières années, par année de service.

Les agents licenciés depuis le 1er janvier 1922 bénéficieront des avantages du régime transitoire, s'ils remplissent les conditions exigées par le présent article.

Sauf l'attribution de centièmes pour les années de services antérieures à la présente loi, l'importance des retraites et des remboursements qui seront dus seront déterminés conformément aux dispositions des titres IV et V ci-dessus.

Art. 20. — La pension de retraite sera payée trimestriellement aux ayants droit.

Elle est incessible et insaisissable jusqu'à concurrence de 720 francs; pour le surplus, la pension est cessible jusqu'à concurrence du dixième et saisissable pour un autre dixième.

Art. 21. — La composition et le fonctionnement en Algérie des commissions de réforme prévues par la loi du 22 juillet 1922 seront déterminées par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Art. 22. — En cas de retard dans les versements ou de contestation entre la caisse autonome et les exploitants, ceux-ci seront redevables envers la caisse, non seulement de la somme en litige, mais encore des intérêts capitalisés à 6 % et à compter du jour où les versements auraient dû être faits.

Art. 23. — Conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1922, les certificats, actes de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution des dispositions ci-dessus seront délivrés gratuitement et dispensés d'autres droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 24. — Dans le délai d'un an, à compter de la publication du présent décret, toutes les caisses spéciales seront liquidées. Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 22 juillet 1922, un décret portant règlement d'administration publique déterminera les conditions de liquidation de chaque caisse; mais, en principe, les sommes que possèdent ces caisses seront réparties entre les agents qui y sont affiliés au prorata des versements faits par eux ou à leur compte et portées sur un livret spécial à chacun d'eux. Les fonds seront versés à la caisse autonome.

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou celle de même nature ayant reçu des fonds pour les retraites de ces agents resteront débitrices vis-à-vis de ces derniers des rentes éventuelles ou inscrites correspondant aux versements reçus par elles jusqu'au 1er janvier 1923, mais par l'intermédiaire de la caisse autonome. Elles reverseront les versements reçus depuis le 1er janvier 1923 à la caisse autonome qui en fera état pour assurer comme il est dit à l'article suivant le bénéfice du nouveau régime à partir du 1er janvier 1923.

Exception sera faite pour les agents des compagnies, employés lors de la publication du présent décret, jouissant d'un régime de retraites par répartition.

Pour ces derniers, la caisse autonome mutuelle instituée par la loi du 22 juillet 1922 se substituera à la caisse existante et servira des retraites équivalentes à celles prévues par cette caisse jusqu'à ce que le montant de la retraite instituée par ce décret lui devienne égal ou supérieur.

A ce moment, les agents affiliés à cette caisse tomberont sous le régime du présent décret.

Les fonds de réserve pouvant exister dans de telles caisses de répartition viendront s'ajouter, dès la dissolution de cette caisse, au fonds de prévoyance de la caisse autonome mutuelle.

Les compagnies qui effectuent déjà des versements supérieurs à 6 % ne pourront se prévaloir, pour les agents actuellement en service, des dispositions du présent décret pour diminuer la part qu'elles supportaient pour leur compte personnel. Le cas échéant, les sommes excédant ainsi les versements prescrits par le présent décret seront versées au livret spécial prévu à l'article 12.

Art. 25. — Le trésorier général de l'Algérie, les payeurs principaux d'Oran et de Constantine et leurs préposés, effectueront pour le compte du trésorier de la caisse autonome mutuelle, les opérations de recettes et de dépenses exécutées dans la métropole par les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, en vertu du décret du 30 janvier 1923 dont ils appliqueront toutes les dispositions non contraires au présent décret.

Art. 26. — Pour permettre le payement à vue des pensions par le trésorier général de l'Algérie, les payeurs principaux et leurs préposés, sans mandatement préalable la caisse autonome constituera à la caisse du trésorier général à Alger, une provision permanente, non productive d'intérêts, qui devra toujours être maintenue égale à la moitié d'un trimestre des arrérages à payer en Algérie, à l'exclusion des sommes à la charge de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 27. — La mise en application du régime défini par le présent décret en exécution de la loi du 22 juillet 1922 est fixée au 1er janvier 1923.

18 septembre 1926. — **Décret du bey** relatif au contrôle des dépenses publiques de l'Etat (J. O. T., 17 novembre 1926).

Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Vu le décret du 20 mai 1912 instituant à la Direction générale des Finances un Service préposé au contrôle des dépenses publiques de l'Etat,

Article premier. — Le contrôle des dépenses engagées, institué à la Direction générale des Finances par le décret du 20 mai 1912, est désormais rattaché à la Résidence Générale et fonctionnera, sous l'Autorité directe du Résident Général, sous le nom de « Contrôle des dépenses publiques de l'Etat ».

Les fonctionnaires du Service du Contrôle sont nommés par arrêtés du Résident Général. Ils ne peuvent être chargés d'attributions comportant engagement, liquidation, ordonnancement ou paiement de dépenses.

Ils ne correspondent avec les ordonnateurs que par l'intermédiaire du Résident Général.

Art. 2. — Le Service du Contrôle peut demander la production, à l'appui des propositions de dépense, de toutes les justifications qu'il estime nécessaires à l'exercice de sa mission. Les objections de l'ordonnateur, s'il en élève, sont portées, à la diligence du Résident Général, devant le Conseil des Ministres et Chefs de Service, lequel statue sur le vu du recours à l'ordonnateur, du rapport du Service du Contrôle et de l'avis du Directeur général des Finances.

Art. 3. — Lorsque le Service du Contrôle refuse son visa, soit parce que les documents produits par l'ordonnateur révèlent des contradictions entre les dépenses à engager et les prévisions budgétaires, soit parce que les dépenses dépassent ou risquent de dépasser les prévisions, soit parce que les mesures proposées lui paraissent entachées d'irrégularités, soit

pour tout autre motif, les objections de l'ordonnateur, s'il en élève, sont portées, à la diligence du Résident Général, devant le Conseil des Ministres et Chefs de Service, qui statue dans les formes indiquées à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Sont abrogés, l'article premier, le premier paragraphe de l'article 3 et l'article 5 du décret du 20 mai 1912, dont toutes les autres dispositions sont maintenues en vigueur.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — 18 septembre 1926.

2 octobre 1926. — Arrêté du Gouverneur général portant attribution au personnel des services civils de l'Etat en Algérie d'une indemnité provisoire de 12 % de leurs émoluments et d'une allocation forfaitaire de 200 francs (B. O., 1926, p. 2783).

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu le décret du 16 janvier 1902 sur le régime financier de l'Algérie; — Vu l'article 29 de la loi de finances du 23 août 1926, relatif à l'attribution, aux personnels de l'Etat, d'une indemnité provisoire; — Vu le décret du 29 août 1926 fixant les modalités d'attribution de ladite indemnité; — Vu l'instruction du Ministre des finances du même jour relative aux conditions d'attribution, d'ordonnancement et de paiement de l'indemnité provisoire de 12 %; — Vu le décret du 5 septembre 1926 portant attribution d'une allocation forfaitaire de 200 francs aux personnels et agents de l'Etat; — Vu l'instruction du Ministre des finances du même jour, relative aux conditions d'attribution, d'ordonnancement et de paiement de ladite allocation forfaitaire; — Vu les décisions des Ministres de l'intérieur et des finances du 24 septembre 1926 autorisant l'imputation provisoire sur le compte hors budget « Dépenses à régulariser » de la dépense devant résulter de l'attribution de l'indemnité provisoire de 12 % et de l'allocation forfaitaire aux fonctionnaires et agents des divers services civils de l'Etat, en Algérie, rétribués sur le budget de la colonie, sur le budget des Territoires du Sud et sur les budgets annexes des P. T. T. et du Jardin d'Essai du Hamma; — Vu l'avis du conseil de gouvernement,

Article premier. — Les dispsitions des décrets des 29 août et 5 septembre 1926 et des deux instructions du Ministre des finances de mêmes dates sont applicables, en Algérie, aux personnels ci-après des services civils de l'Etat rétribués directement sur les fonds du budget spécial de la colonie, du budget des Territoires du Sud et des budgets annexes des postes, télégraphes et téléphones et du Jardin d'Essai du Hamma, savoir : — 1° fonctionnaires et agents ayant leurs similaires dans la métropole et dont les émoluments ont été revisés en exécution de la loi du 13 juillet 1925; — 2° fonctionnaires et agents n'ayant pas leurs similaires dans la métropole mais ayant bénéficié de la réforme générale des traitements de 1919 et de 1925.

Art. 2. — Sont exclus du bénéfice des dispositions susvisées : — 1° les agents des divers services qui, quelle que soit leur dénomination, n'appartiennent pas à un cadre organisé, ne sont pas rétribués d'après une échelle de traitements régulièrement fixée et qui peuvent être licenciés à tout moment suivant les nécessités du service et au gré de l'administration; — 2° les agents, employés et ouvriers, recrutés par contrat ou de gré à gré, ceux recevant une rétribution forfaitaire ou une rémunération dont le taux est établi d'après les salaires pratiqués dans la région; — 3° ceux pour lesquels la fonction publique n'est que l accessoire d'une autre fonction ou qui exercent, en même temps que leur emploi public une profession, un commerce ou une industrie.

Art. 3. — L'indemnité provisoire de 12 % sera calculée sur les éléments limitativement énumérés ci-après : — a) traitements, tels qu'ils ont été fixés par les décrets pris en exécution de la loi du 13 juillet 1925 ou par les arrêtés gouvernementaux intervenus pour assurer en Algérie la réforme générale des traitements, déduction faite des retenues pour pensions et à l'exclusion de tous accessoires et indemnités. — Toutefois, les personnels dont le traitement net pour une année entière est compris entre 4.500 et 10.000 frs, recevront une indemnité uniformément calculée sur la base de 100 frs par mois. — Les personnels dont le traitement net pour une année entière est inférieur à 4.500 frs, recevront une indemnité calculée proportionnellement à leur rémunération sur la base de 100 frs par mois pour une rémunération annuelle de 4.500 francs. — b) Quart colonial ou indemnité algérienne. — c) Indemnités pour charges de famille telles qu'elles sont fixées par les arrêtés gouvernementaux des 21 août et 5 décembre 1925.

Art. 4. — Le bénéfice de l'allocation forfaitaire est exclusivement réservé aux personnels en service entre le 1er mai 1926 et le 31 juillet 1926.

Art. 5. — Le taux de l'allocation forfaitaire est fixé au chiffre forfaitaire de 200 frs.

Pour les agents entrés au service de l'Etat à une date postérieure au 1er mai 1926 ou ayant cessé d'exercer leurs fonctions avant le 31 juillet 1926, ce taux est calculé au prorata de la durée de leurs services effectifs.

En ce qui concerne les personnels dont le traitement net pour une année entière est inférieur à 4.500 frs, le taux de l'allocation est déterminé proportionnellement à leur rémunération sur la base de 200 frs pour une rémunération annuelle nette de 4.500 frs.

Art. 6. — L'indemnité provisoire et l'allocation forfaitaire suivent le sort du traitement ; elles sont réduites, le cas échéant, dans les mêmes proportions que l'est ou l'a été le traitement lui-même pour quelque cause que ce soit.

En cas de cumul de fonctions, l'allocation forfaitaire ne peut être payée qu'une seule fois et elle doit être mandatée par l'administration qui alloue au bénéficiaire le traitement le plus élevé.

Art. 7. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1er août 1926 pour l'indemnité provisoire de 12 %.

Pour le Gouverneur général absent, — Le Maitre des Requêtes en Conseil d'Etat, Secrétaire général du Gouvernement, — Jean CAUSERET.

4 octobre 1926. — Arrêté du Gouverneur général relatif à la délivrance des congés et permissions d'absence au personnel du service algérien des P. T. T. (B. O., 1926, p. 2792).

5 octobre 1926. — Arrêté du gouverneur général fixant les émoluments des gardiens de bureau auxiliaires (B. O., 1926, p. 2718).

7 octobre 1926. — Arrêté du Gouverneur général fixant le montant de l'indemnité de recrutement allouée aux administrateurs et administrateurs-adjoints de commune mixte détachés au gouvernement général (B. O., 1926, p. 2719).

8 octobre 1926. — Circulaire du Gouverneur général relative à l'application de l'arrêté du 4 octobre 1926 portant modification du régime des congés de repos concédés aux agents des P. T. T. en service en Algérie (B. O., 1926, p. 2799).

9 octobre 1926. — Décret beylical réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (J. O. T., 20 octobre 1926).

Vu la loi française du 30 juin 1926, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; — Sur la proposition d Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, l'avis de Notre Directeur de la Justice, et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Le renouvellement des baux à loyer des locaux et immeubles où s'exploite depuis au moins deux années un fonds de commerce ou d'industrie est régi par les règles ci-après :

Art. 2. — Le locataire, le cessionnaire ou leurs ayants cause qui voudront obtenir le renouvellement d'un bail écrit, devront, dans le délai maximum de deux ans et minimum de dix-huit mois avant l'expiration du bail, notifier une demande de renouvellement au propriétaire par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Faute d'accord entre les parties, dans les deux mois de cette notification, le bailleur et le locataire comparaîtront, à la requête de la partie la plus diligente, et quel que soit le montant du loyer, devant le Président du Tribunal civil ou devant le Président du Tribunal régional de la situation de l'immeuble, suivant qu'il s'agit de justiciables des tribunaux français ou tunisiens. Ce magistrat aura pour mission de concilier les parties en vue du renouvellement sollicité et de faire consigner le cas échéant, leurs prétentions respectives et, notamment, les motifs de refus opposés par le bailleur.

Si l'une des parties ne comparaît pas, le juge devra ordonner son assignation ou sa citation dans les formes légalement prévues pour chaque juridiction avant de prononcer défaut.

Le locataire défaillant sera déchu du bénéfice du présent décret.

Le propriétaire défaillant sera présumé consentir au renouvellement du bail, dont le prix et la durée seront réglés dans les conditions prévues à l'article 3.

Toutefois, la partie défaillante aura droit de faire opposition, dans le délai de quinzaine de la signification de l'ordonnance rendue contre elle. Si l'ordonnance émane de la juridiction tunisienne, notification en sera donnée conformément à l'article 221 du Code tunisien de procédure civile. L'opposition sera faite dans les formes édictées pour l'appel civil par l'article 86 du Code tunisien de procédure civile, dont l'article 222 reste applicable.

Les parties comparaîtront en personne; toutefois, elles pourront se faire assister ou, en cas d'excuse, se faire représenter : 1° si l'affaire est de la compétence de la juridiction française, par un avocat-défenseur ou un avocat régulièrement inscrit, sans qu'elles aient à donner procuration; 2° si l'affaire est de la compétence de la juridiction tunisienne, par les oukils, avocats ou avocats-défenseurs autorisés à représenter les parties devant cette juridiction.

Art. 3. — Lorsqu'il résultera du procès-verbal dressé par le juge que le bailleur consent, en principe, au renouvellement, et, si le différend porte sur le prix, la durée, les conditions accessoires ou sur l'ensemble de ces éléments, chacune des parties désignera un arbitre.

Faute par l'une des parties d'avoir procédé à cette désignation dans les quinze jours qui suivront l'audience de conciliation ou l'expiration des délais d'opposition, il y sera pourvu d'office par le Président.

Pour la fixation du prix, les arbitres devront tenir compte de toutes considérations de fait et, notamment, de la situation économique.

Si le propriétaire justifie d'une offre faite par un tiers, les arbitres vérifieront la sincérité et la réalité de cette offre que le propriétaire pourra accepter si le locataire ne peut faire une offre égale. Le prix du loyer sera alors fixé au montant de l'offre reconnue sincère et réelle.

Les arbitres devront, en outre, examiner si cette offre est hors de proportion avec la valeur du loyer sur lequel le propriétaire pouvait raisonnablement compter. Dans ce cas, le locataire qui renoncera au renouvellement du bail, en raison du prix excessif du loyer imposé par l'offre, pourra réclamer une indemnité d'éviction dans les termes de l'art. 4 ci-après.

Cette indemnité sera à la charge du nouvel occupant et versée par lui avant son entrée en jouissance, faute de quoi le propriétaire sera tenu du paiement.

Sauf accord entre les parties, la durée du nouveau bail imposé par les arbitres sera égale à celle du bail en cours, sans, toutefois, dépasser neuf ans.

Les autres conditions proposées par le propriétaire dans un intérêt légitime seront homologuées par les arbitres, sauf à en tenir compte dans la détermination du prix.

En cas de désaccord entre les arbitres, l'affaire reviendra, à la requête de la partie la plus diligente, devant le Président du Tribunal, qui statuera après en avoir conféré avec les arbitres et entendu les parties. Celles-ci pourront se faire assister ou, en cas d'excuse, se faire représenter comme il a été indiqué à l'article 2 du présent décret. En cas de difficulté particulière, le Président pourra ordonner une expertise.

L'ordonnance devra être motivée. Appel pourra en être relevé dans les quinze jours de la signification. Cet appel sera porté directement en audience spéciale.

Dans les quinze jours qui suivront la décision, les parties dresseront le nouveau bail dans les conditions convenues et arbitrées, si mieux n'aime le locataire renoncer à sa demande de renouvellement, à charge par lui de supporter tous les frais.

Si les conditions économiques se sont modifiées au point d'entraîner une variation de plus du quart de la valeur locative fixée par les arbitres ou le Président, les parties pourront demander la revision du prix fixé. Cette demande, recevable dans les formes ci-dessus prescrites, ne pourra être formée que trois ans au moins après l'entrée en jouissance du locataire et n'être renouvelée que tous les trois ans après que le nouveau prix aura été payé.

Art. 4. — Si le bailleur refuse de renouveler le bail, ou s'il refuse le renouvellement aux conditions déterminées en application des articles précédents, et si les motifs allégués par lui ne sont pas jugés graves et légitimes à l'encontre du locataire sortant, celui-ci aura droit à une indemnité égale au préjudice causé par le défaut de renouvellement.

L'assignation devra être signifiée dans la quinzaine du procès-verbal de non-conciliation ou de la notification par lettre recommandée du refus de renouvellement opposé par le propriétaire. Elle sera donnée devant le Tribunal, dont le jugement pourra être frappé d'appel dans les quinze jours de la signification. Cet appel sera porté directement en audience spéciale.

Le propriétaire qui aura succombé pourra, néanmoins, dans la quinzaine de la signification de la décision définitive, se soustraire au paiement de l'indemnité, à charge par lui de supporter les frais de l'instance et de consentir au renouvellement du bail dont les conditions, en cas de désaccord, seront fixées conformément aux règles de l'article 3.

Le locataire sortant aura droit, même au cas où, par application de l'article suivant, il n'aurait pas d'indemnité à recevoir, de faire évaluer

l'indemnité éventuelle prévue au premier paragraphe, ainsi que celle de l'article 8 ci-après, par la procédure prévue au présent décret.

Art. 5. — Le propriétaire aura le droit de refuser tout renouvellement du bail lorsqu'il reprendra les locaux loués soit pour les occuper personnellement et effectivement, soit pour les faire occuper par son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou leurs conjoints, soit pour reconstruire l'immeuble. Si la reprise a été effectuée en vue d'une affectation commerciale ou industrielle, seuls, le propriétaire, son conjoint, ses descendants et les conjoints de ceux-ci en pourront bénéficier.

Toutefois, si le local ou l'immeuble a été acquis par un commerçant ou un industriel déjà établi en vue d'agrandir les locaux où il exerce son commerce ou de fonder une succursale, le locataire sortant aura droit à l'indemnité prévue à l'article 4, même en cas de reconstruction de l'immeuble.

L'acquisition visée au précédent alinéa sera même présumée faite dans ce but, sauf preuve contraire, si elle n'a pas date certaine avant les cinq ans qui précèdent l'expiration du bail ou la fin de sa prorogation.

Au cas où il viendrait à être établi à la charge du propriétaire qu'il n'a exercé la reprise du local que dans le but de faire fraude au droit du locataire, notamment par des opérations de location ou de revente, que ces opérations aient un caractère civil ou commercial, le locataire aura droit à l'indemnité d'éviction.

Le propriétaire qui veut exercer le droit de reprise conformément au présent article devra donner un préavis au locataire occupant dans le délai de trois mois à partir de la demande de renouvellement. Ce préavis sera notifié par acte extra-judiciaire si les parties sont justiciables des tribunaux français. Si l'affaire est de la compétence de la juridiction tunisienne, le préavis sera donné selon les formes prescrites à l'article 217 du Code tunisien de procédure civile.

Un préavis de six mois devra également être donné au locataire dans le cas où le propriétaire, prouvant que l'immeuble menace ruine ou est insalubre, veut le reconstruire ou le transformer.

Art. 6. — Lorsque le bailleur est à la fois propriétaire de l'immeuble loué et du fonds de commerce qui y est exploité, et que le bail porte en même temps sur les deux, en cas de non-renouvellement du bail, il ne devra une indemnité au locataire qui aura continué le commerce déjà existant que dans la mesure fixée à l'article 7.

Art. 7. — Dans le cas où il exerce la reprise des locaux loués pour un usage commercial ou industriel, sans être tenu à l'indemnité prévue à l'article 4, le propriétaire devra, à moins qu'il ne préfère demander la remise des locaux en l'état où ils étaient lors de l'entrée en jouissance, payer au locataire sortant une indemnité à concurrence du profit qu'il aura tiré de la plus-value apportée par lui à la valeur locative de l'immeuble, par suite des aménagements effectués si, d'après le bail, ceux-ci ne deviennent pas la propriété du bailleur, sans que cette indemnité puisse dépasser le prix de la main-d'œuvre et la valeur des matériaux employés.

Art. 8. — Si, dans les cinq ans qui suivent l'expiration du bail, l'immeuble est occupé par un commerce ou une industrie similaire, et que le nouvel occupant tire un avantage appréciable de l'accroissement de clientèle ou d'achalandage créés ou acquis par le locataire sortant, celui-ci pourra agir contre le nouvel occupant en indemnité, à concurrence de son enrichissement.

Cette action se cumulera, s'il y a lieu, avec celle de l'article 4.

Art. 9. — Sauf motif légitime, le droit au bail, dont le renouvellement aura été obtenu dans les conditions ci-dessus déterminées, ne pour-

ra être cédé que par les locataires ayant personnellement exercé, pendant trois ans au moins, le commerce dans l'immeuble loué.

En cas de cession consentie par un locataire ne remplissant pas cette condition, le renouvellement sera considéré comme nul et non avenu et le bail résilié.

Art. 10. — Toutes les actions exercées en vertu du présent décret sont portées devant le Tribunal civil ou le Tribunal régional de la situation de l'immeuble et se prescrivent par une durée de deux ans.

Art. 11. — Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux baux de terrains sur lesquels des constructions à usage industriel ou commercial ont été édifiées soit par le propriétaire, soit par le preneur, mais seulement si ces constructions ont été à la connaissance du propriétaire et dans la commune intention des parties, la raison même de la location. Elles ne sont pas applicables aux baux emphytéotiques. Toutefois, les baux consentis par l'emphytéote bénéficient des dispositions ci-dessus sans que, cependant, la durée du renouvellement puisse dépasser la durée du bail emphytéotique.

Art. 12. — Le propriétaire aura le droit de refuser tout renouvellement du bail, sans devoir aucune indemnité, lorsqu'il voudra reprendre, dans le but de construire des immeubles à usage principal d'habitation, ou des constructions ayant ce caractère d'utilité générale, tout ou partie des terrains loués nus précédemment, même s'il y a été établi des logements pour gardiens ou des installations pour l'exploitation desdits terrains.

Art. 13. — Sont nulles et de nul effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, stipulations et arrangements intervenus dans le but de faire échec au droit de renouvellement institué par le présent décret, sauf si ces clauses, stipulations et arrangements ayant pour but de fixer la sortie du locataire constituent des accords intervenus devant le juge.

Les baux ou promesses de baux consentis à des tiers pour la période qui doit suivre les baux en cours ne font échec à ce droit de renouvellement que s'ils ont date certaine avant le 1er janvier 1923.

La date certaine devra même être antérieure au 1er août 1914, lorsque les locataires actuels auront été mobilisés pendant deux ans au moins au cours des hostilités ou qu'ils auront été réformés pour blessures reçues ou maladies contractées au service pendant cette période, ou lorsque lesdits locataires seront des veuves de guerre non remariées, des pères ou des mères dont les fils sont morts pour la France, des Sociétés en nom collectif dont tous les membres auront été mobilisés dans les conditions ci-dessus, ou des sinistrés dont l'habitation a été détruite ou rendue inhabitable par faits de guerre, si elle n'a pas été reconstruite et si le sinistré n'a pas cédé ses dommages de guerre.

L'exercice, par le locataire, de son droit de renouvellement, libère le propriétaire de toutes les obligations résultant des baux et promesses de baux consentis par lui à des tiers.

Art. 14. — A titre transitoire, le délai minimum de dix-huit mois avant l'expiration du bail, précédemment prévu pour la demande de renouvellement, ne sera pas opposable aux locataires dont les baux auront moins de deux ans à courir à la date de la promulgation du présent décret.

Art. 15. — Pendant les six mois qui suivront la promulgation du présent décret, la demande de renouvellement pourra être faite :

1° par tout locataire qui pourra exciper à l'origine de sa possession, d'un bail écrit, soit que ce bail soit encore en cours, soit qu'il ait été

renouvelé par tacite reconduction ou prorogé à l'amiable par l'effet de la loi ou par décision de justice.

2° par tout locataire qui ne pourra exciper d'un bail écrit, mais dont la possession aura eu, à la date de la promulgation du décret, une durée égale ou supérieure à quinze annnées. Toutefois, ce délai de quinze ans sera réduit à cinq ans pour les locataires commerçants démobilisés qui ont installé leur fonds de commerce dans les lieux loués depuis leur démobilisation.

Dans ce dernier cas, la durée du nouveau bail sera fixée par le juge et ne pourra être inférieure à trois ans.

Art. 16. — Pour les baux expirés lors de la promulgation du présent décret, le prix de location du bail renouvelé sera dû à partir du jour de la demande en renouvellement; pour ceux venant à expiration au cours de l'instance, ce prix sera dû à partir du jour de l'expiration du bail ou de sa prorogation.

Art. 17. — Les locataires qui pourront invoquer, en vertu d'un bail verbal, une jouissance consécutive d'au moins neuf ans, pourront demander un renouvellement de bail pour une durée de trois années, dans les conditions de l'article 3.

Cette demande de renouvellement devra être formée par acte extra-judiciaire dans le mois qui suivra le congé donné par le propriétaire. Si l'affaire est de la compétence de la juridiction tunisienne, la demande sera formée, conformément aux prescriptions de l'art. 217 du Code Tunisien de procédure civile.

Art. 18. — Sous condition que le refus de renouvellement corresponde à un intérêt public, le présent décret n'est applicable ni aux locations portant sur des établissements appartenant à l'Etat, aux Communes et aux établissements publics « ou d'utilité publique », que ces locations aient été faites sous la forme d'adjudications ou de marchés de gré à gré, ni aux locations d'immeubles destinés par des collectivités à des travaux d'utilité publique.

Art. 19. — Le présent décret ne pourra être invoqué que par les Français, Tunisiens, les sujets ou protégés français, par les citoyens ou sujets ressortissants des pays alliés ou enfin par les autres étrangers appartenant à des pays où existe au profit des Français ou Tunisiens une législation analogue.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 9 octobre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale de France à Tunis, BONZON.

10 octobre 1926. — Décret portant homologation de la décision des délégations financières algériennes, instituant une taxe pour la visite des musées (B. O., 1926, p. 2728).

Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 26 juin 1925; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue;

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 20 juin 1925 instituant une taxe à l'entrée pour la visite des musées, collections, monuments, sites aménagés et établissements de la colonies :

DECISION

Article premier. — Est autorisée la perception, au profit du budget de l'Algérie, d'un droit d'entrée dont le maximum est fixé à 5 frs,

pour la visite des musées, collections, monuments, sites aménagés et établissement appartenant à la colonie.

Art. 2. — Des arrêtés du gouverneur général pris en conseil de gouvernement détermineront les établissements où devra être perçue la taxe, le taux et les modalités de perception et les catégories de personnes auxquelles des réductions ou des dispenses de taxe pourront être accordées.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux Territoires du Sud.

10 octobre 1926. — Décret imposant aux sociétés civiles en Algérie une déclaration d'existence (B. O., 1926, p. 2764).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre des finances; — Vu les articles 62 à 65 de la loi de finances du 13 juillet 1925 imposant aux sociétés civiles de personnes l'obligation de faire au service de l'enregistrement, une déclaration d'existence; — Vu les propositions du Gouverneur général de l'Algérie;

Article premier. — En Algérie, les sociétés civiles de personnes constituées conformément aux articles 1832 et suivants du Code civil sont tenues de faire, au bureau de l'enregistrement du lieu où elles ont le siège de leur principal établissement, une déclaration contenant : — 1° l'objet et la durée de la société; — 2° la date de l'acte constitutif et, s'il y a lieu, du ou des actes modificatifs, ainsi que de celle de l'enregistrement de chacun de ces actes dont un exemplaire sur papier non timbré, dûment certifié, est joint à la déclaration; — 3° les noms, prénoms et domicile de chacun des associés, directeur ou gérants; — 4° la nature et la valeur des biens mobiliers et immobiliers constituant les apports; — 5° les droits attribués aux associés dans le partage des bénéfices et de l'actif social, que ces droits soient ou non constatés par des titres délivrés aux ayants droit.

Cette déclaration devra être faite dans les trois mois de la publication du présent décret au « Journal officiel » pour les sociétés civiles existant au jour de cette publication et dans le mois de leur constitution définitive pour les mêmes sociétés qui se formeront postérieurement.

En cas de modification dans la constitution de l'actif social, de changement de siège, de remplacement du directeur ou gérant ou d'un ou plusieurs des associés, lesdites sociétés doivent en faire la déclaration dans le délai d'un mois au bureau qui a reçu la déclaration primitive et déposer en même temps un exemplaire de l'acte modificatif.

Art. 2. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal sans préjudice d'une pénalité de 10 p. 100 en principal du montant des apports mobiliers ou immobiliers omis ou insuffisamment évalués dans la déclaration.

Les omissions sont réprimées dans les délais et suivant les formes prescrites par les textes qui régissent les déclarations de mutations par décès.

Les insuffisances mobilières et immobilières sont constatées par voie d'expertise à laquelle il est procédé dans les formes prescrites par l'article 1er de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes du 20 juin 1923 homologuée par décret du 21 novembre 1924.

A défaut de la déclaration prévue à l'article 1er du présent décret, les actes constitutifs ou modificatifs de sociétés civiles ne sont pas oppo-

sables à l'administration pour la perception de tous impôts ou taxes exigibles en vertu des règlements en vigueur.

Art. 3. — Les sociétés civiles visées audit article 1er sont assujetties au droit de communication conféré aux agents de l'enregistrement par la loi du 5 juin 1850, article 16, le décret du 17 juillet 1857, article 9, la loi du 23 août 1871, article 22, et la loi du 21 juin 1875, article 7, rendus exécutoires en Algérie par décrets des 10 août 1850, 26 août 1865, 12 décembre 1871 et 8 février 1876. Le refus de communication est constaté par un procès-verbal et soumis aux sanctions établies par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906 rendu exécutoire en Algérie par le décret du 3 juillet 1906.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux sociétés civiles constituées à l'étranger entre personnes de nationalité française domiciliées en Algérie ou comprenant un ou plusieurs associés français également domiciliés dans la colonie. Les déclarations prévues à l'article 1er ci-dessus sont faites au bureau de l'enregistrement du domicile de l'associé ou de l'un quelconque des associés français.

Ces sociétés demeurent soumises, en Algérie, à toutes les obligations fiscales qui incombent aux sociétés étrangères en vertu des textes en vigueur, notamment de l'article 3 du décret portant règlement d'administration publique en date du 6 décembre 1872, rendu applicable à l'Algérie par le décret du 18 mai 1874, et relatif à l'impôt sur le revenu des biens meubles et immeubles possédés en Algérie par les sociétés, compagnies et entreprises étrangères.

16 octobre 1926. — Décret portant modification du règlement général du pilotage sur les côtes d'Algérie (station d'Arzew) (B. O. 1926, p. 2833).

19 octobre 1926. — Arrêté du Premier Ministre de S. A. le Bey relatif aux réquisitions civiles (J. O. T. 6 novembre 1926).

Vu le décret du 12 mai 1926 sur les réquisitions civiles en ses articles 1 et 10,

Article premier. — Les contrôleurs civles, caïds, kahias et khalifats de classe exceptionnelle en exercice sont investis par Nous du pouvoir de réquisition qui Nous appartient et que Nous leur déléguons, et qu'ils devront exercer conformément aux dispositions du décret du 12 mai 1926 et aux prescriptions des arrêtés qui seront pris par Nous.

Art. 2. — Les agents des Services admis à s'adresser aux autorités investies par Nous du pouvoir de réquisition et à leur demander de leur procurer les moyens de transport ou d'attelage dont ils auront besoin dans l'intérêt du service sont les suivants : — **Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.** — Le Directeur des Services et de l'Enseignement agricoles, — Le Directeur de l'Elevage, — Le Directeur des Domaines et de la Colonisation, — Le Directeur des Forêts, — Le Chef de Service, — Le Directeur de l'Institut des Arts et des Métiers, Le Chef de l'Etablissement d'Elevage de Sidi Tabet, — Les Inspecteurs de l'Agriculture, — Les Inspecteurs des Domaines, — Les Inspecteurs de l'Elevage, — Les Inspecteurs topographes, — Les Inspecteurs du travail, — Les Officiers forestiers, — Les Vétérinaires de colonisation, — Les Conseillers agricoles, — L'Agent enquêteur du commerce, — Les Contrôleurs des Domaines, — Les Géomètres et Géomètres auxiliaires, — Les Vérificateurs des poids et mesures (accompagnés ou non de leur peseurs), — Les Brigadiers et gardes des forêts, — Les Moniteurs principaux et moniteurs des Domaines, — Les Gardes auxiliaires des forêts, — Les Gardes auxiliaires des domaines. — **Direction Générale des Travaux Publics.** — Le Directeur Général, — Les Directeurs géné-

raux adjoints, — Les Ingénieurs principaux et Ingénieurs principaux adjoints, — Les Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des Travaux publics, — Les Ingénieurs topographes et Ingénieurs topographes adjoints, — Les Aspirants topographes, — Les Adjoints techniques, — Les Interprètes. — **Direction Générale des Finances.** — Les Inspecteurs principaux, Inspecteurs adjoints des différents services financiers, — Les Contrôleurs principaux et Contrôleurs des Impôts Directs, — Les Receveurs et Contrôleurs des Contributions Indirectes, — Les Contrôleurs principaux, contrôleurs, contrôleurs adjoints, vérificateurs, chefs d'atelier principaux et chefs d'atelier de culture des tabacs, — Les Vérificateurs principaux et vérificateurs des Contributions indirectes, — Les Officiers, sous-officiers et préposés chefs des Douanes, — Les Préposés principaux et préposés des Contributions indirectes, — Les Préposés indigènes montés. — **Direction Générale de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.** — Le Directeur général, — Les Chefs et Sous-Chefs de Service en mission, — Les Inspecteurs de l'Enseignement primaire, — Les Directeurs régionaux, — Le Directeur des Antiquités et Arts, — L'Inspecteur des Antiquités et Arts, — Le Conservateur du Musée du Bardo. — Tunis, le 19 octobre 1926. — MUSTAPHA DINGUIZLI.

20 octobre 1926. — Arrêté du Gouv. gén. portant majoration des indemnités annuelles allouées aux muphtis et aux agents du culte musulman (B. O. 1926, p. 2852).

22 octobre 1926. — Arrêté du Gouv. gén. portant création de deux emplois de sténographes-rédacteurs (B. O. 1926, p. 2736).

26 octobre 1926. — Arrêté du Gouv. gén. réglementant la circulation des automobiles dans les territoires du Sud (B. O. 1926, p. 3037).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des Territoires du Sud de l'Algérie; — Vu le décret du 14 août 1905, sur l'organisation administrative et militaire des Territoires du Sud; — Vu le décret du 4 juillet 1924, portant règlement sur la police de la circulation et du roulage, notamment les articles 62 et 63; — Vu le décret du 5 octobre 1924, modifiant l'article 64 du décret du 4 juillet 1924; — Sur le rapport du directeur des Territoires du Sud et la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — Dans les Territoires du Sud de l'Algérie, la circulation des voitures automobiles sur les pistes est soumise, additionnellement, aux dispositions des décrets des 4 juillet - 5 octobre 1924, aux conditions spéciales suivantes.

Art. 2. — **Limitation du poids des véhicules.** — Sont seules autorisées à circuler sur les pistes, les voitures automobiles dont le poids total en charge n'excède pas : — Pour les voitures à 4 roues, 4.000 kilogrammes; — Pour les autochenilles et les voitures à 6 roues, 5.000 kilogrammes.

Les voitures autres que les autochenilles doivent être montées sur pneumatiques jumelés à l'arrière ou à large empattement.

Cette limitation de tonnage n'est pas applicable aux voitures circulant sur des pistes spécialement aménagées pour les poids lourds ou ne comportant d'autres travaux d'aménagement que l'établissement de repères de direction.

Art. 3. — **Limitation des vitesses.** — Les vitesses maxima que peuvent atteindre les voitures automobiles sont fixées comme suit : — Voitures dont le poids total en charge est inférieur ou égal à 3.000 kilogs, 60 km.

à l'heure; — Voitures dont la charge totale est supérieure à 3.000 kilogs : — servant au transport des personnes, 35 km.; — servant au transport des marchandises, 25 km.

Dans la traversée des villes, villages et hameaux, la vitesse des voitures automobiles dont le poids total en charge est supérieur à 3.000 kilogrammes ne devra pas dépasser 12 kilomètres à l'heure.

Art. 4. — **Mesures de sécurité.** — En raison de l'éloignement des centres habités, du manque total de ressources en eau et en vivres dans l'intervalle et des conditions climatériques du Sahara, sont considérées comme ne pouvant être parcourues sans mesures de sécurité particulières les pistes ci-après désignées : — a) **Territoire de Touggourt.** — Pistes partant de Zeribet-el-Oued, de Biskra ou de Chegga en direction du Souf; — Piste partant d'Ouled-Djellal à Guerrara par Dzioua; — Piste de Tozeur-Nefta à El-Oued et Touggourt; — Piste de Touggourt à Dzioua et Guerrara. — b) **Territoire de Ghardïa.** — Piste de Ghardïa à El-Goléa; — Piste de Messad ou de Laghouat à Touggourt; — Piste de Laghouat à Tadjerouna et à Brezina. — c) **Territoire d'Aïn-Sefra.** — Pistes partant de Géryville, d'Aïn-Sefra et de Beni-Ounif en direction du Sud, et de Colomb-Béchar en direction du Nord, de l'Ouest et du Sud.

Art. 5. — Les mesures de sécurité que nécessite la circulation automobile sur ces pistes sont les suivantes : — 1° Avis aux autorités des points de départ et d'arrivée; — 2w Marche en convoi; — 3° Transport d'approvisionnements de réserve en essence, vivres et eau potable; — 4° Transport de rechanges et d'agrès pour parer aux incidents de route; — 5° Armement des convois.

Art. 6. — **Avis aux autorités locales.** — Tout automobiliste désirant suivre l'une des pistes énoncées à l'article 4 ci-dessus pour se rendre à El-Oued, Guerrara, El-Goléa, Brezina, El-Abiod-Sidi-Cheikh, ou pour gagner la vallée de la Zousfana, du Guir ou de la Saoura est tenu de se présenter au chef d'annexe ou de poste du point de départ pour l'informer de son projet et se renseigner sur l'itinéraire à suivre, l'état des pistes, les points d'eau, les gîtes d'étapes et les mesures de sécurité que comporte le voyage à entreprendre.

Aucune voiture ne doit être mise en route sans que le chef d'annexe ou de poste du point d'arrivée ait été informé télégraphiquement de ce départ et de l'itinéraire qui sera suivi. Le chef de poste ou d'annexe du point de départ est également informé par télégramme de l'arrivée des voitures à destination. Les avis de départ et d'arrivée sont envoyés par télégrammes privés, visés par les chefs d'annexe ou de poste et payés par les intéressés.

S'il existe des bordjs gîtes d'étape sur le parcours, l'autorité locale du point de départ remet au chef du convoi un billet autorisant les gardiens à donner aux voyageurs le libre accès des bordjs et à mettre à leur disposition les locaux et les ressources dont ils disposent.

Art. 7. — **Marche en convoi.** — Pour s'engager, en toute sûreté, sur les pistes désignées à l'article 4 ci-dessus, les voitures automobiles seront groupées au moins par deux, afin de se prêter mutuellement aide et secours en cas d'accident.

Toutes les voitures du convoi doivent demeurer constamment en liaison à la vue, s'attendre et s'aider en cas de panne de l'une d'elles.

Ls marches de nuit ne pourront être entreprises que sur des pistes parfaitement connues. Sur des pistes peu connues, il est interdit de circuler la nuit, même avec un guide.

Sauf le cas de force majeure, aucune modification ne devra être apportée à l'itinéraire fixé.

Art. 8. — **Transport d'approvisionnements de réserve.** — Chaque voiture automobile devra transporter des approvisionnements en essence, huile, vivres et eau suffisants pour lui permettre d'arriver jusqu'à destination.

L'approvisionnement d'essence et d'huile sera égal, en principe, à la quantité normalement nécessaire pour le même trajet sur route ordinaire, augmentée d'un tiers pour tenir compte de l'évaporation et des allongements de parcours éventuels.

S'il n'existait pas de dépôt d'huile et d'essence au point d'arrivée, les quantités de ces matières devraient être calculées pour l'aller et le retour.

En prévision de secours tardifs, pouvant, dans certains cas, n'arriver que par piétons, chaque voiture doit emporter, au minimum, cinq jours de vivres de réserve par personne, en plus des vivres nécessaires pour l'étape du jour.

La ration d'eau individuelle à prévoir par jour est de deux litres au minimum.

Chaque voiture transportera, en outre, un approvisionnement de réserve de 20 litres d'eau par voyageur, indépendamment de l'approvisionnement nécessaire pour le radiateur, lequel doit être égal à deux fois la capacité des appareils de refroidissement de chaque véhicule.

Art. 9. — **Transport de rechanges, outils et agrès divers.** — Aucun atelier de réparations pour automobiles, aucune possibilité de remplacer les organes ou accessoires de ces véhicules n'existant actuellement dans le Sud, toute voiture automobile circulant sur les pistes sahariennes, pour ne pas risquer d'être immobilisée plusieurs semaines par le moindre incident, doit transporter avec elle, indépendamment de son outillage normal au complet et en bon état, un jeu de pièces de rechange les plus indispensables, dont il appartient à chaque conducteur d'arrêter la nomenclature détaillée d'après le type et l'état d'entretien de son véhicule, mais qui, d'après l'expérience acquise, paraît devoir comprendre principalement : une magnéto, des bougies, des bielles et des lames de ressorts.

En ce qui concerne les pneus et les chambres à air de rechange, leur nombre doit être approprié à la longueur du voyage et aux difficultés du terrain.

Les outils et agrès indispensables comprennent du matériel de débroussaillement, de puisage et de dépannage. Chaque convoi doit être pourvu : par voiture, d'une pelle, d'une pioche, d'une serpe, et, par deux voitures, d'une hache, d'une scie passe-partout, d'un seau en tôle forte de 5 à 6 litres, de cent mètres de corde de grosseur moyenne, de quatre planches ou de treillis métallique.

Art. 10. — **Armement.** — Tout organisateur ou chef de convoi automobile devra obligatoirement s'enquérir par écrit, en temps utile, auprès du commandant du territoire, des conditions de la sécurité pour le cas où les circonstances imposeraient momentanément un certain armement.

Les postes du Sud ne pouvant mettre à la disposition des voyageurs ni armes, ni munitions, les intéressés auront à se procurer, avant de quitter le Tell, l'armement reconnu nécessaire pour leur sécurité.

Art. 11. — **Personnel de conduite.** — Les conducteurs d'automobiles devront être des praticiens éprouvés, d'une grande vigueur physique et morale, ayant l'expérience des pistes du Sud. Autant que possible, l'un d'eux sera choisi parmi les conducteurs ayant déjà effectué le voyage.

En prévision de l'indisponibilité de l'un des conducteurs en cours de route, il sera prudent d'emmener un conducteur suppléant.

Le chef de convoi sera muni d'une boussole et d'une carte générale de la région parcourue ou d'un croquis des pistes existant dans la région.

Chaque convoi devra, en outre, être accompagné d'un indigène sûr, choisi ou agréé par l'autorité locale, connaissant bien la région et pouvant servir de guide et d'interprète. En cas d'immobilisation du convoi, le guide aura pour mission d'aller chercher du secours dans les campements ou les postes les plus voisins.

Art. 12. — **Dégradations aux pistes.** — Sauf pour la traversée des dunes, il est interdit, après les pluies, de circuler en automobile sur les pistes jusqu'à ce que le terrain soit redevenu sec.

Les conducteurs d'automobiles doivent régler la marche de leur voiture de manière à ne pas détériorer les pistes. Les voitures du convoi éviteront de suivre les mêmes tracés. Après le passage d'une rampe, on rejettera en dehors de la plateforme les pierres ou autres matériaux dont on se serait servi pour la franchir.

En cas de panne, si, pour dégager la voiture, il a été nécessaire de creuser le sol en avant des roues, ces ornières devront être comblées avec soin. Si la panne a eu lieu sur une chaussée en drinn, les bottes de drinn qui auraient été disjointes par les secousses seront remises en place avec soin.

On ne devra en aucun cas enlever des matériaux sur un point de la chaussée pour les transporter sur un autre.

La réparation immédiate des dégradations faites aux pistes est obligatoire et ne doit être omise sous aucun prétexte.

A l'arrivée à l'étape, les conducteurs des voitures signalent au commandant du poste les passages où ils ont éprouvé des difficultés, les défectuosités ou les dégradations qu'ils ont constatées et les réparations qu'il serait utile d'effectuer.

Art. 13. — **Séjour aux étapes.** — S'il existe un hôtel à l'étape, les automobilistes devront prévenir cet établissement de leur arrivée et s'assurer, avant de se mettre en route, qu'ils pourront y être hébergés et nourris. Autrement, ils auront à se pourvoir de vivres et de matériel de campement.

L'emplacement d'un camp sera toujours choisi conformément aux indications du commandant du poste, responsable de la sécurité.

Il est interdit de réquisitionner des vivres chez les indigènes. Tous les achats doivent être librement consentis. Une dhifa ne peut être sollicitée ou acceptée qu'à la condition d'être largement rémunérée.

Les voyageurs de passage ne sont admis aux mess des officiers ou sous-officiers que sur invitation : ils doivent régler leurs repas d'après les tarifs fixés par le commandant du poste.

Tous litiges ou différends qui pourraient survenir dans les postes ou en tribu entre les voyageurs et le personnel des convois automobiles d'une part, et les habitants civils ou militaires d'autre part, seront soumis au commandant du poste.

Le paiement des journées de déplacement dues aux indigènes qui auraient été envoyés au secours d'un convoi est à la charge des voyageurs de ce convoi; le prix des journées est celui qui est en usage dans la localité; l'autorité qui a envoyé les indigènes s'assurera avant le départ du convoi qu'ils ont été payés.

Art. 14. — **Sanctions et exceptions.** — Les infractions au présent arrêté donneront lieu à des poursuites contre leurs auteurs en conformité des lois et règlements en vigueur.

Les organisateurs des circuits automobiles ou leurs représentants locaux, les conducteurs d'automobiles et les voyageurs seront tenus pour responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'inobservation des prescriptions édictées ci-dessus.

Si un automobiliste se lançait dans un voyage au Sahara à l'insu de l'autorité locale ou sans tenir compte de ses avis, le chef du premier poste qui se trouverait sur son passage ferait mettre la voiture en fourrière;

le contrevenant ne serait autorisé à continuer son voyage qu'après avoir satisfait aux obligations imposées par le présent arrêté. Un compte-rendu de l'incident serait adressé télégraphiquement au Gouverneur général.

Exceptionnellement, pour des parcours aller et retour inférieurs à 500 kilomètres, ou sur certaines pistes très fréquentées, ou si des circonstances favorables le permettent, les chefs d'annexe ou de poste pourront autoriser des voitures automobiles à circuler isolément, sous réserve que toutes les garanties de sécurité requises soient réalisées.

Ces autorisations seront données par écrit et il en sera rendu compte au commandant du territoire.

28 octobre 1926. — Décret portant application, à l'Algérie, de la loi du 9 août 1926, sur le ravitaillement de l'Algérie en blé, en farines et en pain (B. O. 1926, p. 2873).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture, — Vu la loi du 15 juillet 1922 assurant une meilleure utilisation du blé et des farines, et les décrets des 27 juillet et 8 septembre 1926 pris pour son application; — Vu la loi du 31 août 1924 réglant les conditions de fixation du prix limite des produits de la mouture du blé; — Vu la loi du 9 août 1926 tendant à assurer dans les meilleurs conditions le ravitaillement en blé, farines et pain et notamment l'article 10 de ladite loi; — Vu le décret du 20 août 1926 pris pour l'application de la loi précitée dans la métropole; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 2 mars 1925 concernant la statistique agricole; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Article premier. — Les commissions communales de statistique agricole, instituées en Algérie par l'arrêté du gouverneur général du 2 mars 1925 susvisé, recueillent, aux dates fixées par le gouverneur général, les déclarations relatives aux surfaces consacrées à la culture des céréales panifiables (blé tendre, blé dur, orge et seigle).

Dans les communes de plein exercice et dans les périmètres de colonisation des communes mixtes, chaque exploitant doit fournir obligatoirement ces déclarations sur des imprimés du modèle ci-annexé, en indiquant séparément, s'il y a lieu, les surfaces afférentes au territoire de la commune siège de l'exploitation et au territoire d'autres communes.

Dans les communes mixtes et en ce qui concerne les cultures des indigènes, les déclarations verbales des exploitants sont recueillies par le caïd qui en dresse un état nominatif et l'adresse à l'administrateur de la commune mixte.

Art. 2. — Le maire ou l'administrateur, président de la commission communale de statistique agricole, transmet à chacune des commissions communales intéressées, au fur et à mesure qu'il les recueille, les renseignements relatifs aux surfaces ensemencées sur leurs communes respectives.

La commission communale de statistique agricole, se basant sur les déclarations reçues en ce qui concerne sa commune, fixe la superficie consacrée à chacune des céréales panifiables, par les européens et par les indigènes en distinguant ces deux catégories d'exploitants. Elle évalue, en outre, pour chacune de ces céréales, le rendement moyen par hectare, séparément pour les cultures des Européens et celle des indigènes, d'après les indications recueillies auprès des exploitants, des caïds ou des entrepreneurs de battage.

Art. 3. — Les entrepreneurs de matériel de battage sont tenus, lorsque leur matériel est mû par des moteurs inanimés, de communiquer leurs livres ou carnets à souche aux commissions de statistique agricole.

Art. 4. — L'ensemble des renseignements obtenus par les commissions communales est récapitulé, dans les délais fixés par le gouverneur général, par la commission d'arrondissement de statistique qui, après contrôle, transmet ces renseignements au préfet. Ce dernier contrôle et récapitule lesdits renseignements et les transmet au gouverneur général qui les centralise et en assure seul la publication.

Art. 5. — Les détenteurs de céréales et de farines panifiables autres que les récoltants qui emmagasinent exclusivement leur propre récolte, tiennent un registre du modèle ci-annexé où ils contresignent au jour le jour, d'une part, les entrées et les sorties de céréales panifiables et de leurs succédanés, d'autre part, les quantités de blés et farines achetées et qui restent à livrer.

Ce registre est communiqué aux agents de l'administration qui peuvent demander, à l'appui des vérifications, toutes justifications utiles, notamment les noms et adresse des fournisseurs et des destinataires.

Art. 6. — Les blés expédiés par les commerçants, les industriels et les récoltants qui n'emmagasinent pas exclusivement leurs propres récoltes, doivent être accompagnés, quel que soit le mode de transport utilisé, d'une pièce de régie (congé) qui leur est délivrée au bureau des contributions diverses du lieu de départ sur déclaration écrite indiquant : — 1° La quantité exprimée en quintaux métriques des blés à expédier (en distinguant entre blé dur et blé tendre); — 2° Le pays de productiou; — 3° Le lieu d'enlèvement; — 4° Le nom et l'adresse du déclarant ou de l'expéditeur; — 5° Le nom et l'adresse du détenteur; — 6° Le nom et l'adresse du destinataire; — 7° Le délai dans lequel le transport doit s'effectuer et les moyens de transport employés.

La même obligation est imposée aux agriculteurs pour les expéditions qu'ils effectuent en dehors de l'arrondissement du lieu de production.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux expéditions et livraisons de blés de semence de moins de 20 quintaux effectuées par les cultivateurs en dehors de leur arrondissement et par les marchands de blé de semence, sous la double réserve que ces blés soient expédiés à un marchand de semences ou à un cultivateur, et dans des sacs portant sur une étiquette la mention apparente « Blé de semence » avec indication de la ou des variétés et du lieu d'origine.

A l'intérieur des territoires du Sud, les transactions sur les blés sont exemptées des formalités prévues au présent article.

Les infractions au présent article seront constatées par les agents visés à l'article 15 de la loi du 30 mai 1851 sur la police de roulage.

Art. 7. — Les congés doivent être conservés par les destinataires et mis à l'appui des registres dont la tenue est prescrite par l'article 5 ci-dessus.

Art. 8. — Il est institué auprès du gouverneur général une commission spéciale des céréales panifiables, dont les membres sont nommés par le gouverneur général et qui comprendront notamment des délégués de chacune des trois commissions départementales instituées en vertu de l'article 5 de la loi du 31 août 1924, ces délégués étant choisis par moitié parmi les représentants des intérêts agricoles.

Après avis de cette commission, le gouverneur général pourra, par arrêté, déclarer applicables à l'Algérie les mesures prises dans la métropole en exécution des lois susvisées.

Art. 9. — Il est interdit, en Algérie, de mettre en vente, de vendre ou d'employer pour l'alimentation des animaux du blé froment, des farines panifiables et du pain propres à la consommation humaine.

Art. 10. — Les infractions tant aux dispositions du présent décret qu'à celles édictées par les arrêtés du gouverneur général pris en vertu de

l'article 8 seront punies des peines prévues aux articles 479, 480 et 482 du code pénal. En outre, le tribunal pourra ordonner que son jugement sera intégralement ou par extraits affiché dans les lieux qu'il fixera et dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais des condamnés, sans que la dépense puisse dépasser 500 francs.

Les opérations ayant motivé les infractions visées au présent article seront soumises, le cas échéant, au droit de statistique auquel pourrait donner lieu la délivrance de la pièce de régie visée à l'article 6 du présent décret.

Art. 11. — Les prescriptions du présent décret sont applicables à dater du 1er novembre 1926, les déclarations prévues à l'article 1er ne s'appliquant toutefois qu'aux ensemencements de la campagne agricole 1926-1927.

28 octobre 1926. —**Arrêtés du gouv. gén.** portant fixation des nouveaux traitements du personnel des services agricoles (B. O. 1926, p. 2858).

30 octobre 1926. — **Arrêté du gouv. gén.** instituant un examen d'aptitudes aux fonctions de receveur des contributions diverses (B. O. 1926, p. 2756).

30 octobre 1926. — **Décret du bey** modifiant la composition du Conseil supérieur de l'Office Tunisien des Pupilles de la Nation (J. O. T. 27 novembre 1926).

3 novembre 1926. — **Décret** portant modification au décret du 23 décembre 1874 sur l'organisation de l'assistance hospitalière en Algérie (B. O. 1926, p. 3003).

Sur les rapports du ministre de l'intérieur, du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales et du ministre de la guerre; — Vu la loi du 7 juillet 1877 sur l'hospitalisation des militaires dans les hôpitaux civils et le décret du 19 mai 1896 portant application de ladite loi à l'Algérie; — Vu le décret du 23 décembre 1874 sur l'organisation de l'assistance hospitalière en Algérie; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Article premier. — L'article 20 du décret du 23 décembre 1874 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le tarif du prix de remboursement des journées de malades est arrêté, chaque année, au mois de janvier, par le préfet, en conseil de préfecture. Il est fixé, pour chaque établissement séparément, en prenant pour base le montant des dépenses de l'année précédente, divisé par le produit du nombre des journées de malades pendant la même période. Ne sont pas comprises dans les éléments de ce calcul les dépenses de construction et de grosses réparations non plus que les dépenses d'achat de matériel et du linge nécessaire pour la dotation première des services. Le tarif ainsi arrêté peut être révisé, en cours d'année, lorsque le prix de revient de la journée dépasse le prix de remboursement prévu. Cette révision est opérée dans les mêmes formes que la fixation primitive après autorisation du gouverneur général.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux indemnités à payer par le département de la guerre aux hôpitaux civils pour frais de traitement des malades militaires; ces indemnités sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 19 mai 1896.

Art. 2. — Les dispositions du décret du 23 décembre 1874 sont rapportées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

3 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant additif à l'arrêté du 1er mai 1926 instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi et de bachadel (B. O. 1926, p. 2954).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu les décrets des 5 janvier 1870, 17 avril 1889, 31 juillet 1914, 6 mars 1918 et 21 décembre 1921 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie; — Vu les arrêtés des 16 septembre 1920 et 15 mars 1926 portant règlement du personnel des cadis de l'Algérie du Nord; — Vu l'arrêté du 1er mai 1926, instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi et de bachadel; — Vu les avis du premier président de la cour d'appel d'Alger et du procureur général près la même cour; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — L'arrêté du 1er mai 1926, instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi et de bachadel est complété par les dispositions suivantes :

« Art. 11 bis. — Le gouverneur général nomme aux emplois vacants de « cadi et de bachadel les bachadels et les adels inscrits au tableau d'ap- « titude, en suivant leur rang d'inscription.

« Dans le cas où un candidat à nommer refuse, par une déclaration « formelle écrite, après avoir été pressenti par les chefs de la Cour d'Ap- « pel d'Alger, le poste qui lui est offert, parce qu'il désire servir dans une « autre résidence, l'emploi vacant est offert au candidat qui vient immé- « diatement après lui, dans l'ordre du tableau.

« Si tous les candidats inscrits refusent successivement, après avoir « été pressentis dans les conditions ci-dessus, leur nomination à ce poste, « le gouverneur général peut nommer d'office un candidat choisi en de- « hors du tableau, sur une liste de trois candidats présentés par les « chefs de la cour d'appel d'Alger.

« Toutefois, le tour de nomination des candidats inscrits, à la promo- « tion desquels il aura été passé outre dans les conditions indiquées ci- « dessus, est réservé et, en cas de nouvelle vacance, il y est pourvu, en « reprenant l'ordre du tableau ainsi qu'il a été prescrit aux alinéas pré- « cédents. »

« Tout candidat qui aura successivement refusé, par une déclaration « formelle écrite, sa nomination à trois postes différents, pourra être « rayé du tableau d'aptitude de l'année en cours, par arrêté du gou- « verneur général pris après avis des chefs de la cour d'appel d'Alger.

« Il pourra être toutefois inscrit à nouveau au tableau de l'année « suivante. »

3 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant additif à l'arrêté du 1er mai 1926 instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi-notaire (B. O. 1926, p. 2956).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu les décrets des 29 août 1874 et 13 décembre 1879 sur l'organisation de la justice indigène en Kabylie; — Vu les décrets des 17 avril 1889, 31 juillet 1914, 8 mars 1918 et 21 décembre 1921 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie; — Vu l'arrêté du 9 décembre 1915 fixant les conditions de nomination aux fonctions de cadi-notaire et de suppléant de cadi-notaire; — Vu l'arrêté du 1er mai 1926 instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi-notaire; — Vu les avis du premier président de la cour d'appel d'Alger et du procureur général près la même cour; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — L'arrêté du 1er mai 1926 instituant un tableau d'aptitude pour l'accession aux fonctions de cadi-notaire est complété par les dispositions suivantes :

« Art. 8 bis. — Le gouverneur général nomme aux emplois vacants de « cadi-notaire les candidats inscrits au tableau d'aptitude, en suivant leur « rang d'inscription.

« Dans le cas où un candidat à nommer refuse, par une déclaration « formelle écrite, après avoir été pressenti par les chefs de la cour d'ap- « pel d'Alger, le poste qui lui est offert, parce qu'il désire servir dans « une autre résidence, l'emploi vacant est offert au candidat qui vient « immédiatement après lui, dans l'ordre du tableau.

« Si tous les candidats inscrits refusent successivement, après avoir « été pressentis dans les conditions ci-dessus, leur nomination à ce poste, « le gouverneur général peut nommer d'office un candidat choisi en de- « hors du tableau, sur une liste de trois candidats présentés par les « chefs de la cour d'appel d'Alger.

« Toutefois, le tour de nomination des candidats inscrits à la pro- « motion desquels il aura été passé outre dans les conditions indiquées « ci-dessus, est réservé et, en cas de nouvelle vacance, il y est pourvu, « en reprenant l'ordre du tableau ainsi qu'il a été prescrit aux alinéas « précédents. »

« Tout candidat qui aura successivement refusé par une déclaration « formelle écrite, sa nomination à trois postes différents, pourra être « rayé du tableau d'aptitude de l'année en cours, par arrêté du gouver- « neur général, pris après avis des chefs de la cour d'appel d'Alger.

« Il pourra être, toutefois, inscrit à nouveau, au tableau de l'année « suivante. »

4 novembre 1926. — Décret relatif à l'attribution de la médaille d'honneur des services pénitentiaires en Algérie (J. O. 19 novembre 1926).

4 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. créant et supprimant des valeurs postales spéciales à l'Algérie (B. O. 1926, p. 3015).

5 novembre 1926. — Décret portant application à l'Algérie des lois et décrets relatifs aux distributions d'énergie électrique (J. O. 20 novembre 1926, B. O. 1926, p. 3087).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des travaux publics, du président du conseil, ministre des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, et du ministre du commerce et de l'industrie, — Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique, modifiée par les lois des 19 juillet 1922 et 27 février 1925; — Vu les décrets des 17 octobre 1907, 3 avril 1908, 6 septembre 1912, 7 septembre 1912, 30 août 1917, 8 octobre 1917, 28 février 1920, 17 mai 1921, 28 juin 1921, 4 mai 1922, 24 avril 1923, 4 mars 1924 et 14 octobre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi; — Vu les décrets du 14 octobre 1909, des 9 mars 1914 et 12 avril 1920 déterminant les modalités de l'application en Algérie de la loi du 15 juin 1906 et des décrets des 17 octobre 1907, 3 avril 1908, 6 septembre 1912 et 7 septembre 1912; — Vu les dispositions des décrets des 28 juin 1921 et 4 mars 1924 portant que ces décrets sont applicables en Algérie; — Vu les décrets du 18 août 1897, du 23 mars 1898, du 25 mai 1898 et du 12 octobre 1901, modifiés par les décrets des 3 avril 1920 et 23 mai 1922, organisant en Algérie les services des travaux publics, de l'agriculture,

de l'enregistrement, des domaines et du timbre, et des postes et télégraphes; — Vu le décret du 23 août 1898 organisant le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu la loi du 19 décembre 1900, ensemble les décrets des 16 janvier 1902 et 8 janvier 1924 sur le régime financier de l'Algérie; — Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie;

Article premier. — Sont applicables à l'Algérie, sous les réserves indiquées aux décrets des 14 octobre 1909 et 12 avril 1920, ainsi qu'à l'article 2 ci-après : — La loi du 19 juillet 1922 autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906; — La loi du 27 février 1925 modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'électricité; — Les décrets des 30 août et 8 octobre 1917 relatifs à l'exploitation en régie des distributions d'énergie électrique par les communes ou les syndicats de communes; — Le décret du 28 février 1920 relatif à l'organisation du service de contrôle des distributions d'énergie électrique; — Le décret du 17 mai 1921 relatif à la fixation des redevances dues pour occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'énergie électrique; — Le décret du 4 mai 1922 concernant la répartition de l'énergie électrique et les restrictions de consommation en cas d'insuffisance de la production; — Le décret du 24 avril 1923, modifié par le décret du 14 octobre 1924, concernant les concessions de transport d'énergie électrique à haute tension accordées par l'Etat.

Art. 2. — L'Algérie est substituée à l'Etat français pour l'exécution des dispositions financières de la loi du 19 juillet 1922.

Le gouverneur général ne pourra contracter d'engagements à cet effet que dans la limite des crédits inscrits spécialement pour cet objet au budget de l'Algérie.

6 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant interdiction d'exportation des œufs (B. O. 1926, p. 2963).

9 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. portant délégation de pouvoirs aux préfets et sous-préfets ainsi qu'aux conservateurs des eaux et forêts (B. O. 1926, p. 2944).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu les arrêtés portant délégation de pouvoirs aux préfets; — Considérant que, pour la prompte expédition des affaires il convient d'augmenter, dans une plus large mesure, le nombre des délégations consenties aux préfets et sous-préfets; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — Les préfets statueront, par délégation du gouverneur général, sur les affaires ci-après énumérées : — **Affaires indigènes.** — 1° autorisation de contracter mariage aux fonctionnaires des communes mixtes avec droit d'appel au gouverneur; — 2° état-civil indigène (modification de l'âge et changement de nom par suite d'erreur reconnue lors de l'établissement du registre; — 3° autorisation de prélèvements sur le produit des fêtes « Eurs ». — **Assistance publique.** — 4° mutation des auxiliaires médicaux à l'intérieur du département; — 5° fixation du prix de journée des infirmeries indigènes. — **Sécurité générale.** — 6° autorisation de contracter mariage aux fonctionnaires de la police avec droit d'appel au gouverneur; — 7° recherches dans l'intérêt des familles. — **Agriculture.** — 8° primes de culture pour l'olivier et le caroubier. — **Commerce.** — 9° droit de correspondance directe avec les départements ministériels intéressés en ce qui concerne les brevets d'invention. — **Colonisation.** — 10° mise à l'instruction et solution des affaires relatives aux réclamations et pétitions des particuliers ainsi qu'aux

vœux des communes en ce qui concerne les travaux de colonisation dans les centres déjà créés lorsque ces affaires ne comportent pas de dépenses à engager; — 11° autorisation aux topographes de procéder à des travaux particuliers.

Art. 2. — Sont transférés aux sous-préfets les pouvoirs de décision sur les affaires suivantes : — 1° permission d'absence de moins de trois jours des médecins de colonisation, des auxiliaires médicaux et des infirmières visiteuses; — 2° autorisation de transfert à l'intérieur du périmètre légal des cafés maures et autres débits de boissons; — 3° désignation des intérimaires des caïds lorsque l'intérim ne doit pas durer plus de deux mois; — 4° permissions d'absence des caïds lorsque l'absence ne doit pas excéder 15 jours; — 5° nomination des chefs de fraction; — 6° autorisation des fantasias; — 7° autorisation pour des échanges d'armes.

Art. 3. — Les conservateurs des eaux et forêts statueront, par délégation du gouverneur général, sur les affaires ci-après énumérées : — **Exploitations.** — 1° Cession de gré à gré, quelle que soit leur valeur, des produits principaux ordinaires ou extraordinaires (y compris les lièges) et les produits accidentels restés invendus aux adjudications publiques, sous la seule condition que le prix de cession soit au moins égal à la mise à prix en cas d'enchères ou au prix de retrait en cas de rabais, l'un et l'autre majorés de 10 p. 100. — 2° Délivrance des produits forestiers aux services publics, à leur valeur réelle, jusqu'à un maximum de vingt mille francs. — 3° Cession de gré à gré des produits accidentels non susceptibles d'être mis en adjudication, y compris les petites coupes jusqu'à deux mille francs. — 4° Approbation des règlements d'exploitation des forêts. — 5° Délivrance des licences individuelles de chasse dans les forêts. — **Travaux.** — 6° Autorisation de dépenses pour matériel et travaux neufs jusqu'à dix mille francs, à l'exception toutefois des dépenses imputables sur les fonds du budget extraordinaire.

Art. 4. — Les chefs de service des eaux et forêts statueront, par délégation du conservateur, sur les affaires ci-après énumérées : — **Exploitations.** — 1° Cession de gré à gré des produits accidentels, y compris les petites coupes jusqu'à mille francs. — 2° Proragation de délai d'un an au maximum pour les marchés de leur compétence. — 3° Approbation des cantons défensables. — 4° Délivrance des permis d'exploiter. — **Travaux.** — 5° Approbation des dépenses pour travaux d'entretien jusqu'à cinq cents francs. — 6° Approbation des conventions de travaux à la tâche jusqu'à trois mille francs.

9 novembre 1926. — Arrêté du gouv. gén. fixant la composition de la commission des farines panifiables prévue par le décret du 28 octobre 1926 (B. O. 1926, p. 2964).

Vu le décret du 28 octobre 1926 tendant à assurer en Algérie, dans les meilleures conditions, le ravitaillement en blé, en farine et en pain et notamment l'article 8 de ce décret ainsi conçu : — « Il est institué « auprès du Gouverneur général une commission spéciale de farines pa- « nifiables, dont les membres sont nommés par le Gouverneur général « et qui comprendra notamment des délégués des trois commissions dé- « partementales instituées en vertu de l'article 5 de la loi du 31 août « 1924, ces délégués étant choisis par moitié parmi les représentants « des intérêts agricoles »; — Sur le rapport du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Article premier. — La commission des farines panifiables prévue ci-dessus, est composée comme il suit : — Le secrétaire général du gouvernement, Président; — Les trois préfets d'Algérie ou leurs représen-

tants; — Le conseiller de gouvernement adjoint au secrétaire général du gouvernement; — Le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ou son représentant; — Le directeur des affaires indigènes ou son représentant; — Quatre délégués de chacune des trois commissions départementales instituées par l'article 5 de la loi du 31 août 1924, ces délégués étant choisis par moitié parmi les représentants des intérêts agricoles; — Six notables indigènes désignés par le gouverneur général à raison de deux par département; — membres. — Un fonctionnaire à désigner par le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation remplira les fonctions de secrétaire.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant le traitement des Directeurs généraux et Directeurs des Administrations du Protectorat (J. O. T. 17 novembre 1926).

10 novembre 1926. — Arrêté résidentiel fixant la composition du Cabinet et des services rattachés à la Résidence Générale (J. O. T. 17 novembre 1926. — Errata J. O. T. 2 février 1927).

Article premier. — Le Résident Général est assisté d'un Cabinet Civil et d'un Cabinet Militaire dont la composition est fixée comme suit : — A. — Cabinet Civil. — 1 Chef de Cabinet; — 1 Chef adjoint; — 1 Sous-Chef; — 1 Drogman ou Premier Drogman; — 1 Rédacteur; — 1 Agent chargé du Service de la Presse; — 1 Attaché; — 1 Sténo-dactylographe. — B. Cabinet Militaire. — 1 Chef de Cabinet; — 1 Officier attaché à la Personne du Résident Général.

Art. 2. — Les Services administratifs de la Résidence Générale sont placés sous l'autorité directe du Résident Général et rattachés à son Cabinet. Le Délégué à la Résidence Générale assure dans les conditions définies par le décret métropolitain du 10 février 1922, le contrôle de ces Services qui comprennent les quatre sections ci-dessous énumérées : — 1° Section d'Ordre et du Cabinet; — 2° Section des distinctions honorifiques; — 3° Section d'études politiques et archives historiques; — 4° Section de la Chancellerie.

Les effectifs de ces Services sont fixés comme suit : — 2 Sous-Chefs de Service; — 7 Rédacteurs principaux ou rédacteurs; — 6 Commis Principaux et commis; — 6 Dactylographes; — 1 Interprète.

Art. 3. — Les Services des Contrôles civils sont placés sous l'autorité directe du Résident Général. Le Délégué à la Résidence Générale assure dans les conditions définies par le décret métropolitain du 10 février 1922, l'Inspection Générale de ces Services qui comprennent les effectifs ci-après : — 19 Contrôleurs civils; — 18 Contrôleurs civils suppléants et stagiaires; — 6 Secrétaires principaux et secrétaires; — 38 Commis principaux et commis; — 28 Commis interprètes principaux et commis interprètes.

Art. 4. — Le Cabinet Militaire assure la Direction du Service intérieur et de l'Oudjak.

Les effectifs du Service intérieur et de l'Oudjak sont fixés comme suit : — I. — Service intérieur. — 1 Agent chargé du Service intérieur; — 1 Commis; — 2 Garçons de bureau; — 1 Chef des janissaires; — 1 Sous-chef des janissaires; — 19 janissaires. — II. — Oudjak. — Service Central. — 1 Agent chargé du Service Central; 1 Commis; — 1 Dactylographe. — Service d'exécution. — 5 Instructeurs français; — 12 Bach Chaouchs; — 1 Bach Hamba; — 37 Brigadiers-chefs; — 55 Brigadiers; — 329 Spahis.

Art. 5. — Le Service des Affaires Indigènes pour l'Administration Militaire des Territoires du Sud est placé sous l'autorité directe du Résident Général.

Les effectifs du Maghzen du Sud et des Khodjas employés par ce Service sont fixés comme suit: — I. — Cavaliers-guides et Maghzen du Sud. — 10 Bach Gaouch; — 13 Chaouchs; — 85 Cavaliers-guides; — 168 Cavaliers. — II. — 1 Khodja principal; — 8 Khodjas.

Art. 6. — Est rattaché à la Résidence Générale, l'Office des Mutilés et Anciens Combattants.

Les effectifs de cet établissement public sont fixés comme suit : — 1 Sous-Chef de Service; — 3 Commis principaux et commis; — 1 Dactylographe.

Dispositions transitoires. — Art. 7. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints, au plus tard, le 1er janvier 1927.

Des dispositions spéciales détermineront les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excédera l'effectif fixé pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 8. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver pendant la durée de leurs fonctions les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent arrêté.

10 novembre 1926. — Arrêté résidentiel fixant la composition du service du Contrôle des dépenses publiques de l'Etat (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu l'article premier du décret du 18 septembre 1926 instituant à la Résidence Générale un Service préposé au contrôle des dépenses publiques de l'Etat.

Article premier. — Le Service du Contrôle des dépenses publiques de l'Etat, placé sous l'autorité directe du Résident Général, comprend les effectifs ci-après : — 1 Chef du Service du Contrôle des dépenses publiques de l'Etat; — 1 Commis principal ou commis d'ordre et de comptabilité.

Art. 2. — En cas d'absence, le Chef du Service du Contrôle est remplacé par un fonctionnaire désigné par arrêté du Résident Général sur la proposition du Directeur général des Finances.

10 novembre 1926. — Décret beylical fixant les effectifs de l'Office du Protectorat Français en Tunisie (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne ; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Les effectifs de l'Office du Protectorat Français en Tunisie à Paris sont déterminés par le tableau ci-après : — Chef de service : 1; — Sous-chef de service : 1; — Rédacteur : 1; — Dactylographes 2.

Dispositions transitoires. — Art. 2. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excédera l'effectif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 3. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuelles pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les cadres de la Direction Générale de l'Intérieur (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu le décret du 14 juillet 1922 instituant la Direction Générale de l'Intérieur; — Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Intérieur et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Le Directeur général de l'Intérieur assure, en collaboration avec Notre Premier Ministre, dont il vise les actes, les Services d'Adminisration générale de la Régence.

Art. 2. — La Direction générale de l'Intérieur comprend, sous l'autorité du Directeur général, une Administration centrale et des Services d'exécution.

Art. 3. — L'Administration Centrale comporte les divisions suivantes : — Secrétariat; — Service des Affaires administratives; — Section d'Etat; — Service de la Sécurité.

Art. 4. — Les attributions et les effectifs de ces Services sont fixés ainsi qu'il suit : — 1 Secrétariat : — A) Secrétariat particulier; — B) Ordre — Expédition — Archives — Journal Officiel.

Service intérieur ; — C) Personnel — Comptabilité — Matériel; — D) Interprétariat — Presse. — 1 Chef de Service; — 3 Sous-Chefs de Service; — 5 Rédacteurs principaux et rédacteurs; — 9 Interprètes principaux et interprètes; — 15 Commis principaux et commis; — 13 Dames employées; — 15 Gens de service ou chaouchs. — 2° Service des Affaires Administratives : — A) Administration communale et régionale; — B) Hygiène et Assistance. — 1 Chef de Service; — 2 Sous-Chefs de Service; — 8 Rédacteurs principaux et rédacteurs; — 9 Commis principaux et commis. — 3° Section d'Etat : — A) Contrôle des Affaires Indigènes; — B) Service indigène. — 2 Chefs de Service; — 2 Sous-Chefs de Service; — 10 Rédacteurs principaux et rédacteurs; — 13 Commis principaux et commis. — 4° Service de la Sécurité publique : — A) Police; — B) Services Pénitentiaires. — 1 Chef de Service; — 1 Sous-Chef de Service; — 2 Rédacteurs principaux et rédacteurs; — 9 Commis principaux et commis; — 4 Dames employées.

Art. 5. — Les Services d'exécution sont : — Les Services d'Hygiène et d'Assistance; — L'Administration des caïdats; — La Police; — Les Services Pénitentiaires.

Art. 6. — Les effectifs de ces Services sont fixés ainsi qu'il suit : — 1° Hygiène et Assistance : — 2 Médecins inspecteurs; — 40 Médecins de colonisation; — 1 Médecin de Santé Maritime; — 1 Commis; — 15

Auxiliaires médicaux; — 7 Agents sanitaires (Santé Maritime); — 2 Mécaniciens (Santé Maritime); — 8 Mariniers (Santé Maritime). — 2° Administration des caïdats : — 36 caïds; — 16 kahias et khalifats de classe exceptionnelle; — 67 khalifats; — 240 Secrétaires. — 3° Police : 37 Commissaires; — 1 Chef du Service Anthropométrique; — 35 Secrétaires; — 25 Secrétaires-interprètes et interprètes. — (Sûreté) : — 2 Inspecteurs principaux et Officiers de paix; — 5 Brigadiers-chefs et Inspecteurs; — 15 Brigadiers (cadre A); — 16 Brigadiers (cadre B); — 100 Agents (cadre A); — 80 Agents (cadre B). — (Gardiens de la Paix) : — 3 Inspecteurs principaux et Officiers de paix; — 15 Brigadiers-chefs et Inspecteurs; — 85 Brigadiers (cadre A); — 6 Brigadiers (cadre B); — 290 Agents (cadre A); — 210 Agents (cadre B). — 4° Services Pénitentiaires; — Cadre A. — 1 Contrôleur; — 1 Greffier-comptable; — 3 Surveillants-chefs des grands établissements; — 10 Surveillants-chefs; — 7 Surveillants commis-greffiers; — 6 Premiers surveillants; — 41 Surveillants ordinaires. — Cadre B. — 1 Surveillant commis-greffier interprète; — 1 Surveillant commis-greffier; — 49 Surveillants.

Art. 7. — Sont rattachés au Service d'Hygiène et d'Assistance : — L'Hôpital Civil Français de Tunis; — L'Institut Pasteur; — Les effectifs de ces établissements publics sont fixés ainsi qu'il suit : — 1° Hôpital Civil Français : — 1 Directeur; — 1 Econome-comptable; — 4 Commis et commis principaux; — 1 Préparateur en pharmacie; — 1 Aide-préparateur; — 4 surveillantes; — 12 Infirmiers majors et infirmières majors; — 12 Infirmiers et infirmières; — 1 Concierge; — 1 Chaouch. — 2° Institut Pasteur : — 1 Directeur; — 1 Sous-Directeur; — 3 chefs de laboratoire; — 1 Assistant de laboratoire; — 4 Préparateurs; — 3 Aides-Préparateurs.

Art. 8. — Le pénitencier agricole du Djebel-Djouggar est rattaché au Service de la Sécurité.

Le personnel de cet établissement public est compris dans les cadres fixés à l'article 6 (4) du présent décret.

Art. 9. — Le Directeur général est assisté d'un Directeur général adjoint et d'un Inspecteur général des Services Administratifs.

Art. 10. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret, le Directeur général peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emplois de Service à Service.

Dispositions transitoires. — Art. 11. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires, appartenant à des cadres dont la composition excèdera l'effectif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 12. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois supérieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les effectifs des juridictions françaises en Tunisie en dehors des effectifs français déterminés par des lois et règlements français (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après

Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur Général de l'Intérieur et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Les effectifs des juridictions françaises en Tunisie, en dehors des effectifs français déterminés par les lois et règlements français, sont fixés comme suit : — Tribunal Mixte. — 1 Greffier en Chef; — 2 Commis-greffiers; — 4 Interprètes; — 6 Commis principaux et commis; — 3 Dames dactylographes; — 4 Chaouchs. — Tribunal de 1re instance et Justices de Paix de la Circonscription de Tunis. — 5 Commis principaux et commis; — 1 Dame dactylographe; — 20 Chaouchs. — Tribunal de 1re instance et Justices de Paix de la Circonscription de Sousse. — 1 Secrétaire en chef; — 2 Commis principaux et commis; — 12 Chaouchs.

Dispositions transitoires. — Art. 2. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excédera l'effectif fixé pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 3. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les cadres de la Direction Générale des Finances (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne : — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur Général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre.

Article premier. — La Direction générale des Finances comprend sous l'autorité du Directeur général, assisté d'un Directeur général adjoint, une Administration centrale et des Services d'exécution.

Art. 2. — L'Administration centrale des Finances comprend trois services : — Le Service du secrétariat, — Le Service du budget et de la comptabilité, — Le Service indigène.

Art. 3. — Ses Services d'exécution comprennent : — Le Service de l'Enregistrement et des Impôts directs, — Le Service des Contributions Indirectes, — Le Service des Douanes, — Le Service des Tabacs, — La Trésorerie Générale de Tunisie, — La Conservation de la Propriété Foncière.

Art. 4. — Les Services de l'Administration centrale comportent les attributions et les effectifs ci-après : — A. — Service du Secrétariat. — (Personnel, Matériel, Inspection, Société de Prévoyance, Bureau Central, Contentieux, Ordre et expédition). — 1 Chef de Service, — 4 Sous-chefs de service, — 2 Rédacteurs principaux, — 3 Inspecteurs, — 12 Commis principaux et commis, — 13 Commis dactylographes, — 1 Téléphoniste, — 1 Huissier, — 1 Concierge, — 11 Chaouchs. — B. —

Budget et comptabilité. — (Budget et contrôle financier, ordonnancement, dette et comptabilité publique, Trésor français, Comptabilité des communes et Etablissements publics). — 1 Chef de service, — 3 Sous-chefs de service, — 3 Rédacteurs principaux, — 27 Commis principaux et commis. — C. — Service Indigène. — 1 Chef de service, — 1 Sous-chef de service, — 1 Rédacteur principal, — 1 Sous-chef de service indigène, — 11 Rédacteurs principaux et rédacteurs indigènes, — 26 Commis principaux et commis, — 6 Secrétaires interprètes, — 4 Inspecteurs.

Art. 5. — Les Services d'exécution comportent les effectifs ci-après : — A. Service de l'Enregistrement et des Impôts Directs. — a) Service Central. — 1 Chef de service, — 4 Receveurs de l'Enregistrement, — 6 Commis principaux et Commis, — 7 Dactylographes. — b) Services extérieurs. — 3 Inspecteurs, — 1 Receveur municipal, — 50 Receveurs, — 29 Contrôleurs prnicipaux et contrôleurs de recensement, — 119 Commis principaux et commis, — 3 Secrétaires interprètes, — 12 Chaouchs. — B. — Service des Contributions Indirectes. — a) Service Central. — 1 Chef de service, — 1 Inspecteur, — 3 Contrôleurs, — 9 Vérificateurs principaux et vérificateurs, — 4 Commis dactylographes, — 4 Chaouchs. — b) Services extérieurs, — 4 Inspecteurs, — 1 Receveur principal, — 25 Receveurs, — 2 Essayeurs, — 13 Contrôleurs, — 87 Vérificateurs principaux et vérificateurs, — 10 Préposés principaux et préposés, — 80 Préposés indigènes. — C. — Service des Douanes. — a) Service Central. — 1 Chef de service, — 1 Inspecteur, — 2 Contrôleurs rédacteurs, — 4 Contrôleurs principaux — Contrôleurs et contrôleurs adjoints, — 2 Commis dactylographes. — b) Services extérieurs. — 4 Inspecteurs, — 1 Receveur principal, — 8 Receveurs, — 4 Contrôleurs en chef, — 34 Vérificateurs principaux et vérificateurs, — 66 Contrôleurs principaux, Contrôleurs et contrôleurs adjoints, — 8 Commis, — 4 Lieutenants, — 1 Mécanicien, — 37 Brigadiers et patrons, — 101 Sous-brigadiers et sous-patrons, Préposés-chefs et matelots-chefs, — 265 Préposés et matelots. — D. — Service des Tabacs. — a) Service Central. — 1 Chef de service, — 2 Sous-chefs de service, — 3 Inspecteurs, — 9 Commis principaux et commis, — 4 Dactylographes, — 2 Chaouchs. — b) Manufacture. — 2 Ingénieurs (mécanicien et des travaux), — 3 Gardes magasins, — 3 Chefs de section, — 14 Chefs d'atelier. — c) Services extérieurs. — 4 Contrôleurs principaux, Contrôleurs et Contrôleurs adjoints de culture, — 12 Vérificateurs de culture, — 10 Préposés. — E. Trésorerie Générale. — Le personnel de la Trésorerie Générale est rétribué sur les remises du Trésorier Général et à ce titre, ne figure pas à l'effectif du personnel dans le budget. — F. — Conservation de la Proprité Foncière. — Le personnel de la Conservation de la Propriété Foncière est rétribué sur les salaires du Conservateur, et, à ce titre, ne figure pas dans l'effectif du budget.

Art. 6. — Il sera procédé à une étude tendant à réaliser dans le plus bref délai possible la fusion en un seul service des deux services des Douanes et des Contributions Indirectes maintenus séparés à titre provisoire.

Art. 7. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret le Directeur général peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emploi de service à service.

Dispositions transitoires. — Art. 8. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excédera l'effectif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 9. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pour-

ront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Art. 10. — Notre Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les cadres de la Direction Générale des Travaux Publics (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Vu le rapport de M. Fontaneilles, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur Général des Travaux Publics et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — La Direction Générale des Travaux Publics comprend, sous l'autorité du Directeur général, assisté de deux Directeurs généraux adjoints, les services énumérés au tableau ci-après : — Service Central. — Cabinet, Personnel, Comptabilité, Contentieux. — Service des Ponts et Chaussées. — Voirie, Hydraulique, Ports, Phares, Balises, Navigation et Pêches, Bâtiments civils, Administration du Domaine public, Travaux régionaux et communaux, Service météorologique, — Service des chemins de fer et des distributions d'énergie électrique. — Contrôle des chemins de fer, Tramways et Services publics d'Automobiles, Lignes nouvelles, Domaine public des chemins de fer, Contrôle des distributions d'énergie électrique. — Service des Mines. — Mines et carrières, Eaux minérales, Etablissements classés, Matières explosibles, Appareils à vapeur, Automobiles, Carte Géologique. — Service Topographique. — Travaux techniques nécessaires à l'application de la loi foncière, Cartes, Etudes topographiques, Cadastre.

Art. 2. — Les effectifs sont fixés ainsi qu'il suit : — Personnel administratif proprement dit : — 11 Ingénieurs en chef et Ingénieurs principaux ;— 12 Ingénieurs principaux adjoints, Sous-chefs de service et assimilés; — 85 Ingénieurs des Travaux publics (ponts et chaussées et mines) Conducteurs des Travaux Publics, Contrôleurs des Mines et assimilés, — 7 Inspecteurs du Contrôle de l'Etat, — 12 Ingénieurs topographes, — 12 Rédacteurs (cadre à créer), — 56 Topographes et aspirants topographes, — 65 Adjoints Techniques, — 200 Agents de bureau (cadre à créer), — 11 Officiers de port, Officiers de baliseurs, mécaniciens de baliseurs, — 26 Capitaines garde-pêche, Maîtres de port et pilotes, — 36 Maîtres, Gardiens-chefs et gardiens de phare, — Personnel de surveillance ou de travaux. — 14 Surveillants-chefs, — 5 Gardes-pêche et gardes-côtes, — 5 Agents des spécialités, — 3 Maîtres sondeurs, — 34 Surveillants, — 14 Mécaniciens, — 2 Patrons des bacs, — 50 Chefs-cantonniers, — 3 Gardes des eaux, — 1 Chef jardinier, — 4 Chefs de poste de sondages, — 3 Maîtres d'équipage, — 5 Patrons du pilotage, — 4 Chauffeurs, — 9 Ouvriers spécialisés, — 40 Cantonniers, — 50 Cantonniers auxiliaires, — 2 Gardes-magasins, — 50 Sergents des bateaux gardes-pêche, marins de baliseurs, du pilotage, des ports, des pêches et des bacs, — 1 Concierge, — 32 Chaouchs et gardiens.

La répartition de ce personnel par service sera fixée par arrêté du Directeur Général des Travaux publics.

Art. 3. — Est rattaché au Service des Ponts et Chaussées, l'Office d'études et de développement des pêches.

L'effectif de cet établissement est fixé conformément au tableau suivant : — 1° Station de Salammbô. — 1 Naturaliste, Chef de station, — 1 Assistant, — 2 Préparateurs. — 2° Exploitation de la pêche dans la partie Nord du Lac de Tunis. — 1 Chef d'exploitation, — et pour l'ensemble des deux branches de l'Office : — 1 Econome-comptable.

Art. 4. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires pourront être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver pendant la durée de leurs fonctions les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Art. 5. — La Direction Générale des Travaux Publics devra, pendant une période de quatre années, à partir de 1926, ne pas combler les vacances qui se produiront jusqu'à ce que les effectifs réels aient été ramenés aux limites fixées par l'article 2.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — **Décret du bey** fixant les cadres de la Direction de l'office des Postes et Télégraphes (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur de l'Office des Postes et des Télégraphes et la présentation de Notre Premier Ministre.

Article premier. — L'Office des Postes et des Télégraphes comprend les Services ci-après : — 1° Services centraux : — a) Personnel — Comptabilité et services postaux; — b) Services électriques.

L'inspection du Sud est comprise dans les Services centraux. — 2° Services extérieurs.

Art. 2. — Les effectifs de ces deux catégories de Service sont fixées comme suit : — 1° Services centraux : — 1 Directeur de l'Office, — A) Personnel, Comptabilité et Services postaux : — 1 Sous-Directeur, — 4 Inspecteurs, — 11 Rédacteurs principaux et rédacteurs, — 10 Commis d'ordre et de comptabilité, — 11 Commis et surnuméraires, — 1 Dame employée des Services administratifs, — 4 Agents principaux de surveillance, — 14 Commis auxiliaires (cadre local), — 6 Facteurs indigènes (cadre local). — B) Services électriques : — 1 Sous-Directeur, — 1 Ingénieur, — 2 Inspecteurs, — 9 Rédacteurs principaux et rédacteurs, — 1 Mécanicien principal, — 13 Commis principaux et commis d'ordre et comptabilité, — 9 Commis et surnuméraires, — 9 Agents mécaniciens, — 4 Conducteurs de travaux, — 1 Chef d'atelier secondaire de force motrice, — 2 Facteurs-chefs, — 17 Chefs d'équipe et chefs monteurs, — 1 Ouvrier d'Etat, — 74 Monteurs et agents des lignes, — 12 Commis auxiliaires (cadre local), — 8 Facteurs indigènes (cadre local), — 2° Services extérieurs : 1 Receveur principal, — 1 Chef de poste central électrique, — 5 Contrôleurs principaux, — 51 Contrôleurs, — 5 Receveurs de 3me classe, — 12 Receveurs de 4me classe, — 62 Receveurs de 5me et 6me classe, — 332 Commis et surnuméraires, — 6 Surveillants, — 7 Dames-employées, — 18 Agents manipulants, — 31

Facteurs-receveurs, — 9 Facteurs-chefs, — 16 Manutentionnaires (anciens gardiens de bureau), — 23 Courriers-convoyeurs, — 149 Facteurs de ville français, — 75 Receveurs supplémentaires (cadre local), — 193 Commis auxiliaires (cadre local), — 15 Commis indigènes (cadre local), — 60 Aides (cadre local), — 247 Facteurs indigènes (cadre local), — 58 Facteurs locaux (cadre local), — 39 Facteurs auxiliaires (cadre local).

Art. 3. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret, le Directeur peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emplois de Service à Service.

Dispcsitions transitoires. — Art. 4. — Les emplois de cavaliers, piétons et hommes de peine sont supprimés. A titre transitoire, les cavaliers actuels demeurent en fonctions. Ils disparaîtront par voie d'extinction, les crédits afférents à leur traitement seront inscrits au titre 2 du budget.

Art. 5. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927. Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excèdera l'effectif fixé pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 6. — Les titulaires d'emploi dont l'appellation est modifiée, pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les cadres de la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation (J. O. T., 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — La Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation comprend, sous l'autorité du Directeur général : — Le Secrétariat, — Le Service de l'Agriculture, — Le Service de l'Elevage, — Le Service des Domaines et de la Colonisation, — Le Service des Forêts, — Le Service du Commerce et du Travail.

Art. 2. — Les attributions et les effectifs de ces Services sont fixés ainsi qu'il suit : — I. — Secrétariat. — Cabinet — Affaires indigènes — Contentieux Personnel — Matériel — Comptabilité — Ordre — Expédition — Service intérieur. — 1 Chef de service, — 1 Sous-chef de service, — 3 Rédacteurs principaux ou rédacteurs, — 6 Commis principaux ou commis, — 10 Dactylographes, — 12 Gens de service ou chaouchs. — II. — Service de l'Agriculture — Améliorations agricoles — Enseignement agricole. — A. Service central. — 1 Chef de service. — 2 Inspecteurs de l'Agriculture, — 3 Conseillers agricoles, — 1 Commis principal ou commis. — B. — Service Régional. — 1 Inspecteur de l'Agriculture, — 6 Conseillers agricoles, — 1 Chimiste principal ou chimiste, — 1 Chef de culture, — 2 Agents de culture. — C. — Laboratoire de chimie

agricole et de répression des fraudes. — 1 Chef de Laboratoire. — 2 Chimistes principaux ou chimistes, — 1 Préparateur, — 2 Aides de laboratoires. — D. Améliorations agricoles. — 1 Ingénieur, — 1 Ingénieur adjoint, — 1 Agent technique. — III. — Service de l'Elevage. — 1 Chef de service, — 1 Inspecteur de l'Elevage, — 1 Rédacteur principal ou rédacteur, — 12 Vétérinaires, — 1 Commis principal ou commis, — 1 Dactylographe, — 3 Auxiliaires techniques. — IV. — Service des Domaines et de la Colonisation. — Gestion domaniale. — Lotissements indigènes — Colonisation française. — A. — Service central. — 1 Chef de service, — 2 Sous-chefs de service, — 7 Rédacteurs principaux ou rédacteurs. — 1 Interprète, — 1 Notaire, — 7 Commis principaux ou commis. — B. — Service Régional (Circonscription de Tunis, de Sfax et de Kairouan). — 3 Inspecteurs des Domaines, — 3 Contrôleurs des Domaines, — 12 Géomètres ou géomètres auxiliaires, — 1 Dessinateur, — 3 Commis principaux ou commis, — 3 Moniteurs principaux, — 9 Moniteurs, — 12 Gardes auxiliaires. — V. — Service des Forêts. — A. — Service central. — 1 Chef de service. 5 Commis principaux ou commis. — B. — Service régional (Circonscriptions de Tunis-Nord, Tunis-Sud, Tabarka, Aïn-Draham, El Feidja, Le Kef, Gafsa) : — 5 Inspecteurs ou Inspecteurs adjoints, — 1 Garde général, — 20 Brigadiers, — 59 Gardes, — 80 Gardes auxiliaires. — VI. — Service du Commerce et du Travail. — Commerce et industrie — Propriété industrielle — Travail et Prévoyance sociale — Propagande. — A. — Service Central : — 1 Chef de service, — 1 Sous-chef de service, — 3 Rédacteurs principaux ou rédacteurs, — 1 Enquêteur, — 3 Inspecteurs ou Inspectrices du Travail, — 4 Commis principaux ou commis. — B. — Service régional : — 1 Vérificateur en chef des Poids et Mesures, — 6 Vérificateurs, — 5 Peseurs.

Art. 3. — Sont rattachés : — 1° Au service de l'Agriculture : — l'Ecole Coloniale d'Agriculture; — le Service Botanique, — la Ghaba, — la Ferme-Ecole Sidi-Naceur de Smindja. — 2° Au Service de l'Elevage : — l'Institut Arloing, — l'Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet. — 3° Au Service du Commerce et du Travail : — l'Institut des Arts et Métiers.

Art. 4. — Les effectifs de ces Etablissements publics sont fixés ainsi qu'il suit : — Ecole Coloniale d'Agriculture : — 1 Chef de l'Etablissement, — 7 Professeurs, — 2 Chefs de travaux, — 2 Répétiteurs, — 2 Chefs de culture, — 1 Agent comptable, — 1 Econome, — 1 Surveillant général, — 2 Surveillants, — 1 Concierge. — Service botanique : — 1 Chef de l'Etablissement. — 4 Assistants, — 2 Préparateurs, — 1 Chef de culture, — 1 Econome comptable, — 1 Dactylographe. — Ghaba : 1 Chef de l'Etablissement, — 1 Contrôleur, — 1 Econome comptable, — 2 Surveillants, — 2 Secrétaires, — 1 Commis principal ou commis, — 16 Gardes, — 1 Chaouch. — Ferme-Ecole « Sidi-Naceur » de Smindja : — 1 Chef de l'Etablissement, — 3 Professeurs, — 1 Econome comptable, — 2 Chefs de pratique, — Institut Arloing : — 1 Chef de l'Etablissement, — 1 Chef de laboratoire, — 1 Assistant, — 3 Préparateurs, — 1 Econome comptable, — 2 Aides de Laboratoire, — 1 Chaouch. — Etablissement d'Elevage de Sidi-Tabet : — 1 Chef de l'Etablissement, — 1 Econome comptable, — 2 Chefs d'élevage ou de culture, — 1 Surveillant d'élevage. — Institut des Arts et Métiers : a) Etablissement et Laboratoire : — 1 Chef de l'Etablissement, — 1 Préparateur, — 1 Econome comptable. — 1 Moniteur ou Monitrice, — 1 Aide de Laboratoire, — 1 Dactylographe, — 1 Chaouch. — b) Essai et estampillage des tapis : Tunis : 5 Moniteurs ou monitrices, — 1 Chef d'atelier. — Kairouan : 1 Moniteur ou monitrice, — 1 Chef d'atelier.

Art. 5. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excédera l'effec-

tif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 6. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres perdant le temps que les nécessités du service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — **Décret du bey** fixant les cadres de la Direction Générale de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (J. O. T., 10 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — La Direction Générale de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts comprend, sous l'autorité du Directeur général, une Administration Centrale et des Services d'exécution.

Art. 2. — L'Administration Centrale comporte les services suivants : — a) Service du Cabinet et de l'enseignement secondaire, b) Service de l'enseignements primaire; — c) Service du Personnel et de la Comptabilité.

Art. 3. — Les services d'exécution comprennent les établissements ci-après désignés : — a) Etablissements d'enseignement supérieur et assimilés : La Direction des Antiquités et Arts et Musée Alaoui, — La Bibliothèque Publique, — L'Ecole supérieure de langue et littérature arabes, — L'Ecole de Musique, — Le Centre d'Enseignement d'Art de Tunis. — b) Etablissements d'enseignement secondaire, d'enseignement primaire supérieur, ou d'enseignement technique : — Lycée Carnot, — Lycée Armand Fallières, — Lycée Jules Ferry, — Collège Sadiki, — Ecole Emile Loubet, — Ecole Normale d'Instituteurs, — Ecole Normale d'Institutrices, — Collège Alaoui, — 7 Collèges ou Ecoles primaires supérieures. — c) Etablissements d'enseignement primaire élémentaire ou d'enseignement professionnel : — les écoles primaires élémentaires et l'établissement de l'Ariana, réservé aux enfants victimes de la guerre.

Art. 4. — Les attributions et les effectifs des services de l'Administration Centrale sont fixés ainsi qu'il suit : — Premier Service. — Le Service du Cabinet, des Antiquités et des Arts, de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement secondaire, des Affaires indigènes, de l'Enseignement privé, du bureau d'ordre et des archives, comprend : — 1 Chef de service, — 1 Sous-chef de service, — 2 Rédacteurs ou rédacteurs principaux, — 2 Commis ou commis principaux, — 3 Dactylographes, — 10 Chaouchs. — Deuxième Service. — Le Service de l'Enseignement primaire, de l'Enseignement professionnel, des constructions scolaires, des bourses et des examens, comprend : — 1 Chef de service (Inspecteur primaire délégué), — 2 Sous-chefs de service, — 7 Rédacteurs ou rédacteurs principaux, — 6 Commis ou commis principaux. — Troisième Service. — Le Service du Personnel et de la Comptabilité comprend : — 1 Sous-chef de service, — 2 Rédacteurs ou rédacteurs principaux, — 6 Commis ou commis principaux.

Art. 5. — Les attributions et les effectifs des Services d'exécution sont fixés comme suit : — A. — Etablissements d'enseignement supérieur ou assimilés : — a) Direction des Antiquités et Arts : —1 Chef de service ayant le titre de Directeur, — 1 Inspecteur ayant le rang de sous-chef de service, — 1 Rédacteur ou rédacteur principal, — 1 Commis ou commis principal, — 1 Chaouch, — 1 Surveillant des ruines de Carthage. — Musée du Bardo : — 1 Conservateur, — 1 Surveillant-comptable, — 2 Gardiens, — 2 Gardiens auxiliaires. — b) La Bibliothèque de Tunis comprend : — 1 Conservateur, — 1 Bibliothécaire, — 6 Aides-Bibliothécaires, — 2 Distributeurs, 1 Concierge. — c) L'Ecole supérieure de langue et de littérature arabes comprend : — 1 Directeur, — 1 Secrétaire, — 7 Chargés de Cours, — 1 Assistant indigène. — d) L'Ecole de Musique comprend : — 1 Directeur, — 1 Comptable, — 10 Professeurs, — 1 Chaouch. — e) Le Centre d'Enseignement d'Art de Tunis comprend : — 1 Inspecteur, — 2 Professeurs, — 1 Gardien. — B. — Etablissements d'Enseignements secondaire, d'Enseignements primaire supérieur, d'Enseignement technique, d'Enseignement primaire élémentaire ou professionnel : — I. — Le Lycée Carnot comprend : — a) Personnel administratif et de surveillance : — 1 Proviseur, — 2 Censeurs, — 2 Surveillants généraux, — 1 Econome, — 1 Sous-économe, — 1 Commis d'Economat, — 1 Secrétaire interprète, — 12 Répétiteurs de lycée ou répétiteurs de collège, — 14 Surveillants d'internat. — b) Personnel enseignant : — 60 Professeurs, — 18 Instituteurs ou Institutrices détachés, — 3 Professeurs auxiliaires. — II. — Le Lycée Armand Fallières comprend : — a) Personnel administratif et de surveillance : — 1 Directrice, — 1 Surveillante générale, — 1 Econome, — 1 Commise d'économat, — 12 Répétitrices de lycée ou répétitrices de collège, — 6 Surveillantes d'internat. — b) Personnel enseignant : 36 Professeurs ou maîtresse chargées de cours, — 3 Institutrices de lycée ou institutrices détachées. — III. — Le Lycée Jules Ferry comprend : — a) Personnel administratif et de surveillance : — 1 Directrice, — 1 Surveillante générale, — 1 Econome, — 3 Répétitrices, — 4 Surveillantes d'internat, — b) Personnel enseignant : — 18 Institutrices ou institutrices détachées, — 2 Professeurs auxiliaires. — IV. — Le Collège Sadiki comprend : — a) Personnel administratif ou de surveillance : 1 Directeur, — 1 Surveillant général, Directeur d'école annexe, — 1 Administrateur des Biens — 5 Secrétaires ou secrétaires interprètes, — 1 Imam, — 1 Encaisseur, — 5 Surveillants, — b) Personnel enseignant, — 13 Professeurs, — 9 Instituteurs, — 3 Moueddebs. — V. — L'Ecole Emile Loubet comprend : a) Personnel administratif et de surveillance : — 1 Directeur, — 1 Surveillant général, — 1 Econome, — 8 Surveillants, — b) Personnel enseignant : — 10 Professeurs et professeurs adjoints, — 2 Chefs d'ateliers, — 5 Professeurs auxiliaires, — 8 Ouvriers instructeurs. — VI. — L'Ecole Normale d'Instituteurs comprend : — 1 Directeur, — 1 Econome, — 1 Directeur d'école annexe, — 2 Surveillants. — b) Personnel enseignant : — 6 Professeurs, — 6 Instituteurs, — 9 Professeurs auxiliaires, — 4 Maîtres de langue arabe. — VII. — L'Ecole Normale d'Institutrices comprend : — a) Personnel administratif ou de surveillance : — 1 Directrice, — 1 Econome, — 1 Directrice d'école annexe, — 1 Surveillante, — b) Personnel enseignant : — 5 Professeurs, — 9 Institutrices, — 6 Professeurs auxiliaires, — 1 Moallema, — 1 Monitrice. — VIII. — Le Collège Alaoui comprend : — a) Personnel administratif ou de surveillance : — 1 Directeur, — 1 Surveillant général, — 1 Econome, — 6 Répétiteurs, — 2 Surveillants d'internat, — b) Personnel enseignant : — 16 Professeurs ou professeurs adjoints, — 5 Instituteurs délégués, — 6 Professeurs auxiliaires. — IX. — L'Etablissement de l'Ariana réservé aux Orphelins et aux Victimes de la Guerre comprend : — a) Personnel administratif et de surveillance : — 1 Inspecteur primaire, — 1 Surveillant général, — 3 Surveillants, — b) Personnel enseignant :

— 2 Institutrices. — X. — Le Service des Ecoles primaires supérieures et des écoles primaires élémentaires est assuré par : — 6 Inspceteurs de l'enseignement primaire; — 1 Inspecteur des écoles coraniques et de l'enseignement arabe donné aux élèves musulmans, — 54 Professeurs et professeurs adjoints, — 1.145 Instituteurs et institutrices, — 217 Maîtres de langue arabe, — 12 Moniteurs d'enseignement général, — 7 Moniteurs d'enseignement professionnel, — 26 Maîtresses ouvrières, — 20 Moallemates, — 1 Surveillant.

Art. 6. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret, le Directeur général peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emplois de service à service.

Dispositions transitoires. — Art. 7. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints, au plus tard, le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excèdera l'effectif fixé pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 8. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant les cadres de la Direction de la Justice tunisienne (J. O. T. 17 novembre 1926).

Vu le décret du 14 juillet 1922 instituant la Direction de la Justice tunisienne; — Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Le Directeur de la Justice assure, en collaboration avec Notre Ministre de la Justice, dont il vise les actes, les Services d'administration de la Justice tunisienne.

Art. 2. — La Direction de la Justice tunisienne comprend une Administration centrale placée sous l'autorité d'un Directeur et des juridictions rattachées.

Art. 3. — L'Administration centrale comporte les divisions suivantes : — Service central; — Service des juridictions de droit commun; — Service des juridictions de statut personnel.

Art. 4. — Les attributions et les effectifs de ces Services sont fixés comme suit : — 1° Service central : — Cabinet, Bureau d'ordre, Personnel, Comptabilité, Interprétation, Archives. — 2 Rédacteurs principaux et rédacteurs, — 8 Commis principaux et commis, — 8 Interprètes principaux et interprètes, — 3 Dactylographes, — 6 Chaouchs. — 2° Service des juridictions de droit commun : — 1 Commissaire général du Gouvernement, Directeur des Services judiciaires, — 1 Adjoint au Commissaire général du Gouvernement. — Secrétariat : — 1 Rédacteur principal ou rédacteur, — 5 Commis principaux et commis, — 2 Interprètes

principaux ou interprètes, — 4 Dactylographes. — 3° Service des juridictions de statut personnel : — 1re Section ; — Bureau Français : — 1 Commissaire général du Gouvernement, — 2 Rédacteurs principaux ou rédacteurs, — 1 Commis principal ou commis. — 2e Section : — Bureau du Charaâ et du Notariat : — 1 Sous-Chef de Service, — 2 Rédacteurs principaux ou rédacteurs, — 3 Commis principaux ou commis.

Art. 5. —Les juridictions rattachées à la Direction de la Justice tunisiennne sont : — Les Tribunaux de droit commun; — Les Tribunaux du Charaâ; — Le Tribunal rabbinique.

Art. 6. — Les effectifs des tribunaux de droit commun et leur répartition sont fixés comme suit : — 1 Commissaire du Gouvernement chef de l'action publique (pour mémoire); — 1° Chambre des requêtes : — 1 Président, — 1 Commissaire du Gouvernement. — 2° Tribunal de l'Ouzara; — 4 Présidents, — 2 Commissaires du gouvernement, — 14 Juges ou substituts, — 1 Greffier en chef, — 4 Greffiers, — 19 Commis-greffiers ou secrétaires, — 9 Interprètes principaux ou interprètes, — 6 Expéditionnaires, — 5 Chaouchs. — 3° Tribunal de la Driba : — 1 Président, — 1 Commissaire du gouvernement, — 2 Vice-Présidents, — 8 Juges ou substituts, — 2 Juges suppléants, — 1 Greffier en chef, — 17 Commis-greffiers ou secrétaires, — 3 Interprètes principaux ou interprètes, — 12 Expéditionnaires, — 2 Chaouchs. — 4° Tribunaux régionaux : — 7 Présidents, — 7 Commissaires du Gouvernement, — 36 Juges ou substituts, — 8 Juges suppléants, — 7 Greffiers, — 8 Commis-greffiers ou secrétaires, — 1 Interprète principal ou interprète, — 15 Expéditionnnaires, — 7 Chaouchs.

Art. 7. — Les effectifs des tribunaux du Charaâ et du Tribunal rabbinique seront fixés ultérieurement.

Art. 8. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret, le Directeur peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emplois de Service à Service.

Dispositions transitoires. — Art. 9. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires, appartenant à des cadres dont la composition excèdera l'effectif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 10. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — **Décret du bey** fixant les cadres de l'armée tunisienne (J. O. T. 17 novembre 1926).

Vu les travaux de la mission métropolitaine chargée de donner un avis sur la fixation des cadres de l'Administration tunisienne; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Le Service de l'Armée Tunisienne comprend, sous la direction des officiers français de la mission militaire : — Une Administration centrale; — et la Garde beylicale.

Art. 2. — L'Administration centrale est divisée en deux sections dont les attributions et les effectifs sont fixés comme suit : — 1re Section. — Recrutement et réserves indigènes : — 1 Sous-Chef de Service, — 1 Rédacteur principal ou rédacteur, — 3 Commis principaux ou commis, — 1 Dactylographe, — 1 Chaouch. — 2e Section. — Contentieux, Pensions, Comptabilité, Administration de la Garde beylicale. — Remplacement administratif. — 1 Sous-Chef de Service, — 2 Rédacteurs principaux et rédacteurs, — 8 Commis principaux ou commis, — 2 Secrétaires interprètes, — 1 Chaouch.

Art. 3. — Les effectifs de la Garde beylicale sont fixés comme suit : — a) Commandement de la Garde : — 1 Emir Lioua, — 1 Emir Alaï. — b) Aides de camp de S. A. le Bey : — 1 Emir Alaï, — 2 Kaïmakam, — 5 Bin Bachi, — 3 Youz Bachi, — 5 M'Lazem. — c) Aides de camp des Ministres : — 1 Emir Alaï, — 1 Kaïmakam, — 1 Bin Bachi, — 1 Youz Bachi, — 7 M'Lazem. — d) Officiers et hommes de troupe : — 1 Kaïmakam, — 2 Bin Bachi, — 6 Younz Bachi, — 16 M'Lazem, — 563 Hommes de troupe.

Art. 4. — Dans la limite des effectifs déterminés par le présent décret, le Directeur peut, suivant les nécessités, prononcer des transferts d'emplois de Service à Service.

Dispositions transitoires. — Art. 5. — Les effectifs réglementaires prévus au présent décret devront être atteints au plus tard le 1er janvier 1927.

Un décret spécial déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires appartenant à des cadres dont la composition excèdera l'effectif fixé, pourront être admis au bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle.

Art. 6. — Les titulaires d'emplois dont l'appellation est modifiée pourront conserver leurs titres et dénominations actuels pendant toute la durée de leurs fonctions.

Il en est de même des fonctionnaires titulaires d'emplois transformés en emplois inférieurs. Ces fonctionnaires peuvent être maintenus dans les cadres pendant le temps que les nécessités du Service l'exigeront et conserver, pendant la durée de leurs fonctions, les émoluments attachés au grade et à la classe qu'ils possèdent au jour de la publication du présent décret.

Vu pour la promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

10 novembre 1926. — Décret du bey fixant le statut du personnel des différentes administrations du Protectorat.

Vu notre décret en date du 20 décembre 1919; — Vu les travaux de la mission métropolitaine, chargée de donner son avis sur les dispositions à adopter, pour l'établissement du statut commun aux Administrations tunisiennes; — Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Les conditions de recrutement, d'avancement, de discipline, de congé et les obligations auxquelles sont soumises les différentes catégories des personnels administratifs du Protectorat sont fixées conformément aux dispositions réglementaires suivantes.

Art. 2. — Ces divers personnels sont répartis en deux groupes A et B, conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Tous les emplois non compris dans cette énumération ne peuvent être occupés que par des personnes recrutées d'après la loi de l'offre et de la demande rétribuées par salaires journaliers.

TITRE I

Groupe A

Dispositions Générales

Art. 3. — Le personnel du groupe A comprend les agents provenant d'un recrutement local et des agents provenant des cadres métropolitains après détachement dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

Art. 4. — Les agents de l'Office tunisien des Postes et des Télégraphes détachés des cadres métropolitains, restent soumis aux dispositions particulières résultant des conventions ou des décrets métropolitains qui les régissent.

Ils sont soumis aux règles locales du présent décret en ce qui concerne le régime des congés, les indemnités et allocations spéciales à la Tunisie.

Section 1. — Recrutement

Art. 5. — Le concours est la règle du recrutement des agents appartenant à un cadre local.

Les statuts particuliers fixés par arrêté du chef de l'Administration déterminent pour chacune d'elles, les conditions d'accès à chaque emploi, les programmes de concours d'admission à ces emplois, qui seront les mêmes que ceux des concours imposés dans la Métropole pour l'accès aux mêmes emplois de l'Administration correspondante et les centres dans lesquels seront subies les épreuves des concours en Tunisie, et autant que possible en France, en Algérie et au Maroc.

Les programmes peuvent comporter, en outre, des matières dont la connaissance est nécessaire pour l'exercice de la fonction en Tunisie.

Pour les Administrations qui n'ont pas de similaires dans la Métropole, ces programmes seront établis en s'inspirant autant que possible des règles suivies dans l'Administration métropolitaine qui se rapproche le plus de l'Administration dont il s'agit.

Les statuts doivent prévoir, le cas échéant, les emplois auxquels, en raison de leur nature, il sera pourvu par voie d'examen confirmé par un stage probatoire.

Section II. — Avancement

Art. 6. — Les avancements de grade ne peuvent être accordés que dans la limite des emplois fixés par les règlements des cadres et des disponibilités résultant des vacances.

Les avancements de classe ne peuvent être accordés que conformément aux dispositions réglementaires et dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget.

Les statuts particuliers de chaque Administration déterminent les conditions d'avancement au choix ou à l'ancienneté des différentes catégories de personnel d'après les règles de l'Administration métropolitaine correspondante et, pour les Administrations qui n'ont pas de similaires dans la Métropole, en s'inspirant autant que possible des règles suivies dans l'Administration métropolitaine qui se rapproche le plus de l'Administration dont il s'agit.

Les agents ne peuvent bénéficier d'une promotion de grade ou de classe que s'ils sont inscrits sur un tableau d'avancement, arrêté chaque année par le Chef de l'Administration, après avis d'une Commission d'avancement dont la composition est fixée d'après les mêmes règles que pour l'Administration métropolitaine correspondante ou qui s'en rapproche le plus. Le tableau est publié au « Journal Officiel Tunisien » avant le 1er janvier de chaque année.

Les agents détachés d'un cadre métropolitain sont admis aux règles d'avancement établies pour les Administrations auxquelles ils sont affectés. Ils ne peuvent en aucun cas se réclamer d'avancements obtenus dans leur cadre métropolitain d'origine pour obtenir un avancement quelconque dans le cadre tunisien.

Section III. — Heures de travail

Art. 7. — La durée normale du travail réglementaire pour les agents attachés aux bureaux des Directions générales, des Directions et Services subordonnés, est fixée à 7 heures effectives par jour.

Du 15 juiliet au 15 septembre, la durée de la séance du matin est fixée à 5 heures et la séance de l'après-midi est supprimée. Toutefois, durant cette période, les agents seront tenus d'assurer la bonne exécution du Service en effectuant à domicile et sans rémunération spéciale les travaux qu'ils n'auraient pu achever dans les bureaux et, en cas de besoin, ils devront effectuer dans les mêmes conditions deux heures de séance supplémentaire, de 4 heures à 6 heures de l'après-midi.

Une permanence régulière devra, en tout état de cause, fonctionner au cours des mêmes heures dans chaque Direction.

Les durées de travail ci-dessus fixées ne s'appliquent ni aux agents des services actifs et d'exécution, ni aux agents de la Manufacture des Tabacs, ni à ceux qui sont attachés au Service de l'exploitation postale, ni à tous ceux enfin qui sont régis à ce sujet par des dispositions spéciales.

Section IV. — Congés

Art. 8. — Les congés sont accordés par le Chef de l'Administration.

Aucun agent ne peut s'absenter de sa résidence pour une cause étrangère au service dont il est chargé ni interrompre l'exercice de ses fonctions, s'il n'a préalablement obtenu un congé.

Les autorisations d'absence dont la durée n'excède pas cinq jours peuvent être accordées directement par les Chefs de Service qui doivent en rendre compte par la production d'un état adressé à la Direction Générale du 5 au 10 de chaque mois.

Ces autorisations ne sont comptées comme congés que si elles excèdent dans la même année une durée totale de cinq jours et dans la mesure de cet excédent.

Les absences ayant pour cause l'accomplissement d'un des devoirs imposés par la loi (période d'exercice militaire, comparution comme témoin devant les Tribunaux, etc...) sont affranchis de toute retenue; elles ne sont pas comptées comme congés.

Des absences ayant pour cause l'accomplissement de devoirs de famille impérieux et justifiés et les absences pour examen, peuvent également être accordées à solde entière, dans la limite maximum de quinze jours, par an, sans entrer en ligne de compte dans le calcul des congés.

En cas de maladie, dûment constatée, mettant un agent dans l'impossibilité absolue de continuer ses fonctions, un congé peut être accordé sans retenue pendant trois mois, puis avec une retenue de la moitié du traitement pendant trois autres mois. Cette durée, de trois ou six mois,

constitue le maximum des congés de maladie pouvant être accordés dans l'intervalle de douze mois.

Toutefois, si la maladie a été déterminée par un fait résultant directement et notoirement de l'exercice des fonctions de l'agent, l'intégralité de son traitement lui est maintenue jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à sa mise à la retraite.

Toute demande de congé pour maladie doit être appuyée d'un certificat médical établi par le médecin assermenté de l'Administration ou un médecin de colonisation, indiquant notamment la nature de la maladie et le temps présumé pendant lequel l'agent est hors d'état d'assurer ses fonctions.

Les agents dont les services sont favorablement appréciés peuvent obtenir un congé sans retenue, d'un mois par an ou de deux mois tous les deux ans. Ces congés, accordés dans la mesure où les nécessités du service le permettent, doivent être répartis entre les agents sur une période d'au moins six mois, de manière que le bon fonctionnement du service puisse toujours être assuré.

A l'expiration d'un congé de cette nature, les agents ne peuvent obtenir une prolongation que si leur demande est motivée par des circonstances exceptionnelles et en subissant la retenue de la moitié du traitement. La durée totale de l'absence à solde entière ou à demi-solde ne peut excéder une période de trois mois dans la même année. Ils ne peuvent également, sauf le cas d'accident grave, obtenir de prolongation pour cause de maladie qu'en subissant la retenue de la moitié de leur traitement sans que la durée de la prolongation pour maladie puisse excéder trois mois.

Exceptionnellement, le personnel touchant la majoration tunisienne et résidant depuis deux ans au moins dans les circonscriptions des contrôles civils de Djerba, Gabès, Gafsa et Tozeur et dans les territoires militaires, peut obtenir chaque année deux mois de congé à solde entière ou trois mois tous les deux ans.

Les congés accordés à titre de cures d'eaux thermales ou minérales ne peuvent s'ajouter aux congés normaux que sous les conditions suivantes : — 1° Une commission, composée de deux Docteurs assermentés et présidés par un fonctionnaire représentant le Ministre, Résident Général, examine les agents qui désirent bénéficier d'un congé de cure et fixe, le cas échéat, les stations thermales dans lesquelles le traitement devra être suivi. — 2° Les demandes de congés de l'espèce ne peuvent être prises en considération que sur l'avis favorable et motivé de cette Commission. — 3° Les bénéficiaires justifieront de l'accomplissement de leur cure par la production d'un certificat du médecin traitant de la station dans laquelle ils auront été soignés.

Les frais de voyage exposés par les agents pour se présenter devant la Commission sont remboursés par l'Administration si la Commission émet un avis favorable à l'octroi d'un congé de cure. Dans le cas contraire, ces frais restent à la charge de l'agent.

Les congés de maladie n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de la durée des congés normaux et réciproquement.

Le maximum de la durée des congés normaux s'applique à l'année grégorienne comptée du 1er janvier au 31 décembre. Pour les congés de maladie, ils doivent être décomptés de telle façon que dans une période quelconque de 365 jours, il n'y ait pas plus de trois mois (3 mois) à traitement intégral et de trois mois à demi-solde.

Pendant les deux premières années de service, les agents peuvent obtenir, dans les conditions indiquées ci-dessus, des congés normaux dont les maxima de durée sont fixés à la moitié des congés de même nature prévus par les dispositions précitées.

Un congé de deux mois, avec traitement entier, en dehors du congé prévu aux articles précédents, est accordé aux personnels féminins moitié avant, moitié après les couches.

Les agents qui, à l'expiration de leur congé, n'ont pas repris possession de leurs fonctions, sont privés de solde pendant la durée de leur absence non autorisée, sans préjudice des mesures disciplinaires qu'ils pourraient encourir.

En vue de tenir compte de la durée du voyage par terre et par mer à l'aller et au retour, les congés accordés pour être passés en dehors de la Régence s'accroissent des délais suivants calculés d'après les circonscriptions de contrôle civil dans laquelle l'agent a sa résidence : — Tunis, Bizerte : 4 jours; — Grombalia, Sousse, Kairouan, Téboursouk, Béjà, Medjez-el-Bab, Souk-el-Arka : 5 jours; — Maktar, Le Kef, Sfax, Tabarka : 6 jours; — Gabès, Thala, Gafsa : 7 jours; — Djerba, Tozeur et le territoire militaire : 8 jours.

Les dispositions ci-dessus concernant les congés normaux et les congés de cure ne s'appliquent ni au personnel de la Magistrature ni au personnel enseignant qui bénéficient de vacances spéciales dans les conditions fixées par les dispositions réglementaires qui les régissent.

Section V. — Mesures disciplinaires Conseil de Discipline

Art. 9. — Les peines disciplinaires sont prononcées par le Chef de l'Administration.

Avant l'application de toute mesure disciplinaire, l'agent intéressé est informé des griefs articulés contre lui, reçoit communication de toutes les pièces relatives à l'inculpation et doit être mis à même de présenter sa défense. Il lui est, en outre, fait communication personnelle et confidentielle de toutes les notes, feuilles signalétiques et autres documents composant son dossier. Cette communication a lieu sans déplacement, dans le bureau du chef de service local de l'agent en cause.

L'échelle des peines disciplinaires, la composition du Conseil de discipline, les règles et les conditions de fonctionnement dudit Conseil sont, selon le cas, pour chaque catégorie de personnel, celles de la catégorie métropolitaine correspondante ou qui s'en rapproche le plus.

Section VI. — Disponibilité et position hors cadres

Art. 10. — **Disponibilité.** — La position de disponibilité est instituée pour les agents qui sont relevés temporairement de leurs fonctions, soit en vue de satisfaire à la loi sur le recrutement de l'armée, soit d'office pour cause d'invalidité physique ou morale ou d'insuffisance professionnelle, soit sur leur demande, soit dans toute autre cas prévu par le présent statut.

La situation de disponibilité ne comporte pas de traitement, elle conserve les droits acquis depuis la nomination au premier emploi, mais suspend les droits de l'avancement; elle permet à l'agent d'être réintégré en activité lorsqu'une vacance se produit. Toutefois, à l'expiration du service militaire légal, l'agent sera réintégré dans son emploi.

Les agents mis en disponibilité sur leur demande sont tenus, sous peine d'être considérés comme démissionnaires, de produire, le 1er janvier de chaque année, les pièces et documents nécessaires pour justifier de la nature de leurs occupations et, en général, tous les éléments d'information permettant à l'Administration d'apprécier si l'intéressé peut être maintenu dans cette position.

La situation de disponibilité ne peut se prolonger au delà de cinq ans. A l'expiration de ce délai, les agents qui n'ont pas obtenu leur réintégration sont mis à la retraite ou réputés démissionnaires.

Art. 11. — **Position hors cadre.** — Les agents du cadre local peuvent être détachés de leur administration d'origine au service de la Métro-

pole, d'un pays de Protectorat, d'un pays à mandat, d'une colonie ou d'un pays étranger. Ils conservent dans cette position leurs droits à l'avancement hiérarchique et à la pension.

Le détachement est autorisé pour une durée maximum de cinq ans par le Résident Général, sur la proposition du chef de l'Administration dont relève l'intéressé. Il peut être prorogé dans les mêmes formes pour une ou plusieurs périodes égales.

L'intéressé subit les retenues légales sur le traitement d'activité qui lui serait alloué dans le service dont il est détaché.

Section VII. — Remise à la disposition du Gouvernement français

Art. 12. — Le Résident Général, sur la proposition du Chef de l'Administration, peut demander la remise à la disposition du Gouvernement français et sans que cette mesure ait un caractère disciplinaire, d'un agent du cadre métropolitain.

Dans ce cas, l'agent est mis dans la position de disponibilité en attendant sa réintégration.

Les agents ainsi remis à la disposition de l'Administration métropolitaine ont droit, pendant la période de disponibilité, au traitement métropolitain, à l'exclusion de toutes indemnités tunisiennes, sans toutefois que cette période puisse excéder un an.

Section VIII. — Démission

Art. 13. — La démission donnée par un agent doit être datée et signée.

L'agent démissionnaire ne peut quitter ses fonctions qu'après que sa démission a été régulièrement acceptée par le chef de l'Administration.

Peut être considéré d'office comme démissionnaire tout agent qui, sauf le cas de force majeure, étant en absence illégale, mis en demeure de rejoindre son poste, est resté absent au delà du délai qui lui est fixé.

Les agents qui se sont démis de leurs fonctions doivent, pour pouvoir être réintégrés dans les cadres, satisfaire à toutes les conditions exigées des candidats n'ayant jamais appartenu à l'Administration.

TITRE II

Groupe B

Section I. — Recrutement et avancement

Art. 14. — Le recrutement et l'avancement du personnel du Groupe B sont fixés par arrêté du chef de l'Administration déterminant les conditions d'accès à chaque emploi.

Section II. — Heures de travail

Art. 15. — Les heures de travail de ces agents sont fixées par les dispositions spéciales à chaque catégorie.

Section III. — Congés

Art. 16. — Aucun agent ne peut s'absenter de sa résidence pour une cause étrangère au service dont il est chargé, ni interrompre l'exercice de ses fonctions, s'il n'a préalablement obtenu un congé.

Les agents dont les services sont favorablement appréciés peuvent obtenir, dans les limites compatibles avec les desoins du service, des

congés sans retenue, dont la durée ne doit pas être supérieure à 15 jours par an, cumulables pendant 3 ans.

Au delà de cette limite, les congés accordés donnent lieu à une retenue du traitement et des indemnités, s'il y a lieu.

Exceptionnellement, les agents touchant la majoration tunisienne et résidant depuis deux ans au moins dans les circonscriptions des contrôles civils de Djerba, Gabès, Gafsa et Tozeur et dans les territoires militaires, peuvent obtenir chaque année un mois de congé à solde entière, cumulable pendant trois ans.

Des autorisations d'absence, dont la durée n'excède pas trois jours, peuvent être accordées directement par les Chefs de Service qui doivent en rendre compte dans les mêmes conditions que pour les agents du groupe A. Ces autorisations d'absence ne sont comptées comme congés que si elles excèdent dans la même année une durée totale de trois jours et dans la mesure de cet excédent.

Les absences ayant pour cause l'accomplissement d'un des services imposés par la loi (période militaire, comparution comme témoin devant les tribunaux, etc...), sont affranchies de toute retenue, elles ne sont pas comptées comme congés.

Des absences ayant pour cause l'accomplissement de devoirs de famille impérieux et justifiés peuvent être également accordées à solde entière dans la limite maximum de huit jours par an, sans entrer en ligne de compte dans le calcul des congés.

En cas de maladie dûment constatée mettant un agent dans l'impossibilité absolue de continuer ses fonctions, un congé peut lui être accordé sans retenue pendant 45 jours, puis avec retenue de la moitié du traitement pendant 45 autres jours. Cette durée de 45 jours ou 90 jours constitue le maximum des congés de maladie pouvant être accordés pendant une période de 365 jours.

Les autres dispositions de l'article 8 ci-dessus sont applicables aux congés normaux et aux congés de maladie des agents du groupe B.

Section IV. — Mesures disciplinaires. — Conseils de discipline

Art. 17. — L'article 9 est applicable aux agents du groupe B.

Section V. — Disponibilité

Art. 18. — Les agents du groupe B peuvent être mis en disponibilité dans les mêmes conditions que les agents du groupe A.

Section VI. — Démission

Art. 19. — La démission des agents est soumise aux règles indiquées pour les agents du groupe A.

TITRE III

Dispositions diverses. Voies de recours

Art. 20. — Le Conseil d'Etat statue souverainement sur les recours pour excès de pouvoir formés par les agents contre les actes des diverses autorités, relatifs à l'application du statut.

Traitements et indemnités

Art. 21. — Le régime général des traitements du personnel administratif du Protectorat est fixé par décret spécial sur avis de la Commission de réajustement des traitements.

Les indemnités attachées à la fonction seront déterminées par décret.
Aucun traitement, indemnité ou allocation de quelque nature qu'elle soit ne pourra être accordé s'il n'a pas fait l'objet d'un décret inséré ou « Journal Officiel ».

Dispositions particulières à chaque service

Art. 22. — Les règles spéciales de chaque administration devront faire l'objet d'un statut particulier qui sera établi par arrêté du Chef de l'Administration. Ce statut déterminera les mesures propres à concilier les droits acquis des fonctionnaires avec l'application des règles posées par le présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 10 novembre 1926.

***

RESIDENCE GENERALE

(Services administratifs — Contrôles Civils — Gendarmerie indigène — Maghzen — Contrôle des dépenses publiques de l'Etat — Office des Mutilés et Anciens Combattants).

Emplois du Groupe A. — Chefs de Service, — Contrôleurs Civils, — Contrôleurs suppléants et stagiaires, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et rédacteurs, — Secrétaires de contrôle principaux et secrétaires de contrôle, — Agent chargé du Service intérieur de la gendarmerie indigène, — Commis principaux et commis, — Commis-interprètes principaux et commis-interprètes, — Dames dactylographes, — Adjudants instructeurs, — Khodjas principaux et khodjas.

Emplois du Groupe B. — Garçons de bureau, — Chefs des janissaires, — Sous-Chefs des janissaires, — Janissaires, — Bach-chaouchs — Bach-Hamba, Brigadiers-Chefs, — Brigadiers et spahis de la gendarmerie indigène, Bach-Chaouchs, — Chaouchs et Cavaliers du Maghzen.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES

Emplois du Groupe A. — Chefs de Service, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et rédacteurs, — Inspecteurs principaux, Inspecteurs et Inspecteurs adjoints, — Receveur Principal et Receveurs de l'Enregistrement, — Receveur Principal et Receveurs des Contributions Indirectes, — Receveur Principal et Receveurs ds Douanes, — Agents mécaniciens et des travaux des Tabacs, — Premier fondé de pouvoirs de la Trésorerie Générale, — Contrôleurs principaux de comptabilité de Direction, — Contrôleurs principaux, Contrôleurs et Contrôleurs adjoints des Impôts directs, — Contrôleurs des Contributions Indirectes, — Essayeurs de la garantie, — Contrôleur en Chef des Douanes, — Vérificateurs principaux, Vérificateurs et Vérificateurs adjoints des Douanes, — Contrôleurs principaux, Contrôleurs et Contrôleurs adjoints de culture, — Chefs de fabrication des Tabacs, — Gardes-Magasins des Tabacs, — Chefs de Section des Manufactures, — Interprètes principaux, — Vérificateurs principaux et Vérificateurs des Contributions Indirectes, — Contrôleurs principaux, Contrôleurs et Contrôleurs adjoints des Douanes, — Commis principaux et Commis d'ordre et de comptabilité, — Commis principaux et Commis des Impôts Directs, — Commis principaux et Commis de la Trésorerie Générale, — Commis principaux et Commis des Douanes, — Chefs d'atelier principaux et Chefs d'atelier des Tabacs ou des Manufactures (français), — Vérificateurs de culture, — Dames dactylographes, — Officiers des Douanes, — Mécaniciens des Douanes, — Brigadiers ou patrons des Douanes, — Sous-brigadiers ou Sous-patrons des Douanes, — Préposés-Chefs ou

Matelots-Chefs des Douanes, — Préposés principaux des Contributions Indirectes, — Ouvriers principaux et Ouvriers de la Manufacture (Cadre français titularisé).

Emplois du groupe B. — Concierge, — Garçons de bureau, — Commis-adjoints, — Chefs d'atelier principaux et ordinaires des Tabacs (cadre indigène), — Préposés, — Matelots, — Chaouchs.

DIRECTION DE L'OFFICE DES POSTES ET DES TELEGRAPHES

Emplois du Groupe A. — Sous-Directeurs, — Inspecteurs, — Ingénieur, — Receveur Principal, — Chef de Poste Central Electrique, — Receveurs de 1re, 2me et 3me classe. — Contrôleurs principaux, Rédacteurs principaux et Rédacteurs, — Contrôleurs, — Agent mécanicien principal, — Receveurs de 4me classe, — Agents mécaniciens, — Commis principaux et commis. — Commis principaux d'Ordre et de Comptabilité ou Commis d'Ordre et de Comptabilité, — Dames employées, — Receveurs de 5me et 6me classes, — Surnuméraires, — Commis auxiliaires, hommes et dames, — Commis indigènes, — Agents des Services de manipulation, de distribution et de transport des dépêches français et indigènes, — Personnel des Services Techniques.

Emplois du Groupe B. — Facteurs locaux, — Cavaliers, piétons, hommes de peine titulaires.

DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR

Emplois du groupe A. — 1. — Administration Centrale. — Chefs de Service, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et Rédacteurs, — Commis principaux et Commis, — Interprètes principaux et Interprètes, — Commis dactylographes. — **2. — Santé Maritime.** — Médecins-Inspecteurs (Directeur), — Médecin de Santé Maritime, — Commis, — Agents sanitaires, — Mécaniciens. — **3. — Médecins de colonisation.** — 4. — **Auxiliaires médicaux.** — 5. — **Institut Pasteur.** — Directeur, — Directeur adjoint, — Chefs de Laboratoires, — Assistants de Laboratoire, — Préparateurs et Aides-préparateurs. — **6. — Services Pénitentiaires.** — Contrôleur, — Greffier-comptable, — Surveillants-chefs des Grands Etablissements, — Surveillants-chefs, — Surveillants Commis-greffiers, — Premiers Surveillants, — Surveillants (Cadre A), — Surveillants-Commis-Greffiers interprètes (Cadre B), — Surveillants-Commis-Greffiers (Cadre B), — Surveillants (Cadre B). — **7. — Sûreté Publique.** — Commissaires, — Chef du Service Anthropométrique, — Secrétaires, — Secrétaires-Interprètes et Interprètes, — Inspecteurs principaux et Officiers de Paix, — Brigadiers-Chefs et Inspecteurs, — Brigadiers (Cadre A), — Brigadiers (Cadre B), — Agents de la Sûreté (Cadre A), — Agents de la Paix (Cadre A).

Emplois du Groupe B. — Huissiers, — Chaouchs, — Garçons de bureau, — Mariniers, — Agents de la Sûreté (Cadre B), — Gardiens de la Paix (Cadre B).

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

Emplois du Groupe A. — Chefs de Service, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et Rédacteurs, — Interprètes principaux et interprètes, — Inspecteurs principaux, Inspecteurs et Inspecteurs adjoints des Forêts, — Gardes généraux des forêts, — Inspecteurs des Domaines, — Inspecteurs et Inspectrices du Travail, — Vérificateur en Chef, Vérificateurs et Vérificateurs adjoints des Poids et Mesures, — Contrôleurs principaux et Contrôleurs des Domaines, — Contrôleurs de

la Ghaba, — Chef de l'Etablissement d'Elevage de Sidi-Tabet, — Chef du Service Botanique, — Chefs de Laboratoire, — Directeur de l'Ecole Coloniale d'Agriculture, — Directeur de l'Institut Arloing, — Directeur de l'Institut des Arts et des Métiers, — Inspecteur de l'Agriculture, — Inspecteur de l'Elevage, — Professeurs à l'Ecole Coloniale d'Agriculture, — Ingénieur, Ingénieur adjoint et agent technique des Améliorations agricoles, — Chimiste principal et chimistes, — Assistants de laboratoire, — Conseillers agricoles, — Enquêteur du commerce, — Inspecteur de la Ghaba, — Professeurs d'école pratique, — Chefs de travaux à l'Ecole Coloniale, — Vétérinaires de colonisation, — Répétiteurs à l'Ecole Coloniale, — Géomètres principaux, géomètres et géomètres auxiliaires, — Dessinateurs principaux et dessinateurs, — Auxiliaires techniques de l'élevage, — Chefs de culture et Chefs d'élevage, — Chefs de pratique, — Préparateurs, — Surveillants d'élevage, — Surveillant général et surveillants de l'Ecole Coloniale, — Agents de culture, — Moniteurs des Arts et des Métiers, — Aides de Laboratoire, — Agents comptables, — Economes-comptables, — Econome (Ecole Coloniale), — Commis principaux et Commis, — Dames employées (commis et dactylographes), — Brigadiers et Gardes des Forêts, — Moniteurs principaux et moniteurs des Domaines, — Surveillants de la Ghaba, — Commis-rédacteurs principaux et commis-rédacteurs, — Contrôleurs de comptabilité principaux et Contrôleurs de comptabilité, — Secrétaires interprètes principaux et Secrétaires interprètes, — Inspecteur divisionnaire du Travail, — Inspecteur topographe, — Chefs de fabrication.

Emplois du Groupe B. — Concierge à l'Ecole Coloniale, — Chef d'atelier principal et chef d'atelier (Institut des Arts et des Métiers), — Chaouchs et peseurs, — Gardes auxiliaires des Domaines, des Forêts et de la Ghaba, — Huissiers interprètes.

DIRECTION GENERALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Emplois du Groupe A. — a) Service Central et Services d'exécution rattachés : Directeur des Antiquités et Arts, — Conservateur de la Bibliothèque Publique, — Directeur de l'Ecole de langue et de littérature arabes, — Chefs de Service, — Inspecteur délégué, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et rédacteurs, — Commis principaux et Commis, — Dactylographes, — Conservateur du Musée Alaoui, — Inspecteur des Antiquités et Arts, — Inspecteur des Beaux-Arts, — Secrétaire de l'Ecole de langue et de littérature arabes, — Bibliothécaires, — Aides-bibliothécaires, — Surveillant comptable du Musée Alaoui, — Directeur et Professeurs de l'Ecole de Musique. — b) Service administratif des Etablissements : — Proviseurs agrégés, — Proviseurs licenciés, — Censeurs licenciés, — Délégués censeurs, — Surveillants généraux licenciés, — Surveillants généraux bacheliés et assimilés, — Economes des lycées, — Sous-Economes des lycées et Economes des Etablissements, — Administrateurs, secrétaires et commis de l'Administration des biens du collège Sadiki, — Commis d'économat 1er Ordre, — Commis d'économat 2me Ordre, — Répétiteurs de lycés 1er Ordre, — Répétiteurs de lycée 2me Ordre, — Répétiteurs de collège, — Répétitrices de lycée, — Surveillants et surveillantes d'internat, — Surveillants du Collège Sadiki. — c) Personnel enseignant : — Professeurs chargés de cours de lycée, — Professeurs licenciés hommes et dames, professeurs du Collège Sadiki, d'arage, des classes élémentaires, — Professeurs bacheliers, — Professeurs de dessin (degré supérieur), — Professeurs de dessin (2me degré) et assimilés, — Professeurs de gymnastique des lycées, — Professeurs de gymnastique des collèges, — Aumônier, — Professeurs indigènes du Collège Sadiki, — Maîtresses chargées de cours des lycées, — Maîtresses chargées de cours des collèges, — Professeurs

de dessin des lycées de jeunes filles (degré supérieur). — Maîtresses chargées de cours de dessin, — Maîtresses de couture des lycées, — Maîtresses de couture des collèges, — Maîtressses de gymnastique, — Maîtresses de chant (degré supérieur), — Maîtresses de chant (degré élémentaire), — Institutrices primaires de lycées, — Institutrices primaires de collège, — Instituteurs et Institutrices détachés, — Inspecteurs primaires, — Professeurs d'école normale et assimilés, — Professeurs des écoles primaires supérieures, des écoles pratiques, — Professeurs adjoints des écoles primaires supérieures, des écoles pratiques, — Instituteurs adjoints d'école primaire supérieure, — Professeurs de cours complémentaire, — Instituteurs et Institutrices primaires, — Inspecteurs des écoles coraniques et de l'enseignement arabe, — Professeurs de la Section Musulmane de l'Ecole Normale, — Maîtres d'arage, — Mouderrès, — Moueddebs.

Emplois du Groupe B : — Ouvriers instructeurs de l'Ecole Emile Loubet, — Maîtres ouvriers et maîtresses ouvrières, — Moniteurs et Monitrices d'enseignement général, — Chauffeurs de l'Ecole Emile Loubet, — Gardien du Musée, — Surveillants auxiliaires d'internat, — Distributeurs de bibliothèque publique, — Chaouchs, — Moniteurs et Monitrices d'enseignement manuel et professionnel, — Encaisseur du Collège Sadiki.

ADMINISTRATION CENTRALE DE L'ARMEE TUNISIENNE

Emplois du groupe A : — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux et rédacteurs, — Commis principaux et Commis, — Dames dactylographes.

Emplois du Groupe B : —Chaouch de Bureau, — Chaouch Garde-Magasin.

DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS

Emplois du Groupe A : — Ingénieurs en Chef, — Ingénieurs principaux et Ingénieurs principaux adjoints, — Chef de la Station de Salammbô, — Sous-Chefs de Service, — Ingénieurs et Ingénieurs adjoints des T. P., — Inspecteurs et Inspecteurs adjoints du Contrôle (exploitation et travail), — Ingénieurs et Ingénieurs adjoints topographes, — Conducteurs des T. P. et Contrôleurs des Mines, — Chefs et Sous-Chefs de Bureau, — Topographes et Aspirants Topographes, — Assistants de la Station de Salammbô, — Préparateurs de la Station de Salammbô, — Adjoints techniques, Commis, Commis dames, — Dames employées, — Officiers de Port et de baliseurs (pont et machine), — Chef d'exploitation de la Pêche, — Econome-comptable de l'Office des Pêches, — Maîtres de port, — Mécaniciens de baliseurs, — Pilotes et capitaines gardes-pêche, — Maîtres de phare, — Gardiens-Chefs de phare, — Garde-pêche et guide-côte, — Surveillants-Chefs.

Emplois du Groupe B : —Gardiens de phare auxiliaires, — Gardes-pêche et garde-côte auxiliaires, — Agents des spécialités, — Maîtres sondeurs, — Surveillants-mécaniciens, — Patrons des bacs, — Cantonniers et cantonniers auxiliaires, — Gardes des eaux, — Chefs jardiniers, — Chefs de poste de sondage, — Maîtres d'équipage, — Patrons de pilotage, — Chauffeurs, — Ouvriers spécialisés, — Gardes-Magasins, — Concierges, — Sergents des bateaux garde-pêche, — Marins, — **Chaouchs.**

DIRECTION DE LA JUSTICE TUNISIENNE

Emplois du Groupe A. — Administration Centrale : — Commissaire général du Gouvernement près les Juridictions de droit commun, — Com-

missaire général du Gouvernement près les Juridictions de statut personnel, — Adjoint au Commissaire général du Gouvernement près les Juridictions de droit commun, — Sous-Chefs de Service, — Rédacteurs principaux, — Rédacteurs, — Commis principaux, — Commis, — Interprètes principaux, — Interprètes, — Dames dactylographes. — **Juridiction de droit commun :** Président de la Chambre des Requêtes, — Commissaire du Gouvernement près la Chambre des Requêtes, — Présidents de l'Ouzara et de la Driba, — Commissaires du Gouvernement, — Présidents des tribunaux régionaux, — Juges suppléants, — Juges et substituts des tribunaux régionaux, — Greffier en chef de l'Ouzara, — Greffier en chef de la Driba, — Secrétaires de Parquet de l'Ouzara et de la Driba, — Greffiers, — Secrétaires de Parquet des tribunaux régionaux, — Commis-greffiers, — Expéditionnaires. — **Juridictions de statut personnel :** Bach-Mufti hanéfite, Cheikh-el-Islam, — Bach-Mufti malékite, — Cadhis de Tunis, — Muftis de Tunis, — Cadhis de Province, — Cadhis assesseurs, — Cadhis suppléants, — Greffier en chef du Divan, — Interprètes pirincipaux et interprètes, — Greffiers et secrétaires, — Commis-greffiers, — Expéditionnaires, — Président du Tribunal Rabbinique, — Juges du Tribunal Rabbinique, — Juges suppléants du Tribunal Rabbinique, — Greffier du Tribunal Rabbinique, — Commis-Greffiers du Tribunal Rabbinique.

Emploi du Groupe B : Chaouchs.

10 **novembre 1926.** — **Décret du bey** fixant les indemnités du Sud, les indemnités de déplacement et les frais de transport du personnel des Administrations publiques (J. O. T. 17 novembre 1926).

Après Nous être assuré de l'assentiment du Gouvernement français; — Sur la présentation de Notre Premier Ministre,

Article premier. — **Indemnité du Sud.** — Les agents tunisiens recrutés par voie de concours, non originaires du Sud, et les agents français ont droit, lorsqu'ils sont en service sur le territoire d'une localité située au sud du parallèle de Sfax, cette ville exclue, mais les îles Kerkennach comprises, à une indemnité spéciale appelée « Indemnité du Sud ».

Les localités dotées de l'indemnité du Sud sont groupées en deux catégories comprenant :

La première, les localités situées à l'intérieur des terres, y compris Ben-Gardane;

La seconde, les localités du littoral.

Le taux de cette indemnité est fixé ainsi qu'il suit :

Localités de la première catégorie : 800 francs.

Localités de la seconde catégorie : 640 francs.

Ce taux est majoré de 50 p. 100 en favour des agents en résidence dans les Territoires Militaires ou dans le Djerid.

Pour les agents mariés ou les agents veufs ou divorcés ayant sous leur toit des enfants à leur charge, l'indemnité est fixée au double de l'indemnité normale telle qu'elle résulte des dispositions ci-dessus.

Lorsque les époux sont deux fonctionnaires, chacun d'eux est considéré isolément et perçoit l'indemnité normale si sa propre résidence y donne droit. Si, seul, l'un des époux réside dans le Sud, il ne peut percevoir l'indemnité double qu'en cas de présence d'enfant auprès de lui.

L'indemnité du Sud bénéficie aux agents nommés au poste où elle est attachée et aux agents intérimaires ou en déplacement du jour de l'installation à la date de cessation de fonctions, à condition que la durée du séjour dans le Sud soit au moins égale à un mois.

Les intérimaires et les agents en déplacement n'ont droit, dans tous les cas, qu'à l'indemnité normale.

L'indemnité peut être servie aux agents temporaires français envoyés dans un poste du Sud pour assurer un remplacement, à l'exclusion de ceux recrutés sur place.

Art. 2. — **Frais de transport et de monture.** — Les moyens de transport employés doivent être aussi économiques que possible.

a) Transpôrts en chemin de fer, en bateau, en tramways et en voiture publique :

Le remboursement des frais de transport est fait aux dépenses réelles.

Les transports avec cartes ou permis de circulation délivrés soit par l'Administration, soit directement par la Compagnie exploitante ne donnent lieu à aucun remboursement. Les transports avec réduction de tarif (aller et retour), familles nombreuses, mutilés, etc., ne donnent droit qu'au remboursement de la somme déboursée;

b) Transports par voiture ou automobile de louage.

Les fonctionnaires figurant aux tableaux annexés au présent décret dans la première catégorie sont seuls autorisés à se servir d'automobile de louage en cas de tournée.

Pour les autres agents, une autorisation préalable du Chef de l'Administration est nécessaire.

Les agents autres que les fonctionnaires de la première catégorie ne doivent recourir aux voitures particulières qu'avec l'autorisation préalable de leur Chef de Service ou, dans le cas d'urgence, moyennant justification dans leur procès-verbal de tournée; ils doivent, dans tous les cas, n'user que de voitures légères et économiques.

Les frais de transport en automobile ou en voiture particulière et, le cas échéant, les frais de monture, exposés par les fonctionnaires dans les conditions fixées ci-dessus sont payés, soit sur mémoire au nom du loueur, soit directement par les intéressés qui les portent en compte sur leurs états de frais en produisant à l'appui de leur demande de remboursement le reçu de la partie prenante.

c) Transports par cheval appartenant aux agents :

Les agents montés perçoivent, pour l'entretien et la nourriture de leur monture et pour l'entretien du harnachement, une indemnité de cheval.

L'indemnité de cheval se compose d'une indemnité fixe de 1.200 francs par an et d'une indemnité variable fixée semestriellement par le Conseil des Ministres et Chefs de Service, d'après le prix de l'orge.

Les agents montés peuvent recevoir également, si les circonstances le nécessitent, une indemnité de location d'écurie.

Le taux de cette indemnité est fixé à 200 francs.

La liste des localités justifiant l'octroi d'une indemnité de location d'écurie est établie par le Chef de chaque Administration.

d) Transports par bicyclette appartenant aux agents :

Les agents qui sont autorisés, pour l'usage de leurs fonctions, à utiliser une bicyclette ont droit, pour l'achat et l'entretien de cette bicyclette, à une indemnité annuelle fixée à 250 francs, 450 francs et 600 francs, suivant que la moyenne des parcours journaliers est inférieure à 15 km., comprise entre 15 et 30 km., ou supérieure à 30 km.

e) Transports par motocyclette ou voiture automobile appartenant aux agents :

Lorsque les agents sont autorisés par le Chef de l'Administration à effectuer leur tournée en motocyclette ou voiture automobile leur appartenant, ils reçoivent une indemnité kilométrique d'après un tableau uniforme fixé périodiquement pour chaque mode de locomotion par le Conseil des Ministres et des Chefs de Service.

Le Chef de l'Administration fixe, dans chaque cas, le nombre maximum de kilomètres effectivement parcourus mensuellement, auquel le tarif ci-dessus est applicable.

L'indemnité kilométrique ci-dessus comprend les frais occasionnés par l'achat, l'entretien, le logement et l'usage des motocyclettes et voitures automobiles, ainsi que les impôts, s'il y a lieu.

Il est spécifié que, sauf cas spéciaux à justifier, l'allocation des indemnités forfaitaires pour chevaux ou véhicules supprime tout droit au remboursement des frais de transports qui seraient effectués dans l'étendue de la subdivision avec d'autres moyens de locomotion.

Art. 3. — **Indemnités de déplacement.** — Les agents appelés à exécuter des tournées de service à une distance minimum de 3 kilomètres hors du périmètre de leur résidence et les agents chargés par intérim de fonctions en dehors de leur résidence reçoivent des indemnités de déplacement calculées par journée ou fraction de journée.

Pour l'attribution de ces indemnités, le personnel de chaque Administration est divisé en catégories conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Le taux de ces indemnités est fixé comme suit : — Agent de la 1re catégorie, 42; — Agent de la 2e catégorie, 37; — Agent de la 3e catégorie, 32; — Agent de la 4e catégorie, 28.50; — Agent de la 5e catégorie, 22; — Agent de la 6e catégorie, 16.

Le taux des indemnités journalières s'applique à la journée de 24 heures. Les fractions de journée de 6 heures et au-dessous ne donnent droit à aucune allocation; au delà de 6 heures et jusqu'à 12 heures, l'indemnité est acquise jusqu'à concurrence de moitié; au delà de 12 heures et jusqu'à 18 heures, à concurrence des trois quarts; elle est acquise en totalité au delà de 18 heures.

L'indemnité journalière n'est pas due pour les journées passées à bord d'un paquebot lorsque les frais de nourriture sont compris dans le prix du passage.

Les fonctionnaires remplissant provisoirement, en vertu d'une décision administrative, des fonctions d'un grade supérieur, reçoivent les indemnités journalières afférentes au grade dont ils sont momentanément investis.

Des dispositions spéciales seront prises dans chaque Service pour déterminer le taux de l'indemnité et les conditions d'allocation lorsque, dans l'exercice normal de leurs fonctions, les agents assurent un service de surveillance, soit en mer, soit en dehors des agglomérations urbaines.

Art. 4. — **Frais de mission.** — Les allocations journalières pour frais de mission hors de la Tunisie ou de missions spéciales en Tunisie sont fixées, dans chaque cas, par décision du Chef de l'Administration.

Art. 5. — **Frais de voyage des agents détachés des Administrations métropolitaines.** — Les agents détachés de l'Administration métropolitaine ont droit, lorsqu'ils se rendent à leur poste en Tunisie, et lorsque, après trois ans au moins de service effectif dans l'Administration tunisienne ils sont licenciés, mis à la retraite ou réintégrés dans les cadres de l'Administration française, au remboursement de leurs frais de voyage, par la plus économique des voies directes de terre et de mer.

Pour les agents métropolitains recrutés directement en Tunisie, le remboursement des frais de rapatriement n'est dû qu'au bout d'une période de service dans l'Administration tunisienne égale à cinq ans.

Les mêmes agents ont droit, en outre, au remboursement des frais de voyage :

1° dans la classe où ils sont admis à voyager eux-mêmes, de leur femme et de leurs ascendants qui vivent sous leur toit et à leur charge;

2° en troisième classe, d'un domestique pour les agents admis à voyager en 1re classe.

Les frais de voyage de chaque membre de la famille de l'agent et les frais de voyage du domestique sont réglés de la même manière que ceux de l'agent lui-même, conformément aux dispositions ci-après :

a) Le remboursement des frais de voyage comprend le tant des sommes réellement payées pour tickets de chemin de fer, voiture publique et paquebot, augmenté d'une majoration destinée à couvrir toutes les dépenses accessoires de bagages, d'hôtel, etc.

Cette majoration est fixée à 25 p. 100 du prix intégral des tickets. Elle est réduite d'un tiers pour les parcours par voie maritime ou fluviale, lorsque le prix du ticket comprend les frais de nourriture des passagers.

b) L'agent est remboursé des frais d'emballage et de transport de son mobilier, dont il doit être justifié par factures, lettres de voiture ou connaissement, jusqu'à concurrence des maxima calculés ainsi qu'il suit :

Le traitement moyen annuel de l'échelle à laquelle appartient l'agent est pris pour base de calcul. Si l'agent est célibataire, le maximum est fixé au quart de ce traitement moyen. Si l'agent est marié, le maximum est fixé à la moitié du traitement moyen; une majoration de un huitième de ce traitement est accordée par enfant ayant droit au remboursement des frais de voyage.

En aucun cas, le maximum de remboursement ne doit dépasser le traitement moyen.

Les traitements dont il est parlé ci-dessus sont les traitements de base, à l'exclusion de toutes indemnités ou allocations.

c) Une indemnité extraordinaire peut être allouée aux agents qui auront été arrêtés, pendant leur voyage, par une circonstance de force majeure et dans la fixation de cette indemnité il est tenu compte du traitement dont ils jouiraient en cours de route.

Les frais de retour en France de la famille d'un agent détaché de l'Administration française, décédé en Tunisie, sont réglés d'après l'allocation que cet agent aurait obtenue pour lui et les siens, déduction faite des frais personnels de déplacement dudit agent.

La durée du droit au voyage de rapatriement ne pourra, en cas de licenciement, de mise à la retraite, de réintégration dans les cadres métropolitains ou de décès, excéder un an à compter de la date de la cessation des fonctions ou de décès du chef de famille.

Art. 6. — **Frais de déplacement en cas de nomination ou de mutation du personnel.** — Les agents recrutés sur place, lors de leur nomination au premier emploi et tous les agents changés de résidence autrement que par mesure disciplinaire ou par convenances exclusivement personnelles, ont droit au remboursement de leurs débours dans les conditions ci-après indiquées :

Doit être considérée, comme résultant de convenances exclusivement personnelles, toute mutation ou permutation faite à la suite d'une « demande spéciale » des intéressés, pour quelque motif que ce soit, et quelle que soit la durée du séjour passé dans la même résidence.

Il est toutefois fait exception à cette règle en faveur des agents en résidence dans une localité de la région du Sud, en raison des difficultés particulières de ravitaillement et de la rigueur du climat. Les demandes de changement formulées par ces agents ne seront pas considérées comme motivées par convenances exclusivement « personnelles » et donneront droit, par suite, au remboursement des frais de déplacement lorsque les intéressés compteront un séjour effectif de deux ans au moins dans les territoires des localités classées en deuxième catégorie.

L'indication fournie par les agents, soit à l'occasion des notes annuelles, soit à la suite d'une consultation du personnel faite par l'Administration, de la région ou de la résidence à laquelle ils désireraient être affectés, ne saurait être assimilés à une demande spéciale, et les mutations qui tiennent compte de ces simples préférences des agents ne sauraient êres considérées comme résultant de convenances exclusivent personnelles.

Sauf le cas de nécessités impérieuses de service, de changement de grade de l'intéressé, de santé de l'agent, de son conjoint ou de ses enfants, aucune mutation ne pourra être envisagée tant qu'un agent ne comptera deux ans au moins de séjour dans une même résidence. Toute demande de changement formulée par un agent qui ne compte pas ce minimum de séjour sera classée sans suite.

Le remboursement, lorsqu'il est accordé, comprend :

1° Les frais de voyage par la voie la plus économique : pour les agents, leur femme, leurs descendants vivant sous leur toit et à leur charge, dans la classe où ils sont admis à voyager et en 3e classe pour un domestique si l'agent est admis à voyager en 1re classe;

2° Les frais d'hôtel exposés depuis la veille du départ, jusques et y compris le lendemain de l'arrivée au poste assigné, dans la limite du tarif fixé pour les frais de déplacement, dans la catégorie de l'agent, pour lui et les membres de sa famille, dans la 6e catégorie pour le domestique.

Les tarifs sont réduits de moitié pour les enfants âgés de moins de six ans;

3° Les autres frais accessoires (menus bagages, pourboires, etc.), sans justification de la dépense et moyennant une allocation forfaitaire de 15 % calculée sur le prix intégral des tickets (chemin de fer, lignes de navigation, voitures publiques) ou des tarifs usuels de transport (monture, etc.) ;

4° Les frais d'emballage et de transport de mobilier, à charge de justification de la dépense et sans que le remboursement puisse excéder trois fois, si l'agent se déplace seul, dix fois s'il se déplace avec sa famille, le prix intégral des tickets ou des tarifs usuels, pour les transports par voie de terre, ou respectivement deux fois et six fois les mêmes tarifs pour les transports par voie de mer. Lorsque les calculs ainsi opérés donnent, en raison du faible parcours, un chiffre inférieur aux dépenses réelles, l'agent est remboursé de ses dépenses sous réserve des justifications requises et à concurrence d'un maximum de 500 francs.

5° Le montant des loyers perdus, à charge de justification et sans que la somme à rembourser puisse excéder un dixième du traitement annuel brut pour les agents mariés ou qui ont des membres de leur famille vivant avec eux et à leur charge, et le vingtième pour les autres.

Si un fonctionnaire mis à la retraite quitte sa résidence pour se fixer dans une autre localité de la Régence dans un délai d'un an, à partir de la cessation de ses fonctions, il a droit au remboursement de ses frais de changement de résidence d'après les bases du tarif prévu au présent décret.

En cas de décès d'un fonctionnaire marié, les frais de changement de résidence de sa famille sont réglés d'après l'allocation que cet agent aurait obtenue pour lui et les siens, déduction faite des frais personnels de déplacement dudit agent, sous réserve que le changement de résidence s'effectue dans le délai d'un an à dater du décès du chef de famille.

Art. 7. — **Frais de voyage en cas de congé.** — Les agents français désirant jouir de leur congé en France peuvent obtenir tous les deux ans la gratuité de la traversée Tunis-France et vice-versa, ainsi que le remboursement des frais de transport par la voie la plus économique entre leur résidence et le port d'embarquement.

Les agents qui, se trouvant dans les conditions voulues pour obtenir un passage gratuit entre la France et la Tunisie, désireraient jouir de leur congé en Algérie ou se rendre en France sans utiliser un titre de passage gratuit, seront remboursés de leurs frais de transport ou de passage sur production de toutes justifications utiles. Ce remboursement est dans tous les cas limité au montant des frais que supporterait l'Administration au sujet d'agents de la même résidence se rendant à Marseille et voyageant au tarif Etat.

Les dispositions ci-dessus peuvent être étendues aux agents indigènes justifiant de motifs impérieux pour se rendre en France ou en Algérie.

Le bénéfice de la gratuité s'étend à la femme et aux enfants non mariés vivant sous le toit et à la charge de l'agent et qui accompagnent ce dernier.

Sont réputés accompagner l'agent, les membres de sa famille qui le précèdent ou le rejoigent au lieu où il doit jouir de son congé.

Lorsque la femme et les enfants ont obtenu un voyage gratuit sans avoir été précédés ou suivis du chef de famille, celui-ci épuise ses droits personnels et il ne pourra prétendre à la gratuité du voyage qu'après une nouvelle période de deux ans. Toutefois, si l'agent n'a pu bénéficier de son congé, pour des raisons de service, il conservera le bénéfice de la gratuité pour l'année suivante.

Les frais de transport susceptibles d'être remboursés comprennent le montant des tickets de chemin de fer, dans la classe où l'agent est admis à voyager et le montant du prix officiel ou usuel des places dans les voitures publiques.

Pour le parcours entre les localités où il n'existe aucun mode organisé de transport, il est alloué une indemnité kilométrique de un franc si l'agent se déplace seul, de 2 francs s'il se déplace avec sa famille, soit simultanément, soit séparément.

Si la femme de l'agent appartient elle-même à une Administration elle demeure régie par les règlements propres à son Administration, sans toutefois que ses droits puissent être inférieurs à ceux que lui conférerait personnellement la situation de son mari.

La femme fonctionnaire mariée à un non-fonctionnaire n'ouvre droit au passage gratuit aux enfants issus de son union que si elle devient chef de famille.

Art. 8. — Classement des agents en bateau, en chemin de fer, en tramway ou en voiture publique. — Le classement des agents en bateau est établi par le tableau annexé au présent décret.

Voyagent en première classe, les agents rangés dans les première et deuxième catégories.

Voyagent en deuxième classe les agents rangés dans les troisième et quatrième catégories.

Voyagent en troisième classe les agents rangés dans les cinquième et sixième catégories.

Le même classement s'applique aux agents voyageant en chemin de fer, tramways ou en voiture publique, lorsque le moyen de locomotion employé le comporte, sous la réserve que les agents qui possèdent dans l'Administration tunisienne un grade donnant en France aux agents similaires de l'Administration métropolitaine l'accès à une classe supérieure à celle figurant au présent décret, seront admis en Tunisie à voyager dans ladite classe, mais à l'occasion seulement de leurs déplacements de services (tournées, missions, mutations).

La liste des agents est arrêtée par chaque Chef d'administration.

Le classement des agents s'étend de droit aux membres de la famille même lorsque ceux-ci voyagent isolément.

Art. 9. — Le présent décret porte effet à compter du 1er mai 1926.

A titre de mesure transitoire, les agents qui étaient susceptibles jusqu'à cette date de voyager sur les paquebots dans une classe supérieure à celle fixée par le présent décret conserveront, pour l'année 1926, les avantages de la réglementation antérieure.

Art. 10. — Nos Directeurs généraux de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics et Office postal, de l'Agriculture. du Commerce et de la Colonisation, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Notre Direc-

teur de la Justice Tunisienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Vu pour la promulgation et mise à exécution :

Tunis, le 10 novembre 1926.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Résident général de la République française à Tunis,
Lucien SAINT.

***

RESIDENCE GENERALE

(Services administratifs. — Contrôles civils. — Gendarmerie indigène. — Maghzen. — Contrôle des dépenses publiques de l'Etat. — Office des mutilés et anciens combattants).

1re catégorie. — Chefs de service; contrôleurs civils.

2me catégorie. — Sous-chefs de service; contrôleurs civils suppléants et stagiaires.

3me catégorie. — Rédacteurs principaux et rédacteurs; secrétaires de contrôle principaux et secrétaires de contrôle; agent chargé du service intérieur de la gendarmerie indigène.

4me catégorie. — Commis principaux et commis; commis interprètes principaux et commis interprètes; adjudants instructeurs; dames dactylographes.

5me catégorie. — Kodjas principaux et Kodjas.

6me catégorie. — Garçons de bureau; chef de janissaires; sous-chef des janissaires; janissaires; Bach-chaouchs; Bach-Hamba; brigadiers-chefs; brigadiers et spahis de la gendarmerie indigène; Bach-chaouchs; chaouchs; cavaliers-guides et cavaliers du Maghzen.

DIRECTION GENERALE DES FINANCES

1re catégorie. — Chefs de service.

2me catégorie. — Sous-chefs de service; inspecteurs principaux, inspecteurs et inspecteurs-adjoints; receveurs principaux; receveurs de l'Enregistrement de classe exceptionnelle de 1re et 2me classe; ingénieur mécanicien principal et ingénieur des travaux publics principal; ingénieurs mécaniciens et ingénieurs des travaux de 1re et de 2me classe; premier fondé de pouvoirs de la Trésorerie générale.

3me catégorie . — Rédacteurs principaux et rédacteurs; receveurs de l'Enregistrement de 3me classe et au-dessous et surnuméraires; ingénieurs mécaniciens et des travaux de 3me classe et au-dessous; sous-ingénieurs principaux et ordinaires mécaniciens et des travaux; contrôleurs de comptabilité et de direction; gardes-magasins des tabacs; chefs de fabrication; contrôleurs principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints des impôts directs; contrôleurs des Contributions indirectes; receveurs des Contributions indirectes; essayeurs de la garantie; contrôleurs en chef des Douanes; receveurs des Douanes; vérificateurs principaux, vérificateurs et vérificateurs adjoints des Douanes; contrôleurs principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints de culture; interprètes principaux.

4me catégorie. — Vérificateurs principaux et vérificateurs des Contributions indirectes; chefs de section principaux et ordinaires des manufactures; contrôleurs principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints des Douanes; commis principaux et ordinaires d'ordre et de comptabilité; commis principaux et ordinaires des impôts directs ; chefs d'atelier principaux et chefs d'atelier des Tabacs ou des Manufactures; commis

principaux et commis à la Trésorerie générale; lieutenants des Douanes; commis principaux et commis des Douanes; ouvriers principaux et ordinaires de la Manufacture (cadre français titularisé); vérificateurs de culture; dames dactylographes; commis principaux et commis du cadre indigène; mécanicien des Douanes.

5me catégorie. — Préposés principaux et préposés des Contributions indirectes; brigadiers et patrons, sous-brigadiers et sous-patrons, préposés chefs et matelots-chefs des Douanes.

6me catégorie. — Agents du groupe B.

DIRECTION DE L'OFFICE DES POSTES ET DES TELEGRAPHES

1re catégorie. — Sous-directeurs (y compris le chef de service actuellement en fonctions);

2me catégorie. — Ingénieur; inspecteurs; receveur principal; chef du Poste central électrique; receveurs de 3me classe; contrôleurs principaux.

3me catégorie. — Rédacteurs principaux et rédacteurs; contrôleurs; agent mécanicien principal; receveurs de 4me classe.

4me catégorie. — Reveceurs de 5me classe; commis principaux; commis; surnuméraires; agents mécaniciens; commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité; receveurs de 6me classe; surveillantes, dames employées; commis auxiliaires; commis auxiliaires stagiaires; commis indigènes; aides (pour ce qui concerne le classement); agents principaux de surveillance; conducteurs de travaux; chef d'atelier secondaire de force motrice.

5me catégorie. — Agents manipulants; — Facteurs-receveurs; facteurs-chefs, courriers-convoyeurs, chefs d'équipe, chefs monteurs; facteurs et tous autres agents titulaires ou stagiaires des services de manipulation de distribution et de transport des dépêches, non dénommés au présent tableau; agents titulaires ou stagiaires du service des lignes et du service des installations téléphoniques; ouvriers d'Etat.

6me catégorie. — Ouvriers de main-d'œuvre exceptionnelle, facteurs locaux, cavaliers, piétons, facteurs auxiliaires.

Les ouvriers de main-d'œuvre exceptionnelle voyageant isolément pour remplir les fonctions dévolues aux agents titulaires ou stagiaires du service des lignes ou du service téléphonique reçoivent l'indemnité journalière attribuée à ces derniers.

DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR

1re catégorie. — Chefs de service (Administration centrale); présidents des tribunaux civils, du tribunal mixte et procureurs de la République; directeur et directeur-adjoint de l'Institut Pasteur; médecins-inspecteurs.

2me catégorie. — Sous-chefs de service (Administration centrale); commissaires de police H. C., 1er, 2me et 3me échelons; chefs de laboratoire de l'Institut Pasteur; autres magistrats de la justice française et du tribunal mixte; greffier en chef du tribunal mixte; directeur de l'Hôpital civil français; Médecins de la Santé maritime; médecins de colonisation.

3me catégorie. — Rédacteurs principaux et rédacteurs (Administration centrale; interprètes principaux (Administration centrale); contrôleur des Services pénitentiaires ; commissaires de police en dehors de la H. C.; agent administratif de la Santé Maritime; secrétaires en chef des Parquets; économe et receveur de l'Hôpital civil français; pharmacien de l'Hôpital français.

4me catégorie. — Commis principaux et commis (Administration centrale); interprètes (Administration centrale); dames-dactylographes ; greffier-comptable, surveillants-chefs; secrétaires de police, inspecteurs; secrétaires-interprètes (cadre B); auxiliaires médicaux; agents sanitaires principaux et agents sanitaire ; mécaniciens de la Santé Maritime ; lingères de stations sanitaires; assistants de laboratoire de l'Institut Pasteur ; préparateurs et aides-préparateurs de l'Institut Pasteur ; commis-secrétaires principaux et commis-secrétaires de la justice française; dames-dactylographes de la justice française; commis-greffiers, interprètes, commis principaux et commis, dames-dactylographes du Tribunal Mixte ; commis principaux et commis, préparateurs, aides-préparateurs, surveillantes, infirmières-majors et infirmières de l'Hôpital civil français;

5me catégorie. — Agents de la Sûreté (cadres A et B), brigadier (cadre A et B), et interprètes (cadre B); surveillants, commis-greffiers, premiers surveillants et surveillants ordinaires (cadre A), surveillants, commis-greffiers et surveillants (cadre B) des Services pénitentiaires ; expéditionnaires (Administration Centrale); surveillants, infirmiers-majors et infirmiers de l'Hôpital Civil Français.

6me catégorie. — Agents du groupe B.

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION.

1re catégorie. — Chefs de service.

2me catégorie. — Chefs ou directeurs d'établissements publics (service botanique, Ecole coloniale d'agriculture, Institut Arloing, Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet, Institut des Arts et des Métiers); sous-chefs de service; chefs de laboratoire; inspecteurs principaux, inspecteurs et inspecteurs adjoints (Agriculture, élevage, domaines, forêts); professeurs à l'Ecole coloniale d'agriculture; ingérieur des améliorations agricoles; vérificateur en chef des Poids et Mesures ; agents détachés (receveur de l'Enregistrement de classe exceptionnelle, de 1re et 2me classe); inspecteur divisionnaire du travail; inspecteur topographe.

3me catégorie. — Assistants de laboratoire; chimistes principaux et chimistes; conseillers agricoles; professeurs d'écoles pratiques; enquêteur de commerce; vétérinaires de l'élevage; géomètres principaux et géomètres; rédacteurs principaux et rédacteurs, agents détachés (receveurs de 3me classe et au-dessous); inspecteurs et inspectrices du travail; interprètes principaux; ingénieur-adjoint des améliorations agricoles; gardes généraux des forêts; contrôleurs principaux et contrôleurs des Domaines; contrôleurs de la Ghaba; chefs des travaux (Ecole coloniale d'agriculture; préparateurs (Laboratoire de chimie, Service botanique, Institut des Arts et Métiers); vérificateurs et vérificateurs adjoints des Poids et Mesures; économes-comptables, agent comptable (Ecole coloniale); Chefs de culture ou d'élevage; chefs de fabrication; commis rédacteurs principaux et commis rédacteurs; contrôleur de comptabilité principal et contrôleur de comptabilité.

4me catégorie. — Agent technique des améliorations agricoles; agents de culture; auxiliaires techniques de l'élevage; chefs de pratique; commis principaux et commis; dames dactylographes; dessinateurs; économe (Ecole coloniale d'agriculture); géomètres auxiliaires; interprètes; moniteurs (Institut des Arts et Métiers); préparateurs (Institut Arloing); répétiteurs (Ecole coloniale d'agriculture); Surveillant général (Ecole coloniale d'agriculture); surveillant d'élevage.

5me catégorie. — Brigadiers et gardes des forêts; moniteurs principaux

et moniteurs des Domaines; surveillants (Ecole coloniale d'agriculture); surveillants de la Ghaba; aides de laboratoire.

6me catégorie. — Agents du 2me groupe.

DIRECTION GENERALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

1re catégorie. — Directeur des Antiquités et Arts; conservateur de la Bibliothèque publique; directeurs de l'Ecole supérieure de Langue et de Littérature arabes; chefs de service; inspecteur délégué; chefs d'établissements à personnalité civile.

2me catégorie. — Sous-chefs de service; inspecteur des Antiquités et Arts; censeurs agrégés; censeurs licenciés de 1re, 2me, 3me et 4me classes; économes des lycées de garçons de 1re, 2me, 3me et 4me classes ; délégués censeurs de 1re et 2me classes; économes des lycées de filles, sous-économes des lycées de garçons et assimilés de 1re classe; administrateurs des biens du collège Sadiki de 1re, 2me, 3me et 4me classes ; surveillants généraux de l'enseignement primaire et inspecteur des écoles coraniques; conservateur du Musée Alaoui; professeurs agrégés (hommes et dames); professeurs titulaires (hommes et dames), de 1re, 2me et 3me classes; professeurs chargés de cours des lycées de 2me et 1re classes; professeurs licenciés et assimilés (hommes et dames), de 2me et 1re classes; professeurs de dessin des lycées de garçons (degré supérieur), de 1re et de 2me classes; Maîtresses chargées de cours des lycées de 1re et de 2me classes; professeurs des écoles normales et assimilés de 1re et de 2me classes; professeurs des écoles primaires supérieures et assimilés de 1re classe; professeurs adjoints des écoles primaire upérieures et assimilés de 1re classe.

Sous-chefs de bureau à 16.000 francs.

3me catégorie. — Rédacteurs principaux et rédacteurs; censeurs licenciés de 5me et 6me classes; économes de lycées de garçons de 5me et 6me classes ;délégués censeurs de 3me classe et au-dessous; économes des lycées de filles, sous-économes des lycées de garçons et assimilés de 2me classe et au-dessous; administrateur des biens du collège Sadiki de 5me et 6me classes; surveillants généraux licenciés de 3me classe et au-dessous; professeurs titulaires (hommes et dames) de 4me classe et au-dessous; professeurs chargés de cours des lycées de 3me classe et au-dessous; professeurs licenciés et assimilés (hommes et dames) de 3me classe et au-dessous; professeurs de dessin (degré supérieur), de 3me classe et au-dessous; maîtresses chargées de cours de lycées de 3me classe et au-dessous; professeurs des écoles normales et assimilés de 3me classe et au-dessous;

Professeurs des écoles primaires supérieures et assimilés de 3me classe et au-dessous; Professeurs adjoints des écoles primaires supérieures et assimilés de 3me classe et au-dessous; secrétaires de l'Administration des biens du collège Sadiki; surveillantes générales de 2me ordre, surveillants généraux bacheliers et assimilés; Répétiteurs de lycées (1er ordre); Professeurs bacheliers; professeurs de dessin des lycées de jeunes filles (degré supérieur).

4me catégorie. — Commis principaux et commis; dames-dactylographes; bibliothécaires; aides-bibliothécaires; sous-économes des lycées de jeunes filles; commis d'économat; commis de l'Administration des biens du collège Sadiki; répétiteurs de lycées 2me ordre et répétiteurs de collèges; répétitrices de lycées et répétitrices de collèges; surveillantes d'internat; professeurs de dessin des collèges; professeurs de gymnastique; instituteurs et institutrices détachés dans les lycées; maîtresses chargées de cours de collège; institutrices primaires des lycées; maîtresses char-

gées de cours de dessin des lycées et colièges; maîtresses de gymnastique; maîtresses de couture des lycées; maîtresses de chant des lycées et collèges — degré élémentaire; instituteurs et institutrices délégués ; professeurs de cours complémentaires; instituteurs et institutrices des écoles primaires élémentaires.

5me catégorie. — Surveillant-comptable du Musée Alaoui; surveillant du collège Sadiki; Mouderrès; Moueddebs.

6me catégorie. — Agents du 2me groupe.

ADMINISTRATION CENTRALE DE L'ARMEE TUNISIENNE

2me catégorie. — Sous-chefs de service.

3me catégorie. — Rédacteurs principaux et rédacteurs.

4me catégorie. — Commis principaux et commis; dames dactylographes.

6me catégorie. — Chaouchs.

DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS

1re catégorie. — Ingénieur en chef; ingénieurs principaux, ingénieurs principaux adjoints ; chef de la station de Salammbô.

2me catégorie. — Sous-chefs de service; ingérieurs des Travaux publics, conducteurs des Travaux publics; contrôleurs des Mines; ; inspecteurs du contrôle (exploitation et travail) ; ingénieurs topographes ; chefs de bureau; capitaines de port et de baliseur (ponts et machines); assistant à la station de Salammbô (2 classes supérieures).

3me catégorie. — Ingénieurs-adjoints des Travaux publics (conducteurs adjoints des Travaux publics; contrôleurs adjoints des Mines ; inspecteurs adjoints du Contrôle (exploitation et travail); ingénieurs-topographes adjoints; sous-chefs de bureau; lieutenant de port et de baliseur (ponts et machines); rédacteurs principaux et rédacteurs; topographes; assistant de la station de Salammbô (4 dernières classes); préparateur de la station de Salammbô.

4me catégorie. — Adjoints techniques; dames employées; maîtres de port; mécaniciens de baliseurs; pilotes; capitaines gardes-pêches; surveillants-chefs.

5me catégorie. — Maîtres de phare; gardiens-chefs de phare; gardes-pêches et gardes-côtes; agents des spécialités; maîtres sondeurs; surveillants ; patrons des bacs.

6me catégorie. — Autres agents du 2me groupe.

JUSTICE TUNISIENNE

1re catégorie. — Commissaires généraux du gouvernement; président de la Chambre des Requêtes; commissaire du gouvernement près la Chambre des Requêtes; Bach-muftis de Tunis; adjoint au commissaire général du gouvernement.

2me catégorie. — Cadhis de Tunis; présidents de Chambre de l'Ouzara; président de la Driba; commissaires du gouvernement; Muftis de Tunis; Cadhis de province; sous-chefs de service; président du tribunal rabbinique; présidents des tribunaux régionaux; juges et substituts de l'Ouzara ; vices-présidents de la Driba; Cahis assesseurs; juges et substituts de tribunaux régionaux; juge du tribunal rabbinique; greffiers en chef de l'Ouzara et du Divan.

3me catégorie. — Cadhis suppléants; juges suppléants; rédacteurs principaux et rédacteurs; interprètes principaux; greffier en chef de la Driba; secrétaires de Parquet de l'Ouzara et de la Driba.

4me catégorie. — Commis principaux, commis d'ordre et de comptabilité, interprètes; greffiers et commis greffiers; secrétaires de Parquet des tribunaux régionaux; dames dactylographes ; expéditionnaires du Divan de l'Ouzara et de la Driba.

5me catégorie. — Expéditionnaires des tribunaux de l'Intérieur.

6me catégorie. — Agents de 2me groupe.

18 novembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén., complétant celui du 2 avril 1906 relatif à la réglementation des mesures destinées à combattre la propagation de la rage (B. O., 1926, p. 3006).

19 novembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén., portant fixation de l'indemnité journalière allouée aux moniteurs suppléants auxiliaires (B. O., 1926, p. 2953).

21 novembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén. relatif aux indemnités de changement de résidence des fonctionnaires de l'Administration départementale (B. O., 1926, p. 3109).

22 novembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén., fixant les taux et conditions d'attribution des indemnités pour frais de mission et de déplacement au personnel algérien des P. T. T. (B. O., 1926, p. 3017).

23 novembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén. portant application des articles 2 et 9 du décret du 2 février 1926, sur les pensions civiles (B. O., 1926, p. 3063).

Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement :

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu la loi du 19 décembre 1900 portant création du budget spécial de l'Algérie; — Vu l'article 13 de la loi du 30 décembre 1903 portant création d'une caisse locale des retraites pour les fonctionnaires et agents coloniaux de l'Algérie ; — Vu le décret du 16 juillet 1907, déterminant les conditions de fonctionnement de ladite caisse des retraites de l'Algérie; — Vu l'arrêté gouvernemental du 16 septembre 1908, fixant les détails d'exécution du décret du 16 juillet 1907 ; — Vu le décret du 2 février 1926, portant réforme du régime des pensions civiles des fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie et notamment l'article 2, avant-dernier alinéa, ainsi conçu : « Un arrêté du Gouverneur général, pris en conseil « de gouvernement, règlera les modalités d'application du présent arti« cle », ainsi que l'article 9 ; — Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires et le règlement d'administration publique du 2 septembre 1924 pour l'exécution de cette loi; — Vu le décret du 13 novembre 1925, réglant l'imputation sur la pension civile, de la rente viagère acquise au titre de services validés rétroactivement pour la retraite par les fonctionnaires et agents bénéficiaires des articles 10 et 69 de la loi du 14 avril 1924; — Vu les instructions du Ministre des finances des 24 janvier et 2 juillet 1926 pour l'application du décret du 13 novembre 1925; — Le conseil de gouvernement de l'Algérie entendu.

Article premier. — L'imputation sur la pension civile de la rente viagère acquise au titre de services validés rétroactivement par les fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie et bénéficiaires des articles 9 et 2 du décret du 2 février 1926, est réglée conformément aux dispositions suivantes :

TITRE I. — Agents visés par l'article 9 du décret du 2 février 1926.

Art. 2. — Dans les cas prévus par l'article 9 du décret du 2 février 1926, la rente viagère correspondant aux versements réglementaires effectués antérieurement, tant au profit de l'agent qu'à celui de son conjoint, sera déduite de la pension acquise au titre du décret du 2 février 1926 dans les conditions ci-après :

Cette rente viagère sera calculée, pour les agents qui auraient effectué des versements à capital réservé, comme si ces versements avaient été faits à capital aliéné.

Il appartiendra à chacune des administrations intéressées d'effectuer, à cet égard, les calculs fictifs nécessaires, d'accord avec la caisse à laquelle l'agent était antérieurement affilié.

La rente viagère dont la jouissance interviendrait antérieurement à l'admission à la retraite de l'agent intéressé sera ajournée, le cas échéant, dans les conditions prévues par le règlement de retraite qui le régissait précédemment.

Dans le cas où la jouissance de la rente viagère ne devrait intervenir qu'à une date postérieure à celle de l'entrée en jouissance de la pension civile, et étant donnée que l'imputation de la rente sur la pension ne saurait s'appliquer que dans la mesure où la dite rente est servie, la pension civile ne sera réduite du montant de la rente qu'à dater du jour d'entrée en jouissance de cette rente.

Le décret où l'arrêté de concession et le livret devront, dans ce cas, contenir mention des sommes successives auxquelles la pension civile se trouvera ramenée, ainsi que les dates auxquelles ces réductions prendront effet. Il sera tenu compte de ces modifications dans l'établissement des coupons trimestriels au moyen de l'inscription suivante : « La présente pension sera ramenée au taux de à compter du date d'entrée en jouissance de la rente n° de à servir au titulaire par la Caisse ».

En cas de prédécès de la femme, la part de pension correspondant à la rente viagère acquise par elle sera rétablie au profit de l'agent.

Dans le cas de divorce ou de séparation, au contraire, la femme divorcée ou séparée continuant à bénéficier de sa rente viagère, il n'y aura pas lieu de modifier la pension acquise par le mari.

Art. 3. — Au cas où une rente serait acquise, soit à l'agent, soit à son conjoint, antérieurement à l'entrée en jouissance de la pension civile, l'administration dont relève l'agent conservera les titres de rente et en percevra les arrérages lors de la chaque échéance.

Les arrérages payés seront reversés immédiatement à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le compte de la caisse des retraites de l'Algérie, en sorte que l'opération ne comportera aucun mouvement effectif de numéraire.

Si les arrérages de la rente sont déjà venus à échéance l'intéressé aura la faculté de se libérer, soit par le versement en capital des arrérages échus, soit par l'abandon sur sa pension d'une somme équilavente à la rente qui lui serait acquise s'il avait versé le montant desdits arrérages à la caisse à laquelle il était affilié, à capital aliéné et au jour de son admission à la retraite.

Art. 4. — Dans le cas où la veuve ou la femme divorcée, étant titulaire d'une rente viagère, viendrait à bénéficier, en cette qualité, d'une pension de la caisse des retraites de l'Algérie, la pension serait réduite du montant de ladite rente.

TITRE II. — Agents visés par l'article 2 du décret du 2 février 1926.

Art. 5. — Les agents qui n'étaient pas assujettis au décret du 16 juillet 1907 et auxquels le décret du 2 février 1926 est applicable verse-

sont les retenues rétroactives dans les conditions fixées par l'article 2 de ce dernier décret et précisées par la circulaire gouvernementale du 21 août 1926, n° 42, sous réserve des nouveaux délais d'option et de versement des retenues rétroactives indiquées ci-après :

Les agents susvisés pourront, dans un délai d'un an à dater de la publication du décret affiliant à la caisse des retraites de l'Algérie, faire connaître, par lettre adressée à leur chef de service, s'ils entendent renoncer au bénéfice du décret du 2 février 1926. Cette lettre sera transmise, le cas échéant, à l'ordonnateur des dépenses chargé de la liquidation et de l'ordonnancement de leurs traitements, qui en accusera réception.

Les retenues rétroactives pourront, si la période à laquelle elles s'appliquent est inférieure à deux ans, faire l'objet de douze versements mensuels, le premier échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la date de publication du décret visé au précédent alinéa. Si la dite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels échelonnés sur autant de semestres que le temps de service à valider comprend cinq années entières, sans que le délai accordé pour la libération totale de l'intéressé puisse dépasser cinq années. A toute époque, les intéressés pourront se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement, du vivant du pensionnaire, puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

Art. 6. — La pension ou la rente viagère correspondant aux versements réglementaires effectués antérieurement, tant au profit de l'agent qu'à celui de son conjoint, sera déduite de la pension acquise au titre du décret du 2 février 1926, dans les conditions prévues aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté.

26 **novembre 1926.** — **Arrêté du Gouv. gén.**, fixant les conditions de recrutement des vérificateurs des poids et mesures (B. O., 1926, p. 3051).

26 **novembre 1926.** — **Décret du Bey** disposant que la taxe de visite des pharmacies, drogueries, épiceries, etc., dont la liquidation continuera à être régie par les textes actuellement en vigueur, sera perçue et le recouvrement en sera poursuivi, suivant les règles prévues pour le droit de patente (J. O. T., 22 décembre 1926).

27 **novembre 1926.** — **Arrêté du Gouv. gén.**, portant relèvement des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents des services civils de la colonie pour frais de déplacements et de séjour (B. O., 1926, p. 3102).

30 **novembre 1926.** — **Décret relatif** à la carte d'identité des étrangers (J. O., 2 décembre).

1. .....

Art. 20. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions sont également applicables à l'Alsace-Lorraine et à l'Algérie.

2 **décembre 1926.** — **Décret** portant application à l'Algérie des dispositions de l'article 36 de la loi du 29 avril 1926, qui modifie les articles premier à 5 et 8 à 10 de la loi du 6 décembre 1897 relative à diverses mesures de décentralisation et de simplification concernant les services du ministère des Finances (J. O., 3 décembre 1926).

Vu le décret du 25 mai 1898 relatif au fonctionnement en Algérie, du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, et notamment,

l'article 8 de ce décret, rendant applicables à l'Algérie, sous le bénéfice des règles de compétence établies par l'article 7, les articles premier à 5 et 8 à 10 de la loi du 6 décembre 1897 relative à diverses mesures de décentralisation et de simplification, concernant les services du ministère des finances; — Vu l'article 36 de la loi du 29 avril 1926 modifiant notamment les articles premier, 5 et 8 de la loi du 6 décembre 1897, susvisée; — Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie en date du 1er octobre 1926; — Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, et du ministre de l'intérieur, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

Article premier. — Sont applicables à l'Algérie, sous le bénéfice des règles de compétence établies par l'article 7 du décret du 25 mai 1898, les dispositions de l'article 36 de la loi du 29 avril 1926, qui modifient ainsi qu'il suit les articles premier, 5 et 8 de la loi du 6 décembre 1897, promulguée, dans la colonie, par l'article 8 dudit décret du 25 mai 1898 :

Article premier. — Lorsque l'indemnité due pour l'expropriation des biens appartenant à l'Etat ne dépasse pas 40.000 francs, les préfets peuvent, sur la proposition du directeur des domaines, accepter les offres d'indemnité.

En cas de désaccord entre les services intéressés, le ministre des finances statue sur le prix de cession.

Art. 5. — Lorsque le prix d'une concession faite en vertu de l'article 4 de la loi du 16 septembre 1807 et par application de l'ordonnance du 23 septembre 1825 et des décrets des 16 août 1853 et 8 septembre 1878 ne dépasse pas 40.000 francs, l'acte administratif réalisant la concession est définitivement ratifié par le ministre des finances.

Art. 8. — L'administration des domaines est autorisée à liquider sans l'intervention des préfets, mais sous l'approbation du ministre des finances, lorsqu'elles dépassent le chiffre de 40.000 francs : — Les dépenses domaniales proprement dites; — les dépenses concernant les successions en déshérence et les restitutions à ordonner au profit des ayants droits à ces successions; — les dépenses à la charge des contumax ; — les dépenses relatives aux épaves et biens vacants, ainsi que les restitutions du produit net de la vente desdits biens à ordonner au profit des ayants droit.

2 décembre 1926. — Décret du bey modifiant l'article premier du décret du 3 mai 1926 relatif aux traitements des présidents de l'Ouzara et de la Driba (J. O. T., 25 décembre 1926).

4 décembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén., relatif à la composition de la commission centrale des avancements des médecins de colonisation (B. O., 1926, p. 2992).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu le décret du 6 décembre 1913 sur le service médical de colonisation en Algérie; ensemble le décret du 11 septembre 1920, donnant au Gouverneur général le pouvoir de réglementation en ce qui concerne ce service; — Vu les arrêtés des 20 avril 1914 et 10 mai 1918 réglementant les avancements des médecins de colonisation ; — Le conseil de gouvernement entendu; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement.

Article premier. — L'article premier de l'arrêté précité du 10 mai 1918 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le premier paragraphe de l'article 10 de l'arrêté du 20 avril 1914 « est remplacé par les dispositions ci-après :

« Les avancements de classe des médecins de colonisation ont lieu « d'après un tableau général d'avancement arrêté chaque année par le « gouverneur général sur la proposition d'une commission centrale com- « posée de la manière suivante : — Le gouverneur général ou le secré- « taire général du gouvernement, président, — le doyen de la Faculté « de médecine ou un professeur délégué par le doyen; — Le directeur « de l'institut Pasteur ou son délégué, — Le directeur de l'intérieur; — « Le magistrat délégué par les chefs de la cour d'appel d'Alger; — L'ins- « pecteur général des services d'assistance; — L'inspecteur général des « services d'hygiène; — Un médecin de colonisation élu par ses con- « frères suivant les prescriptions de l'arrêté du gouverneur général en « date de ce jour; — Le sous-chef de bureau chargé du personnel des mé- « decins de colonisation, secrétaire. »

Pour le Gouverneur général : — Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, Secrétaire général du Gouvernement : — Jean CAUSERET.

4 décembre 1926. — Arrêté du Gouv. gén., relatif à l'élection du médecin de colonisation membre de la commission centrale des avancements (B. O., 1926, p. 2993).

5 décembre 1926. — Décret relatif à l'impôt sur les revenus en Algérie (J. O., 9 décembre 1926), (J. O. A., 11 février 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances; — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926 relative aux impôts sur les revenus, rendant applicables, dans la colonie, certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1925 :

DECISION

Article premier. — L'article 43 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 décembre 1918, modifié par l'article premier de la décision du 5 décembre 1923, homologuée par décret du 23 mai 1924, est complété comme suit :

« Art. 43. — Pour l'établissement de l'impôt, les revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise et atteints par l'impôt perçu en vertu des lois du 29 mars 1914 (titre II) et du 31 juillet 1917 (titre V), rendues applicables à l'Algérie par les décisions des 24 juin 1915 et 21 juin 1918, homologuées par les décrets des 2 décembre 1915 et 30 novembre 1918, ou exonérés de ce dernier impôt par la législation en vigueur, sont déduits du bénéfice net après imputation à ces revenus de la quote-part des frais et charges y afférents.

« Pour l'application de la déduction prévue au paragraphe premier du présent article, la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation doit s'entendre de la valeur locative retenue pour l'assiette de la contribution foncière. »

Art. 2. — L'article 65 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article 2 de la décision du 14 juin 1923, homologuée par décret du 5 octobre 1923, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 65. — Tous particuliers résidant en Algérie et toutes sociétés ou associations ayant leur siège en Algérie, occupant des employés, commis

ouvriers ou auxiliaires, moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de remettre, dans le courant du mois de janvier de chaque année, au service des contributions directes un état indiquant : — 1° les noms, prénoms et adresses des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente; — 2° Le montant des traitements, salaires et rétributions payés à chacune d'elles pendant ladite année; — 3° La période à laquelle s'appliquent ces paiements lorsqu'elle est inférieure à une année, mais supérieure à trente jours consécutifs. — La disposition qui précède n'est toutefois applicable qu'en ce qui concerne les personnes dont les traitements, salaires ou rétributions, calculés conformément aux prescriptions de la présente décision et ramenés à l'année, dépassent le minimum assujetti à l'impôt. Par contre, elle s'applique, quel que soit le montant de leurs rémunérations ramenées à l'année, aux personnes qui remplissent des fonctions susceptibles d'être exercées simultanément auprès de plusieurs entreprises, telles que les fonctions d'administrateurs, membre ou secrétaire de comité ou conseil de direction, de gestion ou de surveillance, quelle qu'en soit la dénomination, commissaire des comptes, trésorier, etc., et même dans le cas où ces rémunérations sont passibles de la taxe d'enregistrement sur le revenu des valeurs mobilières. — Les chefs d'entreprise sont en outre tenus de faire connaître au contrôleur des contributions directes et du cadastre, dans les conditions prévues aux paragraphes précédents, le montant des commissions, courtages ou autres rémunérations qu'ils versent à l'occasion de l'exercice de leur profession à des courtiers, commissionnaires ou autres intermédiaires de commerce n'ayant pas la qualité de salariés, ainsi que le montant des honoraires, vacations ou autres rémunérations susceptibles d'entrer en compte pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, et dont le montant total brut, au cours de l'année, aura atteint, pour une même personne, la somme de 1.000 francs, quelles que soient, d'ailleurs, les localités où sont domiciliés le déclarant et le contribuable. — En ce qui concerne les personnes résidant hors de l'Algérie et les sociétés ou associations qui ont leur siège hors du territoire de l'Algérie, les obligations résultant des paragraphes précédents incombent aux représentants en Algérie de ces personnes, de ces sociétés ou associations. — Tout contribuable jouissant de traitements ou de salaires qui lui sont servis par des personnes ou des sociétés habitant hors du territoire de l'Algérie et n'y ayant pas de représentant, est tenu de fournir lui-même, en ce qui le concerne, aux lieu et place de ces personnes ou de ces sociétés, les renseignements visés au paragraphe premier du présent article. »

Art. 3. — L'article 73 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article 4 de la décision du 14 juin 1923, homologuée par décret du 5 octobre 1923 et par l'article 4 de la décision du 5 décembre 1923, homologuée par décret du 23 mai 1924, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 73. — Toute personne passible de l'impôt à raison de bénéfices réalisés dans l'exercice de l'une des professions visées à l'article 69 est tenue de produire dans les deux premiers mois de chaque année une déclaration indiquant le montant de son bénéfice brut, celui de ses dépenses professionnelles et le chiffre de son bénéfice net de l'année précédente.

« Les redevables qui sont astreints par les règlements à la tenue d'une comptabilité doivent, en outre, la représenter à toute réquisition du contrôleur à l'appui de leur déclaration. Dans le cas de non-présentation de la comptabilité, le bénéfice imposable est déterminé d'office et l'impôt est majoré de moitié.

« Pour les officiers ministériels, la production de la comptabilité ne peut être exigée que pour les écritures de la comptabilité-étude, à l'exclu-

sion de celles qui concernent les dépôts de fonds appartenant aux clients.

« Les contribuables indigènes habitant les douars rattachés aux communes de plein exercice et les douars de commerce mixtes auront la faculté de faire verbalement leur déclaration au maire.

« Le contribuable qui ne renouvelle pas sa déclaration est considéré comme ayant maintenu sa déclaration précédente. »

Art. 4. — L'article 74 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 74. — Le contrôleur prend pour base de l'impôt le chiffre du bénéfice déclaré, à moins qu'il ne le reconnaisse inexact.

« Lorsqu'il aura réuni des éléments précis permettant d'établir que les dépenses d'un contribuable sont notoirement supérieures au revenu qu'il a déclaré, il devra les soumettre au contribuable et celui-ci sera tenu de justifier la différence.

« Faute de fournir les justifications nécessaires dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis par lequel elles lui sont demandées, le contribuable est taxé d'office dans les conditions prévues par l'article 91. »

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 76 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article 5 de la décision du 17 novembre 1920, homologuée par décret du 16 décembre 1920, est complété par les mots suivants : « ou excède 20.000 francs. »

Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 87 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article premier de la décision du 30 octobre 1919, homologuée par décret du 4 janvier 1920, par l'article 4 de la décision du 17 juin 1922, homologuée par décret du 6 décembre 1922 et par l'article 7 de la décision du 5 décembre 1923, homologuée par décret du 23 mai 1924, est modifié comme suit :

« Art. 87. — L'impôt est calculé en tenant, en outre, pour nulle la fraction du revenu qui, défalcation faite des déductions prévues à l'article 84, n'excède pas 7.000 francs et en comptant :

« Pour un vingt-cinquième la fraction comprise entre 7.000 et 20.000 francs. »

Art. 7. — L'article 5 de la décision des délégations financières du 17 juin 1922, homologuée par décret du 6 décembre 1922, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 5. — Le montant de l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu est majoré de 25 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans qui sont célibataires ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfant, n'ont aucune personne à leur charge.

« Le même montant est majoré de 10 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans, mariés depuis deux ans au 1er janvier de l'année de l'imposition, lorsque, à la même date, ces contribuables n'ont pas d'enfant et se trouvent n'avoir aucune personne à leur charge.

« Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux contribuables des catégories visées, titulaires d'une pension prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une invalidité de 40 p. 100 et au-dessus, ni aux contribuables dont tous les enfants sont morts. »

Art. 8. — L'article 89 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, est complété par les dispositions suivantes :

« Art. 89. — Toutefois, lorsque le contrôleur aura réuni des éléments précis permettant d'établir que les dépenses d'un contribuable sont notoirement supérieures au revenu qu'il a déclaré, il devra les soumettre au contribuable et celui-ci sera tenu de justifier la différence. Faute de fournir les justifications nécessaires dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis par lequel elles lui sont demandées, le contribuable est taxé d'office dans les conditions prévues par l'article 91. »

Art 9. — Le deuxième alinéa de l'article 90 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article 7 de la décision du 17 novembre 1920, homologuée par décret du 16 décembre 1920, est complété par les mots suivants : « ou excède 20.000 francs ».

Art. 10. — Les contribuables qui disposent à la fois de revenus professionnels susceptibles d'être taxés d'après les règles respectivement applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, sont cotisés pour l'ensemble de ces revenus, déterminés suivant le mode propre à chaque nature de profession, conformément aux règles prévues pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les contribuables qui disposent à la fois de revenus provenant de traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, et de bénéfices de professions non commerciales, sont cotisés pour l'ensemble de ces revenus, déterminés suivant le mode propre à chaque catégorie, d'après les règles applicables à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

Le total imposable sera ensuite fractionné proportionnellement au montant des revenus de chaque catégorie, et chaque fraction sera taxée d'après le taux spécial à sa cédule.

Art. 11. — L'article 42 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par décret du 30 novembre 1918, modifié par l'article 9 de la décision du 5 décembre 1923, homologuée par décret du 23 mai 1924, est complété ainsi qu'il suit :

« Les impositions ainsi comprises dans les rôles au nom des associés n'en demeurent pas moins des dettes sociales .»

5 décembre 1926. — **Décret** portant institution, en Algérie, d'un régime spécial d'imposition des propriétés forestières (J. O., 9 décembre 1926), (J. O. A., 11 février 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances; — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue.

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926 instituant un régime spécial d'imposition des propriétés forestières à la contribution foncière et à la cédule des bénéfices agricoles :

DECISION

Article unique. — Par dérogation aux dispositions des articles 9 et 57 de la décision des délégations financières du 21 juin 1918, homologuée par un décret du 30 novembre 1918, les propriétaires de forêts dont l'exploitation consiste principalement dans la recette des produits divers, tels que écorces, résines, fruits, etc., peuvent demander à être taxés à la cou-

tribution foncière et à l'impôt sur les bénéfices agricoles, d'après le revenu réel obtenu au cours de l'année précédente. Le revenu foncier et le bénéfice agricole sont considérés comme respectivement égaux à la moitié du produit réel de l'exploitation. Les contribuables ayant opté pour ce mode de taxation y restent soumis pendant une période de cinq années. Ils sont, en outre, tenus de faire connaître dans les délais impartis pour la déclaration de l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu, le montant du bénéfice net réalisé et de fournir à l'appui de leur déclaration, lorsqu'ils y sont invités, toutes les justifications nécessaires.

En l'absence de déclarations ou de justifications suffisantes, ces contribuables sont taxés d'office et leur cotisation est majorée de 10 p. 100. En cas d'inexactitude reconnue dans la déclaration ou dans les renseignements communiqués, l'impôt est doublé sur la portion du bénéfice dissimulé. Toutefois, le droit en sus n'est applicable que si l'insuffisance constatée est supérieure au quart du bénéfice ou à la somme de 20.000 francs.

6 décembre 1926. — Décret du bey relatif aux Médecins de colonisation (J. O. T., 11 décembre 1926).

Vu l'arrêté de Notre Premier Ministre en date du 25 octobre 1898 réglementant le service des médecins municipaux; — Vu le décret du 27 janvier 1908 et l'arrêté ministériel du même jour sur les médecins stagiaires de colonisation; — Vu le décret du 1er janvier 1910 créant un corps de médecins de colonisation en Tunisie; — Vu les décrets des 1er février 1910 et 19 juillet 1921 réglant le fonctionnement de l'Hôpital Civil français de Tunis et de l'Hôpital Sadiki; — Vu le décret du 10 novembre 1926 fixant le statut général du personnel des Administrations Publiques du Protectorat; — Sur l'avis du Directeur général de l'Intérieur et le rapport de Notre Premier Ministre,

Article premier. — Le statut des médecins de l'Assistance médicale gratuite en Tunisie est régi par les dispositions du présent décret.

TITRE I. — Assistance communale

Art. 2. — Les Services de l'Assistance médicale gratuite dans les Communes sont assurés par les médecins communaux dont les attributions sont réglées par des dispositions spéciales.

TITRE II. — Assistance rurale ou Service médical de colonisation

Art. 3. — Le Service médical de colonisation en Tunisie est placé sous l'autorité du Directeur général de l'Intérieur qui fixe ou modifie par voie d'arrêtés, suivant les besoins des populations et les nécessités du service, les circonscriptions à chacune desquelles est attaché un médecin de colonisation.

Recrutement. — Art. 4. — Les médecins de colonisation sont recrutés parmi les docteurs en médecine munis d'un diplôme d'Etat délivré par une faculté française, justifiant : — 1° Qu'ils sont français ou tunisiens, jouissant de tous leurs droits; — 2° Qu'ils sont âgés de moins de trente-huit ans. Cette limite d'âge est reculée d'une durée égale à celle des Services civils ou militaires, valables pour la retraite et sans qu'elle puisse excéder 40 ans; — 3° Qu'ils ont accompli leur service militaire.

L'accès à l'emploi de médecin de colonisation peut, en cas de nécessité, être ouvert aux femmes, Docteurs en médecine, de nationalité française ou tunisienne réunissant, notamment, les conditions d'aptitude physique visées par l'article 5, § 7, du présent décret.

La préférence est donnée dans l'ordre suivant aux candidats : — a) Anciens internes des grands établissements hospitaliers de Tunisie ou des hôpitaux français situés au siège d'une Faculté de médecine; — b) Pourvus d'un diplôme ou certificat des Instituts de médecine coloniale; — c) Sortant de l'Ecole d'application du Service de Santé des Troupes coloniales; — d) Médecins de l'Armée de terre ou de mer ayant servi au moins deux ans dans l'Afrique du Nord ou les Colonies; — e) Médecins civils, qui, ayant été mobilisés au cours des hostilités, justifieront de deux années de services militaires dans l'Afrique du Nord ou les Colonies; — f) Ayant assuré, d'une manière satisfaisante, des remplacements de médecins de colonisation.

Dans tous les cas, les candidats n'ayant pas accompli au moins deux ans d'internat dans les hôpitaux de Tunisie ou dans une ville de Faculté française, ne seront admis qu'à défaut de candidats possédant cette référence.

Art. 5. — Les candidats adressent au Directeur général de l'Intérieur, en même temps que leur demande : — 1° La copie certifiée conforme de leur diplôme d'Etat de Docteur en médecine; — 2° La justification de leurs titres ou travaux scientifiques et des services publics qu'ils auraient précédemment rendus; — 3° Leur acte de naissance; — 4° Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date; — 5° Un extrait de leur casier judiciaire remontant également à moins de trois mois; — 6° Un état signalétique et des services militaires; — 7° Un certificat établi par deux médecins assermentés constatant leur aptitude à un service essentiellement actif et l'absence de toute lésion organique et en particulier de toute lésion tuberculeuse; — 8° Au cas où le candidat aurait été réformé du service militaire, un certificat indiquant le motif de la réforme.

Les candidatures seront agréées par le Directeur général de l'Intérieur sur avis d'une Commission comprenant :

Un haut fonctionnaire de la Direction Générale de l'Intérieur, Président;

Trois fonctionnaires dont un diplômé d'arabe désignés parmi le personnel supérieur de la même Administration, par arrêté du Directeur général de l'Intérieur;

Trois représentants du corps médical, dont un médecin de colonisation, et deux médecins des hôpitaux également désignés par arrêté du Directeur général de l'Intérieur.

Les candidatures prennent rang de la date d'enregistrement des demandes à la Direction Générale de l'Intérieur.

Stage. — Art. 6. — Les candidats au poste de médecin de colonisation sont obligatoirement soumis à un stage dont la durée minimum est fixée à deux ans et à l'expiration ou au cours duquel ceux qui n'auraient pas témoigné des aptitudes nécessaires peuvent être remerciés sans indemnité spéciale sur avis de la Commission instituée par l'article précédent.

Les stagiaires sont tenus d'assister et de coopérer aux Services des Etablissements hospitalier français et indigènes et de l'Institut Pasteur de Tunis, qui leur sont désignés.

Sont dispensés du stage, les médecins assistants et les internes des hôpitaux de Tunis, comptant au moins deux ans de présence dans ces Etablissements. En cas d'admission dans le cadre des médecins de colonisation, ces assistants et internes ont droit à un rappel d'ancienneté égal à la période qui excède leurs deux années d'internat ainsi définies. Ces dispositions sont applicables aux internes et assistants actuellement en fonctions. Elles ne comportent aucun effet rétroactif pour les médecins de colonisation déjà titularisés à la date du présent décret.

A partir du premier janvier 1928, la titularisation des médecins stagiaires et leur promotion au grade de médecins de colonisation de 4me classe, demeurent, dans tous les cas, subordonnées à l'avis exprimé, sur

leurs connaissances en langue arabe parlée par la Commission instituée par l'article 5 ci-dessus. Il sera tenu compte, dans l'attribution des postes, de la possession de diplômes de langue arabe.

Les médecins stagiaires de colonisation devront prendre l'engagement de s'abstenir de toute clientèle. Tout manquement à cet engagement entraînera le licenciement immédiat. Les médecins stagiaires pourront, toutefois, par dérogation à ce principe, être chargés, durant leur stage et sans limitation de durée, de suppléances ou de remplacements dans les postes médicaux ou Etablissements hospitaliers.

Art. 7. — Attributions des médecins de colonisation. — Les médecins de colonisation sont investis de la double fonction de médecin sanitaire rural et de médecin d'assistance. Dans toute l'étendue de leur circonscription, ils sont chargés : — 1° De la surveillance sanitaire et de l'extinction des maladies endémiques ou épidémiques, et tout particulièrement de la variole, du typhus, de la peste, du paludisme, de la syphilis, de la lèpre, de la tuberculose et du trachôme; — 2° Des soins gratuits aux malades indigents, sans distinction de nationalité, ainsi qu'au personnel des Administrations classé dans la catégorie des agents auxquels les règlements en vigueur reconnaissent le bénéfice de la gratuité des soins médicaux; — 3° De l'inspection médicale des Ecoles et des Etablissements pénitentiaires dans les conditions fixées par des instructions spéciales.

Pour l'exécution régulière de sa fonction, le médecin de colonisation est tenu : — a) A des tournées périodiques dans les centres ou fractions de circonscriptions qui lui sont désignés par la Direction Générale de l'Intérieur; — b) A des tournées accidentelles ou missions temporaires, sur réquisition du Contrôleur civil.

Sous le couvert du Contrôleur civil de sa circonscription, le médecin de colonisation doit au Directeur général de l'Intérieur le compte-rendu immédiat de tous les faits intéressant la Santé Publique et, en cas d'épidémie ou de menace d'épidémie, le compte-rendu quotidien des faits survenus dans les vingt-quatre heures et des mesures prises par lui ou prescrites par lui et dont il surveille et assure l'exécution.

Le médecin de colonisation est autorisé à exercer son art, à titre onéreux auprès de sa clientèle non assistée, dans la mesure où cet exercice n'apporte aucun obstacle à l'exécution de ses obligations administratives ainsi qu'elles sont définies par le présent règlement.

Art. 8. — Les médecins de colonisation doivent déférer à toutes réquisitions des autorités judiciaires ou administratives pour constatations médicales relatives à des crimes ou délits commis dans ou en dehors du territoire de leur circonscription. Ils ont droit, dans ce cas, aux honoraires et aux frais de déplacement prévus au tarif français, ou au tarif tunisien en vigueur.

Art. 9. — Dans les localités où il n'existe pas de pharmacien, les médecins de colonisation sont autorisés à vendre des médicaments à leur clientèle payante, par application des dispositions réglementant l'exercice de la pharmacie en Tunisie.

Lorsque le médecin est requis ou chargé de fournir sur son propre fonds de pharmacie, aux indigents de sa circonscription des médicaments ou des objets de pansements, chacune de ces fournitures est constatée sur un état détaché d'un registre à souches donnant le détail de la fourniture, le nom du bénéficiaire et son domicile. Celle-ci est décomptée en vue du remboursement par la collectivité intéressée sur la base du tarif du Syndicat des pharmaciens de la Seine pour les Sociétés de Secours mutuels.

En aucun cas, le médecin de colonisation ne devra percevoir d'honoraires des malades auxquels il aura dispensé des médicaments ou des

fournitures puisés dans les provisions des services d'assistance ou d'hygiène ou remboursables par les budgets des collectivités.

Cette disposition s'étend aux services de prophylaxie (vaccinations, visites sanitaires, distributions et injections antipaludiques ou antisyphilitiques, etc...) qui ne peuvent donner lieu à aucune perception.

Art. 10. — Les médecins de colonisation relèvent pour la partie de leurs attributions définies par les dispositions des articles 7, 8 et 9, Titre II du Contrôle direct du Contrôleur civil qui vérifie l'exécution du service et transmet à l'Autorité centrale, après les avoir revêtus de son visa, les rapports ainsi que les mémoires des frais ou indemnités dues aux médecins à l'occasion de leurs déplacements et tournées.

Services des Infirmeries-dispensaires de l'Intérieur. — Art. 11. — Les médecins de colonisation peuvent être chargés, avec le titre de médecin-chef, d'assurer gratuitement le service médical de l'Infirmerie-dispensaire d'Etat de la localité où ils résident.

Ils peuvent également dans les Infirmeries-dispensaires dont le budget annuel ne dépasse pas 100.000 francs, être chargés des fonctions d'Administrateur délégué de cet Etablissement, par délibération de la Commission Administrative dûment approuvée par le Directeur général de l'Intérieur.

Dans les deux cas, les médecins de colonisation font partie de la Commission Administrative de l'Infirmerie-dispensaire « avec voie délibérative »; ils se conforment au règlement intérieur de l'Etablissement et aux délibérations dûment approuvées de cette Commission.

Traitements et indemnités. — Art. 12. — Les avantages reconnus aux médecins de colonisation se composent : — a) D'un traitement fixe, à la charge de l'Etat; — b) D'indemnités diverses, dont il sera question ci-dessous.

Art. 13. — Les médecins de colonisation sont répartis en six classes, savoir : — Hors classe, premier échelon; — Hors classe, deuxième échelon; — Première classe; — Deuxième classe; — Troisième classe; — Quatrième classe, et stage.

Les traitements correspondant à ces classes font l'objet d'un règlement spécial.

Les médecins de colonisation français bénéficient de la majoration tunisienne du tiers.

Ils sont régis au point de vue des conditions d'avancement par les dispositions applicables aux agents de l'Etat. En aucun cas, la promotion à la hors classe premier échelon ne peut avoir lieu sans justification de 15 ans de services effectifs dans le service médical de colonisation.

Les avancements de classe ont lieu d'après un tableau général d'avancement arrêté, chaque année, par le Directeur général de l'Intérieur, sur avis de la Commission Centrale instituée par l'article 5 du présent décret. Cette Commission sera consultée sur l'attribution des postes.

Art. 14. — Les tournées périodiques donnent lieu à paiement sur production, par l'intéressé, d'un mémoire mensuel, d'une indemnité kilométrique décomptée suivant un tarif fixé par arrêté du Directeur général de l'Intérieur.

Les tournées accidentelles donnent droit, en sus de cette indemnité kilométrique, à une indemnité journalière dont le montant est également déterminé par arrêté du Directeur général de l'Intérieur.

L'établissement du rapport fourni à cette occasion ne donne droit à aucune rétribution supplémentaire.

Art. 15. — Les transports avec carte ou permis de circulation ne donnent pas lieu au remboursement de l'indemnité kilométrique. Les transports avec réduction de tarifs ne peuvent donner droit qu'au remboursement de la somme déboursée.

Ne peuvent donner droit aux indemnités fixées par l'article précédent, en dehors des tournées périodiques, que les déplacements ou missions effectués dans un but d'intérêt général et préalablement autorisés ou requis par l'Administration.

Art. 16. — Déplacements et congés. — En cas de changement de résidence, les médecins de colonisation déplacés dans l'intérêt du Service ont droit aux remboursements et indemnités prévus par les règlements applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les congés sont accordés par le Directeur général de l'Intérieur. Les médecins de colonisation qui bénéficient de congé normal reçoivent, à titre de participation aux frais d'intérim, une indemnité mensuelle dont le montant équivaudra au douzième du traitement moyen.

Ils sont tenus de faire assurer leur remplacement, à leurs frais, durant leur absence, soit par un médecin, soit par un interne ou un étudiant en médecine pourvu de vingt inscriptions.

Le remplaçant doit être agréé par le Directeur général de l'Intérieur. Il doit souscrire l'engagement d'assurer l'intégralité du service pendant toute la durée de l'absence de son confrère. Cet engagement, lorsqu'il s'agit d'un médecin militaire ou d'un médecin fonctionnaire doit être visé par l'Autorité dont il relève.

Les médecins de colonisation qui obtiennent un congé après deux ans de services consécutifs sont remboursés de leurs frais de voyage en première classe.

Mesures disciplinaires. — Art. 17. — Tout médecin de colonisation dont la manière de servir laisserait à désirer sera invité à présenter ses explications par écrit. Sa comparution devant un Conseil de discipline peut être décidée par le Directeur général de l'Intérieur sur l'avis de la Commission Centrale instituée par l'article 5 ci-dessus.

Les règles de procédure et les sanctions prévues par le statut du personnel de la Direction Générale de l'Intérieur sont applicables aux médecins de colonisation, sous cette réserve que le Conseil de discipline peut proposer le déplacement sans indemnité du médecin, s'il juge cette mesure suffisante.

Sans attendre l'avis du Conseil de discipline, le Directeur général de l'Intérieur peut, lorsque les circonstances l'exigent, suspendre de ses fonctions, jusqu'à la décision définitive, le médecin déféré au Conseil.

Aucune réintégration dans les cadres ne peut être prononcée qu'après l'avis du Conseil de discipline si l'exclusion a lieu par mesure disciplinaire.

Dispositions d'ordre général. — Art. 18. — Les médecins de colonisation font obligatoirement partie de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

Ils sont tenus de résider dans le chef-lieu de leur circonscription, à moins que l'Administration ne leur assigne une autre résidence, dans l'intérêt du service.

Art. 19. — Les médecins de colonisation adressent à la Direction Générale de l'Intérieur, par l'intermédiaire du Contrôleur civil, tous documents relatifs à l'exercice de leurs fonctions et notamment à la fin de chaque trimestre :

1° Une statistique sur le fonctionnement du service médical de l'Infirmerie-dispensaire, des dispensaires et salles de consultation dont ils sont chargés;

2° Un rapport comportant les observations générales faites sur la salubrité, l'hygiène, la qualité des eaux dans les diverses localités et sur tous les faits de nature à intéresser la santé publique; les remarques scientifiques que leur a suggéré l'état de la circonscription au point de vue médical.

Art. 20. — Ils peuvent être chargés, dans les localités où ils résident, des fonctions de médecin municipal. L'arrêté ministériel qui les investit de ces fonctions, leur assure le bénéfice de l'indemnité prévue à ce titre au budget de la commune.

Art. 21. — Les médecins de colonisation ont droit au logement. Dans les localités où le logement ne peut leur être assuré dans un bâtiment de l'Etat, ils bénéficient d'une indemnité représentative de loyer, sans que cet avantage puisse excéder le quart du traitement moyen. Cette disposition est applicable à dater du premier janvier 1927.

Art. 22. — Les médecins de colonisation qui, pour raisons de santé ou convenances personnelles, demandent à être relevés temporairement de leur service tout en conservant les droits acquis depuis leur nomination, peuvent être mis en disponibilité.

Ils sont réintégrés, sur leur demande, au fur et à mesure des vacances qui se produisent; ceux qui ont été mis en disponibilité pour maladies ou infirmités contractées dans l'exercice de leur devoir professionnel sont réintégrés les premiers.

TITRE III. — Assistance hospitalière

Personnel médical des hôpitaux de Tunis. — Art. 23. — Le service médical des grands Etablissements hospitaliers de Tunis est assuré par : 1° Des médecins et des chirurgiens qui prennent le titre de médecins et chirurgiens des hôpitaux de Tunis; — 2° Des spécialistes; — 3° Des médecins assistants, désignés parmi les internes des hôpitaux de Tunis, pourvus de diplômes de docteur en médecine.

Ils doivent tous être munis de diplômes d'Etat délivrés par un Faculté française.

Art. 24. — Les médecins, les chirurgiens et les spécialistes sont recrutés au concours et nommés par décret.

Le concours a lieu au siège de la Faculté de médecine de Paris.

Il est ouvert aux docteurs en médecine, de nationalité française ou tunisienne, pourvus d'un diplôme d'Etat français, et âgés de moins de 40 ans, cette limite d'âge étant reculée d'une durée égale à celle des services militaires et sans qu'elle puisse excéder 45 ans. Un arrêté du Directeur général de l'Intérieur fixe les règles particulières du concours et la composition du jury.

Sur la proposition du Directeur de l'Institut Pasteur et après acceptation du Directeur de l'Hôpital Sadiki, un des médecins de l'Institut Pasteur pourra être désigné chaque année par le Directeur général de l'Intérieur pour exercer les fonctions de médecin dans un des services des contagieux à l'annexe de la Rabta.

Cette désignation peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

Art. 25. — Les médecins assistants sont désignés pour une période de trois ans, non renouvelable, par arrêté du Directeur général de l'Intérieur, après avis de la Commission Administrative de l'Etablissement.

Art. 26. — La limite d'âge est fixée à 60 ans pour les médecins chirurgiens et spécialistes, qui peuvent recevoir l'honorariat lorsque leurs fonctions auront pris fin.

Art. 27. — Les fonctions de chirurgien, de médecins, de spécialistes ou d'assistants peuvent être retirées pour fautes ou négligences professionnelles dans le service, sur la proposition de la Commission Administrative et après avis d'un Conseil de discipline présidé par le Directeur général de l'Intérieur ou son représentant et comprenant 2 représentants du corps médical, 2 fonctionnaires de la Direction générale de l'Intérieur dont un médecin.

Art. 28. — Les médecins, chirurgiens, spécialistes et médecins assistants reçoivent des indemnités non sujettes à retenues dont le montant est fixé par arrêté du Directeur général de l'Intérieur.

Le tableau des médecins, chirurgiens et spécialistes des hôpitaux de Tunis est publié chaque année au « Journal Officiel Tunisien ».

Art. 29. — En cas de vacance dans le personnel médical des hôpitaux de Tunis, le poste vacant peut être confié, après avis de la Commission Adminsitrative de l'Etablissement intéressé, à un médecin chirurgien ou spécialiste du cadre en fonctions dans l'un ou l'autre des hôpitaux de Tunis.

Art. 30. — Sont compris, par mesure transitoire, dans le cadre des médecins-chirurgiens et spécialistes des hôpitaux de Tunis : les médecins-chirurgiens et spécialistes actuellement en fonctions : — 1° A l'Hôpital Civil français de Tunis; — 2° A l'Hôpital Sadiki et son annexe.

Internat. — Art. 31. — Les médecins et chirurgiens des hôpitaux de Tunis sont assistés d'internes dont le nombre et les attributions sont déterminées par le règlement intérieur de chaque Etablissement.

Art. 32. — Les internes doivent être de nationalité française ou tunisienne, avoir satisfait à la loi sur le recrutement et justifier de vingt inscriptions de doctorat ou avoir obtenu au concours le titre d'interne suppléant dans les hôpitaux d'une ville de faculté. Ils peuvent être docteurs en médecine.

Les dossiers des candidats internes sont soumis, à titre consultatif, aux médecins et chirurgiens chefs de service.

Les internes sont nommés par arrêtés du Directeur général de l'Intérieur, sur la proposition du Directeur de l'Etablissement. Ils peuvent être révoqués dans la même forme, après avis de la Commission administrative, pour faute grave ou négligence habituelle dans le service. Leurs fonctions durent deux ans.

Sur demande adressée au Directeur deux mois avant l'expiration de leur internat, une prorogation de fonctions peut leur être accordée par le Directeur général de l'Intérieur, la Commission Administrative entendue, d'année en année pour deux ans.

Il est interdit aux internes docteurs de faire de la clientèle.

Art. 33. — Les internes reçoivent une indemnité dont le montant est fixé par arrêté du Directeur général de l'Intérieur.

Ils ont droit aux avantages en nature suivants : logement, chauffage, blanchissage et éclairage.

Art. 34. — En cas de vacance, les internes en fonctions peuvent, dans les formes sus-indiquées, être mutés d'un hôpital à l'autre, sans que leur temps d'ancienneté s'en trouve modifié.

Les internes de l'Hôpital Civil français doivent être obligatoirement de nationalité française.

Art. 35. — Les dispositions des articles 24 à 35 du présent décret pourront éventuellement être étendues par décret aux hôpitaux régionaux de Tunisie.

Art. 36. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont expressément abrogées.

Art. 37. — Notre Directeur général de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret. Il pourra prendre tous arrêtés nécessaires à cet effet.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Le 6 décembre 1926.

8 décembre 1926. — Décret modifiant l'article 1er du décret du 17 novembre 1920 relatif à la répression des fraudes en matière fiscale en Algérie (J. O., 11 décembre, J. O. A., 11 février 1927).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil, ministre des Finances, — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926, homologuée par décret du 5 décembre 1926; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 17 décembre 1920 est complété ainsi qu'il suit :

« ...Lorsqu'une plainte régulière aura été portée par l'administration contre un redevable et qu'une information aura été ouverte, les agents de l'administration ne pourront opposer le secret professionnel au juge d'instruction qui les interrogera sur les faits faisant l'objet de la plainte ».

9 décembre 1926. — **Décret** homologuant une décision des Délégations financières portant relèvement des frais de visite sanitaire sur les animaux vivants, de l'espèce ovine importés et exportés d'Algérie (J. O., 11 décembre 1926; J. O. A., 7 janvier 1927; B. O., 1926, p. 3159).

9 décembre 1926. — **Décret** d'homologation d'une décision des Délégations financières portant relèvement des taxes postales et télégraphiques en Algérie (B. O., 1926, p. 3150).

9 décembre 1926. — **Décret** homologuant une décision de l'assemblée plénière des Délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926, portant à 50 francs les droits perçus au profit du budget spécial au titre de la taxe sur les marques de fabrique ou de commerce (J. O., 11 décembre 1926; J. O. A., 14 janvier 1927; B. O., 1926, p. 3158).

9 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des Délégations Financières relevant le droit de consommation intérieure sur les cafés, les chicorées et leurs succédanés en Algérie (B. O., 1926, p. 3160; J. O., 11 décembre 1926).

9 décembre 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant fixation des frais de déplacement alloués aux sous-préfets (B. O., 1926, p. 3165).

9 décembre 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant relèvement des indemnités de surveillance allouées aux préposés des eaux et forêts (B. O., 1926, p. 3223).

9 décembre 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** portant relèvement des indemnités de déplacement dans les Territoires du Sud (B. O., 1926, p. 3234).

9 décembre 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** relatif aux indemnités attribuées aux agents chargés de la surveillance des jeux (B. O., 1926, p. 3218).

10 décembre 1926. — **Arrêté du Gouverneur général** fixant les indemnités de fonctions allouées au personnel enseignant du cours des élèves auxiliaires médicaux indigènes (B. O., 1926, p. 3186).

10 décembre 1926. — **Décret du bey** modifiant les trois premiers alinéas de l'article 3 du décret du 19 juillet 1924 instituant une taxe sur les spectacles (J. O. T., 29 décembre 1926).

11 décembre 1926. — **Décret** relatif à l'application à l'Algérie des dispositions du décret du 23 mai 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 4 février 1888 sur la répression des fraudes dans le commerce des engrais (J. O., 31 décembre 1926; J. O. A., 21 janvier 1927).

11 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des Délégations financières algériennes réduisant de 6 à 3 % du prix des places la taxe sur les spectacles dans les théâtres subventionnés (J. O., 15 décembre).

11 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des Délégations financières algériennes relative au relèvement de la surtaxe du sucre employé au sucrage des vendanges (J. O., 15 décembre).

11 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des Délégations financières algériennes relative au relèvement du droit de consommation sur les alcools (J. O., 15 décembre).

11 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des Délégations financières algériennes portant exonération de la taxe sur les spectacles pour certaines places dans les théâtres subventionnés (J. O., 15 décembre).

11 décembre 1926. — **Décret du bey** modifiant l'article 26 du décret du 29 janvier 1892 et le décret du 30 juillet 1920 sur le maximum de la taxe viticole et disposant que le montant de la taxe dont le maximum est limité à 15 francs par hectare, sera fixé chaque année par décret pris après avis du Conseil des Ministres et Chefs de Service (J. O. T., 5 janvier 1927).

13 décembre 1926. — **Loi** portant code du travail maritime (J. O., 15 décembre).

.....

TITRE VII

Des litiges entre armateurs et marins

.....

Art. 122. — Quand le litige naît en France ou en Algérie, soit au port d'embarquement, soit dans un port d'escale, soit au port de débarquement, l'administrateur de l'inscription maritime et le juge de paix compétents sont ceux de ce port.

.....

TITRE VIII

Dispositions diverses

Art. 132. — Pour l'application de la présente loi, l'expression « autorité maritime » désigne le fonctionnaire chargé, dans la France métropolitaine et en Algérie, du service de l'inscription maritime.

.....

13 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à la dissimulation du véritable caractère des contrats (J. O., 22 décembre 1926; J. O. A., 21 janvier 1927), (Erratum, J .O., 16 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902, relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Art. 1er. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926, ayant pour objet de rendre applicables à l'Algérie les dispositions de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1925 relatives à la dissimulation du véritable caractère des contrats.

DECISION

Article unique. — Lorsqu'il est amiablement reconnu ou judiciairement établi que le véritable caractère d'un contrat ou d'une convention a été dissimulé sous l'apparence d'une stipulation donnant ouverture à des droits d'enregistrement moins élevés que ceux qui seraient réellement exigibles, il est dû un double droit en sus. Cette pénalité est due solidairement par toutes les parties contractantes.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

15 décembre 1926. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à la majoration des droits d'enregistrement sur les ventes d'immeubles et de fonds de commerce excédant 300.000 francs (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue.

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégatiosn financières algériennes en date du 11 juin 1926 rendant applicables à l'Algérie les dispositions de l'article 42 de la loi du 13 juillet 1925, portant majoration des droits d'enregistrement sur les ventes d'immeubles et de fonds de commerce excédant 300.000 francs.

Article unique. — Pour toute vente d'immeubles dont le prix excède 300.000 fr., le droit de mutation à titre onéreux est majoré d'une surtaxe calculée comme suit : — 1 % en principal sur la partie du prix qui excède 300.000 fr.; 2 % en principal sur la partie du prix qui excède 500.000 fr.

La surtaxe est assise et perçue dans les mêmes conditions que le droit de mutation.

Pour toute cession à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle, lorsque la valeur imposable est supéricure à 300.000 fr. le droit d'enregistrement est majoré d'une surtaxe calculée comme suit : — 1 % en principal sur la portion de cette valeur qui excède 300.000 fr.; — 2 % en principal sur la portion de cette valeur qui excède 500.000 fr.

Toutefois les surtaxes instituées par le présent article ne sont pas applicables aux ventes faites sous l'une des formes ci-après : — Vente sur saisie immobilière et sur conversion de saisie immobilière; — Vente de biens dépendant d'une faillite; — Vente ou licitation de biens de mineurs, d'absent ou d'interdits; — Vente ou licitation en vue de partage de biens provenant de succession; — Vente de biens de successions vacantes ou de successions bénéficiaires; — Vente de biens dotaux dans les cas prévus par l'article 1558 du Code civil.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'institution d'un droit de timbre sur les opérations de change (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de Gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Art. 1er. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926 faisant extension à l'Algérie des dispositions de l'article 74 de la loi du 13 juillet 1925, instituant un droit de timbre sur les opérations de change.

Article premier. — Les opérations de change visées à l'article 1er de la loi du 1er août 1917 rendue applicable à l'Algérie par le décret du 18 avril 1918 sont soumises à un droit de timbre dont la quotité est fixée à 0,10 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs du montant de l'opération.

Toute infraction aux dispositions du présent article et à celles du décret qui sera pris pour son exécution sera punie d'une amende de 100 à 5.000 fr. en principal.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'augmentation du tarif des droits applicables aux formalités hypothécaires (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902, relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926, rendant applicables à l'Algérie les articles 4 et 5 de la loi du 30

avril 1921, augenmentant le tarif des droits applicables aux formalités hypothécaires.

Article premier. — Le taux de la taxe hypothécaire institué par l'article 2 de la loi du 27 juillet 1900, rendue exécutoire en Algérie par le décret du 7 décembre suivant est porté, savoir :

De 0,10 à 0,16 % sans décime pour les formalités désignées sous le n° 3 dudit article et de 0,25 à 0,40 % sans décime, pour toutes les autres formalités.

Toutefois, le taux de 0,40 % est réduit de moitié pour la transcription des actes visés dans l'article 12 de la loi du 23 mars 1855 et des actes de donation contenant partage, faits entre vifs, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, ainsi que pour l'inscription des hypothèques prises en vertu d'actes d'ouverture de crédit non réalisé: le complément de la taxe de 0,40 % deviendra exigible lors de la réalisation ultérieure du crédit.

Art. 2. — Il ne pourra être perçu moins de 50 centimes pour les formalités qui ne produiraient pas 50 centimes de taxe proportionnelle.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'impôt sur les mutations par décès (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902, relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926, étendant à l'Algérie diverses dispositions de la loi du 13 juillet 1925 concernant l'impôt sur les mutations par décès.

DECISION

Article premier. — Est réputé, au point de vue fiscal, faire partie, jusqu'à preuve contraire, de la succession de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout bien meuble ou immeuble appartenant, pour l'usufruit, au défunt et, pour la nue propriété, à l'un de ses présomptifs héritiers ou descendants d'eux, même exclu par testament, ou à ses donataires ou légataires institués, même par testament postérieur, ou à des personnes interposées, à moins qu'il y ait eu donation régulière. Sont réputées personnes interposées les personnes désignées dans les articles 911 (2me alinéa) et 1100 du Code civil.

Toute réclamation de ce chef sera prescrite dans un délai de cinq ans à compter de l'ouverture de la succession.

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 35 des décisions de l'assemblée plénière des délégations financières des 14 juin et 30 octobre 1919, homologuées par décret du 29 décembre 1919, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont présumés, jusqu'à preuve contraire, faire partie de la succession pour la liquidation et le payement des droits de mutation par décès, les titres et valeurs dont le défunt a perçu les revenus moins d'un an

avant son décès et dont les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel du défunt sont ultérieurement reconnus être en possession. »

Art. 3. — Le notaire qui dresse un inventaire après décès est tenu, avant la clôture, d'affirmer qu'au cours des opérations il n'a constaté l'existence d'aucune valeur ou créance autres que celles portées dans l'acte, ni d'aucun compte de banque étrangère et qu'il n'a découvert aucune trace de l'existence à l'étranger, soit d'un compte individuel de dépôt de fonds ou de titres, soit d'un compte indivis ou collectif avec solidarité.

L'officier public qui aura sciemment contrevenu aux disposition qui précèdent ou souscrit une affirmation incomplète ou inexacte sera passible, sans préjudice des sanctions disciplinaires, d'une amende en principal de 1.000 fr. à 20.000 fr.

Art. 4. — Si une succession comprend des créances à terme, nominatives, dues en vertu d'actes notariés et venant à échéance plus de cinq ans après l'ouverture de la succession, le payement des droits de mutation par décès peut, à concurrence de la part proportionnelle au montant de ces créances et si les parties le requièrent, être différé jusqu'à la date des échéances sans que le payement pour solde puisse être retardé au delà de trente ans.

A défaut de payement aux échéances les droits différés portent intérêt au taux fixé par la loi.

Les parties sont dispensées de constituer une garantie, mais le Trésor conserve, indépendamment du privilège conféré par l'article 32 de la loi du 22 frimaire an VII, le privilège sur les immeubles qui a été institué par le cinquième alinéa de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1911, rendu applicable à l'Algérie par l'article 11 du décret du 18 janvier 1920. En outre, en cas de négociation totale ou partielle de la créance, le solde des droits dont le payement a été différé est immédiatement exigible sur le montant total de la créance.

La présente disposition est applicable aux successions ouvertes avant l'homologation de la présente décision à charge pour les ayants droit d'en demander le bénéfice dans un délai de deux mois.

Art. 5. — En cas de renonciation à une succession, à un legs ou à une donation, le droit de mutation par décès exigible sur les biens qui, par l'effet de la renonciation, adviennent aux héritiers, donataires ou légataires acceptant, ne peut pas être inférieur à celui qui aurait été dû par le renonçant s'il avait accepté.

Le tarif édicté par l'article 50 des décisions de l'assemblée plénière des délégations financières des 14 juin et 30 octobre 1919 homologuées par décret du 29 décembre 1919 sera seul applicable aux biens qui, par suite de renonciation, reviendront aux départements, communes et autres collectivités bénéficiant dudit tarif pour les legs leur profitant personnellement et leur conférant le droit à l'accroissement.

Elles ne sont pas applicables aux héritiers en ligne directe.

Art. 6. — Dans tous les cas où une succession ouverte en Algérie et régie par la réglementation en vigueur dans la colonie comprend des biens mobiliers ou immobiliers de quelque nature que ce soit, déposés ou existant à l'étranger, un envoi en possession spécial de ces biens devra être prononcé sur requête par une ordonnance du président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte.

Cette ordonnance devra contenir l'énumération de tous les biens mobiliers et immobiliers dont se composent les éléments ainsi décrits du patrimoine transmis.

Le serment sera déféré sur la sincérité de l'énumération.

L'ordonnance sera visée pour timbre et enregistrée gratis.

Cette ordonnance ne sera pas nécessaire si le jugement d'envoi en possession rendu au profit du conjoint survivant en vertu de l'article 770 du Code civil contient l'énumération ci-dessus requise. Il en sera de même dans le cas où une ordonnance rendue conformément à l'article 1008 du Code civil satisfera aux mêmes prescriptions. Les dispositions de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, rendue exécutoire en Algérie par décret du 3 juin 1896, ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs.

Art. 7. — Les héritiers, donataires ou légataires qui, sciemment, n'auront pas déclaré, dans les délais prescrits par les lois en vigueur, les biens mobiliers ou immobiliers déposés ou existant à l'étranger et qui en auront pris possession sans s'être conformés aux dispositions de l'article précédent, seront punis, outre les sanctions prévues par l'article 366 du Code pénal, d'une amende égale (décime compris), à la moitié du montant de l'avoir dissimulé, sans préjudice de l'affichage du nom du contrevenant et des motifs de la contravention à la porte de la mairie du lieu de son imposition. Les droits de succession seront d'ailleurs perçus sur l'ensemble.

Les articles 59, 60 et 463 du Code pénal sont applicables au délit spécifié au présent article.

Art. 8. — Les débiteurs, détenteurs ou dépositaires à quelque titre que ce soit des valeurs successorales ci-dessus visées ne pourront sous peine des sanctions prévues à l'article précédent, en faire la remise aux héritiers, légataires ou donataires, soit directement entre leurs mains, soit indirectement par les mains de tierces personnes qu'après que l'envoi en possession aura été prononcé dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus.

Art. 9. — Dans les inventaires et dans les actes de notoriété destinés à établir les qualités des ayants droit à une succession, mention devra être faite de l'obligation qui incombe à ceux-ci d'obtenir l'envoi en possession spécial prévu à l'article 5 de la présente décision pour justifier de leurs qualités et se faire remettre les valeurs successorales visées audit article.

Il ne pourra être délivré aucun extrait dedits actes sans que cette mention y soit reproduite. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera passible, personnellement, d'une amende de 500 fr. en principal.

Art. 10. — Les contraventions aux articles 5 et 6 de la présente décision donneront ouverture, contre les tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs, à une action en responsabilité au profit de tout intéressé.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'augmentation du taux du droit de timbre établi sur les quittances (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du

11 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926 faisant extension à l'Algérie des dispositions de l'article 71 de la loi du 13 juillet 1925 augmentant le taux du droit de timbre établi sur les quittances.

DECISION

Article premier. — Est fixé à 25 centimes quand les sommes n'excèdent pas 100 fr., à 50 centimes quand les sommes sont comprises entre 100 et 1.000 fr., à 1 fr. quand les sommes sont comprises entrel 1.000 fr. et 10.000 fr., à 3 fr. quand les sommes sont comprises entre 10.000 fr. et 50.000 fr., et au delà à 1 fr. en sus par nouvelle fraction de 50.000 fr., le droit de timbre auquel restent soumis, en vertu des articles 18 à 20 de la loi du 23 août 1871, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 12 décembre 1871, et de l'article 28 de la loi du 15 juillet 1914, rendu applicable à l'Algérie par décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 17 juin 1918, homologuée par décret du 13 novembre 1918, les titres, de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, faits sous signature privés, qui constatent des payements ou des versement de sommes, quels que soient le caractère civil ou commercial du payement ou du versement et la qualité de celui qui le reçoit ou l'effectue.

Sont frappés d'un droit de timbre-quittance uniforme de 25 centimes les reçus constatant un dépôt d'espèces effectué chez un banquier, un agent de change ou un comptable public.

Est porté à 25 centimes le droit de timbre exigible sur les titres comportant reçu pur et simple, libération ou décharge de titres, valeurs ou objets.

Art. 2. — Les quittances de produits et revenus de toute nature délivrés par les comptables de deniers publics et soumises au droit de timbre de 25 centimes établi par les articles 4 de la loi du 8 juillet 1865 et 2 de la loi du 23 août 1871, rendus applicables en Algérie par les décrets des 11 novembre 1865 et 12 décembre 1871, sont assujetties au droit de timbre édicté par l'article qui précède pour les quittances ou reçus délivrés par les particuliers. Toutefois, leur délivrance reste obligatoire et le prix du timbre, lorsqu'il est exigible, s'ajoute de plein droit au montant de la somme due et est soumis au même mode de payement.

Les quittances des douanes ainsi que celles des contributions diverses en matière d'impôts indirects restent soumises au timbre qui leur est spécial.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à la majoration des droits d'enregistrement de certains actes (J. O., 22 décembre; J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'Intéricur et du Président du Conseil ministre des Finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en

date du 11 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 11 juin 1926 rendant applicables à l'Algérie les articles 15 de la loi du 29 juin 1918 et 40 de la loi du 13 juillet 1925, majorant les droits d'enregistrement de certains actes.

DECISION

Article unique. — Le droit de 0,20 % édicté par les articles 19 de la loi du 28 avril 1893 et 5 de la loi du 22 avril 1905, rendus applicables à l'Algérie par le décret du 28 juillet 1893 et par les décisions de l'assemblée plénière des délégations financières des 24 juin 1914 et 19 juin 1918, homologuées par décrets des 4 septembre 1906, 23 décembre 1914 et 13 novembre 1918, pour les actes désignés dans l'article 1er de la loi du 28 février 1872, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 22 juin suivant, est porté à 1 p. 100 sans addition de décimes, sauf en ce qui concerne les partages et les consentements à mainlevées d'hypothèques qui seront assujettis à un droit de 0,50 p. 100, sans addition de décimes et les formations et prorogations de sociétés qui seront assujettis à un droit de 2 fr. 50 p. 100 sans addition de décimes.

Toutefois, en ce qui concerne cette dernière catégorie, le droit est fixé à 1 p.100 pour les actes de fusion de société déjà existantes, pourvu que la durée de la société provenant de cette fusion ne dépasse pas le nombre d'années durant lesquelles devait encore exister celle des sociétés fusionnées dont le terme était le moins éloigné.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'extension des dispositions législatives en vigueur dans la métropole touchant les différentes taxes dues par les sociétés (J. O., 22 décembre; J. O. A.. 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des nances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie; — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Article premier. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926 ayant pour objet l'extension à l'Algérie des dispositions législatives en vigueur dans la métropole touchant les différentes taxes dues par les sociétés.

DECISION

Article premier. — Lorsque le titulaire d'un titre nominatif a dû le convertir au porteur en vue de le vendre et qu'il a acquitté de ce chef le droit de 1,20 p. 100 établi par l'article 2 de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 18 juin 1920 homologuée par décret du 7 décembre suivant, il pourra obtenir le remboursement de ce

droit si, dans le délai d'un mois à compter de la conversion, il a remployé le prix de la vente intégralement en valeurs mises au même nom et dont la conversion au porteur est assujettie au droit proportionnel. Le remboursement pourra être effectuée par l'établissement ou la société qui a opéré la conversion sur simples déclarations de l'agent de change ou du banquier vendeur et de l'agent de change ou du banquier acquéreur établies sur papier libre et sans frais.

Art. 2. — Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versement ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société par actions, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par la loi du 29 juin 1872 (art. 1er), rendue applicable à l'Algérie par décret du 18 mai 1874 et par la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 24 juin 1915, homologuée par décret du 2 décembre suivant, dans la mesure des produits dc ces parts, obligations ou actions touchées par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la société.

Art. 3. — Les actions, obligations ou parts bénéficiaires nominatives attribuées à une société française par actions en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société française dans les conditions prévues à l'article qui précède, sont, lors de leur conversion au porteur, affranchies du droit établi par l'article 2 de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 18 juin 1920, homologuée par décret du 7 décembre suivant.

Art. 4. — Pour le calcul du droit de timbre auquel sont soumis les titres ou certificats d'actions en vertu des articles 14 et 22 de la loi du 5 juin 1850 et 9 de la loi du 23 juin 1857, rendus applicables à l'Algérie par décrets des 10 août 1850 et 26 août 1865, il est ajouté au capital nominal le montant de la prime d'émission s'il en a été ou s'il en est imposé une au souscripteur.

Cette disposition ne s'appliquera, pour les titres français ou étrangers soumis au régime de l'abonnement, qu'aux abonnements souscrits à partir du 1er janvier 1927.

Art. 5. — Sont passibles en totalité de la taxe instituée par l'article premier de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 13 juin 1913, homologuée par décret du 28 décembre suivant, les prélèvements sur les bénéfices qui sont effectués au profit de l'administrateur unique ou des membres des conseils d'administration des société, compagnies et entreprises françaises, en leur dite qualité, même si ces prélèvements ne résultent pas d'une disposition statutaire obligatoire.

Sont soumis à la même taxe, dans les mêmes conditions, les bénéfices distribués à l'administrateur unique ou aux membres des conseils d'administration domiciliés en Algérie ou qui y résident, des sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées au premier alinéa de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, rendu exécutoire en Algérie par le décret du 18 mai 1874.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article premier du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative à l'élévation du droit fixe de consommation sur les tabacs (J. O. 22 décembre).

Article unique. — Le droit fixe de consommation sur les tabacs établi par l'article 1er de la décision des délégations financières du 15 juin

1920, homologuée par décret du 17 décembre 1920, est porté de 7 fr. à 10 fr. par kilogramme net.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

14 décembre 1926. — Décret réglementant les opérations de change en Algérie (J. O., 22 décembre).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances; — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 10 juin 196 homologuée par décret du 13 décembre 1926 qui assujettit à un droit de timbre de 0,10 par 1.000 fr. ou fraction de 1.000 francs les opérations de change visées à l'article 1er de la loi du 1er août 1917; — Vu le décret du 18 avril 1918 rendant applicable à l'Algérie ladite loi du 1er août 1917 et les dispositions réglementaires prises pour son exécution; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Article premier. — Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, acheter ou vendre, escompter, encaisser ou payer des monnaies ou devises étrangères, coupons, titres d'actions ou d'obligations négociables ou non négociables, quels que soient leur dénomination et le lieu de leur création, dont le montant ou le prix est payable à l'étranger en monnaies étrangères ou payables en Algérie en monnaie française sur une disposition de l'étranger ou après négociation de l'étranger, est tenu de faire, avant toute opération, la déclaration de cette profession ou de ce commerce au bureau de l'enregistrement de sa résidence et, s'il y a lieu, au bureau de l'enregistrement de chacune de ses succursales ou agences effectuant des opérations de change. Cette déclaration doit être accompagnée de l'autorisation écrite du ministre des finances prescrite par l'article 69 de la loi du 22 mars 1924 ou d'une copie certifiée de cette autorisation.

Sont dispensés de la déclaration exigée par le présent article les personnes qui, avant la mise en vigueur du présent décret, ont souscrit la déclaration prévue par l'article 69 de la loi du 22 mars 1924 ou qui ont été dispensées de cette déclaration par application du dernier alinéa dudit article.

Art. 2. — La déclaration prescrite par l'article précédent et qui est faite au siège de l'établissement principal est signée par le chef de l'établissement ou en vertu de sa procuration. S'il s'agit d'une société, la déclaration est signée par ses représentants légaux ou en vertu de leur procuration. Elle fait connaître, s'il y a lieu, le nom des associés solidairement responsables et rappelle le titre constitutif de la société. Elle contient la désignation de chacune des agences et succursales qui effectuent, à un titre quelconque, des opérations de change.

La déclaration qui est faite par les agences et succursales contient la désignation de l'établissement principal.

En cas de changement de siège soit de l'établissement principal, soit d'une agence ou succursale, de même qu'en cas de création d'une agence ou succursale nouvelle, la déclaration préalable en est faite par les assujettis aux bureaux et dans les formes ci-dessus déterminées.

Art. 3. — Les opérations assujetties à l'impôt prévu par l'article unique de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 10 juin 1926, homologuée par décret du 13 décembre 1926, sont les

opérations d'achat et de vente de change contre francs réalisés en Algérie et inscrites au répertoire général (1re et 2e partie) (1re catégorie), dont la tenue est prescrite par l'article 2 de la loi du 1er août 1917 et par les arrêtés ministériels des 4 septembre 1917 et 4 avril 1918, rendus applicables en Algérie par le décret du 18 avril 1918.

Les personnes ou sociétés désignées à l'article 1er du présent décret, astreintes à la tenue de ce répertoire par les textes ci-dessus visés, devront : — 1° Compléter le répertoire général (1re et 2e partie) (1re catégorie) : — a) Par une colonne instituée : « droits perçus », dans laquelle elles inscriront le montant du droit afférent à chaque opération imposable ou le total des droits afférents aux opérations qu'elles sont autorisées à grouper; — b) Par une colonne « observations »; — 2° Inscrire au répertoire (1re et 2e partie), dans la 1re catégorie, les achats et ventes de change effectués par elles-mêmes pour leurs propres besoins; — 3° Reporter du répertoire spécial, prévu par l'article 4 de l'arrêté du 4 avril 1918, au répertoire général, à la date de la livraison, dans la même forme que les opérations au comptant et pour leur montant intégral tous les achats et ventes traités « livraison » sans exception d'aucune sorte.

Art. 4. — Pour les opérations dont le montant peut, en vertu de la réglementation en vigueur, être inscrit globalement au répertoire, il y aura lieu de mentionnner dans la colonne « observations », de la 1re catégorie, de la 1re ou de la 2e partie du répertoire, le nombre des opérations excédant 1.000 fr. et le nombre des opérations qui n'excèdent pas 1.000 fr.

Les personnes ou sociétés désignées à l'article 3 devront pouvoir représenter aux fonctionnaires de l'enregistrement des documents permettant de justifier le calcul de l'impôt.

Art. 5. — La taxe est liquidée sur le montant de l'opération en francs, calculé sur le cours décompté au client, sans déduction des frais de commission ou autres. Elle est perçue sur la valeur nominale des effets à échéance sans déduction de l'escompte.

Art. 6. — La perception des droits s'effectue au vu d'états déposés au bureau où a été souscrite la déclaration d'existence.

Art. 7. — Les états prévus à l'article précédent sont établis le 5 et le 20 de chaque mois. Ils sont certifiés par le débiteur et comprennent le total des droits perçus sur les opérations inscrites entre ces deux dates.

Art. 8. — Les états sont produits : — 1° Entre le 5 et le 10 pour la période du 5 au 20 du mois précédent; — 2° Entre le 20 et le 25 pour la période du 20 du mois précédent au 5 du mois courant.

Le dépôt des états est accompagné du montant des droits calculés sur le pied de 0,10 pour 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr. du montant de chaque opération.

Il est déposé des états négatifs quand les répertoires ne mentionnent aucune opération sujette à la taxe depuis l'établissement du dernier état.

Art. 9. — Les assujettis qui possèdent, indépendamment de leur établissement principal, une ou plusieurs agences ou succursales effectuant des opérations de change, doivent y faire tenir des répertoires semblables à ceux tenus par l'établissement principal. Ces répertoires reçoivent l'inscription des opérations effectuées par l'intermédiaire de l'agence ou de la succursale.

Chaque agence ou succursale doit, en outre, effectuer aux dates indiquées à l'article 8, la production des états prévus à l'article 6 accompagnés, s'il y a lieu, du versement des droits.

Toutefois, les assujettis pourront, sur leur demande, être autorisés à centraliser à leur établissement principal ou dans une agence ou succursale déterminée, les opérations de change effectuées dans certaines agences ou succursales.

Dans ce cas, les opérations effectuées dans ces agences ou succursales seront inscrites sur le répertoire de l'établissement centralisateur et le droits y afférents seront compris dans les états déposés par cet établissement.

Art. 10. — Les assujettis sont autorisés à utiliser simultanément autant de volumes de répertoire que l'exige l'organisation de leur serice. Dans le cas où ils font usage de cette faculté, les états prévus à l'article 6 doivent indiquer successivement le total des droits afférents à chacun des registres.

Art. 11. — Le droit de communication des fonctionnaires de l'enregistrement s'exerce dans les conditions prévues par les articles 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875 rendues respectivement applicables à l'Algérie par les décrets des 12 décembre 1871 et 8 février 1876, tant au siège de l'établissement principal que dans les agences ou succursales sans distinction, qu'elles tiennent ou non le répertoire.

Ce droit de communication s'étend, en outre, aux répertoires des opérations de change.

Art. 12. — Les répertoires et toutes les pièces soumises au droit de communication de l'administration doivent être conservés pendant cinq ans.

Art. 13. — Toute infraction aux dispositions du présent décret est punie d'une amende de 100 à 5.000 fr. en principal.

14 décembre 1926. — **Décret** relatif au remboursement en Algérie des droits perçus lors de la conversion des titres nominatifs dans les conditions prévues par l'article 17 de la loi du 31 juillet 1920 (J. O. 22 décembre; J. O. A. 21 janvier 1927).

14 décembre 1926. — **Décret** fixant en Algérie le mode de payement de l'impôt sur les bénéfices distribués aux administrateurs des sociétés étrangères (J. O. 22 décembre).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances; — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 10 juin 1926, homologuée par décret du 13 décembre 1926, rendant applicables à l'Algérie les dispositions combinées des articles 12 (1er alinéa) de la loi du 30 décembre 1916 et 79 de la loi du 13 juillet 1925 relatifs à l'impôt sur le revenu dû sur les bénéfices distribués aux administrateurs ou aux membres des conseils d'administration des sociétés françaises et étrangères; — Vu le décret du 18 janvier 1914 rendant exécutoire en Algérie le décret du 22 août 1912 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1911, rendu lui-même applicable dans la colonie par la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 13 juin 1913, homologuée par décret du 28 décembre 1913; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er du décret du 18 janvier 1914 sont applicables aux sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées dans le deuxième alinéa de l'article 5 de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières du 10 juin 1926 homologuée par décret du 13 décembre 1926, qui acquitteront la taxe au bureau de l'enregistrement où elles doivent verser la même taxe pour leurs titres ou pour leurs biens français.

Toutefois, à défaut du payement par lesdites sociétés dans le délai prévu au même article, le recouvrement de la taxe pourra être poursuivi directement entre chacun des membres des conseils d'administration qui sont domiciliés en Algérie ou qui y résident.

13 décembre 1926. — Décret portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes instituant des immunités fiscales en faveur des actes faits pour le service des enfants assistés en Algérie (J. O. 28 décembre; J. O. A. 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 19 décembre 1900 (art. 10); — Vu le décret du 30 décembre 1903 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 24 décembre 1902 relative à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (art. 5); — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926; — Vu la délibération du conseil supérieur de gouvernement en date du 18 juin 1926; — La section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'Etat entendue,

Art. 1er. — Est homologuée la décision suivante de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 10 juin 1926 ayant pour objet de rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi du 27 juin 1904 instituant des immunités fiscales en faveur des actes faits pour le service des enfans assistés.

Décision

Article unique. — Sont instituées, en matière de timbre et d'enregistrement, les immunités ci-après concernant les actes faits en exécution de la loi du 27 juin 1904 portant organisation du service des enfants assistés et rendue applicable à l'Algérie par le décret du 6 mars 1907 : — 1° Etablissement sans frais des actes d'émancipation et comptes de tutelle; — 2° Visa pour timbre et enregistrement gratis des pièces relatives à la tutelle officieuse; — 3° Exemption de timbre pour le contrat d'apprentissage; — 4° Exemption de timbre et d'enregistrement pour les décomptes des mois de nourrice et de pension; — 5° Exemption de timbre et enregistrement gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement pour les certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu du décret du 6 mars 1907 et des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 et exclusivement relatifs au service des enfants assistés, sans préjudice du bénéfice de la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire.

Art. 2. — Les dispositions qui font l'objet de la décision homologuée par l'article 1er du présent décret sont applicables aux territoires du Sud.

13 décembre 1926. — Arrêté du gouverneur général fixant les indemnités de fonctions allouées aux doctoresses chargées d'une clinique, ou d'un service de consultations gratuites. (B. O. 1926, p. 3204).

14 décembre 1926. — Décret fixant les conditions dans lesquelles sont étendues à l'Algérie les dispositions du décret du 21 juillet 1923 modifié par décret du 4 décembre 1924, relatif à la composition et au fonctionnement en Algérie des commissions de réforme prévues par la loi du 22 juillet 1922 (J. O. A. 14 janvier 1927).

14 décembre 1926. — Arrêté du gouverneur général modifiant le statut du personnel colonial (B. O. 1926, p. 3221).

14 décembre 1926. — Décret du Bey prescrivant des mesures pour la destructions des rongeurs nuisibles (J. O. T., 12 janvier 1927).

15 décembre 1926. — Décret du Bey modifiant l'article 6 du décret du 14 juillet 1922 créant une direction générale de l'Intérieur (J. O. T., 22 décembre 1926).

Vu le décret du 14 juillet 1922 instituant la direction générale de l'Intérieur ; — Vu, notamment, l'article 6 dudit décret réglementant les attributions de Notre Ministre de la Plume ; — Sur la proposition de notre Premier Ministre,

Article unique. — L'article 6 du décret du 14 juillet 1922 portant création d'une direction générale de l'Intérieur est modifié ainsi qu'il suit :

Notre Ministre de la Plume demeure chargé des fonctions qui lui sont actuellement dévolues par les textes en vigueur. Il peut, d'autre part, être délégué par Notre Premier Ministre, après accord avec notre Directeur général de l'Intérieur, à l'effet de suivre toutes les affaires à déterminer. Il assure, en outre, en cas d'absence ou d'empêchement constaté de Notre Premier Ministre, la signature du courrier ordinaire, la suppléance étant en ce cas réservée au Ministre le plus ancien pour la présentation des pièces à Notre Sceau, les cérémonies, les audiences et, en général, tout ce qui constitue les fonctions du Premier Ministre.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 15 octobre 1926.

17 décembre 1926. — Décret fixant les surtaxes applicables aux correspondances à transmettre par voie aérienne d'Algérie à Dakar (J. O., 5 janvier 1927).

19 décembre 1926. — Décret modifiant l'article 1er du décret du 31 décembre 1925 qui a autorisé l'octroi sous forme de location, de lots d'agrandissement aux détenteurs de propriétés de colonisation (J. O. A., 18 février 1927).

Sur les rapports du Ministre de l'Intérieur et du Président du Conseil Ministre des Finances; — Vu le décret du 31 décembre 1925, tendant à accorder en location des parcelles de terrains domaniaux aux acquéreurs ou concessionnaires d'origine des terres de colonisation en Algérie ,installés avant le 1er janvier 1925 ou à leurs ayants droit ; — Vu le décret du 18 avril 1926, qui a modifié l'article 1er du décret susvisé ; — Vu les propositions du Gouverneur général de l'Algérie ; — Le Conseil d'Etat entendu,

Art. 1er. — L'article 1er du décret du 31 décembre 1925, modifié par le décret du 18 avril 1926, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les acquéreurs ou concessionnaires d'origine de terres de colonisation, installés avant le 1er janvier 1925 ou leurs héritiers, ainsi que les cessionnaires visés aux articles 14 des décrets des 13 septembre 1904 et 9 septembre 1924 et les adjudicataires après déchéance prononcée dans les conditions de l'article 15 des deux règlements précités ou leurs héritiers, peuvent recevoir en location, à prix nominal, des parcelles de terrains domaniaux situés à proximité des périmètres de colonisation où ils sont installés. »

20 décembre 1926. — Avis de publication d'un journal officiel de l'Algérie fusionnant les deux journaux officiels de la colonie : le **Bulle-**

tin officiel du gouvernement général et le Mobacher, à partir du 1er janvier 1927. Le nouveau journal paraîtra le vendredi de chaque semaine. Il comprendra trois parties reproduisant ,la première, les textes réglementaires généraux intéressant la colonie, la seconde, les autres textes et communications n'ayant pas un caractère général, la troisième, les textes arabes. (B. O. 1926, p. 3049).

21 décembre 1926. — **Décret du Bey** portant prorogation du moratorium des baux d'immeubles à usage commercial et industriel (J. O. T., 25 décembre 1926).

21 décembre 1926. — **Décret du Bey** modifiant l'article 18 du décret du 9 octobre 1926, relatif au renouvellement des baux commerciaux et industriels (J. O. T., 25 décembre 1926).

21 décembre 1926. — **Décret du Bey** relatif au moratorium concernant la location des biens habous (J. O. T., 25 décembre 1926).

Vu le décret du 19 mars 1874 instituant la Djemaïa des habous et son article II; — Vu les décrets du 25 juillet 1897 et du 18 octobre 1902 fixant les conditions dans lesquelles les biens habous doivent être offerts et pris à bail; — Vu le décret du 9 octobre 1926 relatif au renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel; — Considérant qu'il convient de concilier ces règles fondamentales avec les principes bienfaisants qui Nous ont inspiré d'édicter le décret du 9 octobre 1926; — Sur la proposition de Notre Premier Ministre.

Article 1er. — Les dispositions du décret du 3 octobre 1926 ne comportent pas dérogation au principe organique qui exige que les baux à loyers afférents à des immeubles habous publics ou privés doivent être contractés par la voie des enchères publiques, conformément aux prescriptions des décrets des 19 mars 1874, 25 juillet 1897 et 18 octobre 1902.

Art. 2. — Toutefois, le prix d'adjudication atteint par l'enchère pourra être assimilé à l'offre faite par un tiers, telle que cette offre est prévue par l'article 3, alinéa 4. du décret du 3 octobre 1926; en conséquence, le locataire sortant pourra se substituer à l'adjudicataire et réaliser ainsi le renouvellement du bail à son profit.

Art. 3. — Le locataire sortant est tenu de réaliser la substitution, soit personnellement, soit par mandataire spécial, avant que la tenue de l'enchère ne soit déclarée close, séance tenante et par devant la Commission des Enchères. A défaut de cette confirmation immédiatement réalisée sous forme solennelle et authentique, la tenue de l'enchère sera déclarée close par son présdent ; le locataire sortant sera déchu du bénéfice de la substitution et le plus fort enchérisseur sera déclaré adjudicataire.

Si l'adjudicataire, dans les deux jours francs qui suivront les enchères, n'a pas satisfait aux conditions de l'adjudicataire, la folle enchère sera poursuivie par la Djemaïa, qu'il s'agisse de habous publics ou privés, dans les conditions prévues par les articles 23, 24, 25, 26, 27 et 28 du décret du 22 juin 1888. Le locataire sortant pourra exercer le droit de se substituer à l'adjudicataire sur folle enchère.

Art. 4. — Dans le cas où le locataire sortant déclare renoncer au bénéfice de la substitution en prenant motif du prix excessif réalisé par l'enchère, il lui appartient de faire apprécier par justice, et suivant les règles de compétence et de procédure du droit commun, les raisons

pour lesquelles il estime que ce prix est excessif. Dans ce cas, les juridictions saisies statueront sur la demande en indemnité d'éviction.

Cette indemnité ne peut, en aucun cas, être demandée à la fondation privée, ni à la Djemaïa ; elle doit être exclusivement à la charge de l'adjudicataire, nouvel occupant.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 21 décembre 1926.

21 décembre 1926. — Décret du Bey réglant, à partir du 1er janvier 1927, les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation et des locaux à usage professionnel (J. O. T., 27 décembre 1926). (Errata J. O. T., 12 et 29 janvier 1927).

Vu les décrets des 25 septembre 1918, 10 mars et 10 septembre 1919, 15 juillet 1920, 18 juin et 25 décembre 1921, 22 juillet 1922, 1er juin 1923, 16 juillet 1924 et 7 décembre 1925, relatifs à la législation sur les loyers ; — Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances, de Notre Directeur général de l'Intérieur et sur la présentation de Notre Premier ministre,

Art. 1er. — Les baux à loyer de locaux d'habitation ou à usage professionnel ou servant à l'exercice d'une fonction publique ou à usage mixte sans caractère commercial ni industriel seront, à partir du 1er janvier 1927 et jusqu'au 1er janvier 1931, régis par les dispositions suivantes :

TITRE I. — Prorogation des baux en cours

Art. 2. — Il est établi cinq catégories de locataires d'immeubles à usage d'habitation ou de locaux à usage professionnel ou affectés à l'exercice d'une fonction publique ou à usage mixte sans caractère commercial, ni industriel d'après l'importance de la localité habitée et d'après le montant au 1er août 1914, ou, faute de loyer à cette époque à la date postérieure la plus rapprochée du 1er août 1914, du loyer annuel de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble occupé : — a) à Tunis et dans les localités de 50.000 habitants, — 1re catégorie : loyer inférieur ou égal à 600 francs, — 2me catégorie : loyer de 601 à 1.000 francs, — 3me catégorie : loyer de 1.001 à 1.500 francs, — 4me catégorie : loyer de 1.501 à 3.000 francs, — 5me catégorie : loyer supérieur à 3.000 francs ; — b) dans les localités de moins de 50.000 habitants : — 1re catégorie : loyer inférieur ou égal à 400 francs, — 2me catégorie : loyer de 401 à 600 francs, — 3me catégorie : loyer de 601 à 1.000 francs, — 4me catégorie : loyer de 1.001 à 1.500 francs, — 5me catégorie : loyer supérieur à 1.500 francs ; — c) dans les localités de moins de 5.000 habitants : 1re catégorie : loyer inférieur ou égal à 200 francs, — 2me catégorie : loyer de 201 à 400 francs, — 3me catégorie : loyer de 401 à 600 francs, — 4me catégorie : loyer de 601 à 1.000 francs, — 5me catégorie : loyer supérieur à 1.000 francs.

Toutefois, rentreront dans la catégorie immédiatement inférieure les locataires des 2e, 3e, 4e et 5e catégories, lorsque ces locataires justifieront qu'ils son chefs de famille ayant au moins trois enfants habitant avec eux ou à leur charge ou qu'ils sont ascendants de militaires morts pour la France.

Art. 3. — Tous locataires, sous-locataires, cessionnaires de baux dont le bail est expiré ou viendra à expiration avant le 31 décembre 1930, tous occupants de bonne foi en vertu d'une prorogation antérieure ou d'un délai de grâce même expiré, en possession au 31 décembre 1926 de locaux à usage d'habitation ou à usage professionnel sans caractère commercial ni industriel, auront, sauf en cas de décision judiciaire devenue définitive ayant ordonné l'expulsion pour l'une des causes de refus de prorogation admises par le présent décret, droit, sans l'accom-

plissement d'aucune formalité, à des prorogations de jouissance de : — Quatre ans, s'ils appartiennent à la 1re catégorie ; — Trois ans et demi, s'ils appartiennent à la 2me catégorie ; — Trois ans, s'ils appartiennent à la 3me catégorie ; — Deux ans, s'ils appartiennent à la 4me catégorie ; — Un an, s'ils appartiennent à la 5me catégorie.

Art. 4. — Les locataires, sous-locataires, cessionnaires de baux ou occupants de bonne foi, bénéficiant de la prorogation supplémentaire accordée par le deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 22 juillet 1922 et par le premier et le troisième alinéa de l'article 5 du décret du 16 juillet 1924 dont le point de départ a été fixé au 1er janvier 1925 par le premier allinéa de l'article 2 du décret du 7 décembre 1925, continueront à jouir pendant la durée de cette prorogation supplémentaire des avantages qui leur ont été consentis à charge d'acquitter la taxe d'entretien et de rembourser l'eau au propriétaire.

A l'expiration de cette prorogation spéciale, ils suivront, le cas échéant, le sort de la catégorie à laquelle ils appartiennent aux termes de l'article 2 du présent décret.

Art. 5. — Le bénéfice de la prorogation restera acquis, en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire ou de l'occupant, aux mmebres de sa famille, vivant habituellement avec lui.

Dans le cas où le bénéficiaire de la prorogation n'exécuterait pas les obligations mises à sa charge par le contrat, par les usages locaux ou par la loi ou bien ne jouirait pas des locaux en bon père de famille, le bailleur sera recevable à demander la déchéance du droit à prorogation.

Art. 6. — N'ont pas droit au bénéfice de la prorogation : — 1° Les locataires, sous-locataires et cessionnaires de locaux de plaisance, pour les dits locaux ; — 2° Les locataires, cessionnaires, ou sous-locataires ayant plusieurs habitations, sauf pour celle constituant leur principal établissement, à moins qu'ils ne justifient que leur fonction ou leur profession les y oblige ou que les locaux d'habitation loués par eux en sus de leur habitation personnelle sont occupés par leurs ascendants ou descendants ou ceux de leur conjoint; — 3° Les occupants pour lesquels le logement constitue un des accessoires du contrat de louage de services ; — 4° Les locataires qui, contrairement aux clauses ou à la nature du bail, ont loué ou loueront la majeure partie des locaux sans l'assentiment écrit du propriétaire ; — 5° Les locataires qui ont à leur disposition, dans la même agglomération, un autre local répondant à tous leurs besoins et à ceux des membres de leur famille demeurant avec eux : — 6° Les locataires d'immeubles destinés par les collectivités à des travaux d'utilité publique; — 7° Les locataires qui, sans motif légitime, bien que depuis plus de deux ans en possession de locaux, n'ont pas occupé effectivement ceux-ci six mois au moins au cours de chacune des deux années antérieures à la promulgation du présent décret, à moins que leur profession ou leur fonction ne justifie cette situation.

Art. 7. — Le droit à la prorogation n'est pas opposable au propriétaire qui ,ayant acquis un immeuble ou partie d'immeuble avant le 1er octobre 1926, voudra occuper par lui-même ou faire occuper par son conjoint, par ses ascendants ou descendants ou par ceux de son conjoint, cet immeuble ou partie de cet immeuble d'habitation.

Le propriétaire, dont l'acquisition est postérieure au 1er octobre 1926, pourra bénéficier du droit de reprise à la condition de mettre préalablement à la disposition du locataire un local répondant aux mêmes besoins que celui dont il veut reprendre l'usage.

Le droit reconnu au propriétaire par les alinéas précédents ne pourra porter que sur les locaux servant exclusivement à l'habitation et être

exercé qu'une seule fois au profit de chacun des bénéficiaires ci-dessus énoncés.

Art. 8. — Cependant, si le locataire appartient à une des catégories suivantes : — Mutilés, réformés de guerre ou accidentés du travail, ayant au moins les uns et les autres, 25 % d'incapacité ; — Veuves de guerre non remariées ; — Ascendants ayant recuelli la veuve ou les enfants de militaires ou de marins morts pour la France ; — Chefs de famille ayant au moins 3 enfants habitant avec eux, ou à leur charge, ou si le locataires est âgé de 70 ans, ou atteint d'une maladie ou infirmité graves dûment constatées; — Le droit de reprise ne lui sera pas opposable sauf si le propriétaire, son conjoint, ses enfants et les conjoints de ceux-ci, non séparés de corps, ou ascendants ou descendants, ou ceux de son conjoint, appartiennent eux-mêmes à une de ces catégories.

Ces exceptions ne seront pas davantage opposables, s'ils justifient de leur admission à la retraite ,aux fonctionnaires ou agents civils ou militaires de l'Etat français ou tunisien ou des Etablissements publics, ou aux employés logés par l'Administration dont ils dépendent.

Art. 9. — Le propriétaire ayant excipé des dispositions des articles 7 et 8 et qui, dans un délai de trois mois à dater du départ du locataire et pendant une durée minimum de trois ans, n'aura pas occupé ou fait occuper l'immeuble par ceux des bénéficiaires pour le compte de qui il l'avait réclamé, sera, pour l'avenir, déchu de tous droits de reprise, frappé d'une amende civile de 500 à 5.000 francs et devra, au locataire congédié, une indemnité qui ne pourra être inférieure à une année de loyer du local précédemment occupé, ni supérieure à cinq années sans que le locataire évincé ait à faire la preuve d'aucun préjudice. Ce locataire, en cas de non-occupation, pourra demander la réintégration ; en ce cas, l'indemnité ne sera pas dûe.

Cette déchéance ne sera pas encourue et cette indemnité ne sera point dûe si un cas fortuit ou de force majeure a empêché l'exercice normal du droit de reprise.

Art. 10. — Le locataire d'un local meublé qui y habite d'une façon permanente ou pendant la durée des périodes où sa profession le lui permet et qui ne dispose pas pour son habitation, d'un autre local répondant à ses besoins et à ceux des membres de sa famille habitant avec lui, aura droit, à partir du 1er janvier 1927, sans l'accomplissement d'aucune formalité, à la prorogation prévue aux articles 2 et suivants.

Toute expulsion ou violation du droit à la promulgation défini par le présent article, sans qu'un jugement ait été préalablement prononcé, rendra le propriétaire, le bailleur ou ses préposés, passibles des sanctions prévues au 2me § de l'article 184 du Code pénal français et à l'article 256 du Codo pénal tunisien.

De plus, une indemnité égale à six mois de location sera due, dans ce cas, au locataire expulsé par son propriétaire .

Pour les locations en meublé dont le taux mensuel n'excède pas 750 francs, le prix du loyer ne pourra, en aucun cas, dépasser 150 % par rapport à la valeur locative de 1914 Le juge pourra ajouter à ce pourcentage la majoration subie depuis 1914 par les prestations et fournitures diverses à la charge de l'exploitant.

Art. 11. — Les baux consentis aux Administrations publiques dépendant de l'Etat, aux établissements d'utilité publique et aux œuvres de bienfaisance, d'assistance et de prévoyance sociales régulièrement instituées, bénéficieront aux mêmes conditions des prorogations prévues à l'article 3 du présent décret.

TITRE II. — Détermination du prix du loyer

Art. 12. — Pour toutes les locations prorogées en vertu du présent décret et pour tous les baux qui seront nouvellement consentis durant les périodes d'application de l'article 3 et jusqu'au 1er janvier 1929, les prix des loyers seront fixés sur la base de la valeur locative de 1914.

Pour les locaux non encore loués en 1914, cette valeur locative sera établie par analogie avec les prix payés pour les logements similaires.

La valeur locative devra correspondre à la totalité des locaux et dépendances compris dans la même location avant le 1er août 1914. En cas de division actuelle entre plusieurs locataires des locaux faisant l'objet d'une seule et même location en 1914 ,la nouvelle majoration ne portera proportionnellement que sur les locaux présentement occupés par les locataires.

La valeur locative de 1914 sera majorée de 130 % pour les locaux à usage d'habitation et de 200 % pour les locaux affectés à l'exercice d'une profession ou d'une fonction publique.

En sus de cette majoration, les locataires seront tenus d'acquitter la taxe d'entretien et de rembourser l'eau au propriétaire dans la mesure où il justifiera de son montant, lequel, à défaut de compteur divisionnaire, sera réparti entre tous les occupants de l'immeuble,. propriétaire compris, s'il y habite, au prorata de leur loyer.

Art. 13. — Le loyer actuel des locaux reconnus insalubres ne pourra être l'objet d'aucune augmentation.

Les déclarations d'insalubrité, faites conformément aux règlements sanitaires approuvés par décrets, seront notifiées au locataire intéressé, avec la mention que son loyer ne pourra être l'objet d'aucune augmentation.

La liste de ces locaux sera consignée sur un registre déposé aux Municipalités.

Le loyer des locaux déclarés insalubres sera diminué de 50 % si les travaux d'assainissement ne sont pas exécutés dans le délai prescrit et en application du règlement sanitaire visé au présent décret.

Art. 14. — Qu'il s'agisse de locaux à usage d'habitation ou de locaux à usage professionnel, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur sous une forme indirecte, telle que remise d'argent, de valeurs ou de cautionnement ou reprise de mobilier, un prix de location dépassant le prix licite, tel qu'il est fixé au présent décret, sera frappée de nullité absolue.

En outre, toutes les personnes les ayant frauduleusement exigées, seront passibles des peines prévues à l'article 419 du Code pénal français ou à l'article 139 du Code pénal tunisien, sans préjudice de tous dommages-intérêts que pourront éventuellement réclamer les preneurs.

Art. 15. — Le bailleur convaincu d'avoir majoré de plus de 10 % le prix du bail tel qu'il devait être établi par application des dispositions qui précèdent, pourra être condamné à une amende civile au moins égale au triple de la majoration, sans qu'elle puisse dépasser cependant le décuple.

Les locataires seront admis, dans les six mois de leur entrée en jouissance, à demander le remboursement des dites majorations et la réduction du loyer au prix licite.

Le même droit appartiendra aux locataires pour les baux antérieurs à la publication du présent décret, à charge par eux de former leur demande dans les six mois de la publication du décret, il appartiendra au juge saisi de l'action en réduction, de statuer également sur l'amende prévue au § 1er.

En cas de récidive, le tribunal correctionnel sera saisi et le bailleur sera passible des peines prévues à l'article 419 du Code pénal français ou à l'article 139 du Code pénal tunisien.

TITRE III. — Procédure

Art. 16. — Toutes les contestations relatives à l'exercice, aux conditions et au maintien de la prorogation seront portées, à la requête de la partie la plus diligente par lettre recommandée ou par déclaration faite au greffe : — 1° Par les justiciables des tribunaux français : devant le juge de paix, quand le prix annuel ne dépassera pas 1.500 francs, charges non comprises, ou s'il s'agit d'une location en meublé quand le prix du loyer mensuel ne dépassera pas 300 francs ; — Devant le tribunal civil, statuant en la Chambre du Conseil, dans tous les autres cas. Le juge de paix ou le Président convoquera, par lettre recommandée, du Greffier avec avis de réception, les parties qui pourront comparaître en personne ou se faire représenter par un avocat régulièrement inscrit ou un avocat-défenseur. — Les décisions du Juge de paix ou celles du tribunal ne sont pas susceptibles d'appel. — La voie du recours en cassation leur est ouverte devant la Commission supérieure instituée par la loi du 14 décembre 1920 en se conformant aux règles de l'article 51 du décret du 10 mars 1919;— 2° Par les justiciables des tribunaux tunisiens : devant le président du tribunal régional, s'il s'agit de locations dont le prix annuel ne dépasse pas 1.000 francs ; devant le tribunal régional dans les autres cas.

La juridiction compétente sera celle du lieu de l'immeuble.

TITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 17. — Les prorogations accordées par les différents décrets, y compris le présent, ne pourront ouvrir droit à des dommages-intérêts au profit soit d'un acquéreur de l'immeuble, soit d'une personne ayant loué à bail dans cet immeuble antérieurement à la promulgation du présent décret.

Art. 18. — Aucun local affecté à l'habitation ne pourra, même par reconstruction, être transformé en établissement de spectacles publics ou de danses, en dépôt de marchandises ou en local commercial ou industriel jusqu'au 1er janvier 1931.

Toute infraction à la présente disposition constitue une contravention poursuivie en vertu du § 15 de l'article 471 du Code pénal français et de l'article 315 du Cde pénal tunisien. Le juge devra ordonner la réaffectation des lieux en locaux d'habitation dans les délais qu'il impartira.

Faute d'exécution dans le délai imparti, le propriétaire et l'occupant seront traduits devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de 1.000 à 10.000 francs. Le tribunal devra, en outre, ordonner l'exécution aux frais des parties des travaux de réaffectation, le tout sans préjudice des dommages-intérêts que pourront réclamer les locataires évincés, quels que soient les accords intervenus entre eux et le bailleur ou le nouvel acquéreur.

Les locaux affectés à l'habitation seront, pour une durée de quatre années, à dater de leur réaffectation, soumis à toutes les dispositions du présent décret, notamment en ce qui concerne les prorogations et limitations de prix.

Toutefois, la transformation visée aux alinéas précédents ne constituera aucune infraction punissable dans les trois cas suivants :

Lorsque la transformation aura pour objet de permettre au propriétaire de l'immeuble, à son conjoint ou à ses ascendants d'exercer dans

cet immeuble un commerce ou une industrie, dans les locaux dans lesquels ils continuent d'habiter.

Lorsque le local continuera, malgré sa nouvelle affectation à servir d'habitation à des personnes de nombre au moins égal à celles qui l'occupaient précédemment.

Lorsque le propriétaire aura, par compensation, construit un autre local affecté à l'habitation ou aménagé pour l'habitation un autre local qui n'avait pas cette destination. Les locaux ainsi construits ou affectés devront être d'une importance au moins égale à ceux qui seront transformés, d'une valeur locative équivalente et être situés dans la même localité.

En cas d'appel de la décision du juge de paix ,il devra être statué d'urgence par la juridiction d'appel.

Art. 19. — Aucune prorogation, quelle qu'elle soit, ne pourra être opposée au propriétaire qui veut démolir un imeuble pour construire ou aménager, sur le même emplacement, un autre immeuble contenant au moins le même nombre de logements que l'immeuble démoli.

L'exercice de ce droit de reprise du propriétaire sera subordonné aux conditions suivantes : — 1° Qu'un préavis de six mois soit donné à chacun des locataires congédiés pour vider les lieux ; — 2° Q'une indemnité préalable égale à un an du montant du loyer annuel soit versée par le propriétaire à chacun des dits locataires ; — 3° Que les travaux de reconstruction soient commencés dans les six mois.

Aucune des conditions ci-dessus formulés ne s'appliquera au cas où l'immeuble menace ruine. Dans le cas où le propriétaire prouve que l'immeuble est insalubre et qu'il se propose de reconstruire ou de transformer l'immeuble, la seule condition exigée est le préavis de six mois.

En cas de démolition, transformation ou surélévation, le locataire à la disposition duquel le propriétaire mettra un local similaire dans la même localité aux mêmes conditions de prix, ne pourra invoquer à son encontre le bénéfice de la prorogation.

Le bénéfice de la prorogation ne sera non plus opposable au propriétaire qui veut reprendre, pour les utiliser dans le but de construire des bâtiments à destination principale d'habitation, tout ou partie de cours, jardins ou terrains, précédemment loués nus comme accessoires d'un local d'habitation. Dans ce cas, le locataire pourra obtenir une réduction de loyer.

Art. 20. — A dater de la publication du présent décret, tous loyers payés d'avance, sous quelque forme que ce soit, et même à titre de garantie, porteront intérêts au profit du locataire au taux pratiqué par la Banque de l'Algérie pour les avances sur titres, pour les sommes excédant celle qui correspond au prix du loyer de plus d'un terme.

Défalcation sera faite de cet intérêt sur les quittances de loyer des deuxième et quatrième trimestres en cas de règlement trimestriel, et des sixième et douzième mois, si le paiement se fait par mensualité.

Touts clauses et conventions contraires seront frappées de nullité absolue.

Art. 21. — Les propriétaires ou gérants d'immeubles et les exploitants de pensions de famille devront faire connaître par des écriteaux extérieurs facilement lisibles de la rue, les logements vacants dans les immeubles qui leur appartiennent ou qu'ils administrent. L'affichage devra porter l'indication des prix et du nombre de pièces.

Les propriétaires, gérants ou exploitants des hôtels, pensions de famille et locaux meublés seront tenus d'apposer sur la façade de l'immeuble dans lequel ils exercent leur profession, des écriteaux facilement lisibles de la rue, indiquant qu'il existe dans l'immeuble soit un hôtel,

soit des appartements meublés La forme et les dimensions des écriteaux seront déterminées par un arrêté de l'autorité compétente.

Tous les logements vacants devront égalements ,dans la huitaine qui suivra la vacance, être déclarés avec indication du prix et du nombre de pièces par le propriétaire à la Municipalité.

Art. 22. — Toute offre directe ou indirecte, toute publicité quelle qu'elle soit, sont interdites pour les locaux vacants non affichés, conformément aux dispositions du présents décret. Toute infraction à cette disposition sera punie d'une peine de 1.000 à 5.000 francs d'amende.

Art. 23. — Aucune des dispositions provisoirement restrictives du droit de propriété pouvant résulter du présent décret ou des décrets antérieurs sur les loyers n'est applicable aux immeubles construits postérieurement au 1er janvier 1923.

En ce qui concerne les immeubles achevés après le 1er août 1914 et affectés à l'habitation avant le 1er janvier 1923, les locataires ou occupants de bonne foi bénéficieront de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité, des mêmes prorogations de jouissance que les autres locataires ou occupants. Mais en cas de désaccords entre les parties sur le prix du loyer, pendant les prorogations, celui-ci sera fixé par le juge, conformément à la procédure instituée par le présent décret, d'après les dépenses faites par le propriétaire dans la construction.

Art. 24. — Les dispositions du présent décret sont d'ordre public.

En conséquence, toute clause ou convention contraires, même antérieures à la publication du présent décret, seront réputées nulles de plein droit.

Art 25. — Cesseront d'être en vigueur, à partir du 1er janvier 1927, les décrets des 25 septembre 1918, 10 mars 1919, 15 juillet 1920, 18 juin et 25 décembre 1921, 22 juillet 1922, 1er juin 1923, 16 juillet 1924 et 7 décembre 1925, relatifs à la législation des loyers d'habitation.

Il n'est pas dérogé, toutefois, aux droits résultant des dispositions du décret du 7 décembre 1925 sur la révision du prix des baux à longue durée en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux dispositions du présent décret. La majoration sera calculée conformément aux règles prévues par l'article 11 du présent décret.

Art. 26. — Les articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

TITRE V. — Dispositions financières

Art. 27. — L'exemption temporaire de la taxe locative dont bénéficient, en vertu des articles 3, 10e alinéa, du décret du 16 septembre 1902 et 5 du décret du 31 décembre 1910, les constructions nouvelles, surélévations et agrandissements, est portée à quinze ans à compter de l'année qui suivra celle de leur achèvement pour les constructions nouvelles, surélévations et agrandissements commencés et non encore terminés, ainsi que pour celles qui seront entreprises postérieurement à la promulgation du présent décret, pourvu qu'elles soient achevées avant le 1er janvier 1930.

Sont toutefois exclus du bénéfice des dispositions qui précèdent : — 1° les immeubles ou portions d'immeubles affectés à un autre usage que l'habitation; — 2° les habitations d'agrément, de plaisance ou servant à la villégiature.

Les immeubles ou portions d'immeubles appelés à bénéficier des immunités fiscales instituées par le présent article, qui seraient ultérieurement affectés à la location en meublé ou à un autre usage que l'habitation, cesseront d'avoir droit à ces immunités à compter de l'année im-

médiatement postérieure à celle de leur transformation, sans toutefois pouvoir être soumis à la taxe locative avant l'expiration du délai d'exemption fixé par les articles 3 du décret du 16 septembre 1902 et 5 du décret du 31 décembre 1910.

Art. 26. — Le présent décret ne pourra être invoqué que par des Français, des Tunisiens, des sujets protégés français ou par des citoyens ressortissants des pays alliés.

Vu pour la promulgation et mie à exécution : le 21 décembre 1926.

22 décembre 1926. — Arrêté modifiant la réglementation du service médical de colonisation (B. O. A., 7 janvier 1927)

Vu le décret du 23 août 1898 sur le Gouvernement et la Haute Administration de l'Algérie ; — Vu le décret du 6 décembre 1913 modifié par les décrets des 8 février et 6 mai 1920, sur le service médical de colonisation en Algérie ; ensemble le décret du 11 septembre 1920 donnant au Gouverneur Général de l'Algérie le pouvoir de réglementation en ce qui concerne ce service; — Vu l'arrêté du 20 avril 1914 sur le recrutement, l'avancement et les obligations des médecins de colonisation et les arrêtés modificatifs des 10 mai 1918, 24 février 1919, 21 avril 1921 et 23 mars 1926 ; — Vu l'arrêté du 1er mars 1926 portant organisation de l'assistance aux mères et aux nourrissons ; — Vu les délibérations de l'Assemblée plénière des Délégations Financières en date du 13 novembre 1926 et du Conseil supérieur de Gouvernement en date du 16 novembre 1926 ; — Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement, — Le Conseil de Gouvernement entendu,

Art. 1er. — Cinquante postes de médecins de colonisation pour les centres ruraux dans lesquels les honoraires de la clientèle n'atteignent pas une moyenne de 15.000 francs par an, et qui seront déterminés par un arrêté ultérieur du Gouverneur Général, seront soumis au régime spécial fixé par le présent arrêté.

Art. 2. — Les titulaires des postes visés à l'article 1er recevront, traitement et complément de traitement compris, une rémunération annuelle calculée d'après l'échelle suivante : 1re classe, 32.000 ; 2e classe, 31.000 ; 3e classe, 30.000 ; 4e classe, 29.000 ; 5e classe, 28.000 ; 6e classe, 27.000 ; 7e classe, 26.000 ; 8e classe, 25.000 ; 9e classe, 24.000.

A ces traitements s'ajoutera en faveur des citoyens français l'indemnité algérienne.

Aucun poste de médecin de colonisation pour les centres ruraux ne pourra être créé à moins de 25 kilomètres d'un centre où exerce un médecin libre.

Art. 3. — Les avancements de classe seront accordés au choix après un stage minimum de deux ans dans la classe immédiatement inférieure. Le tableau d'avancement sera dressé dans les conditions prévues pour les médecins de colonisation.

Art. 4. — Les titulaires des postes prévus à l'article 1er seront recrutés au concours, dans les conditions fixées par le Titre 1er de l'arrêté du 20 avril 1914. Toutefois, à titre transitoire, quarante médecins de colonisation actuellement en fonctions pourront être admis immédiatement au bénéfice du nouveau régime, à la suite d'un concours sur titres pour lequel ils devront déposer leur demande avant le 15 janvier 1927. Cependant, ceux qui seront âgés de plus de 45 ans au jour du présent arrêté, ne pourront acquérir d'autres droits à la retraite que ceux résultant de leur situation actuelle ; ils percevront, dès lors, leur

rémunération supplémentaire à titre d'indemnité non soumise à retenue pour pension.

Toutes les nominations seront faites à la dernière classe du grade.

Art. 5. — Les titulaires des postes transformés seront placés sous la direction générale de l'administrateur ; ils seront astreints aux mêmes obligations que les médecins de colonisation appartenant au cadre ordinaire et seront assujettis, par ailleurs, à toutes les règles concernant la discipline de ce personnel. Ils seront tenus, en outre, d'assurer l'inspection des écoles et de donner gratuitement leurs soins : 1° à toutes les personnes indigentes ; — 2° à touts les personnes nécessiteuses.

Les listes des bénéficiaires des soins gratuits, tant pour les européens que pour les indigènes, seront établies par une Commission composée ainsi qu'il suit :

Le Maire ou l'Administrateur de la Commune, président. — Trois délégués de l'Assemblée municipale élus dans son sein, — Le Receveur Municipal ou le fonctionnaire qui en remplit les fonctions, — Un délégué du Bureau de bienfaisance européen, — Un délégué élu du Bureau de bienfaisance musulman, — Un notable européen, désigné par le préfet, — Un Président de Djemâa, désigné par le Préfet, — membres.

Les listes seront dressées dans le courant du mois de janvier de chaque année ; elles pourront être revisées au mois de juin.

Il pourra être fait appel des décisions prises par cette Commission devant une Commission siégeant au chef-lieu d'arrondissement et composée comme suit :Le Sous-Préfet, président ; — Un Conseiller Général européen et un Conseiller Général indigène élus par l'Assemblée départementale, — Le Juge de Paix, — membres.

Des instructions spéciales préciseront les modalités d'établissement des listes.

Art. 6. — Les médecins de colonisation pour les centres ruraux qui participeront au fonctionnement du service de l'assistance aux mères et aux nourrissons auront droit aux allocations prévues par l'article 18 de l'arrêté du 1er mars 1926 pour les consultations hors de la résidence ainsi qu'aux frais de déplacement calculés suivant les barèmes applicables aux fonctionnaires de la Colonie.

Art. 7. — Toutes les dispositions concernant le personnel du Service médical de colonisation, non contraires à celles du présent arrêté, seront applicables aux médecins de colonisation pour les centres ruraux.

22 décembre 1926. — Arrêté des ministres des finances et des pensions concernant les indemnités de déplacement des médecins des communes mixtes et déclarant applicables aux communes mixtes d'Algérie, à partir du 1er janvier 1925, les arrêtés interministériels des 15 janvier 1923 et du 20 avril 1926. Toutefois, les indemnités de déplacement attribuables au titre de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 aux médecins des communes mixtes ne devront pas dépasser au total le montant des indemnités forfaitaires telles qu'elles ont été fixées par la décision ministérielle du 24 juin 1924 (J. O., 31 décembre 1926).

24 décembre 1926. — Décret modifiant le décret du 2 février 1926 sur le régime des pensions civiles des fonctionnaires et agents tributaires de la Caisse des Retraites de l'Algérie (J. O., 28 décembre 1926. — (J. O. A., 21 janvier 1927).

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du président du Conseil, ministre des Finances ; — Vu la loi du 19 décembre 1900 ; — Vu le

décret du 7 juin 1902 ; — Vu l'article 12 de la loi du 30 décembre 1903 portant création d'une caisse locale des retraites pour les fonctionnaires et agents coloniaux de l'Algérie ; — Vu le décret du 16 juillet 1907 déterminant les conditions de fonctionnement de la caisse des retraites de l'Algérie ; — Vu le décret du 2 février 1926 portant réforme du régime des pensions civiles des fonctionnaires et agents coloniaux tributaires de ladite caisse ; — Vu la loi du 14 avril 1924 et le décret du 2 septembre 1924 ; — Vu l'article 26 de la loi de finances du 6 mars 1926 ; — Vu la délibération de l'assemblée plénière des Délégations finances algériennes en date du 10 juin 1926 ; — Vu la délibération du Conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie en date du 18 juin 1926 ; — Vu l'avis du Conseil de gouvernement de l'Algérie ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Les sections réunies des Finances, de la Guerre ,de la Marine et des Colonies et de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des BeauxArts du Conseil d'Etat entendues,

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 8 du décret du 2 février 1926 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq ans de services pour les fonctionnaires ou employés qui ont passé quinze ans dans la partie active.

« Le bénéfice de l'article 1er de la loi du 25 juin 1914 est étendu au personnel de surveillance des services pénitentiaires (gardiens et gardiens chefs), ainsi qu'aux commissaires de police municipale, aux commissaires, inspecteurs et agents de la sûreté départementale et de la sûreté générale, aux inspecteurs spéciaux de la police des chemins de fer et des ports. »

Art. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 21 du décret du 2 février 1926 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, les fonctionnaires ayant cessé d'être soumis au régime de la loi du 9 juin 1853 avant le 17 avril 1924 et ceux qui, passés d'un cadre métropolitain ou colonial dans un cadre affilié à la caisse des retraites de l'Algérie, compteront, lors de leur mise à la retraite postérieure au 17 avril 1924, quinze ans de services ayant donné lieu à versement de retenues à ladite caisse, pourront opter pour le régime prévu par l'article 6 du décret du 7 juin 1902. »

Art. 3. — Le premier paragraphe de l'article 33 du décret du 2 février 1926 est remplacé par les dispositions suivantes :

«Les veuves non remariées des fonctionnaires et agents coloniaux, tributaires de la caisse des retraites de l'Algérie qui, sans leur laisser de droits à pension, sont décédés avant le 17 avril 1924, en activité de service ou dans les deux ans qui ont suivi la cessation des services, lorsque cette cessation n'a pas été motivée par des convenances personnelles ou des mesures disciplinaires, recevront une allocation annuelle, qui sera de 30, 40 ou 50 fr. par année de services, suivant que l'agent décédé avait un traitement ou salaire inférieur à 3.000 ou 6.000 fr. ou un traitement ou salaire de 6.000 fr. et au-dessus ».

24 décembre 1926. — **Décret du bey** portant attribution d'indemnités temporaires aux retraités de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens (J. O. T., 25 décembre 1926).

24 décembre 1926. — **Décret du bey** fixant le cadre du personnel de l'Office des Pupilles de la Nation (J. O. T., 12 janvier 1927).

24 décembre 1926. — Décret du bey portant réforme générale du régime des pensions servies aux membres de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens (J. O. T., 25 décembre 1926).

Vu le décret du 20 janvier 1898 portant approbation des statuts de la Société de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés tunisiens ; — Vu le décret du 24 décembre 1903 portant réorganisation de cette Société et approbation de ses nouveaux statuts ; — Vu notamment la disposition de l'article premier de ce décret qui est ainsi conçu : — « Aucune modification ne pourra être apportée à ces statuts si elle n'a été expressément approuvée par Nous »; — Vu les décrets des 15 et 16 mars 1910, 23 mars 1912, 29 décembre 1917, 17 janvier 1920, 31 mai et 22 juin 1921 modifiant et complétent le décret du 24 décembre 1908; — Vu le décret du 21 juin 1923 relatif à l'admission à la retraite des fonctionnaires et employés civils ou militaires faisant partie de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ; — Vu le décret du 16 avril 1924 portant relèvement provisoire au moyen de l'application d'un coefficient des pensions forfaitaires délivrées par la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ; — Vu la loi française du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et le règlement d'administration publique du 2 septembre 1924 rendu pour l'application de cette loi ; — Considérant que les motifs qui ont amené le gouvernement français à améliorer le régime des retraites de ses fonctionnaires et relever le taux de leur pension sont de nature à justifier la révision des statuts de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, de manière à assurer au personnel des services du Protectorat des avantages en rapport avec les conditions nouvelles de l'existence et inspirés des principes admis dans la Métropole ; — Après Nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français;

TITRE I. — Dispositions générales concernant l'ouverture du droit à pension

Article premier. — Approbation des nouveaux statuts de la Société de Prévoyance. — Sont approuvés les nouveaux statuts ci-annexés de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

Aucune modification ne pourra y être apportée que si elle est approuvée par décret. Le Gouvernement continue d'ailleurs à se réserver d'ordonner tous les cinq ans, s'il le juge nécessaire, la révision totale ou partielle des statuts.

Tout règlement fait pour l'application des statuts ou en vue du fonctionnement de la Société doit être approuvé par décret.

Aucun décret concédant une pension n'est opposable à la Société de Prévoyance que dans la mesure où il se concilie avec ses statuts.

Art. 2. — Des membres de la Société. — Font partie de la Société : — 1° Obligatoirement : les agents ci-après, qu'ils soient payés sur le budget général ou les budgets communaux, ou détachés au service soit d'un établissement public d'Etat, dont le budget est publié comme annexe du budget général, soit de la Société de Prévoyance soit d'un Gouvernement étranger, etc. — a) Tous les fonctionnaires et employés civils appartenant au cadre permanent des administrations du gouvernement tunisien ou des communes de la Régence, dûment titularisés et rétribués au mois et à traitements fixes ; — b) Les topographes du Service Topographique; — c) Les officiers de la Garde Beylicale; — d) Les agents qui peuvent être incorporés à la Société de Prévoyance en vertu des dispositions des décrets du 16 mars 1910, 23 mars 1912, 29 décembre 1917, 17 janvier 1920, 31 mai et 22 juin 1921; — 2° S'ils en font la demande individuellement, les fonctionnaires et employés des Habous et

du Collège Sadiki. Ces fonctionnaires et employés ne sont toutefois agréés comme sociétaires que si l'autorité dont ils relèvent a adhéré aux règlements qui régissent ou régiront les fonctionnaires de l'Etat au point de vue de la discipline, des congés et de la retraite, et si elle a pris ou prend l'engagement : — a) De fournir la subvention que l'Etat fournit lui-même pour ses propres agents ; — b) De verser au fonds commun une dotation proportionnelle à celle que l'Etat a versée ou versera pour constituer ou compléter le fonds commun.

Aucun fonctionnaire ou employé détaché de l'Administration métropolitaine, algérienne ou coloniale, subissant ou susceptible de subir obligatoirement, en vue de jouir d'une retraite, une retenue au profit des budgets de la France, de l'Algérie ou des colonies, ou de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ne peut être inscrit ou maintenu comme membre de la Société de Prévoyance. S'il cesse d'appartenir au cadre métropolitain, algérien ou colonial pour entrer dans une des catégories de personnel auxquelles le présent décret est applicable, il est incorporé à la Société de Prévoyance et sa pension de retraite est liquidé le cas échéant, suivant les dispositions de l'article 23 ci-après.

L'incorporation à la Société entraîne l'obligation pour le sociétaire de se conformer à toutes les dispositions de ses statuts et à celles des règlements qui interviendront pour en assurer l'application.

Art. 3. — Dispositions spéciales. — Dans les six mois de la promulgation du présent décret, un décret énumérera les catégories de personnel composées de fonctionnaires appartenant à un cadre permanent dûment titularisés et rétribués au mois et à traitements fixes qui font partie de la Société de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés tunisiens et sont admis au bénéfice des dispositions du présent décret.

L'admission ultérieure de nouveaux personnels au bénéfices du présent décret serait effectuée dans la même forme.

Art. 4. — Retenues imposées aux membres de la Société sur leurs traitements. — Les membres de la Sociétés subissent à son profit une retenue mensuelle fixée à cinq pour cent par an du montant cumulé des traitements et émoluments de 4.000 francs et au-dessous ; à six pour cent du montant des traitements de 4.001 à 6.000 francs ; à sept pour cent du montant des traitements au-dessus de 6.000 francs.

Ils subissent, en outre, au profit de la Société :

1° Une retenue du douzième du traitement dont ils jouissent au moment de leur accession à la Société et de toute augmentation ultérieure ;

2° Les retenues prévues par les règlements dans les cas de congé, d'absence ou de mesures disciplinaires.

Les topographes du Service Topographique subissent la retenue sur un traitement fixé par décret.

Art. 5. — Subventions et dotations à la Société. — Il est alloué mensuellement à la Société par l'Etat et les municipalités, pour chacun de leurs fonctionnaires en faisant partie, une subvention proportionnelle aux traitements et émoluments sur lesquels ce fonctionnaire supporte la tenue prévue par l'article 4 qui précède.

Cette subvention est fixée au taux uniforme de douze pour cent par an des traitements et émoluments.

Lorsqu'un fonctionnaire subit une suspension ou une réduction de traitement, la subvention est suspendue ou réduite dans la même proportion.

Il sera, en outre, attribué au fonds commun de la Société, par l'Etat et les communes, une dotation, soit en capital, soit en annuités, destinée

à l'aider à faire face aux charges résultant pour ce fonds des nouvelles dispositions ; la dotation des communes sera proportionnelle à celle de l'Etat et calculée sur les mêmes bases.

Art. 6. — Les suppléments de traitements et indemnités constituant des suppléments de traitement, à l'exclusion de l'indemnité tunisienne dite d'expatriation et des indemnités spéciales représentatives de dépenses, entrent en compte dans le calcul de la pension et sont soumises à retenue.

Les suppléments de traitement et indemnités constituant des suppléments de traitement à soumettre à retenue seront déterminés par décret pour chaque administration.

Les fonctionnaires ayant bénéficié des suppléments de traitements fixés aux alinéas précédents devront verser rétroactivement, s'il y a lieu, les retenues sur les suppléments de traitement qui entreront en compte dans le calcul de leur traitment moyen ds trois dernières années.

Art. 7. — Les retenues régulièrement perçues ne peuvent être répétées, sauf dans le cas prévu par le décret. Celles qui ont été irrégulièrement prélevées n'ouvrent aucun droit à pension. Dans ce cas, le remboursement, sans intérêt, peut en être réclamé par les ayants droit.

Art. 8. — Les fonctionnaires et employés civils sont admis à la retraite sur leur demande ou peuvent y être admis d'office. La demande de mise à la retraite doit faire l'objet d'un préavis de six mois de la part de l'intéressé. Il en est accusé réception. Pendant le délai de préavis, il appartient au Conseil des ministres et chefs de services de prononcer la mise à la retraite à toute époque.

TITRE II. — Conditions de liquidation des pensions

Chapitre I. — Pensions d'ancienneté

Art. 9. — Conditions d'admission à la retraite. — Le droit à pension n'est ouvert qu'aux fonctionnaires et employés civils et militaires qui font partie de la Société de Prévoyance. Le droit à pension d'ancienneté est acquis à soixante ans d'âge et trente de services effectifs accomplis postérieurement au 12 mai 1881.

Il suffit de cinquante-cinq ans et vingt-cinq ans de services pour les fonctionnaires et employés qui ont passés quinze ans dans la partie active.

Les limites d'âge au delà desquelles les fonctionnaires ou employés ne pourront pas être maintenus en fonctions seront fixées par décret suivant les services et les catégories d'emplois.

Sont dispensés de la condition d'âge établie aux deux premiers paragraphes du présent article :

1° Les directeurs généraux des administrations du Protectorat ; — 2° Le titulaire reconnu par le Conseil des ministres et chefs de service hors d'état de continuer ses fonctions.

L'invalidité physique doit être constatée conformément aux dispositions de l'article 25 ci-après.

Pour la liquidation de la pension, les services civils rendus en Tunisie sont majorés du tiers de leur durée effective dans les services actifs et du quart dans les services sédentaires. Ils sont toujours majorés d'un tiers pour les services effectivement rendus dans les territoires militaires du Sud. Ces majorations ne sont, dans tous les cas, applicables qu'aux fonctionnaires et agents qui bénéficient de la majoration dite d'expatriation.

En aucun cas, la bonification prévue au précédent alinéa ne pourra se cumuler avec celle résultant du classement des services dans la partie active.

Art. 10. — Les emplois et grades compris dans la partie active sont déterminés par décrets.

Aucun emploi ou grade ne peut être compris dans le service actif par voie d'analogie ou d'assimilation.

Sous réserve des dispositions des articles 12 et 23 ci-après, sont seules admises dans le décompte des services effectifs, les années durant lesquelles le fonctionnaire ou employé a subi des retenues pour le compte de la Société de Prévoyance. Exception faite toutefois pour les services antérieurs au 1er janvier 1918, qui compteront pour la retraite, même si l'agent n'a pas subi de retenues au profit de la Société, soit que celle-ci ne fut pas encore instituée, soit que l'agent n'y eut pas encore accédé. Dans ce cas, il subira sur sa pension la réduction prévue à l'article 19 ci-après.

Art. 11. — Les services civils, y compris les services auxiliaires, temporaires ou d'aide, accomplis dans différents établissements ou administrations de la Tunisie, ne sont comptés qu'à partir de l'âge de dix-huit ans. Les fonctionnaires qui les auront rendus devront, lors de leur admission définitive dans les cadres, verser rétroactivement les retenues légales calculées sur le traitement initial effectivement touché au moment de cette admission.

Les dispositions du décret du 29 décembre 1917 sont applicables au temps de surnumérariat ou de state accomplis après l'âge de dix-huit ans. Pourront faire état pour leur retraite, des services visés au précédent alinéa, les fonctionnaires titulaires en exercice le 17 avril 1924.

Les retenues rétroactives doivent être versées pour la totalité des services visés au premier alinéa du présent article, qu'ils aient été continus ou discontinus ; le payement destites retenues aura pour effet de placer l'intéressé, au point de vue du droit à la retraite, dans la situation où il se serait trouvé s'il avait été titularisé dès l'origine des services ainsi validés.

Les fonctionnaires titulaires pourront, dans un délai d'un an, à dater de la publication du présent décret, faire connaître, par lettre adressée au directeur général des Finances et dont il sera accusé réception, s'ils entendent bénéficier de la faculté prévue aux précédents alinéas.

Pour les agents qui seraient titularisés après la publication de ce décret, le délai d'un an courra à dater du jour de leur titularisation.

Les retenues rétroactives pourront, si la période à laquelle elles s'appliquent est inférieure à deux ans, faire l'objet de douze versements mensuels, le premier échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la demande. Si ladite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels échelonnés sur autant de semestres que le temps de service à valider comprend d'années entières, sans que le délai accordé pour la libération totale de l'intéressé puisse dépasser cinq années. A toute époque, les intéressés pourront se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension ne seront pas réclamées, mais donneront lieu à la retenue prévue à l'article 19 ci-après.

Un décret déterminera la nature et le point de départ des services à admettre pour l'application des dispositions qui précèdent.

Les fonctionnaires qui, dans le cas prévu par l'article 10, 3e alinéa, n'auront pas subi de retenues ,soit parce que la Société de Prévoyance n'était pas encore instituée, soit parce qu'ils n'y avaient pas encore accédé, pourront obtenir que leurs services auxiliaires, temporaires ou

d'aide remplis après l'âge de 18 ans, dans les conditions prévues aux précédents alinéas du présent article leur soient comptés sans qu'ils aient à faire de versements rétroactifs, mais ils subiront alors la retenue prévue à l'article 19 ci-après.

Art. 12. — Les services militaires accomplis dans les armées de terre et de mer concourent, avec les services civils, pour la déterminetion du droit à pension. Ils sont comptés pour leur durée effective.

Art. 13. — Les services militaires qui n'ont donné lieu ni à pension, ni à solde de réforme, sont liquidés, soit comme services militaires, conformément aux dispositions du titre II de la loi du 14 avril 1924 et d'après le taux qui leur serait applicable au moment de la cessation des dits services civils actifs, suivant que l'une ou l'autre de ces liquidations est plus favorable au fonctionnaire.

Les services militaires qui ont été rémunérés soit par une pension ou solde de réforme n'entrent pas dans le calcul de la liquidation. Toutefois, pour les retraités militaires terminant leur carrière dans un emploi civil, si la liquidation civile, du temps de service obligatoire, donne un produit supérieur à la liquidation militaire de cette période, la pension civile sera majorée de la différence entre la liquidation civile et la liquidation militaire.

Les services militaires effectués par les sous-officiers et soldats de la garde beylicale et les services maritimes de la direction générale des travaux publics concourent, avec les services civils, pour la liquidation de la pension, pourvu que la durée des services civils soit au moins de douze années dans la partie sédentaire et de dix ans dans la partie active.

Art. 14. — Les fonctionnaires et agents tributaires de la Société de Prévoyance ont droit aux bénéfices des campagnes, dans les conditions fixées par l'article 14 de la loi du 14 avril 1924.

Art. 15. — Pour les périodes de services militaires qui n'ont pas été effectuées par les agents en qualité d'anciens combattants, au cours de la campagne 1914-1919, les bonifications pour campagnes ne sont attribuées que si les services militaires sont liquidés, en cette qualité, dans les conditions de l'article 13 ci-dessus. Ces bonifications sont décomptées en ce cas d'après la solde afférente au moment de la cession desdits services au grade occupé en dernier lieu par l'intéressé.

Art. 16. — L'admission à la retraite ouvre, au profit du fonctionnaire ou employé qui en est l'objet, le droit de demander à la Société une pension viagère anuelle, sauf l'imputation prévue à l'article 4, 2e alinéa, et à l'article 9, 1er alinéa des statuts.

La pension est basée sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature, soumis à retenues, dont l'ayant droit a joui pendant les trois dernières années d'activité.

Le minimum de la pension allouée à titre d'ancienneté de services est, en principe, fixé à la moitié du traitement moyen. Toutefois, il est élevé aux trois cinquièmes sans pouvoir excéder 4.000 francs, lorsque le traitement moyen ne dépasse pas 8.000 francs.

Le minimum forfaitaire prévu à l'alinéa précédent est attribué en premier lieu. ; il rémunère les trente ou les vingt-cinq ans de services exigés, suivant le cas, pour que s'ouvre le droit à pension.

Ce minimum est accru, au delà de la durée des services exigés pour obtenir droit à pension, à raison :

d'un soixantième du traitement moyen pour chaque année de services civils rendus dans la partie sédentaire ;

d'un cinquantième du traitement moyen pour chaque année de services rendus dans la partie active ou dans les armées de terre et de mer.

Pour les agents à carrière mixte, lorsque le droit à pension s'ouvre à trente ans de services, les années comportant la rémunération la moins favorable sont inclues en premier lieu dans le minimum.

Lorsque le droit à pension s'ouvre à vingt-cinq ans de services, quinze années de services actifs sont d'abord incluses dans le minimum ; les années comportant la rémunération la moins favorable sont ensuite imputées sur les dix années à compter pour parfaire le minimum de vingt-cinq années. Les annuités en excédent sont ensuite décomptées sans considération de l'époque où les services ont été rendus et sont rémunérées en cinquantièmes pour les annuités de services militaires ou de services civils actifs.

En soixantièmes pour les annuités de services sédentaires.

Art. 17. — La pension telle qu'elle est déterminée par l'application des dispositions de l'article précédent est majorée dans les limites des maxima fixés par le présent décret, de 10 p. 100 pour tous titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Si le nombre des enfants élevés jusqu'à l'âge de seize ans est supérieur à trois, des majorations supplémentaires de 5 p. 100 sont ajoutées pour chaque enfant au delà du troisième. Ces majorations ne se cumulent pas avec l'indemnité pour charges de famille.

Elles sont acquises, lors de la concession de la pension, à raison du nombre des enfants du fonctionnaire, élevés par lui depuis leur naissance jusqu'à l'âge de seize ans et ayant atteint cet âge avant la cessation des services.

Lorsque, à la cessation de l'activité, le bénéficiaire d'une pension d'ancienneté ou d'invalidité du présent décret aura des enfants âgés de moins de seize ans, sa pension sera majorée des indemnités pour charges de famille dont il bénéficiait pendant l'activité.

Lorsque, après la concession de la pension, un fonctionnaire, père de trois enfants au moins, n'a plus droit à aucune indemnité pour charges de famille. sa pension peut être majorée dans les conditions prévues aux précédents paragraphes du présent article.

Il peut, toutefois, demander que la majoration soit liquidée à son profit dès qu'il y a droit, renonçant aux indemnités auxquelles il peut prétendre.

Art. 18. — Les indemnités pour charges de famille, si elles sont accordées au titre d'enfants âgés de moins de seize ans, sont maintenues après l'admission à la retraite, lorsque le fonctionnaire réunit au moins trente ou vingt-cinq ans de services effectifs ou lorsque le droit à pension est acquis au titre des articles 24 à 27 inclus du présent décret.

Le montant de ces indemnités ne fait pas partie intégrante de la pension. Elles sont ordonnancées sur des crédits spéciaux.

Art. 19. — Sous réserve des dispositions de l'article 52, le montant des pensions ne peut dépasser les trois quarts du traitement moyen, ni excéder 18.000 francs.

La pension liquidée sur les base squi précèdent est, du chef des services antérieurs au 1er janvier 1918, pendant la durée desquels la Société de Prévoyance n'a pas fonctionné ou l'agent est resté en dehors d'elle, diminuée d'une somme égale à la rente que produirait à l'agent, par application de l'article 9 des statuts, la conversion en viager du capital des retenues qu'il aurait subies durant cette période ou qu'il n'aura pas versées rétroactivement depuis le 1er janvier 1918.

Toutefois, il n'y a pas lieu à cette déduction si l'agent a déjà droit au maximum de sa pension sans avoir besoin de faire entrer dans la liquidation de sa pension tout ou partie du temps durant lequel les retenues n'ont pas été faites.

Lorsqu'il y aura lieu à déduction, la conversion en viager sera calculée au taux invariable afférent à l'âge de 60 ans, quel que soit l'âge réel de l'agent à l'époque de son admission à la retraite.

Art. 20. — Les fonctionnaires et employés qui, en dehors du cas d'invalidité, viennent à quitter le service pour quelque cause que ce soit avant de pouvoir obtenir leur admission à la retraite, ont droit dans les conditions fixées à l'article 4 des statuts de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens au remboursement des retenues subies d'une manière effective sur leur traitement.

Les femmes fonctionnaires ou employées mères de trois enfants vivants, quittant leurs fonctions sans avoir droit à pension, peuvent demander le remboursement immédiat de leurs retenues majorées pour chaque année, à partir du 31 décembre, des intérêts simples, calculés au jour du départ du fonctionnaire, au taux d'intérêt pratiqué à ce jour par la Société de Prévoyance, pour calculer les rentes produites par ces retenues.

Les femmes fonctionnaires ou employées mariées ou mères de famille, qui auront accompli quinze ans au moins de services effectifs, ont droit à une pension de retraite calculée, pour chaque année de services, à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du traitement moyen prévu à l'article 16.

La jouissance de cette pension sera différée jusqu'à l'époque où les intéressés auraient acquis le droit à pension d'ancienneté.

Les fonctionnaires qui, ayant quitté le service, ont été remis en activité dans un service entraînant leur réincorporation à la Société, bénéficient pour la retraite de la totalité des services qu'ils auront rendus, sous condition que l'intéressé reverse à la Société de Prévoyance les retenues qui, éventuellement, lui auraient été remboursées.

Lorsqu'un pensionnaire de la Société est remis en activité dans un service entraînant sa réincorporation à la Société, le paiement de sa pension, à l'exception de la rente pouvant provenir du capital de ses retenues, est suspendu. Après la cessation de ses fonctions, il peut rentrer en jouissance de son ancienne pension ou obtenir, s'il y a lieu, une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services.

Art. 21. — Les femmes fonctionnaires ou employées bénéficieront d'une bonification d'âge et de services d'une année pour chacun des enfants qu'elles auront eus.

TITRE II. — Chapitre II. — Dispositions spéciales aux agents venant de la Métropole ou mis en service détaché

Art. 22. — Les fonctionnaires et employés incorporés à la Société de Prévoyance qui, détachés sans cesser d'appartenir au cadre permanent d'une administration publique tunisienne et en conservant leurs droits à l'avancement hiérarchique, sont rétribués en tout ou en partie sur les fonds de l'Etat français, des départements, des communes, des colonies, des pays de protectorat, d'établissements publics ou privés, des gouvernements étrangers, continuent dans cette position d'acquérir des droits à pension.

Ces agents doivent, toutefois, supporter les retenues prévues par le présent décret sur le traitement d'activité afférent à leur grade et à leur classe dans le service dont ils sont détachés.

Dans ce cas, la pension est calculée sur la moyenne des traitements et émoluments dont le fonctionnaire aurait joui pendant les trois dernières années s'il eût été rétribué directement par le service dont il a été détaché.

Art. 23. — « Les services rendus dans les cadres métropolitains, al-« gériens et dans les cadres locaux des administrations des colonies,

« des pays de protectorat ou des pays sous mandat français, sont admis-
« sibles, au regard de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et
« employés tunisiens, pour l'établissement du droit à pension et pour
« la liquidation.

« Un décret ultérieur réglera les conditions d'application des dispo-
« sitions de l'alinéa précédent. »

TITRE II. — Chapitre III. — Pensions pour invalidité et pour suppression d'emploi. — Pensions des fonctionnaires et agents entrés dans l'administration après l'âge de trente ans.

Art. 24. — Peuvent exceptionnellement obtenir pension, quel que soit leur âge et la durée de leur activité, les fonctionnaires et employés qui ont été mis hors d'état de continuer leur service, soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant leurs jours pour sauver la vie d'une ou de plusieurs personnes, soit par suite de lutte soutenue ou d'attentat subi à l'occasion de leurs fonctions.

La pension, dans ce cas, est égale aux trois quarts du dernier traitement d'activité.

Art. 25. — Lorsque les fonctionnaires et employés se trouvent dans l'impossibilité absolue de continuer leur service par suite de maladie, de blessures ou d'infirmités graves dûment établies, ils peuvent être admis à la retraite, soit sur leur demande, soit d'office.

L'invalidité devra être constatée par une commission de réforme composée comme suit :

Le directeur général des Finances, président, suppléé, en cas d'absence, par le sous-directeur des Finances ;

Le directeur général dont relève l'intéressé ou son représent et, pour les agents relevant de la direction générale des Finances, le chef de service dont relève l'intéressé ;

Un médecin assermenté de l'administration ;

Deux agents du même service que l'intéressé et élus par leurs collègues.

Pour l'élection des deux délégués du personnel, les agents sont groupés par catégories, par un décret, chaque catégorie étant appelée à élire deux délégués qui seront membres de la commission pour les affaires concernant les agents de même catégorie.

Le personnel désigne deux délégués et deux suppléants qui, les uns et les autres, sont renouvelés tous les deux ans.

L'intéressé a le droit de prendre connaissance de son dossier, de présenter ses observations écrites et de faire entendre par la commission de réforme un médecin de son choix. La commission peut ordonner toutes mesures d'instruction qu'elle croit nécessaires et faire comparaître devant elle le fonctionnaire.

Si la pension est demandée ou proposée au titre de l'acte de dévouement ou de l'invalidité résultant du service, il sera produit un acte de notoriété établi devant le juge de paix ou le contrôleur civil et un avis des supérieurs hiérarchiques du fonctionnaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président est prépondérante.

Le procès-verbal établi à la suite de la décision de la commission de réforme indiquera d'abord la nature et la gravité de l'invalidité constatée ,en précisant si cette invalidité met, ou non, le fonctionnaire hors d'état de continuer ses fonctions et, s'il y a décès, les circonstances du décès.

Il fera également connaître l'avis de la commission sur le point de savoir si l'invalidité constatée ou le décès provient, soit d'un acte de dévouement ou de l'un des événements énumérés à l'article précédent,

soit d'une maladie, blessure ou infirmité grave résultant de l'exercice de ses fonctions, soit d'une maladie, blessure ou infirmité grave ne résultant pas de l'exercice des fonctions.

En cas d'invalidité constatée, ainsi qu'il est dit ci-dessus, les fonctionnaires et employés ont droit, quels que soient leur âge et la durée de leur activité, à une pension immédiate dont le montant est déterminé dans les conditions prévues ci-après.

Art. 26. — Si le fonctionnaire ou employé est atteint d'une invalidité qui résulte de l'exercice de ses fonctions, il lui est alloué une pension dont le montant est égal au tiers du dernier traitement d'activité. sans toutefois pouvoir être inférieur à 1.500 francs.

Toutefois, ce minimum de 1.500 francs n'est pas applicable aux agents dont les émoluments assujettis à retenues pour pension ne dépassent pas 3.000 francs. Il est, dans ce cas, fixé à la moitié desdits émoluments.

Cette pension ne pourra, d'autre part, être inférieure à la pension d'ancienneté, calculée pour chaque année de service à raison d'un trentième ou d'un vingt-cinquième du minimum forfaitaire qui reviendrait à l'ayant droit s'il comptait trente ou vingt-cinq ans de services liquidables, les services étant accrus, s'il y a lieu, des majorations prévues à l'article 9 et des bénéfices de campagne.

Pour les agents à carrière mixte, chaque année de services sédentaires donnera droit à un trentième du minimum et chaque année de services actifs ou de services militaires à un vingt-cinquième, sans que la pension puisse dépasser le minimum forfaitaire de la loi, augmenté, s'il y a lieu, des majorations prévues à l'article 9 et de la liquidation des campagnes.

Art. 27. — Lorsque l'invalidité ne résulte pas de l'exercice des fonctions, le fonctionnaire ou employé qui compte au moins quinze ans de services, a droit à une pension calculée à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du traitement moyen, sans toutefois qu'elle puisse être supérieure au minimum de la pension qui serait liquidée au titre de la durée des services, augmentée, s'il y a lieu, des majorations prévues à l'article 9 et de la liquidation des campagnes.

Si la durée des services du fonctionnaire ou employé civil invalidé n'atteint pas quinze années, il est alloué à celui-ci :

1° une rente viagère immédiate, calculée, eu égard à son âge, sur le capital des retenues inscrites à son compte individuel ;

2° la rente viagère inscrite à son compte individuel du chef des retenues ;

3° la rente viagère inscrite à son compte individuel du chef des subventions.

Ces deux dernières rentes ayant été calculées aux comptes individuels avec jouissance à l'âge de soixante ans, subiront la réduction suivant les taux appliqués par la Société de Prévoyance pour anticipation de jouissance.

Art. 28. — La pension pour suppression d'emploi, acquise au titre du n° 3 de l'article 7 du décret du 24 décembre 1908, est liquidée conformément aux dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 26 ci-dessus. La disposition de l'article 7 précité du décret du 24 décembre 1908, fixant le minimum des pensions déterminées par le n° 3 dudit article, est abrogée.

Art. 29. — Les fonctionnaires et employés entrés au service des administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics de la Tunisie après l'âge de trente ans et qui ne pourraient prétendre, à l'âge de soixante ans, à la pension d'ancienneté prévue à l'article 9 du

présent décret, auront droit à soixante ans à une pension calculée à raison d'un trentième ou d'un vingt-cinquième de la pension minimum d'ancienneté pour chaque année de service.

Ceux de ces agents déjà affiliés à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse auront la faculté d'être maintenus sous le régime de cette Caisse ou de demander dans un délai de six mois à compter de la promulgation du présent décret, leur incorporation à la Société de Prévoyance. Dans ce cas, ils subiront sur leur traitement, au profit du compte individuel qui leur sera ouvert dans cette Société, les retenues prescrites par l'article 4 et l'Etat versera au profit du même compte les subventions prévues par l'article 5. Dans ce cas, également, la rente servie par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'imputera sur la pension servie par la Société de Prévoyance.

TITRE II. — Chapitre IV. — Pensions aux veuves et orphelins des fonctionnaires et employés

Art. 30. — Les veuves des fonctionnaires et employés ont droit, sur le fonds commun de la Société de Prévoyance, sous les modalités prévues à l'article 10 des statuts, à une pension égale à 50 p. 100 de la pension d'ancienneté ou d'invalidité obtenue par leur mari ou qu'il aurait obtenue au jour de son décès, suivant que la durée de ses services lui eût donné droit à cette date à une pension d'ancienneté ou à une pension d'invalidité. Lorsque le mari ne comptait pas les quinze ans de services prévus à l'article 27, premier alinéa, du présent décret, la veuve a droit à une pension égale à 50 p. 100 de la rente viagère qui aurait été acquise au mari le jour de son décès par application des dispositions de cet article.

Ce droit à pension est subordonné à la condition, s'il s'agit d'une pension d'invalidité, que le mariage soit antérieur à l'évènement qui a amené la mise à la retraite ou la mort du mari ; s'il s'agit d'une rente viagère, que le mariage soit antérieur à l'événement qui a amené la mort du mari, et, s'il s'agit d'une pension d'ancienneté, que le mariage ait été contracté deux ans avant la cessation de l'activité, à moins qu'il existe un ou plusieurs enfants issus du mariage antérieur à cette cessation.

Chaque orphelin a droit, en outre, jusqu'à l'âge de 21 ans, à une pension temporaire égale à 10 p. 100 de la retraite d'ancienneté ou d'invalidité ou de la rente viagère visée ci-dessus, sans toutefois que le calcul de la pension de la mère et celle des orphelins puisse excéder le montant de la pension attribuée ou qui aurait été attribuée au père. S'il y a un excédent, il est procédé à la réduction temporaire des pensions d'orphelins.

Au cas de décès de la mère ou si celle-ci est inhabile à obtenir pension ou déchue de ses droits, les droits qui lui appartiendraient passent aux enfants âgés de moins de 21 ans et la pension temporaire de 10 p. 100 est maintenue, à partir du deuxième, à chaque enfant mineur de 21 ans, dans la limite du maximum fixé à l'alinéa précédent.

Les droits accordés par le présent article bénéficient également aux orphelins des femmes fonctionnaires.

Les enfants naturels reconnus sont assimilés aux orphelins de père et de mère.

Les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des indemnités pour charges de famille dont le père bénéficierait de leur chef s'il était vivant.

Lorsque le montant de l'indemnité pour charges de famille dont le père ou la mère bénéficieraient du chef de l'orphelin, est supérieur à la pension temporaire de celle-ci, cette pension est élevée au montant de l'indemnité pour charges de famille. Cette disposition est applicable

jusqu'au jour où les orphelins atteignent leur majorité, s'ils poursuivent des études justifiées par un certificat délivré par les chefs d'établissements ; jusqu'au jour où ils atteignent l'âge de dix-huit ans en ce qui concerne les enfants pour lesquels ils aura été passé un contrat d'apprentissage; juqu'au jour où ils atteignent l'âge de seize ans dans les autres cas.

La pension temporaire des orphelins mineurs est accordée sur la demande de leur représentant légal et sur la production de l'acte de naissance et d'un certificat de vie de chacun des enfants ; le certificat est délivré dans les formes réglementaires.

Art. 31. — Lorsqu'il existe une veuve et des enfants mineurs de deux lits par suite d'un mariage antérieur du fonctionnaire ou employé, la pension de la veuve est maintenue au taux de 50 p. 100 ; celle des orphelins est fixée pour chacun à 10 p. 100, dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 30 ci-dessus.

Art. 32. — Les orphelins mineurs d'une femme fonctionnaire ou employée décédée en jouissance de pension ou en possession de droits à pension par application des dispositions du présent décret ont droit à pension dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article 30 ci-dessus.

Si le père est vivant, les enfants mineurs ont droit à une pension temporaire réglée, pour chacun d'eux, à raison de 10 p. 100 du montant de la pension attribuée ou qui aurait été attribuée à la mère.

Toutefois, les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas, au total, être inférieures au montant des indemnités pour charges de famille dont la mère bénéficierait de leur chef si elle était en vie.

Art. 33. — La femme séparée de corps ou divorcée, lorsque le jugement a été prononcé contre elle, ne peut prétendre à la pension de veuve ; les enfants, s'il y en a, sont considérés comme orphelins de père et de mère et ont droit à la pension déterminée à l'article 30, quatrième alinéa.

En cas de divorce postérieur au 17 avril 1924 et prononcé au profit de la femme, celle-ci aura droit, ainsi que les enfants mineurs, à la pension définie à l'article 30.

En cas de remariage du mari, si celui-ci a laissé une veuve ayant droit à pension, cette pension sera, le cas échéant, partagée par moitié entre la veuve et la femme divorcée ; au décès de l'une, sa part accroîtra à l'autre, sauf reversion de droit au profit d'enfants mineurs.

Art. 34. — La veuve titulaire d'une pension prévue par le présent peut y renoncer si elle se remarie. Dans ce cas, elle a droit au versement immédiat d'un capital représentant trois annuités de cette pension.

La demande doit être adressée à la Société de Prévoyance, au plus tard le lendemain de l'expiration de l'année qui suit le nouveau mariage. Elle doit faire connaître s'il subsiste des enfants vivants issus du mariage. La signature de l'intéressée doit être légalisée.

Les arrérages de la pension de la veuve sont décomptés jusqu'à l'expiration de l'année qui suit le nouveau mariage. Le titre de pension est restitué au moment du versement du capital.

La pension, si le défunt a laissé des enfants mineurs, est transférée sur leur tête jusqu'à ce que le dernier d'entre eux ait atteint vingt et un ans.

Le point de départ des arrérages reversés, s'il y a lieu, sur la tête des enfants mineurs, est la date à laquelle est arrêté le paiement de ceux afférents à la pension de la mère. Ces arrérages s'ajoutent à ceux de la pension temporaire ou éventuellement des pensions temporaires concé-

dées aux enfants mineurs à titre personnel dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article 30.

Art. 35. — Les veuves non remariées des fonctionnaires et employés, membres de la Société de Prévoyance, qui, sans leur laisser des droits à pension, sont décédés avant le 17 avril 1924 en activité de service ou dans les deux ans qui ont suivi la cessation de services, lorsque cette cessation n'a pas été motivée par des convenances personnelles ou des mesures disciplinaires, recevront une allocation annuelle qui sera de 30, 40 ou 50 francs par annés de services, suivant que l'agent décédé avait un traitement ou salaire inférieur à 5.000 ou 6.000 francs ou un traitement ou salaire de 6.000 francs et au-dessus.

L'allocation sera calculée d'après le dernier traitement effectivement touché par le fonctionnaire et sur la base des services effectifs valables d'après la législation en vigueur au moment du décès du fonctionnaire.

L'attribution de l'allocation annuelle est soumise aux conditions touchant la durée du mariage telles qu'elles sont exigées par l'article 30, deuxième alinéa du présent décret.

Les veuves qui ne sont titulaires ni d'une pension, ni d'un emploi public, ni d'un subside viager alloué sur le budget de l'Etat, des communes ou établissements publics, devront le déclarer expressément dans leur demande d'allocation.

Si elles sont titulaires d'un emploi public ou d'un subside viager alloué sur le budget de l'Etat, des communes ou des établissements publics, elles doivent établir qu'il ne leur a pas été attribué à raison des services rendus par leur mari.

Si elles n'établissent pas qu'il ne leur a pas été attribué à ce titre, elles doivent y renoncer expressément par déclaration séparée jointe à leur demande d'allocation. Cette déclaration sera transmise au service dont relève l'emploi qu'elles occupent par les soins de la Société de Prévoyance.

Le point de départ de l'allocation sera celui de la cessation du traitement attaché à l'emploi ou de la perception du subside viager. La renonciation à l'emploi ou au subside viager prend effet à dater du jour où l'intéressé commence à percevoir l'allocation.

Cette allocation sera toutefois diminuée de la valeur en rente viagère, eu égard à l'âge de la veuve, du capital des retenues inscrites au compte individuel de son mari qu'elle aura retirées.

TITRE II. — Chapitre V. — Dispositions spéciales aux ayants droit des fonctionnaires et agents indigènes non mariés sous le régime de la loi française

Art. 36. — En ce qui concerne les fonctionnaires et agents indigènes, non mariés sous le régime de la loi française, la pension prévue par les articles 30 à 35 du présent décret est accordée à leurs veuves et orphelins, sous réserve des modalités suivantes :

La pension est répartie individuellement par parts égales entre les veuves. Chaque orphelin a droit, en outre, jusqu'à lâge de 21 ans, à une pension temporaire égale à 10 p. 100 de la retraite d'ancienneté ou d'invalidité visée aux articles 26 et 27, sans toutefois que le cumul de la pension partagée entre les veuves et de celle des orphelins puisse excéder le montant de la pension attribuée ou qui aurait été attribuée au père. S'il y a un excédent, il est procédé à la réduction temporaire des pensions d'orphelins.

Art. 37. — Au cas de décès de l'une des veuves ou si celle-ci est inhabile à obtenir pension ou déchue de ses droits, les droits qui lui appartiennent passent à ses propres enfants, âgés de moins de 21 ans,

s'il en existe, et la pension temporaire de 10 p. 100 est maintenue au profit de ces derniers à partir du deuxième dans la limite du maximum fixé au dernier alinéa de l'article précédent.

A défaut d'enfants mineurs nés de cette veuve, la part lui revenant est reversible sur les autres veuves.

Art. 38. — Si l'une des veuves d'un fonctionnaire polygame se remarie, elle peut à l'expiration de l'année qui suit son nouveau mariage, et dans les conditions fixées à l'article 34 du présent décret, renoncer à sa part de pension. Dans ce cas, elle a droit au versement immédiat d'un capital représentant trois annuités de sa part de pension et celle-ci est transférée, le cas échéant, sur la tête de ses propres enfants jusqu'à ce que le dernier ait atteint 21 ans. A défaut d'enfants, la pension est reversée par parts égales sur les autres veuves.

Art. 39 .— Sous réserve de la justification de leurs droits, l'allocation prévue à l'article 35 sera partagée par parts égales, le cas échéant, entre les veuves des fonctionnaires polygames. Ces parts sont reversibles sur tous les ayants droit jusqu'au dernier bénéficiaire.

TITRE III. — Dispositions d'ordre

Art. 40. — Les retenues sont cessibles et saisissables dans les conditions prévues à l'article 13 du décret du 24 décembre 1908. Les rentes viagères, y compris celles à provenir du capital des retenues, les pensions instituées par le présent décret sont incessibles et insaisissables, sauf en cas de débet envers l'Etat, les commune ou les établissements publics, ainsi que pour débet envers l'Etat français, l'Algérie, les services locaux des colonies ou pays de protectorat ou pour les créances privilégiées aux termes de l'article 2101 du Code civil français et de l'article 1630 du Code tunisien des obligations et des contrats et dans les circonstances prévues par les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du Code civil français.

Les débets dont l'énumération précède rendent les pensions passibles de retenues jusqu'à concurrence d'un cinquième de leur montant. Il en est de même pour les créances privilégiées. Dans les autres cas prévus ci-dessus, la retenue peut s'élever jusqu'au tiers du montant de la pension.

La retenu du cinquième et celle du tiers peuvent s'exercer simultanément.

Art. 41. — Lorsqu'un bénéficiaire du présent décret, titulaire d'une pension, a disparu de son domicile et que plus d'un an s'est écoulé sans qu'il ait réclamé les arrérages de sa pension, sa femme ou les enfants mineurs qu'il a laissés peuvent obtenir, à titre provisoire, la liquidation des droits de reversion qui leur seraient ouverts par les dispositions du présent décret.

La même règle peut être suivie à l'égard des orphelins lorsque la mère pensionnée ou en possession de droits à pension a disparu depuis plus d'un an.

Une pension peut être également attribuée, à titre provisoire, à la femme ou aux enfants mineurs d'un bénéficiaire du présent décret disparu lorsque celui-ci était en possession de droit à pension au jour de sa disparition et qu'il s'est écoulé au moins un an depuis ce jour.

La pension provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est officiellement établi ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée.

Le délai d'un an prévu au premier alinéa du présent article courra à dater de la dernière échéance non touchée de la pension, lorsque le disparu était titulaire d'une pension.

Lorsque le disparu n'était pas titulaire d'une pension, ce délai d'un an courra à dater du jour où son chef de service aura constaté la disparition par acte spécial.

La demande de pension formulée par les ayants cause, de même que la demande tendant à faire déclarer la présomption de disparition sera appuyée des procès-verbaux de police et autres pièces relatant les circonstances de la disparition.

Les dispositions du présent article sont applicables aux ayants droit des fonctionnaires indigènes polygames, sous réserve des prescriptions édictées à leur égard aux articles 36 à 39.

Art. 42. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension est suspendu :

1° par la condamnation à la destitution prononcée par application des articles du Code de justice militaire ou maritime ;

2° par la condamnation à une peine afflictive ou infamante pendant la durée de la peine ;

3° par les circonstances qui font perdre la qualité de Français ou de Tunisien durant la privation de cette qualité ;

4° pour les veuves et femmes divorcées, par la déchéance de la puissance paternelle.

S'il y a lieu, par la suite, à la liquidation ou au rétablissement de la pension, aucun rappel pour les arrérages antérieurs n'est dû.

Art. 43. — La suspension de la pension prévue à l'article précédent, n'est que partielle si le pensionnaire a une femme ou des enfants mineurs ; en ce cas, la femme ou les enfants mineurs reçoivent, pendant la durée de la suspension, la pension à laquelle ils auraient droit si le pensionnaire était décédé.

Les frais de justice résultant de la condamnation du pensionnaire ne peuvent être prélevés sur la portion des arrérages ainsi réservés au profit de la femme et des enfants.

Art. 44. — Tout bénéficiaire du présent décret qui est constitué en déficit pour détournement de deniers de l'Etat français, de l'Etat tunisien, de l'Algérie, des services locaux, des colonies ou des pays de protectorat, des départements, des communes ou établissements publics, de dépôts, de fonds particuliers versés à la Caisse ou de matières reçues et dont il doit compte ou qui est convaincu de malversations relatives à son service, perd ses droits à pension, lors même qu'elle aurait été liquidée et inscrite, sauf la rente qui peut lui provenir de la conversion du capital de ses retenues, laquelle lui demeure toujours acquise sous la réserve des dispositions de l'art. 40.

La même disposition est applicable au fonctionnaire convaincu de s'être démis, à prix d'argent ou à des conditions équivalant à une rémunération en argent, ainsi qu'à son complice.

La perte du droit à pension sera prononcée par un acte de même nature que celui qui a concédé ou qui concéderait la pension.

Art. 45. — Les titulaires de pensions de la Société de Prévoyance, nommés à un emploi civil rétribué soit par l'Etat français ou tunisien, soit par l'Algérie, soit par les départements, colonies ou pays de protectorat, communes ou établissements publics, ne peuvent cumuler leurs pensions avec le traitement attaché à cet emploi qu'autant que le total n'excède pas 18.000 francs.

Sont considérées comme traitement, les sommes allouées, sous quelque dénomination que ce soit, à raison de services rémunérés au mois ou à l'année.

Si la pension et le traitement cumulés donnent une somme supérieure à 18.000 francs, cette somme ne peut excéder soit le montant du dernier traitement augmenté des seuls accessoires de traitement dont il est tenu

compte pour l'établissement du droit à pension, soit le montant du traitement correspondant à l'emploi occupé.

Dans tous les cas où la limite est dépassée, la réduction porte sur le traitement attaché à l'emploi et non sur la pension. Toutefois, les indemnités afférentes audit traitement, ayant un caractère temporaire, ou représentatives de dépenses personnelles occasionnées par la résidence, ne sont pas sujettes à réduction. Les sommes attribuées à titre de supplément colonial et celles ayant le caractère d'un remboursement de dépenses ou d'allocations non personnelles imposées par la fonction n'entrent pas en compte pour la détermination du maximum du cumul.

Les dispositions restrictives du cumul ne sont pas applicables aux membres de l'ordre national de la Légion d'honneur et aux médaillés militaires pour les traitements viagers qu'ils reçoivent en cette qualité, ni aux titulaires de pensions militaires proportionnelles.

Art. 46. — Le cumul de plusieurs pensions servies par la Société de Prévoyance, par la France, l'Algérie, les départements, colonies ou pays de protectorat, les communes, ou établissements publics est autorisé dans la limite de 18.000 francs, pourvu qu'il n'y ait pas double emploi dans les années de services présentées pour la liquidation en vertu du présent décret. Si du chef de ces années, l'agent s'est acquis une rente viagère soit sur la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse, soit sur la Caisse française des invalides de la marine, au moyen de retenues qu'il a subies obligatoirement pendant leur durée ,avec ou sans subventions correspondantes de l'Etat tunisien, cette rente vient en déduction de la pension à laquelle ouvre droit le présent décret qui se trouve réduite d'autant.

Au cas où la limite de 18.000 francs est dépassée, l'excédent est retenu sur la pension servie par la France.

En aucun cas, et pour quelque cause que ce soit, une veuve ne pourra cumuler sur sa tête deux pensions de réversion au titre du présent décret de la loi du 14 avril 1924 ou du règlement du 2 février 1926 (Algérie).

Il en est de même des orphelins.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux pensions que les lois antérieures ont affranchies des prohibitions du cumul, ni aux pensions militaires pour blessures ou infirmités pour lesquelles aucune modification n'est apportée aux dispositions en vigueur.

Art. 47. — L'admission à la retraite normale ou exceptionnelle de l'agent, la reconnaissance des droits de sa veuve et de ses orphelins, est prononcée soit à la requête des intéressés, soit d'office par le Conseil des ministres et chefs de services.

La décision du Conseil est sans recours si d'ailleurs l'agent à la retraite pour l'ancienneté réunit les conditions d'âge et de durée de services requises.

La liquidation des pensions, pour laquelle les fractions de francs sont négligées, est préparée par la direction des finances au vu d'un relevé des services de l'agent établi par l'intéressé lui-même, appuyé des autres pièces justificatives dont la production est prescrite par la législation en vigueur et rapproché des renseignements du chef de service compétent et des écritures de la Société de Prévoyance. Elle est arrêtée en Conseil des ministres et chefs de service et notifiée par le directeur des finances à l'intéressé par lettre recommandée ou dans le délai de deux mois à compter de la date de l'arrêté du Conseil. Si, dans le délai d'un mois qui suit cette notification, l'intéressé n'a formulé aucune objection, la pension est arrêtée en Conseil, définitivement et sans recours et consacrée par un décret visé par le résident général et publié au « Journal officiel ».

En cas d'objection de la part de l'intéressé, le Conseil statue sur le chiffre de la pension, qui est alors consacrée par décret, sauf le recours ouvert à l'intéressé par l'article 49 ci-après, pourvu que ce recours soit introduit dans les trois mois qui suivent la date de l'insertion du décret au « Journal officiel ».

Le décret de liquidation énonce les noms, prénoms et fonctions du bénéficiaire de la pension, son âge, la durée de ses services et le chiffre de la pension de retraite. S'il s'agit de pensions exceptionnelles, il indique les motifs de l'exception. S'il s'agit de pensions de veuves ou d'orphelins, il rappelle les droits du mari, du père ou de la mère.

Art. 48. — Les pensions attribuées en vertu du présent décret sont irrévocables. Elles peuvent toutefois être annulées et revisées, s'il y a lieu, par décision du conseil des ministres et chefs de service, consacrée par un décret visé par le résident général et publié au « Journal officiel » dans les cas suivants : — 1° lorsqu'une erreur matérielle de liquidation ou de concession a été commise; — 2° lorsque les énonciations des actes ou des pièces sur le vu desquels la pension a été concédée, sont reconnues inexactes, soit en ce qui concerne la fonction ou le grade, le décès ou le genre de mort, soit en ce qui concerne l'état civil ou la situation de famille ; — 3° lorsqu'il est démontré que la pension a été accordée en raison d'infirmité dont l'intéressé n'était pas atteint au moment où son droit a été constaté ; — 4° lorsqu'un fonctionnaire ou ancien fonctionnaire, dont le prétendu décès a ouvert droit à pension de veuve ou d'orphelin, est reconnu vivant.

La restitution des sommes payées indûment ne peut être exigée que si l'intéressé était de mauvaise foi.

La restitution sera poursuivie à la diligence de la Société de Prévoyance.

Art. 49. — Toutes contestations dans le cas où un recours n'est pas interdit par le présent décret ou les statuts, seront déférées au Conseil d'Etat.

Le délai, dans le cas de rejet d'une demande de pension, est de trois mois à dater de la notification de la décision qui a prononcé le rejet.

Art. 50. — Toute demande de pension doit, à peine de déchéance, être présentée, avec les pièces justificatives exigées, dans le délai de cinq ans à partir du jour de la cessation des fonctions ou du décès du sociétaire.

Tous capitaux non réclamés à la Société de Prévoyance dans le délai de cinq ans à compter de leur exigibilité, sont prescrits au profit de cette Société.

Les arrérages trimestriels des pensions ne peuvent plus être réclamés par les intéressés ou leurs ayants droit et sont prescrits et définitivement acquis à la Société trois ans après la date de leur échéance. La même prescription d'arrérages est applicable aux héritiers ou ayants cause du pensionnaire qui n'auraient pas produit la justification de leurs droits dans les trois ans qui suivront la date du décès de leur auteur.

Art. 51. — Les fonctionnaires et employés civils, anciens combattants de la campagne 1914-1919 au sens de la loi française du 17 avril 1924, jouiront, pour la retraite, des avantages suivants : — 1° Ils pourront obtenir une mise à la retraite anticipée. L'âge et la durée des services à partir desquels cette demande sera recevable seront ceux prévus à l'article 9, déduction faite d'un nombre d'années égales à la moitié des services accomplis pendant la campagne 1914-1919 ; — 2° Si, par suite de l'exercice de leurs fonctions, les infirmités ou maladies contractées dans la zone des armées pendant la guerre 1914-1919, par les

bénéficiaires du présent décret, viennent à s'aggraver au point de les mettre dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions, ils pourront, par extension des dispositions de l'article 26, obtenir une pension exceptionnelle, quels que soient leur âge et la durée de leur activité. — Le taux de cette pension est celui prévu par ledit article 26, accru de la liquidation des bénéfices de campagnes ; — 3° Ils peuvent invoquer le bénéfice de l'article 14 du présent décret ; — 4° Le droit à la révision et à la constitution des pensions conformément aux dispositions du présent article est ouvert : — a) aux titulaires de pensions déjà liquidées ou à leurs ayants droits ; — b) aux ayants droit de fonctionnaires décédés avant le 17 avril 1924.

Les fonctionnaires qui, dégagés de toute obligation militaire ont contracté un engagement pour la durée des hostilités 1914-1919 dans une formation de l'une des armes ou subdivisions d'armes où des engagements peuvent être reçus aux termes des lois sur le recrutement de l'armée et ont appartenu aux unités figurant au tableau annexé à la loi du 17 avril 1924, auront la faculté de prolonger leur service au delà de l'époque où s'ouvre leur droit à pension d'un temps égal à celui de leur mobilisation, sauf décision contraire du Conseil des ministres et chefs de services, après avis du médecin assermenté.

Art. 52. — Les bénéficiaires du présent décret pourront compter dans la liquidation de leur pension, nonobstant les maxima prévus à l'article 19, les annuités supplémentaires acquise des bénéfices de campagnes pendant la guerre 1914-1919 en qualité d'anciens combattants sans que le taux de la pension puisse dépasser, en sus du minimum, la valeur de quinze annuités supplémentaires, compte tenu de tous les éléments entrants dans le calcul de la pension.

Pour l'application du présent article, entreront seules en ligne de compte les campagnes comptant double dans les conditions prévues par la loi du 16 avril 1920, articles 10 et 12.

Art. 53. — Toutes les fois que les adhérents à la Société de Prévoyance ou leurs ayants cause auront à exercer une option, soit entre deux retraites, soit entre deux régimes de retraite, ils devront faire connaître leur décision à la Société de Prévoyance sauf fixation d'un délai différent par la loi, dans un délai d'un an, à dater de la publication du présent décret ou, si le jour où s'ouvre leur droit d'option est postérieur à cette publication, à dater de ce jour.

La demande devra être adressée par lettre recommandée dont il sera accusé réception et qui devra figurer au dossier de la proposition de pension.

Le délai ci-dessus fixé est porté à dix-huit mois pour les fonctionnaires domiciliés hors de la Régence et leurs ayants cause.

Passé les délais ci-dessus visés, leur option ne sera plus admise.

Art. 54. — Le présent décret ne pourra, en aucun cas, s'appliquer à ceux qui ont servi, sans autorisation de l'Etat français, dans une armée étrangère comme officiers ou assimilé de l'armée active.

Art. 55. — Les pensions civiles et militaires actuellement inscrites au budget de l'Etat sous le Chapitre 1er du Titre 1er s'éteindront au décès des bénéficiaires.

Toutefois, la reversibilité pourra en être partiellement et exceptionnellement autorisée au profit des veuves et des orphelins mineurs en vertu de décrets spéciaux pris sur l'avis du Conseil des ministres et chefs de services.

Art. 56. — Les agents actuellement en fonctions conserveront le bénéfice des dispositions actuellement en vigueur pour les services accomplis antérieurement à la date de l'application du présent décret, toutes

les fois que ces dispositions sont plus favorables que celles du présent décret.

Art. 57. — Sont abrogées les dispositions des décrets antérieurs en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

TITRE IV. — Dispositions spéciales aux agents dont la pension était concédée au 16 avril 1924 ainsi qu'à leur ayants cause

Art. 58. — Il sera procédé à la révision des pensions déjà concédées par la Société de Prévoyance, d'après le décompte des services établis lors de la liquidation initiale et sur la base des émoluments qui entreraient en compte pour le calcul de la pension d'un fonctionnaire, supposé retraité, au titre de la durée des services le 17 avril 1924.

Le traitement moyen sera établi d'après les émoluements qui auraient été effectivement touchés par un agent occupant les mêmes emplois et les mêmes classes pendant la période du 17 avril 1921 au 16 avril 1924.

La pension nouvelle des veuves et orphelins titulaires de pensions sera calculée à raison de 50 p. 100 de la pension qui serait revenue au mari ou au père d'après les règles ci-dessus tracées, si sa retraite avait été révisée.

La pension, ainsi révisée, remplacera, si elle est supérieure, la pension affectée du coefficient liquidé par application de l'article premier du décret du 16 avril 1924.

La pension sera liquidée suivant le mode actuel de calcul prescrit par les articles 16 et 26 du présent décret, d'après le décompte des services, tel qu'il est porté au décret initial de concession.

Pour les grades et les emplois qui auraient été supprimés des décrets, rendus dans les deux mois de la promulgation du présent décret, règleront, pour chaque administration, leur assimilation avec les grades et emplois actuellement existants.

Art. 59. — Les pensions revisées en exécution de l'article précédent sont exclusives de toutes majorations à titre de bonifications pour famille nombreuse ou d'indemnités pour charges de famille.

Art. 60. — Le supplément de pension attribuée par application des dispositions qui précèdent remplacera l'indemnité de cherté de vie allouée par le décret du 12 juillet 1922, qui cessera d'être servie aux bénéficiaires de ces dispositions. Toutefois, les titulaires de pension qui bénéficiaient de cette indemnité avant le 17 avril 1924 et pour lesquels la pension, augmentée du supplément, n'atteindrait pas le montant de leur ancienne pension augmentée de l'indemnité, recevront un complément de pension suffisant pour que leur situation actuelle ne soit pas modifiée.

Art. 61. — Notre directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, dont les effets partiront du 17 avril 1924.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 24 décembre 1926.

Statuts de la Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, annexés au décret du 24 décembre 1926 portant réforme du régime des pensions de cette société.

Objet de la Société, Siège. Durée. — Article premier. — La Société de Prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens a pour objet d'assurer à ses membres, à leurs veuves et orphelins, des avantages en cas de retraite ou de décès.

La Société a son siège à Tunis.

Sa durée est illimitée.

Ressources sociales. — Art. 2. — La Société est alimentée : — 1° Par les retenues que les sociétaires subissent sur leurs traitements et émoluments d'un caractère personnel et qui sont versées mensuellement en leur nom par la caisse qui les paie ; — 2° Par les subventions et les dotations de l'Etat, ainsi que des municipalités, administrations ou établissements qui emploient les membres de la Société ; — 3° Par des dons et legs; — 4° Par les intérêts, revenus et produits du fonds social, et en général, par toutes les recettes que la Société pourra réaliser.

Comptes des sociétaires. — Art. 3. — Le compte individuel des sociétaires comprend distinctement :

a) Les sommes qui font l'objet : 1° des retenues mensuelles ainsi que des retenues du douzième du traitement initial et de toute augmentation ultérieure; 2° des subventions;

b) L'indication des rentes afférentes à chaque nature de versements. Les inscriptions y sont faites trimestriellement.

Les retenues portées au compte individuel constituent pour le sociétaire un capital réservé, dont l'attribution est réglée par l'article 4 ci-après; elles lui donnent droit, en outre, pour le cas seulement où il est admis à faire valoir ses droits à la retraite, et, d'après ce qui est dit à l'article 9, à une rente viagère calculée suivant le mode indiqué à l'article 5.

Les subventions sont la propriété de la Société, et la rente viagère qu'elles produisent, d'après le calcul tracé par l'article 5, n'est acquise au bénéficiaire, avec jouissance du jour de son admission à la retraite, s'il atteint le temps fixé pour l'obtenir, qu'à concurrence de la portion nécessaire pour parfaire, avec le capital et la rente viagère de ses retenues, le chiffre de sa pension de retraite ainsi qu'il est dit d'ailleurs à l'article 9.

Le compte est servi en admettant que les sociétaires obtiendront leur retraite à l'âge de 60 ans.

Tout fonctionnaire qui cesse de remplir les conditions requises pour être maintenu dans la Société, perd ses droits aux rentes viagères inscrites à son compte individuel.

L'agent en disponibilité conserve sa qualité de sociétaire et ses droits sur son compte individuel ; mais, sauf pour les services militaires, le temps passé dans la disponibilité ne compte pas dans la durée des services donnant droit à la retraite.

Tout sociétaire qui, dans les trois mois de la publication au « Journal officiel tunisien » du rapport annuel que la Société doit publier en exécution de l'article 9 du décret du 20 janvier 1898, n'a pas demandé communication ou extrait de son compte individuel et réclamé contre ces inscriptions, est réputé les avoir vérifiées et reconnues exactes, et déchu du droit d'en demander le redressement.

Attribution des retenues. — Art. 4. — Le capital des retenues réservées du compte individuel est restitué, sans intérêts, au sociétaire au moment, soit de sa démission, soit de sa révocation, soit de sa radiation des cadres.

Il lui est également restitué, sans intérêts, au moment du prononcé de sa mise à la retraite soit normale, soit exceptionnelle,, mais il s'impute alors sur la pension de retraite du sociétaire pour sa valeur en rente viagère, ainsi qu'il est dit à l'article 9 ci-après.

En cas de décès du sociétaire, à quelque époque qu'il se produise, le capital des retenues est attribué sans intérêts au fonds commun de la Société, à charge par celui-ci de verser une somme équivalente à la veuve et, à défaut de veuve, aux héritiers directs descendants du défunt, sauf, le cas échéant, l'imputation prévue par les articles 10 et 11 des statuts. S'il y a plusieurs veuves, ou des enfants de plusieurs lits, la

répartition de l'équivalent du capital des retenues s'effectue comme en matière de répartition de pensions.

A défaut de veuves et d'héritiers directs descendants, l'équivalent dont il s'agit est attribué aux héritiers directs ascendants en premier degré. S'il n'y en a pas, le fonds commun est déchargé de toute obligation.

Si le sociétaire défunt est une femme mariée, l'époux survivant a, sur le capital des retenues de la somme, les droits ci-dessus réservés au profit de la veuve.

L'époux contre lequel le divorce ou la séparation de corps a été prononcé, celui dont le divorce a été prononcée partie à son profit, partie au profit du conjoint, n'a aucun droit au capital des retenues.

Rentes viagères. — Art. 5. — Les rentes viagères auxquelles donnent droit les versements effectués au compte du sociétaire sont calculées en tenant compte de l'âge du titulaire, du jour de l'inscription, ainsi que du montant des sommes, d'après le tarif en vigueur à l'époque des versements, avec jouissance à l'âge de soixante ans. Si l'admission à la retraite est avancée ou retardée, les rentes subissent la réduction ou bénéficient de la majoration résultant des tableaux d'anticipation ou d'ajournement.

Les tarifs sont fixés, chaque année, pour l'année suivante, d'après un taux d'intérêts composé établi par quart de franc en tenant compte du revenu moyen des valeurs affectées. Ils sont calculés sur les chances de mortalité déduites des tables de la Caisse nationale française des retraetis pour la vieillesse.

Le calcul est établi de trimestre à trimestre ; les trimestres commencent les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre. L'âge du sociétaire est calculé comme si ce sociétaire était né le premier jour du trimestre qui a suivi la date de sa naissance.

Les versements sont ramenés au chiffre en francs immédiatement inférieur à la fraction, s'il y en a, sauf report de cette fraction au trimestre suivant.

L'âge du sociétaire est justifié par la production d'extraits d'actes de naissance inscrits aux municipalités ou aux consulats. Transitoirement, l'âge des indigènes, d'après le calendrier grégorien, pourra être justifié par la production de hodjas notariés.

Placement des capitaux des comptes individuels. — Art. 6. — Les fonds provenant des versements des retenues et des subventions sont placés exclusivement en valeur de l'Etat français ou tunisien ou en valeurs garanties par ces gouvernements. Il en est de même des intérêts produits par ces valeurs.

Constitution du fonds commun et placement de ses capitaux. — Art. 7. — Il est établi un fonds commun, distinct des comptes individuels, et alimenté : — 1° Par des dotations, des dons volontaires et des legs ; — 2° Par le montant des retenues faites au titre des congés et absences ou en suite de mesures disciplinaires; — 3° Par le capital provenant des subventions des comptes éteints par le décès des sociétaires ou annulés dans les conditions prévues par les présents statuts ; — 4° Par le capital provenant des retenues dans le cas prévu par l'article 4, troisième alinéa ; — 5° Par les sommes en capital et les arrérages de rentes viagères dont le paiement n'a pas été réclamé ; — 6° Et, en général, par toute somme disponible, par défaut d'affectation.

Les capitaux du fonds commun sont placés en valeurs de l'Etat français ou tunisien ou en valeurs garanties par ces gouvernements, en prêts hypothécaires et en constitution ou en achats de rentes d'enzel sur propriétés immatriculées, en acquisition d'immeubles immatriculés, en constructions de bâtiments publics à louer ou à céder à enzel à l'Etat, à des municipalités ou à des établissements publics.

Emploi des revenus du fonds commun. — Art. 8. — Les revenus du fonds commun sont employés : — 1° Aux frais d'administration de la Société; — 2° Aux versements prévus par le troisième alinéa de l'article 4 ; — 3° Aux insuffisances prévues à l'article 9 ; — 4° Aux pensions des veuves et orphelins.

Le surplus du capital accroît au capital du fonds commun.

En cas d'insuffisance des revenus, les charges du fonds commun sont assurées par prélèvement sur le capital.

Attribution aux sociétaires de leurs droits. — Art. 9.. — En représentation de la pension de retraite liquidée à son profit, le sociétaire reçoit de la Société, dans l'ordre suivant : — 1° Le capital des retenues inscrites à son compte individuel. Toutefois, il a la faculté de demander la conversion, en tout ou partie, de ce capital en une rente viagère immédiate, calculée eu égard à son âge. Mais, soit qu'il use, soit qu'il n'use pas de cette faculté, lors même qu'il en serait empêché par une cession ou opposition, la rente viagère qu'il se sera procurée ou qu'il aurait pu se procurer par la conversion de son capital-retenues s'impute, pour son montant, sur le chiffre de sa pension de retraite, qui se trouve réduit d'autant ; — 2° La rente viagère inscrite à son compte individuel du chef de ses retenues; — 3° La rente viagère inscrite à son compte individuel du chef des subventions, mais seulement jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire, avec le capital et la rente viagère de ses retenues, le chiffre de la pension de retraite à laquelle il a droit.

Si la rente viagère subventions n'est pas suffisante pour parfaire la pension, l'insuffisance est couverte sous forme d'une rente viagère complémentaire fournie par le fonds commun de la Société. Si elle dépasse ladite pension, l'excédent est attribué au fonds commun de la Société. En aucun cas, la réduction ne peut porter sur les rentes afférentes aux retenues, qui demeurent, en tout état de cause, intégralement acquises à l'agent même si elles excèdent le chiffre de la pension.

Attribution aux veuves de leurs droits. — Art. 10. — La veuve à laquelle il est attribué une pension par la législation sur les retraites, reçoit de la Société, sur le fonds commun, en représentation de cette pension : — 1° Le capital représentatif des retenues supportées par son mari, dans les cas où les présents statuts lui ouvrent un droit personnel à réclamer ce capital. Toutefois, elle a le droit de demander la conversion de tout ou partie de ce capital en une rente viagère immédiate calculée eu égard à son âge ; — 2° Une rente viagère égale au chiffre de la pension, diminué de la rente que la veuve s'est procurée ou aurait pu se procurer en convertissant, ainsi qu'il vient d'être dit, le capital des retenues, lors même qu'il serait empêchée de toucher ou de convertir ce capital par une cession ou une opposition.

Attribution aux orphelins de leurs droits. — Art. 11. — Les orphelins auxquels il est attribué une pension temporaire par la législation sur les retraites reçoivent, de la Société, sur le fonds commun, en déduction de cette pension, le capital représentatif des retenues supportées par leur auteur dans les cas où les présents statuts leur ouvrent un droit personnel à réclamer ce capital. Toutefois, les orphelins n'ont pas le droit de demander la conversion de ce capital en une rente viagère.

Le montant de ce capital, majoré des intérêts au taux admis par la Société, s'impute, sans avoir égard aux cessions ou oppositions dont il peut être grevé, sur les arrérages de la pension temporaire liquidée en faveur des orphelins qui ne touchent d'arrérages que lorsque cette imputation est terminée, si, d'ailleurs, ils n'ont pas alors plus de 21 ans.

Délivrance des titres de pensions et secours. — Art. 12. — Chaque bénéficiaire reçoit un titre de pension extrait d'un registre matricule à

souche, signé par le secrétaire du Conseil d'administration de la Société de Prévoyance et visé par le directeur général des Finances, président de ce Conseil.

Les pensions sont payables par trimestre et à terme échu, les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre, sur la production d'un certificat de vie.

Administration de la Société. — Art. 13. — La Société de Prévoyance est administrée, sous la présidence du directeur général des Finances, par un Conseil de douze membres pris parmi les sociétaires en fonctions et résidant à Tunis et de quatre membres pris parmi les sociétaires retraités domiciliés à Tunis.

Les trois quarts, au moins, de ces sociétaires, doivent être fonctionnaires de l'Etat.

Les membres du Conseil sont désignés par le gouvernement.

Un fonctionnaire de la direction générale des Finances tient les comptes administratifs de la Société, assiste aux séances du Conseil et y remplit les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

Pouvoirs du Conseil d'administration. — Art. 14. — Le Conseil d'administration veille à l'exacte observation des statuts.

Il délibère : sur les comptes annuels ; sur l'administration de la Société, ainsi que sur les frais de sa gestion ; sur l'acceptation des dons et legs ; sur le mode d'emploi, de placement ou de remploi des fonds sociaux, l'acquisition, l'échange et la vente des immeubles, titres et valeurs ;

Et, en général, sur toutes les matières qui lui sont soumises.

Ses délibérations ne sont exécutoires qu'après approbation du Conseil des Ministres et Chefs de Services.

Chaque année, il est désigné une Commission composée de trois membres au moins chargée de présenter au Directeur Général des Finances, sur les opérations de la Société pendant l'année écoulée, le rapport prévu par l'article 9 du décret du 20 janvier 1898.

Le Président du Conseil représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile. Il est ordonnateur des dépenses de la Société.

Les écritures de la Société sont tenues par des agents détachés du service de l'Etat, désignés à cet effet par le Directeur Général des Finances et régis au point de vue de la discipline et de l'avancement par les règles du service auquel ils appartiennent.

24 décembre 1926. — Arrêté du Premier Ministre et du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation complétant l'arrêté du 8 septembre relatif aux peseurs-mesureurs-jurés (J. O. T., 19 janvier 1926).

28 décembre 1926. — Code des douanes (J. O. 31 décembre 1926).

.....

Art. 9. — Après avis de l'office des céréales, un décret, contresigné par le ministre de l'agriculture, peut déterminer les conditions dans lesquelles les céréales étrangères peuvent être importées. — Lorsque les conditions du marché intérieur des blés sont reconnues anormales par l'office des céréales, un décret rendu en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'agriculture et contresigné par le ministre des finances, peut autoriser le remboursement partiel ou total des droits de douane sur les blés étrangers utilisés pour la fabrication du pain.

Ces dispositions sont applicables à l'Algérie.

.....

Art. 180. — Les dispositions des articles 162 à 178 ci-dessus sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

.....

Art. 202. — Les réexportations pour l'Algérie ne sont pas admises à la décharge des comptes pour les droits de douane. Toutefois, les sucres raffinés , les vergeoises et les sucres bruts exportés à destination de l'Algérie sont reçus à la décharge des obligations d'admission temporaire.

.....

Art. 213. — Les dispositions relatives à l'admission temporaire des blés sont applicables à l'Algérie.

.....

Art. 232. — Le droit de statistique est perçu en Algérie. En sont exemptés :

1° Les produits importés de France en Algérie et réciproquement ;

2° Les produits naturels ou fabriqués importés en Algérie par les frontières de terre et originaires de la régence de Tunis ou des territoires du Sud de l'Algérie situés en dehors de la ligne de douanes.

.....

TITRE VI. — *Régime de la Corse, de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des Colonies, Protectorats et territoires à mandat.*

.....

CHAPITRE II. — Régime de l'Algérie.

Section I. — Application en Algérie des lois, décrets et règlements de la métropole

§ 1er. — *Application de la réglementation française.*

Art. 287. — Les lois, décrets et règlements applicables en matière de douane, dans la métropole, sont également appliqués en Algérie, à moins qu'il n'y ait été dérogé par des dispositions spéciales.

§ 2. — *Restrictions.*

Art. 288. — En ce qui concerne l'Algérie, le gouvernement peut :

1° Déterminer les bureaux et zones du littoral et de la frontière de terre par où doivent avoir lieu les importations et les exportations suivant les provenances et les classifications ;

2° Etablir et réglementer des bureaux de visite et de garantie nécescaires pour empêcher les produits frauduleux de nuire au commerce de la France avec l'intérieur de l'Algérie.

Section II. — Importation en Algérie.

§ 1er. — *Marchandises importées de l'étranger.*

Art. 289. — Les produits naturels ou fabriqués originaires de la France,, à l'exception des sucres et les produits étrangers nationalisés par le paiement des droit sont, à leur importation directe dans les ports de l'Algérie, admis en franchise.

§ 2. — *Marchandises importées de l'étranger.*

Art. 290. — Les produits étrangers importés en Algérie, à l'exception de ceux pour lesquels une disposition spéciale en décide autrement, sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Art. 291. — La nomenclature des denrées et marchandises qui, à l'importation en Algérie, sont soumises à un tarif spécial, peut être modifié par décret.

Les décrets pris en vertu de cette disposition doivent être convertis en projets de loi et soumis, dans le délai d'une année, à la sanction du pouvoir législatif.

§ 3. — *Produit des colonies et possessions françaises*

Art. 292. — Les denrées coloniales autres que le sucre et les tabacs originaires des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine, acquittent en Algérie, et sous les mêmes conditions, les mêmes droits que dans la métropole, sauf application du tarif spécial algérien, lorsque celui-ci est plus favorable.

Les tabacs originaires des territoires susvisés sont passibles, en Algérie, des taxes inscrites au tarif local ; les allumettes chimiques de la même origine acquittent le droit prévu au tarif métropolitain à l'égard des allumettes importées pour le compte du monopole.

§ 4. — *Produits de la Tunisie et des territoires du Sud.*

Art. 293. — Les produits naturels ou fabriqués, originaires de la régence de Tunis ou du Sud de l'Algérie, importés en Algérie par les frontières de terre, sont exempts des droits d'entrée. Cette disposition ne s'applique pas aux tapis tunisiens.

Toutefois, les sucres étrangers importés en Algérie sont soumis aux surtaxes applicables aux autres étrangers importés en France.

Section III. — Exportations d'Algérie

Art. 294. — Les marchandises exportées de l'Algérie à destination de l'étranger sont soumises au même régime que si l'exportation a lieu de France.

Au départ des ports d'Algérie à destination de la France, l'exportation sans déclaration ou sans déclaration quant à la nature des marchandises prohibées dans la métropole, taxées à des droits différentiels de 25 fr. ou plus par 100 kilogr., ou soumises à des taxes de consommation intérieures donne lieu à l'application des pénalités prévues, en cas d'importation au titre X ci-après.

Section IV. — Importations en France.

Art. 295. — Les produits naturels ou fabriqués originaires de l'Algérie sont, à leur importation directe dans les ports de la France, admis en franchise des droits de douane.

La franchise est également appliquée aux produits étrangers introduits d'Algérie en France qui ont été nationalisés, à leur entrée en Algérie, par le payement intégral des droits du tarif métropolitain.

Les produits étrangers qui ont payé des droits spéciaux à l'entrée en Algérie ne peuveent être importés en France qu'à la condition d'acquitter la différence entre le tarif de l'Algérie et le tarif de la France.

Section V. — Territoires du Sud

Art. 296. — Les catégories de marchandises susceptibles d'être expédiées en exemption des droits de douane, des ports de l'Algérie à destination des contrées situées en dehors du territoire soumis au régime des douanes sont déterminées par un règlement d'administration publique. Le même règlement fixe les points par lesquels les marchandises doivent sortir dudit territoire ainsi que les conditions et garanties aux quelles est subordonnée l'exonération des droits.

CHAPITRE III. — Régime de la Tunisie

Section I. — Tarification applicable aux marchandises tunisiennes importées en France

§ 1er. — Admissions en franchise de droits

Art. 297. — Sont admis en franchise à l'entrée en France les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après dénommés :

Les huiles d'olive et de grignon et les grignons d'olive ;
Les animaux des espèces chevaline, asine, mulassière, bovine, caprine et porcine ;
Les volailles mortes ou vivantes ;
Le gibier mort ou vivant ;
Les viandes de boucherie frigorifiées ;
Les oranges, les mandarines, les citrons, les cédrats et leurs variétés non dénommées ;
Les amandes, les dattes, les caroubes et les bananes ;
Les raisins muscats, du 1er novembre au 15 septembre inclus ;
Les pommes de terre, du 1er novembre au 15 mai inclus ;
Les pâtes de cellulose ;
Les céréales et leurs dérivés ;
Les tapis d'origine et de provenance tunisiennes revêtus par les soins de l'administration du protectorat d'une estampille garantissant qu'ils n'ont été tissés qu'avec des laines soumises à des colorants de grand teint.

§ 2. — Admission à des tarifs réduits.

Art. 298. — Les vins de raisins frais d'origine et de provenance tunisiennes acquittent à leur entrée en France, un droit de 1 fr. 02 par hectolitre, en tant que leur titre alcoolique ne dépasse pas 11°9; ceux dont le titre est supérieur à 11°9 payent une taxe supplémentaire de 1 fr. 19 par degré.

Art. 299. — Les droits d'entrée sur le plomb originaire et provenant de la Tunisie sont fixés ainsi qu'il suit :
Minerais, mattes et scories de toutes sortes contenant plus de 30 p. 100 de métal, sans limitation de quantités, 22 centimes les 100 kilogrammes.
Plomb en masses brutes, saumons, barres ou plaques, non argentifère, jusqu'à concurrence d'un contingent trimestriel, 60 centimes les 100 kilogr.

§ 3. — Admission au tarif minimum.

Art. 300. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes non dénommés ci-dessus payent, à l'entrée en France, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers, sous réserve des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus.

§ 4. — Exceptions.

Art. 301. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :
1° Les produits frappés de prohibition à l'entrée en France par suite de monopole, de mesure sanitaire, etc. ;
2° Les denrées désignées ci-après :
Sucres, sirops et bonbons, confitures et fruits de toute sorte confits au sucre et au miel, cacao broyé, chocolat, café en fèves ou torréfié, poivre, piment, thé, girofle, cannelle, cassia, lignea, amones et cardamomes, muscades, macis et vanille, mélasses, biscuits sucrés.

Section II. — Conditions d'admissions aux tarifs de faveur

Art. 302. — L'application des traitements de faveur ci-dessus indiqués est subordonnée aux conditions suivantes :
a) Les produits doivent venir directement et sans escale de Tunisie en France.
b) Ils ne peuvent être expédiés que des dix ports suivants de la régence : Tunis, la Goulatte, Bizerte, Sousse, Soulssa, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès et Djerba. Des décrets peuvent modifier la liste de ces ports.

c) Ils doivent être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le contrôleur civil de la circonscription et visé au départ par un receveur des douanes de nationalité française. Dans les ports de l'extrême Sud de la régence habilités à l'exportation des produits tunisiens, les chefs de bureau et d'annexe du service des affaires indigènes remplissent les attributions dévolues aux contrôleurs civils.

L'exportation se fait à l'identique.

d) Lesdits produits doivent être importés par navires français.

Art. 303. — Les céréales et leurs dérivés son admissibles en franchise sans limitation de quantités.

La quantité de plomb trimestriellement admissible au droit réduit est fixée, en principe, à 80.000 quintaux, mais ce crédit peut être modifié, par décret, pour chaque période de trois mois.

Pour les autres marchandises dénommées aux articles 297 et 298 ci-dessus, les quantités admissibles en franchise ou au bénéfice des tarifs réduits sont fixées :

a) Pour les tapis, par des décrets rendus chaque année sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce et de l'industrie.

b) A l'égard des autres produits, par décrets rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général.

Section III. — Visite à la sortie de Tunisie.

Art. 304. — Au départ des ports de Tunisie à destination de la France l'exportation ou la tentative d'exportation sans déclaration ou sans déclaration exacte quant à la nature des marchandises prohibées dans la métropole, taxées à 20 francs et plus par 100 kilogr., ou soumises à des taxes de consommation intérieure donne lieu à l'application, en dehors des sanctions prévues par la législation beylicale, des pénalités édictées, en cas d'importation sans déclaration en France, au titre X ci-après.

Le service des douanes de la régence est autorisé à percevoir, au profit du Trésor français, le montant des réparations pécuniaires ainsi encourues.

Ces recettes sont rattachées aux produits des douanes du budget de l'exercice auquel elles se rapportent.

28 décembre 1926. — Décret portant réorganisation du corps des marins indigènes de l'Algérie (J. O., 31 décembre 1926) (1).

Vu la loi du 18 juillet 1903, créant un corps de marins indigènes ou baharia en Algérie et en Tunisie ; — Vu l'article 99 de la loi du

---

(1) Rapport au président de la République française. — Paris, le 27 décembre 1926. — Monsieur le Président, — Le décret du 10 mars 1906, organisant le corps des marins indigènes de l'Algérie ne répond plus aux besoins de la marine ni aux conditions du recrutement des indigènes algériens.

Ce décret ne prévoit que deux sources de recrutement : l'engagement et l'inscription maritime spéciale. Or, leur rendement est à peu près nul.

Cela tient en grande partie à ce que les dispositions de l'article 3 de la loi du 18 juillet 1903 imposant à tout inscrit maritime musulman l'obligation de servir dans la marine pendant trois ans au moins n'ont pas été reproduites dans le décret du 10 mars 1906.

Ces prescriptions avaient paru inapplicables à cette époque où la conscription indigène n'avait pas encore été instituée. Depuis qu'un décret

1er avril 1923, sur le recrutement de l'armée ; — Vu le décret du 10 mars 1906 portant organisation du corps des baharia en Algérie ; — Vu le décret du 3 février 1912 sur le recrutement des indigènes algériens, modifié par les décrets des 28 novembre 1913, 7 avril, 26 mai et 7 septembre 1916, du 17 mars 1922 et du 26 septembre 1923 ; — Vu le décret du 17 juillet 1908, refondu le 15 juillet 1914, portant réorganisation du corps des équipages de la flotte ; — Vu le décret du 11 juillet 1908 portant règlement sur la solde des marins du corps des équipages de la flotte et des marins indigènes.

Art. 1er. — 1. Des indigènes sont recrutés en Algérie pour le service de l'armée de mer et employés soit à terre, soit à bord des bâtiments de la flotte.

Ils ne peuvent être affectés à des formations ou services stationnés en permanence à terre que dans les pays du bassin méditerranéen.

Ils constituent le corps des marins indigènes algériens.

2. Leur hiérarchie et leur assimilation sont indiqués au tableau A annexé au présent décret.

A grade égal, les marins français ont droit au commandement sur les marins algériens.

3. L'effectif du corps des marins indigènes algériens est fixé par le ministre de la marine suivant les besoins du service et dans la limite des crédits budgétaires.

CHAPITRE Ier. — Recrutement

Art. 2. — Le recrutement du corps des marins indigènes algériens s'opère : — 1° Par engagements volontaires ; — 2° Par la levée des inscrits maritimes indigènes ; 3° Par rengagements ; — 4° Par voie d'appels en cas d'insuffisance des autres modes de recrutement.

Art. 3. — 1. Des engagements volontaires dans le corps des marins indigènes algériens peuvent être reçus pour trois, quatre ou cinq ans, dans les limites et suivant les règles fixées par le ministre de la marine.

2. Les candidats doivent réunir les conditions suivantes : — 1° Etre célibataire ; — 2° Etre âgé de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus ; — 3° Posséder l'aptitude physique exigée pour le service de la flotte ; — 4° Etre jugé digne par sa conduite et sa moralité de servir dans l'armée française.

---

du 3 février 1912, modifié le 7 septembre 1916 et le 18 septembre 1923, a imposé le service militaire aux algériens sujets français, aucune raison politique ne s'oppose plus à l'exécution de la loi du 18 juillet 1903.

Le projet de décret ci-joint soumet donc les inscrits maritimes spéciaux d'Algérie aux mêmes obligations militaires que les autres inscrits maritimes dont ils partagent tous les privilèges.

Il ouvre, en outre, à tous les indigènes algériens les rengagements qui, jusqu'à maintenant, étaient réservés aux inscrits maritimes spéciaux.

D'autre part, il fixe les conditions dans lesquelles la marine peut faire appel au contingent de la classe indigène algérienne en cas d'insuffisance des autres sources de recrutement.

Enfin, des règles nouvelles concernant l'avancement, le régime disciplinaire, les réductions de service et l'organisation des réserves, inspirées de celles en vigueur dans le corps des équipages de la flotte et de celles applicables aux militaires indigènes algériens, ont été introduites dans ce projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

3. L'âge est constaté dans les formes usitées en Algérie.

L'aptitude physique est certifiée par un médecin de marine ou de l'armée de terre et, à défaut, par un médecin civil.

La conduite et la moralité sont appréciées par les autorités maritimes ou militaires habilitées par le ministre de la marine à délivrer un certificat d'acceptation.

Leur appréciation a pour base un certificat délivré en territoire civil, par le maire ou l'administrateur et en territoire militaire, par le commandant du cercle ou le chef d'annexe.

Ce certificat doit être accompagné de pièces d'identité et d'un extrait du casier judiciaire ou d'un certificat en tenant lieu.

Art. 4. — 1. Les engagements visés à l'article précédent sont reçus par le commandant d'un bureau maritime de recrutement, par un sous-intendant militaire ou par un officier en faisant fonctions.

2. L'acte d'engagement est rédigé conformément au modèle annexé au présent décret. Il est souscrit en présence d'un interprète et de deux témoins. L'interprète en explique les clauses au contractant.

3. L'acte d'engagement dont la régularité est contestée peut être annulé par le ministre de la marine, soit à la requête de l'intéressé, soit à la demande des autorités maritimes .

Il peut aussi être annulé pour inaptitude physique reconnue dans les trois mois qui suivent l'incorporation.

Art. 5. — En temps de guerre, tout indigène algérien âgé de dix-sept ans au moins et remplissant les conditions fixées à l'article 8 ci-dessus peut être admis à contracter un engagement pour la durée des hostilités.

Art. 6. — 1. Il est tenu dans chaque quartier d'inscription maritime en Algérie une matricule spéciale sur laquelle sont portés les indigènes algériens, sujets français, exerçant à titre professionnel la navigation ou la pêche maritime. — 2. Les inscrits maritimes indigènes sont astreints aux mêmes obligations militaires que les autres inscrits maritimes.

Lors de leur levée pour le service ils sont affectés au corps des marins indigènes algériens.

Ceux qui possèdent des antécédents judiciaires sont destinés à un corps d'épreuve indigène de l'armée de terre dans les mêmes conditions que les inscrits maritimes de la métropole.

Art. 7. — Les inscrits maritimes indigènes d'Algérie ont droit aux pensions civiles spéciales aux inscrits maritimes français et jouissent de tous les avantages accordés à ces derniers.

Art. 8. — 1. Les marins indigènes algériens présents sous les drapeaux, ainsi que ceux qui ont été congédiés, peuvent être autorisés à contracter des rengagements pour un, deux ou trois ans. — 2. Les candidats sont examinés par une commission des réadmissions ayant la composition fixée par le décret organique du corps des équipages de la flotte. Le préfet maritime statue au vu des propositions de cette commission. — 3. Ne peuvent être autorisés à rengager que les indigènes susceptibles de réunir quinze ans de service à l'âge de quarante-cinq ans. — 4. Les rengagements sont renouvelables jusqu'à quinze et, exceptionnellement, vingt-cinq ans de service. Tout marin indigène algérien est rayé des contrôle de l'activité à quarante-cinq ans. — 5. Les marins indigènes qui rengagent six mois au plus après leur congédiement sont réincorporés avec leur grade et dans leur classe. Ceux qui rengagent après une interruption de service plus longue sont réincorporés avec le grade fixé, d'après leurs aptitudes, par la commission des réadmissions. — 6. Les marins algériens naturalisés français peuvent être autorisés à contracter des rengagements au titre indigène dans les conditions pré-

vues au présent article. Ils ne peuvent servir au titre français que s'ils sont autorisés à passer dans le corps des équipages de la flotte.

Art. 9. — Chaque année, le ministre de la marine fait connaître au ministre de la guerre le nombre d'hommes de la dernière classe indigène revisée en Algérie dont il demande l'affectation au corps des marins indigènes algériens.

Une commission médicale de la marine se rend dans les centres de recrutement fixés par l'autorité militaire afin d'y constater l'aptitude physique au service de la marine des recrues indigènes qui y ont été rassemblées à cet effet. Les recrues reconnues aptes sont groupées et dirigées immédiatement par les soins des autorités maritims sur le port désigné par le préfet maritime de Bizerte.

CHAPITRE II. — Incorporation. — Instruction.

Art. 10. — 1. Dès leur arrivée au service les marins algériens sont soumis à une contre-visite médicale, vaccinés, habillés et portés sur la matricule spéciale du corps. — 2. Il leur est ouvert un livret matricule et un livret de solde, sur lesquels sont apposées leurs empreintes digitales, ainsi qu'un livret médical. — 3. Ceux qui sont reconnus inaptes au service sont réformés ou, s'il s'agit d'appelés, remis à la disposition de l'autorité militaire.

Art. 11. — Les Algériens sont incorporés comme matelots de 2me classe sans spécialité, à l'exception de ceux qui ont obtenu l'un des brevets provisoires prévus pour les marins du corps des équipages de la flotte. Ces derniers soint incorporés comme matelots brevetés de 3e, 2e ou 1re classe, suivant la note qu'ils ont obtenue pour leur essai professionnel et dans les conditions fixées pour ce corps.

Art. 12. — Les marins algériens qui arrivent au service reçoivent pendant la période fixée par le ministre de la marine les premiers éléments d'instruction militaire et de langue française.

A l'expiration de cette période, ils font l'objet, en vue de leur utilisation rationnelle, d'un classement basé sur la constatation de leur connaissance de la langue française et de leurs aptitudes physiques et professionnelles. Ceux qui paraissent susceptibles d'acquérir un brevet de spécialité et qui sont liés au service pour la durée minimum fixée par un arrêté ministériel reçoivent l'instruction de cette spécialité dans les conditions déterminées par le ministre de la marine.

Art. 13. — Les marins algériens peuvent obtenir, en principe, les brevets des diverses spécialités ainsi que les certificats existant dans le corps des équipages de la flotte.

CHAPITRE III. — Primes, soldes et haute-paye

Art. 14 .— Il est alloué aux marins algériens, engagés ou rengagés, une prime dont le taux et le mode de payement sont fixés par le décret sur la solde des marins des équipages de la flotte et des marins indigènes.

Les appelés reçoivent une prime d'incorporation de même taux que celle allouée aux militaires de même origine.

Art. 15. — Les marins algériens reçoivent la solde et les accessoires de solde prévus par le décret sur la solde des marins des équipages de la flotte et des marins indigènes.

Art. 16. — Les marins indigènes algériens ont droit, à partir du premier jour suivant le terme du service olbligatoire du contingent indigène appelé pendant l'année de leur incorporation, à une haute paye jour-

nalière dont le taux est fixé par le décret sur la solde des marins des équipages de la flotte et des marins indigènes.

Art. 17. — Les inscrits maritimes indigènes ont droit à une prime de maintien au service de valeur égale à la prime d'engagement allouée aux marins algériens et proportionnelle à la durée de la période qu'ils accomplissent au delà du temps de service imposé aux indigènes non-inscrits maritimes.

CHAPITRE IV. — Avancement.

Art. 18. — L'obtention d'un brevet de spécialité entraîne la concession aux marins algériens du grade de matelot de 3e, 2e ou 1re classe suivant les règles fixées pour les marins du corps des équipages de la flotte.

Art. 19. — Pour pouvoir être promus quartier-maîtres, les marins algériens doivent réunir douze mois de services, dont six à la mer, et justifier d'une aptitude suffisante.

Art. 20. — Pour être promus seconds maîtres, les quartiers-maîtres algériens doivent réunir deux ans de services à la mer dans leur grade, Ils doivent, en outre ,avoir justifié d'une aptitude suffisante.

Art. 21. — Pour l'accès aux grades de maître et de premier maître, les conditions de service sont les mêmes que pour les officiers mariniers du corps des équipages de la flotte. IIs doivent, en outre, avoir justifié d'une aptitude suffisante.

Art. 22. — Les services accomplis dans les emplois énumérés au tableau B annexé au présent décret, sont assimilés au service à la mer pour l'avancement, mais seulement suivant les règles d'équivalence indiquées audit tableau.

Art. 23. — En ce qui concerne les indigènes algériens affectés à des spécialités sédentaires les conditions minima de temps de service à la mer exigées pour l'accession aux différents grades sont remplacées par les conditions ci-après : — Quartier-maître : un an de service. — Second maître : deux ans de grade de quartier-maître. — Maître : cinq ans de grade de second maître. — Premier maître : cinq ans de grade de maître.

Art. 24. — 1. Les avancements au grade de quartier-maître sont concédés par le préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien. — 2. Les avancements aux grades supérieurs sont concédés par le ministre de la marine. — 3° Les avancements ont lieu au fur et à mesure des vacances, d'après un tableau arrêté, au 1er avril et au 1er octobre, par un conseil d'avancement spécial, dont la composition est fixée par un arrêté ministériel.

Art. 25. — Les avancements en classe sont accordés par les conseils d'avancement ordinaires, aux époques fixées par le décret organique du corps des équipages de la flotte. — 2. Le nombre maximum des avancements en classe à concéder par année dans chaque grade est égal au septième de l'effectif réel moyen des marins de ce grade figurant sur les contrôles du corps des marins algériens, toute fraction comptant pour l'unité.

CHAPITRE V. — Conséquences des condamnations et des punitions. Justice. — Discipline

Art. 26. — Les marins indigènes algériens ayant été condamnés dans les conditions ci-après sont versés, pour terminer leur service actif, dans une section d'exclus. — 1° Ceux qui ont été condamnés à une peine

criminelle ; — 2° Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont été, en outre, frappés de l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils ou de famille ; — 3° Les relégués collectifs ou individuels ; — 4° Les indigènes condamnés à l'étranger, pour un crime ou délit puni par la loi pénale française, d'une peine criminelle ou de deux années au moins d'emprisonnement après constatation de la légalité et de la régularité de la condamnation ; — 5° Les indigènes condamnés à une peine de trois mois d'emprisonnement au moins pour provocation à la désertion, recel d'insoumis, fraudes et manœuvres tendant soit à soustraire les indigènes au service militaire, soit à favoriser ou à provoquer l'insoumission ou l'évasion des détenus ; — 6° Les indigènes qui ont été l'objet de deux ou plusieurs condamnations, dont la durée totale est de trois mois au moins, prononcées soit pour diffamation ou injures envers les armées de terre ou de mer, soit pour provocation adressée à des militaires dans le but de les détourner de leur service militaire.

Art. 27. — Tout marin indigène algérien reconnu coupable d'une infraction militaire qualifiée crime et condamné seulement à l'emprisonnement ou aux travaux publics par suite de l'admission de circonstances atténuantes est dirigé, à l'expiration de sa peine, sur une section d'épreuve de l'armée de terre pour y terminer son service actif.

Reçoivent la même destination les marins indigènes algériens qui ont été : — a) Reconnus coupables de crimes ou d'infraction qualifiée crime et condamnés seulement à l'emprisonnement; — b) Condamnés à six mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, attentat aux mœurs, délit de vol ou de recel, escroquerie, abus de confiance, filouterie d'aliments, commerce d'armes et de munitions de guerre ; — c) Condamnés à un an de prison au moins pour violences envers les enfants ou pour rébellion ; — d) Condamnés à deux ans de prison au moins pour coups et blessures volontaires ; — e) L'objet soit de deux ou plusieurs condamnations pour délits spécifiés au paragraphe b ci-dessus, soit de deux ou plusieurs condamnations d'une durée totale de six mois au moins pour délits spécifiés aux paragraphes c et d ci-dessus.

Art. 28. — Les gradés n'ayant pas terminé leur service obligatoire, ainsi que les matelots, dont la présence au corps serait dangereuse, soit en raison de leur inconduite ou de leur indiscipline habituelles, soit à cause des condamnations, autres que celles visées aux deux articles précédents, encourues par eux, sont mis à la disposition de l'autorité militaire jusqu'au terme de leur service obligatoire ou consenti pour être incorporés dans une section de discipline indigène.

Art. 29. — En cas de manquement grave au service, d'inconduite persistante ou de fautes répétées contre la discipline, les sous-officiers et quartiers-maîtres peuvent être suspendus de leur grade, rétrogradés ou renvoyés définitivement dans leurs foyer, s'ils ont accompli leur service obligatoire.

Ces sanctions sont prises sur la proposition de l'autorité maritime supérieure, dont ils relèvent, par le ministre s'il s'agit de sous-officiers, par le commandant en chef à l'égard des quartiers-maîtres et marins.

Art. 30. — 1° Les marins algériens titulaires de brevet et de certificat peuvent, soit pour cause d'inconduite, soit par suite de perte d'aptitude professionnelle ou physique, être privés temporairement ou définitivement de leurs titres ; — 2° Pour les mêmes motifs, les matelots peuvent être ramenés à une classe inférieure ; — 3° Ces mesures sont prises, sur la plainte du commandant du bâtiment ou du chef de service, par l'autorité supérieure dont relèvent les intéressés.

Art. 31. — Les marins algériens sont soumis aux règles de compétence juridictionnelle de discipline et de subordination militaires applicables aux marins des équipages de la flotte.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 32. — Les marins algériens portent les mêmes insignes de grade que les marins du corps des équipages de la flotte.

Les règles concernant leur alimentation et leur habillement sont fixées par le ministre de la marine.

Art. 33. — Les marins algériens peuvent être réformés définitivement dans les mêmes cas et suivant les mêmes règles que les marins du corps des équipages de la flotte.

Art. 34. — Les marins algériens ne peuvent prétendre aux congés prévus pour les marins des équipages de la flotte, sauf aux congés de convalescence et pour fin de campagne.

Ils peuvent obtenir des permissions dans les conditions fixées par le ministre de la marine.

Art. 35. — Les marins algériens sont traités comme les marins des équipages de la flotte au point de vue de la concession des décorations.

Ils ont droit au traitement attaché à celles de ces décorations qui en comportent.

Art. 36. — Les droits des marins algériens en matière de pensions sont fixés par des décrets spéciaux (1).

Art. 37. — Les marins algériens congédiés ou réformés ont droit aux avantages concédés aux anciens militaires de même origine.

Ils peuvent concourir avec ces derniers pour l'obtention des emplois civils.

CHAPITRE VII. — Congédiement

Art. 38. — Les inscrits maritimes indigènes accomplissant la période d'activité effective obligatoire sont envoyés en congé illimité dans les mêmes conditions que les inscrits maritimes du corps des équipages de la flotte.

Art. 39. — Les marins algériens servant en qualité d'appelés sont congédiés aux dates fixées par le ministre de la marine et passent dans la disponibilité ou la réserve au terme du service actif prévu par les lois ou les décrets fixant leurs obligations militaires (2).

Art. 40. — Les marins algériens condamnés ou punis de prison sont maintenus au service après la date normale de leur congédiement dans les mêmes conditions que les marins des équipages de la flotte.

Art. 41. — Les marins algériens, inscrits maritimes ou non, à l'exception des engagés volontaires, peuvent être congédiés par anticipation dans les conditions indiquées aux deux articles suivants :

Art. 42. — 1° Ont droit à une dispense de service actif les marins algériens, servant comme appelés, qui, pendant leur présence sous les drapeaux deviennent : — a) Seul soutien de leur mère veuve ou de leur aïeule veuve ; — b) Seul soutien de leur père ou de leur aïeul aveugle ou très âgé, ou incapable, par suite d'infirmités, de pourvoir à ses besoins ; — c) Seul soutien de leurs frères ou sœurs orphelins en bas âge ou infirmes. — 2° Les marins visés au paragraphe précédent sont congédiés après approbation de leur demande de dispense par le préfet maritime de l'arrondissement algéro-tunisien. -- 3° Ils sont rappelés sous les drapeaux si la cause de leur dispense vient à disparaître avant

---

(1) Décret du 10 décembre 1925.
(2) Décret (guerre) du 3 février 1921, modifié le 28 septembre 1923.

le congédiement des marins indigènes d'Algérie appelés ou levés en même temps qu'eux.

Les marins ainsi rappelés sont congédiés en même temps que ceux compris dans le même appel ou la même levée.

Art. 43. — Peuvent être congédiés et dispensés du service actif qu'il leur reste à accomplir, les marins algériens servant comme appelés qui ne rentrant pas dans l'un des cas visés à l'article précédent, se trouvent néanmoins dans une situation particulièrement digne d'intérêt.

Ces dispenses exceptionnelles sont concédées après enquête par le gouverneur général de l'Algérie. Elles sont révoquées et leurs titulaires sont réincorporés suivant les règles fixées à l'article précédent.

CHAPITRE VIII. — Réserves

Art. 44. — Les inscrits maritimes indigènes d'Algérie sont astreints, après leur congédiement, aux mêmes obligations militaires que les inscrits maritimes servant au titre français.

Art. 45. — Les marins indigènes algériens congédiés sont soumis aux mêmes obligations militaires que les militaires indigènes de même origine.

Art. 46. — Pendant leur séjour sous les drapeaux, les marins algériens rappelés au service ou mobilisés sont soumis aux règlements militaires, ils sont justiciables des conseils de guerre.

Ils ont droit aux allocations de leur grade, mais non à la haute paye.

Art. 47. — Les marins algériens conservent leur grade en passant dans la réserve.

Au moment de leur congédiement, ils peuvent être promus au grade supérieur, sur la proposition de leurs chefs directs, dans la limite des besoins de l'encadrement des réservistes.

Art. 48. — Chaque année, les marins algériens réservistes excédant les besoins de la mobilisation de la marine sont versés dans les réserves de l'armée de terre.

CHAPITRE IX. — Dispositions diverses

Art. 49. — Une matricule générale des marins algériens est tenue à Bizerte, indépendamment de la matricule des inscrits maritimes indigènes tenue dans chaque quartier d'Algérie.

Art. 50. — Un arrêté ministériel règle : — 1° Les cadres des marins algériens; — 2° Les conditions de réception des engagements et des rengagements; — 4° Les conditions de conduite et d'instruction requises pour l'avancement, ainsi que les règles d'après lesquelles les notes sont données; — 5° La tenue des matricules; — 6° L'organisation des services chargés de l'administration et de l'instruction des marins algériens et, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires à l'application du présent décret.

Art. 51. — Sont abrogés : — Le décret du 10 mars 1906 portant organisation du corps des baharias en Algérie et les actes qui l'ont modifié.

28 décembre 1926. — **Loi** autorisant la perception des droits produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1927 (J. O., 29 décembre).

28 décembre 1926. — **Décret** réglant le budget de l'Algérie pour l'exercice 1927 (J. O., 29 décembre).

28 décembre 1926. — Décret du Bey instituant un impôt canoun des mradjas et des arbres fruitiers (J. O. T., 31 décembre 1926).

Vu le décret du 9 novembre 1869 sur les mradjas de l'Outon-el-Kebli ; — Vu le décret du 20 septembre 1877 sur les mradjas de Sfax; — Vu le décret du 22 décembre 1845 établissant l'impôt Khodor à Djerba ; — Vu le décret du 22 janvier 1894 sur l'impôt canoun des oliviers et dattiers ; — Vu le décret du 13 juillet 1899 réglementant le recouvrement et les poursuites en matière d'impôts directs ; — Vu l'avis émis par le Grand Conseil de la Tunisie et la Commission arbitrale dans leur session de décembre 1926.

Article premier. — Il est institué dans toue la Régence, à partir du 1er janvier 1927, un impôt dit canoun des mradjas.

Sauf dans l'île de Djerba qui reste soumise au Khodor, cet impôt atteint les arbres fruitiers qui ne sont pas déjà assujettis au canoun et les cultures irriguées non encore imposées à l'achour.

Art. 2. — La quotité de l'impôt pour les cultures irriguées est fixée en principal à vingt francs par hectare.

L'imposition qui suit les divisions de l'hectare sans fractionnement inférieur à dix ares.

Art. 3. — La quotité de l'impôt sur les arbres fruitiers en production est fixée en principal à : — 0 fr. 25 pour les orangers ; — 0 fr. 20 pour les amandiers, bananiers et pistachiers ; — 0 fr. 10 pour les autres espèces.

Le maximum de l'imposition est toutefois fixé à 20 francs par hectare, sans fractionnement inférieur à dix ares.

Art. 4. — Le montant des accessoires exigibles en sus du principal de l'impôt est fixé à 10 p. 100 pour les remises des collecteurs, 2 fr. 50 p. 100 pour les frais de recensement et de confection des quittances, 0 fr. 60 p. 100 en représentation du droit de timbre de la quittance.

Les cotes des sujets tunisiens et assimilés seront en outre majorées de 8 centimes additionnels par franc au profit des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Art. 5. — Les rôles de l'impôt seront établis à la suite d'un recensement auquel il sera procédé dans les conditions fixées aux articles 3 et suivants du décret du 22 janvier 1894, les agents qui seront désignés pour effectuer cette opération sont, à cet effet, autorisés à pénétrer dans les propriétés susceptibles de l'imposition.

Les énonciations des rôles servent de base à la demande de l'impôt jusqu'à ce que les intéressés aient mis l'Administration à même d'y faire apporter les modifications nécessitées par les changements survenus dans la condition juridique ou dans l'état de complantation des propriétés, sans préjudice du droit pour l'Administration de provoquer elle-même la révision contradictoire des rôles, lorsqu'elle le juge nécessaire.

Des arrêtés du directeur général des Finances insérés au « Journal officiel » fixeront, pour chaque caïdat, la date du commencement des opérations.

Art. 6. — Pour la première année d'application et par dérogation à l'article 3 du décret du 22 janvier 1894, les déclarations à formuler par les propriétaires ou dévolutaires pourront soit être déposées dans les bureaux du caïd, du contrôleur des impôts directs, des receveurs de l'enregistrement, dans la circonscription desquels se trouvent les propriétés, ou à la direction générale des Finances, soit être faite verbalement à la commission chargée de procéder au recensement.

Les pénalités applicables au cas d'opposition à agents, d'omission ou d'inexactitude de déclaration, sont celles prévues à l'article 9 du décret du 22 janvier 1894.

Art. 7. — Les dispositions du décret du 13 juillet 1899 concernant le recouvrement, les poursuites et les privilèges du Trésor en matière d'impôts directs sont applicables au canoun des mradjas.

Art. 8. — Les décrets du 6 novembre 1869 et 20 septembre 1877 sont abrogés.

28 décembre 1926. — Décret du bey maintenant en vigueur jusqu'au 31 décembre 1927, les dispositions du décret du 24 avril 1918 réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des titres et valeurs mobilières (J. O., 19 janvier 1927).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant augmentation du droit de consommation sur l'alcool (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey augmentant la taxe sur le bétail (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant relèvement de l'impôt achour (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant relèvement du droit d'enregistrement sur les mutations immobilières entre vifs à titre onéreux (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey fixant les droits sur les ouvrages de platine, d'or et d'argent soumis à la garantie (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey abrogeant à dater du 1er janvier 1927 les décrets relatifs à la taxe exceptionnelle de sortie sur les bovins, ovins, orge et huile d'olive (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey fixant les droits de statistique en douane (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant augmentation des droits de statistique et de contrôle sur les vins, bières et mouts de raisin frais et vendanges fraîches (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey instituant la perception d'un second décime sur les droits de timbre de dimension (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant révision du régime fiscal concernant l'augmentation de certains droit intérieurs de consommation (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant modification du tarif des droits de douane à l'importation (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey majorant les droits spécifiques établis à l'importation (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant majoration des droits de mutation par décès (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — Décret du bey portant majoration des droits d'enregistrement entre vifs de biens meubles ou immeubles (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — **Décret du bey** portnat appiication d'un second décime aux droits d'enregistrement (J. O. T., 31 décembre 1926).

28 décembre 1926. — **Décret du bey** instituant un impôt sur les remorques attelées à l'arrière des camions automobiles circulant sur le territoire de la Régence (J. O. T., 12 février 1927).

Vu le décret du 15 janvier 1914 relatif à la taxe municipale sur les véhicules ; — Vu le décret du 11 septembre 1914 modifié par ceux des 1er et 10 avril 1920 constituant le Code de la Route ; — Vu le décret du 26 avril 1923 instituant une taxe d'Etat sur les véhicules, modifié par les décrets des 1er mars 1924 et 24 septembre 1925 et 31 décembre 1925; — Vu l'avis émis par le Grand Conseil de la Tunisie dans sa session de décembre 1926 et par la Commisison arbitrale dans sa séance du 27 décembre 1926; — Sur le rapport de notre directeur général des Finances et de notre directeur général des Travaux publics et la présentation de notre premier ministre;

Article premier. — Tout propriétaire ou détenteur de voiture automobile publique ou privée servant au transport des personnes ou marchandises devra, pour chaque voiture mise en circulation, être muni d'un titre dont la délivrance sera effectuée à la recette buraliste de la résidence par les soins de l'Administration des contributions indirectes, sur la déclaration de l'intéressé et la représentation de la carte d'immatriculation délivrée par le directeur général des Travaux publics, et donnera lieu, à partir du 1er jauvier 1927, au paiement des taxes indiquées à l'article 3 du présent décret.

Art. 2. — Sont exemptés de ces taxes : — 1° les voitures et wagons de chemins de fer ; — 2° les véhicules automobiles possédés en conformité des règlements du Service militaire et exclusivement utilisés pour les besoins du service ; — 3° les tracteurs agricoles, les motoculteurs, tous les moteurs inanimés servant à remorquer les instruments agricoles destinés aux travaux exclusifs des champs et ne servant à aucun transport sur route ; — 4° les automobiles munies d'un numéro de la série W-17 dans les conditions prévues par arrêté de notre directeur général des Travaux publics du 7 mars 1924.

Art. 3. — Les taxes instituées par le décret du 26 avril 1923 modifié, en ce qui concerne les camions automobile et les remorques, par le décret du 31 décembre 1925 sur les véhicules automobiles définis à l'article 1er restent en vigueur ; toutefois, la taxe applicable aux remorques de camions ou de tracteurs automobiles est désormais fixée à 200 francs par tonne de charge utile mentionnée sur la carte d'immatriculation afférente à chaque remorque.

Art. 4. — Les droits déterminés à l'article précédent sont exigibles par trimestre et d'avance. Ceux afférents aux périodes trimestrielles écoulées depuis le 1er janvier 1927 ou en cours au moment de la promulgation du présent décret, sont immédiatement exigibles.

Les intéressés ont toutefois la faculté de se libérer par an et d'avance.

Le titre de circulation doit être renouvelé au cas de changement de domicile hors de la circonscription de la recette.

Les droits sont dûs jusqu'à déclaration de cesser, souscrite à la recette buraliste, et dépôt du titre de circulation.

En cas de cession de la voiture, le titre de circulation doit être transféré par l'Administration des contributions indirectes au nom du nouveau propriétaire, sur déclaration faite par celui-ci au bureau de la régie. Ce transfert n'apporte aucune modification à la durée de sa validité.

En cas du décès d'un contribuable, chacun de ses héritiers est solidairement responsable de l'impôt.

La même règle de solidarité est applicable en cas d'association de deux ou plusieurs personnes pour l'exploitation de transports automobiles publics ou privés.

Art. 5. — A leur passage au premier bureau de douane frontière, les possesseurs de voitures automobiles venant de l'étranger sont munis d'un laisser-passer dont le coût est de dix francs par journée.

Cependant, ils peuvent obtenir, pour la période s'étendant de la date où le laisser-passer de douane cesse d'être valable jusqu'à celle déclarée pour la sortie du territoire, sans que cette dernière puisse être postérieure à l'expiration du trimestre en cours, les titres de circulation comportant le paiement d'un droit journalier de 80 centimes par cheval vapeur. Passé ce délai, il sont assujettis au régime général.

En ce qui concerne les automobilistes venant de France, les titres de circulation français sont valables jusqu'à la fin du trimestre pendant lequel le véhicule a été introduit en Tunisie.

Art. 6. — Les agents du service des Travaux publics, ceux des Régies financières et tous autres agents ayant qualité pour dresser des procès-verbaux pour infraction au Code de la route, constateront les contraventions aux dispositions du présent décret. Les conducteurs des voitures automobiles devront leur représenter, à toute réquisition, le titre de circulation, sur la voie publique, dans les établissements ouverts au public et en tous lieux où ces agents ont accès.

Les contraventions, constatées et poursuivies conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884, seront punies d'une amende de 50 à 200 francs en principal, indépendamment de la confiscation et du quintuple des droits fraudés ou compromis, le tout sans préjudice des peines encourues pour infraction à l'arrêté du 7 mars 1924 ou au Code de la route.

Les propriétaires sont civilement responsables du fait de leurs préposés ou domestiques, en ce qui concerne les amendes, confiscation et dépens.

Art. 7. — Les dispositions du décret du 26 avril 1923, non contraires à celles du présent, sont maintenues.

Art. 8. — Notre directeur général des Finances et notre directeur général des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 28 décembre 1926.

30 décembre 1926. — Décret du bey portant modification à l'article 54 du décret du 23 novembre 1915 sur l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier (J. O. T., 2 février 1927).

Vu le décret du 22 juillet 1903 réglementant la délimitation administrative des terrains boisés domaniaux et du 23 novembre 1915 sur l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier ; — Sur la proposition de notre directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et la présentation de notre premier ministre,

Article premier. — L'article 54 du décret du 23 novembre 1915 sur l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier est modifié ainsi qu'il suit :

Si, dans une instance en réparation d'une infraction prévue par le présent décret, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou de tout autre droit réel sur des terrains soumis au régime forestier en vertu de délimitations homologuées, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident en se conformant aux règles suivantes :

L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée soit sur un titre qui rendrait recevable une action réelle conformément aux dispositions de l'art. 8 du décret du 22 juillet 1903, soit sur des faits de possession personnels au prévenu ou à ses auteurs articulés par lui avec précision et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient admis par l'autorité compétente, à ôter au fait incriminé tout caractère délictueux.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai, qui ne pourra être supérieur à deux mois, dans lequel la partie qui a soulevé l'exception devra administrer la preuve qu'elle a saisi le juge compétent de la connaissance du litige, sinon il sera passé outre au jugement sur l'infraction.

Si le juge compétent pour statuer sur la question de propriété a été régulièrement saisi dans le délai de deux mois, il sera sursis au jugement sur le procès-verbal jusqu'à solution du litige.

Toutefois, si des exploitations de produits forestiers avaient été pratiquées, le tribunal ordonnera la consignation du montant de la valeur de ces produits à moins que ceux-ci n'aient été saisis, auquel cas il serait fait application des dispositions des paragraphes 3 et suivants de l'article 52 du décret du 23 novembre 1915. La somme consignée ou le prix intégral de vente sera remis à qui de droit dès que la question de propriété aura été tranchée.

La partie dont l'exception préjudicielle aura provoqué une décision de renvoi à fins civiles fondée sur des motifs exclusivement tirés de l'existence de titres devra s'abstenir de tout acte, quel qu'il soit, sur les terres litigieuses, sinon il sera statué sans renvoi sur les nouveaux procès-verbaux dressés.

Si la décision de renvoi à fins civiles est fondée pour tout ou partie sur la possession paisible personnelle au prévenu ou à ses auteurs, la partie qui aura soulevé l'exception préjudicielle pourra être maintenue dans cette possession par le jugement de renvoi jusqu'à ce qu'il en soit statué différemment par la juridiction compétente.

Dans l'un et l'autre cas, si l'occupation des terrains se manifeste par les abatages d'arbres ou des défrichements, les procès-verbaux transmis seront, sur la demande du service forestier, inscrits au rôle de la plus prochaine audience et les condamnations prononcées seront recouvrées dès que la décision judiciaire sur l'infraction aura acquis le caractère de la chose jugée.

Le montant des condamnations pécuniaires et réparations civiles sera consigné pour être remis à qui il sera ordonné par le tribunal qui statuera sur le fond du droit.

Le promoteur de l'occupation des terrains soumis au régime forestier sera pénalement et civilement responsable de tous les délits résultant de cette occupation.

Toutefois si, après avoir été mis en demeure de cesser leur travail, par un représentant du service forestier ou tout autre agent compétent de l'autorité, les ouvriers employés à l'abatage des arbres, à la coupe de broussailles ou au défrichement, se refusaient à obtempérer à cette injonction, procès-verbal serait dressé de leur refus et ils seraient condamnés à un emprisonnement de 5 à 15 jours sans sursis.

Vu pour promulgation et mise à exécution : le 30 décembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale de France, à Tunis, BONZON.

31 décembre 1926. — Décret du bey relevant la taxe proportionnelle sur les mines (J. O. T., 12 janvier 1927).

31 décembre 1926. — Décret portant rattachement du territoire du poste de Revoil-Beni-Ounif à la juridiction de la justice de paix militaire d'Aïn-Sefra (J. O., 5 janvier 1927).

31 décembre 1926. — Circulaire du procureur général près la Cour d'appel d'Alger, relative à la remise des avertissements par les aouns.

Aux termes de la réglementation, actuellement en vigueur, et résultant de l'arrêté du gouverneur général du 16 novembre 1889, de sa circulaire du 3 décembre 1904, et de la circulaire de mon prédécesseur du 19 mai 1913 (ces trois textes figurent au code de l'Algérie ou à ses suppléments, à leurs dates), la remise des avertissements par les aouns est réglée de la manière suivante : l'aoun remet lui-même les avertissements aux intéressés au siège de la justice de paix ou de la mahakma et dans un rayon de deux kilomètres. Au delà de cette distance, il faut distinguer suivant que le destinataire est domicilié en commune de plein exercice ou en commune mixte. Dans ce dernier cas, l'aoun envoie l'avertissement par lettre recommandée si le domicile du destinataire est desservi par le service postal ; dans la négative, il remet l'avertissement à l'administrateur de la commune mixte. Si le destinataire demeure en commune de plein exercice, l'aoun envoie également l'avertissement par lettre recommandée, à moins qu'il s'agisse d'un destinataire habitant un lieu non desservi par la poste, auquel cas l'aoun se transporte pour remettre l'avertissement à personne ou à domicile.

Le tarif auquel a droit l'aoun est le suivant : remise à personne, à domicile ou à l'administrateur, dans un rayon de 2 kilomètres : 1 franc ; au delà : 3 francs ; remise à la poste, y compris les frais de recommandation : 1 fr. 60 (décret du 21 décembre 1921, n° 7).

Ces instructions imposent donc le plus souvent à l'aoun la remise à l'administrateur ou l'envoi par lettre recommandée, alors qu'il est souhaitable de voir cet agent se transporter et remettre en mains propres les avertissements le plus souvent possible, ce mode de procéder étant celui qui offre le plus de garanties et qui se rapproche le plus de la procédure française, et les transports étant aujourd'hui beaucoup plus aisés que par le passé.

En conséquence, j'ai décidé, avec l'assentiment de M. le gouverneur général, que les aouns seraient libres, à l'avenir, de choisir le mode de remise (à personne, à domicile, à la poste ou à l'administrateur de la commune mixte) qui leur paraîtrait préférable. Lorsqu'ils pourront, par exemple, remettre les nombreux avertissements sur un marché hebdomadaire, ou grouper plusieurs avertissements pour les remettre au cours d'un même transport, ils pourront avoir un avantage pécuniaire sérieux à les remettre eux-mêmes et pourront en retirer une augmentation appréciable du revenu de leurs offices.

D'autre part, une lettre recommandée coûtant actuellement 1 fr. 05, les aouns seront à l'avenir autorisés à percevoir, pour les envois recommandés par la poste, non plus 1 fr. 60, comme le dit le tarif de 1928 ci-dessus rappelé, mais 2 fr. 05.

Je vous prie de porter ces dispositions à la connaissance de tout le personnel judiciaire des mahakmas et justices de paix de votre arrondissements, ainsi qu'à celle de MM. les greffier et interprète de votre tribunal, et de m'en accuser réception.

Il va sans dire que les règles seront les mêmes pour les avis de décision et, généralement, pour toutes les notifications ou communications que les aouns sont chargés de faire.

31 décembre 1926. — Arrêté du directeur général des Finances relatif à l'exécution du décret du 28 décembre 1926 assujettissant à un second décime les droits de timbre de dimension (J. O. T., 26 janvier 1927).

13 décembre 1926. — **Loi** portant Code du travail maritime applicable à l'Algérie (J. O. A. du 14 octobre 1927).

17 décembre 1926. — **Loi** portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, applicable à l'Algérie (J. O. A. 14 octobre 1927).

31 décembre 1926. — **Décret** instituant une taxe locative à 3 % sur les immeubles situés dans un certain rayon autour du périmètre des communes (J. O. T. 21 mai 1927).

Vu le décret du 31 décembre 1910 qui a assujetti à la taxe sur la valeur locative, au profit de l'Etat et au taux de 3 %, les immeubles situés dans toutes les localités de 500 habitants et au-dessus, autres que les localités érigées en Communes ;

Vu le décret du 20 décembre 1919 qui a relevé à 8 % le taux de cette taxe ;

Vu Notre décret du 31 décembre 1925 disposant qu'à partir du 1er janvier 1926 la taxe sur la valeur locative sera perçue au profit de l'Etat et au taux réduit de 3 % dans les conditions générales énoncées au décret du 31 décembre 1910, sur tous les immeubles situés hors des localités de 500 habitants et au-dessus, à l'exclusion de ceux qui sont affectés à des habitations rurales et à des exploitations rurales ;

Vu le vote émis par le Grand Conseil de la Tunisie dans sa session ordinaire du mois de décembre 1926 ;

Sur la proposition de Notre Directeur général des Finances et sur la présentation de Notre Premier Ministre ;

Article premier. — Est et demeure rapporté Notre décret du 31 décembre 1925 étendant en principe, l'application de la taxe sur la valeur locative au taux réduit de 3 % à tous les immeubles situés hors des localités de 500 habitants et au-dessus.

Les rôles de cet impôt spécial pour l'année 1926 ne seront pas mis en recouvrement.

Art. 2. — A partir du 1er janvier 1927, une taxe sur la valeur locative sera perçue, au profit de l'Etat et au taux de 3 % dans les conditions générales énoncées au décret du 31 décembre 1910 sur tous les immeubles non imposables à la taxe locative à 8 % qui sont situés dans un rayon :

1° de dix kilomètres autour du périmètre des communes de plus de 100.000 habitants ;

2° de cinq kilomètres autour du périmètre des communes ayant de 50.000 à 100.000 habitants ;

3° de trois kilomètres autour du périmètre des communes ayant 10.000 à 50.000 habitants ;

4° de deux kilomètres autour du périmètre des communes ayant moins de 10.000 habitants.

Art. 3. — La liste des communes visées à l'article précédent est actuellement la suivante :

1° Communes comptant plus de 100.000 habitants : Tunis ;

2° Communes comtant 50.000 à 100.000 habitants : néant.

3° Communes comptant 10.000 à 50.000 habitants : Béja, Bizerte, Gabès, Kairouan, Kalaa-Kebira, M'Saken, Moknine, Nefta, Sfax, Sousse et Tozeur ;

4° Communes comptant moins de 10.000 habitants : Aïn-Draham, Ariana (El), Bardo (Le), Ben-Gardane, Carthage, Djemmal, Djerba, Ebba-Ksour, El-Djem, Fériana, Ferryville, Foum-Tatahouine, Gafsa, Ghardimaou, Goulette (La), Grombalia, Hadjeb el-Aïoun, El-Hamma, Hammam-Lif, Le

Kef, le Kram, Le Krib, Ksour-Es-Saf, Mahdia, Maharès, La Marsa, Mateur, Maxula-Radès, Médennine, Medjez-el-Bab, Menzel-bou-Zelfa, Menzel-Temime, Monastir, Nabeul, La Pêcherie, Philippe-Thomas, Saint-Germain, Sidi-bou-Saïd, Soliman, Souk-el-Arba, Souk-el-Khemis, Tabarka, Thala, Tébourba, Téboursouk, Zaghouan et Zarzis.

5 janvier 1927. — Arrêté du Directeur général des Travaux publics portant organisation d'une commission Mixte du personnel du Chemin de fer de la Cie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa (J. O. T. 22 janvier 1927).

7 janvier 1927. — Décret portant relèvement des indemnités allouées aux Délégués Financiers et aux membres du Conseil sup. de Gouvernement (J. O. A. 18 février 1927).

8 janvier 1927. — Décret portant modification du territoire des communes mixtes et de plein exercice d'Aïn-Temouchent (département d'Oran) (J. O. 25 janvier 1927).

8 janvier 1927. — Décret du bey relatif à la désignation des officiers de l'Etat civil (J. O. T. 2 février 1927).

Vu le décret organique du 29 juin 1886 sur l'état-civil ; — Vu le décret organique du 14 janvier 1914 sur les Communes ; — Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Article unique. — Les articles 2 et 3 du décret du 29 juin 1886 instituant l'état-civil dans la Régence sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — Sont investis des fonctions d'Officiers de l'état civil : — 1° Le Président de la Commune dans la localité siège d'une municipalité ou si ce dernier n'est pas français, son adjoint de cette nationalité ; — 2° Le Contrôleur civil ou son adjoint en dehors du périmètre communal et, dans les territoires militaires du Sud, les autorités militaires françaises désignées à l'article 93 du Code civil français.

Art. 3. — Peut également être investie des fonctions d'Officier de l'état civil toute personne de nationalité française désignée par arrêté.

Les limites territoriales des nouvelles circonscriptions d'état civil sont fixées par arrêté.

11 janvier 1927. — Décret modifiant le décret du 14 août 1925 relatif à l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie (1) (J. O. 16 janvier 1927) (J. O. A. 4 février 1927).

Sur le rapport du ministre de la guerre, du ministre de l'intérieur et du président du conseil, ministre des finances; — Vu le décret du 14 août

---

1) Rapport au président de la République française. — D'après le décret du 14 août 1905 portant règlement d'administration publique sur l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie, les troupes stationnées sur ces territoires sont à la disposition du gouverneur général, pour en assurer la défense et y maintenir l'ordre et doivent être entretenues sur un chapitre spécial du budget métropolitain. Ces dispositions se sont révélées à l'usage, trop restrictives en ce qu'elles ne permettent pas d'utiliser les disponibilités en casernements de ces régions, dans les périodes où, par suite du jeu des relèves, les ressources immobilières du Tell sont insuffisantes pour loger les effectifs du 19e corps d'armée.

1905 portant règlement d'administration publique sur l'organisation des territoires du Sud de l'Algérie, ensemble les textes qui l'ont ultérieurement modifié ou complété ; — Le Conseil d'Etat entendu.

Article premier. — L'article 8 du décret du 14 août 1905 est modifié comme suit :

« Le gouverneur général est chargé d'assurer la défense des territoires du Sud et d'y maintenir l'ordre.

« Les troupes dont il dispose à cet effet sont les compagnies sahariennes et les forces auxiliaires indigènes. Des détachements de troupes de toutes armes dont la composition, et les effectifs sont, sur sa proposition, fixés par le ministre de la guerre, peuvent également être mis à sa disposition. La relève périodique de ces détachements et celle des officiers sans troupe et assimilés affectés aux services des territoires du Sud sont ordonnées par le général commandant du 19e corps d'armée d'après les instructions du gouverneur général.

« Les casernements des places des territoires du Sud non occupés par les éléments mis à la disposition du gouverneur général peuvent être utilisés en vue de l'installation d'éléments du 19e corps d'armée qui y sont détachés pour y tenir garnison.

« Le gouverneur général autorise ou prescrit les mouvements de troupe... »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — L'article 10 du décret du 14 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est inscrit, pour ordre, au budget, sous le titre « Subvention de la Métropole », un chapitre de recettes dont le montant, en fin d'exercice, ne pourra dépasser le chiffre des crédits affectés dans le budget métropolitain aux dépenses militaires effectuées dans les territoires du Sud, déduction faite de celles qui concernent les troupes stationnées dans ces territoires sans être à la disposition du gouverneur général.

« Les dépenses militaires sont imputées sur les crédits du budget métropolitain... »

(Le reste sans changement.)

11 janvier 1927. — Arrêté du Gouverneur général portant modification à l'article 5, § 1 de l'arrêté du 30 décembre 1909 modifié par l'arrêté du 28 juillet 1926, sur le personnel des administrateurs et administrateurs-adjoints de commune mixte (J. O. A., 21 janvier 1927).

12 janvier 1927. — Décret fixant les conditions de tarifs applicables aux mandats-poste et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part, ainsi que dans les relations de ces derniers bureaux entre eux (J. O. 13 janvier 1927).

Pour remédier à cette situation, il suffirait de préciser dans le décret du 14 août 1905 que les casernements disponibles des places des territoires du Sud peuvent être occupés pour y tenir garnison par des troupes qui ne seraient pas à la disposition du gouverneur général et dont l'entretien serait assuré sur les divers chapitres du budget de la guerre concernant l'Algérie du Nord.

Tel est le but du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

12 janvier 1927. — Arrêtè du Gouverneur général relatif au concours à l'emploi d'administrateur adjoint de commune mixte et aux dispenses de concours (J. O. A., 21 janvier 1927).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le Gouvernement et la Haute Administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté du 30 décembre 1909, portant règlement général sur le personnel des Administrateurs et Administrateurs adjoints de commune mixte, modifiée par l'arrêté du 3 janvier 1925 ; — Vu l'arrêté du 3 janvier 1925 reiatif aux points supplémentaires accordés à certains candidats au concours pour l'emploi d'Administrateur adjoint stagiaire ; — Le Conseil de Gouvernement entendu, — Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

Article premier. — Sont dispensés du concours à l'emploi d'administrateur-adjoint stagiaire de commune mixte, les candidats diplômés de la section « Afrique du Nord » de l'Ecole Coloniale, pourvus en outre du diplôme de licencié en droit.

Les diplômés de la même section non licenciés en droit bénéficient d'une majoration de quinze points au concours.

12 janvier 1927. — Décret du bey touchant les droits des occupants sur les henchirs habous en instance d'immatriculation...

Vu notre décret du 17 juillet 1926 ; — Considérant qu'avant la promulgation dudit décret, les occupants ne possédaient aucun droit légalement organisé susceptible de faire échec aux demandes d'immatriculation ; qu'en conséquence, ils n'ont pu être amenés à faire opposition en temps utile aux instances en cours au moment de la promulgation dudit décret et dans lesquelles les délais pour former opposition se trouvaient expirés à ce moment ; — Qu'il échet, en conséquence, de dire que la promulgation dudit décret vaudra opposition d'office à toutes les demandes qui étaient encore en cours à la date du 17 juillet 1926 et dont les délais pour faire opposition étaient expirés ou expireront avant le 17 juillet 1927, sans que la forclusion puisse être opposée auxdits occupants ; Considérant qu'il importe, en conséquence, de compléter à titre de disposition transitoire Notre décret du 17 juillet 1926.

Article premier. — La promulgation du décret du 17 juillet 1926 vaut opposition d'office à toute demande d'immatriculation émanant d'une fondation habous portant sur un immeuble rural d'au moins cinquante hectares, sans que la forclusion puisse être opposée aux prétendants à la qualité d'occupants, à raison de l'expiration des délais légaux pour former opposition, à la condition, toutefois que l'expiration desdits délais ne soit pas postérieure au 17 juillet 1927.

Art. 2. — Le Tribunal Mixte devra surseoir à statuer dans toutes les affaires visées à l'article premier ci-dessus, jusqu'à ce qu'il ait reçu de Notre Premier Ministre une attestation qu'il n'ait été formulé aucune demande de la part des prétendants occupants devant la Commission arbitrale instituée par le décret du 17 juillet 1926, ou jusqu'à décision de cette commission arbitrale.

Le Tribunal Mixte surseoira également à statuer sur toute opposition formulée conformément à la loi, après le 17 juillet 1927, par tout indigène prétendant à la qualité d'occupant, jusqu'à décision de ladite Commission.

Art. 3. — Dans le cas où des immatriculations auraient été prononcées postérieurement au 17 juillet 1926, au préjudice de prétendants occupants, le fait que le Tribunal Mixte n'a pas été amené, à défaut de dispositions transitoires dans le décret du 17 juillet 1926, à surseoir jusqu'après examen des prétentions que pouvaient faire valoir les occupants, permettra

de rappeler l'affaire devant lui par une procédure analogue à celle des erreurs matérielles prévues par les décrets des 25 février et 19 mars 1897.

Toutefois, par dérogation aux dispositions du dernier alinéa du décret du 19 mars 1897, la reconnaissance de la qualité d'occupant par la Commission arbitrale aura pour effet d'entraîner l'exclusion du titre foncier à établir des parcelles attribuées aux occupants par ladite Commission.

Art. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

15 janvier 1927. — **Décret** rendant applicable en Algérie le décret du 19 septembre 1926 accordant une indemnité supplémentaire et temporaire aux retraités de l'Etat (J. O. 20 janvier 1927) (J. O. A. 4 février 1927).

15 janvier 1927. — **Décret** fixant les traitements des greffiers de la cour d'appel d'Alger, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des tribunaux de simple police et des justices de paix d'Algérie (J. O. A. 4 février 1927) (J. O. 16 janvier 1927).

15 janvier 1927. — **Décret** fixant les traitements des commis greffiers de la Cour d'appel d'Alger et des tribunaux de première instance d'Algérie (J. O. 16 janvier 1927) (J. O. A. 4 février 1927).

15 janvier 1927. — **Décret du bey** augmentant l'indemnité de séjour à Tunis allouée à chacun des membres du Grand Conseil de Tunisie (J. O. T. 26 janvier 1927).

15 janvier 1927. — **Arrêté** du Directeur général des Travaux publics relatif à la délivrance du permis de conduire les automobiles (J. O. T. 26 janvier 1927).

18 janvier 1927. — **Décret** portant suppression de la mahakma principale des Ouled-Yacoub et rattachement de cette circonscription judiciaire musulmane à la mahakma principale d'Aflou (J. O. 20 janvier 1927).

18 janvier 1927. — **Décret** portant suppression de la mahakma principale de Philippeville et rattachement de cette circonscription judiciaire musulmane à la mahakma principale de Jemmapes (J. O. 20 janvier 1927).

18 janvier 1927. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes relative aux droits de garantie et aux droits d'essai sur les ouvrages d'or, d'argent et de platine (J. O. 20 janvier 1927).

18 janvier 1927. — **Décret** portant homologation d'une décision des délégations financières algériennes rélatives au droit de licence sur les cafés maures (J. O. 20 janvier 1927).

18 janvier 1927. — Décret du bey modifiant le décret du 24 mai 1922 prohibant l'exportation des bâtiments de mer... (J. O. T. 2 février 1927).

19 janvier 1927. — Décret du bey allouant une indemnité aux membres de la Commission Arbitraie du Grand Conseil... (J. O. T. 26 janvier 1927).

19 janvier 1927. — Décret complétant le décret du 10 août 1886 règlementant le pesage public (J. O. T. 18 mai 1927).

Vu le décret du 10 août 1886 règlementant le pesage public;
Sur la proposition de Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et le rapport de Notre Premier Ministre;

Article premier. — L'article 3 du décret sus-visé du 10 août 1886 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Tout préposé au pesage ou mesurage public qui aura trompé ou tenté de tromper sur la quantité des marchandises pesées ou mesurées sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs au moins et 5.000 francs au plus ou d'une de ces deux peines seulement ».

« Le Tribunal pourra ordonner que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera ».

« L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le délit ou la tentative de délit prévu ci-dessus a été commis soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts, soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser le pesage ou mesurage ».

Art. 2. — L'article 13 du décret susvisé du 10 août 1886 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les peseurs publics sont soumis au contrôle et aux vérifications des vérificateurs des poids et mesures, des Agents du service de la répression des fraudes, des commissaires, secrétaires, inspecteurs et chefs de poste de police, des militaires de la gendarmerie, des agents et préposés de l'Administration des Finances, des officiers de l'Etat à qui ils seront tenus de représenter les instruments de pesage et de mesurage, les registres et documents de toute nature, dont ils se servent pour leurs opérations.

« Les agents énumérés ci-dessus sont qualifiés pour constater par des procès-verbaux les infractions prévues à l'article premier du présent décret ».

20 janvier 1927. — Décrets (deux) relatifs à la carte d'identité (J. O. 22 janvier 1927).

.....

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions sont également applicables à l'Alsace-Lorraine et à l'Algérie.

.....

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur et le président du conseil, ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret dont les dispositions seront applicables à l'Alsace-Lorraine et à l'Algérie.

21 janvier 1927. — Circulaire du Gouv. Gén. relative à la nommination des adjoints indigènes (J. O. A. 21 janvier 1927).

21 janvier 1927. — Décret du bey réunissant la ferme de stagiaires de Sidi-Tabet à l'Ecole Coloniale d'Agriculture de Tunis... (J. O. T. 16 février 1927).

22 janvier 1927. — Arrêté du Gouv. gén. portant modification de l'arrêté gouvernemental du 23 mars 1926 fixant les nouveaux traitements du personnel des établissements pénitentiaires de l'Algérie (J. O. A. 28 janvier 1927).

25 janvier 1927. — Arrêté du Directeur gégnéral des Finances réglementant le mode de réception des déclarations de culture irriguées et des arbres fruitiers assujettis à l'impôt mradja fixant les conditions du recencement (J. O. T. 16 février 1927).

28 janvier 1927. — Arrêté du gouv. gén. portant attribution aux fonctionnaires et agents des divers services civils de l'Etat, d'une indemnité dite « Indemnité d'Algérie de 8 % » (J. O. A. 4 février 1927).

Sur la proposition du Secrétaire général du Gouvernement, — Vu le décret du 23 août 1898 sur le Gouvernement et la Haute Administration de l'Algérie; — Vu le drécret du 16 janvier 1902 sur le régime financier de l'Algére; — Vu l'arrêté gouvernemental du 2 octobre 1926 portant attribution aux personnels des services civils de l'Etat en Algérie, d'une indemnité provisoire de 12 % de leurs émoluments; — Vu les délibérations de l'Assemblée plénière des Délégations financières et du Conseil supérieur de l'Algérie des 13 et 16 novembre 1926 (matin); — Vu le décret du 28 décembre 1926 réglant le budget de l'Algérie pour l'exercice 1927; — Vu l'avis du Conseil de Gouvernement,

Article premier. — Il est attribué aux fonctionnaires et agents des divers services civils de l'Etat en Aigérie une indemnité dite « Indemnité d'Algérie de 8 % ».

Ceute indemnité, non passible des retenues pour pensions civiles, est calculée sur le traitement brut augmenté de l'indemnité provisoire de 12 % sur le traitement net.

Elle ne s'applique à aucun autre émolument ou indemnité, notamment ni au quart colonial, ni à l'indemnité algérienne de 25 %, ni aux indemnités pour charges de famille.

Art. 2. — En ce qui concerne les chefs cantonniers et cantonniers des routes nationales le traitement brut à retenir pour l'application des dispositions du présent arrêté est fixé aux quatre cinquièmes (4/5) du traitement global qui leur est alloué sur le budget de l'Algérie et dans lequel est compris le quart colonial.

Art. 3. — L'indemnité d'Algérie de 8 % est accordée aux fonctionnaires et agents européens qui bénéficient déjà du quart colonial ou de l'indemnité algérienne de 25 % et, en ce qui concerne les fonctionnaires et agents indigènes, à tous ceux appartenant à un cadre qui comporterait l'attribution de l'indemnité algérienne de 25 % s'il était composé d'agents européens.

Art. 4. — L'indemnité d'Algérie de 8 % suit le sort du traitement; elle est réduite, le cas échéant, dans les mêmes proportions que l'est ou l'a été le traitement lui-même, pour quelque cause que ce soit.

Art. 5· — Le présent arrêté aura effet à compter du 1er janvier 1927.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas au personnel des instituteurs et des institutrices dont la situation, au regard de l'indemnité de 8 %, sera réglée par un arrêté ultérieur.

P. le Gouverneur Général : — *Le Maître des requêtes au Conseil d'Etat Secrétaire Général du Gouvernement*, Jean CAUSERET.

29 **janvier** 1927. — **Arrêté** portant modification de l'article 3 de l'arrêté gouvernemental du 30 mars 1909 sur le personnel du Gouvernement Général (J. O. A. 4 février 1927).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le Gouvernement Général et la Haute Administration en Algérie; — Vu le règlement du 30 mars 1909 sur le personnel du Gouvernement Général et notamment l'article 3; — Vu l'arrêté du 2 octobre 1919 rattachant le Service Pénitentiaire à la Direction de la Sécurité Générale; — Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement; — Le Conseil de Gouvernement entendu,

Article premier. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du 30 mars 1909 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui a trait à la Direction de l'Intérieur et à celle des Affaires Indigènes.

Article 3. — La division des Directions en bureaux ou services et les attributions de chaque bureau ou service sont fixées ainsi qu'il suit :

....

DIRECTION DE L'INTERIEUR

1*er Bureau.* — Justice : Organisation générale — Personnel. Affaires générales et de principe concernant les Officiers Ministériels. Naturalisations — Nationalité — Etat civil.

Cultes. — Armée : Recrutement — Affaires militaires — Emplois réservés aux anciens militaires.

Administration départementale et communale (communes de plein exercice) : Contentieux électoral des Européens — Sapeurs pompiers — Vicinalité départementale et communale — Législation des Associations — Délégations Financières — Conseil Supérieur — Mutualité — Stations hydrominérales et climatiques — Servitudes militaires — Habitations à bon marché (garantie d'emprunts) — Stades municipaux. Législation sur l'aménagement et l'embellissement des villes.

2*e Bureau.* — Constructions scolaires : Achats de terrains pour la construction et l'aménagement des établissements d'enseignement — Construction, installation, agrandissement et aménagement des écoles, à l'exclusion des écoles destinées à l'enseignement des indigènes.

Instruction publique : Enseignement supérieur, travaux historiques et scientifiques, sociétés savantes, missions scientifiques et littéraires — Enseignement secondaire, lycées et collèges, bourses, frais d'études, associations d'anciens élèves — Enseignement primaire supérieur et enseignement primaire élémentaire — Pupilles de la Nation — Œuvres post-scolaires — Beaux-Arts et Archéologie : monuments historiques, musées, bibliothèques, bourses et prix — Recherches archéologiques — Architecture et bâtiments civils — Journal Officiel.

3*e Bureau* — 1re Section : Assistance et Hygiène sociales — Assistance aux familles nombreuses, aux femmes en couches et aux nourrissons, aux

aveugles, aux enfants anormaux et arriérés. Lutte contre la syphilis, la tuberculose, le cancer. Hygiène et santé publiques — Lutte contre les épidémies. Service Sanitaire maritime — Lutte antipaludique — Institut Pasteur d'Algérie — Bureaux d'Hygiène — Eaux Minérales et thermales — Rapatriement des indigents européens — Bureaux de Bienfaisance européens — Caisses de crédit municipal — Encouragements aux sociétés sportives, littéraires et musicales — Emploi des fonds du produit des jeux.

2e section : Assistance Médicale et Hospitalière — Hôpitaux coloniaux et hôpitaux communaux. Infirmeries — Personnel administratif des divers établissements hospitaliers — Personnel médical — Personnel subalterne — Matériel — Constructions, agrandissements, réparations — Ecole de Parnet — Ecoles d'infirmiers — Dons et legs se rapportant à des œuvres de bienfaisance et d'assistance.

3e Section : Contrôle des Hospitalisations — Recherche du domicile de secours — Contentieux et classement des frais d'hospitalisation — Vérification des décomptes des hôpitaux des Services des Enfants assistés et des aliénés. Vérification de la Comptabilité des établissements hospitaliers : hôpitaux civils et militaires, hôpitaux thermaux, infirmeries et hôpitaux indigènes — Vieillards, infirmes et incurables — Aliénés — Statistiques annuelles.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGENES

Alinéas 1, 2 et 3. — Sans changement.

Alinéa 4. — Bureaux de bienfaisance musulmans. — Sociétés indigènes de prévoyance.

Alinéa 5. — Enseignement des indigènes bourses indigènes dans les lycées et collèges — Médersas — Ecoles primaires publiques et privées destinées aux indigènes — Construction, installation, agrandissement des écoles destinées à l'enseignement des indigènes.

Publications en langue arabe. Traduction et interprétation pour la langue arabe. Rédaction en langue arabe des documents destinés à être publiés au *Journal Officiel de l'Algérie*.

Alinéas 6, 7 et 8. — Sans changement.

29 janvier 1927. — **Décret** rendant exécutoire en Tunisie la convention pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923 (J. O. T. 13 avril 1927).

2 février 1927. — **Décret** autorisant le Gouverneur général de l'Algérie, en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général du Gouvernement général, à déléguer sa signature à un Conseiller-rapporteur près le Conseil de Gouvernement (J. O. A., 25 février 1927).

7 février 1927. — **Décret du bey** modifiant le tarif des droits d'exportation... réglementant la perception de la taxe sur les produits (J. O. T., 2 mars 1927).

9 février 1927. — **Décret** relatif au personnel de l'enseignement primaire public des indigènes en Algérie (J. O., 12 février 1927).

9 février 1927. — **Décret** fixant les nouveaux traitements du personnel enseignant des écoles primaires d'Algérie (J. O. A., 25 mars 1927).

TROISIEME PARTIE

LOIS, DECRETS, ARRETES, ETC.

(Algérie-Tunisie)

A

ABANDON DE FAMILLE. — *Pénalités.* — D. B. 22 mai 1926..... 79
ACCIDENTS DU TRAVAIL. — *Agents des hôpitaux civils de l'Algérie.* — A. G., 17 septembre 1926 91
Fonds de garantie. — *D. B.*, 3 *décembre* 1925..... 9
Frais; commission. — A. G., 1er avril 1926..... 21
Gens de mer. — D. B., 28 février 1926..... 3
ACTES ET JUGEMENTS MUSULMANS. — *Enregistrement.* — *Errata.* — 15 février 1926 2
ACTES NOTARIES. — *Dactylographie.* — Loi 21 février 1926..... 3
ADJOINT INDIGENE (NOMINATION D'). — Circ. du Gouv. gén., 21 janvier 1927 250
ADMINISTRATEURS-ADJOINTS — *Concours à l'emploi.* — A. G. G., 12 janvier 1927 247
— *Modification d'arrêté sur le personnel des.* — A. G. G., 11 janvier 1927 246
— *Règlement du personnel — Modification.* — A. G., 28 juillet 1926 69
ADMINISTRATEURS DE COMMUNES MIXTES DETACHEES AU GOUVERNEMENT GENERAL. — *Indemnité de recrutement.* — A. G., 7 octobre 1926.. 109
ADMINISTRATION CENTRALE. — *Indemnités.* — A. G., 4 mars 1926.... 15
ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES HYPOTHEQUES. — *Commis et dames employées.* — *Disponibilité.* — A. G., 30 juin 1926.. 54
ADMINISTRATION DEPARTEMENTALE. — *Fonctionnaires.* — *Indemnités de changement de résidence.* — A. G., 21 novembre 1926..... 164
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — *Services pénitentiaires.* — *Médailles d'honneur.* — *Attributions.* — D., 4 novembre 1926..... 125
ADMINISTRATIONS TUNISIENNES. — *Personnel.* — *Indemnités du Sud.* — Indemnités de déplacement. — Frais de transport. — D. B., 12 novembre 1926 153
— *Statut du personnel.* — *Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926.... 142
AGENCES POSTALES. — *Indemnités.* — A. G., 23 février 1926..... 3
AGENTS DE BUREAU. — *Auxiliaires.* — *Nomination.* — A. G., 9 février 1926 2
AGENTS DU CULTE MUSULMAN. — V. Muphtis.
AIN-TEMOUCHENT. — *Modifications du territoire des communes mixtes et de plein exercice.* — D., 8 janvier 1927..... 245
ALCOOLS. — *Algérie.* — *Droit de consommation.* — *Relèvement.* — D., 11 décembre 1926 180
— *Régime fiscal.* — D. B., 22 mai 1926..... 39
— *Tunisie.* — *Augmentation.* — D. B., 28 décembre 1926..... 2
ALGERIE. — *Création d'un journal officiel de l'Algérie.* — Avis 20 décembre 1926 193

— *Territoire du poste de Revoil-Beni-Ounif. — Rattachement à la juridiction de la justice militaire d'Aïn-Sefra.* — D., 31 décembre 1926 242
ALLOCATION DE SEJOUR — D., 5 mars 1926..... 16
AMENDES DE SIMPLE POLICE. — *Journée de travail. — Valeur.* — A. G., 16 mars 1926 20
AMENDES FISCALES. — *Droit de grâce. — Directeur de l'Enregistrement.* — A. D. F., 1er mai 1926..... 33
AMINES D'AGRICULTURE. — *Caïdat de Teboursouk.* — D. B., 27 mars 1926 20
— *Diplôme* — A. P. M., 5 mars 1926 16
— D. B., 15 mai 1926 37
— *Honoraires.* — D. B., 17 mai 1926..... 38
ANIMAUX DE RACE CAMELINE. — *Exportation.* — A. D. F., 7 juin 1926 48
ANIMAUX. — *Espèce ovine. — Frais de visite sanitaire.* — D., 9 décembre 1926 179
ANIMAUX VIVANTS. — *Importation.* — A. G., 29 mars 1926..... 21
ARMEE. — *Armée tunisienne. — Cadres. — Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926 141
ARMEE TUNISIENNE (ADMINISTRATION CENTRALE). — V. Administrations tunisiennes.
ARTICLES D'ARGENT. — *Contrôle.* — A. G., 8 mai 1926 34
ARTISANAT INDIGENE. — *Organisation.* — A. G., 25 juin 1926..... 53
ARZEW. — *Bureau de bienfaisance.* — D., 20 avril 1926..... 27
ARZEW (STATIONS D'). — V. Pilotage.
ASSEMBLEES ALGERIENNES. — *Poste de secrétaire.* — A. G., 2 juin 1926 48
ASSISTANCE HOSPITALIERE. — *Décret du 23 décembre 1874, modifications.* — D., 3 novembre 1926 123
ASSISTANCE JUDICIAIRE. — *Trib. de droit commun.* — D. B., 6 mars 1926 16
— *Trib. rabbinique.* — D. B., 6 mars 1926..... 17
AUTOBUS. — *Services publics réguliers. — Subventions coloniales. — Conditions d'attributions.* — A. G., 1er août 1926..... 73
AUTOMOBILES. — V. Territoires du Sud.
— *Droits de mutation et d'immatriculation.* — D. B., 12 février 1926.. 2
— *Impôt sur les remorques.* — D. B., 28 décembre 1926..... 241
— *Permis de conduire.* — A. D. G., Travaux publics, 15 janvier 1927. 248
— *Tunisie. — Remorques attelées à l'arrière des camions automobiles. Création.* — D. B., 28 décembre 1926..... 240
AVANCES SUR PENSIONS. — A. G., 26 mai 1926..... 46
AVERTISSEMENTS EN MATIERE MUSULMANE. — *Remise par les aouns.* — Circ. du P. J., 31 décembre 1926 243

B

BACHADEL. — *Tableau d'aptitude additif à l'arrêté du 1er mai 1926.* — A. G., 3 novembre 1926 124
BANDAGES CAOUTCHOUTES. — *Droits.* — D., 26 mai 1926..... 46
— *Taxe.* — A. G., 30 juillet 1926..... 69
BANQUE DE L'ALGERIE. — *Chiffre maximum des émissions.* — L., 6 août 1926 80
BAUX A LOYERS. — *Immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel. — Renouvellement. — Rapports des locataires et bailleurs.* — D. B., 9 octobre 1926..... 110
BAUX. — *Prorogations.* — D. B., 21 décembre 1926..... 194
— *Tunisie. — Baux à loyers. — Locaux d'habitation. — Locaux à usage professionnel. — Rapports des bailleurs et des locataires. — Réglementation.* — D. B., 21 décembre 1926..... 195

— *Tunisie. — Baux commerciaux et industriels. — Renouvellement.* — D. B., 21 décembre 1926 194
BATIMENTS DE MER. — *Prohibition d'exportation.* — D. B., 18 janvier 1927 249
BENEFICES DE GUERRE. — *Art. 9 de la loi du 15 mai 1924. — Application à l'Algérie.* — D., 15 juin 1926 53
BIENS HABOUS. — *Locations. — Moratorium.* — D. B., 21 décembre 1926 194
— *Occupants.* — D. B., 17 juillet 1926 66
BONS DE MONNAIE. — *Retrait.* — A. G., 25 février 1926 3
BOULANGERIE. — *Réglementation.* — A. P. M., 9 mars 1926 19
BUDGET ALGERIE 1926. — *Complément.* — Loi 11 mai 1926 34
— *Réglementation.* — L. 28 décembre 1926 237

C

CABLE FRANCO-TUNISIEN. — *Avenant à la convention.* — Loi 8 mars 1926 19
CADI ET BACHADEL. — *Tableau d'aptitude. — A. G.,* 1er *mai* 1926 30
CADI-NOTAIRE. — *Tableau d'aptitude.* — A. G., 1er mai 1926 32
— *Tableau d'aptitude. — Additif à l'arrêté du* 1er *mai* 1926. — A. G., 3 novembre 1926 124
CAFES, CHICOREES ET SUCCEDANES. — *Algérie. — Droit de consommation intérieure.* — D., 9 décembre 1926 179
CAFES MAURES. — *Droit de licence.* — D. du 18 janvier 1927 248
CAISSE DES RETRAITES DE L'ALGERIE. — *Affiliations.* — D., 19 août 1926 84
CARTE D'IDENTITE. — Décrets des 20 et 22 janvier 1927 249
— V. Etrangers.
CERCLES. — *Droits.* — D. B., 17 avril 1926 26
CERCLES PRIVES. — *Surveillance. — Indemnités.* — A. G., 15 avril 1926 30
CHAMBRES DE COMMERCE EN ALGERIE. — *Listes électorales. — Formations.* — D. 10 juillet 1926 64
CHANGE. — *Algérie. — Opérations de change. — Droit de timbre. — Institution.* — D. 13 décembre 1926 182
— *Opération de change. — Réglementation.* — D. 14 décembre 1926. 189
CHARAA. — *Liquidation des dépens.* — D. 6 mars 1926 17
CHEFS INDIGENES DES COMMUNES MIXTES. — A. G., 22 avril 1926 28
CHELIFF. — *Pompage.* — A. G., 1er mars 1926 10
CHEMINS DE FER. — *Agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local, et des tramways. — Retraites. — Loi du* 22 *juillet* 1922, *modifiée par lois du* 23 *août* 1923 *et* 15 *janvier* 1925. — *Application à l'Algérie.* — D. 19 juillet 1925 100
CHEMINS DE FER ALGERIENS DE L'ETAT. — *Clôture des exercices.* — D. 1er mai 1926 30
— *Contrôleurs des dépenses. — Indemnités.* — D. 7 février 1926 29
CHEMINS DE FER. — *Commission mixte du personnel du chemin de fer de la Compagnie des Phosphates et du chemin de fer de Gafsa.* — A. D. G., Travaux publics, 5 janvier 1927 245
CHEMIN DE FER DE BONE A AIN-MOKRA. — *Tarifs.* — D. 27 février 1926 3
CHEMINS DE FER DE NEMOURS *à* MARNIA. — Loi 8 avril 1926 25
CHEMINS DE FER. — *Tarif. — Majoration.* — D. B., 22 mai 1926 41
CHEMINS DE FER TUNISIENS. — *Caisse de retraites.* — A. D. F. et T. P., 9 mars 1926 19
— *Frais accessoires.* — A. D. P. T., 19 mai 1926 38
CHEMINS DE FER. — *Tunisie. — Tarifs.* — A. D. P. T., 2 juin 1926. 48

CHICOREES. — V. cafés, chicorées et succédanés.
CIMETIERES. — *Concessions.* — *Tarifs.* — D. B., 1er mai 1926..... 33
CODE DU TRAVAIL MARITIME. — V. Droit maritime.
CODE TUNISIEN DE PROC. CIV. — *Art.* 2. — D. B., 6 mars 1926..... 16
CODE TUNISIEN DE PROC. CIV. — *Art.* 97, 100, 102, 104, 119, 123, 135. — D. B., 6 mars 1926 18
COLIS POSTAUX. — *Taxes.* — D., 30 mars 1926..... 21
COLLEGE. — *Ville de Sousse.* — *Création.* — D. B., 13 août 1926.... 80
COMMERCE DES ENGRAIS. — *Algérie.* — *Répression des fraudes.* — *Décret du 23 mai 1926.* — *Application.* — D., 11 décembre 1926.... 180
COMMIS ET DAMES EMPLOYEES. — *Recrutement.* — *Modifications.* — A. G., 26 août 1926 86
COMMIS-GREFFIERS (TRAITEMENT DES). — D., 15 janvier 1927..... 248
COMMIS PRINCIPAUX ET COMMIS. — *Cadre.* — *Réorganisation.* — A. G., 13 juin 1926 48
COMMISSAIRES-ENQUETEURS. — A. G., 23 avril 1926..... 28
COMMISSION ARBITRALE DU GRAND CONSEIL. — *Conseil.* — *Indemnités.* — D. B., 19 janvier 1927..... 249
COMMISSIONS DE REFORME. — *Algérie.* — *Composition et fonctionnement.* — D., 14 décembre 1926..... 192
COMMISSION DES MARCHES DE TUNIS. — *Composition.* — A. D. G. I., 9 juillet 1926 63
COMMISSION SUPERIEURE DES AVANCEMENTS POUR LE PERSONNEL DES COMMUNES MIXTES. — *Election de l'administrateur et de l'administrateur-adjoint.* — *Fixation de la date.* — A. G., 28 juillet 1926.. 69
COMMUNES MIXTES. — *Médecins.* — *Indemnités de déplacement.* — A., 22 décembre 1926 203
COMPTABLES PUBLICS. — *Algérie.* — *Cautionnements.* — D., 2 mars 1926 10
CONFERENCES CONSULTATIVES. — *Création.* — A. G., 6 juillet 1926.. 63
CONGES. — V. Postes, télégraphes et téléphones.
CONSEIL DE PRUD'HOMMES. — *Compétence. Taux.* — D., 12 mai 1926 35
CONSEIL SUPERIEUR. — *Membres.* — *Indemnités.* — A. G., 30 avril 1926 30
CONSERVATEURS DES EAUX ET FORETS — *Délégation de pouvoirs.* — A. G., 9 novembre 1926 126
CONSTANTINE. — *Hôpital.* — *Radiologie.* — *Concours.* — A. G., 14 mai 1926 37
CONTRAINTES — *Porteurs.* — *Répertoires.* — D. B., 1er mars 1926.. 10
CONTRATS. — *Caractères.* — *Dissimulation.* — D., 13 décembre 1926. 180
CONTRIBUTIONS DIRECTES. — *Douar des communes de plein exercice.* — *Obligations des contrôleurs.* — A. G., 9 août 1926..... 80
CONTRIBUTIONS DIVERSES. — *Receveur des contributions diverses.* — *Examen d'aptitude.* — *Institution.* — A. G., 30 octobre 1926..... 123
CONTROLEUR DE COMPTABILITE. — *Concours.* — A. D. G. F., 21 mai 1926. 22
CONVENTIONS INTERNATIONALES — *Accord commercial provisoire entre la France et l'Allemagne.* — *Promulgation.* — D. B., 25 août 1926. 85
CREDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE ET A LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE. — *Application du Dahir du 25 mai 1926.* — A. G. V., 25 mai 1926 26
— *Création.* — Dahir, 25 mai 1926..... 22
CULTE MUSULMAN. — V. Muphtis.

D

DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. — *Art.* 36 *de la loi du* 29 *avril* 1926. — *Application à l'Algérie.* — D., 2 décembre 1926..... 166

DECLARATION DE CULTURES IRRIGUEES (MODE DE RECEPTION DES). — A. D. G., Finances, 25 janvier 1927 250
DELEGATION. — *Par le Gouverneur général à un conseiller rapporteur près le conseil de Gouvernement.* — Décrets des 2 et 22 février 1927 252
DELEGUES FINANCIERS. — *Relèvement des indemnités.* — Décret du 7 janvier 1927 245
DEPENSES PUBLIQUES. — *Etat Tunisien.* — *Contrôle.* — D. B., 18 septembre 1926 107
DEPOT DE FONDS. — *Mise à la disposition du Trésor.* — D., 15 juin 1926 51
DEPOTS DE PEAUX SECHES. — *Classement.* — A. G. V., 23 avril 1926. 14
DIRECTEUR DES DOUANES. — *Compétence en matière de dépenses de matériel.* — A. G., 24 juin 1926 53
DIRECTION DE LA JUSTICE TUNISIENNE. — *Cadres.* — *Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926 140
— V. Administrations tunisiennes.
DIRECTION DE L'OFFICE DES POSTES ET DES TELEGRAPHES. — V. Administrations tunisiennes.
DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION. — *Cadres.* — *Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926.... 136
— V. Administrations tunisiennes.
DIRECTION GENERALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. — D. B., 10 novembre 1926 138
— V. Administrations tunisiennes.
DIRECTION GENERALE DE L'INTERIEUR. — V. Administrations tunisiennes.
— *Cadres.* — *Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926..... 130
DIRECTION GENERALE DES FINANCES. — V. Administrations tunisiennes.
— *Cadres.* — D. B., 10 novembre 1926..... 132
DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Cadres.* — *Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926 134
— V. Administration tunisiennes.
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ESSENCE. — *Installation dans les territoires du Sud.* — A. G., 19 juillet 1926..... 69
DOMAINE PUBLIC MARITIME. — *Police et conservation.* — *Réglementation.* — D. B., 18 août 1926 83
DOUANES. — *Algérie et Tunisie.* — *Cote des douanes.* — D., 28 décembre 1926 226
DOUANES ET REGIES — *Indemnités spéciales du personnel.* — A. G. V., 25 avril 1926 15
DOUANES. — *Huiles de graissage.* — D. B., 16 avril 1926..... 26
— *Personnel.* — *Indemnités.* — A. G., 11 février 1926..... 2
— *Tunisie.* — *Droits à l'importation.* — D. B., 28 décembre 1926.. 239
— *Tunisie.* — *Droits de statistique.* — *Fixation.* — *Augmentation.* D. B., 28 décembre 1926. 239
— *Tunisie.* — *Taxes de sortie sur les bovins, ovins, l'orge et l'huile d'olive.* — *Abrogation.* — D. B., 28 décembre 1926..... 239
DRIBA. — V. Ouzara et Driba.
DROGUERIES. — V. Pharmacies et drogueries.
DROITS DE CONSOMMATION. — *Tunisie.* — *Augmentation.* — D. B., 28 décembre 1926 239
DROIT DE GARANTIE. — *Sur les ouvrages d'or, d'argent et de platine.* — D., 18 janvier 1927 248
DROITS DE MUTATION PAR DECES. — *Tunisie.* — *Majoration.* — D. B., 28 décembre 1926 239
DROITS DE PORTE. — *Abrogation.* — A. G. V., 29 mai 1926 26
— *Modifications.* — Dahir, 28 mai 1926 26

DROITS DE TIMBRE ET DE DIMENSION. — *Tunisie. — Perception d'un second décime.* — D. B., 28 décembre 1926 239
DROIT MARITIME. — *Code du travail maritime.* — L. 13 décembre 1926 189
DUNES. — *Fixation.* — D. B., 5 juillet 1926..... 61

E

EAUX ET FORETS. — *Préposés. — Indemnités de surveillance. — Relèvement.* — A. G., 9 décembre 1926..... 179
ECOLES INDIGENES. — *Personnel. — Indemnités.* — A. G., 15 mars 1926 19
ENERGIE ELECTRIQUE. — *Distribution. — Application à l'Algérie.* — D., 5 novembre 1926 125
— *Transport de distribution.* — A. G., 26 juin 1926..... 54
ENFANTS ASSISTES. — *Algérie. — Immunités fiscales.* — D., 13 décembre 1926 192
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. — *Circ. gouv. gén.* — 26 avril 1926. 29
ENGRAIS. — V. Commerce des engrais.
ENREGISTREMENT. — D. B., 12 avril 1926..... 26
— *Algérie. — Droit d'enregistrement. — Majoration.* — D., 13 décembre 1926 186
— *Algérie. — Vente d'immeubles et de fonds de commerce excédant 300.000 francs. — Majoration des droits.* — D., 13 décembre 1926. 181
ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE. — *Fonctionnaires. — Indemnité de recrutement.* — A. G., 30 septembre 1926..... 92
ENREGISTREMENT. — *Tunisie. — Application d'un second décime.* — — D. B., 28 décembre 1926 240
— *Tunisie. — Mutations immobilières entre vifs à titre onéreux. — Relèvement des droits.* — D. B., 28 décembre 1926..... 239
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE INDIGENE. — *Décret relatif au personnel.* — D., 9 février 1927 252
— *Nouveaux traitements au personnel.* — D., 9 février 1927 252
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. — *Circ. gouv. gén.* — 26 avril 1926.. 29
ESSENCES, ETC. — *Droits. — Algérie.* — D., 26 mai 1926..... 41
ESSENCES. — *Taxes.* — A. G., 30 juin 1926..... 54
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES. — *Nouveaux traitements du personnel.* — A. G. G., 22 janvier 1927 250
ETAT CIVIL. — *Désignation des officiers de l'état civil.* — D. B., 8 janvier 1927 245
ETRANGERS. — *Carte d'identité.* — D., 30 novembre 1926..... 166
EXPORTATION DE CAPITAUX. — *Tunisie. — Réglementation.* — D. B., 28 décembre 1926 239
EXPORTATION (MODIFICATION DU TARIF DES DROITS D'). — D. B., 7 février 1927 252

F

FABRIQUES DE SAVON. — *Régime fiscal.* — D. B., 5 février 1926.... 29
FAMILLE BEYLICALE. — *Etat civil.* — D., 1er avril 1926..... 24
FARINES. — *Commission des farines panifiables. — Composition.* — A. G., 9 novembre 1926 127
FEDJ-M'ZALA. — *Justice de paix.* — D., 12 avril 1926..... 26
FILETS TRAINANTS. — *Interdiction.* — A. G., 12 août 1926..... 80
FONCTIONNAIRES. — *Allocation forfaitaire.* — D. B., 20 septembre 1926 92
— *Catégories.* — A. G., 11 mars 1926 19
FONCTIONNAIRES DU PROTECTORAT. — *Allocation d'attente.* — D. B., 28 février 1926 3

FONCTIONNAIRES. — *Indemnité temporaire.* — D. B., 20 septembre 1926 92
FONCTIONNAIRES PUBLICS — *Traitements.* — *Allocation au personnel des services civils de l'Etat d'une indemnité provisoire de* 12 *p.* 100. — A. G., 2 octobre 1926 108
FONDS DE COMMERCE. — *Algérie.* — *Vente et nantissement.* — D., 15 janvier 1926 50
FORAGES. — A. G., 18 mars 1926 20
FORMALITES DOUANIERES. — *Exécution de la convention internationale sur la simplification des.* — D., 29 janvier 1927..... 252
FRAIS D'INSTRUCTION. — *Indemnité.* — *Relèvement.* — A. G., 28 septembre 1926 92
FRAIS DE MISSION. — *Personnel du service métropolitain.* — A. G., 16 avril 1926 26
FRAUDES FISCALES. — *Algérie.* — *Répression.* — D., 9 décembre 1926. 179
FRAUDES ET FALSIFICATIONS. — *Alimentation de l'armée.* — *Répression.* — D., 15 juin 1926 48
FRAUDES. — *Répression.* — D., 15 juin 1926..... 51
FROMAGES DE PAYS. — *Exportation.* — Dahir, 5 mai 1926..... 15
FRONTIERE ALGERIENNE. — *Entrée et sortie des marchandises.* — A. G. V., 4 juin 1926 26

G

GARDIENS DE BUREAU AUXILIAIRES. — *Emoluments.* — A. G., 5 octobre 1926 109
GENDARMERIE. — *Allocation d'indemnités.* — A. G. V., 4 juin 1926.. 26
GHABA — *Droit de* 3 *p.* 100 *sur les ventes.* — D. B., 24 avril 1926.... 28
GOUVERNEMENT GENERAL. — *Administration centrale.* — *Indemnités de séjour.* — A. G., 8 septembre 1926 87
— (*Modification à l'arrêté sur le personnel du*). — A. G. G., 29 janvier 1927 251
GRAND CONSEIL. — *Indemnité du séjour aux membres du Grand Conseil de Tunisie.* — D. B., 15 janvier 1927..... 248
GREFFIERS (TRAITEMENTS DES). — D. 15 janvier 1927 248

H

HABOUS. — V. Biens habous.
— *Droits d'occupation.* — A. P. M., 14 septembre 1926..... 87
— *Droit des occupants sur les henckirs habous.* — D. B., 12 janvier 1927 247
HOPITAUX CIVILS. — *Médecins, etc.* — *Recrutement.* — A. G., 26 avril 1926 29
HOPITAUX. — *Réorganisation du personnel subalterne.* — A. G., 21 juin 1926 53
HUILES DE GRAINES COMESTIBLES. — *Admission temporaire.* — A. D. F., 5 mai 1926 34
HUISSIERS. — *Indemnité de chaussures.* — A. G., 7 mai 1926..... 34
HYDRAVIONS. — *Interdiction d'amerrir.* — A. G., 30 juin 1926..... 54
HYPOTHEQUES. — *Algérie.* — *Formalités hypothécaires.* — *Tarif des droits.* — *Augmentation.* — D., 13 décembre 1926..... 182

I

IMPOT « ACHOUR ». — *Contrôle des déclarations.* — A. D. F., 1er mars 1926 10
— *Relèvement.* — D. B., 28 décembre 1926 239

IMPOT DE LA TAXE PERSONNELLE. — *Déclarations des employeurs.* — D. B., 10 juillet 1926 65
IMPOT SUR LES JEUX, *dans les cercles.* — A. G., 1er avril 1926..... 21
IMPOT SUR LES MUTATIONS PAR DECES. — *Algérie.* — D., 13 décembre 1926 183
IMPOTS SUR LES REVENUS. — *Algérie.* — *Réglementation.* — D., 5 décembre 1926 168
IMPOT SUR LES SUCCESSIONS. .. *Territoires du su de l'Algérie.* — D.. 21 mai 1926 38
INDEMNITES AUX FONCTIONNAIRES CIVILS. — A. G. G., 28 janvier 1927 250
INDEMNITE DE CHERTE DE VIE. — D. B., 3 mai 1926..... 34
INDEMNITE DE LOGEMENT. — *Gardiens de poudrières.* — A. G., 22 mars 1926 20
INDEMNITE DE TECHNICITE — *Allocation aux ingénieurs d'arrondissement et autres fonctionnaires.* — A. G. V., 24 avril 1926..... 14
INDEMNITE DU SUD. — V. Administrations tunisiennes.
INDEMNITES. — *Frais d'assiette de taxe sur les garnis.* — A. G., 1er avril 1926 21
— *Personnel de la Direction générale et de l'Instruction publique.* — *Indemnités.* — A. G. V., 14 mai 1926..... 16
INDEMNITES POUR CHARGES DE FAMILLE. — A. G., 3 juin 1926..... 48
INDEMNITE POUR USAGE DE BICYCLETTE. — A. G., 23 avril 1926.... 28
INDEMNITE SPECIALE DU PERSONNEL DES IMPOTS ET CONTRIBUTIONS. — *Fixation.* — A. G. V., 26 avril 1926..... 14
INDIGENES ALGERIENS. — *Travail en France.* — *Pièces à produire.* — D., 4 août 1926 80
INDIGENES. — *Service militaire.* — Circ. G., 12 février 1926..... 2
INFIRMIERES. — *Diplôme d'Etat.* — D., 9 mai 1926..... 34
INFIRMIERS CHEFS EUROPEENS DES INFIRMERIES INDIGENES DES TERRITOIRES DU SUD. — *Statuts.* — A. G., 28 juillet 1926..... 69
INFRACTIONS A LA PECHE. — *Recherche et constat.* — *Guetteurs sémaphoriques.* — D., 31 août 1926..... 86
INSPECTEURS DU TRAVAIL. — *Mise en disponibilité.* — A., 21 avril 1926 27
INSTITUT INDUSTRIEL D'ALGERIE. — *Section préparatoire.* — *Conditions d'admission.* — A. G., 26 juin 1926..... 54
INSTRUMENTS DE PESAGE. — *Admission à la vérification et au poinçonnage.* — A. G. V., 23 avril 1926..... 14

J

JEUX. — *Agents chargés de la surveillance des jeux.* — *Indemnités.* — A. G., 9 décembre 1926 179
JUGEMENTS DES TRIBUNAUX INDIGENES. — *Droits.* — D. B., 22 février 1926 3
— *Timbre et enregistrement.* — D. B., 27 mars 1926 20

K

KABYLIE. — *Justice musulmane. Régime. Modifications.* — D. 22 août 1926 85

L

LIQUEURS, SIROPS, SUCRES, ETC... — D. 22 mai 1926 39
LOYERS COMMERCIAUX. — Loi 31 mars 1926 21
LOYERS (PROCEDURE). — *Litiges relatifs au moratorium des.* — D. 14 janvier 1927 247

M

MAKHZEN DES CONTROLES CIVILS. — *Réorganisation.* — A. S. G. P., 27 avril 1926 15
MALADIES CONTAGIEUSES. — V. Rage.
MANDATS-POSTE. — D. 12 mai 1926 36
— *entre France et Roumanie.* — A. D. P. T. T., 25 mai 1926 41
MARCHE CENTRAL DE TUNIS. — *Organisation des ventes.* — A. D. G. I., 9 juillet 1926 63
— *Réorganisation.* — D. B., 2 juillet 1926 56
— *Réorganisation. Réglementation.* — A. D. G. I., 17 juillet 1926 68
MARGARINES. — *Fraudes.* — Circ. G., 29 mars 1926 21
MARINE. — *Algérie. Corps des marins indigènes. Réorganisation.* — D. 28 décembre 1926 230
MARINE MARCHANDE. — *Code disciplinaire et pénal.* — Loi du 17 décembre 1926 244
MARQUES DE FABRIQUE. — *Taxe sur les marques de fabrique ou de commerce. Relèvement.* — D. 9 décembre 1926 179
MAXULA-RADES. — *Conseil municipal.* — D. B., 20 février 1926 .. 2
MEDECINE. — *Algérie. Doctoresses chargées d'une clinique ou d'un service de consultation gratuite. Indemnités de fonctions.* — A. G., 13 décembre 1926 192
— *Personnel enseignant du cours des élèves auxiliaires médicaux indigènes. Indemnités de fonctions. Fixation.* — A. G., 10 décembre 1926 179
MEDECINS DE COLONISATION. — *Commission centrale des avancements Composition.* — A. G., 4 décembre 1926 167
— *Election du médecin de colonisation, membre de la commission centrale des avancements.* — A. G., 4 décembre 1926 172
MEDECINS DE COLONISATION EN CONGE. — *Frais d'intérim.* — A. G., 22 avril 1926 28
MEDECINS DE COLONISATION. — *Tunisie. Statuts.* — D. B. 6 décembre 1926 172
MEDECINS DE COMMUNES MIXTES. — V. Communes mixtes.
MINES. — *Augmentation de la taxe proportionnelle.* — D. B., 31 décembre 1926 242
MINISTRE DES CULTES. — *Indemnités temporaires. Augmentation.* D. 2 septembre 1926 87
MONITEURS SUPPLEANTS AUXILIAIRES. — *Indemnité journalière. — Fixation.* — A. G. G., 19 novembre 1926 164
MONDERRES. — *Traitements.* — A. G., 18 février 1926 2
MRADJAS ET ARBRES FRUITIERS. — *Impôt canoun. Institution.* — D. B., 28 décembre 1926 238
MUPHTIS ET AGENTS DU CULTE MUSULMAN. — *Indemnités annuelles. Majoration.* — A. G., 20 octobre 1926 117
MUSEES. — *Taxe sur la visite: Institution.* — D. 10 octobre 1926 114
MUTATION PAR DECES. — V. Impôt sur les mutations par décès.

N

NEDROMA. — *Audience foraine.* — A. M. J., 26 février 1926 3
NOTAIRES. — *Algérie : recrutement, discipline, nomination, etc...* — A. G., 9 février 1926 1

O

ŒUFS. — *Interdiction d'exportation.* — A. G., 6 novembre 1926.. 126
OFFICE DES POSTES ET DES TELEGRAPHES. — *Cadres. Fixation.* — D. B., 10 novembre 1926 135

OFFICE DES PUPILLES DE LA NATION. — *Tunisie. Cadres du personnel. Fixation.* — D. B., 24 décembre 1926 204
OFFICE DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'ALGERIE A PARIS. — *Réorganisation.* — A. G., 16 août 1926 81
OFFICE DU PROTECTORAT FRANCAIS EN TUNISIE. — *Effectifs.* — D. B. 10 novembre 1926 129
OFFICE TUNISIEN DES PUPILLES DE LA NATION. — V. Pupilles de la nation.
OPERATIONS DE CHANGE. — V. Change.
ORGANISATION JUDICIAIRE. — *Juridictions françaises en Tunisie. Effectifs.* — D. B., 10 novembre 1926 131
OULAD YAKOUB. — *Rattachement de la mahakma des Ouled Yakoub à celle d'Aflou.* — D. 18 janvier 1927 248
OUVRAGES DE PLATINE, D'OR ET D'ARGENT. — *Tunisie. Fixation des droits.* — D. B., 28 décembre 1926 239
OUZARA EL DRIBA. — *Traitements des présidents.* — D. B., 2 décembre 1926 167
PACHAS ET CAIDS. — *Pouvoirs judiciaires. Réglementation.* — Dahir 23 avril 1926 13
PAIN INDIGENE. — *Fabrication. Réglementation.* — A. P. M., 1er juillet 1926 56
PECHE AU FEU. — *Réglementation.* — D. 1er juillet 1926 54
PENSIONS CIVILES. — *Articles 2 et 9 du décret du 2 février 1926. Application.* — A. G., 23 novembre 1926 164
— *Pensions servies aux membres de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. Réformes générales.* — D. B., 24 décembre 1926 205
— *Tunisie. Retraités de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. Indemnités temporaires. Attributions.* — D. B., 24 décembre 1926 204
PENSIONS. — *Payeurs principaux et particuliers.* — A. M. F., 12 avril 1926 25
PERMIS DE CHASSE. — *Part des communes.* — D., 6 février 1926 .. 29
PESAGE PUBLIC. — *Réglementation.* — D. 19 janvier 1927 249
PESAGE PUBLIC. — *Réglementation.* — D. 19 janvier 1927..... 249
PERSONNEL COLONIAL. — *Algérie. Statut. Modifications.* — A. G., 14 décembre 1926 192
PERSONNEL TEMPORAIRE. — *Rémunération.* — D. B., 22 juin 1926 .. 54
PESEURS. — *Mesureurs-jurés. Rétributions.* — A. P. M., 8 septembre 1926 87
PILOTAGE. — *Algérie.* — D. 24 février 1926 3
— *Côtes d'Algérie (stations d'Arzew). Modification.* — D., 16 octobre 1926 116
PILOTES. — *Soldes. Relèvements.* — D. 14 août 1926 80
PHARMACIES ET DROGUERIES. — *Taxe de visite. Conditions de perception et de recouvrement.* — D. B., 26 novembre 1926 166
PHILIPPEVILLE. — *Rattachement de la mahakma de Philippeville à celle de Jemmapes.* — D. 18 janvier 1927 248
PLANTEURS DE TABAC DE L'ALGERIE. — *Représentant au Conseil consultatif des tabacs. Election.* — A. G., 8 septembre 1926 87
POIDS ET MESURES. — *Appareils à mesurer les liquides. Contrôle.* D. 2 février 1926 29
— *Tunisie. Peseurs. Mesureurs-jurés. Réglementation.* — A. 24 décembre 1926 226
— *Vérificateurs. Conditions de recrutement.* — A. G., 26 novembre 1926 166
POUCELETS. — *Exportation. Droit.* — D. B., 27 mai 1926 90
PORT D'ALGER. — *Concession de terre-pleins.* — D. 9 mars 1926 19

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — *Algérie. Taxes postales et télégraphiques. Relèvement.* — D. 9 décembre 1926 179
— *Correspondances à transmettre par voie aérienne d'Algérie à Dakar. Surtaxe.* — D. 7 décembre 1926 193
— *Personnel algérien. Indemnités pour frais de mission et déplacement.* — A. G., 22 novembre 1926 164
— V. Office des Postes et Télégraphes.
— *Personnel. Congés et permissions d'absence.* — A. G., 4 octobre 1926, et Circ., 8 octobre 1926 109
— *Tarif de mandats poste.* — D. 12 janvier 1927 246
POUDRE DE CHASSE. — *Délivrance. Réglementation.* — A. G., 11 septembre 1926 87
PREFETS ET SOUS-PREFETS. — *Délégation de pouvoirs.* — A. G., 9 novembre 1926 126
PRETS A LONG TERME. — *Ristournes d'intérêts.* — A. G. V., 9 mai 1926 16
PREVENUS. — *Transport.* — A. G., 18 février 1926 2
PROCEDURE. — *Tribunaux indigènes.* — D. B., 1er avril 1926 25
PROPRIETES DE COLONISATION. — *Octroi de lots d'agrandissement. Décret du 31 décembre 1925. Modifications.* — D. 29 décembre 1926 193
PROPRIETE FONCIERE EN ALGERIE. — L. 4 août 1926 74
PROPRIETES FORESTIERES. — *Algérie. Régime spécial d'imposition. Institution.* — D. 5 décembre 1926 171
PROTETS ET PAIEMENT. — *Fête du Youm-Kippom.* — D. B., 13 février 1926 2
PUPILLES DE LA NATION. — *Office tunisien. Conseil supérieur. Composition.* — D. B., 30 octobre 1926 123

Q

QUITTANCES. — *Algérie. Droit de timbre. Augmentation.* — D. 13 décembre 1926 185

R

RAGE. — *Mesures destinées à combattre la propagation de la rage. Réglementation.* — A. G., 12 novembre 1926 164
RAVITAILLEMENT. — *Ravitaillement de l'Algérie en blé, farines et pain. Application.* — D. 28 octobre 1926 121
RECEVEURS, CHEFS DE STATION RADIOTELEGRAPHIQUE, ETC... — *Indemnités de fonctions.* — A. G. V., 4 juin 1926 26
RECEVEUR DES CONTRIBUTIONS DIVERSES. — V. Contributions diverses.
REGISTRE DU COMMERCE. — *Tunisie. Institution.* — D. B., 16 juillet 1926 93
REMISES D'AMENDES. — *Compétence.* — D. B., 16 avril 1926 26
REQUISITIONS. — D. B., 12 mai 1926 35
REQUISITIONS CIVILES. — A. P. M., 19 octobre 1926 116
REQUISITIONS MILITAIRES. — *Règlement.* — D. B., 8 février 1926 29
RESIDENCE GENERALE. — *Cabinet. Services rattachés à la Résidence générale. Composition.* — A. R. G., 10 novembre 1926 128
RESIDENCE GENERALE EN TUNISIE. — V. Administrations tunisiennes.
RETRAITES DE L'ETAT. — *Indemnité supplémentaire.* — D., 15 janvier 1927 248
REVOIL-BENI-OUNIF. — *Rattachement à la juridiction d'Aïn-Sefra.* — D. 31 décembre 1926 242
RONGEURS. — *Tunisie. Destruction.* — D. B., 14 décembre 1926 193

S

SAIDA. — *Justices de paix. Ressort.* — D. 10 juillet 1926 65
SALLES DE JEUX. — *Droit de timbre.* — D. 4 mars 1926 16
SAPEURS-POMPIERS. — *Application de l'arrêté ministériel du 28 juillet* 1925. — A. G., 16 juin 1926 53
SARRAZIN. — *Exportation.* — A. D. F., 20 mai 1926 38
SEIGLE. — *Exportation.* — D. B., 20 mai 1926 38
SEL DE PECHE. — *Vente.* — A. D. F., 27 avril 1926 30
SERVICES AGRICOLES. — *Personnel. Nouveaux traitements. Fixation.* — A. G., 28 octobre 1926 123
SERVICE DES MINES. — *Analyses. Tarif.* — A. D. T. P., 30 avril 1926 30
SERVICE DU CONTROLE DES DEPENSES PUBLIQUES DE L'ETAT. — *Composition.* — A. R. G., 10 novembre 1926 129
SERVICES CIVILS DE L'ALGERIE. — *Fonctionnaires et agents. Indemnités pour frais de déplacement et de séjour. Relèvement.* — A. G., 27 novembre 1926 166
SERVICE MEDICAL DE COLONISATION. — *Réglementation.* — A., 22 décembre 1926 202
SERVICES PENITENTIAIRES. — *Cadre du personnel. Modifications.* — A. G., 31 août 1926 86
SERVICE TOPOGRAPHIQUE. — *Personnel. Indemnités. Modifications.* — A. G., 31 août 1926 86
SERVICE TOPOGRAPHIQUE CHERIFIEN. — *Personnel.* — A. G. V., 28 avril 1926 15
SERVICE TOPOGRAPHIQUE. — *Personnel. Indemintés. Modifications.* — A. G., 4 août 1926 86
SIDI TABET. — *Fermes de stagiaires.* — D. B., 21 janvier 1927..... 250
SOCIETES. — *Algérie. Administrateurs de sociétés étrangères. Impôt sur les bénéfices. Mode de paiement.* — D. 14 décembre 1926..... 191
— *Algérie. Taxes dues par les sociétés. Application.* — D. 13 décembre 1926 187
SOCIETES CIVILES. — *Déclaration d'existence. Obligation.* — A. G., 22 octobre 1926 115
SOLDE DES COMMANDANTS MILITAIRES DANS LES TERRITOIRES DU SUD. — *Indemnité représentative de la retenue pour logement.* — A. G., 8 juillet 1926 63
SOUS-PREFETS. — V. Préfets et sous-préfets.
— *Algérie. Frais de déplacement. Fixation.* — A. G., 9 décembre 1926 179
STENOGRAPHES-REDACTEURS. — *Création d'emploi.* — A. G., 22 octobre 1926 117
SUCRE. — *Algérie. Sucre employé au sucrage des vendanges. Surtaxe. Relèvement.* — D. 11 décembre 1926 180
SURTAXES AERIENNES. — *Modification.* — A. G. V., 29 mars 1926.... 26
SURVEILLANT. — *Chef de prison. Concours.* — A. G., 16 juin 1926.... 53

T

TABACS. — *Algérie. Droit de consommation. Relèvement.* — D. 13 décembre 1926 188
— *Culture en Tunisie. Modifications.* — A. D. G. F., 5 août 1926.... 80
— *Prix de vente.* — A. D. Tabacs, 20 mai 1926 38
TARIFS POSTAUX. — D. 15 mars 1926 19
TAXE DE SEJOUR. — *Touristes.* — D. 19 février 1926 2
TAXE DE VISITE DES PHARMACIES. — *Drogueries, épiceries, etc.* — V. Pharmaciens et drogueries.
TAXES POSTALES AERIENNES. — D. 10 avril 1926 25

TAXE LOCATION. — D. 31 décembre 1926 244
TAXES POSTALES AERIENNES. — D. 8 juin 1926 48
TAXES POSTALES TELEGRAPHIQUES. — 1er mai 1926 33
TAXE SUR LE BETAIL. — *Tunisie. Relèvement.* — D. B., 28 décembre 1926 239
TAXE SUR LE SUCRE. — V. Sucre.
TAXE SUR LES SPECTACLES. — *Tunisie. Modification.* — D. B., 10 décembre 1926 180
— V. Théâtres.
TAXE SUR LES VISITES DES MUSEES. — V. Musées.
TAXES TELEGRAPHIQUES. — *Modification.* — A. G. V., 7 mai 1926.... 15
— *Réduction.* — D. 4 juin 1926 26
TAXES TELEPHONIQUES. — *Modification.* — A. G. V., 7 mai 1926.... 16
TAXE VITICOLE. — *Tunisie. Fixation du montant.* — D. B., 11 décembre 1926 180
TELEGRAMMES A TARIF REDUIT. — D. 21 mai 1926 39
TELEGRAMMES SANS FIL. — *Taxe.* — D. 10 avril 1926..... 25
TERRAINS DOMANIAUX. — *Location.* — D. 18 avril 1926..... 27
TERRES COLLECTIVES DU SUD. — *Régime. Modifications.* — D. B. 3 août 1926 73
TERRITOIRES DU SUD. — *Circulation des automobiles. Réglementation.* — A. G., 26 octobre 1926 117
— *Modifications du décret d'organisation des territoires du sud de l'Algérie.* — D. 17 janvier 1927 245
— *Indemnités de déplacement. Relèvement.* — A. G., 9 décembre 1926. 179
THEATRES. — *Algérie. Théâtres subventionnés. Taxe sur les spectacles. Exonération.* — D. 11 décembre 1926 180
— *Algérie. Théâtres subventionnés. Taxe sur les spectacles. Réduction.* — D. 11 décembre 1926 180
THONAIRES. — *Protection.* — A. D. T. P., 10 avril 1926 25
TIMBRE MOBILE. — A. D. F., 22 février 1926..... 3
TIMBRES-POSTES. — *Algérie.* — A. G., 22 mai 1926 39
TIMBRES-POSTES ALGERIENS. — *Surtaxe. Emission.* — L. 2 septembre 1926 87
TITRES NOMINATIFS. — *Algérie. Conversion faite en exécution de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1920. Remboursement des droits perçus.* — D. 14 décembre 1926 191
TLEMCEN. — *Bureau de garantie des matières d'or et argent.* — D. 9 mars 1926 19
TRAITEMENTS. — *Administration centrale.* — A. G., 4 mars 1926.... 15
— *Administration centrale. Sous-directeurs.* — A. 30 mai 1926..... 48
— *Administration des Habous.* — A. D. I., 2 juin 1926..... 48
— *Archivistes.* — A. G., 26 avril 1926 28
— *Administration départementale.* — A. G., 5 mars 1926 16
— *Architectes-voyers.* — A. G., 16 juillet 1926 66
— *Arrêté du 13 avril 1926. Modification.* — A. G., 16 juillet 1926.. 66
— *Attachés au Parquet.* — A. G. V., 14 mai 1926 16
— *Auxiliaires du service algérien.* — A. G., 16 avril 1926 26
— *Brigadiers et cavaliers des communes mixtes.* — A. G., 7 août 1926. 80
— *Caïds des communes mixtes.* — A. G., 8 mars 1926 19
— *Cantonniers et chefs cantonniers des routes nationales.* — A. G., 4 août 1926 80
— *Chefs de la Cour d'appel de Rabat.* — Dahir 3 mai 1926..... 15
— *Commis auxiliaires permanents.* — A. G., 10 mars 1926 19
— *Commis et dames employées.* — A. G., 17 avril 1926..... 26
— *Commis interprètes.* — A. G., 12 mars 1926 19
— *Communes mixtes.* — A. G., 5 mars 1926 16
— *Concierges, etc.* — A. G., 23 avril 1926 30

— *Conseillers-rapporteurs au Conseil du Gouvernement.* — D. 22 mars 1926 20
— *Conservateurs des hypothèques.* — A. G., 17 avril 1926..... 26
— *Contrôleurs; commissaires enquêteurs.* — A. G., 12 mars 1926.... 19
— *Dactylographes et employées. Administration.* — A. G., 4 mars 1926 15
— *Eaux et forêts. Gardes indigènes.* — A. G., 8 avril 1926..... 25
— *Ecoles d'agriculture.* — A. G., 4 mai 1926 34
— *Ecole d'apprentissage de Delys.* — A. G., 14 avril 1926 26
— *Ecole des Beaux-Arts.* — A. G., 19 avril 1926 27
— *Ecoles indigènes. Architecture.* — A. G., 16 mars 1926..... 20
— *Elevage. Personnel.* — A. G., 13 avril 1926..... 26
— *Etablissements pénitentiaires.* — A. G., 23 mars 1926 20
— *Etablissements pénitentiaires.* — A. G., 2 avril 1926 25
— *Directeurs généraux et directeurs.* — Dahir 3 mai 1926..... 15
— *Directeurs généraux et directeurs des Administrations du Protectorat.* — D. B., 10 novembre 1926..... 123
— *Forêts. Commis préposés.* — A. G., 22 mars 1926..... 20
— *Gardiens de phares.* — A. G., 16 mars 1926 20
— *Huissiers, concierges, etc.* — A. G., 4 mars 1926 15
— *Hygiène et santé publique.* — A. G., 19 avril 1926 27
— *Infirmiers vétérinaires et aides-vétérinaires indigènes.* — A. G. V., 29 avril 1926 15
— *Inspecteurs du travail.* — A. G., 2 avril 1926 25
— *Institut industriel d'Algérie. Personnel.* — A. G., 1er mai 1926.. 33
— *Interprètes.* — A. G., 2 avril 1926 25
— *Interprètes judiciaires.* — Dahir 8 mai 1926 16
— *Interprètes judiciaires en Algérie.* — D. 20 août 1926 84
— *Magistrats des Cours d'appel, des tribunaux de première instance et des justices de paix d'Algérie.* — D. 20 août 1926..... 84
— *Magistrats des juridictions françaises.* — A. G. V., 24 avril 1926. 14
— *Medersas. Oukkafa.* — A. G., 22 mars 1926 20
— *Medersas. Professeurs.* — A. G., 22 mars 1926 20
— *Mesures antilarvaires. Inspecteur.* — A. G., 14 avril 1926..... 26
— *Mouderrès.* — A. G., 15 mars 1926..... 19
— *Office du Gouv. gén. à Paris. Personnel commissionné.* — A. G., 4 mars 1926 15
— *Opérateurs auxiliaires.* — A. G., 12 mars 1926 19
— *Pêche et navigation. Surveillants.* — A. G., 4 juin 1926..... 48
— *Personnel administratif de la Direction générale de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Antiquités.* — A. G. V., 19 avril 1926 13
— *Personnel de la Bibliothèque nationale d'Alger.* — D. 5 septembre 1926 87
— *Personnel de la Direction générale de l'Instruction publique et des Antiquités.* — A. G. V., 19 avril 1926 13
— *Personnel des Contributions diverses. Erratum.* — D. 8 juillet 1926. 63
— *Personnel des Secrétariats des juridictions françaises.* — A. G. V., 8 mai 1926 16
— *Personnel des tribunaux rabbiniques.* — A. G. V., 21 mai 1926.. 22
— *Personnel d'interprétariat du Secrétariat général du Protectorat.* — A. G. V., 24 avril 1926 14
— *Personnel du cadre indigène du Service des Douanes.* — A. G. V., 26 avril 1926 15
— *Personnel du Makhzen.* — A. G. V., 21 mai 1926..... 22
— *Personnel du Makhzen de la zone de Tanger.* — A. G. V., 21 mai 1926 22

— *Personnel du Musée des Antiquités algériennes.* — D. 5 septembre 1926 87
— *Personnel technique du Service des douanes et régies.* — A. G. V., 30 avril 1926 15
— *Poids et mesures. Employés.* — A. G., 1er mai 1926 33
— *Ponts et chaussées. Commis. Agents de bureau. Adjoints.* — A. G., 5 mars 1926 .....
— *Receveurs de l'Enregistrement, Domaines et Timbre.* — A. G., 12 avril 1926 26
— *Réclamations. Procédure.* — D. B., 3 mai 1926 33
— *Secrétaire de la première présidence de la Cour d'Alger et des Secrétaires de Parquet.* — D. 20 août 1926 84
— *Secrétaires du Gouvernement chérifien.* — A. G. V., 21 mars 1926. 22
— *Secrétaire général du Gouverneur général.* — D. 22 mars 1926.. 20
— *Secrétaires, secrétaires adjoints, commis et Khodjas interprètes.* — A. G., 16 juillet 1926 66
— *Secrétaires et secrétaires adjoints des communes mixtes des territoires du Sud.* — A. G., 28 juillet 1926 69
— *Sécurité générale, sûreté, commissaires.* — A. G., 4 mars 1926.... 15
— *Service agricole général.* — A. G., 22 avril 1926 28
— *Service agricole. Territoires du Sud.* — A. G., 4 juin 1926..... 48
— *Services civils. Auxiliaires.* — A. G., 5 mars 1926 16
— *Services de la Résidence, des Contrôles civils, des Territoires du Sud, etc.* — A. R. G., 3 mai 1926 34
— *Service sanitaire.* — A. G., 8 avril 1926 25
— *Service des Tabacs. Expéditionnaires.* — A. G., 27 mars 1926.... 20
— *Service topograhique. Agents auxiliaires.* — A. G., 15 mars 1926. 19
— *Service topographique. Titulaires.* — A. G., 16 mars 1926..... 20
— *Surveillants de la pêche.* — A. G., 5 mars 1926 16
— *Timbreurs et tourne-feuilles.* — A. G., 28 avril 1926 30
— *Travaux publics.* — A. G., 5 mai 1926 34
— *Tunisie.* — Décrets (9) 3 mai 1926 34
TRANSPORTS DE PASSAGERS. — *Sécurité.* — A. D. G., 17 mai 1926.... 22
TRAVAUX PUBLICS. — V. Direction générale des Travaux publics.
TRESOR. — *Hypothèque. Sûreté des impositions supplémentaires.* — D. 15 juin 1926 51
TRESORIER GENERAL. — *Frais de service.* — A. G., 1er mai 1926.... 33
TRIBUNAL RABBINIQUE. — *Organisation. Modification.* — D. B., 29 mai 1926 54
TRIBUNAUX DE COMMERCE EN ALGERIE. — *Listes électorales. Formation.* — D. 10 juillet 1926 64
TUNISIE. — V. Dépenses publiques, Registre du commerce.
— *Création d'une Direction générale de l'Intérieur.* — D. B., 15 décembre 1926 193
TUNIS. — *Ecole d'infirmiers.* — A. P. M., 17 février 1926 2
— *Paludisme.* — A. R. G., 15 février 1926 2

V

VALEURS MOBILIERES ETRANGERES. — *Impôt sur le revenu.* — D. 26 mai 1926 41
VALEURS MOBILIERES. — *Régime fiscal.* — D. 26 mai 1926 41
VALEURS POSTALES. — *Création et suppression.* — A. G., 4 novembre 1926 125
VENTES DE FONDS DE COMMERCE. — V. Enregistrement.
VENTES D'IMMEUBLES. — V. Enregistrement.
VERIFICATEURS DES POIDS ET MESURES. — V. Poids et mesures.
VERIFICATEURS. — *Frais de tournée.* — A. G., 2 juin 1926 48

VINS. — *Algérie.* — D. 13 mai 1926 36
VIREMENTS POSTAUX. — *Afrique occidentale.* — D. 14 juin 1926.... 48
VIVIERS. — *Algérie.* — A. G., 5 février 1926 29
VOIES FERREES D'INTERET LOCAL. — *Echelles des salaires.* — D. G., 28 mars 1926 21
VOLAILLES, ŒUFS, ETC. — *Droits de sortie.* — D. B., 30 avril 1926.... 30
VOLAILLES, VIANDES SALEES, ETC. — *Exportation. Droits.* — D. B., 7 mai 1926 48

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DECRETS ET ARRETES DONNES *IN EXTENSO*

1926

Février

8. D. B. — *Réquisitions militaires*..... 29
9. A. G. — *Notaires. — Recrutement, nomination, avancement, discipline* 1
28. — D. B. — *Accidents du travail. — Gens de mer*..... 3

Mars

1. A. G. — *Assistance aux femmes en couches.* 6
2. D. — *Comptables publics. — Cautionnement*..... 10
4. A. G. — *Huissiers; recrutement, nominations, avancement, discipline* 11
6. D. B. — *Code tunisien de Proc. civ. Modification à l'art.* 2. 16
6. D. B. — *Assistance judiciaire. — Tribunaux de droit commun*.... 16
6. D. B. — *Tribunaux de Charaâ. — Dépens*..... 17
6. D. B. — *Code tunisien de Proc. civ. Art.* 97, 100, 102, 104, 119, 123, 135 18

Avril

1. A. G. — *Jeux de hasard dans les cercles. — Impôt*..... 21
1. D. B. — *Famille beylicale. — Etat civil*..... 24
12. D. B. — *Enregistrement*..... 26
18. D. — *Terrains domaniaux. — Location. — Algérie*..... 27
21. A. — *Inspecteurs du travail. — Algérie*..... 27

Mai

1. A. G. — *Cadi et Bachadel. — Tableau d'aptitude*..... 30
1. A. G. — *Cadi notaire*..... 32
3. D. B. — *Réclamations contre les échelles de traitement; procédure*.. 33
12. D. B. — *Réquisitions* 35
13. D. — *Vins. — Application de la loi du* 1er *août* 1905 *à l'Algérie* 36
15. D. B. — *Amines d'agricultures.* 37
21. D. — *Succession. — Impôt. — Territoires du Sud*..... 38
22. D. B. — *Délit d'abandon de famille*..... 39
22. D. B. — *Régime fiscal de l'alcool* 39
26. D. — *Pétroles et essences minérales. — Droit intérieur. — Algérie* 46
26. A. B. — *Avances sur pensions* 46
29. D. B. — *Tribunal rabbinique. — Organisation*..... 54

Juin

15. D. — *Fraudes et falsifications. — Marchandises pour l'armée. — Algérie* 48
15. D. — *Fonds de commerce. — Vente et nantissement. — Algérie*.. 50
15. D. — *Service de répression des fraudes. — Algérie*..... 51

Juillet

1. D. — *Pêche au feu. — Réglementation. — Algérie*..... 54
2. D. B. — *Marché central de Tunis. — Organisation*..... 56
5. D. B. — *Fixation des dimes*..... 61
6. A. G. — *Conférences consultatives. — Territoires du Sud*..... 63
9. A. D. I. — *Marché central de Tunis. — Ventes*..... 63
10. D. — *Tribunaux et Chambres de commerce. — Listes électorales. — Algérie* 64
10. D. B. — *Déclaration obligatoire des employeurs. — Taxe personnelle* 65
16. D. B. — *Registre du commerce* 93
17. D. B. — *Occupants des biens Habous*..... 66
17. A. D. I. — *Marché central de Tunis* 68
19. D. — *Chemins de fer, tramways, etc. — Retraites. — Algérie* .. 100
30. A. G. — *Bandages caoutchoutés. — Taxe* 69

Août

1. A. G. — *Services d'autobus. — Subvention*..... 70
3. D. B. — *Terres collectives du Sud*..... 73
4. Loi. — *Propriété foncière en Algérie* 74
4. D. — *Indigènes. — Etablissement en France. — Formalités*..... 80
13. D. B. — *Sousse. — Création d'un collège*..... 80
16. A. G. — *Office du Gouv. Gén. à Paris*..... 81
18. D. B. — *Spectacles et concerts. — Réglementation*..... 82
18. D. B. — *Domaine public maritime. — Police et conservation*.... 83
22. D. — *Justice musulmane. — Kabylie*..... 84
25. D. — *Terrains domaniaux. — Aliénation. — Algérie*..... 85
25. D. B. — *Accord commercial franco-allemand*..... 85
31. A. G. — *Etablissements pénitentiaires. — Cadres du personnel*.. 83

Septembre

14. A. P. M. — *Biens habous; droits d'occupation*..... 87
16. D. — *Conseillers rapporteurs. — (Conseil de Gouvernement) Traitements* 90
18. D. B. — *Dépenses publiques de l'Etat. — Contrôle*..... 107

Octobre

2. A. G. — *Service civile de l'Etat. — Indemnité de 12 % et allocation.* 108
9. D. B. — *Loyers. — Propriété commerciale*..... 110
10. D. — *Musées. — Visite. — Taxe. — Algérie*..... 114
10. D. — *Sociétés civiles. — Déclaration d'existence. — Algérie* 115
19. A. P. M. — *Réquisitions civiles*..... 116
26. A. G. — *Automobiles. — Territoires du Sud. — Circulation*..... 117
28. D. — *Ravitaillement en blé, farines et pain. — Algérie*..... 121

Novembre

3. D. — *Assistance hospitalière. — Algérie*..... 123
3. A. G. — *Cadi et Bachadel. — Tableau d'aptitude* 124
3. A. G. — *Cadi notaire. — Tableau d'aptitude*..... 124
5. D. — *Distribution d'énergie électrique. — Algérie*..... 125
9. A. G. — *Délégation de pouvoirs aux préfets, sous-préfets, conservateurs des eaux et forêts*..... 126
9. A. G. — *Commission des farines panifiables*..... 127
10. A. R. G. — *Cabinet de la résidence générale*..... 128
10. A. R. G. — *Contrôle des dépenses publiques de l'Etat*..... 129
10. D. B. — *Office du protectorat français*..... 129
10. D. B. — *Direction générale de l'Intérieur. — Cadres*..... 130
10. D. B. — *Juridictions françaises. — Effectifs*..... 131
10. D. B. — *Direction générale des Finances. — Cadres*..... 132
10. D. B. — *Direction générale des Travaux Publics*..... 134
10. D. B. — *Direction générale de l'Office des P. T. T.*..... 135
10. D. B. — *Direction générale Agriculture, Commerce, Colonisation, — Cadres* 136
10. D. B. — *Direction générale Instruction Publique et Beaux-Arts. — Cadres* 138
10. D. B. — *Direction générale Justice Tunisienne. — Cadres*..... 140
10. D. B. — *Direction générale Armée tunisienne. — Cadres*..... 141
10. D. B. — *Administrations. — Statut du personnel*..... 142
10. D. B. — *Indemnités du Sud, de déplacement; frais de transport*.. 153
23. A. G. — *Pensions civiles*..... 164

Décembre

2. D. — *Ministère des Finances. — Décentralisation. — Algérie*..... 166
4. A. G. — *Médecins de colonisation. — Avancement. — Commission* 167
5. D. — *Impôt sur les revenus. — Algérie*..... 168
5. D. — *Impôt sur les propriétés forestières. — Régime spécial. — Algérie* 171
6. D. B. — *Médecins de colonisation*..... 172
9. D. — *Fraudes en matière fiscale. — Algérie*..... 179
13. Loi. — *Code du travail maritime* 180
13. D. — *Dissimulation du véritable caractère des contrats. — Algérie*.. 180
13. D. — *Enregistrement. — Majoration des droits. — Immeubles ou fonds excédant* 300.000 *francs* 181
13. D. — *Opérations de change. — Timbre*..... 182
13. D. — *Formalités hypothécaires. — Tarif*..... 182
13. D. — *Impôt sur les mutations par décès*..... 183
13. D. — *Quittances. — Timbre*..... 185
13. D. — *Enregistrement*..... 187
13. D. — *Sociétés. — Taxes*..... 187
13. D. — *Tabacs. — Droit de consommation*..... 188
13. D. — *Enfants assistés. — Immunités fiscales*..... 192
14. D. — *Opérations de change. — Algérie*..... 189
14. D. — *Tantièmes. — Sociétés étrangères. — Impôt. — Algérie*.. 191
15. D. B. — *Direction générale de l'Intérieur*..... 193
19. D. — *Propriétés de colonisation. — Lots d'agrandissement*..... 193
21. D. B. — *Biens habous. — Moratorium*..... 194
21. D. B. — *Loyers*..... 195
22. A. G. — *Service médical de colonisation*..... 202
24. D. — *Pensions civiles. — Algérie*..... 203
24. D. B. — *Pensions. — Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. — Réforme*..... 205

— *Statuts de la société de prévoyance* 222
28. D. — *Code des douanes*..... 226
28. D. B. — *Mradjas et arbres fruitiers. — Impôt canoun*..... 238
28. D. — *Marins indigènes. — Algérie* 230
28. D. B. — *Impôt sur les remorques automobiles*..... 240
30. D. B. — *Domaine forestier. — Conservation et police* 241
31. Circ. proc. génér. — *Remise des avertissements par les aouns*.... 243
31. D. B. — *Taxe locative de 3 %. — Immeubles situés dans un certain périmètre* 244

1927

Janvier

8. D. B. — *Officiers de l'Etat civil. — Désignation*..... 245
11. D. — *Territoires du sud de l'Algérie*..... 245
12. A. G. — *Administrateur adjoint de commune mixte. — Concours* 147
12. D. B. — *Henchir habous en instance d'immatriculation. — Droits des occupants* 247
19. D. B. — *Pesage public* 249
20. D. — *Carte d'identité* 249
28. A. G. — *Indemnité d'Algérie de 8 %*..... 250
29. A. G. — *Personnel du Gouvernement général*..... 251

REVUE ALGÉRIENNE

Tunisienne et Marocaine

QUATRIEME PARTIE

LOIS, DECRETS, ARRETES, ETC.

(Maroc)

QUATRIEME PARTIE

Lois, Décrets, Arrêtés, etc.

MAROC

15 décembre 1925. — **Arrêté Résidentiel,** portant modification dans l'organisation territoriale du cercle d'Ouezzan (région de Meknès). (B. O. M., 29 décembre 1925).

26 février 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** réglementant, pour l'année 1926, l'attribution d'une prime à la plantation du mûrier pour l'alimentation du ver à soie (B. O. M., 9 mars 1926).

27 février 1926. — **Dahir** portant modification à l'article 3, alinéa 5 du dahir du 6 janvier 1926 instituant une taxe intérieure de consommation sur les essences de pétrole, les chapes en caoutchouc, les chambres à air et les bandages, les cartes à jouer et les allumettes. (B. O. M., 23 mars 1926).

27 février 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** relatif au contrôle de la salubrité des huîtres en provenance de la France continentale, importées en zone française de l'Empire chérifien (B. O. M., 9 mars 1926).

3 mars 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** portant modification des taxes postales internationales (B. O. M., 9 mars 1926).

5 mars 1926. — **Décret** modifiant le décret du 16 avril 1917 sur la comptabilité publique du protectorat français au Maroc (J. O., 13 mars 1926).

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du ministre des finances, vu le décret du 16 avril 1917 sur la comptabilité publique du protectorat français du Maroc; les lois des 12 avril 1922, article 18 et 27 décembre 1923, article 27; le rapport du résident général de la République française au Maroc en date du 23 novembre 1925, sur l'utilité de mettre le décret du 16 avril 1917 en concordance avec les lois précitées,

Art. 1er. — Les paragraphes 3 et 4 de l'article 19 du décret du 16 avril 1917 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Les immeubles du domaine privé nécessaires à l'installation des services civils leur sont affectés gratuitement, à charge par eux de pourvoir à leur entretien. Le loyer est, au contraire, payé pour ceux de ces immeubles ou partie de ces immeubles habités par des agents publics, qui reçoivent le logement en nature. Il n'est fait exception à cette dernière règle qu'en ce qui concerne les palais impériaux occupés par la famille immédiate du sultan, les immeubles affectés à l'habitation personnelle du résident général et du délégué à la résidence.

« Il sera produit, chaque année, en annexe au projet de budget, un état faisant connaître, d'une part, les immeubles occupés à titre quelconque par les services de la guerre, d'autre part, par ceux affectés gratuitement à un service civil. La valeur locative des immeubles y sera mentionnée. »

Art. 2. — L'article 37 du décret du 16 avril 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions ci après :

« Avant le payement, le comptable doit exiger que le véritable ayant droit date et signe, en sa présence, son acquit sur l'ordonnance ou mandat de payement. La quittance ne doit contenir ni restrictions, ni réserves.

« Lorsque la quittance est produite séparément, comme il arrive si elle doit être extraite d'un registre à souche ou à talon ou si elle se trouve au pied des factures, mémoires, ou contrats, l'ordonnance ou mandat n'en doit pas moins être quittancé « pour ordre », la décharge du Trésor ne pouvant être séparée de l'ordonnance qui a ouvert le droit.

« Pour tout payement à des ayants droit ou représentants des titulaires d'ordonnances ou de mandats, les comptables demeurent chargés d'exiger, sous leur responsabilité et selon le droit commun, sans le concours de l'ordonnateur, toutes justifications nécessaires pour établir les droits et qualités de ces parties prenantes et la régularité de leur acquit.

« En cas de décès du titulaire d'une ordonnance ou d'un mandat, si la somme à payer à des héritiers ne dépasse pas 300 francs, le payement peut avoir lieu sur la production d'un simple certificat énonçant les ayants droit, sans autres justifications; ce certificat est délivré sans frais par les contrôleurs civils, les chefs de bureaux de renseignements, les chefs des services municipaux, les notaires, les caïds ou les rabbins. Le payement peut être effectué à un seul bénéficiaire s'il consent à se porter fort pour ses cohéritiers.

« Toutefois, sont valablement payés entre les mains de l'époux survivant, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers :

« 1° les prorata de traitement, solde ou salaire, y compris les indemnités accessoires de toute nature, primes, etc., qui restent dus au décès des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques de nationalité française, rétribués soit sur les fonds du protectorat, soit sur les fonds des budgets annexes ;

« 2° Les décomptes des arrérages restant dus au décès des titulaires, de nationalité française, du traitement de la médaille du mérite militaire chérifien, ou de toutes pensions servies par le protectorat.

« L'époux survivant est, en pareil cas, dispensé de caution et d'emploi, sauf par lui à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession de la communauté.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux époux séparés de corps. »

Art. 3. — L'article 38 du décret du 16 avril 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Si la partie prenante est illettrée, la déclaration en est faite au comptable chargé du payement qui la transcrit sur l'ordonnance du mandat. Le contractant lit et fait signer cette déclaration devant deux témoins présents au payement pour toutes les sommes qui n'excèdent pas 500 francs.

« Il exige une quittance notariée ou une quittance administrative pour les payements au-dessus de 500 fr., excepté pour les allocations de secours à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admise sans limitation de somme. Les notaires indigènes appelés à instrumenter sont dispensés d'inscrire la quittance sur leurs registres. La quittance administrative est donnée sans frais par les contrôleurs civils, chefs de bureaux de renseignements et chefs des services municipaux.

« Si l'impossibilité de fournir une quittance administrative est établie, le payement a lieu en présence de deux témoins notoirement connus qui signent avec le comptable la déclaration faite par la partie. »

Art. 4. — L'article 41 du décret du 16 avril 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« En cas de refus de payement pour oppositions, saisies-arrêts, cessions, délégations ou transports, le trésorier général ou le receveur particulier du Trésor, lorsqu'ils en sont requis par la partie saisie, sont tenus de lui remettre un extrait ou un état desdites oppositions ou significations.

« La portion des appointements, traitements et, en général, toute somme arrêtée par les saisies-arrêts, oppositions, cessions, délégations ou transports entre les mains du trésorier général ou du receveur particulier du Trésor n'est prise en dépôt par ces comptables qu'au moment où le mandat est présenté au payement.

«Toutefois, lorsque les saisies-arrêts, oppositions, cessions, délégations ou transports portent sur la totalité des ordonnances ou mandat, le comptable chargé du visa retient ledit mandat et constate la recette de son montant à un compte hors budget. Il avise, en même temps, l'ordonnateur du motif pour lequel l'ordonnance ou le mandat ne lui est pas retourné.

« Les dépôts constatés, comme il est dit ci-dessus, libèrent définitivement le protectorat, de même que si le payement avait été directement fait entre les mains des ayants droit. »

15 mars 1926. — Dahir érigeant en direction le service de la santé et de l'hygiène publique. (B. O. M., 16 mars 1926).

8 mars 1926. — Arrêté du Résident général complétant l'arrêté du 9 février 1926 portant modifications dans l'organisation territoriale de la région de Taza (B. O. M., 23 mars 1926).

16 mars 1926. — Arrêté du Résident général portant réorganisation du tourisme au Maroc (B. O. M., 23 mars 1926).

Vu l'arrêté résidentiel du 3 novembre 1917 portant réorganisation des offices et bureaux économiques : l'arrêté résidentiel du 28 mai 1918 portant organisation du tourisme au Maroc; considérant l'intérêt qui s'attache à développer au Maroc le tourisme, qui s'affirme comme devant être une des principales ressources du pays.

Article premier. — Le service du commerce et de l'industrie à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation est chargé de centraliser et d'étudier toutes les questions se rapportant au tourisme, de rechercher tous les moyens propres à développer cette branche de l'activité, de suggérer toutes les mesures tendant à améliorer les conditions de transport et de séjour des touristes au Maroc, de coordonner les efforts des syndicats d'initiative et de tourisme régionaux, en liaison avec la fédération des syndicats d'initiative et de tourisme, d'organiser la propagande touristique à l'étranger, en liaison avec le cabinet civil et l'Office du Protectorat à Paris; de répartir entre les divers groupements touristiques du Maroc, en raison de leur activité propre et de l'intérêt touristique de leur région, les subventions éventuelles du Gouvernement du Protectorat.

Art. 2. — En vue d'assurer la liaison entre les administrations centrales et les représentants des intérêts touristiques régionaux, dont la collaboration est indispensable, un conseil du tourisme se réunira au moins une fois l'an, dans le courant du mois de mars, à la diligence du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui pourra également réunir en une session extraordinaire d'autonne ledit conseil.

Font partie du conseil de tourisme : le secrétaire général du Protectorat, président ; le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, vice-président; le directeur général des travaux publics, ou son délégué; le directeur général des affaires indigènes et du service des renseignements ou son délégué; le directeur du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités ou son délégué; le directeur des eaux et et forêts; le chef du cabinet civil; le chef du service des beaux-arts et des monuments historiques; le chef du service des arts indigènes; le chef du service du commerce et de l'industrie; le président de la fédération des syndicats d'initiative et de tourisme au Maroc; le président de « L'Automobile Club marocain »; les présidents des syndicats d'initiative et de tourisme du Maroc.

En outre, prendront part aux délibérations du conseil du tourisme, avec voix consultative, les personnalités à la compétence desquelles le président jugera utile de faire appel sur les questions particulières.

Art. 3. — Dans chaque région, les chefs d'office ou bureau économique prêteront leur concours aux syndicats d'initiative et de tourisme en vue du développement du tourisme dans leur zone d'action économique.

Art. 4. — Le secrétaire général du Protectorat et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. — L'arrêté résidentiel du 28 mai 1918, portant organisation du tourisme au Maroc, est rapporté.

20 mars 1926. — **Dahir** portant modifications au dahir du 9 octobre 1913, fixant à 7 % en matière civile, et à 8 % en matière commerciale, le taux légal des intérêts et le maximum des intérêts conventionnels. (B. O. M., 30 mars 1926).

20 mars 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** portant réglementation des débits de « mahia » dans les mellahs et agglomérations israélites (B. O. M., 30 mars 1926).

Vu le dahir du 10 janvier 1913 chargeant le Grand Vizir de réglementer, sous forme d'arrêté, l'exploitation des débits de boissons et d'édicter les pénalités nécessaires contre quiconque contreviendrait aux dispositions dudit arrêté ; le dahir du 2 octobre 1917 conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne l'alcool; l'arrêté viziriel du 22 novembre 1922 sur les ateliers publics de distillation, complété par l'arrêté viziriel du 22 mars 1924 ; l'arrêté viziriel du 20 septembre 1924, portant réglementation des débits de boisson; l'arrêté viziriel du 24 octobre 1925, réglementant la fabrication, dans les ateliers publics de distillation, de l'eau-de-vie dite « mahia »; l'arrêté viziriel du 24 octobre 1925 donnant la définition technique de l'eau-de-vie anisée dite « mahia »; considérant qu'il importe de réglementer dans les mellahs et agglomérations israélites la vente de l'eau-de-vie anisée dite « mahia », dont la coutume mosaïque permet et même, en certains cas, prescrit la consommation.

Art. 1er. — L'ouverture de débits de « mahia » ne pourra être autorisée que dans les mellahs et agglomérations israélites de la zone française de notre Empire.

Il ne sera autorisé qu'un débit par mille habitants agglomérés. Toutefois, dans les mellahs et agglomérations israélites comptant moins de mille habitants, il pourra exister deux débits.

Il ne pourra y être consommé que de la « mahia », à l'exclusion de tous autres spiritueux, et seulement par nos sujets israélites.

Art. 2. — Les articles 2 à 14 et 16 à 23 inclus ainsi que les dispositions du titre quatrième de l'arrêté viziriel susvisé du 20 septembre 1924, sur les débits de boissons, sont applicables aux débits prévus à l'article précédent.

Art. 3. — Les droits de licence et de mutation à percevoir sur les débits de « mahia » sont les mêmes que ceux prévus par l'arrêté viziriel susvisé du 22 septembre 1924 pour les débits de boissons.

Rabat, le 27 mars 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

22 mars 1926. — Arrêté du Grand Vizir, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 8 janvier 1926, sur le régime des indemnités de résidence et portant fixation définitive du régime des indemnités pour charges de famille (B. O. M., 23 mars 1926).

Vu l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926, sur le régime des indemnités allouées aux citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'Empire chérifien et, notamment, son article 13 fixant provisoirement le taux de l'indemnité pour charges de famille en 1926;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

Art. 1er. — L'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 8 janvier 1926, est modifié et complété comme suit :

Art. 3. — L'indemnité de résidence correspond « pour un tiers aux « charges diverses de la résidence proprement dite. Cette fraction est per- « çue intégralement dans tous les cas.

« Les deux autres tiers de l'indemnité constituent une aide donnée par « l'Etat à raison spécialement de la cherté des logements au Maroc. Cette « fraction peut être réduite, ou même dans certains cas être supprimée, « au regard des agents logés obligatoirement, dans les conditions indiquées « ci-après.

« Les directeurs généraux, directeurs et tous autres fonctionnaires aux- « quels est conféré, par arrêté résidentiel, le droit au logement en nature, « ne la perçoivent pas.

« Pour les comptables et tous autres fonctionnaires et agents auxquels il « est fait obligation, pour les besoins du service, de loger dans un immeu- « ble désigné par l'administration, ladite fraction est réduite d'un, de « deux ou de trois quarts, ou même complètement supprimée, suivant la « catégorie dans laquelle a été placé le local réservé à leur habitation « personnelle.

« La liste de ces fonctionnaires est arrêtée.... » (La suite de l'article sans modification).

Art. 2. — L'indemnité pour charges de famille est maintenue, en 1926, aux taux suivants :

Pour chacun des deux premiers enfants	800 frs
Pour chaque enfant à partir du troisième	1.200 —

Art. 3. — A partir du deuxième enfant, le fonctionnaire qui perçoit l'indemnité de charges de famille reçoit, en outre, un supplément d'indemnité de résidence calculé comme suit :

Au titre du deuxième enfant	280 frs
Au titre du troisième enfant	420 —
Au titre du quatrième enfant et des autres enfants à partir du quatrième	690 —

La présente disposition produira effet à compter du 1er janvier 1925, les droits à l'indemnité pour charges de famille étant établis à compter de la même date selon les dispositions de notre arrêté du 8 janvier 1926

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, 22 mars 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

2 mars 1926. — **Dahir** étendant au périmètre urbain du centre de Kasbah-Tadla, le dahir sur l'immatriculation des immeubles ainsi que les autres textes réglementant le nouveau régime foncier. (B. O. M., 20 avril 1926).

5 mars 1926. — **Dahir** modifiant et complétant les dahirs des 1er mars 1920 et 23 octobre 1920, portant création d'un service obligatoire de pilotage au port de Casablanca et fixant les taxes à percevoir (B. O. M., 6 avril 1926).

13 mars 1926. — **Arrêté du Directeur général des Travaux Publics**, modifiant l'arrêté du 11 octobre 1921, fixant les conditions de l'examen professionnel pour l'emploi de sous-agent des travaux publics (B.O.M., 20 avril 1926).

16 mars 1926. — **Arrêté du Grand Vizir**, portant détermination des zones dans lesquelles pourront être autorisés les établissements incommodes, insalubres ou dangereux à l'intérieur du périmètres municipal de Marrakech (B. O. M., 6 avril 1926).

16 mars 1926. — **Dahir** portant modification au dahir du 27 avril 1919, organisant la tutelle administrative des collectivités indigènes et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs (B. O. M., 6 avril 1926).

Art. 1er. — Les trois premiers alinéas de l'article 7 de Notre dahir du 27 avril 1919, organisant la tutelle administrative des collectivités indigènes et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs, sont remplacés par les alinéas suivants :

« Art. 7. — Les terres collectives peuvent faire l'objet, dans les conditions suivantes, de baux à long terme dont la durée ne pourra toutefois excéder dix années.

« La demande de location formulée, soit par la djemâa intéressée, soit directement par un tiers désireux d'obtenir la location, est adressée à l'autorité de contrôle. Celle-ci la transmet, accompagnée d'un rapport circonstancié, au directeur général des affaires indigènes qui la soumet au conseil de tutelle; ce dernier décide aussitôt de la suite à donner à la demande. Si celle-ci est reconnue susceptible d'examen, il est alors procédé par les soins d'une commission composée de représentants de l'autorité de contrôle intéressée, du service des collectivités indigènes et de la direction générale de l'agriculture, à une enquête sur les lieux, destinée à fixer la situation matérielle et juridique du fonds, ainsi que les conditions principales de la location. Cette opération a lieu sans frais, en présence de la djemâa intéressée ou de son mandataire dûment habilité, des occupants et des voisins. Elle fait l'objet d'un procès-verbal auquel est joint un croquis visuel de l'immeuble et dans lequel se trouvent consignées les réclamations qui auraient pu se produire et, d'une façon générale, toutes indications susceptibles d'éclairer le conseil de tutelle.

« Au vu de ces documents, le conseil de tutelle accorde ou refuse définitivement son autorisation. Si la location est autorisée, elle est aussitôt mise aux enchères sur un cahier des charges dressé et sur une mise à prix fixée sur la base d'un loyer annuel par le conseil de tutelle ».

(La fin de l'article sans changement).

Art. 2. — Les dispositions de l'article 8 de Notre dahir précité du 27 avril 1919, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Les terres collectives peuvent également faire l'objet d'alié-
« nation perpétuelle de jouissance, aux conditions suivantes :

« 1° L'immeuble, objet de cette aliénation, devra être immatriculé à
« la conservation de la propriété foncière, au nom de la collectivité;

« 2° La demande d'aliénation sera soumise au conseil de tutelle, dans les
« mêmes conditions que la demande de la location à long terme;

3° L'enquête prévue à l'article précédent sera facultative; toutefois,
« l'avis écrit de la djemâa sera toujours demandé;

« 4° L'aliénation aura lieu aux enchères publiques, sur un cahier des
« charges établi et une mise à prix fixée par le conseil de tutelle, sur avis
« du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,
« et dans les conditions fixées par arrêté viziriel;

« 5° Le prix de l'adjudication consistera en une rente annuelle et per-
« pétuelle ».

(La fin de l'article sans changement).

Art. 3. — Il n'est rien changé aux dispositions de Notre dahir du 23 août 1919, qui a complété le 3e alinéa de l'article 7 de Notre dahir du 27 avril 1919, précité, tel qu'il a été modifié par l'article premier ci-dessus.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Rabat, le 29 mars 1926.

— Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

19 mars 1926. — Dahir portant modification aux ressorts des conservations de la propriété foncière de Meknès et de Rabat (B. O. M., 13 avril 1926).

20 mars 1926. — Arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pour l'application du dahir du 30 décembre 1923 relatif aux primes à l'élevage (B. O. M., 13 avril 1926).

22 mars 1926. — Arrêté du Résident général portant modification dans l'organisation territoriale du territoire de Fez-Nord (B. O. M., 6 avril 1926.

22 mars 1926. — Arrêté du Grand Vizir, portant application de la taxe urbaine et de l'impôt des patentes à Ouezzan (B. O. M., 6 avril 1926).

23 mars 1926. — Arrêté du Grand Vizir prorogeant jusqu'au 1er août 1926 la date d'application de l'arrêté du Grand Vizir du 18 septembre 1925 sur le commerce des vins et la vinification (B. O. M., 6 avril 1926).

31 mars 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification des surtaxes aériennes applicables aux correspondances postales acheminées par avion entre le Maroc et la France (B. O. M., 6 avril 1926).

31 mars 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification des taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 6 avril 1926).

1er avril 1926. — Arrêté du Directeur Général des travaux publics modifiant l'arrêté du 4 décembre 1922 fixant les conditions du concours pour l'emploi de secrétaire-comptable des travaux-publics (B. O. M., 4 mai 1926).

2 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification de la circonscription territoriale du bureau d'état-civil de Boujad (B. O. M., 20 avril 1926).

7 avril 1926. — Dahir portant modification au dahir du 9 mai sur le crédit agricole et déclarant valablement constituées les sociétés coopératives agricoles formées de quatre membres au moins (B. O. M., 4 mai 1926).

7 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir classant les fabriques d'allumettes parmi les établissements incommodes, insalubres ou dangereux (B. O. M., 27 avril 1926).

12 avril 1926. — Arrêté du Résident général modifiant l'arrêté résidentiel du 15 décembre 1920, portant réglementation du personnel du service des contrôles civils (B. O. M., 4 mai 1926).

12 avril 1926. — Dahir complétant l'annexe II du dahir du 30 novembre 1921. (Emplois de dessinateur et sous-agent). Tableau des emplois réservés à des pensionnés de guerre ou, à défaut, à certains anciens combattants (B. O. M., 4 mai 1926).

12 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels administratifs chérifiens (B. O. M., 13 avril 1926).

14 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant les nouveaux salaires des chaouds des services administratifs centraux (B. O. M., 20 avril 1926).

14 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant le statut du personnel des services actifs de la sécurité générale (B. O .M., 20 avril 1926).

14 avril 1926. — Dahir réorganisant l'Office du Protectorat à Paris. (B. O. M., 20 avril 1926).

Article premier. — L'Office du Protectorat de la République française au Maroc, dont le siège est à Paris, constitue un service public dépendant directement de la Résidence générale.

Art. 2. — Les attributions de l'Office consistent à: — 1° Centraliser et mettre à la disposition du public les renseignements de toute nature concernant l'agriculture, le commerce, l'industrie, le tourisme, les travaux publics et les conditions du travail dans l'Empire chérifien; — 2° Renseigner les colons français établis au Maroc et les indigènes sur les débouchés offerts aux produits marocains sur les marchés français et étrangers, et recueillir tant en France qu'à l'étranger toutes informations de nature à intéresser le développement économique de l'Empire chérifien; — 3° Faire connaître, par l'intermédiaire des chambres de commerce, des groupements professionnels et par la presse, les ressources économiques et touristiques du Maroc; — 4° Organiser la participation du Protectorat aux foires et expositions qui se tiennent en France et à l'étranger; — 5° Surveiller et assister, d'accord avec les services métropolitains compétents, les indigènes marocains résidant en France.

Art. 3. — Le statut et les traitements du personnel de l'Office seront fixés par un arrêté de Notre Grand Vizir.

Art. 4. — Sont et demeurent abrogés nos dahirs des 13 juin 1917, 10 décembre 1917, 26 août 1919, 17 janvier 1920, 25 avril 1921, 11 juin 1924 et 15 mai 1925 relatifs à l'organisation de l'Office.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Rabat, le 16 avril 1926. — Le Ministre plénipotentiaire. — Déligué à la Résidence Générale. — Urbain Blanc.

14 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant, à compter du 1er janvier 1925, le cadre du personnel des régies municipales et fixant les nouveaux traitements de ce personnel (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction de la santé et de l'hygiène publiques (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel du service pénitentiaire (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels du cadre général et du cadre spécial du service de la conservation de la propriété foncière (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'exécution de l'Office des des Postes, des Télégraphes et des Téléphones (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925,, les nouveaux traitements du personnel administratif de la direction de l'Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones (B. O. M., 20 avril 1926).

16 avril 1926 — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel d'interprétariat de la direction des affaires chérifiennes (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — Dahir modifiant le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien (B. O. M., 18 mai 1926).

Article premier. — Les 3° et 4° alinéas de l'article 19 de Notre dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Les immeubles du domaine privé nécessaires à l'installation des ser-
« vices civils leur sont affectés gratuitement, à charge pour eux de pourvoir
« à leur entretien. Le loyer est, au contraire, payé pour ceux des immeu-
« bles ou partie de ces immeubles habités par des agents publics, qui
« reçoivent le logement en nature. Il n'est fait exception à cette dernière
« règle qu'en ce qui concerne les palais impériaux occupés par la famille
« immédiate du Sultan, les immeubles affectés à l'habitation personnelle
« du Résident général et du Délégué à la Résidence.

« Il sera produit, chaque année, en annexe au projet de budget, un état
« faisant connaître, d'une part, les immeubles occupés à titre quelconque
« par les services de la Guerre, d'autre part, ceux affectés gratuitement à
« un service civil. La valeur locative des immeubles y sera mentionnée. »

Art. 2. — L'article 37 de Notre dahir précité du 9 juin 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« **Article 37.** — Avant le paiement, le comptable doit exiger que le véri-
« table ayant droit date et signe, en sa présence, son acquit sur l'ordon-
« nance ou mandat de paiement. La quittance ne doit contenir ni restric-
« tions ni réserves.

« Lorsque la quittance est produite séparément, comme il arrive si elle
« doit être extraite d'un registre à souche ou à talon ou si elle se trouve
« au pied des factures, mémoires ou contrats, l'ordonnance ou mandat n'en

« doit pas moins être quittancé « pour ordre », la décharge du Trésor « ne pouvant être séparée de l'ordonnancement qui a ouvert le droit.

« Pour tout paiement a des ayants droit ou représentants des titulaires d'ordonnances ou de mandats, les comptables demeurent seuls chargés « d'exiger, sous leur responsabilité et selon le droit commun, sans le « concours de l'ordonnateur, toutes justifications nécessaires pour établir « les droits et qualités de ces parties prenantes et la régularité de leur « acquit.

« En cas de décès du titulaire d'une ordonnance ou d'un mandat, si « la somme à payer à des héritiers ne dépasse pas 300 francs, le paiement « peut avoir lieu sur la production d'un simple certificat énonçant les « ayants droit, sans autres justifications ; ce certificat est délivré sans « frais par les contrôleurs civils, les chefs de bureaux de renseignements, « les chefs des services municipaux, les notaires, les caïds ou les rabbins. « Le paiement peut être effectué à un seul bénéficiaire s'il consent à se « porter fort pour ses cohéritiers.

« Toutefois, sont valablement payés entre les mains de l'époux survivant, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers :

« 1° Les prorata de traitement, solde ou salaire, y compris les indemnités accessoires de toute nature, primes, etc... qui restent dus au décès « des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques de nationalité française rétribués, soit sur les fonds du Protectorat, soit sur « les fonds des budgets annexes;

« 2° Les décomptes des arrérages restant dus au décès des titulaires, « de nationalité française, du traitement de la médaille du mérite militaire chérifien, ou de toutes pensions servies par le Protectorat;

« L'époux survivant est, en pareil cas, dispensé de caution et d'emploi, « sauf par lui à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées vis-à-vis « des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs « dépendant de la succession de la communauté.

« Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux époux séparés « de corps. »

Art. 3. — L'article 38 de Notre dahir du 9 juin 1917, précité, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« **Article 38.** — Si la partie prenante est illettrée, la déclaration en est « faite au comptable chargé du paiement qui la transcrit sur l'ordonnance « ou mandat. Le comptable signe et faite signer cette déclaration par deux « témoins présents au paiement pour toutes les sommes qui n'excèdent pas « 500 francs.

« Il exige une quittance notariée ou une quittance administrative pour « les paiements au-dessus de 500 francs, excepté pour les allocations de « secours à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admise sans limitation de somme. Les notaires indigènes appelés à instrumenter sont « dispensés d'inscrire la quittance sur leurs registres. La quittance administrative est donnée sans frais par les contrôleurs civils, chefs de « bureaux de renseignements et chefs des services municipaux.

« Si l'impossibilté de fournir une quittance administrative est établie, « le paiement a lieu en présence de deux témoins notoirement connus qui « signent avec le comptable la déclaration faite par la partie. »

Art. 4. — L'article 41 de Notre dahir précité du 9 juin 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« **Article 41.** — En cas de refus de paiement pour oppositions, saisies-« arrêts, cessions, délégations ou transports, le trésorier général ou le

« receveur particulier du Trésor, lorsqu'ils en sont requis par la partie « saisie, sont tenus de lui remettre un extrait ou un état desdites oppo- « sitions ou significations.

« La portion des appointements, traitements et, en général, toute somme « arrêtée par les saisies-arrêts, oppositions, cessions, délégations ou trans- « ports entre les mains du trésorier général ou du receveur particulier du « Trésor n'est prise en dépôt par ces comptables qu'au moment où le « mandat est présenté au paiement.

« Toutefois, lorsque les saisies-arrêts, oppositions, cessions, délégations « ou transports portent sur la totalité des ordonnances ou mandats, le « comptable chargé du visa retient ledit mandat et constate la recette de « son montant à un compte hors budget. Il avise, en même temps, l'ordon- « nateur du motif pour lequel l'ordonnance ou le mandat ne lui est pas « retourné.

« Les dépôts constatés, comme il est dit ci-dessus, libèrent définitive- « ment le Protectorat, de même que si le paiement avait été directement « fait entre les mains des ayants droit. »

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Rabat, le 8 mai 1926. — Le Commissaire Résident Général, T. STEEG.

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** allouant une indemnité spéciale de recrutement aux officiers des eaux et forêts. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel indigène des eaux et forêts. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel français de seaux et forêts. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique de l'Enregistrement et du timbre. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des perceptions. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des inspecteurs principaux et des inspecteurs de comptabilité de la direction générale des finances (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des chaouchs et cavaliers du service des impôts et contributions. (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services extérieurs des impôts et contributions. (B. O. M., 20 avril 1926). (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les traitements des oumana el amelak du service des domaines B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service des domaines (B. O. M., 20 avril 1926).

17 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de la trésorerie générale (B. O. M., 20 avril 1926).

19 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel technique du service topographique chérifien (B. O. M., 20 avril 1926).

19 avril 1926. — Dahir modifiant les dahirs des 15 janviers 1921, 27 janvier 1920 et 6 mars 1917, portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc (B. O. M., 20 avril 1926).

Article premier. — L'article 3 de Notre dahir du 6 mars 1917 portant création d'une caisse de prévoyance des fonctionnaires civils du Protectorat de la France au Maroc est modifié comme suit :

« **Article 3.** — Les agents intéressés supporteront :

« 1° Une retenue de 7,50 % sur le montant de leur traitement de base ainsi que sur la majoration marocaine, et, le cas échéant, sur l'indemnité complémentaire ou compensatrice du traitement. Il ne sera, toutefois, opéré aucune retenue sur la partie de ces émoluments cumulés supérieure à 30.000 francs.

« Sont exclues de la retenue de 7,50 %, les allocations ou indemnités autres que celles spécifiées ci-dessus étant entendu, au surplus, que nul ne peut jouir de plus d'un traitement et, qu'en sus de la rémunération fixe afférente à son grade ou à son emploi principal, un agent ne peut éventuellement recevoir que des allocations destinées, soit à le rétribuer d'une tâche supplémentaire, soit à lui tenir compte de titres particuliers, ou des indemnités pour le couvrir de frais ou d'une responsabilité spéciale;

« 2° Une retenue du douzième de la solde annuelle dont ils jouiront à la date de promulgation du présent texte, ou, pour ceux nommés après cette date, du premier douzième de leur solde de nomination. Le règlement prévu à l'article 21 précisera les conditions dans lesquelles sera opérée cette retenue;

« 3° Une retenue du premier douzième de toute augmentation ultérieure dans la limite du traitement de 30.000 fr.

Les retenues prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article seront calculées sur le traitement tel qu'il est défini au paragraphe premier.

« Les retenues visées aux paragraphes 1er, 2 et 3 du présent article seront obligatoires pour tous les agents visés à l'article premier. »

Art. 2. — Les présentes dispositions porteront effet à compter du 1er janvier 1925 et ne seront applicables qu'aux agents en fonctions à la date de la promulgation du présent dahir.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Rabat, 19 avril 1926 ; —

Pour le Ministre plénipotentiaire. — Délégué à la Résidence Générale. — Le secrétaire général du Protectorat. — **Duvernoy.**

19 avril 1926. — Dahir modifiant l'article 2 du dahir du 10 octobre 1916 portant fixation du traitement et du cautionnement du trésorier général du Protectorat (B. O. M., 27 avril 1926).

19 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de la direction générale de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Antiquités (B. O. M., 27 avril 1926).

19 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel administratif de la direction générale de l'Instruction Publique, des Beaux-Arts et des Antiquités (B. O. M., 27 avril 1926).

23 avril 1926. — Dahir portant réglementation des pouvoirs judiciaires des pachas et caïds dont les mahakmas fonctionnent sans l'assistance d'un commissaire du gouvernement (1). (B. O. M., 8 juin 1926).

Article premier. — Les règles de compétence fixées en matière pénale par l'article premier de Notre dahir du 4 août 1918, réglementant la juridiction des pachas et caïds, sont applicables aux mahakmas qui fonctionnent sans l'assistance d'un commissaire du gouvernement.

Toutefois, le pacha ou caïd ne pourra pas infliger de peine d'emprisonnement excédant un an et d'amende excédant 1.000 francs.

Art. 2. — Les pachas et caïds dont les mahakmas fonctionnent sans l'assistance d'un commissaire du gouvernement ont, en matière civile et commerciale, la compétence fixée par l'article 2 du dahir précité du 4 août 1918.

Les jugements rendus dans ces matières sont en dernier ressort quand l'intérêt en litige n'excède pas une valeur de 1.000 francs.

Lorsque l'intérêt en litige excède le taux ci-dessus, le jugement peut être frappé d'appel devant le Haut Tribunal chérifien par toute partie intéressée, dans un délai de 15 jours.

Le délai court du jour du jugement s'il a été rendu contradictoirement, ou du jour de la signification s'il a été rendu par défaut.

L'appel donne lieu à une perception de 1 % sur la valeur en litige au profit du trésor. Cette somme ne peut toutefois excéder 500 francs. Elle sera versée par l'appelant, le Haut Tribunal chérifien pouvant la mettre à la charge de la partie succombante en appel.

Art. 3. — L'appel peut être interjeté à l'audience même, ou devant l'autorité locale de contrôle, ou devant le Haut Tribunal chérifien.

---

(1) En opérant, par le dahir organique du 4 août 1918, la réforme de la juridiction des pachas et caïds, le gouvernement avait le dessein d'en étendre progressivement le bénéfice aux diverses parties de la zone français.e.

Les circonstances n'ont pas permis d'appliquer le nouveau régime ailleurs que dans les villes les plus importantes.

En vue, toutefois, d'assurer dès maintenant aux justiciables des mahakmas non contrôlées par des commissaires du gouvernement les garanties indispensables à une bonne administration de la justice, il a paru que le moment était venu d'apporter diverses modifications au fonctionnement de ces mahakmas.

Ce sont ces modifications que réalise le présent dahir, qui donne à l'autorité locale de contrôle la possibilité d'interjeter appel au pénal et confère aux parties, en matière civile et commerciale, le droit de faire appel de tout jugement portant sur un litige dont l'intérêt excède le taux de la compétence en dernier ressort du pacha ou du caïd.

Les règles de compétence et une partie des règles de procédure du dahir du 4 août 1918 sont étendues aux juridictions makhzen non contrôlées par un commissaire du gouvernement, celui-ci y étant remplacé, dans la plupart de ses attributions, par l'autorité de contrôle locale, qui partagera, avec le bureau central du contrôle de la justice makhzen à Rabat, le droit de faire appel de tous jugements sans exception, tant en matière pénale qu'en matière civile ou commerciale.

L'autorité qui a reçu la demande d'appel la consigne sur un registre spécial, en mentionnant la date à laquelle elle a été présentée, et avise sans retard le pacha ou le caïd qui a prononcé le jugement.

Art. 4. — Dès que le pacha ou le caïd est avisé de ce qu'un jugement est frappé d'appel, il transmet le dossier de l'affaire au Haut Tribunal chérifien.

Art. 5. — L'appel est suspensif, à moins que l'exécution par provision n'ait été ordonnée.

Art. 6. — L'autorité locale de contrôle, dans le délai d'un mois, et le chef du contrôle de la justice makhzen, dans le délai de trois mois, peuvent faire appel des jugements réndus tant en matière pénale qu'en matière civile ou commerciale.

Art. 7. — Les règles de procédure édictées par le dahir précité du 4 août 1918 seront suivies devant les makahmas non pourvues d'un commissaire du gouvernement, les attributions de celui-ci étant remplies par l'autorité locale de contrôle.

Art. 8. — Notre dahir du 28 octobre 1919, créant une voie de recours contre les jugements des pachas et caïds dont les circonscriptions ne sont pas encore soumises au régime des dahirs du 4 août 1918, est abrogé.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 2 juin 1926. — Le Commissaire Résident Général, T. STEEG.

23 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir autorisant, à titre exceptionnel et transitoire, l'admission de certains instruments de pesage à la vérification et au poinçonnage (B. O. M., 11 mai 1926).

23 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir classant les dépôts de peaux sèches parmi les établissements insalubres, incommodes ou dangereux (B. O. M., 11 mai 1926).

24 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir allouant une indemnité de technicité égale à 50 % du traitement de base aux ingénieurs d'arrondissements, principaux subdivisionnaires et adjoints des travaux publics à compter du 1er janvier 1925 (B. O. M., 27 avril 1926).

24 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux salaires des chaouchs des juridictions françaises (B. O. M., 27 avril 1926).

24 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1926, les nouveaux traitements du personnel d'interprétariat du secrétariat général du Protectorat (B. O. M., 27 avril 1926).

24 avril 1926. — Dahir fixant les traitements et indemnités des magistrats des juridictions françaises (B. O. C., 27 avril 1926).

26 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant l'indemnité spéciale du personnel des impôts et contributions (B. O. M., 4 mai 1926).

Article premier. — Les agents du cadre principal technique du service des impôts et contributions reçoivent une indemnité complémentaire de traitement correspondant à l'indemnité d'Etat, soumises à retenues pour pension civile, qui est allouée aux agents de l'administration métropolitaine des contributions directes.

Art. 2. — Le montant de cette indemnité, compris entre 1.500 et 4.000 fr., est fixé annuellement, pour chaque grade et pour chaque classe, par le directeur général des finances, sur la proposition du chef de service.

Aux chiffres de base ainsi arrêtés s'ajoute, pour les agents citoyens français, une majoration de 50 %.

Art. 3. — Cette indemnité est payable mensuellement et donne lieu aux retenues et subventions prévues par le dahir du 6 mars 1917 relatif à la caisse de prévoyance du Protectorat.

MOHAMMED EL MOKRI. — Vu pour promulgation et mise à exécution: — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

26 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel du cadre indigène du service des douanes (B. O. M., 4 mai 1926).

27 avril 1926. — Arrêté du Secrétaire général du Protectorat modifiant et complétant l'arrêté du 23 février 1920, portant réorganisation du makhzen des contrôles civils (B. O. M., 4 mai 1926).

28 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant les indemnités spéciales du personnel technique des douanes et régies (B. O. M., 4 mai 1926).

28 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant l'arrêté viziriel du 29 septembre 1924, relatif au personnel du service topographique chérifien (B. O. M., 4 mai 1926).

29 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements globaux du personnel des infirmiers vétérinaires et aides-vétérinaires indigènes du service de l'élevage (B. O. M., 4 mai 1926).

30 avril 1926. — Dahir fixant l'indemnité annuelle des assesseurs musulmans titulaires à 6.000 francs pour les assesseurs près la Cour d'appel, et 4.200 francs pour les assesseurs près les Tribunaux de première instance (B. O. M., 4 mai 1926).

30 avril 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les grades, classes et traitements du personnel technique du service des douanes et régies (B. O. M., 4 mai 1926).

30 avril 1926. — Décision du Directeur général des Affaires indigènes et du Service de Renseignements fixant, à compter du 1er janvier 1925, les soldes annuelles attribuées aux chaouchs et makhozenis des bureaux de renseignements (B. O. M., 11 mai 1926).

30 avril 1926. — Décision du Directeur général des Affaires indigènes et du Service des Renseignements fixant, à compter du 1er janvier 1925, les soldes annuelles attribuées aux chaouchs commandants de région de territoire et de cercle (B. O. M., 11 mai 1926).

3 mai 1926. — Dahir fixant les nouveaux traitements des Directeurs généraux et des Directeurs (B. O. M., 18 mai 1926).

3 mai 1926. — Dahir fixant les nouveaux traitements des chefs de la Cour d'appel à Rabat (B. O. M., 18 mai 1926).

5 mai 1926. — Dahir relatif à l'exportation des fromages de pays et portant modification au dahir du 14 janvier 1922 (B. O. M., 1er juin 1926).

7 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification de la taxe des télégrammes sémaphoriques et des taxes télégraphiques accessoires dans le régime intérieur marocain et dans les relations entre le Maroc, d'une part, la France, l'Algérie et la Tunisie d'autre part (B. O. M., 11 mai 1926).

7 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification de tarifs postaux (B. O. M., 11 mai 1926).

7 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant la taxe des communications téléphoniques urbaines, suburbaines et des avis d'appel (B. O. M., 11 mai 1926).

8 mai 1926. — Dahir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de l'interprétariat judiciaire (B. O. M., 11 mai 1926).

8 mai 1926. — Dahir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des secrétariats des juridictions françaises (B. O. M., 11 mai 1926).

9 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modifications aux arrêtés du Grand Vizir des 24 janvier 1925, 9 décembre 1925, fixant les ristournes d'intérêts attribuées aux exploitants agricoles ayant contracté des prêts à long terme auprès de la caisse de prêts immobiliers du Maroc (B. O. M., 1er juin 1926).

12 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 18 mai 1926).

12 mai 1926. — Dahir instituant un service de comptes courants et de chèques postaux (B. O. M., 18 mai 1926).

14 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant l'indemnité annuelle des avocats attachés au parquet général, aux parquets des tribunaux de première instance et aux cabinets des juges rapporteurs (B. O. M., 18 mai 1926).

14 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant, à compter du 1er janvier 1925, les indemnités accordées à diverses catégories de personnel de la direction générale de l'instruction publique (B. O. M., 18 mai 1926).

15 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant règlementation du fonctionnement du service des comptes courants et de chèques postaux (B. O. M., 18 mai 1926).

Vu le dahir du 12 mai 1926 instituant un service de comptes courants et de chèques postaux; — Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones et après avis conforme du directeur général des finances,

TITRE PREMIER

Dispcsitions générales

Article premier. — Le service des comptes courants et chèques postaux, créé par le dahir susvisé du 12 mai 1926, est organisé et dirigé par l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones; il portera le titre de : « Service des chèques postaux ».

Ce service est assuré par des bureaux spéciaux dénommés : « Bureaux de chèques » et créés par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Art. 2. — Toutes les recettes de postes et les établissements de facteur-receveur participent aux opérations du service des chèques postaux.

Les opérations des agences postales sont limitées aux attributions indiquées au présent arrêté.

TITRE DEUXIEME

Ouverture des comptes courants

Art. 3. — Peuvent se faire ouvrir des comptes courants toute personne, association, société, maison de commerce et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'administration.

Les personnes et les collectivités désignées à l'alinéa précédent, qui ont été admises à se faire ouvrir des comptes courants, effectuent un dépôt de garantie dont le montant est fixé à cinq francs.

Art. 4. — Une même personne peut demander l'ouverture de plusieurs comptes courants soit dans un même bureau, soit dans des bureaux différents.

Art. 5. — Les demandes d'ouverture de compte doivent être déposées ou envoyées au bureau de poste de la résidence du signataire. Les demandes formulées par des personnes domiciliées hors du Maroc doivent être adressées au directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat.

Toute demande doit mentionner les noms et prénoms ou la raison sociale du signataire, son adresse, sa profession, le bureau de chèques où doit être tenu le compte dont l'ouverture est demandée et, s'il y a lieu, l'indication de la personne ou des personnes autres que le titulaire du compte, autorisées par lui à signer les chèques tirés au débit de son compte.

Une demande distincte doit être présentée pour chacun des comptes à ouvrir au nom d'une même personne.

En outre, il doit être produit, pour être mis à l'appui des demandes, un spécimen de la signature habituelle du titulaire du compte courant et de ses représentants autorisés. L'Office est en droit de requérir, en cas de besoin, un nouveau spécimen des signatures produits lors de l'ouverture des comptes.

Art. 6. — En cas de changement dans la condition civile ou la situation légale du titulaire d'un compte courant, avis devra être donné au bureau détenteur de ce compte.

L'administration ne pourra être tenue responsable des conséquences pouvant résulter des modifications qui ne lui auraient pas été notifiées.

Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les intéressés.

Art. 7. — L'Office des postes, des télégraphes et des téléphones examine la demande d'ouverture de compte, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire; il en notifie l'acceptation au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.

Dès réception de cet avis, le titulaire doit effectuer, dans les conditions indiquées ci-après, pour les versements au crédit des comptes, le dépôt de garantie de cinq francs (5 fr.) par compte indiqué à l'article 3.

A défaut de versement du dépôt de garantie dans le délai d'un mois à dater de la notification de l'acceptation faite au signataire, la demande d'ouverture de compte courant est considérée comme nulle et non avenue.

Art. 8. — L'Office public met en vente une liste des titulaires de comptes courants; le prix en est fixé par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones. Cette liste, qui n'est pas fournie gratuitement aux titulaires de comptes courants, peut être consultée par le public dans tous les bureaux de poste.

TITRE TROISIEME

Crédit des comptes courants

Art. 9. — Les comptes courants sont crédités : — 1° Du montant des versements effectués, soit par le titulaire, soit par des tiers au profit du

titulaire; — 2° Du montant des virements ordonnés au profit du titulaire par d'autres titulaires de comptes courants postaux. — Aucune limite n'est fixée pour l'actif des comptes courants.

Art. 10. — Les versements en numéraire sont acceptés dans tous les bureaux de poste participant au service des chèques postaux; ils sont effectués au moyen de mandats-cartes ou chèques de versement. — Aucune limite n'est fixée pour le montant des versements opérés dans les recettes de postes et dans les établissements de facteur-receveur. Les agences postales n'acceptent que des versements ne dépassant pas cinq cents francs (500).

Art. 11. — Lorsque, pour une cause quelconque, l'inscription d'une opération n'a pas été faite à un compte courant, soit que le titulaire du compte n'ait pas été clairement indiqué, soit que le compte désigné n'existe pas, le mandat ou chèque de versement est renvoyé au bureau d'origine pour être remboursé à la partie versante.

Art. 12. — Les mandats de toute origine sont reçus à titre de versement au crédit du compte courant du destinataire, sur la production des titres accompagnés, le cas échéant, d'un bordereau d'envoi, établi par le titulaire et adressé par lui sous pli fermé, au bureau détenteur de son compte.

Art. 13. — Les virements sont portés au crédit des comptes courants au vu du bordereau de virement émanant du bureau de chèque où est tenu le compte débité. — Aucune limite n'est fixée pour le montant des virements.

TITRE QUATRIEME

Débit des comptes courants

Art. 14. — Les opérations portées au débit des comptes courants peuvent provenir : — 1° De retraits ordonnés au moyen de chèques tirés par le titulaire du compte, soit à son profit, soit au profit de tiers, soit au porteur; — 2° De virements au crédit d'autre comptes courants; — 3° De taxes et de redevances pour prestations diverses.

Art. 15. — A l'exception des taxes, redevances et paiements divers, et, le cas échéant, du montant de l'avoir à rembourser en cas de clôture d'un compte courant, aucune somme ne peut être portée au débit d'un compte qu'au vu d'un chèque postal tiré par le titulaire du compte ou par ses représentants autorisés.

Art. 16. — Le chèque postal peut servir à quatre catégories d'opérations; il porte, suivant le cas, les dénominations ci-après : — 1° Chèque nominatif, lorsqu'il est émis par le titulaire du compte à son profit; — 2° Chèque d'assignation, quand il est tiré au profit de tiers spécialement désigné; — 3° Chèque au porteur, lorsqu'il est établi sans nom de bénéficiaire; — 4° Chèque de virement, lorsque le montant doit être inscrit au crédit d'autres comptes courants.

Art. 17. — L'Office des postes, des télégraphes et des téléphones fournit aux titulaires de compte, à titre onéreux, deux sortes de formules de chèques : la première est destinée à l'émission des chèques nominatifs, des chèques d'assignation et des chèques au porteur; la seconde est spéciale aux virements. Le nom et le numéro sous lequel le compte est ouvert, ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont imprimés sur chaque formule par les soins du bureau de chèques. — Dans aucun cas, les formules destinées aux chèques de paiement (chèques nominatifs, d'assignation ou au porteur) ne doivent être utilisés pour donner des ordres de virement; les chèques de virement ne peuvent comporter aucun ordre de paiement en

espèces. — Les formules de chèques sont réunies en carnets qui sont livrés aux titulaires à un prix fixé par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Art .18. — Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences résultant d'un emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules de chèques qui lui ont été remises par l'administration.

Art. 19. — Le chèque postal est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il indique le lieu d'émission ainsi que la somme pour laquelle il est tiré. Cette somme doit être libellée en chiffres et en toutes lettres. Toutefois, dans l'indication de la somme en lettres, les centimes peuvent être exprimés en chiffres.

Art. 20. — Les chèques nominatifs et les chèques d'assignation sont transformés en mandats-cartes par les bureaux de chèques. — Le chèque au porteur est mis en circulation par le tireur; il ne peut être acheminé par la poste que sous pli fermé soumis à la formalité de la recommandation. — Le paiement de chèque au porteur a lieu à vue et exclusivement au siège du bureau de chèques postaux détenteur du compte; il est effectué sans acquit et sans justification d'identité d'aucune sorte. — Lorsque le possesseur d'un chèque au porteur ne peut pas ou ne veut pas se rendre au siège du bureau de chèques pour en encaisser le montant, il lui suffit d'inscrire au verso du titre le nom et l'adresse de la personne entre les mains de qui il désire que le paiement soit effectué et d'envoyer le chèque au bureau détenteur du compte courant, sous enveloppe ordinaire, non affranchie. Ce bureau fait payer le montant du chèque au bénéficiaire dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un chèque d'assignation.

Art. 21. — Le titulaire d'un compte peut assigner des paiements au profit d'une ou de plusieurs personnes déterminées, soit en espèces au moyen de la conversion de son chèque en un ou plusieurs mandats-cartes payables à des bénéficiaires distincts par un ou plusieurs bureaux de poste, soit par un ou plusieurs virements; dans ces deux cas, les indications nécessaires doivent être fournies au verso du chèque ou, le cas échéant, sur un bordereau descriptif annexe portant la signature du titulaire. — Lorsqu'un chèque postal est assigné au paiement au profit de pusieurs bénéficiaires, le tireur est tenu d'établir lui-même les mandats-cartes représentatifs du montant de ce chèque et de les adresser, en même temps que le chèque correspondant, au bureau détenteur du compte courant à débiter.

Art. 22. — Lorsque les mentions figurant sur le chèque postal sont incomplètes ou illisibles, ou encore lorsque le chèque contient des ratures, surcharges, grattages, lavages, etc., l'administration est en droit de retarder ou de ne pas exécuter les ordres de paiement ou de virement.

Art. 23. — Le chèque postal ne peut être tiré pour une somme supérieure à l'avoir du compte après déduction de la taxe applicable à l'opération prescrite et, le cas échéant, des sommes rendues indisponibles à la demande du titulaire. — L'Office des postes, des télégraphes et des téléphones est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui aura méconnu cette prescription. — Aucun mandat n'est établi ou aucun ordre de virement n'est exécuté lorsque le chèque a été émis pour une somme supérieure à l'avoir du compte après déduction de la taxe afférente à l'opération prescrite et, le cas échéant, des sommes rendus indisponibles pour garantir ou exécuter des opérations assurées par l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Art. 24. — Les chèques nominatifs, d'assignation et de virement sont adressés sous pli fermé ou remis directement au bureau de chèques détenteur du compte courant.

Art. 25. — Le titulaire d'un compte courant postal peut demander par écrit que, lorsque ses fonds en dépôt atteindront une somme qu'il fixe lui-même, le surplus en soit viré d'office par le bureau de chèques postaux au compte d'un autre titulaire désigné. Il indique, en même temps, le montant minimum de ce virement, qui ne peut être inférieur à 1.000 francs.

Art. 26. — Le chèque postal qui n'est pas suivi d'effet pour une cause quelconque ne peut donner lieu à protêt. Il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles. Lorsqu'il s'agit d'un chèque au porteur tiré sans provision ou avec une provision insuffisante, un certificat, sur papier libre, et relatant les causes de non-paiement peut être délivré au porteur, sur sa demande expresse, par le bureau détenteur du compte courant du titulaire.

Art. 27. — Le délai de validité du chèque postal est uniformément de trente jours. — Ce délai court de la date d'émission inclusivement jusque et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau de chèques. — Le chèque postal périmé est nul et de nul effet; il est renvoyé au titulaire du compte.

Art. 28. — Le montant des chèques nominatifs et celui des chèques d'assignation ne sont soumis à aucune limitation. — Tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à dix mille francs (10.000) doit faire l'objet d'un préavis adressé, par écrit, au bureau de chèques postaux, quarante-huit heures en moins avant que le chèque ne parvienne à ce bureau. — Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit de tiers lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse dix mille francs (10.000 fr.) et pour le chèque au porteur d'un mandat supérieur à la même somme, qui aura été transformé en chèque d'assignation dans les conditions indiquées à l'article 20. — L'avis donné au bureau de chèques postaux par le tireur d'un chèque d'assignation ou par le possesseur d'un chèque au porteur qui aura transformé son titre en chèque d'assignation, devra faire connaître le ou les bureaux de poste dont l'entervention sera demandée pour une somme supérieure à dix mille francs. — A défaut de préavis, l'Office peut retarder de quarante-huit heures la suite à donner aux chèques de l'espèce.

Art. 29. — Les mandats-chèques sont payables exclusivement aux guichets postaux; à l'expiration du délai de validité, le montant en est réimputé au compte du tireur et soumis à une taxe de renouvellement.

Art. 30. — Le chèque postal peut être assigné sur les bureaux de poste de la France, de l'Algérie, des colonies, des pays de protectorat et des bureaux étrangers, dans les limites, les conditions et aux tarifs où fonctionne avec ses bureaux le service des mandats ordinaires.

Art. 31. — La responsabilité d'un faux paiement résultant d'indications d'assignation inexactes ou incomplètes incombe au tireur.

La seule possession par l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones d'un chèque au porteur suffit pour valoir libération au regard du titulaire du compte.

TITRE CINQUIEME

Avis de crédit et de débit

Art. 32. — Le titulaire d'un compte courant est informé des opérations qui ont été portées au crédit ou au débit de son compte et de l'avoir net figurant à ce compte. Il reçoit à cet effet un bordereau auquel sont joints les coupons des mandats de versement et les avis de notification des virements ou autres opérations, passées au crédit ou au débit de son compte.

Art. 33. — En dehors de l'avis concernant la situation de son compte, qui lui est transmis dans les conditions fixées à l'article précédent, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé, par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte. — Il peut, en outre, demander notification du solde de son compte à une date déterminée, ou la copie de son compte pendant une période déterminée. — Ces communications donnent lieu à des redevances dont le montant est fixé par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

TITRE SIXIEME

Transfert ou clôture des comptes courants

Art. 34. — Le titulaire d'un compte courant postal ne peut pas demander le transfert de son compte ouvert à un bureau de chèques du Maroc à un bureau de chèques de France ou d'Algérie.

Art. 35. — Le titulaire d'un compte peut demander à toute époque la clôture de ce compte. — La demande doit faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée, adressée au bureau de chèques détenteur du compte courant. — Tout versement effectué sur un compte postérieurement à la clôture de ce compte, est remboursé d'office à la partie versante.

Art. 36. — Lorsque le compte en instance de clôture a été apuré, le montant net de l'avoir restant en compte, y compris le dépôt de garantie, est remboursé à l'ayant droit, qui doit restituer les formules de chèques restées sans emploi entre ses mains.

Art. 37. — L'Office des postes, des télégraphes et des téléphones peut prononcer d'office la clôture d'un compte courant, notamment lorsqu'un ou plusieurs chèques postaux ont été tirés par le titulaire sans provision suffisante.

TITRE SEPTIEME

Dispositions diverses

Art. 38. — Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de comptes aux bureaux de chèques et par lesdits bureaux aux titulaires de comptes sont exonérées de la taxe d'affranchissement.

Art. 39. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur les sommes disponibles portées au crédit d'un compte courant postal, toutes significations de cession ou de transfert desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement, doivent être faites, à peine de nullité, entre les mains du chef du bureau de chèques auquel est rattaché le compte courant postal du débiteur, dans les conditions fixées par les textes réglementant les saisies-arrêts et les oppositions entre les mains des agents du Trésor.

Art. 40. — En cas de décès du titulaire d'un compte, le remboursement de l'actif est effectué entre les mains des ayants droit dans les mêmes conditions que celles prescrites pour les créances sur le Trésor.

Art. 41. — Trois mois avant l'échéance du délai de prescription prévu à l'article 3 du dahir du 12 mai 1926, le service des chèques postaux avisera, par lettre recommandée, les titulaires de comptes ou leurs ayants droit, de la déchéance encourue par eux. Cet avis sera adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouveront en la possession du service des comptes courants ou, à défaut de domicile connu, au secrétariat du tribunal dudit lieu où sera tenu le compte.

15 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** relatif aux taxes applicables aux opérations du service des chèques postaux (B. O. M., 18 mai 1926).

17 mai 1926. — **Arrêté du Directeur général des Travaux Publics** relatif à la sécurité des transports de passagers dans les rades et ports du Maroc (B. O. M., 25 mai 1926).

21 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** concernant les nouveaux traitements et les allocations du personnel de Makhzen (B. O. M., 8 juin 1926).

21 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** concernant les traitements et les allocations des secrétaires du Gouvernement chérifien (B. O. M., 8 juin 1926).

21 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** concernant les nouveaux traitements et les allocations du personnel de Makhzen de la zone de Tanger (B. O. M., 8 juin 1926).

21 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** concernant les nouveaux traitements et les allocations du personnel des tribunaux rabbiniques (B. O. M., 8 juin 1926).

21 mai 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** portant règlement du concours professionnel pour l'emploi de contrôleur de comptabilité (B. O. M., 25 mai 1926).

22 mai 1926. — **Arrêté du Grand Vizir** accordant une nouvelle allocation spéciale de 360 fr. pour les citoyens français ou européens et 240 fr. pour les agents, sujets ou protégés français et assimilés aux agents auxiliaires des administrations publiques du Maroc (B. O. M., 25 mai 1926).

25 mai 1926. — **Dahir** portant organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie (B. O. M., 29 juin 1926).

Art. 1er. — Entre commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales, peuvent être constituées, avec l'autorisation du Gouvernement, des sociétés à capital variable dites « Banques populaires ».

Elles ont la personnalité civile et peuvent ester en justice.

Objet

Art. 2. — Les banques populaires ont uniquement pour objet de faire, avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales (sociétaires ou non sociétaires), des opérations de banque susceptibes de faciliter l'exercice normal de leur commerce, de leur industrie et de leur métier, et plus particulièrement : — L'escompte et le recouvrement d'effets de commerce; — La négociation et l'escompte de toutes valeurs; — L'avance sur titres, sur marchandises ou sur autres garanties; — L'ouverture de crédits avec ou sans nantissement. — En résumé, toutes opérations courantes de banque pouvant concerner et intéresser lesdites personnes et sociétés en raison de l'exercice de leur profession.

Elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes et sociétés.

Capital

Art. 3. — Leur capital est au minimum de 200.000 francs. Il est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs et à la souscription desquelles peuvent concourir, en dehors des membres qui participent aux

avantages de la société, des membres non participants qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs mises. Aucune souscription, sauf celles des membres non participants, ne peut être supérieure à 5.000 francs.

Les parts ne peuvent faire l'objet d'une cession ou d'une dation en gage qu'avec l'agrément du conseil d'administration.

Le capital ne peut être réduit, par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital ayant servi de base aux avances de l'Etat.

Les banques populaires ne sont valablement constituées qu'après versement de la moitié du capital souscrit. L'appel des troisième et quatrième quarts souscrits et non libérés peut être fait soit à la décision de l'assemblée générale des porteurs de parts, sous réserve de l'approbation du Gouvernement, soit à la demande du Gouvernement si celui-ci estime la chose nécessaire.

Responsabilité des sociétaires — Taux des parts

Art. 4. — Les statuts déterminent : — 1° Le siège, la durée et la circonscription territoriale de la banque populaire; — 2° La composition et les attributions des comités consultatifs d'escompte à établir dans chaque centre ou ville de la circonscription territoriale de la banque Ces comités seront les intermédiaires obligés entre les emprunteurs et le conseil d'administration de la banque; — 3° Le mode d'administration; — 4° La nature et l'étendue des opérations dans les limites prévues à l'article 2; — 5° Les règles à suivre pour : *a*) La modification des statuts; — *b*) La dissolution de la société; — *c*) La composition du capital et les règles adoptées en ce qui concerne l'augmentation du capital; la proportion dans laquelle chaque membre peut contribuer à la constitution de ce capital, compte tenu de la limite maximum prévue pour chaque souscription à l'article précédent et les conditions dans lesquelles il peut se retirer ;— 6° Le taux de l'intérêt des parts, qui ne peut excéder le taux officiel de réescompte de la Banque d'Etat du Maroc au 1er janvier précédent; — 7° L'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chaque groupement territorial et à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la banque. En tout état de cause, les sociétaires engagent leur responsabilité jusqu'à concurrence du capital qu'ils ont souscrit. — Les sociétaires sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations en cours au moment où ils se retirent. Dans tous les cas, leur responsabilité cesse cinq ans après la date de leur sortie; — 8° Le nombre de voix dont dispose chaque membre dans les assemblées générales eu égard au nombre de parts dont il est titulaire, et le nombre maximum de voix qu'il peut avoir, quel que soit ce nombre de parts.

Le conseil d'administration détermine, pour chaque client, le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis et fixe la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte, en restant dans les limites ci-après qui doivent être reproduites dans les statuts.

Le chiffre des ouvertures de crédit en compte courant, des cotes d'escompte et des avances sur nantissement sera, en ce qui concerne les sociétaires, respectivement égal, au maximum, à 2, 5, 10 fois le montant du capital souscrit par l'intéressé. Les taux d'intérêts seront, au maximum, ceux du réescompte de la Banque d'Etat, majorés de 2 points, pour les avances en compte courant avec garantie personnelle et de 1 point pour les opérations d'escompte et les avances avec garanties réelles.

En ce qui concerne les non sociétaires, le chiffre des cotes d'escompte et des avances sera, au maximum, respectivement égal à 10.000 et 20.000 francs. Les avances en compte courant sans garanties réelles et intégrales sont interdites en faveur des non sociétaires. Les taux d'intérêts seront dans les deux cas ceux de la Banque d'Etat du Maroc majorés de 2 points.

La durée des prêts ne pourra, en aucun cas, dépasser un an. Ils seront

mobilisés par des effets à 90 jours renouvelables trois fois au plus. Les emprunteurs auront la faculté de se libérer par anticipation.

Les statuts mentionnent expressément que les membres de la banque chargés de l'administration sont français ou marocains non protégés par une puissance étrangère.

Répartition des bénéfices — Fonds de réserve

Art. 5. — Chaque année, après acquittement des frais généraux et charges de toute nature, le solde bénéficiaire est d'abord affecté, à concurrence des trois quarts, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le montant du capital social souscrit. Lorsque le fonds de réserve atteint le montant du capital social, la proportion est réduite à la moitié des bénéfices.

En sus de l'intérêt qui leur revient, aucun dividende ne peut être attribué aux parts sociales. Après affectation de la part des bénéfices revenant au fonds de réserve dans les conditions ci-dessus, le surplus des prélèvement retenus au profit de la banque peut être réparti à la fin de chaque exercice, entre les membres de la société au prorata des prélèvements faits sur chaque opération.

A la dissolution (volontaire ou forcée) de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés, après remboursement des avances de l'Etat, entre les sociétaires proportionnellement à leurs versements à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit.

Publicité

Art. 6. — Avant toute opération, dépôt est fait, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du siège social de la société, des statuts et de la liste complète des administrateurs, gérants ou directeurs, et des sociétaires, avec indication de leurs nom, prénoms, profession, domicile et du montant de chaque souscription. Il en est donné récépissé.

Toute modification aux statuts entraîne immédiatement un nouveau dépôt de ceux-ci.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, la société dépose au même greffe, également en double exemplaire et contre récépissé, la liste mise à jour des membres de la société, ainsi que le tableau sommaire des recettes, des dépenses et des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent.

Un des exemplaires de ces divers documents est adressé, séance tenante, par le juge de paix au secrétariat-greffe du tribunal de l'arrondissement judiciaire.

Les documents ainsi déposés sont communiqués à tout requérant.

Un exemplaire de ces mêmes documents est également adressé par la société, dans les conditions ci-dessus déterminées, au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et au directeur général des finances.

Aide financière de l'Etat

Art. 7. — Les banques populaires bénéficient d'avances sans intérêt de l'Etat.

L'attribution des avances est faite par décision du directeur général des finances, prise sur l'avis conforme d'une commission dite « Commission de crédit au commerce et à l'artisanat » composée : — 1° Du secrétaire général du Protectorat, président; — 2° Du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation; — 3° Du directeur général des finances; — 4° Du directeur général de la Banque d'Etat du Maroc ou de son délégué; — 5° De deux représentants des banques populaires consti-

tuées conformément aux dispositions du présent dahir. Ces représentants sont choisis parmi les membres desdites banques et désignés, pour deux ans, par le conseil supérieur du commerce; — 6° Du fonctionnaire chargé par le directeur général des finances de la vérification du fonctionnement des banques, qui remplit les fonctions de secrétaire.

La commission fixe la durée et le montant de chaque avance.

L'attribution d'avances peut être subordonnée à la présentation de telles garanties de remboursement que la commission juge nécessaire de demander, notamment en ce qui concerne le mode d'emploi de tout ou partie du capital social, ainsi que le mode de constitution et d'emploi des réserves.

Les avances consenties devront être amorties suivant les conditions déterminées par la commission.

Art. 8. — Le total des avances consenties à chaque banque populaire ne peut, à aucun moment, excéder le triple du capital versé en espèces. Ces avances ne peuvent être faites pour une durée de plus de cinq ans.

Elles peuvent être renouvelées. Sauf cas exceptionnels, justifiés par les circonstances, ce renouvellement ne peut avoir lieu que si l'amortissement déterminé par la commission a été régulièrement effectué.

Aucune nouvelle avance ne peut être consentie avant remboursement ou renouvellement des avances antérieures arrivées à échéance.

Art. 9. — Il est fait compte aux banques populaires des avances qui leur sont consenties.

En représentation de chaque réalisation partielle du crédit, la banque populaire bénéficiaire remet au comptable chargé du paiement, un effet à l'échéance indiquée par l'arrêt de répartition. Cet effet est signé par le directeur, administrateur ou gérant de la banque, qui, de ce fait, engage de plein doit celle-ci, sans qu'il soit nécessaire d'insérer à cet effet une disposition spéciale dans les statuts.

Art. 10. — Toutes les avances deviennent immédiatement remboursables, en cas d'infraction aux dispositions du present dahir, de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées.

Lorsqu'un projet de modification des statuts, communiqué au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et au directeur général des finances, est de nature à diminuer ces garanties, l'administration notifie à la banque son opposition. S'il est passé outre, le remboursement immédiat desdites avances est également exigible.

Il en est de même si la banque est dissoute ou mise en état de liquidation judiciaire.

Toute avance non remboursée à l'échéance devient, de plein droit, à partir de ce moment, productive d'intérêt au taux officiel de réescompte de la Banque d'Etat du Maroc.

Art. 11. — Le remboursement des avances de l'Etat peut être poursuivi soit contre la société en totalité, soit contre chaque sociétaire proportionnellement à sa part dans l'actif social et seulement jusqu'à concurrence de ses droits sociaux.

Contrôle financier

Art. 12. — Conformément aux dispositions de l'article 3 du dahir du 30 janvier 1925, la direction générale des finances a un droit permanent de contrôle sur toutes les opérations des banques populaires.

Art. 13. — Feront l'objet d'arrêt viziriels, sur la proposition du directeur général des finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, toutes mesures propres à assurer l'exécution du présent dahir et à en déterminer les conditions d'application. — Vu pour promulgation et mise à exécution : — *Rabat, le* 25 *juin* 1926. — *Le Com-*

25 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir relatif à l'application du dahir du 25 mai 1926 portant organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie (B. O. M., 29 juin 1926).

25 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir régiant les droits de patentes pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (B. O. M., 8 juin 1926).

25 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant interdiction de vendre ou livrer de l'alcool ou des boissons alcooliques à des militaires malgaches ou indochinois du corps d'occupation (B. O. M., 8 juin 1926).

28 mai 1926. — Dahir portant modification à l'article 4 du dahir du 20 avril 1917 relatif aux droits de porte (B. O. M., 22 juin 1926).

29 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir abrogeant les arrêtés viziriels des 9 janvier 1918, 14 mai 1920, 19 octobre 1921, 24 mai 1924 et 28 janvier 1925, relatifs aux droits de porte sur les produits importés (B. O. M., 22 juin 1926).

29 mai 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification des surtaxes aériennes applicables aux correspondances postales acheminées entre Casablanca et Dakar (B. O. M., 1er juin 1926).

2 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant et complétant l'arrêté du Grand Vizir du 23 février 1922 portant règlementation sur les congés administratifs des fonctionnaires (B. O. M., 8 juin 1926).

4 juin 1926. — Décret portant réduction des taxes télégraphiques entre le Maroc, l'Afrique Occidentale française et le Togo (J. O., 23 juin 1926).

4 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant allocation, en 1926, d'indemnités de logement et pour charges de famille aux militaires de tous grades de la gendarmerie en service dans les territoires placés sous le contrôle des autorités civiles (B. O. M., 22 juin 1926).

4 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir allouant des indemnités de fonctions aux receveurs, chefs de station radiotélégraphique, facteurs-receveurs et gérants secondaires (B. O. M., 22 juin 1926).

4 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant le régime de l'admission temporaire des chiffons de laine et de coton destinés à être réexportés après effilochage (B. O. M., 29 juin 1926).

4 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir relatif à l'entrée et à la sortie des marchandises par la frontière algérienne, à la circulation et au dépôt de ces marchandises dans le rayon frontière limitrophe de l'Algérie (B. O. M., 6 juillet 1926).

Vu l'arrêté viziriel du 2 février 1924 règlementant l'entrée dans la zone française du Maroc de certaines marchandises en provenance de la zone espagnole, la circulation et les dépôt de ces marchandises dans le rayon frontière limitrophe des deux zones.

TITRE PREMIER

Entrée et sortie des marchandises

1° ENTRÉE

Article premier. — Les marchandises importées par la frontière algé-

rienne ne peuvent être introduites en zone française que par un chemin direct et doivent être conduites directement au premier bureau de douanes d'entrée pour y être déclarées.

Les chemins réputés directs sont, du Nord au Sud : — 1° La route de Berkane à Saïdia-Port Say; — 2° Le chemin de Nemours à Port-Say Ajeroud-Saïdia; — 3° La traverse d'Ajeroud partant de la route de Marnia à Port Say pour aboutir au marché de Saïdia; — 4° La route de Saïdia à Martimprey; — 5° La route de Berkane à Martimprey ; — 6° La traverse de Martimprey à la route de Marnia à Port Say; — 7° La route de Bab el Assa à Martimprey; — 8° La route de Martimprey à Oujda; — 9° La route de Nemours à Oujda par Sidi Boujeman ; — 10° La route d'Oujda à Marnia; — 11° Le chemin vicinal n° 2 d'El Aricha à Marnia, avec embranchement sur Gar Rouban et Oujda; — 12° La piste de Khemis des Beni Snous à Sidi Yaya-Oujda; — 13° La piste de Sidi Aïssa à Oudja, par Sidi Jebeur; — 14° La piste de Sebdou à Oudja par Sidi Jilali-Sidi Aïssa et Sidi Jabem; — 15° Le chemin d'El Aricha à Oujda par Magoura, Sidi Aïssa et le puits de Jereda; — 16° La route d'Oujda à Berguent; — 17° La piste de Berguent à El Aricha; — 18° La route de Beni Ounif à Figuig par le col de Zenaga.

Cette liste pourra être éventuellement modifiée ou complétée par des arrêtés du directeur général des finances pris sur la proposition des chefs de région civile ou commandants de région militaire en ce qui concerne les territoires relevant de leur autorité.

Art. 2. — Toute introduction par un chemin détourné est considérée comme importation en contrebande et punie comme telle.

Art. 3. — L'exemption des droits ne dispense pas de faire au bureau d'entrée les déclarations prescrites par la loi, sous peine de confiscation et des autres condamnations prévues en matière d'importations frauduleuses.

2° SORTIE

Art. 4. — De même qu'à l'importation, quiconque veut exporter des marchandises par la frontière algérienne est tenu de les conduire au premier bureau de douanes par la voie la plus directe.

Toute marchandise trouvée sur un chemin oblique ou ayant dépassé le bureau sans permis est considérée comme exportée en fraude et passible de la confiscation, sans préjudice de l'application contre le transporteur des peines relatives à la contrebande.

TITRE DEUXIEME

Circulation et dépôt dans le rayon frontière

Art. 5. — Il est institué sur le territoire limitrophe de la frontière algérienne une zone de surveillance dans laquelle la circulation et le dépôt de certaines marchandises sont assujettis aux formalités de police douanière prévues par les articles 2 (paragr. 1er), 3 et suivants de l'arrêté viziriel susvisé du 2 février 1924.

Art. 6. — Sont soumis à la police du rayon : — 1° Les produits prohibés à quelque titre que ce soit et ceux dont l'entrée ou la sortie est soumise à des restrictions; — 2° Les fils et tissus de toutes sortes; — 3° Les soies grèges; — 4° Les sucres et produits à base de sucre; — 5° Les denrées coloniales et leurs succédanés; — 6° Les savons et les bougies; — 7° La saccharine et autres substances édulcorantes artificielles; — 8° Les vins, cidres, poirés, hydromels, bières, vermouts, vins de liqueur, médicaments, parfums et tous autres produits alcooliques et, en général, tous les produits passibles de taxes intérieures de consommation, ainsi que les marchandises d'origine allemande.

Les arrêtés du directeur général des finances pourront ajouter à cette liste toutes autres marchandises qui paraîtront servir d'aliment à la fraude; ils pourront aussi prévoir certaines tolérances pour les marchandises soumises à la police du rayon.

Art. 7. — La zone de surveillance ainsi instituée est, pour ce qui a trait aux produits désignés à l'article 6 autres que les alcools proprement dits (esprits et trois-six), limitée par une ligne partant de la mer et se dirigeant parallèlement à la frontière algérienne à une distance de celle-ci de 10 kilomètres à vol d'oiseau.

Cette ligne coupe la route d'Oujda à Berguent au kilomètre 5 au Sud-Ouest d'Oujda, se continue par ladite route jusqu'à Berguent, d'où elle se prolonge jusqu'à Tendrara par la piste de Berguent à Figuig.

Art. 8. — Pour les alcools, le rayon est limité, au Sud, par une ligne qui, partant de Tendrara, est tracée par la piste de Berguent à Figuig jusqu'à Berguent, la piste de Berguent à Mahirija, la voie ferrée de Mahirija à Céflet où elle atteint la route d'Oujda à Taza, point où elle se soude ainsi au rayon établi par l'arrêté viziriel susvisé du 2 février 1924 sur le territoire limitrophe de la zone espagnole, formant avec ce rayon une zone de surveillance unique, commune aux deux frontières.

Art. 9. — Seront affranchis des formalités à la circulation dans les conditions et sous les réserves spécifiées à l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 2 février 1924, les coupons d'étoffe et autres objets de consommation n'excédant pas 3 kilos de sucre ou de café, 1 kilo de poivre ou de thé, 0 kg. 500 de fils de coton, de laine ou de soie, 8 mètres de toile de coton, 5 mètres de tissus de laine ou de soie, 1 kilo d'articles confectionnés de laine ou de soie. Des arrêtés du directeur général des finances pourront ajouter à cette liste toutes autres exemptions jugées utiles dans l'intérêt des populations assujetties.

Art. 10. — Sont notamment applicables sur le territoire respectif des zones définies par le présent arrêté les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 2 février 1924 relatives aux dépôts frauduleux, aux visites domiciliaires, à la constatation et à la répression des infractions, ainsi qu'au droit d'investigation des employés des douanes dans les écritures des gares de chemin de fer.

Toutefois, dans lesdites zones, la dispense de justification d'extraction prévue par l'article 8 de l'arrêté viziriel du 2 février 1924 est également applicable aux dépôts n'excédant pas 5 litres d'alcol, 5 litres de liqueur, d'eau-de-vie ou autres spiritueux, 20 kilos de savon, 1 kilo de fils et 10 mètres de tissus.

Art. 11. — Sauf le cas de dispense de justification prévu à l'article précédent, aucun dépôt d'alcool proprement dit ne pourra, sous peine d'être considéré comme frauduleux, être constitué dans une localité quelconque du rayon défini par l'article 8 sans une autorisation spéciale délivrée par le directeur des douanes et régies sur la demande qui en sera faite par l'intéressé. Cette demande devra désigner le lieu du dépôt, la quantité et le degré des alcools à y recevoir, ainsi que le nombre des fûts, barils, bouteilles ou autres récipients qui les contiennent.

En cas d'abus, cette autorisation pourra être retirée provisoirement par l'administration et à titre définitif par les tribunaux.

Le service des douanes pourra procéder, dans les locaux où lesdits dépôts seront établis, aux vérifications qu'il jugera utile d'effectuer en vue de s'assurer des existences en magasin.

Des arrêtés du directeur général des finances détermineront les formalités auxquelles seront astreints les bénéficiaires de ces dépôts.

TITRE TROISIEME

Dispositions communes à toutes les frontières de terre

Art. 12. — Sont compris dans les zones de surveillance douanières établies par le présent arrêté et par celui du 2 février 1924 :

1° Les routes et cours d'eau qui les délimitent;

2° Toutes les parties d'une localité dans laquelle est installé un bureau ou un poste de douane;

3° Toutes les parties d'une localité traversée par la ligne de démarcation desdites zones.

Art. 13. — Les titres de mouvement délivrés par le service des douanes pour légitimer le transport des marchandises soumises à la formalité de la circulation dans le rayon doivent indiquer les noms de l'expéditeur, du transporteur et du destinataire, la nature, l'espèce, la quantité et, s'il y a lieu, le degré des produits transportés, les droits perçus, le lieu du dépôt, celui de leur destination, le jour et l'heure de l'enlèvement, l'itinéraire à suivre et la durée du transport.

Art. 14. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté et à celles de l'arrêté viziriel susvisé du 2 février 1924, constatées en matière d'alcool proprement dit, entraînant, dans tous les cas, outre l'application des pénalités édictées par les règlements en vigueur, la confiscation des moyens de transport et des objets servant à masquer la fraude.

Art. 15. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — *Rabat, le* 25 *juin* 1926. — *Le Commissaire Résident Général,* — T. STEEG.

5 juin 1926. — Décret modifiant le décret du 16 avril 1917, réglementant la comptabilité publique au Maroc (J. O., 7-8 juin 1926).

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre des finances, — Vu le décret du 16 avril 1917 réglementant la comptabilité publique du protectorat de la France au Maroc; — Vu le décret du 1er décembre 1921 sur la même matière; — Vu les dahirs chérifiens des 9 juin 1917 et 20 décembre 1921, pris en application des décrets précédents; — Vu le rapport du résident général de la République française au Maroc en date du 4 mars 1926,

Art. 1er. — L'article 27 du décret du 16 avril 1917 est complété comme suit :

« Outre l'exception prévue au paragraphe 2 ci-dessus, des avances peuvent être consenties pour les indemnités et frais de déplacements alloués aux personnes chargées d'une mission spéciale ou d'un service extraordinaire, tant au Maroc qu'en France et à l'étranger.

« Il en est justifié dans les mêmes conditions et délais que pour les services régis en économie ».

Art. 2. — L'article 48 du décret du 16 avril 1916 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 48. — Les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été employés au dernier jour du mois de juillet de la seconde année de l'exercice par des payements effectifs ou des réimputations sont définitivement annulés sauf le report de crédits spéciaux autorisés comme il est indiqué à l'article ci-après :

Art. 48 bis. — Chaque année, un dahir spécial reportera à l'exercice suivant avec la même affectation les crédits de la première partie du budget disponibles au titre de l'exercice précédent et relatifs à l'exécution de constructions, travaux neufs et d'achats de matériel de premier établissement.

Les sommes ainsi reportées donneront lieu à une dépense d'ordre sur

les disponibilités des crédits correspondants lors de la clôture de l'exercice et à une recette égale au titre de l'exercice suivant.

5 **juin 1926. — Arrêté du Résident général** fixant les nouveaux émoluments du délégué à la Résidence générale et du secrétaire général du Protectorat (B. O. M., 8 juin 1926).

5 **juin 1926. — Dahir** étendant dans le ressort de la conservation de Marrakech à la tribu des Chichaouen (annexe de Chichaoua), le dahir sur l'immatriculation des immeubles ainsi que les autres textes réglementant le nouveau régime foncier (B. O. M., 29 juin 1926).

5 **juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir** relatif aux indemnités allouées aux fonctionnaires chargés de la direction des services publics ou de groupes de services publics (B. O. M., 8 juin 1926).

5 **juin 1926. — Délibération du Conseil de réseau des chemins de fer à voie de 0 m. 60,** en date du 29 mai 1926, portant modification de tarifs et ouvrant, le 15 juin 1926, la section Mouod-Tiffet de la ligne de Rabat-Khemisset (B. O. M., 15 juin 1926).

7 **juin 1926. — Dahir** modifiant le traitement du Trésorier général du Protectorat (B. O. M., 15 juin 1926).

7 **juin 1926. — Dahir** portant extension de l'enregistrement à de nouvelles catégories d'actes d'adoul ou de notaires israélites (B. O. M., 13 juillet 1926).

8 **juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir** modifiant l'arrêté du 24 avril 1923, portant organisation et réglementation du service du pilotage du port de Casablanca (B. O. M., 22 juin 1926).

11 **juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir** relatif aux indemnités de responsabilité et de fonctions allouées aux receveurs particuliers et adjoints chargés de la gestion des recettes particulières (B. O. M., 15 juin 1926).

12 **juin 1926. — Dahir** portant modification du dahir du 4 août 1918 instituant un haut tribunal chérifien (B. O. M., 13 juillet 1926).

Article unique. — Les dispositions de l'article 3 de Notre dahir du 4 août 1918, instituant un haut tribunal chérifien siégeant à Rabat, tel qu'il a été complété par Notre dahir du 24 décembre 1918, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3. — Dès réception du dossier d'une affaire, le président désigne un membre du tribunal pour l'instruire et faire rapport.

« Si le juge estime qu'un supplément d'enquête est nécessaire, il en charge l'autorité qualifiée.

« Il peut ordonner la comparution devant lui des parties et des témoins, désigner des experts et procéder à toutes mesures d'instruction utiles.

« Si, l'instruction une fois terminée, le juge est d'avis qu'il n'y a pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il déclare, par une ordonnance rendue après avis du président du haut tribunal chérifien, qu'il n'y a pas lieu à poursuivre et, si l'inculpé avait été arrêté, qu'il sera mis en liberté. Ladite ordonnance n'est exécutoire, toutefois, qu'après avoi rété contresignée par le commissaire du gouvernement.

« L'inculpé remis en liberté pourra, cependant, être poursuivi par la suite pour le même fait, s'il survient des charges nouvelles contre lui.

« Si le juge est d'avis, au contraire, qu'il y a charges suffisantes, il résume l'instruction dans son rapport et remet le dossier au président.

« Le président fait inscrire les affaires au rôle et ordonne, s'il y a

lieu, la comparution des parties et des témoins devant le haut tribunal.

« Toutes citations à comparaître sont adressées aux intéressés sous pli recommandé ou par la voie administrative, par les soins du commissaire du gouvernement. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — *Rabat, le* 8 *juillet* 1926. — *Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale,* — URBAIN BLANC.

12 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir portant modification des droits et taxes à percevoir pour l'échange des mandats-postes entre le Maroc, d'une part, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Inde britannique, le Canada, l'île de Malte, la Nouvelle-Zélande, les autres colonies et dominions britanniques, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et la République de Costa-Rica, d'autre part (B. O. M., 22 juin 1926).

15 juin 1926. — Ordonnance du premier Président de la Cour d'appel instituant à Souk el Arba du Rarb une audience foraine du tribunal de paix de Kénitra (B. O. M., 22 juin 1926).

16 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant les conditions de tarif ou autres applicables aux mandats-postes et aux valeurs à recouvrer dans les relations entre le Maroc, d'une part, et les bureaux français à l'étranger, d'autre part (B. O. M., 29 juin 1926).

19 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir déterminant la situation et fixant les indemnités des inspecteurs de l'Office des postes, des télégraphes et téléphones (B. O. M., 22 juin 1926).

25 juin 1926. — Arrêté viziriel allouant une indemnité de technicité à certains fonctionnaires de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones (B. O. M., 13 juillet 1926).

25 juin 1926. — Arrêté viziriel accordant une indemnité de campagne aux agents des travaux publics (B. O. M., 13 juillet 1926).

25 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir fixant les indemnités des inspecteurs des régies financières et déterminant la situation des agents en service dans les cadres centraux des régies (B. O. M., 29 juin 1926).

25 juin 1926. — Arrêté du Grand Vizir modifiant l'arrêté du 29 septembre 1924, relatif au personnel du service topographique chérifien (B. O. M., 29 juin 1926).

28 juin 1926. — Arrêté viziriel complétant l'article 8 de l'arrêté viziriel du 19 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services de la direction générale des travaux publics (B. O. M., 13 juillet 1926).

29 juin 1926. — Arrêté viziriel supprimant le service de traduction des télégrammes en langue arabe (B. O. M., 27 juillet 1926).

29 juin 1926. — Arrêté viziriel portant modification des surtaxes aériennes applicables aux correspondances postales acheminées par la voie Casablanca-Rabat-Fès-Oran (B. O. M., 13 juillet 1926).

30 juin 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien (B. O. M., 6 juillet 1926).

2 juillet 1926. — Arrêté résidentiel instituant un office de la main-d'œuvre (B. O. M., 13 juillet 1926).

Considérant la nécessité d'assurer, dans l'intérieur du pays, une répartition de la main-d'œuvre mieux adaptée aux besoins économiques, et de réunir dans les attributions d'un même service toutes les questions concernant le placement agricole, industriel et commercial.

Article premier. — Un office de la main-d'œuvre est créé à la Résidence générale à Rabat et rattaché au service du commerce et de l'industrie.

Art. 2. — Il est chargé de centraliser les renseignements concernant l'offre et la demande de main-d'œuvre agricole et industrielle dans le pays, et d'en assurer la répartition rapide par les soins des autorités de contrôle.

L'office de la main-d'œuvre contrôle, en outre, les services de placement local confiés aux offices de placement qui relèvent du service du commerce et de l'industrie; il est chargé, en collaboration avec ces derniers, de tout ce qui concerne le placement au Maroc de la main-d'œuvre étrangère et de l'application des règlements en vigueur sur la sortie de la main-d'œuvre indigène.

Art. 3. — Un comité est institué avec la mission de contrôler et diriger l'action de l'office et de procéder à l'étude des questions d'ordre général.

Il se compose de : — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, président; — Le directeur général des travaux publics ou son délégué; — Le directeur général des affaires indigènes ou son délégué; — Le directeur du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités ou son délégué; — Le chef du service de l'administration générale; — Le chef du service du commerce et de l'industrie; — Le chef du service de l'agriculture; — Deux représentants de la colonie française et un représentant indigène, désignés par le conseil du gouvernement.

Le comité se réunit à la diligence de son président, toutes les fois que celui-ci le juge utile.

Art. 4. — Le secrétaire général du Protectorat et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 2 juillet 1926. — T. STEEG.

2 juillet 1926. — Dahir modifiant le dahir du 30 avril 1922 précisant les conditions d'attribution d'une prime de fin de services aux fonctionnaires métropolitains, algérens et coloniaux détachés au Maroc (B. O. M., 20 juillet 1926).

Article premier. — L'article 2 du dahir du 30 avril 1922, précisant les conditions d'attribution d'une prime de fin de services au fonctionnaires métropolitains, algériens et coloniaux détachés au Maroc est modifié comme suit :

« Article 2. — Le montant de cette prime est égal au total des éléments suivants : — 1° 7,50 % des sommes touchées par l'agent à titre de traitement de base et de majoration marocaine pendant la durée de son séjour au Maroc, dans la limite d'un maximum annuel de 30.000 fr.; — 2° Un douzième du traitement annuel initial et de toutes les augmentations de traitement ultérieures dans les limites ci-dessus indiquées; — 3° Une bonification de 5 % sur le total des éléments précédents décomptés par mois avec report annuel. »

Art. 2. — Les présentes dispositions porteront effet à compter du 1er jan-

vier 1925 et ne seront applicables qu'aux agents en fonctions à la date du 19 avril 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — **Rabat, le 10 juillet 1926.** — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

2 **juillet 1926.** — **Arrêté viziriel** confirmant l'allocation d'indemnités de vacations aux vérificateurs des poids et mesures (B. O. M., 13 juillet 1926).

3 juillet 1926. — **Dahir** modifiant l'article 8 du dahir du 1er mars 1924 portant organisation du service de la sécurité générale (B. O. M., 27 juillet 1926).

3 juillet 1926. — **Dahir** modifiant le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien (B. O. M., 20 juillet 1926).

Vu le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien; Vu le décret du Président de la République française en date du 5 juin 1926;

Article premier. — L'article 27 du dahir susvisé du 9 juin 1917, modifié par le dahir du 20 décembre 1921, est complété comme il suit :

« Outre l'exception prévue au paragraphe 2 ci-dessus, des avances peu-
« vent être consenties pour les indemnités et frais de déplacement alloués
« aux personnes chargées d'une mission spéciale ou d'un service extraordi-
« naire tant au Maroc qu'en France ou à l'étranger ».

« Il en est justifié dans les mêmes conditions et délais que pour les ser-
« vices régis en économie. »

Art. 2. — L'article 48 du dahir précité du 9 juin 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article* 48. — Les crédits ou portions de crédits qui n'ont pas été em-
« ployés au dernier jour du mois de juillet de la seconde année de l'exer-
« cice par des paiements effectifs ou des réimputations sont définitivement
« annulés sauf le report de crédits spéciaux autorisés comme il est in-
« qué à l'article ci-après :

« *Article* 48 bis. — Chaque année, un dahir spécial reportera à l'exercice
« suivant, avec la même affectation, les credits de la première partie du
« budget disponibles au titre de l'exercice précédent et relatifs à l'exécution
« de constructions, travaux neufs et d'achats de matériel de premier éta-
« blissement.

« Les sommes ainsi reportées donneront lieu à une dépense d'ordre sur
« les disponibilités des crédits correspondants lors de la clôture de l'exer-
« cice et à une recette égale au titre de l'exercice suivant. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : *Rabat, le* 10 *juillet* 1926, *Le Ministre Plénipotentiare, Délégué à la Résidence Générale,* Urbain BLANC.

3 **juillet** 1926 — **Arrêté viziriel** complétant l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 portant allocation aux citoyens français en fonctions dans une une administration publique d'indemnités de résidence et pour charge de famille (B. O. M., 13 juillet 1926).

8 **juillet** 1926. — **Décision au Directeur Général des Finances** portant règlement de l'examen d'aptitude professionnelle pour l'emploi de percepteur suppléant de 3me classe (B. O. M., 20 juillet 1926).

8 **juillet** 1926. — **Décision du Directeur Général des Finances** portant règlement du concours pour l'emploi de percepteur-stagiaire (B. O. M., 20 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** portant modification au statut du personnel du service des beaux-arts et des monuments historiques (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** allouant des primes et indemnités pour rémunération de connaissances ou de fonctions spéciales aux agents chargés de desservir des appareils rapides ou de mesures (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** fixant le taux de rétribution des militaires détachés dans les bureaux de l'Office ,et de ceux qui participent au service de la télégraphie privée dans les bureaux militaires (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** portant fixation des indemnités horaires allouées au personnel des postes, des télégraphes et des téléphones effectuant la nuit tout ou partie de ses vacations normales (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** allouant une remise aux gérants de cabine pour participation au service téléphonique public (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** relatif à l'indemnité allouée à certains agents de l'Office postal pour paiement de mandats de dépenses publiques étrangères au service des postes et des télégraphes (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1296. — **Arrêté viziriel** fixant le taux des indemnités allouées au personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones pour l'usage de la bicyclette (B. O. M., 13 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** complétant l'article 7 de l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien (B. O. M., 27 juillet 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** fixant les indemnités spéciales de certaines catégories du personnel technique des perceptions (B. O. M., 3 août 1926).

10 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** fixant les indemnités spéciales du personnel technique du service de l'enregistrement et du timbre (B. O. M., 20 juillet 1926).

12 **juillet** 1926. — **Arrêté viziriel** relatif aux huiles de paraffine et aux mélanges d'huiles végétales et d'huiles minérales ou d'huile de paraffine (B. O. M., 27 juillet 1926).

Vu le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrées alimentaires et des produits agricoles, ainsi que les dahirs qui l'ont complété ou modifié; vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1915, précisant les conditions dans lesquelles les produits doivent être présentés aux consommateurs en assurant la loyauté de la vente dans le commerce des marchandises; vu l'arrêté viziriel du 6 février 1916 réglementant l'emploi des substances antiseptiques, des matières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les boissons; vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1921 relatif à la vente des beurres, saindoux, huiles et matières grasses alimentaires.

Article premier. — L'importation, la vente, la mise en vente et la détention en vue de la vente d'huiles de paraffine et d'huiles végétales addition-

nées d'huiles minérales et en particulier d'huile de paraffine sont interdites à tous les négociants en denrées alimentaires

Art. 2. — L'importation d'huiles de paraffine et de mélanges d'huiles végétales et d'huiles minérales est subordonnée à une autorisation qui doit être demandée au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation; cette demande devra faire connaître la quantité que l'on désire importer et l'usage auquel le produit est destiné.

Art. 3. — Les huiles de paraffine et les mélanges d'huiles prohibés par le présent arrêté, trouvés chez des commerçants en denrées alimentaires ou détenus en vue de la vente, vendus ou mis en vente pour l'alimentation ou importés sans autorisation seront dénaturés soit chez le détenteur, soit en douane, par addition d'un colorant tel que

le rouge cérol NB (Etablissement Kuhlmann);

les stéarates de roccelline insolubles ou de rouge P. 1566 (Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis),

dans une proportion d'au moins un demi-gramme du premier colorant et d'un gramme des stéarates pour mille grammes d'huile).

Cette dénaturation sera opérée sans préjudice des peines prévues par le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) (titre II) sur la répression des fraudes.

Art. 4. — Un délai d'un mois à compter de la publication au *Bulletin Officiel* du présent arrêté est accordé aux intéressés pour se conformer à ses prescriptions.

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI, *Suppléant du Grand vizir, Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale,* Urbain BLANC.

13 juillet 1926. — Dahir réprimant les atteintes au Crédit de l'Etat chérifien et rendant applicable en zone française la loi du 12 février 1924 réprimant les atteintes au crédit de l'Etat français (B. O. M., 27 juillet 1926).

Article premier. — Est applicable en zone française de notre Empire la loi du 12 février 1924 réprimant les atteintes au crédit de l'Etat français, annexée au présent dahir.

Art. 2. — eLs faits et agissements de même nature que ceux prévus par ladite loi, qui porteraient ou tenteraient de porter atteinte au crédit de l'Etat chérifien, seront réprimés dans les conditions des articles 1er, 2, 3 et 5 de la même loi.

Art. 3. — Pour toutes les infractions prévues aux articles ci-dessus, lorsque le délinquant ne sera pas un de nos sujets, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire de la zone française sera prononcée par la juridiction saisie dans les conditions prévues pour l'interdiction du territoire français par l'article 4 de la loi précitée.

Art. 4. — Les infractions à la loi du 12 février 1924 et au présent dahir sont de la compétence exclusive des juridictions françaises de notre Empire.

Vu pour promulgation et mise à exécution, Paris, le 13 juillet 1926, Le Commissaire Résident Général, T. STEEG.

13 juillet 1926 — Dahir réglementant l'usage du feu en vue de prévenir les incendies (B. O. M., 3 août 1926).

Article premier. — Les propriétaires, fermiers, métayers, locataires, usufruitiers, usagers, gérants ou autres faisant valoir leurs propriétés ou celles d'autrui, ne peuvent être autorisés à effectuer l'écobuage et la mise à feu des herbes, broussailles chaumes et, d'une manière générale, de toute végétation sur pied ou coupée, quelle que soit la destination donnée au sol qui la porte, que sous les conditions suivantes : 1° Le terrain

sur lequel doit s'effectuer une des opérations précitées doit être entouré d'une zone de protection consistant en une bande de terre de 30 mètres de largeur, labourée ou débarrassée de toute végétation et de toute matière combustible; 2° Quinze jours avant la date de la mise à feu, il doit être déclaré à l'autorité locale de contrôle l'emplacement, l'étendue approximative et la date de l'incinération, ainsi que la nature des végétaux à incinérer; 3° Les propriétaires ou les occupants des immeubles riverains doivent être prévenus huit jours francs avant la date de la mise à feu; 4° Aucune des opérations visées au premier alinéa ci-dessus ne peut être exécutée dans la période comprise entre le 1er mai et le 31 octobre, quand le lieu d'incinération se trouve à moins de deux cents mètres; a) De cultures ou plantations, quelle que soit leur nature; b) De terrains recouverts de gerbes, de moyettes ou de foin; c) De meules de paille, gerbes ou fourrages, ou de dépôt de graines; d) De massifs de broussailles ou de champs de chaumes s'étendant sans solution de continuité jusqu'aux cultures, plantations, gerbes, moyettes ou meules; 5° la mise à feu doit être faite du côté placé sous le vent et le feu doit être surveillé jusqu'à complète extinction.

L'autorisation nécessaire pour effectuer les opérations prévues par le présent article est donnée par l'autorité locale de contrôle. Il y est prescrit, s'il y a lieu, toutes les mesures de précaution à prendre en vue d'éviter la propagation du feu.

De nouvelles mesures de précaution peuvent même être imposées au cours de l'opération, qui devra être suspendue si quelque circonstance fait craindre la propagation du feu.

L'exécution des opérations prévues ci-dessus pourra toujours être interdite dans tous les cas où celles-ci seraient jugées dangereuses pour les récoltes.

L'autorisation est accordée sans préjudice de l'application des dispositions du dahir du 25 août 1914, portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux, et du dahir du 13 mars 1923 qui l'a complété.

Art. 2. — Il pourra toujours être prescrit, par arrêté des pachas ou caïds, toutes mesures complémentaires jugées nécessaires pour la protection des cultures et des propriétés voisines, notamment par la fixation des jours et heures de mise à feu, du nombre des personnes préposées à la surveillance des opérations, et par des instructions sur l'ouverture de tranchées.

Art. 3. — Dans le voisinage des zones forestières et pendant la période comprise entre le 1er juillet et le 31 octobre, aucune incinération de broussailles, herbes, chaumes ou autres végétaux sur pied ne peut être pratiquée par les particuliers sur des terrains situés à moins de 4 km. des bois ou forêts, exception faite, toutefois, pour les terrains séparés de

Art. 5. — Les conditions imposées pour l'emploi à des usages agricoles d'appareils de traction munis de moteurs à explosion à vapeur, ainsi que le contrôle desdits appareils, seront réglés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

La réglementation des dispositifs dont devront être munis les locomotives, les locomobiles, les tracteurs à vapeur ou à explosion et les chaudières à asphalte servant à la construction et à l'entretien des routes, sera déterminée par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 6. — Il est interdit, à l'extérieur des périmètres urbains, de transporter des matières en état d'ignition et d'allumer du feu en dehors de bâtiments d'exploitation ou d'habitation. Cette interdiction ne s'applique tout massif boisé par un espace de plus d'un kilomètre complètement dépourvu de toute végétation ligneuse ou herbacée.

10 juillet 1926. — **Arrêté viziriel** relatif aux indemnités des régisseurs des régies municipales (B. O., M., 7 septembre 1926).

10 juillet 1926. — **Arrêté viziriel** relatif aux indemnités de fonctions allouées à certains agents du service technique des domaines. (B. O. M., 21 septembre 1926).

13 juillet 1926. — **Dahir** portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux (1) (B. O. M.), 7 septembre 1926).

TITRE PREMIER. — *Conditions du travail.*

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales. — Age d'admission.*

Article premier. — Sont soumis aux dispositions du présent dahir les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement, théâtres, cirques, et autres établissements de spectacle et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si dans les établissements et ateliers visés à l'alinéa qui précède, le travail se fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur du travail a le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité prévues par le titre deuxième du présent dahir.

Art. 2. — Les enfants ne peuvent être employés, ni être admis dans les établissements visés à l'article 1er avant l'âge de douze ans révolus.

Cette disposition est applicable aux enfants placés en apprentissage dans un de ces établissements.

Art. 3. — Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir l'examen, par un médecin chargé d'un service public, de tous les enfants de douze à seize ans déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

Dans ce cas les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement, sur l'avis conforme dudit médecin et après examen contradictoire si les parents le réclament.

Art. 4. — Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article 1er et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'ensei-

---

(1) Exposé des motifs. — Le développement du commerce et de l'industrie dans le Protectorat a fait apparaître l'opportunité d'une réglementation du travail qui constituât un premier stade dans la protection légale des ouvriers et employés.

C'est l'objet du présent dahir.

Il va de soi, toutefois, qu'en raison du degré d'évolution actuel du pays, le Gouvernement s'attachera, avant d'exiger l'observation stricte de la réglementation nouvelle, à ce que l'éducation préalable que celle-ci comporte soit d'abord entreprise et menée à bien, notamment en ce qui concerne employeurs et employés indigènes dans leurs rapports respectifs.

gnement manuel ou professionnel, pour les enfants de moins de douze ans, ne peut pas dépasser trois heures par jour.

CHAPITRE II. — *Durée du travail*

Art. 5. — Dans les établissements énumérés à l'article 1er, les enfants de moins de seize ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail est interdit. Ces repos doivent être fixés de telle façon que le personnel protégé ne puisse être employé à un travail de plus de six heures consécutives sans une interruption dont la durée est au moins d'une demi-heure.

Cependant, en ce qui concerne les femmes, si la durée du travail effectif de la journée ne dépasse pas sept heures, ce travail peut être fait sans interruption.

Art. 6. — Dans ces établissements, sauf les usines à feu continu, les mines et les carrières, les repos doivent avoir lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par l'article précédent.

Art. 7. — Dans les établissements visés à l'article 1cr, autres que les usines à feu continu et les établissements déterminés par un arrêté de notre grand vizir, l'organisation du travail par relais est interdite pour les mêmes personnes.

En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe doit être continu sauf l'interruption pour le repos.

Art. 8. — Les restrictions relatives à la durée du travail des personnes visées à l'article 5 peuvent être temporairement levées par le chef de service de l'administration générale, du travail et de l'assistance, pour certaines industries désignées par un arrêté de notre grand vizir.

Art. 9. — En dehors des établissements visés à l'article 1er, la durée du travail des enfants âgés de moins de seize ans, placés en apprentissage chez un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier, ne peut dépasser dix heures par jour, dans les conditions prévues par l'article 5.

CHAPITRE III. — *Travail de nuit*

Art. 10. — Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de seize ans et les femmes ne peuvent être employés dans les établissements visés à l'article 1er, à aucun travail de nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Art. 11. — Le repos de nuit des enfants du sexe féminin et des femmes doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Toutefois, cette durée peut être réduite à dix heures dans les cas prévus par les articles 8 et 12.

Art. 12. — Il est accordé, pour les femmes âgées de plus de seize ans, à certaines industries qui sont déterminées par un arrêté de notre grand vizir, sur simple préavis et dans les conditions qui seront précisées dans ledit arrêté, la faculté de prolonger le travail jusqu'à dix heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne peut être prolongée au delà de douze heures.

Art. 13. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par le même arrêté, l'autorisation de déroger temporairement, sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit arrêté, aux dispositions de l'article 10.

Art. 14. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, le chef d'établissement peut, dans n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions de l'article 10, en avisant préalablement l'inspecteur du travail, dans les conditions précisées par l'arrêté susvisé. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur.

Art. 15. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un arrêté de notre grand vizir.

Art. 16. — Dans les mines, carrières et leurs dépendances légales spécialement désignées par des arrêtés de notre grand vizir, pris après avis du directeur général des travaux publics, comme exigeant en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions de l'article 10, ces arrêtés pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif, ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures.

Art. 17. — En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement, le travail des enfants de moins de seize ans et des femmes peut, pendant une journée, être prolongé au delà des limites fixées par l'article 10, à charge pour le chef d'entreprise d'en rendre compte sans délai à l'inspecteur du travail.

CHAPITRE IV.— *Repos des femmes en couches et des femmes allaitant leurs enfants*

Art. 18. — La suspension du travail, par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de plein droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

Art. 19. — Dans les établissements énumérés à l'article 1er, où sont employées des femmes, il leur sera permis, pendant une année, à compter du jour de l'accouchement, d'allaiter leurs nourrissons dans une chambre spéciale annexée aux locaux de travail ou de sortir de l'établissement, pendant trente minutes le matin et trente minutes le soir, en dehors des repos prescrits par l'article 5.

Une chambre spéciale d'allaitement devra être aménagée dans tout établissement occupant plus de cinquante femmes âgées de plus de quinze ans.

CHAPITRE V. — *Dispositions spéciales*

Section première. — *Travaux souterrains*

Art. 20. — Les filles et les femmes ne peuvent être employées aux travaux souterrains des mines et carrières.

Art. 21. — Un arrêté de notre grand vizir, pris après avis du directeur général des travaux publics, déterminera les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans du sexe masculin, dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

Section deuxième. — *Théâtres et professions ambulantes*

Art. 22. — Aucun enfant de l'un ou de l'autre sexe ne peut être employé comme acteur ou figurant dans les représentations publiques données dans les théâtres, cafés-concerts, cirques et exhibitions foraines, s'il a moins de douze ans.

Toutefois, par dérogation aux dispositions précédentes, les inspecteurs du travail peuvent exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. Il est rendu compte sans délai au chef du service de l'administration générale du travail et de l'assistance, des autorisations accordées qui sont essentiellement révocables.

Si l'enfant est employé à des exercices d'acrobatie ou de force, l'âge d'admission dans ces établissements ne devra pas être inférieur à seize ans.

TITRE DEUXIEME. — *Hygiène et sécurité des travailleurs*

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

Art. 23. — Les établissements visés à l'article 1er doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les dispositions spéciales relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs employés dans les mines et carrières feront l'objet d'un arrêté de notre grand vizir pris sur la proposition du directeur général des travaux publics.

Art. 24. — Les ouvriers appelés à travailler dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères doivent être attachés par une ceinture ou protégés par un autre dispositif de sûreté.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

Les moteurs doivent être isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les escaliers doivent être solides et munis de fortes rampes.

Les échafaudages doivent être munis de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut.

Les pièces mobiles suivantes des machines et transmissions : bielles et volants de moteur, roues, arbres de transmission, engrenages, cônes ou cylindres de friction, doivent être munies d'un dispositif protecteur ou séparées des ouvriers, à moins qu'elles ne soient hors de portée de la main.

Il en est de même des courroies ou câbles traversant le sol d'un atelier, ou fonctionnant sur des poulies de transmission placées à moins de 2 mètres du sol.

Le maniement à la main des courroies en marche doit être évité par des appareils adaptés aux machines ou mis à la disposition du personnel.

Art. 25. — Des arrêtés de notre grand vizir déterminent : — 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les

établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc... ; — 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Art. 26. — Pour l'application des arrêtés prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissements en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements. Cette mise en demeure sera consignée sur le registre prévu à l'article 42. Elle fixera un délai qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur à sept jours et à l'expiration duquel les contraventions devront avoir disparu.

Art. 27. — Avant l'expiration du délai prévu à l'article précédent et au plus tard dans les quinze jours qui suivent la mise en demeure, le chef d'établissement peut saisir le secrétaire général du protectorat d'une réclamation qui est suspensive. La décision est notifiée à l'intéressé dans les formes administratives ; avis en est donné à l'inspecteur.

CHAPITRE II. — *Dispositions spéciales au travail des enfants et des femmes.*

Art. 28. — Les chefs des établissements industriels et commerciaux dans lesquels sont employés des enfants âgés de moins de seize ans et des femmes, doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

Art. 29. — Des arrêtés de notre grand vizir déterminent les différents genres de travail présentant des causes de danger ou excédant les forces ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux enfants et aux femmes, ainsi que les conditions spéciales dans lesquelles ces différentes catégories de travailleurs pourront être employées dans les établissements insalubres ou dangereux où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé.

Art. 30. — Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels les marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, doivent être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

CHAPITRE III. — *Dispositions spéciales à l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture*

Art. 31. — Dans les ateliers, chantiers, bâtiments en construction ou en réparation et généralement dans tout lieu de travail où s'exécutent des travaux de peinture en bâtiments, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures prescrites en vertu du chapitre premier du présent titre, de se conformer aux prescriptions suivantes.

Art. 32. — L'emploi de la céruse, du sulfate de plomb, de l'huile de lin plombifère et de tout produit spécialisé renfermant de la céruse ou du sulfate de plomb est interdit dans tous les travaux de peinture, de quelque nature qu'ils soient, exécutés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments.

Art. 33. — Un arrêté de notre grand vizir indique, s'il y a lieu, les travaux spéciaux pour lesquels il peut être dérogé aux dispositions précédentes.

CHAPITRE IV. — *Disposition relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes*

Art. 34. — La fabrication, l'introduction et la mise en vente des allumettes contenant du phosphore blanc (jaune) sont interdites dans la zone française de l'Empire chérifien.

TITRE TROISIEME. — *De l'inspection du travail*

CHAPITRE PREMIER. — *Affiches, Registres, Livrets*

Art. 35. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions du présent dahir concernant le travail des enfants et des femmes, ainsi que les arrêtés relatifs à l'exécution de ces dispositions et concernant plus particulièrement leur industrie.

Ils affichent les noms et adresses des inspecteurs chargés de la surveillance de l'établissement.

Art. 36. — Ils affichent de même les heures auxquelles commence et finit le travail des enfants et des femmes ainsi que les heures et la durée des repos.

Un duplicata de cette affiche est envoyé à l'inspecteur.

Les horaires sont réputés modifiés si le personnel protégé est occupé en dehors des heures qu'ils fixent pour le travail.

Art. 37. — Dans tous les salles de travail des ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, est placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants, telles qu'elles résultent des articles 2 à 6 et 10 à 15, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas.

Ce tableau est visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

Art. 38. — Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements désignés à l'article 37, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu exact de leur naissance et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, est remis tous les trois mois à l'inspecteur et fait mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

13 juillet 1926. — **Dahir** réglementant l'usage du feu en vue de prévenir les incendies (B. O. M., 3 août 1926).

Article premier. — Les propriétaires, fermiers, métayers, locataires, usufruitiers, usagers, gérants ou autres faisant valoir leurs propriétés ou celles d'autrui, ne peuvent être autorisés à effectuer l'écobuage et la mise à feu des herbes, broussailles, chaumes et, d'une manière générale, de toute végétation sur pied ou coupée, quelle que soit la destination donnée au sol qui la porte, que sous les conditions suivantes : 1° Le terrain sur lequel doit s'effectuer une des opérations précitées doit être entouré d'une zone de protection consistant en une bande de terre de 30 mètres de largeur, labourée ou débarrassée de toute végétation et de toute matière combustible; 2° Quinze jours avant la date de la mise à feu, il doit être déclaré à l'autorité locale de contrôle l'emplacement, l'étendue approximative et la date de l'incinération, ainsi que la nature des végétaux à incinérer; 3° Les propriétaires ou les occupants des immeubles riverains doivent être prévenus huit jours francs avant la date de la mise à feu; 4° Aucune des opérations visées au premier alinéa ci-dessus ne peut être exécutée dans la période comprise entre le 1er mai et le 31

POUR INTERCALER PAGE 42 DE LA QUATRIEME PARTIE DE LA REVUE ALGERIENNE (ANNEE 1927)

13 juillet 1926. — DAHIR portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux (B. O. M., 7 septembre 1926).

Art. 38. — .....

Les représentants de l'autorité locale de contrôle et les chefs des services municipaux sont tenus de délivrer gratuitement au père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes, de nationalité européenne, âgés de moins de seize ans, la date et le lieu de leur naissance ainsi que leur domicile.

Le livret mentionne en outre les attestations d'études et les certificats dont l'enfant peut être pourvu.

Art. 40. — Les chefs d'industrie ou patrons inscrivent sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie.

Art. 41. — Ils doivent également tenir un registre sur lequel sont mentionnées toutes les indications prévues aux articles 39 et 40.

Art. 42. — Les chefs d'établissements énumérés à l'article 1er doivent ouvrir un registre destiné à l'inscription des mises en demeure signifiées en vertu de l'article 26 et tenir constamment ce registre à la disposition de l'inspecteur.

Art. 43. — Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants de magasins, boutiques et autres locaux visés à l'article 30, sont tenus de faire afficher à des endroits apparents les dispositions de cet article, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et inspectrices de la circonscription.

CHAPITRE II. — *Inspecteurs du travail*

Art. 44. — Le fonctionnaire chargé du bureau du travail et les inspecteurs sont chargés de veiller à l'exécution du présent dahir.

Art. 45. — En ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux ingénieurs des mines.

Art. 46. — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur.

Art. 47. — Le fonctionnaire chargé du bureau du travail et les inspecteurs prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et ,en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du code pénal.

Art. 48. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements visés par les dispositions dont ils ont à assurer l'exécution, à l'effet d'y procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

Toutefois, dans les cas où les travaux de peinture visés à l'article 31 sont exécutés dans des locaux habités, les inspecteurs ne peuvent pénétrer dans ces locaux qu'après y avoir été autorisés par les personnes qui les occupent.

Art. 49. — Le fonctionnaire chargé du bureau du travail, les inspecteurs et les ingénieurs des mines constatent les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au chef de la région et l'autre au chef du service de l'administration générale, du travail et de l'assistance.

TITRE QUATRIEME. — *Des pénalités*

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales*

Art. 50. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants des établissements visés à l'article 1er, qui ont contrevenu aux prescriptions du présent dahir et aux arrêtés relatifs à son exécution, sont poursuivis devant le tribunal de paix et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires au présent dahir ou qu'il y a de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal.

Toutefois, le total des amendes ne peut pas dépasser 500 francs.

Sont soumis aux mêmes pénalités, et dans les mêmes conditions, tous ceux qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 32. Cependant, ces pénalités ne sont pas applicables lorsque les travaux de peinture visés par ledit article sont exécutés par le propriétaire ou le locataire des bâtiments lui-même.

Art. 51. — En cas de récidive, les contrevenants sont punis d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation devenue définitive pour une contravention identique.

Art. 52. — En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende est appliquée autant de fois qu'il a été relevé de nouvelles contraventions.

Toutefois, le total des amendes ne peut pas dépasser 2.000 francs.

Art. 53. — En cas d'infraction aux dispositions concernant le travail des enfants et des femmes, l'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal compétent.

Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux de la zone française de notre empire.

Art. 54. — Les peines prévues par les articles précédents ne sont pas applicables si l'infraction est le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Art. 55. — Les contrevenants aux dispositions de l'article 34 sont passibles, indépendamment des pénalités prévues aux articles 50, 51 et 52, d'une amende égale au double de la valeur des allumettes produites, détenues ou mises en vente.

CHAPITRE II. — *Dispositions spéciales*

Art. 56. — Sont punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 francs, tous ceux qui ont mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur du travail ou d'un ingénieur des mines qui en remplit les fonctions.

Art. 57. — Les dispositions du code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de police judiciaire sont, en outre, applicables à ceux qui se rendent coupables de faits de même nature à l'égard d'un inspecteur du travail ou d'un ingénieur des mines qui en remplit les fonctions.

CHAPITRE III. — *Circonstances atténuantes. — Responsabilité civile*

Art. 58. — L'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent dahir, sauf dans le cas des articles 2 à 7, 10 à 17, 20 à 22, 28 à 30, 35 à 38, 40, 41 et 43 concernant le travail des enfants et des femmes, et des articles 31 à 33 concernant l'emploi des composés du plomb.

Art. 59. — En cas d'infraction en récidive aux articles concernant le travail des enfants et des femmes, les tribunaux peuvent appliquer l'article 463 du Code pénal sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 3 francs.

Art. 60. — Les chefs d'entreprises sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

TITRE CINQUIEME. — *Comité consultatif du travail*

Art. 61. — Il est créé un comité consultatif du travail qui est constitué de la manière suivante : — Le délégué à la Résidence générale, président ; — Le secrétaire général du protectorat, vice-président ; — Le directeur général des travaux publics, ou son délégué ; — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, ou son délégué ; — Le directeur de la santé et de l'hygiène publiques, ou son délégué ; — Le chef du service de l'administration générale, du travail et de l'assistance ; — Deux présidents de chambres françaises consultatives ; — Quatre patrons et quatre employés ou ouvriers, dont une femme, nommés par le commissaire résident général.

Art. 62. — Le comité consultatif du travail étudie les questions et projets intéressant les employés et ouvriers qui lui sont soumis par le gouvernement.

Dispositions transitoires

Art. 63. — Le présent dahir entrera en vigueur le 1er janvier 1927. Toutefois, les fonctionnaires chargés de l'inspection du travail pourront, dès sa promulgation, pénétrer dans les établissements visés à l'article 1er afin de procéder à toutes enquêtes utiles en vue, notamment, de la préparation des arrêtés prévus par ledit dahir.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Paris, le 13 juillet 1926. — Le commissaire résident général : T. STEEG.

Art. 4. — Les personnes visées au premier alinéa de l'article 1er ci-dessus, lorsqu'elles se livrent à des opérations de battage des récoltes, sont tenues de se conformer aux prescriptions suivantes : — 1° Les terrains sur lesquels s'effectuent les opérations de battage doivent être entourés d'une zone de protection consistant en une bande de terre de 30 mètres de largeur labourée ou débarrassée de toute végétation. Cette zone doit. pendant toute la durée des opérations de battage, demeurer nette de toute végétation, de tout amas de débris végétaux ou autres matières combustibles, et son bord intérieur doit être distant d'au moins 5 mètres de tout appareil servant au battage, ainsi que des produits soumis à cette opération ; 2° Les opérateurs sont tenus, pendant toute la durée des travaux de battage, de placer à proximité des moteurs, appareils et meules, des baquets, tonneaux ou autres récipients remplis d'eau, ou des extincteurs en bon état de fonctionnement ; — 3° Il est interdit de placer à moins de 10 mètres des moteurs ou appareils de battage des récipients contenant des liquides inflammables, tels que pétrole, essence de pétrole, schiste ou alcool ; — 4° Il est absolument interdit à toute personne participant aux travaux de battage de fumer ou de faire usage de matière en état d'ignition.

Art. 5. — Les conditions imposées pour l'emploi à des usages agricoles d'appareils de traction munis de moteurs à explosion à vapeur, ainsi que le contrôle desdits appareils, seront réglés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

La réglementation des dispositifs dont devront être munis les locomotives, les locomobiles, les tracteurs à vapeur ou à explosion et les chaudières à asphalte servant à la construction et à l'entretien des routes, sera déterminée par arrêté du directeur général des travaux publics.

Art. 6. — Il est interdit, à l'extérieur des périmètres urbains, de transporter des matières en état d'ignition et d'allumer du feu en dehors de bâtiments d'exploitation ou d'habitation. Cette interdiction ne s'applique pas aux cas prévus par l'article premier ni aux personnes qui installent des foyers exclusivement réservés aux usages domestiques dans les douars, gourbis, abris, tentes, bâtiments construits ou recouverts en matériaux inflammables, les camps, chantiers, ateliers ou toute autre installation temporaire.

Lorsque ces foyers se trouvent placés à moins de 200 mètres des cultures, plantations, gerbes ou meules, telles qu'elles sont définies au paragraphe 4° de l'article premier, ainsi que des forêts ou des bois, ils doivent, pendant la période comprise entre le 1er mai et le 31 octobre de chaque année, être entourés d'une tranchée de 25 mètres de largeur, débarrassée de toute végétation, constamment maintenue en bon état de propreté, et sur laquelle aucun dépôt de combustible ne peut être effectué.

Les dispositions du présent article sont applicables aux meules à charbon de bois, ainsi qu'aux fours à pain lorsque ces derniers sont établis à l'extérieur des bâtiments.

Art. 7. — Les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessus sont applicables aux administrations civiles ou militaires et aux compagnies concessionnaires de transports en commun utilisant des appareils munis de moteurs à explosion ou à vapeur, ou exploitant une voie ferrée sur laquelle il est fait usage de machines à traction à vapeur.

Art. 8. — Il est interdit aux voyageurs utilisant les convois des sociétés concessionnaires ou fermières de chemins de fer, de tramways interurbains, de transport sur route, ainsi qu'au personnel de ces sociétés en service sur les convois, de jeter à l'extérieur des voitures, wagons ou machines de traction, des allumettes, cigares, cigarettes, tabac ou tous autres produits étant ou ayant été en état d'ignition.

Les sociétés énumérées à l'alinéa précédent doivent porter les dispositions du présent article à la connaissance du public et du personnel

au moyen d'avis placés dans les voitures ou wagons, ainsi que dans les gares et lieux d'attente.

Les dispositions du premier alinéa du présent article sont applicables aux personnes utilisant des véhicules privés, quelle que soit leur nature.

Art. 9. — Les compagnies de chemins de fer sont tenues de faire désherber, chaque année, l'emprise de la voie ferrée, qui doit être en parfait état de propreté avant le 1er mai.

Art. 10. — Lorsque les propriétés se trouvent en bordure d'une voie ferrée ou d'une route, il est interdit d'établir des meules de paille, de grbes, de grains ou de fourrages, ainsi que des dépôts de matières végétales inflammables, à moins de 100 mètres du rail extérieur ou du bord de la route. Ces meules doivent, en outre, être établies sur une aire complètement débarrassée de toute végétation, débris végétaux ou combustibles et ayant un rayon de 30 mètres au moins.

Ces dispositions s'étendent à tout bâtiment construit ou recouvert de matériaux inflammables tels que les chaumes.

Art. 11. — Le libre accès des propriétés privées doit être assuré aux agents de l'autorité, sur leur réquisition, en vue de leur permettre de vérifier si les prescriptions du présent dahir ou des arrêtés qui seront pris pour son exécution ont été observées.

Art. 12. — Le père, et la mère après le décès du père, sont civilement responsables, dans les conditions de l'article 1384 du Code civil français que Nous rendons applicable sur ce point dans la zone française de Notre Empire, et de l'article 74 du Code pénal français, des conséquences de tous faits que leurs enfants mineurs habitant avec eux pourront commettre en violation des dispositions du présent dahir.

Les maîtres et commettants sont également responsables, dans les mêmes conditions, des faits pareils dont leurs domestiques et préposés pourront se rendre coupables dans l'exercice des fonctions auxquelles ils les ont employés.

En ce qui concerne Nos sujets déférés aux juridictions makhzen, leur responsabilité civile sera déterminée conformément aux principes généraux du droit coranique ou à la coutume suivant le cas.

Art. 13. — Les infractions aux dispositions du présent dahir seront punies d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes peines seront applicables à tous ceux qui auront, d'une façon quelconque, fait obstacle à l'action des agents de l'autorité ayant qualité pour procéder aux vérifications nécessaires, ainsi qu'il est prévu à l'article 11 du présent dahir.

Si, par le fait de l'infraction, l'incendie s'est communiqué aux propriétés ou forêts voisines, l'auteur sera puni d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu.

Dans le cas où, malgré l'observation des précautions imposées par les articles précédents, le feu viendrait à s'étendre aux propriétés voisines, le propriétaire des terrains sur lesquels la mise à feu a été effectuée sera civilement responsable dans les conditions prévues par l'article 88 de Notre dahir formant code des obligations et contrats.

Art. 14. — Les infractions aux dispositions des arrêtés pris pour l'application du présent dahir, seront punies d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 15. — L'article 463 du Code pénal français sera toujours applicable.

Le sursis à l'exécution de la peine ne sera jamais prononcé en cas de condamnation à une simple amende.

Art. 16. — L'article 5 de Notre dahir du 20 février 1922 relatif à la conservation, la sûreté et la police des chemins de fer est abrogé.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Paris, le 13 juillet 1926. — Le Commissaire Résident Général : T. STEEG.

13 juillet 1926. — Dahir complétant l'annexe II du dahir du 30 novembre 1921 réservant dans des conditions spéciales des emplois aux officiers ou hommes de troupe des armées de terre ou de mer pensionnés en vertu de la loi française du 31 mars 1919 ou, à leur défaut, à certains anciens combattants (B. O. M., 10 août 1926).

13 juillet 1926. — Dahir portant suppression de la taxe de plus-value immobilière (B. O. M., 20 juillet 1926).

Article premier. — Les dispositions des dahirs des 5 juillet 1920 et 23 janvier 1924, relatifs à la taxe de plus-value immobilière cesseront d'être appliquées à toutes mutations d'immeubles consenties à compter du 20 juillet 1926.

Art. 2. — A titre transitoire, aucune poursuite ne sera exercée, aucune amende fiscale ne sera répétée contre les redevables qui, après le 20 juillet 1926, ayant omis de souscrire des déclarations de plus-value ou fourni des déclarations exagérées, ou indiqué pour le calcul de la taxe des prix inexacts ou des impenses inexistantes, auront spontanément, avant le 20 janvier 1927, réparé leurs omissions ou rectifié leurs déclarations antérieures en acquittant le montant des droits simples reconnus exigibles.

Art. 3. — Le droit de mutation immobilière à titre onéreux fixé par l'article 10, § premier du dahir du 19 juin 1921 relatif à l'enregistrement est porté de 5 pour cent à 7 pour cent à partir du 20 juillet 1926.

Toutefois, le droit de 5 pour cent continuera a être perçu sur les ventes de lots de colonisation consenties par l'administration.

Art. 4. — Le délai d'enregistrement des actes des secrétaires-greffiers, prévu à l'article 29 du dahir du 11 mars 1915 relatif à l'enregistrement, est porté à 20 jours.

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Paris, le 13 juillet 1926. — Le Commissaire Résident Général : **T. Steeg.**

17 juillet 1926. — Arrêté viziriel portant réglementation de la vinification et du commerce des vins (B. O. M., 27 juillet 1926).

Vu le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété; — Vu le dahir du 2 octobre 1917 conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne l'alcool; — Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1915 sur le conditionnement des marchandises; — Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1915 portant réglementation du commerce des vins et produits connexes; — Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1916 portant réglementation de l'emploi des substances antiseptiques et des matières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les boissons; — Vu l'arrêté viziriel du 23 juillet 1917 ordonnant la déclaration préalable pour toute mise en fermentation; — Vu l'arrêté viziriel du 9 janvier 1918 relatif aux droits de portes des produits importés; — Vu l'arrêté viziriel du 5 août 1919 instituant une taxe réduite pour l'alcool destiné à certains usages; — Vu l'arrêté viziriel

du 6 mars 1922 relatif au régime de la vinification; — Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1922 complétant les dispositions de l'arrêté viziriel du 2 janvier 1915; — Vu l'arrêté vizıriel du 11 février 1924 relatif aux vins de crus du Maroc; — Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1925 sur le commerce des vins et la vinification, complété par les arrêtés viziriels du 6 janvier 1926 et du 23 mars 1926; — Considérant qu'il y a lieu de refondre en un texte unique les différentes dispositions relatives au régime de la vinification et au commerce des vins,

TITRE PREMIER

Vins ordinaires

Article premier. — On comprend sous le nom général de vin le produit de la fermentation alcoolique, complète ou incomplète, du raisin frais ou du jus de raison frais.

La dénomination de « vin doux » peut être employée pour désigner du moût de raisin frais en cours de fermentation destiné à la consommation.

A seul droit à la dénomination d'un cru, d'un pays ou d'une région, le vin qui en provient exclusivement.

Seront considérés comme impropres à la consommation et sujets aux prohibitions du dahir du 14 octobre 1914 : — a) Les vins plâtrés possédant une teneur en sulfates (exprimée en sulfate neutre de potasse) supérieure à 2 grammes par litre; — b) Les vins ayant une teneur en chlorures (exprimée en chlorure de sodium) supérieure à 1 gr. 75 par litre; — c) Les vins colorés artificiellement, sauf ceux additionnés de caramel de raison; — d) Le liquide obtenu par surpressurage des marcs ayant déjà produit la quantité de vin habituellement obtenue par pressurage suivant les usages loyaux et marchands; — e) Les vins atteints d'acescence simple ayant une acidité volatile supérieure à 2 grammes par litre exprimée en acide sulfurique SO4H2; — f) Les vins atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence, dont l'aspect et le goût sont anormaux et caractérisés soit par une teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 0 fr. 500 par litre, soit par la présence de deux au moins des trois caractères suivants : acidité volatile supérieure à 1 gr. 75 par litre, exprimée en acide sulfurique; teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium, inférieure à 1 gr. 25 par litre; teneur en ammoniaque supérieure à 20 milligrammes par litre.

Art. 2. — Sont interdits et tombent sous le coup des sanctions prévues au titre II du dahir du 14 octobre 1914 :

Le coupage des vins avec des vins impropres à la consommation, ces derniers ne pouvant être détenus ou livrés que comme produits destinés à la vinaigrerie ou à la distillerie après autorisation du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation;

L'addition de sucre et de toutes matières sucrées aux moûts;

L'importation, la fabrication, la détention, la vente, la mise en vente, connaissant leur destination, de tous produits ayant une des destinations suivantes : — a) Améliorer et bouqueter les moûts et les vins en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine et leur espèce; — b) Guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur altération ; — c) Fabriquer des vins artificiels ; — d) Masquer la falsification des moûts ou vins en faussant les résultats de l'analyse.

Art. 3. — Sont considérées comme opérations régulières les manipulations suivantes :

1° En ce qui concerne les vins : — Le coupage des vins entre eux; — Le coupage des vins blancs secs, en vue de leur édulcoration avec des « vins doux » ou des moûts mutés à l'anhydride sulfureux, à la condition

que le mélange ne contienne pas une dose de cet antiseptique supérieure à celles indiquées ci-dessous; — Le collage avec les substances ci-après désignées : — Albumine pure, sang frais, caséine pure, gélatine pure, colle de poisson et préparations diverses consistant en dissolution des substances précitées, et tous les albuminoïdes alimentaires non altérés et non additionnés d'antiferments, autres que l'acide sulfureux; — La clarification par certaines substances inertes, telles que la terre d'Espagne, le kaolin, la terre d'infusoires; le tanisage, dans la mesure indispensable pour effectuer le collage; — L'addition d'acide citrique à la dose maxima de 50 gr. par hectolitre; — Le traitement au charbon pur des vins blancs noircissant ou des vins tachés accidentellement provenant de la vinification des raisins blancs; — Le traitement à l'anhydride sulfureux pur provenant soit de la combustion du soufre, soit de l'anhydride sulfureux liquéfié, soit des sulfites ou métabisulfites alcalins (à l'exception des solutions aqueuses ou alcooliques de ces produits). Au moment de la mise en vente pour la consommation, la teneur du vin ou du « vin doux » en anhydride sulfureux libre ne pourra dépasser 100 milligrammes et 450 milligrammes en anhydride sulfureux total, par litre, avec une tolérance de 10 pour cent pour l'une ou l'autre quantité; — L'emploi de l'acide carbonique pour les mouillages et les manipulations du vin telles que les soutirages; — L'action du froid, réfrigération simple ou congélation; — La pasteurisation; — La filtration, ainsi que les opérations physiques ou mécaniques n'apportant pas de modification dans la composition du vin; — La coloration du vin obtenue par addition de caramel de raisin.

2° En ce qui concerne les moûts : — Le coupage des moûts entre eux; —L'action du froid (réfrigération ou congélation); — La pasteurisation; — L'emploi de l'acide carbonique; — L'aération; — Le traitement par le charbon pur des moûts de raisin rouge vinifiés en blanc, mais seulement quand ces moûts seront tachés; — Le traitement par les bisulfites alcalins cristallisés purs à une dose inférieure à 20 grammes par hectolitre et par l'aphydride sulfureux pur sans limitation de quantité (à l'exception des solutions aqueuses diluées ou alcoolisées de ces produits). Au moment de la mise à la consommation, la dose de l'anhydride sulfureux doit être ramenée à la teneur normale admise pour les vins: — La désulfitation par les moyens physiques (vide, chaleur) des moûts sulfités, avant leur mise en fermentation, en vue de leur concentration ou de leur mise à la consommation; — L'emploi des levures sélectionnées; — L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides; — Le phosphatage (phosphate de chaux ou d'ammoniaque ou glycérophosphate d'ammoniaque pur à la dose strictement nécessaire pour amener le développement des levures); — Le tanisage; — La concentration partielle des moûts, mais seulement dans une limite telle que le moût concentré puisse subir la fermentation alcoolique sans aucune addition d'eau et en donnant un vin présentant une composition semblable à celle des vins qui peuvent être obtenus habituellement par les moûts de même origine que le moût soumis à la concentration. En aucun cas, la réduction de volume ne devra dépasser le dixième du volume du moût traité.

TITRE DEUXIEME.

Opérations sur les marcs de vendange après fermentation

Art. 4. — Est autorisée sans formalité spéciale la fabrication des piquettes destinées à la consommation familiale et à celle du personnel de l'exploitation, mais à la condition expresse qu'elles soient toujours logées dans des récipients à part et qu'elles n'entrent pas, dans quelque proportion que ce soit, dans les vins destinés à la vente.

La mise en vente des piquettes est interdite et l'extraction de vin de

diffusion est interdite dans les conditions de l'article précédent sauf dans le cas où les opérations se font dans des locaux entièrement séparés.

L'addition de sucre aux marcs est interdite.

TITRE TROISIEME

Vins mousseux

Art. 5. — Le vin mousseux est celui dont la mousse résulte exclusivement de la fermentation alcoolique, cette fermentation étant obtenue soit au moyen du sucre de raisin, soit au moyen d'une addition de saccharose.

Le vin gazéifié ou vin mousseux gazéifié est celui dont l'effervescence est produite, même partiellement, par l'introduction directe du gaz carbonique.

L'emploi des termes « champagnisé » ou « champagnisation » et autres qualificatifs analogues est réservé pour désigner les produits provenant des régions champenoises et non gazéifiés.

Sont considérées comme opérations régulières :

Les manipulations admises pour les vins ordinaires :

L'addition de liqueur ou « sauce » (saccharose ou sucre de raisin dissous dans du vin alcoolisé ou non) pour édulcorer le vin suivant le goût des consommateurs.

TITRE QUATRIEME

Vins de liqueur ou mistelles

Art. 6. — Les vins de liqueur sont des vins alcoolisés ou préparés par le coupage des différents vins ou matières premières suivantes : — a) a) Vins secs suralcoolisés; — b) Vins demi-doux résultant de la fermentation partielle, celle-ci étant arrêtée naturellement ou par addition d'alcool; — c) Vins doux résultant de l'addition d'alcool à la vendange ou au moût, partiellement fermenté ou non (mistelles); — d) Vins cuits alcoolisés.

L'alcool employé pour la préparation des vins de liqueur doit être du trois-six de vin ou de l'alcool rectifié à 95° GL au moins.

Art. 7. — Sont considérées comme opérations régulières : — Les manipulations régulières des moûts et des vins ordinaires; — Le vinage, qui peut être porté jusqu'à 23° inclusivement.

TITRE CINQUIEME

Dispositions générales applicables aux vins, aux vins mousseux vins de liqueur et mistelles

Art. 8. — Tout propriétaire de vignobles devra adresser obligatoirement au laboratoire officiel de chimie à Casablanca, dès la vente de son vin à des négociants, un échantillon de un litre au moins de chaque pièce de vin livré, en indiquant par lettre recommandée au directeur du laboratoire la quantité de vin vendue qu'il représente.

Art. 9. — Les fabrications de petites boissons dites « de ménage » à faible degré alcoolique, telles que « cidrette », frênette », « piquette », etc., sont exemptées de toutes formalités lorsqu'elles ont lieu exclusivement en vue de la consommation familiale du fabricant et que le volume des matières fermentées ou macérées en sa possession ne dépasse pas deux cent cinquante litres.

Art. 10. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des vins, il doit être apposé d'une manière apparente sur les récipients,

emballages, casiers ou fûts se trouvant dans le local de vente une inscription indiquant la dénomination sous laquelle le vin est mis en vente; sauf pour les vins de crus, cette dénomination doit être suivie de l'indication du titre alcoolique qui peut être donné par degré et demi-degré ; dans ce cas, les dixièmes dépassant le degré ou le demi-degré ne doivent pas être comptés.

L'obligation, susmentionnée s'entend pour les bouteilles ou récipients dans lesquels les vins de consommation courante sont versés à la demande de l'acheteur pour être emportés séance tenante ou consommés sur place; elle ne concerne pas les fûts de vins se trouvant dans une autre pièce que celle où se fait la vente chez les commerçants de détail.

Les marchands de vins en gros et demi-gros seront tenus de faire mention sur leurs factures du degré alcoolique des vins de consommation courante qu'ils livrent au commerce.

Art. 11. — Peuvent être considérés comme vins de crus locaux, et par conséquent être vendus sans indication du degré, conformément à l'arrêté viziriel du 15 mars 1922, et être présentés avec l'étiquetage : « Crus de... ». « Clos de... », les vins récoltés exclusivement sur la propriété ainsi dénommée, ayant au minimum un an d'âge et ne possédant pas une acidité volatile supérieure à 1 gramme pour 1.000 exprimée en acide sulfurique.

Ces vins devront être conservés et traités durant la première année à la propriété même.

Les vins de l'année récoltés sur une propriété déterminée pourront être mis à la consommation, en conformité des dispositions légales en vigueur et avec l'indication du degré, sous l'étiquetage : « Vin de la propriété de... », ou « Vin du domaine de... ».

Art. 12. — Toute personne qui se livre au commerce de gros et de demi-gros des vins devra en faire la déclaration à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation à Rabat (service du commerce et de l'industrie).

Cette déclaration sera faite sur timbre (feuille simple), signée de l'intéressé et adressée par lettre recommandée. Le défaut de déclaration sera considéré comme un refus de se soumettre au contrôle de l'administration et pourra faire l'objet de poursuites pour tentative de tromperie ou de falsification.

Est considéré comme faisant le commerce de demi-gros tout négociant qui livre généralement par fûts isolés, par bonbonnes ou par paniers d'un nombre de 12 bouteilles (minimum), et comme faisant le commerce de gros tout négociant vendant par fûts. Les épiciers vendant du vin à emporter à la bouteille ou au litre sont exemptés de la déclaration.

Art. 13. — Les négociants en vins, en gros et demi-gros, devront obligatoirement tenir un registre d'entrées et de sorties qui sera présenté à toute réquisition des agents du service de la répression des fraudes.

En ce qui concerne les vins de crus, leur mise en vente reste réglementée par les arrêtés viziriels du 15 mars 1922 et du 11 fevrier 1924 (art. 10 et 11 du présent arrêté).

Art. 14. — Tout négociant en vins se livrant personnellement ou par personne interposée à la vinification de tout ou partie du vin qu'il met en vente devra, obligatoirement, chaque année, dès la rentrée dans son magasin, envoyer au laboratoire officiel de chimie à Casablanca, aux fins d'analyse, des échantillons de un litre au moins de toutes les sortes de vins qu'il aura portées sur le registre d'entrées et de sorties, conformément à l'article 13 du présent arrêté, et pour lesquels il recevra les bulletins d'analyse correspondants.

Art. 15. — Toute livraison faite à domicile ou en magasin par les négociants, à partir de 12 bouteilles ou litres, devra être accompagnée d'un « bon de livraison » détaché d'un carnet à souche.

Art. 16. — L'absence ou la tenue irrégulière du registre prévu à l'article 13 ainsi que le défaut ou la tenue irrégulière du carnet à souche spécifié à l'article 15, la non-indication ou la fausse indication du degré, chaque fois que son inscription sera requise soit par l'application des arrêtés viziriels du 15 mars 1922 et du 11 février 1924, soit par application du présent arrêté, le défaut d'analyse exigée par l'article 14 seront considérés comme une tentative de tromperie sur la composition ou l'identité de la marchandise vendue et entraîneront l'application des peines prévues au titre II du dahir du 14 octobre 1914, modifié par le dahir du 9 février 1918.

Art. 17. — Un arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation fixera, d'une part, les conditions dans lesquelles devront être établis et tenus les registres d'entrées et sorties prévus à l'article 13, d'autre part, celles auxquelles devront se conformer les carnets à souche visés à l'article 15 du présent arrêté.

Art. 18. — Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement applicables, à l'exception de celles relatives à la tenue du registre et à la délivrance des bons de livraison pour lesquelles un délai de deux mois est accordé aux intéressés, à compter de la publication du présent arrêté au Bulletin officiel du Protectorat.

Art. 19. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté et, notamment, celles de l'arrêté viziriel du 18 septembre 1925 susvisé.

Abderrahman Ben El Korchi
(Suppléant du Grand Vizir)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 juillet 1926.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale :
Urbain Blanc.

17 juillet 1926. — Arrêté viziriel attribuant des frais d'abonnement aux receveurs, chefs de station radiotélégraphique, gérants de recette secondaire et facteurs-receveurs des postes et des télégraphes (B. O. M., 20 juillet 1926).

17 juillet 1926. — Arrêté viziriel fixant les conditions d'émission et de payement des mandats-poste dont le montant ne dépasse pas 20 francs (B. O. M., 27 juillet 1926).

17 juillet 1926. — Arrêté viziriel fixant les rétributions des auxiliaires chargés de gérer des établissements secondaires des postes et des télégraphes (B. O. M., 27 juillet 1926).

17 juillet 1926. — Arrêté viziriel portant fixation des indemnités de responsabilité des conservateurs et conservateurs adjoints de la propriété foncière (B. O. M., 27 juillet 1926).

21 juillet 1926. — Dahir relatif à l'exportation des céréales (grains, farines et semoules) (B. O. M., 21 juillet 1926).

21 juillet 1926. — Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation relatif à l'application de l'arrêté viziriel du 17 juillet 1926 portant réglementation de la vérification et du commerce des vins (B. O. M., 21 juillet 1926).

23 juillet 1926. — Arrêté résidentiel portant réorganisation du cercle du Haut-Ouerra (territoire de Fès-nord, région de Fès) (B. O. M., 3 août 1926).

23 juillet 1926. — Arrêté résidentiel portant réorganisation du cercle du Moyen-Ouerra (territoire Fès-Nord, région de Fès (B. O. M., 3 août 1926).

24 juillet 1926. — Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc (B. O. M., 3 août 1926).

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc; — Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc, modifié et complété par les arrêtés résidentiels des 4 octobre 1920, 7 janvier 1921, 15 juin 1921, 27 décembre 1922, 26 avril 1923, 24 juillet 1923, 19 septembre 1923, 25 juin 1925, 19 janvier 1926, 25 janvier 1926 et 12 avril 1926; — Vu l'arrêté résidentiel en date du 24 juillet 1926. modifiant l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920, réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc; — Vu l'arrêté résidentiel du 21 juillet 1920 portant rattachement du service des contrôles civils au secrétariat général du Protectorat; — Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat.

Article unique. — L'article 48 de l'arrêté du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 1er août 1926 :

« Article 48. — Les contrôleurs civils, contrôleurs civils suppléants et contrôleurs civils stagiaires en service dans un poste de contrôle reçoivent, à titre de frais de tournées, les indemnités annuelles suivantes :

Contrôleurs civils.....	3.000 fr.
Contrôleurs civils suppléants suppléants.....	2.700 fr.
Contrôleurs civils stagiaires	2.400 fr.

« Ils ont droit, en outre, lors des tournées auxquelles ils sont obligés dans l'intérieur de leur circonscription, au remboursement du prix du transport pour les parcours qu'ils effectuent en utilisant les chemins de fer ou les services publics automobiles, ces frais étant calculés suivant le tarif applicable à la classe la plus élevée et étant exclusif de toute majoration.

« Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux agents qui se déplacent à l'intérieur des périmètres municipaux. »

31 juillet 1926. — Arrêté viziriel réglementant les indemnités spéciales du personnel des eaux et forêts (B. O. M., 3 août 1926).

31 juillet 1926. — Arrêté viziriel modifiant le statut du personnel du service des douanes et régies (B. O. M., 3 août 1926).

31 juillet 1926. — Arrêté viziriel fixant les indemnités spéciales à certaines catégories du personnel technique des perceptions (B. O. M., 3 août 1926).

31 juillet 1926. — Arrêté viziriel modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 10 août 1926).

31 juillet 1926. — Arrêté viziriel déterminant les conditions d'examen du personnel dessinateur et calculateur du service topographique chérifien (B. O. M., 10 août 1926).

23 juillet 1926. — Dahir portant modification des articles 16 et 17 du dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français du Maroc (B. O. M., 28 septembre 1926).

Article premier. — Les dispositions de l'article 16 de notre dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français au Maroc, modifié par notre dahir du 1er septembre 1920, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 16. — La cour d'appel siège à Rabat. Elle comprend : — Un « premier président ; — Un président de chambre ; — Six conseillers ; « — Un procureur général ; — Un substitut du procureur général.

« Les arrêts, en toutes matières, sont rendus par trois juges.

« La Cour est divisée en deux chambres ; il peut en être créé d'autres « par dahir, sur la proposition du premier président.

« Les membres de la chambre des mises en accusation sont désignés « tous les ans par délibération de la cour, en assemblée générale. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 17 de notre dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français au Maroc, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 17. — Des tribunaux de première instance siègent à Casa- « blanca, à Rabat, à Oudja et à Marrakech.

« Leurs ressorts seront déterminés par un dahir ultérieur.

« Le tribunal de première instance de Casablanca est divisé en trois « chambres. Il comprend : — Un président ; — Deux vice-présidents ; « — Huit juges, dont deux juges d'instruction ; — Trois juges sup- « pléants ; — Un procureur commissaire du gouvernement ; — Deux « substituts.

« Le tribunal de première instance de Rabat est divisé en deux cham- « bres. Il comprend : — Un président ; — Un vice-président ; — Six « juges, dont un juge d'instruction ; — Deux juges suppléants ; — Un « procureur commissaire du gouvernement ; — Un substitut.

« Les tribunaux de première instance d'Oujda et de Marrakech com- « prennent respectivement : — Un président ; — Trois juges, dont un « juge d'instruction ; — Un juge suppléant ; — Un procureur com- « missaire du gouvernement ; — Un substitut.

« Les jugements des tribunaux de première instance sont en toutes « matières rendus par trois juges.

« Les juges d'instruction sont désignés en principe parmi les juges ti- « tulaires ; toutefois, ils peuvent également être pris exceptionnellement « parmi les juges suppléants. »

Art. 3. — Les dispositions de l'article 17 de notre dahir précité du 12 août 1913, tel qu'il est modifié par l'article 2 ci-dessus, prendront effet à partir du 1er avril 1927.

Jusqu'à cette date, les tribunaux de première instance existants continueront à fonctionner, leur compétence territoriale demeurant fixée par les dahirs en vigueur.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Paris, le 23 juillet 1926. — Le commissaire résident général : T. STEEG.

24 juillet 1926. — Arrêté viziriel modifiant les articles 2 et 17, alinéa 6, de l'arrêté viziriel du 15 février 1921 portant organisation du service des perceptions (B. O. M., 24 juillet 1926).

24 juillet 1926. — Arrêté viziriel fixant les indemnités et remboursements divers alloués aux agents des impôts et contributions (B. O. M., 24 juillet 1926).

24 juillet 1926. — **Arrêté viziriel** allouant une prime de rendement aux mécaniciens du cadre métropolitain de l'Office des postes et des télégraphes (B. O. M., 24 juillet 1926).

1er août 1926. — **Dahir du 1er août 1926** relatif à l'exportation des animaux des espèces bovine et ovine (B. O. M., 10 août 1926).

1er août 1926. — **Dahir** portant des sanctions nouvelles aux infractions visées par le dahir du 20 août 1917 relatif à la répression des spéculations sur les denrées et marchandises (B. O. M., 10 août 1926).

Article premier. — Les dispositions de notre dahir du 20 août 1917 relatif à la répression des spéculations sur les denrées et marchandises, complété par notre dahir du 22 septembre 1917, demeurent en vigueur sous réserve des modifications suivantes.

Les pénalités prévues pour la répression des infractions visées à l'alinéa premier de l'article unique dudit dahir sont portées à un emprisonnement de un mois à deux ans et à une amende de cinq cents à cinquante mille francs (500 à 50.000 fr.).

Celles prévues au deuxième alinéa du même article sont portées à un emprisonnement de un an à trois ans et à une amende de mille à cent mille francs (1.000 à 100.000 fr.), si la hausse a été opérée ou tentée sur des denrées alimentaires, boissons, combustibles, bougies, savons, vêtements ou chaussures.

L'emprisonnement pourra être porté à cinq ans et l'amende à deux cent mille francs (200.000 fr.) s'il s'agit de marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

Dans tous les cas prévus par les trois paragraphes qui précèdent, et sans préjudice de la peine d'emprisonnement, l'amende pourra être portée au double du bénéfice illicite contaté, quel que soit le montant de ce bénéfice.

Art. 2. — Le tribunal devra ordonner dans tous les cas que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais de ce dernier, dans les limites du maximum de l'amende encourue.

Le tribunal fixera les dimensions de l'affiche, les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression et le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relativement à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'emprisonnement de un à six mois et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.).

En cas de récidive, il sera prononcé le maximum de la peine d'emprisonnement et d'amende, et ces peines pourront être portées au double.

Art. 3. — Le tribunal pourra, en outre, prononcer l'interdiction des droits civiques et politiques, et, en cas de récidive, la fermeture temporaire ou définitive ou la vente par autorité de justice du fonds de commerce ou de l'entreprise industrielle.

L'arrêt ou le jugement pourra de plus prononcer contre les coupables la peine de l'interdiction de séjour pour deux ans au moins et cinq ans au plus.

Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'article premier du présent dahir, l'interdiction de séjour qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

Art. 4. — La répression des infractions prévues par nos dahirs des 20 août 1917 et 22 septembre 1917, et réprimées dans les conditions prévues aux articles ci-dessus, est de la compétence exclusive des juridictions françaises de notre empire.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 3 août 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

2 août 1926. — Dahir réglementant l'incinération des chaumes en vue de la vue lutte contre les parasites des plantes (B. O. M., 10 août 1926).

Article unique. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation détermine, par arrêté, les parasites des plantes pour la destruction desquels il peut être accordé des dérogations aux dispositions du 5e alinéa de l'article 1er de notre dahir du 13 juillet 1926 réglementant l'usage du feu en vue de prévenir les incendies.

Ces dérogations sont accordées par les autorités locales de contrôle, après avis de l'inspecteur de l'agriculture de la région.

Elles prescrivent aux intéressés les précautions spéciales qu'ils doivent prendre, sans préjudice de l'application des autres dispositions prévues au dahir précité pour l'usage du feu et l'incinération des chaumes.

Les autorités locales et l'inspecteur de l'agriculture s'assurent de l'observation de toutes les précautions nécessaires.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 7 août 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

3 août 1926. — Arrêté viziriel fixant les indemnités spéciales allouées aux agents du cadre général et du cadre indigène des douanes et régies (B. O. M., 17 août 1926).

3 août 1926. — Arrêté viziriel allouant une indemnité professionnelle aux inspecteurs du service de l'administration pénitentiaire (B. O. M., 17 août 1926).

3 août 1926. — Arrêté viziriel fixant le taux des remises allouées aux caïds sur le produit des droits de marchés perçus sur les souks ruraux (B. O. M., 10 août 1926).

3 août 1926. — Arrêté du directeur général des travaux publics concernant les dispositifs dont doivent être munis les locomotives, les tracteurs à vapeur et les chaudières à asphalte, pour éviter les incendies (B. O. M., 10 août 1926).

4 août 1926. — Arrêté viziriel fixant le taux de l'indemnité de chaussures accordée au personnel subalterne de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones (B. O. M., 17 août 1926).

4 août 1926. — Arrêté viziriel abrogeant, à compter du 1er juillet 1926, les dispositions du dernier alinéa de l'article 4 de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1926 modifiant le règlement sur l'allocation des indemnités pour charges de famille (B. O. M., 17 août 1926).

6 août 1926. — Arrêté résidentiel portant modifications dans l'organisation territoriale des régions de Fès et de Taza (B. O. M., 17 août 1926).

6 août 1926. — Arrêté viziriel portant modification des conditions de fourniture et d'entretien des lignes et des installations téléphoniques (B. O. M., 24 août 1926).

6 août 1926. — Arrêté viziriel relatif à la surveillance de la production du lait et portant réglementation du commerce des laits et produits de laiterie (B. O. M., 23 novembre 1926).

Vu le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des produits agricoles et, notamment, ses articles 20 et 45 ; — Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1915 précisant les conditions dans lesquelles les produits doivent être présentés aux consommateurs ; — Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1916 portant réglementation des substances antiseptiques, des matières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les boissons ; — Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1921 relatif à la vente des beurres et des matières grasses alimentaires ; — Considérant la gravité des fraudes et falsifications opérées sur le lait et leurs conséquences au point de vue de la mortalité infantile ; — Considérant la nécescité d'organiser, en conséquence, un contrôle sévère sur la mise à la consommation du lait,

A. — Lait frais

Article premier. — La dénomination de lait frais est définie par le dahir susvisé du 14 octobre 1914 ; elle comporte l'interdiction de l'écrémage, en quelque proportion que ce soit.

Art. 2. — Toute personne qui se livre à la production du lait, en vue de la vente, doit en faire la déclaration, soit à l'inspecteur régional de l'élevage, soit au chef du service de l'élevage à Casablanca.

Cette déclaration ouvre une enquête menée par l'inspecteur régional de l'élevage ou si l'exploitation du déclarant est située dans un périmètre urbain, par le vétérinaire municipal intéressé. Le chef du service de l'élevage peut, chaque fois qu'il le juge utile, désigner spécialement un vétérinaire à cet effet.

Cette enquête porte sur l'état de santé des animaux, les conditions d'hygiène, de logement et d'entretien, leur alimentation et les précautions prises pour recueillir le lait dans les conditions normales de propreté.

L'enquête donne lieu à un rapport qui est adressé au chef du service de l'élevage par le vétérinaire inspecteur régional ou par le vétérinaire municipal à la suite duquel l'autorisation de mise en vente du lait récolté est accordée ou refusée.

Si le refus de cette autorisation donne lieu à une réclamation, celle-ci est examinée par une commission composée du chef du service de l'élevage et des deux vice-présidents, français et indigène, du conseil supérieur de l'agriculture.

Les visites par les vétérinaires inspecteurs des étables et des autres locaux où le lait est manipulé peuvent être renouvelées autant qu'il convient.

Le cas échéant, l'autorisation primitivement accordée peut être retirée.

Toutes ces décisions doivent être motivées ; les vétérinaires inspecteurs peuvent s'entourer de tous moyens de contrôle ou de diagnostic qu'ils jugeront utiles.

Les conclusions de ou des enquêtes sont inscrites sur une fiche spéciale établie par producteur.

Les duplicata de ces fiches sont centralisés à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, à Rabat, qui peut, s'il y a lieu, en délivrer copie aux parquets.

Art. 3. — Toutes les fraudes ou falsifications opérées sur le lait seront considérées comme nuisibles à la santé, et entraîneront, en conséquence, l'application des peines prévues à l'article 13 du dahir du 14 octobre 1914.

La mise en vente du lait sans l'autorisation prévue à l'article ci-dessus, ou la mise en vente du lait malgré l'interdiction résultant de l'enquête du vétérinaire inspecteur seront considérées comme des tentatives de tromperie sur la qualité de la marchandise vendue sans préjudice des sanctions prévues au paragraphe premier du présent article au cas de fraude ou de falsification.

Art. 4. — En cas de fraude ou de falsification flagrantes, l'agent qualifié constate le fait dans un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire (article 33 du dahir du 14 octobre 1914).

Dans ce cas — de même que dans les cas d'aveu de l'intéressé — le lait saisi est immédiatement détruit, après prélèvement régulier.

Le procès-verbal qui fera obligatoirement mention de cette destruction sera adressé directement au parquet.

Art. 5. — En dehors des prescriptions de l'article 20 du dahir du 14 octobre 1914, le lait, pour être propre à la consommation, doit répondre aux conditions suivantes : — 1° Ne pas provenir d'animaux malades, mal nourris ou surmenés ; — 2° Ne pas présenter de coloration ou d'odeur anormales, ni être pollué par des impuretés ; — 3° Ne pas provenir d'une traite opérée dans les sept jours qui suivent le part et, d'une manière générale, ne pas contenir de colostrum.

B. — Laits traités

Art. 6. — Sera considéré comme une infraction à l'article premier du dahir susvisé du 14 octobre 1914, le fait d'importer, détenir sans motifs légitimes, d'exposer, de mettre en vente et vendre sous la dénomination « lait pasteurisé » du lait qui n'a pas été débarrassé de tous microbes pathogènes par un procédé ayant reçu l'approbation du conseil supérieur d'hygiène ; sous la dénomination « lait stérilisé », du lait contenant des germes vivants.

Les récipients contenant les laits visés au présent article devront satisfaire, en ce qui concerne les indications à faire connaître à l'acheteur, aux prescriptions édictées pour les laits concentrés à l'article 8, §§ spéciaux 1, 2, 3 et 4.

C. — Laits concentrés

Art. 7. — La dénomination de « lait concentré » est réservée au produit provenant de la concentration du lait propre à la consommation.

La concentration du lait peut se faire avec ou sans addition de sucre (saccharose).

Qu'il soit sucré ou non sucré, le lait concentré ne doit pas être privé, dans quelque proportion que ce soit, de la matière grasse primitive.

En conséquence, sont interdites l'importation, la détention sans motifs légitimes, l'exposition, la mise en vente et la vente des laits concentrés écrémés, même avec l'indication sur les étiquettes de l'écrémage.

Art. 8. — Les récipient contenant les laits concentrés doivent être revêtus d'une étiquette dont une partie au moins, rédigée en langue française, portera les indications suivantes : — 1° La dénomination exacte du produit ; — 2° Le nom et la raison sociale du fabricant, ainsi que le

lieu de fabrication ; — 3° La date de fabrication, indiquée par le millésime et le trimestre de l'année de préparation ; — 4° Le poids net de la marchandise exprimé en grammes ; — 5° Le degré de concentration par le poids en grammes d'eau à ajouter au contenu du récipient pour obtenir un volume égal à celui du lait dont provient le produit.

Cette indication pourra être donnée par l'une des formules suivantes :

« En ajoutant au contenu de cette boîte .... grammes d'eau bouillie, on obtient .... litre .... décilitres de lait normal. »

« .... on obtient un produit représentant .... litre .... décilitres de lait normal additionné de .... grammes de sucre. »

Les indications relatives à la dénomination du produit et au poids net doivent être inscrites en caractères de dimensions au moins égales à celles des caractères les plus grands, figurant sur l'étiquette et de même apparence typographique.

Dans le cas où un autre sucre que la saccharose est ajouté ou substitué à ce dernier, partiellement ou totalement, dans la préparation des produits visés au présent article, la dénomination de vente doit être suivie d'une mention indiquant sans abréviation et en caractères apparents la nature et l'importance de l'addition ou de la substitution.

Art. 9. — Seront considérés comme falsifiés les laits concentrés — sucrés ou non — dont l'analyse, rapportée aux indications de l'étiquette ne correspondrait pas à un lait initial ayant contenu au minimum 33 grammes de beurre et 48 grammes de lactose hydratée par litre.

Leur importation, détention, exposition, vente et mise en vente seront, en conséquence, interdites.

D. — Laits en poudre

Art. 10. — La dénomination « lait en poudre » est réservée au produit de la dessication de lait propre à la consommation.

Le lait en poudre peut être sucré (saccharose) ou non sucré à la condition que les étiquettes indiquent la véritable nature du produit ; les étiquettes devront en outre porter, dans les conditions de l'article 8 ci-dessus, les indications prévues aux §§ spéciaux 1, 2, 3 et 4.

E. — Laits humanisés

Art. 11. — Les laits « humanisés », « maternisés », etc., destinés à l'alimentation des enfants, sont des produits spéciaux de composition variable.

Ils doivent être mis en vente avec une étiquette indiquant la nature exacte du produit.

Les étiquettes devront satisfaire aux prescriptions de l'article 8 ci-dessus, §§ spéciaux 1, 2, 3 et 4.

F. — Crèmes

Art. 12. — La dénomination « crème » est réservée au lait contenant au moins pour cent grammes, trente grammes de matières grasses.

Art. 13. — N'est pas considérée comme frauduleuse l'addition de lait à la crème, à la condition que la crème ainsi diluée renferme encore pour 100 grammes, au minimum 15 grammes de matières grasses et qu'elle soit mise en vente sous la dénomination de « crème diluée ».

G. — Beurres

Art. 14. — Est complété ainsi qu'il suit l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 22 novembre 1921 :

Les « beurres de table » sont ceux dont l'acidité exprimée en centimètres cubes de potasse normale pour cent grammes de produit est inférieure à 7°.

Les beurres dont l'acidité exprimée comme ci-dessus est comprise entre 7° et 15° doivent être vendus comme « beurres de cuisine ».

Les beurres dont l'acidité exprimée comme ci-dessus est supérieure à 15° sont considérés comme impropres à la consommation. Toutefois, une acidité légèrement supérieure à 15° sera tolérée pour les beurres dont les caractères sont ceux du beurre ou « zebda » indigène » ; l'étiquette avec la mention « beurre indigène » ne sera obligatoire que si le commerçant qui détient et met en vente ces produits se livre également au commerce des beurres de table ou de cuisine.

La rénovation par malaxage avec du lait et de l'eau additionnée d'une petite quantité de bicarbonate de soude est tolérée à la condition que le beurre ainsi traité soit mis en vente sous la dénomination « beurre rénové ».

Le beurre rénové perd le droit à toute autre qualification.

H. — Fromages

Art. 15. — La dénomination « fromage » est réservée au produit obtenu par la coagulation par empressurage du lait, de la crème ou du lait écrémé.

Art. 16. — Il est interdit de détenir, en vue de la vente ou de vendre : — 1° Des fromages préparés avec du lait écrémé et renfermant moins de 15 grammes de matières grasses pour 100 grammes de fromage après complète dessication, sans que leur dénomination de vente soit suivie du qualificatif « maigre ». Exception est faite pour ceux de ces fromages qu'il est d'usage constant de préparer avec du lait écrémé ; — 2° Des fromages préparés avec du lait autre que le lait de vache, sans que la dénomination de vente soit suivie de l'indication de l'espèce animale dont provient le lait employé. Exception est faite pour les fromages qu'il est d'usage constant de fabriquer avec du lait autre que du lait de vache.

Art. 17. — La dénomination « fromage double crème » est réservée aux fromages renfermant au moins 60 grammes de matières grasses pour cent grammes de fromage supposé sec.

La dénomination « fromage gras », « fromage à pâte grasse » et toutes autres déterminations indiquant une supériorité de qualité, sont réservées aux fromages à pâte molle renfermant au moins 40 grammes de matières grasses pour 100 grammes de fromage après complète dessication.

Art. 18. — Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses, aux termes du dahir du 14 octobre 1914 :

L'addition à la pâte du fromage de sel commercialement pur, d'aromates, d'épices et de cultures de ferments et moisissures et de matières colorantes végétales.

L'addition de bicarbonate de soude au sel servant à saupoudrer les fromages ;

Le glaçage au moyen de parafine de la croûte des fromages et la coloration de cette dernière, conformément aux prescriptions de l'arrêté viziriel du 6 février 1916.

Est également autorisée l'incorporation à la pâte du fromage de matières grasses autres que le beurre. Toutefois, la dénomination de vente des fromages ainsi préparés doit être accompagnée d'une mention appropriée, telle que « à la margarine », « à la graisse végétale », faisant connaître à l'acheteur la nature de la matière grasse incorporée.

I. — Caséïne

Art. 19. — La dénomination de « caséïne » est réservée à la matière albuminoïde du lait obtenu par dessication après égouttage de la caillebotte provenant de la coagulation du lait totalement écrémé.

Ne peut être considérée comme caséïne propre à la consommation humaine que la caséïne sans mauvaise odeur et sans mauvais goût, préparée avec des caillebottes propres et en bon état de conservation.

Art. 20. — Ne constitue pas une manipulation et pratique frauduleuse aux termes du dahir du 14 octobre 1914, l'emploi dans la préparation de la caséïne, de bicarbonate de soude, ou de phosphate de soude, à la condition toutefois que la quantité de ces sels employés ne dépasse pas au total 8 p. 100 du poids de la caséïne sèche.

J. — Présure

Art. 21. — La dénomination de « présure » est réservée à l'extrait liquide ou pâteux provenant de la macération de la caillette de jeunes bovidés tenus exclusivement au régime du lait.

Art. 22. — Ne constituent pas des manipulations ou pratiques frauduleuses aux termes du dahir du 14 octobre 1914, les opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la conservation de la présure :

Addition de sel commercialement pur ;

Addition d'acide borique ou d'acide salicylique, à la dose strictement indispensable pour assurer la conservation du produit.

K. — Dispositions générales

Art. 23. — L'emploi de toute indication ou de tout signe tendant à faire croire faussement que les produits visés au présent arrêté ont été produits ou manipulés sous un contrôle officiel, de même l'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur le poids, sur le volume, sur la nature, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits doit être considérée comme la cause principale de la vente, sont interdits en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment : 1° Sur les récipients et emballage ; — 2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ; — 3° Dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

Art. 24. — Est rigoureusement prohibé et considéré comme nuisible à la santé l'emploi pour la manipulation ou la conservation du lait d'appareils ou d'ustensiles en zinc, en tôle galvanisée ou plombée.

Est seul admis dans la confection de ces appareils ou ustensiles l'emploi de la tôle de fer, soudée et étamée à l'étain fin, conformément à l'article 5 du dahir du 14 octobre 1914.

Les récipients en terre vernissée devront satisfaire aux conditions de l'art. 6 du dahir précité.

Art. 25. — Est autorisé pour le nettoyage et la stérilisation des appareils et ustensiles servant aux manipulations, au transport ou au débit des produits visés au présent arrêté l'emploi des carbonates alcalins, des hypochlorites, du formol et de l'eau oxygénée à la condition que grâce à des rinçages subséquents à l'eau potable les produits mis en vente ne retiennent aucune trace des ingrédients utilisés.

Art. 26. — Est considérée comme falsification aux termes de l'article 3 du dahir du 14 octobre 1914 l'addition aux produits visés au présent arrêté d'une substance quelconque dont l'emploi n'aurait pas été autorisé expressément par la loi.

Un délai de six mois est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions édictées par le présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 12 novembre 1926. — Le commissaire résident général : T. STEEG.

13 août 1926. — Arrêté viziriel portant modification à l'arrêté viziriel du 19 mai 1926 fixant les ristournes d'intérêts attribuées aux exploitants agricoles ayant contracté des prêts à long terme auprès de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (B. O. M., 10 août 1926).

13 août 1926. — Dahir portant modification de l'article premier, paragraphe 4, du dahir du 6 janvier 1926, instituant une taxe intérieure de consommation sur les allumettes (B. O. M., 17 août 1926).

14 août 1926. — Arrêté viziriel instituant une série de primes pour encourager l'étude de la langue arabe dans les services de la sécurité générale (B. O. M., 24 août 1926).

14 août 1926. — Arrêté viziriel fixant les indemnités spéciales à allouer aux fonctionnaires des travaux publics remplissant, en sus de leurs fonctions normales, celles de vice-consul de France en matière maritime (B. O. M., 24 août 1926).

17 août 1926. — Arrêté viziriel pris en exécution des articles 1er et 4 du dahir organique du 10 juillet 1924 réglementant la taxe des prestations (B. O. M., 31 août 1926).

17 août 1926. — Dahir portant modification à la réglementation des saisies-arrêts et cessions des appointements, traitements et salaires (B. O. M., 7 septembre 1926).

Art. 1er. — Les salaires des ouvriers et agents auxiliaires et les appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires, alloués sur les fonds de l'Etat, des municipalités ou des établissements publics, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, si leur montant ne dépasse pas 9.000 francs par an.

Dans ce chiffre ne sont pas comprises les allocations ou indemnités visées à l'article 5 ci-après.

Art. 2. — Les salaires ou appointements des ouvriers, gens de service, employés ou commis au service des particuliers ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième si leur montant ne dépasse pas 9. 000 francs par an, non comprises les allocations ou indemnités visées par l'article 5 ci-après.

Art. 3. — Les appointements, traitements ou salaires, civils ou militaires, alloués sur les fonds de l'Etat des municipalités ou des établissements publics, lorsqu'ils sont supérieurs à 9.000 francs par an, ne peuvent être saisis au delà d'un cinquième sur les premiers 1.500 francs, d'un quart sur les 7,500 francs suivants, et d'un tiers sur la portion excédant 9.000 francs, à quelque somme qu'elle s'élève.

Ne peuvent être saisis que dans les mêmes proportions les salaires ou appointements des ouvriers, gens de service, employés ou commis au service des particuliers, lorsqu'ils sont supérieurs à 9.000 francs.

Dans ces chiffres ne sont pas comprises les allocations ou indemnités visées à l'article 5 ci-après.

Art. 4. — Les appointements, traitements et salaires peuvent être cédés dans la mesure où ils sont saisissables.

Art. 5. — Sont et demeurent incessibles et insaisissables : 1° les sommes allouées exclusivement à titre de remboursement d'avances faites ou de paiement de frais à engager pour l'exécution d'un service public ; 2° les indemnités de résidence, celles de logement ,et celles pour charges de famille.

Art. 6. — Les saisies et cessions faites pour le paiement des dettes alimentaires ne sont soumises aux restrictions prévues par le § 2° de l'article ci-dessus, non plus que celles faites en vertu des lois de statut personnel relatives à la contribution des époux aux charges du ménage.

Les indemnités pour charges de famille sont entièrement réservées aux saisies alimentaires à destination des enfants, ceux-ci pouvant, au surplus, exercer leurs droits, pour la partie non couverte par une indemnité, sur les sommes saisissables pour toutes les causes alimentaires.

Art. 7. — Les appointements, traitements et salaires des personnes visées aux articles 1er et 2 ci-dessus, compris entre 2.000 et 9.000 fr., échus postérieurement à la promulgation du présent dahir, ne seront pas frappés au delà du dixième par la saisie-arrêt signifiée avant cette promulgation.

La saisie-arrêt signifiée antérieurement à la promulgation du présent dahir ne pourra, jusqu'à complet paiement des causes de la saisie, frapper que pour un dixième ,au delà de 9.000 francs, les salaires ou appointements visés à l'article 2 ci-dessus, échus depuis la promulgation.

Les appointements ou traitements des fonctionnaires compris entre 2.000 et 9.000 francs seront frappés par la cession, signifiée avant la promulgation du dahir, dans les conditions du droit commun ayant existé avant cette promulgation.

Art. 8. — L'article premier de Notre dahir du 2 août 1914 réglementant la saisie-arrêt des traitements supérieurs à 2.000 francs, est abrogé.

Toutes dispositions antérieures non contraires au présent dahir sont maintenues, notamment celles des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du dahir précité du 2 août 1914.

Art. 9. — Les dispositions du présent dahir n'apportent aucune modification à celles des articles 183 et suivants de Notre dahir du 31 mars 1919 formant code de commerce maritime, relatives aux avances, rétentions ,délégations et saisies sur les salaires des marins, lesquelles demeurent intégralement en vigueur.

20 août 1926. — Dahir modifiant le dahir du 12 avril 1916 portant règlementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme (B. O. M., 24 août 1926).

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er de Notre dahir du 12 avril 1916 portant réglementation de l'exercice des professions de médecin ,pharmacien, dentiste et sage-femme, tel qu'il a été modifié par le dahir du 27 septembre 1916, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art.* 1er. — Nul ne pourra, dons toute l'étendue de la zone française de notre Empire, exercer la profession de médecin, de pharmacien, de chirurgien-dentiste, de sage-femme ou d'herboriste, s'il n'est possesseur d'un titre en donnant le droit en France, dans son pays d'origine ou dans le pays dont il est le ressortissant.

« L'exercice de ces professions sera interdit à toute personne qui aurait été frappée, hors de la zone française, d'une des peines visées à l'article 11 ci-après, entraînant l'incapacité absolue d'exercice ,ou qui aurait fait l'objet d'une condamnation pour faits de même nature que ceux punis des peines visées au dit article.

« L'autorisation sera retirée si une condamnation pour faits analogues est intervenue avant elle mais n'a été connue que postérieurement.

« Il est interdit de pratiquer sous un pseudonyme. ».

Art. — 2. — Les dispositions de l'article 2 de Notre dahir du 12 avril 1916 tel qu'il a été modifié par le dahir du 30 juillet 1921 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art.* 2. — Les médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et herboristes qui voudront exercer seront tenus ,dès leur établissement et avant d'accomplir aucun acte de leur profession, d'obtenir l'autorisation de pratiquer, qui leur sera délivrée par le secrétaire général du Protectorat. Ils devront, à cet effet, faire aux services municipaux ou à l'autorité locale de contrôle, une déclaration de leur intention de s'installer, et y déposer leur diplôme ou certificat accompagné du bulletin n° 3 de leur casier judiciaire, ou d'un document officiel en tenant lieu, ainsi que d'une pièce établissant leur nationalité.

« Le dossier sera transmis au secrétaire général du Protectorat qui, qour les équivalences, prendra l'avis des services techniques intéressés et, dans le cas où le praticien serait de nationalité étrangère, contrôlera la valeur du titre.

« Le secrétaire général du Protectorat délivrera, le cas échéant, une autorisation de pratiquer qui sera inscrite au dos du diplôme ou certificat et valable pour toute l'étendue de la zone française de Notre Empire. Le diplôme devra être présenté ensuite, aux fins d'enregistrement ,au greffe du tribunal de première instance du ressort et, pour visa, aux services municipaux ou à l'autorité locale de contrôle.

« Tout changement de domicile oblige à un nouveau visa du titre et, si le domicle est porté dans un ressort judiciaire différent, à un nouvel enregistrement au greffe du tribunal de première instance du nouveau ressort.

« S'il s'agit de débutants n'étant pas encore en possession de leur diplôme, ils devront faire enregistrer et viser, comme il est dit ci-dessus, le certificat provisoire leur donnant le droit d'exercer en France, dans leur pays d'origine ou dans le pays dont ils sont ressortissants.

« Toutefois, dans le délai d'un an qui suivra le visa du certificat provisoire par le secrétaire général du Protectorat ,le diplôme devra être soumis aux mêmes formalités de visa et d'enregistrement que le certificat provisoire lui-même.

« Les praticiens qui, n'exerçant plus depuis deux ans, voudront se livrer de nouveau à l'exercice de leur profession, seront soumis aux mêmes formalités d'autorisation, d'enregistrement et de visa.

« L'enregistrement du certificat provisoire ou du diplôme au greffe du tribunal donne lieu à la perception du droit fixe prévu pour tout acte de greffe par Notre dahir sur les perceptions.

Ce droit n'est exigible qu'à l'occasion du premier enregistrement, les enregistrements ultérieurs du même titre ou d'autres titres du praticien pour l'exercice de la même profession étant gratuits.

« Il sera établi chaque année par les soins du secrétariat général du Protectorat une liste unique des médecins, pharmacieus, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et herboristes, diplômés ou tolérés, des cliniques, maisons de santé ou de traitement et des hôpitaux privés, autorisés à exercer ou à fonctionner en zone française, et exerçant ou fonctionnant, effectivement ,au 1er janvier de chaque année.

Cette liste, après avoir été communiquée au parquet général près la Cour d'appel, sera publiée au « Bulletin Officiel » et affichée ensuite dans toutes les villes érigées en municipalités et au siège des autorités locales de contrôle.

« Un exemplaire de la liste sera adressé au parquet de chacun des tribunaux de première instance et à la direction de la santé et de l'hygiène publique. »

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de Notre dahir du 12 avril sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art.* 3. — Les médecins ,chirurgiensdentistes et sages-femmes diplômés qui se rendent périodiquement dans une ville autre que celle de leur docimile pour y exercer, ne sont pas astreints à un nouveau visa ni à un nouvel enregistrement de leur diplôme.

« Ces dispositions ne s'appliuent pas aux médecins,dentistes et sages-femmes non diplômés qui ne peuvent exercer qu'en vertu d'une autorisation personnelle et dans une ville déterminée.

«L'exercice simultané des professions de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, d'une part, et de celles de pharmacien ou d'herboriste, d'autre part, est interdit, même dans le cas de possession des diplômes conférant le droit d'exerer ces professions, à moins qu'il n'existe pas de pharmacien dans un rayon de cinq kilomètres.

« Tout médecin diplômé pourra cependant vendre des médicaments si, dans la localité où il est appelé à donner des soins ou dans un rayon de cinq kilomètres autour de ladite localité, il n'existe aucun pharmacien.

« Les consultations de médecins dans les officines de pharmacie ou dans les locaux communiquant avec celles-ci, sont interdites hormis le cas d'urgence de soins à donner à un blessé ou à une personne trouvée malade sur la voie publique.

« Le pharmacien autorisant des consultations dans son officine, sauf les exceptions indiquées ci-dessus, sera poursuivi au même titre que le médecin et passible de la même pénalité.

« Toute convention d'après laquelle un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme retirerait de l'exercice de sa profession un profit quelconque sur la vente des médicaments effetuée par une pharmacie est prohibée et nulle.

« Les chirurgiens-dentistes non munis d'un diplôme de médecin devront s'abstenir de toutes opérations autres que celles qui se pratiquent couramment dans l'exercice de leur profession. Il leur est interdit de pratiquer l'anesthésie générale sans l'assistance d'un médecin. Il est également interdit aux chirurgiens-dentistes qui se rendent à jour fixe, pour exercer leur profession, dans une ville autre que celle de leur domicile d'avoir à leur service un mécanicien-dentiste à demeure dans la ville où ils n'exercent que périodiquement.

« Les sages-femmes ne pourront exercer que l'art des accouchements. Sauf en cas de force majeure, elles ne pourront pratiuer aucune opération chirurgicale sans l'assistance d'un médecin, ni prescrire aucun médicament dangereux, à l'exception de ceux spécifiés par arrêté viziriel, comme il est prévu à l'article 10, § 3° ci-après. Elles pourront pratiquer les vaccinations et les revaccinations antivarioliues. »

Art .4. — Sont abrogés les 1ers, 2e et 4e alinéas de l'article 4 de Notre dahir du 12 avril 1916, dont le 3e alinéa a été complété par le dahir du 19 septembre 1922.

Toute infraction aux prescriptions des 3e, 4e, 5e, 6e, 8e et 9e alinéas de l'article 3 du dahir du 12 avril 1916, tel qu'il a été modifié par l'article 3 ci-dessus, sera considérée et sanctionnée comme un acte d'exercice illégal.

Sera considérée comme se livrant illégalement à l'exercice de la médecine :

1° Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, prendra part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections

chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art deutaire ou des accouchements, sauf les cas d'urgence avérée ;

2 °Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 3 ci-dessus ;

3° Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sortira des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les deux paragraphes ci-dessus, à l'effet de les soustraire aux prescriptions du présent dahir.

Les dispositions du paragraphe 1° ci-dessus ne s'appliqueront pas aux étudiants en médecine qui agiront comme aides d'un médecin ou que celui-ci placera auprès de ses malades, ni aux gardes-malades, ni aux personnes qui, sans prendre le titre de chirurgien-dentiste, opèreront, accidentellement, l'extraction des dents.

Toute usurpation du titre de médecin, de pharmacien, de chirurgien-dentiste, de sage-femme ou d'herboriste sera considérée comme un acte d'exercice illégal et punie comme tel.

Les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ne pourront mentionner sur la plaque indicatrice apposée à l'entrée du local où ils exercent ou sur un l'immeuble où ils sont installés que leurs nom, prénoms, titres et profession, et le nom de leurs prédecesseurs, les plaques indicatrices au nom de ces derniers devant obligatoirement être enlevées.

Les dispositions qui précèdent n'apportent aucune modification au régime en vigueur pour la vente de la quinine d'Etat.

Art. 5. — Aucun pharmacien ne peu tenir plus d'un officine de pharmacie. Il doit en être seul propriétaire et la gérer en personne.

L'association de plusieurs pharmaciens diplômés n'est admise qu'en vue de l'exploitation d'une seule officine, à condition que celle-ci ne soit gérée que par les associés et qu'aucun d'eux ne possède en propre une autre pharmacie ou n'y ait des intérêts.

Tout pharmacien devra, lors du dépôt de son diplôme aux services municipaux ou à l'autorité locale de contrôle du lieu où il s'installe, déclarer par écrit s'il prend possession d'une pharmacie déjà exploitée ou s'il en fonde une nouvelle, et en indiquer l'adresse ; dans le premier cas, il devra joindre à sa déclaration, une expédition sur papier libre de l'acte dûment enregistré portant acquisition de l'officine ; dans les deux cas, il devra déposer une expédition sur papier libre de son bail dûment enregistré.

Art. 6. — Les dispositions de l'article 6 de Notre dahir du 12 avril 1916 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art.* 6. — En cas d'absence ou d'empêchement temporaire qui devra toujours être signalé par l'intéressé à l'autorité locale, le propriétaire de l'officine ou le gérant régulièrement autorisé ne pourra se faire remplacer que par un pharmacien diplômé ou par un élève ayant au moins 5 ans de stage, âgé de 25 ans révolus et reconnu apte par une commission composée de deux pharmaciens et d'un médecin, réunie, à la demande du secrétaire général du Protectorat, par le directeur de la santé et de l'hygiène publique.

« Toutefois, en cas d'absence ou d'empêchement ne devant pas excéder un mois ,le titulaire ou gérant diplômé d'une pharmacie pourra se faire remplacer, après avis préalable donné par écrit à l'autorité locale, par un autre pharmacien diplômé ou par un élève ayant été reconnu apte, dans les conditions ci-dessus spécifiées.

« Au cas de décès d'un pharmacien en exercice, la veuve ou les héritiers pourront continuer de tenir l'officine avec le concours d'un pharmacien diplômé ou d'un élève présentant les garanties de stage et de capa-

cité prévues au premier alinéa du présent article et uniquement attaché à ladite officine.

« Dans les cas prévus aux premier et troisième alinéas ci-dessus, l'autorisation, essentiellement révocable, sera donnée par le secrétaire général du Protectorat, sur l'avis techtnique du directeur de la santé et de l'hygiène publiques. Cette autorisation fixera la durée du remplacement ou de la gestion ,qui ne pourra excéder un an. Cependant lorsque le pharmacien laissera, à sondécès, sa femme ou un de ses descendants étudiant en pharmacie, l'autorisation pourra excéder un an. Elle devra alors être renouvelée chaque année jusqu'à l'expiration de la cinquième année qui suivra le décès. »

Art. 7. — Les dispositions de l'article 7 de Notre dahir du 12 avril 1916, tel qu'il a été modifié par le dahir du 2 décembre 1922 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art.* 7. — Pour la préparation ou la confection de leurs produits, les pharmaciens devront se conformer à la dernière édition du « Codex « medicamentarius gallicus » (pharmacopée française), de ses suppléments et de ses additions.

« Ils pourront détenir et vendre toutes drogues, tous produits chimiques ou préparations pharmaceutiques autres que ceux qui figurent au codex français, à condition qu'ils soient étiquetés et vendus conformément à leur composition .

« lls ne pourront faire dans leur officine aucun autre commerce que celui des médicaments ,des objets se rattachant à l'art de guérir ou à l'hygiène, des produits diététiques, des produits hygiéniques et des produits chimiques.

« La vente des médicaments secrets est interdite.

« Toute annonce ou affiche indiquant des remèdes secrets est également prohibée.

« Les nom et titres du pharmacien ou de l'herboriste devront être inscrits d'une façon apparente sur la devanture de l'offioe ; seuls les nom et prénoms du ou des prédécesseurs pourront être maintenus sur la devanture, à l'exclusion de leurs titres, afin d'éviter toute confusion possible avec ceux du successeur. Les étiquettes, les factures, reçus et toutes pièces commerciales devront être au nom du praticien en exercice. »

Art 8. — Le dahir du 12 avril 1916 est complété comme suit : ,

« *Art.* 7 *bis.* — L'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste, d'une sage-femme ou d'un vétérinaire devra être datée et rédigée lisiblement et formulée de sorte qu'elle puisse être exécutée dans toutes les pharmacies.

«L'auteur de l'ordonnance devra y faire figurer, indépendamment de sa signature autographe, son nom, sa qualité énoncée en toutes lettres et son adresse, soit lisiblement écrits ,soit imprimés, soit apposés à l'aide d'un timbre.

« Si l'auteur de l'ordonnance prescrit un médicament à une dose supérieure à celle qui figure au atbleau des doses maxima du codex, il devra répéter la dose en toutes lettres, avec la mention d'avertissement « Je « dis ».

Si la prescription concerne des substances vénéneuses, l'auteur devra énoncer en toutes lettres les doses de substances vénéneuses prescrites et indiquer le mode d'administration du médicament.

« Si le pharmacien croit devoir conserver l'ordonnance, notamment dans les cas prescrits par les articles 18 et 19 de Notre dahir du 2 décembre 1922, sur les substances vénéneuses, il ne pourra refuser d'en délivrer une copie intégrale et certifiée conforme, portant le timbre de son officine et le numéro du registre d'ordonnances.

Lorsque le pharmacien se trouve en présence d'une ordonnance qui lui paraît douteuse, comme rédaction ou dangereuse comme effet, il en réfère au signataire avant de délivrer le produit spécifié. ».

Art. 8. — (Sans modification).

« *Art.* 8 *bis.* — Toute personne pourvue du certificat d'herboriste et autorisée dans les conditions prévues par l'article 2, pourra détenir et vendre toutes les plantes ou parties de plantes médicinales, fraîches ou sèches, mélangées ou non, à l'exception des plantes vénéneuses dont la liste figure au codex.

« Il est interdit aux herboristes de constituer un dépôt de médicaments dans leur officine, de détenir et de mettre en vente : 1° toute composition ou préparation pharmaceutique ; 2 tout produit chimique ou photographique ; 3° tout objet de pansement antiseptique et, notamment, le coton et la gaze préparés au salol, à l'acide borique, à l'iodoforme, au sublimé, etc... ; 4° toutes plantes toxiques ; 5° de l'essence d'anis et de l'essence de badiane.

« Un herboriste ne pourra exploiter qu'un seul magasin.

« Les herboristes sont soumis au contrôle de l'inspection des pharmacies, prévu par l'article 8 du présent dahir.

« Au cas de décès d'un herboriste en exercice, la veuve ou les autres héritiers pourront continuer à tenir le magasin avec le concours d'un herboriste diplômé ou d'un élève pharmacien présentant les garanties de stage et de capacité prévues à l'article 6 et uniquement attaché à cette herboristerie.

« Dans ce cas, la demande de gérance devra être adressée, par la voie administrative au secrétaire général du Protectorat, qui délivrera s'il y a lieu, l'autorisation nécessaire, dont la durée ne pourra excéder un an ».

Art. 9. — L'article 9 de Notre dahir du 12 avril 1916 modifié par le dahir du 30 juillet 1921 est complété comme suit :

Art. 9. — .....

« Toute sage-femme qui recevra chez elle des pensionnaires sera tenue d'en faire la déclaration au chef des services municipaux, qui fera procéder par le médecin, directeur du bureau municipal d'hygiène à l'inspection des locaux mis à la disposition des clientes.

« Ce praticien dressera de son inspection un procès-verbal qui sera transmis par les soins du chef des services municipaux au secrétaire général du Protectorat. S'il a été constaté que l'installation et l'aménagement des locaux ne remplissent pas toutes les conditions d'hygiène nécessaires, il pourra être interdit à la sage-femme de prendre des pensionnaires.

« Une inspection des locaux de toutes les sages-femmes autorisées à recevoir des pensionnaires devra être effectuée dans les mêmes conditions, au moins une fois l'an. Le procès-verbal d'inspection sera adressé au secrétaire général du Protectorat.

« Dans les villes ou centres non dotés d'un bureau municipal d'hygiène, la déclaration de la sage-femme devra être faite à l'autorité locale de contrôle qui désignera le médecin chargé de l'inspection des locaux. »

Art. 10. — L'article 10 de Notre dahir du 12 avril 1916 complété par le dahir du 26 juillet 1917 et modifié par le dahir du 2 décembre 1922 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« *Art.* 10. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir, rendus sur la proposition du directeur de la santé et de l'hygiène publique, détermineront :

« 1° Les conditions dans lesquelles s'effectuera l'inspection des cliniques, maisons de santé ou de traitement ou hôpitaux privés, visés à l'article précédent ;

« 2° La réglementation de l'inspection des pharmacies ;

« 3° La liste des médicaments du codex que les sages-femmes peuvent employer. »

Art. 11. — L'article 11 de Notre dahir du 12 avril 1916 tel qu'il a été modifié par le dahir du 2 décembre 1922 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Art. 11. — Toute infraction aux prescriptions des 1er, 2e et 8e alinéas de l'article 7 et à celles de l'article 7 bis sera passible d'une amende de 16 à 100 francs.

« Toutefois, les infractions à celles des prescriptions de l'article 7 bis qui sont relatives aux substances vénéneuses seront passibles des peines prévues par le dahir du 2 décembre 1922.

« Toute autre infraction aux dispositions du présent dahir ou des arrêtés prévus pour son exécution sera passible d'une amende de 500 à 5.000 francs, sans préjudice, le cas échéant, de l'application dees peines prévues par les dahirs du 14 octobre 1924 sur la répression des fraudes et du 2 décembre 1922, sur les substances vénéneuses.

« Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titres, l'amende sera de 1.000 à 10.000 francs.

« L'amende sera double en cas de récidive dans les douze mois pour infraction de qualification identique et le délinquant pourra être condamné, en outre, à un emprisonnement dont la durée n'excédera pas un an.

« Au cas de condamnation pour infraction à l'une des dispositions des articles 5, 6, 7 et 9, la pharmacie irrégulière tenue ou gérée pourra être fermée dès le prononcé du jugement de condamnation, même rendu par défaut, à la diligence du secrétaire général du Protectorat. Les tribunaux pourront toujours prononcer à l'encontre du pharmacien condamné l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer.

« Seront également frappés par les tribunaux de suspension temporaire ou d'interdiction absolue d'excercice de leur profession, accessoirement à la peine principale, tous médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sges-femmes ou herboristes qui seraient condamnés : 1° à une peine afflictive ou infamante ; 2° à une peine correctionnelle prononcée pour faux, vol ou escroquerie, ainsi que pour les crimes ou délits prévus par les articles 316, 317, 330 ,331, 332, 334 et 335 du code pénal ; 3° à une peine correctionnelle prononcée par un tribual criminel pour des faits qualifiés crimes par la loi.

« En cas de condamnation prononcée à l'étranger pour l'un des délits ci-dessus spécifiés, le coupable sera, à la requête du ministère public, frappé par les tribunaux de première instance de suspension temporaire ou d'interdiction absolue de l'exercice de sa profession .

« L'exercice de leur profession par les personnes contre lesquelles aura été prononcé la suspension temporaire ou l'incapacité absolue, dans les conditions ci-dessus spécifiées, tombera sous le coup des sanctions prévues par les 3e, 4e et 5e alinéas du présent article.

« Les dispositions du présent article ne seront toutefois jamais applicables aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes ou herboristes frappés d'une peine quelconque pour crime ou délit politique.

« Le fait de s'être servi, pour obtenir l'autorisation d'exercer, d'un titre faux ou falsifié, ou d'avoir fait usage d'un titre appartenant à une autre personne sera poursuivi conformément aux lois sur le faux.

« Les sanctions ci-dessus prévues seront prononcées sans préjudice des actions en dommages-intérêts qui pourront être intentées à l'encontre des délinquants par les intéressés et sans préjudice ,au regard des praticiens non diplômés qui exercent leur profession en vertu d'une autorisation personnelle spéciale, de la perte du bénéfice de la tolérance dont ils jouissent, dans le cas où la suspension temporaire serait prononcée à leur encontre en vertu d'une des dispositions du présent article.

« L'article 463 du code pénal français sera toujours applicable.

« Les infractions aux dispositions du présent dahir seront de la compétence exclusive des juridictions françaises de Notre Empire. »

Art. 12. — Les dispositions de l'article 5 du présent dahir n'apportent aucune modification aux mesures prises par Notre Grand Vizir dans les conditions prévues par l'article 5 de Notre dahir du 12 avril 1916 dont les prescriptions demeurent intégralement en vigeur au regard des pharmaciens diplômés qui ont bénéficié desdites mesures.

Art. 13. — Sont abrogés : 1° toutes dispositions contraires à celles du présent dahir ; 2° Le dahir du 26 juillet 1917 complétant l'article 10 du dahir du 12 avril 1916.

Vu pour promulgation et mise à exécution : **Rabat, le 21 août 1926**

Le ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale,

Urbain BLANC.

21 août 1926. — Arrêté viziriel portant modification à l'arrêté viziriel du 7 août 1920 relatif à la police sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation (B. O. M., 14 septembre 1926).

22 août 1926. — Décret relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français dans l'Empire chérifien (1) (J. O. 10 septembre 1926. — B. O. M., 28 septembre 1926).

Vu la loi du 16 juillet 1875, article 8 ; — Vu la loi du 15 juillet 1912, autorisant le Président de la République française à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité conclu à Fès, le 30 mars 1912, pour l'organisation du Protectorat français dans l'Empire chérifien ; — Vu ledit traité du 30 mars 1912, promulgué par le décret du 20 juillet 1912, notamment les articles 1er, 4 et 5 ; — Vu le décret du 7 septembre 1913: — Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Art. 1er. — Les juridictions françaises du Maroc continueront à fonctionner dans les conditions fixées et suivant les règles établies par le dahir d'organisation judiciaire de Sa Majesté chérifienne du 12 août 1913, modifié par les dahirs du 1er septembre 1920, du 20 novembre 1922, du 10 juin 1924 et du 23 juillet 1926.

Art. 2. — Les magistrats français appelés à faire partie des dites juridictions, conformément à l'article 23 du dahir organique mentionné ci-dessus, sont nommés par le Président de la République, sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 3. — Le tribunal de première instance de Marrakech est rangé dans la 2e classe.

---

(1) Rapport au président de la République française. — Paris, le 16 août 1926. — Monsieur le Président, — Le développement remarquable de l'activité économique du Maroc est révélé par l'augmentation considérable du nombre des litiges portés devant les tribunaux français. Les indigènes confiants dans notre organisation judiciaire tendent de plus en plus à requérir l'immatriculation de leurs immeubles, de manière à les soustraire à la compétence des tribunaux chérifiens et assurer, d'une façon définitive, leur droit de propriété. D'autre part, l'effort de colonisation européenne qui se poursuit dans tout le pays apporte aux juridictions françaises un contingent croissant d'affaires soulevées par cette procédure. Cette activité ne fera que croître. L'administration du protectorat a dû créer, l'année dernière, deux nouveaux bureaux de conserva-

23 août 1926. — **Arrêté viziriel** fixant les diverses indemnités accordées au personnel des services actifs do la sécurité générale (B. O. M., 31 août 1926).

27 août 1926. — **Arrêté viziriel** portant modification de l'arrêté viziriel du 22 novembre 1922 sur les ateliers publics de distillation (B. O. M., 14 septembre 1926).

28 août 1926. — **Arrêté viziriel** modifiant les articles 7 et 9 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 portant organisation du personnel administra-

---

tion foncière, l'un à Marrakech, l'autre à Meknès. Les litiges relatifs à l'immatriculation ne sont pas seulement nombreux, mais extrêmement délicats et compliqués. Ils exigent de longues et patientes études, et chaque magistrat ne peut instruire qu'un nombre restreint d'affaires. Il doit, en effet, effectuer de nombreux transports sur les lieux litigieux qui le retiennent loin de son cabinet pendant de longs jours. Cette considération, à elle seule, justifierait les créations proposées. L'intérêt de la colonisation exige que ces affaires soient jugées le plus rapidement possible. L'intérêt économique est, en effet, étroitement lié à une assiette définitive de la propriété foncière. L'activité de la colonie ne s'exerce pas seulement dans les questions immobilières. Les procès civils, et surtout commerciaux, vont se multipliant, et il est de toute utilité, dans un pays nouvellement ouvert à notre civilisation, de donner aux difficultés contentieuses une solution rapide. Aussi, les corps élus du Maroc et l'administration locale réclament depuis longtemps la création d'un tribunal de première instance à Marrakech, capitale du Sud. L'essor économique de cette région, son éloignement de Casablanca, du tribunal duquel elle dépend, légitiment ces vœux. La création de ce tribunal semble, d'autre part, le corollaire obligé de l'installation à Marrakech d'un bureau de conservation foncière, réalisée depuis deux ans déjà. Les mêmes raisons motivent sérieusement la création d'une deuxième chambre au tribunal de première instance de Rabat. Pour assurer son fonctionnement, il n'est envisagé que la création d'un poste de vice-président et celle d'un siège de juge. Cette chambre aura à s'occuper principalement du contentieux de l'immatriculation qui a pris un développement considérable. Enfin, le mouvement croissant des affaires exerce une répercussion sensible sur la marche de la cour d'appel. Cette cour, qui siège à trois membres seulement, se compose actuellement du premier président, d'un président de chambre et de quatre conseillers. Elle ne peut suffire aux tâches diverses qui lui incombent. Les affaires immobilières, en particulier, doivent absorber l'activité de deux conseillers ; et c'est la création de deux de ces postes qui est sollicitée. C'est pourquoi M. le commissaire résident général de la République française au Maroc a soumis au sceau de S. M. le sultan un dahir portant création : — 1° De deux nouveaux sièges de conseiller à la cour d'appel ; — 2° D'un siège de vice-président et d'un poste de juge au tribunal de première instance de Rabat. Ces créations permettraient de composer, auprès de chacune de ces juridictions, une chambre qui serait spécialement chargée du contentieux de l'immatriculation de la propriété foncière ; — 3° D'un tribunal de première instance à Marrakech. Nous avons l'honneur, monsieur le Président, si ces propositions rencontrent votre agrément, de vous prier de vouloir bien ratifier, conformément aux traités, le dahir chérifien dont une copie est ci-jointe, en revêtant de votre signature le projet de décret que nous avons l'honneur de vous soumettre. — Le ministre des affaires étrangères, — Aristide Briand. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, — Louis Barthou.

tif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones (B. O. M., 7 septembre 1926).

30 août 1926. — Décret portant réglementation en ce qui concerne les comptables publics, du fonctionnement des comptes courants et des chèques postaux au Maroc (J. O., 8 sept. 1926).

Sur la proposition du président du conseil, ministre des finances, du ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce et de l'industrie, — Vu le décret du 16 avril 1917, sur la comptabilité publique au Maroc ; — Vu le décret du 6 novembre 1918, réglementant le fonctionnement des comptes courants postaux ouverts aux comptes publics de la métropole ; — Vu le rapport n° 923 en date du 14 mai 1926 du résident général de la République française au Maroc ; — Vu les avis émis par le président du conseil, ministre des finances, et par les ministres des affaires étrangères et du commerce et de l'industrie,

Art. 1er. — Tout comptable public ou régisseur comptable chargé d'effectuer des opérations de recettes ou de dépenses de l'Etat peut se faire ouvrir un compte courant de chèques postaux.

Ce compte courant demeure unique pour l'ensemble des services publics gérés par le comptable ou régisseur. Toutes opérations personnelles en sont exclues.

L'intitulé du compte ne doit pas comprendre le nom patronymique du comptable ou du régisseur.

Art. 2. — Aucun dépôt de garantie n'est exigé ; toutefois, l'avoir du compte ne doit jamais descendre au-dessous de 5 francs.

Art. 3. — Sont portés au crédit des comptes ouverts aux comptables publics ou régisseurs comptables : — 1° Les versements effectués par les titulaires à leur propre compte ; — 2° Les versements effectués par les débiteurs, non titulaires de comptes courants postaux, sous la condition que l'imputation à donner à la somme versée soit indiquée sur le coupon du mandat de versement ; — 3° Le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux, sous la condition que le chèque de virement soit accompagné d'un avis de crédit destiné au comptable ou régisseur titulaire du compte crédité et contenant l'indication détaillée de l'imputation à donner par lui à la somme virée.

Art. 4. — Sont portées au débit des mêmes comptes les sommes qui font, de la part des titulaires, l'objet : — 1° De chèques nominatifs payables à leur profit ; — 2° De chèques de virement émis au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions réglées aux articles 7 à 13 du présent arrêté viziriel pour le payement des dépenses publiques ordonnancées ; — 3° De chèques de virement émis pour tout autre objet au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions arrêtées de concert entre la direction générale des finances et l'office chérifien des postes, des télégraphes et des téléphones.

Art. 5. — Chacune des opérations prévues aux articles 3 et 4 donne lieu à la perception des taxes instituées par les arrêtés en vigueur.

Les taxes dues pour les versements effectués au compte courant d'un comptable ou d'un régisseur sont perçues sur la partie versante.

Le service des chèques postaux prélève cette taxe sur le compte crédité dans le cas de versement du comptable ou régisseur à son compte courant et sur le compte débité dans tous les autres cas.

Lorsque des règlements généraux ou particuliers ne mettent pas à la charge de tiers la taxe spéciale à chaque opération, cette taxe rentre, ainsi que le coût des différentes formules livrées à titre onéreux par le service des chèques postaux, parmi les frais de service ou de gestion du comptable ou régisseur.

Art. 6. — La demande d'ouverture de compte courant est déposée au bureau de poste de la résidence du comptable ou régisseur ; elle doit avoir été visée pour approbation par le chef de service du demandeur. Elle présente l'indication de l'intitulé à donner au compte et, s'il y a lieu, la désignation des fondés de pouvoirs autorisés par le signataire à recevoir les formules de chèques et à signer les chèques.

En cas de mutation de comptable ou régisseur, ou de constitution d'un intérim, le fonctionnaire entrant ou à défaut l'intérimaire est, sur la demande qu'il présente dans les conditions déterminées par le paragraphe qui précède, substitué au fonctionnaire sortant comme titulaire du compte.

Toute modification en ce qui concerne la désignation des fondés de pouvoirs fait l'objet d'une demande nouvelle du titulaire approuvée par son chef de service.

Lorsqu'il y a urgence, le chef de service notifie au bureau de chèques postaux les signatures provisoirement accréditées pour les opérations du compte courant postal.

Tous chefs de service du comptable ou régisseur ainsi que tous agents chargés du contrôle à son égard peuvent obtenir gratuitement, douze fois au maximum, par compte, chaque année, l'indication du solde du compte courant à une date déterminée, et quatre fois au maximum par compte, chaque année, la copie dudit compte courant pour une période de dix jours.

Les indications, copies et renseignements demandés par la direction générale des finances sont, sans limitation d'objet ni d'étendue, délivrés gratuitement.

Art. 7. — Les créanciers de l'Etat, qui ont un compte courant de chèques postaux, peuvent obtenir payement de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de payement délivré à leur profit par l'ordonnateur sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte courant postal.

Art. 8. — Le payement par virement aux comptes de chèques postaux est opérée en vertu soit d'une clause formelle des marchés ou contrats, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit d'une lettre adressée à l'ordonnateur, par le titulaire de la créance.

Art. 9. — L'ordonnateur transmet au comptable payeur la lettre d'avis d'ordonnance, le mandat ou l'ordre de payement, portant indication du compte à créditer et accompagné d'une formule d'avis de crédit ainsi que des pièces justificatives y compris, s'il y a lieu, la lettre visée à l'article précédent.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de la créance et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur les titres de payement la mention « Vu bon à payer » et arrête en toutes lettres sur ce titre la somme nette à porter au crédit du compte du créancier.

Art. 10. — La taxe de virement est, en ce qui concerne les opérations effectuées par application des articles 7 et 8 à la charge du créancier ; elle est déduite du montant de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de payement lors de l'arrêté de la somme nette à virer prescrit par l'article précédent.

Le comptable adresse les titres de paiement relevés sur un bordereau d'envoi et accompagnés d'un chèque de virement, ainsi que des avis de crédit, au bureau de chèques postaux détenteur de son compte courant. Après inscription au débit du tireur, ce bureau crédite ou fait créditer les

comptes des bénéficiaires. Le bureau de chèques détenteur du compte courant crédité porte sur chaque titre une mention signée du préposé et appuyée du timbre à date du bureau de chèques constatant que l'opération de virement a été effectuée.

Les titres de payement ainsi annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaire du compte débité. Celui-ci demeure pécuniairement responsable, dans le cas où le virement n'a pas être opéré faute de disponibilités suffisantes à son compte courant postal.

Le service des chèques postaux fait parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires.

Art. 12. — Les titres de payement revêtus de la mention prévue à l'article ci-dessus et accompagnés des pièces justificatives de l'ordonnancement, constituent la décharge du comptable qui y appose sous sa responsabilité les timbres-quittances exigibles.

Art. 13. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transfert ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le payement de la créance ne peuvent avoir d'effet, en ce qui concerne la somme portée à la lettre d'avis d'ordonnance, au mandat où à l'ordre de payement, s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention « Vu bon à payer ».

30 août 1926. — Dahir étendant à la zone française de l'Empire chérifien le système d'avances sur pensions institué par la loi du 26 juillet 1917 (B. O. M., 14 septembre 1926).

Article unique. — Les dispositions de la loi du 26 juillet 1917 relative à l'interdiction des prêts sur pensions et à l'institution d'un système d'avances sur pensions servies par l'Etat français, ainsi que celles du décret du 15 novembre 1917 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, sont étendues à la zone française de l'Empire chérifien à partir du 1er novembre 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 septembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

30 août 1926. — Dahir modifiant les dahirs des 26 juillet 1920 et 28 février 1921 portant création d'une direction de l'enseignement (B. O. M., 7 septembre 1926).

Article premier. — Le dahir du 26 juillet 1920 portant création d'une direction de l'enseignement et le dahir du 17 décembre 1920 portant modification et addition au dahir du 26 juillet 1920 précité, sont modifiés et complétés comme suit.

Art. 2. — La direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités est placée sous l'autorité d'un directeur général et comprend les services publics ressortissant aux objets ci-après : — 1° Enseignement des indigènes ; — 2° Enseignement supérieur, secondaire et technique et organisation scientifique ; — 3° Enseignement primaire et professionnel européen ; — 4° Arts indigènes ; — 5° Beaux-arts et monuments historiques, palais impériaux et résidences ; — 6° Antiquités préislamiques.

Art. 3. — Les attributions des services ci-dessus énumérés sont fixées ainsi qu'il suit : — 1° Enseignement des indigènes : — Organisation, administration et contrôle des écoles indigènes de tout ordre. — 2° Enseignement supérieur, secondaire et technique et organisation scientifi-

que : — Organisation, administration et contrôle des établissements d'enseignement supérieur, secondaire et technique, des instituts de recherches scientifiques, des bibliothèques et des archives. — 3° Enseignement primaire et professionnel européen : — Organisation, fonctionnement, administration et contrôle des écoles d'enseignement primaire et professionnel européen de tout ordre. — 4° Arts indigènes : — Organisation, administration et contrôle des industries d'art indigène, de l'apprentissage des métiers d'art indigène ; aménagement, conservation et entretien des musées d'art indigène. — 5° Beaux-arts et monuments historiques, palais impériaux et résidences : — Conservation des vieilles villes marocaines, classement et restauration des monuments historiques, entretien des palais impériaux et résidences ; constructions de musées et d'ateliers d'artistes ; examen des projets de construction des bâtiments publics ou à usage du public ; établissement d'ordonnances architecturales dans les villes nouvelles, examen des projets de construction dans certains quartiers dans les mêmes villes. — 6° Antiquités préislamiques : Recherche et conservation des antiquités préislamiques, direction et inspection des fouilles.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 1er septembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

31 août 1926. — Décret relatif à l'application au Maroc de l'article 59, 3e alinéa, in fine, de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme des pensions civiles et militaires (1) (J. O., 17 septembre 1925).

Sur la proposition du président du conseil, ministre des finances, — Vu la loi du 14 avril 1924, et notamment son article 59, 3e alinéa in fine ainsi conçu : « Les sommes attribuées à titre de supplément colonial et celles ayant le caractère d'un remboursement de dépenses ou d'allocations non personnelles imposées par la fonction, ne rentrent pas en compte pour la détermination du maximum du cumul ; — Attendu que les traitements servis aux agents publics du Maroc, tant par l'Etat que par les villes érigées en municipalitc et par les établissements publics, ne comportant pas de supplément colonial distinct, les difficultés se sont présentées pour l'application des règles du cumul et qu'il y a lieu de fixer une règle d'équivalence permettant le résoudre ces difficultés » ;

---

(1) Rapport au président de la République française. — Paris, le 31 août 1926. — Monsieur le Président, — Aux termes de l'article 59 de la loi du 14 avril 1924, sur la réforme des pensions civiles et militaires, les sommes attribuées à titre de supplément colonial et celles ayant le caractère d'un remboursement de dépenses ou d'allocations non personnelles imposées par la fonction, ne rentrent pas en compte pour la détermination du maximum du cumul.

Or, les traitements servis aux agents publics du Maroc, tant par l'Etat que par les villes érigées en municipalité et par les établissements publics, ne comportent pas de supplément colonial distinct, et des difficultés se sont élevées pour l'application des règles du cumul, en ce qui concerne ces agents.

Il a paru nécessaire, dans ces conditions, pour résoudre ces difficultés, de fixer le supplément colonial des agents en service dans le protectorat.

Tel est l'objet du présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement. — Le président du conseil, ministre des finances : Raymond POINCARE.

— Vu le rapport du résident général de la République française au Maroc, adressé, le 5 mai 1926, à M. le ministre des finances,

Art. premier. — Pour l'application des règles du cumul, le tiers des traitements et salaires attribués aux agents rémunérés sur les budgets de l'Etat chérifien, des villes érigées en municipalités et des établissements publics du Maroc, sera considéré comme constituant le supplément colonial prévu à l'article 59, 3e alinéa in fine susvisé de la loi du 14 avril 1924 sur la réforme des pensions civiles et militaires.

Art. 2. — Le présent décret entrera en vigueur à compter du jour de sa promulgation au « Journal officiel ».

31 août 1926. — Dahir portant modification des articles 171 et 184 du dahir formant code de commerce ,et réglementant le paiement par chèque des effets de commerce (B. O. M., 21 septembre 1926).

Article premier. — L'article 171 du dahir formant code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 171. — Le refus de paiement doit être constaté par un acte « que l'on nomme protêt faute de paiement. Ce protêt doit être dressé « le lendemain de l'échéance, sauf dans le cas prévu ci-après où le por- « teur a reçu le chèque en paiement.

« Si le lendemain de l'échéance est un jour férié légal, le protêt est « dressé le jour suivant.

« Lorsque le porteur consent à recevoir un chèque en paiement, ce « chèque, qui n'entraîne pas novation. doit indiquer le montant, le nom- « bre et l'échéance des effets ainsi payés.

« Si le chèque n'est pas payé, notification du protêt faute de paie- « ment dudit chèque est faite au domicile de paiement de la lettre de « change dans les délais prévus à l'article 329 du dahir formant code « des obligations et contrats.

« Le protêt faute de paiement du chèque et la notification sont faits « par un seul et même exploit.

« Le tiré qui reçoit la notification doit, s'il ne paie pas la lettre de « change, ainsi que les frais de protêt faute de paiement du chèque et « les frais de notification, restituer la lettre de change au secrétaire- « greffier instrumentaire. Celui-ci dresse immédiatement le protêt faute « de paiement de la lettre de change.

« Si le tiré ne restitue pas la lettre de change, un acte de protestation « est aussitôt dressé. Le défaut de restitution y est constaté. Le tiers « porteur est, en ce cas, dispensé de se conformer aux dispositions de « l'article 161 du dahir formant code de commerce.

« Le défaut de restitution de la lettre de change constitue un délit « passible des peines prévues par l'article 408 du code pénal fran- « çais. »

Art. 2. — L'article 184 du dahir formant code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 184. — Nul acte de la part du porteur de la lettre de change « ne peut suppléer à l'acte de protêt hors les cas prévus par les articles « 161 et 162 touchant la perte de la lettre de change et par l'article « 171, avant-dernier alinéa, du présent code. »

Art. 3. — Le délit prévu au dernier alinéa de l'article 171 du dahir formant code de commerce, modifié comme il est dit ci-dessus, est de la compétence exclusive des juridictions françaises de notre empire.

L'article 463 du code pénal est applicable.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 13 septembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

31 août 1926. — Dahir relatif à la répression de l'usure en zone française de l'Empire chérifiien (B. O. M., 21 septembre 1926).

Article premier. — Quiconque se sera rendu coupable des faits prévus par l'article 878 de notre dahir formant code des obligations et contrats sera puni : — 1° D'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à un taux usuraire, ou à la moitié de la valeur du service rendu ou de la prestation effectuée ; — 2° D'un emprisonnement de six jours à six mois ; — le tout sans préjudice des conséquences civiles prévues audit article 878.

Art. 2. — En cas de récidive, le maximum des peines prévues à l'article précédent devra être prononcé ; ces peines pourront être élevées jusqu'au double, sauf application des cas généraux de récidive des articles 57 et 58 du code pénal.

Art. 3. — S'il y a lieu, de la part du prêteur, à escroquerie ou abus des passions d'un mineur, il sera passible des peines prononcées par les articles 405 ou 406 du code pénal, sauf l'amende, qui demeurera réglée par les articles 1er et 2 du présent dahir.

Art. 4. — Dans tous les cas et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affichage du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux de la zone française de notre empire.

Ils pourront également appliquer dans tous les cas l'article 463 du code pénal.

Le sursis à l'exécution de la peine ne pourra être accordé que pour les condamnations à l'emprisonnement.

Art. 5. — Tout jugement ou arrêt constatant un des faits prévus par l'article 878 du code des obligations et contrats sera transmis par le secrétaire-greffier en chef au ministère public dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de 16 francs ni excéder 100 francs, et qui sera prononcée à la requête du ministère public par le tribunal de première instance.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 17 septembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale : Urbain BLANC.

31 août 1926. — Dahir modifiant l'annexe n° 1 du dahir du 18 janvier 1922 concernant les perceptions auxquelles donnent lieu les actes et procédures des juridictions françaises et les actes notariés (B. O. M., 21 septembre 1926).

1er septembre 1926. — Dahir tendant à instituer au Maroc des sociétés à responsabilité limitée (B. O. M., 5 octobre 1926).

Article premier. — Est rendue exécutoire, dans la zone française de notre empire, la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée, telle qu'elle est annexée au présent dahir, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 2. — Par complément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 de la loi précitée, les banques et établissements de crédit ne peuvent se former en sociétés à responsabilité limitée.

Art. 3. — Le dépôt des statuts prescrit par l'article 12 de la loi précitée devra être effectué au secrétariat du tribunal de première instance de la circonscription dans laquelle se trouve le siège de la société.

Art. 4. — Par dérogation à l'article 15 de la loi précitée, ces sociétés sont dispensées de renouveler, dans les circonscriptions judiciaires de leurs maisons succursales, le dépôt des statuts et la publicité qu'elles ont à effectuer uniquement dans la circonscription de leur siège social, conformément aux articles 12 et 13 de la même loi.

Art. 5. — Les cessions de parts sociales seront opposables à la société et aux tiers lorsqu'elles auront été signifiées à la société ou acceptées par elle dans la forme prévue par l'article 195 du dahir formant code des obligations et contrats.

Art. 6. — Les sociétés à responsabilité limitée doivent être immatriculées dans le registre du commerce créé par le dahir du 12 août 1913 formant code de commerce dans le délai et sous les sanctions déterminées par notre dahir du 1er septembre 1926 rendant obligatoire l'immatriculation des commerçants et des sociétés commerciales sur le registre du commerce.

La déclaration à faire au secrétaire-greffier, conformément à l'article 6 de ce dernier dahir, doit contenir, outre les mentions prescrites par cet article, les noms et prénoms des associés, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux, avec toutes les indications prescrites par le § 4 de l'article 4 dudit dahir.

Les mentions indiquées dans l'article 7 du même dahir doivent également être inscrites au registre du commerce.

La société devra aussi être inscrite dans le registre central du commerce, conformément à l'article 9 du dahir précité.

Art. 7. — Les tribunaux français du Maroc sont compétents pour appliquer les peines prévues par la loi du 7 mars 1925 et aussi pour juger les procès intentés par ou contre les sociétés à responsabilité limitée marocaines, françaises ou ressortissantes de toute puissance ayant abandonné son privilège de juridiction.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 1er octobre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, Urbain BLANC.

1er septembre 1926. — Dahir rendant obligatoire l'immatriculation des commerçants et des sociétés commerciales sur le registre du commerce (B. O. M., 23 novembre 1926).

TITRE PREMIER. — Du registre du commerce

Article premier. — Le registre du commerce institué par l'article 19 de notre dahir du 12 août 1913 formant code de commerce fonctionnera désormais de la manière suivante.

Art. 2. — La tenue du registre du commerce par le secrétaire-greffier du tribunal de première instance et l'observation des formalités prescrites pour les inscriptions qui doivent y être faites, sont surveillées par le président du tribunal ou par un juge qu'il désigne chaque année à cet effet.

Art. 3. — Dans ce registre sont immatriculés les commerçants marocains, français ou étrangers ayant dans la zone française de l'Empire chérifien soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence, les sociétés commerciales marocaines ou françaises et les sociétés commerciales étrangères ayant dans la zone française de l'Empire chérifien soit leur siège social, soit une succursale ou une agence.

Sont portées au registre du commerce dans les conditions ci-après, les mentions relatives à ces commerçants ou à ces sociétés dont l'inscription est prescrite par le présent dahir.

TITRE DEUXIEME. — Des commerçants ayant dans la zone française de l'Empire chérifien, soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence

Art. 4. — Tout commerçant doit, dans les trois mois de l'ouverture de son fonds de commerce ou de l'acquisition par lui faite d'un fonds de commerce, requérir du secrétaire-greffier du tribunal de première instance dans le ressort du quel son fonds est exploité, son immatriculation dans le registre du commerce.

Le requérant remet au secrétaire-greffier une déclaration en double exemplaire sur papier libre et signée de lui. Cette déclaration indique : — 1° Le nom patronymique et les prénoms du commerçant ; — 2° Le nom sous lequel il exercice le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou son pseudonyme ; — 3° La date et le lieu de sa naissance ; — 4° Sa nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, le mode et la date de l'acquisition de celle-ci ; — 5° S'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, l'autorisation ou le consentement expres qui leur a été donné en vertu des article 4, 5 et 6 du dahir formant code de commerce ; — 6° Le régime matrimonial du commerçant dans les cas prévus par les articles 55 à 59 du dahir formant code de commerce ; — 7° L'objet du commerce ; — 8° Les lieux où sont situées les succursales ou agences du fonds de commerce au Maroc, en France ou à l'étranger ; — 9° L'enseigne ou la raison de commerce de l'établissement ; — 10° Les nom patronymique, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que la nationalité des fondés de pouvoirs avec toutes les indications prescrites par les dispositions du § 4° du présent article ; — 11° Les établissements de commerce que le déclarant a précédemment exploités ou ceux qu'il exploite dans le ressort d'autres tribunaux.

Le secrétaire-greffier copie sur le registre du commerce (registre analytique) le contenu de la déclaration t remet au requérant l'un des deux exemplaires de celle-ci, sur lequel il certifie avoir opéré cette copie.

Art. 5. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce : — 1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent ; — 2° Les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce du commerçant ; — 3° L'acte rétablissant la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens, dans les conditions prévues par le statut personnel de l'intéressé ; — 4° Le nantissement du fonds de commerce, le renouvellement et la radiation de l'inscription du privilège du créancier gagiste ; — 5° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce déposées par le commerçant ; — 6° Les jugements ou arrêts nommant un conseil judiciaire au commerçant inscrit ou prononçant son interdiction, ainsi que les jugements ou arrêts de mainlevée ; — 7° Les jugements ou arrêts déclarant la faillite ou la liquidation judiciaire, homologuant un concordat, en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture; les jugements ou arrêts prononçant la réhabilitation, avec indication, s'il y a lieu, du remboursement intégral des créanciers ; — 8° La cession du fonds de commerce ; — 9° Tous les faits énumérés par le présent article, intéressant les commerçants n'ayant pas leur établissement principal en zone française, mais y possédant une succursale ou une agence, ainsi que les jugements rendus à l'encontre des mêmes personnes par des tribunaux français autres qu eceux du Maroc, et les jugements rendus à l'étranger et déclarés exécutoires par un tribunal de la zone française.

Les inscriptions au registre du commerce sont requises par le commerçant dans les cas visés par les §§ 1°, 3°, 5° et 8° du présent article ; elles le sont par le secrétaire-greffier du tribunal ou de la cour qui a rendu les jugements ou arrêts à mentionner dans les cas visés par les §§ 2°, 6°, 7° et 9° du présent article. Les inscriptions sont opérées d'office par le secrétaire-greffier quand le jugement a été rendu par le tribunal au secrétariat-greffe duquel est tenu le registre du commerce ou quand il s'agit des mentions à faire en vertu du § 4° du présent article.

TITRE TROISIEME. — Des sociétés commerciales marocaines, françaises ou étrangères

Art. 6. — Toute société commerciale marocaine, française ou étrangère, en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, à responsabilité limitée ou anonyme, ayant soit son siège social, soit une succursale ou une agence dans la zone française de l'Empire chérifien, doit être immatriculée dans le registre du commerce du tribunal de première instance dans le ressort duquel est établi soit son siège social, soit une succursale ou une agence.

L'immatriculation doit être requise dans les trois mois de la constitution de la société soit par les gérants, soit par les administrateurs, ou dans les trois mois de l'ouverture de la succursale ou de l'agence par le directeur de cette succursale ou de cette agence.

Les requérants produisent au secrétaire-greffier du tribunal de première instance du siège social, de la succursale, ou de l'agence, une déclaration en double exemplaire sur papier libre signée d'eux, en même temps qu'ils font le dépôt de l'acte de société prescrit par l'article 37 du dahir formant code de commerce.

Cette déclaration mentionne : — 1° Les noms et prénoms des associés autres que les actionnaires et commanditaires, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux, avec toutes les indications prescrites par le § 4° de l'article 4 ; — 2° La raison sociale ou la dénomination de la société ; — 3° L'objet de la société ; — 4° Les lieux où la société a des succursales ou agences au Maroc, en France ou à l'étranger ; — 5° Les noms des associés ou des tiers autorisés à administrer, gérer et signer pour la société, des membres de conseils de surveillance des sociétés en commandite ; la date et le lieu de leur naissance ainsi que leur nationalité, avec les indications prescrites par le § 4° de l'article 4 ; — 6° Le montant du capital social et le montant des sommes en valeur à fournir par les actionnaires et commanditaires ; — 7° L'époque où la société a commencé et celle où elle doit finir ; 8° La nature de la société ; — 9° Si elle est à capital variable, la somme au-dessous de laquelle le capital ne peut être réduit.

Le secrétaire-greffier copie sur le registre du commerce (registre analytique) le contenu de la déclaration et remet au requérant l'un des deux exemplaires de celle-ci, sur lequel il certifie avoir opéré cette copie.

Art. 7. — Doivent être aussi mentionnés dans le registre du commerce : — 1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent ; — 2° Les noms, prénoms, date, lieu de naissance et nationalité des gérants, administrateurs ou directeurs nommés pendant la durée de la société, des membres des conseils de surveillance des sociétés en commandite, avec toutes indications prescrites par le § 4° de l'article 4 ; — 3° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce déposées par la société : — L'inscription est requise par les gérants ou par les administrateurs en fonctions au moment où elle doit être faite ; — 4° Les jugements et arrêts prononçant la dissolution

ou la nullité de la société ; — 5° Les jugements et arrêts déclarant la société en faillite ou en liquidation judiciaire ainsi que les jugements ou arrêts s'y rattachant mentionnés par le § 7° de l'article 5.

TITRE QUATRIEME. — Du registre central du commerce

Art. 8. — Le registre central du commerce, tenu pour toute la zone française de l'Empire chérifien à l'Office de la propriété industrielle à Rabat, doit porter les mentions qui sont transmises au directeur de l'Office de la propriété industrielle par le secrétaire-greffier qui a opéré l'inscription, dans le mois de celle-ci.

Ces mentions consistent seulement dans les nom, prénoms de chaque commerçant, dans le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme, avec indication de la date et du lieu de sa naissance, dans la raison sociale ou la dénomination de chaque société, avec une référence au registre du commerce dans lequel le commerçant ou la société commerciale est immatriculé.

TITRE CINQUIEME. — De l'indication de l'immatriculation au registre du commerce sur les papiers de commerce des commerçants et des sociétés commerciales

Art. 9. — Tout commerçant, toute société commerciale, assujetti par les dispositions des articles 1er, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent dahir à se faire immatriculer dans le registre du commerce du lieu de son domicile commercial ou de son siège social, de son agence ou de sa succursale, est tenu de mentionner dans les factures, lettres, notes de commande, tarifs et prospectus, le nom du tribunal de première instance au secrétariat-greffe duquel il est immatriculé ainsi que le numéro de son immatriculation au registre analytique du registre du commerce tenu dans ledit secrétariat-greffe.

Ces mêmes mentions doivent également figurer sur les cartes présentées par les voyageurs ou représentants accrédités par la maison (cartes de circulation ou cartes de représentation de maisons) .

TITRE SIXIEME. — Dispositions générales

Art. 10. — L'immatriculation est exigée dans chaque ressort du tribunal de première instance où il existe des succursales ou agences. Mais il suffit que dans les registres du commerce de ces tribunaux, le commerçant ou la société ayant son établissement principal ou son siège social dans la zone française de l'Empire chérifien soit mentionné au registre du commerce sous son nom, sa raison sociale ou sa dénomination, avec référence au registre du commerce de l'établissement principal ou du siège social.

Si des commerçants marocains, français ou étrangers, ou si des sociétés commerciales marocaines, françaises ou étrangères, visés aux articles 1er, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du présent dahir, ont, en zone française, plusieurs succursales ou agences de leur établissement situé hors de ladite zone ces commerçants ou ces sociétés commerciales ne sont soumis aux dispositions de ces mêmes articles que dans le ressort judiciaire où est située la principale de ces succursales ou agences. Dans les ressorts de tribunal où se trouvent d'autres succursales ou agences, il suffit que le commerçant ou la société soit mentionné au registre du commerce dans les termes indiqués dans le précédent alinéa.

Art. 11. — Toute inscription sur le registre du commerce pour laquelle un délai n'a pas été fixé par les articles précédents doit être requise dans le mois à partir de la date de l'acte ou du fait à inscrire. Le délai court, pour les jugements et arrêts, du jour où ils ont été rendus.

Art. 12. — Toutes les immatriculations et inscriptions au registre du commerce ont lieu après une déclaration faite dans les formes respectivement prescrites par les articles 4, 5, 6 et 7 du présent dahir.

Art. 13. — Aucune réquisition tendant à l'immatriculation sur le registre du commerce d'un commerçant ou d'une société commerciale ne sera reçue par le secrétaire-greffier du tribunal que sur la production d'un extrait du rôle de la contribution des patentes, ou d'un acte de cession de fonds de commerce ou, à défaut des pièces ci-dessus, d'un certificat délivré par le chef des services municipaux ou le représentant de l'autorité locale de contrôle, attestant, après vérification, la réalité de l'existence de l'établissement commercial visé dans la déclaration.

Art. 14. — Le secrétaire-greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises dans les conditions indiquées aux précédents articles, que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par le présent dahir.

Il signale au juge chargé de la surveillance du registre les inexactitudes qui lui paraissent avoir été commises dans les déclarations.

Art. 15. — Quand un commerçant cesse d'exercer son commerce ou vient à décéder sans qu'il y ait cession de fonds de commerce, ou quand une société est dissoute, il y a lieu à la radiation de l'immatriculation. Cette radiation est opérée d'office en vertu d'une décision du juge préposé à la surveillance du registre, si elle n'a pas été requise par le commerçant ou par ses héritiers ou par les gérants ou administrateurs de la société en fonctions au moment de sa dissolution.

Art. 16. — Seul le registre central du commerce est public.

Art. 17. — Toutefois, toute personne peut se faire délivrer aussi bien par le secrétaire-greffier, sans communication du registre du commerce, que par le directeur de l'Office de la propriété industrielle avec communication du registre central, une copie des inscriptions portées sur le registre du commerce ou sur le registre central ou un certificat qu'il n'existe point d'inscription.

Les copies ou certificats sont certifiés conformes soit par le président du tribunal ou par le juge chargé de la surveillance du registre, soit par le directeur de l'Office de la propriété industrielle.

Art. 18. — Les copies ou extraits du registre du commerce délivrés par le secrétaire-greffier ne doivent pas mentionner : — 1° Les jugements déclaartifs de faillite ou de liquidation judiciaire quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale ; — 2° Les jugements d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire, lorsqu'il y a eu mainlevée ; — 3° Les nantissements du fonds de commerce, quand l'inscription du privilège du créancier gagiste a été rayée ou est périmée par défaut de renouvellement dans un délai de 5 ans.

TITRE SEPTIEME. — Droits et taxes

Art. 19. — L'immatriculation au registre du commerce donne lieu à la perception, par le secrétaire-greffier qui la reçoit, d'une taxe unique de 20 francs, dans laquelle sont compris tous les frais relatifs à l'inscription de la déclaration produite sur le registre du commerce et à sa transcription sur le registre central du commerce.

Art. 20. — Les intéressés assujettis par les dispositions du présent dahir à se faire immatriculer au registre du commerce sont dispensés de l'acquittement de la nouvelle taxe prévue à l'article précédent, s'ils se trouvent avoir déjà déposé leur firme au registre du commerce, conformément aux dispositions de Notre dahir du 11 mai 1921.

Art. 21. — Toute délivrance de copie des inscriptions portées au registre du commerce ou au registre central du commerce, toute délivrance de certificat négatif ou de certificat d'immatriculation auxdits registres, donne lieu à la perception par le secrétaire-greffier, ou par le directeur de l'Office de la propriété industrielle, d'une taxe uniforme de 5 francs.

TITRE HUITIEME. — Sanctions

Art. 22. — Les tribunaux français de Notre Empire sont seuls compétents pour statuer sur les infractions aux dispositions du présent dahir.

Art. 23. — Est puni d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) tout commerçant, tout gérant ou administrateur d'une société commerciale, tout directeur d'une succursale ou d'une agence d'un établissement ou d'une société commerciale tenu par les dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du présent dahir à se faire immatriculer au registre du commerce, qui ne requiert pas, dans les délais prescrits par le présent dahir, les inscriptions obligatoires.

L'amende est prononcée par le tribunal de première instance, statuant commercialement, dans le ressort duquel se trouve l'intéressé, sur la réquisition du juge chargé de la surveillance du registre du commerce, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Le tribunal ordonne que l'inscription omise sera faite dans un délai de quinzaine. Si, dans ce délai, elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende peut être prononcée.

Dans ce dernier cas, s'il s'agit de l'ouverture dans la zone française de l'Empire chérifien d'une succursale ou d'une agence d'un établissement situé en dehors de ladite zone sans déclaration préalable, le tribunal peut ordonner la fermeture de cette succursale jusqu'au jour où la formalité omise aura été remplie.

Art. 24 — Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ou de l'inscription dans le registre du commerce est punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.) et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le jugement prononçant la condamnation ordonne que la mention inexacte sera rectifiée dans les termes qu'il détermine.

Art. 25. — Toute infraction aux dispositions de l'article 9 du présent dahir relatif à l'indication de certaines mentions sur les papiers de commerce des commerçants et des sociétés commerciales, entraînera l'application des sanctions établies par l'article 23 du présent dahir.

Art. 26. — Toute infraction inexacte donnée de mauvaise foi, figurant dans la mention portée sur les papiers de commerce des commerçants et des sociétés commerciales, sera punie des peines prévues par l'article 24 du présent dahir.

Art. 27. — En cas de récidive, les peines prévues aux précédents articles 24 et 26 du présent dahir seront portées au double.

Art. 28. — L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits prévus par les articles 24 et 26 ci-dessus.

TITRE NEUVIEME. — Dispositions spéciales et transitoires

Art. 29. — Un arrêté de Notre Grand Vizir déterminera les mesures nécessaires pour l'application du présent dahir et, notamment, les formes de la déclaration à produire par les commerçants et les sociétés commerciales lors de leur immatriculation, la contexture des registres, certificats, extraits, copies et de tous autres documents officiels se rap-

portant au présent dahir, ainsi que le mode de perception des taxes prévues aux articles 19 et 21 ci-dessus.

Art. 30. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent dahir et notamment : — 1° Le deuxième alinéa de l'article 88 du dahir du 23 juin 1916 relatif à la protection de la propriété industrielle ; — 2° Les 7e, 8e et 9e alinéas de l'article 40 (annexe n° 1) du dahir du 18 janvier 1922 sur les perceptions.

Art. 31. — Les commerçants, administrateurs ou gérants de sociétés et directeurs de succursales, assujettis à l'immatriculation dans le registre du commerce par les dispositions du présent dahir, doivent s'y conformer dans le délai de six mois à partir de sa mise en vigueur.

Art. 32. — Les commerçants ou les sociétés commerciales qui ont déposé leur nom ou leur firme sur le registre du commerce antérieurement à la promulgation du présent dahir doivent également se conformer aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, et 7 du présent dahir, dans le délai fixé à l'article ci-dessus.

Art. 33. — A titre exceptionnel et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les obligations imposées par le présent dahir ne s'appliqueront pas aux commerçants indigènes inscrits dans les 4e, 5e 6e et 7e classes du tableau A des patentes.

Art. 34. — Le présent dahir entrera en vigueur le 1er janvier 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 18 novembre 1926. — Le Commissaire Résident Général, T. STEEG.

1er septembre 1926. — Arrêté Viziriel relatif à l'application du dahir du 1er septembre 1926 rendant obligatoire l'immatriculation des commerçants et des sociétés commerciales sur le registre du commerce (B. O. M., 23 décembre 1926).

Vu le dahir du 1er septembre 1926 rendant obligatoire l'immatriculation des commerçants et des sociétés commerciales sur le registre du commerce,

TITRE PREMIER. — De la déclaration

Article 1er. — La déclaration en double exemplaire que tout commerçant, tout gérant ou administrateur de société commerciale ayant dans la zone française de l'Empire chérifien soit son établissement principal, soit une succursale, soit une agence, tout directeur de succursale ou d'agence est tenu de remettre au secrétaire-greffier du tribunal de première instance dans le ressort duquel il possède ou dirige un établissement, à l'effet de requérir son immatriculation ou une inscription dans le registre du commerce, en vertu du dahir susvisé du 1er septembre 1926, doit être déposée par l'intéressé ou par son fondé de pouvoirs spécial muni d'une procuration ; cette procuration peut être sous seing privé, mais doit être timbrée et enregistrée ; elle est conservée au secrétariat-greffe.

Dans le cas où la déclaration est déposée par un mandataire, la signature du mandant doit être légalisée. Si la déclaration est remise par le requérant lui-même, le secrétaire-greffier qui la reçoit doit s'assurer de l'identité du requérant.

Art. 2. — La déclaration en double exemplaire, visée à l'article 1er ci-dessus, est établie sur une formule fournie par les secrétaires-greffiers des tribunaux de première instance et des tribunaux de paix et dont un modèle spécial est fixé pour chacun des cas visés aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du dahir précité du 1er septembre 1926.

La déclaration du modèle A est celle d'un commerçant ; — La déclaration du modèle B est celle d'une société commerciale ; — La déclaration du modèle C est celle d'une succursale ou agence ; — La déclaration du modèle D est faite aux fins d'inscription modicative d'une immatriculation.

Article 3. — Les mentions exigées par le dahir précité doivent être inscrites sur la déclaration, lisiblement, sans abréviations, ni altérations, ni surcharges ; les renvois en marge doivent être paraphés et leur nombre, ainsi que celui des mots rayés nuls, compté et certifié.

Les brevets d'invention exploités sont désignés par la date de leur dépôt et leur numéro de délivrance, les marques de fabrique et de commerce déposées, par la date et le numéro de leur dépôt.

Art. 4. — Le secrétaire-greffier vérifie si toutes les indications prescrites ont été fournies. Il inscrit lui-même en tête de la déclaration :

1° La date et l'heure du dépôt ;

2° Le numéro d'ordre au registre chronologique, attribué à la déclaration, suivant une numérotation continue commençant à nouveau chaque année à partir du 1er janvier ;

3° Le numéro sous lequel le commerçant ou la société sera immatriculé au registre analytique.

Art. 5. — Toute déclaration postérieure à l'immatriculation doit reproduire les numéros de la déclaration initiale au registre chronologique et au registre analytique attribués lors de l'immatriculation.

Art. 6. — En ce qui concerne l'obligation d'immatriculation au registre du commerce prescrite par le dahir du 1er septembre 1926 il ne sera pas tenu compte des inscriptions de noms de commerçants ou de raisons de commerce effectuées dans les secrétariats-greffes des tribunaux de première instance avant la mise en vigueur du dit dahir. Toutefois, aucune taxe ne sera, dans ce cas, perçue à l'occasion de l'immatriculation prévue par le même dahir.

Art. 7. — Les inscriptions des jugements ou arrêts visés par les paragraphes 2°, 6° et 7° de l'article 5 et les paragraphes 4° et 5° de l'article 7 du dahir du 1er septembre 1926 sont effectuées sur la réquisition du secrétaire-greffier du tribunal ou de la cour ayant rendu le jugement ou l'arrêt, qui en adresse à cet effet, au secrétaire-greffier du tribunal de première instance où est tenu le rgistre du commerce, la notification au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le secrétaire-greffier procède d'office à ces inscriptions ou rectifications lorsque le jugement a été rendu par le tribunal au secrétariat-greffe duquel a été immatriculé le nom de commerçants ou de sociétés commerciales faisant l'objet de ces inscriptions ou rectifications, ou quand il s'agit de mentions visées par le paragraphe 4° de l'article 4 du dahir précité.

TITRE DEUXIEME. — Du registre du commerce

Art. 8. — Le registre du commerce comprend deux parties : 1° un registre chronologique ; 2° un registre analytique.

Art. 9. — Après acquittement par le requérant de la taxe fixée à l'article 19 du dahir du 1er septembre 1926, les déclarations d'immatriculation sont enregistrées sommairement sur le registre chronologique à souche dans l'ordre de leur dépôt au secrétariat-greffe et sous le numéro qui leur a été attribué.

Il en est délivré un récépissé détaché de la souche, constatant le fait du dépôt et mentionnant : — 1° Le numéro d'ordre de l'inscription au dit registre chronologique ; — 2° La date et l'heure du dépôt ; —

3° Les noms, prénoms ou les raisons sociales ou de commerce et le domicile des déclarants; — 4° L'adresse de l'établissement ou du siège social ; — 5° L'indication du numéro d'inscription au registre analytique, de l'immatriculation initiale visée par l'inscription modificative. en cas d'inscription modificative.

Les inscriptions modificatives, qui ne donnent pas lieu à la perception de taxes, sont enregistrées sur le registre chronologique dans les mêmes conditions que les déclarations.

Les inscriptions modificatives supposent, en plus, l'indication du numéro d'inscription au registre analytique de l'immatriculation initiale visée par l'inscription modificative.

Art. 10. — L'ensemble des mentions figurant sur les déclarations produites par les requérants est ensuite transcrit dans les différentes colonnes du registre analytique.

Art. 11. — Le registre analytique est tenu sous forme de tableau. Il est affecté à chaque établissement faisant l'objet d'une immatriculation distincte, conformément aux dispositions du dahir du 1er septembre 1926, un folio entier formé par deux pages qui se suivent, le registre étant ouvert.

Le numéro de ce folio devient celui de l'immatriculation initiale du commerçant ou de la société commerciale. Il est reproduit sur les deux exemplaires de la déclaration produite par le requérant, sur les pièces relatives aux inscriptions modificatives, ainsi que sur tous autres documents concernant l'immatriculation initiale.

Dans les tribunaux de première instance où les commodités du service pourront l'exiger ,le registre analytique pourra être constitué par deux recueils distincts, l'un affecté aux commerçants, l'autre aux sociétés commerciales, les numéros du premier recueil étant des nombres pairs, ceux du second des nombres impairs.

Art. 12. — Toute inscription, quelle qu'elle soit, doit recevoir un numéro distinct au registre chronologique ; au contraire, le registre analytique ne comporte de numéro distinct que pour les seules immatriculations initiales ,les inscriptions modificatives ou complémentaires devant être effectuées sur le folio affecté à l'immatriculation.

Art. 13. — Lorsque le secrétaire-greffier sera requis d'inscrire des mentions susceptibles d'annuler les mentions existantes, il aura à rayer celles-ci à l'encre rouge, en indiquant en marge la référence de la mention nouvelle et le numéro sous lequel la déclaration ou la réquisition qui en demandait l'inscription a, elle-même, été enregistrée.

Art. 14. — S'il y a lieu à radiation d'une inscription par application de l'article 15 du dahir du 1er septembre 1926, cette radiation est effectuée au moyen de deux traits croisés en diagonale tracés à l'encre rouge.

Indication est faite en marge, à l'encre rouge également, soit de la décision prise à cet effet par le juge chargé de la surveillance du registre, soit de la réquisition en vertu de laquelle la radiation a été effectuée.

Cette mention est paraphée par le secrétaire-greffier.

Art. 15. — Lorsque les indications contenues dans la déclaration ont été reportées au registre analytique, le secrétaire-greffier remet au déposant un des exemplaires de la déclaration dûment signé, pour valoir certificat de l'inscription, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 4 du dahir .précité.

Les exemplaires des déclarations conservées au secrétariat-greffe du tribunal sont reliés au moins chaque année par les soins du secrétaire-greffier et dans leur ordre numérique.

Art. 16. — Les deux registres, chronologique et analytique, sont cotés, paraphés et vérifiés à la fin de chaque mois par le président du tribunal ou le juge chargé de la surveillance du registre.

Mention de cette vérification est faite sous le sceau du tribunal et la signature du juge vérificateur.

Si le président du tribunal ou le juge chargé de la vérification présume qu'une déclaration tombe sous le coup de l'article 24 du dahir du 1er septembre 1926, il doit dénoncer le fait au procureur commissaire du Gouvernement.

Art. 17. — Le registre chronologique et le registre analytique précités sont respectivement établis suivant les modèles E et F.

Art. 18. — La mention prévue à l'article 9 du dahir précité et figurant obligatoirement sur les papiers de commerce des commerçants et des sociétés commerciales comprend le nom du tribunal de première instance au secrétariat-greffe duquel l'intéressé est immatriculé, ainsi que le numéro de l'immatriculation initiale au registre analytique tenu dans ledit secrétariat-greffe.

Cette mention est portée conformément à l'exemple suivant qui sert de modèle ; — Registre du commerce Rabat 8.939.

TITRE TROISIEME. — Du registre central

Art. 19. — Dans la première semaine de chaque mois et après vérification prévue à l'article 16 ci-dessus, le secrétaire-greffier transmet à l'office de la propriété industrielle un extrait des déclarations qu'il a enregistrées dans le cours du mois à fin d'immatriculation ou de modification d'une déclaration antérieure, lorsque cette modification doit être reportée au registre central par application de l'article 8 du dahir du 1er septembre 1926.

Chaque extrait porte d'une façon apparente l'indication du secrétariat-greffe qui l'a établi ainsi qu'une référence au registre du commerce dans lequel se trouve l'inscription qu'il concerne, c'est-à-dire les numéro et date de l'inscription au registre chronologique et le numéro du folio d'immatriculation au registre analytique.

Art. 20. — Il n'y a lieu à transmission d'un extrait d'une déclaration modificative de l'immatriculation que si la modification qui en fait l'objet intéresse l'une des indications portées sur l'extrait initial destiné à l'Office de la propriété industrielle et dans le registre central, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir précité.

Art. 21. — En même temps qu'il adresse à l'Office de la propriété industrielle les extraits de déclaration visés à l'article 19 ci-dessus, le secrétaire-greffier donne avis à cet office des radiations qu'il a opérées dans le même mois, par une lettre recommandée avec avis de réception, contenant toutes les références utiles pour permettre d'effectuer également les radiations sur le registre central.

Art. 22. — Dès leur réception à l'Office de la propriété industrielle, les envois des secrétariats-greffes sont, par ordre de réception à l'Office, et sans distinction de provenance, constatés sous un numéro spécial sur un registre ad hoc, unique, reproduisant les différentes mentions portées sur les dits envois des secrétaires-greffiers, d'autre part, dans la partie réservée à cet effet et au pied de chaque extrait de déclaration, le préposé à la tenue du registre central ceretifie la réception et l'enregistrement de l'extrait sur le registre ad hoc prescrit au présent article ; il indique notamment le numéro d'inscription de l'extrait au registre ad hoc, date, signe et appose le timbre de l'office.

Art. 23. — Les extraits de déclaration sont ensuite réunis sur deux registres distincts, l'un pour les commerçants, l'autre pour les sociétés commerciales.

Chacun de ces deux registres est lui-même divisé en autant de volumes qu'il y a de tribunaux de première instance dans la zone française de l'Empire chérifien Chaque volume peut former plusieurs tomes.

Les extraits de déclaration concernant les inscriptions modificatives sont intercalés dans les recueils précités à la suite des immatriculations initiales qu'ils concernent.

L'ordre de classement des extraits dans les recueils est celui du registre analytique du secrétariat-greffe qui a dressé les extraits de déclaration.

Art. 24. — Il est tenu à l'Office de la propriété industrielle un répertoire alphabétique du registre central.

Art. 25. — Les radiations à opérer dans les différents registres et recueils formant le registre central du commerce sont effectuées sur avis des secrétaires-greffiers, comme il a été prescrit à l'article 14, § 8 1 ci-dessus.

Les mentions prescrites au § 2° du même article 14 sont paraphées par le préposé à la tenue du registre central.

Art. 26. — Les extraits de déclaration visés aux articles 19 et suivants du présent arrêté seront conformes : au modèle G, pour les extraits de déclaration aux fins d'immatriculation des commerçants ; au modèle H, pour les extraits de déclaration aux fins d'immatriculation des sociétés commerciales ; au modèle I, pour les extraits de déclaration aux fins d'inscription modificative.

TITRE QUATRIEME

Certificats et copies

Art. 27. — Les certificats et copies sont délivrés par le secrétaire-greffier pour le registre du commerce et par le directeur de l'Office de la priété industrielle pour le registre central du commerce, dans les conditions prévues aux articles 17 et 18 du dahir précité du 1er septembre 1926.

Aucune justification n'est demandée à l'intéressé qui veut obtenir une copie ou un certificat du registre du commerce ou du registre central.

L'intéressé doit, au préalable, acquitter la taxe prévue par l'article 21 du dahir précité, pour chaque copie ou certificat demandé.

Art. 28. — Les copies ou certificats à délivrer, soit par le secrétaire-greffier, soit par le directeur de l'Office de la propriété industrielle, sont désignés comme suit : modèle J, copie d'inscription délivrée par le secrétaire-greffier ; modèle K, copie d'inscription délivrée par le directeur de l'Office de la propriété industrielle ; modèle L, ceertificat d'immatriculation délivré par le secrétaire-greffier ; modèle M, certificat d'immatriculation délivré par le directeur de l'Office de la propriété industrielle, modèle N, certificat négatif délivré par le secrétaire-greffier ; modèle O, certificat négatif délivré par le directeur de l'Office de la propriété industrielle.

Art. 29. — Les diverses taxes prévues aux articles 19 et 21 du dahir du 1er septembre 1926 seront perçues par le secrétaire-greffier ou le directeur de l'Office de la propriété industrielle, dans les conditions suivantes :

1° Lors de l'immatriculation initiale, par l'apposition d'un timbre de 20 francs sur le folio du registre analytique affecté à chacun des commerçants ou à chacune des sociétés commerciales à immatriculer ;

2° Par l'apposition d'un timbre de 5 francs sur chaque certificat, copie ou extrait du registre du commerce ou du registre central, lors de la délivrance de ces documents.

Art. 30. — Les secrétaires-greffiers et le directeur de l'Office de la propriété industrielle devront se procurer, dans le bureau de l'enregistrement et du timbre, les vignettes fiscales nécessaires à l'application des dispositions de l'article ci-dessus.

Ils seront tenus d'oblitérer les vignettes qu'ils sont chargés de faire apposer.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 18 novembre 1926. — Le Commissaire Résident Général : T. STEEG.

1er septembre 1926. — **Arrêté du directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation,** agréant certains agents du service des douanes et régies pour opérer les prélèvements nécessaires à la répression des fraudes et falsifications. (B. O. M., 21 septembre 1926).

2 septembre 1926. — **Arrêté résidentiel** portant modification dans l'organisation territoriale de la région civile d'Oujda et de la région de Taza. (B. O. M., 21 septembre 1926).

6 septembre 1926. — **Dahir** relatif à l'exportation de l'huile d'olive (B. O. M., 14 septembre 1926).

Article premier. — Par complément aux dispositions de l'article 2 de Notre dahir du 14 janvier 1922, complété par le dahir du 20 avril 1922, l'huile d'olive est ajoutée à la liste des produits et animaux dont la sortie, bien qu'interdite, peut avoir lieu dans certains cas et sous certaines conditions.

Art. 2. — L'exportation de l'huile d'olive est subordonnée à la délivrance aux commerçants d'une licence permanente.

Les commerçants possesseurs de cette licence doivent, en outre, par une demande motivée, solliciter la délivrance d'une autorisation spéciale à chaque exportation.

Les demandes de licence et d'autorisation doivent être adressées au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui aura qualité pour refuser ou accorder les autorisations sollicitées.

Art. 3. — La délivrance des licences d'exportation est subordonnée à l'engagement écrit pris par le titulaire d'acquitter une redevance dont le taux est fixé jusqu'à nouvel ordre à 5 % ad valorem.

Cette redevance sera perçue par le service des douanes au moment de l'exportation; le produit en sera versé à un compte spécial hors budget et servira à remédier à la cherté des denrées de première nécessité.

Art. 4. — Les frontaliers et agriculteurs des confins de la zone espagnole et de la frontière algéro-marocaine bénéficient d'une licence permanente pour leurs exportations habituelles.

Art. 5. Les pénalités prévues aux articles 3 et 4 de Notre dahir susvisé du 14 janvier 1922 sont applicables aux infractions commises à l'encontre des dispositions ci-dessus.

Art. 6. — Le présent dahir entrera en application le 8 septembre 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution : **Rabat, le 7 septembre** 1926. — **Le Ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale** : Urbain BLANC.

6 Septembre 1926. — Arrêté du directeur général du commerce et de la Colonisation, concernant les dispositifs dont doivent être munis les tracteurs agricoles à explosion ou à vapeur, pour éviter les incendies (B. O. M., 14 septembre 1926).

8 septembre 1926. — Arrêté viziriel du 8 septembre 1926 portant règlement de la comptabilité des trésoriers d'associations syndicales agricoles (B. O. M., 21 septembre 1826).

Vu le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ; vu l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 pour l'application du dahir susvisé; vu l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 sur la comptabilité municipale, modifié par l'arrêté viziriel du 24 février 1923,

Article premier. — Les fonctions de trésorier d'association syndicale agricole privilégiée, lorsqu'elles ne sont pas confiées à un trésorier spécial désigné par le conseil syndical et agréé par le directeur général des finances, sont attribuées au percepteurs de la circonscription du siège de l'association.

Le cautionnement du trésorier spécial est déterminé par le directeur général des finances sur la proposition de l'association et sur l'avis du directeur général des travaux publics. Le cautionnement du percepteur, trésorier d'une association syndicale agricole, est affecté solidairement à sa gestion de trésorier de cette association.

Art. 2. — Le trésorier est chargé, seul et sous sa responsabilité, de poursuivre la rentrée des revenus et taxes de l'association ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le directeur jusqu'à concurrence des crédits régullièrement inscrits au budget.

Les taxes sont perçues au moyen de rôles dressés par le conseil syndical, approuvés et rendus exécutoires par le directeur général des travaux publics; le recouvrement en est fait comme en matière d'impôt direct, sous le bénéfice du privilège existant au regard dudit recouvrement et qui prendra rang après celui de l'Etat et des municipalités.

Si le conseil syndical refuse de faire procéder à la confection des rôles, il y est pourvu par un agent spécial désigné par le directeur général des travaux publics.

Les taxes portées aux rôles sont payables en une seule fois, sauf dérogation mentionnée au rôle.

La décision portant dérogation est publiée en même temps que les roles et fixe les époques auxquelles les paiements doivent avoir lieu.

Art 3. — Les règles à suivre par les directeurs et trésoriers des associations syndicales, en ce qui concerne l'ordonnancement et l'acquittement des dépenses ainsi que la gestion et l'examen des comptes, sont celles déterminées par l'arrêté viziriel susvisé du 4 janvier 1919 portant règlement sur la comptabilité municipale.

Art. 4. — Les recettes et les dépenses de toute nature effectuées par chaque trésorier d'association syndicale sont décrites dans un compte budgétaire et des comptes hors budget ouverts dans ses écritures en conformité des prescriptions de l'arrêté viziriel précité du 4 janvier 1919

Le trésorier doit fournir à l'expiration de chaque trimestre au directeur de l'association et à la direction générale des finances, un bordereau détaillé des opérations de recettes et de dépenses faites depuis l'ouverture de l'exercice.

Art. 5. — Les fonds disponibles des associations syndicales sont obligatoirement déposés en compte courant au Trésor avec intérêts. Le taux de l'intérêt alloué est fixé par décision du directeur général des finances.

Art. 6. — Le trésorier, à la fin de chaque exercice, établit un compte de gestion suivant les règles tracées par l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 portant règlement sur la comptabilité municipale. Ce compte est soumis par le directeur à l'approbation du conseil syndical. Une copie du compte ainsi approuvé est envoyée ,par l'intermédiaire du représentant de l'autorité locale de contrôle, au directeur général des travaux publics et au directeur général des finances.

Le compte est ensuite adressé à une commission chargée de le juger. En attendant qu'il en soit autrement ordonné, cette commission sera composée de trois membres désignés par le commissaire résident général. L'appel des arrêts de la commission pour violation des forme ou de la loi pourra être interjeté devant la Cour d'appel de Rabat, dans les deux mois de la notification.

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 17 septembre 1926. — Le ministre plénipotentiaire, délégué à la résidence générale : Urbain Blanc.

9 septembre 1926. — Arrêté viziriel complétant l'article 8 de l'arrêté viziriel du 19 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services techniques de la direction générale des travaux publics (B. O. M., 14 septembre 1926).

10 septembre 1926. — Arrêté viziriel portant modification des taxes postales internationales (B. O. M., 14 septembre 1926).

13 septembre 1926. — Dahir portant modifications à l'article 22 de l'annexe III du dahir du 31 mars 1919 formant règlement sur la pêche maritime. (B. O. M., 28 septembre 1926).

17 septembre 1926. — Arrêté viziriel portant modification de l'arrêté viziriel du 10 janvier 1923 réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires de la zone française de l'empire chérifien (B. O. M., 28 septembre 1926).

18 septembre 1926. — Dahir relatif à l'exportation des œufs de volailles par les frontières du Maroc oriental (B. O. M., 21 septembre 1926).

21 septembre 1926. — Arrêté résidentiel portant modification de l'arrêté résidentiel du 26 janvier 1922 créant à Rabat un comité supérieur des sports et des courses (B. O. M., 28 septembre 1926).

23 septembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 24 avril 1923 portant organisation et réglementation du service du pilotage du port de Casablanca (B. O. M., 5 octobre 1926).

24 septembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à la taxe des télégrammes de presse transmis par câble pendant les périodes de location (B. O. M., 28 septembre 1926).

24 septembre 1926. — Arrêté viziriel relatif aux opérations de jaugeage des navires (B. O. M., 5 octobre 1926).

27 septembre 1926. — Arrêté résidentiel portant réorganisation territoriale du cercle de Missour (territoire de Midelt, région de Fès) (B. O. M., 5 octobre 1926).

27 septembre 1926. — Arrêté résidentiel portant modification dans l'organisation territoriale des régions de Fès et de Taza (B. O. M., 5 octobre 1926).

27 septembre 1926. — Arrêté résidentiel portant réorganisation du cercle des Beni Ouaraïn de l'ouest (région de Taza) (B. O. M., 5 octobre 1926).

28 septembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté du 8 janvier 1926 portant allocation aux citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'Empire chérifien, d'indemnités de résidence et d'indemnités pour charges de famille (B. O. M., 5 octobre 1926).

28 septembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'article 1er de l'arrêté viziriel du 29 mai 1926 relatif aux droits de porte sur les produits importés (B. O. M., 12 octobre 1926).

29 septembre 1926. — Dahir relatif au recensement et au classement des véhicules automobiles susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins militaires (1) (B. O. M., 16 novembre 1926).

TITRE PREMIER. — Recensement

Article premier. — Il est procédé chaque année au recensement des véhicules automobiles.

Art. 2. — A cet effet, tout propriétaire doit déclarer aux services municipaux, entre le 1er et le 16 janvier, les véhicules automobiles qu'il possède. En dehors des villes érigées en municipalités, la déclaration est effectuée au siège de l'autorité locale de contrôle.

Art. 3. — Il est procédé d'office au recensement des véhicules automobiles pour lesquels la déclaration susvisée n'a pas été faite.

Art. 4. — Les listes de recensement doivent mentionner, en regard de chaque véhicule : 1° le nom du propriétaire ; 2° celui des personnes habituellement préposées à la conduite du véhicule lorsque ces personnes sont françaises et encore soumises aux obligations du service militaire ; 3° l'origine et le numéro du permis de conduire détenu par le propriétaire et, le cas échéant, par le conducteur.

TITRE DEUXIEME. — Classement

Art. 5. — Entre le 1er février et le 15 avril de chaque année, l'autorité militaire fait procéder à l'inspection et au classement des véhicules automobiles. Ces opérations ont lieu, dans chaque région, dans les locali-

---

(1) EXPOSE DES MOTIFS. — Le dahir du 10 août 1915 a édicté les conditions dans lesquelles s'effectueraient les réquisitions pour les besoins militaires.

Le présent dahir a pour but de déterminer diverses mesures destinées à faciliter, le cas échéant, l'application du dahir précité du 10 août 1915 et des textes qui l'ont modifié ou complété.

tés désignées à l'avance, pour chaque circonscription, par l'autorité militaire, après entente avec le chef de la région.

Les autorités municipales ou les autorités locales de contrôle de chaque ville ou circonscription assistent à l'inspection et au classement.

Ces opérations sont effectuées par des commissions mixtes comprenant: Un officier, président ; — Un membre civil, spécialiste, désigné par le chef de la région ; — Un représentant du service des mines, désigné par le directeur général des travaux publics.

Ces trois membres ont voix délibérative.

Art. 6. — Les véhicules automobiles reconnus propres au service de l'armée sont classés suivant les catégories établies au budget de la métropole pour les achats annuels des véhicules automobiles, par le ministère de la guerre.

Art. 7. — Sont exceptés de la réquisition en cas de mobilisation et ne sont pas portés sur les listes de classement par catégories : — 1° Les véhicules de Notre Majesté chérifienne et de Nos vizirs ; — 2° Les véhicules du Commissaire résident général ; — 3° Les véhicules des consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, dans leur résidence officielle, à l'exception de ceux leur appartenant en qualité de propriétaires ou locataires de biens fonds qu'ils posséderaient ou affermeraient à titre particulier ; — 4° Les véhicules dont les fonctionnaires sont pourvus pour les besoins de leur service ; — 5° Les véhicules de l'administration des postes ou ceux qu'elle entretient pour son service par des contrats particuliers ; — 6° Les véhicules indispensables pour assurer le service des administrations publiques; — 7° Les véhicules appartenant aux médecins, sages-femmes et vétérinaires, à raison d'un seul par praticien ; — 8° Les véhicules appartenant aux pachas et caïds, à raison d'un seul pour chacun d'eux.

Art. 8. — Les véhicules recensés sont présentés en bon état de fonctionnement aux commissions mixtes qui arrêtent leur classement.

A l'issue du classement, il est procédé dans chaque municipalité et dans chaque circonscription de contrôle, en présence de la commission, à un tirage au sort par catégorie et marque des véhicules, pour régler l'ordre d'appel en cas de mobilisation.

Art. 9. — Un tableau certifié par le président de la commission et par le chef des services municipaux ou le chef de la circonscription de contrôle indiquant le signalement des véhicules classés, le nom de leur propriétaire et le nom de leur conducteur (si ce dernier est soumis à des obligations militaires) est adressé au bureau de recrutement du Maroc, à Casablanca. Les numéros de tirage au sort y sont inscrits.

Un double de ce tableau est déposé dans les bureaux de l'autorité locale jusqu'au classement suivant.

TITRE TROISIEME. — Réquisition

Art. 10. — Le contingent des véhicules automobiles à fournir en cas de mobilisation, dans chaque région, est fixé par l'autorité militaire, d'après les ressources constatées au classement, pour chaque catégorie.

Les conducteurs des véhicules qui seraient mobilisables resteront à la disposition de l'autorité militaire.

Art. 11. — Dès la réception de l'ordre de mobilisation, et suivant l'indication par l'autorité militaire du nombre de véhicules à présenter, le chef des services municipaux ou le chef de la circonscription de contrôle prévient par avis individuel les propriétaires suivant l'ordre fixé par le tirage au sort du dernier classement, d'avoir à faire conduire leurs véhicules aux jour et heure fixés et au lieu de rassemblement indiqué par l'autorité militaire.

Art. 12. — Les propriétaires dont les véhicules automobiles, pour un motif quelconque n'auraient pas été déclarés au recensement ni présentés au dernier classement, doivent conduire ces véhicules, les mêmes jour et heure, au même lieu de rassemblement qui est porté à leur connaissance par affiches et avis insérés dans la presse à la diligence de l'autorité municipale et de l'autorité locale de contrôle.

Art. 13. — Les véhicules doivent être pourvus des accessoires, pièces de rechange et d'approvisionnement déterminés par arrêté du général commandant les troupes d'occupation, publié au « Bulletin officiel » du Protectorat, et dont la liste est notifiée aux intéressés lors de chaque classement.

Si les propriétaires ne présentent pas ces accessoires, pièces de rechange et d'approvisionnement, leur valeur est déduite du prix de la voiture.

Art. 14. — Des commissions mixtes désignées par l'autorité militaire procèdent, aux points de rassemblement, à la réquisition des véhicules automobiles et opèrent le classement de ceux visés à l'article 12.

Art. 15. — Le propriétaire d'un véhicule compris dans le contingent a la faculté de présenter à la commission mixte un véhicule non compris dans le contingent, pour le faire inscrire à la place d'un véhicule de même catégorie lui appartenant et déjà classé.

Art. 16. — Le prix de chaque véhicule automobile réquisitionné est déterminé à l'avance et fixé d'une manière absolue d'après la catégorie et l'ancienneté de fabrication.

A cet effet, dans chaque catégorie, les véhicules sont répartis en trois séries : — a) Première série : véhicules ayant moins de deux ans de fabrication ; — b) Deuxième série : véhicules ayant deux, trois ou quatre ans de fabrication ; — c) Troisième série : véhicules ayant cinq ans ou plus de cinq ans de fabrication.

Art. 17. — Le prix fixé dans chaque catégorie pour les véhicules ayant moins de deux années de fabrication, est celui porté au budget métropolitain de l'année, sans aucune majoration ni déduction. Il est, à défaut, fixé par le général commandant les troupes d'occupation.

Les déductions à opérer pour les véhicules d'une même catégorie en raison de leur ancienneté de fabrication sont déterminées par un arrêté de Notre Grand Vizir, sur la proposition du directeur général des travaux publics.

Art. 18. — La commission mixte de réquisition des véhicules doit fixer un prix supérieur ou inférieur au prix budgétaire pour les véhicules qui, de l'avis unanime de ses membres, ont une valeur notablement supérieure ou inférieure au prix budgétaire. Toutefois, la majoration ou la réduction ne peut dépasser le quart du prix budgétaire. La commission fixe également le prix des accessoires, pièces de rechange et d'approvisionnement, dont le véhicule doit être pourvu conformément à l'article 13 ci-dessus.

Art. 19. — Les propriétaires reçoivent sans délai des mandats représentant le prix de leurs véhicules et payables à la caisse du receveur du trésor le plus proche de leur résidence.

Art. 20. — Les commissions mixtes statuent définitivement sur les réclamations ou excuses qui peuvent être présentées par les propriétaires des véhicules automobiles réquisitionnés.

Toutefois, en ce qui concerne les évaluations faites par ces commissions, les propriétaires intéressés peuvent, après ratification, par l'autorité militaire, de la décision de la commission, se pourvoir devant les tribunaux français de première instance, qui sont seuls compétents pour connatre de leurs recours.

Aucun recours n'est ouvert à l'administration militaire contre les décisions des commissions mixtes.

Art .21. — Les prescriptions du présent dahir ne sont pas applicables aux motocyclettes avec ou sans side-car, ni aux vélomoteurs et cyclomoteurs, ni aux autres appareils de locomotion de même nature.

TITRE QUATRIEME. — Pénalités

Art. 22. — Ceux qui contreviendront aux prescriptions des titres premier et deuxième du présent dahir ou aux mesures prises pour leur exécution seront passibles d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Quiconque fera sciemment de fausses déclarations sera puni d'une amende de 50 à 2.000 francs.

En temps de paix et hors le cas de mobilisation, l'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 seront applicables.

Art. 23. — Ceux qui contreviendront aux prescriptions du titre troisième du présent dahir ou aux mesures prises pour leur exécution, seront passibles des peines prévues par l'article 10 (1er alinéa) de Notre dahir du 10 août 1915 sur les réquisitions militaires, tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 4 mai 1918.

Les propriétaires de véhicules automobiles qui contreviendront aux prescriptions du même titre troisième seront passibles des peines prévues par l'article 9 (1er alinéa) de Notre dahir précité du 10 août 1915 tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 4 mai 1918.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 9 novembre 1926. — Le Commissaire Résident général, T. STEEG.

3 octobre 1926. — Décret concernant le commandement supérieur des troupes du Maroc et fixant les attributions respectives, dans la zone française de l'Empire chérifien, du Commissaire résident général de la République française au Maroc et du général commandant supérieur des troupes (J. O., 6 octobre 1926, B. O. M., 19 octobre 1926).

Vu le décret du 6 juillet 1925 sur le commandement supérieur des troupes du Maroc : — Vu le rapport en date du 16 juillet 1926 du Résident général de la République française au Maroc et les annexes qui l'accompagnent ; — Sur la proposition des ministres des affaires étrangères, de la guerre et de la mariue,

Article premier. — Le commissaire résident général au Maroc est responsable du maintien de l'ordre intérieur et de la défense extérieure de l'Empire chérifien.

Il dispose à cet effet des forces de terre qui y sont stationnées et des forces de mer affectées en propre à la défense du littoral.

Art. 2. — Un officier général de l'armée de terre exerce ,sous la haute autorité du Commissaire résident général, le commandement supérieur de toutes les forces militaires de terre, régulières ou auxiliaires, présentes de façon permanente ou temporaire sur le territoire, ainsi que des services ou établissements affectés à ces forces.

Il est responsable, vis-à-vis du Commissaire résident général, de la préparation et de l'exécution des mesures afférentes à l'emploi de ces forces.

Cet officier général est nommé par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre de la guerre ,après avis du Commissaire résident général. Il porte le titre de : commandant supérieur des troupes du Maroc.

Art. 3. — La défense du littoral du protectorat est assurée conformément aux dispositions du décret du 12 septembre 1924 portant organisation du commandement de la défeuse du littoral.

Art. 4 .— La participation des forces régulières de terre et de mer au maintien de l'ordre public est réglée conformément aux dispositions de la loi française.

Des instructions du Commissaire résident général, établies après avis du commandant supérieur des troupes et du commandant de la marine, en détermineront les modalités d'application et fixeront, en particulier, les autorités qualifiées pour exercer le droit de réquisition de ces troupes.

Art. 5. — Le Maroc est divisé ,au point de vue politique et administratif, en régions civiles et militaires, territoires, cercles et annexes, dont la composition est fixée par le Commissaire résident général, et, en ce qui concerne les régions militaires, après avis du général commandant supérieur.

Les forcès régulières de terre mises à la disposition du Maroc sont réparties en trois divisions et deux brigades mixtes.

Dans les régions civiles, le commandement militaire est placé sous l'autorité du général commandant supérieur des troupes. Les attributions politiques et administratives sont exercées par le chef de la région civile.

En territoire militaire, les officiers mis à la tête des régions ont à la fois le commandement politique et administratif de leur circonscriptions territoriales et le commandement des troupes stationnées dans ces circonscriptions. Ils peuvent être assistés d'un adjoint, officier général ou supérieur, qui, sous leur autorité, est spécialement chargé des questions politiques et administratives.

Les commandants de territoires et cercles ont à la fois le commandement politique et administratif et le commandement des forces supplétives stationnées dans leurs circonscriptions. Ils ont, en outre, le commandement des troupes régulières misse à leur disposition par le commandement de la région .

Les commandants de régions relèvent directement du Commissaire résident général pour tout ce qui concerne les affaires politiques et administratives et du commandant supérieur des troupes pour toutes les questions d'ordre militaire.

En outre, tous renseignements d'ordre politique ou militaire, relatifs à la sûreté du territoire et à la police des frontières sont adressés en double et simultanément au Commissaire résident général et au général commandant supérieur.

Art. 6. — Les commandants de régions sont nommés par le Résident' général, après avis du général commandant supérieur et choisis parmi les officiers généraux mis par le ministre de la guerre à la disposition du Résident général pour les commandants territoriaux.

Les adjoints aux généraux commandant les régions et les commandants de territoires et de cercles sont nommés dans les mêmes conditions et choisis parmi les officiers généraux et supérieurs, à la disposition du Résident général.

Les commandants d'annexes sont nommés par le Commissaire résident général.

Dans les régions civiles, les commandants des troupes sont nommés par le général commandant supérieur des troupes, après entente avec le Commissaire résident général.

Le commandant supérieur des troupes répartit, dans les différentes unités et les divers services du Protectorat, les officiers et fonctionnaires mis à sa disposition par le ministre de la guerre et qui n'auraient pas reçu, par les soins du ministre, une affectation spéciale. Il prescrit éga-

lement, parmi les généraux, officiers et fonctionnaires sous ses ordres, les mutations que les pertes ou le bien du service rendent nécssaires.

Ces affectations ou mutations provisoires sont notifiées par le commandant supérieur des troupes aux autorités subordonnées intéressées. Elles sont adressées à l'administration centrale (cabinet du ministre, section du personnel, d'état-major ou directions) par les soins du commandant supérieur des troupes et par l'intermédiaire du Commissaire résident général pour être soumises à la ratification du ministre de la guerre et insérées au « Journal Officiel ».

Art. 7. — Aucune opération militaire ou maritime ne peut être entreprise sans l'autorisation du Commissaire résident général, qui en fixe le caractère et le but, les modalités et conditions d'exécution (effectifs, commandement, etc.) rentrant obligatoirement dans les attributions militaires du commandant supérieur des troupes et du commandant de la marine.

Toutefois, cette disposition ne s'oppose pas au devoir qui incombe à tout commandant de forces militaires de prendre, en cas d'urgence, sous sa propre responsabilité, les mesures nécessaires pour parer à une agression. Compte rendu de l'incident est adressé télégraphiquement au Commissaire résident général et au général commandant supérieur des troupes.

Dans tous les cas où il doit y avoir coopération de forces de terre et de mer, le Commissaire résident général désigne l'autorité à qui incombe le soin d'en assurer la coordination.

La préparation de l'opération, sa conduite et son exécution appartiennent à l'autorité militaire ou maritime responsable qui rend compte au Commissaire résident général.

Lorsque les circonstances nécessitent la création d'une zone des opérations, cette zone est délimitée par le Gouvernement français sur proposition du Commissaire résident général, après avis du général commandant supérieur des troupes.

Lorsque, dans la zone des opérations ainsi définie, opèrent ou stationnent de grandes unités constituées, les autorités territoriales de cette zone relèvent, au point de vue militaire de l'échelon de commandement désigné, par le général commandant supérieur.

Elles exercent leurs attributions politiques d'après les directives du Commissaire résident général arrêtées d'accord avec le général commandant supérieur des troupes et notifiées par ce dernier.

Rien n'est modifié en ce qui concerne l'exercice de leurs attributions administratives.

Art. 8. — Toute la correspondance du commandant supérieur des troupes passe, en principe, par le Commissaire résident général qui la transmet en original, avec ses observatioss, s'il y a lieu. Les exceptions à cette règle seront déterminées après entente entre le Commissaire résident général et le commandant supérieur.

En ce qui concerne le commandant de la marine au Maroc, la transmission de la correspondance est réglée par le décret du 11 octobre 1920.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret devront être réalisées au plus tard le 1er janvier 1927.

Art. 10. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

5 octobre 1926. — Arrêté viziriel modifiant le statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat (B. O. M., 12 octobre 1926).

Vu l'arrêté viziriel du 25 octobre 1920 portant organisation du personnel de la direction des affaires civiles, modifié par les arrêtés viziriels

des 6 novembre 1920, 8 mars 1921, 12 mars 1921, 9 mai 1922, 23 décembre 1922, 17 septembre 1923 et 18 janvier 1924 ; — Vu les dahirs et arrêtés résidentiels en date du 15 juin 1922, relatifs à la suppression de la direction des affaires civiles et au regroupement des services publics qui la constituaient, sous l'autorité du secrétaire général du Protectorat ; — Vu l'arrêté viziriel du 12 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels administratifs chérifiens ; — Vu l'arrêté viziriel du 24 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel de l'interprétariat du secrétariat général du Protectorat ; — Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

Arrête :

TITRE PREMIER. — Modifications statutaires

Article premier. — L'article premier, paragraphe 2, et les articles 22 à 34 inclusivement (titre IV) de l'arrêté viziriel organique du 25 octobre 1920 susvisé, relatifs au personnel des interprètes du secrétariat général du Protectorat, sont et demenrent abrogés.

Art. 2. — Les articles 4, 6, 9, 10, 16, 17 et 18 du même arrêté viziriel sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

« *Art.* 4. — Les grades, classes, traitements de base et majoration du personnel administratif du secrétariat général sont ceux prévus aux articles 1er et 2 de l'arrêté viziriel du 12 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements des personnels administratifs chérifiens. »

« *Art.* 6. — Les rédacteurs stagiaires sont recrutés par la voie d'un concours dans les conditions de l'arrêté viziriel du 13 mars 1925, modifié par l'arrêté viziriel du 26 septembre 1925.

« Sont également nommés rédacteurs stagiaires les commis principaux et commis qui ont subi avec succès l'examen d'aptitude professionnelle prévu et organisé par l'arrêté viziriel du 8 mai 1926. »

« *Art.* 9. — Le nombre des emplois de rédacteur pourvus par la voie de l'examen d'aptitude professionnelle ne peut en aucun cas dépasser le cinquième du total des emplois du grade prévu au budget.

« Un arrêté du secrétaire général du Protectorat fixe chaque année, s'il y a lieu, le nombre des emplois de rédacteur stagiaire à pourvoir dans les conditions ci-dessus prévues. »

« *Art.* 10. — Les commis nommés rédacteurs stagiaires qui, à la fin de leur stage, ne sont pas définitivement titularisés sont, s'ils y consentent, réintégrés dans leur cadre d'origine ou, dans le cas contraire, licenciés. »

« *Art.* 16. — Dans le calcul des années d'ancienneté requises pour toute promotion à la 2e classe de rédacteur, le temps passé comme rédacteur stagiaire sera compté pour une année. »

« *Art.* 17. — Peuvent seuls être promus :

« 1° Sous-directeurs de 2e classe, les chefs de bureau hors classe, ayant deux ans d'ancienneté de classe ; sous-directeurs de 3e classe, les chefs de bureau hors classe et, après deux ans, les chefs de bureau de 1re classe ;

« 2° Chefs de bureau de 2e classe, les sous-chefs de bureau hors classe; chefs de bureau de 3e classe, les sous-chefs de bureau comptant au moins douze ans de services administratifs — y compris les services militaires ayant fait l'objet d'un rappel en vertu du dahir du 27 décembre 1924 — dont au moins deux ans de services dans l'emploi de sous-chef de bureau ;

« 3° Sous-chefs de bureau de 2e classe, les rédacteurs principaux de 1re classe ; sous-chefs de bureau de 3e classe, les rédacteurs principaux de 2e et de 3e classe, les uns et les autres comptant au moins six ans de services en qualité de rédacteur principal ou rédacteur dans l'administration, non compris les services militaires, ou, s'ils sont en service détaché, les mêmes années de services dans un grade correspondant de leur administration d'origine.

« Les chefs de bureau hors classe promus sous-directeurs de 3e classe, les sous-chefs de bureau hors classe promus chefs de bureau de 3e classe, les rédacteurs principaux de 1re classe promus sous-chefs de bureau de 3e classe, conservent dans leur nouvelle situation l'ancienneté qu'ils avaient dans la dernière classe de leur précédent grade. »

« *Art.* 18. — En cas de perte pécuniaire résultant d'un changement de catégorie, il est alloué une indemnité compensatrice réduite à chaque avancement subséquent, les intéressés versant à la caisse de prévoyance sur leur ancien traitement. »

TITRE DEUXIEME. — Dispositions transitoires

Art. 3. — Les agents appartenant au personnel d'interprétariat du secrétariat général du Protectorat sont versés dans les cadres du personnel des interprètes du service de la conservation de la propriété foncière, à compter du jour de l'insertion du présent arrêté au « Bulletin officiel » du Protectorat. Ils conservent intégralement, dans leur nouvelle position, leur traitement et leurs droits à l'avancement.

Art. 4. — Les sous-directeurs de 3e classe en fonctions à la date de la promulgation du présent arrêté recevront une bonification d'ancienneté de deux ans ; ceux de 2e classe recevront une bonification de douze mois.

Art. 5. — Les conditions d'avancement fixées par le nouvel article 17 ci-dessus ne sont pas applicables à la réalisation des tableaux d'avancement déjà arrêtés pour l'année 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 9 octobre 1926. — Le Commissaire Résident général, T. STEEG.

5 octobre 1926. — Arrêté viziriel fixant le régime de l'admission temporaire du sucre et du cacao destinés à la fabrication des chocolats pour l'exportation (B. O. M., 16 novembre 1926).

6 octobre 1926. — Dahir sur le recouvrement des créances municipales (B. O. M., 16 novembre 1926).

TITRE PREMIER. — Taxes perçues sur rôles

Article premier. — Les taxes municipales assimilées aux impôts directs sont recouvrées en vertu de rôles établis d'après les résultats d'un recensement ou sur la déclaration du contribuable, vérifiée par l'administration conformément aux règlements spéciaux à chaque taxe.

Art. 2. — Les rôles, établis par les chefs des services municipaux, sont visés par le directeur général des finances et rendus exécutoires par le secrétaire général du Protectorat.

Après l'accomplissement de ces formalités, ils sont adressés et déposés, par l'intermédiaire de la direction générale des finances, à la recette municipale chargée d'en effectuer la perception.

Le dépôt du rôle est publié par voie d'affiches, criée, annonce sur les marchés ou par tout autre moyen. Un certificat de cette publication

est établi par le chef des services municipaux et adressé au receveur municipal.

Art. 3. — Chaque contribuable peut, dans un délai de trente jours après cette publication, prendre connaissance du rôle et demander par lettre ou déclaration aux services municipaux, la révision de sa cote s'il la considère comme viciée par suite d'erreurs matérielles, de double emploi ou de fausse interprétation des textes.

Pour les réclamations basées sur un faux ou double emploi, le délai ne part que du jour où le contribuable a eu connaissance du faux ou double emploi.

Il est statué sur ces demandes par le secrétaire général du Protectorat après avis du directeur général des finances et, s'il y a lieu, du directeur général des travaux publics.

Si le contribuable n'accepte pas la décision intervenue, il peut, dans les deux mois de la notification de cette décision, recourir à la voie judiciaire sans que ce recours puisse faire obstacle à la perception de la somme inscrite au rôle.

Art. 4. — Les taxes perçues sur rôles sont exigibles en un seul terme dès la mise en recouvrement des rôles, sauf dispositions contraires dans les textes spéciaux à chacune d'elles.

TITRE DEUXIEME. — Taxes et produits divers perçus autrement que par rôles

Art. 5. — La perception de toutes les créances municipales pour lesquelles la réglementation existante n'a pas prescrit un mode spécial de recouvrement s'effectue en vertu d'états de produits dressés par le chef des services municipaux. Ces états sont exécutoires après visa du directeur du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités, ou du chef de région sur délégation. Le visa doit être donné dans les huit jours qui suivent le dépôt des états. En cas de refus de visa par les autorités ci-dessus indiquées, celui-ci peut être donné par le secrétaire général du Protectorat après avis du directeur général des finances.

Art. 6. — L'opposition ne fait pas obstacle à la perception immédiate et, s'il y a lieu, à la continuation des poursuites, sous réserve de restitution totale ou partielle du montant de l'état de produits.

Elle est jugée à la requête de la partie la plus diligente par les tribunaux français, suivant la compétence de ces derniers.

TITRE TROISIEME. — Poursuites

Art. 7. — Les poursuites en matière de créances municipales sont exercées par des collecteurs dont les attributions, droits et obligations sont fixés par les articles 11 à 14 du dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat, ou, à défaut, par des agents des bureaux des notifications et exécutions judiciaires, dans les conditions fixées par les articles 8 et 15 du dahir précité, sauf dispositions suivantes :

a) La signification de la sommation a lieu à l'aide d'un état collectif des redevables à poursuivre. Elle est effectuée en vertu d'un ordre du receveur municipal ;

b) La contrainte administrative aux fins de commandement comprenant l'ordre de procéder à la saisie est visée par le chef des services municipaux et décernée par le chef du service des perceptions et recettes municipales ;

c) La vente des meubles ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale donnée par le chef du service des perceptions et recettes municipales.

Les poursuites collectives pour le compte du Trésor et de la municipalité sont exercées dans les conditions fixées par le dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 8. — Les actes et pièces relatifs aux poursuites ayant le recouvrement des créances municipales pour objet, sont exempts de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

Art. 9. — Les frais de poursuites en matière de créances municipales sont calculés sur le montant des sommes exigibles suivant le tarif fixé par l'article 16 du dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat. A ces frais s'ajoutent éventuellement les frais accessoires détaillées aux articles 17 et 18 du dahir précité.

Le montant des frais de poursuites s'ajoute de plein droit à la taxe et est recouvré avec elle.

TITRE QUATRIEME. — Dispositions générales

Art. 10. — Les municipalités ont un privilège général sur les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent, pour sûreté de toutes les créances municipales dues au titre de la dernière année échue et de l'année courante.

Ce privilège s'exerce pendant un délai de deux ans à compter de la publication du rôle pour les taxes perçues sur rôles, et à compter de la date du visa du directeur du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités pour les créances perçues sur états de produits.

Cette date est notifiée au redevable au moyen d'un avis de recouvrement établi par le receveur municipal; mention de la date de cette notification est portée sur l'état de produits.

Le privilège des municipalités vient immédiatement après celui du Trésor visé au dahir du 22 novembre 1924, dans son article 22. Il porte sur les mêmes objets et s'exerce dans les mêmes conditions.

Les droits et privilèges attribués aux municipalités pour le recouvrement des créances municipales s'étendent au recouvrement des frais de poursuites.

Art. 11. — Les secrétaires-greffiers, syndics de faillite, liquidateurs judiciaires, notaires, séquestres et autres dépositaires de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège des municipalités, ne remettront aux héritiers, créanciers et autres personnes ayant droit de toucher les sommes séquestrées et déposées, qu'en justifiant du paiement des créances municipales dues par les personnes du chef desquelles lesdites sommes proviendront; seront même tenus lesdits secrétaires-greffiers, syndics de faillite, liquidateurs judiciaires, notaires, séquestres et autres dépositaires, de payer directement les créances municipales qui se trouveraient dues, avant de procéder à la délivrance des deniers, et les quittances desdites créances leur seront allouées en compte, lors même qu'il existerait des oppositions précédemment formées par d'autres créanciers des redevables.

Les fermiers, locataires, gérants, receveurs et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège des municipalités sont tenus, sur la demande qui leur en est faite par l'agent de recouvrement de payer, en l'acquit des redevables, sur le montant et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, les créances municipales dues par ces derniers, lors même qu'il existerait des oppositions précédemment formées par d'autres créanciers des redevables.

Les quittances des agents de recouvrement leur sont allouées en compte.

Les tiers détenteurs ou dépositaires visés dans les deux paragraphes ci-dessus peuvent, le cas échéant, être contraints, par les mêmes moyens

que les redevables eux-mêmes de verser aux receveurs municipaux ou autres comptables de deniers publics, les sommes affectées au privilège des municipalités.

Art. 12. — Les taxes municipales sont prescrites à l'expiration d'un délai de quatre ans à partir de la date de leur exigibilité. Cette prescription spéciale est interrompue au profit des municipalités par un acte de poursuites.

Art .13. — Les tribunaux français sont seuls compétents pour juger les contestations qui naîtraient de l'application du présent dahir.

Art. 14. — Ce dahir entrera en application à compter de sa publication au « Bulletin officiel ».

Toutefois, les poursuites engagées par les secrétaires-greffiers seront continuées par ces derniers.

Art. 15. — Toutes dispositions contraires sont abrogées, notamment le dahir du 4 janvier 1919.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 9 novembre 1926. — Le commissaire résident général : T. STEEG.

6 octobre 1926. — Arrêté viziriel modifiant les conditions dans lesquelles les fonctionnaires sont admis à bénéficier du remboursement des frais de voyage d'un domestique sur les paquebots (B. O. M., 18 octobre 1926).

13 octobre 1926. — Décision résidentielle modifiant la composition de la section française du conseil du gouvernement (B. O. M., 18 octobre 1926).

En vue de faire participer aux travaux du conseil du gouvernement tous les éléments de la colonie française du protectorat qui ne sont pas encore représentés,

Article premier. — La section française du conseil du gouvernement comprendra désormais, outre les représentants des chambres françaises consultatives énumérés dans la décision résidentielle du 10 mai 1923, des représentants des électeurs citoyens français non inscrits sur les listes électorales desdites chambres.

Art. 2. — Les représentants des électeurs français visés à l'article ci-dessus seront élus au suffrage direct, dans les conditions qui seront réglées par arrêté résidentiel.

13 octobre 1926. — Arrêté résidentiel relatif à la représentation au conseil du gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives (B. O. M., 18 octobre 1926).

Vu la décision résidentielle du 18 mars 1919 assurant la participation des représentants des colons et des municipalités aux travaux d'un conseil du gouvernement mensuel ; — Vu la décision résidentielle du 10 mai 1923 relative à la composition de la section française du conseil du gouvernement ; — Vu la décision résidentielle du 13 octobre 1926 modifiant la composition de la section française du conseil du gouvernement et, notamment, son article 2,

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales

Article premier. — Les citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives élisent, pour chacune des

régions et des circonscriptions autonomes de contrôle énumérées ci-dessous, des représentants au conseil du gouvernement dans les proportions ci-après indiquées :

Région de la Chaouïa et circonscription de contrôle civil d'Oued Zem, 6 représentants ; régions de Rabat et du Rarb, 4 représentants ; région de Meknès, 2 représentants ; régions de Fès et de Taza, 2 représentants ; région d'Oujda, 2 représentants ; région de Marrakech, 1 représentant ; circonscription autonome de contrôle civil des Doukkala, 1 représentant; circonscription automone de contrôle civil des Abda-Ahmar, 1 représentant ; circonscription autonome de contrôle civil de Mogador, 1 représentant.

Les régions et circonscriptions autonomes n'ayant qu'un représentant élisent également un suppléant qui sera appelé à siéger au conseil du gouvernement en cas de décès ou démission du titulaire.

Art. 2. — Les représentants des régions de la Chaouïa-Oued Zem, de Rabat et du Rarb, de Meknès, de Fès-Taza et d'Oujda, sont élus pour six ans et renouvelés par moitié tous les trois ans, dans les conditions prévues à l'article 29 ci-après.

Les représentants (titulaires et suppléants) de la région de Marrakech et des circonscriptions autonomes des Doukkala, des Abda-Ahmar et de Mogador sont élus tous les trois ans.

Ces représentants sont toujours rééligibles.

CHAPITRE II. — Electorat

Art. 3. — Sont électeurs tous les citoyens français âgés de 21 ans révolus, de sexe masculin, jouissant de leurs droits civils et politiques, résidant en zone française depuis plus d'un an, et qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives.

Art. 4. — Les militaires en activité de service ne sont pas électeurs.

Art. 5. — Ne devront pas figurer sur les listes électorales, en raison de leurs antécédents judiciaires : — 1° Les individus privés de leurs droits civils et politiques par suite de condamnations soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ; — 2° Les condamnés à l'emprisonnement pour crime par l'application de l'article 463 du code pénal français; — 3° Les individus que les tribunaux jugeant correctionnellement ont privé des droits de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction spéciale ; — 4° Les individus condamnés aux travaux publics par application des lois militaires ; — 5° Les condamnés pour vagabondage, mendicité, usure; — 6° Ceux qui ont été condamnés pour infraction aux lois sur les jeux (art. 410 du code pénal français) et loteries, aux dispositions de l'art. 411 du code pénal relatives aux prêts sur gages ou nantissement, pour chantage (art. 100, § 2 du code pénal), ou pour infraction aux dispositions spéciales de la législation chérifienne relatives aux mêmes matières ; — 7° Les interdits ; — 8° Les notaires, greffiers ou officiers ministériels destitués ; les secrétaires-greffiers et commis de secrétariat des juridictions françaises révoquées : — 9° Ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour vol (art. 379, 388 et 401 du code pénal), escroquerie (art. 405 du code pénal), abus de confiance (art. 408 du code pénal), abus de blanc-seing (art. 407 du code pénal), abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur (art. 406 du code pénal) ; soustraction commise comme dépositaire de deniers publics (art. 169 et 170 du code pénal) ; attentat aux mœurs (art. 330 et 334 du code pénal, lois françaises du 3 avril 1903 et dahirs des 19 mars 1914 et 19 février 1917) ; infractions prévues aux art. 86, 87, 88, 89,

90 et 91 de la loi du 1er avril 1923 sur le recrutement de l'armée ; — 10° Ceux qui ont été condamnés à trois mois au moins d'emprisonnement pour : tromperie sur le titre des matières d'or et d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la quantité des choses livrées (par usage de faux poids ou de fausses mesures ou d'instruments inexacts) ou pour toute autre manœuvre frauduleuse relative au pesage ou au mesurage, falsification de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues (loi française du 1er août 1905 et dahir du 14 octobre 1914) ; destruction de registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, de titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque,, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge (art. 439 du code pénal) ; détérioration de marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication (art. 433 du code pénal) ; dévastation de récoltes, abatage, coupe ou mutilation d'arbres, destruction de greffes (art. 444, 445, 446 et 447 du code pénal et dahir du 10 octobre 1917) ; empoisonnement de chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, de bestiaux (bœufs, moutons, chèvres) ou de porcs; destruction de poissons dans les étangs, viviers ou réservoirs (art. 452 du code pénal) ; délits en matière électorale entraînant en France la privation des droits de vote et d'élection ; — 11° Ceux qui ont été condamnés pour contrebande ou pour les délits prévus aux articles 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 du code pénal ; pour les faits prévus aux articles 594, 596 et 597 du code de commerce en France, ou pour les faits prévus aux art. 372, 374 et 375 du dahir formant code de commerce au Maroc, et aux articles 82 et 92 de l'acte d'Algésiras.

Art. 6. — Ne peuvent être inscrits sur les listes électorales pendant 5 ans à dater de l'expiration de leur peine, les individus condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour : rebellion (art. 209 du code pénal) ; outrages ou violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (art. 222 et 230 du code pénal) ; outrages publics, envers un juré ou un assesseur des tribunaux criminels à raison de sa déposition ; infraction aux lois et règlements sur les attroupements et les associations.

Art. 7. — Ne peuvent être inscrits sur les listes électorales pendant deux ans à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable, les individus condamnés pour deuxième récidive d'ivresse manifeste publique (loi du 23 janvier 1873) ou pour infraction au dahir du 20 septembre 1914 sur la répression de l'ivresse publique ou à l'arrêté viziriel du 30 septembre 1924 sur la réglementation des débits de boissons, ou à tous autres arrêtés pris pour leur exécution ou portant interdiction de la vente des boissons alcooliques à certaine catégories de personnes.

CHAPITRE III. — Etablissement des listes électorales

Art. 8. — La liste des électeurs est établie au commencement de l'année. Elle est dressée par ordre alphabétique, dans chaque circonscription de contrôle, par les soins de l'autorité locale de contrôle, et, dans les villes érigées en municipalités, par les soins du chef des services municipaux.

Elle comprend tous les électeurs habitant dans la circonscription de contrôle ou à l'intérieur du périmètre municipal, âgés de 21 ans révolus au 1er janvier de l'année où l'inscription de la liste électorale est demandée.

Art. 9. — En vue de son inscription sur la liste électorale, tout intéressé doit faire parvenir au chef des services municipaux ou à l'autorité de contrôle de sa résidence, avant le 1er février, une demande d'inscription établie sur papier libre et appuyée des pièces suivantes : 1° un

extrait d'acte de naissance établissant que le requérant satisfait aux conditions d'âge et de sexe prévues aux articles 3 et 8 ci-dessus ; 2° un certificat délivré par le chef des services municipaux ou l'autorité locale de contrôle, établissant que le requérant réside en zone française depuis plus d'un an au 1er janvier de l'année où l'inscription sur la liste électorale est demandée.

L'extrait n° 2 du casier judiciaire qui doit être annexé au dossier de chaque demande d'inscription, est demandé par l'administration.

Nul ne peut être électeur dans plusieurs régions ou circonscriptions autonomes ni obtenir son inscription sur une liste électorale si, étant auparavant inscrit sur la liste électorale d'une chambre française consultative de la même région ou circonscription autonome, il n'a obtenu sa radiation avant les dernières élections de ladite chambre, ou si, radié postérieurement auxdites élections, il s'est écoulé moins d'une année depuis celles-ci.

Art. 10. — Dans chaque circonscription de contrôle et dans chaque ville érigée en municipalité, la liste des électeurs est établie chaque année par une commission siégeant au chef-lieu de la circonscription ou aux services municipaux, et comprenant : — 1° Le représentant de l'autorité locale de contrôle ou le chef des services municipaux, président; — 2° Deux électeurs désignés par le chef de la région, membres.

Deux autres électeurs sont désignés de la même façon au titre de membres suppléants. En cas d'absence ou d'empêchement d'un des membres de la commission, ils sont appelés en remplacement par le président de la commission, dans l'ordre de leur désignation.

La liste est établie en prenant pour base les demandes d'inscription déposées.

Art. 11. — La commission d'établissement des listes électorales se réunit tous les ans, le 22 février, ou le lendemain si cette date est un dimanche ou un jour férié.

Le 1er mars, à 8 heures du matin, une liste provisoire, arrêtée, s'il y a lieu, par section de vote, est déposée au siège de l'autorité locale de contrôle ou aux services municipaux.

Art. 12. — Pendant les dix jours francs qui suivent, la liste provisoire demeure déposée dans les mêmes bureaux à la disposition du public, qui est informé, par affiches apposées à la porte des immeubles administratifs et par insertions dans la presse, que tout requérant français peut la consulter et en prendre copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Pendant le même délai, tout intéressé qui a fait sa demande d'inscription dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus, et n'a pas été inscrit sur la liste provisoire, peut renouveler sa demande en vue d'être inscrit sur la liste définitive ; tout électeur déjà inscrit peut réclamer, soit l'inscription d'un électeur omis, soit la radiation d'une personne indûment inscrite.

Les requêtes ou réclamations doivent être faites par écrit et adressées au président de la commission sous pli recommandé.

A l'expiration du délai de dix jours aucune déclaration ou requête n'est plus recevable.

La commission se réunit le 15 mars au plus tard pour arrêter définitivement la liste électorale.

Art. 13. — Le 25 mars, la liste définitive est déposée dans les locaux administratifs indiqués aux articles précédents et, en outre, au siège de l'autorité régionale de contrôle.

Dans chacun de ces locaux, tout électeur peut en prendre connaissance et en relever copie, pour exercer au besoin, dans un délai de huit jours francs à compter du dépôt, le recours prévu au chapitre VII ci-après.

Jusqu'aux opérations de révision de l'année suivante, les listes ainsi établies sont seules valables pour toute élection triennale ou complémentaire, réserve faite des modifications qui peuvent leur être apportées à la suite de recours, ou des incapacités qui peuvent frapper certains électeurs à la suite de condamnations judiciaires survenant dans l'intervalle.

Aussitôt après l'établissement des listes définitives, l'autorité régionale de contrôle assure la confection des cartes d'électeurs, qui sont retirées au siège de l'autorité locale de contrôle ou des services municipaux dont il dépend, par chaque électeur inscrit, personnellement. La date à partir de laquelle les cartes peuvent être retirées est portée à la connaissance des électeurs par affiches et par insertions dans les journaux.

CHAPITRE IV. — Eligibilité

Art. 14. — Pour être éligible en qualité de représentant, au conseil du gouvernement, d'une des régions ou circonscriptions autonomes énumérées à l'article 1er, il faut : 1° être inscrit, au moment de l'élection, sur une des listes électorales de la région ou de la circonscription ; 2° ne pas être tombé, depuis l'établissement ou la dernière révision des listes électorales, sous l'application des articles 5, 6 et 7 du présent arrêté (incapacités électorales) ; 3° être âgé de 25 ans révolus au 1er janvier de l'année des élections.

Ne sont pas éligibles : — 1° Les magistrats des juridictions françaises ; — 2° Les fonctionnaires, agents et salariés recevant un traitement annuel ou des émoluments mensuels de l'Etat ou des municipalités, ou des établissements publics.

Ne sont pas considérés comme fonctionnaires les personnes qui, appartenant aux professions libérales, reçoivent, tout en les exerçant, une subvention ou des indemnités de l'Etat ou des municipalités, pour des services déterminés.

Art. 15. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une région ou circonscription autonome.

Au plus tard dix jours avant le scrutin (premier ou deuxième tour) tout candidat doit déposer, au siège de l'autorité locale de contrôle ou aux services municipaux, une déclaration écrite de candidature, établie en triple exemplaire. Il est délivré récépissé de cette déclaration, dont un exemplaire est immédiatement transmis au chef de la région ou circonscription autonome et un autre au commissaire résident général.

Art. 16. — Toute déclaration faite en violation de l'article ci-dessus est nulle et irrecevable. Si des déclarations sont déposées par le même candidat dans plus d'une circonscription, la première en date est seule valable ; si elles portent la même date, toutes sont nulles.

CHAPITRE V. — Opérations électorales

Art. 17. — Un arrêté résidentiel fixe, au commencement de chaque année d'élections triennales, la date du premier tour de scrutin, et détermine, s'il y a lieu, les sections prévues à l'article 34 ci-après.

Un arrêté du chef de région fait connaître, avant la fin du mois de mars, les endroits où fonctionneront les bureaux de vote dans les circonscriptions de contrôle et dans les villes érigées en municipalités.

Le représentant de l'autorité locale de contrôle ou le chef des services municipaux désigne les fonctionnaires chargés de présider les bureaux de vote et fait remettre à ces derniers des listes électorales.

Art. 18. — Le président du bureau est assisté, comme secrétaire, du plus jeune, et comme assesseur, du plus âgé des électeurs inscrits qui se

trouvent présents au lieu du vote au moment où le scrutin est ouvert.

Le bureau statue sur toutes les questions que soulèvent les opérations électorales ; ses décisions sont mentionnées au procès-verbal des opérations.

Art. 19. — Le scrutin est ouvert à 8 heures et clos à 16 heures.

Le vote a lieu au scrutin de liste. Il est effectué par le dépôt direct du bulletin.

Le vote par correspondance n'est autorisé que pour les électeurs résidant hors d'un périmètre municipal ou hors du centre où siège l'autorité locale de contrôle ou du centre où fonctionne un bureau de vote.

Le nom de chaque votant est pointé sur deux registres spéciaux contenant la liste électorale. Le pointage est fait par l'assesseur et le secrétaire.

Art. 20. — Le vote de chaque électeur ne porte que sur la totalité des sièges à pourvoir dans la région ou circonscription autonome ou, le cas échéant, dans la section électorale.

Les suffrages exprimés ne sont retenus que dans la limite du nombre des sièges à pourvoir et en suivant l'ordre de priorité établi par les bulletins eux-mêmes.

Dans les région ou circonscriptions autonomes où les électeurs sont appelés à élire un représentant titulaire et un suppléant, le bulletin de vote doit porter epxressément, en face de chaque nom, la mention « titulaire » ou « suppléant ».

Si le bulletin ne porte pas cette indication, le nom du représentant titulaire est celui inscrit le premier.

Si un seul nom est inscrit, il est considéré comme désignant le représentant titulaire.

Art. 21. — Dans le vote direct, chaque votant présente au bureau sa carte d'électeur et son bulletin de vote, préalablement préparé et plié en quatre en dehors de la salle. Il ne peut déposer que son vote personnel. Le bulletin de vote doit être établi sur papier blanc et ne présenter aucun signe distinctif extérieur.

Lorsque le votant n'a pas reçu sa carte d'électeur avant le scrutin, il peut la retirer au bureau en venant déposer son bulletin.

Lorsque le votant a oublié ou perdu sa carte d'électeur, il peut néanmoins voter, à condition que son identité soit reconnue par les membres du bureau ou par deux électeurs connus du bureau. Cette circonstance est indiquée par une mention spéciale au procès-verbal des opérations.

Art. 22. — En outre de son droit personnel, le chef de famille exerce un droit de suffrage supplémentaire pour ses enfants mineurs des deux sexes, légitimes ou naturels reconnus, si le nombre de ces enfants mineurs est au moins égal à quatre.

En cas de décès, d'incapacité légale ou d'absence judiciaire présumée ou déclarée du chef de famille, le droit complémentaire de suffrage est exercé par le représentant civil légal desdits mineurs.

Le droit de suffrage supplémentaire est fixé chaque année au moment de l'établissement des listes électorales. Les listes, établies comme il est prévu au chapitre III ci-dessus, devront mentionner le nom et l'âge des mineurs donnant droit au suffrage supplémentaire.

L'électeur intéressé justifiera de son droit par la production d'un bulletin de naissance pour chaque enfant vivant représenté.

Art. 23. — Pour le vote par correspondance, le votant adresse par la poste et en franchise au représentant de l'autorité locale de contrôle un pli recommandé fermé portant la suscription : « Election au troisième collège électoral », suivie de ses nom, prénoms, adresse et signature.

Ce pli doit parvenir au plus tard la veille du scrutin, avant midi, et contenir : — 1° La carte d'électeur, dûment signée du votant ; — 2° Une deuxième enveloppe contenant le bulletin de vote plié en quatre.

Les plis parvenant en retard sont refusés.

Tous les plis parvenus dans le délai ci-dessus prévu sont remis, au moment de l'ouverture du scrutin, par le représentant de l'autorité locale de contrôle ou son délégué au président du bureau de vote installé au siège de cette autorité.

Le président du bureau de vote en offectue sur le champ le dépouillement, de la façon suivante :

L'enveloppe extérieure seule est d'abord ouverte par le président du bureau, qui appelle le nom du votant.

Vérification faite de l'existence de ce nom sur la liste électorale, les deux autres membres du bureau l'émargent sur leur registre respectif, en mentionnant que le vote est effectué par correspondance.

L'enveloppe intérieure est ensuite ouverte et le bulletin plié en est retiré et est introduit immédiatement tel quel dans l'urne par le président.

Dans le cas où le bulletin n'est pas plié en quatre, comme il est prescrit ci-dessus, le président le fait constater par les assesseurs et le bulletin est annulé ; mention de l'annulation est faite au procès-verbal.

Si la deuxième enveloppe porte des signes extérieurs ou intérieurs de reconnaissance ou des mentions injurieuses pour des candidats ou pour des tiers, le voté exprimé dans ladite enveloppe n'entre pas en compte dans le résultat du dépouillement du scrutin; cette enveloppe non régulière est annexée au procès-verbal (avec mention des causes de cette annexion) et contresignée par les membres du bureau.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand ces bulletins portent des noms différents ; les bulletins ne comptent que pour un seul quand ils désignent le même ou les mêmes candidats.

Mention des suffrages ainsi exprimés est également faite au procès-verbal.

Les enveloppes régulières sont aussitôt détruites.

Les suffrages qui se sont portés sur un citoyen dont la candidature aura été posée en violation des articles 15 et 16 ci-dessus, seront annulés et n'entreront pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés.

Art. 24. — Le dépouillement des votes est effectué par le bureau séance tenante, immédiatement après la clôture du scrutin.

Doivent être annulés les suffrages exprimés dans l'une des conditions suivantes : — Bulletins blancs, c'est-à-dire ne portant aucune désignation ; — Bulletins portant un signe extérieur quelconque ou des inscriptions injurieuses, soit pour les candidats, soit pour des tiers ; — Bulletins illisibles ou établis sur papier de couleur, ou ne contenant pas une désignation suffisamment explicite, ou faisant connaître le nom des votants.

Les bulletins blancs ou nuls n'entrent pas dans le calcul des résultats du scrutin.

Ne sont pas nuls et doivent figurer dans le compte des suffrages exprimés, les bulletins ne contenant des suffrages que pour les personnes non éligibles ou n'ayant pas fait acte de candidature.

Art. 25. — Le procès-verbal des opérations de chaque bureau de vote est dressé en double exemplaire. Chaque exemplaire est approuvé et signé par le président et les deux assesseurs ; un est remis au représentant de l'autorité locale de contrôle ou au chef de sservices municipaux pour être versé aux archives ; l'autre est mis sous enveloppe scellée qui est signée par le président et les deux assesseurs.

Les bulletins de vote classés par catégorie (valables, blancs, annulés, douteux) sont mis sous autant d'enveloppes scellées et signées comme il est dit ci-dessus.

L'enveloppe contenant le procès-verbal et les enveloppes renfermant les bulletins de vote sont ensuite incluses dans une enveloppe unique, scellée et signée dans les mêmes conditions, qui est remise contre récépissé ou envoyée, recommandée, au chef de la circonscription de contrôle ou au chef des services municipaux, pour être soumise à l'examen de la commission prévue à l'article 10.

Seuls peuvent siéger à cette commission, pour procéder aux opérations prévues à l'article ci-après, ceux de ses membres, titulaires ou suppléants, qui n'ont pas fait acte de candidature.

Chaque fois que deux membres au moins (titulaires ou suppléants) de ladite commission ont été candidats aux élections, il est pourvu à leur remplacement par arrêté du chef de la région.

Art. 26. — Dans les vingt-quatres heures du scrutin, ou, s'il y a eu plusieurs bureaux de vote, dans les vingt-quatre heures de la réception des procès-verbaux et des enveloppes annexées, le chef de la circonscription de contrôle ou le chef des services municipaux réunit la commission précitée ,qui procède à la vérification et à l'ouverture des plis reçus des différents bureaux de vote.

La commission confronte, vérifie, rectifie au besoin les calculs de chaque bureau ; ces opérations terminées, elles arrête les résultats du scrutin.

Les opérations de la commission sont constatées par un procès-verbal établi en triple exemplaire et signé du président et des deux membres de la commission. Un exemplaire en est conservé dans les archives de la circonscription ou des services municipaux, l'autre est transmis au chef de la région ; le troisième, avec toutes les pièces annexées, à la Résidence générale.

Pendant les huit jours francs après son établissement, le procès-verbal peut être consulté au bureau de la région ou circonscription autonome, de la circonscription de contrôle, ou des services municipaux, par tout électeur intéressé, en vue, le cas échéant, de l'exercice du recours prévu à l'article 35.

Art. 27. — Dans les vingt-quatre heures de la réception des procès-verbaux qui lui sont transmis par les présidents des commissions de vérification des opérations électorales, comme il est prévu à l'article ci-dessus, le chef de la région ou de la circonscription autonome, en séance publique, donne lecture de ces procès-verbaux et proclame les résultats du scrutin.

Il en est dressé sur le champ procès-verbal, dont une ampliation est transmise au commissaire résident général.

Art. 28. — Le calcul des résultats du scrutin est soumis aux règles suivantes :

Au premier tour, nul n'est élu s'il ne réunit la majorité absolue, c'est-à-dire la moitié plus un des suffrages exprimés et, en outre, un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.

Lorsque le nombre des suffrages exprimés est impair, la majorité absolue se calcule en prenant la moitié du nombre pair immédiatement inférieur et en ajoutant une unité à cette moitié.

Le nombre des suffrages exprimés s'obtient en déduisant du nombre des votants celui des bulletins blancs ou nuls.

Lorsqu'un premier tour de scrutin n'a pas donné de résultat, soit pour la totalité, soit pour une partie des sièges à pourvoir, il est procédé à un deuxième tour dans les trois semaines qui suivent la proclamation des résultats du premier tour.

Ce deuxième tour est ordonné par un arrêté résidentiel spécial qui fixe en même temps, s'il y a lieu, le nombre de sièges à pourvoir. Les résultats du deuxième tour sont acquis à la majorité relative et quelle que soit la proportion des votants.

Lorsque plusieurs candidats recueillent le même nombre de voix, le candidat le plus âgé est élu.

CHAPITRE VI. — Dispositions spéciales

Art. 29. — Pour l'exécution des prescriptions du premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, les séries sortantes du premier renouvellement triennal seront déterminées de la façon suivante.

A l'expiration des délais de recours, les représentants élus pour les régions de la Chaouïa-Oued Zem, de Rabat et du Rarb, de Meknès, de Fès-Taza et d'Oujda seront convoqués par arrêté résidentiel au chef-lieu de la région.

Ils se réuniront en présence du chef de la région, à la diligence de qui la série sortante du premier renouvellement sera tirée au sort ; les premiers noms sortant de l'urne seront ceux des représentants dont le mandat expirera au bout de trois ans.

Art. 30. — Lorsqu'à la suite d'un recours formé dans les conditions prévues au chapitre ci-après, les résultats d'un scrutin sont annulés en tout ou en partie, les nouvelles élections rendues nécessaires auront lieu dans un délai qui ne pourra excéder quatre mois, à compter de la décision qui aura statué sur le recours.

La date du premier tour de scrutin sera fixée par arrêté résidentiel.

Art. 31. — Toute démission de représentant est adressée par lettre au commissaire résident général.

Art. 32. — Lorsqu'une des régions visées au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus se trouve, par l'effet de vacances survenues, privée de la moitié de ses représentants, il est procédé à des élections complémentaires après l'accomplissement des opérations de révision annuelle des listes électorales, dans les conditions prévues au chapitre cinquième (art. 17 et suivants) et à l'article 33 du présent arrêté.

Il est procédé de la même façon lorsqu'une des région ou circonscriptions autonomes visées au deuxième alinéa du même article 2 se trouve, par l'effet de vacances survenues, privée à la fois de son représentant titulaire et du suppléant.

Le mandat de chacun des représentants ainsi élus prend fin à l'époque où devait expirer le mandat du membre qu'il remplace, ce dernier étant désigné, s'il y a lieu, par voie de tirage au sort, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article 29 ci-dessus.

Art. 33. — La date du premier tour de scrutin pour toute élection complémentaire est fixée par arrêté résidentiel.

Il n'y a jamais d'élection complémentaire au cours du deuxième semestre, sauf en cas d'annulation de tout ou partie des résultats d'un scrutin à la suite d'un recours formé dans les conditions prévues au chapitre ci-après.

Art. 34. — Si, pour assurer dans des proportions équitables la représentation des villes, centres ou territoires d'une même région, il est reconnu nécessaire de procéder à une répartition des sièges des représentants à l'intérieur de ladite région, il pourra y être créé, par l'arrêté résidentiel prévu à l'article 17, deux ou plusieurs sections électorales ; le même arrêté répartira, entre chaque section, le nombre de représentants à élire par la région.

Aucune modification ne pourra être apportée à ce sectionnement à l'occasion des nouvelles élections ou des élections complémentaires prévues à l'article 30 et à l'article 32 ci-dessus.

CHAPITRE VII. — Recours

Art. 35. — Les décisions prises par la commission prévue à l'article 10 ci-dessus, soit en matière d'établissement des listes électorales (art. 12), soit en matière de vérification des opérations électorales, et les décisions de proclamation de résultats du scrutin (art. 24 et 27) pourront faire l'objet d'un recours spécial dans les conditions qui seront fixées par dahir de Sa Majesté chérifienne.

13 octobre 1926. — Dahir relatif au recensement et au classement des animaux et véhicules à traction animale susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins militaires (1) (B. O. M., 16 novembre 1926).

TITRE PREMIER. — Recensement

Article premier. — Les propriétaires d'animaux et voitures non compris dans les catégories d'exception mentionnées à l'article 3 ci-après, sont informés, chaque année, au cours de la première quinzaine de décembre, par avis inséré au « Bulletin officiel », par insertions dans la presse ou par affiches ou de toute autre manière, d'avoir à effectuer la déclaration des chevaux, mulets, mules, chameaux, chamelles et voitures à traction animale leur appartenant.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux propriétaires marocains.

Art. 2. — La publicité prévue par l'article ci-dessus est faite par l'autorité municipale et, en dehors des villes, par l'autorité locale de contrôle.

Les intéressés doivent, pour faire leur déclaration, se présenter au siège de l'une ou l'autre de ces autorités.

Ils sont tenus, pour chaque animal déclaré, d'indiquer l'âge, qui se compte du 1er janvier de l'année de la naissance.

Art. 3. — Du 1er au 15 janvier de chaque année, il est établi dans chaque ville érigée en municipalité la liste de recensement des chevaux, mulets, mules, chameaux, chamelles et voitures. En dehors desdites villes, cette liste est dressée par l'autorité locale de contrôle.

La liste mentionne tous les animaux et voitures déclarés, avec leur signalement, le nom et le domicile de leur propriétaire, sauf les exceptions ci-après : — 1° Les animaux et voitures du commissaire résident général ; — 2° Les animaux et voitures appartenant aux consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière dans leur résidence officielle. Ces agents sont soumis, toutefois, au droit commun en qualité de propriétaires ou locataires de biens-fonds qu'ils posséderaient ou affermeraient à titre particulier ; — 3° Les animaux et les voitures dont les fonctionnaires sont pourvus pour les besoins de leur service ; — 4° Les animaux et voitures appartenant à l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones ou à des entrepreneurs chargés du transport des dépêches postales pour le compte de cette administration ; celle-ci adresse, à cet effet, entre le 15 et le 31 décembre de chaque année, au général commandant les troupes d'occupation, un état indiquant les localités où sont installés ses écuries et relais ainsi que ceux de ses entre-

---

(1) Le dahir du 10 août 1915 a édicté les conditions dans lesquelles s'effectueraient les réquisitions pour les besoins militaires.

Le présent dahir a pour but de déterminer diverses mesures destinées à faciliter, le cas échéant, l'application du dahir précité du 10 août 1915 et des textes qui l'ont modifié ou complété.

preneurs, le nom de ces derniers, et le nombre d'animaux affectés au service ; — 5° Les animaux et voitures effectés au transport du matériel nécessité par l'exploitation du chemin de fer. Un état des animaux et voitures nécessaires, dans chaque localité, est fourni entre le 15 et le 31 décembre de chaque année, au général commandant les troupes d'occupation, par la direction générale des travaux publics ; — 6° Les animaux et voitures appartenant aux médecins, sages-femmes et vétérinaires, à raison d'un animal et d'une voiture par praticien ; — 7° Les voitures servant exclusivement au transport en commun des personnes ; — 8° Les étalons approuvés ou autorisés pour la reproduction, sur présentation de pièces régulières ; — 9° Les juments ; — 10° Les chevaux, chameaux et chamelles qui n'ont pas atteint l'âge de 5 ans au 1er janvier ; — 11° Les mulets et mules qui n'ont pas atteint l'âge de 4 ans au 1er janvier ; — 12° Les animaux qui sont reconnus avoir déjà été inscrits dans une autre municipalité ou dans une autre circonscription ; — 13° Les animaux qui sont reconnus avoir déjà été réformés par une commission de classement.

Art. 4. — Un certificat de déclaration est délivré aux propriétaires par l'autorité compétente, avec mention du nombre et de la nature des animaux et voitures déclarés et inscrits.

Si le propriétaire a plusieurs résidences, il doit présenter ce certificat aux autorités des municipalités ou circonscriptions où il n'a pas fait inscrire ses animaux et voitures. Il peut alors lui être délivré des duplicata du certificat.

Art. 5. — La liste du recensement est établie d'après les déclarations des intéressés, et doit être faite en triple expédition. L'une des expéditions est conservée dans les archives du service local, la deuxième dans les archives de la région, et la troisième est adressée avant le 1er février de chaque année au général commandant les troupes d'occupation pour l'établissement du travail préparatoire des opérations du classement.

TITRE DEUXIEME. — Classement

Art. 6. — Les animaux et voitures recensés doivent en principe, pour pouvoir être réquisitionnés, avoir été inscrits sur les tableaux de classement.

Les opérations de classement des chevaux, mulets, mules, chameaux et chamelles sont effectuées chaque année.

Si le classement n'a pu avoir lieu une année, et si la réquisition intervient l'année suivante, les animaux ayant l'âge voulu l'année précédente devront être présentés à la réquisition bien qu'ils n'aient pas été classés.

Les opérations de classement des voitures à traction animale sont effectuées tous les trois ans.

Ces opérations sont effectuées par une commission mixte qui se réunit dans les municipalités ou dans les centres des circonscriptions de contrôle, dont la liste est proposée chaque année au commissaire résident général par le général commandant les troupes d'occupation.

Art. 7. — Les commissions mixtes de classement comprennent : — Un officier, président, avec voix prépondérante ; — Le chef des services municipaux ou le chef de la circonscription de contrôle, ou son représentant ; — Un membre français de la commission municipale ou, à défaut, un citoyen français ; — Un vétérinaire civil ou militaire.

L'officier président de la commission et le vétérinaire sont désignés par le général commandant les troupes d'occupation.

Le membre français est désigné par le chef de la région. Il ne lui est attribué aucune indemnité pour les opérations auxquelles il participe.

Art. 8. — Le fonctionnement et les attributions des commissions sont déterminées par voie d'instruction du général commandant les troupes d'occupation.

Les commissions dressent, par municipalité ou par circonscription de contrôle, un tableau des animaux et voitures susceptibles d'être réquisitionnés pour le service de l'armée. Le tableau, signé par tous les membres de la commission, est établi en trois expéditions. L'une d'elles est conservée dans les archives des services locaux ; l'autre destinée à centraliser l'ensemble du recensement de la région, est conservée dans les archives de la région ; la troisième est transmise au général commandant les troupes d'occupation.

Art. 9. — Les commissions de classement réforment définitivement les animaux impropres au service de l'armée et ajournent au classement suivant ceux qui ne paraissent pas momentanément susceptibles d'être réquisitionnés. Mention de ces décisions est indiquée sur la liste de recensement déposée aux archives des services locaux, qui est alors arrêtée et signée par les membres de la commission. Copie de ces décisions est transmise à l'autorité régionale et au général commandant les troupes d'occupation, par les soins de la municipalité ou de l'autorité locale de contrôle.

Art. 10. — Lorsqu'un animal est réformé comme impropre au service de l'armée, la commission remet au propriétaire un certificat constatant sa décision et mentionnant le signalement exact de l'animal, tel qu'il est inscrit sur la liste de recensement. Le certificat de réforme ainsi obtenu est présenté au classement de l'année suivante avec une attestation signée du propriétaire affirmant qu'aucun autre animal n'a été substitué à l'animal réformé.

Art. 11. — Les opérations de classement ont lieu dans le courant du mois de février de chaque année ,et, en cas d'impossibilité, dans le courant du mois de mars. La date en est notifiée aux populations par avis inséré au « Bulletin officiel » du protectorat, par la voie de la presse ou par voie d'affiches apposées par les soins des autorités régionales, ainsi que par des convocations individuelles adressées par les autorités municipales et de contrôle.

Art. 12. — Les propriétaires doivent présenter ou faire présenter leurs animaux devant les commissions dans les conditions indiquées par les avis, affiches et convocations.

Les voitures recensées sont présentées, attelées ou non, aux commissions mixtes, qui arrêtent leur classement, ainsi que celui des harnais.

TITRE TROISIEME. — Dispositions spéciales aux Marocains

Art. 13. — Il est établi, tous les ans, dans le courant de la première quinzaine de janvier, par l'autorité municipale et, en dehors des villes, par l'autorité locale de contrôle, un état, par caïdat, des chevaux, chameaux et chamelles âgés de plus de 4 ans au 1er janvier, des mulets et mules âgés de plus de 3 ans à la même date, et des voitures à traction animale susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins de l'armée.

Cet état indique, par caïdat, le nombre d'animaux et de voitures qu'il serait indispensable de laisser à la disposition des populations en cas de réquisition.

Art. 14. — Ne seront pas portés sur ces états : — 1° Les animaux et véhicules appartenant à Notre Majesté chérifienne et à nos vizirs ; — 2° Trois chevaux, mules et mulets par pacha ou caïd, et un par cheikh ; — 3° Les étalons approuvés pour la reproduction ; — 4° Les juments.

Art. 15. — Ces états sont adressés en triple expédition avant le 25 janvier au chef de la région.

Ils sont soumis, avant le 10 février, à l'examen d'une commission ainsi composée : — Le chef de la région, président, ou son représentant ; — Les représentants de l'autorité locale de contrôle de la région, ou leurs adjoints ; — Un officier désigné à cet effet par le général commandant les troupes d'occupation ; — Le contrôleur principal du tertib de la région ou l'agent qui en fait fonction ; — Deux citoyens français ; — Deux notables musulmans.

Lorsque les relevés numériques ont été définitivement arrêtés par la commission, il est procédé par le chef de la région à un abattement d'un cinquième pour les non-valeurs, les quatre cinquièmes représentant le chiffre à fournir, le cas échéant, par chaque caïdat.

Art. 16. — L'une des expéditions des états ainsi rectifiés est conservée par l'autorité régionale qui renvoie l'autre à l'autorité locale qui l'a établie et transmet la troisième au général commandant les troupes d'occupation.

TITRE QUATRIEME. — Réquisition en cas de mobilisation

Art. 17. — En cas de mobilisation, la réquisition des animaux et voitures classés est effectuée par des commissions dites de réception, composées comme les commissions de classement, et dont la désignation des membres s'opère dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus.

Art. 18. — Les commissions de réception siègent dans chaque localité aux emplacements choisis et désignés à l'avance par avis et affiches.

S'il est nécessaire d'accélérer les opérations, l'autorité militaire peut décider que plusieurs commissions de réception fonctionneront dans la même municipalité ou circonscription.

Art. 19. — L'ordre de rassemblement des animaux et voitures, en cas de mobilisation ,est porté à la connaissance des populations par la voie de la presse et par affiches, avec l'indication des date, heure et lieu de la réunion. Des avis individuels peuvent également être envoyés.

Les autorités municipales et de contrôle prennent toutes les mesures qui sont en leur pouvoir afin que les intéressés soient avertis en temps utile pour répondre aux injonctions de l'autorité militaire.

Art. 20. — Doivent être conduits aux emplacements indiqués pour la réquisition : — 1° tous les animaux et voitures figurant sur le tableau de classement de la municipalité ou de la circonscription ; — 2° tous les animaux qui, pour un motif quelconque, ne figurent pas sur le tableau en question, à l'exception de ceux réformés ; — 3° les animaux et voitures recensés ou classés dans d'autres municipalités ou circonscriptions et qui se trouvent, au moment de la mobilisation, sur le territoire du lieu où opère une commission.

TITRE CINQUIEME. — Pénalités

Art. 21. — Ceux qui contreviendront aux prescriptions des titres premier, deuxième et troisième du présent dahir, ou aux mesures prises pour leur exécutionr seront passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs.

Quiconque fera sciemment de fausses déclarations sera puni d'une amende de 50 à 2.000 francs.

En temps de paix et hors le cas de mobilisation, l'article 463 du code pénal et la loi du 26 mars 1891 seront applicables.

Art. 22. — Ceux qui contreviendront aux prescriptions du titre quatrième du présent dahir ou aux mesures prises pour leur exécutioon,

seront passibles des peines prévues par l'article 10 (1er alinéa), de Notre dahir du 10 août 1915 sur les réquisitions militaires, tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 4 mai 1918.

Les propriétaires d'animaux ou voitures qui contreviendront aux prescriptions du même titre quatrième seront passibles des peines prévues par l'article 9 (1er alinéa) de Notre dahir précité du 10 août 1915 tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 4 mai 1918.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 novembre 1926. — Le commissaire résident général. T. STEEG.

16 octobre 1926. — **Dahir** portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1926 (B. O. M., 16 novembre 1926).

16 octobre 1926. — **Dahir** instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des représentants, au conseil du Gouvernement, des citoyens français inscrits sur les listes du 3e collège électoral (B. O. M., 19 octobre 1926).

Vu l'arrêté pris à la date du 13 octobre 1926 par le commissaire résident général de la République française au Maroc, en vue d'assurer, par voie d'élection, la représentation, au conseil du Gouvernement, des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives,

Article premier. — Il est ouvert devant la cour d'appel de Rabat, qui statuera en dernier ressort et sans pourvoi en cassation, un recours contre les décisions des commissions que prévoit l'arrêté résidentiel susvisé, concernant les élections des représentants, au conseil du Gouvernement, des citoyens français inscrits sur les listes du troisième collège électoral institué par ledit arrêté.

Le même recours est ouvert au regard des décisions des autorités régionales de contrôle concernant la proclamation des résultats du scrutin.

Art. 2. — Le recours prévu à l'article ci-dessus est ouvert soit au secrétaire général du Protectorat (ou à son délégué), soit aux parties intéressées.

Il sera formé et jugé dans les conditions prévues par les articles 3, 4 et 5 de Notre dahir du 30 juin 1919 instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie, d'agriculture et des chambres mixtes.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 18 octobre 1926. — Le commissaire résident général, T. STEEG.

18 octobre 1926. — **Arrêté viziriel** fixant les indemnités des agents techniques des travaux publics détachés dans les services centraux de la direction générale des travaux publics (B. O. M., 2 novembre 1926).

18 octobre 1926. — **Arrêté viziriel** modifiant l'arrêté viziriel du 19 juillet 1919 et portant à quinze le nombre des membres de la section indigène d'agriculture de Casablanca (B.O.M., 21 décembre 1926).

21 octobre 1926. — **Arrêté viziriel** réglant les droits de patente pour certaines professions non dénommées au tarif annexé au dahir du 9 octobre 1920 (B. O. M., 16 novembre 1926).

22 octobre 1926. — **Arrêté du Directeur général des travaux publics** fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'accession au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics (service des mines) (B.O.M., 16 novembre 1926).

23 octobre 1926. — **Arrêté du Directeur général des finances** disposant que les agents des douanes et régies agréés par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pour opérer des prélèvements sur les denrées ou marchandises fraudées ou falsifiées, limiteront leur action à la recherche des fraudes sur les boissons et spiritueux (B. O.M., 26 octobre 1926).

26 octobre 1926. — **Arrêté du Directeur général des travaux publics** modifiant l'arrêté du 4 décembre 1922, modifié par celui du 1er avril 1926, fixant les conditions du concours pour l'emploi de secrétaire-comptable des travaux publics (B. O. M., 16 novembre 1926).

28 octobre 1926. — **Arrêté résidentiel** portant dérogation à l'arrêté résidentiel du 9 mars 1922 interdisant le recrutement des dames dactylographes des services des contrôles civils et des municipalités autrement qu'en qualité d'auxiliaires (B. O. M., 2 novembre 1926).

30 octobre 1926. — **Dahir** du 30 octobre 1926 portant abrogation du dahir du 8 août 1922 et modifiant l'article 4 du dahir du 9 janvier 1920, relatifs aux relations commerciales du Maroc avec l'Allemagne (B. O. M., 9 novembre 1926).

1er novembre 1926. — **Dahir** érigeant en établissement public la bibliothèque générale du Protectorat (B.O.M., 14 décembre 1926).

TITRE PREMIER. — Dispositions générales.

Article premier. — La bibliothèque générale du Protectorat est érigée en établissement public.

Art. 2. — La bibliothèque générale du Protectorat a pour attributions d'assurer la conservation et la communication au public des ouvrages de fonds, des quotidiens et des publications périodiques soumis au dépôt légal, des archives, des cartes, estampes, monnaies, photographies et tous documents dont elle a la garde, dans les conditions qui sont fixées par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, sous réserve des dispositions du présent dahir en ce qui concerne la communication des archives administratives.

Art. 3. — L'organisation administrative de la bibliothèque générale comprend : — 1° un conseil d'administration ; — 2° un service administratif.

Art. 4. — Le conseil d'administration, présidé par le directeur général de l'instruction publique, est composé : — 1° d'un délégué du commisaaire résident général ; — 2° d'un délégué du directeur général des finances ; — 3° du directeur de l'Institut des hautes études marocaines ; — — 4° de deux membres désignés par le commissaire résident général, choisis parmi les membres du conseil supérieur de l'agriculture et du conseil supérieur du commerce et de l'industrie.

Peuvent, en outre, être appelés à faire partie du conseil d'administration, au nombre de six au maxiumum, des personnalités désignées par le commissaire résident général, sur la proposition du directeur général de l'instruction publique.

Le conservateur fait partie du conseil d'administration et en assure le secrétariat.

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, une indemnité de déplacement et de séjour peut être accordée à ceux des membres de ce conseil résidant hors de Rabat ou de Salé.

Art. 5. — Le conseil d'administration de la bibliothèque générale du Protectorat se réunit deux fois par an, sur convocation de son président et plus souvent, si l'intérêt du service le réclame.

Il délibère valablement lorsque la moitié plus un de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le conseil statue sur toutes les propositions du conservateur touchant l'administration de la bibliothèque et, notamment, celles qui ont trait aux achats et échanges de livres ,aux abonnements, aux publications périodiques, aux demandes d'acquisition formulées par les particuliers, aux dons et legs faits à la bibliothèque. Il donne au conservateur des directives concernant les propositions et indications bibliographiques qui lui ont été soumises pour le tenir au courant des besoins des groupes d'études et des étudiants de l'enseignement supérieur. Il donne son avis sur les missions qu'il y a lieu de confier au conservateur tant dans l'intérieur de la zone française qu'en France ou à l'étranger.

Le conseil approuve le règlement intérieur de la bibliothèque et les modifications qu'il est proposé d'y apporter. Il peut être saisi par le directeur général de l'instruction publique de toutes questions générales intéressant le fonctionnement de toutes questions générales intéressant le fonctionnement de la bibliothèque. Il est obligatoirement saisi de toutes mesures de caractère législatif ou réglementaire intéressant la bibliothèque générale ou les bibliothèques publiques du Maroc.

Art. 6. — La bibliothèque générale du Protectorat est dirigée par un conservateur chargé de veiller à l'entretien des locaux, à la conservation des ouvrages et documents provenant de dons ou legs, d'échanges ou d'achats.

Le conservateur surveille la rédaction et l'impression des catalogues, dirige les recherches et communications et le travail du personnel.

Art. 7. — La nomination, le traitement, la résidence du conservateur, les missions qu'il reçoit, les rapports qu'il doit fournir, les inspections auxquelles il est soumis sont déterminés par arrêtés de Notre Grand Vizir.

Sont réglées de la même façon l'organisation, la nomination et la répartition du personnel de la bibliothèque (consarvateurs adjoints, secrétaires, commis-bibliothécaires, agents auxililaires).

Art. 8. — Le conservateur peut accepter sans autorisation préalable du conseil d'administration, provisoiremenet et à titre conservatoire, les dons et legs faits au profit de la bibliothèque sans charges, conditions ni affectation immobilière, à propos desquels aucune réclamation des familles n'est formulée.

Le conseil d'administration accepte ou refuse définitivement ces libéralités.

Toutefois, dans les cas où un don ou legs est fait avec charges, conditions ou affectation immobilière ou donne lieu à réclamation des familles, son acceptation ou son refus est prononcé par arrêté viziriel pris sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, après avis du conseil d'administration.

Art. 9. — Les documents d'archives ordinaires des directions et services de la résidence générale ou de l'administration chérifienne, ayant plus de dix ans de date, sont déposés à la bibliothèque générale

du Protectorat, sauf exception autorisée par décision du Commissaire résident général.

Art. 10. — La bibliothèque générale du Protectorat est représentée en justice et dans les actes de la vie civile par le conservateur, qui ne peut intenter d'action ou y défendre qu'avec l'autorisation du conseil d'administration.

Art. 11. — Les ressources financières de la bibliothèque générale comportent : — 1° les subventions de l'Etat chérifien ; — 2° les subventions qui peuvent lui être allouées par les municipalités, les collectivités publiques ou privées, les particuliers ; — 3° le produit des dons ou legs en espèces ou en valeurs.

TITRE DEUXIEME. — Organisation financière.

Art. 12. — Le budget de la bibliothèque générale est préparé par le conservateur ; il est approuvé par le directeur général des finances après avoir été soumis pour avis, au conseil d'administration.

Les crédits supplémentaires, les virements de crédits reconnus nécessaires en cours d'exercice, sont préparés et approuvés dans les mêmes formes.

La période pendant laquelle doivent se consommer tous les faits de recettes et de dépenses de la bibliothéque générale est celle prévue par le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien.

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses sont effectuées par un agent comptable. Cet agent comptable est chargé seul et sous sa responsabilité de faire toute diligence en vue de la perception des droits, produits et revenus appartenant à la bibliothèque. Il acquitte, dans la limite des crédits régulièrement ouverts, les dépenses ordonnancées par le conservateur, seul ordonnateur.

Les fonctions d'ordonnateur sont incompatibles avec celles d'agent comptable.

Les recettes sont perçues au vu de titres arrêtés par le conservateur. conformément aux dispositions légales en matière de recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 14. — La nomination de l'agent comptable est faite par le directeur général des finances.

L'agent comptable fournit en garantie de sa gestion un cautionnement dont le montant est fixé par décision du directeur général des finances. Ce cautionnement est versé à la caisse du trésorier général du Protectorat dans les conditions prévues au dahir du 20 avril 1925 relatif aux cautionnements des comptables de deniers publics.

La gestion de l'agent comptable est soumise aux vérifications des agents financiers du Protectorat et de l'inspection générale des finances.

Art. 15. — Les fonds libres de la bibliothèque sont versés en compte courant, sans intérêt, à la caisse du trésorier général du Protectorat.

Les retraits de fonds ont lieu sur quittance de l'agent comptable, revêtue de l'autorisation du conservateur de la bibliothèque.

L'agent comptable doit avoir un carnet de compte courant sur lequel le trésorier général du Protectorat est tenu d'inscrire les dépôts et les retraits de fonds et de mentionner en toutes lettres, après chaque opération, le montant du nouveau solde du compte courant.

Les dépenses sont payées pour le compte de l'agent comptable, à toutes les caisses publiques, sur mandat délivré par l'ordonnateur de la bibliothèque, visé par l'agent comptable et revêtu du « Vu bon à payer » du trésorier général du Protectorat.

Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par la bibliothèque générale, toutes significations de cessions ou de transports desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement doivent être faites entre les mains de l'agent comptable de la bibliothèque générale.

Sont considérées comme nulles et non avenues toutes opérations ou significations faites à toutes autres personnes.

Art. 16. — Les recettes de la bibiliothèque se divisent en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires.

Ls recettes ordinaires se composent : 1° Des revenus et intérêts des biens, fonds et valeurs appartenant à la bibliothèque ; 2° Des subventions qui lui sont allouées par le Protectorat, les municipalités et toutes autres collectivités ; 3° Du produit des dons et legs sans affectation spéciale ; 4° De toutes autres ressouces d'un caractère permanent et des recettes accidentelles sans affectation spéciale.

Art. 17. — Les recettes extraordinaires se composent :

1° Des subventions et recettes accidentelles ayant une affectation spéciale ; — 2° Des capitaux provenant des dons et legs fait à la bibliothèque avec affectation spéciale; — 3° Des capitaux provenant de l'aliénation des biens et valeurs appartenant à la bibliothèque.

Art. 18. — Les dépenses de la bibliothèque se divisent en dépenses ordinaires et en dépenses extraordinaires.

Les dépenses ordinaires comprennent : — 1° Les frais d'administration de la bibliothèque ; — 2° Les frais d'achat de livres et d'impressions des catalognes, les abonnements aux publications; — 3° Toutes autres dépenses occasionnées par le service dont l'exécution est confiée à la bibliothèque générale.

Art. 19. — Les dépenses extraordinaires comprennent : — 1° L'emploi des subventions et des recettes accidentelles ayant une affectation spéciale ; — 2° L'emploi des capitaux provenant des dons et legs faits avec affectation spéciale ; — 3° L'emploi des capitaux provenant de l'aliénationdes biens et valeurs appartenant à la bibliothèque.

Art. 20. — Les écritures de comptabilité administrative déerivent toutes les opérations relatives : — 1° A la constatation des droits acquis à la bibliothèque et aux recettes réalisées à son profit ; — 2° A la liquidation, au mandatement et au paiement des dépenses budgétaires.

Elles sont tenues dans les conditions fixées par le dahir du 9 juin 1917.

Art. 21. — En clôture d'exereice, le conservateur produit un compte administratif et l'agent comptable un compte de gestion.

Art. 22. — Les excédants de recettes que fait ressortir le compte de l'exercice sont versés à un fonds de réserve.

Ls disponibilités de ce fonds peuvent être employées en rentes sur l'Etat français ou marocain, en valeurs du Trésor français, en rentes ou obligations dont l'amortissement et les intérêts sont garantis par l'Etat français ou chérifien pendant toute leur durée, ou tous autres placements approuvés par le conseil d'administration.

Les prélèvements à effectuer sur le fonds de réserves sont décidés par le conseil d'administration, après avis conforme du directeur général des finances.

Art. 23. — Les comptes, accompagnés des observations du conseil d'administration, sont ensuite adressés par le président dudit conseil au directeur général des finances, qui les transmet à une commission chargée de les juger.

En attendant qu'il en soit autrement ordonné, cette commisison sera composée de trois membres désignés par le Commissaire résident général.

L'appel des arrêts de la commission pour violation des formes ou de la loi pourra être interjeté devant la cour d'appel de Rabat, dans les deux mois de leur notification.

Art. 24. — Le présent dahir entrera en application à dater du 1er janvier 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

2 novembre 1926. .. **Dahir du 2 novembre 1926** portant ratification de l'arrangement du 17 août 1926 concernant le service des virements postaux entre l'administration des postes de la République française et l'administration des postes du Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole). (B. O. M., 21 décembre 1926).

2 novembre 1926. — **Dahir** portant ratification de l'arrangement du 27 août 1926 concernant le service des virements postaux entre l'administration des postes du Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) et l'administration des postes de la Régence de Tunis (B. O. M., 21 décembre 1926).

2 novembre 1926. — **Dahir** du 2 novembre 1926 modifiant le dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale (B. O. M., 14 décembre 1926).

Article unique. — Le dernier alinéa de l'article 3 de Notre dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale est modifié comme suit :

« Les engins utilisables dans cette pêche ainsi que leur modalité d'emploi seront énumérés et définis dans un arrêté pris chaque année par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ».

Vu pour promulgation et mise à exécution. — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

2 novembre 1926. — **Arrêté viziriel,** modifiant l'arrêté viziriel du 14 avril 1922, portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922, sur la pêche fluviale (B. O. M., 14 décembre 1926).

Vu le dahir du 11 avril 1922, modifié par le dahir du 9 juillet 1923 et par le dahir du 2 novembre 1926 ; — Vu l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922, et, notamment, son article premier, tel qu'il a été complété par l'arrêté viziriel du 10 juillet 1923,

Article unique. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 14 avril 1922 portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale, complété par l'arrêté viziriel du 10 juillet 1923, est modifié comme suit :

« Article premier. — Les époques pendant lesquelles toute pêche est interdite, même à la ligne et pour toute espèce de poisson, sont fixées comme suit : — a) Du 1er novembre au 1er mars inclus, pour toutes les rivières dites à salmonides, c'est-à-dire pour les cours d'eau ou parties de cours d'eau qui seront énumérés dans un arrêté du directeur général de l'agriculture ; — b) Du 15 avril au 15 juin, pour tous les cours d'eau ou parties de cours d'eau non énumérés dans l'arrêté susvisé.

« Les époques d'interdiction prévues aux paragraphes a) et b) s'appliquent aux lacs, étangs, lagunes fermées ou communiquant avec la mer, ainsi qu'aux canaux exécutés comme travaux publics, situés dans le bassin des cours d'eau visés aux paragraphes a) et b) ci-dessus.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

2 novembre 1926. — Dahir sur la police du domaine public maritime (B. O. M., 21 décembre 1926).

Considérant que si la police du domaine public a été réglementée par divers textes législatifs spéciaux et, notamment, par nos dahirs sur la police et la conservation des chemins de fer, sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et sur le régime des eaux, elle ne l'a pas encore été en ce qui concerne le domaine public maritime et qu'il y a lieu, par suite, de compléter à cet égard la législation existante,

Article premier. — Il est interdit sous réserve de l'autorisation préalable délivrée dans les conditions prévues à Notre dahir du 10 novembre 1918 relatif à l'occupation temporaire du domaine public. — 1° de faire des dépôts sur le domaine public maritime ; — De placer tout objet, d'établir tout ouvrage entravant la circulation et, d'une manière générale, d'anticiper sur les limites du domaine public maritime ; — 3° De pratiquer sur ce domaine des excavations ou d'en extraire des matériaux.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions de l'article ci-dessus seront punies d'une amende de 1 à 15 francs et d'un emprisonnement d'un à trois jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, les dispositions de l'article 463 du code pénal étant toujours applicables.

Art. 3. — Indépendamment des sanctions ci-dessus prévues, l'administration peut faire procéder, aux frais du contrevenant et après mise en demeure restée sans résultat, à la remise des lieux en état.

Ces frais sont recouvrés dans les formes prévues au titre deuxième de notre dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 4. — Sont spécialement chargés de constater les infractions aux dispositions du présent dahir les ingénieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs, ingénieurs adjoints, conducteurs des travaux publics, les officiers et maîtres de port, les gardiens de phare, les gardes maritimes les gendarmes, les fonctionnaires des douanes et tous autres employés desdits services commissionnés pour la surveillance du domaine public et assermentés.

Ont également qualité pour constater les contraventions ci-dessus spécifiées, les commissaires et agents de police, les officiers et chefs de brigades de gendarmerie, et, d'une manière générale, tous officiers de police judiciaire.

Les procès-verbaux sont adressés, dans les dix jours de leur date, à la juridiction compétente, par l'agent verbalisateur.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions du présent dahir sont de la compétence exclusive des juridictions françaises.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 10 décembre 1926, — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

2 novembre 1926. — Arrêté viziriel portant modifications à l'arrêté viziriel du 1er juillet 1924 définissant le statut des permis de prospection (B. O. M., 14 décembre 1926).

Vu le dahir du 15 septembre 1923 portant règlement minier et, notamment, l'article 114. — Vu l'arrêté viziriel du 1er juillet 1924, définissant le statut du permis de prospection.

Article unique. — Le second alinéa de l'article 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 1er juillet 1924, est abrogé et remplacé par l'alinéa suivant :

« L'arrêté viziriel qui ouvre une zone à la prospection fixe la date à laquelle la zone est ouverte ainsi que la date à partir de laquelle les demandes de permis de prospection peuvent être déposées. Les demandes déposées pendant les trois premiers jours sont considérées comme simultanées et leur ordre de priorité, en cas de concurrence, est fixé par le chef du service minier, les intéressés entendus. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à l'attribution d'une allocation forfaitaire aux personnels et agents de l'Etat chérifien (B. O. M., 9 novembre 1926).

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à l'attribution d'une indemnité provisoire aux personnes et agents de l'Etat chérifien (B. O. M., 9 novembre 1926).

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel portant addition à l'arrêté viziriel du 16 avril 1926 organisant le statut du personnel de l'Office du Protectorat à Paris (B. O. M., 16 novembre 1926).

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à la dénomination des instituteurs des lycées et collèges en fonctions à l'école industrielle et commerciale de Casablanca (B. O. M., 16 novembre 1926).

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel fixant l'indemnité de fonctions allouée au vérificateur des poids et mesures détaché au service central de la vérification des poids et mesures (B. O. M., 16 novembre 1926).

3 novembre 1926. — Arrêté viziriel rapportant les dispositions de l'alinéa 4, paragraphe b, de l'article 14 de l'arrêté viziriel du 24 avril 1923, portant organisation et réglementation du service du pilotage du port de Casablanca (B. O. M., 16 novembre 1926).

6 novembre 1926. — Dahir relatif au contrôle de l'inspection des finances dans les services non financiers du Protectorat (1) (B. O. M., 9 novembre 1926).

Article premier. — Outre les agents et comptables spécialement soumis par les lois et règlements au contrôle de l'inspection générale des finances,

---

(1) EXPOSE DES MOTIFS. — L'article 5 de la loi du 25 mars 1916, l'article 72 du dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique et l'article 72 du décret du 16 avril 1917 ont soumis à la vérification de l'inspection générale des finances les services financiers du Protectorat.

y sont également assujettis les agents et comptables du service de la conservation foncière, de l'Office chérifien de postes, des télégraphes et des téléphones, ceux de la régie des chemins de fer à voie de 0 m. 60, de l'aconage des ports du Sud, de la caisse spéciale des travaux publics, les receveurs ou régisseurs des villes et établissements publics, les receveurs ou les économes des hôpitaux, du service pénitentiaire, des hospices, lycées, ateliers d'art indigène, fermes expérimentales, les secrétaires-greffiers.

Art. 2. — Cette vérification a lieu toutes les fois que le Commissaire résident général le juge utile. A l'occasion de la vérification, le Commissaire résident général délivre une lettre de service à l'inspecteur général chef de mission et à ses collaborateurs.

Art. 3. — Les agents, préposés et comptables soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances sont tenus, à la réquisition des inspecteurs des finances munis de leur lettre de service, d'ouvrir leur caisse et leur portefeuille, de représenter les valeurs de toute nature dont ils sont dépositaires ainsi que les pièces justificatives de leur gestion, tous les livres, registres, la correspondance même confidentielle et autres documents de nature à donner une connaissance complète du service.

Art. 4. — En tout temps, les inspecteurs des finances peuvent obtenir des agents susvisés, communication des mêmes renseignements. Dans ce cas, ils en font la demande au Commissaire résident général par l'intermédiaire de la direction générale des finances.

Art. 5. — Les rapports de vérification, après avoir été transmis aux comptables ou agents, vérifiés et annotés par l'inspecteur des finances vérificateur, sont communiqués au chef de service responsable et, pour information, au directeur général dont relève le service en cause et au directeur général des finances.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

8 novembre 1926. — Décret portant création d'une commission de réseau des chemins de fer du Maroc (J. O., 13 novembre 1926).

Vu la loi du 24 septembre 1873; — Vu la loi du 13 mars 1875; — Vu la loi du 28 décembre 1888; — Vu le décret du 5 février 1889 portant organisation du service militaire des chemins de fer ; — Sur le rapport du ministre de la guerre,

Article premier. — L'exécution du service militaire des chemins de fer au Maroc, pour l'ensemble des lignes ferrées du territoire du protectorat, est confiée à une commission de réseau des chemins de fer du Maroc composée de :

Un commissaire technique désigné à l'agrément du ministre de la guerre, par l'ensemble des compagnies de chemins de fer du Maroc.

Il y a un intérêt évident pour le Gouvernement chérifien à pouvoir confier au corps de contrôle métropolitain la vérification des services qui, sans être à proprement parler financiers, ressortissent en recettes ou en dépenses au budget général de l'Etat ou aux budgets annexes, dont les excédents ou les déficits sont supportés par ces mêmes budgets et, en général, de tous les services dont les fonds ont le caractère de deniers publics (article premier du décret du 31 mai 1862).

Le présent dahir a pour but de préciser les droits de l'inspection des finances à l'égard de ces organismes et de leurs comptables.

Un commissaire militaire, officier supérieur, nommé par le ministre de la guerre, et relevant directement du général commandant supérieur des troupes du Maroc par l'intermédiaire de son chef d'état-major.

A cette commission peut être attaché un personnel technique et militaire selon les besoins du service.

Le commissaire technique a deux adjoints, institués dans les mêmes formes, et représentant les compagnies autres que celle à laquelle appartient le commissaire technique.

Le commissaire militaire peut avoir un adjoint.

Les adjoints suppléent entièrement chaque commissaire en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Art. 2. — Les mesures d'exécution sur les réseaux sont toujours prises au nom de la commission agissant collectivement.

Chaque commissaire garde sa responsabilité propre. Le commissaire militaire est plus spécialement responsable des mesures prises au point de vue militaire. Le commissaire technique et ses adjoints sont plus spécialement responsables, chacun sur leur réseau, des mesures prises pour mettre en œuvre les ressources du chemin de fer.

Art. 3. — En temps de paix, la commission de réseau a, dans ses attributions : — L'instruction de toutes les affaires auxquelles donne lieu le service militaire des chemins de fer sur les réseaux; — L'étude de toutes les ressources en matériel et en personnel pour les besoins de la guerre; — La préparation des transports stratégiques et l'établissement des documents y relatifs; — La vérification de l'état des lignes, du matériel et des installations diverses (quais, alimentations d'eau, dépôts de machines, ma-

---

Rapport au président de la République française. — Paris, le 4 novembre 1926. — Monsieur le Président. — Les événements qui se sont déroulés au Maroc en 1925 et 1926 ont mis en évidence l'importance du rôle joué dans les opérations militaires par les chemins de fer (voie normale et voie étroite), qui constituent le réseau actuel du Maroc. Cette importance ne peut que s'accroître dans l'avenir, au fur et à mesure de l'extension de ce réseau ferré, soit en cas de transports militaires nécessités par la défense propre du Maroc, soit en cas de transports militaires nécessités par la défense générale de l'Afrique du Nord ou celle de la métropole.

Dans la métropole et en Algérie-Tunisie, la mission de préparer, en temps de paix, les transports militaires nécessaires en temps de guerre, et d'en diriger l'exécution le moment venu, incombe aux commissions de réseau créées par le décret du 5 février 1889.

Il n'existe pas actuellement au Maroc d'organisation similaire. Même au cas de transports militaires intensifs, l'autorité militaire reste, vis-à-vis des compagnies exploitantes, dans la situation d'un client, certes privilégié, mais elle n'a pas un droit suffisant de contrôle et de direction sur l'équipement du réseau, son fonctionnement, la répartition des possibilités et la coordination des efforts.

Il est donc nécessaire : — 1° D'instituer au Maroc, pour le cas de mobilisation totale ou partielle, ou pour le cas de circonstances graves, un régime spécial de fonctionnement du réseau ferré, mettant ce réseau sous la dépendance effective de l'autorité militaire; — 2° De créer, en conséquence, une commission de réseau, ayant des attributions analogues à celles de la commission de réseau des chemins de fer d'Algérie-Tunisie, et placée, en temps de paix comme en temps de guerre, sous l'autorité du général commandant supérieur des troupes du Maroc.

Si vous approuvez cette manière de voir, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint ayant pour objet la création d'une commission de réseau des chemins de fer du Maroc.

gasins, ateliers de réparation, etc.) ; — L'instruction spéciale des agents ; — Les mesures de sécurité concernant les voies et ouvrages d'art ; — La direction des expériences de toute nature faites sur le réseau en vue d'améliorer ou d'accélérer les transports militaires.

Art. 4. — En cas de création de compagnies secondaires sur le territoire occupé par un réseau, dans l'ensemble du protectorat, la commission de réseau étend sa compétence sur les lignes de ces compagnies secondaires.

Ces compagnies peuvent se faire représenter près de la commission de réseau par un agent dûment accrédité.

Art. 5. — Sur la proposition du général commandant supérieur des troupes du Maroc et dans certaines éventualités définies (mobilisation générale ou partielle, troubles graves sur le territoire du protectorat), le commissaire résident général peut prescrire à la commission du réseau de prendre en main, sous l'autorité du général commandant supérieur des troupes du Maroc, le service de tout ou partie des réseaux de chemins de fer.

La décision fixe le jour et l'heure où la commission de réseau entre en fonction à ce titre.

Elle peut être aidée : — 1° Par des sous-commissions de réseau ou des commissions régulatrices, composées d'un commissaire militaire et d'un commissaire technique ; — 2° Par des commissions de gare, composées d'un officier et du chef de gare ; — Un personnel technique et militaire est attaché à ces divers organes dans la mesure des besoins ; — 3° Eventuellement, par des troupes de sapeurs de chemins de fer et des sections de sections de chemins de fer de campagne.

Le commissaire résident général décide le retour au service normal, sur la proposition du général commandant supérieur des troupes du Maroc.

8 novembre 1926. — Dahir modifiant l'article 12 du dahir du 25 novembre 1925 portant institution de nouvelles formes de crédit hypothécaire par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers (B. O. M., 14 décembre 1926).

Article premier. — L'alinéa premier de l'article 12 de Notre dahir du 25 novembre 1925 portant institution de nouvelles formes de crédits hypothécaire par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers est modifié comme suit :

« Art. 12. — Le prêt sera fait pour une durée de 5 à 30 ans à un taux d'intérêt annuel qui sera déterminé par le prix de revient des bons et des cédules, qui font l'objet des titres suivants, majoré : — 1° Pour les prêts sur exploitations agricoles et lots de colonisation réunissant les conditions prévues au titre septième, de un pour cent (1 %) pour frais généraux et de un pour cent (1 %) pour rémunération de la garantie de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc ; — 2° Pour les autres prêts, de un pour cent (1 %) pour frais généraux, de un pour cent (1 %) pour rémunération de la garantie de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc et d'un pourcentage à fixer par le conseil d'administration de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc d'accord avec le Commissaire du Gouvernement près ladite caisse de prêt, et dont le montant sera porté à une réserve spéciale des opérations à long terme. ».

..... (La fin de l'article sans modification).

Art. 2. — Les dispositions ci-dessus auront effet à compter de la date de promulgation du présent dahir.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 8 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

11 novembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 23 décembre 1926).

11 novembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à l'élévation du montant maximum des mandats télégraphiques de ou des établissements de facteurs-receveurs (B. O. M., 23 novembre 1926).

15 novembre 1926. — Dahir portant réglementation, en ce qui concerne les comptables publics, du fonctionnement des comptes courants de chèques postaux (B. O. M., 18 janvier 1927).

Article premier. — Tout comptable public ou régisseur comptable chargé d'effectuer des opérations de recettes ou de dépenses de l'Etat peut se faire ouvrir un compte courant de chèques postaux.

Ce compte courant demeure unique pour l'ensemble des services publics gérés par le comptable ou régisseur. Toutes opérations personnelles en sont exclues.

L'intitulé du compte ne doit pas comprendre le nom patronymique du comptable ou du régisseur.

Art. 2. — Aucun dépôt de garantie n'est exigé ; toutefois, l'avoir du compte ne doit jamais descendre au-dessous de 5 francs.

Art. 3. — Sont portés au crédit des comptes ouverts aux comptables publics ou régisseurs-comptables : — 1° Les versements effectués par les titulaires à leur propre compte ; — 2° Les versements effectués par les débiteurs, non titulaires de comptes courants postaux, sous la condition que l'imputation à donner à la somme versée soit indiquée sur le coupon du mandat de versement ; — 3° Le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux, sous la condition que le chèque de virement soit accompagné d'un avis de crédit destiné au comptable ou régisseur titulaire du compte crédité et contenant l'indication détaillée de l'imputation à donner par lui à la somme virée.

Art. 4. — Sont portées au débit des mêmes comptes les sommes qui font, de la part des titulaires, l'objet : — 1° De chèques nominatifs payables à leur profit; — 2° De chèques de virement émis au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions réglées aux articles 7 à 13 du présent dahir pour le paiement des dépenses publiques ordonnancées ; — 3° De chèques de virement émis pour tout autre objet au profit de titulaires de comptes courants postaux, dans les conditions arrêtées de concert entre la direction générale des finances et l'Office chérifien des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 5. — Chacune des opérations prévues aux articles 3 et 4 donne lieu à la perception des taxes instituées par les arrêtés en vigueur.

Les taxes dues pour les versements effectués au compte courant d'un comptable ou d'un régisseur sont perçues sur la partie versante.

Le service des chèques postaux prélève cette taxe sur le compte crédité dans le cas de versement du comptable ou régisseur à son compte courant et sur le compte débité dans tous les autres cas.

Lorsque des règlements généraux ou particuliers ne mettent pas à la charge de tiers la taxe spéciale à chaque opération, cette taxe entre, ainsi que le coût des différentes formules livrées à titre onéreux par le service des chèques postaux, parmi les frais de service ou de gestion du comptable ou régisseur.

Art. 6. — La demande d'ouverture de compte courant est déposée au bureau de poste de la résidence du comptable ou régisseur; elle doit avoir été visée pour approbation par le chef de service du demandeur.

Elle présente l'indication de l'intitulé à donner au compte et, s'il y lieu, la désignation des fondés de pouvoirs autorisés par le signataire à recevoir les formules de chèques et à signer les chèques.

En cas de mutation de comptable ou régisseur ou de constitution d'un intérim, le fonctionnaire entrant ou à défaut l'intérimaire est, sur la demande qu'il présente dans les conditions déterminées par le paragraphe qui précède, substitué au fonctionnaire sortant comme titulaire du compte.

Toute modification en ce qui concerne la désignation des fondés de pouvoirs fait l'objet d'une demande nouvelle du titulaire approuvée par son chef de service.

Lorsqu'il y a urgence, le chef de service notifie au bureau de chèques postaux les signatures provisoirement accréditées pour les opérations du compte courant postal.

Tous chefs de service du comptable ou régisseur, ainsi que tous agents chargés du contrôle à son égard, peuvent obtenir gratuitement, douze fois au maximum, par compte, chaque année, l'indication du solde du compte courant à une date déterminée, et quatre fois au maximum par compte, chaque année, la copie du dit compte courant pour une période de 10 jours.

Les indications, copies et renseignements demandés par la direction générale des finances sont, sans limitation d'objet ni d'étendue, délivrés gratuitement.

Art. 7. — Les créanciers de l'Etat, qui ont un compte courant de chèques postaux, peuvent obtenir paiement de l'ordonnance du mandat ou de l'ordre de paiement délivré à leur profit par l'ordonnateur sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte courant postal.

Art. 8. — Le paiement par virement aux comptes chèques postaux est opéré, en vertu soit d'une clause formelle des marchés ou contrats, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit d'une lettre adressée à l'ordonnateur, par le titulaire de la créance.

Art. 9. — L'ordonnateur transmet au comptable payeur la lettre d'avis d'ordonnance, le mandat ou l'ordre de paiement, portant indication du compte à créditer et accompagné d'une formule d'avis de crédit ainsi que des pièces justificatives, y compris, s'il y lieu, la lettre visée à l'article précédent.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire de la créance et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur le titre de paiement la mention « Vu bon à payer » et arrête en toutes lettres sur ce titre la somme nette à porter au crédit du compte du créancier.

Art. 10. — La taxe de virement est, en ce qui concerne les opérations effectuées par application des articles 7 et 8 à la charge du créancier ; elle est déduite du montant de l'ordonnance, du mandat ou de l'ordre de paiement lors de l'arrêté de la somme nette à virer prescrit par l'article précédent.

Art. 11. — Le comptable adresse les titres de paiement relevés sur un bordereau d'envoi et accompagnés d'un chèque de virement, ainsi que des avis de crédit, au bureau de chèques postaux détenteur de son compte courant. Après inscription au débit du tireur, ce bureau crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Le bureau de chèques détenteur du compte courant crédité porte sur chaque titre une mention signée du préposé et appuyée du timbre à date du bureau de chèques constatant que l'opération de virement a été effectuée. ,

Les titres de paiement ainsi annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaire du compte débité. Celui-ci demeure pécuniairement responsable, dans le cas où le virement n'a pu être opéré faute de disponibilités suffisantes à son compt courant postal.

Le service des chèques postaux fait parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires.

Art. 12. — Les titres de paiement revêtus de la mention prévue à l'article ci-dessus et accompagnés des pièces justificatives de l'ordonnancement, constituent la décharge du comptable qui y appose sous sa responsabilité les timbres-quittances exigibles.

Art. 13. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transfert ou cession, aucune signification ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance ne peuvent avoir d'effet, en ce qui concerne la somme portée à la lettre d'avis d'ordonnance, au mandat ou à l'ordre de paiement, s'ils interviennent après que le comptable a revêtu ce titre de la mention « Vu bon à payer ».

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 10 janvier 1927. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

15 **novembre 1926.** — **Dahir** étendant aux comptables des municipalités et des établissements publics les dispositions du dahir du même jour portant réglementation, en ce qui concerne les comptables publics de l'Etat, du fonctionnement des comptes courants et chèques postaux (B. O. M., 18 janvier 1926).

15 **novembre 1926.** — **Arrêté du directeur général de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Antiquités** portant création d'un comité marocain de géographie (B. O. M., 30 novembre 1926).

16 **novembre 1926.** — **Dahir** modifiant le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien (B. O. M., 11 janvier 1927).

Article unique. — L'article 38 de Notre dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, est complété comme suit :

« Lorsqu'il s'agit de paiements collectifs, il peut être suppléé aux quittances individuelles par des états d'émargement dûment certifiés. Si les parties prenantes sont illétrées ou dans l'impossibilité de signer la déclaration prévue au premier paragraphe du présent article est apposée une fois pour toutes au bas de l'état d'émargement et vaut pour toutes les parties prenantes ne sachant ou ne pouvant signer ».

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 6 janvier 1927. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

16 **novembre 1926.** — **Dahir** modifiant le dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien (B. O. M., 11 janvier 1926).

Article premier. — L'article 15 de Notre dahir du 9 juin 1917 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 15. — Les recettes de l'Etat qui ne comportent point, en vertu de la réglementation existante, un mode spécial de recouvrement ou de poursuites, sont perçues au vu d'états arrêtés par le directeur gé-

néral des finances. Ces états ont force exécutoire jusqu'à opposition de la partie intéressée devant la juridiction compétente ».

Art. 2. — L'article 26 du dahir du 9 juin 1917 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 26. — Les dépenses de l'Etat et des budgets annexes de l'Etat sont ordonnancées sur la caisse du trésorier général par les directeurs généraux, directeurs et chefs de service désignés à cet effet par le Commissaire résident général, après avis du directeur général des Finances.

« Les ordonnateurs peuvent, avec l'assentiment du directeur général des finances, instituer des sous-ordonnateurs et leur déléguer tout ou partie des crédits dont ils disposent. Les sous-ordonnateurs agissent, dans limites budgétaires et territoriales assignées par la décision qui les désigne, sous le contrôle et la responsabilité de l'ordonnateur qui les institue. Les mandats des sous-ordonnateurs sont émis sur la caisse du trésorier général ou sur celle du receveur du trésor de leur circonscription.

« Copie des ordonnances de délégation est adressée au trésorier général qui les notifie aux receveurs du trésor intéressés

« Les ordonnances de paiement sont datées et portent, par ordonnateur, un numéro d'ordre d'une série unique et ininterrompue par exercice. Elles désignent par son nom, ses prénoms, surnoms et qualités, le titulaire de la créance.

« Toute ordonnance émise sur la caisse du trésorier général doit, pour être admise par ce comptable, qui est responsable du paiement : — 1° porter sur des crédits régulièrement ouverts ; — 2° Enoncer l'exercice et la partie du budget, le chapitre, l'article et, s'il y lieu, le paragraphe sur lequel elle est imputable ; — 3° Etre accompagnée de pièces qui constatent que son effet est d'acquitter, en tout ou partie, une dette de l'Etat régulièrement justifiée.

« Chaque envoi d'ordonnance au trésorier général est accompagné de bordereaux d'émission sur lesquels sont analysées les ordonnances.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux mandats émis par les sous-ordonnateurs secondaires sur la caisse des receveurs du trésor de leur circonscription. ».

Art. 3. — L'article 48 bis du dahir précité du 9 juin 1917 est complété comme il suit :

«Les crédits visés ci-dessus, non employés au cours d'un exercice, pourront être reportés à l'exercice suivant par des décisions du directeur général des finances et les ordonnateurs autorisés à user de ces crédits sans attendre le dahir de report. ».

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 6 janvier 1927. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

16 novembre 1926. — Dahir portant addition au dahir du 5 mars 1926 modifiant et complétant les dahirs du 1er mars 1920 et du 23 octobre 1920 relatifs au service obligatoire de pilotage au port de Casablanca et fixant les taxes à percevoir (B. O. M., 21 décembre 1926).

Article unique. — Le 5e alinéa de l'article 1er, paragraphe A — Taxe de stationnement — de Notre dahir du 5 mars 1926, modifiant et complétant les dahirs du 1er mars 1920 et du 23 octobre 1920 relatifs au service obligatoire de pilotage au port de Casablanca et fixant les taxes à percevoir, est complété comme suit :

« Sont également exemptés de cette taxe les bâtiments de guerre de l'Etat français, de l'Etat chérifien ou des marines étrangères. ».

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 11 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

20 novembre 1926. — Arrêté viziriel allouant une indemnité de caisse aux régisseurs-comptables des travaux publics (B. O. M., 30 novembre 1926).

22 novembre 1926. — Arrêté résidentiel fixant l'indemnité de fonctions allouée aux contrôleurs civils chefs de région (B. O. M., 18 janvier 1927).

24 novembre 1926. — Arrêté du directeur général des Finances fixant le programme de l'examen pour l'emploi de commis des services financiers (B. O. M., 28 décembre 1926).

26 novembre 1926. — Arrêté résidentiel portant réorganisation territoriale du Maroc (B. O. M., 7 décembre 1926).

Article premier. — Par application de l'article 5 du décret du 3 octobre 1926, le Maroc est divisé en régions civiles ou circonscriptions autonomes du contrôle civil et en régions militaires dont la composition est fixée comme suit :

REGIONS CIVILES. — Région civile d'Oujda, chef-lieu à Oujda ; — Région civile du Rarb, chef-lieu à Kénitra ; — Région civile de Rabat, chef-lieu à Rabat ; — Région civile de la Chaouïa, chef-lieu à Casablanca ; — Circonscription autonome de contrôle civile des Doukkala, chef-lieu à Mazagan ; — Circonscription autonome de contrôle civil des Abda-Ahmer, chef-lieu à Safi ; — Circonscription autonome de contrôle civil des Chiadma, chef-lieu à Mogador ; — Circonscription autonome de contrôle civil d'Oued-Zem, chef-lieu à Oued-Zem.

REGION MILITAIRES. — Région militaire de Taza, chef-lieu à Taza ; — Région militaire de Fès, chef-lieu à Fès ; — Région militaire de Meknès, chef-lieu à Meknès ; — Région militaire de Marrakech, chef-lieu à Marrakech.

Les régions militaires sont divisées en territoires et cercles conformément au tableau suivant :

REGION DE TAZA. — Territoire de Taza-Nord. — Cercle de Jorfata, à Jorfata ; — Cercle de Kifane, à Kifane.

Territoire de Guercif. — Cercle des Beni Ouaraïn, à Tahala ; — Cercle de Mahirija, à Mahirija ; — Cercle de Missour, à Missour.

REGION DE FES. — Territoire de Fès-Nord. — Cercle du Haut-Ouerra, à Taounat ; — Cercle du Moyen-Ouerra, à Rafsaï ; — Cercle de Sefrou, à Sefrou.

Territoire d'Ouezzan. — Cercle de l'Aoudiar, à Zoumi ; — Cercle de Loukkos, à Ouezzan.

REGION DE MEKNES. — Territoire de Tadla. — Cercle des Beni M'Guild, à Azrou; — Cercle Zaïan, à Kénitra; — Cercle de Ksiba, à Ksiba ; Cercle de Beni Mellal, à Beni Mellal.

Territoire de Midelt. — Cercle d'Itzer, à Itzer ; — Cercle de Midelt, à Midelt ; — Cercle de Gourrama, à Gourrama ; — Cercle de Bou Denid, à Bou Denib.

REGION DE MARRAKECH. — Territoire de Marrakech-Azilal. — Cercle de Marrakech-banlieue, à Marrakech ; Cercle d'Azilal, à Azilal. Territoire d'Agadir.

Art. 2. — Le secrétaire général du Protectorat, le directeur général des finances et le directeur général des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à la date de ce jour, mais prendra effet seulement, au point de vue administratif, à la date du 1er janvier 1927.

26 novembre 1926. — Dahir modifiant et complétant l'annexe I du dahir du 31 mars 1919 formant code de commerce maritime (B. O. M., 18 janvier 1927).

Art. 1er. — Par modification aux dispositions du premier alinéa de l'article 124 de l'annexe I de Notre dahir du 31 mars 1919 formant code de commerce maritime, le maximum de la responsabilité personnelle du propriétaire du navire est élevé à six cents francs (600 fr.) par tonneau de jauge.

Art. 2. — Le même article 124 de l'annexe I du dahir précité du 31 mars 1919 est complété par les alinéas suivants :

.....

« Le propriétaire d'un bâtiment échoué ou coulé dans les eaux territoriales, dans des conditions telles qu'il constitue un obstacle ou un danger pour la navigation, est tenu de procéder à son enlèvement. S'il ne se conforme pas aux injonctions qui lui sont adressées à cet égard par l'administration, celle-ci a qualité pour se substituer à lui en vue de procéder à cet enlèvement. Tant qu'il n'a pas été satisfait à ses injonctions, l'administration peut s'opposer à ce que le propriétaire fasse valoir ses droits sur le navire, sauf audit propriétaire à provoquer la nomination d'un gardien-séquestre.

« Dans le cas où le bâtiment coulé ou échoué ne forme pas obstacle ou danger pour la navigation, l'administration peut mettre le propriétaire en demeure de procéder à son relèvement. Si dans le délai de deux ans après cette mise en demeure le relèvement n'a pas eu lieu, ou bien si les opérations de relèvement ont été interrompues pendant plus de deux ans, l'administration peut prendre telles mesures qu'elle juge utiles pour assurer l'exploitation du bâtiment. Le produit net, quand il y en a, est déposé dans les caisses du trésor, où il reste à la disposition des ayants droit pendant un délai de cinq ans, à l'expiration duquel la somme déposée, si elle n'a pas été réclamée, devient la propriété de l'Etat.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 10 janvier 1927. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

26 novembre 1926. — Arrêté viziriel approuvant l'accord intervenu le 14 octobre 1926 entre la zone française de l'Empire chérifien et la zone de Tanger au sujet du règlement des échanges de marchandises étrangères effectués par mer entre les deux zones (B. O. M., 28 décembre 1926).

26 novembre 1926. — Arrêté viziriel portant modifications à l'arrêté viziriel du 5 avril 1924 réglementant l'organisation intérieure et la surveillance des fabriques de bougies (B. O. M., 21 décembre 1926).

26 novembre 1926. — Arrêté viziriel fixant les indemnités du personnel technique de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (B. O. M., 14 décembre 1926).

26 novembre 1926. — Arrêté du Directeur du Service des Contrôles Civils et du Contrôle des Municipalités donnant délégation aux chefs de région pour le visa des états de produits établis par les chefs des services municipaux pour le recouvrement des créances municipales (B. O. M., 21 décembre 1926).

27 novembre 1926. — Arrêté viziriel portant extension du régime forestier aux territoires de la région de Marrakech et de la circonscription autonome de contrôle civil des Chiadma (B. O. M., 14 décembre 1926).

29 novembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage (B. O. M., 4 janvier 1927).

30 novembre 1926. — Dahir portant modification au dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports maritimes de commerce (B. O. M., 18 janvier 1927).

Art. 1er. — Les dispositions des articles 39 et 51 de Notre dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports maritimes de commerce sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 39. — Lorsqu'un bâtiment ou une embarcation vient à s'échouer ou à couler dans un port ou dans les passes d'accès, les officiers de port doivent en rendre immédiatement compte à l'ingénieur du port qui fait adresser par leur intermédiaire au capitaine ou au propriétaire toutes instructions utiles en vue de faire enlever ou déplacer ce bâtiment ou cette embarcation. Les officiers de port s'assurent qu'il a été satisfait auxdites injonctions dans les délais prescrits, faute de quoi ils en réfèrent à l'ingénieur du port.

« Art. 51. — Les propriétaires des navires sont responsables des amendes, dommages et intérêts, frais et réparations prononcés en vertu du présent dahir contre les capitaines, maîtres ou patrons, préposés par eux à la conduite de leurs navires, dans la limite fixée par l'article 124, 1° de l'annexe I du dahir du 31 mars 1919 formant code de commerce maritime.

« En cas de naufrage ou d'échouement d'un navire dans le port ou dans les eaux qui lui servent d'accès, comme aussi dans le cas d'avaries causées par le navire aux ouvrages d'un port, il est fait application, pour déterminer la responsabilité du propriétaire vis-à-vis de l'administration, des dispositions de l'article 124 du dahir du 31 mars 1919 précité ».

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 10 janvier 1927. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

2 décembre 1926. — Arrêté résidentiel fixant les conditions dans lesquelles un poste téléphonique peut, pour les besoins du service, être installé au domicile des chefs des services municipaux (B. O. M., 21 décembre 1926).

4 décembre 1926. — Dahir rendant applicable en zone française de l'Empire chérifien les dispositions de la loi du 18 avril 1918 relative à la rectification administrative de certains actes de l'état civil dressés pendant la durée de la guerre (B. O. M., 18 janvier 1927).

4 décembre 1926. — Arrêté viziriel autorisant l'allocation d'une indemnité de poste à certains fonctionnaires des services techniques de la direction générale des travaux publics détachés au service des travaux municipaux des différentes villes du Maroc (B. O. M., 14 décembre 1926).

4 décembre 1926. — Arrêté viziriel complétant l'arrêté viziriel du 5 mai 1923 portant désignation des tribus de coutume berbère (B. O. M., 4 janvier 1927).

4 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 portant réglementation sur le service de la conservation de la propriété foncière (B. O. M., 11 janvier 1927).

Vu le dahir organique du 12 août 1913 sur l'immatriculation des immeubles ; — Vu le dahir du 1er juin 1915 fixant diverses dispositions transitoires pour l'application du dahir susvisé du 12 août 1913 ; — Vu l'arrêté viziriel du 3 juin 1915 édictant les détails d'application du régime foncier de l'immatriculation ; — Vu l'arrêté viziriel du 4 juin 1915 portant réglementation sur le service de la conservation de la propriété foncière, modifié par les arrêtés viziriels des 11 mars 1917, 30 novembre 1918 et 22 mars 1922.

Article unique. — Les articles 18 et 19 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 juin 1915 portant réglementation sur le service de la conservation de la propriété foncière, sont modifiés comme suit :

« Art. 18. — Chaque conservateur est assisté d'un adjoint qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement. Il assure l'intérim de la conservation en cas de congé régulier du conservateur titulaire.

« Cet agent, qui prend le titre de conservateur adjoint, est nommé dans les mêmes conditions que le conservateur, sur l'avis du chef de service. Il prête serment devant le tribunal de première instance après enregistrement de sa commission au greffe. Le conservateur adjoint est responsable de ses actes dans les mêmes conditions que le conservateur.

Les conservateurs et conservateurs adjoints sont recrutés et régis au point de vue du statut, du traitement, des indemnités, de la discipline et des conditions d'avancement, par les textes spéciaux portant organisation du personnel du service de la conservation foncière.

Les conservations de la propriété foncière peuvent, à défaut d'agents du grade de conservateur, être gérées par des conservateurs adjoints. Ces derniers, dans ce cas, assument les fonctions et la responsabilité des conservateurs ; ils sont tenus de prêter serment et de déposer un cautionnement, le tout aux mêmes conditions que celles qui sont définies par les articles 3 à 17 du présent arrêté.

« Les conservations peuvent être divisées en bureaux de conservation dont chacun est géré par un conservateur ou par un conservateur adjoint sous sa propre responsabilité. Le conservateur ou le conservateur adjoint placé à la tête d'un bureau divisé est tenu aux mêmes obligations, responsabilité et cautionnement que ceux imposés aux conservateurs par les dispositions visées ci-dessus.

« L'intérim d'un bureau divisé de conservateur est assuré par le conservateur ou le conservateur adjoint chargé de la gestion d'un des autres bureaux du ressort. L'intérim des conservations non pourvues d'adjoint est assuré par un agent du cadre désigné par le chef du service.

Les conservateurs adjoints chargés de la gestion d'une conservation ou d'un bureau divisé de conservation sont assistés d'un agent du grade de chef de bureau ou, à défaut d'agent de ce dernier grade, du grade de sous-chef de bureau, nommé par décision du chef de service, l'un ou l'autre remplissant près du conservateur les fonctions d'adjoint.

« Art. 19. — S'il y a vacance d'un bureau par suite de décès ou autrement, le cas de démission excepté, elle sera remplie, en attendant la nomination du nouveau titulaire, par le conservateur adjoint en fonctions ou par un autre agent du cadre désigné par le chef de service, l'un ou l'autre étant responsable de sa gestion. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 6 janvier 1927. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

6 décembre 1926. — Arrêté résidentiel fixant la composition, dans la zone française de l'Empire chérifien, de la commission spéciale de visite des inscrits maritimes français, prévue par l'article premier de la loi du 14 juillet 1908 (B. O. M., 14 décembre 1926).

Vu le décret du 17 octobre 1922 portant organisation dans la zone française de l'Empire chérifien de la commission spéciale de visite prévue par l'article premier de la loi du 14 juillet 1908 ; — Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

Art. 1er. — La commission spéciale chargée de visiter, dans la zone française de l'Empire chérifien, les marins qui sollicitent une pension antcipée ou proportionnelle sur la caisse des invalides de la marine ou une pension ou allocation sur la caisse de prévoyance, se réunira soit à Rabat, soit à Casablanca.

Elle sera composée de la manière suivante : — Le chef du service de la marine marchande et des pêches maritimes, président ; — Le chef du quartier maritime de Rabat ou de Casablanca, suivant le lieu de réunion de la commission de visite ; — Deux médecins de la marine militaire ou de l'armée, en service au Maroc, désignés sur la proposition de l'autorité maritime ou militaire compétente, ou, à défaut, deux médecins civils, désignés sur la proposition du directeur du service de la santé et de l'hygiène publiques; — Un inspecteur de la navigation ou, à défaut, un officier ou maître de port.

Un fonctionnaire du service local de la marine marchande et des pêches maritimes remplira, près de la commission, les fonctions de secrétaire.

Art. 2. — La commission se réunira au lieu et à la date fixés, suivant les besoins, par le directeur général des travaux publics, sur la proposition du chef du service de la marine marchande et des pêches maritimes.

Les membres de la commission seront également désignés, dans chaque cas particulier, par le directeur général des travaux publics.

Art. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'application du présent arrêté.

11 décembre 1926. — Dahir modifiant et complétant les articles 13 et 17, § 5 du dahir du 20 février 1920, relatif à l'organisation du personnel des secrétariats des juridictions françaises et le premier alinéa de l'article 5 du dahir du 8 mai 1926 fixant les nouveaux traitements de ce personnel à compter du 1er janvier 1925 (B. O. M., 14 décembre 1926).

11 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant le statut du personnel du service de la conservation de la propriété foncière (B. O. M., 14 décembre 1926).

Vu le dahir du 28 février 1921 portant création d'une direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ; — Vu l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 portant organisation du personnel du service de la conservation foncière, modifié par ceux des 26 mai 1921, 10 mars 1922, 11 juillet 1923, 12 septembre 1924 et 29 octobre 1924. — Vu l'arrêté viziriel du 16 avril 1926 fixant à compter du 1er janvier 1925 les nouveaux traitements du personnel du service de la conservation foncière ; — Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et l'avis du directeur général des finances,

TITRE PREMIER. — **Modifications statutaires**

Art. 1er. — Par complément aux articles 1er et 4 de l'arrêté viziriel organique du 29 septembre 1920 susvisé, il est créé dans le personnel administratif du service de la conservation foncière un cadre de secrétaires de conservation dont les classes et traitements de base sont fixés ainsi qu'il suit : — Hors classe, 15.000 fr. ; — 1re classe, 14.000 fr. ; — 2e classe, 13.000 fr. ; — 3e classe, 12.000 fr. ; — 4e classe, 11.000 fr.

Art. 2. — L'article 6 de l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — Les conservateurs et conservateurs adjoints sont nommés par dahir sur la proposition du chef du service de la conservation de la propriété foncière, approuvée par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

« Les chefs et sous-chefs de bureau sont nommés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, sur la proposition du chef du service de la conservation de la propriété foncière.

« Les autres fonctionnaires et agents du service de la conservation de la propriété foncière sont nommés par arrêté du chef du service. »

Art. 3. — Les articles 7, 10, 11, 12 ,13, 22, 29, 30, 31 et 32 de l'arrêté viziriel du 29 septembre 1920 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 7. — Les fonctionnaires métropolitains, algériens, tunisiens ou coloniaux peuvent être nommés dans le cadre général du personnel du service foncier.

« Ces fonctionnaires sont incorporés dans la hiérarchie locale et sont soumis aux mêmes règles que le personnel chérifien, notamment pour les traitements et l'avancement. Leur arrêté de nomination dans les cadres chérifiens est soumis au visa du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

« En ce qui concerne la discipline, les peines du premier degré leur sont applicables, mais ils ne sont pas justiciables du conseil de discipline local. Ils peuvent être remis d'office à la disposition de leur administration d'origine après avis de la commission d'avancement, à laquelle est adjoint un fonctionnaire du même grade que l'intéressé, désigné par voie de tirage au sort. »

« Art. 10. — Les conservateurs sont recrutés parmi les conservateurs adjoints principaux ou de 1re classe en fonctions au service foncier. Ils sont nommés, par assimilation de solde et sans condition d'ancienneté, à la classe de conservateur dont le traitement correspond à celui dont ils bénéficient comme conservateurs adjoints.

« Les conservateurs adjoints sont recrutés parmi les chefs de bureau de 1re et 2e classe du service foncier ayant au moins deux ans d'ancien-

noté de grade et ayant subi avec succès un examen d'aptitude professionnelle dont les conditions, les formes et le programmes sont fixés par décision du chef du service de la propriété foncière, approuvée par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. En cas d'insuffisance de ce mode de recrutement, les conservateurs adjoints pourront être recrutés parmi les inspecteurs de 1re classe de l'administration métropolitaine de l'enregistrement, des domaines et du timbre comptant au moins quinze ans de services. »

« Art. 11. — Les rédacteurs stagiaires sont recrutés par la voie d'un concours, dans les conditions de l'arrêté viziriel du 13 mars 1925, modifié par l'arrêté viziriel du 26 septembre 1925.

« En cas d'insuffisance de ce mode de recrutement, pourront être nommés rédacteurs stagiaires des surnuméraires de l'enregistrement métropolitains pourvus de la licence en droit. »

« Art. 12. — Peuvent également être nommés rédacteurs stagiaires, les commis qui auront subi avec succès l'examen d'aptitude professionnelle prévu et organisé par l'arrêté viziriel du 8 mai 1925.

« Le nombre des emplois de rédacteur ainsi pourvus par la voie de l'examen professionnel ne peut en aucun cas dépasser le cinquième du total des emplois du grade prévus au budget.

« Les commis nommés rédacteurs stagiaires qui, à la fin de leur stage ne sont pas définitivement titularisés sont, s'ils y consentent, réintégrés dans leur cadre d'origine ou, dans le cas contraire, licenciés. »

« Art. 13. — Les secrétaires de conservation sont recrutés :

« 1° Parmi les commis principaux et commis de toute classe du service foncier ayant cinq ans de services et qui ont subi avec succès un examen d'aptitude professionnelle dont les conditions, les formes et le programme sont fixés par décision du chef du service de la conservation de la propriété foncière, approuvée par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

« 2° En cas d'insuffisance de ce mode de recrutement, parmi les premiers commis et commis principaux d'hypothèques ou d'enregistrement et parmi les contrôleurs de comptabilité de l'administration métropolitaine de l'enregistrement, des domaines et du timbre. »

« Art. 22. — Nul ne peut être promu à une classe supérieure de son grade au choix exceptionnel, s'il ne compte au moins deux ans ; au choix, s'il ne compte au moins deux ans et demi, au demi-choix s'il ne compte au moins trois ans dans la classe immédiatement inférieure.

« L'avancement à l'ancienneté est de droit pour tout fonctionnaire qui compte quatre années d'ancienneté dans une classe de son grade, sauf dans le cas prévu à l'article 35 A. 30. »

« Art. 29. — Dans le calcul des deux années d'ancienneté requises pour la promotion à la deuxième classe de rédacteur, le temps passé comme rédacteur stagiaire sera compté pour une année.

« Il s'y ajoutera, pour les rédacteurs stagiaires provenant des surnuméraires de l'enregistrement, le temps passé par ces agents dans leur grade métropolitain avant leur détachement au Maroc. »

« Art. 30. — Peuvent seuls être promus sous-chefs de bureau de 2e classe les rédacteurs principaux de 1re classe ; sous-chefs de bureau de 3e classe, les rédacteurs principaux de 2e et 3e classe ; les uns et les autres comptant au moins six ans de services publics en qualité de rédacteur principal ou rédacteur dans l'administration chérifienne ou, s'ils sont en service détaché, les mêmes années de service dans un grade correspondant de leur administration d'origine.

« Peuvent seuls être promus chefs de bureau de 2e classe, les sous-chefs de bureau hors classe ; chefs de bureau de 3e, les sous-chefs de

bureau de toutes classes; les uns et les autres comptant au moins douze ans de services publics, dont deux dans l'emploi de sous-chef de bureau. »

« Art. 31. — Les services militaires entrent en compte dans le calcul des douze ou six années de services publics prévues à l'article 30 ci-dessus, dans la mesure où ils ont fait l'objet d'un rappel en vertu des règlements en vigueur. »

« Art. 32. — En cas de perte pécuniaire résultant d'un changement de catégorie, il est alloué une indemnité compensatrice réduite à chaque avancement subséquent, l'intéressé versant à la caisse de prévoyance sur son traitement précédent. »

TITRE DEUXIEME. — **Disposition transitoire.**

Art. 4. — A titre exceptionnel et transitoire, les conservateurs de 3e classe en service à la date de la promulgation du présent arrêté et provenant de la 1re classe des conservateurs adjoints bénéficieront d'une ancienneté supplémentaire égale à l'ancienneté qu'ils avaient acquise en qualité de conservateurs adjoints de 1re classe.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 13 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

13 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 28 décembre 1926).

13 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 12 décembre 1922 portant création de bourses pour les élèves de l'enseignement supérieur franco-musulman (B. O. M., 4 janvier 1927).

14 décembre 1926. — Arrêté résidentiel modifiant les arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 portant institution de chambres françaises consultatives (B. O. M., 21 décembre 1926).

Vu les arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 portant institution, par voie d'élections, de chambres françaises consultatives d'agriculture, de chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie, et de chambres françaises consultatives mixtes, et, notamment, l'article 4 de ces arrêtés.

Article unique. — L'article 4, parag. c), 5° ,de chacun des arrêtés résidentiels susvisés du 1er juin 1919 portant institution au Maroc de chambres françaises consultatives, est modifié comme suit :

« Art. 4. — Ne peuvent être portés sur aucune liste électorale :

.....

« c) Les individus frappés d'incapacité par suite de condamnations judiciaires, savoir :

.....

« 5° .....

« Les notaires ou officiers ministériels destitués, lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité ; les greffiers destitués, les secrétaires-greffiers et commis de secrétariat des juridictions françaises révoqués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée, en même temps que la destitution, par un jugement ou une décision judiciaire. »

11 décembre 1926. — Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 14 octobre 1926, relatif à la représentation au conseil du gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives (B. O. M., 21 décembre 1926).

Vu l'arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 relatif à la représentation au conseil du Gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives et, notamment, ses articles 1er, 2, 5 et 29 ; — Considérant l'intérêt qu'il y a à donner aux régions de Rabat et du Rarb une représentation distincte au sein de la section française du conseil du Gouvernement.

Art. 1er. — Les articles 1er et 2 de l'arrêté résidentiel susvisé du 13 octobre 1926 sont modifiés comme suit :

« Art. 1er. — Les citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives élisent, pour chacune des régions et de circonscriptions autonomes de contrôle civil énumérées ci-dessous, des représentants au conseil du Gouvernement dans les proportions ci-après indiquées : — Région de la chaouïa et circonscription de contrôle civil d'Oued Zem, 6 représentants ; — Région de Rabat, 4 ; — Région de Meknès, 2; — Régions de Fès et de Taza, 2; — Région d'Oudja, 2; — Région du Rarb, 1 ; — Région de Marrakech, 1 ; — Circonscription autonome de contrôle civil des Doukkala, 1 ; — Circonscription autonome de contrôle civil des Abda-Ahmar, 1 ; — Circonscription autonome de contrôle civil des Chiadma, 1.

« Les régions et circonscriptions autonomes n'ayant qu'un représentant élisent également un suppléant qui sera appelé à siéger au conseil du Gouvernement en cas de décès ou démission du titulaire. »

« Art. 2. — Les représentants des régions de la Chaouïa-Oued Zem, de Rabat, de Meknès, de Fès-Taza et d'Oujda sont élus pour six ans et renouvelés par moitié tous les trois ans dans les conditions prévues à l'article 29 ci-après.

« Les représentants (titulaires et suppléants) des régions du Rarb et de Marrakech et des circonscriptions autonomes des Doukkla, des Abda-Ahmar et des Chiadma sont élus tous les trois ans.

« Ces représentants sont toujours rééligibles ».

Art. 2. — L'article 5, paragr. 8°, de l'arrêté résidentiel susvisé du 13 octobre 1926 est modifié comme suit :

« Art. 5. — Ne devront pas figurer sur les listes électorales, en raison de leurs antécédents judiciaires :

. . . . . .

« 8° Les notaires, ou officiers ministériels destitués, lorsqu'une disposition formelle du jugement ou arrêt de destitution les aura déclarés déchus des droits de vote, d'élection et d'éligibilité ; les greffiers destitués, les secrétaires-greffiers et commis de secrétariat des juridictions françaises révoqués, lorsque cette déchéance aura été expressément provoquée en même temps que la destitution, par un jugement ou une décision judiciaire. »

. . . . . .

Art. 3. — L'article 29 de l'arrêté résidentiel susvisé du 13 octobre 1926 est modifié comme suit :

« Art. 29. — Pour l'exécution des prescriptions du premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, les séries sortantes du premier renouvellement triennal seront déterminées de la façon suivante.

« A l'expiration des déiais de recours, les représentants élus pour les régions de la chaouïa-Ouesd Zem, de Meknès, de Rabat, de Fès-Taza et d'Oujda seront convoqués par arrêté résidentiel au chef-lieu de la région.

« Ils se réuniront en présence du chef de la région, à la diligence de qui la série sortant du premier renouvellement sera tirée au sort ; les premiers noms sortant de l'urne seront ceux des représentants dont le mandat expirera au bout de trois ans. »

14 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 portant règlement sur la comptabilité municipale (B. O. M., 11 janvier 1927).

Vu l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 portant règlement sur la comptabilité municipale, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 31 décembre 1921, 24 février 1923, 23 décembre 1924 et 18 septembre 1925 ; — Vu le dahir du 17 avril 1926 modifiant le dahir du 9 juin 1917, portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien ; — Vu le dahir du 15 octobre 1926 sur le recouvrement des créances municipales.

Art. 1er. — Les articles 5, 6, 12, 15 à 32, 38, 69, 70, 95 à 101 de l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 susvisé, portant règlement sur la comptabilité municipale, sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

« Art. 5. — Le budget ainsi établi est présenté à l'avis de la commission municipale et adressé avant le 15 octobre au secrétaire général du Protectorat. Celui-ci le soumet avec son avis et celui du directeur général des finances à l'approbation du Grand Vizir qui arrête les dépenses.

« Le budget approuvé est notifié au chef des services municipaux par les soins du secrétaire général du Protectorat et au receveur municipal par les soins du directeur général des finances avant le 1er janvier. »

« Art. 6. — Il ne peut être apporté au budget approuvé aucune modification que dans la forme suivie pour son approbation, exception faite pour les virements de crédits dont la réglementation est fixée à l'article 38 ci-après. »

« Art. 12. — Le receveur est tenu, quand il effectue une recette, d'en délivrer immédiatement une quittance détachée d'un registre à souche, datée et signée.

« D'inscrire cette recette dans sa comptabilité sur les registres prescrits.

« De procéder, en présence de la partie versante, à l'émargement au rôle, état de produit, ou tout autre titre de recouvrement, quelle que soit sa dénomination ou sa forme, de la somme reçue, de la date du recouvrement et du numéro de la quittance. »

CHAPITRE IV. — Recettes

B. — Taxes perçues sur rôles

« Art. 15. — Les taxes municipales assimilées aux impôts directs sont recouvrées en vertu de rôles établis d'après les résultats d'un recensement ou sur la déclaration du contribuable, vérifiée par l'administration, conformément aux règlements spéciaux à chaque taxe. »

« Art. 16. — Les rôles établis par le chef des services municipaux sont visés par le directeur général des finances et rendus exécutoires par le secrétaire général du Protectorat.

« Après l'accomplissement de ces formalités, ils sont adressés, par l'intermédiaire de la direction générale des finances, au receveur municipal chargé d'en effectuer la perception.

« Aussitôt après la réception d'un rôle, le receveur municipal en informe le chef des services municipaux.

« Celui-ci fait procéder sans délai à la publication de la date de mise en recouvrement du rôle par voie d'affiches, criée, annonces sur les marchés ou par tout autre moyen.

« A la suite de cette publication, un certificat est établi par le chef des services municipaux et adressé au receveur municipal qui prend note sur le rôle de la date de la publication et de la mise en recouvrement et transmet le certificat de publication au service central des perceptions et recettes municipales. »

« Art. 17. — Chaque contribuable peut, dans un délai de trente jours après cette publication, prendre connaissance du rôle et demander par lettre ou déclaration aux services municipaux, la révision de sa cote s'il la considère comme viciée par suite d'erreur matérielle, de double emploi ou de fausse interprétation des textes.

« Pour les réclamations basées sur un faux ou double emploi, le délai ne part que du jour où le contribuable a eu connaissance du faux ou double emploi.

« Les réclamations doivent indiquer la nature de la contribution, l'année, le numéro de l'article ou rôle et les motifs de réclamation.

« Les réclamations sont enregistrées à leur date sur un registre spécial.

Il est statué sur les réclamations par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances, et, s'il y a lieu, du directeur général des travaux publics .

« Si le contribuable n'accepte pas la décision intervenue, il doit, dans les deux mois de la notification de cette décision, recourir à la voie judiciaire sans que ce recours puisse faire obstacle à la perception de la somme inscrite au rôle. »

« Art. 18. — Les décisions portant dégrèvement ou admission en non-valeur de taxes ou portions de taxes perçues sur rôles sont établies par le chef des services municipaux et sont exécutoires après visa du secrétaire général du Protectorat.

» Ces décisions sont transcrites par le receveur municipal, dès réception, au carnet des dégrèvements tenu par ce comptable.

« En ce qui concerne les décimes additionnels à la taxe urbaine et les décimes pour taxes de balayage, les dégrèvements sont notifiés au receveur municipal sous forme de certificats de dégrèvements délivrés par le service des impôts et contributions et dont le montant est déduit des rôles.

« Lorsque les dégrèvements réunis aux sommes qui auraient été antérieurement payées excèdent le montant de l'article du rôle auquel ils s'appliquent, les trop perçus qui en résultent sont imputés au paiement des autres taxes municipales, impôts directs, frais de poursuites ou tous autres produits que pourrait devoir le contribuable.

« A défaut de cette imputation, les excédents sont déduits des recettes de l'article budgétaire affecté par le dégrèvement et transportés au compte « excédents de versements » ouvert parmi les services hors budget de la municipalité en vue du remboursement aux intéressés.

« Au cas où le dégrèvement ne peut faire l'objet d'une réduction de recette, ou s'il intervient après la clôture de l'exercice, les remboursements sont opérés par voie de dépense budgétaire. »

« Art. 19. — Les taxes perçues sur rôles sont exigibles en un seul terme dès la mise en recouvrement des rôles, sauf dispositions contraires dans les textes spéciaux à chacune d'elles. »

« Art. 20. — Les rôles restent entre les mains des comptables jusqu'à l'expiration d'un délai de quatre ans et sont ensuite déposés aux archives de la municipalité. »

« Art. 21. — L'admission en non-valeur d'une créance présumée irrécouvrable n'éteint pas la dette du débiteur. Elle constitue une simple opération d'ordre intérieur qui ne peut porter obstacle à des poursuites

éventuelles, contre le redevable si celui-ci revient à meilleure fortune avant l'expiration du délai de prescription.

« Aucun remboursement ne peut être effectué, aucune restitution ne peut être opérée lorsqu'il s'agit de dégrèvements accordés pour des cotes d'abord jugées irrécouvrables et sur lesquelles des versements auraient été obtenus.

« Les titres d'annulation doivent, le cas échéant, être renvoyés au service central des perception et recettes municipales avec une note explicative. »

C. — Taxes et produits divers perçus autrement que par rôle

« Art. 22. — La perception de toutes les créances municipales pour lesquelles la réglementation existante n'a pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectue en vertu d'états de produits dressés par le chef des services municipaux. Ces états sont executoires après visa du chef du service du contrôle des municipalités ou du chef de région, sur délégation. Le visa doit être donné dans les huit jours qui suivent le dépôt des états. En cas de refus de visa par les autorités ci-dessus indiquées, celui-ci peut être donné par le secrétaire général du Protectorat après avis du directeur général des finances. »

« Art. 23. — Lorsque les recettes sont perçues au comptant par des régisseurs de recettes, les produits sont encaissés par le receveur municipal, au moyen d'un bordereau de versement établi tous les cinq jours. Pour les autres recettes perçues au comptant les produits sont encaissés par le receveur municipal sur bulletin de versement individuel arrêté par le chef des services municipaux ; ces bulletins sont extraits d'un registre unique coté et paraphé par le chef du service du contrôle des municipalités.

« A la fin de chaque mois le chef des services municipaux arrête, par article budgétaire, un état décompté des versements compris au cours du mois sur les bordereaux des régisseurs, cet état devant fournir les bases et le décompte des perceptions; il arrête également à la fin de chaque mois, par article budgétaire, un relevé des bulletins de versement individuels délivrés au cours du mois, relevé présentant les bases et le décompte des perceptions.

« Ces états et ces relevés sont transmis au service central des perceptions pour être adressés au receveur municipal ».

« Art. 24. — Les régies de recettes ne peuvent être instituées que par décision du secrétaire général du Protectorat sur la proposition du chef des services municipaux.

« Ces décisions doivent désigner le régisseur, fixer ses attributions, le cautionnement qu'il devra fournir ou les motifs pour lesquels il en sera dispensé, les conditions de fonctionnement de la régie et des versements à faire au receveur municipal.

« Le receveur devra coter et parapher les registres tenus par le régisseur.

« S'il a des raisons de croire à une irrégularité dans la gestion d'un régisseur de recettes, le receveur en avisera le chef des services municipaux et la direction générale des finances (service des perceptions et recettes municipales).

« Si les recettes sont perçues au moyen de tickets, il ne pourra être fait usage que de tickets remis par le receveur après avoir été poinçonnés au moyen d'une pince à perforer.

« Le receveur tient la comptabilité des tickets utilisés pour la perception des taxes municipales.

« Le receveur est tenu de s'assurer que les versements sont faits aux dates prescrites et correspondent aux produits bruts encaissés, soit d'après la valeur des tickets employés, soit d'après les indications des carnets à souche qu'il arrête après les avoir vérifiés matériellement.

« Le receveur procède trimestriellement à l'inventaire des tickets entre les mains du régisseur et de ses préposés. »

« Art. 25. — Un relevé récapitulatif des rôles et titres de perception de toute nature délivrés au receveur au cours du mois, est adressé directement à la fin de chaque mois par le chef des services municipaux à la direction générale des finances (service des perceptions et recettes municipales).

« Ce relevé doit fournir tous les renseignements nécessaires pour permettre le contrôle des opérations du receveur, c'est-à-dire la désignation individuelle ou collective des débiteurs, le montant et l'échéance des produits lorsqu'ils sont payables à termes ou par fractions. »

D. — Poursuites.

« Art. 26. — Les poursuites en matière de créances municipales sont exercées par les collecteurs d'impôt ou à défaut par les agents des bureaux des notifications et exécutions judiciaires.

« Elles ne peuvent être commencées qu'après l'envoi d'un avis de recouvrement au redevable.

« La date de la remise de cet avis doit toujours être constatée sur le rôle de perception.

« Les poursuites comprennent, sans division d'exercice, toutes les sommes dues par le même redevable. »

« Art. 27. — Les poursuites par voie de sommation avec frais sont employées contre les débiteurs retardataires qui ne se sont pas libérés dix jours après l'envoi de l'avis de recouvrement mentionné à l'article précédent.

« La sommation est notifiée à chacun des redevables par un acte ou bulletin imprimé et d'après un état nominatif dressé par le receveur municipal et visé par le chef du service des perceptions et recettes municipales.

« La sommation peut aussi être notifiée par la poste, sous forme de lettre recommandée, avec accusé de réception. »

« Art. 27 bis. — Le commandement n'a lieu que dix jours après la notification de la sommation avec frais.

« La contrainte administrative aux fins de commandement comprenant l'ordre de procéder à la saisie est visée par le chef des services municipaux et décernée par le chef du service des perceptions et recettes municipales. »

« Art. 27 ter. — La saisie est effectuée à la requête du receveur municipal conformément aux prescriptions du dahir formant code de procédure civile.

« Elle est exécutée nonobstant toute opposition.

« La vente des meubles ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale donnée par le chef du service des perceptions et recettes municipales. »

« Art. 27 quater. — Il peut être procédé, le cas échéant, à la saisie immobilière et à la vente des immeubles appartenant aux redevables suivant la procédure et dans les formes prescrites par les articles 338 et suivants du Code de procédure civile.

« L'expropriation immobilière ne peut être poursuivie qu'avec l'autorisation du directeur général des finances, sur la proposition du chef de service et l'avis des autorités de contrôle. »

« Art. 28. — Les poursuites collectives pour le compte du Trésor et de la municipalité sont exercées dans les conditions fixées par le dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat. »

« Art. 28 bis. — L'opposition ne fait pas obstacle à la perception immédiate et, s'il y a lieu, à la continuation des poursuites, sous réserve de restitution totale ou partielle de l'état de produits exécutoire.

« Elle est jugée à la requête de la partie la plus diligente par les tribunaux français, suivant la compétence de ces derniers. »

« Art. 29. — A l'égard des redevables ressortissants aux puissances n'ayant pas renoncé au privilège des capitulations, anglais et américains, le recouvrement des produits municipaux est opéré au moyen de listes nominatives transmises aux consuls intéressés par l'intermédiaire de la direction générale des finances ».

« Art. 29 bis. — Les frais de poursuites en matière de créances municipales sont calculés sur le montant des sommes exigibles suivant le tarif fixé par l'article 16 du dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat.

« A ces frais s'ajoutent, éventuellement, les frais accessoires détaillés aux articles 17 et 18 du dahir précité.

« Le montant des frais de poursuites s'ajoute de plein droit à la taxe et est recouvré avec elle. »

E. — Taxes affermées

Art. 30. — Les municipalités peuvent être autorisées par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances, à affermer, par voie d'adjudication, moyennant une somme fixe ou un pourcentage sur les recettes brutes, certains produits, tels que les droits de marchés.

« Les formalités d'adjudication sont les mêmes que celles prévues pour les adjudications de fournitures et de travaux. »

F. — Frivilège

« Art. 31. — Les municipalités ont un privilège général sur les meubles et autres effets mobiliers, appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent, pour sûreté de toutes les créances municipales dues au titre de la dernière année échue et de l'année courante.

« Ce privilège s'exerce pendant un délai de deux ans à compter de la publication du rôle pour les taxes perçues sur rôles et à compter de la date du visa du chef du service du contrôle des municipalités ou du chef de région sur délégation, pour les créances perçues sur états de produits.

« Cette date est notifiée au redevable au moyen d'un avis de recouvrement établi par le receveur municipal, mention de la date de cette notification est portée sur l'état de produits.

« Le privilège des municipalités vient immédiatement après celui du Trésor. Il porte sur les mêmes objets et s'exerce dans les mêmes conditions.

« Les droits et privilèges attribués aux municipalités pour le recouvrement des créances municipales s'étendent au recouvrement des frais de poursuites. »

« Art. 31 bis. — Les secrétaires-greffiers, syndics de faillite, liquidateurs judiciaires, notaires, séquestres et autres dépositaires de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège des municipalités ne remettront aux héritiers, créanciers et autres personnes ayant droit de toucher les sommes séquestrées et déposées, qu'en justifiant du paiement des créances municipales dues par les personnes du chef desquelles lesdites sommes proviendront; seront même tenus lesdits secrétaires greffiers, syndics de faillite, liquidateurs judiciaires, notaires, séquestres et autres dépositaires de payer directement les créances muni-

cipales qui se trouveraient dues, avant de procéder à la délivrance des deniers, et les quittances des dites créances leur seront allouées en compte, lors même qu'il existerait des oppositions précédemment formées par d'autres créanciers du redevable.

« Les fermiers, locataires, gérants, receveurs et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège des municipalités sont tenus, sur la demande qui leur en est faite par l'agent du recouvrement, de payer, en l'acquit des redevables, sur le montant et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, les créances municipales dues par ces derniers, lors même qu'il existerait des oppositions précédemment formées par d'autres créanciers des redevables. Les quittances des agents de recouvrement leur seront allouées en compte.

« Les tiers détenteurs ou dépositaires visés dans les deux paragraphes ci-dessus peuvent, le cas échéant, être contraints par les mêmes moyens que les redevables eux-mêmes, de verser aux receveurs municipaux ou autres comptables de deniers publics, les sommes affectées au privilège des municipalités. »

G. — Prescription

Art. 32. — Les taxes municipales sont prescrites à l'expiration d'un délai de quatre ans à partir de la date de leur exigibilité.

« Cette prescription spéciale est interrompue au profit des municipalités par un acte de poursuites. »

« Art. 32 bis. — A l'expiration du délai de quatre ans fixé par l'article précédent, les cotisations ou taxes qui n'auront été apurées, ni par recouvrement, ni par admission en non-valeur, sont avancées de leurs deniers personnels par les receveurs. Ceux-ci sont subrogés aux droits des municipalités pour le recouvrement des cotes dont ils ont fait l'avance.

« Les cotes pour lesquelles la prescription n'aurait pas été interrompue restent définitivement à leur charge. »

« Art. 38. — S'il se manifeste une insuffisance de crédits à l'un des articles du budget, il y est fait face, soit par un virement de l'article des dépenses imprévues à l'article dont la dotation s'est manifestée insuffisante, soit, en cas d'épuisement des crédits de l'article des dépenses imprévues, par un virement d'un autre article à l'article dont les crédits se sont révélés insuffisants. Ces virements sont autorisés par décision du secrétaire général du Protectorat après avis du directeur général des finances.

« Ces diverses modifications de crédits sont notifiées au directeur général des finances. »

CHAPITRE V. — Dépenses

C. — Paiements

« Art. 69. — En cas de décès du titulaire d'un mandat, si la somme à payer à des héritiers ne dépasse pas 300 francs, le paiement peut avoir lieu sur la production d'un simple certificat énonçant les ayants droit sans autres justifications. Ce certificat est délivré sans frais par le contrôleur civil, le chef des services municipaux, le pacha, les adoul ou les rabbins. Le paiement peut être effectué à un seul bénéficiaire, s'il consent à se porter fort pour ses cohéritiers. »

« Art. 70. — Si la partie prenante est illettrée, la déclaration en est faite au comptable chargé du paiement qui la transcrit sur le mandat. Le comptable signe et fait signer cette déclaration par deux témoins pré-

sents au paiement pour toutes les sommes qui n'excèdent pas 500 francs.

« Il exige une quittance notariée ou une quittance administrative pour les paiements au-dessus de 500 francs, excepté pour les allocations de secours, à l'égard desquelles la preuve testimoniale est admises sans limitation de somme. Les notaires indigènes appelés à instrumenter sont dispensés d'inscrire la quittance sur leur registre. La quittance administrative est donnée sans frais, par le chef des services municipaux. »

CHAPITRE VIII

A. — Comptabilité du comptable

« Art. 95. — Le receveur doit tenir une seule caisse dans laquelle il lui est interdit de comprendre des deniers personnels ou étrangers à son service. Il est tenu de faire sa caisse tous les jours et de se servir d'un calepin à volant du modèle réglementaire ».

« Art. 96. — Les écritures de comptabilité du receveur comportent l'emploi des registres ci-après : — 1° Un journal à souches pour l'enregistrement de toutes les recettes et la délivrance des quittances aux parties prenantes; — 2° Un livre-journal des paiements pour l'enregistrement journalier, dans l'ordre chronologique, des mandats payés; — 3° Un livre de détail des recettes et un livre de détail des dépenses, par article du budget; — 4° Un livre des comptes divers par service; — 5° Un livre récapitulatif présentant par journée, les totaux d'ensemble des opérations du receveur; — 6° Un livre des crédits, émissions et paiements pour suivre les disponibilités des crédits; — 7° Un carnet de compte d'emploi des tickets; — 8° Et, en outre, des carnets auxiliaires pour l'enregistrement : a) des titres de perception; — b) des marchés en cours; — c) des cessions et oppositions; d) des avances aux régisseurs; — e) des mandataires. »

« Art. 97. — Le journal à souches ou quittancier doit être unique et recevoir indistinctement toutes les recettes; si les nécessités du service exige son fractionnement en plusieurs mains, un des quittanciers, dit quittancier général, doit être chargé en fin de journée des totaux des autres.

« Le journal à souches est remis au receveur municipal, coté et paraphé par le chef du service des perceptions et recettes municipales; il reçoit les indications suivantes : numéro d'ordre de la quittance, désignation de la municipalité et de la recette, nom du redevable, article du rôle ou du budget auquel la recette se rapporte, désignation du produit et de l'exercice auquel il appartient.

« Les souches et quittances doivent être remplies au moment du recouvrement et en présence des parties versantes; il est interdit au receveur de signer à l'avance les quittances en blanc.

« Les sommes inscrites au journal à souches doivent être additionnées par journée et les totaux des journées antérieures reportés au-dessous du total de la journée pour être additionnés avec lui de manière à faire ressortir le total des recouvrements depuis le début de l'année. Les erreurs doivent être rectifiées par augmentation ou diminution sur les totaux, à la date où elles sont découvertes, toute surcharge, rature ou grattage étant interdits. En cas d'erreur au moment de l'inscription d'une somme et avant totalisation, le chiffre erroné peut être biffé par un simple trait et remplacé par le chiffre véritable qui est alors inscrits au-dessous. »

« Art. 98. — Le livre de détail des recettes reçoit l'inscription du détail des recettes effecctuées à des articles correspondant aux rubriques budgétaires.

« Le livre de détail des dépenses reçoit l'enregistrement journalier, par article, des mandats payés, classés par ordre de numéros. »

« Art. 99. — Le livre des crédits, émissions et paiements, présente par article budgétaire, l'enregistrement journalier par bordereau d'émission, des mandats visés par le receveur municipal; les totaux du livre de détail des dépenses y sont reportés mensuellement dans la colonne des paiements. »

« Art. 100. — A la fin de chaque mois, le receveur remet au chef des services municipaux un relevé sommaire de ses opérations municipales.

« Tous les trois mois, il établit un bordereau détaillé des recettes et des dépenses et l'adresse au service central des perceptions et recettes municipales.

« Le bordereau détaillé est accompagné des pièces de dépenses, classées par article du budget et placées dans des chemises formant fiches récapitulatives. Ces fiches font elles-mêmes l'objet d'un état récapitulatif établi en double expédition. »

« Art. 101. — Au 31 décembre, le receveur arrête ses écritures, clôt son journal à souches et ses registres de recettes et de dépenses et établit en double exemplaire, pour l'adresser à la direction générale des finances, un bordereau sommaire ou balance des comptes avec situation de caisse. Un exemplaire lui en est retourné certifié après vérification, en vue d'appuyer le compte de gestion. »

Art. 2. — Les deux premiers paragraphes de l'article 9 de l'annexe fixant les règles générales relatives aux justifications à produire par les comptables à l'appui des dépenses du budget municipal, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 9. — Sont assujettis au droit de timbre-quittance, les quittances ou acquits donnés au pied des factures ou mémoires, les quittances pures et simples, reçus ou décharges des sommes, titres et valeurs mobilières et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui comporteraient libération, reçu ou décharge. Ce droit est exigible pour les quittances de sommes de 10 fr. et au-dessus, lorsqu'il s'agit d'acompte ou du solde final ».

(Le reste sans changement).

Art. 3. — La nomenclature des justifications des recettes et des dépenses des services budgétaires et hors budget des municipalités est fixée par décision du directeur général des finances, après visa du chef du service du contrôle des municipalités.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 27 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

15 décembre 1926. — Dahir fixant le régime fiscal des marchandises faisant l'objet des marchés souscrits par les services du corps d'occupation (B. O. M., 21 décembre 1926).

I. Marchandises d'origine étrangère expédiées par la Guerre ou achetées avant leur importation

Article premier. — Les marchandises d'origine étrangère au Maroc, expédiées par le département de la guerre aux divers services du corps d'occupation, ou achetées directement par ceux-ci à l'étranger, sont admises en franchise de droits de douane à l'importation, sous la production des connaissements, marchés et. s'il y a lieu, autres documents attes-

tant que lesdites marchandises sont, à leur arrivée, la propriété effective d'un des services du corps d'occupation.

Art. 2. — Les marchandises importées par un commerçant pour être livrées directement à un service du corps d'occupation seront admises, au vu du marché souscrit et certifié par l'acquéreur, sous le régime de la garantie des droits (consignation ou soumission cautionnée). Ces engagements seront annulés sur la production d'un certificat de réception délivré par le chef du service destinataire et certifié exact par le directeur du service financier.

Ne sont comprises dans cette catégorie que les marchandises destinées à être livrées à l'identique, à l'exclusion de tous articles ou matières premières devant subir, au Maroc, un complément de main-d'œuvre.

Art. 3. — Les marchandises de toute nature, importées par des commerçants pour l'exécution de travaux faisant l'objet de marchés passés avec les services du corps d'occupation, demeurent soumises aux droits. Ces marchandises rentrent dans les cas prévus au chapitre II ci-après.

II. Marchandises achetées sur le marché intérieur

Art. 4. — Les marchandises de fabrication étrangère achetées à l'intérieur du Maroc en vertu de marchés réguliers passés par les services du corps d'occupation ou employées à l'exécution de marchés de travaux, donneront lieu, au bénéfice du fournisseur, à des ristournes de droits de douane de taux variables suivant la nature des marchandises.

Art. 5. — Rien n'est modifié en ce qui concerne les droits intérieurs et les droits de porte qui demeurent à la charge de l'une ou l'autre des parties figurant au marché.

Art. 6. — Certains produits et marchandises de fabrication marocaine, livrés aux services du corps d'occupation en vertu de marchés réguliers, pourront donner lieu, au bénéfice du fournisseur, à une « allocation compensatrice » dont le taux variera suivant la nature et l'importance des frais de fabrication.

Art. 7. — Une commission fixera la liste des marchandises donnant droit aux allocations compensatrices, le taux de celles-ci, et en dressera un tableau destiné à être remis au service des douanes et à ceux du corps d'occupation.

Art. 8. — Cette commission, présidée par le directeur général des finances, comprendre : — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation; — Le directeur général des travaux publics; — Le directeur du service financier du corps d'occupation; — Le chef d'état-major; — Le directeur du service des douanes et régies; — Le directeur du service intéressé, — Ou leurs représentants.

III. Modalités d'application

Art. 9. — Les marchés souscrits devront toujours faire mention explicite du régime douanier auquel la fourniture sera soumise.

Toute clause contraire aux dispositions du présent dahir sera considérée comme nulle pour ce qui a trait aux ristournes et allocations compensatrices.

Art. 10. — Un crédit spécial sera ouvert au budget du service des douanes sous la rubrique « Remboursement à différents titres, indemnités dues par l'Etat. Ristourne et allocations compensatrices pour fournitures aux services du corps d'occupation ».

Art. 11. — Le paiement des ristournes et allocations compensatrices aura lieu au fur et à mesure de l'exécution partielle ou totale des marchés dûment certifiée dans les conditions prévues à l'article 2.

Art. 12. — Rien n'est modifié au sujet des immunités provisoires dont bénéficient actuellement, sous certaines conditions, les officiers et hommes de troupes du corps d'occupation.

Art. 13. — Toutes contestations relatives à l'application du présent dahir seront déférées à la commission prévue à l'article 8. Ses décisions seront définitives.

Art. 14. — Toute déclaration ou toute autre manœuvre tendant à obtenir indûment, soit la franchise des droits de douane, soit le paiement d'une ristourne ou d'une allocation compensatrice, sera punie d'une amende égal au quintuple de la somme réclamée à tort.

Seront considérés comme complices et solidairement responsables toutes personnes qui auront favorisé, d'une manière quelconque, l'attribution irrégulière desdites ristournes ou allocations.

Art. 15. — Les liquidations en instance seront régularisées d'après les dispositions du présent dahir en ce qui concerne les marchandises d'origine étrangère au Maroc.

Vu pour promulgation et mise à exécution: — Rabat, le 17 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

15 **décembre 1926. — Arrêté viziriel** modifiant l'article 5 de l'arrêté viziriel du 6 juin 1923 relatif aux entrepôts spéciaux des huiles minérales (B. O. M., 4 janvier 1927).

15 **décembre 1926. — Décision du Chef du Service de la Conservation de la Propriété foncière** fixant les conditions, formes et programme de l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de conservation au service de la conservation de la propriété foncière (B. O. M., 4 janvier 1927).

15 **décembre 1926. — Décision du Chef du Service de la Conservation de la Propriété foncière** fixant le programme de concours pour l'emploi de commis du service de la conservation de la propriété foncière (B. O. M., 4 janvier 1927).

17 **décembre 1926. — Dahir** relatif à la répression des vols d'eau (B. O. M., 18 janvier 1927).

Article premier. — Quiconque détournera à son profit sur le sol qu'il exploite, ou au profit d'autrui, des eaux dont la distribution ou la répartition se trouvera soumise à une réglementation spéciale, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende qui sera de 16 francs au moins et de 500 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les co-auteurs et complices du délit, ainsi que ceux qui auront provoqué à son exécution, seront punis des mêmes peines que les auteurs eux-mêmes.

Le tout, sans préjudice des peines plus fortes, à raison de crimes ou délits connexes contre les personnes ou la propriété, s'il y échet.

Art. 2. — Il ne pourra être accordé des circonstances atténuantes qu'en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 10 janvier 1927. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, — Urbain BLANC.

18 **décembre 1926. — Arrêté viziriel** allouant une indemnité dite « de travail » aux contrôleurs spéciaux détachés au service central de l'enregistrement et du timbre (B. O. M., 21 décembre 1926).

18 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 15 février 1921 portant organisation du personnel de l'enregistrement et du timbre (B. O. M., 21 décembre 1926).

18 décembre 1926. — Arrêté viziriel fixant la situation administrative des opérateurs radiotélégraphistes provenant du ministère de la guerre en service au Maroc (B. O. M., 21 décembre 1926).

En vue de régler la situation des agents opérateurs radiotélégraphistes du ministère de la guerre en service au Maroc; — Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

Article premier. — Les opérateurs radiotélégraphistes du ministère de la guerre relevant du décret du 11 décembre 1918 (« Journal officiel du 22 décembre 1918), en service au Maroc à la date du 1er janvier 1927, seront, dès qu'ils auront rompu leur lien avec leur administration d'origine, classés dans un cadre spécial rattaché à l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones. Ce cadre comprend des chefs de station radiotélégraphique recevant le traitement des agents de même catégorie de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones et des opérateurs ayant l'échelle de traitements des commis principaux et commis dudit Office.

Art. 2. — Les agents dont il s'agit seront traités comme les agents de l'Office des catégories correspondantes, au point de vue de l'avancement, des congés, de la discipline, des indemnités de résidence, pour charges de famille et de déplacement.

Art. 3. — Ils entreront en compte à la caisse de prévoyance à compter du 1er janvier 1927. Toutefois, il auront la faculté de demander que cette date soit reportée au 1er janvier 1925, à la condition d'effectuer rétroactivement les versements réglementaires correspondant à cette période.

Art. 4. — Les décisions du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, contresignées par le directeur général des finances, régleront les conditions de leur incorporation.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 20 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

18 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant le statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat (B. O. M., 21 décembre 1926).

Vu l'arrêté viziriel du 25 octobre 1920 portant organisation du personnel administratif de la direction des affaires civiles, modifié par les arrêtés viziriels des 6 novembre 1920, 8 mars 1921, 12 mars 1921, 9 mai 1922, 23 décembre 1922, 17 septembre 1923, 18 janvier 1924 et 5 octobre 1926; — Vu les dahirs et arrêtés résidentiels en date du 15 juin 1922 relatifs à la suppression de la direction des affaires civiles et au regroupement des services publics qui la constituaient sous l'autorité du secrétaire général du Protectorat; — Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

Article unique. — Les paragraphes 2 et 3 de l'article 17 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 octobre 1920, tels qu'ils ont été établis par l'arrêté viziriel du 5 octobre 1926, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 17. — Peuvent seuls être promus :

« 1° .....

« Chefs de bureau de 2e classe, les sous-chefs de bureau hors classe; chefs de bureau de 3e classe, les sous-chefs de bureau de toutes classes; les uns et les autres comptant au moins douze ans de services publics dont deux dans l'emploi de sous-chef de bureau.

« 3° Sous-chefs de bureau de 2e classe, les rédacteurs principaux de 1re classe; sous-chefs de bureau de 3e classe, les rédacteurs principaux de 2e et 3e classe; les uns et les autres comptant au moins six ans de services publics en qualité de rédacteur principal ou rédacteur dans l'administration chérifienne ou, s'ils sont en service détaché, les mêmes années de services dans un grade correspondant de leur administration d'origine.

« Les services militaires entrent en compte dans le calcul des douze ou six années de services publics ci-dessus exigées, dans la mesure où ils ont fait l'objet d'un rappel en vertu des règlements en vigueur.

« Les chefs de bureau hors classe promus sous-directeur de 3e classe, les sous-chefs de bureau hors classe promus chefs de bureau de 3e classe, les rédacteurs principaux de 1re classe promus sous-chefs de bureau de 3e classe, conservent dans leur nouvelle situation l'ancienneté qu'ils avaient dans la dernière classe de leur précédent grade. »

Vu pour promulgation et mise à exécution; — Rabat, le 20 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

18 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** relatif aux heures supplémentaires effectuées par le personnel des administrations centrales du Protectorat (B. O. M., 21 décembre 1926).

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

Article premier. — Une rétribution accessoire, à titre de rémunération de travaux supplémentaires, peut être accordée aux agents titulaires ou auxiliaires composant le personnel des administrations centrales du Protectorat dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Peuvent seuls être accomplis en heures supplémentaires, sous la responsabilité des chefs de service et dans la limite des crédits inscrits au budget, les travaux qui, à raison de leur nature spéciale ou de leur extrême urgence, doivent être effectués en dehors des vacations réglementaires.

Il ne peut être alloué aucune indemnité pour les travaux, de quelque nature qu'ils soient, effectués entre l'ouverture de la séance normale du matin et la clôture de la séance normale du soir.

Les heures supplémentaires de travail de jour compensées par une absence d'égale durée pendant les séances normales de travail ne donnent lieu à aucune rémunération.

Les travaux supplémentaires sont décomptés par demi-heure; toute demi-heure commencée doit être faite intégralement pour donner droit à une rémunération.

Aucune rétribution pour travaux supplémentaires ne peut être allouée aux agents logés.

Art. 3 .— La durée normale de la journée de travail est fixée ainsi qu'il suit : 1° le matin de 8 h. à 12 h., tous les jours; 2° l'après-midi, de 14 h. 30 à 18 h., tous les jours, sauf le samedi où l'obligation de fournir trois heures et demie de travail n'existe qu'au regard des agents chargés d'assurer la permanence réglementaire.

Art. 4. — La durée des travaux supplémentaires ne peut excéder deux heures par jour ouvrable pour chaque agent.

Art. 5. — Les dérogations à la règle ci-dessus qu'exigeraient les nécessités du service ne pourront être accordées à des agents nominativement désignés qu'à titre exceptionnel, pour une période déterminée et par décision du directeur général ou directeur autonome. Dans ce cas, la durée maximum du travail supplémentaire ne pourra dépasser une moyenne de trois heures par jour ouvrable au cours d'un mois donné.

Art. 6. — Dans les services où sont effectués des travaux rémunérés à la tâche, ces travaux ne doivent être exécutés ni pendant les vacations réglementaires, ni pendant les séances de travaux supplémentaires donnant lieu à une rémunération horaire. Les agents ne peuvent être admis cumulativement aux travaux supplémentaires et aux travaux à la tâche.

Art. 7. — Nul ne peut être admis à effectuer des travaux supplémentaires s'il n'a pas accompli les vacations réglementaires et si, pendant ces vacations, il n'a pas fourni un travail horaire au moins égal à celui auquel il est astreint pendant les séances supplémentaires.

Art. 8. — Les chefs, sous-chefs de bureau et agents en tenant l'emploi ne peuvent recevoir aucune rétribution supplémentaire basée sur un tarif horaire.

Les heures supplémentaires effectuées par les autres agents sont rétribuées au même taux que l'heure normale de service, le traitement ou salaire journalier étant divisé à cet effet par 7,5.

Pour les agents à traitement ou salaire mensuel, le traitement journalier est obtenu en divisant par 30 le traitement de base mensuel augmenté de la majoration marocaine et diminué de la retenue pour la caisse de prévoyance; l'heure supplémentaire effectuée par un agent de la centrale en service détaché d'une administration étrangère ou d'une administration locale extérieure étant rétribuée au même taux que l'heure effectuée par les agents locaux titulaires du même emploi.

Toutefois, les agents, quel que soit leur grade, employés à un travail collectif et identique d'écritures ou de comptabilité, reçoivent une rémunération uniforme ne devant, en aucun cas, dépasser 3 fr. 60 par heure.

Les tarifs des travaux à la tâche devront être calculés de façon à ne pas donner aux agents qui les exécutent une rétribution horaire moyenne supérieure à cette somme.

Les travaux de nuit et du dimanche donnent lieu aux majorations ci-après :

De 19 h. à minuit, un tiers en plus;

Dimanches et jours fériés, deux tiers en plus;

De minuit à sept heures, trois tiers en plus.

Les autorisations collectives de travailler le dimanche sont accordées par le directeur général ou le directeur autonome.

Art. 9. — La rétribution supplémentaire due aux agents visés par l'article 8 ci-dessus, pour travaux exécutés en dehors des heures normales de service dans les conditions indiquées aux articles 2 à 5 du présent arrêté, est payée à la fin de chaque mois, en même temps que le traitement ou le salaire, par mandats individuels appuyés d'une feuille de décompte établie le 16 de chaque mois.

Cette feuille de décompte, certifiée exacte par l'agent et visée par le chef de service, est établie d'après les renseignements figurant sur un registre spécial tenu par service et où sont inscrites, au jour le jour, les heures supplémentaires effectuées par chaque agent.

Art. 10. — A titre exceptionnel, il peut être alloué aux chefs et sous-chefs de bureau (ou aux agents en tenant l'emploi) à qui un travail supplémentaire permanent est constamment demandé à raison de leurs fonctions, des indemnités forfaitaires annuelles comprises entre 1.200

et 3.600 francs pour les chefs de bureau, entre 1.200 et 2.400 francs pour les sous-chefs de bureau.

Un arrêté du directeur général ou directeur autonome, approuvé par le secrétaire général du Protectorat après visa du directeur général des finances, déterminera, en même temps que les bénéficiaires, le taux de ces indemnités.

Ces indemnités sont payables par trimestre et à terme échu.

Elles sont exclusives de toute autre rémunération pour travaux supplémentaires.

Art. 11. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1er janvier 1926.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 9 ci-dessus, les travaux supplémentaires effectués au cours de l'année 1926 seront rétribués en une seule fois. Les chefs de service évalueront, pour chaque mois de l'année, le total des heures supplémentaires effectuées par chacun des agents visés à l'article 8 qui sont placés sous leur autorité; ce décompte global figurera à l'appui des mandats individuels.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 20 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

18 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** soumettant la ville d'Ouezzan au régime institué par le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale (B. O. M., 28 décembre 1926).

18 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** fixant les délais de validité des mandats télégraphiques (B. O. M., 28 décembre 1926).

22 décembre 1926. — **Dahir** portant modification du dahir du 10 février 1926 déterminant les conditions d'attribution de prêts individuels à long terme destinés à faciliter aux pensionnés militaires l'acquisition, l'aménagement et la transformation de petites propriétés rurales (B. O. M., 11 janvier 1927).

Article premier. — L'alinéa final de l'article premier du dahir du 10 février 1926 déterminant les conditions d'attribution de prêts individuels à long terme destinés à faciliter aux pensionnés militaires l'acquisition, l'aménagement et la transformation de petites propriété rurales, est modifié comme suit :

« Ils portent intérêt au taux de 1 % au minimum. »

Art. 2. — L'article 2 du dahir précité du 10 février 1926 est modifié comme suit:

« Pour la réalisation de ces prêts, l'Office des mutilés et anciens combattants exige, comme garantie, une inscription hypothécaire.

« Lorsque des prêts auront été consentis aux bénéficiaires du présent dahir, attributaires de lots de colonisation, pour leur permettre d'en entreprendre la mise en valeur, l'Office des mutilés et anciens combattants bénéficiera, pour le remboursement du montant en principal et intérêts des sommes avancées, de la même garantie que l'Etat pour le paiement du prix de vente.

« L'Office des mutilés et anciens combattants peut exiger un contrat d'assurance en cas de décès à prime unique, d'effet immédiat ou différé, garantissant le paiement de tout ou partie des annuités qui resteraient à échoir au moment de la mort, ainsi que toutes garanties complémentaires qui lui paraissent nécessaires. »

Art. 3. — Ces dispositions porteront effet à compter du 1er septembre 1926.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 14 janvier 1927. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale. — Urbain BLANC.

22 décembre 1926. — Dahir portant modification du dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale (B. O. M., 28 décembre 1926).

Article premier. — L'article 15 de Notre dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale, tel qu'il a été modifié par Notre dahir du 27 janvier 1923, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15. — Chaque commission municipale mixte est constituée par arrêté de Notre Grand Vizir qui fixe en même temps le nombre des Européens et Marocains qui la composent en dehors du pacha et du chef des services municipaux.

« Les membres de la commission sont nommés pour trois ans par arrêté de Notre Grand Vizir, tout membre sortant ne pouvant être désigné à nouveau qu'après un délai de deux ans.

« Le renouvellement de la commission s'effectue par tiers dans chaque section, chaque année.

« Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, lorsque le nombre des membres, dans une section, sera de quatre ou de deux, la nomination sera faite pour deux ans, et le remplacement s'opérera par moitié chaque année. Lorsqu'il n'y aura qu'un seul membre dans une section, celui-ci sera nommé pour deux ans, à l'expiration desquels il sera maintenu ou remplacé.

« En cas de vacances ..... » (la fin de l'article sans modification).

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 27 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale. — Urbain BLANC.

22 décembre 1926. — Dahir portant modification du dahir du 1er juin 1922 relatif au statut municipal (B. O. M., 28 décembre 1926).

Article premier. — L'article 2 de Notre dahir du 1er juin 1922 relatif au statut municipal de la ville de Casablanca est modifié comme suit :

« Article 2. — Les membres de la commission municipale mixte de Casablanca, français et marocains, sont nommés pour trois ans, et remplacés par tiers chaque année.

« Au cas où le vice-président, désigné dans les conditions prescrites à l'article 3 ci-après, et le rapporteur général du budget seraient compris dans le tiers des membres soumis au renouvellement, leur mandat pourra être prorogé pour une nouvelle période de trois années.

« A l'expiration de cette période, une nouvelle désignation en leur faveur ne pourra intervenir qu'après un délai de trois ans. »

Art. 2. — Le présent dahir entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 27 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale. — Urbain BLANC.

22 décembre 1926. — Arrêté viziriel concernant la nomination en qualité d'instituteurs et d'institutrices stagiaires, des candidats et candidates pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire et des candidates pourvues du diplôme de fin d'études secondaires (B. O. M., 28 décembre 1926).

24 décembre 1926. — Arrêté viziriel modifiant le régime des indemnités de monture et de voiture (B. O. M., 28 décembre 1926).

25 décembre 1926. — Dahir portant réglementation de la publicité par affiches et panneaux-réclames (B. O. M., 28 décembre 1926).

Article premier. — Les affiches dites panneaux-réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial et, d'une manière générale, toutes affiches, quels qu'en soient la nature et le caractère, imprimés, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, à l'exception des affiches officielles, ne pourront être apposées : — 1° Sur le domaine public de l'Etat et ses dépendances; — 2° A l'intérieur des médina et sur les murailles ou remparts qui les entourent; — 3° Sur les monuments historiques et les sites classés par application du dahir du 13 février 1914; — 4° Sur les édifices religieux de toute nature.

Art. 2. — A l'intérieur du périmètre municipal des villes nouvelles, l'apposition des affiches visées à l'article ci-dessus ne pourra se faire que dans les conditions qui seront déterminées par arrêté du pacha ou caïd, qui pourra l'interdire sur tout ou partie du domaine public et de ses dépendances.

Toutefois, en ce qui concerne les voies ou places publiques soumises au régime de l'ordonnance architecturale conformément aux prescriptions de l'article 2 de Notre dahir du 1er avril 1924, relatif au contrôle du service des beaux-arts sur certaines demandes en autorisation de bâtir, l'apposition d'affiches sera soumise aux règles édictées à cet effet par arrêté du directeur général de l'instruction publique, pris sur la proposition du chef du service des beaux-arts et l'avis conforme du chef du service du contrôle des municipalités.

Art. 3. — Les affiches dont il est parlé à l'article premier ci-dessus, qui seront établies sur toute partie d'un immeuble privé bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture, en dehors des agglomérations ou du périmètre des villes, sont soumises à une taxe annuelle de timbre dont la quotité est ainsi fixée : — 1° Cinquante francs par mètre carré pour chaque affiche d'une surface inférieure à 6 mètres carrés; — 2° Cent francs par mètre carré pour chaque affiche d'une surface de 6 mètres carrés et de moins de 10 mètres carrés; — 3° Deux cents francs par mètre carré pour chaque affiche d'une surface comprise entre 10 mètres carrés et 20 mètres carrés; — 4° Quatre cents francs par mètre carré pour chaque affiche d'une surface supérieure à 20 mètres carrés.

Ces tarifs seront doublés si l'affiche contient, groupées ou non, deux annonces; triplés, si elle contient trois annonces; quadruplés si elle contient quatre annonces ou plus.

Pour la liquidation du droit, toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré et la taxe est due pour l'année entière, sans fraction.

Art. 4. — La taxe établie par l'article ci-dessus est applicable à toutes les affiches spécifiées dans l'article premier qui auront été apposées postérieurement à la date de promulgation du présent dahir.

Art. 5. — Les affiches existant au jour de la promulgation du présent dahir doivent, dans le délai de trente jours, compté à partir de cette date, faire l'objet d'une déclaration au bureau de l'enregistrement. Cette déclaration, souscrite par l'auteur des affiches ou les afficheurs, mentionnera le nombre des affiches apposées, leur nature, leur dimension, le lieu et l'immeuble où elles sont apposées, la durée qui leur est assignée, telle qu'elle résulte notamment des contrats passés entre l'auteur et l'afficheur pour l'exécution desdites affiches.

Pour le cas où une affiche aurait été déjà imposée comme affiche peinte, la déclaration devrait le mentionner et indiquer la date du paiement des droits. A défaut de déclaration, ces affiches seront assujet-

ties à la taxe établie par l'article 3 et dans les conditions fixées pour toute affiche nouvelle.

En ce qui concerne les affiches déclarées, la nouvelle taxe sera applicable à partir du 1er janvier 1930.

Si des contrats antérieurs à la date de promulgation du présent dahir et concernant des affiches spécifiées au présent article viennent à expiration avant le 1er janvier 1930, les affiches maintenues en vertu des contrats renouvelés seront assujetties à la taxe nouvelle à partir de l'expiration de l'ancien contrat.

A l'expiration des délais prévus au présent article pour l'application des tarifs de l'article 3 aux affiches existantes, les contrats relatifs à ces affiches entre auteurs et afficheurs ou entre afficheurs et propriétaires seront résiliés de plein droit, sans dommages-intérêts.

Art. 6. — Il est dû pour toute affiche non timbrée un droit en sus égal au montant de la taxe annuelle exigible, sans que cette pénalité puisse être inférieure à cinq cents francs.

Les droits et amendes sont dus solidairement par les auteurs des affiches et par les propriétaires des immeubles dans lesquels elles se trouvent placées; le recouvrement des droits et amendes aura lieu comme en matière de timbre.

Art. 7. — Les agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre ont le droit de pénétrer sur le terrain où l'affiche est apposée afin de s'assurer si celle-ci est régulièrement timbrée.

Art. 8. — Les infractions au présent dahir ou aux arrêtés pris pour son exécution seront punies, indépendamment des pénalités prévues à l'article 6 ci-dessus, d'une amende de 25 à 1.000 francs et seront de la compétence exclusive des juridictions françaises.

Art. 9. — Dans le délai de trois mois à compter de la publication du présent dahir au « Bulletin officiel », les affiches définies à l'article premier ci-dessus, qui se trouveraient apposées dans les lieux visés audit article, devront être enlevées par les intéressés. A défaut de quoi elles seront lacérées ou détruites sur ordre de l'autorité compétente.

Art. 10. — Un arrêté du directeur général des finances déterminera le mode d'application des dispositions qui précèdent.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 25 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, — Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

25 décembre 1926. — **Arrêté du Directeur général des Finances** relatif à l'application du dahir du 25 décembre 1926 portant réglementation de la publicité par affiches et panneaux-réclames (B. O. M., 28 décembre 1926).

Vu le dahir du 25 décembre 1926 portant réglementation de la publicité par affiches et panneaux-réclames, notamment l'article 10, ainsi conçu : « Un arrêté du directeur général des finances déterminera le mode d'application des dispositions qui précèdent »,

Article premier. — Toute personne qui veut établir des affiches dites panneaux-réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, et d'une manière générale, toutes affiches quels qu'en soient la nature et le caractère, imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, sur toute ou partie d'un immeuble privé, bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture, en dehors des agglomérations ou du périmètre des villes, est tenue au préalable : — 1° D'en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel les affiches doivent être placées; — 2° D'acquitter le droit de timbre établi par le dahir du 25 décembre 1926.

Art. 2. — La déclaration, rédigée en double minute, est datée et signée, soit par celui ou ceux dans l'intérêt de qui l'affiche doit être apposée, soit par l'entrepreneur d'affichage. Elle doit contenir les énonciations suivantes : — 1° Le texte de l'affiche; — 2° Les nom, prénoms et domicile de celui ou de ceux dans l'intérêt desquels l'affiche doit être établie; — 3° Les nom, prénoms et domicile de l'entrepreneur d'affichage; — 4° La surface de l'affiche, en mètres et décimètres carrés; — 5° Le nombre des exemplaires à établir; — 6° La désignation précise des emplacements où chaque exemplaire doit être établi; — 7° Le nombre d'années pour lequel les parties entendent, par un seul paiement, acquitter la taxe, ou l'indication qu'elles désirent effectuer ce paiement chaque année tant que l'affiche subsistera.

Une déclaration particulière doit être souscrite pour chaque affiche distincte et pour la circonscription de chaque bureau d'enregistrement.

Un double de la déclaration reste au bureau de l'enregistrement; l'autre, revêtu de la quittance du receveur, est remis au déclarant.

Art. 3. — La taxe est due pour une année entière sans fraction et l'année court pour chaque affiche du jour de la première déclaration.

Si la déclaration ne fixe aucune durée, la taxe annuelle devient exigible dans les vingt jours qui suivent l'expiration de chaque année et la perception en est continuée d'année en année, dans les mêmes conditions jusqu'à ce qu'il ait été déclaré au bureau de l'enregistrement que l'affichage a été supprimé.

Lorsque les parties ont souscrit leurs déclarations pour un nombre d'années déterminé et que le terme qu'elles ont fixé est arrivé, elles paient la taxe dans les conditions déterminées au paragraphe précédent à moins qu'elle ne fassent au bureau de l'enregistrement une déclaration indiquant la suppression de l'affichage ou la période nouvelle pour laquelle elles veulent acquitter la taxe.

Art. 4. — En cas de cession de fonds de commerce, de changement d'adresse, de modifications apportées au nom ou à la raison sociale, une déclaration appuyée des pièces justificatives nécessaires doit être faite au bureau de l'enregistrement avant que les indications relatives au nom, à la raison sociale ou à l'adresse soient modifiées sur l'affiche. Cette déclaration est faite pour ordre et ne donne pas lieu au paiement d'un nouveau droit.

Art. 5. — Toute affiche doit porter, dans la partie inférieure, à gauche, l'indication, en caractères suffisamment apparents, de la date et du numéro de la quittance de la taxe.

Les personnes chargées d'établir l'affiche sont tenues, pendant l'exécution des travaux, de représenter l'exemplaire de la déclaration remis à la partie ou un duplicata régulier de cette déclaration à tous les agents chargés de constater les contraventions. Elles doivent interrompre les travaux si l'exemplaire ou le duplicata de la déclaration ne peut être représenté.

Art. 6. — Les affiches existant antérieurement à la promulgation du dahir du 25 décembre 1926 susvisé et pour lesquelles la déclaration prévue à l'article 5 du dahir aura été soucrite, devront faire l'objet, dans les vingt premiers jours du mois de janvier 1930, ou dans les vingt jours de l'expiration des contrats s'ils viennent à échéance avant le 1er janvier 1930, de la déclaration prescrite par l'article 2 ci-dessus, si les affiches sont maintenues ou renouvelées, ou d'une déclaration de suppression si les affiches ont disparu. L'auteur des affiches ou l'afficheur sera tenu de faire l'une ou l'autre de ces déclarations, dans le délai imparti, au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel l'affiche est ou a été apposée. En cas de maintien ou de renouvellement de l'affiche, la déclaration sera accompagnée du paiement des droits.

Art. 7. — Les contraventions, tant au dahir du 25 décembre 1926 qu'aux dispositions du présent arrêté, sont constatées par des procès-verbaux rapportés par tous agents assermentés.

Art. 8. — Il est accordé à titre d'indemnité aux agents de la force publique qui auront constaté les contraventions, un quart des amendes payées par les contrevenants.

25 décembre 1926. — **Dahir** habilitant certains agents du Protectorat à remplir à titre transitoire les fonctions d'inspecteur du travail (B. O. M., 4 janvier 1927).

25 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** portant création de circonscriptions d'inspection du travail (B. O. M., 4 janvier 1927).

25 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** concernant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes (B. O. M., 4 janvier 1927).

25 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels et commerciaux (B. O. M., 4 janvier 1927).

Vu le dahir du 13 juillet 1926 portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, ses articles 25, 26 et 27; — Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

Article premier. — Les emplacements affectés au travail dans les établissements visés par l'article premier du dahir du 13 juillet 1926 seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage.

Les murs et les plafonds feront l'objet de fréquents nettoyages.

Les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Art. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permetant un lavage efficace.

En outre, les murs et le sol seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante.

Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure, à moins qu'ils ne soient déposés dans des récipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.

Art. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisances ou de tout autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique .

Cet intercepteur hydraulique sera fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les éviers seront formés de matériaux imperméables et bien joints ; ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. ,

Art. 4. — Les cabinets d'aisances seront complètement nettoyés au moins une fois par jour; ils seront convenablement éclairés.

Ils ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner ; ils seront aménagés de manière à ne dégager aucune odeur.

Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Il ne pourra être établi aucun puits absorbant, ni aucune disposition analogue qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

Art. 5. — Dans les locaux fermés affectés au travail, le cube d'air par personne employée ne pourra être inférieure à 6 mètres cubes.

Le cube d'air de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors.

L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température.

Ces locaux, leurs dépendances et, notamment, les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

Les gardiens de chantiers devront disposer d'un abri et, pendant l'hiver, de moyens de chauffage.

Art. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meubles, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareil mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que les vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu par descensum ; les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes et toxiques ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

At. 7. — Pour les industries désignées par arrêté après avis du comité consultatif du travail, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

Art. 8. — Il est interdit de laisser les ouvriers et employés prendre leurs repas dans des locaux affectés au travail.

Toutefois, l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée, en cas de besoin et après enquête, par le chef du service de l'administration générale, du travail et de l'assistance, sous les justifications suivantes : — 1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques; — 2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières; — 3° Que les autres conditions d'hygiène soient jugées satisfaisantes.

Les chefs d'établissement mettront à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

Un règlement intérieur limitera les quantités de vin, de bière, de cidre, de poiré, d'hydromel, non additionnées d'alcool, qui pourront être introduites et déterminera les heures et conditions auxquelles la consommation en sera autorisée.

Les chefs d'établissement mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos.

Dans les établissements autres que ceux visés à l'article 30 du dahir du 13 juillet 1926, un siège approprié sera mis à la disposition de chaque ouvrière ou employée à son poste de travail, dans tous les cas où la nature du travail sera compatible avec la station assise, continue ou intermittente.

Dans tous les autres cas, des sièges ou bancs en nombre suffisant seront mis à la disposition collective des ouvrières et des employées à proximité des postes de travail. Un règlement intérieur déterminera les heures et conditions auxquelles l'usage de ces sièges ou bancs sera autorisé.

Les chefs d'établissement sont tenus de faire afficher les règlements mentionnés aux alinéas 4 et 7 du présent article dans les locaux où se font le recrutement et la paie du personnel et de veiller à leur exécution.

Art. 9. — Pendant les interruptions de travail, l'air des locaux sera entièrement renouvelé.

Art. 10. — Les moteurs ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres ; le sol des intervalles sera nivelé.

Les cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les ponts volants, passerelles pour le chargement ou le déchargement des navires devront former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.

Les chefs d'établissement, par leurs règlements d'ateliers, interdiront aux ouvriers de coucher sur les fours à plâtre.

Art. 11. — Les monte-charge, ascenseurs, élévateurs seront guidés et disposés de manière que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement.

Ils seront disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contrepoids soit fermée, et que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

Pour les monte-charge à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises.

Les monte-charge visés par le paragraphe précédent seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

Art. 12. — Indépendamment des mesures de sécurité prescrites à l'article 24 du dahir du 13 juillet 1926 et applicables, en tout cas, aux pièces mobiles de machines, câbles et courroies spécifiées audit article, les autres pièces mobiles de machines, ainsi que les câbles et courroies, dans les cas où ils seraient reconnus dangereux, devront être munies de dispositifs protecteurs.

Les machines-outils, à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que les machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiat d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

Toute meule tournant à grande vitesse devra être montée ou enveloppée de telle sorte qu'en cas de rupture, ses fragments soient retenus, soit par les organes de montage, soit par l'enveloppe.

Une inscription très apparente, placée auprès des volants, des meules et de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse, indiquera le nombre de tours par minute qui ne doit pas être dépassé.

Art. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

Art. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, et en dehors de la zone dangereuse.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc..., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc... sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

Art. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant ; il en sera de même pour les opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

Art. 16. — a) **Sorties.** — Les portes des ateliers, bureaux et magasins de dépôt, où séjournent plus de dix employés ou ouvriers et, quelle que soit l'importance du personnel, les portes des ateliers, magasins, bureaux où sont manipulés des matières inflammables, celles des magasins de vente, doivent s'ouvrir de dedans en dehors, soit qu'elles assurent la sortie sur les cours, vestibules, couloirs, escaliers et autres dégagements intérieurs, soit qu'elles donnent accès à l'extérieur. Dans ce dernier cas, la mesure n'est obligatoire que lorsqu'elle est jugée indispensable à la sécurité. En cas de différend entre les chefs d'établissement et l'inspection du travail, il est statué par décision du secrétaire général du Protectorat.

Si les portes s'ouvrent sur un couloir ou un escalier, elles doivent être

disposées de façon qu'une fois développées, elles ne soient en saillie sur •• dégagement que de leur épaisseur même.

Les sorties doivent être assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement.

Les sorties doivent toujours être libres et n'être jamais encombrées de marchandises, de matière en dépôt ni d'objets quelconques.

Dans les établissements importants, des inscriptions bien visibles doivent indiquer le chemin vers la sortie la plus rapprochée.

Ces établissements, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, doivent comporter en même temps un éclairage de secours.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, aucun poste habituel de travail ne doit se trouver à plus de 10 mètres d'une sortie. Les portes de sortie qui ne servent pas habituellement de passage doivent, pendant les périodes de travail, pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur et être signalées par la mention « sortie de secours » inscrite en caractères bien visibles.

Dans les atelies, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, si les fenêtres sont munies de grilles ou grillages, ces grilles ou grillages doivent pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur.

b) **Escaliers.** — Les escaliers desservant les locaux de travail sont construits en matériaux incombustibles, soit en bois hourdé de plâtre sur 3 centimètres au moins d'épaisseur, ou protégés par un revêtement d'une efficacité équivalente.

Le nombre de ces escaliers est calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de vingt personnes au plus doit avoir une largeur minimum de 1 mètre ; cette largeur doit s'accroître de 15 centimètres pour chaque nouveau groupe du personnel employé, variant d'une à cinquante unités.

Une décision du secrétaire général du Protectorat, prise après avis du comité consultatif du travail, peut toujours, si la sécurité l'exige, prescrire un nombre minimum de deux escaliers,

La largeur minimum des passages ménagés à l'intérieur des pièces et celle des couloirs conduisant aux escaliers doivent être déterminées d'après la règle établie ci-dessus pour les escaliers.

Ces passages et ces couloirs doivent être libres de tout encombrement de meubles, sièges, marchandises ou matériel.

Art. 17. — *a) Eclairage et chauffage.* — Il est interdit d'employer pour l'éclairage et le chauffage, aucun liquide émettant au-dessous de 35 degrés des vapeurs inflammables, à moins que l'appareil contenant le liquide ne soit solidement fixé pendant le travail ; la partie de cet appareil contenant le liquide doit être étanche, de manière à éviter tout suintement du liquide.

Aux heures de présence du personnel, le remplissage des appareils d'éclairage ainsi que des appareils de chauffage à combustible liquide, soit dans les locaux de travail, soit dans les passages ou escaliers servant à la circulation, ne peut se faire qu'à la lumière du jour et à la condition qu'aucun foyer n'y soit allumé.

Les tuyaux de conduite amenant le gaz aux appareils d'éclairage et de chauffage doivent être soit en métal, soit enveloppés de métal, soit protégés efficacement par une matière incombustible.

Les flammes des appareils d'éclairage ou des appareils de chauffage portatifs devront être distantes de toute partie combustible de la construction, du mobilier ou des marchandises en dépôt d'au moins 1 mètre verticalement et d'au moins 30 centimètres latéralement ; des distances moindres pourront être tolérées en cas de nécesité en ce qui concerne les murs

et plafonds, moyennant l'interposition d'un écran incombustible qui ne doit pas toucher la paroi à protéger.

Les appareils d'éclairage portatifs doivent avoir un support stable et solide.

Les appareils d'éclairage fixes ou portatifs doivent, si la nécessité en est reconnue, être pourvus d'un verre, d'un globe, d'un réseau de toile métallique ou de tout autre dispositif propre à empêcher la flamme d'entrer en contact avec des matières inflammables.

Tous les liquides inflammables, ainsi que les chiffons et cotons imprégnés de ces substances ou de substances grasses doivent être enfermés dans des récipients métalliques, clos et étanches.

Ces récipients, ainsi que les gazomètres et les récipients pour l'huile, les essences et le pétrole lampant ,doivent être placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des passages ou des escaliers.

Dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les chefs d'établissements doivent, en outre, se conformer à toutes les prescriptions qui sont ou pourront être édictées par application du paragraphe 2° de l'article 25 du dahir du 13 juillet 1926.

b) *Consignes pour le cas d'incendie.* — Les chefs d'établissement doivent prendre les précautions nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu, dans l'intérêt du personnel.

Une consigne affichée dans chaque local de travail indique le matériel d'extinction et de sauvetage qui doit s'y trouver et les manœuvres à exécuter en cas d'incendie, avec le nom des personnes désignées pour y prendre part .

La consigne doit prescrire des visites et essais périodiques destinés à constater que le matériel est en bon état et que le personnel est préparé à en faire usage.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur du travail ; le chef d'établissement veillera à son exécution.

Art. 18. — Il est interdit d'admettre des ouvriers et des ouvrières à se tenir près des machines, s'ils ne portent des vêtements ajustés et non flottants.

Art. 19. — Un arrêté du secrétaire général du Protectorat déterminera pour chaque nature de locaux celles des prescriptions du présent arrêté viziriel qui doivent être affichées.

Art. 20. — Le secrétaire général du Protectorat peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du comité consultatif du travail, accorder à un établissement dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions suivantes : article premier (alinéas 3, 4, 5) ; article 5 (alinéas 2, 5, 6, 7) ; article 8 (alinéas 6 et 7) ; article 9) ; article 10 (alinéas 2, 5, 6, 7) ; article 8 (alinéas 6 et 7) ; ar-(alinéa 5) ; dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent arrêté viziriel.

Art. 21. — Le délai minimum prévu à l'article 27 du dahir du 13 juillet 1926 pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

A 45 jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent arrêté viziriel : article 2 (alinéa 1) ; article 3 (alinéa 2) ; article 4 (alinéas 2, 3, 4, 5) ; article 5 (alinéas 1, 2, 5) ; article 6 ; article 7 ; article 10 (alinéa 2) ; article 11 (alinéas 1, 2, 4) ; article 12 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 1) ; article 16 *a* (alinéas 3, 6) ; article 16 *b* (alinéas 1, 2, 3, 4, 5).

A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent arrêté viziriel : article premier (alinéa 4) ; article 2 (alinéa 3) ; article 3 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 3) ; article 15 (alinéa 1) ; article 16 *a* (alinéas 1, 2, 8) ; article 17 *a* (alinéas 1, 5).

A sept jours pour les mises en demeure fondées sur les autres dispositions : toutefois, ce délai minimum sera porté à quinze jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 3 (alinéa 1) et 12 (alinéa 1, 4) et à un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 5 (alinéa 4, 6) et 8 (alinéas 5, 6, 7), lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installation nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 27 décembre 1926. — Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale Urbain BLANC.

27 décembre 1926. — Dahir portant modification au dahir du 24 juillet 1920 portant création de la direction générale des travaux publics de l'Empire chérifien (B. O. M., 28 décembre 1926).

Article unique. — Les dispositions des articles 3 à 6 du dahir du 24 juillet 1920 portant création de la direction générale des travaux publics de l'Empire chérifien sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Art. 3. — Elle a dans ses attributions : — 1° La construction et l'entretien des routes et ponts ; — 2° La construction des lignes de chemins de fer exécutés par l'Etat ;

«Le contrôle de la construction et de l'exploitation des chemins de fer et tramways concédés et de la régie des chemins de fer à voie de 0,60 ; — Le contrôle des transports en communs automobiles subventionnés ;

« 3° La construction et l'entretien des ports maritimes exécutés par l'Etat ; — Le contrôle de la construction et de l'exploitation des ports concédés ; — L'exploitation en régie des ports non concédés ; — La construction et l'entretien des phares et balises ; — 4° Le contrôle des distributions d'énergie électrique ; — 5° Le contrôle technique des concessions et travaux municipaux (sous réserve de ce qui sera dit à l'article 5 ci-dessous) ; — 6° La gestion et la police du domaine public, la réglementation de la circulation et du roulage ; — 7° Le contrôle des établissements insalubres, incommodes ou dangereux de première catégorie ; — 8° Les mines et la carte géologique ; — 9° La marine marchande et les pêches maritimes ; — 10° L'ordonnancement et la liquidation des dépenses relatives aux travaux exécutés par la direction générale des travaux publics ou sous son contrôle.

« Art. 4. — La direction générale des travaux publics assure, en liaison avec la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, les services suivants : — a) Hydraulique industrielle ; — b) Hydraulique agricole ; — c) Travaux de colonisation.

« Pour les travaux faisant l'objet des paragraphes b) et c), l'initiative appartient entièrement à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

« Art. 5. — La direction générale des travaux publics assure, en liaison avec le service chargé du contrôle des municipalités, le service des travaux municipaux.

« L'initiative de ces travaux appartient entièrement au service chargé du contrôle des municipalités ou aux municipalités elles-mêmes dont le directeur général des travaux publics est le conseiller technique. L'exé-

cution des travaux par les chefs des travaux municipaux est contrôlée par la direction générale des travaux publics. »

« Art. 6. —Pour exercer ses diverses attributions, la direction générale des travaux publics dispose, à Rabat, d'une administration centrale composée des services et bureaux ci-après : — 1° Le service administratif qui comprend d'une part : le secrétariat, les études réglementaires relatives aux travaux publics; le contentieux; la gestion et la police du domaine public ; les expropriations ; les établissements insalubres, incommodes et dangereux de première classe ; la police du roulage, et, d'autre part, le bureau du personnel, de la comptabilité et de l'ordonnancement; — 2° Le bureau technique des routes, chemins de fer, transports en commun, subventions, bâtiments administratifs ; — 3° Le bureau technique des travaux maritimes, des travaux municipaux et du contrôle des concessions ; — 4° Le service des mines et de la carte géologique ; — 5° Le service d'architecture ; — 6° Le service de la marine marchande et des pêches maritimes. »

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 27 décembre 1926. — Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale, Urbain BLANC.

27 décembre 1926. — Arrêté viziriel relatif à la rétribution du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat (B. O. M., 11 janvier 1927.

27 décembre 1926. — Ordonnance du premier président de la Cour d'appel de Rabat instituant à Settat une audience foraine du tribunal de paix de Casablanca (circonscription-sud) (B. O. M., 4 janvier 1927).

28 décembre 1926. — Code des douanes. — (J. O., 31 décembre 1926).

.....

CHAPITRE IV. — Maroc (zone française).

SECTION I. — TARIFICATION APPLICABLE AUX PRODUITS MAROCAINS (ZONE FRANCAISE) IMPORTES EN FRANCE

§ 1er. — *Admissions en franchise de droits.*

Art. 305. — Sont admis en franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie des produits ci-après dénommés, originaires et importés directement de la zone française de l'empire chérifien :

Animaux vivants des espèces chevaline, asine, mulassière, bovine, caprine et porcine. — Volailles vivantes. — Viandes fraîches et viandes conservées par un procédé frigorifique. — Viandes salées. — Volailles mortes. — Conserves de viandes. — Peaux et pelleteries brutes. — Laines en masse et en peaux, déchets de laine. — Poils. — Cire brute, y compris la crasse de cire. — Œufs de volaille et de gibier. — Cornes, os et sabot de bétail. — Produits de pêche marocaine. — Farines de blés durs. — Semoule (en gruau) de blés durs. — Racines de manioc (manioc brut et desséché). — Légumes secs. — Graines d'alpiste. — Fruits secs à l'exception des raisins de vendange et marcs de raisins, des moûts de vendange, des raisins secs ou tapés et des figues et dattes sèches à boisson ou de distillerie. — Anis vert. — Graines et farines de lin. — Graines de chanvre et de chénevis. — Graines de ricin. — Graines de soja. — Arachides (en cosse ou écossés). — Graines de fenugrec. — Huiles d'olives et de grignons d'olives. — Graines et huiles d'argan. — Huile de ricin. — Gomme arabique, gomme résine sandaraque, gomme ammoniaque et d'euphorbe. — Plante et racine de pyrèthre. — Graines de cumin. —

Graines de coriandre. — Graines de carvi. — Bois communs, exotiques et buis, bruts, en bûches ou équarris, liège brut, râpé ou en planches. — Coton en masse, déchets de coton. — Lin (brut, teillé, peigné ou en étoupes). — Chanvres en tiges, broyé ou teillé et en étoupes. — Palmier nain (filaments de) ou crin végétal. — Feuilles de henné. — Légumes frais. — Pierres meulières taillées destinées aux moulins des indigènes. — Phosphates de chaux naturels. — Peaux préparées corroyées dites « filali ». — Tapis et nattes d'alpha et de joncs. — Tapis de laine.

Les tapis de laine doivent être revêtus par l'Etat chérifien d'une estampille garantissant qu'ils n'ont été tissés qu'avec des laines soumises à des colorants de grand teints.

§ 2. — *Application du tarif minimum.*

Art. 306. — Les autres articles originaires et importés directement de la zone française de l'empire chérifien, acquittent, à leur entrée en France et en Algérie, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

Section II. — Conditions d'admission aux tarifs de faveur

Art. 307. — Le bénéfice des dispositions prévues aux articles précédents est subordonné à la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités civiles ou militaires françaises du lieu de production ou de fabrication et visés par le receveur du bureau des douanes d'exportation.

L'importation des marchandises susdésignées en France, ou, par mer en Adgérie, ne peut se faire que sous pavillon français ou marocain.

En ce qui concerne les tapis de laine ayant droit à la franchise le transport en droiture n'est pas interrompu par l'escale faite, dans un port quelconque du Maroc, pour y opérer des chargements ou des déchargements, lorsque les tapis n'ont pas quitté le bord, et alors même qu'il a été chargé dans le port d'escale des tapis similaires de ceux pour lesquels l'admission au régime de faveur est demandée, passibles ou non des droits, pouvu qu'il soit produit, à l'arrivée en France ou en Algérie, des certificats du consulat français du port d'escale établissant que les tapis embarqués au port de prime abord n'ont pas été débarqués au port d'escale.

De même, sont considérés comme importés directement les tapis de laine chargés dans les ports de la zone française et transbordés à Tanger sur des bateaux de la même compagnie française ou marocaine, à services réguliers, lorsque le transbordement s'effectue sous la surveillance de l'autorité française qui en certifie.

Section III. — exportation du maroc.

Art. 308. — Au départ du Maroc à destination de la France, l'exportation ou la tentative d'exportation, sans déclaration ou sans déclaration exacte quant à la nature de marchandises prohibées dans le métropole, taxées à 20 fr. et plus par 100 kilogr., ou soumises à des taxes de consommation intérieure donne lieu à l'application en dehors des sanctions prévues par la législation chérifienne, des pénalités édictées, en cas d'importation sans déclaration en France au titre X ci-après.

Le service des douanes du Maroc est autorisé à percevoir au profit du Trésor français le montant des réparations pécuniaires ainsi encourues.

Ces recettes seront rattachées aux produits des douanes du budget de l'exercice auquel elle se rapportent.

Art. 309. — Les produits naturels et fabriqués originaires du Maroc importés en Algérie par la frontière de terre sont soumises aux conditions des articles 305, 306 et 307 ci-dessus.

28 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** accordant une majoration de salaire aux agents auxiliaires du Protectorat (B. O. M., 4 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Dahir** portant modification au dahir du 12 décembre 1925 relatif à l'exportation des œufs de volailles (B. O. M., 18 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Dahir** portant modifications au dahir du 6 janvier 1926 instituant une taxe intérieure de consommation sur les cartes à jouer (B. O. M., 4 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Dahir** prolongeant la durée d'application du dahir du 30 novembre 1921 (B. O. M., 4 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** complétant l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 fixant, à compter du 1er janvier 1925, les nouveaux traitements du personnel des services actifs de la sécurité générale (B. O. M., 4 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** complétant l'arrêté viziriel du 26 juin 1922 relatif à l'utilisation d'une voiture automobile par les fonctionnaires, pour les besoins du service (B. O. M., 4 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** confirmant les arrêtés en vigueur sur l'attribution des primes de langue arabe et de langue berbère (B. O. M. 11 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** confirmant l'arrêté viziriel du 3 janvier 1922 allouant une indemnité mensuelle aux fonctionnaires, utilisant d'une façon permanente, une bicyclette leur appartenant pour les besoins du service (B. O. M., 11 janvier 1927).

29 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** classant les parcs à escargots parmi les établissements insalubres, incommodes ou dangereux (B. O. M., 25 janvier 1927).

30 décembre 1926. — **Décret** portant attribution de la médaille coloniale avec agrafe en vermeil « Maroc 1925-1926 » (B. O. M., 12 janvier 1927).

Vu l'article 75 de la loi du 26 juillet 1893, instituant la médaille coloniale ; —Vu l'article 77 de la loi du 13 avril 1898, relatif à l'attribution de cette distinction; — Vu le décret du 6 janvier 1926; — Sur le rapport du ministre de la guerre,

Art. 1er. — Le droit à la médaille coloniale avec agrafe du modèle actuel, mais en vermeil comportant l'inscription « Maroc 1925-1926 », est acquis aux différents personnels remplissant les conditions prévues par le décret du 6 janvier 1926.

Art. 2. — Cette agrafe spéciale remplacera l'agrafe en vermeil « Maroc 1925 », déjà accordée au titre du décret précité.

Art. 3. — Le droit à la médaille coloniale avec agrafe en vermeil « Maroc 1925-1926 », est également acquis :

1° Au personnel militaire européen et indigène, ainsi qu'au personnel des sociétés de secours aux blessés militaires accréditées auprès du département de la guerre, ayant pris une part effective aux opérations suivantes : — a) Du front Nord-marocain, entre le 1er janvier et le 10 octobre 1926, dans la zone délimitée au Sud par la ligne Arbaoua (exclu), Ouezzan, AïnDefali, Karia, Pont-de-Tnine, Pont-de-l'Inaoen, Arba-de-Tissal, Oued-Amelil, Camp-des-Roches, Aïn-Boukellal, Sidi-Bel-Kacem, Nekhila (ces localités et postes inclus), Camp-Berteaux (exclus) ; — b) Du Tichoukt et de la Tache de Taza, entre le 25 juin et le 26 août 1926, dans la zone comprise à l'intérieur de la ligne la Kelaa-de-M'Dez, Taghzout, Boulemane, Engil, Ilkern, Bou-Khamoudj, Tizi-N'Taïda, Almis-des Marmoucha, Tsiouant, Beni-Haloun, Reggou, Bouchardne, Ras-el-Ksar, El-Oujick, Neghraoua, Tazarine, Aïn-Suk. Ahermoumou (ces localités et postes inclus).

2° Aux indigènes marocains qui, ayant fait partie des goums mixtes marocains, des troupes marocaines, des maghzen, des groupes de partisans ou des convois auxiliaires, auront été l'objet d'une proposition spéciale pour avoir été blessés où s'être distingués au cours des opérations susvisées.

Art. 4. — Le séjour dans les zones fixées par le décret du 6 janvier 1926 et l'article 3 du présent décret ne pourront entrer en ligne de compte pour l'attribution de la médaille coloniale avec l'agrafe en argent « Maroc » au titre des décrets annuels relatifs à cette distinction.

30 décembre 1926. — **Dahir** portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine. (B. O. M., 4 janvier 1927).

30 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** réglementant l'attribution des emplois réservés de commis des services financiers (B. O. M., 4 janvier 1927).

30 décembre 1926. — **Instruction résidentielle** relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public (B. O. M., 22 février 1927).

Un décret en date du 3 octobre 1926 a fixé, dans la zone française de l'Empire chérifien, les attributions respectives du Commissaire résident général et du général commandant supérieur des troupes.

L'article premier de ce décret dispose, notamment, que le Commissaire résident général du Maroc est responsable du maintien de l'ordre intérieur de l'Empire et qu'il dispose à cet effet des forces de terre qui y sont stationnées et des forces de mer affectées à la défense du littoral.

L'article 4 décide que la participation des forces régulières de terre et de mer au maintien de l'ordre public sera réglée conformément aux dispositions de la loi française. Il indique en outre que des instructions du Commissaire résident général, établies après avis du commandant supérieur des troupes et du commandant de la marine, en détermineront les modalités d'application et fixeront, en particulier, les autorités qualifiées pour exercer le droit de réquisition de ces troupes.

La présente instruction résidentielle, relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public, a été établie en exécution des articles 1er et 4 précités du décret du 3 octobre 1926, dont les dispositions doivent être réalisées au plus tard avant le 1er janvier 1927.

I. — *Principes généraux*

Article premier. — Le maintien de l'ordre sur le territoire de la zone française de l'Empire chérifien incombe aux autorités civiles dans les ré-

gions civiles, aux autorités militaires dans les régions militaires, sous la haute direction du Commissaire résident général, responsable du mantien de la tranquillité intérieure du Protectorat (décrets du 11 juin 1912, du 6 juillet 1925 et du 3 octobre 1926).

Le maintien de l'ordre est assuré par la police, la gendarmerie et, subsidiairement, par les troupes de toutes armes.

Dans les régions civiles, l'autorité militaire ne peut agir qu'en vertu d'une réquisition de l'autorité civile.

Dans les régions militaires, l'autorité chargée du maintien de l'ordre étant investie du commandement territorial et disposant des troupes, il n'y a pas lieu à réquisition de la part des représentants de ladite autorité.

II. — *Autorités civiles qui peuvent exercer le droit de réquisition*

Art. 2. — Les autorités civiles qui sont en droit de faire des réquisitions de troupes sont : -

Le premier président et le procureur général près la cour d'appel de Rabat ; les contrôleurs chefs de région ou chefs de circonscription autonome, les contrôleurs chefs de circonscription, lorsque le chef-lieu de cette circonscription ne sera pas en même temps siège de région ; les présidents des tribunaux de première instance et les procureurs commissaires du Gouvernement près lesdits tribunaux, les juges d'instruction.

Art. 3. — Les pouvoirs conférés par l'article précédent aux magistrats de l'ordre judiciaire civil, s'appliquent aux magistrats de la justice militaire, présidents des conseils de guerre, commissaires du Gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. Dans les cas urgents, les officiers de gendarmerie et les adjudants de gendarmerie commandant les forces publiques territoriales peuvent requérir directement l'assistance de la troupe qui est tenue de leur prêter main-forte.

Art. 4. — Les réquisitions ne peuvent être données et exécutées que dans la circonscription de celui qui les donne et de celui qui les exécute.

Art. 5. — Quand l'autorité militaire ne peut satisfaire à la fois aux réquisitions de plusieurs autorités civiles, elle obéit à celle qui émane de l'autorité hiérarchiquement la plus élevée. Si ces autorités sont de même rang, elle obéit à la réquisition qui lui paraît présenter le plus grand caractère d'urgence.

III. — *Autorités militaires susceptibles d'être requises*

Art. 6. — Ces autorités sont :

Les chefs de poste et les commandants des gardes, piquets et patrouilles dans les cas et les conditions prévus par le décret du 7 octobre 1909 sur le service de place ;

Les commandants d'armes, lorsque les troupes doivent agir sur place ou être employées dans un rayon maximum de 10 kilomètres ;

Les commandants de subdivision militaire et, pour les territoires non compris dans une subdivision militaire, l'officier général ou supérieur de qui relèvent les troupes stationnées dans la circonscription de l'autorité requérante :

Le commandant de la marine ;

Et dans les cas d'urgence tous autres commandants de la force publique.

IV. — *Préliminaires de la réquisition.*

Art. 7. — L'autorité civile est seule juge du moment où la force armée doit être requise.

Toutefois, elle a le devoir, sauf impossibilité absolue, dès que la tranquillité publique se trouve menacée, d'aviser de la situation, verbalement ou par écrit, par télégraphe ou téléphone, l'autorité militaire susceptible d'être requise, de la tenir au courant des phases diverses que présentent les événements et lui fournir tous les éléments d'appréciation utiles pour que le secours qui sera requis puisse arriver en temps opportun et dans les conditions jugées nécessaires par l'autorité requérante.

Art. 8. — L'autorité militaire à son tour prépare les mesures d'exécution qui sont la conséquence de ces communications en signalant, s'il y a lieu, à l'autorité requérante les difficultés d'ordre matériel qui paraîtraient s'opposer à la réalisation de ces mesures.

Art. 9. — Afin d'éviter tout retard et toute confusion, l'autorité civile ne fait connaître ses besoins qu'aux autorités militaires dénommées dans l'article 6.

Art. 10. — Lorsque les autorités civiles et militaires jugent à propos de se réunir pour se concerter et qu'elles ne sont pas d'accord sur le lieu de réunion, elles se rencontrent de droit au siège de la région ou de la circonscription autonome de contrôle civil.

V. — *Forme et envoi de la réquisition*

Art. 11. — Toute réquisition doit, sous peine d'être annulée, être faite par écrit, datée et signée et rédigée dans la forme ci-après.

EMPIRE CHERIFIEN

Protectorat français du Maroc

Au nom de la République et de S. M. le Sultan,
Nous ..... requérons, en vertu des pouvoir conférés au Commissaire-résident général par le décret du 6 juillet 1925, M..... commandant d..... de prêter le secours des troupes nécessaires pour ..... (indiquer d'une façon claire et précise l'objet de la réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle la surveillance doit être exercée).

Et pour la garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à....., le .....
(signature)

Art. 12. — Si la réquisition établie dans la forme ci-dessus n'est pas remise en mains propres au représentant de l'autorité requise, elle peut lui être adressée sous pli postal ou par télégramme officiel.

Sous quelque forme qu'elle soit reçue, elle est exécutoire dès sa réception, lorsqu'elle est adressée par voie télégraphique, elle doit être suivie d'une confirmation écrite par le plus prochain courrier.

Le chef militaire qui, avant d'avoir reçu cette confirmation, procède à l'exécution de la réquisition est couvert par la présente instruction qui lui tiendra lieu d'ordre par écrit.

Art. 13. — Indépendamment de la remise ou de l'envoi de la réquisition, l'autorité requérante peut adresser à l'autorité requise une communication écrite, télégraphique ou verbale lui faisant connaître ses appréciations personnelles sur les dispositions à prendre, notamment sur les points suivants :

Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes ;
Points à occuper ;
Mode d'accès de la troupe à ces points ;
Conduite générale à tenir par la troupe à son arrivée ;
Effectif et nature des troupes à employer.

.....

VI. — *Obligations respectives de l'autorité requérante et de l'autorité requise*

Art. 14. — L'autorité requise fait connaître d'urgence et par la voie la plus rapide, à l'autorité requérante, la date et l'heure auxquelles lui sera parvenu soit l'écrit, soit le télégramme qui aura porté la réquisition à sa connaissance.

Art. 15. — Si la réquisition n'est pas faite dans les condiitons indiquées aux articles 11 et 12 l'autorité militaire signale par les voies les plus rapides à l'autorité civile, l'irrégularité qu'elle contient et lui notifie l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'y obtempérer en l'état.

Art. 16. — Si la réquisition est régulière en la forme, l'autorité militaire en assure l'exécution, sans en discuter l'objet ni la teneur. Elle procède à cette exécution sans en référer à l'autorité qui lui est hiérarchiquement supérieure et immédiatement après réception de l'écrit ou du télégramme qui constate la réquisition.

Art. 17. — Tant que dure l'effet de la réquisition, l'autorité militaire est seule juge des moyens de son exécution. Il lui appartient notamment de fixer ultérieurement les effectifs et la nature des troupes à employer.

Art. 18. — Toutefois, l'autorité militaire, en vue de maintenir la continuité de son entente avec l'autorité civile, assure l'exécution de la réquisition dans les conditions suivantes:

Au cours de la période de préparation, elle tient le plus grand compte possible des avis qui ont pu lui être donnés par l'autorité civile dans la communication mentionnée à l'article 13.

Au cours de la période d'exécution, elle doit, à moins de cas de force majeure, consulter l'autorité civile et se concerter avec elle sur la convenance et l'opportunité des moyens d'action qu'elle se propose d'employer mais en aucun cas, la troupe ne doit être mise à la disposition de l'autorité civile.

Art. 19. — De son côté, l'autorité civile doit transmettre à l'autorité militaire toutes les informations de nature à l'intéresser et se tenir constamment prête à répondre aux demandes d'avis qui peuvent lui être adressées.

Art. 20. — Les représentants des autorités civile et militaire, sur l'initiative de l'un d'eux, ont toujours la faculté de se réunir en vue de délibérer sur les difficultés qui peuvent se présenter en cours d'exécution.

D'une façon générale, il leur est expressément recommandé de se pénétrer constamment de cette pensée qu'ils ont pour devoir supérieur de s'unir et de s'aider en vue d'assurer le maintien de l'ordre public, et ne s'inspirer que des intérêts généraux dont la charge leur est confiée.

Art. 21. — Dans tous les cas, soit que des circonstances imprévues viennent à modifier l'objet primitif de la réquisition, soit qu'un désaccord vienne à se produire sur son interprétation et sa portée, l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition définitive.

Art 22. — Les troupes requises font usage de leurs armes dans les cas suivants : 1° Si des violences ou voies de fait sont exercées contre elles ;

2° Si elles ne peuvent défendre autrement le terrain qu'elles occupent ou les postes dont elles sont chargées.

Dans tous les autres cas elles ne peuvent agir que sur la réquisition de l'autorité civile.

En cas d'attroupement sur la voie publique, s'il n'y a pas d'officier civil sur les lieux, le commandant de la troupe doit aviser immédiatement l'officier civil le plus voisin, et l'on procède ensuite conformément aux dispositions du dahir du 6 mars 1914 sur les attroupements.

Mais si la force armée en présence de l'attroupement se trouve dans l'un des deux premiers cas prévus par le présent article, elle fera usage de ses armes bien que les formes prescrites par le dahir du 6 mars 1914 n'aient pu être observées. Néanmoins, le commandant de la troupe, lorsque la soudaineté de l'attaque ne lui enlèvera pas les moyens, devra avertir les assaillants soit par un ou plusieurs roulements de tambour, soit par une ou plusieurs sonneries de « Garde à vous », soit par des avis répétés à haute voix que l'emploi des armes va être ordonné.

Avant d'agir, il laissera s'écouler autant de temps que le permettra la sécurité de sa troupe ou la conservation des postes confiés à son honneur militaire. Les sommations à effectuer dans les conditions prévues par le dahir du 6 mars 1914 ou par le présent article devront également être faites, autant que possible, en langue arabe ou berbère, lorsqu'elles s'adresseront à des attroupements formés, en tout ou partie, d'éléments indigènes.

VII. — *Fin de la réquisition*

Art. 23. — Le concours des troupes ne prend fin que lorsque l'autorité requérante a notifié à l'autorité requise, par télégramme officiel ou par écrit, la levée de sa réquisition.

Lorsque sa mission est ainsi terminée, le commandant des troupes accuse réception à l'autorité requérante de la levée de sa réquisition et informe ses chefs hiérarchiques.

VIII. — *Sanctions*

Art. 24. — Les responsabilités des autorités des divers ordres dans les réquisitions sont définies par les articles 114, 188, 189, 190, 191 et 234 du code pénal.

L'article 234 du code pénal s'applique aux autorités militaires qui ont été saisies directement d'une réquisition.

Quant à celles qui ont reçu d'une autorité militaire supérieure des ordres relatifs à l'exécution d'une réquisition et qui ne se sont pas conformées à ces ordres elles sont passibles de l'article 218 du Code de justice militaire.

IX. — *Réquisitions individuelles*

Art. 25. — En vertu de l'article 106 du code d'instruction criminelle, tout dépositaire de la force publique, et par conséquent tout militaire, est en état de réquisition légale et permanente, sans qu'il soit besoin d'une réquisition écrite de l'autorité civile, lorsque en cas de crimes ou de délits flagrants, il s'agit de s'assurer de la personne du prévenu.

En conséquence et conformément à l'article 73 du décret du 7 octobre 1909, tout militaire en uniforme doit prêter spontanément main-forte, même au péril de sa vie, à la gendarmerie, ainsi qu'aux autres agents de l'autorité, lorsque ceux-ci sont en uniforme ou revêtus de leurs insignes.

En outre, s'il n'y a pas d'officier de police présent sur les lieux, tout militaire doit se saisir du malfaiteur et le remettre à la gendarmerie ou à l'autorité de police la plus voisine.

30 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** érigeant en commission municipale mixte la commission municipale indigène de Sefrou et portant nomination des membres de cette commission pour l'année 1927 (B. O. M., 11 janvier 1927).

31 décembre 1926. — **Arrêté viziriel** relatif au classement des instituteurs des cadres des lycées et collèges (B. O. M., 11 janvier 1927).

4 janvier 1927. — **Dahir** portant institution d'une caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation (B. O. M., 8 février 1927).

5 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** portant approbation des modifications apportées aux status de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (B. O. M., 18 janvier 1927).

5 janvier 1927. — **Arrêté du Directeur général des finances** fixant les conditions, les formes et le programme de l'examen professionnel donnant accès au grade de commis ou dame employée de 7e classe du service de l'enregistrement et du timbre (B. O. M., 18 janvier 1927).

7 janvier 1927. — **Arrêté du Directeur général de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Antiquités,** fixant les conditions, les formes et le programme de l'examen prévu pour l'emploi de commis-dessinateur du service des beaux-arts et des monuments historiques (B. O. M., 1er février 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté résidentiel** complétant les arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 portant institution de chambres françaises consultatives d'agriculture et de chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie (B. O. M., 1er février 1927).

Vu les arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 portant institution, par voie d'élections, de chambres françaises consultatives d'agriculture et de chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie et, notamment, l'article 7 de ces arrêtés, modifié par l'arrêté résidentiel du 28 décembre 1925.

Article unique. — Par complément aux dispositions de l'article 7 de chacun des arrêtés résidentiels susvisés du 1er juin 1919, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 28 décembre 1925, l'extrait d'acte de naissance qui, aux termes du paragraphe 1er dudit article, doit être annexé à toute demande d'inscription, pourra être remplacé par une copie de cet extrait, certifiée conforme par le chef des services municipaux ou l'autorité de contrôle de la résidence de l'intéressé, ou par un bulletin de naissance, ou, à défaut d'une de ces pièces, soit par un extrait du livret militaire, soit par un extrait du livret de famille, certifié conforme par l'autorité compétente, à condition que le document remplaçant l'extrait d'acte de naissance porte la filiation de l'intéressé.

8 janvier 1927. — **Arrêté résidentiel** complétant l'arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 relatif à la représentation au conseil du Gouvernement des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives (B. O. M., 1er février 1927).

Vu l'arrêté résidentiel du 13 octobre 1926 relatif à la représentation, au conseil du Gouvernement, des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives et, notamment, ses articles 9 et 22.

Article premier. — Par complément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté résidentiel susvisé du 13 octobre 1926, l'extrait d'acte de naissance qui, aux termes du premier alinéa dudit article, doit être annexé à toute demande d'inscription, pourra être remplacé par une copie de cet extrait, certifiée conforme par le chef des services municipaux ou l'autorité de contrôle de la résidence de l'intéressé, ou par un bulletin de naissance, ou, à défaut d'une de ces pièces, soit par un extrait du livret

militaire, soit par un extrait du livret de famille, certifié conforme par l'autorité compétente, à condition que le document remplaçant l'extrait d'acte de naissance porte la filiation de l'intéressé.

Art. 2. — Par complément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté résidentiel susvisé du 13 octobre 1926, les bulletins de naissance qui, aux termes du quatrième alinéa dudit article, doivent être produits pour la justification du droit de suffrage supplémentaire du père de famille ou du représentant légal d'enfants mineurs, pourront être remplacés par une copie du livret de famille, certifiée conforme par le chef des services municipaux ou l'autorité de contrôle de la résidence de l'intéressé.

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** portant organisation du personnel de la bibliothèque générale et des archives du Protectorat (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** modifiant certaines taxes applicables aux opérations du service des chèques postaux (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêt viziriel** portant modfications des tarifs postaux (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** portant modification aux taxes de contrôle des postes radioélectriques (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** portant modification des conditions de fourniture des lignes et des installations, et de certaines redevances téléphoniques (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** portant modification de la taxe des télégrammes privés ordinaires dans le régime intérieur marocain (B. O. M., 11 janvier 1927).

8 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime intérieur (B. O. M., 11 janvier 1927).

10 janvier 1927. — Arrêté viziriel déterminant les conditions dans lesquelles sont allouées une indemnité de résidence et une indemnité pour charges de famille aux citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'Empire chérifien (B. O. M., 18 janvier 1927).

12 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** déterminant les conditions dans lesquelles une indemnité de résidence est allouée aux fonctionnaires et agents indigènes non citoyens français (B. O. M., 18 janvier 1927).

15 janvier 1927. — **Dahir** complétant le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse (B. O. M., 8 février 1927).

15 janvier 1927. — **Dahir** modifiant les pénalités prévues par le dahir du 11 janvier 1920 portant fixation du statut des ressortissants allemands dans la zone française du Maroc (B. O. M., 8 février 1927).

15 janvier 1927. — **Dahir** fixant la taxe applicable aux objets de correspondance relatifs au service public et expédiés sans affranchissement par des fonctionnaires à des personnes vis-à-vis desquelles ces fonctionnaires ne possèdent pas la franchise postale (B. O. M., 8 février 1927).

15 janvier 1927. — **Dahir** portant organisation du budget spécial de la région de la Chaouïa (B. O. M., 22 février 1927).

Article premier. — La région de la Chaouïa est dotée d'un budget régional pour l'emploi des prestations en argent recouvrées sur son territoire. Le produit de ces prestations est employé à l'aménagement de chemins de colonisation, de pistes, ponts, passerelles, points d'eau et au fonctionnement des bacs.

Art. 2. — Le budget est préparé par le chef de la région. Il est adressé au secrétaire général du Protectorat, qui le communique pour avis au directeur général des finances. Il est ensuite soumis, accompagné de cet avis, à la commission du budget et au conseil du Gouvernement dans les mêmes conditions que le budget général de l'Etat. Il est approuvé par arrêté viziriel. Les virements de crédit sont autorisés par le directeur général des finances.

Art. 3. — Les dispositions du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien sont applicables au budget régional de la Chaouïa, sous réserve des modifications qui seront déterminées par Notre Grand Vizir pour l'application du présent dahir.

Art. 4. — Le chef de la région de la Chaouïa ordonnance les dépenses.

Art. 5. — Les opérations de recettes et de dépenses sont effectuées par un percepteur désigné par le directeur général des finances. Ce comptable est chargé, seul et sous sa responsabilité, de faire toutes diligences en vue de la perception des produits appartenant au budget régional. Il acquitte dans la limite des crédits régulièrement ouverts les dépenses ordonnancées par l'ordonnateur. Son cautionnement de percepteur est affecté solidairement à la garantie de sa gestion en qualité de comptable du budget régional de la Chaouïa.

Sa gestion est soumise aux vérifications de l'inspection générale des finances et à celle des agents des finances du Protectorat.

Art. 6. — Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par le budget régional, toutes significations de cession ou de transport desdites sommes et toutes autres significations ayant pour objet d'en arrêter le paiement doivent être faites entre les mains du comptable du budget régional.

Sont considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations faites à toutes autres personnes.

Art. 7. — En clôture d'exercice l'ordonnateur produit un compte administratif et l'agent comptable un compte de gestion. Le compte de gestion accompagné du compte administratif est adressé au directeur général des finances qui le transmet à la commission chargée de le juger.

Vu pour promulgation et mise à exécution : — Rabat, le 11 février 1927. — Le Commissaire Résident général, T. STEEG.

15 janvier 1927. — **Arrêté viziriel** modifiant l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920 relatif à l'organisation du personnel français des eaux et forêts. (B. O. M., 18 janvier 1927.)

15 janvier 1927. — Arrêté viziriel allouant des indemnités aux médecins militaires du corps d'occupation du Maroc chargés d'un service d'assistance médicale. (B. O. M., 25 janvier 1927.)

15 janvier 1927. — Arrêté viziriel fixant les ristournes d'intérêts attribuées aux exploitants agricoles ayant contracté des prêts à long terme auprès de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc (B. O. M., 1er février 1927.)

15 janvier 1927. — Arrêté viziriel portant modifications à l'arrêté viziriel du 23 décembre 1925, relatif à l'attribution des bourses d'entretien dans les établissements d'enseignement secondaire. (B. O. M., 1er février 1927.)

15 janvier 1927. — Arrêté viziriel désignant les fonctionnaires dont les objets de correspondances relatifs au service sont soumis à la taxe édictée par le dahir du 15 janvier 1927. (B. O. M., 8 février 1927.)

18 janvier 1927. — Arrêté viziriel sur le travail des enfants dans les mines. (B. O. M., 1er mars 1927.)

19 janvier 1927. — Arrêté viziriel modifiant l'arrêté viziriel du 5 mai 1923 portant désignation des tribus de coutume berbère. (B. O. M., 15 février 1927.)

21 janvier 1927. — Arrêté viziriel concernant les travaux dangereux interdits aux enfants et aux femmes (B. O. M., 8 mars 1927).

Vu le dahir du 13 juillet 1926, portant réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux et, notamment, son article 29 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

Article premier. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

Art. 2. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes dans les locaux où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

Art. 3. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Il est également interdit de les employer à faire tourner des roues horizontales.

Art. 4. — Les enfants âgés de moins de seize ans ne pourront être employés à tourner des roues verticales que pendant une durée d'une demi-journée de travail divisée par un repos d'une demi-heure au moins.

Il est également interdit de les employer à actionner au moyen de pédales les métiers dits « à la main ».

Art. 5. — Les enfants âgés de moins de seize ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ou aux scies à ruban.

Art .6. — Les enfants âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés au travail des cisailles et autrs lames tranchantes mécaniques.

Art. 7. —Il est interdit de préposer ces enfants au service des robinets à vapeur.

Art. 8.— Il est interdit de les employer enqual ité de doubleurs, dansles ateliers où s'opèrent le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux ateliers dans lesquels le travail des doubleurs est garanti par des appareils protecteurs.

Art. 9. — Il est interdit d'employer des enfants âgés de moins de seize ans à des travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons.

Art. 10. — Il est interdit d'employer des femmes âgées de moins de seize ans au travail des machines à coudre mues par pédales.

Art. 11. — Il est interdit d'employer des enfants âgés de moins de seize ans ou des femmes à la confection, à la manutention et à la vente d'écrits, imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage, ou la distribution sont réprimés par les lois pénales comme contraire aux bonnes mœurs.

Il est également interdit d'employer à aucun genre de travail des enfants âgés de moins de seize ans et des filles ou des femmes âgées de moins de vingt et un ans dans les locaux où sont confectionnés, manutentionnés ou vendus des écrits imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, même s'ils ne tombent pas sous l'action des lois pénales, sont de nature à blesser leur moralité.

Art. 12. — Dans les établissements où s'effectuent les travaux dénommés au tableau A annexé au présent arrêté viziriel, l'accès des locaux affectés à ces opérations est interdit aux enfants âgés de moins de seize ans et aux femmes.

Art. 13. — Dans les établissements où s'effectuent les travaux dénommés au tableau B annexé au présent arrêté viziriel, l'accès des locaux affectés à ces opérations est interdit aux enfants âgés de moins de seize ans.

Art. 14. — Le travail des enfants âgés de moins de seize ans et des femmes n'est autorisé dans les locaux dénommés au tableau C annexé au présent arrêté viziriel que sous les conditions spécifiées audit tableau.

Art. 15. — Pour l'application du présent arrêté viziriel, les chefs d'établissements doivent être en mesure de présenter à toute réquisition des inspecteurs du travail pour chacun des enfants européens de moins de seize ans qu'ils emploient le livret prévu par l'article 39 du dahir susvisé du 13 juillet 1926 (2 moharrem 1345).

Fait à Rabat, le 16 *rejeb* 1345,
(21 *janvier* 1927)
MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 3 *mars* 1927,
Le Commissaire Résident général,
T. STEEG.

22 janvier 1927. — Dahir portant exonération du droit de timbre-quittance en faveur de tout règlement des comptables publics fait par voie de chèque ou de virement postal. (B. O. M., 8 février 1927.)

22 janvier 1927. — Arrêté viziriel modifiant le statut du personnel administratif de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. (B. O. M., 25 janvier 1927.)

22 janvier 1927. — Arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, fixant le programme pour l'emploi de commis-bibliothécaire indigène de la bibliothèque générale et des archives du Protectorat. (B. O. M., 1er février 1927.)

24 janvier 1927. — Arrêté résidentiel relatif au statut du corps du contrôle civil. (B. O. M., 1er mars 1927.)

Vu le décret du 31 juillet 1913, portant création d'un corps de contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920, réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc, modifié par les arrêtés résidentiels des 4 octobre 1920, 7 janvier 1921, 15 juin 1921, 27 décembre 1922, 26 avril 1923, 24 juillet 1923, 19 septembre 1923, 24 juin 1925, 19 janvier 1926, 25 janvier 1926, 13 avril 1926 et 26 juillet 1926 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 21 juillet 1920 portant rattachement du service des contrôles civils au secrétariat général du Protectorat.

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

Article unique. — L'article 9 de l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920, réglementant le statut du corps du contrôle civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 9 (nouveau). — Un des élèves sortis de la section d'Afrique du Nord de l'Ecole coloniale, et désigné par le directeur de cette école, pourra, sur l'avis du Commissaire résident général de la République française au Maroc, être dispensé du concours par le ministre des affaires étrangères, pour ses aptitudes particulières aux fonctions de contrôleur civil stagiaire ».

25 janvier 1927. — Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 12 avril 1926 sur la réglementation du personenl du service des contrôles civils (B. O. M., 1er février 1927.)

Vu l'arrêté résidentiel organique du 15 décembre 1920 portant réglementation du personnel du service des contrôles civils, modifié et complété par les arrêtés résidentiels des 12 mars 1921, 9 mars 1922. 21 avril 1922. 21 juin 1922, 23 décembre 1922, 12 décembre 1924 et 4 janvier 1926 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 avril 1926 modifiant le titre premier de l'arrêté organique du 15 décembre 1920 ;

Vu l'arrêté résidentiel en date du 21 juillet 1920, plaçant le service des contrôles civils sous l'autorité du secrétariat général du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances.

Article unique. — L'arrêté résidentiel du 12 avril 1926 est complété par l'adjonction des dispositions suivantes :

« Article 46. — A titre exceptionnel les agents comptables principaux et agents comptables de contrôle, les secrétaires principaux et secrétaires de contrôle en fonctions à la date du présent arrêté pourront recevoir une bonification d'ancienneté fixée par décision du secrétaire général du Protectorat sur l'avis conforme de la commission d'avancement. »

« Article 47. — Les secrétaires de contrôle nommés dans le courant de l'année 1925 et ayant bénéficié de bonifications d'ancienneté à la suite de rappels militaires, demeureront dans la situation où ils ont été placés à la suite de ces rappels. »

27 janvier 1927. — Arrêté viziriel portant modification de tarifs postaux (B. O. M., 8 février 1927.)

28 janvier 1927. — Arrêté viziriel portant réglementation de la vente des médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public. (B. O. M., 22 février 1927.)

29 janvier 1927. — Dahir relatif à l'obtention du crédit hypothécaire par les attributaires de lots de colonisation, sans subrogation à l'hypothèque de l'Etat (1) (B. O. M., 22 février 1927.)

Artice unique. — Les dispositions de l'article 3 de Notre dahir du 22 mai 1922 ayant pour but de faciliter aux attributaires de lots de colonisation l'obtention du crédit hypothécaire pour continuer la valorisation de leurs lots, sont complétées par les dispositions suivantes :

« Toutefois, lorsque l'attributaire d'un lot de colonisation aura entièrement exécuté les obligations de valorisation imposées par le cahier des charges, il pourra, avec l'autorisation de l'administration, contracter un emprunt hypothécaire destiné à l'achat de matériel ou de cheptel, sans subrogation à l'hypothèque de l'Etat ».

Vu pour la promulgation et mise à exécution — le 11 février 1927.

29 janvier 1927. — Dahir modifiant le dahir du 23 mai 1922 relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits. (B. O. M., 22 février 1927.)

Vu le dahir du 29 janvier 1927 relatif à l'obtention de crédit hypothécaire par les attributaires de lots de colonisation, sans subrogation à l'hypothèque de l'Etat.

Article premier. — Les dispositions de l'article premier de Notre dahir du 23 mai 1922, relatif à l'aliénation de lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Lorsque l'attributaire d'un lot de colonisation ne remplira pas ses engagements envers les créanciers hypothécaires inscrits, ceux-ci devront... »

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Les dispositions des paragraphes 5° et suivants de l'article 6 du dahir précité du 23 mai 1922 (25 ramadan 1340), sont modifiées ainsi qu'il suit :

« 5° Créances inscrites pour lesquelles l'Etat n'a pas cédé son antériorité d'hypothèque ;

---

(1) Exposé des motifs. — Les dispositions prévues par le dahir du 22 mai 1922 permettent aux attributaires de lots de colonisation qui ont déjà utilisé, pour la mise en valeur de leur lot, la totalité des ressources dont ils ont déclaré pouvoir disposer lors de l'attribution, de contracter, par voie de subrogation à l'hypothèque de l'Etat, des prêts hypothécaires dont le montant sera « uniquement affecté à apporter au lot des améliorations qui seront reconnues utiles et permanentes par l'administration, notamment celles dont l'exécution est imposée par le cahier des charges ».

Il résulte de ces dispositions que lorsqu'un attributaire a effectué lesdites améliorations (défrichement, constructions et plantations, etc), il ne lui est plus possible d'obtenir sur son lot valorisé un emprunt hypothécaire par voie de subrogation à l'hypothèque de l'Etat.

Mais il ne peut non plus contracter un nouvel emprunt hypothécaire sans subrogation à l'hypothèque de l'Etat, car l'article 3 du dahir précité prévoit que « aucune inscription hypothécaire ne pourra être valablement prise sur un lot de colonisation, autrement que par voie de subrogation à l'hypothèque de l'Etat ».

Le texte ci-après a pour objet, tout en maintenant le contrôle de l'Etat, d'autoriser des emprunts hypothécaires sans subrogation à l'hypothèque de l'Etat, lorsqu'il s'agit d'une propriété déjà mise en valeur et pour laquelle les sommes restant dues à l'Etat sont généralement minimes par rapport à la plus-value acquise par le lot.

« 6° Termes versés par l'attributaire diminués des intérêts de 6 % représentant la location du sol ;

« 7° Impenses utiles faites sur la propriété par l'attributaire et évaluées par une expertise administrative ».

(Le reste sans changement).

Vu pour promulgation et mise à exécution : — le 11 février 1927.

29 **janvier 1927.** — **Arrêté viziriel** modifiant l'arrêté viziriel du 23 juin 1926 formant statut du personnel de la direction de la santé et de l'hygiène publiques. (B. O. M., 1er février 1927.)

29 **janvier 1927.** — **Arrêté viziriel** relatif à l'attribution de l'indemnité provisoire de 12 % au personnel de l'Office du Maroc à Paris. (B. O. M., 1er février 1927.)

29 **janvier 1927.** — **Arrêté viziriel** portant organisation du personnel technique de l'inspection du travail. (B. O. M., 1er février 1927.)

31 **janvier 1927.** — **Arrêté viziriel** portant modification au statut du cadre des contrôleurs de comptabilité. (B. O. M., 8 février 1927.)

5 **février 1927.** — **Arrêté viziriel** fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisées pour les besoins du service les voitures automobiles acquise par les fonctionnaires soit de leurs seuls deniers, soit avec la participation de l''Etat (B. O. M., 8 février 1927).

5 **février 1927.** — **Arrêté viziriel** rendant exécutoire, en ce qui concerne la zone française de l'Empire chérifien, les dispositions de la convention internationale et du protocole relatifs à la simplification des formalités douanières, signés à Genève, le 3 novembre 1923 (B. O. M., 22 février 1927).

5 **février 1927.** — **Arrêté viziriel** fixant les indemnités des inspecteurs du travail (B. O. M., 8 février 1927).

7 **février 1927.** — **Dahir** portant modification aux articles 16 et 22 du dahir du 22 novembre 1924 sur le recouvrement des créances de l'Etat (B. O. M., 1er mars 1927).

7 **février 1927.** — **Dahir** relatif à la fixation du prix des farines de blé tendre destinées à la panification (B. O. M., 8 février 1927).

9 **février 1927.** — **Arrêté viziriel** modifiant l'article 8, 4me paragraphe, de l'arrêté viziriel du 27 juillet 1920, portant organisation du personnel du Service des Douanes (B. O. M., 15 février 1927).

11 **février 1927.** — **Arrêté résidentiel** portant modifications aux arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 et du 20 janvier 1925, relatifs aux chambres françaises consultatives (B. O. M., 15 février 1927).

Vu les arrêtés résidentiels du 1er juin 1919 portant institution, par voie d'élections, de chambres françaises consultatives d'agriculture, de chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie et de chambres françaises consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, et, notamment, leurs articles 12, 22 et 29

Vu l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925 portant modification à l'arrêté résidentiel susvisé du 1er juin 1919 relatif aux chambres françaises consultatives d'agriculture, et, notamment, son article 14;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925 portant modifications à l'arrêté résidentiel susvisé du 1er juin 1919 relatif aux chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie, et notamment, son article 15;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925 portant modifications à l'arrêté résidentiel susvisé du 1er juin 1919, relatif aux chambres françaises consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, et notamment, son article 14,

Article premier. — Les premiers et quatrièmes alinéas de l'article 12 de chacun des arrêtés résidentiels susvisés du 1er juin 1919, tels qu'ils ont été modifiés par les arrêtés résidentiels du 20 juin 1925, sont modifiés comme suit :

« Article 12. — Le 20 mars, la liste définitive est déposée dans les « locaux administratifs indiqués à l'article précédent et en outre, au cabi- « net civil (bureau des élections).

« .....

« Aussitôt après l'établissement de ces listes, le cabinet civil (bureau « des élections) assure la confection des cartes d'électeurs qui sont re- « tirés au siège du centre administratif dont il dépend par chaque ins- « crit personnellement. »

Art. 2. — Les troisième et quatrième alinéa de l'article 22 de chacun des arrêtés résidentiels susvisés du 1er juin 1919 sont modifiés comme suit :

« Les opérations de la commission sont constatées par un procès-verbal « établi en triple exemplaire et signé du président et des deux membres « de la commission.Un exemplaire en est conservé dans les archives de la « région ou circonscription autonome; l'autre est transmis avec toutes « les pièces annexées au cabinet civil (bureau des élections).

« Dans un délai de huit jours francs après son établissement le procès- « verbal peut être consulté aux bureaux de la région ou circonscription « autonome ou au cabinet civil (bureau des élections), par tout électeur « intéressé, en vue, le cas échéant, de l'exercice du recours prévu au cha- « pitre V ci-dessous ».

Art. 3. — Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 29 de l'arrêté résidentiel susvisé du 1er juin 1919 relatif aux chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925, sont modifiés comme suit :

« Sont déclarés démissionnaires par arrêté résidentiel :

« 1° Au moment de la révision annuelle de la liste électorale et après avis de la commission administrative chargée de cette révision, les membres des chambres consultatives de commerce et d'industrie qui, depuis leur élection, ne figurent plus sur la liste des patentés ;

« 2° Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis de la chambre intéressée, les membres desdites chambres qui, sans motif légitime, s'abstiennent durant six mois de répondre aux convocations à eux adressées en vue des réunions de la chambre dont ils font partie. »

Art. 4. — Le premier alinéa de l'article 14 de l'arrêté résidentiel susvisé du 20 janvier 1925 relatif aux chambres françaises consultatives d'agriculture, est modifié comme suit :

« Art. 14. — Afin d'assurer dans des proportions équitables la représentation de l'ensemble d'une circonscription, il peut être créé par arrêté résidentiel, dans cette circonscription, des sections électorales entre lesquelles est réparti le nombre de membres à élire.

« ..... »

Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 15 de l'arrêté résidentiel susvisé du 20 janvier 1925 relatif aux chambres françaises consultatives de commerce et d'industrie, est modifié comme suit :

« Article 15. — Afin d'assurer dans des proportions équitables la représentation de l'ensemble d'une circonscription, il peut être créé par arrêté résidentiel, dans cette circonscription, des sections électorales entre lesquelles est réparti le nombre de membres à élire.

« .. .. »

Art. 6. — Le premier alinéa de l'article 14 de l'arrêté résidentiel susvisé du 20 janvier 1925 relatif aux chambres françaises consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, est modifié comme suit :

« Article 14. — Afin d'assurer dans des proportions équitables la représentation de l'ensemble d'une circonscription, il peut être créé par arrêté résidentiel, dans cette circonscription, des sections électorales entre lesquelles est réparti le nombre de membres à élire par section agricole et par section commerciale.

« .. .. »

11 **février 1927. — Arrêté viziriel fixant pour l'année 1927 les modalités** d'attribution d'une prime à la jachère cultivée (B. O. M., 29 mars 1927).

14 **février 1927. — Arrêté viziriel** modifiant les taxes applicables aux colis postaux du régime extérieur (B. O. M., 1er mars 1927).

15 **février 1927. — Arrêté du contrôleur civil, chef du service du contrôle des municipalités,** donnant aux chefs de région et de circonscription autonome délégation pour viser les états de produits établis par les chefs des services municipaux et pour coter et parapher les registres de bulletins de versement des régisseurs de recettes des municipalités. (B. O. M., 22 février 1927).

16 **février 1927. — Arrêté du secrétaire général du protectorat** donnant au chef du service de contrôle des municipalités délégation particulière des pouvoirs et attributions du secrétaire général du Protectorat au regard de l'application de certains règlements (B. O. M., 1er mars 1927).

16 **février 1927. — Arrêté viziriel** modifiant les dispositions de l'arrêté viziriel du 3 décembre 1923 déterminant les conditions de fabrication et d'exactitude des poids et mesures (B. O. M., 15 mars 1927).

19 **février 1927. — Arrêté viziriel** confirmant l'article 22 de l'arrêté viziriel du 1er mars 1924 allouant aux agents du service de la sécurité générale des primes ou récompenses spéciales (B. O. M., 1er mars 1927).

21 **février 1927. — Arrêté résidentiel** instituant une commission chargée de surveiller et de contrôler l'emploi des affectés spéciaux appartenant aux diverses administrations du Protectorat (B. O. M., 1er mars 1927).

21 **février 1927. — Arrêté viziriel** modifiant l'article 2 de l'arrêté viziriel du 20 juin 1925, qui attribue une tenue à certaines catégories de personnels de la direction générale des travaux publics appartenant au cadre des services maritimes spéciaux (B. O. M., 1er mars 1927).

18 février 1927. — Dahir portant modifications au dahir du 30 janvier 1919 instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des chambres françaises consultatives (B. O. M., 8 mars 1927).

Article premier. — Les articles 2, 3 et 4 de notre dahir du 30 juin 1919 instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des chambres françaises consultatives, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — Ce recours est ouvert soit au secrétaire général du Protectorat (ou à son délégué), soit aux parties intéressées. »

« Art. 3. — Il doit, à peine de nullité, être adressé au secrétariat général du protectorat dans un délai de huit jours francs, soit à compter du dépôt de la liste électorale définitive, soit de l'établissement du procès-verbal constatant les résultats du scrutin. Le secrétaire général du protectorat en accuse aussitôt réception.

« Au cas de recours introduit par le secrétaire général du Protectorat ou son délégué, celui-ci en donne immédiatement connaissance par lettre recommandée ou par la voie administrative aux parties en cause ; les parties ont alors un délai de dix jours francs pour déposer, contre récépissé, au secrétariat général du Protectorat toutes les pièces utiles à la défense de leurs intérêts. »

« Art. 4. — A l'expiration des délais fixés, et au plus tard le vingt et unième jour après le dépôt des listes électorales définitives ou l'établissement du procès-verbal constatant les résultats du scrutin, le secrétaire général du Protectorat, ou son délégué, transmet au premier président de la cour d'appel le dossier (recours, notifications, défenses et, s'il y a lieu, liste d'émargement, procès-verbaux des opérations de recensement ou de vote, procès-verbal de la décision attaquée, etc.) et en avise en même temps les parties intéressées. »

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 5 de notre dahir précité du 30 juin 1919 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 5. — Le premier président fait connaître le plus tôt possible à la fois au secrétaire général du protectorat (ou à son délégué) et aux parties intéressées, la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée. »

Fait à Rabat, le 18 février 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 février 1927,

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

21 février 1927. — Dahir portant création et organisation d'un musée des antiquités et des arts musulmans du Maroc (B. O. M., 12 avril 1927).

Article premier. — Il est créé à Rabat un musée des antiquités et des arts musulmans du Maroc, rattaché administrativement à la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités.

Art. 2. — Le musée comporte les sections suivantes :

Préhistoire ;
Epigraphie et sculpture phénicienne et punique ;
Epigraphie et sculpture grecque et romaine ;
Numismatique pour les monnaies antiques ;
Epigraphie musulmane ;
Sculpture et art musulmans ;
Numismatique pour les monnaies musulmanes.

Art. 3. — La section de sculpture et arts musulmans pourra, par décision spéciale du directeur général de l'instruction publique, être confiée, pour l'organisation, la surveillance et la gestion, au service des arts indigènes, qui y affectera les modèles anciens de reliures, poteries, tapis, broderies, bois sculptés, objets mobiliers, etc.

Art. 4. — Le musée des antiquités et des arts musulmans du Maroc pourra avoir des annexes dans diverses villes de notre Empire.

Art. 5. — Le fonds du musée comprend :

1° Les objets d'art musulman ou d'antiquité mobiliers énumérés à l'article 23 de notre dahir du 13 février 1914 relatif à la conservation des objets d'art et d'antiquité de l'Empire chérifien, qui se trouvent actuellement être propriété de l'Etat, et qui seront expressément affectés aux collections du musée, par arrêté du directeur général de l'instruction publique ;

2° Les objets d'art musulman ou d'antiquité mobiliers, tels que mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, chapiteaux, inscriptions, bois sculptés, armes, bijoux, et tous autres du même genre qui seront trouvés au Maroc au cours d'explorations ou de fouilles effectuées soit par le service des antiquités, soit par d'autres services chérifiens ;

3° Les objets découverts au cours de fouilles ou de travaux de toute nature, propriété de l'Etat en vertu de l'article 33 de notre dahir précité du 13 février 1914, et ceux saisis ou revendiqués par l'Etat, dans les conditions prévues aux articles 34 et 36 du même dahir ;

4° Les dons et legs en nature faits à l'Etat pour le compte du musée, d'objets énumérés aux §§ 1° et 2° ci-dessus ;

5° Les acquisitions faites sur les ressources mises à la disposition du musée.

Art. 6. — L'admission des objets d'art musulman ou d'antiquité mobiliers est prononcée par le directeur général de l'instruction publique, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-après.

Art. 7. — La conservation des objets est assurée par le conservateur du musée, et, dans les annexes qui pourront être créées dans d'autres villes que Rabat, par des conservateurs adjoints.

Le conservateur seul a qualité pour faire procéder à tous aménagements, remaniements ou restaurations nécessaires à l'entretien des objets et à leur expédition.

Art. 8. — La sortie des objets déposés dans le musée ou ses annexes peut être autorisée à l'occasion d'expositions organisées sur le territoire du protectorat, en France ou à l'étranger.

Si la sortie doit faire l'objet d'autorisation d'exportation temporaire, comme il est prévu à l'article 27 de notre dahir précité du 13 février 1914, l'autorisation nécessaire est accordée par le directeur général de l'instruction publique.

Art. 9. — Le musée des antiquités et des arts musulmans du Maroc est administré par un conservateur.

Toute annexe créée dans une ville autre que Rabat sera administrée par un conservateur adjoint.

Le conservateur est nommé par le Commissaire résident général, sur la proposition du directeur général de l'instruction publique. Il peut être choisi parmi les fonctionnaires du protectorat ou les directeurs d'établissements d'enseignement secondaire ; il ne reçoit, en ce cas, qu'une indemnité de gestion.

Les conservateurs adjoints, chargés des annexes du musée dans les villes autres que Rabat, sont nommés par le directeur général de l'instruction publique après avis du conservateur du musée ; ils ne reçoivent qu'une indemnité .

Art. 10. — Le conservateur est assisté d'un conseil de direction qui se réunit sous la présidence du directeur général de l'instruction publique et qui comprend, outre le conservateur, le conseiller historique du gouvernement chérifien, le chef du service des antiquités, le chef du service des beaux-arts et des monuments historiques, le chef du service des arts indigènes, le directeur de l'Institut des hautes études marocaines et les conservateurs adjoints.

Le conseil de direction peut s'adjoindre, à titre consultatif, des spécialistes pour les diverses sections énumérées à l'article 2 ci-dessus, qui portent le nom de « correspondants », et sont nommés en cette qualité par arrêté du directeur général de l'instruction publique.

Art. 11. — Le conseil de direction se réunit deux fois par an, en mai et en novembre, et, s'il en est besoin, en séance extraordinaire.

Il décide sur toutes questions intéressant la conservation des objets d'art musulman ou d'antiquité mobiliers exposés, et donne son avis sur l'admission de nouveaux objets, provenant soit de dons et legs, soit d'acquisitions à faire par le musée.

Il règle toutes les questions d'administration intérieure et de police du musée, détermine l'emploi des sommes prévues au budget pour l'administration et l'entretien, et arrête les conditions dans lesquelles le musée peut participer aux expositions.

Fait à Rabat, le 21 février 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1er avril 1927,
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

1er mars 1927. — **Dahir** modifiant et complétant le dahir du 16 avril 1914 sur les alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie (B. O. M., 29 mars 1927).

Article unique. — Le titre cinquième de notre dahir du 16 avril 1914 sur les alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, tel qu'il a été modifié par le dahir du 23 octobre 1920 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

TITRE CINQUIEME

Sanctions

« Art. 19. — Les infractions aux dispositions qui précèdent ou à celles de tous règlements pris en force de ces dispositions sont constatées par des agents à ce spécialement habilités et réprimées dans les conditions ci-après.

« Art. 20. — Lorsque, au cours de la construction d'un immeuble, il est constaté une infraction aux règlements en vigueur en matière d'aménagement ou de voirie, ou un défaut de conformité entre les travaux effectués et le plan antérieurement approuvé, notification administrative de ce constat est faite dans les vingt-quatre heures au contrevenant par les soins du chef des services municipaux ou du représentant de l'autorité locale de contrôle.

« Au constat est jointe une injonction d'avoir, dans les cinq jours, à justifier du commencement des travaux nécessaires pour mettre la construction en conformité avec le plan, à peine de poursuite en justice.

« Si le contrevenant n'obtempère pas, sommation lui est faite de cesser sur-le-champ tous travaux à peine d'une astreinte de 1.000 francs par jour de retard, à compter du jour de la sommation, au profit de la ville ou de l'Etat.

« Art. 21. — Dans le cas où la sommation est suivie de la suspension immédiate des travaux, la reprise des travaux suspendus est subordonnée

à l'autorisation écrite du chef des services municipaux ou du représentant de l'autorité locale de contrôle.

« L'autorisation n'est délivrée, s'il y a lieu, qu'après l'approbation de nouveaux plans ou dessins ; il peut être exigé en outre du constructeur l'engagement écrit de se conformer à ces plans ou dessins, et de modifier ou démolir tout ou partie des travaux effectués.

« Art. 22. — Dans le cas où la sommation n'est pas suivie de la suspension immédiate des travaux, procès-verbal en est dressé sans délai et transmis à l'autorité judiciaire.

« Il est annexé à tout procès-verbal : 1° un duplicata du plan auquel il a été dérogé ; 2° une ampliation de l'autorisation de voirie et de construction à laquelle il a été contrevenu ; 3° un rapport technique du service compétent, précisant la nature des infractions relevées et indiquant les mesures que l'administration juge indispensable pour que soit assurée la conformité des travaux avec le plan ou l'autorisation ou le règlement de voirie.

« Art. 23. — Les infractions qui ne sont constatées qu'au moment de la délivrance du permis d'habiter ou postérieurement, font directement l'objet d'un procès-verbal qui est transmis à l'autorité judiciaire avec les pièces annexes énumérées à l'article précédent.

« Art. 24. — Lorsque l'infraction relevée a été commise à l'encontre d'un règlement relatif à la conservation des médinas, à la construction des bâtiments publics ou à l'usage du public, ou encore à l'ordonnance architecturale de certaines voies ou places publiques, l'avis du chef du service des beaux-arts et des monuments historiques est obligatoirement pris avant d'autoriser la reprise de tous travaux suspendus, comme avant la transmission à justice de tous procès-verbaux. Dans ce dernier cas, l'avis dont il s'agit est toujours joint au rapport technique.

« Art. 25. — Les infractions aux dispositions du présent dahir ou à celles de tous les règlements pris en force de ces dispositions sont punies d'une amende de 16 à 1.000 francs.

« L'astreinte prévue à l'article 20 sera prononcée non seulement lorsqu'il aura été passé outre à la sommation, mais encore : 1° lorsque les travaux auront été repris sans autorisation ; 2° lorsque les engagements souscrits en vue d'obtenir l'autorisation de reprendre les travaux ne seront pas tenus ; dans ces deux derniers cas, l'astreinte sera également comptée à partir du jour de la sommation.

« Le tribunal ordonnera en outre dans tous les cas, aux frais du contrevenant, la démolition des constructions ou l'exécution des travaux nécessaires.

« Art. 26. — Sans préjudice du droit pour les villes érigées en municipalités de se constituer partie civile, le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités a le droit, à l'occasion de toute poursuite, de se porter partie civile au nom de l'Etat, sous réserve de l'approbation du secrétaire général du protectorat.

« Art. 27. — Les juridictions françaises de notre Empire sont seules compétentes pour connaître des infractions ci-dessus visées, dont la poursuite et la répression seront assurées par les tribunaux de première instance, qui statueront dans tous les cas en premier ressort. »

Fait à Rabat, le 1er mars 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 mars 1927,

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

REVUE ALGÉRIENNE

Tunisienne et Marocaine

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIEME PARTIE

LOIS, DECRETS, ARRETES, ETC.

(Maroc)

A

ACTES D'ADOUL. — *Notaires israélites.* — *Enregistrement.* — Dahir, 7 juin 1926..... 30
ACTES DE L'ETAT CIVIL. — *Rectifications administratives.* — *Loi du 18 avril 1918.* — *Application.* — Dahir, 4 décembre 1926.... 132
ACTES ET PROCEDURE DES JURIDICTIONS FRANÇAISES. — *Perception de droits.* — Dahir, 31 août 1926 76
ACTES NOTARIES. — *Perception de droits.* — Dahir, 31 août 1926.. 76
ADMINISTRATIONS CENTRALES. — *Heures supplémentaires effectuées par le personnel.* — A. G. V., 18 décembre 1926..... 149
ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE. — *Personnel technique.* — *Indemnité.* — A. G. V., 10 juillet 1926..... 34
ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — *Inspecteurs du service.* — *Indemnité professionnelle.* — *Allocation.* — A. G., 3 août 1926..... 55
ADMINISTRATION DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — *Indemnités de nuit.* — A. G. V., 10 juillet 1926..... 34
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU MAROC. — *Allocation spéciale aux citoyens français ou européens.* — A. G. V., 22 mai 1926..... 22
ADMISSION TEMPORAIRE. — *Sucre et cacao destinés à la fabrication des chocolats.* — A. G. V., 5 octobre 1926..... 98
AFFICHES. — *Publicité par affiches et panneaux réclames.* — *Réglementation.* — Dahir, 25 décembre 1926..... 153
A. D. G., Finances, 25 décembre 1926 154
AGENTS AUXILIAIRES DU PROTECTORAT. — V. Traitements et indemnités.
AGENTS DES IMPOTS ET CONTRIBUTIONS. — *Indemnités et remboursements divers.* — *Fixation.* — A. V., 24 juillet 1926..... 53
AGRICULTURE. — *Chambres consultatives* (*Complément aux arrêtés d'institution des*). — A. R. G., 8 janvier 1927..... 171
— *Tracteurs agricoles à explosion ou à vapeur.* — *Dispositifs destinés à éviter les incendies.* — A. D. G., Commerce, 6 septembre 1926.. 89
V. Associations syndicales agricoles.
— *Prêts à long terme consentis aux exploitants agricoles par la Caisse de prêts immobiliers du Maroc.* — *Ristournes d'intérêts.* — A. G. V., 13 août 1926 61
ALCOOL ET BOISSONS ALCOOLIQUES. — *Interdiction de vendre ou de livrer à certains militaires.* — A. G., 25 mai 1926 26
ALLUMETTES. — *Taxe intérieure de consommation.* — Dahir, 13 août 1926 61
ANIMAUX. — *Animaux de l'espèce bovine.* — *Exportation.* — Dahir, 30 décembre 1926 166
— *Espèces bovine et ovine.* — *Exportation.* — Dahir., 1er août 1926 54

APPAREILS RAPIDES OU DE MESURES. — *Agents chargés de desservir.* — *Primes et indemnités.* — A. G. V., 10 juillet 1926..... 34
ARCHIVES. — *Organisation du personnel de la bibliothèque* et des *archives.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
— *Programme d'examen de commis bibliothécaire indigène.* — A. D. G., Instruction publique, 22 janvier 1927 175
ARMEE. — *Participation de l'armée au maintien de l'ordre public.* — I. R. G., 30 décembre 1926 166
— *Participation au maintien de l'ordre public.* — V. Ordre public.
ASSESSEURS MUSULMANS. — *Indemnité annuelle.* — Dahir, 30 avril 1926 15
ASSOCIATIONS SYNDICALES AGRICOLES. — *Comptabilité des trésoriers.* — *Réglementation.* — A. G. V., 8 septembre 1926..... 89
ATELIERS PUBLICS DE DISTILLATION. — V. Distillation.
ATTEINTES AU CREDIT DE L'ETAT CHERIFIEN. — *Répression.* — Dahir, 13 juillet 1926 35
AUDIENCE FORAINE. — *Création à Souk el Arba du Rarb.* — O. P. P., 16 juin 1926..... 31
AUTOMOBILES. — V. Réquisitions militaires.
— *Utilisation pour les besoins du service.* — A. G. V., 5 février 1927. 178

B

BEAUX-ARTS. — *Création et organisation d'un musée des antiquités et des arts musulmans au Maroc.* — Dahir, 21 février 1927..... 181
— *Programme d'examen des commis-dessinateurs.* — A. D. G., Instruction publique, 7 janvier 1927 171
BENI OUAIRAIN (CERCLE DES). — *Réorganisation.* — A. R. G., 27 septembre 1926 91
BERBERES. — V. Tribus de coutume berbère.
BIBLIOTHEQUE GENERALE DU PROTECTORAT. — *Erection en établissement public.* — Dahir., 1er novembre 1926..... 115
BOUJAD. — *Bureau d'état civil.* — A. G. V., 2 avril 1926..... 7
BOUGIES. — *Fabrique.* — *Organisation intérieure et surveillance.* — A. G. V., 26 novembre 1926 131
BUDGET GENERAL. — *Fixation.* — Dahir, 16 octobre 1926..... 114

C

CAISSE DE PREVOYANCE. — *Fonctionnaires civils du protectorat.* — Dahir, 19 avril 1926 12
CARTES A JOUER. — *Taxe intérieure de consommation.* — *Modification.* — Dahir, 29 décembre 1926 165
CASABLANCA. — *Ecole industrielle et commerciale.* — *Instituteurs des lycées et collèges.* — *Dénominations.* — A. G .V., 18 octobre 1926 121
— *Pilotage.* — *Taxes.* — Dahir, 5 mars 1926..... 1
— *Port. Service du pilotage. Réglementation.* — A. G. V., 8 juin 1926 30
— *Section indigène d'agriculture. Nombre des membres.* — A. G. V., 18 octobre 1926 114
CASABLANCA (PORT DE). — *Service du pilotage. Organisation et réglementation.* — A. G. V., 23 septembre 1926 90
— A. G. V., 3 novembre 1926 121
— *Service de pilotage. Taxes à percevoir.* — Dahir, 16 novembre 1926 128
CASABLANCA (VILLE DE). — *Statut municipal. Modifications.* — A. R. G., 22 décembre 1926 152

CHAMBRES FRANCAISES CONSULTATIVES. — V. Agriculture.
— *Modifications aux arrêtés du 1er juin 1919 et 20 janvier 1925.* — A. R. G., 11 février 1927 178
— *Institution d'une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections.* — Dahir, 18 février 1927 181
CENTRE DE KASBAH TADLA. — *Immatriculation des immeubles.* — *Régime foncier.* — Dahir, 2 mars 1926 6
CERCLE D'OUEZZAN. — A. R. G., 15 décembre 1925 1
CERCLE DU HAUT-OUERRA. — *Réorganisation.* — A. R. G., 23 juillet 1926 52
CERCLE DU MOYEN-OUERRA. — *Réorganisation.* — A. R. G., 23 juillet 1926 52
CEREALES. — *Exportation.* — Dahir, 21 juillet 1926 51
CESSIONS DES APPOINTEMENTS, TRAITEMENTS ET SALAIRES. — V. Traitements et salaires.
CHAMBRES FRANCAISES CONSULTATIVES. — *Electorat. Modifications.* — A. R. G., 14 décembre 1926 136
CHAOUCHS DES JURIDICTIONS FRANCAISES. — *Salaires.* — A. G. V., 24 avril 1926 14
CHAOUCHS ET MAKHOZENIS DES BUREAUX DE RENSEIGNEMENTS. — *Soldes annuelles.* — D. G. A. I, 30 avril 1926 15
— *Chaouchs des services administratifs centraux.* — A. G. V., 14 avril 1926 8
CHAOUIA. — *Organisation du budget.* — Dahir, 15 janvier 1927 173
CHASSE. — *Complément au dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse.* — Dahir, 15 janvier 1927 172
CHEMINS DE FER A VOIE DE 0 M. 60. — *Modifications de tarif. Création d'une section.* — Délib. du Cons. du réseau, 5 juin 1926 30
CHEMINS DE FER. — *Commission de réseau. Création.* — D., 8 novembre 1926 122
CHEQUES POSTAUX. — *Modifications de taxes.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
— *Taxes.* — A. G. V., 15 mai 1926 22
CHIFFONS DE LAINE ET DE COTON. — *Administration temporaire.* — A. G. V., 4 juin 1926 26
CIRCULATION ET ROULAGE. — *Police. Modifications.* — A. G. V., 29 novembre 1926 131
COLIS POSTAUX. — *Taxe.* — A. G. V., 31 mars 1926 7
— *Régime extérieur. Taxes applicables.* — A. G. V., 11 novembre 1926. 125
— A. G. V., 13 décembre 1926 136
— *Taxes applicables. Modification.* — A. G. V., 31 juillet 1926 52
— *Taxes. Modifications.* — A. G. V., 12 mai 1926 16
COLLECTIVITES INDIGENES. — *Tutelle administrative: Biens. Gestion.* — Dahir, 16 mars 1926 6
COMMERCE ET INDUSTRIE. — V. Chambres consultatives d'agriculture.
COMMIS DES SERVICES FINANCIERS. — *Examen. Programme.* — A. D. G., 24 novembre 1926 129
COMMISSION MUNICIPALE DE SEFROU. — A. G. V., 30 décembre 1926. 170
COMPTABILITE. — *Modification du statut du cadre des contrôleurs de comptabilité.* — A. G. V., 31 janvier 1927 178
COMPTABILITE MUNICIPALE. — *Règlement.* — A. G. V., 14 décembre 1926 138
COMPTABILITE PUBLIQUE. — D., 5 mars 1926 1
— Dahir, 17 avril 1926 9
— *Réglementation. Modifications.* — Dahir, 16 novembre 1926 127
— *Règlement. Modifications.* — Dahir, 3 juillet 1926 33
— *Règlementation. Modifications.* — D. 5 juin 1926 29

COMPTABLES PUBLICS. — *Comptes courants de chèques postaux. Fonctionnement.* — Dahir, 15 novembre 1926 127
COMPTES COURANTS DE CHEQUES POSTAUX. — *Service. Réglementation.* A. G. V., 15 mai 1926 16
COMPTABLES PUBLICS. — *Comptes courants et chèques postaux. Réglementation.* — D., 30 août 1926 71
— *Service. Institutions.* — Dahir, 12 mai 1926 16
CONGES DE FONCTIONNAIRES. — *Réglementation.* — A. G. V., 2 juin 1926 26
CONSEIL DE GOUVERNEMENT. — *Représentation des citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives.* — A. R. G., 8 janvier 1927 171
— *Citoyens français non inscrits sur les listes électorales des chambres françaises consultatives. Représentation.* — A. R. G., 11 octobre 1926 101
— A. R. G., 1 décembre 1926 137
— *Composition de la section française.* — D. R. G., 13 octobre 1926 101
— *Contentieux des élections. Institution d'une juridiction d'appel.* — Dahir, 16 octobre 1926 114
CONSERVATEURS DE LA PROPRIETE FONCIERE. — V. Propriété foncière.
— *Conservation de la propriété foncière.* — A. G. V., 16 avril 1926.. 9
— *Commis. Concours. Programme.* — Décision, 15 décembre 1926 .. 147
— *Secrétaire de conservation. Examen d'aptitude.* — Décision du 15 décembre 1926 147
— V. Propriété foncière.
CONTROLE CIVIL. — *Modification à la réglementation du personnel.* — A. R. G., 25 janvier 1927 176
— *Personnel.* — A. R. G., 12 avril 1926 8
— *Réglementation. Arrêté résidentiel du 31 mars 1920. Modifications.* A. R. G., 24 juillet 1926 52
— *Statut du corps.* — A. R. G., 24 janvier 1927 176
CONVENTIONS INTERNATIONALES. — *Echanges de marchandises étrangères entre la zone française de l'Empire chérifien et la zone de Tanger. Règlement.* — A. G. V., 26 novembre 1926 130
— *Relations commerciales du Maroc avec l'Allemagne.* — Dahir, 30 octobre 1926 115
CORRESPONDANCES POSTALES PAR AVIONS. — *Surtaxes.* — A. G. V., 29 juin 1926 31
CREANCES DE L'ETAT (RECOUVREMENT DES). — Dahir du 7 février 1927 178
CREANCES MUNICIPALES. — *Etats de produits. Visa par les chefs de région.* — A. D. serv. contrôles civils, 26 novembre 1926..... 131
— *Recouvrement.* — Dahir, 6 octobre 1926 98
CREDIT AGRICOLE. — *Sociétés.* — Dahir, 7 avril 1926 8
CREDIT HYPOTHECAIRE. — *Institution de nouvelles formes.* — Dahir, 8 novembre 1926 124
CREDIT HYPOTHECAIRE (OBTENTION PAR LES ATTRIBUTAIRES DE LOT DE COLONISATION DU). — Dahir du 22 janvier 1927 177

D

DAMES DACTYLOGRAPHES. — V. Services des contrôles civils et des municipalités.
DEBITS DE « MAHIA ». — *Réglementation.* — A. G. V., 20 mars 1926 4
DECORATIONS. — *Médaille coloniale « Maroc 1925-1926 ». Attribu-*

tion. — D. 30 décembre 1926 165
DENTISTE. — V. Médecine
DIRECTION DE LA SANTE. — *Modification au statut du personnel.* A. G. V., 29 janvier 1927 178
— *Direction générale de l'agriculture, etc...* — A. G. V., 16 avril 1926 9
DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE. — *Modification du statut du personnel.* — A. G. V., 22 janvier 1927 175
DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Attributions. Modifications.* — Dahir, 27 décembre 1926 162
— *Personnel des services techniques. Traitements. Fixation.* — A. G. V., 9 septembre 1926 90
DISTILLATION. — *Ateliers publics. Réglementation. Modification.* — A. G. V., 27 août 1926 70
DOMAINES. — *Agents du service technique des domaines. Indemnités de fonctions.* — A. G. V., 10 juillet 1926 37
— *Domaines. Oumana el amalak.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
— — *Personnel technique.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
DOMAINE PUBLIC MARITIME. — *Police.* — Dahir, 2 novembre 1926 .. 120
DOUANES. — *Code des douanes.* — D. 28 décembre 1926 163
— *Exécution de la convention internationale et du protocole relatifs à la simplification des formalités douanières.* — A. G. V., 5 février 1927 178
DOUANES ET REGIES. — *Agents du cadre général et du cadre indigène. Indemnités spéciales.* — A. V., 3 août 1926 55
— *Statut du personnel. Modification.* — A. G. V. 52
DROIT MARITIME. — *Code de commerce maritime. Modification.* — Dahir, 26 novembre 1926 130
DROITS DE MARCHES. — *Remises allouées aux caïds.* — A. V., 3 août 1926 55
DROITS DE PORTE. — *Produits importés. Modifications.* — A. G. V., 28 septembre 1926 91

E

EAUX ET FORETS. — *Modification à l'organisation du personnel.* — A. G. V., 15 janvier 1927 173
— *Officiers. Indemnités.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
— *Personnel. Indemnités spéciales. Réglementation.* — A. G. V., 31 juillet 1926 52
— *Personnel indigène.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
— *Personnel français.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
EFFETS DE COMMERCE. — *Paiement par chèque.* — Dahir, 31 août 1926 75
ELEVAGE. — *Primes.* — A. D. agric., 20 mars 1926 7
EMPLOIS RESERVES. — *Commis des services financiers.* — A. G. V., 30 décembre 1926 166
— V. Pensions militaires.
ENREGISTREMENT ET TIMBRE. — *Organisation du personnel.* — A. G. V., 18 décembre 1926 148
— *Personnel technique.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
— *Programme d'examens des commis et dames employées.* — A. D. G., Finances, 5 janvier 1927 171
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. — *Bourses d'entretien dans les établissements d'enseignement secondaire. Modifications.* — A. G. V., 15 janvier 1927 174
ENSEIGNEMENT. — *Direction de l'enseignement.* — Dahir, 30 août 1926 73

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANCO-MUSULMAN. — *Création de bourses. Modifications.* — A. G. V., 13 décembre 1926 136
ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. — *Mesures générales de protection et de salubrité.* — A. G. V., 25 décembre 1926 156
— V. Travail.
ETABLISSEMENTS INSALUBRES, INCOMMODES OU DANGEREUX. — *Parcs à escargots.* — A. G. V., 29 décembre 1926 165
ETATS DE PRODUITS. — *Visa par les chefs de région.* — A. du Contrôle civil du 15 janvier 1927 180
EXPORTATION DES CEREALES. — V. Céréales.

F

FABRIQUES D'ALLUMETTES. — *Etablissements incommodes, etc...* — A. G. V., 7 avril 1926 8
FARINES. — *Prix des farines destinées à la panification.* — Dahir, 7 février 1927 178
FEZ (REGION DE). — *Organisation territoriale. Modifications.* — A. R. G., 6 août 1926 56
— *Organisation territoriale. Modification.* — A. R. G., 27 septembre 1926 91
FEU. — *Usage. Incendies.* — Dahir, 13 juillet 1926 35
— *Usage. Réglementation en vue de prévenir les incendies.* — Dahir, 13 juillet 1926 42
FEZ-NORD. — *Organisation territoriale.* — A. R. G., 22 mars 1926 7
— *Finances. Inspecteurs.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
FONCTIONNAIRES. — *Chargés de la direction des services publics. Indemnités.* — A. G. V., 10 juillet 1926 30
FONCTIONNAIRES DE LA ZONE FRANCAISE DE L'EMPIRE CHERIFIEN. — *Frais de déplacement et de séjour.* — A. G. V., 30 juin 1926 31
FONCTIONNAIRES DETACHES AU MAROC. — *Prime de fin de services.* — Dahir, 2 juillet 1926 32
FONCTIONNAIRES. — *Fonctionnaires de la zone française de l'Empire chérifien. Frais de déplacement et de séjour.* — A. G. V., 17 septembre 1926 90
FONCTIONNAIRES. — *Frais de voyage d'un domestique sur les paquebots.* — A. G. V., 6 octobre 1926 101
— *Indemnités. Frais de déplacement et de séjour.* — A. G. V., 10 juillet 1926 34
— *Utilisation d'une voiture automobile pour les besoins du service.* — A. G. V., 29 décembre 1926 165
FRAUDES ET FALSIFICATIONS. — *Prélèvements opérés par les agents des douanes et régies. Limitation.* — A. D. G., 23 octobre 1926 115
— *Répression. Prélèvements pouvant être opérés par certains agents du service des douanes et régies.* — A. D. G., agriculture, 1er septembre 1926 88

G

GEOGRAPHIE. — *Création d'un comité marocain.* — A. D. G., Instruction publique, 15 novembre 1926 127
GERANTS DE CABINE. — *Remise.* — A. G. V., 10 juillet 1926 34

H

HAUT-OUERRA. — V. Cercle du Haut-Ouerra.
HUILES DE PARAFINE. — *Réglementation.* — A. G. V., 12 juillet 1926 34

HUILE D'OLIVE. — *Exportation.* — Dahir, 6 septembre 1926 88
HUILES MINERALES. — *Entrepôts spéciaux. Modifications.* — A. G. V., 15 décembre 1926 147
HUITRES. — *Importation, salubrité.* — A. G. V., 27 février 1926 1

I

IMPOTS ET CONTRIBUTIONS. — V. Agents des impôts et contributions.
— *Chaouchs et cavaliers.* — A. G. V., 17 avril 1926 4
— *Services extérieurs.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
INCENDIES. — V. Feu.
INDEMNITES DE RESIDENCE ET POUR CHARGE DE FAMILLE. — *Citoyens français en fonctions dans une administration publique.* — A. G. V., 3 juillet 1926 33
— *Conditions d'allocation aux fonctionnaires français.* — A. G. V., 10 janvier 1927 172
— *Fonctionnaires indigènes non citoyens français.* — A. G. V., 12 janvier 1927 172
INDEMNITES. — *Fonctionnaires des travaux publics remplissant en sus de leurs fonctions normales, celles de vice-consul en matière maritime.* — A. G. V., 14 août 1926 61
INDEMNITES DE MONTURES ET DE VOITURES. — *Régime. Modifications.* — A. G. V., 24 décembre 1926 152
INDEMNITES DE RESIDENCE ET POUR CHARGES DE FAMILLE. — *Citoyens français en fonctions dans une administration publique de l'Empire chérifien.* — A. G. V., 28 septembre 1926 91
INDEMNITES. — *Personnel des services actifs de la sécurité générale.* — A. G. V., 23 août 1926 70
INDEMNITES POUR CHARGES DE FAMILLE. — *Allocation. Modifications.* — A. V., 4 août 1926 55
— V. Indemnités de résidence.
INDEMNITES. — *Résidence. Charges de famille.* — A. V. G., 22 mars 1926 5
INGENIEUR ADJOINT DES TRAVAUX PUBLICS. — V. Travaux publics.
INSCRITS MARITIMES. — *Commission spéciale de visite. Composition.* — A. R. G., 6 décembre 1926 133
INSPECTION DES FINANCES. — *Services non financiers du protectorat. Contrôle.* — Dahir, 6 novembre 1926 121
INSPECTION DU TRAVAIL. — *Création de circonscriptions.* — A. G. V., 25 décembre 1926 156
— *Fonctions d'inspecteur du travail pouvant être remplies à titre transitoire par certains agents du protectorat.* — Dahir, 25 décembre 1926 156
— *Nomination en qualité d'instituteurs et d'institutrices stagiaires de certains candidats.* — A. G. V., 22 décembre 1926 152
INSTITUTEUR. — *Classement.* — A. G. V., 31 décembre 1926..... 170
INTERETS. — *Taux légal.* — Dahir, 20 mars 1926 4

L

LAIT. — *Production du lait. Surveillance. Commerce des laits et produits de laiterie. Réglementation.* — A. V., 6 août 1926 56
LANGUE ARABE. — *Etude. Services de la sécurité générale. Primes à l'encouragement.* — A. G. V., 14 août 1926 61
LOCOMOTIVES, TRACTEURS A VAPEUR ET CHAUDIERES A ASPHALTE. — *Dispositifs dont doivent être munis ces véhicules pour éviter les incendies.* — A. D. G., Tr. publ., 3 août 1926 55
LOTS DE COLONISATION. — *Modification au dahir relatif à l'aliénation des.* — Dahir, 29 janvier 1927 177

M

MANDATS POSTES. — *Bureaux français à l'étranger.* — A. G. V., 16 juin 1926 31
MANDATS-POSTES INTERNATIONAUX. — *Droits et taxes. Modifications.* — A. G. V., 12 juin 1926 31
MANDATS POSTE. — *Montant inférieur à 20 francs. Conditions d'émission et de paiement.* — A. G. V., 17 juillet 1926 51
MANDATS TELEGRAPHIQUES. — *Délais de validité.* — A. G. V., 18 décembre 1926 151
— *Etablissements de facteurs-receveurs. Montant maximum.* — A. G. V., 11 novembre 1926 125
MARCHES. — *Marchandises faisant l'objet des marchés souscrits par les services du corps d'occupation. Régime fiscal.* — Dahir, 15 décembre 1926 145
MAROC. — *Réorganisation territoriale.* — A. R. G., 26 novembre 1926 129
MARRAKECH. — *Etablissements incommodes, etc...* — A. G. V., 16 mars 1926 6
MEDECINS MILITAIRES. — *Allocations.* — A. G. V., 15 janvier 1927 .. 174
MEDECIN. — *Professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme. Exercice. Réglementation.* — Dahir, 20 août 1926 62
MEDICAMENTS. — *Réglementation de la vente des médicaments préparés à l'avance.* — A. G. V., 28 janvier 1927 176
MEKNÈS ET RABAT. — *Conservation de la propriété foncière.* — Dahir, 19 mars 1926 7
MILITAIRES DETACHES DANS LES BUREAUX DE L'OFFICE. — *Rétribution.* A. G. V., 10 juillet 1926 34
MISSOUR (CERCLE DE). — *Réorganisation territoriale.* — A. R. G., 27 septembre 1926 91
MOYEN-OUERRA. — V. Cercle du Moyen-Ouerra.
MURIER. — *Prime à la plantation.* — A. G. V., 26 février 1926 1

N

NAVIRES. — *Opérations de jaugeage.* — A. G. V., 24 septembre 1926 90

O

ŒUFS DE VOLAILLES. — *Exportation.* — Dahir, 18 septembre 1926 90
— Dahir, 29 décembre 1926 165
OFFICE DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — *Création.* — A. R. G., 2 juillet 1926 32
OFFICE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — *Personnel administratif. Organisation.* — A. G. V., 28 août 1926 70
— *Indemnité pour l'usage de la bicyclette.* — A. G. V., 10 juillet 1926 34
— *Inspecteurs. Situation et indèmnités.* — A. G. V., 19 juin 1926 .. 31
— *Direction.* — A. G. V., 16 avril 1926 9
OFFICE DU MAROC A PARIS. — *Attribution de l'indemnité provisoire de 12 p. 100 au personnel.* — A. G. V., 29 janvier 1927 178
OFFICE DU PROTECTORAT A PARIS. — Dahir, 14 avril 1926 8
— *Statut du personnel. Organisation.* — A. G. V., 3 novembre 1926 121
OFFICE POSTAL. — *Indemnité pour paiement de mandats de dépenses publiques étrangères au service des postes et télégraphes.* — A. G. V., 10 juillet 1926 34
ORDRE PUBLIC (PARTICIPATION DE L'ARMEE AU MAINTIEN DE). 166
ORGANISATION JUDICIAIRE. — *Empire chérifien.* — D., 22 août 1926 69

— *Haut tribunal chérifien. Modifications.* — Dahir, 12 juin 1926 30
— *Modifications.* — Dahir, 23 juillet 1926 53
ORGANISATION MUNICIPALE. — *Modifications.* — Dahir, 22 décembre 1926 152
OUEZZAN (VILLE D'). — *Régime municipal.* — A. G. V., 18 décembre 1926 151
OUJDA. — *Région civile. Organisation territoriale. Modification.* — A. R. G., 2 septembre 1926 88
OUEZZAN. — *Taxe urbaine. Patente.* — A. G. V., 22 mars 1926 7

P

PARCS A ESCARGOTS. — V. Etablissements incommodes ou dangereux.
PATENTES. — *Droit de patente pour certaines professions.* — A. G. V., 21 octobre 1926 114
PECHE FLUVIALE. — *Engins utilisables. Désignation.* — Dahir et A. G. V., 2 novembre 1926 119
PECHE MARITIME. — *Réglementation. Modification.* — Dahir, 13 septembre 1926 90
PENSIONNES DE GUERRE. — *Emplois réservés.* — Dahir, 12 avril 1926. 8
PENSIONNES MILITAIRES. — *Accession à la petite propriété rurale. Attribution de prêts individuels à long terme.* — Dahir, 22 décembre 1926 151
PENSIONS. — *Avances sur pensions. Application à la zone française de l'Empire chérifien.* — Dahir, 30 août 1926 73
PENSIONS MILITAIRES. — *Emplois réservés. Dahir du 30 novembre 1921, annexe II. Modification.* — Dahir, 13 juillet 1926 46
PENSIONS. — *Pensions civiles et militaires. Réforme. Application au Maroc.* — D. 31 août 1926 74
PERCEPTEUR STAGIAIRE. — *Concours. Réglementation.* — D. D. G. F., 8 juillet 1926 33
PERCEPTEUR SUPPLEANT. — *Examen d'aptitude professionnelle. Réglementation.* — D. D. G. F., 8 juillet 1926 33
PERCEPTIONS. — *Indemnités spéciales.* — A. G. V., 10 juillet 1926.... 34
— *Organisation du service. Modifications.* — A. V., 24 juillet 1926.. 53
— *Personnel technique.* — A. G. V., 17 avril 1926 11
— *Personnel technique. Indemnités spéciales.* — A. G. V. 52
PERMIS DE PROSPECTION. — *Statut. Modification.* — A. G. V., 2 novembre 1926 121
— *Personnels administratifs chérifiens.* — A. G. V., 12 avril 1926.... 8
PHARMACIEN. — V. Médecine.
PLANTES. — *Lutte contre les parasites. Incinération des chaumes. Réglementation.* — Dahir, 2 août 1926 55
POIDS ET MESURES. — *Conditions de fabrication.* — A. G. V., 16 février 1927 180
POSTES ET TELEGRAPHES. — *Auxiliaires gérant des établissements secondaires. Rétribution.* — A. G. V., 17 juillet 1926 51
— *Receveurs, chefs de station radiotélégraphique. Gérants de recette secondaire. Facteurs-receveurs des postes et des télégraphes. Frais d'abonnement.* — A. G. V., 17 juillet 1926 51
POIDS ET MESURES. — *Vérificateur des poids et mesures détaché au Service central. Indemnité de fonctions.* — A. G. V., 3 novembre 1926 121
POLICE SANITAIRE VETERINAIRE. — *Importation et exportation. Modification.* — A. G. V., 21 août 1926 69
PORTS MARITIMES DE COMMERCE. — *Police. Modifications.* — Dahir, 30 novembre 1926 131

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — *Colis postaux. Modifications de taxe.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
— *Correspondance. Service public. Taxe.* — Dahir, 15 janvier 1927.. 173
— *Désignation des fonctionnaires soumis à cette taxe.* — A. G. V., 15 janvier 1927 174
— *Mécaniciens du cadre métropolitain. Prime de rendement. Allocation.* — A. G. V., 24 juillet 1926 54
— *Modifications de tarifs postaux.* — A. G. V., 27 janvier 1927.... 176
— *Modification des taxes des colis postaux du régime extérieur.* — A. G. V., 14 février 1927 180
— *Personnel subalterne. Indemnité de chaussures.* — A. G. V., 4 août 1926 55
— *Service des virements postaux. Arrangements des 17 et 27 août 1926. Ratification.* — Dahir, 2 novembre 1926 119
PRETS IMMOBILIERS. — *Fixation des ristournes d'intérêts.* — A. G. V., 5 janvier 1927 174
— *Modifications aux statuts de la Caisse de prêts immobiliers.* — A. G. V., 5 janvier 1927 171
PRIME. — *Aux agents du Service de la Sécurité générale.* — A. G. V., 9 février 1927 180
PRIMES DE LANGUE ARABE ET DE LANGUE BERBERE. — *Attribution.* — A. G. V., 29 décembre 1926 165
PRIME. — *Modalités d'attribution d'une prime à la jachère cultivée.* — A. G. V., 11 février 1927 180
PROPRIETE FONCIERE. — *Conservateurs et conservateurs adjoints. Indemnités de responsabilité.* — A. G. V., 17 juillet 1926 51
— *Service de la conservation. Réglementation.* — A. G. V., 4 décembre 1926 132
— *Service de la conservation. Statut du personnel. Modifications.* — A. G. V., 11 décembre 1926 134

R

RADIO. — *Modifications aux taxes de contrôle des postes radioélectriques.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
RADIOTELEGRAPHIE. — *Opérateur radiotélégraphiste du Ministère de la Guerre en service au Maroc. Situation administrative.* — A. G. V., 18 décembre 1926 148
RECEVEURS PARTICULIERS. — *Indemnités de responsabilité et de fonctions.* — A. G. V., 11 juin 1926 30
REGIES. — V. Douanes et régies.
REGIES FINANCIERES. — *Inspecteurs. Indemnités.* — A. G. V., 25 juin 1926 31
REGIES MUNICIPALES. — *Indemnités des régisseurs.* — Dahir, 10 juillet 1926 37
— *Personnel. Traitements.* — A. G. V., 14 avril 1926 8
REGIME FONCIER. — *Immatriculation des immeubles. Tribu des Chichaouen.* — Dahir, 5 juin 1926 30
REGIME FORESTIER. — *Extension au territoire de la région de Marrakech et de la circonscription autonome de contrôle civil des Chiadma.* — A. G. V., 27 novembre 1926 131
REGION DE TAZA. — *Organisation territoriale.* — A. R. G., 8 mars 1926. 3
REGISTRE DU COMMERCE. — *Fonctionnement. Réglementation.* — Dahir, 1er septembre 1926 77
— A. G. V., 1er septembre 1926 83
REQUISITIONS MILITAIRES. — *Animaux et véhicules à traction animale. Recensement et classement.* — Dahir, 13 octobre 1926 110

— *Recensement et classement des véhicules automobiles susceptibles d'être réquisitionnés.* — Dahir, 28 septembre 1926 91
RESSORTISSANTS ALLEMANDS. — *Modification des pénalités prévues au statut des ressortissants allemands au Maroc français.* — Dahir, 15 janvier 1927 172

S

SAGE-FEMME. — V. Médecine.
SAISIES-ARRETS SUR TRAITEMENTS ET SALAIRES. — V. Traitements et salaires.
SANTE ET HYGIENE PUBLIQUE. — *Personnel technique.* — A. G. V., 16 avril 1926 9
SECRETARIAT GENERAL DU PROTECTORAT. — *Délégation au chef du Service du contrôle des municipalités.* — A. Secr. gén., 16 février 1927. 180
— *Personnel administratif. Statut. Modifications.* — A. G. V., 5 octobre 1926 96
— A. G. V., 18 décembre 1926 148
SECRETARIATS DES JURIDICTIONS FRANÇAISES. — *Organisation du personnel. Traitements.* — Dahir, 11 décembre 1926 133
SECURITE GENERALE. — *Personnel.* — A. G. V., 14 avril 1926..... 8
SERVICE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE. — Dahir, 15 mars 1926 1
SERVICE DES BEAUX-ARTS ET DES MONUMENTS HISTORIQUES. — *Statut du personnel. Modification.* — A. G. V., 10 juillet 1926 34
SERVICES DES CONTROLES CIVILS ET DES MUNICIPALITES. — *Dames dactylographes. Recrutement.* — A. R. G., 28 octobre 1926 115
— *Service pénitentiaire.* — A. G. V., 16 avril 1926..... 9
— *Service topographique chérifien.* — A. G. V., 19 avril 1926..... 12
SERVICE TOPOGRAPHIQUE CHERIFIEN. — *Personnel dessinateur et calculateur. Conditions d'examen.* — A. G. V., 31 juillet 1926 52
— *Personnel. Modification.* — A. G. V., 25 juin 1926..... 31
SETTAT. — *Institution d'une audience foraine.* — O. P. P., Rabat, 27 décembre 1926 163
SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE. — *Institution.* — Dahir, 1er septembre 1926 76
SPECULATION ILLICITE. — *Répression. Dahir du 20 août 1917. Modifications.* — Dahir, 1er août 1926 54
SPORTS. — *Comité supérieur des sports et des courses. Modification.* — A. R. G., 21 septembre 1926 90

T

TARIFS POSTAUX. — *Modifications.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
TAXE DE CONSOMMATION. — *Essence, pneus, cartes, allumettes.* — Dahir, 27 février 1926 1
TAXE DE PLUS-VALUE IMMOBILIERE. — *Suppression.* — Dahir, 13 juillet 1926 46
TAXE DES PRESTATIONS. — *Réglementation.* — A. G. V., 17 août 1926. 61
TAXES POSTALES AERIENNES. — A. G. V., 31 mars 1926 7
TAXES POSTALES INTERNATIONALES. — A. G. V., 3 mars 1926 1
— *Modifications.* — A. G. V., 10 septembre 1926 90
TAZA (REGION DE). — *Organisation territoriale. Modifications.* — A. R. G., 6 août 1926 56
— *Organisation territoriale. Modification.* — A. R. G., 2 septembre 1926 88
— A. R. G., 27 septembre 1926 91

TELEGRAMMES. — *Service de traduction. Suppression.* — A. G. V., 29 juin 1926 31
— *Télégrammes de presse. Taxe.* — A. G. V., 24 septembre 1926.... 90
TELEGRAPHE. — *Modification de la taxe des télégrammes.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
TELEPHONE. — *Installation d'un poste téléphonique au domicile des chefs des services municipaux.* — A. R. G., 2 décembre 1926..... 131
— *Lignes et installations téléphoniques. Conditions de fourniture et d'entretien.* — A. G. V., 6 août 1926 56
— *Modification des conditions de fourniture des lignes et des redevances.* — A. G. V., 8 janvier 1927 172
TIMBRE-QUITTANCE. — *Exonération.* — Dahir, 22 janvier 1927..... 175
TOURISME. — *Réorganisation.* — A. R. G., 16 mars 1926..... 3
TRACTEURS AGRICOLES. — V. Agriculture.
TRAITEMENTS. — *Affaires chérifiennes. Interprétariat.* — A. G. V., 16 avril 1926 9
— *Délégué à la Résidence générale et secrétaire général du Protectorat.* — A. R. G., 5 juin 1926..... 30
TRAITEMENTS ET INDEMNITES. — *Agents auxiliaires du Protectorat. Majoration de salaire.* — A. G. V., 28 décembre 1926 165
TRAITEMENTS ET SALAIRES. — *Allocation d'une indemnité provisoire et d'une allocation forfaitaire aux personnels et agents de l'Etat chérifien.* — A. G. V., 3 novembre 1926 121
— *Contrôleurs civils, chefs de région. Indemnités de fonctions.* — A. R. G., 22 novembre 1926 129
— *Contrôleurs spéciaux détachés au Service central de l'Enregistrement et du Timbre. Indemnité de travail.* — A. G. V., 18 décembre 1926 147
— *Fonctionnaires. Indemnité mensuelle de bicyclette.* — A. G. V., 29 décembre 1926 165
— *Personnel auxiliaire des administrations publiques.* — A. G. V., 27 décembre 1926 163
— *Personnel des services actifs de la sécurité générale.* — A. G. V., 29 décembre 1926 165
— *Personnel technique de la Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.* — A. G. V., 26 novembre 1926.... 131
— *Saisies-arrêts. Cessions. Réglementation. Modifications.* — Dahir, 17 août 1926 61
TRAITEMENTS. — *Service de la Direction générale des travaux publics.* — A. G. V., 28 juin 1926 31
— *Trésorier général du Protectorat.* — Dahir, 7 juin 1926..... 30
TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MINES. — A. G. V., 18 janvier 1927.. 174
TRAVAIL. — *Etablissements industriels et commerciaux. Réglementation.* — Dahir, 13 juillet 1926 37
— *Indemnités des inspecteurs du travail.* — A. G. V., 5 février 1927.. 178
— *Organisation du personnel technique de l'inspection du travail.* — A. G. V., 29 janvier 1927 178
TRAVAUX DANGEREUX INTERDITS AUX ENFANTS ET AUX FEMMES. — A. G. V., 21 janvier 1927 174
TRAVAUX PUBLICS. — *Agents. Indemnité de campagne.* — A. G. V., 25 juin 1926 31
— *Agents techniques détachés dans les services centraux de la Direction générale des travaux publics. Indemnités.* — A. G. V., 18 octobre 1926 114
— *Caisse de l'hydraulique agricole.* — Dahir, 4 janvier 1927..... 171
— *Emploi de secrétaire-comptable. Conditions du concours.* — A. D. G. Travaux publics, 26 octobre 1926 115

— *Fonctionnaires des services techniques détachés au service des travaux municipaux des villes du Maroc. Indemnité de poste.* — A. G. V., 4 décembre 1926 132
— *Ingénieur adjoint. Examen professionnel. Conditions et programmes.* — A. D. G. Travaux publics, 22 octobre 1926 115
— *Régisseurs comptables. Indemnité de caisse.* — A. G. V., 20 novembre 1926 129
— *Secrétaire-comptable. Concours.* — A. D. T. P., 1er avril 1926.... 7
— *Tenues à certaines catégories de personnel.* — A. G. V., 21 février 1927 180
— *Sous-agents. Examen.* — A. D. T. P., 13 mars 1926..... 6
— *Trésorerie générale.* — A. G. V. 17 avril 1926 12
TRESORIER GENERAL. — *Cautionnement et traitement.* — Dahir, 19 avril 1926 12
TRIBUS DE COUTUME BERBERE. — *Désignation.* — A. G. V., 19 janvier 1927 174
— *Désignation.* — A. G. V., 4 décembre 1926 132
TROUPES DU MAROC. — *Commandement supérieur. Attributions du commissaire. Résident général commandant supérieur des troupes.* — D 3 octobre 1926 94

U

USURE. — *Répression en zone française.* — Dahir, 31 août 1926..... 76

V

VERIFICATEURS DES POIDS ET MESURES. — *Indemnités de vacations.* — A. G. V., 2 juillet 1926 33
VILLES. — *Modifications au dahir sur les alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes.* — Dahir, 1er mars 1927 183
VINS. — *Commerce. Vinification.* — A. G. V., 23 mars 1926..... 7
— *Vinification et commerce des vins. Réglementation.* — A. G. V., 17 juillet 1926 46
— H. D. G. Agric., 21 juillet 1926 52
VOLS. — *Vols d'eau. Répression.* — Dahir, 17 décembre 1926 147

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DECRETS ET ARRETES DONNES *IN EXTENSO*

1926

MARS

5. D. — *Comptabilité publique au Maroc* 1
16. A. R. G. — *Réorganisation du tourisme* 3
16. Dahir. — *Collectivités indigènes. Tutelle administrative. Gestion des biens collectifs* 6
20. A. G. V. — *Débits de mahia dans les mellahs et agglomérations israélites* 4
22. A. G. V. — *Indemnités de résidence et de charges de famille*.... 5

AVRIL

14. Dahir. — *Office du Protectorat à Paris* 8
17. Dahir. — *Comptabilité publique de l'Empire chérifien*..... 9

19. Dahir. — *Fonctionnaires civils du Protectorat. Caisse de prévoyance* 12
23. Dahir. — *Pachas et Caïds. Pouvoirs judiciaires* 13
26. A. G. V. — *Indemnité spéciale du personnel des impôts et contributions* 14

MAI

15. A. G. V. — *Service des comptes courants et chèques postaux*.... 16
25. Dahir. — *Crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie* 22

JUIN

4. A. G. V. — *Frontière algérienne. Entrées et sorties de marchandises* 26
5. D. — *Comptabilité publique au Maroc* 29
12. Dahir. — *Haut Tribunal chérifien* 30

JUILLET

2. A. R. G. — *Office de la main-d'œuvre* 32
2. Dahir. — *Fonctionnaires détachés au Maroc. Prime* 32
3. Dahir. — *Comptabilité publique* 33
12. Dahir. A. G. V. — *Huiles de paraffine, végétales, minérales* 35
13. Dahir. — *Atteintes au crédit de l'Etat* 35
13. Dahir. — *Usage du feu. Réglementation* 42
13. Dahir. — *Réglementation du travail* 37
13. Dahir. — *Taxe de plus-value immobilière. Suppression* 46
17. A. G. V. — *Vinification et commerce des vins. Réglementation*.... 46
24. A. R. G. — *Corps du contrôle civil. Statut* 52
28. Dahir. — *Organisation judiciaire du Protectorat* 53

AOUT

1. Dahir. — *Spéculation sur les denrées et marchandises. Sanctions.* 54
2. Dahir. — *Incinération des chaumes. Réglementation* 55
6. A. G. V. — *Production et commerce du lait et des produits de laiterie. Surveillance* 56
17. Dahir. — *Saisie-arrêt et cession des traitements et salaires. Réglementation* 61
20. Dahir. — *Professions de médecin, pharmacien, dentiste, sage-femme* 62
22. D. — *Organisation judiciaire du Protectorat* 69
30. D. — *Comptables publics : emploi des chèques postaux* 71
30. Dahir. — *Avances sur pensions* 73
30. Dahir. — *Direction de l'enseignement* 73
31. D. — *Pensions civiles et militaires* 74
31. Dahir. — *Code de commerce, art.* 171 *à* 184 (*paiement des effets par chèque*) 75
31. Dahir. — *Usure. Répression* 76

SEPTEMBRE

1. Dahir. — *Sociétés à responsabilité limitée* 76
1. Dahir. — *Registre du commerce. Immatriculation* 77
1. A. G. V. — Idem 83
6. Dahir. — *Huile d'olive. Exportation* 88

8. A. G. V. — *Associations syndicales agricoles. Comptabilité des trésoriers* 89
29. Dahir. — *Véhicules automobiles. Recensement* 91

OCTOBRE

3. D. — *Commandement supérieur des troupes françaises*..... 94
5. A. G. V. — *Secrétariat du Protectorat. Personnel*..... 96
6. Dahir. — *Créances municipales. Recouvrement* 98
13. Décision R. G. — *Composition de la section française du Conseil de Gouvernement* 101
13. A. R. G. — *Conseil de Gouvernement. Représentation de certains Français* 101
13. Dahir. — *Recensement et classement des animaux et véhicules susceptibles d'être réquisitionnés* 110
16. Dahir. — *Elections de représentants au Conseil de Gouvernement. Appel* 114

NOVEMBRE

1. Dahir. — *Bibliothèque du Protectorat* 115
2. Dahir. — *Pêche fluviale* 119
2. A. G. V. — Idem 119
2. Dahir. — *Police du domaine public maritime* 120
2. A. G. V. — *Permis de prospection* 121
8. D. — *Commission de réseaux de chemins de fer*..... 122
8. Dahir. — *Crédit hypothécaire. Caisse de prêts immobiliers* 124
15. Dahir. — *Comptables publics. Usage des chèques postaux*..... 125
15. Dahirs. — *Comptabilité publique* 127
16. Dahir. — *Casablanca. Pilotage. Taxes* 128
26. A. R. G. — *Réorganisation territoriale* 129
26. Dahir. — *Code du commerce maritime* 130
30. Dahir. — *Police des postes maritimes de commerce*..... 131

DECEMBRE

4. A. G. V. — *Propriété foncière. Service de conservation*..... 132
6. A. R. G. — *Inscrits maritimes français. Commission de visite*.... 133
11. A. G. V. — *Propriété foncière. Service de conservation*..... 134
11. A. R. G. — *Conseil de Gouvernement. Représentation de certains Français* 137
14. A. R. G. — *Chambres françaises consultatives* 137
14. A. G. V. — *Comptabilité municipale* 138
15. Dahir. — *Marchandises faisant l'objet de marchés souscrits avec les corps d'occupation. Régime fiscal* 145
17. Dahir. — *Vols d'eau. Répression* 147
18. A. G. V. — *Opérateurs de T. S. F.* 148
18. A. G. V. — *Secrétariat général du Protectorat*..... 148
18. A. G. V. — *Administration centrale du Protectorat. Heures supplémentaires* 149
22. Dahir. — *Prêts à longs termes. Pensionnés. Petites propriétés rurales* 151
22. Dahir. — *Organisation municipale* 152
22. Dahir. — *Statut municipal* 152
25. Dahir et A. D. F. — *Publicité. Panneaux-réclames. Affiches*.. 153 154
25. A. G. V. — *Mesures de salubrité. Industrie et commerce*..... 156
27. Dahir. — *Direction générale des Travaux publics*..... 162

28. D. — *Code des douanes* 163
30. D. — *Médaille « Maroc* 1925-1926 » 165
30. Instruct. R. G. — *Participation de l'armée au maintien de l'ordre public* 166

1927

JANVIER

8. A. R. G. — *Chambres françaises Cons. d'agriculture, et Ch. fr. Cons. de commerce et d'industrie* 171
8. A. R. G. — *Conseil de Gouvernement. Représentation de certains Français* 171
15. Dahir. — *Budget de la région de Chaouïa* 173
21. A. G. V. — *Travaux dangereux. Femmes et enfants* 174
24. A. R. G. — *Corps du contrôle civil. Statut* 176
25. A. R. G. — *Personnel du Service du contrôle civil* 176
29. Dahir. — *Crédit hypothécaire. Lois de colonisation*..... 177
29. Dahir. — *Lois de colonisation. Aliénation*..... 177

FEVRIER

11. A. R. G. — *Chambres françaises consultatives* 178
18. Dahir. — *Chambres françaises consultatives. Elections. Constatation. Appel* 181
21. Dahir. — *Musée des antiquités et arts musulmans*..... 181

MARS

1. Dahir. — *Alignements; plans d'aménagement; servitudes et taxes de voirie* 183